Strasbourg.eu
eurométropole

1

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Décision modificative n°1 2026 de l'Eurométropole de Strasbourg et modification des autorisations de programme

Numéro E-2026-869

BUDGET PRINCIPAL

Section de fonctionnement

La décision modificative n°1 s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à hauteur de **+0,2 M€,** répartis entre +1,2 M€ d'écritures comptables et -1 M€ d'autres inscriptions.

Les écritures comptables, à +1,2 M€, majoritairement équilibrées par des recettes, concernent pour :

- +0,8 M€ pour l'admission en non-valeur du montant restant dû pour le sinistre de la piscine de Hautepierre datant de l'année 2013 et pour lequel la provision qui avait été constituée est reprise dans la présente étape budgétaire pour financer cette admission en non-valeur,
- +0,3 M€, une constitution de provision en lien avec le titrage d'une recette à l'encontre d'une entreprise ayant été défaillante sur un chantier. L'entreprise étant liquidée, la recette ne devrait pas être honorée. Par conséquent, la reprise de cette provision permettra de financer l'extinction de cette créance, et ce sur l'exercice 2027,
- +0,1 M€ d'intérêts moratoires ;

Les autres inscriptions, à -1 M€ concernent :

- +0,2 M€ pour les prestations informatiques ;
- +0,2 M€, les dépenses pour l'entretien du parc des véhicules ;
- +0,4 M€, les réparations suite aux dégradations sur l'espace public ;
- +0,5 M€, les dépenses de personnel, qui s'élèvent désormais à 388 M€ soit une évolution de 0,1% par rapport à l'inscription initiale, dans une logique prudentielle ;
- -0,1 M€ dans le domaine des solidarités ;
- -0,2 M€, suite à l'assujettissement à TVA des dépenses de stationnement en

ouvrage s'agissant des parkings Wodli/gare et deux-rives ;

- -0,7 M€, le développement économique, principalement les projets financés (territoires santé de demain, fonds social européen), qui expliquent la diminution des recettes dans cette décision budgétaire ;
- -1,5 M€, la contribution au budget annexe des mobilités actives, lié aux modifications inscrites sur ce budget dans cette décision modificative. Entre le budget primitif et la décision modificative, cette contribution sera passée de 54,5 M€ à 51,5 M€ ;

Les recettes quant à elles sont à **+0,2 M€**, dont :

- +0,8 M€ de reprise de provision concernant le sinistre de la piscine de Hautepierre;
- +0,3 M€ de titrage concernant l'entreprise défaillante dont le montant a été inscrit en provision ;
- +0,2 M€ de facturation de tiers dans le cadre de l'entretien de véhicules ;
- +0,1 M€ de redevances dans le cadre de la transition énergétique ;
- -0,1 M€ d'ajustement des recettes dans le domaine de l'habitat ;
- -0,1 M€ de modification de recettes de boni de clôtures de ZAC;
- -0,2 M€ lié à l'assujettissement à TVA de la recette stationnement des ouvrages Wodli/gare et Deux-rives ;
- -0,8 M€ pour le développement économique en lien avec la diminution des dépenses.

L'épargne brute reste inchangée après équilibre de la section de fonctionnement et s'élève à 76,3 M€.

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à **-17,2 M€**.

En dépenses, les **-17,2 M€** se répartissent entre **-14,3 M€** de crédits opérationnels et **-2,9 M€** de crédits financiers.

Les dépenses opérationnelles, qui diminuent de **14,3 M€,** concernent très majoritairement des modifications de l'avancée de chantiers ; elles se répartissent entre crédits de paiement sur autorisations de programmes à -13,4 M€ et crédits annuels à -0,9 M€.

Les modifications les plus importantes pour les crédits de paiement (-13,4 M€) concernent les thématiques suivantes :

- **-11,1 M€** pour la voirie, les pistes cyclables et les mobilités, dont -3,7 M€ pour l'extension du tramway vers l'ouest de l'agglomération,-2,9 M€ pour l'aménagement des gares routières et du Réseau express métropolitain interurbain, -2,2 M€ pour

l'entretien des routes départementales et nationales,-1,6 M€ pour l'entretien des voiries et des ouvrages d'art ou encore -0,5 M€ pour l'accompagnement de la GEMAPI ;

- **-2,4 M€** pour le développement économique et l'enseignement supérieur, dont -1 M€ pour les aménagements urbains dans le secteur Wacken, -0,8 M€ pour les différents contrats financés (FEDER, FSE, triennal, territoire santé de demain), ;

- **-1,6 M€** pour les ressources logistiques, dont -0,6 M€ en faveur du parc des véhicules,-0,5 M€ pour la maintenance du secteur Etoile et-0,4 M€ pour le numérique,

- **+0,4 M€** pour les déchets concernant l'inscription de crédits pour une assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre des études pour la nouvelle unité de valorisation énergétique ;

- **+1,2 M€** pour l'urbanisme, dont +1,8 M€ en faveur de la participation au coût de l'opération de la ZAC des Deux-rives, -0,2 M€ pour la ZAC de Reichstett et -0,2 M€ pour celle du parc d'innovation à Illkirch et -0,1 M€ pour la reconversion de friches.

Les modifications concernant les dépenses des crédits annuels opérationnels **(-0,9 M€**) comprennent des évolutions mineures des investissements sur le développement économique (-0,3 M€), le numérique (-0,3 M€), la valorisation des déchets (-0,1 M€), la culture (-0,1 M€) ou encore l'acquisition de mobilier (-0,1 M€).

Les dépenses financières qui diminuent de **-2,9 M€** correspondent à :

- la créance concernant la SPL Deux-rives (-1,7 M€) ;
- la participation aux équipements publics de la ZAC des Deux-rives (-1 M€) ;
- le report de la capitalisation de l'entreprise Sunn'Stett (-0,3 M€) ;
- des écritures de régularisations de frais d'études (+0,1 M€).

Les recettes d'investissement, à **-3 M€** comprennent :

- -3,2 M€ de subvention et comptes de tiers ;
- +0,1 M€ de cessions du parc des véhicules ;
- +0,1 M€ de régularisations de frais d'études.

L'équilibre est assuré par une diminution de la prévision d'emprunt de **-14,3 M€**.

Mise à jour des autorisations de programmes

Chaque étape budgétaire est l'occasion de mettre à jour les autorisations de programme (AP) en dépenses et en recettes.

La décision modificative propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+3 M€** en dépenses et de +**0,2 M€** en recettes. Le montant total des AP s'élève désormais à 3,3 Mds€ en dépenses et à 788 M€ en recettes.

S'agissant des dépenses à **+3 M€**, il convient de signaler les modifications pluriannuelles suivantes :

- **+1,6 M€** pour le développement économique et l'attractivité, dont +**2,1 M€** pour le renouvellement du contrat triennal, **-0,3 M€** pour le démonstrateur Ville Durable Citadelle, **-0,2 M€** pour l'enseignement supérieur et plus précisément pour le projet vaisselle durable des HUS,

- **+0,6 M€** pour l'urbanisme, dont +0,2 M€ pour la ZAC du parc d'innovation d'Illkirch-Graffenstaden, pour les études sur la restructuration de sites à vocation économique ainsi que pour les projets d'aménagement comme la ZAC de Reichstett,

- **+0,4 M€** pour les déchets concernant l'inscription de crédits pour une assistance à maîtrise d'ouvrage pour la nouvelle unité de valorisation énergétique ;

- **+0,2 M€** pour les espaces publics et les mobilités pour la sécurisation des passages piétons,

- **+0,1 M€** pour les ressources logistiques et le numérique avec le schéma directeur des systèmes d'information,

Les recettes sont quant à elles en hausse de **0,2 M€**. Elles concernent l'urbanisme et les territoires avec une subvention DIHAL de 0,2 M€ pour la création de l'aire d'accueil des gens du voyage à Mundolsheim et Souffelweyersheim.

BUDGETS ANNEXES

Budget annexe de l'eau

Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à **+0,5 M€**.

Cette hausse s'explique par de nouvelles recettes dont :
- des refacturations de prestations, notamment à la SOVEES (0,3 M€),
- des produits de cession pour 0,1 M€,
- des régularisations de factures d'eau pour 0,1 M€ (équilibrées par une dépense équivalente).

L'autofinancement augmente de +0,4 M€.

Section d'investissement
La section d'investissement est stable

Les recettes d'équipement augmentent de 0,3 M€, et concernent des subventions versées par le SDEA.
L'équilibre est assuré en recette par l'augmentation de l'autofinancement de +0,4 M€, et la diminution de l'emprunt de -0,7 M€.

Budget annexe de l'assainissement

Section d'exploitation

La section d'exploitation s'équilibre à **+1,2 M€**.

Les nouvelles inscriptions concernent :

- un complément de 0,7M€ de redevance performance perçue en recette, et reversée à l'Agence de l'eau,
- des régularisations de factures d'assainissement pour 0,3 M€ (équilibrées par une dépense équivalente),
- +0,2 M€ de produits de cessions.

L'autofinancement augmente de 0,2 M€, ce qui assure l'équilibre de la section d'exploitation.

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à **+16,5 M€**.

Les dépenses opérationnelles comprennent une régularisation comptable de 22,8 M€, équilibrées en dépenses et en recettes, ainsi qu'une diminution de 6,4 M€ sur le schéma directeur d'assainissement, correspondant principalement à des rephasages.

Les recettes sont quant à elles en diminution de 1 M€, correspondant à un rephasage de subventions.
Par ailleurs, le FCTVA est en hausse de +0,3 M€ pour correspondre au montant réel encaissé.

L'augmentation de l'autofinancement (0,2 M€) et la diminution de la prévision d'emprunt (-5,8 M€) permettent l'équilibre de la section d'investissement.

Mise à jour des autorisations de programmes

La décision modificative propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **-5,3 M€** en dépenses concernant le schéma directeur d'assainissement.

Le montant total des AP s'élève désormais à **465,6 M€** en dépenses et à **37,2 M€** en recettes.

Budget annexe des zones d'aménagement immobilier

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à **-3,8 M€**.
S'agissant des dépenses, -1,9 M€ concerne des crédits réels. Le reste des écritures constituent des écritures de gestion de stock.

Ces nouvelles inscriptions concernent principalement des rephasages opérationnels sur la zone de Fegersheim (-1,2 M€), et la zone d'Eckbolsheim (- 0,7 M€).

Section d'investissement

La section d'investissement est équilibrée à hauteur de **-3,8 M€**.
Ces inscriptions comprennent des écritures techniques de gestion de stock, ainsi la baisse de la prévision d'emprunt (-1,9 M€).

Budget annexe des mobilités actives

Section de fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à **-2,5 M€**.

Concernant les dépenses, il convient de noter :
- la diminution de la contribution versée à la CTS de 2,2 M€,
- la baisse de la subvention à la SNCF pour l'intégration tarifaire (-0,1 M€),
- des restitutions de crédits concernant des frais d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le REME, (-0,1 M€), les frais d'étude concernant la logistique urbaine (-0,1 M€).

Concernant les recettes, le versement mobilité est inscrit en diminution de -1 M€ compte tenu de la mise à jour de l'atterrissage prévisionnel de cette recette (137 M€ au lieu des 139 M€ inscrits au BP 2026).

L'équilibre de la section de fonctionnement est obtenu par une diminution de -1,5 M€ de la contribution versée par le budget principal.

Section d'investissement

La section d'investissement s'équilibre à +**1 M€**, correspondant d'une part à des rephasages de crédits opérationnels concernant le développement des parcs à vélos (-0,2 M€), et les études multimodales (-0,1 M€) et d'autre part à l'intégration des frais d'études suivis de réalisation pour 1,3 M€, équilibrée en dépense et en recette.

L’équilibre est assuré en recettes par la diminution de la prévision d’emprunt de -0,3 M€.

Mise à jour des autorisations de programmes

La décision modificative propose une évolution des autorisations de programme à hauteur de **+55 k€** en dépenses concernant le développement du vélo dans l’agglomération.

Le montant total des AP s’élève désormais à **184,5 M€** en dépenses et à **27,3 M€** en recettes.

UTILISATION DE L’AUTORISATION DE L’ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANTE POUR OPÉRER DES VIREMENTS DE CHAPITRE À CHAPITRE (HORS CHARGES DE PERSONNEL)

La nomenclature M49 permet de procéder à des virements de crédit de chapitre à chapitre (hors charges de personnel) dans la limite de 7,5% des dépenses de la section, par le biais d’un arrêté signé de la Présidente.

La Présidente a pris :

- un arrêté en date du 16 octobre 2026, sur le budget annexe de l’eau, correspondant à l’autorisation budgétaire suivante :
  - en dépense d’exploitation, le virement de crédit suivant est effectué du chapitre 022 « Dépenses imprévues» vers le chapitre 65 « Autres charges de gestion courante», pour un montant de 308 416 €, de la nature 022 à la nature 6553;
  - en dépense d’investissement, le virement de crédit suivant est effectué du chapitre 020 « Dépenses imprévues » vers le chapitre 13 « Subventions d’investissement » , pour un montant de 566 883,19€ , de la nature 020 vers la nature 13118 ;

- un arrêté en date du 16 octobre 2026, sur le budget annexe de l’assainissement, correspondant à l’autorisation budgétaire suivante :
  - en dépense d’exploitation, le virement de crédit suivant est effectué du chapitre 022 « Dépenses imprévues» vers le chapitre 65 « Autres charges de gestion courante», pour un montant de 132 525 €, de la nature 022 à la nature 6553;
  - en dépense d’investissement, le virement de crédit suivant est effectué du chapitre 020 « Dépenses imprévues » vers le chapitre 21 « Immobilisations corporelles » , pour un montant de 350 677,61 €, de la nature 020 vers la nature 21311 ;

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

A) *arrête, par chapitre,* ***la décision modificative n°1 pour l'exercice 2026 du budget principal de l'Eurométropole de Strasbourg*** *tel que figurant au document budgétaire, aux sommes suivantes :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	730 073,21 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	500 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	-1 349 927,50 €
68	Dotations aux amortissements et provisions	319 854,29 €
		200 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
013	Atténuations de charges	79 698,46 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1,00 €
70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	-518 565,99 €
74	Dotations et participations	2 104 321,00 €
75	Autres produits de gestion courante	-2 275 816,37 €
77	Produits spécifiques	361,90 €
78	Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	810 000,00 €
		200 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1,00 €
041	Opérations patrimoniales	148 454,65 €

20	Immobilisations incorporelles	-1 296 744,00 €
204	Subventions d'équipement versées	-73 250,00 €
21	Immobilisations corporelles	-7 468 399,89 €
23	Immobilisations en cours	-4 110 171,00 €
27	Autres immobilisations financières	-2 996 842,00 €
4541126	Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile	-48,76 €
4541129	Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase	-1 200 000,00 €
4541131	Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse	-53 000,00 €
4541132	Zone de manoeuvre Fédération	-150 000,00 €
		-17 200 000,00 €

Recettes

Chapitre	**Libellé chapitre**	
024	Produit des cessions d'immobilisations	100 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	148 454,65 €
13	Subventions d'investissement	-233 520,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-14 264 934,65 €
4541229	Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase	-1 500 000,00 €
4541231	Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse	-1 450 000,00 €
		-17 200 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Dépenses : 3 314 805 413,45 €
Recettes : 787 904 424,01 €

B) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe,

*C) arrête, par chapitre, **la décision modificative n°1 pour l'exercice 2026 du budget annexe de l'eau**, tel que figurant au document budgétaire, aux sommes suivantes :*

I. EN SECTION D'EXPLOITATION

Dépenses

Chapitre	**Libellé chapitre**	
023	Virement à la section d'investissement	400 000,00 €
67	Charges exceptionnelles	100 000,00 €
		500 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
70	Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises	420 000,00 €
75	Autres produits de gestion courante	66 500,00 €
77	Produits exceptionnels	13 500,00 €
		500 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
021	Virement de la section d'exploitation	400 000,00 €
13	Subventions d'investissement	260 000,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-661 000,00 €
21		1 000,00 €
		0,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Dépenses : 266 201 846,59 €
Recettes : 26 630 835,97 €

D) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document,

*E) arrête, par chapitre, **la décision modificative n°1 pour l'exercice 2026 du budget annexe de l'assainissement**, tel que figurant au document budgétaire, aux sommes suivantes :*

I. EN SECTION D'EXPLOITATION

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Charges à caractère général	666 500,00 €
023	Virement à la section d'investissement	200 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	23 500,00 €
67	Charges exceptionnelles	310 000,00 €

		1 200 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
70	Vente de prod. fab. prest. serv. marchandises	976 500,00 €
75	Autres produits de gestion courante	200 000,00 €
77	Produits exceptionnels	23 500,00 €
		1 200 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
041	Opérations patrimoniales	43 570,35 €
23	Immobilisations en cours	16 456 429,65 €
		16 500 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
021	Virement de la section d'exploitation	200 000,00 €
041	Opérations patrimoniales	43 570,35 €
10	Dotations, fonds divers et réserves	258 339,54 €
13	Subventions d'investissement	-1 000 000,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-5 815 973,50 €
21	Immobilisations corporelles	22 808 063,61 €
27	Autres immobilisations financières	6 000,00 €
		16 500 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Dépenses : 465 640 788,44 €
Recettes : 37 240 374,49 €

F) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire,

G) arrête, par chapitre, **la décision modificative n°1 pour l'exercice 2026 du budget annexe des zones d'aménagement**, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
011	Chagres à caractère général	-1 905 000,00 €
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-1 905 000,00 €
		-3 810 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre	
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-3 810 000,00 €
		-3 810 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

Dépenses

Chapitre	Libellé chapitre	
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-3 810 000,00 €
		-3 810 000,00 €

Recettes

Chapitre	Libellé chapitre

040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	-1 905 000,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-1 905 000,00 €
		-3 810 000,00 €

H) arrête, par chapitre, ***la décision modificative n°1 pour l'exercice 2026 du budget annexe des mobilités actives****, tel que figurant au document budgétaire ci-joint en annexe, aux sommes suivantes :*

I. EN SECTION DE FONCTIONNEMENT

Dépenses

Chapitre	**Libellé chapitre**	
011	Charges à caractère général	-230 000,00 €
65	Autres charges de gestion courante	-2 270 000,00 €
		-2 500 000,00 €

Recettes

Chapitre	**Libellé chapitre**	
731	Impôts locaux	-1 000 000,00 €
74	Dotations et participations	-2 770,00 €
75	Autres produits de gestion courante	-1 500 000,00 €
77	Produits spécifiques	2 770,00 €
		-2 500 000,00 €

II. EN SECTION D'INVESTISSEMENT

1. CREDITS DE PAIEMENT

Dépenses

Chapitre	**Libellé chapitre**	
041	Opérations patrimoniales	1 336 112,00 €
20	Immobilisations incorporelles	-100 000,00 €
21	Immobilisations corporelles	-186 112,00 €
23	Immobilisations en cours	-50 000,00 €

	1 000 000,00 €

Recettes

Chapitre	**Libellé chapitre**	
041	Opérations patrimoniales	1 336 112,00 €
16	Emprunts et dettes assimilées	-336 112,00 €
		1 000 000,00 €

2. AUTORISATIONS DE PROGRAMME

Dépenses : 184 489 688,35 €
Recettes : 27 319 365,64 €

I) approuve, en conséquence des modifications ci-dessus, la révision des autorisations de programme telle que figurant au document budgétaire,

*J) fixe à **51 500 000 €** la participation du budget principal au budget annexe des mobilités actives*

K) approuve les opérations semi budgétaires suivantes, sur le budget principal :

collectivité budget	Libellé de la provision	nature	augmentation de la provision	Reprise de provision	Motif
Budget principal	Surcout marché de substitution suite à défaillance de l'entreprise GASMI	6815	319 854,29 €		Abondement 1511
Budget principal	Sinistre piscines de Hautepierre	7815		810 000 €	Reprise 1511

L) approuve les opérations réelles suivantes :

Collectivité budget	**Libellé de l'opération**	***Montant***	**Nature des écritures à passer**

Budget annexe assainissement	ré-imputation mandats de 2023 à 2025 du c/21351.0 vers c/2313 progr 1513 STEP	21 700 218,50 €	mandat c/2313 titre c/21351.0
Budget annexe assainissement	ré-imputation mandats de 2018 à 2025 du c/21351.1 vers c/2313 progr 1018 STEP	1 100 851,35 €	mandat c/2313 titre c/21351.1

M) approuve les opérations d'ordre non budgétaires suivantes :

Collectivité budget	**Libellé de l'opération**	***Montant***	**Nature des écritures à passer**
Budget principal	Ré-imputation amortissements du c/2804182 vers le compte 2804183	3 468 217,30 €	débit c/2804182 crédit c/1068
			débit c/1068 crédit c/2804183
Budget annexe assainissement	annulation amortissements 2018 à 2025 c/281351.0 progr 1018 & 1513 (mandats à imputer au c/2313)	256 818,03 €	débit c/ 281351.0 crédit c/1068
Budget annexe assainissement	annulation amortissements 2023 à 2025 c/281351.1 progr 1513 STEP (mandats à imputer au c/2313)	80 442,29 €	débit c/ 281351.1 crédit c/1068
Budget annexe mobilités actives	annulation 2 annuités d'amortissements sur bien 55881	2 261 672,38 €	débit c/280421 crédit c/1068
Budget annexe mobilités actives	rattrapage annuité amortissement 2015 non constatée sur bien 73632	141 877,65 €	débit c/1068 crédit c/280421

N) approuve l'intégration des frais d'études suivantes :

	Débit		*Crédit*	
Budget principal	*2158 – autres installations, matériels et outillages techniques*	*77 604 €*	*2031-Frais d'études*	*137 394 €*
	2315 - immobilisations en cours – installations, matériel et outillage technique	*98 454 €*		
Budget annexe des mobilités actives	*2312 – immobilisations en cours - agencements et aménagements de terrains*	*1 321 082,18 €*	*2031-Frais d'études*	*1 321 082,18 €*

O) informe que les documents budgétaires sont consultables à partir de l'annexe

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-217600-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

Décision modificative n°1



Document réglementaire

2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE : **EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800017

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE COMPTABLE

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : EUROMETROPOLE STRASBOURG (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.

(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 14
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 15
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 18
D1 - Balance générale - Dépenses 20
D2 - Balance générale - Recettes 22

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 24
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 28
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 34
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 35
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 36
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 37
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 41
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 44
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 50

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 54
A1.01 - Opérations non ventilables 57
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 58
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 61
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité 62
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 63
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 66
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) 70
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA 73
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 74
A1.906 - Fonction 6 - Action économique 77
A1.907 - Fonction 7 - Environnement 79
A1.908 - Fonction 8 - Transports 82
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 87
A2.01 - Opérations non ventilables 89
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 90
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens 96
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité 97
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage 98
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs 102
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) 108
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA 111
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI 112
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat 113
A2.936 - Fonction 6 - Action économique 119
A2.937 - Fonction 7 - Environnement 123
A2.938 - Fonction 8 - Transports 129

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	134
B3.1 - Etat des provisions constituées	136
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	138
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	152
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C - Annexes budgétaires	
C1.1 - Equilibre budgétaire	155
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	157
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	158
D - Autres éléments d'information	
D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet
V - Arrêté et signatures	
A - Arrêté et signatures	161

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	1 294 542 259,24	1 344 160 721,13	-53 805 923,36	A1	-4 187 461,47
Investissement	443 760 809,00	447 439 483,57	(2) -53 963 384,99	A2	-50 284 710,42
Fonctionnement	850 781 450,24	896 721 237,56	(3) 157 461,63	A3	46 097 248,95

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	5 505 525,39	III + IV	10 000 000,00	B1	4 494 474,61
Investissement	I	5 505 525,39	III	10 000 000,00	B2	4 494 474,61
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	307 013,14
Investissement	**A2 + B2**	-45 790 235,81
Fonctionnement	**A3 + B3**	46 097 248,95

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **5 505 525,39**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)**	**688 151,35**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**3 600,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**4 702 697,48**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**104 004,67**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**7 071,89**
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	3 891,89
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	3 180,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	10 000 000,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		10 000 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-17 200 000,00	-17 200 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	-17 200 000,00	-17 200 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	200 000,00	200 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	200 000,00	200 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	-17 000 000,00	-17 000 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0397	AMO nouvelle UVE	20	440 000,00
AP0115	ANRU Cronenbourg Centre commercial Einstein	23	65 392,12
AP0347	Accompagnement accessibilité Arc ouest	21, 23	685 000,00
AP0135	Accompagnement des programmes immobiliers 2008-2011	23	128 027,00
AP0348	Accès sud Ligne Fret PAS	204	506 535,00
AP0303	Amélioration des piscines 2018-2020	23	152 644,79
AP0161	Amélioration et rénovation des piscines 2010-2012	23	1 457,29
AP0319	Aménagement des abords Stade de la Meinau	23	3 317 408,00
AP0311	Aménagement gares routières	20, 204, 21, 23, 4541131	4 069 906,00
AP0333	Amérioration et rénovation des piscines 2021 - 2023	23	430 000,00
AP0323	Arbres d'alignement	21	1 923 172,38
AP0370	Autopartage	21	25 000,00
AP0362	Avenue du Rhin	23	377 088,64
AP0187	Aérodrome du Polygone	23	100 000,00
AP0330	Biodiverstié,préventionrisques,renfor. résilience territoire	23	319 000,00
AP0149	CARDO - EX PAPS-PCPI	458114	700 000,00
AP0344	CPER 2021-2027/Triennal 2021-2023	204	4 017 500,00
AP0354	Capitalisation au fonds Mutuelles Impact	26	637 307,18
AP0337	Centre d'éducation routière à Schiltigheim	23	20 000,00
AP0142	Constr. et équip. de médiathèques communautaires	21, 23	561 957,34
AP0143	Construction et rénovation des gymnases 2009-2011	23	82 915,62
AP0246	Contrat plan Etat-Région 2014-2020	204	225 000,00
AP0120	Contrat triennal 2006-2008	23	405 438,28
AP0293	Contrat triennal aménagement friches militaire en ZAE	204	318 889,00
AP0244	Contrats performance des pôles de compétitivité	204	666 000,00
AP0312	Création Parkings Communes	23	107 219,38
AP0332	Création d'ilots de fraicheur	23	120 000,00
AP0030	Création de lieux de stationnement pour les gens du voyage	23	962 589,43
AP0350	Création lieux de stationnement gens du voyage 2022-2026	23	1 809 826,52
AP0264	Création, ext. & restruct. cimetières communautaires 2016-19	21	17 000,00
AP0106	Création, ext. et restruc. des cimetières communautaires	23	102 987,91
AP0343	Création, ext.&restruct. cimetières communautaires 2022-2025	21	221 122,22
AP0355	Démonstrateur Ville Durable Citadelle quartier bas carbone	20	15 120,00
AP0211	Déploiement de toilettes automatiques	23	350 000,00
AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	23	3 960 184,01
AP0279	Déviations réseaux nouv. extensions de transports en commun	21	948 000,00

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0169	Enseignement supérieur et recherche	204, 23	177 868,57
AP0357	Entretien des ouvrages d'art sur le territoire de l'EMS	20, 21, 23	3 312 488,00
AP0338	Entretien des voiries du Port Autonome de Strasbourg	21	235 300,00
AP0272	Espace public et multimodalité 2017-2021	23	1 305 242,57
AP0239	Extension des réseaux électriques	21	327 110,53
AP0356	Extension des réseaux électriques 2023-2030	21	351 203,50
AP0366	Extension du stationnement payant - travaux de marquage	21	1 505,55
AP0292	Feuille de route digitale	21	700 000,00
AP0281	Fonds d'investissement Espaces extérieurs&grands ensembles	20, 204, 21, 23, 458125, 458126	6 149 947,05
AP0195	Fonds de concours projets routiers	204	30 000,00
AP0288	Fonds de concours équipements transférés	204	540 000,00
AP0286	Fonds de soutien à la production audiovisuelle horizon 2020	20	1 078 700,28
AP0393	Fonds délégués 2026/2032	204, 4541130	24 506 000,00
AP0245	Fonds européens FEDER	204	985 200,00
AP0392	Fonds propres 2026/2031	20, 204	7 807 000,00
AP0306	GEMAPI	20, 21, 23	4 059 040,00
AP0358	Innovation ? Économie culturelle et créative	204	341 000,00
AP0282	Installation et rénovation de toilettes publiques	21	100 000,00
AP0277	Inventaire historique urbain	20	64 342,30
AP0334	Maîtrise d'ouvrage déléguée/Gestion patrimoine EMS 2021-2026	23	700 000,00
AP0218	Mise aux normes accessibilité Zénith	23	187 175,56
AP0378	Mise en ?uvre du SERM	204	1 593 500,00
AP0241	Mise en sécurité de l'ancienne décharge des Tanneries	21	14 125,42
AP0049	Mise en sécurité des bâtiments	23	150 000,00
AP0296	Mise à niveau de la défense extérieure contre l'incendie	21	82 000,00
AP0321	Mobilier de propreté à compaction solaire	21	20 000,00
AP0374	Mobilier urbain pour tri sur l'espace public	21	75 000,00
AP0280	Next Med - Technoparc	27	1 674 000,00
AP0271	Nouv projets de transport - Conduite de projet et études	20	200 984,40
AP0301	Nouveau Parc des Expositions	23	2 030 000,00
AP0294	Nouveau programme de rénovation urbaine 2018-2030 (NPNRU)	20, 204, 23, 458127	15 328 232,72
AP0200	Optimisation des déchets	20, 21	2 612 517,02
AP0342	Opérations connexes Tram	23	90 714,20
AP0391	PUP Stellantis	204	367 345,52
AP0257	Parc Naturel Urbain	21	181 817,25
AP0340	Parkings	20, 21	350 950,00
AP0315	Patinoire	23	109 522,05
AP0183	Porte des Romains	23	179 999,70
AP0395	Programme de Végétalisation 2026/2031	204	200 000,00
AP0379	Programme maintenance et travaux Pôle Etoile 2025-2029	21	565 000,00
AP0237	Programme voirie 2015-2020 - Communes	23	12 654,21

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0238	Programme voirie 2015-2020 - Strasbourg	23	83 981,00
AP0325	Programme voirie 2021-2026 : Communes	20, 204, 21, 23, 4541135	7 230 803,16
AP0326	Programme voirie 2021-2026 : Strasbourg	20, 21, 23	5 101 753,98
AP0226	Projet SMARTCITY	20, 21	432 709,84
AP0175	Projet Wacken Europe	23	2 134 381,01
AP0191	Projets d'aménagement 2012-2014	23	105 000,00
AP0247	Projets d'aménagement 2015-2017	23	1 261 105,00
AP8002	Projets espace public Communes	23	59 959,00
AP8001	Projets espace public Strasbourg	204, 23	1 111 633,08
AP0310	Prolongement ligne C Neuhof (Reuss à Stockfeld)	20	20 000,00
AP0322	Prévention érosion des sols et ruissellement non urbains	4541124, 4541125	313 000,00
AP0189	Relocalisation du district Nord-Est "Rue Lauth"	23	39 365,17
AP0305	Remboursement travaux immeuble de la bourse	204	93 420,00
AP0377	Renouv. parc véhicules et engins dans cadre ZFE - 2025-2029	21	2 052 228,00
AP0309	Renouvel parc véhicules et engins ZFE-acquisitions 2020-2024	21	2 255 687,40
AP0307	Renouvellement des appareils de chauffage au bois	204	252 100,00
AP0313	Renouvellement du parc machines 2020-2023	21	98 000,00
AP0243	Requalification de l'A35-CPER 2014-2020	23	1 815 546,83
AP0314	Restaurations cours eau&zones humides-Rétab.Continuités éco.	4541122	1 214 000,00
AP0302	Restructuration du Stade de la Meinau	23	20 008 333,33
AP0316	Rhénus Sport	23	1 033 861,71
AP0273	Routes départementales	21	1 911 680,28
AP0201	Rue du péage	23, 458122	228 407,33
AP0345	Réaménagements voiries pour REM interurbain	20	207 466,00
AP0335	Réfection bâtiment Archives Communautaires 2021-2026	23	1 074 426,05
AP0365	Réfection de fouilles	21	658 011,11
AP0351	Réhab. et humanisation Fritz Kiener - hébergement urgence	204	320 000,00
AP0308	Schéma directeur des systèmes d'information 2020-2026	20, 21	6 612 392,90
AP0232	Schéma directeur des systèmes d¿information 2015-2020	21	49 524,00
AP0331	Structur. filières locales-projets alimentaires territoriaux	20, 23	234 472,78
AP0154	Système de collecte enterrée	21	1 838 231,04
AP0290	Sécurisation des espaces publics	21	700 290,75
AP0346	Sécurisation passages piétons	21	300 826,41
AP0341	TSD/Territoire Santé de Demain	204	149 557,00
AP0320	TSPO - A351	23	4 133 344,18
AP0298	Tram Nord	20, 23	546 918,67
AP0300	Tram Ouest	20, 23, 4541129	12 560 569,51
AP0234	Tramway Koenigshoffen	21	643 521,20
AP0367	Transactions Immobilières 2024-2026	21	7 947 232,21
AP0324	Transfert Réseau Routier National	20, 21	2 939 313,13
AP0375	Travaux abords de la Laiterie	20, 23	279 899,00
AP0262	Travaux au Centre Administratif 2016-2019	23	4 803 236,47

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0240	Travaux de consolidation des cavités souterraines	20, 21	215 000,00
AP0368	Travaux de mise aux normes UVE	21, 23	8 009 864,15
AP0291	Travaux de réaménagement des aires d'accueil	23	1 651 019,80
AP0396	Travaux de voirie Ecole Europénne	23	50 000,00
AP0389	Travaux sur bâtiments d'exploitation	23	100 000,00
AP0304	Tvx/Rénovation dans les immeubles communautaires 2019-2023	23	2 709 631,49
AP0372	Tvx/Rénovation dans les immeubles métropolitains 2024-2026	20, 23	893 200,00
AP0287	Tvx/Rénovation sur immeubles métropolitains 2018-2020	23	2 480 578,58
AP0171	VLIO	23	282 000,00
AP0297	Vidéo verbalisation	21	111 624,73
AP0276	Vidéosurveillance	21	810 000,00
AP0352	ZAC Parc d'innovation d'Illkirch	23	178 579,20
AP0349	ZAC des 2 Rives	204, 27	6 162 727,00
AP0193	Zone commerciale sud	20, 204, 23, 4541133	2 886 987,28
AP0371	Zone de manoeuvre Fédération	23, 4541132	1 282 576,43
AP0329	Zone à Faible Emission	204, 21	3 405 000,00
AP0369	Études sur restructuration de sites à vocation économique	20, 23	671 500,00
TOTAL			**234 343 651,70**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**234 343 651,70**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	23 075 599,96	0,00	-1 296 744,00	-1 296 744,00	21 778 855,96
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	61 077 748,03	0,00	-73 250,00	-73 250,00	61 004 498,03
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	76 340 687,45	0,00	-7 468 399,89	-7 468 399,89	68 872 287,56
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	112 466 924,08	0,00	-4 110 171,00	-4 110 171,00	108 356 753,08
Total des dépenses d'équipement		**272 960 959,52**	**0,00**	**-12 948 564,89**	**-12 948 564,89**	**260 012 394,63**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
13	Subventions d'investissement (4)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	98 155 000,00	0,00	0,00	0,00	98 155 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	657 307,18	0,00	0,00	0,00	657 307,18
27	Autres immobilisations financières (4)	7 042 231,00	0,00	-2 996 842,00	-2 996 842,00	4 045 389,00
Total des dépenses financières		**108 054 538,18**	**0,00**	**-2 996 842,00**	**-2 996 842,00**	**105 057 696,18**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	10 778 649,63	0,00	-1 403 048,76	-1 403 048,76	9 375 600,87
Total des dépenses réelles d'investissement		**391 794 147,33**	**0,00**	**-17 348 455,65**	**-17 348 455,65**	**374 445 691,68**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*10 410 000,00*		*1,00*	*1,00*	*10 410 001,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*67 411 142,25*		*148 454,65*	*148 454,65*	*67 559 596,90*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***77 821 142,25***		***148 455,65***	***148 455,65***	***77 969 597,90***
TOTAL		**469 615 289,58**	**0,00**	**-17 200 000,00**	**-17 200 000,00**	**452 415 289,58**
						+
					D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**50 284 710,42**
						=
					TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**502 700 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	85 925 943,35	0,00	-233 520,00	-233 520,00	85 692 423,35
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	162 712 275,22	0,00	-14 264 934,65	-14 264 934,65	148 447 340,57
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	21 000,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
21	Immobilisations corporelles (4)	399 725,78	0,00	0,00	0,00	399 725,78
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	885 698,75	0,00	0,00	0,00	885 698,75
Total des recettes d'équipement		**249 944 643,10**	**0,00**	**-14 498 454,65**	**-14 498 454,65**	**235 446 188,45**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	27 294 471,26	0,00	0,00	0,00	27 294 471,26
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	45 790 235,81	0,00	0,00	0,00	45 790 235,81
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	105 000,00	0,00	0,00	0,00	105 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	20 064 938,00	0,00	0,00	0,00	20 064 938,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	2 909 298,58	0,00	0,00	0,00	2 909 298,58
024	Produits des cessions d'immobilisations	7 300 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	7 400 000,00
Total des recettes financières		**103 463 943,65**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**103 563 943,65**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	12 080 271,00	0,00	-2 950 000,00	-2 950 000,00	9 130 271,00
Total des recettes réelles d'investissement		**365 488 857,75**	**0,00**	**-17 348 454,65**	**-17 348 454,65**	**348 140 403,10**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*12 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*12 000 000,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*75 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*75 000 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*67 411 142,25*		*148 454,65*	*148 454,65*	*67 559 596,90*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***154 411 142,25***		***148 454,65***	***148 454,65***	***154 559 596,90***

TOTAL	**519 900 000,00**	**0,00**	**-17 200 000,00**	**-17 200 000,00**	**502 700 000,00**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**502 700 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**76 589 999,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	128 918 181,80	0,00	730 073,21	730 073,21	129 648 255,01
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	387 461 670,00	0,00	500 000,00	500 000,00	387 961 670,00
014	Atténuations de produits	101 453 942,00	0,00	0,00	0,00	101 453 942,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	143 304 562,83	0,00	-1 349 927,50	-1 349 927,50	141 954 635,33
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	370 000,00	0,00	0,00	0,00	370 000,00
Total des dépenses de gestion courante		**761 508 356,63**	**0,00**	**-119 854,29**	**-119 854,29**	**761 388 502,34**
66	Charges financières	22 948 000,00	0,00	0,00	0,00	22 948 000,00
67	Charges spécifiques (4)	304 900,00	0,00	0,00	0,00	304 900,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	238 743,37		319 854,29	319 854,29	558 597,66
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**785 000 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**785 200 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*12 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*12 000 000,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*75 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*75 000 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***87 000 000,00***		***0,00***	***0,00***	***87 000 000,00***
TOTAL		**872 000 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**872 200 000,00**
						+
					D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**872 200 000,00**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	2 538 830,29	0,00	79 698,46	79 698,46	2 618 528,75
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	296 809 399,89	0,00	-518 565,99	-518 565,99	296 290 833,90
73	Impôts et taxes (sauf 731)	184 904 943,00	0,00	0,00	0,00	184 904 943,00
731	Fiscalité locale	218 309 949,00	0,00	0,00	0,00	218 309 949,00
74	Dotations et participations (4)	120 775 162,28	0,00	2 104 321,00	2 104 321,00	122 879 483,28
75	Autres produits de gestion courante (4)	31 349 637,06	0,00	-2 275 816,37	-2 275 816,37	29 073 820,69
Total des recettes de gestion courante		**854 687 921,52**	**0,00**	**-610 362,90**	**-610 362,90**	**854 077 558,62**
76	Produits financiers	982 192,00	0,00	0,00	0,00	982 192,00
77	Produits spécifiques (4)	422 873,34	0,00	361,90	361,90	423 235,24
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	5 190 000,00		810 000,00	810 000,00	6 000 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**861 282 986,86**	**0,00**	**199 999,00**	**199 999,00**	**861 482 985,86**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*10 410 000,00*		*1,00*	*1,00*	*10 410 001,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***10 410 000,00***		***1,00***	***1,00***	***10 410 001,00***
TOTAL		**871 692 986,86**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**871 892 986,86**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**307 013,14**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**872 200 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**76 589 999,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – DEPENSES — D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*1,00*	1,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		-1 296 744,00	*0,00*	-1 296 744,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		-73 250,00	*0,00*	*-73 250,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		-7 468 399,89	*108 840,00*	-7 359 559,89
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		-4 110 171,00	*39 614,65*	*-4 070 556,35*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		-2 996 842,00	*0,00*	-2 996 842,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		-1 403 048,76	*0,00*	-1 403 048,76
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**-17 348 455,65**	***148 455,65***	**-17 200 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-17 200 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	730 073,21		730 073,21
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	500 000,00		500 000,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	-1 349 927,50	*0,00*	-1 349 927,50
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	319 854,29	*0,00*	319 854,29
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**200 000,00**	***0,00***	**200 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**200 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		-233 520,00	*0,00*	-233 520,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-14 264 934,65	*0,00*	-14 264 934,65
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*137 394,00*	137 394,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*11 060,65*	*11 060,65*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		-2 950 000,00	*0,00*	-2 950 000,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		100 000,00		100 000,00
	Recettes d'investissement – Total		**-17 348 454,65**	***148 454,65***	**-17 200 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-17 200 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	79 698,46		79 698,46
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	-518 565,99		-518 565,99
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	2 104 321,00		2 104 321,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	-2 275 816,37	0,00	-2 275 816,37
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	361,90	*1,00*	362,90
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	810 000,00	*0,00*	810 000,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**199 999,00**	***1,00***	**200 000,00**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**200 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**469 615 289,58**	**0,00**	**234 343 651,70**	**-17 200 000,00**	**-17 200 000,00**	**-14 432 253,25**	**-2 767 746,75**	**-17 200 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	23 075 599,96	0,00	12 403 780,61	-1 296 744,00	-1 296 744,00	-893 744,00	-403 000,00	-1 296 744,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	61 077 748,03	0,00	59 417 398,03	-73 250,00	-73 250,00	535 450,00	-608 700,00	-73 250,00
21	Immobilisations corporelles	76 340 687,45	0,00	42 910 199,49	-7 468 399,89	-7 468 399,89	-7 553 897,49	85 497,60	-7 468 399,89
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	112 466 924,08	0,00	107 993 048,41	-4 110 171,00	-4 110 171,00	-4 110 171,00	0,00	-4 110 171,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**272 960 959,52**	**0,00**	**222 724 426,54**	**-12 948 564,89**	**-12 948 564,89**	**-12 022 362,49**	**-926 202,40**	**-12 948 564,89**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	98 155 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	657 307,18	0,00	637 307,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 042 231,00	0,00	2 017 389,00	-2 996 842,00	-2 996 842,00	-1 006 842,00	-1 990 000,00	-2 996 842,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**108 054 538,18**	**0,00**	**2 654 696,18**	**-2 996 842,00**	**-2 996 842,00**	**-1 006 842,00**	**-1 990 000,00**	**-2 996 842,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	10 778 649,63	0,00	8 964 528,98	-1 403 048,76	-1 403 048,76	-1 403 048,76	0,00	-1 403 048,76
Total des dépenses réelles		**391 794 147,33**	**0,00**	**234 343 651,70**	**-17 348 455,65**	**-17 348 455,65**	**-14 432 253,25**	**-2 916 202,40**	**-17 348 455,65**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*10 410 000,00*			*1,00*	*1,00*		*1,00*	*1,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*67 411 142,25*			*148 454,65*	*148 454,65*		*148 454,65*	*148 454,65*
Total des dépenses d'ordre		**77 821 142,25**			**148 455,65**	**148 455,65**		**148 455,65**	**148 455,65**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses d'investissement cumulées								**-17 200 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**474 109 764,19**	**0,00**	**-17 200 000,00**	**-17 200 000,00**	**-17 200 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	85 925 943,35	0,00	-233 520,00	-233 520,00	-233 520,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	162 712 275,22	0,00	-14 264 934,65	-14 264 934,65	-14 264 934,65
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	399 725,78	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	885 698,75	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**249 944 643,10**	**0,00**	**-14 498 454,65**	**-14 498 454,65**	**-14 498 454,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	27 294 471,26	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	20 064 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 909 298,58	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	7 300 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes financières		**57 673 707,84**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	12 080 271,00	0,00	-2 950 000,00	-2 950 000,00	-2 950 000,00
Total des recettes réelles		**319 698 621,94**	**0,00**	**-17 348 454,65**	**-17 348 454,65**	**-17 348 454,65**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*12 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*75 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*67 411 142,25*		*148 454,65*	*148 454,65*	*148 454,65*
Total des recettes d'ordre		***154 411 142,25***		***148 454,65***	***148 454,65***	***148 454,65***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**

Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**

Total des recettes d'investissement cumulées	**-17 200 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**469 615 289,58**	**0,00**	**234 343 651,70**	**-17 200 000,00**	**-17 200 000,00**	**-14 432 253,25**	**-2 767 746,75**	**-17 200 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	23 075 599,96	0,00	12 403 780,61	-1 296 744,00	-1 296 744,00	-893 744,00	-403 000,00	-1 296 744,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	642 390,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	9 122 685,53	0,00		-445 414,00	-445 414,00	-562 414,00	117 000,00	-445 414,00
2032	Frais de recherche et de développement	195 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	13 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	11 113 524,43	0,00		-851 330,00	-851 330,00	-331 330,00	-520 000,00	-851 330,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	1 989 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	61 077 748,03	0,00	59 417 398,03	-73 250,00	-73 250,00	535 450,00	-608 700,00	-73 250,00
204111	Subv. Etat : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204112	Subv. Etat : Bâtiments, installations	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204113	Subv. Etat : Projet infrastructure	100 000,00	0,00		-70 000,00	-70 000,00	-70 000,00	0,00	-70 000,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	896 000,00	0,00		-352 111,00	-352 111,00	-352 111,00	0,00	-352 111,00
2041411	Subv. Cne GFP : Bien mobilier, matériel	395 845,52	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv. Cne GFP : Bâtiments, installations	1 130 420,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041413	Subv. Cne GFP : Projet infrastructure	184 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	28 579,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	1 228 536,50	0,00		-384 522,00	-384 522,00	-172 522,00	-212 000,00	-384 522,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	13 070 590,45	0,00		1 470 083,00	1 470 083,00	1 470 083,00	0,00	1 470 083,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
204183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	86 700,00	0,00		-86 700,00	-86 700,00	0,00	-86 700,00	-86 700,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	9 591 500,00	0,00		-450 000,00	-450 000,00	-340 000,00	-110 000,00	-450 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	34 305 576,56	0,00		-200 000,00	-200 000,00	0,00	-200 000,00	-200 000,00
21	Immobilisations corporelles	76 340 687,45	0,00	42 910 199,49	-7 468 399,89	-7 468 399,89	-7 553 897,49	85 497,60	-7 468 399,89
2111	Terrains nus	6 096 247,88	0,00		-1 400 000,00	-1 400 000,00	-1 400 000,00	0,00	-1 400 000,00
2112	Terrains de voirie	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2121	Plantations d'arbres et d'arbustes	1 849 858,98	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	4 361 325,94	0,00		-1 403 000,00	-1 403 000,00	-1 403 000,00	0,00	-1 403 000,00
21318	Autres bâtiments publics	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	3 800 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21351	Bâtiments publics	8 167 269,34	0,00		-561 820,00	-561 820,00	-485 000,00	-76 820,00	-561 820,00
21352	Bâtiments privés	150 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2138	Autres constructions	430 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2151	Réseaux de voirie	16 395 606,24	0,00		-3 357 043,15	-3 357 043,15	-3 357 043,15	0,00	-3 357 043,15
2152	Installations de voirie	4 257 415,12	0,00		-152 305,92	-152 305,92	-152 305,92	0,00	-152 305,92
21534	Réseaux d'électrification	113 798,56	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21538	Autres réseaux	946 072,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21568	Autre matériel, outillage incendie	262 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21572	Matériel technique scolaire	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215738	Autre matériel et outillage de voirie	1 296 705,01	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21578	Autre matériel technique	13 002,60	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	9 041 620,20	0,00		-296 000,00	-296 000,00	-45 000,00	-251 000,00	-296 000,00
21621	Biens sous-jacents	6 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	867 777,62	0,00		82 000,00	82 000,00	82 000,00	0,00	82 000,00
21828	Autres matériels de transport	6 219 087,36	0,00		-631 462,42	-631 462,42	-631 462,42	0,00	-631 462,42
21838	Autre matériel informatique	8 596 064,46	0,00		406 231,60	406 231,60	-112 086,00	518 317,60	406 231,60
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	1 194 016,27	0,00		-150 000,00	-150 000,00	-50 000,00	-100 000,00	-150 000,00
2185	Matériel de téléphonie	739 317,16	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	1 186 602,71	0,00		-5 000,00	-5 000,00	0,00	-5 000,00	-5 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	112 466 924,08	0,00	107 993 048,41	-4 110 171,00	-4 110 171,00	-4 110 171,00	0,00	-4 110 171,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	17 884 458,51	0,00		-596 689,65	-596 689,65	-596 689,65	0,00	-596 689,65
2313	Constructions	46 497 644,22	0,00		-200 000,00	-200 000,00	-200 000,00	0,00	-200 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	29 116 126,65	0,00		-1 577 481,35	-1 577 481,35	-1 577 481,35	0,00	-1 577 481,35
2316	Restaur. des biens histo. et culturels	32 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2318	Autres immo. corporelles en cours	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
237	Avances commandes immo incorporelles	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	18 935 994,70	0,00		-1 736 000,00	-1 736 000,00	-1 736 000,00	0,00	-1 736 000,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**272 960 959,52**	**0,00**	**222 724 426,54**	**-12 948 564,89**	**-12 948 564,89**	**-12 022 362,49**	**-926 202,40**	**-12 948 564,89**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	2 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	200 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	98 155 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16311	Emprunt obligataire remboursable in fine	7 625 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16318	Autres emprunts obligataires	20 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	41 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	20 000 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	9 500 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
26	Participations et créances rattachées	657 307,18	0,00	637 307,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
261	Titres de participation	657 307,18	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	7 042 231,00	0,00	2 017 389,00	-2 996 842,00	-2 996 842,00	-1 006 842,00	-1 990 000,00	-2 996 842,00
2743	Prêts au personnel	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	290 000,00	0,00		-290 000,00	-290 000,00	0,00	-290 000,00	-290 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 028 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2764	Créances/particuliers, pers. droit privé	4 724 231,00	0,00		-2 706 842,00	-2 706 842,00	-1 006 842,00	-1 700 000,00	-2 706 842,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**108 054 538,18**	**0,00**	**2 654 696,18**	**-2 996 842,00**	**-2 996 842,00**	**-1 006 842,00**	**-1 990 000,00**	**-2 996 842,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	10 778 649,63	0,00	8 964 528,98	-1 403 048,76	-1 403 048,76	-1 403 048,76	0,00	-1 403 048,76
4541116	Compte de tiers - Aménagements de voirie	328 891,89	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541117	Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux	225 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541122	Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco	1 214 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541123	Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa	17 180,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541124	Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux	63 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541125	Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541126	Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile	48,76	0,00		-48,76	-48,76	-48,76	0,00	-48,76
4541127	Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541129	Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase	1 542 509,10	0,00		-1 200 000,00	-1 200 000,00	-1 200 000,00	0,00	-1 200 000,00
4541130	Réhabilitation thermique - Région	1 846 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
4541131	Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse	540 000,00	0,00		-53 000,00	-53 000,00	-53 000,00	0,00	-53 000,00
4541132	Zone de manoeuvre Fédération	232 576,43	0,00		-150 000,00	-150 000,00	-150 000,00	0,00	-150 000,00
4541133	Fludification de l'accessibilité de la Zone commerciale Sud	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541135	Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458114	PAPS-PCPI	700 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458122	Démolition pour aménagement de la rue du Péage	53 621,61	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458123	Travaux SINGRIST	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458125	Espex Rotterdam	2 004 726,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458126	Espex Schiltigheim	1 001 001,84	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458127	NPNRU - Ecrivains Communes Nord	570 094,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**391 794 147,33**	**0,00**	**234 343 651,70**	**-17 348 455,65**	**-17 348 455,65**	**-14 432 253,25**	**-2 916 202,40**	**-17 348 455,65**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*10 410 000,00*			*1,00*	*1,00*		*1,00*	*1,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*10 410 000,00*			*1,00*	*1,00*		*1,00*	*1,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*4 070 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*400 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*200 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*4 930 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139151	*Subv. transf. GFP de rattachement*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139172	*Subv. transf. FEDER*	*300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*400 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
139362	*Dotation de soutien à l'invest local*	*0,00*			*1,00*	*1,00*		*1,00*	*1,00*
165	*Dépôts et cautionnements reçus*	*10 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
4541104	*Tram Kehl*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*67 411 142,25*			*148 454,65*	*148 454,65*		*148 454,65*	*148 454,65*
1641	*Emprunts en euros*	*9 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*9 500 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
202	*Frais réalisation documents urbanisme*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
204412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*85 255,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
204422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*1 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*			*49 050,00*	*49 050,00*		*49 050,00*	*49 050,00*
2152	*Installations de voirie*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*			*59 790,00*	*59 790,00*		*59 790,00*	*59 790,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*10 800 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*36 525 887,25*			*39 614,65*	*39 614,65*		*39 614,65*	*39 614,65*
2762	*Créances transf. droit déduction TVA*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**77 821 142,25**			**148 455,65**	**148 455,65**		**148 455,65**	**148 455,65**

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**474 109 764,19**	**0,00**	**-17 200 000,00**	**-17 200 000,00**	**-17 200 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	85 925 943,35	0,00	-233 520,00	-233 520,00	-233 520,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	28 755 518,68	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
1312	Subv. transf. Régions	6 885 000,00	0,00	3 280,00	3 280,00	3 280,00
1313	Subv. transf. Départements	1 871 260,00	0,00	-189 000,00	-189 000,00	-189 000,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	12 151 835,30	0,00	-54 000,00	-54 000,00	-54 000,00
13172	Subv. transf. FEDER	1 000 000,00	0,00	-14 800,00	-14 800,00	-14 800,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	3 122 337,30	0,00	14 000,00	14 000,00	14 000,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	8 115 099,41	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	15 715 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Commune membre du GFP	715 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13272	Subv. non transf. FEDER	58 280,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	1 082 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13362	Dotation de soutien à l'invest local	413 514,66	0,00	0,00	0,00	0,00
1345	Amendes radars automatiques et de police	4 924 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres fonds non transférables	1 071 374,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	162 712 275,22	0,00	-14 264 934,65	-14 264 934,65	-14 264 934,65
1641	Emprunts en euros	143 212 275,22	0,00	-14 264 934,65	-14 264 934,65	-14 264 934,65
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	10 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16451	Remb. temporaires emprunts en euros	9 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	399 725,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2111	Terrains nus	2 076,78	0,00	0,00	0,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	397 649,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	885 698,75	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
2315	Install., matériel et outill. technique	152,46	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	885 546,29	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**249 944 643,10**	**0,00**	**-14 498 454,65**	**-14 498 454,65**	**-14 498 454,65**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	27 294 471,26	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	23 294 471,26	0,00	0,00	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	4 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1381	Subv non transf Etat et établ. nationaux	105 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	20 064 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16449	Opérations de tirage ligne trésorerie	20 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	64 938,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 909 298,58	0,00	0,00	0,00	0,00
2743	Prêts au personnel	40 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	80 833,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2762	Créances transf. droit déduction TVA	788 465,58	0,00	0,00	0,00	0,00
27632	Créance Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	7 300 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total des recettes financières		**57 673 707,84**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	12 080 271,00	0,00	-2 950 000,00	-2 950 000,00	-2 950 000,00
Total des recettes réelles		**319 698 621,94**	**0,00**	**-17 348 454,65**	**-17 348 454,65**	**-17 348 454,65**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*12 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*75 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cession immo.*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2111	*Terrains nus*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2115	*Terrains bâtis*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21321	*Immeubles de rapport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
215731	*Matériel roulant*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2188	*Autres immobilisations corporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*1 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2804113	Subv. Etat : Projet infrastructure	300 000,00		0,00	0,00	0,00
2804121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	0,00		0,00	0,00	0,00
2804122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	500 000,00		0,00	0,00	0,00
2804133	Subv. Dpt : Projet infrastructure	0,00		0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	500 000,00		0,00	0,00	0,00
28041413	Subv.Cne GFP : Projet infrastructure	0,00		0,00	0,00	0,00
28041482	Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations	4 400 000,00		0,00	0,00	0,00
28041511	Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel	0,00		0,00	0,00	0,00
280415342	IC : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
28041722	SNCF Réseau : Bâtiments, installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2804181	Autres org pub - Biens mob, mat, études	0,00		0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2804183	Autres org pub-Proj infrastruct int nat.	3 300 000,00		0,00	0,00	0,00
280421	Privé - Biens mob., matériel et études	7 000 000,00		0,00	0,00	0,00
280422	Privé - Bâtiments et installations	8 000 000,00		0,00	0,00	0,00
2804412	Sub nat org pub - Bât. et installations	500 000,00		0,00	0,00	0,00
2804422	Sub nat privé - Bât. et installations	0,00		0,00	0,00	0,00
2805	Licences, logiciels, droits similaires	6 000 000,00		0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	500 000,00		0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	4 800 000,00		0,00	0,00	0,00
281311	Bâtiments administratifs	0,00		0,00	0,00	0,00
281312	Bâtiments scolaires	0,00		0,00	0,00	0,00
281314	Bâtiments culturels et sportifs	3 000 000,00		0,00	0,00	0,00
281316	Equipements de cimetière	0,00		0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00		0,00	0,00	0,00
281321	Immeubles de rapport	1 000 000,00		0,00	0,00	0,00
281328	Autres bâtiments privés	0,00		0,00	0,00	0,00
281351	Bâtiments publics	13 500 000,00		0,00	0,00	0,00
281352	Bâtiments privés	0,00		0,00	0,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00		0,00	0,00	0,00
281568	Autre matériel, outillage incendie	0,00		0,00	0,00	0,00
281571	Matériel ferroviaire	0,00		0,00	0,00	0,00
2815731	Matériel roulant	0,00		0,00	0,00	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00		0,00	0,00	0,00
281578	Autre matériel technique	1 800 000,00		0,00	0,00	0,00
28158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	4 300 000,00		0,00	0,00	0,00
28161	Biens historiques et culturels immo.	0,00		0,00	0,00	0,00
28162	Biens historiques et culturels mobiliers	0,00		0,00	0,00	0,00
281748	Sol autrui - Autres construct° (mad)	0,00		0,00	0,00	0,00
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	0,00		0,00	0,00	0,00
28181	Installations générales, aménagt divers	1 200 000,00		0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
281828	*Autres matériels de transport*	*7 600 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*2 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*800 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*67 411 142,25*		*148 454,65*	*148 454,65*	*148 454,65*
1641	*Emprunts en euros*	*9 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
16451	*Remb. temporaires emprunts en euros*	*9 500 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*137 394,00*	*137 394,00*	*137 394,00*
2111	*Terrains nus*	*1 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
237	*Avances commandes immo incorporelles*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*47 325 887,25*		*11 060,65*	*11 060,65*	*11 060,65*
4541208	*BHNS - Déviations de réseaux*	*85 255,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***154 411 142,25***		***148 454,65***	***148 454,65***	***148 454,65***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**872 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	128 918 181,80	0,00	0,00	730 073,21	730 073,21	0,00	730 073,21	730 073,21
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	387 461 670,00	0,00		500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
014	Atténuations de produits	101 453 942,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	143 304 562,83	0,00	0,00	-1 349 927,50	-1 349 927,50	0,00	-1 349 927,50	-1 349 927,50
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**761 508 356,63**	**0,00**	**0,00**	**-119 854,29**	**-119 854,29**	**0,00**	**-119 854,29**	**-119 854,29**
66	Charges financières	22 948 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	304 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	238 743,37			319 854,29	319 854,29		319 854,29	319 854,29
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**23 491 643,37**	**0,00**	**0,00**	**319 854,29**	**319 854,29**		**319 854,29**	**319 854,29**
Total des dépenses réelles		**785 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*12 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*75 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**87 000 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**200 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**871 692 986,86**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	2 538 830,29	0,00	79 698,46	79 698,46	79 698,46
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	296 809 399,89	0,00	-518 565,99	-518 565,99	-518 565,99
73	Impôts et taxes (sauf 731)	184 904 943,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	218 309 949,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	120 775 162,28	0,00	2 104 321,00	2 104 321,00	2 104 321,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	31 349 637,06	0,00	-2 275 816,37	-2 275 816,37	-2 275 816,37
Total des recettes de gestion des services		**854 687 921,52**	**0,00**	**-610 362,90**	**-610 362,90**	**-610 362,90**
76	Produits financiers	982 192,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	422 873,34	0,00	361,90	361,90	361,90
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	5 190 000,00		810 000,00	810 000,00	810 000,00
Total des recettes financières		**6 595 065,34**	**0,00**	**810 361,90**	**810 361,90**	**810 361,90**
Total des recettes réelles		**861 282 986,86**	**0,00**	**199 999,00**	**199 999,00**	**199 999,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*10 410 000,00*		*1,00*	*1,00*	*1,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**10 410 000,00**		**1,00**	**1,00**	**1,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**200 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**872 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	128 918 181,80	0,00	0,00	730 073,21	730 073,21	0,00	730 073,21	730 073,21
6042	Achats de prestations de services	34 700,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	1 003 450,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	9 169 400,00	0,00		-2 000,00	-2 000,00	0,00	-2 000,00	-2 000,00
60613	Chauffage urbain	2 241 500,00	0,00		20 000,00	20 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00
60621	Combustibles	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	3 300 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	52 944,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	335 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	172 480,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	3 124 361,79	0,00		196 878,21	196 878,21	0,00	196 878,21	196 878,21
60633	Fournitures de voirie	547 700,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
60636	Habillement et vêtements de travail	941 725,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	236 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6065	Livres, disq., cass. (biblio. Médiat.)	644 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	1 420 126,00	0,00		71 000,00	71 000,00	0,00	71 000,00	71 000,00
611	Contrats de prestations de services	49 379 406,00	0,00		66 000,00	66 000,00	0,00	66 000,00	66 000,00
6132	Locations immobilières	2 261 024,00	0,00		30 000,00	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00
61351	Matériel roulant	145 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	685 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 154 693,09	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	1 736 327,55	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 572 929,00	0,00		-110 000,00	-110 000,00	0,00	-110 000,00	-110 000,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	445 500,00	0,00		35 000,00	35 000,00	0,00	35 000,00	35 000,00
615231	Entretien, réparations voiries	7 489 949,80	0,00		260 000,00	260 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00
615232	Entretien, réparations réseaux	91 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61524	Entretien bois et forêts	23 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	384 000,00	0,00		-10 000,00	-10 000,00	0,00	-10 000,00	-10 000,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
61558	Entretien autres biens mobiliers	324 750,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	9 515 028,00	0,00		52 000,00	52 000,00	0,00	52 000,00	52 000,00
6161	Multirisques	1 710 000,00	0,00		60 000,00	60 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6168	Autres primes d'assurance	4 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 226 760,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	320 629,00	0,00		500,00	500,00	0,00	500,00	500,00
6184	Versements à des organismes de formation	1 643 529,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	69 430,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	11 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	2 778 158,00	0,00		10 400,00	10 400,00	0,00	10 400,00	10 400,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	513 020,00	0,00		50 000,00	50 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00
6228	Divers	3 319 963,00	0,00		80 810,00	80 810,00	0,00	80 810,00	80 810,00
6231	Annonces et insertions	526 740,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	620 869,57	0,00		25 000,00	25 000,00	0,00	25 000,00	25 000,00
6236	Catalogues et imprimés	639 200,00	0,00		-75 000,00	-75 000,00	0,00	-75 000,00	-75 000,00
6237	Publications	5 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	1 219 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	24 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6245	Transports de personnes extérieures	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	151 877,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	536 961,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	430 415,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	1 264 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	218 030,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	727 709,00	0,00		-60 275,00	-60 275,00	0,00	-60 275,00	-60 275,00
6282	Frais de gardiennage	1 616 123,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	2 981 150,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	28 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	204 650,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 101 254,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	4 454 520,00	0,00		-240,00	-240,00	0,00	-240,00	-240,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
63513	Autres impôts locaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	2 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6378	Autres impôts taxes et versements assim.	25 900,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	387 461 670,00	0,00		500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
6215	Personnel affecté par la commune du GFP	215 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6218	Autre personnel extérieur	730 220,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
631	Impôts, taxes, versements (Admin. Impôts	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6331	Versement mobilité	4 078 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 020 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	2 038 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	155 795 000,00	0,00		500 000,00	500 000,00		500 000,00	500 000,00
64112	SFT, indemnité de résidence	3 405 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64113	NBI	2 026 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64118	Autres indemnités	54 118 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64131	Rémunérations	30 662 575,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64132	SFT, indemnité de résidence	688 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64136	Indemnités liées à la perte d'emploi	247 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64138	Primes et autres indemnités	9 339 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6414	Personnel rémunéré à la vacation	7 210 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64168	Autres emplois aidés	486 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6417	Rémunérations des apprentis	1 068 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	38 598 500,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	62 288 100,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	7 379 025,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64731	Allocations chômage versées directement	691 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
64732	Versées à France Travail	1 902 800,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6474	Versement aux autres oeuvres sociales	1 737 400,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6475	Médecine du travail, pharmacie	317 300,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	962 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6488	Autres	155 250,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	101 453 942,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7391118	Autres restit. dégrèv./contrib. directes	70 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739211	Attribution de compensation	73 777 570,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	14 617 139,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739218	Autres prél./revers. fisc. coll. locales	10 527 343,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7392221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	974 850,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
7398	Revers., restitutions et prél. divers	1 487 040,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	143 304 562,83	0,00	0,00	-1 349 927,50	-1 349 927,50	0,00	-1 349 927,50	-1 349 927,50
65131	Bourses	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65132	Prix	1 425,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65133	Secours d'urgence	925 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	2 000 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	36 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65313	Cotisations de retraite	180 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65314	Cotis. sécurité sociale - part patronale	460 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65315	Formation	60 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653172	Cotis.fonds financ.allocation fin mandat	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	157 000,00	0,00		798 264,69	798 264,69	0,00	798 264,69	798 264,69
6542	Créances éteintes	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6553	Service d'incendie	31 195 002,00	0,00		130 275,00	130 275,00	0,00	130 275,00	130 275,00
65568	Autres contributions	8 455 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	534 156,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6568	Autres participations	1 451 292,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65733	Subv. fonct. départements	19 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657341	Subv. fonct. communes membres du GFP	6 766 036,86	0,00		-120 000,00	-120 000,00	0,00	-120 000,00	-120 000,00
657363	Subv.Fonct. CCAS/CIAS	2 998 504,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
657381	Subv. fonct. autres EPL	252 600,00	0,00		-20 000,00	-20 000,00	0,00	-20 000,00	-20 000,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	1 308 200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65741	Subv. de fonctionnement aux ménages	7 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	26 207 387,00	0,00		-720 700,00	-720 700,00	0,00	-720 700,00	-720 700,00
6577	Remises gracieuses	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65811	Droits d''utilisat° - informatique nuage	203 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65818	Autres	79 640,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65821	Déficit des budgets annexes administrati	53 000 000,00	0,00		-1 500 000,00	-1 500 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00
6583	Pénalités sur marchés	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6585	Intérêts moratoires	210 000,00	0,00		127 000,00	127 000,00	0,00	127 000,00	127 000,00
65883	Déficits sur opérations de gestion	5 100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	6 573 019,97	0,00		-44 767,19	-44 767,19	0,00	-44 767,19	-44 767,19
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
65861	Frais de personnel	370 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**761 508 356,63**	**0,00**	**0,00**	**-119 854,29**	**-119 854,29**	**0,00**	**-119 854,29**	**-119 854,29**
66	Charges financières	22 948 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	22 644 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	300 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
6688	Autres	4 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	304 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	304 900,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	238 743,37			319 854,29	319 854,29		319 854,29	319 854,29
6815	Dot. prov. pour risques fonct. courant	130 000,00			319 854,29	319 854,29		319 854,29	319 854,29
6817	Dot. prov. dépréc. actifs circulants	108 743,37			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**23 491 643,37**	**0,00**	**0,00**	**319 854,29**	**319 854,29**		**319 854,29**	**319 854,29**
Total des dépenses réelles		**785 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
023	*Virement à la section d'investissement*	*12 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*75 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables immobilisations cédée*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*75 000 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**87 000 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	6 300 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	6 000 000,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	300 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**871 692 986,86**	**0,00**	**200 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	2 538 830,29	0,00	79 698,46	79 698,46	79 698,46
6091	RRR obtenus sur matières premières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6094	RRR obtenus sur études et prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6096	RRR obtenus sur approv. non stocké	0,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
6419	Remboursements rémunérations personnel	2 188 830,29	0,00	19 698,46	19 698,46	19 698,46
6459	Remb.charges sécu.sociale et prévoyance	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	296 809 399,89	0,00	-518 565,99	-518 565,99	-518 565,99
7022	Coupes de bois	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70321	Stationnement et location voie publique	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70323	Red. occupation dom. public	619 304,89	0,00	0,00	0,00	0,00
70328	Autres droits stationnement et location	2 723 390,00	0,00	123 220,00	123 220,00	123 220,00
7035	Locations de droits de chasse et pêche	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70383	Redevance de stationnement	150 000,00	0,00	-459 000,00	-459 000,00	-459 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	251 549,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	121 000,00	0,00	60 000,00	60 000,00	60 000,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	10 880 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	514 000,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	52 500,00	0,00	13 000,00	13 000,00	13 000,00
70631	Redevances services à caractère sportif	3 977 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70632	Redevances services à caractère loisir	340 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706888	Autres	171 000,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	2 693 656,00	0,00	83 000,00	83 000,00	83 000,00
708421	Mise dispo pers. BA/régie sans ps.morale	18 700 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70843	Mise à dispo personnel CCAS/CIAS	4 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70844	Mise à dispo personnel CDE	500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	224 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	4 080 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708721	Remb. frais par BA/régie sans ps.morale	8 050 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
70874	Remb. frais par la CDE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	13 138 000,00	0,00	-359 785,99	-359 785,99	-359 785,99
70878	Remb. frais par des tiers	86 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	506 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	184 904 943,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	2 492 710,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732181	Dispositif de lissage conjoncturel	3 141 797,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73221	FNGIR	24 354 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00
732221	Fonds péréquation ress. com. et intercom	5 472 355,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7351	Fract° compens. TFPB, taxe rés. princi.	94 141 078,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7352	Fraction compensatoire de la CVAE	55 302 799,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	218 309 949,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73111	Impôts directs locaux	125 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les surfaces commerciales	6 800 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition forf. sur entrep. réseaux	3 358 869,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73133	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	73 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73141	Accise sur l'électricité	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73143	Redevance des mines	1 080,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731721	Taxe de séjour	8 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres	850 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	120 775 162,28	0,00	2 104 321,00	2 104 321,00	2 104 321,00
741124	Dotation d'intercommunalité des EPCI	16 346 334,00	0,00	0,00	0,00	0,00
741126	Dotation de compensation des EPCI	61 528 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	1 022 631,23	0,00	0,00	0,00	0,00
74611	DGD des communes et EPCI	147 775,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	2 739 681,00	0,00	-123 200,00	-123 200,00	-123 200,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	61 130,00	61 130,00	61 130,00
7473	Participation départements	29 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74748	Participation autres communes	0,00	0,00	25 984,33	25 984,33	25 984,33
74771	Participation Fonds social européen	1 000 000,00	0,00	-470 000,00	-470 000,00	-470 000,00
74772	Participation FEDER	4 000,00	0,00	15 841,67	15 841,67	15 841,67
74778	Autres fonds européens	29 369,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747888	Autres	2 109 596,05	0,00	2 594 565,00	2 594 565,00	2 594 565,00

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
748312	D.C.R.T.P.	36 772,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74832	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	16 699 814,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat-Compens.exonération taxes foncières	1 024 579,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat-Compens.exonération taxe habitation	591 137,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748388	Autres	17 464 724,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	31 349 637,06	0,00	-2 275 816,37	-2 275 816,37	-2 275 816,37
752	Revenus des immeubles	6 520 710,60	0,00	-350 000,00	-350 000,00	-350 000,00
7538	Autres	0,00	0,00	400,00	400,00	400,00
755	Dédits et pénalités perçus	103 906,38	0,00	20 385,65	20 385,65	20 385,65
75738	Autres	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7574	Subv. fonc. perso., asso. et orga. privé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	7 488 495,00	0,00	380 664,40	380 664,40	380 664,40
7584	Recouvr./créances admises en non valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75888	Autres	17 206 525,08	0,00	-2 327 266,42	-2 327 266,42	-2 327 266,42
Total des recettes de gestion des services		**854 687 921,52**	**0,00**	**-610 362,90**	**-610 362,90**	**-610 362,90**
76	Produits financiers	982 192,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	978 192,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7621	Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
764	Revenus valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7688	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	422 873,34	0,00	361,90	361,90	361,90
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	422 873,34	0,00	361,90	361,90	361,90
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	5 190 000,00		810 000,00	810 000,00	810 000,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	5 190 000,00		810 000,00	810 000,00	810 000,00
Total des recettes réelles		**861 282 986,86**	**0,00**	**199 999,00**	**199 999,00**	**199 999,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*10 410 000,00*		*1,00*	*1,00*	*1,00*
75888	*Autres*	*10 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*10 400 000,00*		*1,00*	*1,00*	*1,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**10 410 000,00**		**1,00**	**1,00**	**1,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043).*

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**104 857 696,18**	**43 526 601,37**	**925 200,00**	**1 832 541,74**	**5 130 368,57**	**27 874 300,90**	**532 600,39**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	2 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	98 155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	11 541 178,30	0,00	51 544,40	0,00	1 138 040,28	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	93 420,00	925 200,00	0,00	4 402 500,00	657 000,00	334 000,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	19 614 214,01	0,00	1 760 997,34	0,00	2 476 347,39	198 600,39	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	12 077 789,06	0,00	20 000,00	27 868,57	23 602 913,23	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	657 307,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	4 045 389,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**106 665 317,65**	**153 754 163,90**	**1 043 480,00**	**89 864,00**	**448 514,66**	**12 814 873,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	510 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	73 084 707,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	1 106 374,00	14 296 823,33	1 043 480,00	89 864,00	448 514,66	12 814 873,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	29 564 938,00	138 947 340,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	2 909 298,58	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**80 423 957,90**	**7 046 674,85**	**24 737 637,87**	**77 558 111,91**		**374 445 691,68**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		2 000 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		98 155 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	3 178 485,21	183 940,33	2 071 421,46	3 614 245,98		21 778 855,96
204	Subventions d'équipement versées	45 333 460,53	2 785 446,00	458 200,00	6 015 271,50		61 004 498,03
21	Immobilisations corporelles	11 405 560,78	1 964 109,52	9 873 802,03	21 578 656,10		68 872 287,56
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	15 564 723,54	2 113 179,00	10 790 034,38	44 160 245,30		108 356 753,08
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		657 307,18
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		4 045 389,00
45	Opérations pour compte de tiers	4 941 727,84	0,00	1 544 180,00	2 189 693,03		9 375 600,87
RECETTES		**42 872 896,52**	**1 168 484,65**	**3 543 590,00**	**25 739 218,72**		**348 140 403,10**
024	Produits des cessions d'immobilisations	6 890 000,00	0,00	0,00	0,00		7 400 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		73 084 707,07
13	Subventions d'investissement	28 844 065,52	1 168 484,65	2 588 590,00	23 396 354,19		85 797 423,35
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		168 512 278,57
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	21 000,00		21 000,00
21	Immobilisations corporelles	397 649,00	0,00	0,00	2 076,78		399 725,78
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	885 698,75		885 698,75
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		2 909 298,58
45	Opérations pour compte de tiers	6 741 182,00	0,00	955 000,00	1 434 089,00		9 130 271,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**104 857 696,18**
102	Dotations et fonds d'investissement	2 000 000,00
163	Emprunts obligataires	27 625 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	70 500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	30 000,00
261	Titres de participation	657 307,18
275	Dépôts et cautionnements versés	2 028 000,00
276	Autres créances immobilisées	2 017 389,00
RECETTES		**106 665 317,65**
102	Dotations et fonds d'investissement	27 294 471,26
106	Réserves	45 790 235,81
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	1 071 374,00
138	Autres subventions invest. non transf.	35 000,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	29 500 000,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	64 938,00
274	Prêts	120 833,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000 000,00
276	Autres créances immobilisées	788 465,58

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**42 935 491,24**	**0,00**	**591 110,13**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	642 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	592 198,23	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	93 420,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	8 317 590,07	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	1 989 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	827 304,29	0,00	288 122,22	0,00	0,00
213	Constructions	1 894 070,84	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	1 302 801,86	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	15 301 914,80	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	11 069 801,15	0,00	302 987,91	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	705 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**153 754 163,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	510 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	9 135 547,33	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	236 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	4 924 516,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	138 947 340,57	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**43 526 601,37**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
202	Frais réalisation documents urbanisme	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	642 390,00
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	592 198,23
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	93 420,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 317 590,07
208	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 989 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 115 426,51
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 894 070,84
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 302 801,86
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 301 914,80
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 372 789,06
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	705 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**153 754 163,90**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	510 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 135 547,33
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	236 760,00
134	Fonds affectés à l'équipement non amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 924 516,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 947 340,57

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**925 200,00**	**0,00**	**0,00**	**925 200,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	925 200,00	0,00	0,00	925 200,00
RECETTES		**0,00**	**1 043 480,00**	**0,00**	**0,00**	**1 043 480,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	985 200,00	0,00	0,00	985 200,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	58 280,00	0,00	0,00	58 280,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.901

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**498 541,74**	**0,00**	**524 000,00**	**0,00**	**810 000,00**	**1 832 541,74**
205	Licences, procédés, droits similaires	51 544,40	0,00	0,00	0,00	0,00	51 544,40
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	426 997,34	0,00	524 000,00	0,00	810 000,00	1 760 997,34
231	Immobilisations corporelles en cours	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 864,00**	**89 864,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	89 864,00	89 864,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 130 368,57**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 402 500,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 868,57	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**413 514,66**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	413 514,66	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.902

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 130 368,57**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 402 500,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 868,57
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**448 514,66**
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
133	Fonds affectés à l'équipement amort.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	413 514,66

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.903

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**57 340,00**	**444 578,01**	**0,00**	**868 174,23**	**0,00**	**1 257 195,89**	**0,00**	**1 113 700,28**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	12 340,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 078 700,28	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	144 370,00	0,00	137 310,77	0,00	25 060,73	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	23 032,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	5 400,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	45 000,00	55 000,00	0,00	524 136,63	0,00	8 635,16	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	187 175,56	0,00	201 326,83	0,00	1 222 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 280,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**240 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	3 280,00	0,00	0,00	0,00	240 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**2 035 434,00**	**20 117 942,92**	**1 336 054,81**	**0,00**	**643 880,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	540 000,00	0,00	52 000,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	4 500,00	31 500,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	96 768,38	78 109,59	528 597,38	0,00	528 497,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	168 929,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
231	Immobilisations corporelles en cours	1 394 165,62	20 008 333,33	516 528,13	0,00	73 383,76	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**38 260,00**	**12 533 333,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	38 260,00	12 533 333,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 874 300,90**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 340,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657 000,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 125 700,28
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	106 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 538 713,85
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 032,45
216	Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 900,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	801 701,09
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 602 913,23
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 814 873,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 814 873,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**77 158,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	51 158,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	26 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**14 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	Subventions d'équipement versées	14 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors RSA) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**441 441,63**	**0,00**	**0,00**	**532 600,39**
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	320 000,00	0,00	0,00	334 000,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	60 291,32	0,00	0,00	111 450,08
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	61 150,31	0,00	0,00	87 150,31
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.904-4

FONCTION 4-4 – RSA

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.905

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**0,00**	**1 021 253,65**	**2 256 984,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 337 746,45**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	627 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 186 285,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 744 510,78
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	7 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	14 388,48	1 982 971,59	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
213	Constructions	0,00	95 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	7 800,00	3 313,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	139 365,17	270 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 860 227,92
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	130 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 994,70
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 005 727,84
RECETTES		**0,00**	**5 900 000,00**	**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 127 526,52**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	5 900 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	990 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 016 346,30
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	482 349,22
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397 649,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	345 182,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 896 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 845 501,90**	**5 726 349,75**	**0,00**	**4 428 621,16**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	24 862 600,00	5 726 349,75	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	55 000,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	766 901,90	0,00	0,00	230 185,41	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 123 435,75	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	1 846 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 800 370,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	26 300 370,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	2 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**7 500,00**	**1 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**80 423 957,90**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 163 785,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 333 460,53
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	7 500,00	0,00	0,00	0,00	14 700,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 350 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 112 360,07
213	Constructions	0,00	0,00	1 800 000,00	0,00	0,00	4 892 087,31
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 113,40
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 393 728,84
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	170 994,70
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 936 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 005 727,84
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**42 872 896,52**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 890 000,00
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	28 316 716,30
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	527 349,22
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	397 649,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 845 182,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 896 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.906

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**238 072,78**	**0,00**	**250 000,00**	**789 569,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	137 224,79	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00	783 889,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-14 320,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	100 847,99	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**3 088 605,99**	**80 000,00**	**0,00**	**2 600 427,08**	**0,00**	**7 046 674,85**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	-34 880,00	0,00	102 344,79
204	Subventions d'équipement versées	666 000,00	80 000,00	0,00	1 005 557,00	0,00	2 785 446,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	81 595,54	0,00	81 595,54
213	Constructions	410 274,98	0,00	0,00	796 560,54	0,00	1 192 515,52
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	700 000,00	0,00	720 000,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	51 594,00	0,00	51 594,00
231	Immobilisations corporelles en cours	2 012 331,01	0,00	0,00	0,00	0,00	2 113 179,00
RECETTES		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**668 484,65**	**0,00**	**1 168 484,65**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	500 000,00	0,00	0,00	11 484,65	0,00	511 484,65
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	657 000,00	0,00	657 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A1.907

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**383 340,69**	**5 000,00**	**245 000,00**	**29 000,00**	**1 564 915,00**	**14 466 533,82**	**0,00**	**1 107 187,01**
203	Frais d'études, recherche, développement	15 702,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 176 377,16	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	104 100,00	0,00	0,00	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	3 000,00	245 000,00	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	123 869,77	0,00	303 465,29
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 090 000,00	5 143 402,17	0,00	330 795,53
218	Autres immobilisations corporelles	263 538,69	2 000,00	0,00	0,00	474 915,00	12 850,34	0,00	112 926,19
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 010 034,38	0,00	350 000,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**820 000,00**	**1 558 590,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 558 590,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**4 985 305,42**	**0,00**	**165 400,00**	**79 200,00**	**313 000,00**	**252 100,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	545 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 100,00
205	Licences, procédés, droits similaires	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	550 125,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	145 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	109 000,00	0,00	165 400,00	79 200,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	2 400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	1 231 180,00	0,00	0,00	0,00	313 000,00	0,00
RECETTES		**870 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**155 000,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	70 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	800 000,00	0,00	0,00	0,00	155 000,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 043 314,03**	**98 341,90**	**0,00**	**0,00**	**24 737 637,87**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	255 000,00	64 342,30	0,00	0,00	2 056 421,46
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	0,00	0,00	458 200,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	18 999,60	0,00	0,00	824 125,02
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	678 314,03	15 000,00	0,00	0,00	1 265 649,09
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 917 797,70
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	866 230,22
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 760 034,38
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 544 180,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**140 000,00**	**0,00**	**0,00**	**3 543 590,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	140 000,00	0,00	0,00	1 698 590,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	955 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**3 405 000,00**	**0,00**	**21 690 511,21**	**400 950,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	869 747,25	15 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	3 400 000,00	0,00	2 203 835,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	343 247,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	650 273,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	285 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	517 322,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	16 194 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	912 085,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**21 000,00**	**0,00**	**4 346 491,42**	**550 785,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	77 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	4 267 414,64	550 785,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	21 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	2 076,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**1 911 680,28**	**43 208 670,17**	**111 624,73**	**0,00**	**3 318 931,18**	**0,00**	**3 510 744,34**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	1 922 484,59	0,00	0,00	100 000,00	0,00	50 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	411 436,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	22 196,36	0,00	0,00	151 684,00	0,00	482 183,78
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	153 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	795 962,65	0,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	1 911 680,28	10 898 706,94	111 624,73	0,00	2 335 555,29	0,00	2 613 674,07
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	932 244,45	0,00	0,00	177 800,00	0,00	254 886,49
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	27 348 923,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00	553 891,89	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	623 715,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 970 941,39**	**0,00**	**0,00**	**550 000,00**	**0,00**	**300 000,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	13 020,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	18 188 133,64	0,00	0,00	0,00	0,00	300 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	152,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	885 546,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00	0,00	0,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	884 089,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**77 558 111,91**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 958 181,84
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 015 271,50
205	Licences, procédés, droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	656 064,14
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	496 247,88
212	Agencements et aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	650 273,32
213	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 190 962,65
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 876 241,31
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 364 930,94
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 866 245,30
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 294 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 565 977,42
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	623 715,61
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 739 218,72**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 020,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 306 334,19
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 000,00
211	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 076,78
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	152,46
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	885 546,29

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 000,00
458	Opérations sous mandat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	884 089,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**125 428 464,35**	**152 529 301,35**	**630 000,00**	**53 298 247,00**	**74 045 330,00**	**84 166 172,86**	**49 309 424,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	207 800,00	62 150 682,57	0,00	753 085,00	58 400,00	8 041 210,00	1 135 770,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	83 697 150,00	0,00	20 888 520,00	73 021 400,00	68 033 200,00	31 664 200,00	0,00
014	Atténuations de produits	99 966 902,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 442 264,69	6 311 468,78	630 000,00	31 656 642,00	965 530,00	8 091 762,86	16 509 454,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	370 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	22 948 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	304 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	558 597,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**535 493 992,34**	**259 830 349,29**	**530 000,00**	**53 670,57**	**0,00**	**8 443 111,81**	**1 283 847,33**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	1 719 913,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	20 690 214,01	252 969 000,00	0,00	0,00	0,00	4 660 496,00	35 000,00	0,00
73	Impôts et taxes	184 904 943,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	208 959 949,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	114 749 495,23	290 000,00	530 000,00	32 800,00	0,00	76 971,67	1 026 884,33	0,00
75	Autres produits de gestion courante	200 000,00	4 000 044,29	0,00	20 870,57	0,00	3 461 800,00	221 963,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	661 392,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	179 391,10	0,00	0,00	0,00	0,00	243 844,14	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	5 810 000,00	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**53 342 838,44**	**18 221 381,00**	**109 638 806,00**	**64 590 035,00**		**785 200 000,00**
011	Charges à caractère général	0,00	4 775 426,44	2 516 515,00	40 864 791,00	9 144 575,00		129 648 255,01
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	44 937 700,00	3 940 800,00	58 087 000,00	3 691 700,00		387 961 670,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	1 487 040,00	0,00	0,00		101 453 942,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	3 629 712,00	10 277 026,00	10 687 015,00	51 753 760,00		141 954 635,33
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		370 000,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		22 948 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		304 900,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		558 597,66
RECETTES		**0,00**	**7 480 315,95**	**13 370 160,15**	**24 724 822,42**	**10 272 716,00**		**861 482 985,86**
013	Atténuations de charges	0,00	553 186,92	14 070,00	331 358,83	0,00		2 618 528,75
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	366 000,00	0,00	12 606 903,89	4 963 220,00		296 290 833,90
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		184 904 943,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	9 350 000,00	0,00	0,00		218 309 949,00
74	Dotations et participations	0,00	1 243 597,00	1 619 071,55	3 267 663,50	43 000,00		122 879 483,28
75	Autres produits de gestion courante	0,00	5 317 532,03	2 066 218,60	8 518 896,20	5 266 496,00		29 073 820,69
76	Produits financiers	0,00	0,00	320 800,00	0,00	0,00		982 192,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		423 235,24
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		6 000 000,00

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**125 428 464,35**
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	7 800,00
627	Services bancaires et assimilés	200 000,00
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 055 264,69
658	Charges diverses de gestion courante	387 000,00
661	Charges d'intérêts	22 944 000,00
668	Autres charges financières	4 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	304 900,00
681	Dot. amort. et prov. Charges de fonct.	558 597,66
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	99 966 902,00
RECETTES		**535 493 992,34**
708	Autres produits	20 690 214,01
731	Fiscalité locale	208 959 949,00
732	Fiscalité reversée	35 461 066,00
735	Fraction de TVA	149 443 877,00
741	D.G.F.	77 875 284,00
744	FCTVA	1 022 631,23
746	Dotation générale de décentralisation	34 554,00
748	Autres attributions et participations	35 817 026,00
758	Produits divers de gestion courante	200 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	179 391,10
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	5 810 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**138 421 635,35**	**6 899 450,00**	**1 829 270,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	20 908 748,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	8 982 997,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	1 792 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	751 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	10 936 013,00	0,00	4 970,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	1 770 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	1 911 029,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	8 500,00	850 500,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	2 258 777,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	1 158 859,57	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	96 877,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	510 866,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	1 689 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	4 787 736,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 384 500,00	3 800,00	32 500,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	4 432 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	15 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	51 301 700,00	1 073 175,00	1 259 100,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	20 445 800,00	820 025,00	531 900,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	919 400,00	3 076 700,00	800,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	155 250,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	500,00	890 000,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	1 770 670,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
658	Charges diverses de gestion courante	562 242,78	10 000,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**5 740 436,29**	**253 890 000,00**	**158 000,00**	**0,00**	**0,00**
609	RRR obtenus sur achats	60 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	1 270 000,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	181 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	608 000,00	252 180 000,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	290 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	1 604 050,00	0,00	132 000,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	2 145 994,29	90 000,00	26 000,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	657 392,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	190 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**2 759 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 000,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	3 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	300,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	11 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
653	Indemnités	2 736 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 200,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**146 400,00**	**0,00**	**1 988 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**152 529 301,35**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 912 648,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 982 997,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 797 600,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	751 600,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 940 983,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 770 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 911 329,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	859 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 328 767,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 184 859,57
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 877,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	514 866,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 689 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 787 736,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	36 400,00	0,00	0,00	0,00	1 457 800,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 432 520,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 900,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	1 276 600,00	0,00	0,00	0,00	54 910 575,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	490 000,00	0,00	0,00	0,00	22 298 925,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	18 700,00	0,00	0,00	0,00	4 015 600,00
648	Autres charges de personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	155 250,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	891 000,00
653	Indemnités	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 736 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	334 156,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	146 400,00	0,00	166 000,00	0,00	0,00	0,00	2 148 070,00

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	572 242,78
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**259 830 349,29**
609	RRR obtenus sur achats	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 309 913,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
704	Travaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	181 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	252 788 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	290 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 736 050,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 263 994,29
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	657 392,00
762	Produits autres immo. financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930-5

FONCTION 0-5 – Gestion des fonds européens

Article / compte nature (1)	Libellé	051 FSE	052 FEDER	058 Autres		TOTAL DU CHAPITRE
				0580 FEADER	0581 FEAMP	
DEPENSES		**0,00**	**630 000,00**	**0,00**	**0,00**	**630 000,00**
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	630 000,00	0,00	0,00	630 000,00
RECETTES		**0,00**	**530 000,00**	**0,00**	**0,00**	**530 000,00**
747	Participations	0,00	530 000,00	0,00	0,00	530 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.931

FONCTION 1 – Sécurité

Article / compte nature (1)	Libellé	10 Services communs	11 Police, sécurité, justice	12 Incendie et secours	13 Hygiène et salubrité publique	18 Autres interv. protect. personnes, biens	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**4 135 705,00**	**17 635 420,00**	**31 527 122,00**	**0,00**	**0,00**	**53 298 247,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	1 940,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	21 940,00
611	Contrats de prestations de services	2 000,00	85 220,00	16 000,00	0,00	0,00	103 220,00
615	Entretien et réparations	410 000,00	0,00	120 000,00	0,00	0,00	530 000,00
618	Divers	6 630,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 630,00
621	Personnel extérieur au service	200,00	0,00	120,00	0,00	0,00	320,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	3 670,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 670,00
623	Pub., publications, relations publiques	41 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41 700,00
624	Transports biens, transports collectifs	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
628	Divers	0,00	0,00	45 725,00	0,00	0,00	45 725,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	61 200,00	275 500,00	0,00	0,00	0,00	336 700,00
641	Rémunérations du personnel	2 304 300,00	12 739 400,00	0,00	0,00	0,00	15 043 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	963 500,00	4 481 800,00	0,00	0,00	0,00	5 445 300,00
647	Autres charges sociales	10 500,00	52 000,00	0,00	0,00	0,00	62 500,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	31 325 277,00	0,00	0,00	31 325 277,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	329 865,00	0,00	0,00	0,00	0,00	329 865,00
RECETTES		**32 800,00**	**17 164,40**	**3 706,17**	**0,00**	**0,00**	**53 670,57**
747	Participations	32 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	32 800,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	17 164,40	3 706,17	0,00	0,00	20 870,57

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.932

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage

Article / compte nature (1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré			22 Enseignement du second degré			23 Enseignement supérieur	24 Cités scolaires
		201 Services communs	211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	221 Collèges	222 Lycées publics	223 Lycées privés		
DEPENSES		**73 023 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 021 430,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 400,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 442 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	50 212 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	20 790 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	576 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 830,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	25 Formation professionnelle												
		251 Insertion sociale et professionnelle	252 Formation professionnalisante personnes	253 Formation certifiante des personnes	254 Formation des actifs occupés	255 Rémunération des stagiaires	256 CNFPT - Formation des actifs occupés					257 CFNPT et CDG - missions spécifiques		258 Autres
							2561 Missions statutaires et règlementaires	2562 Développement des compétences	2563 Évolution et transition professionnelle	2564 Organisation des activités pédagogiques	2565 Autres	2571 Concours	2572 Missions administratives	

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 2 – Enseignement, formation professionnelle et apprentissage (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	26 Apprentissage	27 Formation sanitaire et sociale	28 Autres services périscolaires et annexes					29 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				281 Hébergement et restauration scolaires	282 Sport scolaire	283 Médecine scolaire	284 Classes de découverte	288 Autre service annexe de l'enseignement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 045 330,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 400,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 442 100,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 212 600,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 790 300,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	576 400,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	962 830,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.933

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
DEPENSES		**1 960 850,00**	**54 579 137,86**	**0,00**	**2 080 770,00**	**0,00**	**185 400,00**	**0,00**	**180 500,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	6 550,00	0,00	0,00	724 806,00	0,00	19 890,00	0,00	4 841,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	129 024,00	0,00	1 000,00	0,00	1 600,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	42 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	274 340,00	0,00	46 900,00	0,00	16 000,00	0,00
618	Divers	0,00	12 600,00	0,00	36 500,00	0,00	0,00	0,00	929,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	41 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	9 200,00	95 500,00	0,00	102 000,00	0,00	88 600,00	0,00	50 100,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	977 700,00	15 000,00	0,00	32 150,00	0,00	0,00	0,00	40 550,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	800,00	0,00	0,00	0,00	10 480,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	700,00	0,00	10,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	21 000,00	0,00	69 750,00	0,00	27 500,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	6 000,00	924 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	24 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	241 300,00	33 321 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	80 900,00	14 078 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	30 Services communs	31 Culture							
			311 Activités artist.,actions et manif.cult.	312 Patrimoine	313 Bibliothèques, médiathèques	314 Musées	315 Services d'archives	316 Théâtres et spectacles vivants	317 Cinémas et autres salles de spectacles	318 Archéologie préventive
647	Autres charges sociales	2 900,00	221 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00	0,00
656	Participations	0,00	1 148 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	636 300,00	4 692 587,86	0,00	620 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	3 500,00	0,00	22 200,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**20 000,00**	**0,00**	**77 130,00**	**0,00**	**5 500,00**	**0,00**	**1 754 537,67**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	20 000,00	0,00	8 130,00	0,00	0,00	0,00	19 841,67	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	1 734 696,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
DEPENSES		**19 274 100,00**	**281 250,00**	**3 121 090,00**	**437 000,00**	**1 600 000,00**	**240 425,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	3 000,00	3 700,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	10 500,00	66 250,00	426 690,00	0,00	13 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	820 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	5 000,00	40 000,00	21 700,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	92 000,00	162 000,00	639 700,00	0,00	331 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	34 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	36 500,00	10 000,00	110 000,00	0,00	155 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	14 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	15 000,00	0,00	1 670 500,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	346 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	13 162 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	5 519 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	51 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 425,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	230 000,00	437 000,00	10 000,00	219 000,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	2 200,00	0,00	9 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**150 000,00**	**1 147 000,00**	**4 167 714,00**	**0,00**	**848 386,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Article / compte nature (1)	Libellé	32 Sports (autres que scolaires)								
		321 Salles de sport, gymnases	322 Stades	323 Piscines	324 Centres de formation sportifs	325 Autres équipements sportifs ou loisirs	326 Manifestations sportives	327 Soutien aux sportifs		
								3271 Soutien aux sportifs de haut niveau	3272 Soutien aux clubs amateurs	3273 Autres soutiens aux sportifs
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	3 840,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	3 749 000,00	0,00	568 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	34 000,00	0,00	233 656,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	150 000,00	1 147 000,00	344 374,00	0,00	39 130,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	36 500,00	0,00	7 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 3 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**225 650,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 166 172,86**
604	Achats d'études, prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 700,00
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 320,00	0,00	0,00	0,00	1 275 747,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	821 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206 324,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 600,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	825,00	0,00	0,00	0,00	1 562 765,00
618	Divers	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	50 529,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	75 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	1 500,00	0,00	0,00	0,00	658 400,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	34 500,00	0,00	0,00	0,00	1 099 900,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	8 255,00	0,00	0,00	0,00	19 535,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 710,00
628	Divers	0,00	0,00	177 750,00	0,00	0,00	0,00	2 231 500,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 276 600,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	46 725 900,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 679 200,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	275 600,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 825,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 154 550,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 844 887,86
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 500,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**272 844,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 443 111,81**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 840,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 382 500,00

Article / compte nature (1)	Libellé	33 Jeunesse (action socio-éduc.) et loisirs			34 Vie sociale et citoyenne		39 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		331 Centres de loisirs	332 Colonies de vacances	338 Autres activités pour les jeunes	341 Egalité entre les femmes et les hommes	348 Autres		
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	270 156,00
747	Participations	0,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00	0,00	76 971,67
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 680 504,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 781 296,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	243 844,14	0,00	0,00	0,00	243 844,14

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.934

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI)

Article / compte nature (1)	Libellé	41 Santé					
		410 Services communs	411 PMI et planification familiale	412 Prévention et éducation pour la santé	413 Sécurité alimentaire	414 Dispensaires et autres éts sanitaires	418 Autres actions
DEPENSES		**618 220,00**	**0,00**	**419 850,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	432 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	70 000,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	5 000,00	0,00	195 000,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	3 150,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	70,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	175 000,00	0,00	152 850,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**65 000,00**	**0,00**	**50 984,33**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	50 984,33	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale							
		420 Services communs	421 Famille et enfance				422 Petite enfance		
			4211 Actions en faveur de la maternité	4212 Aides à la famille	4213 Aides sociales à l'enfance	4214 Adolescence	4221 Crèches et garderies	4222 Multi accueil	4228 Autres actions pour la petite enfance
DEPENSES		**31 930 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	129 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	610 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	21 905 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	8 919 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	228 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	137 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**548 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	548 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 4 – Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	42 Action sociale						TOTAL DU CHAPITRE
		423 Personnes âgées			424 Personnes en difficulté	425 Personnes handicapées	428 Autres interventions sociales	
		4231 Forfait autonomie	4232 Autres actions de prévention	4238 Autres actions pour les personnes âgées				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**97 650,00**	**16 228 504,00**	**0,00**	**15 000,00**	**49 309 424,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	150,00	5 100,00	0,00	0,00	5 250,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	231 000,00	0,00	0,00	663 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	19 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	1 200,00	24 800,00	0,00	15 000,00	370 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	300,00	0,00	0,00	0,00	5 450,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70,00
628	Divers	0,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	610 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 905 900,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 919 800,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	228 500,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	8 455 000,00	0,00	0,00	8 455 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	93 000,00	7 221 604,00	0,00	0,00	7 779 454,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	250 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**619 863,00**	**0,00**	**0,00**	**1 283 847,33**
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	427 900,00	0,00	0,00	1 026 884,33
753	Recouvrement indus d'insertion et aides	0,00	0,00	0,00	400,00	0,00	0,00	400,00
757	Subventions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	191 563,00	0,00	0,00	191 563,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-3

FONCTION 4-3 – APA

Article / compte nature (1)	Libellé	430 Services communs	431 APA à domicile	432 APA versée aux bénéf. en établissement	433 APA versée à l'établissement	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.934-4

FONCTION 4-4 – RSA / Régularisation de RMI

Article / compte nature (1)	Libellé	441 Insertion sociale	442 Santé	443 Logement	444 Insertion professionnelle	445 Evaluation des dépenses engagées	446 Dépenses de structure	447 RSA allocations	448 Autres dépenses au titre du RSA	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.935

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
DEPENSES		**44 937 800,00**	**4 085 784,09**	**1 257 102,35**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	21 500,00	77 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	8 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	25 000,00	111 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	37 563,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	64 159,00	955 402,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	20 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	788 100,00	113 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	36 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	838 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	31 124 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	12 748 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	225 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	296 742,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 783 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**1 533 760,00**	**52 180,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**518 186,92**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	518 186,92
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	273 760,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	50 Services communs	51 Aménagement et services urbains						
			510 Services communs	511 Espaces verts urbains	512 Eclairage public	513 Art public	514 Electrification	515 Opérations d'aménagement	518 Autres actions d'aménagement urbain
758	Produits divers de gestion courante	0,00	1 260 000,00	36 180,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 883 492,00**	**223 160,00**	**0,00**	**905 500,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	83 350,00	0,00	0,00	41 000,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	230 500,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	160 000,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	147 930,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	343 500,00	0,00	0,00	199 000,00	0,00
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	1 136 712,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	7 000,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	79 000,00	0,00	0,00	17 000,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	218 000,00	0,00	245 000,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	86 000,00	0,00	0,00	250,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 592 697,00**	**2 923 691,08**	**0,00**	**859 800,00**	**0,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	733 797,00	0,00	0,00	509 800,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	707 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Article / compte nature (1)	Libellé	52 Politique de la ville	53 Agglomérations et villes moyennes	54 Espace rural et autres espaces de dév.	55 Habitat (Logement)				
					551 Parc privé de la collectivité	552 Aide au secteur locatif	553 Aide à l'accession à la propriété	554 Aire d'accueil des gens du voyage	555 Logement social
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	116 400,00	2 923 691,08	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 5 – Aménagement des territoires et habitat (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 342 838,44**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	222 850,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	238 500,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 200,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	190 493,09
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 562 061,35
616	Primes d'assurances	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 160,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 900,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 040 312,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	94 200,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	96 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	838 300,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 124 800,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 748 800,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	225 800,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,00
656	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	296 742,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 246 620,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 250,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 480 315,95**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	553 186,92
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 243 597,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	981 260,00

Article / compte nature (1)	Libellé	56 Actions en faveur du littoral	57 Techno. de l'information et de la comm.	58 Autres actions		59 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
				581 Réserves Foncières	588 Autres actions d'aménagement		
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 336 272,03

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.936

FONCTION 6 – Action économique

Article / compte nature (1)	Libellé	60 Services communs	61 Interventions économiques transversales	62 Structure d'animation et de dév. éco.	63 Actions sectorielles				
					631 Agriculture, pêche et agro-alimentaire			632 Industrie, commerce et artisanat	633 Développement touristique
					6311 Laboratoire	6312 Marchés alimentaires	6318 Autres		
DEPENSES		**3 945 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**330 670,00**	**0,00**	**838 830,00**	**5 835 705,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	920,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	13 000,00	0,00	0,00	13 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	3 000,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	58 800,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	71 350,00	0,00	330 000,00	105 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	2 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59 000,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 415,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	83 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 749 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	1 049 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	57 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	185 400,00	0,00	433 615,00	4 141 665,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 487 040,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**86 200,00**	**0,00**	**3 617,00**	**9 567 527,00**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 350 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	86 200,00	0,00	3 617,00	0,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	217 527,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 6 – Action économique (suite)

Article / compte nature (1)	Libellé	64 Rayonnement, attractivité du territoire	65 Insertion éco. et éco.sociale, solidaire	66 Maintien et dév. des services publics	67 Recherche et innovation	68 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
DEPENSES		**368 800,00**	**3 056 720,00**	**0,00**	**3 844 756,00**	**0,00**	**18 221 381,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	20 000,00	0,00	0,00	-2 000,00	0,00	18 920,00
613	Locations	60 000,00	40 000,00	0,00	9 000,00	0,00	135 000,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	170 000,00	0,00	170 000,00
615	Entretien et réparations	10 000,00	0,00	0,00	670 000,00	0,00	691 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	153 000,00	0,00	274 800,00
618	Divers	18 800,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	38 800,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	125 000,00	130 520,00	0,00	205 790,00	0,00	967 660,00
623	Pub., publications, relations publiques	125 000,00	3 000,00	0,00	13 500,00	0,00	141 500,00
624	Transports biens, transports collectifs	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 100,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	2 560,00	0,00	2 560,00
626	Frais postaux et frais télécommunication	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 415,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 700,00
635	Autres impôts, taxes (Admin Impôts)	0,00	0,00	0,00	-240,00	0,00	-240,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 749 700,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 049 700,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	57 700,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	2 883 200,00	0,00	2 603 146,00	0,00	10 247 026,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 487 040,00
RECETTES		**193 700,00**	**4 000,00**	**0,00**	**3 515 116,15**	**0,00**	**13 370 160,15**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	14 070,00	0,00	14 070,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 350 000,00
747	Participations	60 000,00	4 000,00	0,00	1 465 254,55	0,00	1 619 071,55
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	1 714 991,60	0,00	1 714 991,60
758	Produits divers de gestion courante	133 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	351 227,00
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	320 800,00	0,00	320 800,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE — A2.937

FONCTION 7 – Environnement

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
DEPENSES		**58 566 000,00**	**29 700,00**	**3 960,00**	**838 400,00**	**6 098 107,00**	**26 844 714,00**	**0,00**	**9 120 353,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	500,00	0,00	0,00	67 400,00	4 200,00	0,00	514 000,00
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	500,00	0,00	0,00	5 381 127,00	25 111 188,00	0,00	6 263 874,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00	85 000,00	0,00	107 000,00
615	Entretien et réparations	4 500,00	0,00	0,00	0,00	162 500,00	57 000,00	0,00	640 000,00
617	Etudes et recherches	15 000,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	152 000,00	0,00	90 000,00
618	Divers	1 500,00	2 700,00	2 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	110 000,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	30 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	33 500,00	6 000,00	0,00	0,00	0,00	154 000,00	0,00	79 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	1 018 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	40 276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	16 650 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	131 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	195 000,00	0,00	0,00	803 400,00	0,00	490 126,00	0,00	1 291 479,00
658	Charges diverses de gestion courante	113 000,00	0,00	1 260,00	0,00	480 080,00	771 200,00	0,00	25 000,00
RECETTES		**105 589,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 010 385,65**	**6 873 800,00**	**0,00**	**3 240 000,00**
641	Rémunérations du personnel	72 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100 000,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	10 000,00	0,00	0,00	0,00	11 000 000,00	10 000,00	0,00	515 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	70 Services communs	71 Actions transversales	72 Actions déchets et propreté urbaine					
				720 Services communs collecte et propreté	721 Collecte et traitement des déchets			722 Propreté urbaine	
					7211 Actions prévention et sensibilisation	7212 Collecte des déchets	7213 Tri, valorisation, traitement déchets	7221 Actions prévention et sensibilisation	7222 Action propreté urbaine et nettoiement
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	23 589,50	0,00	0,00	0,00	0,00	114 000,00	0,00	2 525 000,00
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	10 385,65	0,00	0,00	10 000,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 649 800,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
DEPENSES		**843 000,00**	**0,00**	**234 800,00**	**4 650 650,00**	**25 000,00**	**30 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	15 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	315 000,00	0,00	234 800,00	0,00	25 000,00	0,00
617	Etudes et recherches	288 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	10 000,00	0,00	0,00	50 650,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
655	Contributions obligatoires	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	4 600 000,00	0,00	0,00
RECETTES		**354 221,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 500,00**
641	Rémunérations du personnel	96 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
703	Redevances utilisation du domaine	1 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	113 221,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	143 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	22 500,00

Article / compte nature (1)	Libellé	73 Actions en matière de gestion des eaux					74 Politique de l'air
		731 Politique de l'eau	732 Eau potable	733 Assainissement	734 Eaux pluviales	735 Lutte contre les inondations	
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 7 – Environnement (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 279 912,00**	**74 210,00**	**0,00**	**0,00**	**109 638 806,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	23 000,00	4 610,00	0,00	0,00	618 710,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	182 000,00	0,00	0,00	0,00	36 968 689,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	1 000,00	0,00	0,00	210 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00	25 000,00	0,00	0,00	1 478 800,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	217 800,00	24 000,00	0,00	0,00	821 800,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	11 900,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	10 000,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	78 142,00	600,00	0,00	0,00	288 742,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	33 000,00	0,00	0,00	0,00	305 500,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	9 000,00	0,00	0,00	150 650,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 018 900,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 276 000,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 650 200,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	131 900,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
655	Contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	1 714 970,00	0,00	0,00	0,00	4 494 975,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 990 540,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 044 226,27**	**74 100,00**	**0,00**	**0,00**	**24 724 822,42**
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	63 358,83	0,00	0,00	0,00	331 358,83

Article / compte nature (1)	Libellé	75 Politique de l'énergie					76 Préserv. patrim. naturel,risques techno.	77 Environnement infrastructures transports	78 Autres actions	TOTAL DU CHAPITRE
		751 Réseaux de chaleur et de froid	752 Energie photovoltaïque	753 Energie éolienne	754 Energie hydraulique	758 Autres actions				
702	Ventes de récoltes et produits forestier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	876 303,89	100,00	0,00	0,00	977 903,89
706	Prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 535 000,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	90 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 221,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	325 853,00	0,00	0,00	0,00	3 154 442,50
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	57 905,00	0,00	0,00	0,00	57 905,00
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	103 906,38	0,00	0,00	0,00	124 292,03
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	1 616 899,17	70 000,00	0,00	0,00	8 336 699,17

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**3 691 700,00**	**0,00**	**93 300,00**	**51 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	73 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	2 598 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	983 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	36 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	29 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	51 500 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**40 000,00**	**0,00**	**5 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	40 000,00	0,00	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	2 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 215 128,00**	**0,00**	**0,00**	**1 833 207,00**	**0,00**	**1 032 000,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	216 400,00	0,00	0,00	168 000,00	0,00	55 000,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	-64 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	82 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	92 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	3 788 428,00	0,00	0,00	1 481 947,00	0,00	755 000,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	9 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	54 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	180 000,00	0,00	0,00	183 000,00	0,00	0,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	2 500,00	0,00	0,00	260,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 158 838,00**	**0,00**	**0,00**	**2 040 000,00**	**0,00**	**673 992,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	2 040 000,00	0,00	673 220,00
708	Autres produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 138 838,00	0,00	0,00	0,00	0,00	772,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**2 224 700,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 590 035,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	439 400,00
611	Contrats de prestations de services	1 668 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 668 000,00
613	Locations	300 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	474 300,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 025 375,00
617	Etudes et recherches	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	70 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 000,00
624	Transports biens, transports collectifs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	363 000,00
633	Impôts, taxes, versements (autre orga.)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	73 100,00
641	Rémunérations du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 598 300,00
645	Charges sécurité sociale et prévoyance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	983 400,00
647	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	36 900,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 300,00
658	Charges diverses de gestion courante	216 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 719 460,00
RECETTES		**6 354 886,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 272 716,00**
703	Redevances utilisation du domaine	-309 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 424 220,00
708	Autres produits	2 539 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 539 000,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
758	Produits divers de gestion courante	4 124 886,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 266 496,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS — B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1524.49 €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Etudes non suivies de réalisation travaux	5	08/01/1996
L	Logiciels bureautiques	5	08/11/1996
L	Autres applicatifs informatiques	5	08/11/1996
L	Voitures	5	08/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	08/11/1996
L	Mobilier	10	08/11/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	08/11/1996
L	Matériel informatique	5	08/11/1996
L	Matériel classique	10	08/11/1996
L	Coffre-fort	20	08/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	10	08/11/1996
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	08/11/1996
L	Appareils de laboratoire	5	08/11/1996
L	Equipements de garages et ateliers	10	08/11/1996
L	Equipements des cuisines	10	08/11/1996
L	Equipements sportifs	10	08/11/1996
L	Plantations	20	08/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	08/11/1996
L	Bâtiments légers, abris	10	08/11/1996
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques, téléphoniques et agen. divers	10	08/11/1996
L	Etudes / Participations	10	05/11/1999
L	Subv. d'équipement < à 10.000? (aux organismes de droit public et privé)	1	20/04/2012
L	Immeubles de rapport	50	26/06/2015
L	Bâtiments publics	50	18/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bien mobilier, matériel et études	5	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bâtiment et installations	30	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015
L	Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Subvention d?équipement - Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Dépenses ultérieurs immobilisées des biens historiques et culturels	20	01/01/2021

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Bornes de recharges électriques	10	25/03/2022
L	2 roues électriques (vélos, biporteurs, trottinette)	5	16/12/2022
L	installations et panneaux photovoltaiques	20	16/12/2022
L	Agencement et aménagement de matériel et outillage	20	28/06/2023
L	Conteneur, bac, bac poubelle, bac à ordures, bac à composts et à biodéchets, benne	10	28/06/2023

IV – ANNEXES — IV

ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N — B3.1

PROVISIONS CONSTITUEES AU 01/01/N

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	**449 854,29**		**16 495 000,00**	**16 944 854,29**	**6 000 000,00**	**10 944 854,29**
Provisions pour litiges	**130 000,00**		**2 025 000,00**	**2 155 000,00**	**30 000,00**	**2 125 000,00**
Contentieux electricité construction PAPS PCI - CTX 2016-128	0,00	18/05/2018	450 000,00	450 000,00	0,00	450 000,00
Contentieux infiltrations gare - CTX 2018-246	0,00	24/09/2021	400 000,00	400 000,00	0,00	400 000,00
Contentieux marché construction PAPS PCPI - CTX 2018-052	0,00	24/09/2021	350 000,00	350 000,00	0,00	350 000,00
Contentieux marché Profil Armor	0,00	28/06/2022	200 000,00	200 000,00	0,00	200 000,00
Contentieux indemnitaire emprise canalisation - CTX 201-036 MOYEN	0,00	28/06/2022	110 000,00	110 000,00	0,00	110 000,00
PAPS PCPI - Garantie 1ère demande de l'assureur - liquidation judiciaire société - 2104622	0,00	28/06/2024	300 000,00	300 000,00	0,00	300 000,00
Recours indemnitaire - Travaux en septembre 2022 -Perte du chiffre d'affaire d'un commerce - 2304044	0,00	28/06/2024	70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
Affaires RH 2308862 ; 2405021 ; 2418500 ; 2510866	130 000,00	27/06/2025	30 000,00	160 000,00	30 000,00	130 000,00
indemnités Travaux 2500039 et 25NC00039	0,00	27/06/2025	45 000,00	45 000,00	0,00	45 000,00
Réparation préjudice 2408289	0,00	27/06/2025	70 000,00	70 000,00	0,00	70 000,00
Provisions pour pertes de change	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques	**319 854,29**		**14 470 000,00**	**14 789 854,29**	**5 970 000,00**	**8 819 854,29**
Sinistre piscine de Hautepierre	0,00	20/12/2013	810 000,00	810 000,00	810 000,00	0,00
Risques DSP	0,00	12/06/2020	660 000,00	660 000,00	160 000,00	500 000,00
Dépenses exceptionnelles UVE	0,00	28/06/2023	6 000 000,00	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00
Déficit du budget annexe des zones d'aménagement	0,00	08/11/2024	2 000 000,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
Loi de finances 2026	0,00	07/11/2025	5 000 000,00	5 000 000,00	5 000 000,00	0,00
Marché de substituion	319 854,29	06/11/2026	0,00	319 854,29	0,00	319 854,29
Dépréciations (3)	**108 743,37**		**459 643,36**	**568 386,73**	**0,00**	**568 386,73**
- des immobilisations	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers	**108 743,37**		**459 643,36**	**568 386,73**	**0,00**	**568 386,73**
Créances irrécouvrables	108 743,37	24/11/2017	459 643,36	568 386,73	0,00	568 386,73

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1) A	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N B	Montant total des provisions constituées C = A + B	Montant des reprises de l'exercice D	SOLDE E = C - D
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions semi-budgétaires	558 597,66		16 954 643,36	17 513 241,02	6 000 000,00	11 513 241,02
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)						
Provisions pour risques et charges (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour litiges	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes de change	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties d'emprunt	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour risques	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (3)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des immobilisations	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des stocks et encours	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes de tiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS	558 597,66		16 954 643,36	17 513 241,02	6 000 000,00	11 513 241,02

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 401 — **Intitulé de l'opération : Ext. réseau tram - rembourst déviations réseaux p/les conces** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**18 384 559,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541101 Ext. réseau tram - rembourst déviations réseaux p/les conces (5)	18 384 559,30	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**18 384 559,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**19 098 214,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541201 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	19 098 214,71	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**19 098 214,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 408 — **Intitulé de l'opération : BHNS - Déviations de réseaux** — **Date de la délibération :**

	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**1 853 644,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541108 BHNS - Déviations de réseaux (5)	1 853 644,05	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 853 644,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**1 768 389,05**	**0,00**	**85 255,00**	**85 255,00**
4541208 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 768 389,05	0,00	85 255,00	85 255,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 408	Intitulé de l'opération : BHNS - Déviations de réseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 768 389,05**	**0,00**	**85 255,00**	**85 255,00**

N° opération : 413	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**572 582,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541113 Déviations de réseaux - Extension tram E Robertsau (5)	572 582,10	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**572 582,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**621 070,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541213 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	621 070,25	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**621 070,25**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 415	Intitulé de l'opération : Aménagement des abords du Tribunal			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	RAR N-1(3)	Nouveaux crédits votés	Total (4)
DEPENSES (a)	**124 554,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541115 Aménagement des abords du Tribunal (5)	124 554,24	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**124 554,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**62 277,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541215 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	62 277,12	0,00	0,00	0,00

N° opération : 415	Intitulé de l'opération : Aménagement des abords du Tribunal			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**62 277,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 416	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Aménagements de voirie			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 851 558,52**	**3 891,89**	**325 000,00**	**328 891,89**
4541116 Compte de tiers - Aménagements de voirie (5)	1 851 558,52	3 891,89	325 000,00	328 891,89
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 851 558,52**	**3 891,89**	**325 000,00**	**328 891,89**
RECETTES (b)	**1 851 558,49**	**0,00**	**325 000,00**	**325 000,00**
4541216 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 851 558,49	0,00	325 000,00	325 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 851 558,49**	**0,00**	**325 000,00**	**325 000,00**

N° opération : 417	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 673 381,14**	**0,00**	**225 000,00**	**225 000,00**
4541117 Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux (5)	1 673 381,14	0,00	225 000,00	225 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 673 381,14**	**0,00**	**225 000,00**	**225 000,00**

N° opération : 417	Intitulé de l'opération : Compte de tiers - Tvx voirie fouilles gestionnaires reseaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
RECETTES (b)	**1 673 381,16**	**0,00**	**225 000,00**	**225 000,00**
4541217 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 673 381,16	0,00	225 000,00	225 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 673 381,16**	**0,00**	**225 000,00**	**225 000,00**

N° opération : 422	Intitulé de l'opération : Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**3 111 219,22**	**0,00**	**1 214 000,00**	**1 214 000,00**
4541122 Restauration cours d'eau&zones humides-Rétabt continuité éco (5)	3 111 219,22	0,00	1 214 000,00	1 214 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**3 111 219,22**	**0,00**	**1 214 000,00**	**1 214 000,00**
RECETTES (b)	**1 515 900,79**	**0,00**	**800 000,00**	**800 000,00**
4541222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	1 515 900,79	0,00	800 000,00	800 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**1 515 900,79**	**0,00**	**800 000,00**	**800 000,00**

N° opération : 423	Intitulé de l'opération : Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**80 380,26**	**3 180,00**	**14 000,00**	**17 180,00**
4541123 Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa (5)	80 380,26	3 180,00	14 000,00	17 180,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00

N° opération : 423	Intitulé de l'opération : Restauration cours eau non domaniaux terrains privés&communa			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**80 380,26**	**3 180,00**	**14 000,00**	**17 180,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 424	Intitulé de l'opération : Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**105 164,79**	**0,00**	**63 000,00**	**63 000,00**
4541124 Lutte contre coulées eaux boueuses terrains privés&communaux (5)	105 164,79	0,00	63 000,00	63 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**105 164,79**	**0,00**	**63 000,00**	**63 000,00**
RECETTES (b)	**105 793,14**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**
4541224 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	105 793,14	0,00	40 000,00	40 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**105 793,14**	**0,00**	**40 000,00**	**40 000,00**

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**109 061,40**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
4541125 Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm (5)	109 061,40	0,00	250 000,00	250 000,00

N° opération : 425	Intitulé de l'opération : Lutte contre ruissellements non urbain terrains privés&comm			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**109 061,40**	**0,00**	**250 000,00**	**250 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**115 000,00**	**115 000,00**
4541225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	115 000,00	115 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**115 000,00**	**115 000,00**

N° opération : 426	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**573 151,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541126 Déviations de réseaux - bouclage sud BHNS gare-Etoile (5)	573 151,27	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**573 151,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**352 643,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	352 643,56	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**352 643,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 427	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

N° opération : 427	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541127 Déviations de réseaux - Tram Schiltigheim (5)	834 935,05	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541227 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	834 935,05	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**834 935,05**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 429	Intitulé de l'opération : Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 763 379,51**	**0,00**	**342 509,10**	**342 509,10**
4541129 Déviations de réseaux - Tram koenigshoffen 2e phase (5)	1 763 379,51	0,00	342 509,10	342 509,10
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 763 379,51**	**0,00**	**342 509,10**	**342 509,10**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541229 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 430	Intitulé de l'opération : Réhabilitation thermique - Région			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**79 000,00**	**0,00**	**2 006 000,00**	**2 006 000,00**
4541130 Réhabilitation thermique - Région (5)	79 000,00	0,00	2 006 000,00	2 006 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**79 000,00**	**0,00**	**2 006 000,00**	**2 006 000,00**
RECETTES (b)	**500 000,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**2 500 000,00**
4541230 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	500 000,00	0,00	2 500 000,00	2 500 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**500 000,00**	**0,00**	**2 500 000,00**	**2 500 000,00**

N° opération : 431	**Intitulé de l'opération : Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**487 000,00**	**487 000,00**
4541131 Travaux paysagers gare routière des Halles et gare basse (5)	0,00	0,00	487 000,00	487 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**487 000,00**	**487 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541231 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 432	**Intitulé de l'opération : Zone de manoeuvre Fédération**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**7 423,57**	**0,00**	**82 576,43**	**82 576,43**
4541132 Zone de manoeuvre Fédération (5)	7 423,57	0,00	82 576,43	82 576,43
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**7 423,57**	**0,00**	**82 576,43**	**82 576,43**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
4541232 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 433	**Intitulé de l'opération : Fluidification de l'accéssibilité de la Zone commerciale Sud**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**289 100,10**	**0,00**	**90 000,00**	**90 000,00**
4541133 Fluidification de l'accéssibilité de la Zone commerciale Sud (5)	289 100,10	0,00	90 000,00	90 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**289 100,10**	**0,00**	**90 000,00**	**90 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**345 182,00**	**345 182,00**
4541233 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	345 182,00	345 182,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**345 182,00**	**345 182,00**

N° opération : 435	**Intitulé de l'opération : Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**45 124,80**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
4541135 Réaménagement de la placette pomme d'Or Schiltigheim (5)	45 124,80	0,00	100 000,00	100 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**45 124,80**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 814	**Intitulé de l'opération : Pôle de compétence en propriété intellectuelle Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) PAPS-PCPI**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**79 375 749,61**	**0,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
458110 Pôle de compétence en propriété intellectuelle (5)	3 396,86	0,00	0,00	0,00
458113 Pôle d'Administration Publique de Strasbourg (PAPS) (5)	38 378,28	0,00	0,00	0,00
458114 PAPS-PCPI (5)	79 333 974,47	0,00	700 000,00	700 000,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**79 375 749,61**	**0,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
RECETTES (b)	**38 559 331,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458210 458213 458214 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	38 559 331,73	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**38 559 331,73**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

DEPENSES (a)	**987 151,81**	**0,00**	**53 621,61**	**53 621,61**
458122 Démolition pour aménagement de la rue du Péage (5)	987 151,81	0,00	53 621,61	53 621,61
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**987 151,81**	**0,00**	**53 621,61**	**53 621,61**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**884 089,00**	**884 089,00**
458222 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	884 089,00	884 089,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**884 089,00**	**884 089,00**

N° opération : 823	**Intitulé de l'opération : Travaux SINGRIST**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**1 137 721,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458123 Travaux SINGRIST (5)	1 137 721,95	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 137 721,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458223 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 824	**Intitulé de l'opération : Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458124 Projet Wacken Europe - Travaux éclairage et espaces verts (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458224 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 825	**Intitulé de l'opération : Espex Rotterdam**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**736 762,13**	**0,00**	**2 004 726,00**	**2 004 726,00**
458125 Espex Rotterdam (5)	736 762,13	0,00	2 004 726,00	2 004 726,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**736 762,13**	**0,00**	**2 004 726,00**	**2 004 726,00**
RECETTES (b)	**963 000,00**	**0,00**	**1 391 000,00**	**1 391 000,00**
458225 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	963 000,00	0,00	1 391 000,00	1 391 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**963 000,00**	**0,00**	**1 391 000,00**	**1 391 000,00**

N° opération : 826	**Intitulé de l'opération : Espex Schiltigheim**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**

DEPENSES (a)	**1 068 081,79**	**0,00**	**1 001 001,84**	**1 001 001,84**
458126 Espex Schiltigheim (5)	1 068 081,79	0,00	1 001 001,84	1 001 001,84
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**1 068 081,79**	**0,00**	**1 001 001,84**	**1 001 001,84**
RECETTES (b)	**916 765,00**	**0,00**	**2 505 000,00**	**2 505 000,00**
458226 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	916 765,00	0,00	2 505 000,00	2 505 000,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**916 765,00**	**0,00**	**2 505 000,00**	**2 505 000,00**

N° opération : 827	**Intitulé de l'opération : NPNRU - Ecrivains Communes Nord**			**Date de la délibération :**
	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N (2)	**RAR N-1(3)**	**Nouveaux crédits votés**	**Total (4)**
DEPENSES (a)	**38 861,45**	**0,00**	**570 094,00**	**570 094,00**
458127 NPNRU - Ecrivains Communes Nord (5)	38 861,45	0,00	570 094,00	570 094,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**38 861,45**	**0,00**	**570 094,00**	**570 094,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
458227 Financement par le mandant et par d'autres tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(3) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

(4) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(5) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(6) Indiquer le chapitre.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – ENGAGEMENTS HORS BILAN	B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
Taxe de séjour	-174 620 002,24	9 350 000,00	9 081 322,23	-174 351 324,47
Amendes de police	-527 248 018,32	4 924 516,00	74 233 442,08	-596 556 944,40
Fonds européens	338 777,97	1 043 480,00	925 200,00	457 057,97
Taxe d'aménagement	-183 058 705,09	4 000 000,00	36 241 478,61	-215 300 183,70
Total	**-884 587 947,68**	**19 317 996,00**	**120 481 442,92**	**-985 751 394,60**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe de séjour

Reste à employer au 01/01/N	**-174 620 002,24**

Recettes

Article	Libellé article	Montant
731721	Taxe de séjour	8 500 000,00
7318	Autres	850 000,00
	Total	**9 350 000,00**

Dépenses

Article	Libellé article	Montant
204122	Bâtiments et installations	671 000,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	365 000,00
21351	Bâtiments publics	320 680,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	1 512 050,00
2313	Constructions	51 587,23
61351	Matériel	13 000,00
617	Etudes et recherches	61 800,00
62268	Autres honoraires, conseils?	8 000,00
6228	Divers	99 000,00
6234	Réceptions	12 000,00
6247	Transports collectifs du personnel	59 000,00
64111	Rémunération	262 500,00
657341	Communes mebres du GFP	450 000,00
65748	Autres personnes de droit privé	3 678 665,00
65888	Autres	30 000,00
7398	Reversements, restitutions et prélèvements divers	1 487 040,00
	Total	**9 081 322,23**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-174 351 324,47**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Amendes de police	
Reste à employer au 01/01/N	**-527 248 018,32**

Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	4 924 516,00
	Total	**4 924 516,00**

Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2031	Frais d'études	2 958 181,84
204113	Projets d'infrastructures d'intérêt national	30 000,00
2041412	Bâtiments et installations	-33 514,00
2041413	Projets d'infrastructures d'intérêt national	285 896,26
20415342	Bâtiments et installations	2 617,74
204181	Biens mobiliers, matériel et études	126 436,50
204182	Bâtiments et installations	610 335,00
20421	Biens mobiliers, matériel et études	4 993 500,00
2051	Concessions et droits similaires	652 684,00
2111	Terrains nus	496 247,88
2128	Autres agencements et aménagements	650 273,32
21351	Bâtiments publics	691 880,00
2138	Autres constructions	285 000,00
2151	Réseaux de voirie	12 797 067,55
2152	Installations de voirie	3 280 141,92
21534	Réseaux d'électrification	89 201,27
215738	Autre matériel et outillage de voirie	808 917,80
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	5 000,00
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	916 000,00
21828	Autres matériels de transport	3 500,00
21838	Autre matériel informatique	162 000,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	14 000,00
2188	Autres	248 300,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	550 000,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	27 315 775,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	16 294 000,00
	Total	**74 233 442,08**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-596 556 944,40**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Fonds européens	
Reste à employer au 01/01/N	**338 777,97**

Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Fonds européens		
13172	FEDER	985 200,00
13272	FEDER	58 280,00
	Total	**1 043 480,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	340 000,00
20422	Bâtiments et installations	585 200,00
	Total	**925 200,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**457 057,97**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : Taxe d'aménagement		
	Reste à employer au 01/01/N	**-183 058 705,09**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
10226	Taxe d'aménagement	4 000 000,00
	Total	**4 000 000,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
10226	Taxe d'aménagement	2 000 000,00
2031	Frais d'études	2 185 745,21
2041411	Biens mobiliers, matériel et études	367 345,52
204182	Bâtiments et installations	10 952 838,45
20422	Bâtiments et installations	3 424 326,81
2111	Terrains nus	4 200 000,00
2112	Terrains de voirie	150 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	60 000,00
21321	Immeubles de rapport	2 000 000,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	20 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	9 771 950,75
2313	Constructions	865 877,17
2315	Installations, matériel et outillage techniques	222 400,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	20 994,70
	Total	**36 241 478,61**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**-215 300 183,70**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-50 284 710,42**	**0,00**	**0,00**	**-50 284 710,42**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**4 494 474,61**	**0,00**	**0,00**	**4 494 474,61**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-45 790 235,81**	**0,00**	**0,00**	**-45 790 235,81**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**45 790 235,81**	**0,00**	**0,00**	**45 790 235,81**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-45 790 235,81**	**0,00**	**0,00**	**-45 790 235,81**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**81 025 000,00**	**1,00**	**1,00**	**81 025 001,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**124 608 769,84**	**100 000,00**	**100 000,00**	**124 708 769,84**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**43 583 769,84**	**99 999,00**	**99 999,00**	**43 683 768,84**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 81 025 000,00**	**1,00**	**II 1,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**68 625 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	27 625 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	41 000 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**12 400 000,00**	**1,00**	**1,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
10226	Taxe d'aménagement	2 000 000,00	0,00	0,00
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*10 400 000,00*	*1,00*	*1,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES	C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 124 608 769,84**	**100 000,00**	**VI 100 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**30 308 769,84**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	23 294 471,26	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement (3)	4 000 000,00	0,00	0,00
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	105 000,00	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées			
27…	Autres immobilisations financières			
2743	Prêts au personnel	40 000,00	0,00	0,00
2748	Autres prêts	80 833,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	2 000 000,00	0,00	0,00
2762	Créances transf. droit déduction TVA	788 465,58	0,00	0,00
27632	Créance Régions	0,00	0,00	0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (4)		**94 300 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*1 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28032	*Frais de recherche et de développement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804111	*Subv. Etat : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804112	*Subv. Etat : Bâtiments, installations*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804113	*Subv. Etat : Projet infrastructure*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804122	*Subv. Régions : Bâtiments, installations*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28041413	*Subv.Cne GFP : Projet infrastructure*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*4 400 000,00*	*0,00*	*0,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
28041511	*Subv. Grpt : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
280415342	*IC : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041722	*SNCF Réseau : Bâtiments, installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804181	*Autres org pub - Biens mob, mat, études*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804183	*Autres org pub-Proj infrastruct int nat.*	*3 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*7 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*8 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*6 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*4 800 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311	*Bâtiments administratifs*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281312	*Bâtiments scolaires*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281314	*Bâtiments culturels et sportifs*	*3 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
281316	*Equipements de cimetière*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281321	*Immeubles de rapport*	*1 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
281328	*Autres bâtiments privés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281351	*Bâtiments publics*	*13 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281352	*Bâtiments privés*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281571	*Matériel ferroviaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815731	*Matériel roulant*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*1 800 000,00*	*0,00*	*0,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*4 300 000,00*	*0,00*	*0,00*
28161	*Biens historiques et culturels immo.*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28162	*Biens historiques et culturels mobiliers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281748	*Sol autrui - Autres construct° (mad)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*1 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*7 600 000,00*	*0,00*	*0,00*
281838	*Autre matériel informatique*	*2 500 000,00*	*0,00*	*0,00*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28185	*Matériel de téléphonie*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciations des immobilisations*			
31…	*Matières premières (et fournitures) (5)*			
33…	*En-cours de production de biens (5)*			
35…	*Stocks de produits (5)*			
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*			

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*			
59…	*Dépréciation des comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	7 300 000,00	100 000,00	100 000,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*12 000 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

V – ARRETE ET SIGNATURES	V
ARRETE ET SIGNATURES	A

Nombre de membres en exercice :
Nombre de membres présents :
Nombre de suffrages exprimés :
VOTES :
Pour :
Contre :
Abstentions :

Date de convocation :

Présenté par la Présidente,
A Strasbourg, le 6 novembre 2026

Délibéré par l'assemblée de l'Eurométropole de Strasbourg, réunie en session ordinaire
A Strasbourg, le 6 novembre 2026
Les membres de l'assemblée délibérante de l'Eurométropole de Strasbourg.

.

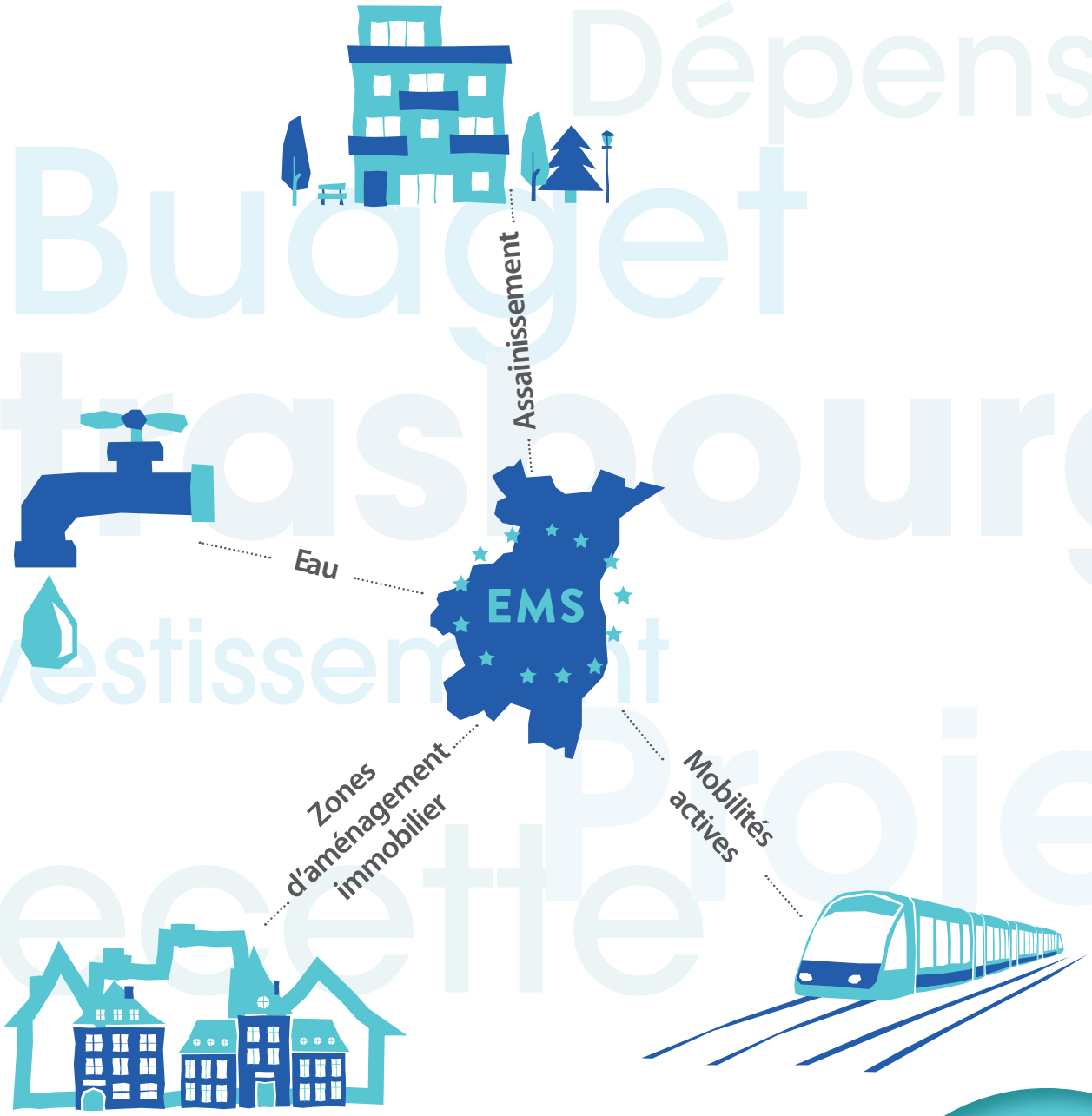
Certifié exécutoire par la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A Strasbourg, le

Strasbourg.eu
eurométropole

Décision modificative n°1

Budgets annexes



Document réglementaire

2026

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EUROMETROPOLE STRASBOURG
METROPOLE

Numéro SIRET : 24670048800033
Poste comptable : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

Décision modificative N°1
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : EUROMET EAU

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 20

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 21
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 22
A3.2 - Etalement des provisions 23
A4.1 - Equilibre des opérations financières 24
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 27
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures Sans Objet

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : 7,5% (maximum 7,5 %)
- Investissement : 7,5% (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	500 000,00	500 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	500 000,00	500 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	0,00	0,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	0,00	0,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	500 000,00	500 000,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	16 875 038,56	0,00	0,00	0,00	16 875 038,56
012	Charges de personnel, frais assimilés	8 500 250,00	0,00	0,00	0,00	8 500 250,00
014	Atténuations de produits	12 720 000,00	0,00	0,00	0,00	12 720 000,00
65	Autres charges de gestion courante	328 300,00	0,00	0,00	0,00	328 300,00
Total des dépenses de gestion des services		**38 423 588,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**38 423 588,56**
66	Charges financières	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
67	Charges spécifiques	563 000,00	0,00	100 000,00	100 000,00	663 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	98 995,44		0,00	0,00	98 995,44
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**39 400 000,00**	**0,00**	**100 000,00**	**100 000,00**	**39 500 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*12 900 000,00*		*400 000,00*	*400 000,00*	*13 300 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*9 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*9 100 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***22 000 000,00***		***400 000,00***	***400 000,00***	***22 400 000,00***
TOTAL		**61 400 000,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**61 900 000,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	61 900 000,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	125 000,00	0,00	0,00	0,00	125 000,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	51 607 911,00	0,00	420 000,00	420 000,00	52 027 911,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	187 134,00	0,00	0,00	0,00	187 134,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	66 500,00	66 500,00	66 500,00
Total des recettes de gestion des services		**51 920 045,00**	**0,00**	**486 500,00**	**486 500,00**	**52 406 545,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	46 770,30	0,00	13 500,00	13 500,00	60 270,30
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	73,33		0,00	0,00	73,33
Total des recettes réelles d'exploitation		**51 966 888,63**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**52 466 888,63**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*1 250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 250 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***1 250 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 250 000,00***
TOTAL		**53 216 888,63**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**53 716 888,63**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	8 183 111,37

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	61 900 000,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	21 150 000,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	630 000,00	0,00	0,00	0,00	630 000,00
21	Immobilisations corporelles	6 717 870,98	0,00	0,00	0,00	6 717 870,98
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	14 236 798,45	0,00	0,00	0,00	14 236 798,45
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**21 584 669,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 584 669,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	33 500,00	0,00	0,00	0,00	33 500,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**600 383,19**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**600 383,19**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**22 185 052,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 185 052,62**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*1 250 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 250 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*4 057 685,34*		*0,00*	*0,00*	*4 057 685,34*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***5 307 685,34***		***0,00***	***0,00***	***5 307 685,34***
TOTAL		**27 492 737,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 492 737,96**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	7 707 262,04

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	35 200 000,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	30 000,00	0,00	260 000,00	260 000,00	290 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	717 681,71	0,00	-661 000,00	-661 000,00	56 681,71
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**747 681,71**	**0,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**347 681,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (6)	8 394 632,95	0,00	0,00	0,00	8 394 632,95
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**8 394 632,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 394 632,95**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**9 142 314,66**	**0,00**	**-400 000,00**	**-400 000,00**	**8 742 314,66**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*12 900 000,00*		*400 000,00*	*400 000,00*	*13 300 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*9 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*9 100 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*4 057 685,34*		*0,00*	*0,00*	*4 057 685,34*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***26 057 685,34***		***400 000,00***	***400 000,00***	***26 457 685,34***
TOTAL		**35 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 200 000,00**

	+
R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	0,00
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	35 200 000,00

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**21 150 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	100 000,00	*0,00*	100 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*400 000,00*	400 000,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**100 000,00**	***400 000,00***	**500 000,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**500 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**0,00**	***0,00***	**0,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	420 000,00		420 000,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	66 500,00		66 500,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	13 500,00	*0,00*	13 500,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**500 000,00**	***0,00***	**500 000,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**500 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	260 000,00	*0,00*	260 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-661 000,00	*0,00*	-661 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 000,00	*0,00*	1 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*400 000,00*	400 000,00
Recettes d'investissement – Total		**-400 000,00**	***400 000,00***	**0,00**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**16 875 038,56**	**0,00**	**0,00**
605	Achats d'eau	500 000,00	0,00	0,00
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	1 929 000,00	0,00	0,00
6062	Produits de traitement	29 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	51 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	24 404,56	0,00	0,00
6066	Carburants	170 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	996 000,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	1 556 500,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	38 250,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	69 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	390 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	170 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	30 000,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	212 500,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	40 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	1 305 000,00	0,00	0,00
618	Divers	1 600,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	21 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	5 000,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	25 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	25 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	6 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	4 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	3 000,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	50 950,00	0,00	0,00
6282	Frais de gardiennage	80 000,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	3 650 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	1 280 000,00	0,00	0,00
6288	Autres	30 500,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	3 000,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 000,00	0,00	0,00
63711	Redevance pour prélèvement sur la ressou	2 931 658,00	0,00	0,00
63712	Redevance pour la performance des réseau	954 000,00	0,00	0,00
6378	Autres taxes et redevances	275 176,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**8 500 250,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	8 500 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	250,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**12 720 000,00**	**0,00**	**0,00**
701269	Reversement à l'agence de l'eau - Redeva	12 720 000,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**328 300,00**	**0,00**	**0,00**
6541	Créances admises en non-valeur	142 600,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	115 700,00	0,00	0,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	70 000,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES DE GESTION	**38 423 588,56**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières (8)**	**6 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	5 300,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00
6688	Autre	700,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**563 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	11 000,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	297 000,00	0,00	0,00
678	Autres charges événement maj. et inhab.	255 000,00	100 000,00	100 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**98 995,44**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	98 995,44	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**39 400 000,00**	**100 000,00**	**100 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***12 900 000,00***	***400 000,00***	***400 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***9 100 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*9 100 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***22 000 000,00***	***400 000,00***	***400 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***22 000 000,00***	***400 000,00***	***400 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**61 400 000,00**	**500 000,00**	**500 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**500 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	914,44
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	914,44
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**125 000,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	125 000,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**51 607 911,00**	**420 000,00**	**420 000,00**
70111	Ventes d'eau aux abonnés	35 062 611,00	50 000,00	50 000,00
70118	Autres ventes d'eau	200 000,00	0,00	0,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	0,00	0,00	0,00
701261	Redevance sur la consommation d'eau pota	12 720 000,00	50 000,00	50 000,00
703	Ventes de produits résiduels	10 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	1 500 000,00	0,00	0,00
7064	Locations de compteurs	1 872 300,00	40 000,00	40 000,00
7068	Autres prestations de services	243 000,00	280 000,00	280 000,00
70878	Remb. frais par des tiers	0,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**187 134,00**	**0,00**	**0,00**
748	Des tiers	187 134,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**66 500,00**	**66 500,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	500,00	500,00
757	Produits des cessions éléments actif	0,00	55 000,00	55 000,00
7584	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	5 000,00	5 000,00
7588	Autres	0,00	6 000,00	6 000,00
TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE		**51 920 045,00**	**486 500,00**	**486 500,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (c)**	**46 770,30**	**13 500,00**	**13 500,00**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	500,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	44 770,30	6 500,00	6 500,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
778	Autres produits exceptionnels	500,00	7 000,00	7 000,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**73,33**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	73,33	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION		**51 966 888,63**	**500 000,00**	**500 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***1 250 000,00***	***0,00***	***0,00***
722	*Immobilisations corporelles*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*750 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***1 250 000,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**53 216 888,63**	**500 000,00**	**500 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**500 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**630 000,00**	**0,00**	**0,00**
2051	Concessions et droits assimilés	630 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**6 717 870,98**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	8 500,00	0,00	0,00
21311	Bâtiments d'exploitation	760 134,35	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	470 000,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 407 672,36	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	110 773,70	0,00	0,00
21561	Service de distribution d'eau	792 084,10	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 068 542,20	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	96 953,15	0,00	0,00
2184	Mobilier	3 211,12	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**14 236 798,45**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	14 186 798,45	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	50 000,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**21 584 669,43**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**33 500,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	19 600,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	10 000,00	0,00	0,00
16878	Remboursements des autres dettes	3 900,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**600 383,19**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**22 185 052,62**	**0,00**	**0,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***1 250 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***750 000,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*685 000,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*5 000,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
139181	*de la collectivité de rattachement*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***500 000,00***	***0,00***	***0,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***4 057 685,34***	***0,00***	***0,00***
2151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*4 057 685,34*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***5 307 685,34***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**27 492 737,96**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**30 000,00**	**260 000,00**	**260 000,00**
13118	Autres Subv. Équipt Etat	30 000,00	0,00	0,00
1315	Subv. équipt Groupement de collectivités	0,00	0,00	0,00
13188	des tiers	0,00	260 000,00	260 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**717 681,71**	**-661 000,00**	**-661 000,00**
1641	Emprunts en euros	717 681,71	-661 000,00	-661 000,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
21561	Service de distribution d'eau	0,00	1 000,00	1 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**747 681,71**	**-400 000,00**	**-400 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**8 394 632,95**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	8 394 632,95	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**8 394 632,95**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**9 142 314,66**	**-400 000,00**	**-400 000,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***12 900 000,00***	***400 000,00***	***400 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***9 100 000,00***	***0,00***	***0,00***
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***22 000 000,00***	***400 000,00***	***400 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***4 057 685,34***	***0,00***	***0,00***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*4 057 685,34*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***26 057 685,34***	***400 000,00***	***400 000,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**35 200 000,00**	**0,00**	**0,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années) 1	
L	Autres immobilisations corporelles	5	19/12/2005
L	Concessions brevets licences	1	19/12/2005
L	Constrc. bâtiments d'exploitation (IGAAC)	35	19/12/2005
L	Construc. bâtiments administratifs	35	19/12/2005
L	Engins motorisés	5	19/12/2005
L	Equipement radio-téléphone	5	19/12/2005
L	Frais d'études	1	19/12/2005
L	Mat. de bureau et informatique	5	19/12/2005
L	Matériel industriel	10	19/12/2005
L	Matériel spécifique d'exploitation (eau)	15	19/12/2005
L	Mobilier	10	19/12/2005
L	Réseaux d'adduction d'eau	45	19/12/2005
L	Véhicules spécifiques	7	19/12/2005
L	Installations complexes spécialisées	15	31/12/2005
L	Autres terrains	20	01/01/2015
L	Concessions, brevets, licences	5	01/01/2015
L	Concessions, brevets, licences	2	01/01/2015
L	Outillage industriel	15	01/01/2015
L	Logiciels bureautiques	5	19/12/2015

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**98 995,44**		**461 634,45**	**560 629,89**	**73,33**	**560 556,56**
Créances irrécouvrables	98 995,44	24/11/2017	461 634,45	560 629,89	73,33	560 556,56
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**98 995,44**		**461 634,45**	**560 629,89**	**73,33**	**560 556,56**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées à l'ouverture	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-7 707 262,04**	**0,00**	**0,00**	**-7 707 262,04**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-687 370,91**	**0,00**	**0,00**	**-687 370,91**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-8 394 632,95**	**0,00**	**0,00**	**-8 394 632,95**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**8 394 632,95**	**0,00**	**0,00**	**8 394 632,95**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-8 394 632,95**	**0,00**	**0,00**	**-8 394 632,95**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**1 340 383,19**	**0,00**	**0,00**	**1 340 383,19**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**22 000 000,00**	**400 000,00**	**400 000,00**	**22 400 000,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**20 659 616,81**	**400 000,00**	**400 000,00**	**21 059 616,81**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 1 340 383,19**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**23 500,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	19 600,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	3 900,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 316 883,19**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*750 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 22 000 000,00**	**400 000,00**	**VI 400 000,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**22 000 000,00**	**400 000,00**	**400 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
281351		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281355		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 200 000,00*	*0,00*	*0,00*
281531		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
281561		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28188	*Autres*	*500 000,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*12 900 000,00*	*400 000,00*	*400 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.1

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
AP0202 Acquistions de véhicules et d'engins 2013/2016	8 797 780,97	8 797 780,97	17 595 561,94	4 064 694,01	1 005 000,00	3 728 086,96
AP0284 Extension du réseau d'eau	491 846,02	491 846,02	983 692,04	443 417,17	48 428,85	0,00
AP0254 Extensions de réseaux sur communes périphériques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
AP0230 Ouvrages et mesures	18 722 317,39	18 722 317,39	37 444 634,78	11 626 873,76	2 455 166,81	4 640 276,82
AP0231 Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	5 753 636,80	5 753 636,80	11 507 273,60	1 678 265,18	720 000,00	3 355 371,62
AP0255 Réseaux d'eau	107 572 894,92	107 572 894,92	215 145 789,84	66 373 267,43	9 310 000,00	31 889 627,49
AP0083 Schéma directeur de l'alimentation en eau potable	99 488 664,98	99 488 664,98	198 977 329,96	79 019 783,65	2 553 702,79	17 915 178,54
AP0209 Sécurisation de réservoirs d'eau potable	527 006,81	527 006,81	1 054 013,62	527 006,81	0,00	0,00
AP0295 Travaux d'eau potable connexes au schéma directeur d¿asst	13 060 264,70	13 060 264,70	26 120 529,40	6 306 675,00	1 050 000,00	5 703 589,70
AP0102 Travaux de déplacement du réseau d'eau - tram	9 625 425,11	9 625 425,11	19 250 850,22	8 867 249,02	200 000,00	558 176,09
AP0229 Travaux sur bâtiments d'exploitation	2 162 008,89	2 162 008,89	4 324 017,78	2 102 101,30	11 500,07	48 407,52

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EUROMETROPOLE STRASBOURG
METROPOLE

Numéro SIRET : 24670048800074
Poste comptable : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

Décision modificative N°1
relatif à l'exercice 2026

Budget annexe : EUROMET ASSAINISSEMENT

Instruction budgétaire et comptable M.49(1)
applicable aux services publics industriels et commerciaux locaux

(1) Précision plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 43 ou M. 49.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 6
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 10
B2 - Balance générale du budget - Recettes 11

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 13
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie 22
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 23
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 27
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 29
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture 30
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes 32
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 33
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 34
A3.2 - Etalement des provisions 35
A4.1 - Equilibre des opérations financières 36
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 37
A4.3 - Equilibre des opérations financières - Recettes 38
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) 39
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) 41
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) 43
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) 44
A6 - Etat des charges transférées 45
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers 46

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie 48
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 49
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 50
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail 51
B1.5 - Etat des marchés de partenariat 52
B1.6 - Etat des autres engagements donnés 53
B1.7 - Etat des engagements reçus 54
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents 55
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents 59

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel 60
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie 62
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 63
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) 64

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures Sans objet

Nota. -Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau du chapitre pour la section d'investissement ;
- sans les chapitres « opérations d'équipement ».

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du code général des collectivités territoriales (CGCT), l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes :
- Fonctionnement : % (maximum 7,5 %)
- Investissement : % (maximum 7,5 %)

IV – Les provisions sont semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

V – La comparaison s'effectue par rapport au budget cumulé de l'exercice.

VI – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 200 000,00	1 200 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 200 000,00	1 200 000,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	16 500 000,00	16 500 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	16 500 000,00	16 500 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	17 700 000,00	17 700 000,00

(1) Crédits votés uniquement lors de cette étape budgétaire (sans prise en compte des précédents mouvements de crédits de l'exercices).

(2) Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général	35 750 225,00	0,00	666 500,00	666 500,00	36 416 725,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	7 600 250,00	0,00	0,00	0,00	7 600 250,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	286 726,65	0,00	23 500,00	23 500,00	310 226,65
Total des dépenses de gestion des services		**43 637 201,65**	**0,00**	**690 000,00**	**690 000,00**	**44 327 201,65**
66	Charges financières	1 113 000,00	0,00	0,00	0,00	1 113 000,00
67	Charges spécifiques	636 500,00	0,00	310 000,00	310 000,00	946 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (3)	89 805,74		0,00	0,00	89 805,74
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**45 609 032,39**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**46 609 032,39**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*10 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*10 000 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***10 000 000,00***		***200 000,00***	***200 000,00***	***10 200 000,00***
TOTAL		**55 609 032,39**	**0,00**	**1 200 000,00**	**1 200 000,00**	**56 809 032,39**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	190 967,61

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	57 000 000,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 II	Propositions nouvelles	VOTE (2) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges	63 370,00	0,00	0,00	0,00	63 370,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	53 866 251,65	0,00	976 500,00	976 500,00	54 842 751,65
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	85 000,00	0,00	0,00	0,00	85 000,00
75	Autres produits de gestion courante	401 280,32	0,00	200 000,00	200 000,00	601 280,32
Total des recettes de gestion des services		**54 415 901,97**	**0,00**	**1 176 500,00**	**1 176 500,00**	**55 592 401,97**
76	Produits financiers	360 000,00	0,00	0,00	0,00	360 000,00
77	Produits spécifiques	74 010,00	0,00	23 500,00	23 500,00	97 510,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (3)	88,03		0,00	0,00	88,03
Total des recettes réelles d'exploitation		**54 850 000,00**	**0,00**	**1 200 000,00**	**1 200 000,00**	**56 050 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*950 000,00*		*0,00*	*0,00*	*950 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***950 000,00***		***0,00***	***0,00***	***950 000,00***
TOTAL		**55 800 000,00**	**0,00**	**1 200 000,00**	**1 200 000,00**	**57 000 000,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	57 000 000,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	9 250 000,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie. (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042)

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DE 043 = RE 043.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES — A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
20	Immobilisations incorporelles	1 235 000,00	0,00	0,00	0,00	1 235 000,00
21	Immobilisations corporelles	6 883 955,96	0,00	0,00	0,00	6 883 955,96
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	50 926 669,78	0,00	16 456 429,65	16 456 429,65	67 383 099,43
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**59 045 625,74**	**0,00**	**16 456 429,65**	**16 456 429,65**	**75 502 055,39**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	179 000,00	0,00	0,00	0,00	179 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**529 677,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**529 677,61**
45…	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**59 575 303,35**	**0,00**	**16 456 429,65**	**16 456 429,65**	**76 031 733,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*950 000,00*		*0,00*	*0,00*	*950 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*6 050 265,76*		*43 570,35*	*43 570,35*	*6 093 836,11*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***7 000 265,76***		***43 570,35***	***43 570,35***	***7 043 836,11***
TOTAL		**66 575 569,11**	**0,00**	**16 500 000,00**	**16 500 000,00**	**83 075 569,11**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**13 124 430,89**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**96 200 000,00**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	VOTE (3) III	TOTAL IV = I + II + III
13	Subventions d'investissement	3 800 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	2 800 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	53 869 468,30	0,00	-5 815 973,50	-5 815 973,50	48 053 494,80
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	22 808 063,61	22 808 063,61	22 808 063,61
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	17 912,42	0,00	0,00	0,00	17 912,42
Total des recettes d'équipement		**57 687 380,72**	**0,00**	**15 992 090,11**	**15 992 090,11**	**73 679 470,83**
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 962 353,52	0,00	258 339,54	258 339,54	6 220 693,06
106	Réserves (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
Total des recettes financières		**5 962 353,52**	**0,00**	**264 339,54**	**264 339,54**	**6 226 693,06**
45…	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**63 649 734,24**	**0,00**	**16 256 429,65**	**16 256 429,65**	**79 906 163,89**
021	*Virement de la section d'exploitation (3)*	*0,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3)*	*10 000 000,00*		*0,00*	*0,00*	*10 000 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (3)*	*6 050 265,76*		*43 570,35*	*43 570,35*	*6 093 836,11*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***16 050 265,76***		***243 570,35***	***243 570,35***	***16 293 836,11***
TOTAL		**79 700 000,00**	**0,00**	**16 500 000,00**	**16 500 000,00**	**96 200 000,00**

	+
R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**
	=
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**96 200 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie (Solde de l'opération DE 023 + DE 042 – RE 042).

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (7)	**9 250 000,00**

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(3) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(4) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(5) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(6) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(7) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	666 500,00		666 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	23 500,00		23 500,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques	310 000,00	*0,00*	310 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*0,00*	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*200 000,00*	200 000,00
Dépenses d'exploitation – Total		**1 000 000,00**	***200 000,00***	**1 200 000,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 200 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement reçues	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	16 456 429,65	43 570,35	16 500 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
Dépenses d'investissement – Total		**16 456 429,65**	***43 570,35***	**16 500 000,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 500 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	976 500,00		976 500,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	200 000,00		200 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques	23 500,00	*0,00*	23 500,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes d'exploitation – Total		**1 200 000,00**	***0,00***	**1 200 000,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 200 000,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	258 339,54	*0,00*	258 339,54
13	Subventions d'investissement reçues	-1 000 000,00	*0,00*	-1 000 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	-5 815 973,50	*0,00*	-5 815 973,50
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	22 808 063,61	*0,00*	22 808 063,61
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*43 570,35*	43 570,35
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	6 000,00	*0,00*	6 000,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45…	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
491	*Dépréciations des comptes de clients*		*0,00*	0,00
3…	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*200 000,00*	200 000,00
Recettes d'investissement – Total		**16 256 429,65**	***243 570,35***	**16 500 000,00**

\+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**16 500 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et en M. 43.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**35 750 225,00**	**666 500,00**	**666 500,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	816 000,00	0,00	0,00
6062	Produits de traitement	40 000,00	0,00	0,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	27 000,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	5 000,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	284 500,00	0,00	0,00
611	Sous-traitance générale	22 640 100,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	49 000,00	0,00	0,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	59 000,00	0,00	0,00
61523	Entretien, réparations réseaux	725 000,00	0,00	0,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	66 000,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	53 000,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	297 000,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	22 500,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	450 000,00	0,00	0,00
618	Divers	1 350,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	21 000,00	0,00	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	500,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	3 000,00	0,00	0,00
6233	Foires et expositions	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	25 000,00	0,00	0,00
6238	Divers	34 000,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	5 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	5 000,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	7 500,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	42 500,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	24 050,00	0,00	0,00
62876	Remb. frais au GFP de rattachement	3 360 000,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à des tiers	2 215 560,00	0,00	0,00
6288	Autres	13 500,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	5 000,00	0,00	0,00
63713	Redevance pour la performance des systèm	4 431 180,00	666 500,00	666 500,00
6378	Autres taxes et redevances	21 985,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**7 600 250,00**	**0,00**	**0,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	7 600 000,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	250,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**286 726,65**	**23 500,00**	**23 500,00**
6541	Créances admises en non-valeur	82 500,00	0,00	0,00
6542	Créances éteintes	60 000,00	0,00	0,00
6553	Subventions de fonctionnement versées	93 975,00	0,00	0,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	23 500,00	23 500,00
6588	Autres ch. diverses de gestion courante	50 251,65	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES DE GESTION		**43 637 201,65**	**690 000,00**	**690 000,00**
66	**Charges financières (8)**	**1 113 000,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	903 000,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	210 000,00	0,00	0,00
67	**Charges spécifiques**	**636 500,00**	**310 000,00**	**310 000,00**
6711	Pénalités de retard sur marchés	0,00	0,00	0,00
6714	Intérêts moratoires	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	50 000,00	0,00	0,00
6743	Subventions exceptionnelles fonctionnt	226 500,00	0,00	0,00
678	Autres charges événement maj. et inhab.	360 000,00	310 000,00	310 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (9)**	**89 805,74**	**0,00**	**0,00**
6817	Dot. dépréc. actifs circulants	89 805,74	0,00	0,00
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES REELLES D'EXPLOITATION		**45 609 032,39**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***10 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*10 000 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***10 000 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***10 000 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**55 609 032,39**	**1 200 000,00**	**1 200 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 200 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	210 000,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	210 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43.

(8) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges (5)**	**63 370,00**	**0,00**	**0,00**
64198	Autres remboursements	63 370,00	0,00	0,00
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**53 866 251,65**	**976 500,00**	**976 500,00**
703	Ventes de produits résiduels	12 000,00	0,00	0,00
704	Travaux	2 725 000,00	0,00	0,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	46 330 251,65	976 500,00	976 500,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	0,00	0,00	0,00
7062	Redevances assainissement non collectif	10 000,00	0,00	0,00
7063	Contrib. communes, etab.pub.(eaux pluv.)	4 600 000,00	0,00	0,00
7068	Autres prestations de services	140 000,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses	3 000,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par des tiers	46 000,00	0,00	0,00
73	**Produits issus de la fiscalité (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**85 000,00**	**0,00**	**0,00**
748	Des tiers	85 000,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**401 280,32**	**200 000,00**	**200 000,00**
757	Produits des cessions éléments actif	150 000,00	200 000,00	200 000,00
7581	FCTVA	238 280,32	0,00	0,00
7584	Recouvrt créances admises en non valeur	10 000,00	0,00	0,00
7585	Dédits et pénalités perçus	2 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	1 000,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE	**54 415 901,97**	**1 176 500,00**	**1 176 500,00**
76	**Produits financiers (b)**	**360 000,00**	**0,00**	**0,00**
761	Produits de participations	360 000,00	0,00	0,00
77	**Produits spécifiques (c)**	**74 010,00**	**23 500,00**	**23 500,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	10 000,00	0,00	0,00
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	1 000,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	1 000,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	31 010,00	23 500,00	23 500,00
778	Autres produits exceptionnels	31 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)**	**88,03**	**0,00**	**0,00**
7817	Rep. dépréciat°. actifs circulants	88,03	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES D'EXPLOITATION	**54 850 000,00**	**1 200 000,00**	**1 200 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)***	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*950 000,00*	*0,00*	*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (8)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**55 800 000,00**	**1 200 000,00**	**1 200 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 200 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41 et M. 43.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**1 235 000,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	410 000,00	0,00	0,00
2051	Concessions et droits assimilés	825 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**6 883 955,96**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	106 400,00	0,00	0,00
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	2 093 284,60	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	1 264 094,59	0,00	0,00
2154	Matériel industriel	1 025 976,77	0,00	0,00
21562	Service d'assainissement	1 151 200,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	1 145 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	97 000,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**50 926 669,78**	**16 456 429,65**	**16 456 429,65**
2313	Constructions	2 249 322,39	22 808 063,61	22 808 063,61
2315	Installat°, matériel et outillage techni	48 464 747,89	-6 351 633,96	-6 351 633,96
238	Avances commandes immo. incorp.	212 599,50	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**59 045 625,74**	**16 456 429,65**	**16 456 429,65**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**179 000,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	179 000,00	0,00	0,00
1678	Autres dettes condit° particulières	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**529 677,61**	**0,00**	**0,00**
458122	Projet Lumieau (6)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**59 575 303,35**	**16 456 429,65**	**16 456 429,65**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***950 000,00***	***0,00***	***0,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*515 000,00*	*0,00*	*0,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*170 000,00*	*0,00*	*0,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*15 000,00*	*0,00*	*0,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*205 000,00*	*0,00*	*0,00*
13915	*Sub. équipt cpte résult.Groupements*	*20 000,00*	*0,00*	*0,00*
139188	*des tiers*	*25 000,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***6 050 265,76***	***43 570,35***	***43 570,35***
21351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*50 265,76*	*0,00*	*0,00*
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*6 000 000,00*	*43 570,35*	*43 570,35*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***7 000 265,76***	***43 570,35***	***43 570,35***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**66 575 569,11**	**16 500 000,00**	**16 500 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**16 500 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**3 800 000,00**	**-1 000 000,00**	**-1 000 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	3 800 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**53 869 468,30**	**-5 815 973,50**	**-5 815 973,50**
1641	Emprunts en euros	53 869 468,30	-5 815 973,50	-5 815 973,50
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**22 808 063,61**	**22 808 063,61**
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	0,00	22 808 063,61	22 808 063,61
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**17 912,42**	**0,00**	**0,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	261,13	0,00	0,00
238	Avances commandes immo. incorp.	17 651,29	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**57 687 380,72**	**15 992 090,11**	**15 992 090,11**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**5 962 353,52**	**258 339,54**	**258 339,54**
10222	FCTVA	5 962 353,52	258 339,54	258 339,54
1068	Autres réserves	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	6 000,00	6 000,00
	Total des recettes financières	**5 962 353,52**	**264 339,54**	**264 339,54**
458221	Accompagnement à la réhabilitation ANC (5)	0,00	0,00	0,00
458222	Projet Lumieau (5)	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**63 649 734,24**	**16 256 429,65**	**16 256 429,65**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***0,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***10 000 000,00***	***0,00***	***0,00***
28031	*Frais d'études*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*650 000,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 400 000,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***10 000 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***6 050 265,76***	***43 570,35***	***43 570,35***
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*6 050 265,76*	*43 570,35*	*43 570,35*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***16 050 265,76***	***243 570,35***	***243 570,35***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**79 700 000,00**	**16 500 000,00**	**16 500 000,00**

+

RESTES A REALISER N-1	**0,00**

+

R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE	**0,00**

=

Chap / art (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			**16 500 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) cf. Modalités de vote, I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, R*I 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15…2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, D*I 041 = RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE	A1.1

A1.1 – DETAIL DES CREDITS DE TRESORERIE (1)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Date de la décision de réaliser la ligne de trésorerie (2)	Montant maximum autorisé au 01/01/N	Montant des tirages N-1	Montant des remboursements N-1		Encours restant dû au 01/01/N
				Intérêts (3)	Remboursement du tirage	
51921 Avances de trésorerie de la collectivité de rattachement						
51928 Autres avances de trésorerie						
51931 Lignes de crédit de trésorerie						
51932 Lignes de crédit de trésorerie liées à un emprunt						
5194 Billets de trésorerie						
5198 Autres crédits de trésorerie						
TOTAL		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

239

(1) Au sens de la circulaire n° NOR : INTB8900071C du 22/02/1989 relative aux concours financiers à court terme offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics.

(2) Indiquer la date de la délibération de l'assemblée autorisant la ligne de trésorerie ou la date de la décision de l'ordonnateur de réaliser la ligne de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par l'organe délibérant.

(3) Il s'agit des intérêts comptabilisés au compte 6615, sauf pour les emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 66111 et sauf pour les billets de trésorerie pour lesquels les intérêts sont comptabilisés au compte 6618.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					0,00									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes afférentes aux marchés de partenariat (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire n° NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

Nota. – Cette annexe retrace le stock de dette à la clôture après opérations de couverture éventuelles.

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE	A1.5

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1)

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunt couvert			Instrument de couverture									
												Primes éventuelles	
	Référence de l'emprunt couvert	Capital restant dû au 01/01/N	Date de fin du contrat	Organisme co-contractant	Type de couverture (3)	Nature de la couverture (change ou taux)	Notionnel de l'instrument de couverture	Date de début du contrat	Date de fin du contrat	Périodicité de règlement des intérêts (4)	Montant des commissions diverses	Primes payées pour l'achat d'option	Primes reçues pour la vente d'option
Taux fixe (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux variable simple (total)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Taux complexe (total) (2)		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00
Total		0,00					0,00				0,00	0,00	0,00

(1) Si un instrument couvre plusieurs emprunts, distinguer une ligne par emprunt couvert.

(2) Il s'agit d'un taux variable qui n'est pas défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage.

(3) Indiquer s'il s'agit d'un *swap*, d'une option (*cap*, *floor*, *tunnel*, *swaption*).

(4) Indiquer la périodicité de règlement des intérêts : A : annuelle, M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X : autre.

A1.5 – DETAIL DES OPERATIONS DE COUVERTURE (1) (suite) : EFFET DE L'INSTRUMENT DE COUVERTURE

Instruments de couverture (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Effet de l'instrument de couverture								
	Référence de l'emprunt couvert	Taux payé		Taux reçu (7)		Charges et produits constatés depuis l'origine du contrat		Catégorie d'emprunt (8)	
		Index (5)	Niveau de taux (6)	Index	Niveau de taux	Charges c/668	Produits c/768	Avant opération de couverture	Après opération de couverture
Taux fixe (total)						0,00	0,00		
Taux variable simple (total)						0,00	0,00		
Taux complexe (total) (2)						0,00	0,00		
Total						0,00	0,00		

(5) Indiquer l'index utilisé ou la formule de taux.

(6) Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) A compléter si l'instrument de couverture est un *swap*.

(8) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE AUTRES DETTES	A1.6

A1.6 – AUTRES DETTES

(Issues des engagements juridiques pris autres que ceux destinés à financer la prise en charge d'un emprunt)

LIBELLES	Montant initial de la dette	Dépenses de l'exercice	Dette restante

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années) 1	
L	Construction station	40	31/12/1992
L	Materiel outillage	10	31/12/1993
L	Construc. bât. d'exp	35	31/12/1993
L	Matériel spécifique	15	31/12/1993
L	Bat expl. IGAAC	35	31/12/1994
L	IGAAC Station	40	31/12/1994
L	Rés d'assainissement	45	31/12/1994
L	Subventions d'équipement (Agence de l'eau) (CPA/SEB)	40	31/12/1995
L	Subvention d'équipement autres réseaux SEB	40	31/12/1995
L	Subventions d'équipement (Région) (CPA/SEB)	40	31/12/1997
L	Subventions d'équipement (Dépt) (CPA/SEB)	40	31/12/1997
L	Subvention équipement réseaux Autres	40	31/12/1997
L	Autres établissements publics locaux autres véhicules	7	31/12/1997
L	Subvention d'équipement autres véhicules	7	31/12/1997
L	Subventions d'équipement autres constructions	35	31/12/1997
L	Subventions d'équipement (Région) (CPA/SEB) réseaux	45	31/12/1997
L	Subventions d'équipement (Dépt) (CPA/SEB) réseaux	45	31/12/1997
L	Concessions brevets	2	31/12/2004
L	Véhicules (antérieurs)	7	31/12/2004
L	Engins motorisés (Antérieurs)	5	31/12/2004
L	Mat. de bureau info	5	31/12/2004
L	Mobilier	10	31/12/2004
L	bâtiment station	40	19/12/2005
L	Bât. exploit. IGAAC	40	19/12/2005
L	Bât. exploit. IGAAC	35	19/12/2005
L	Réseaux d'assainisst	45	19/12/2005
L	Outillage industriel	10	19/12/2005
L	Mat. spécif. exploit	15	19/12/2005
L	Véhicules	7	19/12/2005
L	Engins motorisés	5	19/12/2005
L	Concessions brevets	1	19/12/2005
L	Mat. bureau et info.	5	19/12/2005
L	Mobilier	10	19/12/2005
L	Autres	1	19/12/2005
L	Véhicules_UGAP	7	19/12/2005
L	Bât. d'exploitation	35	19/12/2005
L	FRAIS D'ETUDES AMO	5	01/01/2006
L	Concessions brevets	5	01/01/2015
L	Install spécialisées	50	01/01/2017
L	Outillage industriel	10	22/12/2017

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant constitué à l'ouverture	Montant total constitué	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel à la clôture
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement …).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A3.2

A3.2 – ETALEMENT DES PROVISIONS

Nature	Objet	Montant total à constituer	Durée (année)	Montant des provisions constituées à l'ouverture	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner

(1) Il s'agit des provisions pour risques et charges qui peuvent faire l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES	A4.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Solde d'exécution 001 de la section d'investissement (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-13 124 430,89**	**0,00**	**0,00**	**-13 124 430,89**
Solde des restes à réaliser (RAR) (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**9 825 344,05**	**0,00**	**0,00**	**9 825 344,05**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 299 086,84**	**0,00**	**0,00**	**-3 299 086,84**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles		Total (1) Vote
	(a)		(b)	(c = a + b)
Affectation au 106 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 299 086,84**	**0,00**	**0,00**	**-3 299 086,84**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-3 299 086,84**	**0,00**	**0,00**	**-3 299 086,84**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Budget de l'exercice (BP+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
	(a)		(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**1 479 677,61**	**0,00**	**0,00**	**1 479 677,61**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**15 962 353,52**	**464 339,54**	**464 339,54**	**16 426 693,06**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**14 482 675,91**	**464 339,54**	**464 339,54**	**14 947 015,45**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**I 1 479 677,61**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**179 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	179 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 300 677,61**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*950 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**V 15 962 353,52**	**464 339,54**	**VI 464 339,54**
Ressources propres externes de l'année (a)		**5 962 353,52**	**264 339,54**	**264 339,54**
10222	FCTVA	5 962 353,52	258 339,54	258 339,54
10228	Autres fonds globalisés	0,00	0,00	0,00
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
2763	Créances sur collectivités et établ. pub	0,00	6 000,00	6 000,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**10 000 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
15…	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*			
27…	*Autres immobilisations financières*			
28…	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*50 000,00*	*0,00*	*0,00*
28131	*Bâtiments*	*650 000,00*	*0,00*	*0,00*
281311		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*800 000,00*	*0,00*	*0,00*
281351		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28151	*Installations complexes spécialisées*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*6 400 000,00*	*0,00*	*0,00*
281532		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28154	*Matériel industriel*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28156	*Matériel spécifique d'exploitation*	*300 000,00*	*0,00*	*0,00*
281562		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28182	*Matériel de transport*	*700 000,00*	*0,00*	*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
29…	*Dépréciation des immobilisations*			
39…	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481…	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*200 000,00*	*200 000,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'EXPLOITATION	A5.1.1

Nota. – Cet état n'est obligatoire que pour les régies appliquant l'instruction M. 49 et rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Il convient d'établir un état par service.

(En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – DEPENSES

DEPENSES		
Article (1)	**Libellé**	**Montant (2)**
011	**Charges à caractère général**	**666 500,00**
63713		666 500,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**23 500,00**
6585	Intérêts moratoires	23 500,00
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques**	**310 000,00**
678	Autres charges exceptionnelles	310 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (3)**	**0,00**
Total des dépenses réelles		1 000 000,00
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement***	***200 000,00***
Total des dépenses d'ordre		*200 000,00*
D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE		***0,00***
TOTAL GENERAL DES DEPENSES		1 200 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(2) Le montant des dépenses correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

A5.1.1 – SECTION D'EXPLOITATION – RECETTES

RECETTES		
Article (1)	**Libellé**	**Montant (2)**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	**976 500,00**
70611	Redevance d'assainissement collectif	976 500,00
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**200 000,00**
757	Produits des cessions d¿éléments d¿actif	200 000,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques**	**23 500,00**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs)	23 500,00
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (3)**	**0,00**
Total des recettes réelles		**1 200 000,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		*0,00*
R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE		***0,00***
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**1 200 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(2) Le montant des recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

(3) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires ainsi que pour les dotations et les reprises sur dépréciations des immobilisations ou des stocks.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.1.2

Nota. – Cet état n'est obligatoire que pour les régies appliquant l'instruction M. 49 et rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Il convient d'établir un état par service.

(En application de l'article L. 2224-6 du CGCT)

A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES		
Article (1)	**Libellé**	**Montant (2)**
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations.)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**16 456 429,65**
2315	Installations, matériel et outillage techniques	-159 366,00
2313	Constructions	22 808 063,61
2315	Installations, matériel et outillage techniques	-6 192 267,96
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des dépenses réelles		**16 456 429,65**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***43 570,35***
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*43 570,35*
Total des dépenses d'ordre		***43 570,35***
D 001 SOLDE DEFICITAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE		**0,00**
TOTAL GENERAL DE DEPENSES		**16 500 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(2) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

A5.1.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES		
Article (1)	**Libellé**	**Montant (2)**
13	**Subventions d'investissement**	**-1 000 000,00**
13111	Agence de l'eau	-1 000 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**-5 815 973,50**
1641	Emprunts en euro	-5 815 973,50
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**22 808 063,61**
21351		22 808 063,61
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**258 339,54**
10222	FCTVA	258 339,54
106	**Réserves**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**6 000,00**
2763	Créances sur des collectivités publiques	6 000,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
Total des recettes réelles		**16 256 429,65**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales***	***43 570,35***
238	*Avances et acomptes versés s/cdes d'I.C.*	*43 570,35*
021	***Virement de la section d'exploitation***	***200 000,00***
Total des recettes d'ordre		***243 570,35***
R 001 SOLDE EXCEDENTAIRE D'INVESTISSEMENT REPORTE		**0,00**
TOTAL GENERAL DES RECETTES		**16 500 000,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes M. 49.

(2) Le montant des dépenses et recettes correspond aux RAR + crédits votés au titre de l'exercice.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'EXPLOITATION	A5.2.1

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE VENTILATION DES DEPENSES ET RECETTES DES SERVICES D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF – SECTION D'INVESTISSEMENT	A5.2.2

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES CHARGES TRANSFEREES	A6

A6 – ETAT DES CHARGES TRANSFEREES

Exercice	Nature de la dépense transférée	Durée de l'éta-lement	Date de la délibéra-tion	Montant de la dépense transférée au compte 481 (I)	Montant amorti au titre des exercices précédents (II)	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice (c/6812) (III)	Solde (montant de la charge restant à amortir I-(II+III)
TOTAL				0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS	A7

Nota. – Remplir un tableau par opération pour compte de tiers

A7 – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

N° opération : 458122	Intitulé de l'opération : Projet Lumieau			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1	Nouveaux crédits votés	Total (2)
DEPENSES (a)	**764 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Projet Lumieau	764 611,00	0,00	0,00	0,00
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**764 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458221	Intitulé de l'opération : Accompagnement à la réhabilitation ANC			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1	Nouveaux crédits votés	Total (2)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers	266 716,28	0,00	0,00	0,00

N° opération : 458221	Intitulé de l'opération : Accompagnement à la réhabilitation ANC			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1	Nouveaux crédits votés	Total (2)
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**266 716,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 458222	Intitulé de l'opération : Projet Lumieau			Date de la délibération :
	Pour mémoire réalisations cumulées à l'ouverture (1)	RAR N-1	Nouveaux crédits votés	Total (2)
DEPENSES (a)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c)	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (b)	**764 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financement par le tiers	764 611,00	0,00	0,00	0,00
Financement par d'autres tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le service (contrepartie 6742)*	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie D2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d)	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**764 611,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Ensemble des réalisations connues (hors restes à réaliser).

(2) Total = Restes à réaliser N-1 + Nouveaux crédits votés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE	B1.1

B1.1 –EMPRUNTS GARANTIS PAR LA REGIE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû à l'ouverture	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					0,00	0,00											0,00	0,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					0,00	0,00											0,00	0,00
TOTAL GENERAL					0,00	0,00											0,00	0,00

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification dîte « Gissler » des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

(Articles L. 2252-1, L. 3231-4 et L. 4253-1 du CGCT)

		Valeur
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	0,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	0,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**0,00**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**0,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en %(3)	**I / II**	**0,00**

(1) Hors opérations visées aux articles L. 2252-2 (pour les communes), L. 3231-4-1 (pour les départements) et L. 4253-2 (pour les régions) du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice (article D. 1511-32 du CGCT).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL	B1.4

B1.4 – ETAT DES CONTRATS DE CREDIT-BAIL

Exercice d'origine du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat (1)	Montant de la redevance de l'exercice	Désignation du crédit bailleur	Durée du contrat	Montant des redevances restant à courir					
					N+1	N+2	N+3	N+4	Cumul restant	Total (2)

(1) Indiquer l'objet du bien mobilier ou immobilier.

(2) Total = (N+1, N+2, N+3, N+4) + restant cumul.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT	B1.5

ETAT DES MARCHES DE PARTENARIAT

Libellé du contrat	Année de signature du marché	Organismes cocontractants	Nature des prestations prévues par le marché	Durée du marché (en mois)	Date fin de marché	Date mise en service équipement	Montant total prévu au titre du marché (TTC)	Annuité versée sur l'exercice	Montant de la rémunération du cocontractant restant à verser pour la durée restante du marché de partenariat (3)				
									Part investissement		Part fonctionnement II	Part financement III	TOTAL I + II + III
									Part totale (4)	Dont part nette (5) I			
Marchés de partenariat (1)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Marchés globaux de performance énergétiques avec tiers de financement (2)													
SOUS-TOTAL							0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL							**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Article L. 1112-1 du Code de la commande publique

(2) Article 1er de la loi n° 2023-222 du 30 mars 2023 visant à ouvrir le tiers financement à l'Etat, à ses établissements publics et aux collectivités territoriales pour favoriser les travaux de rénovation énergétique.

(3) Montant de la rémunération restant à verser au 01/01/N

(4) Montant total de la rémunération relative à l'investissement restant à verser au 01/01/N

(5) Montant inscrit à la colonne précédente déduction faite des participations d'autres collectivités publiques.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES	B1.6

B1.6 – ETAT DES AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire	Durée en années	Périodicité	Dette en capital à l'origine	Dette en capital 1/1/N	Annuité à verser au cours de l'exercice
8017 Subventions à verser par annuités (annuités restant à courir)					0,00	0,00	0,00
8018 Autres engagements donnés					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes publics					0,00	0,00	0,00
Au profit d'organismes privés (1)					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

(1) Concernant les garanties accordées à l'Agence France Locale (Article L.1611-3-2 du CGCT) :

- l' « Organisme bénéficiaire » de la garantie est toute personne titulaire d'un « titre éligible » émis ou créé par l'Agence France Locale ;
- la rubrique « Périodicité » n'est pas remplie car la garantie n'a pas de périodicité. La garantie est d'une durée totale indiquée à la colonne qui précède ;
- la colonne « Dette en capital à l'origine » correspond au montant total de la garantie accordée aux titulaires d'un titre éligible ;
- la colonne « Dette en capital 1/1/N » correspond au montant résiduel de la garantie au 1/1/N ;
- la colonne « Annuité à verser au cours de l'exercice » n'est pas remplie car l'octroi de la garantie n'implique pas que des versements annuels aient lieu. Des versements ne seront effectués qu'en cas d'appel de la garantie.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS	B1.7

B1.7 – ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme émetteur	Durée en années	Périodicité	Créance en capital à l'origine	Créance en capital à l'ouverture	Annuité reçue au cours de l'exercice
8027 Subventions à recevoir par annuités (annuités restant à recevoir)					0,00	0,00	0,00
8028 Autres engagements reçus					0,00	0,00	0,00
A l'exception de ceux reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
Engagements reçus des entreprises					0,00	0,00	0,00
TOTAL					0,00	0,00	0,00

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
2001 - 734001949 Acquisition de logiciels informatiques	71 651,04	0,00	71 651,04	60 659,19	0,00	10 991,85
2001 - 734001948 Acquisition de matériel informatique	106 714,32	0,00	106 714,32	98 273,44	0,00	8 440,88
2001 - 734001950 Acquisition de mobilier et matériel	24 391,84	0,00	24 391,84	39 411,64	0,00	-15 019,80
2001 - 734001946 Acquisition de véhicules et équipements - Véhicules	1 173 857,43	0,00	1 173 857,43	891 237,79	0,00	282 619,64
2013 - AP0203 Acquistions de véhicules et d'engins	14 138 694,78	0,00	14 138 694,78	7 933 662,44	1 100 000,00	5 105 032,34
2001 - 734001947 Acqusition de véhicules et équipements - Engins	15 244,90	0,00	15 244,90	6 853,38	0,00	8 391,52
2001 - 799999960 Amortissement d'emprunts	312 520,48	0,00	312 520,48	811 699,16	0,00	-499 178,68
2001 - 799999962 Amortissement des immobilisations	1 295 816,65	0,00	1 295 816,65	2 713 592,51	0,00	-1 417 775,86
2001 - 634003975 Amélioration des stations d'épuration (autres)	264 246,79	0,00	264 246,79	39 756,42	0,00	224 490,37
2001 - 734002954 Amélioration et extension du réseau	4 649 695,03	0,00	4 649 695,03	8 616 502,45	0,00	-3 966 807,42
2003 - 0135 Aménagement et agencement des stations d'épuration	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2012 - AP0184 Autosurveillance DO	671 054,42	0,00	671 054,42	671 054,42	0,00	0,00
2001 - 799999958 Avances remboursables à l'agence de bassin Rhin-Meuse	304 440,69	0,00	304 440,69	1 039 777,44	0,00	-735 336,75
2001 - 634002970 Construction d'ouvrage de dessablement	304 900,00	0,00	304 900,00	71 714,56	0,00	233 185,44
2001 - 799999961 Dépenses imprévues	12 343 801,52	0,00	12 343 801,52	0,00	0,00	12 343 801,52
2001 - 799999965 Excédent antérieur reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
2001 - 734002985 Extension Centre Technique Assainiss. / PC central - Gestion	76 224,51	0,00	76 224,51	0,00	0,00	76 224,51
2001 - 734001942 Frais relevé réseaux d'assainissement	335 387,84	0,00	335 387,84	520 506,99	0,00	-185 119,15
2001 - 899999984 Gestion des comptes d'avances	3 070 397,89	0,00	3 070 397,89	2 168 080,89	0,00	902 317,00
2001 - 734001944 Matériel et outillage industriel (acquisition de machines)	91 469,41	0,00	91 469,41	283 925,94	0,00	-192 456,53
2001 - 734001945 Mise en conformité/grosses répar./instal./mat. outil. indus.	106 714,31	0,00	106 714,31	251 150,80	0,00	-144 436,49
2001 - 634001934 Mise en place d'un réseau de mesures (capteurs)(CPA)	617 828,27	0,00	617 828,27	456 063,15	0,00	161 765,12
2016 - AP0253 Ouvrages sur réseau	1 399 972,16	0,00	1 399 972,16	843 312,86	151 200,00	405 459,30
2001 - 734002953 Pose de collecteurs dans les rues non assainies	3 658 776,42	0,00	3 658 776,42	4 351 846,88	0,00	-693 070,46
2015 - AP0251 Projet Lumieau	483 935,59	0,00	483 935,59	483 935,59	0,00	0,00
2004 - AP8002 Projets espace public Communes	14 102 236,16	0,00	14 102 236,16	14 102 236,16	0,00	0,00
2004 - AP8001 Projets espace public Strasbourg	7 338 997,35	0,00	7 338 997,35	7 338 997,35	0,00	0,00
2015 - AP0231 Projets informatiques eau-assainissement 2015-2020	4 318 509,31	0,00	4 318 509,31	1 321 843,15	915 000,00	2 081 666,16
2001 - 634005923 Restruct. du réseau -Zone commerciale Vendenheim (préfinanc)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2001 - 634005974 Restructuration du réseau d'Oberschaeffolsheim	172 053,36	0,00	172 053,36	172 053,36	0,00	0,00
2001 - 634005971 Restructuration du réseau à Bischheim	313 148,21	0,00	313 148,21	313 148,21	0,00	0,00
2001 - 634005917 Restructuration du réseau à Eckbolsheim	379 444,01	0,00	379 444,01	379 444,01	0,00	0,00
2001 - 634005920 Restructuration du réseau à Eschau	30 228,33	0,00	30 228,33	30 228,33	0,00	0,00
2001 - 634005918 Restructuration du réseau à La Wantzenau	466 117,60	0,00	466 117,60	466 117,60	0,00	0,00

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
2001 - 634005973 Restructuration du réseau à Lampertheim	44 761,11	0,00	44 761,11	44 761,11	0,00	0,00
2001 - 634005927 Restructuration du réseau à Lingolsheim	524 877,74	0,00	524 877,74	524 877,74	0,00	0,00
2001 - 634005921 Restructuration du réseau à Ostwald	146 617,96	0,00	146 617,96	146 617,96	0,00	0,00
2001 - 634005925 Restructuration du réseau à Reischtett	22 800,24	0,00	22 800,24	22 800,24	0,00	0,00
2001 - 634005931 Restructuration du réseau à Schiltigheim	819 155,21	0,00	819 155,21	819 155,21	0,00	0,00
2001 - 634005981 Restructuration du réseau à Souffelweyersheim	75 976,87	0,00	75 976,87	75 976,87	0,00	0,00
2001 - 634005932 Restructuration du réseau à Wolfisheim	18 404,29	0,00	18 404,29	18 404,29	0,00	0,00
2001 - 634005926 Restucturation du réseau à Illkirch-Graffenstaden	377 134,93	0,00	377 134,93	377 134,93	0,00	0,00
2001 - 734002955 Réhabilitation de collecteurs	960 428,81	0,00	960 428,81	4 727 541,58	0,00	-3 767 112,77
2016 - AP0256 Réseaux d'assainissement	113 985 238,58	0,00	113 985 238,58	71 960 730,12	7 500 000,00	34 524 508,46
2008 - AP0127 Schéma directeur assainissement	215 046 411,28	-5 355 532,96	209 690 878,32	92 363 291,37	17 586 513,34	99 741 073,61
2001 - 634001901 Station d'épuration biologique (Déphosphatation, CPA)	21 154 595,77	0,00	21 154 595,77	1 132 765,24	0,00	20 021 830,53
2004 - AP0084 Stations d'épuration	62 642 726,77	0,00	62 642 726,77	62 642 726,77	0,00	0,00
2001 - 799999959 Subventions inscrites au compte de résultats	1 559 248,54	0,00	1 559 248,54	4 680 996,26	0,00	-3 121 747,72
2001 - 734002980 Sécurisation du périmètre de captage du Polygone	1 219 592,14	0,00	1 219 592,14	165 942,55	0,00	1 053 649,59
2001 - 634003915 Travaux complémentaires / station d'épuration biologique	1 511 755,56	0,00	1 511 755,56	680 752,94	0,00	831 002,62
2002 - 0087 Travaux dans les logements de service et centres techniques	0,00	0,00	0,00	38 703,73	0,00	-38 703,73
2001 - 634004916 Travaux de déplac. conduites d'assain. (projet tramway)	710 000,00	0,00	710 000,00	706 197,09	0,00	3 802,91

N° ou intitulé de l'AP	Montant des AP			Montant des CP		
	Pour mémoire AP votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)
2004 - AP0101 Travaux de déplac. conduites d'assain. (projet tramway)	20 012 241,82	0,00	20 012 241,82	19 212 241,82	200 000,00	600 000,00
2002 - 0072 Travaux de restructuration du réseau dans les communes	4 484 606,10	0,00	4 484 606,10	4 484 606,10	0,00	0,00
2001 - 634001903 Travaux de réduction des eaux claires à Ostwald	398 837,29	0,00	398 837,29	397 371,49	0,00	1 465,80
2001 - 634001904 Travaux doublement siphon de rejet dans le Rhin	3 618,50	0,00	3 618,50	3 618,50	0,00	0,00
2013 - AP0204 Travaux stations d'épuration	115 029 891,95	0,00	115 029 891,95	26 735 908,33	21 749 922,48	66 544 061,14

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AP engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT	B2.2

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

N° ou intitulé de l'AE	Montant des AE			Montant des CP		
	Pour mémoire AE votée y compris ajustement	Révision de l'exercice N	Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N)	Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1)	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2)	Restes à financer au-delà de N (3)

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

(3) Il s'agit de la différence entre les AE engagées et les CP consommés.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N : DETAIL DES EFFECTIFS PAR EMPLOI FONCTIONNEL OU FILIERE A LA CLOTURE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Directeur général des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général adjoint des services		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP et du décret n° 2022-48 du 21 janvier 2022		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE TECHNIQUE (c)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE CULTURELLE (h)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément aux cadres d'emploi applicables à la fonction publique territoriale. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite) : DETAIL DES EFFECTIFS PAR TYPE DE RECRUTEMENT

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.
332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L. 332-8, L. 332-13, L. 332-14, L.326, L.352 du CGFP, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles L.332-23, L.332-24, L.333-1 à L.333-10 et L.333-12 du CGFP.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE	C1.2

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux budgets de régies non personnalisées pour lesquels l'entité de rattachement a mis à disposition du personnel en vue de l'exploitation du service.

C1.2 – ETAT DU PERSONNEL DE LA COLLECTIVITE OU DE L'ETABLISSEMENT DE RATTACHEMENT EMPLOYE PAR LA REGIE (1)

CADRE D'EMPLOI DE L'AGENT	CATEGORIE	EFFECTIFS	REMUNERATION
TOTAL GENERAL		0	0,00

(1) Ce montant correspond aux dépenses imputées au compte 6215.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

Cet état est applicable aux régies dont la collectivité territoriale, le groupement ou l'établissement public de rattachement compte plus de 3 500 habitants. Il présente la liste des organismes mentionnés aux 2°, 4° et 7° de l'article L. 1612-35 du CGCT.

Les documents financiers et comptables de ces organismes mentionnés au 2° de l'article L. 1612-35 sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part de capital				
Garantie d'un emprunt				
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, …).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3

Nota. – Cet état n'est applicable qu'aux seules régies dotées de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

C3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie de service	Intitulé / objet de service	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE : EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800058

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : EUROMET ZAI (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 27
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 28
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 29
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 30
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 32
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 35
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 37

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble Sans Objet
A1.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports Sans Objet
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble Sans Objet
A2.01 - Opérations non ventilables Sans Objet
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux Sans Objet
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports Sans Objet

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	Sans Objet
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	39
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	41
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	Sans Objet

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : %
- Investissement : %

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	8 999 047,40	8 265 366,80	2 890 787,14	A1	2 157 106,54
Investissement	3 893 091,20	3 159 410,60	(2) 2 890 787,14	A2	2 157 106,54
Fonctionnement	5 105 956,20	5 105 956,20	(3) 0,00	A3	0,00

	RESTES A REALISER N-1					
	Dépenses		Recettes		Solde (B)	
TOTAL des RAR	I + II	0,00	III + IV	0,00	B1	0,00
Investissement	I	0,00	III	0,00	B2	0,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3	0,00

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	2 157 106,54
Investissement	**A2 + B2**	2 157 106,54
Fonctionnement	**A3 + B3**	0,00

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	0,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

VUE D'ENSEMBLE — A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	-3 810 000,00	-3 810 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	-3 810 000,00	-3 810 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-3 810 000,00	-3 810 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-3 810 000,00	-3 810 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	-7 620 000,00	-7 620 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

293

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			**0,00**

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	**0,00**

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*18 677 104,56*		*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*	*14 867 104,56*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***18 677 104,56***		***-3 810 000,00***	***-3 810 000,00***	***14 867 104,56***

TOTAL	**18 677 104,56**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**14 867 104,56**
					+
				D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 867 104,56**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	6 676 229,74	0,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	4 771 229,74
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 676 229,74**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**4 771 229,74**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'investissement		**6 676 229,74**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**4 771 229,74**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*9 843 768,28*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*	*7 938 768,28*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***9 843 768,28***		***-1 905 000,00***	***-1 905 000,00***	***7 938 768,28***

TOTAL	**16 519 998,02**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**12 709 998,02**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**2 157 106,54**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**14 867 104,56**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**-6 928 336,28**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT — C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	9 338 552,28	0,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	7 433 552,28
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**9 338 552,28**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**7 433 552,28**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**9 338 552,28**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**7 433 552,28**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*9 843 768,28*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*	*7 938 768,28*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***9 843 768,28***		***-1 905 000,00***	***-1 905 000,00***	***7 938 768,28***

TOTAL	**19 182 320,56**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**15 372 320,56**
					+
				D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 372 320,56**

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	505 216,00	0,00	0,00	0,00	505 216,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**505 216,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**505 216,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**505 216,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**505 216,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*18 677 104,56*		*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*	*14 867 104,56*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***18 677 104,56***		***-3 810 000,00***	***-3 810 000,00***	***14 867 104,56***
TOTAL		**19 182 320,56**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**15 372 320,56**
						+
					R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
						=
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**15 372 320,56**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**-6 928 336,28**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE – DEPENSES | D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*-3 810 000,00*	-3 810 000,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**0,00**	***-3 810 000,00***	**-3 810 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-3 810 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-1 905 000,00		-1 905 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	0,00	*0,00*	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*-1 905 000,00*	-1 905 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-1 905 000,00**	***-1 905 000,00***	**-3 810 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-3 810 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE – RECETTES — D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-1 905 000,00	*0,00*	-1 905 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*0,00*	*0,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*-1 905 000,00*	-1 905 000,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-1 905 000,00**	***-1 905 000,00***	**-3 810 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**-3 810 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*-3 810 000,00*	-3 810 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00		0,00
74	Dotations et participations (8)	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**0,00**	***-3 810 000,00***	**-3 810 000,00**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-3 810 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**18 677 104,56**	**0,00**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*18 677 104,56*			*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*		*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**18 677 104,56**			**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**		**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

304

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
						Total des dépenses d'investissement cumulées		-3 810 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**16 519 998,02**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	6 676 229,74	0,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 676 229,74**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**6 676 229,74**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*9 843 768,28*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		***9 843 768,28***		***-1 905 000,00***	***-1 905 000,00***	***-1 905 000,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**
Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**-3 810 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**18 677 104,56**	**0,00**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des dépenses réelles		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*18 677 104,56*			*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*		*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*18 677 104,56*			*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*		*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*
3351	*Terrains*	*5 350 000,00*			*-880 000,00*	*-880 000,00*		*-880 000,00*	*-880 000,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*707 224,38*			*-300 000,00*	*-300 000,00*		*-300 000,00*	*-300 000,00*
3355	*Travaux*	*3 281 327,90*			*-725 000,00*	*-725 000,00*		*-725 000,00*	*-725 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*9 338 552,28*			*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**18 677 104,56**			**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**		**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**

309

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
TOTAL		**16 519 998,02**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	6 676 229,74	0,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00
1641	Emprunts en euros	6 676 229,74	0,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 676 229,74**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**6 676 229,74**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*9 843 768,28*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*
3351	*Terrains*	*5 350 000,00*		*-880 000,00*	*-880 000,00*	*-880 000,00*
3354	*Etudes et prestations de services*	*707 224,38*		*-300 000,00*	*-300 000,00*	*-300 000,00*
3355	*Travaux*	*3 281 327,90*		*-725 000,00*	*-725 000,00*	*-725 000,00*
3555	*Terrains aménagés*	*505 216,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

313

Chap. / art. (1)	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
		I		II	III = I + II
Total des recettes d'ordre	***9 843 768,28***		***-1 905 000,00***	***-1 905 000,00***	***-1 905 000,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**19 182 320,56**	**0,00**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-3 810 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	9 338 552,28	0,00	0,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	0,00	-1 905 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**9 338 552,28**	**0,00**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**0,00**	**-1 905 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**9 338 552,28**	**0,00**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**0,00**	**-1 905 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*9 843 768,28*			*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**9 843 768,28**			**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**		**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-3 810 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**19 182 320,56**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	505 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**505 216,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles		**505 216,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*18 677 104,56*		*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**18 677 104,56**		**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-3 810 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**19 182 320,56**	**0,00**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-3 810 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	9 338 552,28	0,00	0,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	-1 905 000,00	0,00	-1 905 000,00
6015	Terrains à aménager	5 350 000,00	0,00		-880 000,00	-880 000,00	-880 000,00	0,00	-880 000,00
6045	Achats études et prestations de services	707 224,38	0,00		-300 000,00	-300 000,00	-300 000,00	0,00	-300 000,00
605	Achats de matériel, équip. et travaux	3 281 327,90	0,00		-725 000,00	-725 000,00	-725 000,00	0,00	-725 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**9 338 552,28**	**0,00**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**0,00**	**-1 905 000,00**
66	Charges financières	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**9 338 552,28**	**0,00**	**0,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**0,00**	**-1 905 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*9 843 768,28*			*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*9 338 552,28*			*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*505 216,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**9 843 768,28**			**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**		**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE	B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**19 182 320,56**	**0,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	505 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7015	Ventes de terrains aménagés	505 216,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**505 216,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**505 216,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*18 677 104,56*		*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*	*-3 810 000,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*9 338 552,28*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*9 338 552,28*		*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*	*-1 905 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**18 677 104,56**		**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**	**-3 810 000,00**

320

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**2 157 106,54**	**0,00**	**0,00**	**2 157 106,54**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**2 157 106,54**	**0,00**	**0,00**	**2 157 106,54**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**2 157 106,54**	**0,00**	**0,00**	**2 157 106,54**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**2 157 106,54**	**0,00**	**0,00**	**2 157 106,54**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**9 843 768,28**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**7 938 768,28**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**9 843 768,28**	**-1 905 000,00**	**-1 905 000,00**	**7 938 768,28**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 0,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

METROPOLE : **EUROMETROPOLE STRASBOURG (1)**

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 24670048800090

POSTE COMPTABLE : STRASBOURG MUNICIPALE ET EUROMETROPOLE

M. 57

Décision modificative 1 (3)
Voté par nature

BUDGET : EUROMET MOBILITES ACTIVES (3)

ANNEE 2026

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) A compléter s'il s'agit d'un budget annexe.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5
C1 - Exécution du budget de l'exercice précédent - Résultats 6
C2 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Dépenses 7
C3 - Exécution du budget de l'exercice précédent - RAR Recettes 8

II - Présentation générale du budget

A - Vue d'ensemble - Vote et reports 9
B1 - Présentation des AP votées 10
B2 - Présentation des AE votées 11
C1 - Equilibre financier du budget - Investissement 12
C2 - Equilibre financier du budget - Fonctionnement 15
D1 - Balance générale - Dépenses 17
D2 - Balance générale - Recettes 19

III - Vote du budget

A - Section d'investissement - Vue d'ensemble 21
A1 - Section d'investissement - Dépenses - Détail par article 25
A2.1 - Section d'investissement - Dépenses - Vue d'ensemble des opérations d'équipement 28
A2.2 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées en AP 29
A2.3 - Section d'investissement - Dépenses - Détail des opérations d'équipement gérées hors AP 30
A3 - Section d'investissement - Recettes - Détail par article 31
B - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 33
B1 - Section de fonctionnement - Dépenses - Détail par article 36
B2 - Section de fonctionnement - Recettes - Détail par article 39

IV - Annexes

A - Présentation croisée

A1 - Section d'investissement - Vue d'ensemble 41
A1.01 - Opérations non ventilables 44
A1.900 - Fonction 0 - Services généraux 45
A1.900-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A1.901 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A1.902 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A1.903 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A1.904 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors RSA) Sans Objet
A1.904-4 - Fonction 4-4 - RSA Sans Objet
A1.905 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A1.906 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A1.907 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A1.908 - Fonction 8 - Transports 48
A2 - Section de fonctionnement - Vue d'ensemble 52
A2.01 - Opérations non ventilables 54
A2.930 - Fonction 0 - Services généraux 55
A2.930-5 - Fonction 0-5 - Gestion des fonds européens Sans Objet
A2.931 - Fonction 1 - Sécurité Sans Objet
A2.932 - Fonction 2 - Enseignement, formation professionnelle et apprentissage Sans Objet
A2.933 - Fonction 3 - Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs Sans Objet
A2.934 - Fonction 4 - Santé et action sociale (hors APA et RSA/Régularisation de RMI) Sans Objet
A2.934-3 - Fonction 4-3 - APA Sans Objet
A2.934-4 - Fonction 4-4 - RSA/Régularisation de RMI Sans Objet
A2.935 - Fonction 5 - Aménagement des territoires et habitat Sans Objet
A2.936 - Fonction 6 - Action économique Sans Objet
A2.937 - Fonction 7 - Environnement Sans Objet
A2.938 - Fonction 8 - Transports 58

B - Annexes patrimoniales

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

B1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
B1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	63
B3.1 - Etat des provisions constituées	Sans Objet
B3.2 - Etalement des provisions	Sans Objet
B4 - Etat des charges transférées	Sans Objet
B5 - Détail des chapitres d'opérations pour comptes de tiers	Sans Objet
B6 - Prêts	Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés	Sans Objet
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus	Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis	Sans Objet
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis	Sans Objet
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat	Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'affectation spéciale	Sans Objet
B7.8 - Autres engagements donnés	Sans Objet
B7.9 - Autres engagements reçus	Sans Objet
B8 - Subventions versées	Sans Objet
B9 - Etat du personnel	Sans Objet
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier	Sans Objet
B11.1 - Liste des organismes de regroupement	Sans Objet
B11.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
B11.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet

C - Annexes budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire	65
C1.2 - Equilibre budgétaire - Dépenses	67
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes	Sans Objet

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
D2.1 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 1 : Budget	Sans Objet
D2.2 - Services ferroviaires régionaux des voyageurs - Volet 2 : Compte d'exploitation	Sans Objet
D3 - Décisions en matière de taux	Sans Objet
D4.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement	Sans Objet
D4.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement	Sans Objet
D5.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2)	Sans Objet
D5.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2)	Sans Objet

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures	Sans Objet

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) A utiliser également par les collectivités de moins de 3500 habitants qui mobiliseraient des AP-AE régies par l'article L.5217-10-7 du CGCT après avoir adopté un règlement budgétaire et financier conformément à l'article L. 5217-10-9. Si la collectivité opte pour ce régime, la collectivité ne renseigne pas les annexes C2.1 et C2.2 de la partie IV « Annexes ». Les projets de dotations d'AP-AE inscrits sur les annexes B1 et B2 de la partie II apparaissent alors dans les états de la partie III « Vote du budget », sinon les montants dans les champs AP-AE sont par convention de 0.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	

	Informations financières – ratios	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	
3	Dépenses d'équipement brut / population	
4	Encours de dette / population (2) (3)	
5	DGF / population	
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement (4)	
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	
8	Dépenses d'équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	
9	Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement (2) (3) (4)	
10	Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement (2) (4)	

328

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 1er janvier N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante vote le présent budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 1612-28 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :
- Fonctionnement : 7,5%
- Investissement : 7,5%

329

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

VI – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).

VII – Le présent budget a été voté avec reprise des résultats de l'exercice N-1 avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans ».

(3) Au maximum dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du …

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative avec retranscription des virements de crédits, s'il y a lieu.

I – INFORMATIONS GENERALES — I

EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RESULTATS — C1

	RESULTAT DE L'EXERCICE N-1				
	Dépenses	Recettes	Solde d'exécution ou résultat reporté		Résultat ou solde (A) (1)
TOTAL DU BUDGET	226 582 516,71	236 402 251,98	-6 682 253,37	A1	3 137 481,90
Investissement	22 155 022,35	26 284 504,35	(2) -6 682 253,37	A2	-2 552 771,37
Fonctionnement	204 427 494,36	210 117 747,63	(3) 0,00	A3	5 690 253,27

	RESTES A REALISER N-1				
	Dépenses		Recettes		Solde (B)
TOTAL des RAR	I + II	27 621,00	III + IV	0,00	B1 -27 621,00
Investissement	I	27 621,00	III	0,00	B2 -27 621,00
Fonctionnement	II	0,00	IV	0,00	B3 0,00

330

		RESULTAT CUMULE = (A) + (B) (4)
TOTAL	**A1 + B1**	3 109 860,90
Investissement	**A2 + B2**	-2 580 392,37
Fonctionnement	**A3 + B3**	5 690 253,27

(1) Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(2) Solde d'exécution de N-2 reporté sur la ligne budgétaire 001 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si dépenses > recettes, et + si recettes > dépenses.

(3) Résultat de fonctionnement reporté sur la ligne budgétaire 002 de l'exercice N-1. Indiquer le signe – si déficitaire, et + si excédentaire.

(4) Indiquer le signe – si déficit et + si excédent.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR DEPENSES	C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I)	27 621,00
018	RSA		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		27 621,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II)	0,00
011	Charges à caractère général (4)		0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)		0,00
014	Atténuations de produits		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
65	Autres charges de gestion courante (4)		0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00
66	Charges financières		0,00
67	Charges spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
EXECUTION DU BUDGET DE L'EXERCICE PRECEDENT – RAR RECETTES	C3

DETAIL DES RESTES A REALISER N-1 EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre	
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(III)	0,00
018	RSA		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)		0,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5)		0,00
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers		0,00
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(IV)	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
731	Fiscalité locale		0,00
74	Dotations et participations (4)		0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)		0,00
013	Atténuations de charges (4)		0,00
016	APA		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits spécifiques (4)		0,00

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET

VUE D'ENSEMBLE

II

A

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068) (1)	1 000 000,00	1 000 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	Total de la section d'investissement (3)	1 000 000,00	1 000 000,00

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget (1)	-2 500 000,00	-2 500 000,00
	+	+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1) (2)	0,00	0,00
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) 0,00	(si excédent) 0,00
	=	=	=
	Total de la section de fonctionnement (4)	-2 500 000,00	-2 500 000,00

TOTAL DU BUDGET (5)	-1 500 000,00	-1 500 000,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées.

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent : en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortissent de la comptabilité des engagements ; et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.

(3) Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

(4) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

(5) Total du budget = total de la section de fonctionnement + total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

PRESENTATION DES AP VOTEES — B1

AUTORISATION DE PROGRAMME (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
AP0197	Autorité Organisatrice des transports	20, 204, 21, 23	6 405 292,34
AP0327	Développement du vélo dans l'agglomération 2021-2026	20, 204, 21, 23	8 632 517,60
AP0328	Multimodalité 2021-2026	20, 204	654 600,00
AP0329	Zone à Faible Emission	20, 204	93 000,00
TOTAL			**15 785 409,94**

« AP de dépenses imprévues » (2)	020	0,00

TOTAL GENERAL	**15 785 409,94**

(1) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également des AP modifiant un stock d'AP existant.

(2) L'assemblée peut voter des AP de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AP sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

335

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
PRESENTATION DES AE VOTEES	B2

AUTORISATION D'ENGAGEMENT (1)		Chapitre(s)	Montant
Numéro	Libellé		
TOTAL			0,00

« AE de dépenses imprévues » (2)	022	0,00

TOTAL GENERAL	0,00

(1) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance. Cela concerne des AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également des AE modifiant un stock d'AE existant.

(2) L'assemblée peut voter des AE de « dépenses imprévues ». Leur montant est limité à 2 % des dépenses réelles de la section correspondante. En fin d'exercice, ces AE sont automatiquement annulées si elles n'ont pas été engagées.

336

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT — C1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (y compris opérations) (4)	1 481 739,21	0,00	-100 000,00	-100 000,00	1 381 739,21
204	Subventions d'équipement versées (y compris opérations) (4) (9)	5 188 719,54	0,00	0,00	0,00	5 188 719,54
21	Immobilisations corporelles (y compris opérations) (4)	1 550 805,23	0,00	-186 112,00	-186 112,00	1 364 693,23
22	Immobilisations reçues en affectation (y compris opérations) (4) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (y compris opérations) (4)	10 011 447,75	0,00	-50 000,00	-50 000,00	9 961 447,75
Total des dépenses d'équipement		**18 232 711,73**	**0,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**17 896 599,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	400 000,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
Total des dépenses financières		**400 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**400 200,00**
45…	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (7)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
Total des dépenses réelles d'investissement		**18 882 911,73**	**0,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**18 546 799,73**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (8)*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 700 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*1 044 709,27*		*1 336 112,00*	*1 336 112,00*	*2 380 821,27*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***2 744 709,27***		***1 336 112,00***	***1 336 112,00***	***4 080 821,27***
TOTAL		**21 627 621,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**22 627 621,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 627 621,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(5) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(6) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(8) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER DU BUDGET – SECTION D'INVESTISSEMENT	C1

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (sauf 138) (4)	5 878 393,62	0,00	0,00	0,00	5 878 393,62
16	Emprunts et dettes assimilées (5)	5 526 897,11	0,00	-336 112,00	-336 112,00	5 190 785,11
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (4) (13)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4) (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 405 290,73**	**0,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**11 069 178,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	200 000,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf. (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie) (8)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**200 000,00**
45…	Chapitres d'opérations pour le compte de tiers (9)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
Total des recettes réelles d'investissement		**11 855 290,73**	**0,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**11 519 178,73**

021	*Virement de la section de fonctionnement (10)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (10) (11)*	*8 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*8 700 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 044 709,27*		*1 336 112,00*	*1 336 112,00*	*2 380 821,27*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***9 744 709,27***		***1 336 112,00***	***1 336 112,00***	***11 080 821,27***

TOTAL	**21 600 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**22 600 000,00**
					+
				R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**
					=
				TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**22 600 000,00**

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (12)	**7 000 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(5) Sauf 165, 166 et 16449.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) A servir uniquement lorsque la collectivité effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée.

(9) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(10) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041.

(11) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(12) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

(13) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
011	Charges à caractère général (4)	3 220 445,00	0,00	-230 000,00	-230 000,00	2 990 445,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
014	Atténuations de produits	220 000,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	204 414 555,00	0,00	-2 270 000,00	-2 270 000,00	202 144 555,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**210 455 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**207 955 000,00**
66	Charges financières	45 000,00	0,00	0,00	0,00	45 000,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**210 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**208 000 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*8 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*8 700 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***8 700 000,00***		***0,00***	***0,00***	***8 700 000,00***

TOTAL	219 200 000,00	0,00	-2 500 000,00	-2 500 000,00	216 700 000,00
					+
D 002 RESULTAT REPORTE					0,00
					=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES					216 700 000,00

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
EQUILIBRE FINANCIER – SECTION DE FONCTIONNEMENT	C2

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1) I	Restes à réaliser N-1 (2) II	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée (3) III	TOTAL IV = I + II + III
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	2 265 000,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	139 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	138 100 000,00
74	Dotations et participations (4)	2 559 708,00	0,00	-2 770,00	-2 770,00	2 556 938,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	54 522 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00	53 022 000,00
Total des recettes de gestion courante		**198 446 708,00**	**0,00**	**-2 502 770,00**	**-2 502 770,00**	**195 943 938,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	4 953 292,00	0,00	2 770,00	2 770,00	4 956 062,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	14 100 000,00		0,00	0,00	14 100 000,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**217 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**215 000 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6)*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*1 700 000,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***1 700 000,00***		***0,00***	***0,00***	***1 700 000,00***
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**216 700 000,00**
					+	
					R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
					=	
					TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**216 700 000,00**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (7)	**7 000 000,00**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la collectivité.

(1) Voir état I-B pour la comparaison par rapport au budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DF 043 = RF 043.*

(6) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(7) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 – RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 – DI 040.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE – DEPENSES | D1

DEPENSES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		0,00	*0,00*	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(7)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3) (5)		-100 000,00	*0,00*	-100 000,00
204	Subventions d'équipement versées (3) (5) (10)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3) (5)		-186 112,00	*0,00*	-186 112,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3) (5)	(8)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (3) (sauf 2324) (5)		-50 000,00	*1 336 112,00*	*1 286 112,00*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
198	*Neutralisation des amortissements*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement – Total		**-336 112,00**	***1 336 112,00***	**1 000 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 000 000,00**

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général (9)	-230 000,00		-230 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (9)	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (9)	-2 270 000,00	*0,00*	-2 270 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges spécifiques (9)	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions (9)	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**-2 500 000,00**	***0,00***	**-2 500 000,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-2 500 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Hors chapitres opérations.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(8) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(9) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II

BALANCE GENERALE – RECETTES | D2

RECETTES D'INVESTISSEMENT (y compris RAR)

	INVESTISSEMENT		Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)		0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement (reçues) (3)		0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*			*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)		-336 112,00	*0,00*	-336 112,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	(6)	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf le 204) (3)		0,00	*1 321 082,18*	1 321 082,18
204	Subventions d'équipement versées (3) (9)		0,00	*0,00*	*0,00*
21	Immobilisations corporelles (3)		0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (3)	(7)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)		0,00	*15 029,82*	*15 029,82*
018	RSA		0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées		0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières (3)		0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*			*0,00*	0,00
29	*Dépréciations des immobilisations (4)*			*0,00*	0,00
39	*Dépréciation des stocks et en-cours (4)*			*0,00*	0,00
3…	*Stocks et en-cours*			*0,00*	0,00
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)		0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			*0,00*	0,00
49	*Dépréciation des comptes de tiers (4)*			*0,00*	0,00
59	*Dépréciation des comptes financiers (4)*			*0,00*	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*			*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00		0,00
	Recettes d'investissement – Total		**-336 112,00**	***1 336 112,00***	**1 000 000,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE	**0,00**

+

R 1068 AFFECTATION DU RESULTAT	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 000 000,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT (y compris RAR)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges (8)	0,00		0,00
016	APA	0,00		0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks*		*0,00*	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	-1 000 000,00		-1 000 000,00
74	Dotations et participations (8)	-2 770,00		-2 770,00
75	Autres produits de gestion courante (8)	-1 500 000,00	0,00	-1 500 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits spécifiques (8)	2 770,00	*0,00*	2 770,00
78	Reprise sur amortissements et provisions (8)	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00

FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
Recettes de fonctionnement – Total	**-2 500 000,00**	***0,00***	**-2 500 000,00**
			+
		R 002 RESULTAT REPORTE	**0,00**
			=
		TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**-2 500 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir la liste des opérations d'ordre de l'instruction budgétaire et comptable M. 57.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Ces chapitres ne sont à renseigner que si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail en IV-B5).

(6) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait une dotation initiale au profit d'un service public doté de la seule autonomie financière.

(7) A utiliser uniquement dans le cas où la collectivité effectuerait des dépenses sur des biens affectés.

(8) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(9) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES – AP NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — A

DEPENSES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 627 621,00**	**0,00**	**15 785 409,94**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**-336 112,00**	**1 336 112,00**	**1 000 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 481 739,21	0,00	1 464 118,21	-100 000,00	-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	5 188 719,54	0,00	4 883 038,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 550 805,23	0,00	1 240 805,23	-186 112,00	-186 112,00	-186 112,00	0,00	-186 112,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 011 447,75	0,00	8 197 447,75	-50 000,00	-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00
	Total des opérations d'équipement (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**18 232 711,73**	**0,00**	**15 785 409,94**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**0,00**	**-336 112,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	400 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**400 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (5)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**18 882 911,73**	**0,00**	**15 785 409,94**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**0,00**	**-336 112,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (6) (7)*	*1 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*1 044 709,27*			*1 336 112,00*	*1 336 112,00*		*1 336 112,00*	*1 336 112,00*
Total des dépenses d'ordre		**2 744 709,27**			**1 336 112,00**	**1 336 112,00**		**1 336 112,00**	**1 336 112,00**

D001 Solde d'exécution négatif reporté (9)	**0,00**

Chapitre	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AP	Pour information, dépenses gérées hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
						Total des dépenses d'investissement cumulées		1 000 000,00

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(4) Voir l'état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(5) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 040 = RF 042*).

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(9) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	A

RECETTES

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 600 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 878 393,62	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 16449, 165, 166 et 1688 non budgétaire)	5 526 897,11	0,00	-336 112,00	-336 112,00	-336 112,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 405 290,73**	**0,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Chapitre		Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**11 855 290,73**	**0,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*8 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*1 044 709,27*		*1 336 112,00*	*1 336 112,00*	*1 336 112,00*
Total des recettes d'ordre		***9 744 709,27***		***1 336 112,00***	***1 336 112,00***	***1 336 112,00***

R001 Solde d'exécution positif reporté (8)	**0,00**
Affectation au compte 1068 (9)	**0,00**
Total des recettes d'investissement cumulées	**1 000 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(8) Le solde d'exécution reporté est le résultat constaté de l'exercice précédent qui fait l'objet d'un report et non d'un vote de l'assemblée délibérante.

(9) Le montant inscrit doit être conforme à la délibération d'affectation du résultat. Ce montant ne fait donc pas l'objet d'un nouveau vote.

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE — A1

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 627 621,00**	**0,00**	**15 785 409,94**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**-336 112,00**	**1 336 112,00**	**1 000 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 481 739,21	0,00	1 464 118,21	-100 000,00	-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00
2031	Frais d'études	1 481 739,21	0,00		-100 000,00	-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00
204	Subventions d'équipement versées (10)	5 188 719,54	0,00	4 883 038,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204121	Subv.Régions : Bien mobilier, matériel	54 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bât. et installations	430 597,80	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	4 703 521,74	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 550 805,23	0,00	1 240 805,23	-186 112,00	-186 112,00	-186 112,00	0,00	-186 112,00
2151	Réseaux de voirie	789 693,23	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2152	Installations de voirie	665 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2181	Install. générales, agencements	96 112,00	0,00		-186 112,00	-186 112,00	-186 112,00	0,00	-186 112,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	10 011 447,75	0,00	8 197 447,75	-50 000,00	-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	6 140 273,62	0,00		-50 000,00	-50 000,00	-50 000,00	0,00	-50 000,00
2315	Install., matériel et outill. technique	2 221 174,13	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	1 650 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**18 232 711,73**	**0,00**	**15 785 409,94**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**0,00**	**-336 112,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AP lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf le 1688 non budgétaire)	400 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	400 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	200,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AP)			0,00					
Total des dépenses financières		**400 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45…	Opérations pour compte de tiers (6)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4541130	Mandat vélo	250 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles		**18 882 911,73**	**0,00**	**15 785 409,94**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**0,00**	**-336 112,00**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7)*	*1 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Reprise sur autofinancement antérieur	*1 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13911	*Subv. transf. Etat et établ. nationaux*	*1 300 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13912	*Subv. transf. Régions*	*100 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13913	*Subv. transf. Départements*	*220 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement transf.*	*80 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (8)	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*1 044 709,27*			*1 336 112,00*	*1 336 112,00*		*1 336 112,00*	*1 336 112,00*
2312	*Agencements et aménagements de terrains*	*0,00*			*1 321 082,18*	*1 321 082,18*		*1 321 082,18*	*1 321 082,18*
2315	*Install., matériel et outill. technique*	*1 044 709,27*			*15 029,82*	*15 029,82*		*15 029,82*	*15 029,82*
Total des dépenses d'ordre		**2 744 709,27**			**1 336 112,00**	**1 336 112,00**		**1 336 112,00**	**1 336 112,00**

351

(1) Détailler les articles conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AP nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AP relatives à de nouvelles programmations pluriannuelles mais également les AP modifiant un stock d'AP existant.

(5) Voir état III-A2.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Il y a autant de ligne que d'opération pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 040 = RF 042).

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(9) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (DI 041 = RI 041).

(10) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.1

Vue d'ensemble des chapitres des opérations d'équipement

N° Opération	Libellé de l'opération	N° AP (1)	Pour mémoire réalisations cumulées au 01/01/N	RAR N-1	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AP	Pour information Crédits gérés hors AP
TOTAL			0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Colonne à renseigner uniquement lorsque l'opération d'équipement est afférente à une AP.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.2

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES OPERATIONS D'EQUIPEMENT	A2.3

Cet état ne contient pas d'information.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — A3

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**21 600 000,00**	**0,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**	**1 000 000,00**
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	5 878 393,62	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. nationaux	3 410 063,01	0,00	0,00	0,00	0,00
1312	Subv. transf. Régions	27 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	2 440 830,61	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 1688 non budgétaire) (4)	5 526 897,11	0,00	-336 112,00	-336 112,00	-336 112,00
1641	Emprunts en euros	5 526 897,11	0,00	-336 112,00	-336 112,00	-336 112,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (5) (11)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**11 405 290,73**	**0,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	FCTVA	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (16449, 165 et 166)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (6)	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**11 855 290,73**	**0,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**	**-336 112,00**
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*8 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804121	*Subv.Régions : Bien mobilier, matériel*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)		Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée	TOTAL (RAR N-1 + Vote)
			I		II	III = I + II
2804132	*Subv. Dpt : Bâtiments, installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28041482	*Subv.Autres cnes:Bâtiments,installations*	*100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bât. et installations*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*6 100 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*2 300 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*50 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*1 044 709,27*		*1 336 112,00*	*1 336 112,00*	*1 336 112,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*		*1 321 082,18*	*1 321 082,18*	*1 321 082,18*
238	*Avances commandes immo corporelles*	*1 044 709,27*		*15 029,82*	*15 029,82*	*15 029,82*
Total des recettes d'ordre		***9 744 709,27***		***1 336 112,00***	***1 336 112,00***	***1 336 112,00***

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Sauf 165, 166 et 16449.

(5) Exceptionnellement, les comptes 20, 204, 21, 22 et 23 sont en recettes réelles en cas de réduction ou d'annulation de mandats donnant lieu à reversement.

(6) Voir l'annexe IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RI 040 = DF 042*).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*DI 041 = RI 041*).

(11) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – DEPENSES– AE NOUVELLES ET CREDITS DE L'EXERCICE — B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (3)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information, dépenses gérées dans le cadre d'une AE	Pour information, dépenses gérées hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
011	Charges à caractère général (4)	3 220 445,00	0,00	0,00	-230 000,00	-230 000,00	0,00	-230 000,00	-230 000,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (4)	2 600 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	220 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586) (4)	204 414 555,00	0,00	0,00	-2 270 000,00	-2 270 000,00	0,00	-2 270 000,00	-2 270 000,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**210 455 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
66	Charges financières	45 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (4)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (4)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des dépenses financières		**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**210 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5)*	*8 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**8 700 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

D002 Résultat reporté	**0,00**

Total des dépenses de fonctionnement cumulées	**-2 500 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE – RECETTES	B

Chap.	Libellé	Budget de l'exercice (1)	RAR N-1 (2) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
013	Atténuations de charges (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	139 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
74	Dotations et participations (3)	2 559 708,00	0,00	-2 770,00	-2 770,00	-2 770,00
75	Autres produits de gestion courante (3)	54 522 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00
Total des recettes de gestion des services		**198 446 708,00**	**0,00**	**-2 502 770,00**	**-2 502 770,00**	**-2 502 770,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (3)	4 953 292,00	0,00	2 770,00	2 770,00	2 770,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (3)	14 100 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**19 053 292,00**	**0,00**	**2 770,00**	**2 770,00**	**2 770,00**
Total des recettes réelles		**217 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (7)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre		**1 700 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

R002 Résultat reporté	**0,00**

Total des recettes de fonctionnement cumulées	**-2 500 000,00**

(1) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(3) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040*).

(5) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES – DETAIL PAR ARTICLE	B1

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
011	Charges à caractère général (5)	3 220 445,00	0,00	0,00	-230 000,00	-230 000,00	0,00	-230 000,00	-230 000,00
60623	Alimentation	3 300,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	5 935,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	100,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	582 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	69 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61358	Autres	139 510,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	1 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	3 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	1 600,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	700 000,00	0,00		-100 000,00	-100 000,00	0,00	-100 000,00	-100 000,00
6182	Documentation générale et technique	500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62268	Autres honoraires, conseils	430 000,00	0,00		-130 000,00	-130 000,00	0,00	-130 000,00	-130 000,00
6228	Divers	50 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6234	Réceptions	10 500,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	100 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6238	Divers	20 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	4 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	10 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	950 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	30 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	90 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (5) (6)	2 600 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
6211	Personnel affecté par CL de rattachement	2 600 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
014	Atténuations de produits	220 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
739156	Revers. sur taxe versement mobilité	220 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf le 6586) (5)	204 414 555,00	0,00	0,00	-2 270 000,00	-2 270 000,00	0,00	-2 270 000,00	-2 270 000,00
65188	Autres	400 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65732	Subv. fonct. régions	11 861 555,00	0,00		-132 900,00	-132 900,00	0,00	-132 900,00	-132 900,00
657382	Subv. fonct. organismes publics divers	80 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65742	Subv. de fonctionnement aux entreprises	350 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65748	Subv.fonct.autres personnes droit privé	190 973 000,00	0,00		-2 150 000,00	-2 150 000,00	0,00	-2 150 000,00	-2 150 000,00
6585	Intérêts moratoires	0,00	0,00		12 900,00	12 900,00	0,00	12 900,00	12 900,00
65888	Autres	750 000,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**210 455 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
66	Charges financières	45 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	45 000,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
67	Charges spécifiques (5)	0,00	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires) (5)	0,00			0,00	0,00		0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (dans le cadre d'une AE)			0,00					
Total des charges financières et spécifiques		**45 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**210 500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
042	*Opérations ordre transf. entre sections (7) (8) (9)*	*8 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
6811	*Dot. amort. immos incorporelles*	*8 700 000,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*

Chap. / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Vote de l'assemblée sur les AE lors de la séance budgétaire (4)	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Pour information Crédits gérés dans le cadre d'une AE	Pour information Crédits gérés hors AE	TOTAL (RAR N-1 + Vote) III = I + II
043	*Opérations ordre intérieur de la section (8) (10)*	*0,00*			*0,00*	*0,00*		*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre		**8 700 000,00**			**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (11)

Montant des ICNE de l'exercice	45 000,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	45 000,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Il s'agit des AE nouvelles qui sont votées lors de la séance d'adoption du budget. Cela concerne les AE relatives à de nouveaux engagements pluriannuels mais également les AE modifiant un stock d'AE existant.

(5) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(6) Les dépenses de frais de personnel sont exclues des autorisations d'engagement.

(7) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Cf. définitions des chapitres des opérations d'ordre (*DF 042 = RI 040) (DF 043 = RF 043).*

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent.

(11) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES – DETAIL PAR ARTICLE — B2

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
TOTAL		**219 200 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
013	Atténuations de charges (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70384	Forfait de post-stationnement	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	139 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
73156	Versement mobilité	139 100 000,00	0,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00	-1 000 000,00
74	Dotations et participations (4)	2 559 708,00	0,00	-2 770,00	-2 770,00	-2 770,00
74611	DGD des communes et EPCI	1 913 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7472	Participation régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74778	Autres fonds européens	24 500,00	0,00	-2 770,00	-2 770,00	-2 770,00
748381	Compens.relèv. seuil pers.vers.mobilité	622 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante (4)	54 522 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00
75813	Redev. fermiers et concessionnaires	22 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75822	Prise en charge déficit budget annexe	54 500 000,00	0,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00	-1 500 000,00
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**198 446 708,00**	**0,00**	**-2 502 770,00**	**-2 502 770,00**	**-2 502 770,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques (4)	4 953 292,00	0,00	2 770,00	2 770,00	2 770,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	4 953 292,00	0,00	2 770,00	2 770,00	2 770,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires) (4)	14 100 000,00		0,00	0,00	0,00
7815	Rep. prov. charges fonctionnt courant	14 100 000,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles		**217 500 000,00**	**0,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**	**-2 500 000,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (5) (6) (7)*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
777	*Rec... subv inv transférées cpte résult*	*1 700 000,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section (5) (8)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*

364

Chap / art. (1)	Libellé	Budget de l'exercice (2)	RAR N-1 (3) I	Propositions nouvelles	Vote de l'assemblée II	Total (RAR N-1 + Vote) III = I + II
Total des recettes d'ordre		**1 700 000,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**

Détail du calcul de la taxe départementale de publicité foncière pour les collectivités dites « surfiscalisées » (compte 73121) (9)

Montant brut	0,00
Compensation	0,00
Montant net	0,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (10)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les articles utilisés conformément au plan de comptes.

(2) Voir état I-B pour le contenu du budget de l'exercice.

(3) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée lors du vote du budget primitif.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre (*RF 042 = DI 040) (RF 043 = DF 043)*.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(8) Ce chapitre est destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(9) Destiné à retracer le prélèvement de la part non départementale de la taxe.

(10) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**400 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**200 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	200 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 146 599,73**		**18 546 799,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		400 000,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	1 381 739,21		1 381 739,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	5 188 719,54		5 188 719,54
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 364 693,23		1 364 693,23
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	9 961 447,75		9 961 447,75
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		200,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	250 000,00		250 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 319 178,73**		**11 519 178,73**
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		200 000,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	5 878 393,62		5 878 393,62
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	5 190 785,11		5 190 785,11
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	250 000,00		250 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**400 200,00**
164	Emprunts auprès des éts financiers	400 000,00
275	Dépôts et cautionnements versés	200,00
RECETTES		**200 000,00**
102	Dotations et fonds d'investissement	200 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.		035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports		
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

371

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.900

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION D'INVESTISSEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A1.908

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**765 221,00**	**14 991 105,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	547 621,00	834 118,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	117 600,00	5 071 119,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	1 454 693,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	-90 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	100 000,00	5 821 174,13	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	1 650 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**3 410 063,01**	**7 909 115,72**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	3 410 063,01	27 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	2 440 830,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	5 190 785,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	250 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 390 273,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	2 390 273,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 146 599,73**
203	Frais d'études, recherche, développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 381 739,21
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 188 719,54
215	Installat°, matériel, outillage techniq.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 454 693,23
218	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-90 000,00
231	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 311 447,75
238	Avances commandes immo corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 650 000,00
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 319 178,73**
131	Subv inv rattachées aux actifs amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 437 563,01
132	Subv inv rattachées aux actifs non amort	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 440 830,61
164	Emprunts auprès des éts financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 190 785,11
454	Travaux effectués d'office	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES — IV

A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE — A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**67 900,00**	**3 555 935,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	Charges à caractère général	10 000,00	955 935,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	12 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	45 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**2 770,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	0,00	2 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)	A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 376 165,00**		**208 000 000,00**
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	2 024 510,00		2 990 445,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		2 600 000,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00		220 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	202 131 655,00		202 144 555,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		45 000,00
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 997 230,00**		**215 000 000,00**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	2 265 000,00		2 265 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	138 100 000,00		138 100 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 556 938,00		2 556 938,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	53 022 000,00		53 022 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
77	Produits spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	4 953 292,00		4 956 062,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	14 100 000,00		14 100 000,00

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.01

01 – OPERATIONS NON VENTILABLES

Article / compte nature (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables
DEPENSES		**67 900,00**
627	Services bancaires et assimilés	10 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	12 900,00
661	Charges d'intérêts	45 000,00
RECETTES		**0,00**

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.930

FONCTION 0 – Services généraux

Article / compte nature (1)	Libellé	02 Administration générale				
		020 Admin. générale de la collectivité	021 Personnel non ventilé	025 Cimetières et pompes funèbres	026 Administration générale de l'Etat	028 Autres moyens généraux
DEPENSES		**3 555 935,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	5 935,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	2 600 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**2 770,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	2 770,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

380

FONCTION 0 – Services généraux (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé		03 Conseils						
		031 Assemblée délibérante	032 Conseil éco.,social région./Conseil dév.	033 Conseil cult., éduc., env.	034 Conseil éco.,soc.,environ.,culture,éduc.			035 Conseil de territoire	038 Autres instances
					0341 Section éco., sociale et environnem.	0342 Section culture, éducation et sports	0345		
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

381

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 0 – Services généraux (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé	04 Coop.décent.,act° interrég.,eur.,intern.						TOTAL DU CHAPITRE
		041 Action relevant de la subvention globale	042 Actions interrégionales	043 Actions européennes	044 Aide publique au développement	045 Actions internationales	048 Autres actions	
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 555 935,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 935,00
621	Personnel extérieur au service	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 600 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	950 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 770,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 770,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
A – PRESENTATION CROISEE – SECTION DE FONCTIONNEMENT – PRESENTATION DETAILLEE	A2.938

FONCTION 8 – Transports

Article / compte nature (1)	Libellé	80 Services communs	81 Transports scolaires	82 Transports publics de voyageurs						
				820 Services communs	821 Transport sur route	822 Transport ferroviaire	823 Transport fluvial	824 Transport maritime	825 Transport aérien	828 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**5 154 000,00**	**199 222 165,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	2 000,00	1 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	582 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	147 000,00	61 510,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	3 000,00	1 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	500 000,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	20 000,00	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	350 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	51 000,00	79 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	90 000,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	400 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	3 358 000,00	197 623 655,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	750 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**2 307 000,00**	**212 690 230,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	2 265 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	138 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	1 913 208,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	20 000,00	1 730,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	622 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	22 000,00	53 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	4 953 292,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	14 100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 1)

Article / compte nature (1)	Libellé	83 Transports de marchandises						
		830 Services communs	831 Fret routier	832 Fret ferroviaire	833 Fret fluvial	834 Fret maritime	835 Fret aérien	838 Autres transports
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 2)

Article / compte nature (1)	Libellé		84 Voirie							
		841 Voirie nationale	842 Voirie régionale	843 Voirie départementale	844 Voirie métropolitaine	845 Voirie communale	846 Viabilité hivernale et aléas climatiques	847 Equipements de voirie	848 Parkings	849 Sécurité routière
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

FONCTION 8 – Transports (suite 3)

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
DEPENSES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**204 376 165,00**
606	Achats non stockés de matières et fourni	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 400,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	582 000,00
613	Locations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	208 510,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615	Entretien et réparations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 600,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600 000,00
618	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 500,00
622	Rémunérations intermédiaires, honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
623	Pub., publications, relations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	130 500,00
625	Déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
628	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 000,00
651	Charges interv. cpt propre - Aides pers.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	400 000,00
657	Charges intervent° cpt prop. - Subvent°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	200 981 655,00
658	Charges diverses de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	750 000,00
739	Reverst. et restit. sur impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**214 997 230,00**
703	Redevances utilisation du domaine	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 265 000,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	138 100 000,00
746	Dotation générale de décentralisation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 913 208,00
747	Participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 730,00
748	Autres attributions et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	622 000,00

Article / compte nature (1)	Libellé	85 Infrastructures					86 Liaisons multimodales	87 Circulations douces	89 Sécurité	TOTAL DU CHAPITRE
		851 Gares, autres infrastructures routières	852 Gares et autres infrastructures ferrov.	853 Haltes, autres infrastructures fluviales	854 Ports, autres infrastructures portuaires	855 Aéroports et autres infrastructures				
758	Produits divers de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	53 022 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 953 292,00
781	Rep. amort. et prov. produits fonct. cou	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 100 000,00

(1) Détailler les comptes à trois chiffres.

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES PATRIMONIALES – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1524,49 €		
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	Etudes non suivies de réalisation travaux	5	08/01/1996
L	Logiciels bureautiques	5	08/11/1996
L	Autres applicatifs informatiques	5	08/11/1996
L	Voitures	5	08/11/1996
L	Camions et véhicules industriels	8	08/11/1996
L	Mobilier	10	08/11/1996
L	Matériel de bureau électrique ou électronique	5	08/11/1996
L	Matériel informatique	5	08/11/1996
L	Matériel classique	10	08/11/1996
L	Coffre-fort	20	08/11/1996
L	Installations et appareils de chauffage	10	08/11/1996
L	Appareils de levage-ascenseurs	20	08/11/1996
L	Appareils de laboratoire	5	08/11/1996
L	Equipements de garages et ateliers	10	08/11/1996
L	Equipements des cuisines	10	08/11/1996
L	Equipements sportifs	10	08/11/1996
L	Plantations	20	08/11/1996
L	Autres agencements et aménagements de terrains	20	08/11/1996
L	Bâtiments légers, abris	10	08/11/1996
L	Agencements et aménagements de bâtiments, installations électriques, téléphoniques et agen. divers	10	08/11/1996
L	Etudes / Participations	10	05/11/1999
L	Subv. d'équipement < à 10.000? (aux organismes de droit public et privé)	1	20/04/2012
L	Immeubles de rapport	50	26/06/2015
L	Bâtiments publics	50	18/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bien mobilier, matériel et études	5	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Bâtiment et installations	30	29/12/2015
L	Subv. d'équipement > à 10.000? - Projets d'infrastructures d'intérêt national	40	29/12/2015
L	Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Subvention d?équipement - Mise aux normes et mise en sécurité des bâtiments industriels	5	18/12/2019
L	Dépenses ultérieurs immobilisées des biens historiques et culturels	20	01/01/2021

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
L	Bornes de recharges électriques	10	25/03/2022
L	2 roues électriques (vélos, biporteurs, trottinette)	5	16/12/2022
L	installations et panneaux photovoltaiques	20	16/12/2022
L	Agencement et aménagement de matériel et outillage	20	28/06/2023
L	Conteneur, bac, bac poubelle, bac à ordures, bac à composts et à biodéchets, benne	10	28/06/2023

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE	C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS

Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**-27 621,00**	**0,00**	**0,00**	**-27 621,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-27 621,00**	**0,00**	**0,00**	**-27 621,00**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1 (1)

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Affectation au 1068 (C)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-27 621,00**	**0,00**	**0,00**	**-27 621,00**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-27 621,00**	**0,00**	**0,00**	**-27 621,00**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Pour mémoire, budget précédent (BP+BS+DM)	Propositions nouvelles	Vote	Total (1)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(2)	**2 100 000,00**	**0,00**	**0,00**	**2 100 000,00**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(2)	**8 900 000,00**	**0,00**	**0,00**	**8 900 000,00**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde III = E - D) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte par les ressources de l'exercice, vérifier la couverture par les éventuelles ressources disponibles des exercices antérieurs (cf. solde II)	**6 800 000,00**	**0,00**	**0,00**	**6 800 000,00**

(1) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(2) Seuls les crédits de l'exercice sont pris en compte donc hors RAR. Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

IV – ANNEXES	IV
ANNEXES BUDGETAIRES EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES	C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**I 2 100 000,00**	**0,00**	**II 0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**400 000,00**	**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	400 000,00	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**1 700 000,00**	**0,00**	**0,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*1 700 000,00*	*0,00*	*0,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

Strasbourg.eu
eurométropole

2

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Suppression d'un poste de Vice-Présidente - Fixation du nombre de Vice-présidents - Actualisation du tableau des indemnités de fonction versées aux membres du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-1070

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a fixé, le 10 avril 2026, conformément à l'article L.5211-10 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), le nombre de vice-présidents à 18.

À la suite de l'élection de Madame Pernelle RICHARDOT au mandat de sénatrice, ses fonctions de vice-présidente sont devenues incompatibles avec l'exercice de son mandat parlementaire, en application des articles LO 141-1, LO 151 et LO 297 du Code électoral.

Madame Pernelle RICHARDOT ayant fait connaître son souhait de démissionner de ses fonctions de vice-présidente par courrier réceptionné par le Préfet le 20 octobre 2026, c'est à cette date qu'il y a lieu de constater la vacance du poste de 6ème vice-présidente à l'Eurométropole de Strasbourg.

Il appartient alors au Conseil de pourvoir au remplacement ou non de ce poste de vice-président ainsi vacant.

En l'absence de remplacement, le Conseil se prononce sur la suppression du poste. Les vice-présidents suivant le rang du poste supprimé monteront automatiquement au rang supérieur, sans modification de l'ordre.

Le montant des indemnités de fonction des membres du Conseil de l'Eurométropole, figurant sur le tableau joint à la délibération adoptée par le Conseil le 30 avril 2026, est ainsi actualisé en conséquence et figure en annexe à la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L5211-1, L5211-2, L5211-10, L5211-12, L5211-12-1, L5215-16, L5215-17, L5217-17, R5215-2-1
vu le Code électoral et notamment ses articles LO 141-1, LO 151 et LO 297,
vu les délibérations du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 10 avril 2026 fixant le nombre de vice-président à 18 et portant élection de ces derniers,
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 30 avril 2026 fixant les indemnités de fonction des membres du Conseil de l'Eurométropole
vu le courrier de démission de Madame Pernelle RICHARDOT de ses fonctions de vice-présidente
vu le courrier d'acceptation de démission du Préfet de la région Grand Est et du Bas-Rhin,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

constate

la vacance du poste de 6ème vice-présidente à l'Eurométropole de Strasbourg,

décide

- *la suppression du poste de vice-présidente ainsi vacant,*

- *la réduction à 17 du nombre de vice-présidents,*

- *de prendre acte des modifications ainsi portées à l'ordre du tableau des vice-présidents,*

- *l'actualisation (nombres de vice-présidents* et *Conseillers sans délégation) du tableau (annexé à la présente délibération) des indemnités de fonction versées aux membres du Conseil de l'Eurométropole – les autres éléments de la délibération adoptée le 30 avril 2026 demeurant inchangés.*

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-218361-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

INDEMNITÉS DE FONCTION VERSÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL EUROMETROPOLITAIN

Valeur indice brut terminal 1027 fonction publique à la date de la délibération : 4 110,524167 € depuis le 1er janvier 2024 ***Mise à jour : Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre***

Montants maximaux théoriques pouvant être versés aux élu·es selon le CGCT

	Taux de l'indemnité (en % de l'indice terminal de la fonction publique)	Montant en €	Nombre de bénéficiaires	Dépenses réelles
Président·e	145,00%	5 960,26 €	1	**5 960,26 €**
Vice-Président·es	72,50%	2 980,13 €	17	**50 662,21 €**
Conseiller·ères	28,00%	1 150,95 €	89	**102 434,55 €**
TOTAL			**107**	**159 057,02 €**

Répartition proposée des indemnités de fonction

	Taux de l'indemnité (en % de l'indice terminal de la fonction publique)	Total en €/pers	Majoration décidée par le Conseil en €	Majoration décidée par le Conseil (en % de l'indice terminal de la fonction publique)	Taux alloué après majoration (en % de l'indice terminal de la fonction publique)	Total en €/pers	Nombre de bénéficiaires	Dépenses mensuelles
Président·e	75,00%	3 082,89 €			75,00%	3 082,89 €	1	**3 082,89 €**
Vice-Président·es	67,00%	2 754,05 €			67,00%	2 754,05 €	17	**46 818,87 €**
Conseiller·ères délégué·es	28,00%	1 150,95 €	510,20 €	12,41%	40,41%	1 661,15 €	10	**16 611,50 €**
Conseiller·ères sans délégation	28,00%	1 150,95 €		0,00%	28,00%	1 150,95 €	79	**90 924,79 €**
TOTAL						**8 649,04 €**	**107**	**157 438,06 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

3

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Désignation de représentant·es de l'Eurométropole de Strasbourg au sein de divers organismes.

Numéro E-2026-1008

L’article L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit l’application aux établissements publics de coopération intercommunale des dispositions relatives au fonctionnement du conseil municipal, sous réserve des dispositions qui leur sont propres.

L’article L. 2121-33 du CGCT dispose que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes. »

En application de ces dispositions et des statuts propres à chaque organisme, le Conseil de l’Eurométropole de Strasbourg est appelé à désigner ses représentant·es au sein des organismes extérieurs concernés.

Commission d’appel d’offres (CAO) de la SPL Deux Rives :

Les statuts de la SPL Deux Rives prévoient que les commissions d’appel d’offres relatives aux marchés s’inscrivant dans le cadre d’un traité de concession intègrent parmi leurs membres un représentant du concédant.

Il est ainsi proposé de désigner un représentant pour les commissions d’appel d’offres de la SPL Deux Rives relatives aux marchés s’inscrivant dans le cadre d’un traité de concession.

Titulaire : M. Mourad OUALIT

Groupement des autorités responsables de transport (GART) :

Les représentants de la collectivité au sein du GART ont été désignés lors de la séance du 30 avril 2026.

Cependant, les statuts du GART ont récemment évolué et chaque autorité organisatrice de la mobilité est dorénavant représentée par un titulaire et un suppléant.

Il est ainsi proposé d'abroger les désignations adoptées le 30 avril 2026 et de désigner :

Titulaire : Mme Catherine TRAUTMANN
Suppléant : M. Thierry SOTHER

Remplacement de Madame Pernelle RICHARDOT au sein de divers organismes :

À la suite de l'élection de Madame Pernelle RICHARDOT au Sénat, il est proposé de procéder à son remplacement en qualité de représentante de l'Eurométropole de Strasbourg au sein des organismes suivants:

Office eurométropolitain de tourisme, des loisirs et des Congrès de Strasbourg (OTLC) :
Au conseil coopératif :
Titulaire : M. Mathieu CAHN

Université de Strasbourg :
Au conseil d'administration :
Suppléante : Mme Christelle STRURTZ- FROELICHER

Faculté de géographie et d'aménagement :
Titulaire :M. Abdelaziz CHOUKRI

Agence de l'attractivité de l'Alsace :
Au conseil d'administration : titulaire : M. Jean-Baptiste MATHIIEU
A l'assemblée générale : titulaire : M. Jean-Baptiste MATHIIEU

Agence de Développement d'Alsace (ADIRA) :
Au conseil d'administration : titulaire M. Jean-Baptiste MATHIIEU

Initiative Strasbourg :
Suppléant : M. Jean-Baptiste MATHIIEU

Quest for Change :
Au conseil d'administration :
Titulaire : M. Jean-Baptiste MATHIIEU

Il est ainsi proposé de désigner de nouveaux représentants pour la durée des fonctions restant à courir, conformément aux dispositions propres à chaque organisme.

Le Conseil

vu les articles L.1524-5, L.2121-21 et L.2121-33
du Code Général des collectivités territoriales
vu la Délibération du conseil de l'Eurométropole du 30 avril 2026 portant désignation
des représentants de l'Eurométropole
au sein de diverses commissions, sociétés et organismes
vu la Délibération du conseil de l'Eurométropole du 29 mai 2026 portant désignation
des représentants de l'Eurométropole au sein de divers organismes
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

pour représenter l'Eurométropole de Strasbourg au sein des organismes ci-dessous les conseiller·ères suivant·es :

Commission d'appel d'offres (CAO) de la SPL Deux Rives :
Titulaire : M. Mourad OUALIT

Groupement des autorités responsables de transport (GART) :
Titulaire : Mme Catherine TRAUTMANN
Suppléant : M. Thierry SOTHER

Office eurométropolitain de tourisme, des loisirs et des Congrès de Strasbourg (OTLC) :
Au conseil coopératif :
Titulaire : M. Mathieu CAHN

Université de Strasbourg :
Au conseil d'administration :
Suppléante : Mme Christelle STURTZ-FOELICHER

Faculté de géographie et d'aménagement :
Titulaire : M. Abdelaziz CHOUKRI

Agence de l'attractivité de l'Alsace :
Au conseil d'administration :
Titulaire : M. Jean-Baptiste MATHIEU
A l'assemblée générale :
Titulaire : M. Jean-Baptiste MATHIEU

Agence de Développement d'Alsace (ADIRA) :
Au conseil d'administration :
Titulaire : M. Jean-Baptiste MATHIEU

Initiative Strasbourg :
Suppléant : M. Jean-Baptiste MATHIEU

Quest for Change :
Au conseil d'administration :

Titulaire : M. Jean-Baptiste MATHIEU

approuve

les nouvelles désignations au sein des organismes précités, conformément aux dispositions qui leur sont applicables,

décide

- *d'abroger les désignations des représentants de l'Eurométropole de Strasbourg au sein du GART effectuées lors de la séance du 30 avril 2026 et de les remplacer par les nouvelles désignations,*

- *de procéder au remplacement de Madame Pernelle RICHARDOT au sein des sept organismes précités, pour la durée des fonctions restant à courir,*

autorise

la Présidente son représentant ou sa représentante, à accomplir toutes les formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-218574-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Désignation des membres de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment de bureaux et restaurant d'entreprise sur le site technique de la Ville et l'Eurométropole, rue de la Fédération.

Numéro E-2026-738

Par délibération du 27 juin 2025, le Conseil a autorisé le lancement des études relatives à la construction d'un bâtiment bureau et restaurant d'entreprise sur le site de la fédération. Ce projet poursuit le schéma directeur engagé sur le site.

La présente délibération a pour objet, dans le cadre des études à mener, de désigner la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment de bureaux et restaurant d'entreprise sur le site technique de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, rue de la fédération.

Il convient de procéder à une désignation des membres élus composant le jury de concours et de compléter en ce sens la délibération du 27 juin 2025 précitée.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

conformément aux dispositions du Code de la commande publique et du Code Général des Collectivités Territoriales, les membres élu·es de la commission d'appel d'offres composant le jury de concours de maîtrise d'œuvre pour la construction d'un bâtiment de bureaux et restaurant d'entreprise sur le site technique de la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg, rue de la fédération :

5 Titulaires :

- *Monsieur Jean-Paul PREVE,*

- *Monsieur Julien BORNERT,*
- *Monsieur Mathieu CAHN,*
- *Madame Sandra DIETSCH,*
- *Monsieur Robert VANHERSEEKE.*

5 Suppléant (e)s :

- *Monsieur Wilfried DE VREESE,*
- *Monsieur Jean-Michel SCHAEFFER,*
- *Madame Caroline BARRIERE,*
- *Monsieur Abdelaziz CHOUKRI*
- *Madame Béatrice BULOU.*

La présente délibération complète la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 juin 2025 exclusivement dans ses dispositions concernant la désignation des membres de la commission d'appel d'offres composant le jury de maîtrise d'œuvre de la présente opération. Les autres dispositions de la délibération du 27 juin 2025 restent en vigueur.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-211784-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

5

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Désignation de représentants de l'Eurométropole de Strasbourg au sein du Conseil d'administration de la Fondation Université et Hôpitaux Universitaires de Strasbourg.

Numéro E-2026-1072

Le Conseil est amené à désigner les membres de divers organismes notamment dans le champ de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ces désignations reposent notamment sur l'article L.2121-33 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui dispose que « Le conseil municipal procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions du présent code et des textes régissant ces organismes.
La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes. »

La Fondation Université et Hôpitaux universitaires de Strasbourg est amenée à se transformer en fondation reconnue d'utilité publique et, en conséquence, à recomposer son conseil.

L'Eurométropole a manifesté son intérêt à devenir membre du Conseil d'administration de la Fondation.

La présente délibération porte sur la désignation des représentants de l'Eurométropole au sein dudit Conseil.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

désigne

pour le représenter au sein du Conseil d'administration de la Fondation Université et Hôpitaux Universitaires de Strasbourg:

Mme Catherine TRAUTMANN, titulaire
Mme Christelle STURTZ-FROELICHER, suppléante

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-218567-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

6

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Ajustement du tableau des emplois.

Numéro E-2026-572

La délibération qui vous est soumise porte, d'une part, sur des suppressions, créations et des transformations d'emplois, et, d'autre part, sur l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'art. L. 332-8 2° sur certains emplois.

- au titre de la Ville *(cf. annexes 1, 3 et 5)* : la création d'1 emploi permanent, la suppression de 2 emplois permanents et la transformation d'emplois créés précédemment,

- au titre de l'Eurométropole *(cf. annexes 2 et 4)* : la suppression d'1 emploi permanent et la transformation d'emplois créés précédemment,

- l'autorisation le cas échéant de pouvoir recruter sur la base de l'article L. 332-8 2° sur les emplois présentés (cf. annexe 6) : en l'absence de candidats titulaires ou de lauréats correspondant au profil, le Conseil autorise la Présidente à recruter, sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP, sur les emplois listés en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les articles L. 313-1 et L. 332-8 2° du Code général de la fonction publique
vu la Convention du 3 mars 1972 entre la CUS et la ville de Strasbourg
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

après avis du CST, des créations, suppressions et transformations d'emplois présentées en annexe,

autorise

le recrutement le cas échéant sur la base de l'art. L. 332-8 2° sur les emplois listés en annexe compte tenu du caractère déterminant des compétences et expériences requises.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215528-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Annexe 1 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre 2026 relative à la création d'emplois permanents au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 responsable de département	Assurer la mise en œuvre des politiques issues des délégations de compétences confiées à la Ville de Strasbourg dans le cadre du parcours de l'enfant. Impulser une stratégie dans l'activité des professionnels en équipe pluri-disciplinaires.	Temps complet	Attaché Conseiller socio - éducatif Cadre de santé Médecin	Attaché à attaché hors classe Conseiller socio-éducatif à conseiller socio-éducatif hors classe Cadre de santé à cadre supérieur de santé Médecin 2ème classe à médecin 1ère classe	Création dans le cadre du projet parcours de l'enfant, passage en CST 15/10/2026.

Annexe 2 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre 2026 relative à la suppression d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	Service	Intitulé du poste	Nature des fonctions	Durée hebdo de travail	Cadre d'emplois	Fourchette de grades	
Architecture et patrimoine	Gestion du patrimoine privé	1 secrétaire-assistant	Assurer le secrétariat du chef de service et de certains opérateurs.	Temps complet	Adjoint administratif Rédacteur	Adjoint administratif principal de 2ème classe à rédacteur	Demande de supression/création suite à l'évolution du patrimoine bâtimentaire.

Annexe 3 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre 2026 relative à la suppression d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Enfance et éducation	Patrimoine	1 agent d'entretien	Assurer l'entretien et le nettoyage des locaux scolaires.	Temps complet	Adjoint technique	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe	Suppression pour compenser la transformation d'un poste de responsable de la cellule achats, logistique et nettoyage en charge des marchés.
Solidarités santé et jeunesse	Action sociale de proximité	1 coordinateur 3ème âge	Assurer le fonctionnement d'un ou plusieurs lieux d'accueil et d'information à destination des personnes âgées. Coordonner et animer les interventions en faveur des personnes âgées, dans le cadre du schéma directeur de l'intervention sociale.	Temps complet	Assistant socio-éducatif	Assistant socio-éducatif à assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	Suppression dans le cadre du projet parcours de l'enfant, passage en CST 15/10/2026.

Annexe 4 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre relative à la transformation d'emplois au titre de l'Eurométropole

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
			Transformations avec incidence financière à la hausse				
Architecture et Patrimoine	Ingénierie de la Construction	1 responsable du département Etudes de programmation architecturale - adjoint au chef de service	Encadrer et animer le département. Prioriser et organiser les activités. Superviser les études. Apporter une expertise technique. Seconder et remplacer le chef de service en son absence.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de la fourchette de grade (avant ingénieur principal).
			Transformations sans incidence financière				
Cabinet	-	4 assistants d'élu(s)	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre des courriers. Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant d'adjoint de quartier).
Cabinet	-	1 secrétaire d'élu(s)	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Suivre des courriers.	Temps complet	Adjoint administratif	Adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant secrétaire d'adjoint de quartier).
Cabinet	-	3 assistants de direction	Assurer le secrétariat (accueil, frappe, gestion d'agenda, classement). Instruire et suivre des courriers. Préparer et suivre des dossiers spécifiques.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant du Président).
			Transformations avec incidence financière à la baisse				
Numérique et système d'informations	Infrastructures des usages du système d'information	1 architecte technique	Définir les normes et standards de l'architecture technique et veiller à leur application. Garantir l'évolution cohérente de l'ensemble des composants techniques du SI.	Temps complet	Ingénieur	Ingénieur à ingénieur principal	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant architecte technique - adjoint au chef de service).
Sécurités et prévention	Prévention urbaine	1 coordonnateur CISPD-R	Coordonner l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des actions inscrites au Contrat intercommunal de prévention et de sécurité	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de la fourchette de grade (avant attaché à directeur).

Annexe 5 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre 2026 relative à la transformation d'emplois au titre de la Ville

Descriptif de l'emploi					Niveau du recrutement		Observations
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Nature des fonctions**	**Durée hebdo de travail**	**Cadre d'emplois**	**Fourchette de grades**	
Transformations sans incidence financière							
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 secrétaire médico-social	Assurer un rôle pivot entre les familles, les professionnels de santé et les partenaires institutionnels. Accueillir, orienter et gérer les dossiers administratifs.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant secrétaire médico-sociale volante) dans le cadre du projet parcours de l'enfant, passage en CST 15/10/2026.
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 secrétaire médico-social	Assurer un rôle pivot entre les familles, les professionnels de santé et les partenaires institutionnels. Accueillir, orienter et gérer les dossiers administratifs.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant secrétaire médico-sociale) dans le cadre du projet parcours de l'enfant, passage en CST 15/10/2026.
DGA TDETP	Administration des ressources humaines	1 assistant ressources humaines	Assister le responsable ressources humaines de direction sur l'ensemble des activités RH et assurer son remplacement en cas de besoin. Assurer en direct la gestion des dossiers spécifiques en RH.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant instructeur marchés publics).
Culture	Développement culturel et artistique	1 chargé de mission audiovisuel et cinéma	Coordonner l'instruction, l'attribution, le suivi et l'évaluation des aides à la production et à la diffusion. Contribuer au développement et au rayonnement de la filière cinéma et audiovisuel.	Temps complet	Attaché	Attaché à attaché principal	Modification de l'intitulé (avant chargé de l'attractivité et du soutien à l'audiovisuel et au cinéma).
Transformations avec incidence financière à la hausse							
Enfance et éducation	Patrimoine	1 référent qualité des prestations de nettoyage	Contrôler et vérifier sur sites la qualité des prestations de nettoyage. Alerter et mettre en œuvre les actions préventives et correctives.	Temps complet	Adjoint technique Agent de maitrise	Adjoint technique à adjoint technique principal de 1ère classe Agent de maitrise à agent de maitrise principal	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et du calibrage du poste (avant agent de restauration calibré adjoint technique à adjoint technique principal).
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 secrétaire médico-social coordinateur	Coordonner et harmoniser les pratiques des secrétaires médico-sociales territoriales et centrale. Contribuer à la qualité du parcours de l'enfant, assurer la fluidité de l'organisation administrative et fiabiliser des données et la continuité du service.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé et de la nature des fonctions (avant assistant administratif) dans le cadre du projet parcours de l'enfant, passage en CST 15/10/2026.
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 secrétaire médico-social	Assurer un rôle pivot entre les familles, les professionnels de santé et les partenaires institutionnels. Accueillir, orienter et gérer les dossiers administratifs.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grades (avant gestionnaire d'activités-référent santé scolaire, calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) dans le cadre du projet parcours de l'enfant, passage en CST 15/10/2026.
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 secrétaire médico-social	Assurer l'interface entre les équipes territoriales et le niveau central. Prendre en charge les fonctions logistiques, la gestion des données d'activité, le suivi administratif de certaines procédures.	Temps complet	Rédacteur	Rédacteur à rédacteur principal de 1ère classe	Modification de l'intitulé, de la nature des fonctions et de la fourchette de grade (avant secrétaire, calibré adjoint administratif à adjoint administratif principal de 1ère classe) dans le cadre du projet parcours de l'enfant, passage en CST 15/10/2026.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Descriptif de l'emploi				Motivation du recours à l'article L. 332-8 2°		
Direction	**Service**	**Intitulé du poste**	**Créé par délibération du**	**Motifs**	**Niveau et type de diplôme**	**Expérience professionnelle requise**
Architecture et Patrimoine	Ingénierie de la Construction	1 responsable du département Etudes de programmation architecturale - adjoint au chef de service	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant aux études préalables de faisabilité des projets de construction.	Ingénieur dans le domaine de la construction, architecte, ou équivalent.	Expérience dans le domaine de la construction de bâtiments requérant une expertise dans le pilotage d'études de faisabilité et en programmation ainsi qu'une expertise technique et architecturale du bâtiment.
Finances	-	1 directeur des finances	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux en matière de gestion stratégique financière, budgétaire et comptable.	Bac + 3 à bac + 5 en finances, gestion budgétaire, comptabilité ou équivalent.	Expérience en direction stratégique et en management requérant une expertise des enjeux en finances, budget et comptabilité.
Finances	Budget et programmation	1 directeur adjoint en charge du budget	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux en matière de gestion budgétaire.	Bac + 3 à bac + 5 en finances, gestion budgétaire ou équivalent.	'Expérience confirmée en management de cadres requérant une expertise en conduite de projet et une maitrise des enjeux et du contexte des politiques publiques dans le domaine budgétaire.
Evènements et vie associative	-	1 directeur des évènements et de la vie associative	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux en matière de pilotage des évènements et conduite de projets.	Bac + 3 à bac + 5 en évènementiel, administratif ou équivalent.	Expérience en direction stratégique et en management requérant une expertise de l'organisation et le pilotage d'évènements, la conduite de projets ainsi qu'une maîtrise de l'environnement sécuritaire, réglementaire et légal.
Evènements et vie associative	Gestion de projets	1 directeur adjoint des évènements et de la vie associative	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux en matière de pilotage des évènements et conduite de projets.	Bac + 3 à bac + 5 en évènementiel, administratif ou équivalent.	'Expérience confirmée en management de cadres requérant une expertise en stratégie évènementielle, conduite de projets transversaux ainsi qu'une maîtrise de l'environnement sécuritaire, réglementaire et légal.
Numérique et système d'informations	Infrastructures des usages du SI	1 architecte technique	27/10/2000	Besoins du service : expertise en architecture technique complexe.	Ingénieur en informatique ou équivalent.	Expérience confirmée dans un contexte technique multi-domaines avec modélisation d'un système d'information et conception d'une architecture technique.
Solidarités santé et jeunesse	Administration général des services de la DSSJ	1 directeur adjoint de la solidarités santé et jeunesse	01/03/2019	Besoins du service : forts enjeux en matière de politiques publiques à mener sur ces thématiques.	Bac+3 à bac+5 dans le domaine social, de la santé ou équivalent	Expérience confirmée dans le domaine social, de la santé, de la jeunesse et de la vie socioculturelle, en management d'équipes pluridisciplinaires et en conduite de projet requérant une expertise dans le fonctionnement des collectivités territoriales et des structures associatives, dans les domaines précités, ainsi que des compétences de gestion publique et de travail avec les élus.
Cabinet	Secrétariat des Élus	1 secrétaire-assistantsd'élu(s)	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion de la direction.	CAP à bac en secrétariat ou équivalent.	Expérience similaire requérant une maîtrise des techniques de secrétariat ainsi que des outils bureautiques.
Urbanisme et territoires	Habitat	6 chefs de projets habitat	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la mise en oeuvre de la politique de l'habitat.	Ingénieur ou Bac +3 à Bac + 5 en urbanisme, géographie, sciences-politiques, sociologie.	Expérience requérant des connaissances pluridisciplinaires en matière d'habitat et de logement, de ses acteurs, des politiques publiques et des financements afférents ainsi que des connaissance en urbanisme (foncier, reconstitution de l'offre ...) et en aménagement du territoire.
Urbanisme et territoires	Habitat	3 assistants - instructeurs	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux sur ce métier pour garantir la fiabilité et la continuité du traitement des dossiers liés à l'accès au logement social.	Bac à bac +2 en gestion, assistanat de Direction.	Expérience en matière de gestion administrative, associée à des compétences en instruction et suivi de dossiers, une connaissance de l'environnement du logement social et des politiques de l'habitat, ainsi que des dispositifs liés aux attributions.
Urbanisme et territoires	Géomatique et connaissance du territoire	1 chargé d'études SIG	16/11/2025	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en matière de technique SIG.	Ingénieur ou Bac+3 à bac+5 spécialité topographie ou géomatique	Expérience requérant une expertise en SIG et Géomatique, ainsi que dans les domaines scientifiques et techniques associés, notamment : télédétection, géodésie, topographie, cartographie, data science, développement informatique et bases de données.
Urbanisme et territoires	Police du bâtiment	1 chef de service	27/10/2000	Besoins du service: forts enjeux sur ce métier en tension	Bac+5 dans le domaine du droit, de l'urbanisme, de l'aménagement ou de l'architecture.	Expérience requérant une expertise des enjeux architecturaux et patrimoniaux, une maîtrise du droit de l'urbanisme et des autorisations d'utilisation des sols, ainsi qu'une expérience confirmée des contencieux, du pilotage d'un service,de l'encadrement, de la conduite du changement et de l'adaptation des pratiques aux évolutions réglementaires et technologiques.
Sécurités et prévention	SIRAC	1 technicien trafic	09/02/2001	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension	Bac à Bac+2 en électrotechnique/électronique.	Expérience en matière d'electronique et en génie civil ou travaux publics ainsi qu'en négociation et en animation de réunions.

Annexe 6 à la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre 2026 relative aux emplois pouvant être pourvus le cas échéant sur la base de l'article L. 332-8 2° du CGFP

Enseignement supérieur, recherche et innovation		1 assistant administratif	20/03/2009	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier contribuant au fonctionnement et obligations du service.	Bac à Bac + 2 assistant juridique, assistant manager ou support à l'action managériale.	Expérience en matière d'instruction de dossiers de subvention multipartenariale, nécéssitant un suivi juridique et financier des dispositifs de soutien relevant du domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, ainsi que dans la préparation d'actes administratifs afférents, d''accompagnement des bénéficiaires et de coordination avec les partenaires institutionnels.
Solidarités santé et jeunesse	Investigation accompagnement milieu ouvert	1 secrétaire médico-social	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion du service, en environnement professionnel sensible.	Bac à bac+2 en secrétariat médico-social, secrétariat ou équivalent.	Expérience requérant une maitrise des parcours administratifs et médicaux, de l'accueil, information et orientation des publics ainsi qu'une capacité à garantir le bon fonctionnement logistique et organisationnel des activités.
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 responsable département	02/10/2026	Besoin de service : fort enjeux sur ce métier contribuant au management, à l'orientation stratégique ainsi qu'au soutien aux équipes.	Bac+5 ou Doctorat en médecine ou DE de cadre de santé.	Expérience confirmée en management et en santé publique et/ou développement social.
Solidarités santé et jeunesse	Santé et autonomie	1 secrétaire médico-social	27/10/2000	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion du service, en environnement professionnel sensible.	Bac à bac+2 en secrétariat médico-social, secrétariat ou équivalent.	Expérience requérant une maitrise des parcours administratifs et médicaux, de l'accueil, information et orientation des publics ainsi qu'une capacité à garantir le bon fonctionnement logistique et organisationnel des activités.
Culture	Développement culturel et artistique	1 chargé de mission audiovisuel et cinéma	27/10/2000	Nature des fonctions très spécialisées : expertise de la filière professionnelle cinématographique et audiovisuelle.	Bac+3 à bac+5 dans le domaine du cinéma et/ou de l'organisation et le montage de projets culturels ou équivalent.	Expérience requise dans le domaine du cinéma et de l'audiovisuel apportant une expertise de son environnement artistique, économique et juridique. Expertise des politiques nationales et internationales dans le domaine des médias et dans la production et l'exploitation cinématographique et audiovisuelle.
Numérique et système d'informations	Relations aux utilisateurs	1 responsable des demandes utilisateurs et du suivi des déploiements	28/06/2023	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion du service.	Bac à bac +2 en informatique et/ou systèmes d'information.	Maitrise des applications informatiques de la collectivité, connaissance des architectures techniques, du référentiel ITIL, de l'outil de gestion de parc et helpdesk.
DGA TDETP	Administration générale des ressources	1 assistant ressources humaines	24/09/2021	Besoins du service : forts enjeux sur ce métier en tension contribuant à la bonne gestion du service.	Bac à bac+2 en gestion RH, administrative ou équivalent.	Expérience en gestion des ressources humaines requérant une expertise dans la gestion administrative du personnel, ainsi que dans la tenue de tableaux de bord.

7

Communication au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Communication concernant la conclusion de marchés de travaux, fournitures et services et de leurs avenants ainsi que la signature de conventions transactionnelles.

Numéro E-2026-772

Conformément à l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente communication vise à informer le Conseil des marchés attribués et notifiés ainsi que la signature des conventions transactionnelles en application de la délégation donnée à l'exécutif en matière de marchés publics par la délibération du 10 avril 2026.

Conformément au champ d'application de ladite délégation, la présente information porte sur l'ensemble des marchés passés par l'Eurométropole de Strasbourg en procédure adaptée (2e, 3e et 4e seuil) ou en procédure formalisée ainsi que les avenants portant sur une augmentation de + 5 % aux marchés dont le montant est supérieur au seuil de procédure formalisée.

Les avenants concernés ont recueilli un avis favorable de la commission d'appel d'offres.

La première partie du tableau porte sur les accords cadre à bons de commande : il s'agit de contrats passés entre un acheteur public et un ou plusieurs opérateurs économiques, permettant de définir les termes d'un marché sans en fixer à l'avance les quantités exactes. L'accord-cadre fixe ainsi les caractéristiques principales des prestations (prix, délais, conditions d'exécution) et autorise l'acheteur à passer des bons de commande au fur et à mesure de ses besoins, dans la limite d'un montant maximal et d'une durée déterminée (4 ans en principe). C'est ce montant maximum qui figure dans la dernière colonne du tableau. La deuxième partie du tableau porte sur les marchés à prix forfaitaires répondant à un besoin précis.

La présente communication porte, en l'espèce, sur les marchés et leurs avenants notifiés et enregistrés dans le logiciel financier pour la période du 1er juillet au 3 septembre 2026.

Par ailleurs, conformément au champ d'application de ladite délégation, la présente

information porte également sur l'ensemble des conventions transactionnelles signées sur la période comprise entre le 1er juillet et la 7 septembre 2026.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-212347-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Procédures formalisées, marchés passés selon une procédure adaptée de niveaux 1, 2, 3 et 4

(Le montant en euro HT prend en compte la durée totale du marché, périodes de reconductions comprises)

Accords-cadres à bons de commande

N° marché	Objet du marché	Titulaire	CP et Ville	Montant maximum notifié € HT
2026/1264	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE / LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	ZISSLER TOPOGRAPHIE	67160 WISSEMBOURG	15000
2026/1266	MARCHÉ DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'ENTRETIEN DU RÉSEAU DU RÉSEAU D'EAU POTABLE GÉRÉ PAR LE SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	SADE COMPAGNIE GENERALE DE TRAVAUX	57050 METZ	8000000
2026/1266	MARCHÉ DE TRAVAUX D'AMÉLIORATION ET D'ENTRETIEN DU RÉSEAU DU RÉSEAU D'EAU POTABLE GÉRÉ PAR LE SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT	SOGEA EST BTP	67870 BISCHOFFSHEIM	8000000
2026/1267	LOCATION D'ÉCRANS GÉANTS ET CAPTATION VIDÉO/ LOT N° 01 : LOCATION D'ÉCRANS GÉANTS	LAGOONA STRASBOURG	67450 MUNDOLSHEIM	160000
2026/1268	LOCATION D'ÉCRANS GÉANTS ET CAPTATION VIDÉO / LOT N° 02 : CAPTATION VIDÉO	VIA STORIA	67300 SCHILTIGHEIM	100000
2026/1269	FOURNITURE, INSTALLATION, RÉPARATION, MAINTENANCE D'AGRÈS, DE MOBILIERS, DE MATÉRIELS, ET D'ACCESSOIRES SPORTIFS / LOT1 : FOURNITURE, INSTALLATION ET RÉPARATION D'AGRÈS ET MATÉRIELS DE GYMNASTIQUE	GYMNOVA	13012 MARSEILLE	20000
2026/1270	FOURNITURE ET LIVRAISON DE CORBEILLES À PAPIERS « VIGIPIRATE » EASY OU ÉQUIVALENT ET DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR LA VILLE ET L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	SOC INDUSTRIELLE EQUIPEMENTS URBAINS	67230 KOGENHEIM	800000
2026/1272	FOURNITURE DE SERVICES OPÉRÉS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS ET PRESTATIONS ASSOCIÉES	ORANGE	92130 ISSY LES MOULINEAUX	900000
2026/1275	VALORISATION DES DÉCHETS DE PLÂTRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	SCHROLL	67100 STRASBOURG	600000
2026/1278	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE / LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	15000
2026/1280	MARCHÉ D'ASSISTANCE À MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE TUNNEL DE L'ETOILE POUR LA GESTION DU TRAFIC ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	LOMBARDI INGENIERIE	69003 LYON 3EME	400000
2026/1281	MARCHÉ DE SERVICES POUR LES ENQUÊTES ET LES DOTATIONS DE BACS POUR LE DÉPLOIEMENT DE LA COLLECTE SÉLECTIVE EN PORTE-À-PORTE	IMPACT MEDIA PUB	67100 STRASBOURG	2000000
2026/1285	ACCORD-CADRE RELATIF AUX PRESTATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS DE PROTECTION CONTRE LA FOUDRE DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	PROTIBAT	67450 MUNDOLSHEIM	40000

2026/1286	ACCORD-CADRE POUR LA PRESTATION DE SERVICES DE RELEVÉ DE DONNÉES TOPOGRAPHIQUES DE RÉFÉRENCE / LOT N° 01 : RÉVISION TRIENNALE	PHOTOMAP	67117 FURDENHEIM	15000
2026/1287	LOCATION DE MATÉRIELS ET D'ENSEMBLES DÉMONTABLES POUR L'ÉVÈNEMENTIEL ET LE SPECTACLE VIVANT	XEOS	67960 ENTZHEIM	400000
2026/1292	PRESTATIONS D'ASSISTANCE AU DÉPÔT DE PLAINTE PAR UN·E AVOCAT·E, DES AGENT·ES DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG VICTIMES D'AGRESSIONS PHYSIQUES ET/OU VERBALES DANS LE CADRE DE LEURS FONCTIONS	NISAND	67300 SCHILTIGHEIM	45000
2026/1294	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 1 : FAUCHAGE / TONTE / DÉBROUSSAILLAGE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE 1	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	7400
2026/1295	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 2 : FAUCHAGE / TONTE / DÉBROUSSAILLAGE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE 2	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	60000
2026/1296	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 9 : CLÔTURES ET GRILLAGES	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	200000
2026/1297	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 8 : SERVICES D'ÉLAGAGE / SERVICE D'ABATTAGE	SCHOTT ELAGAGE	57370 PHALSBOURG	320000
2026/1298	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 6 : ENTRETIEN / DÉBROUSSAILLAGE	IDVERDE	68100 MULHOUSE	240000
2026/1299	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 3 : FAUCHAGE / TONTE / DÉBROUSSAILLAGE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE 3	EMI CRENO	67200 STRASBOURG	36000
2026/1300	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 4 : FAUCHAGE / TONTE / DÉBROUSSAILLAGE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE 4	EMI CRENO	67200 STRASBOURG	50000
2026/1301	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 5 : FAUCHAGE / TONTE / DÉBROUSSAILLAGE SECTEUR GÉOGRAPHIQUE 5	EMI CRENO	67200 STRASBOURG	50000
2026/1302	PRESTATIONS D'ENTRETIEN ET DE FOURNITURE SUR LE PATRIMOINE FONCIER PRIVÉ DE LA VILLE ET DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 7 : NETTOYAGE	EMI CRENO	67200 STRASBOURG	240000

2026/1304	PUBLI-RÉDACTIONNEL DANS UN MÉDIA EN LIGNE	POKAA MEDIA	67000 STRASBOURG	10160
2026/1305	MAINTENANCE PREVENTIVE ET CORRECTIVE DES COMPACTEURS	HYMA	67150 NORDHOUSE	70000
2026/1307	CONTRÔLE DES REJETS AQUEUX ET ATMOSPHÉRIQUES DE L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE ET DU CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VERTS / LOT N° 01 : CONTRÔLE DES REJETS AQUEUX DE L'UVE ET DU CVDV	CENTRE D'ANALYSES ET DE RECHERCHES	67401 ILLIKIRCH GRAFFENSTADEN	320000
2026/1308	CONTRÔLE DES REJETS AQUEUX ET ATMOSPHÉRIQUES DE L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE ET DU CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VERTS / LOT N° 02 : CONTRÔLE DES POLLUANTS ATMOSPHÉRIQUES CONVENTIONNELS DE L'UVE	SOCOTEC ENVIRONNEMENT	57140 WOIPPY	640000
2026/1309	CONTRÔLE DES REJETS AQUEUX ET ATMOSPHÉRIQUES DE L'UNITÉ DE VALORISATION ÉNERGÉTIQUE ET DU CENTRE DE VALORISATION DES DÉCHETS VERTS / LOT N° 03 : SURVEILLANCE DES RETOMBÉES DE L'UVE DANS L'ENVIRONNEMENT	EVADIES	54470 BOUILLONVILLE	100000
2026/1310	PRESTATIONS D'ASSISTANCE, D'ENCADREMENT, ET DE MISE EN SÉCURITÉ DES INTERVENANTS DANS LE CADRE DE VISITES EN GALERIES SOUTERRAINES DU TERRITOIRE DE L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG	ACROTIR	54300 LUNEVILLE	480000
2026/1311	FOURNITURE DE LICENCES ET DE PRESTATIONS D'INTÉGRATION DE SOLUTIONS DE VIRTUALISATION	SPIE ICS	92247 MALAKOFF CEDEX	4000000
2026/1312	FOURNITURES ET SERVICES POUR LA GESTION DU TRAFIC ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 01 : MAINTENANCE DU SYSTÈME DE GESTION DES CONTRÔLES D'ACCÈS DE MARQUE AXIMUM	AXIMUM	69680 CHASSIEU	600000
2026/1313	FOURNITURES ET SERVICES POUR LA GESTION DU TRAFIC ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 02 : FOURNITURE DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR FEUX ET BORNES AXIMUM	AXIMUM INDUSTRIE	33140 VILLENAVE D'ORNON	800000
2026/1314	FOURNITURES ET SERVICES POUR LA GESTION DU TRAFIC ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 03 : FOURNITURE DE SYSTÈME DE CONTRÔLE D'ACCÈS PAR BORNES ESCAMOTABLES	AXIMUM INDUSTRIE	33140 VILLENAVE D'ORNON	1600000
2026/1315	FOURNITURES ET SERVICES POUR LA GESTION DU TRAFIC ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 04 : FOURNITURE DE PIÈCES DÉTACHÉES POUR PANNEAUX DE JALONNEMENT DYNAMIQUES ET À MESSAGES VARIABLES	SIGNATURE VERTICAL ET MOBILITY SOLUTIO	64122 URRUGNE	800000
2026/1316	FOURNITURES ET SERVICES POUR LA GESTION DU TRAFIC ET LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE SUR L'EUROMÉTROPOLE DE STRASBOURG / LOT N° 05 : FOURNITURE D'ÉQUIPEMENTS VIDÉO POUR LA GESTION DU TRAFIC ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE	SPIE BUILDING SOLUTIONS	67810 HOLTZHEIM	1800000

2026/1318	MAINTENANCE, ACQUISITION OU LOCATION DE TERMINAUX ELECTRONIQUES DE PAIEMENT (TPE)	EXM EURO ET EXPERTISE MONETIQUE	69100 VILLEURBANNE	200000
2026/1319	PRESTATIONS DE TRANSPORT DES DÉCHETS COLLECTÉS EN DÉCHÈTERIE DE BREUSCHWICKERSHEIM	SUEZ RV NORD EST	67100 STRASBOURG	400000
2026/1321	PRESTATION DEPANNAGE-REMORQUAGE POUR VEHICULES	NORD EST DEPANNAGES	67460 SOUFFELWEYERSHEIM	72000
2026/290	FOURNITURE, INSTALLATION, RÉPARATION, MAINTENANCE D'AGRÈS, DE MOBILIERS, DE MATÉRIELS, ET D'ACCESSOIRES SPORTIFS / LOT 2 : FOURNITURE, INSTALLATION ET RÉPARATION D'AGRÈS, D'ACCESSOIRES ET DE MOBILIERS SPORTIFS, AUTRE QUE LE MATÉRIEL DE GYMNASTIQUE	SATD SPORT	67130 RUSS	400000
2026/291	FOURNITURE, INSTALLATION, RÉPARATION, MAINTENANCE D'AGRÈS, DE MOBILIERS, DE MATÉRIELS, ET D'ACCESSOIRES SPORTIFS / LOT 3 : FOURNITURE, INSTALLATION ET RÉPARATION D'AGRÈS, D'ACCESSOIRES ET DE MOBILIERS SPORTIFS, AUTRE QUE LE MATÉRIEL DE GYMNASTIQUE	SPORTS ET LOISIRS	67129 MOLSHEIM CEDEX	40000

Marchés ordinaires ou à tranches optionnelles

N° marché	Objet du marché	Titulaire	CP et Ville	Montant notifié € HT
2026/1273	MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE EN VUE D'AMÉLIORATIONS FONCTIONNELLES À LA MÉDIATHÈQUE ANDRÉ MALRAUX / LOT N° 02 : MISSION DE MOE POUR DES TRAVAUX DONT LE MONTANT EST ENTRE 200000 et 700000€HT	AMI ARCHITECTES	67000 STRASBOURG	37300
2026/1274	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	CABINET DE GEOMETRES EXPERT BILHAUT	67100 STRASBOURG	2500
2026/1276	TRAVAUX DE POSE DE RÉSEAUX D'EAU ET D'ASSAINISSEMENT EN LIEN AVEC LE BASSIN D'ORAGE À OBERSCHAEFFOLSHEIM	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67560 ROSHEIM	1198963
2026/1279	MISSION DE MAITRISE D'OEUVRE RELATIVE AUX TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN "KIOSQUE À CULTURE"	WATERKEYN	67300 SCHILTIGHEIM	9000
2026/1282	ACCORD CADRE DE SERVICES DE TRAVAUX FONCIERS	GRAFF KIEHL GEOMETRES EXPERTS ASSOCIES	67000 STRASBOURG	1950
2026/1284	TRAVAUX DE RENOUVELLEMENT DU RÉSEAU ET DES BRANCHEMENTS D'EAU POTABLE RUE HOLWEG À VENDENHEIM	ARTERE CONSTRUCTION ET TRAVAUX PUBLICS	67170 BRUMATH	140331
2026/1303	FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES QUAIS TURCKHEIM ET DESAIX DANS LE CADRE DU RING VELO À STRASBOURG	SMO ARCHEOLOGIE ALSACE AA	67600 SELESTAT	381247,8
2026/1306	TRAVAUX DE DÉVOIEMENT D'UN COLLECTEUR D'ASSAINISSEMENT PASSAGE DU GYMNASE À REICHSTETT	EUROVIA ALSACE LORRAINE	67560 ROSHEIM	179945
2026/305	PRU ECRIVAINS TRAVAUX DE RÉAMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DU SECTEUR COLETTE À SCHILTIGHEIM / LOT N° 03 : PLANTATIONS ET MOBILIERS	THIERRY MULLER	67118 GEISPOLSHEIM GARE	764089,2

Conventions transactionnelles

NUMERO DE MARCHE	OBJET	NOM DE L'ENTREPRISE	MONTANT HT
2019/954	Prestations d'agence de voyages et de sercices associés	HAVAS VOYAGES	3 953,94 €

Avenants augmentant de plus de 5% le montant des marchés initiaux passés en procédure formalisée et ayant recueilli un avis favorable de la commission d'appel d'offres

N° marché	Objet	Titulaire	Montant initial du marché	N° Avenant	Montant de l'avenant	% avenant	% tous avenant confondus	Date de CAO	Motif avenant
2025/1572	Travaux de rénovation énergétique et réhabilitation du bâtiment 3 au site de la Fédération à Strasbourg Lot 1 : Curage	FUBAT	149 825,00	2	22 971,00	15,33	16,92	23/07/2026	Circonstances imprévues
2025/1588	Travaux de rénovation énergétique et réhabilitation du bâtiment 3 au site de la Fédération à Strasbourg Lot 17 : Sanitaire assainissement	HOULLE	248 401,00	2	10 914,00	4,49	8,43	23/07/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2021/727	Mission de maîtrise d'œuvre sur la rénovation énergétique, la mise en place de panneaux photovoltaïques et le remplacement du SSI dans des bâtiments sur le site de la Fédération	CLERC DETOLLE THIEBAUT	684 200,00	4	17 425,00	0,06	7,78	23/07/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux

2025/10	Suivi-animation de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) copropriétés dégradées 2025-2027	URBANIS/COPROPLUS/WALTER	600 000,00	2	60 367,93	10,06	10	23/07/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2025/140	Travaux de réaménagement des Places du Temple Neuf et Marché Neuf à Strasbourg	EUROVIA	749 975,00	2	-29 720,00	-3,96	14,32	03/09/2026	Modification non substantielles
2025/1589	Travaux de renouvellement du réseau d'eau potable Maille Eléonore à Strasbourg-Hautepierre	SOGEA EST BTP	259 105,00	1	61 177,22	23,61	23,61	23/07/2026	Circonstances imprévues
2021/1374	Travaux d'extension et de mise en accessibilité pour le nouvel accueil du Centre Administratif Lot 12 : Chauffage ventilation climatisation	EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES	524 991,67	10	91 925,05	17,51	41,49	03/09/2026	Circonstances imprévues
2024/1196	Travaux pour le réaménagement des espaces extérieurs de la Cité Rotterdam Lot n° 01 : Travaux de voirie et de signalisation statique	GCM	16 666 666,00	1	88 860,60	5,32	5,32	30/07/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2025/1585	Travaux de rénovation énergétique et réhabilitation du Bâtiment 3 au site de la Fédération à Strasbourg Lot 14 : Électricité photovoltaïque	VINCENTZ	723 284,21	2	7 845,53	1,08	7,04	03/09/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux

2025/1572	Travaux de rénovation énergétique et réhabilitation du Bâtiment 3 au site de la Fédération à Strasbourg Lot 1 : Curage	FUBAT	149 825,00	3	3 676,50	2,45	19,37	03/09/2026	Circonstances imprévues
2025/248	Travaux de requalification de la M35 – Aménagement de l'entrée urbaine des Halles pour le TSPO à Strasbourg	COLAS/BOUYGUES	1 899 077,60	1	329 645,87	17,36	17,36	23/07/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2021/835	Gestion locative, valorisation du patrimoine privé et mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée de travaux sur les propriétés bâties relevant du domaine privé de la Ville de Strasbourg et de l'EMS	HABITATION MODERNE	1 631 575,00	9	20 045,83	1,23	18,85	03/09/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2023/594	Travaux de restructuration et d'extension du Stade de la Meinau à Strasbourg Pelouse de l'aire d'évolution	SOREVE	1 003 421,08	2	86 356,53	8,61	12,98	30/07/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux
2023/616	Travaux de restructuration et d'extension du Stade de la Meinau à Strasbourg	GTM HALLE	127 992 150,64	10	165 931,34	0,13	8,66	30/07/2026	Augmentation inférieure à 10% pour les FCS et 15% pour les marchés de travaux

Strasbourg.eu
eurométropole

8

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Procédure de renouvellement de la délégation de service public relative à l'exploitation du Zénith Europe de Strasbourg.

Numéro E-2026-848

Construit à Eckbolsheim, le Zénith de Strasbourg a été inauguré en janvier 2008. Pour sa conception, l'Eurométropole avait fait le choix de remplir les conditions nécessaires à l'obtention du label « Zénith » octroyé par le Ministère de la culture, gage de qualités fonctionnelles et acoustiques.

D'une capacité d'accueil allant de 1 863 à 7 862 places assises et de 1 967 à 12 079 places en version assis/debout, il accueille à titre principal des spectacles musicaux d'envergure nationale et internationale et à titre secondaire d'autres manifestations sportives, expositions, séminaires d'entreprises,… concourant au rayonnement de la vie économique et culturelle du territoire. Son exploitation est assurée via une délégation de service public.

Le Zénith de Strasbourg offre à Strasbourg et à sa région un lieu exceptionnel, dans un environnement paysager remarquable. Il draine un large public bien au-delà des frontières de l'agglomération strasbourgeoise et renforce ainsi l'attractivité culturelle, touristique et économique de Strasbourg et constitue un véritable atout pour son rayonnement européen .

Lors de sa séance du 30 juin 2017, le Conseil de l'Eurométropole, a confié l'exploitation du Zénith à la société VEGA, par le biais de la société dédiée « SNC Zénith ».

Le contrat, d'une durée de 10 ans, arrivera à échéance le 2 janvier 2029. Afin d'assurer la continuité du service public, il convient dès à présent d'engager la procédure de renouvellement de la délégation de service public.

Il est proposé de renouveler l'actuelle délégation de service public, ce mode de gestion présentant les avantages suivants :

- rationalité économique du projet : parce qu'il exploite le service à ses risques et périls et qu'il puise l'essentiel de ses ressources dans les redevances versées par les usagers, le délégataire porte une attention particulière à la maîtrise des coûts,
- souplesse de gestion : la délégation permettant à la collectivité de confier la gestion à une organisation qui n'est ni soumise aux règles de la comptabilité publique ou de la commande publique, ni contrainte par le statut de la fonction publique,
- optimisation commerciale de l'exploitation, le délégataire pourra également, conjointement aux missions déléguées, développer des activités connexes,
- qualification, expertise et savoir-faire requis pour l'exploitation du service, le délégataire

étant choisi au vu de ses garanties professionnelles.

Le mode de gestion déléguée du service public permettra ainsi à la collectivité de bénéficier de l'expérience et de la compétence d'un délégataire, contribuant ainsi à garantir un service de qualité. C'est par ailleurs le seul qui permette le maintien du label Zénith.

Dans le contrat d'affermage, l'ouvrage est mis à la disposition du fermier par la collectivité ; celui-ci assure l'exploitation du service en se rémunérant sur l'usager, en assume le risque d'exploitation et prend en charge les investissements nécessaires à l'exploitation.

La collectivité, en choisissant de déléguer l'exploitation du Zénith, vise à maintenir et poursuivre les objectifs suivants :
- une politique de programmation ambitieuse et variée ;
- un positionnement international se traduisant par l'occupation de la très grande jauge de 12 000 places ;
- une intégration forte dans le tissu socio-économique local ;
- l'instauration d'une synergie avec les autres équipements culturels de l'agglomération ;
- une gestion professionnelle et indépendante de l'équipement par un spécialiste de l'exploitation de salles de spectacle, conformément au cahier des charges du « label Zénith » du Centre National de la Musique (Centre national de la chanson, des variétés et du jazz) ;
- une participation accrue et enrichie des acteurs culturels locaux ;
- la mise en place d'une phase de préfiguration permettant au futur exploitant une prise en main optimisée de l'équipement et de la programmation.

Au niveau de l'exploitation du service, le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées aux services délégués. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service (étanchéité, matériel d'exploitation etc…).

En particulier, le service comprendra l'exploitation et l'entretien de l'ensemble du bâtiment y compris les locaux d'habitation et de stockage, le parvis, et, en règle générale, les espaces et bâtiments se trouvant à l'intérieur du périmètre grillagé en proximité immédiate du Zénith.

Par ailleurs, un mandat de commercialisation des espaces de stationnement sera intégré, le délégataire assurant l'entretien et l'exploitation du parking les jours de commercialisation.

En contrepartie de l'exploitation de l'ensemble des services délégués, il versera à l'Eurométropole de Strasbourg une redevance liée à la mise à disposition de l'équipement et à l'exploitation du service.

Tous les ans, il remettra au délégant un rapport faisant état de l'activité sur l'année écoulée et une situation budgétaire liée au fonctionnement des services délégués.

Enfin, le délégataire aura l'obligation de reprendre les personnels sous statut privé actuellement en fonction au sein de l'actuelle délégation de service public.

Cette délégation de service public aura une durée de 10 ans, compte tenu notamment des investissements liés à l'exploitation et des sujétions de service public imposées au délégataire.

La présente délibération sera suivie d'un appel public à candidatures puis d'une phase de recueil d'offres auprès des candidats qui auront été retenus. Les offres seront examinées par la commission de délégation de service public. Le contrat fera ensuite l'objet d'une négociation libre avec une ou plusieurs entreprises admises à négocier. Au terme de cette procédure, il sera

enfin proposé au conseil de l'Eurométropole de se prononcer sur le choix définitif du candidat et du contenu du contrat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

le Conseil

vu les articles L1411-1 et suivants et R1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,
vu la troisième partie du Code de la commande publique relative aux contrats de concession
vu le rapport annexé présentant les caractéristiques générales du service délégué,
vu l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et l'avis de la Commission consultative des services publics locaux du 21 octobre 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

approuve,

- *le principe d'une concession de service public relative à l'exploitation du Zénith Europe de Strasbourg pour une durée de dix ans,*
- *les caractéristiques principales des prestations que devra assurer le concessionnaire, telles que définies dans le rapport figurant en annexe,*
- *le lancement de la procédure de concession y relative,*

autorise

la Présidente ou son représentant à signer :

- *tout acte,*
  - *à accomplir toutes les formalités nécessaires,*
  - *à prendre toutes décisions utiles,*
  - *à l'exécution de la présente délibération, en particulier pour le lancement et la mise en œuvre, de la procédure de concession de service public.*

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214146-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

ANNEXE A LA DELIBERATION DE PRINCIPE RELATIVE À L'EXPLOITATION DU ZENITH EUROPE DE STRASBOURG

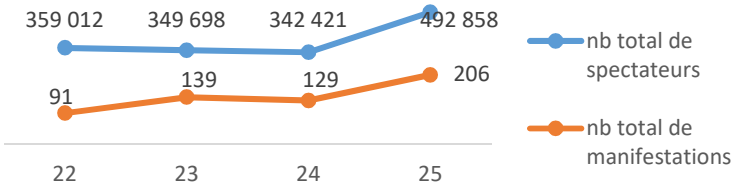
Rapport présentant les caractéristiques générales du service délégué

1. L'exploitation actuelle

a. Périmètre du service

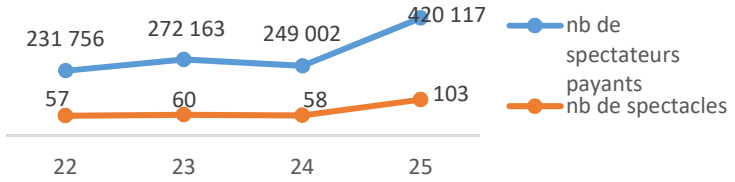
Depuis 2022 et la reprise de l'exploitation, l'activité connait des années fortes et riches en programmation.

Évolution de l'activité globale



Le Zénith a accueilli 103 concerts et spectacles, et 103 événements spéciaux, contre 58 et 71 en 2024.
Au total, ce sont 492 858 personnes qui ont été reçues au Zénith contre 342 421 en 2024 (+44%).
La fréquentation moyenne par spectacle (y compris les entrées gratuites) est de 4 312 personnes.
Les 103 concerts et spectacles de l'année ont réuni au total 444 156 personnes, soit +66% par rapport à l'année précédente.

Évolution de l'activité concerts/spectacles

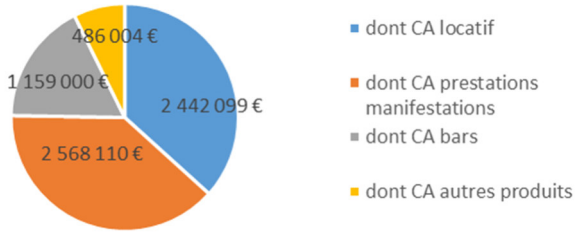


Parmi les 103 événements économiques, on retrouve les fidèles Salon Mer et Vignes, AG Crédit Mutuel, Job Dating, gala de l'École de Management de Strasbourg, et les marchés sur le parking qui ont toujours plus de succès (39 jours).

b. Économie du service

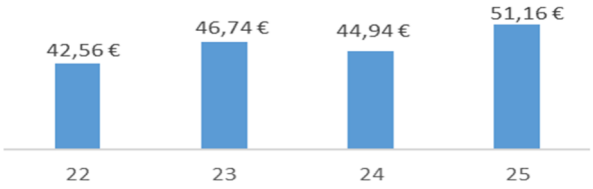
Le chiffre d'affaires global a atteint un niveau record de 6,6 M€, contre 4,6 M€ en 2024. L'activité a dégagé un résultat net de 695 K€ (432,2 K€ en 2024).

Répartition du chiffre d'affaires par type de recette



Le prix moyen du billet s'établit à 51,16 € contre 44,94 € en 2024.
Conformément au cahier des charges du label « Zénith », les prix des tickets sont fixés par les producteurs de spectacles et non par le Concessionnaire.

Prix du ticket moyen (recettes producteur / nb entrées payantes)



2. Choix du mode de gestion

a. Présentation des modes de gestion

L'Eurométropole de Strasbourg peut recourir :

- à une régie : modalité de gestion du service public, à travers laquelle **la collectivité gère directement le service**
- à un mode de gestion externalisée
    - marché public de service : contrat conclu par une collectivité territoriale pour répondre à ses besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services, en contrepartie d'un prix ou de tout équivalent.
    - concession de service public/concession de service public : contrat par lequel une collectivité territoriale confie la gestion d'un service public dont elle a la charge à un concessionnaire, en transférant à ce dernier le risque lié à l'exploitation du service, en contrepartie soit du droit d'exploiter le service qui fait l'objet du contrat, soit de ce droit assorti d'un prix.

Synthèse	Régie	Marché de service	Gestion concédée
Portage des risques	Ensemble des risques (financier, d'exploitation, technique, juridique) liés à l'exploitation supportés par la collectivité.	Risques majoritairement portés par la collectivité (risque d'exploitation). Le concessionnaire porte une partie du risque financier (évaluation de ses charges), et juridiques (dommages causés aux tiers).	Le concessionnaire porte une part significative du risque lié à l'exploitation (financier, d'exploitation, technique et juridique).
Financement des Investissements	A la charge de la collectivité	A la charge de la collectivité	Le concessionnaire peut être chargé de réaliser des investissements (ilots concessifs) qui feront retour à la collectivité en fin de contrat.
Statut du personnel	Fonction Publique Territoriale / droit privé en fonction du type de régie (SPA ou SPIC)	Statut de droit privé	Statut de droit privé
Budget / rémunération	Budget de la collectivité	Prix forfaitaire versé à l'exploitant	Rémunération du concessionnaire en fonction du résultat de l'exploitation, avec possibilité de fixer un plafond de résultat défini au contrat Versement d'une redevance annuelle à la collectivité.
Contrôle	Assemblée délibérante (via le CA de la régie si personnalité morale)	Contrôle de gestion par les services de la collectivité.	Contrôle de gestion par les services de la collectivité. Rapport annuel soumis à l'approbation de l'assemblée délibérante.

b. Analyse des avantages et inconvénients des modes de gestion envisageables pour l'exploitation du Zénith Europe de Strasbourg

i. La régie

Avantages	Inconvénients
Maîtrise complète de tous les aspects du service (de façon indirecte dans le cadre d'une régie avec personnalité morale). **Pas de procédure particulière** à mettre en œuvre : une simple décision de l'assemblée délibérante suffit. Évite à la collectivité de supporter les **charges de structure** ainsi que les **marges des opérateurs**.	**Prise en charge directe et intégrale des coûts du service et des risques associés** à l'exploitation, par le budget de la collectivité, y compris les investissements. **Nécessité de reprise/de recrutement et de prise en charge de l'ensemble des personnels affectés au service**. Nécessité, compte tenu de la nature des activités, de **disposer de compétences spécifiques en interne (« expertise métier »)** ou de passer des marchés de service.
➔ Le mode de gestion en régie semble peu pertinent pour l'exploitation du Zénith Europe de Strasbourg dès lors que l'exploitation d'un tel service nécessite, compte tenu de la nature des activités, des compétences techniques et une expertise métier dont la collectivité ne dispose pas en interne.	

ii. Le marché de service

Avantages	Inconvénients
La mise en œuvre des procédures de passation est **moins complexe que la mise en œuvre d'une procédure de type concession de service public**. **L'expertise et le savoir-faire de l'entreprise** devrait permettre une optimisation des coûts globaux d'exploitation du service. Certains frais de gestion sont mutualisables avec d'autres Zénith gérées par le concessionnaire, ce qui permet d'en limiter les coûts. **Mise en concurrence des gestionnaires** pour une offre qualitative et financière la plus adaptée aux besoins des usagers. **La collectivité conserve une maitrise et un contrôle forts du service** (obligations concernant les comptes-rendus d'activité, la transmission de tableaux de bord, d'indicateurs, objectifs de qualité, de performance ou en terme d'entretien, etc.).	La collectivité **conserve l'intégralité du risque commercial et d'exploitation**. La collectivité porte les **investissements**. Ce mode de gestion laisse **peu de possibilité de négociation.**
➔ Le mode de gestion par un marché de service semble peu pertinent pour l'exploitation du Zénith Europe de Strasbourg car l'Eurométropole conserverait l'ensemble du risque commercial et d'exploitation et devrait assurer le portage technique et financier des investissements.	

iii. La gestion concédée

Avantages	Inconvénients
Le recours à ce type de montage permet de faire peser sur une entreprise professionnelle du secteur **l'ensemble des risques propres à une telle activité**, et notamment : • l'aléa économique, lié à l'évolution de l'activité et en particulier la fréquentation,	Nécessité de bien **définir, en amont, les principaux éléments du service** : • équilibre économique global ; • rémunération du concessionnaire et éventuel versement de subventions ; • tarification.

• l'aléa technique, lié aux travaux à réaliser et à l'obligation de maintenir les équipements en bon état, • la responsabilité des dommages causés aux usagers et aux tiers dans le cadre de l'exploitation du service.). **La prise en charge de l'ensemble des coûts et investissements** nécessaires au bon fonctionnement des équipements (conception réalisation renouvellement financement). **L'expertise et le savoir-faire de l'entreprise** devrait permettre une optimisation des coûts globaux d'exploitation du service. Certains frais de gestion sont mutualisables avec d'autres Zénith gérées par le concessionnaire, ce qui permet d'en limiter les coûts. **Mise en concurrence des gestionnaires** pour une offre qualitative et financière la plus adaptée aux besoins des usagers. **La collectivité conserve une maitrise et un contrôle forts du service** (obligations concernant les comptes-rendus d'activité, la transmission de tableaux de bord, d'indicateurs, objectifs de qualité, de performance ou en terme d'entretien, etc.).	**Procédure plus lourde et plus longue** qu'une simple procédure de marché public.

➔ Au final, le mode de gestion concessif paraît, compte tenu de ses caractéristiques et des orientations stratégiques prises par l'Eurométropole, le plus adapté pour le service :

1. Expertise et spécialisation : Sur le plan technique, la gestion d'un Zénith correspond à une exploitation qui requiert des compétences techniques et une expertise métier dont la collectivité ne dispose pas forcément en interne. En effet, l'exploitation d'une salle de spectacle de cette envergure nécessite une gestion rigoureuse et un savoir-faire particulier, notamment en termes de gestion des flux de publics, d'application des règles légales relatives à la sécurité et à l'accueil des spectateurs, et de gestion des relations avec les artistes, les producteurs et les usagers. En DSP, le choix du concessionnaire repose sur sa compétence et son expérience, ce qui garantit une qualité de service optimale.

2. Maîtrise des risques financiers et budgétaires : En optant pour une DSP, la collectivité transfère les risques financiers à l'opérateur privé. Cela permet à la collectivité de mieux maîtriser son budget, notamment en limitant les dépenses imprévues liées à l'exploitation et à la maintenance d'une infrastructure aussi complexe.

3. Flexibilité et innovation : Le concessionnaire, en tant qu'opérateur privé, est souvent plus réactif et flexible face aux évolutions technologiques ou aux nouvelles exigences réglementaires. Une gestion en DSP permet ainsi d'encourager l'innovation, notamment dans l'utilisation de nouveaux outils de gestion (billetterie en ligne, automatisation des contrôles d'accès) ou dans l'amélioration des services aux usagers (expérience spectateur, services numériques, etc.).

4. Contrôle et régulation par la collectivité : Il convient de noter que concession ne signifie pas privatisation et l'Eurométropole conservera, tout au long du contrat, la maîtrise et un contrôle forts du service. Ce mode de gestion permet en effet d'imposer au concessionnaire des contraintes fortes de service public tout au long du contrat : programmation culturelle, qualité de l'accueil, développement de nouveaux services aux usagers, etc.

5. Répartition des risques liés aux fluctuations d'activité : L'activité d'un Zénith peut être sujette à des variations importantes, selon la programmation culturelle, la saisonnalité ou les conditions locales. En

optant pour une DSP, la collectivité se protège contre les fluctuations d'activité, puisque c'est le concessionnaire qui assume la gestion de fréquentation et des recettes associées.

Conclusion : La concession de service public pour l'exploitation du Zénith Europe de Strasbourg offre des avantages importants, notamment en termes de spécialisation, maîtrise des coûts, et capacité d'innovation, tout en permettant à la collectivité de conserver un contrôle efficace et de transférer les risques financiers.

3. Objet et étendue du service

Le délégataire a pour mission d'assurer la gestion et l'exploitation de l'équipement de spectacles du Zénith Europe de Strasbourg et notamment la commercialisation des surfaces de représentation, dans le respect du cahier des charges du « label Zénith » du CNV (Centre national de la chanson, des variétés et du jazz).

Le délégataire assurera, par ailleurs, l'entretien et le gardiennage du parking afférent au Zénith Europe de Strasbourg pendant les jours de manifestation. Il est toutefois précisé que le parking lui-même n'est pas intégré dans le périmètre de la délégation de service publique : il est mis à disposition du délégataire lors des manifestations et la charge de son entretien hors exploitation relève de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le délégataire louera l'équipement à des sociétés de production ou à des organisateurs de manifestations. Conformément au cahier des charges *Zénith* prescrit par le Ministère de la culture, le délégataire ne pourra produire de spectacles.

Les objectifs fixés au délégataire sont les suivants :

- une politique de programmation ambitieuse et variée ;
- un positionnement international se traduisant par l'occupation de la très grande jauge de 12 000 places ;
- la mise à disposition de l'équipement pour un festival des musiques actuelles ;
- une intégration forte dans le tissu socio-économique local ;
- l'instauration d'une synergie avec les autres équipements culturels de l'agglomération ;
- une participation accrue et enrichie des acteurs culturels locaux (accueil des concerts de l'orchestre philarmonique de Strasbourg etc…).

Au niveau de l'exploitation du service, le délégataire devra supporter l'ensemble des charges de fonctionnement liées aux services délégués. Il devra également réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service.

4. Exploitation

Le délégataire assurera la mission de service public de gestion du Zénith Europe de Strasbourg.

L'exploitation se fera sous la forme d'une société ad hoc, exclusivement dédiée à la délégation.

Le début d'exploitation est prévu au 3 janvier 2029 ; le contrat est conclu pour une durée de 10 ans à compter du début d'exploitation, en fonction du niveau des investissements nécessaires.

Le contrat intégrera une phase de préfiguration d'environ 10-11 mois, préalable au début d'exploitation, afin de faciliter la prise en main des installations par le nouveau délégataire, les modalités de reprise du personnel et la programmation des spectacles après 2029.

Le délégataire s'engage à assurer la sécurité, ainsi que le bon fonctionnement et l'entretien des installations.

Il est chargé d'organiser les jours de spectacles ou de manifestations l'accueil du public de manière à assurer, en fonction de la nature et de la capacité du spectacle, la sécurité optimale des personnes.

En particulier, le service comprendra l'exploitation et l'entretien de l'ensemble du bâtiment y compris les locaux d'habitation et de stockage, le parvis, et, en règle générale, les espaces et bâtiments se trouvant à l'intérieur du périmètre grillagé en proximité immédiate du Zénith ainsi que du parking mis à disposition du délégataire.

La collectivité bénéficiera d'un droit d'usage gratuit sur l'équipement et des places de spectacles.

Par ailleurs, un mandat de commercialisation des espaces de stationnement sera intégré, le délégataire assurant l'entretien, et l'exploitation du parking les jours de commercialisation.

Le délégataire devra intégrer des éléments de développement durable dans son exploitation (tri des déchets, recyclage des gobelets…) et pourra proposer le recours à des sociétés de sous-traitance locales ou à des structures d'insertion sociale.

Il devra souscrire toutes les polices d'assurance pour couvrir les risques liés à sa mission.

La collectivité ou un représentant librement désigné par elle contrôlera la qualité du service rendu.

5. Travaux

Le délégataire assurera l'entretien, la maintenance, le renouvellement et l'exploitation des équipements et installations.

Par ailleurs, le délégataire devra réaliser les investissements nécessaires au fonctionnement du service (étanchéité de la toiture, matériel d'exploitation…).

Au terme du contrat, le délégataire devra remettre à la collectivité l'équipement dans un état normal d'entretien.

6. Dispositions financières

Les tarifs appliqués aux utilisateurs des installations seront fixés par le délégant après proposition du délégataire. Toutefois, conformément au cahier des charges du CNV, les prix des billets seront fixés exclusivement par les producteurs.

En contrepartie des droits qui lui seront accordés, le délégataire devra verser à la collectivité une redevance relative à la mise à disposition de l'équipement tenant compte du coût d'amortissement des investissements réalisés, ainsi qu'éventuellement une redevance variable liée à l'activité du service.

Les bases de calcul des redevances seront définitivement arrêtées lors des négociations puis validées par le Conseil lorsque le contrat de délégation lui sera soumis pour approbation.

7. Reprise du personnel

À l'expiration du contrat actuel, le délégataire choisi fera son affaire personnelle de la situation des salariés affectés au service.
Toutefois, dans le cas d'une poursuite de l'exploitation par un nouvel exploitant, les dispositions de l'article L1224-1 du Code du travail relatif au transfert automatique des contrats de travail s'appliqueront.

8. Production des comptes et révision du contrat

Des comptes rendus annuels techniques et financiers préciseront l'évolution du service rendu. Ils intègreront les indicateurs qualitatifs et quantitatifs définis dans le contrat. Les comptes d'exploitation et analytiques seront produits annuellement et seront spécifiques au périmètre de la délégation.

9. Régime fiscal

Tous les impôts et taxes liés à l'exploitation du service délégué sont à la charge du délégataire qui sera l'exploitant fiscal de la délégation, à l'exception des taxes foncières liées à la propriété de la salle de spectacles du Zénith de l'Eurométropole de Strasbourg.

10. Fin du contrat

Toute cession du contrat devra être autorisée par la collectivité.
La collectivité pourra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité du service public en fin de contrat.
Par principe, le délégataire remettra gratuitement à la collectivité les biens de retour en fin de contrat.
Les biens de reprise feront l'objet d'une indemnité.

Strasbourg.eu
eurométropole

9

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Lancement de la plateforme de coordination de l'offre d'apprentissage du français langue étrangère et soutien au développement de parcours apprenants.

Numéro E-2026-920

L'apprentissage du français est un levier fondamental dans le parcours d'insertion sociale et professionnelle des personnes primo-arrivantes sur le territoire. Depuis la mise en application de la loi du 26 janvier 2024 pour « contrôler l'immigration et améliorer l'intégration », l'acquisition d'un niveau minimum de français est devenu un critère supplémentaire pour obtenir un titre de séjour de longue durée. De plus, l'accompagnement des parcours d'insertion professionnelle des personnes primo-arrivantes priorise la participation à des cours de Français langue étrangère (FLE) qui peuvent être obligatoires dans le cadre des parcours proposés notamment par France travail.

L'apprentissage du français ne saurait être envisagé sous le seul angle de l'insertion professionnelle. Il constitue une condition essentielle de l'autonomie des personnes, de l'accès effectif aux droits, de la compréhension des services publics et de la participation à la vie sociale et citoyenne. À ce titre, il relève d'une ambition de solidarité et d'émancipation que l'Eurométropole entend placer au cœur de son action.

Ces évolutions ont généré une demande croissante de formations sur notre territoire, renforçant un contexte de tensions entre les besoins et l'offre d'apprentissage.

Face à ces constats, en concertation avec les services de l'État, l'Eurométropole a proposé la mobilisation du Pacte des solidarités pour soutenir et structurer l'offre pédagogique sur le territoire.

Le Pacte des solidarités est formalisé par un contrat local signé entre l'État et l'Eurométropole, qui prévoit un soutien financier équivalent entre les parties. Sur la période 2024-2027, l'État contribue à hauteur de 536 000 €, avec un engagement du même montant pour l'Eurométropole sur une même période annuelle. Au total, 1 072 000 € annuels sont inscrits dans une programmation d'actions sélectionnées par les deux partenaires.

L'avenant 2026 au Pacte des solidarités, approuvé par l'Eurométropole le 9 octobre 2026,

prévoit de renforcer le soutien à l'apprentissage de la langue française, dans le cadre du la politique d'accès à l'emploi pour tous. Ce soutien prévoit un montant total de 100 000 € (50 000 € de crédits de l'État et 50 000 € de l'Eurométropole).

Dans le cadre du nouveau mandat, l'Eurométropole entend renforcer la cohérence de son action en matière d'inclusion et d'accès à l'emploi, en s'appuyant sur les partenariats existants et en donnant une nouvelle impulsion à la coordination des acteurs de l'apprentissage du français. L'objectif est de mieux répondre aux besoins des habitantes et habitants du territoire, en veillant à la continuité et à l'adaptation des parcours proposés.

Dans ce cadre, l'attribution de subventions sont proposées, à la fois pour soutenir le lancement de la plateforme de coordination de l'offre d'apprentissage du français langue étrangère sur le territoire, et le développement de parcours apprenants, en appui aux acteurs locaux.

La plateforme a pour objet de rendre l'offre plus lisible, de construire des parcours d'apprentissage plus cohérents avec les trajectoires d'insertion des apprenants, de contribuer à la formation des formateurs et à l'évaluation des dispositifs. Copilotée par l'État, l'Eurométropole, la Ville de Strasbourg, la Collectivité européenne d'Alsace et la Région Grand Est, elle sera déployée par l'association Contact et Promotion, retenue sur appel à projets. Un montant de 40 000 € est proposé pour assurer le démarrage en fin d'année 2026.

La création de cette plateforme doit permettre de dépasser la seule mise en visibilité de l'offre existante. Elle doit contribuer à mieux orienter les personnes vers les formations adaptées à leur niveau, à leurs besoins et à leur situation, à prévenir les ruptures de parcours et à faciliter la progression vers l'autonomie, la qualification et l'emploi durable.

En complément, l'État et l'Eurométropole ont fait le choix de soutenir le développement de parcours d'apprentissage en FLE à visée socio-professionnelle, portés par différents acteurs du territoire. Ce soutien, pour un montant global de 60 000 €, a été validé en coordination avec la Collectivité européenne d'Alsace et la Ville de Strasbourg pouvant également intervenir dans le soutien à la politique d'apprentissage du français à visée d'intégration.

Par ces subventions exceptionnelles, l'Eurométropole réaffirme son engagement en faveur de l'inclusion sociale et de l'accès à l'autonomie des personnes non francophones pour lesquelles l'apprentissage du français est une clé à la participation à la vie locale, à l'intégration et à la consolidation de leur insertion.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la proposition d'un soutien exceptionnel à plusieurs associations proposant des cours de

français langue étrangère aux habitant·es non-francophones du territoire de l'Eurométropole,

décide

d'attribuer au titre de la Direction Solidarité Santé Jeunesse – Département Développement des Politiques Sociales, les subventions suivantes :

1	AMSED	8 500,00 €
2	ASTU	8 500,00 €
3	CARDEK	4 000,00 €
4	CLCV UD67	6 500,00 €
5	CSC L'ALBATROS	3 000,00 €
6	CSC MEINAU	5 000,00 €
7	CSC Montagne Verte	8 000,00 €
8	CSC V. SCHOELCHER	2 000,00 €
9	LEO LAGRANGE ANIMATION	2 500,00 €
10	PAROLE SANS FRONTIERE	5 000,00 €
11	PLURIELLES	2 000,00 €
12	Toi-même	2 000,00 €
13	VIVRE	3 000,00 €
14	Contact et promotion	40 000,00 €
	Total	*100 000,00 €*

d'imputer les montants ci-dessus, qui représentent la somme de 100 000 €, sur le programme 8002 - AS01B-424-65748,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions financières et arrêtés y afférents.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215546-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL Pacte	40 000 €	110 510 €	**100 000 €**	14

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00030231	**ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITÉ ET ECHANGES POUR LE DÉVELOPPEMENT**	Projet - Manifestation	4 000 €	8 500 €	**8 500 €**	
00030214	**ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES**	Projet - Manifestation		8 500 €	**8 500 €**	
00030216	**CARDEK CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DE LA KRUTENAU**	Projet - Manifestation	4 000 €	4 000 €	**4 000 €**	
00030197	**CLCV UNION DÉPARTEMENTALE DU BAS-RHIN**	Projet - Manifestation	8 000 €	6 500 €	**6 500 €**	
00030224	**CENTRE SOCIAL ET CULTUREL ALBATROS**	Projet - Manifestation	4 000 €	3 000 €	**3 000 €**	
00030178	**CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU**	Projet - Manifestation		5 000 €	**5 000 €**	
00030189	**CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE**	Projet - Manifestation	8 500 €	8 500 €	**8 000 €**	
00030194	**ASSOCIATION DU CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER**	Projet - Manifestation	4 000 €	2 000 €	**2 000 €**	
00030272	**LEO LAGRANGE ANIMATION**	Projet - Manifestation		2 500 €	**2 500 €**	
00030235	**PAROLE SANS FRONTIERE**	Fonctionnement		5 000 €	**5 000 €**	
00030198	**PLURIELLES**	Projet - Manifestation	4 500 €	2 000 €	**2 000 €**	
00030193	**TOI-MEME TU PARLES!**	Projet - Manifestation		2 000 €	**2 000 €**	
00030201	**VIVRE**	Projet - Manifestation	3 000 €	3 000 €	**3 000 €**	
00030243	**CONTACT ET PROMOTION**	Projet - Manifestation		50 010 €	**40 000 €**	

10

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Signature du Contrat territorial d'accueil et d'intégration, porté par la Préfecture du Bas-Rhin, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (CTAI).

Numéro E-2026-864

La Stratégie Nationale, validée lors du Comité Interministériel du 05 juin 2018, vise à coordonner les politiques d'accueil et d'intégration des personnes réfugiées. À cet effet, l'État propose aux collectivités territoriales de signer des Contrats Territoriaux d'Accueil et d'Intégration (CTAI), pour favoriser l'intégration des étrangers admis pour la première fois au séjour en France en situation régulière et les réfugiés résidant sur leur territoire.

La Ville et l'Eurométropole de Strasbourg réaffirment leur engagement en faveur d'un territoire solidaire et inclusif, qui garantit l'accès aux droits essentiels, lutte contre les exclusions et permet à chacune et chacun de construire son autonomie dans la dignité. En s'appuyant sur les travaux préparatoires engagés avec les services de l'État, la nouvelle majorité entend renforcer les parcours d'accueil et d'intégration des personnes réfugiées, en articulant étroitement l'hébergement, l'apprentissage de la langue française, l'accès à l'emploi et l'accompagnement vers un logement autonome.
Le dispositif correspond à un besoin de territoire, notamment vérifié auprès des services de l'État et du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO), chargé du repérage et de l'orientation des ménages.

Dans cette perspective, la Ville et l'Eurométropole souhaitent faire du Contrat territorial d'accueil et d'intégration un outil concret de leur politique de solidarité, en partenariat avec l'État et les acteurs associatifs du territoire. Cette contractualisation permettra de renforcer l'accompagnement des bénéficiaires, en favorisant leur accès aux droits, leur insertion professionnelle et leur autonomie.

Le contrat sera conclu pour une durée d'un an. Il sera réévalué chaque année, sur remise d'un bilan analysant la qualité et la pertinence de l'action au regard des besoins territoriaux, et renouvelé sous réserve des crédits disponibles.

Dans ce cadre, le déploiement opérationnel du projet est confié à l'association «

Fédération de Charité Caritas Alsace », sélectionnée sur appel à manifestation d'intérêt.

Les fonds d'un montant de 350 000 € seront versés à la Ville de Strasbourg, puis sous forme de subvention à l'association, afin de mettre en œuvre le projet qui cible pour l'année 2026-2027 un accompagnement de 122 bénéficiaires d'une protection internationale.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la signature du Contrat Territorial d'accueil et d'intégration des réfugiés,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer le Contrat territorial d'accueil et d'intégration et tout document et/ou avenant y afférent.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214427-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Contrat territorial d'accueil et d'intégration (CTAI) des étrangers primo-arrivants, dont les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) et d'une protection temporaire (BPT)

Au titre de l'année 2026/2027

Du territoire de Strasbourg

TERRITOIRES D'INTÉGRATION

Entre

L'État, représenté par Monsieur Amaury de Saint-Quentin, Préfet du Bas-Rhin, ci-après désigné sous le terme « l'État »,

Et

La Ville de Strasbourg, représenté par Madame Catherine Trautmann, Maire de Strasbourg, ci-après désigné(e) sous le terme « Ville de Strasbourg ».

Et

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Catherine Trautmann, Présidente de l'Eurométropole, ci-après désigné(e) sous le terme « Eurométropole de Strasbourg ».

Il est convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Vu les comités interministériels à l'intégration du 5 juin 2018 et à l'immigration et à l'intégration du 6 novembre 2019 visant à intégrer par l'emploi les signataires du Contrat d'intégration républicain (CIR).

En tant que principal point d'accueil des primo-arrivants dans le Département du Bas-Rhin, le territoire de Strasbourg présente un intérêt majeur pour les personnes en recherche de protection, avec une majorité qui souhaite s'installer en cœur de ville ou en proche périphérie. Dans ce contexte, mettre en œuvre un contrat territorial d'accueil et d'intégration sur le territoire strasbourgeois et eurométropolitain fait particulièrement sens et offre la possibilité de compléter les dispositifs existants pour faciliter l'intégration des primo-arrivants.

Sur le département du Bas-Rhin, près de 10 000 personnes sont enregistrées comme bénéficiaires d'une protection internationale dans la file active.

L'accès au logement constitue l'un des enjeux clés pour une intégration des primo-arrivants amenés à séjourner en France de manière durable. Sur le territoire de Strasbourg, nombre de BPI sont en attente de sortie du Dispositif National, ou faute d'une capacité à intégrer un logement autonome, se retrouvent dans les dispositifs d'hébergements d'urgence.

Plus généralement, Strasbourg est située en zone tendue d'accès au logement et les disponibilités ne sont pas toujours en adéquation avec les demandes. Aussi, si des opportunités peuvent être trouvées dans d'autres communes de l'eurométropole, voire en dehors, elles doivent être accompagnées d'un projet professionnel et de services associés permettant aux ménages de s'intégrer pleinement. Si l'accès à l'emploi se fait, il s'agit ensuite de donner au bénéficiaire les clés permettant de le garder, en mettant en place notamment en place, si nécessaire, les cours de FLE professionnel correspondants au métier choisi, des formations à l'usage des outils numériques, et une aide à la prise en charge des questions de santé. Enfin, l'inclusion professionnelle et l'accès au logement doivent s'accompagner d'une intégration sociale et culturelle permettant de créer des liens dans leur nouveau territoire d'accueil.

ARTICLE 1er – Objet du contrat

Le CTAI repose sur la mise en place d'un accompagnement global renforcé visant l'insertion dans l'emploi et le logement, pour les publics bénéficiaires d'une protection internationale, moyennement ou peu autonomes. Afin de faciliter le travail d'accompagnement socio-professionnel, les ménages sont hébergés pendant une période renouvelable de six mois en moyenne, le temps de l'accompagnement.

Le programme socioprofessionnel concernant le CTAI doit prévoir les mesures nécessaires concourant à la levée des freins à l'intégration, en fonction des besoins des ménages.

Le CTAI cible plus particulièrement les personnes ayant obtenu un titre de séjour depuis moins de cinq ans (étrangers primo-arrivants - EPA), dont les bénéficiaires d'une protection internationale (BPI) et les bénéficiaires d'une protection temporaire (BPT), les plus vulnérables, sans hébergement et sans emploi ou dans une situation de précarité au regard de l'hébergement et de l'emploi et ayant besoin de renforcer leur apprentissage de la langue française – par l'intermédiaire des actions détaillées en annexe, sur les axes suivants :

1.1. Accès à un hébergement temporaire en semi-collectif ou en diffus

1.1.1. Mesures d'accompagnement social (accès aux droits)

1.1.2. Accompagnement vers et dans le logement social

1.2. Accompagnement renforcé à l'emploi

1.3. Apprentissage intensif de la langue française à visée professionnelle

1.4. Mesures périphériques

1.4.1. Santé

1.4.2. Parentalité

1.4.3. Maîtrise des outils numériques

1.5. Actions d'inclusion sociale, culturelle et citoyenne

Le contenu de ces axes s'articule nécessairement en complément des actions menées dans le cadre des politiques d'accompagnement de droit commun, dont le programme d'accompagnement global et individualisé pour les réfugiés (AGIR) – voir article 5.

Les *étrangers primo-arrivants* (EPA) sont les personnes définies par la réunion des critères suivants :

- ressortissants de pays tiers à l'Union européenne ;
- en situation régulière en France depuis moins de 5 ans ;
- ayant vocation à s'y installer durablement.

Les *bénéficiaires d'une protection internationale* (BPI) sont les ressortissants étrangers s'étant vu reconnaître par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) ou la Cour nationale du droit d'asile (CNDA) le statut de réfugié, d'apatride ou le bénéfice de la protection subsidiaire.

Les *bénéficiaires d'une protection temporaire* (BPT) peuvent être visés par les actions du CTAI. Les BPT sont des étrangers non-européens qui fuient massivement leur pays ou leur région d'origine et qui ne peuvent pas y retourner, en raison notamment d'un conflit armé ou de violences ou parce qu'ils sont victimes de violations graves et répétées des droits de l'homme. Depuis le 4 mars 2022, ce régime de protection temporaire s'applique aux personnes qui ont fui l'Ukraine et qui y résidaient le 24 février 2022 ou auparavant.

ARTICLE 2 – Durée du contrat

Le contrat est conclu pour une durée d'un an du 01/12/2026 au 01/12/2027. Il sera réévalué chaque année, sur remise d'un bilan analysant la qualité et la pertinence de l'action au regard des besoins territoriaux, et renouvelé sous réserve des crédits disponibles.

ARTICLE 3 – Montant de la contribution financière de l'État

L'État contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de trois cent cinquante mille (350.000) euros au titre de l'année budgétaire 2026. Cette subvention n'est acquise que sous réserve de l'inscription des crédits en loi de finances.

ARTICLE 4 – Modalités de versement de la contribution financière

Pour l'année 2026, l'État verse un montant de trois cent cinquante mille (350.000) euros à la notification de la présente convention.

Cette dépense est imputée sur les crédits du budget 2026 de la mission « Immigration, asile et intégration », programme 104 « Intégration et accès à la nationalité française », action 12, sous-action 02, codé XXX du ministère de l'Intérieur et des Outre-mer.

La contribution financière est créditée au compte de la Ville de Strasbourg selon les procédures comptables en vigueur.

Le versement est effectué au compte ouvert au nom de :

Ville de Strasbourg

Domiciliation : Banque de France

Code banque : XXX Code guichet : XXX Compte XXXX Clé RIB : XX

L'ordonnateur de la dépense est le/la Préfèt-e du Département du Bas-Rhin. Le comptable assignataire de la dépense est le directeur départemental des finances publiques de la Marne.

ARTICLE 5 – Articulation avec le programme AGIR

Le dispositif s'articule avec le programme AGIR dans le département du Bas-Rhin.

En tant que coordinateur du parcours d'intégration des BPI qu'il prend en charge vers l'accès aux droits, le logement et l'emploi pérennes, il est nécessaire que l'opérateur AGIR puisse s'appuyer sur les actions portées par le CTAI qui peuvent participer à l'accompagnement proposé (logement, santé, garde d'enfants, formation linguistique, mobilité…).

En effet, les actions proposées dans le cadre de la mise en œuvre du CTAI peuvent répondre aux besoins d'accompagnement du public AGIR et celui-ci doit pouvoir en bénéficier.

Une analyse fine au cas par cas doit ainsi être menée pour identifier :

- d'une part, les actions qui ne pourront pas bénéficier au public AGIR car similaires à l'accompagnement global réalisé par l'opérateur AGIR,
- et d'autre part, les actions partenariales sur des besoins spécifiques (logement, santé, garde d'enfants, formation linguistique, mobilité…) vers lesquels l'opérateur AGIR pourra orienter des BPI qu'il prend en charge.

Les modalités de cette articulation sont détaillées dans une convention locale passée entre l'opérateur AGIR et les acteurs du CTAI, sous pilotage des services locaux de l'État.

Ainsi, cette convention doit notamment définir :

- le public pris en charge par chacun des opérateurs (AGIR et CTAI) dans le cadre d'un accompagnement global ;
- les actions portées dans le CTAI pouvant s'inscrire en synergie avec le programme AGIR ;
- les engagements des parties à la convention.

ARTICLE 6 – Référencement des actions

Réfugiés.info est une plateforme d'information collaborative développée par l'État qui permet la création d'une cartographie des acteurs locaux. Elle rassemble plus de 800 fiches d'informations thématiques traduites en 7 langues.

Elle est conçue comme un outil d'accompagnement, tant pour les professionnels de l'intégration que pour les BPI.

Afin de donner de la visibilité aux actions territoriales existantes dans les différentes thématiques de la vie quotidienne des BPI, les parties s'engagent à :

- Inviter les porteurs de projets financés dans le cadre de ce contrat à recenser leurs actions sur Réfugiés.info en autonomie, en rédigeant leurs fiches directement via la page "Publier une fiche" du site : https://refugies.info/publier
- Promouvoir la plateforme auprès des différents publics concernés (structures, professionnels de l'intégration et BPI) avec les outils mis à disposition sur ce kit de communication : https://kit.refugies.info

Pour accompagner les parties signataires dans ces démarches de référencement et de promotion, l'équipe de Réfugiés.info est disponible à l'adresse suivante : deploiement@refugies.info

ARTICLE 7 – Gouvernance

Un comité de pilotage est instauré afin d'assurer le suivi continu des actions financées, d'examiner l'évaluation globale du contrat et d'ajuster les priorités d'intervention de celui-ci. Devant se réunir *a minima* deux fois par an, il est constitué par des représentants de la ville, de l'Eurométropole et des services de l'Etat. Pourront également être conviés, en fonction des besoins, les porteurs de projets du CTAI, l'opérateur AGIR et toute autre structure dont la présence permettrait d'améliorer la coordination des acteurs sur les actions prévues dans le présent contrat.

ARTICLE 8 – Évaluation

La ville et l'Eurométropole s'engagent à produire un bilan exhaustif annuel de réalisation des actions prévues au contrat. Ce bilan, qui sera remis aux services de l'État au plus tard le 30 juin de l'année n +1 et qui prendra la forme d'une fiche-bilan dont le modèle se trouve en annexe. Ce bilan met en exergue les points suivants :

- mesure de l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés au contrat, dont le nombre de bénéficiaires par action par typologie de publics (EPA/BPI/BPT) et figurant dans les fiches-actions en annexe ;
- dépenses effectivement réalisées sur chaque action ;
- identification précise des reliquats potentiels.

Les services déconcentrés de l'État procèdent à une évaluation contradictoire avec la ville et l'eurométropole de la réalisation du contrat, sur un plan quantitatif comme qualitatif.

ARTICLE 9 – Conditions de renouvellement de la convention

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à :

- la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 8 ;
- l'atteinte des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés par le présent contrat.

ARTICLE 10 – Avenant

Le présent contrat ne peut être modifié que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie du présent contrat et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui le régissent.

ARTICLE 11 – Annexes

Les fiches-actions et les fiches-bilan mentionnées à l'article 8 du CTAI présentes en annexes font partie intégrante du présent contrat.

ARTICLE 12 – Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse[1].

ARTICLE 13 – Recours

Tout litige résultant de l'interprétation ou de l'exécution du présent contrat est du ressort du tribunal administratif de Strasbourg après la recherche d'une solution amiable.

À Strasbourg, le

La Maire de la Ville de Strasbourg

Catherine Trautmann

Le Préfet du Bas-Rhin

Monsieur Amaury de Saint-Quentin

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

Catherine Trautmann

[1] La résiliation du contrat pour motif d'intérêt général ouvrant par ailleurs droit à indemnité est un principe général de droit des contrats administratifs. Il fait l'objet d'une jurisprudence constante : Conseil d'État du 2 mai 1958, affaire commune de Magnac-Laval. Elle s'applique d'office sans qu'il y ait lieu de la mentionner.

Annexe

Projet :

Le projet vise à favoriser l'autonomie de 122 bénéficiaires d'une protection internationale. Il se décline en deux actions complémentaires. Un parcours d'intégration pour 62 personnes. Celui-ci repose sur une prise en charge globale articulant hébergement, accompagnement social, apprentissage du français et accès à l'emploi. Un « pass insertion » complète le dispositif avec une action spécifique d'apprentissage renforcé du français langue étrangère à visée professionnelle combinée à un accompagnement vers l'emploi pour 60 bénéficiaires.

Opérateur :
Le parcours est porté par la Fédération de charité Caritas Alsace, acteur de l'hébergement du réseau Caritas, sélectionné au travers d'un appel à manifestation d'intérêt. L'opérateur retenu est distinct de celui choisi pour porter le programme AGIR dans le département et les deux acteurs agissent en complémentarité. Cette articulation a été formalisée via une convention entre les parties prenantes en 2026.

Modalités de mise en œuvre :
Le porteur de projet s'entoure d'une équipe de professionnels du travail social, d'accompagnement à l'insertion professionnelle et de spécialistes dans l'apprentissage de la langue française, comme socle de base. L'équipe et les mesures d'accompagnement ciblées pourront être complétés par d'autres mesures visant la création de liens avec la société d'accueil (mentorat citoyen en complément sur l'accompagnement en langue française, emploi, culture...).

Partenaire(s) :
Le parcours s'articule avec les services de l'OFII qui accompagne les primo-arrivants via le contrat d'intégration républicain, les services du SIAO67 qui orientent les demandes d'hébergement et de logement des personnes, les services de France Travail qui accompagnent les personnes dans leur projet professionnel, le Foyer Notre Dame qui pilote de dispositif AGIR67.

Pilotage :
Un comité de suivi composé des services de la Ville et des services de la DDETS permet de suivre régulièrement le projet via une remontée d'indicateurs mensuels.
Un comité technique élargi est décliné avec les services de la Préfecture, de l'OFII, du SIAO67, de France Travail, de la Ville et Eurométropole de Strasbourg mis en place avec le porteur de projet pour suivre la mise en œuvre du parcours et les effets leviers.

Coût prévisionnel :
Le parcours propose une enveloppe permettant l'accompagnement global des ménages pour une moyenne de 6 à 12 mois dans le dispositif. Il peut prendre en compte des frais de personnel, d'ingénierie, de logistique.

Type d'Indicateurs de résultats et de suivi :

- 122 bénéficiaires d'une protection internationale accompagnés avec des accompagnement adaptés en fonction des besoins du ménage
- Apprentissage de la langue française : Nombre de personnes ayant évoluant vers un niveau supérieur en langue française. Nombre d'heure de formation dispensé et coût par personne. Nombre de participants assidus et nombre de certification délivrée.
- Emploi : Durée moyenne du parcours vers l′emploi ; Nombre de bénéficiaires en sortie positive à l′issue du parcours d′accompagnement vers l′emploi ; Nombre de bénéficiaires en formation professionnelle ;

Nombre de bénéficiaires en emploi durable à l′issue du parcours ; Nombre de bénéficiaires en sortie positive 6 mois après leur sortie de parcours ; nombre d′immersion professionnelle.

- Logement : Nombre de ménages accompagnés vers le logement ; Durée moyenne des parcours d′ accompagnement vers le logement, dispensés sur cette action ; Nombre de ménages ayant pu accéder à un logement pérenne ; Part sur la totalité des participants en situation de fin de parcours
- Mesures complémentaires : nombre de participants, nombre et type de mesures d′accompagnement sur les volets santé, accès aux droits, vie citoyenne.

Axes de la stratégie nationale DIAIR :

Le projet s'inscrit dans l'Axe n° 1 de la stratégie nationale : Renforcer les parcours d'intégration des primo-arrivants. En revanche, il répond à plusieurs enjeux stratégiques liés à différents axes : Il permet de renforcer la maîtrise de la langue française (axe 3), d'accéder à un logement (axe 4), d'améliorer l'accès aux soins et aux droits (axes 5 et 6), de créer des liens avec la société française (axe 7). Dans le même temps, le projet renforce le dialogue territorial (axe 1) grâce aux différentes instances de suivi mises en place et aux synergies qui se font grâce à cette dynamique territoriale.

Strasbourg.eu
eurométropole

11

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Programmation du Contrat de ville : dernière étape de soutien aux projets pour l'année 2026, co-financement du dispositif "adultes-relais" et soutien au développement et au rayonnement de l'Espace Égalité

Numéro E-2026-924

La délibération porte sur la dernière étape de soutien aux projets dans le cadre de l'appel à projets 2026 du Contrat de ville, le co-financement du dispositif « adultes-relais » et le soutien au développement et au rayonnement de l'Espace Égalité.

1. Programmation du Contrat de ville : dernière étape de soutien aux projets dans le cadre de l'appel à projets annuel 2026

Le Contrat de ville « Quartiers 2030 » de l'Eurométropole de Strasbourg porte, pour la période 2024-2030, un projet global d'équité urbaine et de cohésion sociale pour les habitants et habitantes du territoire de la métropole, caractérisé par de très grandes inégalités socio-spatiales. Le Contrat de ville vise à mettre en œuvre une stratégie partagée de développement social, urbain et économique pour les 21 QPV de l'agglomération.

La convention cadre du Contrat de ville, adoptée par l'Eurométropole de Strasbourg au Conseil du 28 mars 2024, engage l'ensemble des signataires autour de 3 ambitions partagées pour répondre à des enjeux prioritaires :
- un territoire inclusif et solidaire,
- des quartiers où grandir et s'émanciper tout au long de la vie,
- des rues et des logements où il fait bon vivre.

L'appel à projets annuel constitue l'un des leviers pour répondre aux ambitions et enjeux prioritaires du Contrat de ville. Il s'agit, à travers des projets portés principalement par des associations, de renforcer sur des territoires fragiles, l'action des politiques publiques pour contribuer à réduire les écarts socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la métropole, et d'améliorer les conditions de vie de leurs habitants et habitantes. Les projets soutenus s'inscrivent en complément des actions menées dans le cadre de politiques publiques de droit commun et sont ainsi au service de l'innovation sociale. Ils constituent des réponses aux défis sociaux, démocratiques et environnementaux auxquels font face ces territoires et sont parties prenantes des

politiques de réduction des inégalités.

L'appel à projets 2026 a été lancé le 1er octobre 2025 par l'Eurométropole de Strasbourg en concertation avec les partenaires co-financeurs (l'État, la Région Grand Est, la Collectivité européenne d'Alsace, la Caisse d'Allocations Familiales du Bas-Rhin, les communes de Strasbourg, Schiltigheim, Bischheim, Illkirch-Graffenstaden et Lingolsheim).

La présente délibération concerne la dernière étape d'attribution de subventions aux porteurs de projets qui ont répondu à cet appel à projets. **Elle propose de soutenir 4 projets pour un montant global de 32 170€**.

Le détail des projets soutenus, présenté par ambition et enjeu du Contrat de ville 2024-2030 et précisant le ou les quartiers d'intervention, figure en annexe 1 à la délibération.

2. Le soutien au dispositif « adultes-relais »

Le contrat « adultes-relais » est un dispositif mis en place et piloté par l'État, qui permet à des personnes sans emploi ou bénéficiant d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi d'assurer des missions de médiation sociale et culturelle de proximité, dans le cadre d'un contrat d'insertion. Les postes d'adultes-relais sont réservés à des personnes d'au moins 26 ans, issues des quartiers prioritaires de la politique de la Ville, à qui l'employeur propose une démarche d'insertion sociale et professionnelle. L'attribution d'un poste d'adulte-relais est formalisée par une convention entre l'État et les organismes susceptibles de bénéficier du dispositif (une administration, une association ou une entreprise privée chargée de la gestion d'un service public).

Au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, 71 postes d'adultes-relais font l'objet d'une convention avec l'État en août 2026. Les conventions liant les associations à l'État sont signées pour trois ans, avec possibilité de reconduction. En 2026, le financement de l'État s'élève à 24 108,70 € par poste et par an.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée par les structures d'accueil de ces adultes-relais pour participer au financement des postes. Elle y répond favorablement en fonction du projet de médiation qu'il sous-tend et de sa contribution aux priorités du Contrat de ville, et de la structure porteuse du poste, dans la limite du budget imparti. Le cas échéant, elle contribue à hauteur de 3 350 € par poste et par an, au prorata du temps de présence effective sur l'année. Ce financement s'applique au projet « adultes-relais » dans son ensemble, comprenant le coût salarial et le fonctionnement. Il est adossé au projet d'action présenté par l'association et soutenu par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre du Contrat de ville 2024-2030.

En 2026, sur la base des demandes et des états déclaratifs de présence transmis par les structures, **il est proposé de soutenir le financement de 45 postes pour un montant total de 134 420 €**. Le nombre de postes soutenus par structure, ainsi que les principales missions des adultes-relais et leurs territoires d'intervention, sont précisés en annexe.

3. **<u>Soutien au développement et au rayonnement de l'Espace Egalité</u>**

L'Eurométropole de Strasbourg est résolument engagée dans la prévention et la lutte contre les discriminations, notamment dans le cadre du Contrat de ville 2024-2030, dont elle est signataire et pilote. Parmi les 3 ambitions de ce contrat, celle intitulée « un territoire inclusif et solidaire » comporte un axe sur l'égalité réelle et la lutte contre les discriminations.

L'Espace Égalité est un lieu unique en France qui propose une parcours d'éducation au respect, à l'égalité des droits et à la lutte contre toute forme de discriminations. Ce parcours est le fruit de réflexions des acteurs associatifs et de la Ville de Strasbourg, qui porte l'action en régie. Près de 5 000 personnes ont visité l'Espace Égalité durant l'année scolaire 2025/2026 dont 81% sont des élèves dans le cadre scolaire. 40% proviennent d'établissements REP, REP+ et/ou en quartier prioritaire de la politique de la Ville.

Depuis novembre 2023, l'Espace Égalité a emménagé à la COOP. Une deuxième phase de travaux de juin à octobre de cette année lui permettront :
- d'accueillir un plus grand nombre d'écoles de l'Eurométropole et de mettre en place de nouveaux ateliers, notamment sur les identités multiples, le racisme et les LGBTQIA+phobies,
- de proposer de nouvelles ressources pour s'adapter à un public diversifié.

Afin de soutenir le développement de ce parcours et la participation la plus large possible d'écoles et de collèges de toutes les communes de l'Eurométropole, **il est proposé de reconduire une subvention de 60 000 €** pour l'action « Espace Égalité » portée par la ville de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer au titre de **l'appel à projets 2026 du Contrat de ville,** sur les crédits de la Direction Développement économique et attractivité – Emploi et économie solidaire, la subvention suivante :*

DACIP *DACIP Eurométropole de Strasbourg - QPV Elsau*	***20 000€***

- *d'imputer le montant ci-dessus comme suit : nature 65748, activité DU05D, programme 8147*

- *d'attribuer au titre de **l'appel à projets 2026 du Contrat de ville**, sur les crédits de la Direction Urbanisme et territoires – Direction de projet Politique de la ville, les subventions suivantes :*

CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE	***12 170 €***
FLE et BAFA : préparer les animateurs de demain	*8 470 €*
Français Langue Étrangère pour s'intégrer et s'insérer : parcours pour femmes primo-arrivantes	*2 200 €*
FLE en action: s'engager pour apprendre, apprendre en s'engageant	*1 500 €*

- *d'imputer les montants ci-dessus comme suit : nature 65748, activité DL04B, programme 8041*

- *d'attribuer au titre* ***du dispositif « adultes-relais » 2026****, sur les crédits de la Direction Urbanisme et territoires – Direction de projet Politique de la ville, les subventions suivantes :*

ASSOCIATION BALLADE	***1 117 €***
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	***3 350 €***
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE	***3 350 €***
ASSOCIATION LES DISCIPLES	***3 350 €***
ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITÉ ET ÉCHANGES POUR LE DÉVELOPPEMENT	***3 071 €***
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE	***3 350 €***
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'ÉDUCATION ET D'ANIMATION	***19 400 €***
ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE	***3 071 €***
ASTU ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES	***3 350 €***
AVENIR JEUNESSE FOOTABALL HAUTEPIERRE	***3 350 €***
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU-DELÀ DES PONTS	***1 117 €***
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU MARAIS A SORGUS	***3 350 €***
CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE	***3 350 €***
CENTRE SOCIO-CULTUREL DE NEUDORF	***3 350 €***
CENTRE SOCIO-CULTUREL DU FOSSÉ DES XIII	***2 513 €***
CENTRE SOCIO-CULTUREL DE LA MEINAU	***1 117 €***
CLUB SPORTIF HAUTEPIERRE	***3 350 €***

CONCIERGERIE SOLIDAIRE D'ALSACE	***3 350 €***
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHRÉBINE	***3 350 €***
DACIP	***7 817 €***
DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE	***5 025 €***
ESPACE DJANGO STRASBOURG NEUHOF	***3 350 €***
FCOSK06	***3 630 €***
L'EVEIL MEINAU	***2 513 €***
LES SONS D'LA RUE	***3 350 €***
LIFETIME PROJECTS	***1 117 €***
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	***3 350 €***
NEUHOF FUTSAL	***3 350 €***
PAR ENCHANTEMENT	***6 700 €***
SOS FRANCE VICTIMES 67	***3 350 €***
TROC SAVOIRS	***3 350 €***
UNIS VERS LE SPORT	***9 212 €***
VIADUQ 67	***3 350 €***
VIVRE	***3 350 €***

- *d'imputer les montants ci-dessus qui représentent une somme totale de **134 420 €** comme suit : nature 65748, activité DL04B, programme 8041,*

- *d'attribuer au titre de la **Direction Solidarités santé jeunesse** la subvention suivante :*

VILLE DE STRASBOURG *Soutien au développement et au rayonnement de l'Espace Égalité*	***60 000 €***

- *d'imputer le montant ci-dessus comme suit : nature 657341, activité AS00B, programme 8074,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions de financement et les arrêtés relatifs à ces subventions.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-216305-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

ANNEXE 1 : détail des subventions versées

Dernière étape de soutien dans le cadre de l'appel à projets 2026 du Contrat de ville

AMBITION 2 - DES QUARTIERS OU GRANDIR ET S'EMANCIPER TOUT AU LONG DE LA VIE						
Porteur	**Projet**	**QPV**	**Première demande / Renouvellement**	**Montant demandé**	**Montant N -1**	**Montant proposé**
DACIP	DACIP Eurométropole de Strasbourg - QPV Elsau	Elsau	Renouvellement	60 000 €	40 000 €	20 000 €
L'accès à l'emploi durable pour toutes et tous - 20 000 €						
Porteur	**Projet**	**QPV**	**Première demande / Renouvellement**	**Montant demandé**	**Montant N -1**	**Montant proposé**
CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE	FLE et BAFA : préparer les animateurs de demain	Neuhof-Meinau	Première demande	8 470 €		8 470 €
CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE	Français Langue Étrangère pour s'intégrer et s'insérer : parcours pour femmes primo-arrivantes	Neuhof-Meinau	Première demande	2 200 €		2 200 €
CENTRE PEDAGOGIQUE POUR CONSTRUIRE UNE VIE ACTIVE	FLE en action: s'engager pour apprendre, apprendre en s'engageant	Neuhof-Meinau	Renouvellement	1 500 €	0 €	1 500 €
La maîtrise de l'écrit, de la lecture et des usages numériques - 12 170 €						

Co-financement du dispositif « adultes-relais »

Porteur	Descriptif des missions	QPV	Montant N -1	Montant proposé
ASSOCIATION BALLADE	L'adulte-relais assure des missions de médiation sociale et culturelle de proximité. Il accompagne les ateliers socio-éducatifs favorisant l'inclusion et le lien social à travers la pratique musicale, notamment au sein du quartier de l'Elsau.	Elsau Port du Rhin Spach-Rotterdam Cronenbourg	3 350 €	1 117 €
ASSOCIATION CONTACT ET PROMOTION	L'adulte-relais assure des missions de médiation numérique et culturelle, en accompagnant les habitant·es dans leurs démarches dématérialisées. Il favorise également l'accès à la culture à travers des animations de proximité, notamment autour du jeu.	Hautepierre	3 350 €	3 350 €
ASSOCIATION DES RESIDENTS DE L'ESPLANADE	L'adulte-relais intervient auprès des habitants afin de faciliter l'accès aux droits et aux services.	Spach-Rotterdam Jura-Citadelle	2 792 €	3 350 €
ASSOCIATION LES DISCIPLES	L'adulte-relais intervient auprès des habitants afin de faciliter l'accès aux droits, aux services, à la santé, et travaille en partenariat avec les acteurs sociaux et institutionnels du quartier.	Cronenbourg	3 350 €	3 350 €
ASSOCIATION MIGRATION SOLIDARITÉ ET ÉCHANGES POUR LE DÉVELOPPEMENT	L'adulte-relais est chargé de l'organisation d'activités créatrices de lien social, limitant les tensions et favorisant l'insertion professionnelle des habitant·es en difficulté, en visant notamment la création d'une dynamique de parrainage bénévole.	Cronenbourg	3 350 €	3 071 €

Porteur	Descriptif des missions	QPV	Montant N -1	Montant proposé
ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE	L'adulte-relais est chargé de favoriser la pratique d'activités physiques en développant le lien et la communication entre les clubs sportifs du quartier et les habitant·es ou en organisant directement des actions de médiation socio-sportive.	Hohberg	1 117 €	3 350 €
ASSOCIATION RÉGIONALE SPÉCIALISÉE D'ACTION SOCIALE D'ÉDUCATION ET D'ANIMATION (4 postes)	L'ARSEA assure la coordination des adultes-relais intervenant dans les collèges sur une mission de médiation scolaire, en lien avec les équipes éducatives et les familles, comprenant l'accompagnement des élèves exclus et de ceux faisant l'objet d'une mesure de responsabilisation. Une subvention supplémentaire de 6 000 € intègre la prise en charge d'une fonction de coordination des postes d'adultes-relais médiation scolaire : prise en compte des spécificités du cadre d'intervention (Éducation Nationale, collège), articulation des équipes éducatives, formation et projets d'accompagnements personnalisés des adultes-relais.	Collèges Solignac, Stockfeld, Lezay-Marnesia, Ried	19 400 €	19 400 €
ASSOCIATION SOLIDARITÉ CULTURELLE	L'adulte-relais accompagne les adultes et les jeunes du quartier. Il favorise le lien social et assure l'interface avec entre les habitants et les institutions publiques.	Hohberg Koenigshoffen-Est	3 350 €	3 071 €
ASTU ACTIONS CITOYENNES INTERCULTURELLES	L'adulte-relais intervient sur le champ de la médiation sociale, scolaire et interculturelle, plus particulièrement en direction d'un public russophone, en lien avec les établissements scolaires des différents quartiers	QPV Eurométropole	3 350 €	3 350 €
AVENIR JEUNESSE FOOTBALL HAUTEPIERRE	L'adulte-relais assure une présence de proximité auprès des jeunes, favorise le lien social et la citoyenneté. Il met en place des actions sportives et éducatives, favorise l'insertion professionnelle et l'accès au sport, notamment pour les jeunes filles.	Hautepierre	0 €	3 350 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU-DELÀ DES PONTS	L'adulte-relais intervient principalement dans le domaine de l'insertion professionnelle des jeunes et ponctuellement sur une mission de médiation entre les familles et l'école d'une part, entre les habitant·es et les bailleurs d'autre part.	Port du Rhin	3 350 €	1 117 €
CENTRE SOCIAL ET CULTUREL DU MARAIS A SORGUS	L'adulte-relais a pour mission principale de faciliter l'accès aux droits et services par la médiation numérique et sociale dans le quartier prioritaire du Marais.	Marais	3 350 €	3 350 €
CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE	L'adulte-relais a pour mission l'accompagnement à l'insertion socio-professionnelle des habitant·es au sein du Pôle Insertion porté par l'association.	Cité de l'Ill	3 350 €	3 350 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL DE NEUDORF	L'adulte-relais accompagne les habitants dans leur démarche d'accès aux droits et aux soins.Il a également pour mission la mobilisation des publics afin de favoriser la mise en place d'initiatives par les habitant.es.	Ampère Risler	3 350 €	3 350 €

Porteur	Descriptif des missions	QPV	Montant N -1	Montant proposé
CENTRE SOCIO-CULTUREL DU FOSSÉ DES XIII	L'adulte-relais intervient principalement dans les domaines de l'insertion sociale et professionnelle, avec une attention particulière portée aux jeunes de 18 à 25 ans, ainsi que dans l'accompagnement aux démarches administratives et les actions de médiation.	Laiterie	3 350 €	2 513 €
CENTRE SOCIO-CULTUREL DE LA MEINAU	L'adulte-relais assure une mission de médiation sociale de proximité pour faciliter l'accès aux droits, accompagner les démarches administratives et numériques et orienter les habitant·es vers les services adaptés.	Neuhof-Meinau	0 €	1 117 €
CLUB SPORTIF HAUTEPIERRE	L'adulte-relais assure une mission de médiation et de promotion de la pratique sportive auprès des jeunes de 5 à 16 ans, en favorisant la mixité filles-garçons. Il contribue à la mise en œuvre d'actions de sensibilisation associant activité physique, alimentation et bien-être.	Hautepierre	3 350 €	3 350 €
CONCIERGERIE SOLIDAIRE D'ALSACE	L'adulte-relais a pour mission de favoriser la mobilisation des habitant·es, l'appui aux initiatives citoyennes et la valorisation des démarches participatives dans le quartier Ampère.	Ampère	3 350 €	3 350 €
COORDINATION ALSACIENNE DE L'IMMIGRATION MAGHRÉBINE	L'adulte-relais assure des missions dans le champ de la médiation santé et de l'accès aux soins, en organisant des permanences, des actions d'information, de prévention et de dépistage.	Neuhof-Meinau	3 350 €	3 350 €
DACIP (3 postes)	Les trois adultes-relais interviennent dans le domaine de la médiation insertion – emploi. Ils participent à l'élaboration, à la mise en œuvre, au déploiement et à l'évaluation du Dispositif d'Accompagnement Collectif et Individuel de Proximité (DACIP)	Neuhof-Meinau Quartiers Ouest Koenigshoffen-Est	10 050 €	7 817 €

Porteur	Descriptif des missions	QPV	Montant N -1	Montant proposé
DIMENSION CULTURELLE LOISIR INSERTION CITOYENNE (2 postes)	Les deux adultes-relais sont chargés d'accompagner la réussite éducative, scolaire et professionnelle de jeunes, principalement des collégien·nes. Ils accompagnent de manière individuelle des élèves sur leur projet d'orientation scolaire et/ ou professionnelle, favorisent l'accès à la plateforme de stages de troisième et démarchent de nouvelles entreprises pour leur proposer d'adhérer à la plateforme de stages	QPV Eurométropo	5 584 €	5 025 €
ESPACE DJANGO STRASBOURG NEUHOF	L'adulte-relais contribue à accroître l'ancrage de la structure dans le territoire et participe au développement de nouveaux projets auprès des familles.	Neuhof-Meinau	3 350 €	3 350 €
FCOSK06 (2 postes)	Le premier adulte-relais intervient auprès des jeunes et des familles pour favoriser l'accès à la pratique sportive, développer le football féminin et renforcer le lien entre les habitants, le club et les partenaires. Le second adulte-relais accompagne les jeunes dans leur parcours scolaire et professionnel.	Cronenbourg Murhof	3 350 €	3 630 €
L'EVEIL MEINAU	L'adulte-relais contribue au développement du projet de l'association en favorisant la participation des habitant·es du quartier de la Meinau. Il assure une mission de médiation entre les habitant·es, les institutions et les différents partenaires.	Neuhof-Meinau	1 395 €	2 513 €
LES SONS D'LA RUE	L'adulte-relais assure des missions de médiation et d'animation de proximité. Il assure également le suivi du dispositif "Chrysalide" d'accompagnement et d'échange de compétences dans les métiers du numérique et de l'audiovisuel.	Elsau Hautepierre	3 350 €	3 350 €
LIFETIME PROJECTS	L'adulte-relais mobilise les habitant·es, facilite leur accès aux dispositifs et accompagne leurs initiatives et démarches de participation citoyenne, en favorisant le lien avec les acteurs du quartier.	Spach-Rotterdam	3 350 €	1 117 €
LUTTE POUR UNE VIE NORMALE LUPOVINO	L'adulte-relais propose un accompagnement d'accès aux droits, au sein de la seule association implantée sur le secteur du Polygone au Neuhof, où Lupovino propose aux habitant·es un lieu d'accueil et d'information, un pôle enfants-adolescents ainsi que des ateliers de mobilisation vers l'emploi.	Neuhof-Meinau	3 350 €	3 350 €
NEUHOF FUTSAL	L'adulte-relais a pour mission d'accueillir et d'accompagner le public dans l'accès à la pratique du football. Il participe à l'élaboration de projets éducatifs par le biais du sport.	Neuhof-Meinau	3 350 €	3 350 €
PAR ENCHANTEMENT (2 postes)	Les deux adultes-relais interviennent sur le thème de la participation des habitant·es, avec pour mission l'accompagnement de la mobilisation des jeunes et des familles et l'aide au montage de projets	Koenigshoffen-Est	6 700 €	6 700 €

Porteur	Descriptif des missions	QPV	Montant N -1	Montant proposé
SOS FRANCE VICTIMES 67	L'adulte-relais propose un accompagnement juridique et social des personnes en difficulté, tout en contribuant à apaiser les tensions en les orientant, le cas échéant, vers les structures de médiation	Neuhof-Meinau	3 350 €	3 350 €
TROC SAVOIRS	L'adultes-relais a pour mission d'accueillir, d'informer et d'accompagner les habitant·es dans l'accès aux savoirs et savoir-faire, aux compétences numériques, linguistiques et scolaires.	Molkenbronn	3 350 €	3 350 €
UNIS VERS LE SPORT (3 postes)	Les trois adulte-relais interviennent dans le champ de la médiation sociale et culturelle de proximité. Ils interviennent au sein du programme d'éducation, de santé, d'insertion et de solidarité par le sport porté par l'association.	Hautepierre Port du Rhin Neuhof-Meinau	10 050 €	9 212 €
VIADUQ 67	L'adulte-relais assure une mission de médiation sociale et d'écrivain public. Il accompagne, informe et oriente les habitant·es dans leurs démarches administratives.	Cronenbourg	3 350 €	3 350 €
VIVRE	L'adulte-relais assure des missions de médiation sociale et culturelle, en accompagnant la population russophone dans leurs démarches auprès des institutions, ainsi que dans leur parcours d'insertion sociale et professionnelle.	Hautepierre	3 350 €	3 350 €
TOTAL			**137 488 €**	**134 420 €**

Soutien au développement et au rayonnement de l'Espace Egalité

Porteur	Projet	Territoire concerné	Montant demandé	Montant N-1	Montant proposé
VILLE DE STRASBOURG	Soutien au développement et au rayonnement de l'Espace Egalité	QPV Eurométropole	60 000 €	60 000 €	60 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

12

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Soutien de l'Eurométropole de Strasbourg à l'ingénierie de projet dédiée par les communes au pilotage territorial du Contrat de ville "Quartiers 2030" : co-financement pour l'année 2026.

Numéro E-2026-925

Dans le cadre du Contrat de ville de l'Eurométropole de Strasbourg « Quartiers 2030 », le rôle des six communes du territoire accueillant des quartiers prioritaires de la Politique de la ville (QPV) est réaffirmé dans la conduite du volet territorial du Contrat de ville, défini dans chaque Plan d'action territorial, et dans l'animation de proximité à mener avec les acteurs associatifs et les habitants des quartiers.

Par délibération du conseil du 28 mars 2024, l'Eurométropole de Strasbourg, dans son rôle de pilotage et d'impulsion de la Politique de la ville, a renouvelé son engagement au soutien en ingénierie aux communes, comme elle l'a assuré depuis les premiers dispositifs de la Politique de la ville. Cela se traduit par :

- la mission de coordination transversale conduite par la Direction de projet Politique de la ville, portée par l'Eurométropole de Strasbourg et cofinancée par l'Agence nationale pour la cohésion des territoires (ANCT) et l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU),
- le cofinancement par l'Eurométropole de Strasbourg des postes dédiés par les communes à la conduite du projet dans les QPV, à hauteur de 50 % du coût salarial annuel plafonné à 22 900 € pour un ETP, appliqué selon un ratio par nombre d'habitants en QPV (0,3 ETP pour moins de 3 500 habitants, 0,5 ETP pour 3 500 à 5 000 habitants, 0,7 ETP pour plus de 5 000 habitants) pour les postes dédiés au Contrat de ville, et à 0,5 ETP pour les postes dédiés au renouvellement urbain.

Les postes de chefs de projet Politique de la ville portés par les communes ont pour missions :

- l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des Plans d'action territoriaux (PAT) du Contrat de ville relatifs à chaque QPV,
- la veille territoriale et l'analyse des besoins d'intervention,
- l'animation du travail partenarial et des instances de pilotage territorial,
- l'accompagnement des acteurs dans l'élaboration de leurs projets, puis leur instruction en vue de leur cofinancement au titre de la Politique de la ville, notamment dans le cadre de l'appel à projets annuel du Contrat de ville,

- l’animation de la participation citoyenne et l’accompagnement des habitants des QPV,
- la participation aux instances de travail partenariales du Contrat de ville.

Le soutien de l’Eurométropole de Strasbourg à l’ingénierie de projet communale est versée à la commune au prorata du temps de présence annuel effectif des agents dont les postes sont cofinancés, sur la base d’un état déclaratif de présence et d’une convention financière.

En 2026, les postes dédiés par les communes et l’Eurométropole de Strasbourg à la mise en œuvre du Contrat de ville sont organisés comme suit :

<table>
<tr><th rowspan="2">Communes
nb de QPV & nb d'habitant·es en 2020*</th><th colspan="2">Missions portées par les communes</th><th colspan="2">Missions portées par l'Eurométropole</th></tr>
<tr><th>pilotage territorial du Contrat de ville</th><th>forfait ETP soutien EMS</th><th>pilotage territorial NPNRU</th><th>pilotage transversal Contrat de ville & NPNRU</th></tr>
<tr><td>Bischheim
2 QPV dont 1 intercommunal
4 540 habts</td><td>1 chef·fe de projet Politique de la ville</td><td>0,3 ETP</td><td rowspan="2">1 direction de projet QPV Quartiers Ouest et PRU Écrivains - 4 ETP **</td><td rowspan="6">1 direction de projet - 12 ETP

+ 1 ETP chef·fe de projet relogement</td></tr>
<tr><td>Schiltigheim
3 QPV dont 1 intercommunal
5 940 habts</td><td>1 chef·fe de projet Politique de la ville</td><td>0,6 ETP</td></tr>
<tr><td>Illkirch-Graffenstaden
1 QPV
2 298 habts</td><td>1 chef·fe de projet Politique de la ville
1 directeur·trice de projet PRU</td><td>0,8 ETP</td><td>sans objet</td></tr>
<tr><td>Lingolsheim
1 QPV intercommunal
692 habts</td><td>1 chef·fe de projet Politique de la ville</td><td>0,3 ETP</td><td>sans objet</td></tr>
<tr><td>Ostwald
1 QPV
2 326 habts</td><td>1 chef·fe de projet Politique de la ville</td><td>0,3 ETP</td><td>sans objet</td></tr>
<tr><td>Strasbourg
15 QPV dont 1 intercommunal
env. 74 169 habts</td><td>12 chargé·es de mission quartier</td><td>7 ETP</td><td>3 directions de projet PRU - 11 ETP</td></tr>
</table>

** Population communale en QPV selon le recensement de la population 2020*
*** la Direction de projet QPV Quartiers Ouest et PRU Écrivains, portée par l’Eurométropole, est également en charge du pilotage territorial du Contrat de ville sur ce territoire*

Le détail des soutiens apportés par l’Eurométropole en 2026 sur la base de l’état déclaratif

de présence des agent·es transmis par les communes est joint en annexe de la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le principe du cofinancement par l'Eurométropole de Strasbourg du coût de l'ingénierie de projet mise en place par les communes signataires du Contrat de ville, à hauteur de 50 % du coût salarial annuel plafonné à 22 900 € pour un ETP, appliqué selon un ratio par nombre d'habitant·es en QPV (0,3 ETP pour moins de 3 500 habitant·es, 0,5 ETP pour 3 500 à 5 000 habitant·es, 0,7 ETP pour plus de 5 000 habitant·es) pour les postes dédiés au Contrat de ville, et à 0,5 ETP pour les postes dédiés au renouvellement urbain,, sur la base des états déclaratifs de présence communiqués par les communes, soit :

- *pour la commune de Bischheim : 6 870 €,*
- *pour la commune de Schiltigheim : 13 740 €,*
- *pour la commune de Lingolsheim : 6 870 €,*
- *pour la commune d'Ostwald : 6 870 €,*
- *pour la commune d'Illkirch-Graffenstaden : 13 549 €,*
- *pour la commune de Strasbourg : 158 583 €*

décide

l'imputation de cette participation d'un montant total de ***206 482 €*** *au titre de l'année 2026, sur les crédits ouverts sous la fonction 020-nature 657341- programme 8041-activité DL04B, dont le solde disponible avant le présent conseil est de 212 970 €,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions financières correspondantes avec les communes.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-216724-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16

novembre 2026

Annexe - détails des soutiens de l'Eurométropole à l'ingénierie de projet des communes dédiée à la conduite territoriale du Contrat de ville en 2026

communes	QPV	nb habitant·es (données INSEE - RGP 2020)	forfait ETP EMS appliqué selon le ratio nb habts	déclaration de présence annuelle de l'agent·e (en mois)	soutien EMS sur la base des déclarations de présence (en €)
Postes des communes dédiés à la mise en œuvre du Contrat de ville (hors renouvellement urbain)					
Bischheim	Guirbaden	1 464	0,3	12	6 870
Schitigheim - Bischheim	Quartiers Ouest *	5 839	0		0
Schiltigheim	Centre	1 386	0,3	12	6 870
Schiltigheim	Marais	1 791	0,3	12	6 870
Illkirch	Libermann	2 298	0,3	12	6 870
Ostwald	Wihrel	2 326	0,3	12	6 870
Lingolsheim	Molkenbronn	692	0,3	12	6 870
Strasbourg	Molkenbronn	2 207	0,3	12	6 870
Strasbourg	Murhof	2 850	0,3	12	6 870
Strasbourg	Elsau	4 507	0,5	12	11 450
Strasbourg	Koenigshoffen-Est	3 795	0,5	12	11 450
Strasbourg	Hohberg	2 994	0,3	12	6 870
Strasbourg	Cronenbourg	8 742	0,5	12	11 450
Strasbourg	Hautepierre	13 137	0,7	12	16 030
Strasbourg	Cité de l'Ill	3 684	0,5	12	11 450
Strasbourg	Laiterie	3 425	0,3	9	5 153
Strasbourg	Spach - Rotterdam	3 357	0,5	12	11 450
Strasbourg	Jura-Citadelle	4 883	0,5	12	11 450
Strasbourg	Port du Rhin	1 683	0,3	12	6 870
Strasbourg	Ampère	1 336	0,3	12	6 870
Strasbourg	Risler	1 136	0,3	12	6 870
Strasbourg	Neuhof au sein QPV Neuhof-Meinau	16 433 dont env. 11 700 neuhof	0,7	12	16 030
Strasbourg	Meinau au sein QPV Neuhof-Meinau	16 433 dont env. 4 700 Meinau	0,5	12	11 450
Postes des communes dédiés au pilotage d'un projet de renouvellement urbain d'intérêt régional (PRIR)					
Illkirch	Libermann	2 298	0,5	7	6 679

* le QPV Quartiers-Ouest ne bénéficie pas de soutien de l'Eurométropole pour l'ingénierie de projet communale, car l'Eurométropole porte en direct une équipe de 3 ETP pour le pilotage du PRU Ecrivains et de Contrat de ville sur ce secteur

Total soutien EMS :	**206 482**

pour les communes de :

Bischheim	**6 870**
Schiltigheim	**13 740**
Lingolsheim	**6 870**
Ostwald	**6 870**
Illkirch-Graffenstaden	**13 549**
Strasbourg	**158 583**

Strasbourg.eu
eurométropole

13

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Associations œuvrant au profit des Gens du voyage : attribution de subventions.

Numéro E-2026-933

Le service Gens du voyage de l'Eurométropole de Strasbourg gère 9 aires d'accueil permanentes comprenant 144 emplacements, soit 298 places de caravanes. En plus de ces aires, un terrain d'appoint hivernal est mobilisé chaque année (56 places) ainsi qu'une aire de grand passage pouvant accueillir, sur deux terrains, moyens et grands groupes estivaux (160 places).

Afin d'accompagner les habitantes et les habitants de ces aires, le service Gens du voyage est, depuis 2017, agréé « Centre social ressources » par la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin. Les projets et actions sont portés conjointement par les coordinatrices sociales et la coordinatrice - référente famille du service en partenariat par des associations agréées Espace de vie sociale (EVS) qui proposent une animation socioculturelle et éducative de proximité. Un Lieu d'accueil enfants-parents intervient également sur les aires d'accueil, ainsi que d'autres associations pour des projets ponctuels ou expérimentaux.

Le projet social qui est porté vise à lutter contre l'isolement, encourager la participation des voyageuses et de voyageurs, favoriser l'accès au droit commun et à la citoyenneté et soutenir la scolarisation et la parentalité. Pour cela, il est proposé un ensemble d'actions inclusives pour et avec les familles qui fréquentent peu, de par leur itinérance, les centres sociaux de droit commun.

Dans le cadre du renouvellement de l'agrément du Centre social ressources, la Caisse d'allocations familiales du Bas-Rhin a validé en 2021 le déploiement d'EVS sur toutes les aires d'accueil et l'augmentation du temps d'intervention auprès du public. Pour 2026, les interventions sont menées en reconduction ou dans la continuité des années précédentes mais adaptées et ajustées en fonction des diagnostics actualisés et des nouveaux besoins recensés.

Compagnie les Gladiateurs	**6 000 €**

IN SITU théâtre cirque et danse auprès des Gens du voyage

L'association intervient sur différentes aires d'accueil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Le projet propose des animations d'improvisation, mais également de l'initiation aux techniques de danses chorégraphiées, facilitant l'élocution orale en français ainsi qu'un travail sur le corps, l'équilibre, le rythme. Ces actions visent à lutter contre l'isolement, encourager la participation des voyageuses et de voyageurs, promouvoir une activité physique et déployer l'imaginaire en plaçant le public au cœur de l'acte artistique.

Ballade *Le projet : Musiques vagabondes*	**3 000 €**

Cette expérimentation a été menée sur plusieurs aires d'accueil avec l'ambition de faire participer, enfant et adulte, de mettre en valeur la culture et la musique tsigane tout en favorisant l'interculturalité. Par manque d'adhésion du public, les ateliers hebdomadaires (guitare jonglage et ateliers de chant) proposés sont arrêtés et des interventions ponctuelles, en partenariat avec l'ensemble des partenaires, sont organisées.

Association Contact et Promotion	**66 000 €**
Lieu d'accueil enfants-parents itinérant	*26 000 €*
Cours d'alphabétisation et Français langue étrangère public adulte	*40 000 €*

Le projet de lieu d'accueil enfants-parents itinérant est mené dans le cadre du Centre social ressources Gens du voyage. Les actions de soutien à la parentalité visent à favoriser la préscolarisation et la prise en compte des problématiques liées à la petite enfance auprès du public des gens du voyage. Une approche de proximité est menée avec l'utilisation d'un camping-car, « l'autre caravane ».
Parallèlement, lors des interventions de l'association, notamment concernant la préscolarisation, le besoin de cours d'alphabétisation et de Français langue étrangère pour public adulte et adolescent a été mis en exergue.

Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas-Rhin	**26 000 €**
Espace de vie sociale – aire d'accueil de Fegersheim	*13 000 €*
Espace de vie sociale – aire d'accueil d'Ostwald-Lingolsheim	*13 000 €*

L'association propose des animations et des projets dans le cadre de l'Espace de Vie Sociale pour les aires d'accueil des Gens du voyage de Fegersheim et d'Ostwald-Lingolsheim. Les axes d'intervention sont : apprentissages fondamentaux, soutien à la parentalité, ouverture sociale. Le projet pédagogique de l'association vise à faciliter la scolarisation des enfants et leur intégration au sein des activités et de la vie de la commune, via des animations socioéducatives.

Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation	**34 900 €**
Espace de vie sociale – aire d'accueil d'Eckbolsheim	*14 900 €*
Espace de vie sociale – aire d'accueil de Geispolsheim	*20 000 €*

L'association propose des animations et des projets dans le cadre de l'Espace de vie sociale sur les aires d'accueil de Geispolsheim et d'Eckbolsheim. Il s'agit d'animations variées, tous publics. Des partenariats peuvent être proposés ponctuellement, notamment

dans le domaine culturel (cirque, musique, art graphique). Les interventions poursuivent les objectifs du Centre social ressources : la sensibilisation à la scolarisation de l'enfant, le soutien à la parentalité, l'ouverture vers l'extérieur. Concernant Geispolsheim, les conditions d'intervention sur l'aire d'accueil sont complexes (forte présence d'enfants non scolarisés, situation sociale très fragile…) et nécessitent de renforcer le nombre d'intervenants.

Association départementale des Francas du Bas-Rhin	**68 560 €**
Espace de vie sociale et scolarisation – aire d'accueil de Strasbourg	*44 280 €*
Espace de vie sociale – aire d'accueil d'Illkirch-Graffenstaden	*24 280 €*

L'association les Francas intervient à travers des activités socio-éducatives dans le cadre de l'Espace de vie sociale sur les aires d'accueil de Strasbourg et Illkirch-Graffenstaden. En complément, sur l'aire de Strasbourg, des actions spécifiques sont reconduites : des séances d'alphabétisation en vue de l'entrée en classe des enfants du voyage, et, en partenariat avec l'Éducation nationale, le développement d'un accompagnement concret et effectif des enfants et des familles vers et dans l'école en vue de rétablir un lien de confiance indispensable entre les familles et l'institution scolaire. Cet accompagnement a permis d'augmenter l'assiduité scolaire notamment sur l'aire de Strasbourg.

AVA Habitat et nomadisme	**37 380 €**
Espace de vie sociale – aire d'accueil Bischheim – Hœnheim – La Wantzenau	*12 460 €*
Espace de vie sociale – aire d'accueil de Schiltigheim	*12 460 €*
Espace de vie sociale – aire d'accueil de Vendenheim	*12 460 €*

Les animations sont menées sur trois aires : l'aire d'accueil des Gens du voyage de Bischheim-Hœnheim-La Wantzenau, l'aire d'accueil de Schiltigheim et l'aire d'accueil de Vendenheim. Ces interventions permettent de mener une action sociale et pédagogique s'inscrivant dans les objectifs partagés du projet social, sous la coordination du Centre social ressources. L'association incite les parents et les enfants à se rassembler autour des activités proposées. Elle développe des possibilités de relations nouvelles, externes au groupe familial, au sein et hors de l'aire d'accueil, avec la mobilisation de partenaires extérieurs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'allouer les subventions suivantes :*

Compagnie les Gladiateurs	*6 000 €*
Association Ballade	*3 000 €*

Association Contact et Promotion	*66 000 €*
Conseil départemental des associations familiales laïques du Bas-Rhin	*26 000 €*
Association régionale spécialisée d'action sociale d'éducation et d'animation	*34 900 €*
Association départementale des Francas du Bas-Rhin	*68 560 €*
Ava habitat et nomadisme	*37 380 €*

- *d'imputer ces subventions d'un montant total de 241 840 € au compte AS09B – 65748 - 554 prog.8006 dont le disponible avant le présent Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg est de 330 000 €,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions y afférentes.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215495-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

⌦ : **DSSJ** Conseil EMS 06/11/2026

TOTAL Gens du voyage

montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
250 840 €	254 340 €	**241 840 €**	11

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00028255	**COMPAGNIE LES GLADIATEURS**	Projet - Manifestation	6 000 €	6 500 €	**6 000 €**	
00027916	**ASSOCIATION BALLADE**	Projet - Manifestation	12 000 €	12 000 €	**3 000 €**	
00028265	**CONTACT ET PROMOTION**	Fonctionnement	26 000 €	26 000 €	**26 000 €**	
00028280	**CONTACT ET PROMOTION**	Projet - Manifestation	40 000 €	40 000 €	**40 000 €**	
00028283	**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES DU BAS RHIN Fegersheim**	Projet - Manifestation	13 000 €	14 500 €	**13 000 €**	
00028284	**CONSEIL DEPARTEMENTAL DES ASSOCIATIONS FAMILIALES LAIQUES DU BAS RHIN Ostwald**	Projet - Manifestation	13 000 €	14 500 €	**13 000 €**	
00028269	**ARSEA ESPERANCE Eckbolsheim**	Projet - Manifestation	14 900 €	14 900 €	**14 900 €**	
00028268	**ARSEA ESPERANCE Gesipolsheim**	Projet - Manifestation	20 000 €	20 000 €	**20 000 €**	
00029539	**ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN Strasbourg**	Fonctionnement	44 280 €	44 280 €	**44 280 €**	
00029540	**ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DES FRANCAS DU BAS-RHIN Illkirch**	Fonctionnement	24 280 €	24 280 €	**24 280 €**	
00026910	**AVA HABITAT ET NOMADISME**	Projet - Manifestation	37 380 €	37 380 €	**37 380 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

14

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Évolution du fonds de concours à destination des médiathèques du réseau Pass'relle.

Numéro E-2026-858

I) Contexte et enjeux

Le **réseau Pass'relle** regroupe l'ensemble des médiathèques des communes de l'Eurométropole de Strasbourg (EMS).
Depuis 2003, il s'appuie sur la compétence partielle en matière de lecture publique, « compétence relative à la construction et à la **gestion de quatre équipements d'agglomération** ainsi que celle relative à la **gestion et à l'animation d'un réseau** », et le principe de subsidiarité, les 20 médiathèques communales ainsi que les médiathèques du réseau de la ville de Strasbourg restant de compétence communale (gestion du personnel, horaires, politique d'acquisition, quotas de prêts, action culturelle).
En complément, l'Eurométropole de Strasbourg soutient financièrement les **20 communes disposant d'une médiathèque communale** regroupées au sein du réseau Pass'relle via un **fonds de concours**. Ce fonds couvrait, jusqu'à 2025, **45 % des frais d'entretien, de maintenance et de fonctionnement** liés aux bâtiments (énergie, maintenance, assurance, etc.), sur la base des dépenses certifiées de l'année N-1.
Les communes disposant d'une médiathèque de compétence eurométropolitaine sur leur territoire et de médiathèques communales ne bénéficiaient pas, jusqu'alors, du fonds de concours de l'intercommunalité. Seule la ville de Strasbourg était concernée par cette situation.

La délibération du Conseil de l'Eurométropole du **28 mars 2025** a acté la **gratuité totale** de l'abonnement Pass'relle pour les usagers et usagères à compter du 1er janvier 2026. Une compensation des pertes de recettes liées aux abonnements pour les communes, par une **augmentation du fonds de concours à hauteur de 50 % de leurs dépenses,** y a également été annoncée.

Il est proposé de concrétiser ce projet en faisant évoluer le taux de l'aide versée aux communes, d'intégrer au dispositif la ville de Strasbourg parmi les bénéficiaires et de fixer un plafond du montant du fonds de concours versé à chaque commune.

Il sera également proposé d'approuver les montants à verser aux communes en 2026 sur la base du montant des dépenses concernées de l'année précédente, selon les nouvelles

conditions d'application du dispositif.

II) Les principes d'application du fonds de concours

1) Les dépenses éligibles dans le cadre du fonds de concours :

Sont pris en charge les frais de fonctionnement relatifs à l'année N-1 des bâtiments qui abritent chaque médiathèque. Les dépenses qui peuvent être prises en compte sont énumérées ci-dessous, de manière limitative :

- eau :

Les factures d'eau correspondant à la consommation du bâtiment

- gaz :

Les factures de gaz correspondant à la consommation du bâtiment

- électricité :

Les factures d'électricité correspondant à la consommation du bâtiment

- téléphone et internet :

Les factures de téléphone et d'accès à internet correspondant à la consommation du bâtiment

- chauffage :

Les factures de chauffage correspondant à la consommation du bâtiment

- assurance :

Les factures d'assurance correspondant au contrat d'assurance pour le bâtiment

- contrat de maintenance :

Les factures correspondant à tous les contrats ou frais de maintenance liés à la structure du bâtiment (ascenseur, extincteur, chauffage, sas d'entrée.)

- nettoyage :

Peuvent être prises en compte les factures d'un prestataire extérieur pour le nettoyage du bâtiment sur une année et/ou les frais de personnel au prorata de la durée si le nettoyage est réalisé en régie.

- loyer :

Loyer et charges locatives pour une année si le bâtiment est loué à un tiers

- petits équipements liés à l'entretien du bâtiment :

Les factures liées à l'achat de petit matériel pour l'entretien courant du bâtiment (vis, câbles...) - section de fonctionnement (fournitures d'entretien et fournitures de petit équipement)

Sont exclus du champ du fonds de concours :
- l'acquisition des ouvrages et périodiques,
- le petit matériel pour l'équipement des collections,

- les frais liés à l'acquisition ou la maintenance du progiciel de gestion informatisé de bibliothèque (SIGB) et éventuel site internet dédié,
- les frais de personnel de bibliothèque,
- les frais de formation,
- les dépenses liées au fonctionnement de la médiathèque (déplacements, réceptions, animations, petit matériel..),
- les dépenses d'organisation d'animations ou d'activités culturelles,
- les travaux lourds sur le bâtiment – section d'investissement.

Est entendu par « bâtiment », la médiathèque communale et les éventuels bureaux décentralisés (au prorata de la surface occupée exclusivement par la médiathèque). Dans le cas d'un bâtiment abritant plusieurs services, il s'agira d'isoler les seuls frais de structure liés à l'activité de la médiathèque.

2) Conditions de prise en charge des dépenses et de versement du fonds de concours :

a) Augmentation du taux de participation de l'Eurométropole aux frais de structure

L'Eurométropole de Strasbourg prendra en charge 50% des frais de structures précédemment cités, sur la base d'un état certifié des dépenses par la commune et le comptable public.

b) Mise en place d'un double plafonnement

Il est proposé de mettre en place deux plafonds du fonds de concours de chaque commune bénéficiaire.

PLAFOND 1 :
Il est proposé de mettre en place un plafond pour chaque fonds de concours attribué à une commune par an, qui ne peut dépasser 300 000 €.

PLAFOND 2 :
A ce premier plafonnement, il est fait la proposition d'ajouter un second plafond via une indexation annuelle sur l'indice des prix à la consommation (IPC), ayant pour référence le plafond de l'année précédente.
Ce second plafonnement vise à éviter l'effet exponentiel des versements dans le temps. L'indice des prix à la consommation (IPC) permet d'apprécier le niveau de l'inflation en France et sert de référence pour l'indexation de nombreux dispositifs économiques et financiers.

La formule de calcul du plafond pour chaque commune, dans laquelle :
A-1 désigne le montant du plafond du fonds de concours de chaque commune de l'année précédente.
A est l'année en cours.

Plafond 2 FDC A = Plafond FDC A-1 X (indice IPC A / indice IPC A-1)

Le plafond s'appliquera à compter du versement du fonds de concours 2027, le montant du fonds de concours de l'année 2026 étant l'année de référence.

c) Modalités de versement

Les communes bénéficiaires du réseau Pass'relle, disposant d'une ou plusieurs médiathèques sur leur territoire, seront sollicitées annuellement par l'Eurométropole et devront transmettre, avant le 30 juin de l'année en cours, un état certifié de leurs dépenses de structures de l'année N-1.
Dans le cadre de vérifications plus approfondies, des pièces justificatives comptables pourront être demandées aux communes.
Le versement s'effectuera après la délibération du Conseil Eurométropolitain approuvant les montants des fonds de concours attribués aux communes, comme conformes à la présente délibération.

III) Les communes bénéficiaires

Par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 mars 2011, le fonds de concours a été mis en place à destination des médiathèques municipales du réseau Pass'relle, à l'exclusion des communes ayant sur leur territoire une médiathèque communautaire et une ou plusieurs médiathèques municipales.
À ce jour, les communes prenant part au réseau Pass'relle et bénéficiant du fonds de concours sont :

- Achenheim
- Bischheim
- Blaesheim
- Eckbolsheim
- Eckwersheim
- Eschau
- Fegersheim
- Hangenbieten
- Holtzheim
- La Wantzenau
- Lampertheim
- Lipsheim
- Mundolsheim
- Niederhausbergen
- Oberhausbergen
- Plobsheim
- Reichstett
- Souffelweyersheim
- Vendenheim
- Wolfisheim

Il est proposé d'intégrer la ville de Strasbourg au dispositif, qui couvrira en partie les dépenses éligibles des médiathèques constituant son réseau municipal (8 médiathèques).
Eu égard au niveau de contribution de la ville de Strasbourg dans la gratuité de l'inscription aux médiathèques (234 646 € de perte de recettes) et du gain réalisé par l'Eurométropole de Strasbourg du fait de la suppression de la part fixe à la ville de Strasbourg (la différence entre la part fixe versée à la ville et le montant des recettes

réelles permettent une économie de 152 714 €), il est proposé d'intégrer la ville de Strasbourg au dispositif de fonds de concours au même titre que les autres communes de l'Eurométropole de Strasbourg. La ville de Strasbourg réunit l'ensemble des conditions légales pour le versement d'un fonds de concours.
Les frais de fonctionnement bâtimentaires éligibles des huit médiathèques de la ville de Strasbourg s'élevant à ce jour à un montant compris entre 580 000 et 600 000 €/an, il est proposé d'introduire un plafond à 300 000 €/an correspondant à environ 50 % de ces frais.

IV) Approbation du versement du fonds de concours 2026

Sur la base d'un état certifié par chaque commune, il vous est proposé de maintenir le versement du fonds de concours à destination de ces communes et d'ajouter la ville de Strasbourg au dispositif, comme ci-dessous :

Communes	Frais selon état certifié 2025	Montant à verser (50%) 2026
Achenheim	17 361,64 €	8 680,82 €
Bischheim	83 858,55 €	41 929,28 €
Blaesheim	19 667,12 €	9 833,56 €
Eckbolsheim	17 173,57 €	8 586,79 €
Eckwersheim	6 719,82 €	3 359,91 €
Eschau	35 541,44 €	17 770,72 €
Fegersheim	26 403,70 €	13 201,85 €
Hangenbieten	20 375,32 €	10 187,66 €
Holtzheim	41 857,25 €	20 928,63 €
La Wantzenau	21 272,64 €	10 636,32 €
Lampertheim	33 377,14 €	16 688,57 €
Lipsheim	18 364,49 €	9 182,25 €
Mundolsheim	25 167,43 €	12 583,72 €
Niederhausbergen	8 186,69 €	4 093,35 €
Oberhausbergen	50 868,97 €	25 434,49 €
Plobsheim	10 409,62 €	5 204,81 €
Reichstett	33 402,81 €	16 701,41 €
Souffelweyersheim	31 185,17 €	15 592,59 €
Strasbourg	574 003,00 €	287 001,50 €

Vendenheim	61 882,83 €	30 941,42 €
Wolfisheim	24 003,85 €	12 001,93 €
TOTAL	**1 161 083,05 €**	**580 541,53**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les article L 5214-16 et L 5215-26 du Code Général des Collectivités Territoriales
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

1) le versement d'un fonds de concours annuel aux communes membres du réseau Pass'relle à hauteur de 50 % des frais de fonctionnement médiathèques communales éligibles, ci-après définis.

Sont inclues dans le champ du fonds de concours, les communes de :
Achenheim
Bischheim
Blaesheim
Eckbolsheim
Eckwersheim
Eschau
Fegersheim
Hangenbieten
Holtzheim
La Wantzenau
Lampertheim
Lipsheim
Mundolsheim
Niederhausbergen
Oberhausbergen
Plobsheim
Reichstett
Souffelweyersheim
Strasbourg
Vendenheim
Wolfisheim.

2) L'application d'un double plafond du fonds de concours versé annuellement à chaque commune :
- *ne pouvant excéder le montant de 300 000 € par commune*
- *ne pouvant excéder le montant indexé sur l'année précédente, issu de la formule de calcul suivante :*

Montant plafond du fonds de concours de l'année en cours = Montant plafond du fonds

de concours de l'année précédente X (indice IPC mars de l'année en cours / indice IPC de mars de l'année précédente)

3) Sont pris en charge, de manière limitative, les frais de fonctionnement suivants pour l'année N-1 :

- *eau :*

Les factures d'eau correspondant à la consommation de la surface du bâtiment occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque,

- *gaz :*

Les factures de gaz correspondant à la consommation de la surface du bâtiment occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque,

- *électricité :*

Les factures d'électricité correspondant à la consommation de la surface du bâtiment occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque,

- *téléphone et internet :*

Les factures de téléphone et d'accès à internet correspondant à la consommation de la surface du bâtiment occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque,

- *chauffage :*

Les factures de chauffage correspondant à la consommation de la surface du bâtiment occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque,

- *assurance :*

Les factures d'assurance correspondant au contrat d'assurance au prorata de la surface du bâtiment occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque,

- *contrat de maintenance :*

Les factures correspondant à tous les contrats ou frais de maintenance lié à la structure du bâtiment (ascenseur, extincteur, chauffage, sas d'entrée….) au prorata de la surface occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque,

- *nettoyage :*

Peuvent être prises en compte les factures d'un prestataire extérieur pour le nettoyage de la surface du bâtiment occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque sur une année et/ou les frais de personnel au prorata de la durée si le nettoyage est réalisé en régie.

- *loyer :*

Le loyer et les charges locatives pour une année si la surface du bâtiment occupée exclusivement par la bibliothèque/ médiathèque est louée à un tiers,

- *petits équipements liés à l'entretien du bâtiment :*

Les factures liées à l'achat de petit matériel pour l'entretien courant du bâtiment (vis, câbles...) - section de fonctionnement (fournitures d'entretien et fournitures de petit équipement),

4) Les montants des fonds de concours à verser en 2026, ayant pour référence les dépenses de 2025, pour un montant total de 580 541,53 €,

décide

l'imputation de la dépense sur la ligne budgétaire AU14F, nature : 657341,le versement du fonds de concours de 2026,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer tout document ayant trait au fonds de concours à destination des communes du réseau Pass'relle,

l'émission des mandats pour le versement du fonds de concours de 2026, sur l'imputation budgétaire AU14F, nature : 657341.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214380-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

15

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Mise en œuvre opérationnelle de la gratuité de la carte Pass'relle : renouvellement de la convention de coopération transfrontalière entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Kehl pour la participation de la médiathèque de Kehl au réseau Pass'relle.

Numéro E-2026-852

Créé par l'Eurométropole en 2007, le réseau Pass'relle regroupe 34 médiathèques de 22 collectivités (l'Eurométropole, Strasbourg et 20 autres communes).

Par une délibération du Bureau du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 29 juin 2018, la convention de coopération transfrontalière entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Kehl pour l'adhésion de la médiathèque de Kehl au réseau Pass'relle a été approuvée.
Cette convention permettait à la médiathèque de Kehl de délivrer des cartes Pass'relle. Cette carte donnant également accès à ses collections physiques, la ville de Kehl reversait alors la moitié des recettes perçues à l'Eurométropole de Strasbourg.
Cette convention est aujourd'hui échue.

Par délibération du 28 mars 2025, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le projet de gratuité de l'abonnement Pass'relle au sein du réseau à partir du 1er janvier 2026.
La convention Pass'relle actualisée a été approuvée en Conseil eurométropolitain du 27 juin 2025 et a été signée par les communes du réseau.
Depuis le 1er janvier 2026, l'abonnement à la carte Pass'relle est souscrit gratuitement par toute personne quel que soit son lieu de résidence.

La ville de Kehl ne souhaite pas mettre en place la gratuité de l'accès à l'ensemble des collections de sa médiathèque. Par conséquent, elle participera au réseau Pass'relle sous une forme coopérative, dont les objectifs sont les suivants :
- enrichir les services offerts à tous les habitants de l'agglomération transfrontalière,
- faciliter la découverte de chaque culture de l'autre côté du Rhin,
- contribuer au développement du bilinguisme.

La nouvelle convention proposée prévoit que les usagers titulaires d'une carte Pass'relle résidant dans l'Eurométropole pourront s'inscrire gratuitement à la Médiathèque de

Kehl.
Dans le cadre de cette souscription gratuite, les usagers pourront emprunter les documents de ses collections, exception faite des services en ligne et interbibliothèques qui ne seront accessibles qu'avec la carte communale de Kehl.

En contrepartie de cet avantage accordé à ses usagers, et parce que la commune de Kehl ne fait pas partie de l'Eurométropole de Strasbourg et ne bénéficie donc d'aucun dispositif de soutien au titre de son fonctionnement, l'Eurométropole de Strasbourg prend en charge à hauteur de 50% le montant de chaque abonnement annuel délivré gratuitement à l'usager résident de l'Eurométropole titulaire d'une carte Pass'relle, au tarif en vigueur au moment de l'inscription.

Chaque année, la ville de Kehl transmettra un relevé du nombre d'abonnements à la médiathèque au courant de l'année N-1, signé par le Maire de Kehl ou son représentant.
L'Eurométropole de Strasbourg validera le montant à recouvrer selon les termes de la présente convention.
La ville de Kehl émettra ensuite un titre de recettes correspondant au montant à recouvrer et l'adressera au service des médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg, qui versera à la ville de Kehl la participation.

L'année d'entrée en vigueur de la présente convention constituera l'année N. Le reversement s'appliquera à l'année N-1.

La durée de la convention est fixée à 3 ans à partir de la signature des deux parties, renouvelable par tacite reconduction pour une durée de 3 ans, sauf dénonciation par une des parties respectant un préavis de 9 mois.

Aussi, la présente délibération a pour objet d'approuver la nouvelle convention de coopération transfrontalière entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Kehl fixant les modalités particulières et générales de la participation de la médiathèque de Kehl au réseau Pass'relle.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

les conditions de la convention de coopération transfrontalière entre l'Eurométropole de Strasbourg et la ville de Kehl pour la participation de la médiathèque de Kehl au réseau Pass'relle ;

décide

de verser et à déterminer les modalités de versement de la participation financière annuelle ;

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante :

- *à signer la convention de coopération,*
- *l'imputation de la dépense sur la ligne AU14F / 6562.*

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214284-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CARTE PASS'RELLE **Convention** **de coopération transfrontalière** Entre **L'Eurométropole de Strasbourg** Et **La Ville de Kehl**	***Traduction allemande en cours de certification***
Préambule Afin de faciliter l'accès aux ressources documentaires situées sur son territoire, l'Eurométropole de Strasbourg a créé et anime un réseau de bibliothèques et médiathèques, le réseau Pass'relle, concrétisé pour les usagers par une carte d'emprunt unique, la carte Pass'relle. Ce réseau réunit à ce jour les 8 médiathèques et le bibliobus de la ville de Strasbourg, les 4 médiathèques de l'Eurométropole et 20 bibliothèques des communes situées sur le territoire de l'Eurométropole. La carte Pass'relle est utilisable dans ces 33 médiathèques et permet à chacun de ses détenteurs d'accéder grâce à un abonnement unique à plus d'un million de documents. La participation au dispositif « carte Pass'relle » de la ville de Kehl qui dispose d'une médiathèque riche de 35.000 documents environ, permet, dans une dynamique de réciprocité : • d'enrichir les services offerts à tous les habitants de l'agglomération transfrontalière • de faciliter la découverte de la culture de l'autre côté du Rhin • de contribuer au développement du bilinguisme.	

Du fait de la décision de l'Eurométropole de rendre la carte Pass'relle gratuite, la présente convention a pour objet de préciser les conditions d'accès aux collections de la Médiathèque de la Ville de Kehl, aux détenteurs d'une carte Pass'relle dans le cadre de leur abonnement. *Vu l'accord de Karlsruhe du 23 janvier 1996 sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux et le décret n° 97-798 du 22 août 1997 qui en assure la publication* *Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.1115-1 relatif à la coopération internationale,* *Vu la délibération du 11 juillet 2003 par laquelle le Conseil de la Communauté Urbaine de Strasbourg (CUS) a approuvé le transfert à la Communauté Urbaine de Strasbourg de la mise en place, de la gestion et de l'animation d'un réseau entre les bibliothèques communautaires et les bibliothèques des communes membres, incluant la mise en place et la gestion d'une tarification unique,* *Vu le décret n°2014-1603 du 23 décembre 2014 ayant créé l'Eurométropole de Strasbourg par transformation de la Communauté urbaine de Strasbourg, au 1er janvier 2015,* *Vu la Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 5 janvier 2017 par laquelle l'Eurométropole de Strasbourg confirme exercer les compétences prévues par la loi ainsi que toutes les compétences acquises antérieurement par la Communauté urbaine de Strasbourg* *Vu la délibération du 28 mars 2025 du Conseil de l'Eurométropole approuvant le projet de gratuité de la carte Pass'relle à compter du 1er janvier 2026*	
Article 1 – Objet de la convention	

La présente convention a pour objet de définir les conditions de prolongation de l'adhésion de la ville de Kehl au réseau Pass'relle, qui permet aux titulaires d'une carte Pass'relle résidant dans l'Eurométropole de Strasbourg d'emprunter également des documents à la médiathèque de Kehl. Toute modification des dispositions de la présente convention nécessite un avenant signé par les deux parties.	
Article 2 – Pass'relle **2-1 : Le réseau Pass'relle et la médiathèque de Kehl** Le réseau Pass'relle est constitué des médiathèques de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg et des médiathèques des communes y ayant adhéré. La Médiathèque de Kehl participe au réseau Pass'relle sous une forme spécifique : • elle délivre aux usagers une carte d'abonnement communale qui lui est propre • elle autorisera l'emprunt gratuit d'une partie de ses documents aux usagers présentant une carte Pass'relle délivrée dans une médiathèque du reste du réseau résidant dans l'Eurométropole de Strasbourg sur présentation d'un justificatif de domicile et d'une pièce d'identité en cours de validité. **2-2 : La Carte Pass'relle** Le réseau Pass'relle fonctionne sur la base d'une carte, la carte Pass'relle, pouvant être délivrée à une personne physique dans n'importe quelle médiathèque du réseau Pass'relle et permettant à son titulaire de s'inscrire et d'emprunter des documents dans toute médiathèque du réseau.	

La carte Pass'relle est un justificatif d'abonnement matérialisé par une carte en plastique comportant un code à barres utilisable dans le système intégré de gestion des bibliothèques (SIGB), dès lors que l'usager est inscrit dans la médiathèque concernée. La carte est unique et délivrée gratuitement. Les types de documents prêtés, le nombre de documents prêtés, la durée de prêt sont librement fixés par chaque commune membre du réseau Pass'relle. **2-3 : Souscription, renouvellement et durée de validité de la Carte Pass'relle** <u>Situation générale dans les médiathèques du réseau Pass'relle</u> Depuis le 1er janvier 2026, l'abonnement à la carte Pass'relle peut être souscrit gratuitement par toute personne quel que soit son lieu de résidence. Le renouvellement s'effectue dans les mêmes conditions que l'adhésion. L'abonnement est valable un an à partir de sa date de souscription. La mise en place du dispositif relatif à la gratuité ne nécessitant plus de vérification de la validité de la carte Pass'relle, auparavant payante dans chaque médiathèque, l'encodage des cartes est abandonné à partir du 1er janvier 2026. Aussi, tout usager pourra se voir délivrer une carte Pass'relle dans les médiathèques du réseau Pass'relle, et ce quel que soit son lieu de résidence. Par conséquent, un habitant de la Ville de Kehl peut également souscrire à un abonnement Pass'relle gratuit, lui permettant d'emprunter dans toutes les médiathèques du réseau de l'Eurométropole de Strasbourg. Une opération d'inscription est à assurer en présentiel auprès d'une médiathèque de l'Eurométropole de Strasbourg. L'abonnement donne à l'usager le droit d'emprunter tout document selon les règles de chaque médiathèque conformément au règlement de la médiathèque municipale concernée ou du réseau de médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg.	

L'utilisation de la médiathèque de Kehl est exclue pour les détenteurs d'une carte Pass'relle qui ne sont pas domiciliés dans l'Eurométropole de Strasbourg, même s'ils sont titulaires d'un abonnement Pass'relle. <u>Situation pour la Médiathèque de Kehl</u> Les usagers titulaires d'une carte Pass'relle résidant dans l'Eurométropole de Strasbourg pourront s'inscrire à la Médiathèque de Kehl sur présentation d'une pièce d'identité et d'un justificatif de domicile en cours de validité et emprunter sans frais supplémentaire une partie des documents imprimés disponibles dans le fonds de la Médiathèque de Kehl. Le prêt est limité exclusivement aux documents imprimés. Le nombre maximal de supports pouvant être empruntés par chaque usager peut être limité à tout moment par le personnel de la médiathèque de Kehl. Le prêt d'autres supports, l'utilisation des services en ligne et le prêt entre bibliothèques ne seront accessibles qu'avec la carte d'abonnement de la médiathèque de la ville de Kehl. Seules les personnes physiques peuvent s'inscrire à la médiathèque de Kehl, cette dernière n'ouvrant pas de droits aux personnes morales. Un usager du réseau Pass'relle qui s'inscrit à la médiathèque de Kehl souscrit aux conditions de prêt de la médiathèque de Kehl. Le renouvellement s'effectuera dans les mêmes conditions que l'adhésion.	
Article 3 – Vol ou perte de la carte Pass'relle En cas de vol ou de perte d'une carte Pass'relle, l'usager devra immédiatement en avertir la/les médiathèque/s où il est inscrit, afin de bloquer son compte et d'éviter une usurpation de sa carte et tout éventuel prêt malhonnête.	

Si le lecteur le souhaite, il pourra se réinscrire, moyennant le paiement d'un forfait de remplacement de la carte selon les tarifs fixés par la convention Pass'relle.	
Article 4 – Modalités financières **4-1: Dépenses prises en charge par l'Eurométropole de Strasbourg** L'Eurométropole de Strasbourg prend en charge à hauteur de 50% le montant de chaque abonnement annuel de la médiathèque Kehl délivré gratuitement à l'usager résident de l'Eurométropole titulaire d'une carte Pass'relle, au tarif en vigueur au moment de l'inscription. L'Eurométropole met à disposition de la ville de Kehl les documents publics de communication afférents au réseau Pass'relle (guide d'utilisation révisé annuellement) traduits en allemand ainsi que la première impression. **4-2: Dépenses prises en charge par la Ville de Kehl** La Ville de Kehl prendra à sa charge la réimpression annuelle des documents de communication en allemand mis à jour par l'Eurométropole de Strasbourg. **4-3 : Tarifs de l'abonnement de la médiathèque de Kehl** Le tarif de référence correspond au montant de la cotisation annuelle en vigueur au moment de l'adhésion d'un usager, selon les tarifs votés par le Conseil Municipal de la Ville de Kehl. La Ville de Kehl informera expressément l'Eurométropole au moment du dépôt d'une délibération au conseil municipal affectant les tarifs d'abonnement, de son éventuelle approbation et de la date de l'entrée en vigueur des tarifs modifiés. **4-4: États annuels attendus de la Ville de Kehl**	

La Ville de Kehl s'engage à fournir tous les ans au service des Médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg au plus tard le 31 mars, un état des abonnements de la médiathèque de Kehl de l'année précédente délivrés à des usagers titulaires de la carte Pass'relle et résidant dans l'Eurométropole. Ces états devront préciser le nombre d'abonnements délivrés et leur nature. **4-5: Modalités de reversement par l'Eurométropole de Strasbourg à la Ville de Kehl** Au plus tard le 31 mars de chaque année N, la ville de Kehl transmettra un relevé du nombre d'abonnements des usagers titulaires de la carte Pass'relle et résidant dans l'Eurométropole de la médiathèque de Kehl au courant de l'année N-1, signé par le maire de Kehl ou son représentant. L'Eurométropole de Strasbourg validera le montant à recouvrer selon les termes de la présente convention. La Ville de Kehl émettra ensuite un titre de recettes correspondant au montant à recouvrer et l'adressera au service des médiathèques de l'Eurométropole de Strasbourg. L'année d'entrée en vigueur de la présente convention constituera l'année N. Le reversement s'appliquera à l'année N-1.	
Article 5 – Durée de la convention – résiliation La présente convention conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Ville de Kehl entre en vigueur suite à la transmission au Préfet du département du Bas-Rhin, représentant de l'État français, de la convention signée par les parties. Elle est conclue pour une durée de 3 ans à compter de son entrée en vigueur. Elle est ensuite renouvelable par tacite reconduction pour trois années supplémentaires, sauf si elle est résiliée par l'une des parties.	

Au cours de la première période comme dans le cadre d'un renouvellement, chaque partie peut la résilier en informant l'autre partie et en respectant un préavis de 9 mois avant la fin de l'année civile. Les abonnements à la médiathèque de Kehl des titulaires de la carte Pass'relle conservent leur validité jusqu'au terme prévu en cas de résiliation de la convention. Les dispositions de la convention continueront dans ce cas à s'appliquer jusqu'à l'échéance du dernier abonnement.	
Article 6 – Litiges et droit applicable Les parties conviennent que le droit applicable pour la mise en œuvre de la présente convention est le droit français sauf disposition contraire prévue dans cette convention. En cas de différend entre les parties concernant l'application et/ou l'interprétation de la présente convention, celles-ci s'engagent à recourir à un mode de règlement à l'amiable avant toute action contentieuse. Tout contentieux résultant de l'application et/ou de l'interprétation de la présente convention sera porté devant le Tribunal administratif de Strasbourg	
Article 7 – Responsabilité En cas de dommage subi par un tiers dans le cadre de l'exécution du présent contrat ou de l'utilisation des installations du réseau Pass'relle, seule la partie contractante sur le territoire de laquelle le dommage a été subi est engagée, quelle que soit la personne dont l'action ou l'omission a directement causé le dommage. L'autre partie contractante est dégagée de toute responsabilité vis-à-vis du tiers par l'autre partie. Cela comprend également les	

frais nécessaires à la poursuite et à la défense en justice. Chaque partie sera responsable envers l'autre de tous les dommages résultant d'un manquement fautif à ses obligations au titre de la présente convention.	
Art. 8 - Langue du contrat En deux exemplaires originaux, chacun en langue française et allemande. Les parties conviennent que la langue du contrat est le français. Le texte du contrat rédigé en français fait donc autorité et engage les deux parties.	

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Fait le,

Catherine Trautmann

Présidente

Für die Stadt Kehl

Am

Wolfram Britz

Oberbürgermeister

16

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Observatoire actif du sport : renouvellement de la convention-cadre pour la période 2026-2031 et programme d'études et de recherches 2026-2027 avec l'Université de Strasbourg.

Numéro E-2026-899

La pratique sportive joue un rôle majeur dans la déclinaison des grands enjeux environnementaux, sociaux et démocratiques que portent la ville de Strasbourg et l'Eurométropole.

Le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a validé par délibération du 25 juin 2021 un partenariat pour une durée de 5 ans, soit jusqu'en 2026, entre la ville de Strasbourg, l'Eurométropole et l'Unistra portant sur la création d'un observatoire actif du sport.

Afin d'assurer la pérennité de ce partenariat sur une période de cinq ans supplémentaires, il convient de renouveler la convention cadre sur la base de quatre actions structurantes :
- action 1 : observation, suivi et diagnostic de la sportivité du territoire,
- action 2 : évaluation croisée de projets de politiques publiques,
- action 3 : participation croisée aux séminaires et colloques,
- action 4 : collaboration aux projets internationaux et connexion aux réseaux de chaque partie.

Chaque année un programme de sujets d'études et de recherches est établi en commun. Par ailleurs des étudiants de Master 1 et Master 2 sont accueillis en stage à la Direction des sports.

Durant la saison universitaire 2025-2026, cinq études ont ainsi été réalisées, portant sur :

- l'analyse et l'expression des besoins du territoire sur l'événementiel sportif et le devenir du Rhenus sport,
- la méthodologie et les outils pour prévenir les violences dans le sport,
- la création d'une base de données / cartographie de l'offre sportive et des usages des équipements sportifs sur les trois territoires strasbourgeois,
- les clubs inclusifs

- une étude sur la non-activation de l'offre sportive (zones de non recours).

Par ailleurs, la Direction des sports a accueilli quatre stagiaires, pour des stages de trois à six mois.

Pour l'année 2026-2027, il est proposé le programme d'études et de recherches suivant :

Action 1 : **observation suivi et diagnostic de la sportivité du territoire**

1. A - Recensement exhaustif et analyse territoriale des équipements sportifs dans les communes de l'Eurométropole de Strasbourg

   B - Sur le fondement de l'étude collective, réaliser un diagnostic territorial des équipements sportifs dans les communes de l'Eurométropole de Strasbourg, intégrant une cartographie détaillée de chaque équipement

2. A - Cartographie relative au « savoir rouler à vélo » : dispositifs, équipements, subventions attribuées au bénéfice du milieu associatif et professionnel

   B - Sur le fondement de l'étude collective, étude des leviers pour renforcer le « savoir-rouler à vélo » : analyse des équipements/dispositifs et évaluation de leur articulation avec les acteurs locaux (pilotage technique et politique)

Action 2 : évaluation croisée de politiques publiques

1. A - Comment diversifier et renforcer l'engagement des bénévoles dans les clubs para et handisports, en tenant compte des spécificités de chaque famille de bénévoles et des besoins des clubs ?

2. B - Sur le fondement de l'étude collective, quels leviers la Ville de Strasbourg peut-elle actionner pour attirer des bénévoles dans les clubs para et handisports, et comment les intégrer dans un plan d'action opérationnel ?

3. A - Identifier les mesures phares au niveau national pour un sport adapté au changement climatique

   B - Sur le fondement de l'étude collective, élaborer une feuille de route en intégrant les axes stratégiques et les contraintes de l'Eurométropole de Strasbourg

Action 3 : participation croisée aux séminaires et colloques organisés par chacune des parties

Action 4 : collaboration aux projets internationaux et connexion aux réseaux de chaque partie

Afin de permettre la réalisation de ces quatre actions, il est proposé à l'Eurométropole de Strasbourg de participer par une subvention à hauteur de 10 000 €, la ville de Strasbourg ayant vocation à participer également à hauteur de 10 000 €. À cet effet, il

est proposé de délibérer sur les sujets de recherches de l'année scolaire 2026-2027.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 25 juin 2021 portant création d'un Observatoire actif du sport - partenariat avec l'Université de Strasbourg
sur proposition de la commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le partenariat pluriannuel avec l'Unistra dans le domaine du sport, selon les modalités de la convention partenariale pluriannuelle jointe en annexe,*

- *la convention spécifique annuelle 2026-2027 jointe en annexe relative au programme d'études et de recherches, et aux modalités de leur mise en œuvre,*

- *l'attribution d'une subvention de 10 000 € à l'Unistra pour en permettre la réalisation,*

décide

l'imputation des dépenses sur le compte 325 – 657382 – 8131 – SJ03N du budget primitif 2026 dont le disponible budgétaire avant le présent Conseil s'élève à 10 000 €,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la convention et autres documents relatifs ces opérations.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215441-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CONVENTION SPECIFIQUE

Année 2026-2027

Observatoire actif du sport

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg,
Dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG CEDEX
Représentée par sa Présidente, Madame Catherine TRAUTMANN

ci-après dénommée « **Eurométropole** »

Et

La ville de Strasbourg,
Dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG CEDEX
Représentée par son Premier Adjoint, Monsieur Mathieu CAHN

ci-après dénommée « **Ville** »

Et

L'UNIVERSITE DE STRASBOURG
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Sise 4, rue Blaise Pascal – CS90032, 67081 STRASBOURG CEDEX
Représentée par sa Présidente, Madame Frédérique BERROD

ci-après dénommée « **UNISTRA** »

L'UNISTRA agissant elle-même au nom et pour le compte du Laboratoire E3S - Sports et Sciences Sociales, EA1342, dirigé par M. Gilles VIEILLE- MARCHISET

L'Eurométropole, Ville et UNISTRA ci-après désignées chacune individuellement « **la Partie** », et collectivement « **les Parties** ».

PREAMBULE :

Les Parties ont pris des engagements réciproques sur les principes qui guident un partenariat autour de l'**Observatoire actif et international de la sportivité du territoire** (ci-après l'Observatoire) dans le cadre du Partenariat pluriannuel de recherche (ci-après « PARTENARIAT »).

Partageant une vision commune sur les tendances et les enjeux des politiques sportives, la Ville et l'Eurométropole, ainsi que l'UNISTRA contribuent par des actions communes à l'Observatoire sur la période post Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024 et au-delà, afin d'accroitre leurs connaissances du niveau de pratique sportive et d'activité physique des habitant·es du territoire et d'identifier des leviers d'actions pour l'améliorer. **Ces sujets de recherche doivent mettre l'accent sur une approche genrée d'une part, et l'inclusion des publics fragiles d'autre part (réalité ou pistes d'améliorations).** Ce

sont autant d'évolutions et de perspectives nouvelles qu'elles veulent étudier et prendre en compte, tant au niveau de la recherche que dans les politiques publiques mises en œuvre.

Ce PARTENARIAT prévoit la mise en place de conventions annuelles établies entre les PARTIES, ci-après dénommée(s) « CONVENTION SPECIFIQUE », dans le cadre de la réalisation de différents projets communs, ci-après dénommés « PROGRAMMES ».

Chaque CONVENTION SPECIFIQUE a pour objet d'enrichir le PARTENARIAT en définissant des projets et des sujets spécifiques, pour décliner de manière précise la matérialisation de leurs engagements, par saison sportive – année universitaire.

En conséquence, il est convenu ce qui suit :

OBJET :

La présente CONVENTION SPECIFIQUE a pour objet de régir le PROGRAMME mis en place dans le cadre de l'Observatoire portant sur des projets de recherche.

Cette CONVENTION SPECIFIQUE pour l'année 2026-2027 permet de :

- Déterminer la nature et modalités d'exécution du PROGRAMME,
- Déterminer les moyens alloués par chaque Partie et nécessaires à la mise en œuvre du PROGRAMME,
- Déterminer la durée, les domaines et thématiques d'investigation du PROGRAMME.

D'accord entre les Parties, la présente CONVENTION SPECIFIQUE constitue pour l'UNISTRA, la Ville et L'Eurométropole est une obligation de moyens, et non une obligation de résultats au sens de la jurisprudence.

Afin de permettre le déroulement harmonieux et le suivi du PROGRAMME, il est rappelé qu'un Comité de Pilotage est chargé notamment :

- de permettre des échanges d'informations sur les orientations stratégiques des Parties concernant la mise en place de l'Observatoire et l'ouverture internationale des actions ;
- d'identifier les sujets sur lesquels une initiative commune peut être entreprise ;
- d'examiner les RESULTATS obtenus au terme de la CONVENTION SPECIFIQUE

Toutes les stipulations du PARTENARIAT non modifiées par la présente CONVENTION SPECIFIQUE sont applicables à l'exécution du PROGRAMME.

Article 1. - <u>CHAMP D'APPLICATION</u>

Les Parties s'engagent à l'exécution du PROGRAMME décrit dans la présente convention. Toute modification du PROGRAMME doit être notifiée dans les meilleurs délais, et en tout état de cause au plus tard au moment de la demande de paiement. Après examen, les Parties prennent les dispositions nécessaires et le cas échéant établissent un avenant à la CONVENTION SPECIFIQUE.

Les Parties s'informeront de tout évènement pouvant affecter le bon déroulement du PROGRAMME ou la bonne exécution de la CONVENTION SPECIFIQUE.

Article 2. - DEFINITION DU PROGRAMME

Pour les besoins de l'exécution du PROGRAMME, les Parties s'engagent conjointement aux actions suivantes.

Action 1 : Observation, suivi et diagnostic de la sportivité du territoire

Programme 2026-2027, par ordre de priorité :

1. **A - Recensement exhaustif et analyse territoriale des équipements sportifs dans les communes de l'Eurométropole de Strasbourg (étude collective Master Sport et Aménagement du Territoire, SAT)**

   B - Sur le fondement de l'étude collective, réaliser un diagnostic territorial des équipements sportifs dans les communes de l'Eurométropole de Strasbourg, intégrant une cartographie détaillée de chaque équipement (1 stage de 5 mois Master SAT)

2. **A - Cartographie pour relative au « savoir rouler à vélo » : dispositifs, équipements, subventions attribuées au bénéfice du milieu associatif et professionnel (étude collective Master SAT)**

   B - Sur le fondement de l'étude collective, étude des leviers pour renforcer le « savoir-rouler à vélo » : analyse des équipements/dispositifs et évaluation de leur articulation avec les acteurs locaux (pilotage technique et politique) (1 stage de 5 mois Master SAT)

La Ville et l'Eurométropole s'engagent à :
- Impulser et organiser les temps de réflexion sur l'évolution et l'évaluation de la politique sportive.
- Participer à la définition et à la production d'indicateurs communs de la sportivité du territoire, y compris données pouvant être comparées à des Villes de même taille ou sur le plan national et international.
- Donner accès à l'ensemble des informations et bases de données pouvant être croisées avec les données de l'UNISTRA.

L'UNISTRA s'engage à :
- Participer activement aux temps de réflexion sur l'évolution et l'évaluation de la politique sportive.
- Produire des apports méthodologiques adaptés aux études de la thématique de recherche
- Participer à la définition et à la production d'indicateurs communs de la sportivité du territoire, par et avec des études de diagnostic
- Donner accès à l'ensemble des informations et données pouvant être croisées avec les données de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les Parties s'engagent conjointement à mobiliser leurs ressources respectives pour contribuer à cette action :

Ressource mobilisée	Ville	Eurométropole	UNISTRA
Financière	1 x 3 900 € (stage) 100 € (Frais de déplacement études)	1 x 3 900 € (stage) 100 € (Frais de déplacement études)	
RH en ETP	1 cadre référent par thématique	1 cadre référent par thématique	Suivi 2 études : 4 000 € Suivi 2 mémoires de stage : 2 000 € Gestion : 500 €
Matériel	SIG informatique	SIG informatique	Locaux et logiciels de traitement : 1 500 €
Total	4 000 €	4 000 €	8 000 €

Action 2 : Évaluation croisée de projets et des politiques publiques.

Programme 2026-2027, par ordre de priorité :

1. **A - Comment diversifier et renforcer l'engagement des bénévoles dans les clubs para et handisports, en tenant compte des spécificités de chaque famille de bénévoles et des besoins des clubs ? (étude collective Master Activité Physique Adapté et Santé, APAS)**

   B - Sur le fondement de l'étude collective, quels leviers la Ville de Strasbourg peut-elle actionner pour attirer des bénévoles dans les clubs para et handisports, et comment les intégrer dans un plan d'action opérationnel ? (1 stage de 5 mois, Master APAS)

2. **A - Identifier les mesures phares au niveau national pour un sport adapté au changement climatique (étude collective, Master APAS)**

   B - Sur le fondement de l'étude collective, élaborer une feuille de route en intégrant les axes stratégiques et les contraintes de l'Eurométropole de Strasbourg (1 stage de 5 mois, Master APAS)

La Ville et l'Eurométropole s'engagent à **:**

- Définir le périmètre et les enjeux du ou des sujets de recherche sélectionné(s).
- Partager l'ensemble des informations ou données propres au sujet d'étude.
- Missionner un·e collaborateur·trice pour diriger et encadrer opérationnellement les travaux de recherche
- Partager l'accès à l'ensemble des informations nécessaires aux études requises.
- Donner accès le cas échéant, aux équipements sportifs si le ou les programmes de recherche le nécessitent.

- Apporter un accompagnement et un encadrement opérationnel aux étudiants impliqués dans le cadre du programme.

L'UNISTRA s'engage à :
- Contribuer à définir le périmètre et les enjeux des sujets de recherche pour l'année 2026-2027.
- Partager l'ensemble des informations ou données propres au sujet d'étude.
- Missionner un·e enseignant·e chercheur·se référent·e par sujet pour la partie méthodologique des travaux de recherche et encadrer les stagiaires, doctorant·es ou groupes d'étudiant·es sur le plan méthodologique des programmes de recherche
- Contribuer à identifier de nouvelles formes de partenariats dans l'accompagnement et l'accueil des étudiants (projets collectifs, stages individuels, enquêtes collectives…)

Les Parties s'engagent conjointement à mobiliser leurs ressources respectives pour contribuer à cette action :

Ressource mobilisée	**Ville**	**Eurométropole**	**UNISTRA**
Financière	1 x 3 900 € (stage) 100 € (Frais de déplacement études)	1 x 3 900 € (stage) 100 € (Frais de déplacement études	
RH en ETP	1 cadre référent par thématique Suivi étude collective	1 cadre référent par thématique Suivi étude collective	Suivi 2 mémoires stages : 2 000 € Suivi 2 étude : 4 000 € Gestion : 500 €
Matériel	SIG informatique	SIG informatique	Locaux et logiciels de traitement : 1 500 €
Total	4 000 €	4 000 €	8 000 €

Action 3: participation croisée aux séminaires et colloques

Programme 2026-2027 :

La Ville et l'Eurométropole s'engagent à :
- Soutenir l'organisation des séminaires et colloques organisés par l'UNISTRA sur les thématiques sportives.
- Participer activement aux échanges menés.

L'UNISTRA s'engage à :
- Porter l'organisation de ces séminaires et colloques : calendrier, lieux d'intervention, intervenants.
- Fournir un compte rendu des temps forts de ces échanges (actes).

Les Parties s'engagent conjointement à mobiliser leurs ressources respectives pour contribuer à cette action :

Ressource mobilisée	Ville	Eurométropole	UNISTRA
Financière	2 000 €	2 000 €	3 000 €
RH en ETP			
Matériel	Mise à disposition salle		Amphithéâtres et salles Unistra : 3 000 €
Total	2 000 €	2 000 €	6 000 €

Action 4 : réflexions et lancement de collaboration s'inscrivant dans une dynamique transfrontalière

Programme 2026-2027 :

1- ***Erasmus + : dépôt de dossiers collaboratifs***
2- ***Réseaux : formaliser et partager les sujets et partenaires***

La Ville et l'Eurométropole s'engagent à :

- Partager leurs réseaux et leurs contacts
- Associer l'UNISTRA dans les prises de contact avec les partenaires internationaux (appel à projets etc)
- Faciliter la mise en relations avec des partenaires européens et internationaux
- Définir des sujets d'étude communs s'inscrivant dans des programmes transfrontaliers.

L'UNISTRA s'engage à :
- Partager ses travaux en matière transfrontalière et internationale.
- Alimenter les réflexions sur les sujets transfrontaliers.
- Impulser ou collaborer aux appels à projets internationaux.

Article 3. - CONTRIBUTIONS AU PROGRAMME

La contribution financière globale allouée à l'UNISTRA par la Ville et l'Eurométropole pour les actions précitées s'élève à :

- Ville : 10 000 €

- Eurométropole : 10 000 €

Le versement aura lieu à compter de la signature de la présente CONVENTION SPECIFIQUE par l'ensemble des Parties.

Un ligne budgétaire spécifique (EOTP) sera créée au sein de la Direction de la recherche et de la valorisation (DIREV) de l'UNISTRA pour le suivi budgétaire.

Article 4. - DUREE

La présente CONVENTION SPECIFIQUE est conclue pour l'année universitaire et saison sportive 2026-2027, soit du 1er septembre 2026 au 31 août 2027.

Dans le cas où le PROGRAMME n'aurait pas pu être accompli en totalité au courant de l'année universitaire considérée, il pourra être poursuivi dans le cadre de la CONVENTION SPECIFIQUE de l'année suivante par accord de toutes les Parties.

Article 5. - DIVERS

La CONVENTION SPECIFIQUE ne pourra être modifiée que par avenant écrit et signé par les représentants habilités des Parties.

Si une ou plusieurs stipulations de la CONVENTION SPECIFIQUE étaient tenues pour non valables ou déclarées telles en application d'un traité, d'une loi ou d'un règlement, ou encore à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties procèderont alors sans délai aux modifications nécessaires en respectant, dans toute la mesure du possible, l'accord de volonté existant au moment de la signature de la CONVENTION SPECIFIQUE.

Toutes notifications rapportant au CONVENTION SPECIFIQUE et qui doivent être fournies ou envoyées par l'une ou l'autre Parties doivent être transmises respectivement aux coordonnées suivantes :

Pour la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg :

Notifications scientifiques :
Nom : Ludovic Huck
Directeur des sports
Adresse ; 1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03 68 98 50 00
Mail : ludovic.huck@strasbourg.eu

Notifications administratives :
Nom : Aline Renard-Nguyen
Direction des sports
Administration Générale et Ressources
Adresse : 1 Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
Tél : 03.68.98.50.00
Mail : aline.renard-nguyen@strasbourg.eu

Pour l'UNISTRA :

Notifications scientifiques :
Nom : Gilles Vieille-Marchiset, PR
Adresse : E3S/F3S, Bâtiment ESCARPE - Bureau 116
4 rue Blaise Pascal, CS 90032
67081 STRASBOURG CEDEX
Tél : 33.6.74.64.43.65
Tél : 33 (0)3 68 85 12 81
Mail : vieillemarchiset@unistra.fr

Notifications administratives

Nom : Aude Vonthron- Responsable du Département contrats de recherche
Adresse : Département contrats de recherche - Pôle Unique d'Ingénierie (PUI)
4, rue Blaise Pascal 67081 STRASBOURG CEDEX
Tél : 33 (0)3 68 85 12 81
Mail : pui@unistra.fr

Fait en trois (3) exemplaires	
Eurométropole de Strasbourg à Strasbourg, le : ….. / ….. / ….. Madame Catherine TRAUTMANN Présidente	**Ville de Strasbourg** à Strasbourg, le : ….. / ….. / ….. Monsieur Mathieu CAHN 1er Adjoint à la maire de Strasbourg
Université de Strasbourg à Strasbourg, le : ….. / ….. / ….. Madame Frédérique BERROD Présidente	

Partenariat pluriannuel de recherches

dans le domaine du sport

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg,
Centre administratif,
Sise 1 Parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG CEDEX,
Représentée par sa Présidente, Madame Catherine TRAUTMANN,
N°SIRET : 246 700 488 00017

ci-après dénommée **« Eurométropole »**

Et :

La Ville de Strasbourg,
Dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile – 67076 STRASBOURG CEDEX
Représenté par son 1er adjoint à la Maire, Monsieur Mathieu CAHN
N°SIRET :216 704 825 00019

ci-après dénommée « **Ville** »

Et :

L'UNIVERSITE DE STRASBOURG
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Représenté par sa Présidente, Frédérique BERROD
Sise 4, rue Blaise Pascal – CS90032, 67 081 Strasbourg Cedex

ci-après dénommée « Unistra »

L'Unistra agissant elle-même au nom et pour le compte du Laboratoire E3S - Sports et Sciences Sociales, EA1342, dirigé par M. Gilles VIEILLE- MARCHISET

L'Eurométropole, la Ville, l'Unistra ci-après désignées chacune individuellement « **la Partie** », et collectivement « **les Parties** ».

Article 1. - DEFINITIONS 6
Article 2. - OBJET 7
Article 3. - CHAMP D'APPLICATION 7
Article 4. - OBLIGATIONS DES PARTIES 9
Article 5. - COMITE DE PILOTAGE 11
Article 6. - COOPERATION NON EXCLUSIVE 11
Article 7. - CONFIDENTIALITE 12
Article 8. - PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS 12
Article 9. - UTILISATION DU NOM ET AUTRES SIGNES DISTINCTIFS 13
Article 10. - PROPRIETE INTELLECTUELLE 13
Article 11. - APPLICABILITE 13
Article 12. - CONDITIONS FINANCIERES 14
Article 13. - PERSONNELS AFFECTES A LA COLLABORATION 14
Article 14. - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES 14
Article 15. - DUREE 15
Article 16. - INDEPENDANCE DES CLAUSES 15
Article 17. - RESPONSABILITE ET ASSURANCE 15
Article 18. - RESILIATION ANTICIPEE 16
Article 19. - LITIGES 18

PREAMBULE :

Les Parties souhaitent encadrer les conditions et modalités selon lesquelles elles vont collaborer.

L'Unistra, la Ville et l'Eurométropole coopèrent sur de nombreux sujets relatifs au sport depuis de nombreuses années : États généraux du Sport en 2009, études sociologiques portant sur les bénéficiaires des dispositifs Sport santé sur ordonnance et Preccoss et sur les activités physiques des habitants en surpoids du Neuhof, participation aux Assises européennes du sport sur ordonnance et à la Maison du sport santé de Strasbourg, études commanditées réalisées par le Master « Sport et aménagement des territoires », invitations réciproques sur des colloques, séminaires et journées d'études, ou encore intervention de cadres de la Direction des sport dans les formations en STAPS.

Le sport est un fait social vital, dont les pratiques sont à mieux appréhender sur notre territoire : avec la crise sanitaire et les confinements, les pratiques traditionnelles sont réquestionnées, et de nouvelles pratiques émergent, tout comme des nouvelles demandes d'aménagements sportifs de la ville. La pratique sportive se fait certes dans les clubs – le nombre de licenciés dans les clubs strasbourgeois a augmenté de +25% en 10 ans, à l'école, dans les gymnases, mais de plus en plus dans les salles privées, dans les espaces verts, sur la voie publique et chez soi. De grands enjeux comme la féminisation des pratiques sportives, responsabilités sportives la perméabilité du sport au fait religieux, ou encore la protection des mineurs, viennent traverser le monde du sport et méritent une analyse approfondie sous forme d'enquêtes et dans le cadre de manifestations scientifiques.

La Ville et l'Eurométropole déclinent leurs politiques sportives de manière distincte et complémentaire, pour un sport performance, un sport vivre mieux, et un sport vivre ensemble.

Autant d'évolutions et de perspectives nouvelles qui méritent d'être étudiées et prises en compte, tant au niveau de la recherche que dans les politiques publiques mises en œuvre.

Reconnu par le Ministère de la Recherche et par l'Unistra, le Laboratoire E3S - Sports et Sciences Sociales, EA1342 centre ses recherches depuis 2004 sur les sciences sociales du sport. L'unité de recherche a pour mission de former à la recherche, de construire des programmes scientifiques, le plus souvent financés, et de publier des productions scientifiques sur le sport et les activités physiques dans le domaine de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire, des sciences de gestion, des sciences de l'éducation, de la psychologie. Elle privilégie l'articulation entre les dimensions objectives, liées aux itinéraires et évolutions des acteurs sportifs et des institutions, et les éléments subjectifs, attachés aux expériences des individus à différentes périodes et dans diverses situations. En privilégiant des approches pluridisciplinaires, l'Unistra explore les thématiques de l'éducation, l'inclusion, la santé, l'environnement, les territoires (notamment transfrontaliers et européens), les transferts culturels, le travail, l'entreprise par le prisme du sport et des activités physiques. L'Unistra dispense également à ses étudiants un diplôme intitulé « Master 2 Sport et aménagement des territoires ».

Posant une vision conjointe sur ces tendances et enjeux, la Ville et l'Eurométropole, ainsi que l'Unistra ont souhaité mettre en place et contribuer à un **Observatoire actif et international de la sportivité du territoire** (ci-après **« l'Observatoire »)**. Celui-ci vise d'une part à accroitre leurs connaissances de la « sportivité », tant au niveau des pratiques sportives encadrées au sein du milieu associatif ou du secteur marchand qu'au niveau des pratiques autonomes auto-organisées. D'autre part, par cette première vocation, l'Observatoire permettra d'engager une réflexion collective afin d'identifier les différents leviers d'actions possibles qui concourront à améliorer la sportivité du territoire de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg dans son ensemble.
Les Parties prennent ainsi des engagements réciproques sur les principes qui guident ce partenariat autour de l'Observatoire.

Les Parties souhaitent annuellement enrichir le présent partenariat en définissant des projets et des sujets spécifiques à étudier, pour décliner de manière précise la matérialisation des présents engagements, par saison sportive – année universitaire.

Dans ce cadre, une première convention partenariale a été signée par les Parties en date du 14.10.2021 visant à encadrer cette collaboration. Arrivant à échéance en 2026, il apparaît nécessaire de poursuivre et de consolider la dynamique de coopération engagée entre les deux parties. À cette fin, la mise en place d'une nouvelle convention permettra de renouveler le cadre de leur collaboration, de préciser les engagements et responsabilités respectifs, ainsi que de définir les modalités de mise en œuvre des actions communes.

La durée de cette convention étant fixée pour 5 ans, soit jusqu'en 2031, la présente convention a pour objet de renouveler et de fixer les conditions de ce partenariat pour 5 nouvelles années.

En conséquence, il est arrêté ce qui suit :

Article 1. - DEFINITIONS

Les mots au pluriel peuvent s'entendre au singulier et réciproquement. Les Parties conviennent expressément que les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-dessous :

Les titres d'articles et organisation de chapitre résultent de la convenance des Parties et ne sauraient influencer les conditions d'interprétation du présent partenariat.

PARTENARIAT : désigne le présent partenariat pluriannuel de recherches et les CONVENTIONS SPECIFIQUES qui en découleront.

CONVENTION SPECIFIQUE : désigne la convention conclue entre l'Unistra, la Ville et/ou l'Eurométropole en relation avec les objectifs de l'Observatoire et s'inscrivant dans le champ d'application du PARTENARIAT, qui précisera notamment le PROGRAMME, le budget alloué par la Ville et/ou l'Eurométropole, les moyens mobilisés par chacune des Parties, la durée du PROGRAMME. Par principe, le PROGRAMME portera sur une durée de douze mois. Toutefois, en fonction des besoins particuliers d'un PROGRAMME, tels que la réalisation d'une thèse ou d'actions spécifiques, la durée de la CONVENTION SPECIFIQUE pourra être supérieure à douze mois. Il est aussi entendu que plusieurs CONVENTIONS SPECIFIQUES peuvent être signées chaque année, pour répondre à des besoins nouveaux des Parties qui n'auraient pas été anticipés.

INFORMATIONS CONFIDENTIELLES désigne les éléments de propriété intellectuelle, mais pas uniquement, qui comprennent sans limitations, des dessins, croquis ou modèles, des produits, prototypes ou échantillons, des procédures, procédés et savoir-faire scientifiques et/ou techniques, ainsi que certains renseignements relatifs à des affaires financières, à des programmes commerciaux, au personnel, à la rémunération, la stratégie, les contrats, le matériel, les actifs, les clients et les concurrents et plus généralement toutes informations ou données, quelle qu'en soit la forme, divulguées par les Parties pour l'exécution du PROGRAMME, par écrit, par oral ou par tout autre moyen de divulgation pouvant être choisis par les Parties pendant la durée de validité de ce PARTENARIAT .

PROGRAMME : désigne notamment les études interventionnelles et/ou collaboratives, les études de cas, les actions de sensibilisation, les programmes de recherche, les thèses dont l'exécution est envisagée au titre d'une CONVENTION SPECIFIQUE impliquant chacune des Parties.

RESPONSABLE SCIENTIFIQUE : désigne la personne qui s'engage vis-à-vis respectivement de l'UNISTRA, de la Ville ou de l'Eurométropole à la réalisation du PROGRAMME dans le cadre d'une CONVENTION SPECIFIQUE. Plus généralement, il s'agit du porteur de projet, qui participe à sa définition, effectue et contrôle sa mise en œuvre technique. Le Responsable Scientifique est le coordinateur de l'équipe quand elle existe. Le Responsable Scientifique est également le responsable de la gestion budgétaire et des moyens spécifiques du PROGRAMME.

RESULTATS : vise les résultats conjoints d'un PROGRAMME obtenus par les Parties dans le cadre de la réalisation d'une CONVENTION SPECIFIQUE et portant sur l'obtention de livrables et de productions écrites, mémoires et articles professionnels, intégrant de façon non limitative toute information, donnée, analyse, document obtenu par les Parties dans le cadre de la réalisation d'un PROGRAMME.

TIERS : désigne toute personne physique ou morale autre que les Parties, positionnée sur le territoire français ou en dehors.

Article 2. - OBJET

Le PARTENARIAT a pour objet de régir les relations entre les Parties dans le cadre de la mise en place de l'Observatoire et notamment de :

- Déterminer leurs droits et leurs obligations pour la mise en place et le suivi de l'Observatoire,
- Déterminer les principes directeurs de la coopération entre les Parties,
- Fixer les financements prévisionnels alloués à l'Unistra,
- Fixer les règles de gestion, de suivi, de propriété des RESULTATS,
- Mettre place de collaborations s'inscrivant dans projets d'envergure européenne et internationale et notamment de :
  - Positionner l'Observatoire dans des dynamiques internationales,
  - Impulser et collaborer à la réponse à des appels à projets internationaux en définissant des PROGRAMMES s'inscrivant dans des projets transnationaux,
  - Partager les RESULTATS à l'échelle transfrontalière et internationale,
  - Alimenter des réflexions sur des sujets transfrontaliers,
  - Partager les réseaux internationaux et faciliter les mises en relation avec des partenaires européens et internationaux.

Article 3. - CHAMP D'APPLICATION

3.1 Relations entre les Parties

Les relations des Parties dans le cadre du PARTENARIAT sont celles de cocontractants indépendants. Les Parties déclarent que le présent PARTENARIAT ne peut en aucun cas être interprété ou considéré comme constituant un acte de société, un groupement doté de la personnalité morale ni par ailleurs, une société en participation ou une société de fait ou créée de fait.

Aucune stipulation du présent PARTENARIAT ne pourra être interprétée comme engageant solidairement ou donnant pouvoir ou mandat général à l'une des Parties de représenter, engager ou autrement lier une autre Partie, ou encore assumer une quelconque responsabilité, expresse ou tacite, pour le compte d'une autre Partie, à quelque fin que ce soit, sans l'accord de celle-ci.

De même, la contribution et les moyens mis en œuvre par chacune des Parties pour l'exécution du présent PARTENARIAT ne constituent en aucun cas des apports au sens de l'article 1832 du Code civil.

Aucune des Parties ne pourra notamment conclure, dans le cadre du présent PARTENARIAT, un contrat avec un TIERS engageant les moyens humains et/ou matériels d'une autre Partie.

3.2 Contractualisation des PROGRAMMES par des CONVENTIONS SPECIFIQUES

Le PARTENARIAT se traduisant par la mise en place de CONVENTIONS SPECIFIQUES.

Les PROGRAMMES qui relèvent du présent PARTENARIAT ainsi que les conditions financières seront détaillés dans les CONVENTIONS SPECIFIQUES signées par les Parties. Les dispositions du présent PARTENARIAT s'appliqueront à toute CONVENTION SPECIFIQUE signée entre les Parties.

Toute modification du PROGRAMME doit être notifiée dans les meilleurs délais, et en tout état de cause au plus tard au moment de la demande de paiement. Après examen, les Parties prennent les dispositions nécessaires et le cas échéant établissent un avenant à la CONVENTION SPECIFIQUE.

Les Parties s'informeront de tout évènement pouvant affecter le bon déroulement des PROGRAMMES ou la bonne exécution du PARTENARIAT.

Les documents contractuels sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- le présent PARTENARIAT
- la CONVENTION SPECIFIQUE.

A défaut de dérogation expresse dans la CONVENTION SPECIFIQUE, en cas de contradiction entre les différents documents, seule le présent PARTENARIAT prévaudra pour l'obligation en cause.

3.3 Relations avec les TIERS

Les Parties pourront d'un commun accord, faire participer des TIERS, publics ou privés, dont les compétences viendraient compléter les besoins nécessaires à la réalisation des PROGRAMMES.

Dans le cadre de l'Observatoire, d'autre partenaires tels que l'Office des Sports, la Maison Sport Santé (GIP), le CREPS, mais aussi des partenaires indirects tels que l'ADEUS, Agit Sport ou encore PUMA pourront participer aux PROGRAMMES. Cette liste est non limitative.

Les établissements publics nationaux à caractère scientifique culturel et professionnel associés à l'UNISTRA en tant que cotutelle d'un laboratoire de recherche pouvant être amenés, dans le cadre d'une CONVENTION SPECIFIQUE, à collaborer avec l'Eurométropole et la Ville ne seront pas considérés comme des TIERS.

Article 4. - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Les Parties s'engagent conjointement à :

- Collaborer de bonne foi et dans un esprit de partenariat équilibré pour la rédaction, la négociation et la mise en œuvre de CONVENTIONS SPECIFIQUES, soumises à une obligation de moyen au sens de la jurisprudence
- Participer aux réflexions autour d'un baromètre des pratiques, des axes d'amélioration du taux de la pratique d'activité physique et sportive, de nouvelles propositions d'aménagements ou d'animations permettant à la Ville et à l'Eurométropole d'être un territoire physiquement attractif et sportivement durable
- Participer aux réflexions concernant la prise en compte de nouvelles pratiques sportives émergentes et le cas échéant, de la manière d'associer les citoyens sur les choix des équipements et des installations sportives
- A formaliser d'un commun accord, avec l'aide de leurs chercheurs, les contenus et objectifs des PROGRAMMES dans les CONVENTIONS SPECIFIQUES, notamment les sujets d'études communs sélectionnés
- Définir des objectifs concertés et des modalités d'organisation des actions communes,
- Anticiper de nouvelles formes de collaborations précisées le cas échéant dans les futures CONVENTIONS SPECIFIQUES
- S'appuyer sur les savoir-faire et les compétences spécifiques développées par chaque Partie
- Mobiliser leurs réseaux respectifs et adaptés aux PROGRAMMES, et faciliter les relations avec les partenaires européens et internationaux
- Participer à la promotion des actions, événements de chacune des deux Parties auprès de leurs réseaux respectifs
- L'existence du PARTENARIAT permet de soutenir des réponses à des appels à projets, afin de concourir au succès de candidatures des Parties : identifier les personnes contact pour confirmer ou non l'intérêt d'une candidature dans la recherche d'autres subventions, préciser le degré d'engagement (financements, ressources à définir dans la CONVENTION SPECIFIQUE, etc.)

4.2 L'Eurométropole et la Ville s'engagent :

- Par le présent PARTENARIAT,

- À ouvrir l'ensemble des bases de données – géomatiques et informatiques – des deux collectivités, en rapport avec les PROGRAMMES, aux intervenants universitaires, enseignants-chercheurs ou étudiants de l'Unistra

- A associer les enseignants-chercheurs et étudiants de l'Unistra aux réflexions et concertations relatives à l'évolution des politiques sportives

- Par les CONVENTIONS SPECIFIQUES, à définir :

- Les sujets précis des PROGRAMMES à menér avec l'Unistra
- Les moyens alloués et nécessaires à la réalisation des PROGRAMMES, la participation de la Ville et/ou à l'Eurométropole ne pouvant couvrir plus de 80% du budget supporté par l'UNISTRA au titre du PROGRAMME

4.3 L'Unistra s'engage :

- Par le présent PARTENARIAT,

- À transmettre une synthèse de l'ensemble des RESULTATS obtenus dans ce cadre à la Ville et/ou à l'Eurométropole pouvant intéresser les collectivités, et en faire une présentation à l'administration et/ou aux élus
- À mobiliser ses ressources sur les sujets d'intérêt de l'Observatoire
- À proposer des sujets de recherche, en résonnance avec les problématiques soulevées par l'Observatoire
- À ce que certains enseignants chercheurs soient désignés au sein de l'UNISTRA pour intégrer les instances de l'Observatoire et participer à ses travaux

- Par les CONVENTIONS SPECIFIQUES à définir :

- Les sujets précis des PROGRAMMES à mener avec ses ressources propres de l'Unistra
- Les moyens alloués à la réalisation de ces CONVENTIONS SPECIFIQUES, la contribution de l'Unistra couvrant à minima 20% du budget du PROGRAMME

Dès acceptation, les Parties s'engagent à réaliser les PROGRAMMES en respectant toutes les conditions fixées et dans la limite des moyens prévus dans les CONVENTIONS SPECIFIQUES.

Article 5. - COMITE DE PILOTAGE

5.1 Composition

Afin de permettre un déroulement harmonieux de la coopération et le suivi du PARTENARIAT, il est institué un Comité de Pilotage (« **Comité** ») composé d'un représentant de chaque Partie :

- Pour l'EUROMÉTROPOLE : M. Jean-Louis HOERLE, Vice-Président chargé des sports
- Pour la Ville : M. Jean-Baptiste MATHIEU, Adjoint à la Maire chargé de la Ville sportive et de la Ville en mouvement
- Pour l'Unistra: M. Gilles VIEILLE MARCHISET, Professeur des universités

Ce Comité se réunira une (1) fois par an et chaque fois que l'une des Parties l'estimera nécessaire.

Dans le cas où un TIERS participe à un PROGRAMME, les Parties pourront associer ledit TIERS dont les compétences viendraient compléter les besoins nécessaires à la réalisation de ce PROGRAMME aux réunions du Comité.

5.2. Missions

Le Comité sera chargé notamment :

- de permettre des échanges d'informations sur les orientations stratégiques des Parties concernant la mise en place de l'Observatoire

- d'identifier les sujets sur lesquels une initiative commune peut être entreprise

- d'examiner les RESULTATS obtenus au terme des CONVENTIONS SPECIFIQUES

Article 6. - COOPERATION NON EXCLUSIVE

La signature par les Parties du présent PARTENARIAT n'implique aucune notion d'exclusivité en ce qui concerne la réalisation en coopération de tous travaux de RECHERCHE et/ou de sensibilisation et/ou de PRESTATION dans les domaines techniques d'activités respectives des Parties, sous réserve du respect par lesdites Parties des obligations relatives à la confidentialité et aux RESULTATS.

Article 7. - CONFIDENTIALITE

Toutes INFORMATIONS CONFIDENTIELLES communiquées par l'une des Parties à l'autre, et identifiées comme confidentielles par la Partie communicante seront gardées par la Partie réceptrice avec le même degré de précaution que celui qu'elle applique à ses propres informations confidentielles en utilisant les mesures appropriées pour leur protection, et qu'elle n'en fera aucun usage sortant de l'exécution de la CONVENTION SPECIFIQUE sans l'autorisation préalable de l'autre Partie.

Cet engagement de confidentialité et de non-usage est valable pendant toute la durée du présent PARTENARIAT et survivra à son échéance quelle qu'en soit la nature, pendant une durée de cinq (5) ans.

Article 8. - PUBLICATIONS ET COMMUNICATIONS

8.1 Communications sur l'existence du PARTENARIAT et publications scientifiques

Les Parties s'engagent à communiquer sur l'existence du partenariat mis en place au titre du PARTENARIAT et partagent une communication ouverte et grand public sur les sujets traités par l'Observatoire.

Afin de répondre aux objectifs de l'Observatoire, les Parties conviennent notamment de réaliser des communications institutionnelles et grand public, des communications spécifiques et ciblées (réseau sport), des communications d'ordre international via, par exemple, la Chaire européenne Jean Monnet « Le sport passeur d'Europe » et aussi des communications envers les habitants et les étudiants.

Au titre du présent article 8.1, il est convenu que tout projet de communication et de publication scientifique tel que les ouvrages, articles, conférences et congrès peut être engagé librement sous réserve de la transmission du projet pour information à l'autre Partie, pendant la durée dudit PARTENARIAT ou de chaque CONVENTION SPECIFIQUE. Tout projet de communication et de publication scientifique sera soumis au respect de l'anonymat des personnes interrogées pour les besoins de l'exécution d'un PROGRAMME.

8.2 Communication et publication des RESULTATS

Tout projet de publication ou de communication des RESULTATS sera soumis, pendant la durée dudit PARTENARIAT ou de chaque CONVENTION SPECIFIQUE, à l'autorisation préalable de l'autre Partie pour qu'elle puisse le cas échéant, demander une adaptation des textes.

Chaque Partie s'engage à donner sa réponse dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la réception du projet de publication ou de communication, délai au-delà duquel l'accord sera réputée acquis. En cas de désaccord sur les termes de la communication ou publication, chaque Partie pourra se dissocier de la démarche de sorte que son nom n'y soit pas rattaché.

En tout état de cause, les publications ou communications découlant d'une CONVENTION SPECIFIQUE feront référence au concours apporté par chacune des Parties à la réalisation du PROGRAMME. En particulier, toute publications ou communications de l'Unistra devra mentionner le partenariat de l'Eurométropole et de la Ville à la réalisation du PROGRAMME.

La signature de la publication suivra la charte de publication de l'Université de Strasbourg et plus largement du site de l'Enseignement Supérieur de la Recherche et de l'Innovation alsacien, à savoir : Université de Strasbourg, Unité de Recherche Sport et sciences sociales (E3S, UR 1342), 67 000 Strasbourg, France.

Article 9. - UTILISATION DU NOM ET AUTRES SIGNES DISTINCTIFS

Les Parties se concerteront pour définir les modalités d'utilisation de leur nom respectif ou de tout autre signe distinctif, et donneront leur aval par écrit préalablement à toute communication afférente à la collaboration ou à l'existence même de la collaboration entre les Parties.

Article 10. - PROPRIETE INTELLECTUELLE

10.1 RESULTATS obtenus dans le cadre d'une CONVENTION SPECIFIQUE

Les RESULTATS seront la copropriété des Parties, à parts égales.

En conséquence, lesdites Parties s'engagent à s'informer mutuellement de l'ensemble des RESULTATS qu'elles auront obtenus à l'occasion de la réalisation des PROGRAMMES.

10.2 Utilisation et exploitation des RESULTATS obtenus dans le cadre d'une CONVENTION SPECIFIQUE

Chaque Partie pourra librement et gratuitement utiliser les RESULTATS pour ses besoins propres notamment de recherche, seule ou avec des TIERS, d'enseignement ou de fondement à un projet ou dispositif, à l'exclusion de toute exploitation industrielle et commerciale.

Toute exploitation des RESULTATS par l'une des Parties s'inscrira dans une démarche conjointe et donnera lieu, le cas échéant, au partage du produit tiré de cette exploitation. Les conditions d'exploitation des RESULTATS feront l'objet d'un contrat distinct.

Article 11. - APPLICABILITE

Le présent PARTENARIAT est conclu *intuitu personae* en raison de la personnalité des Parties. A ce titre, il n'est cessible et transmissible qu'avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie.

Article 12. - CONDITIONS FINANCIERES

L'Eurométropole et/ou la Ville versera à l'Unistra une somme annuelle dont le montant sera défini chaque année dans la CONVENTION SPECIFIQUE. La participation de l'Eurométropole et/ou la Ville est plafonnée à 80 % du budget de l'Unistra.

Le montant de cette somme sera défini au regard du besoin exprimé par l'Unistra pour l'exécution du PROGRAMME ainsi qu'au regard du budget de la municipalité.

L'Unistras'engage à fournir au terme de chaque CONVENTION SPECIFIQUE un rapport de fin de PROGRAMME décrivant les RESULTAS obtenus, la méthodologie utilisée et le budget global de l'UNISTRA mobilisé au titre du PROGRAMME. Ce budget sera utilisé par l'Unistra pour les besoins des PROGRAMMES jusqu'à épuisement des fonds sans conditions de délai, ni fourniture de justificatifs des dépenses.

Article 13. - PERSONNELS AFFECTES A LA COLLABORATION

Des agents de l'une des Parties restant payés par leur employeur peuvent être amenés à travailler dans les locaux d'une autre Partie. Ils doivent alors se conformer au règlement intérieur de l'établissement d'accueil, tout en restant sous l'autorité de leur employeur qui assure leur couverture en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, sans préjudice d'éventuels recours contre les TIERS responsables.

Chacune des Parties assume la responsabilité, dans les conditions légales et statutaires, des dommages causés aux personnes et /ou aux biens par ses personnels respectifs à l'occasion de l'exécution du PARTENARIAT et d'une CONVENTION SPECIFIQUE.

L'établissement d'accueil s'engage à informer l'autre Partie de tout accident concernant ses agents amenés à travailler dans ses locaux ou sur le terrain.

Chaque Partie continue d'assumer, à l'égard du personnel qu'elle rémunère, toutes les obligations sociales et fiscales de l'employeur et d'exercer envers lui toutes les prérogatives administratives de gestion (notation, avancement, discipline, etc.).

Article 14. - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Chaque Partie consent à ce que l'autre Partie, dans le cadre ou à l'occasion de la mise en œuvre du PARTENARIAT, collecte, traite, stocke, communique ou archive des données personnelles au sens du Règlement Général sur la Protection des Données concernant leurs contacts (noms et prénoms, adresses, emails, numéros de téléphone…), (ci-après les « Données Personnelles »), seulement dans la mesure où cette collecte, ce traitement, ce stockage, cette communication ou cet archivage sont indispensables pour assurer l'exécution et le suivi du PARTENARIAT.

Les Parties garantissent que toutes les Données Personnelles qu'elles pourront détenir, se communiquer ou auxquelles elles pourraient avoir accès dans le cadre de la mise en œuvre du PARTENARIAT ou à l'occasion de son suivi ont été obtenues et sont utilisées de manière à garantir une sécurité et une confidentialité appropriées. Elles assurent à ce titre la prévention de tout accès non autorisé aux Données Personnelles, ainsi que contre toute violation, perte, divulgation non autorisée ou destruction fortuite et alertent l'autre Partie si l'une de ces hypothèses se réalise, afin qu'elle puisse alerter les personnes physiques concernées.

En qualité de responsable de traitement, chaque Partie garantit aux personnes physiques concernées le droit d'être informées et d'accéder aux Données Personnelles les concernant, le droit de rectification et d'effacement, le droit de limitation et d'opposition au traitement, le droit de ne pas faire l'objet d'un traitement automatisé destiné à définir leur profil ainsi que le droit à portabilité.
Pour pouvoir exercer leur droits, les personnes physiques pourront contacter l'Unistra (dpo@unistra.fr), l'Eurométropole et la Ville (dpo@strasbourg.eu).

Article 15. - DUREE

La durée du présent PARTENARIAT est de **cinq (5) années à compter de sa signature par l'ensemble des Parties** soit jusqu'en 2031 (la date de début et de fin sera déterminée exactement en fonction de la date de dernière signature du PARTENARIAT).
Le renouvellement du présent PARTENARIAT est possible, d'un commun accord entre les Partie par la voie d'un avenant écrit.

Article 16. - INDEPENDANCE DES CLAUSES

Si une ou plusieurs clauses ou stipulations du présent PARTENARIAT sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou d'une décision irrévocable rendue par une juridiction compétente, les autres clauses et stipulations demeureront pleinement valables.

Article 17. - RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Chaque Partie engage sa propre responsabilité pour l'exécution du PARTENARIAT et des CONVENTIONS SPECIFIQUES.

D'un commun accord, les Parties conviennent que leur responsabilité ne sera engagée à l'égard des autres Parties que pour les conséquences des dommages directs, et que l'indemnisation des dommages indirects est exclue. A fins de clarification, les Parties ne sont pas solidairement responsables des dommages directs causés par une autre Partie au titre du PARTENARIAT.

Chaque Partie sera seule responsable des préjudices de toutes natures causés ou survenant à l'occasion de l'utilisation par elle de RESULTATS.

Chaque Partie est responsable des dommages causés aux TIERS de son fait.

Chaque Partie s'engage à souscrire, si besoin est et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, à ses propres frais, les assurances nécessaires afin de couvrir les risques et responsabilités lui incombant.

Chaque Partie s'engage à ce que ses actions soient réalisées dans le respect de la règlementation applicable et à obtenir toute autorisation légale ou règlementaire nécessaire dès lors que cela est nécessaire.

Article 18. - RESILIATION ANTICIPEE

18.1. Résiliation du PARTENARIAT

18.1.1 Non-respect des obligations contractuelles

Le PARTENARIAT pourra être résilié de plein droit par l'une des Parties en cas de manquement par l'autre Partie à une quelconque ou plusieurs des obligations qui sont à la charge de cette dernière en application des diverses dispositions contenues dans le PARTENARIAT.

Toutefois, cette résiliation ne deviendra effective que un (1) mois après l'envoi, par la Partie plaignante à la Partie défaillante, d'une notification (par lettre recommandée avec accusé de réception) exposant les motifs de la résiliation à savoir le manquement grave à une obligation, tel qu'invoqué par la Partie plaignante, à moins que, dans ce délai, la Partie défaillante n'ait remédié (si cela est possible) à ce manquement grave ou n'ait satisfait entièrement à cette obligation ou n'ait apporté la preuve satisfaisante, selon l'opinion de la Partie plaignante, de l'existence d'un empêchement (d'exécuter l'obligation essentielle concernée) ou de la survenance d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil, affectant la Partie défaillante.

L'exercice par la Partie plaignante de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations qui sont à sa charge jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sans préjudice de la réparation des dommages éventuellement subis et/ou de la réclamation de dommages et intérêts par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée du présent PARTENARIAT.

L'exercice par la Partie plaignante de cette faculté de résiliation emportera la résiliation de toute CONVENTION SPECIFIQUE encore en vigueur dans les mêmes délais et conditions que ceux prévus au présent PARTENARIAT.

18.1.2 Résiliation par accord entre les Parties

À tout moment, les Parties pourront s'entendre pour mettre fin de façon anticipée le PARTENARIAT. Elles décideront alors d'un commun accord des conditions de l'arrêt du PARTENARIAT.

Le cas échéant, elles fixeront également de manière conjointe s'il convient de résilier les CONVENTIONS SPECIFIQUES encore en vigueur, lors de la résiliation du présent PARTENARIAT.

18.1.3 Résiliation unilatérale

À tout moment, l'une ou l'autre des Parties pourra résilier le présent PARTENARIAT de façon unilatérale. Toutefois, cette résiliation ne deviendra effective qu'un (1) mois après l'envoi, par la Partie désireuse de résilier le PARTENARIAT à l'autre Partie, d'une notification (par lettre recommandée avec accusé de réception) exposant sa volonté de résiliation.

L'exercice par la Partie de cette faculté de résiliation lui permettra également, si elle le souhaite, de résilier toute CONVENTION SPECIFIQUE encore en vigueur dans les mêmes délais et conditions que ceux prévus au présent PARTENARIAT.

18.2 Résiliation des CONVENTIONS SPECIFIQUES

Toute CONVENTION SPECIFIQUE pourra être résiliée de plein droit par l'une des Parties en cas d'inexécution par l'autre Partie d'une ou plusieurs de ses obligations contractuelles. La résiliation sera effective un (1) mois après l'envoi par la Partie plaignante d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai, la Partie défaillante n'ait satisfait à ses obligations ou n'ait apporté la preuve de l'existence d'un empêchement (d'exécuter l'obligation essentielle concernée) ou de la survenance d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la Partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et ce, sous réserve des dommages éventuellement subis par la Partie plaignante du fait de la résiliation anticipée.

18.3 Rémunération due

En cas de résiliation anticipée, quel qu'en soit le motif, la rémunération totale due à l'Unistra correspondra au minimum aux tâches réalisées en conformité avec les termes de la CONVENTION SPECIFIQUE, et, le cas échéant, aux tâches nécessaires pour clore le travail en cours qui devront être définies d'un commun accord ainsi que les sommes irrévocablement engagées avant notification de sa résiliation.

18.4 Survivance de certaines clauses

Qu'il s'agisse d'une résiliation du PARTENARIAT ou d'une CONVENTION SPECIFIQUE, les dispositions relatives à la Propriété Intellectuelle, à la confidentialité, aux publications et communications, ainsi que les dispositions relatives aux litiges et à la loi applicable, survivront à l'expiration ou à la résiliation du PARTENARIAT ou d'une CONVENTION SPECIFIQUE.

Article 19. - LITIGES

Le présent PARTENARIAT et les CONVENTIONS SPECIFIQUES sont régis par le droit français.

En cas de difficultés sur l'interprétation ou l'exécution du PARTENARIAT et de toutes les CONVENTIONS SPECIFIQUES, les Parties s'efforceront de résoudre leur différend à l'amiable.

En cas de désaccord persistant entre les Parties et à défaut de règlement amiable, le litige sera soumis à la juridiction française territorialement compétente.

<table>
<tr><td colspan="2">Fait en trois (3) exemplaires</td></tr>
<tr><td>Eurométropole de Strasbourg

à Strasbourg, le : ….. / ….. / …..
Madame Catherine TRAUTMANN
Présidente</td><td>Ville de Strasbourg

à Strasbourg, le : ….. / ….. / …..
Monsieur Mathieu CAHN
1er Adjoint à la maire de Strasbourg</td></tr>
<tr><td>Université de Strasbourg

à Strasbourg, le : ….. / ….. / …..
Madame Frédérique BERROD
Présidente</td><td></td></tr>
</table>

Strasbourg.eu
eurométropole

17

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Versement de subventions aux associations sportives de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-900

Dans le cadre de ses compétences dans le domaine du sport (soutien aux initiatives communales pour le sport de haut niveau amateur susceptible de favoriser le rayonnement et le développement social et culturel de l'agglomération et présentant un intérêt intercommunal), l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir financièrement les associations, athlètes et organisateurs de manifestations de haut niveau.

1. Versement de subventions aux clubs de performance en sport collectif et individuel – clubs intercommunaux

Sont éligibles au soutien de l'Eurométropole de Strasbourg les clubs sportifs répondant aux critères suivants :
-club de sport collectif ou individuel,
-club affilié à une fédération unisport agréée par le ministère chargé des sports ou une fédération paralympique,
-club évoluant au niveau national (hors résultats individuels), hors clubs leaders (déjà subventionnés par l'EMS).

Le montant du soutien est apprécié de la manière suivante :

Sports collectifs :
- 1er niveau national amateur = 6 000 €
- 2ème niveau national amateur = 4 000 €
- 3ème niveau national amateur = 2 000 €

Sports individuels :
- Rang 1 = 3 000 €
- Rang 2 = 2 000 €
- Rang 3 = 1 000 €
- (selon le niveau d'évolution et le rayonnement de la discipline)

Il est dès lors proposé d'allouer aux clubs une aide financière pour la saison 2026-2027,

représentant une somme de 107 000 € :

Bassin de vie	Associations	Montants
Nord	Association Sportive Hœnheim Sports (handball) - Handball masculin : 2 000 € - Handball féminin : 2 000 €	4 000 €
	Association de Gymnastique Alsatia Bischheim (gymnastique rythmique)	1 000 €
	Basket Club Souffelweyersheim (basket)	4 000 €
	Club d'Echecs de Mundolsheim (échecs)	1 000 €
	Club Sportif de Reichstett (handball féminin)	4 000 €
	Géant Football Club Américain et Flag (foot US)	2 000 €
	Le Géant Cheerleading	1 000 €
	Les Fous Furieux du Canal de l'Ill - (échecs)	1 000 €
	Tennis Club La Souffel (tennis)	1 000 €
	Vélo Club Eckwersheim (cyclisme)	2 000 €
Ouest	Eckbolsheim Basket-ball (basket)	2 000 €
	Handball Club Eckbolsheim (handball)	2 000 €
	Société de Gymnastique Sportive Saint-Joseph	1 000 €
	Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim (basket)	4 000 €
Sud	Cercle d'Escrime de Geispolsheim (escrime)	1 000 €
	Club de Rugby Illkirch-Graffenstaden	4 000 €
	Handball Association Illkirch-Graffenstaden (HAIG) - Handball masculin : 2 000 € - Handball féminin : 2 000 €	4 000 €
	Karaté Sports et Loisirs de Plobsheim	1 000 €
	Plobsheim Olympique Club (handball)	4 000 €
	Société de Tir et d'Education Physique de Geispolsheim (cyclisme artistique)	1 000 €
	Société Omnisports Illkirch-Graffenstaden	1 000 €
	Strasbourg Illkirch-Graffenstaden SIG – (basket-ball féminin)	2 000 €
	Twirling Bâton Plobsheim (twirling bâton)	1 000 €
Centre	AS Musau (football féminin)	6 000 €
	ASPTT Strasbourg	8 000 €

	- sport adapté : 2 000 € - handball féminin : 6 000 €	
	Association Racing Club de Strasbourg Alsace (futsal masculin)	4 000 €
	Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	1 000 €
	Bischheim Strasbourg Skating (roller)	1 000 €
	Cercle d'Echecs de Strasbourg (échecs)	1 000 €
	Club des Sports de Glace de Strasbourg (CSGSA) : - Hockey/glace : 2 000 € - Patinage artistique : 1 000 €	3 000 €
	Ill Tennis Club (tennis)	2 000 €
	Le Minotaure (football américain et cheerleading) : - Football américain : 4 000 € - Cheerleading : 1 000 €	5 000 €
	Racing Club de Strasbourg Omnisport (tennis de table)	1 000 €
	Strasbourg Alsace Rugby (rugby)	2 000 €
	Strasbourg Université Club - volley-ball masculin : 6 000 € - volley-ball féminin : 4 000 € - gymnastique sportive : 1 000 € - ultimate : 1 000 € - football gaélique : 1 000 € - floorball : 1 000 €	14 000 €
	Strascross - roller derby : 2 000 € - roller hockey : 4 000 €	6 000 €
	Volley-Ball Club Strasbourg - volley-ball masculin : 2 000 € - volley-ball féminin : 2 000 €	4000 €

2. Soutien aux athlètes de haut niveau en sport individuel

L'Eurométropole de Strasbourg apporte son soutien aux athlètes préparant des compétitions sportives internationales. Pour la saison 2026-2027, il est dès lors proposé d'allouer une aide financière, d'un montant total de 97 000 €, aux sportifs et sportives de la manière suivante :

- Soutien aux athlètes visant une finale (ou un top 8) aux prochains JOP : 4 000 €
- Soutien aux athlètes en catégorie Sénior préparant les prochains JOP (sports olympiques) ou des compétitions internationales : 2 500 €
- Soutien aux athlètes en catégorie Jeunes préparant les JOP ultérieurs (sports olympiques) ou des compétitions internationales : 1 000 €

ATHLETES	**Montant proposé**
XXXX XXXX (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	1 000 €
XXXX XXXX (Strasbourg GRS – gymnastique rythmique)	2 500 €
XXXX XXXX (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €
XXXX XXXX (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	4 000 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg - badminton)	1 000 €
XXXX XXXX (Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS - plongeon)	2 500 €
XXXX XXXX (Bischheim Roller Skating – patinage de vitesse)	2 500 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	2 500 €
XXXX XXXX (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	4 000 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	1 000 €
XXXX XXXX (Olympia Lutte Schiltigheim - lutte)	2 500 €
XXXX XXXX (Olympia Lutte Schiltigheim lutte)	2 500 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – Athlétisme)	1 000 €
XXXX XXXX (Skieurs de Strasbourg)	2 500 €
XXXX XXXX (Strasbourg Taekwondo Academie)	4 000 €
XXXX XXXX (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	1 000 €
XXXX XXXX (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	1 000 €
XXXX XXXX (Olympia Lutte Schiltigheim - lutte)	2 500 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – badminton)	1 000 €
XXXX XXXX (Tennis Club de Strasbourg – tennis)	1 000 €
XXXX XXXX (Ballet Nautique de Strasbourg)	4 000 €
XXXX XXXX (Strasbourg GRS – gymnastique rythmique)	1 000 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	4 000 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – badminton)	4 000 €
XXXX XXXX (Strasbourg Eaux-Vives – canoë kayak)	1 000 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	1 000 €
XXXX XXXX (Vélo Club Eckwersheim - cyclisme)	2 500 €
XXXX XXXX (Strasbourg Université Club – escrime)	4 000 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – badminton)	2 500 €

XXXX XXXX (Strasbourg Université Club – escrime)	1 000 €
XXXX XXXX (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	4 000 €
XXXX XXXX (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	4 000 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – badminton)	2 500 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – paratriathlon)	4 000 €
XXXX XXXX (Vendenheim Athlétisme - athlétisme)	2 500 €
XXXX XXXX (Aviron Strasbourg 1881 - aviron)	1 000 €
XXXX XXXX (Strasbourg Université Club – escrime)	4 000 €
XXXX XXXX (Société de Gymnastique Illkirch-Graffenstaden – gymnastique rythmique)	2 500 €
XXXX XXXX (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	2 500 €
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – duathlon)	1 000 €

-Versement de subventions pour l'organisation de manifestations sportives.

Dans le cadre de ses compétences, l'Eurométropole de Strasbourg a la possibilité de soutenir l'évènementiel sportif de la manière suivante :

- pour les grands évènements sportifs de masse ou évènements à grand rayonnement national, international ou mondial, utilisant un équipement d'agglomération : le financement est de la compétence unique de l'Eurométropole de Strasbourg.

Ballet Nautique de Strasbourg Organisation d'un gala de natation artistique du 4 au 6 décembre 2026 au Centre Nautique de Schiltigheim	4 000 €
Comité d'Organisation Soutien à l'organisation, par la Fédération Française de Basket-ball d'un match de qualification à la Coupe du Monde 2027 (France/Estonie) organisé le 28 février 2027 à Strasbourg	20 000 €

- pour les manifestations d'importance accueillies dans des communes de l'Eurométropole de Strasbourg, une répartition de l'accompagnement par bassin de vie et par catégorie (or, argent, bronze) est mise en place. Ce dispositif permet d'harmoniser le soutien aux initiatives communales en complément de l'apport des communes par une prise en compte de la répartition géographique et du rayonnement de l'évènement.

Bassin de vie Centre	**Association Sportive Strasbourg** Soutien à l'organisation de l'European Futsal Cup les 30 et 31 janvier 2026 au gymnase de la Rotonde	4 000 €
	Strasbourg Sud Handball La Famille Soutien à l'organisation du tournoi de Noël Jeunes les 19 et 20 décembre 2026 à Strasbourg	1 500 €

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'attribution de subventions, d'un montant total de 233 500 € réparti comme suit :

- *107 000 € sur le compte 30/65748/8115/SJ03C aux associations sportives suivantes :*

Bassin de vie	***Associations***	***Montants***
Nord	*Association Sportive Hœnheim Sports (handball)* - *Handball masculin : 2 000 €* - *- Handball féminin : 2 000 €*	*4 000 €*
	Association de Gymnastique Alsatia Bischheim (gymnastique rythmique)	*1 000 €*
	Basket Club Souffelweyersheim (basket)	*4 000 €*
	Club d'Echecs de Mundolsheim (échecs)	*1 000 €*
	Club Sportif de Reichstett (handball féminin)	*4 000 €*
	Géant Football Club Américain et Flag (foot US)	*2 000 €*
	Le Géant Cheerleading	*1 000 €*
	Les Fous Furieux du Canal de l'Ill - (échecs)	*1 000 €*
	Tennis Club La Souffel (tennis)	*1 000 €*
	Vélo Club Eckwersheim (cyclisme)	*2 000 €*
Ouest	*Eckbolsheim Basket-ball (basket)*	*2 000 €*
	Handball Club Eckbolsheim (handball)	*2 000 €*
	Société de Gymnastique Sportive Saint-Joseph	*1 000 €*
	Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim (basket)	*4 000 €*
Sud	*Cercle d'Escrime de Geispolsheim (escrime)*	*1 000 €*
	Club de Rugby Illkirch-Graffenstaden	*4 000 €*
	Handball Association Illkirch-Graffenstaden (HAIG) - *Handball masculin : 2 000 €* - *Handball féminin : 2 000 €*	*4 000 €*
	Karaté Sports et Loisirs de Plobsheim	*1 000 €*

	Plobsheim Olympique Club (handball)	*4 000 €*
	Société de Tir et d'Education Physique de Geispolsheim (cyclisme artistique)	*1 000 €*
	Société Omnisports Illkirch-Graffenstaden	*1 000 €*
	Strasbourg Illkirch-Graffenstaden SIG – (basket-ball féminin)	*2 000 €*
	Twirling Bâton Plobsheim (twirling bâton)	*1 000 €*
Centre	*AS Musau (football féminin)*	*6 000 €*
	ASPTT Strasbourg - *sport adapté : 2 000 €* - *handball féminin : 6 000 €*	*8 000 €*
	Association Racing Club de Strasbourg Alsace (futsal masculin)	*4 000 €*
	Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	*1 000 €*
	Bischheim Strasbourg Skating (roller)	*1 000 €*
	Cercle d'Echecs de Strasbourg (échecs)	*1 000 €*
	Club des Sports de Glace de Strasbourg (CSGSA) : - *Hockey/glace : 2 000 €* - *Patinage artistique : 1 000 €*	*3 000 €*
	Ill Tennis Club (tennis)	*2 000 €*
	Le Minotaure (football américain et cheerleading) : - *Football américain : 4 000 €* - *Cheerleading : 1 000 €*	*5 000 €*
	Racing Club de Strasbourg Omnisport (tennis de table)	*1 000 €*
	Strasbourg Alsace Rugby (rugby)	*2 000 €*
	Strasbourg Université Club - *volley-ball masculin : 6 000 €* - *volley-ball féminin : 4 000 €* - *gymnastique sportive : 1 000 €* - *ultimate : 1 000 €* - *football gaélique : 1 000 €* - *floorball : 1 000 €*	*14 000 €*
	Strascross - *roller derby : 2 000 €* - *roller hockey : 4 000 €*	*6 000 €*
	Volley-Ball Club Strasbourg - *volley-ball masculin : 2 000 €* - *volley-ball féminin : 2 000 €*	*4000 €*

- *97 000 € sur le compte 30/65748/8102/SJ03 aux athlètes suivants :*

ATHLETES	***Montant proposé***
XXXX XXXX (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Strasbourg GRS – gymnastique rythmique)	*2 500 €*
XXXX XXXX (Strasbourg Université Club - escrime)	*4 000 €*
XXXX XXXX (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	*4 000 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg - badminton)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS - plongeon)	*2 500 €*
XXXX XXXX (Bischheim Roller Skating – patinage de vitesse)	*2 500 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	*2 500 €*
XXXX XXXX (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	*4 000 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Olympia Lutte Schiltigheim - lutte)	*2 500 €*
XXXX XXXX (Olympia Lutte Schiltigheim lutte)	*2 500 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – Athlétisme)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Skieurs de Strasbourg)	*2 500 €*
XXXX XXXX (Strasbourg Taekwondo Academie)	*4 000 €*
XXXX XXXX (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Olympia Lutte Schiltigheim - lutte)	*2 500 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – badminton)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Tennis Club de Strasbourg – tennis)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Ballet Nautique de Strasbourg)	*4 000 €*
XXXX XXXX (Strasbourg GRS – gymnastique rythmique)	*1 000 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	*4 000 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – badminton)	*4 000 €*
XXXX XXXX (Strasbourg Eaux-Vives – canoë kayak)	*1 000 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Vélo Club Eckwersheim - cyclisme)	*2 500 €*
XXXX XXXX (Strasbourg Université Club – escrime)	*4 000 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – badminton)	*2 500 €*

XXXX XXXX (Strasbourg Université Club – escrime)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	*4 000 €*
XXXX XXXX (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	*4 000 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – badminton)	*2 500 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – paratriathlon)	*4 000 €*
XXXX XXXX (Vendenheim Athlétisme - athlétisme)	*2 500 €*
XXXX XXXX (Aviron Strasbourg 1881 - aviron)	*1 000 €*
XXXX XXXX (Strasbourg Université Club – escrime)	*4 000 €*
XXXX XXXX (Société de Gymnastique Illkirch-Graffenstaden – gymnastique rythmique)	*2 500 €*
XXXX XXXX (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	*2 500 €*
XXXX XXXX (ASPTT Strasbourg – duathlon)	*1 000 €*

- *24 000 € sur le compte 30/65748/8050/SJ03C aux associations sportives suivantes :*

Ballet Nautique de Strasbourg *Organisation d'un gala de natation artistique du 4 au 6 décembre 2026 au Centre Nautique de Schiltigheim*	*4 000 €*
Comité d'Organisation *Soutien à l'organisation, par la Fédération Française de Basket-ball d'un match de qualification à la Coupe du Monde 2027 (France/Estonie) organisé le 28 février 2027 à Strasbourg*	*20 000 €*

- *5 500 € sur le compte 30/65748/8051/SJ03C aux associations sportives suivantes :*

Association Sportive Strasbourg *Soutien à l'organisation de l'European Futsal Cup les 30 et 31 janvier 2026 au gymnase de la Rotonde*	*4 000 €*
Strasbourg Sud Handball La Famille *Soutien à l'organisation du tournoi de Noël Jeunes les 19 et 20 décembre 2026 à Strasbourg*	*1 500 €*

décide

l'imputation des dépenses sur les lignes budgétaires :

- *30/65748/8115/SJ03C du BP 2026, dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 107 000 €,*
- *30/65748/8102/SJ03 du BP 2026 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 100 000 €*
- *326/65748/8050/SJ03B du BP 2026 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 51 800 €,*

- *326/65748/8051/SJ03B du BP 2026 dont le montant disponible avant le présent Conseil s'élève à 41 000 €,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les conventions afférentes ainsi que tous les documents y relatifs.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215580-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Conseil de l'Eurométropole du 6 novembre 2026

Versement de subventions aux clubs de performance – sports collectif et individuel – clubs intercommunaux – saison sportive 2026-2027

Bassin de vie	Associations	Montant sollicité	Montant proposé	Montant n-1
Nord	Association Sportive Hœnheim Sports (handball) - Handball masculin : 2 000 € - Handball féminin : 2 000 €	4 000 €	4 000 €	4 000 €
	Association de Gymnastique Alsatia Bischheim (gymnastique rythmique)	2 000 €	1 000 €	1 000 €
	Basket Club Souffelweyersheim (basket)	6 000 €	4 000 €	4 000 €
	Club d'Echecs de Mundolsheim (échecs)	1 000 €	1 000 €	1 000 €
	Club Sportif de Reichstett (handball féminin)	10 000 €	4 000 €	-
	Géant Football Club Américain et Flag (foot US)	4 000 €	2 000 €	2 000 €
	Le Géant Cheerleading (cheerleading)	2 000 €	1 000 €	1 000 €
	Les Fous Furieux du Canal de l'Ill - (échecs)	1 200 €	1 000 €	1 000 €
	Tennis Club La Souffel (tennis)	5 000 €	1 000 €	1 000 €
	Vélo Club Eckwersheim (cyclisme)	3 000 €	2 000 €	2 000 €
Ouest	Eckbolsheim Basket-ball (basket)	3 000 €	2 000 €	2 000 €
	Handball Club Eckbolsheim (handball)	2 000 €	2 000 €	2 000 €
	Société de Gymnastique Sportive Saint-Joseph	2 000 €	1 000 €	-
	Société de Gymnastique Vogesia de Holtzheim (basket)	4 000 €	4 000 €	4 000 €
Sud	Cercle d'Escrime de Geispolsheim (escrime)	1 000 €	1 000 €	1 000 €
	Club de Rugby d'Illkirch-Graffenstaden (rugby)	50 000 €	4 000 €	2 000 €
	Handball Association Illkirch-Graffenstaden (HAIG) - Handball masculin : 2 000 € - Handball féminin : 2 000 €	5 000 €	4 000 €	4 000 €
	Karaté Sports et Loisirs de Plobsheim	1 500 €	1 000 €	-
	Plobsheim Olympique Club (handball)	4 000 €	4 000 €	4 000 €
	Société de Tir et d'Education Physique de Geispolsheim	1 500 €	1 000 €	-
	Société Omnisports Illkirch-Graffenstaden	3 000 €	1 000 €	-
	Strasbourg Illkirch-Graffenstaden – SIG (basket féminin	2 000 €	2 000 €	60 000 €
	Twirling Bâton Plobsheim (twirling bâton)	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Centre	AS Musau (futsal féminin)	10 000 €	6 000 €	-
	ASPTT Strasbourg - sport adapté : 2 000 €	8 000 €	8 000 €	8 000 €

	- handball féminin : 6 000 €			
	Association Racing Club de Strasbourg Alsace (futsal masculin)	4 000 €	4 000 €	-
	Aviron Strasbourg 1881 (aviron)	5 000 €	1 000 €	1 000 €
	Bischheim Strasbourg Skating (roller)	1 000 €	1 000 €	1 000 €
	Cercle d'Echecs de Strasbourg (échecs)	2 500 €	1 000 €	1 000 €
	Club des Sports de Glace de Strasbourg (CSGSA) : - Hockey/glace : 2 000 € - Patinage artistique : 1 000 €	12 500 €	3 000 €	3 000 €
	Ill Tennis Club (tennis)	6 000 €	2 000 €	2 000 €
	Le Minotaure (football américain et cheerleading) : - Football américain : 4 000 € - Cheerleading : 1 000 €	5 000 €	5 000 €	3 000 €
	Racing Club de Strasbourg Omnisport (tennis de table)	3 000 €	1 000 €	1 000 €
	Strasbourg Alsace Rugby (rugby)	5 000 €	2 000 €	2 000 €
	Strasbourg Université Club - volley-ball masculin: 6 000 € - Volley-ball féminin : 4 000 € - gymnastique sportive : 1 000 € - ultimate : 1 000 € - football gaélique : 1 000 € - floorball : 1 000 €	19 500 €	14 000 €	12 500 €
	Strascross - roller derby : 2 000 € - roller hockey : 4 000 €	6 000 €	6 000 €	6 000 €
	Volley-Ball Club Strasbourg - volley-ball masculin : 2 000 € - volley-ball féminin : 2 000 €	4 000 €	4 000 €	6 000 €

Soutien aux athlètes de haut niveau en sport individuel

ATHLETES	Montant proposé	Montant octroyé n-1
AMIR-TAHMASSEB Eleonore Niloufar (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	1 000 €	2 000 €
AUBURTIN BENTZ Lalie (Strasbourg GRS – gymnastique rythmique)	2 500 €	-
BALZER Sara (Strasbourg Université Club - escrime)	4 000 €	4 000 €
BAYANDINA Anastasia (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	4 000 €	4 000 €
BEGGA Natan (ASPTT Strasbourg - badminton)	1 000 €	2 000 €
BISCH Gwendal (Team Strasbourg SNS-ASPTT-PCS - plongeon)	2 500 €	2 000 €

BRAUN Violette (Bischheim Roller Skating – patinage de vitesse)	2 500 €	2 000 €
CHRISTOPHEL Valentin (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	2 500 €	2 000 €
CLAIR Jeanne (Ballet Nautique de Strasbourg - natation artistique)	4 000 €	2 000 €
CORGIAT-BONDON Maelys (ASPTT Strasbourg – haltérophilie)	1 000 €	-
DADAEV Achab (Olympia Lutte Schiltigheim - lutte)	2 500 €	2 000 €
DEBIEN Tatiana (Olympia Lutte Schiltigheim lutte)	2 500 €	2 000 €
EID Léa (ASPTT Strasbourg – Athlétisme)	1 000 €	-
FAVROT Thibaut (Skieurs de Strasbourg)	2 500 €	4 000 €
FOFANA Mah (Strasbourg Taekwondo Academie)	4 000 €	4 000 €
FONTBONNE Nolan (Ballet Nautique de Strasbourg – natation artistique)	1 000 €	-
FRANCOIS-SIFFERT Alban (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	1 000 €	2 000 €
GAHNEM Ibrahim (Olympia Lutte Schiltigheim - lutte)	2 500 €	2 000 €
GARDON Thibaut (ASPTT Strasbourg – badminton)	1 000 €	2 000 €
HACQUARD Charlotte (Tennis Club de Strasbourg – tennis)	1 000 €	-
JANVIER Claudia (Ballet Nautique de Strasbourg)	4 000 €	2 000 €
KHUTSISHVILI Anna (Strasbourg GRS – gymnastique rythmique)	1 000 €	2 000 €
LAGTIY-CHAOUDAR Anas (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	4 000 €	4 000 €
LANIER Alex (ASPTT Strasbourg – badminton)	4 000 €	4 000 €
MARBOT Clara (Strasbourg Eaux-Vives – canoë kayak)	1 000 €	-
MEIER Anaïse (ASPTT Strasbourg – athlétisme)	1 000 €	-
MULLER Amandine (Vélo Club Eckwersheim - cyclisme)	2 500 €	2 000 €
NOUTCHA Sarah-Camille (Strasbourg Université Club – escrime)	4 000 €	4 000 €
PANCASARI Rosy (ASPTT Strasbourg – badminton)	2 500 €	2 000 €
PATRICE Aurore (Strasbourg Université Club – escrime)	1 000 €	2 000 €
PATRICE Jean-Philippe (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	4 000 €	4 000 €
PATRICE Sébastien (Souffelweyersheim Escrime Club - escrime)	4 000 €	4 000 €
POGNANTE Camille (ASPTT Strasbourg – badminton)	2 500 €	-
RIBSTEIN Jules (ASPTT Strasbourg – paratriathlon)	4 000 €	4 000 €
ROHMER GASTON (Vendenheim Athlétisme - athlétisme)	2 500 €	2 000 €
STAMBACH François (Aviron Strasbourg 1881 - aviron)	1 000 €	2 000 €
TORI Toscane (Strasbourg Université Club – escrime)	4 000 €	4 000 €
TRAN Margot (Société de Gymnastique Illkirch-Graffenstaden – gymnastique rythmique)	2 500 €	2 000 €
WAGNER Yann (Strasbourg Eaux Vives - canoé-kayak)	2 500 €	2 000 €
WASSER Emma (ASPTT Strasbourg – duathlon)	1 000 €	-

Soutien aux associations sportives de l'Eurométropole pour l'organisation de manifestations

Dénomination de l'Association	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Ballet Nautique de Strasbourg	Soutien à l'organisation de l'édition 2026 du gala du Ballet Nautique de Strasbourg au Centre nautique de Schiltigheim	10 000 €	4 000 €	4 000 €
Comité d'Organisation	Soutien à l'organisation d'un match de qualification à la Coupe du Monde 2027 de l'équipe de France masculine de basket-ball	20 000 €	20 000 €	-
Association Sportive Strasbourg	Soutien à l'organisation de l'European Futsal Cup	6 000 €	4 000 €	4 000 €
Strasbourg Sud Handball	Soutien à l'organisation du tournoi de Noël	2 000 €	1 500 €	1 500 €

18

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Attribution de subventions à divers organisateurs de manifestations dans l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-917

Il est proposé d'attribuer, pour un montant total de 13 000 €, les subventions suivantes à divers organisateurs de manifestations dans l'Eurométropole de Strasbourg.

Maison des Associations de Strasbourg	**10 000 €**

Il s'agit du soutien à l'organisation, par la Maison des Associations de Strasbourg, du Village des Associations, programmé du 11 au 13 septembre 2026 dans le parc de la Citadelle. Environ 200 associations locales présentent leurs actions dans des domaines variés : écologie, solidarité, santé, sport, culture et citoyenneté.

Office Municipal des Sports des Arts des Loisirs et de la Culture d'Eckbolsheim OMSALC	**3 000 €**

Il s'agit du soutien à l'organisation, par l'OMSALC Eckbolsheim du marché de Noël programmé les samedi 12 et dimanche 13 décembre 2026.

Organisé au cœur de la commune d'Eckbolsheim, le marché de Noël constitue un rendez-vous annuel incontournable pour les habitants et les visiteurs de l'Eurométropole. Cet événement festif valorise le patrimoine local et rassemble les familles autour de l'esprit traditionnel du Noël alsacien. 16 chalets tenus par les associations locales proposeront des articles de Noël. De plus, des animations diverses et variées sur le thème de Noël pour toute la famille seront organisées pendant ces 2 jours.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le versement des subventions suivantes par la Direction des Evènements et de la Vie Associative en faveur de :*

La Maison des Associations de Strasbourg	*10 000 €*
Office Municipal des Sports des Arts des Loisirs et de la Culture OMSALC	*3 000 €*

- *les crédits nécessaires, soit 13 000€ sont disponibles au budget de l'Eurométropole sous la ligne fonction 311 – nature 65748 – programme 8042 – service PC02B dont le disponible avant le présent Conseil est de 33 390 €,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les arrêtés et conventions relatifs à ces subventions.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214922-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

⌦ : **DEVA** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL	18 000 €	35 000 €	**13 000 €**	2

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00029783	**OFFICE MUNICIPAL DES SORTS DES ARTS DES LOISIRS ET DE LA CULTURE ECKBOLSHEIM OMSALC**	Projet - Manifestation	3 000 €	5 000 €	3 000 €	
00028425	**MAISON DES ASSOCIATIONS DE STRASBOURG**	Projet - Manifestation	15 000 €	30 000 €	10 000 €	

Strasbourg.eu
eurométropole

19

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Soutien financier à trois projets de recherche dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt ' Une seule santé ' du plan d'action intégré URBACT ' One Health 4 Cities '.

Numéro E-2026-923

L'Eurométropole de Strasbourg a affirmé très tôt sa volonté de promouvoir un environnement porteur de qualité de vie et de bien-être à travers sa **feuille de route « *Cadre de vie sain et durable* »**, adoptée dès mars 2018. Cette stratégie ambitieuse s'est concrétisée en 2019 par l'intégration de la santé environnementale comme thématique à part entière du Contrat local de santé II (CLS) de l'Eurométropole. La troisième génération de CLS, signée en juillet 2023, intègre désormais un axe structurant en santé environnementale organisé autour de six objectifs opérationnels. L'objectif 1 « *Soutenir l'observation et la recherche pour améliorer la connaissance des effets de l'environnement et du changement climatique sur la santé des populations* » vise en particulier à mieux comprendre notre territoire pour mieux anticiper les crises et défis sanitaires de notre temps.

La **stratégie eurométropolitaine « *One Health / Une seule santé* »** adoptée par délibération en février 2025 est venue à son tour confirmer la confiance que la collectivité accorde à la recherche scientifique. Elle est le fruit d'un important travail partenarial mené dans le cadre du programme européen URBACT IV et de son réseau « *One Health 4 Cities* », qui réunit depuis 2023 neuf villes partenaires engagées dans l'intégration d'une approche « *Une seule santé* » au cœur de leurs politiques publiques, stratégies et projets urbains par la reconnaissance de l'interdépendance entre les santés humaine, animale, végétale et environnementale.

À cette fin, une importante dynamique partenariale a réuni pendant deux ans une quarantaine d'acteurs : partenaires institutionnels, représentant·es d'associations naturalistes et expert·es locaux, dont de nombreux membres de la communauté scientifique strasbourgeoise. Cette large mobilisation a contribué à l'acculturation de l'ensemble des acteurs et au renforcement des liens avec la communauté scientifique.

Cette dynamique a permis la co-construction du **plan d'action intégré URBACT**, finalisé en décembre 2025. Au sein d'un territoire pilote incluant les secteurs du Neuhof, de la Meinau et d'Illkirch-Graffenstaden autour du Rhin Tortu, ce plan permet de décliner

le volet opérationnel de la stratégie « *Une seule santé* », et vise à expérimenter de nouvelles manières de :

- comprendre notre territoire, en soutenant la recherche afin d'établir des éléments probants relatifs aux santés humaine, animale, végétale et environnementale et d'approfondir les connaissances sur les interactions entre le vivant et les milieux,

- réaliser des projets concrets, en mettant en œuvre des aménagements et des actions de terrain qui matérialisent cette vision globale de ces quatre santés,

- partager une culture commune, en sensibilisant – grâce aux sciences participatives notamment – les habitant·es et les acteurs locaux pour que chacun·e puisse s'approprier les enjeux de l'approche « *Une seule santé* » au quotidien.

Afin d'engager opérationnellement ce plan, il a été proposé en première initiative de **recourir à un appel à manifestation d'intérêt ouvert aux initiatives de recherche innovantes émanant de l'écosystème universitaire alsacien.** Cet appel entend ainsi favoriser l'émergence de collaborations durables, en articulant recherche et action publique au service du territoire. Il permet notamment d'aligner les contributions scientifiques proposées par des équipes interdisciplinaires aux enjeux et objectifs thématiques formulés par les six fiches-actions du plan d'action intégré URBACT, à savoir :

- aménagement d'une zone de reconnexion écologique et sociale le long du Rhin Tortu (FA1),

- intégration de l'approche « *Une seule santé* » dans le projet de végétalisation des cours d'école (projet cours Oasis) (FA2),

- connaître, valoriser et développer la qualité sonore des espaces naturels (FA3),

- étude de la dispersion des pollutions urbaines entre le Parc d'innovation d'Illkirch et le Rhin Tortu (FA4),

- étude des impacts et interactions liés au nourrissage des animaux en milieu urbain (FA5),

- déploiement d'une stratégie de sensibilisation « *Une seule santé* » (notamment *via* des approches de sciences participatives) (FA6).

Quatre propositions ont été déposées par des groupements universitaires élargis, illustrant la richesse et l'interdisciplinarité de la recherche alsacienne. **À l'issue de la phase d'instruction, trois projets ont été retenus. Ils sont détaillés ci-dessous et en annexe :**

- **« *Paysages sonores du Territoire du Rhin Tortu* »**

Porteurs : LIVE (UNISTRA-CNRS), CEREMA (UMRAE-Université Gustave Eiffel)

Disciplines : écologie, géographie humaine et bioacoustique

Axes du plan d'action intégré : FA3 (qualité sonore des espaces naturels) · FA6 (sensibilisation et sciences participatives)

Objet : Les nuisances sonores constituent une pollution invisible à fort impact sur toutes les santés. À l'inverse, des paysages sonores urbains de qualité contribuent au bien-être et à la santé des populations humaines ainsi qu'à ceux de nombreuses espèces animales. Leur qualité dépend notamment de leur dimension naturelle, à travers les sons d'origine biologique (biophonie animale) et physique comme le bruit du vent et de l'eau (géophonie). Autour des questions de bioacoustique, la recherche propose la réalisation d'une collection de sons et d'un diagnostic des ambiances sonores dans les espaces de nature bordant le Rhin Tortu, afin d'évaluer leur capacité à accueillir la biodiversité et à fournir un service culturel à travers la qualité de leur paysage sonore. Elle vise à mieux définir l'intérêt des espaces étudiés en complétant l'analyse de la trame verte et bleue locale par une dimension acoustique, à travers la notion de "*trame blanche*"[1]. Elle s'appuie pour cela sur l'Observatoire des écosystèmes urbains *EvolVille*, initié en 2020 par le LIVE et l'Eurométropole de Strasbourg (département d'écologie du territoire, service Aménagement du territoire et projet urbain, Direction de l'urbanisme et des territoires).

Ce projet répond à la fois aux ambitions du plan d'action intégré URBACT et à celles du plan de prévention du bruit dans l'environnement (PPBE) de l'Eurométropole de Strasbourg.

- **« *Alter-Rhin Tortu : Alter-atlas des formes d'habiter le Rhin Tortu dans une perspective Une seule santé* »**

Porteurs : AMUP (ENSAS-INSA), IPHC (CNRS), HEAR

Disciplines : architecture, urbanisme, écologie, design, sciences humaines et sociales

Axes du plan d'action intégré : FA1 (aménagement et reconnexion écologique et sociale) · FA6 (sensibilisation et sciences participatives)

Objet : Le changement climatique affecte déjà le territoire strasbourgeois, la santé de ses habitants, comme celle de la faune, de la flore et des milieux. Dans une perspective « *Une seule santé* » et autour des questions d'habitabilité, du vivre et de l'habiter ensemble, la recherche-action propose d'une part de cartographier le territoire du Rhin Tortu avec ses habitant·es à travers des méthodes innovantes complémentaires alliant sciences humaines et sociales, création artistique et sciences participatives (marche-écriture, cartographies habitantes, explorations filmiques, entretiens semi-directifs). D'autre part, elle s'appuie sur une approche exploratoire de recherche par le projet (atelier de projet urbain de master) pour proposer des pistes de solutions architecturales et urbaines tenant compte des enjeux sociaux, écologiques et sanitaires en vue de faire du Rhin Tortu un refuge climatique et de biodiversité.
Le projet participe du partenariat entre la collectivité et l'École nationale supérieure d'architecture de Strasbourg (ENSAS) et des feuilles de route *Une seule santé* et *Urbanisme favorable à la santé.*

[1] La **trame blanche** se définit comme un ensemble de zones où le bruit est réduit ou absent, permettant aux espèces animales et végétales de maintenir leurs comportements naturels, notamment la communication, la reproduction et la navigation, sans perturbation due aux sons d'origine humaine.

- **« *Surveillance Participative de la Dissémination des Résistances aux Antibiotiques sur le Territoire du Rhin Tortu* »**

Porteurs : BSC (UNISTRA-CNRS), ICUBE (UHA-CNRS), collectif *Tous Chercheurs Alsace*

Disciplines : ingénierie environnementale, microbiologie et biologie moléculaire

Axes du plan d'action intégré : FA4 (pollutions) FA6 (sensibilisation et sciences participatives)

Objet : La résistance aux antibiotiques constitue l'un des défis sanitaires majeurs du XXIe siècle, à l'interface de la santé humaine, animale et environnementale. Le territoire du Rhin Tortu - *Krimmeri*, corridor écologique traversant les quartiers du Neuhof et de la Meinau et longeant le Parc d'innovation d'Illkirch, offre un terrain d'étude exceptionnel : eaux de surface, berges enherbées, espaces forestiers de la réserve naturelle de Neuhof-Illkirch, aménagements urbains végétalisés et flux anthropiques y coexistent, créant des conditions favorables à la présence et à la dissémination de bactéries résistantes. Au prisme de ces enjeux, le projet propose le déploiement d'un dispositif articulant production de connaissances scientifiques et implication citoyenne autour de deux axes complémentaires, à savoir, d'une part, la surveillance participative de la qualité des eaux et des sols bordant le Rhin Tortu (prélèvements et analyses réalisés avec des élèves de lycées du quartier) et, d'autre part, la sensibilisation des populations par l'organisation d'ateliers citoyens ou la production de supports pédagogiques.
Le projet s'inscrit notamment dans la continuité de projet transfrontalier EUCOR (en cours) « *Adressing Antibiotic Resistance* ».

En conclusion, l'objet de cette délibération est de proposer au vote du Conseil de l'Eurométropole le soutien à trois projets de recherche pour un montant total de subventions de 115 000,00 €, financé sur les lignes budgétaires du service Hygiène et santé environnementale. Les subventions ainsi versées sont des subventions dédiées aux projets.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'allocation de subventions aux structures mentionnées ci-dessous dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt URBACT « Une seule santé » permettant le développement du plan d'action intégré « Une seule santé » sur le territoire du Rhin Tortu :*

Structure bénéficiaire	***Montant de la subvention 2026***
CNRS	*44 880,00 €*

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ARCHITECTURE DE STRASBOURG	*35 520,00 €*
UNIVERSITE DE STRASBOURG	*34 600,00 €*
TOTAL	***115 000,00 €***

décide

- *l'imputation des crédits nécessaires soit 115 000,00 € au budget 2026 – Fonction 412 – Nature 65748 CRB SE00C,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions et documents y afférents.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215300-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

⌦ : **DRU** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL	0 €	128 769 €	**115 000 €**	3

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00030188	**CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE**	Projet - Manifestation		58 649 €	44 880 €	
00030030	**ECOLE NATIONALE SUPÉRIEURE D'ARCHITECTURE DE STRASBOURG**	Projet - Manifestation		35 520 €	35 520 €	
00029299	**UNIVERSITÉ DE STRASBOURG**	Projet - Manifestation		34 600 €	34 600 €	

0

Strasbourg.eu
eurométropole

20

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Soutien de l'Eurométropole de Strasbourg aux actions concourant à la Stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance inscrites au Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CISPDR).

Numéro E-2026-694

1- Attributions de subventions à des associations dont les actions concourent à la prévention dans le cadre des fêtes de fin d'année : Animations de Fin d'Année – AFA 2026

L'Eurométropole de Strasbourg souhaite soutenir les associations investies dans la prévention de la délinquance, dans les quartiers, et agir en faveur du bon déroulement des festivités de fin d'année, au moyen de l'appel à projets annuel mené conjointement avec la Préfecture. Celui-ci vise à favoriser la diversification des animations festives avec la participation active des habitants et des associations, dans le cadre d'une stratégie globale de prévention des violences de fin d'année visant à contribuer à la tranquillité publique sur la période allant jusqu'à début janvier 2027.

Cette délibération propose de soutenir 35 projets issus de partenaires et acteurs du Contrat Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance et de la Radicalisation (CISPDR), pour des actions de prévention, maraudes et soirées événementielles et familiales.

1. *Quartier de la Cité de l'Ill - Strasbourg*

Association centre socioculturel Robertsau l'Escale	**2 500 €**

« Vacances Toussaint 2026 » - 500 €

Les jeunes de 11 à 17 ans de la Cité de l'Ill sont mobilisés autour d'un projet faisant intervenir la créativité, le sens du collectif et de l'engagement citoyen. Centré sur un Escape Game de l'Horreur co-construit par les participants, il intègre des activités environnementales, culturelles et un séjour de cohésion. Il promeut la mixité sociale, l'autonomie et l'ancrage territorial, en associant éducation, ludique et citoyenneté pour renforcer les liens avec le quartier.

« AFA 2026 » - 2 000 €
Le Centre social et culturel et le comité d'animation de la Cité de l'Ill organisent un programme de fêtes de fin d'année fondé sur la convivialité, la solidarité et la prévention. Les activités incluent des actions de prévention des risques, une journée de partage et de réemploi le 9 décembre, un séjour nature pour les jeunes les 11 et 12 décembre, et une soirée intergénérationnelle sécurisée le 31 décembre.
Le financement vise à valoriser les actions de prévention et la soirée du 31 décembre.

2. *Quartier de l'Elsau - Strasbourg*

Sporting Strasbourg Futsal	**1 500 €**

« AFA 2026 - Tournoi du Réveillon »
L'association Sporting Strasbourg Futsal organise un tournoi festif de futsal à la Saint-Sylvestre au Gymnase Hans Arp. Alliant sport, karaoké et jeux, cet événement vise la cohésion sociale et la citoyenneté des jeunes. Une dimension caritative est intégrée via la collecte de denrées pour l'association Solidariteam et l'organisation de maraudes avec des partenaires locaux.
Le financement vise à valoriser l'ensemble du programme d'actions.

3. *Quartiers Elsau et Hautepierre - Strasbourg*

Association Les sons d'la rue	**1 000 €**

« AFA 2026 – Animation de fin d'année à l'Elsau et Hautepierre »
Le projet « Chrysalis » crée deux pôles de développement artistique à Strasbourg : au 80 rue Martin Schongauer (studios d'enregistrement, salle audiovisuelle, co-working) et au 40 boulevard la Fontaine (studio musical). Il offre aux jeunes de 15-25 ans des ateliers rap, slam, hip-hop et street-art, un concert de fin d'année, un tournoi de futsal et de jeux vidéo le 31 décembre, ainsi que des battles de danse afro. L'objectif est de renforcer le lien social, la maîtrise numérique et la valorisation des quartiers.
La subvention vise à valoriser les activités du 31 décembre.

4. *Quartiers de l'Elsau, Hautepierre et Koenigshoffen - Strasbourg*

Association Solidariteam	**2 000 €**

« AFA 2026 – Tournée sportive et solidaire des Quartiers et tournoi futsal d'Halloween »
Pour répondre aux crises sanitaire et économique, l'association lance une initiative de solidarité à Strasbourg. À travers des tournois de football itinérants en novembre et décembre, elle collecte des denrées et produits d'hygiène pour Solidarifree. En partenariat avec le Sporting Strasbourg Futsal et l'AJFH, elle organise également un tournoi de futsal pour Halloween et participe à la Ladies Cup, visant à promouvoir la citoyenneté et le respect chez les jeunes.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

5. *Quartiers de l'Elsau, Hohberg, Murhof, Molkenbronn, Koenigshoffen - Strasbourg*

Entente FCSK06	**500 €**

« AFA 2026 – Une fin d'année à Königshoffen »

Le club organise un tournoi de futsal annuel à Königshofen (Allemagne), ville jumelée depuis 40 ans. Ouvert à 30 jeunes de 18 à 25 ans, l'événement (26-31 décembre) mêle sport, culture et échanges éducatifs, avec des visites locales. Depuis 2024, le tournoi est mixte, et 2026 verra la participation des équipes seniors féminines. La logistique inclut 3 minibus, un véhicule de service et un hébergement en pension complète.

6. *Quartier du Hohberg – Strasbourg*

Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen	**2 500 €**

« Vacances de Noël et Nouvel an 2026 : Fête au Hohberg et solidarité avec les aînés » - 500 €

L'action vise à accompagner l'organisation d'une fête de Nouvel An comme action de solidarité envers les ainés du quartier par un groupe de jeunes issus de la commission jeunes du Centre Socioculturel. Leur implication dans l'ensemble du processus d'organisation de la fête est l'objectif du projet.

« AFA 2026 - Actions de fin d'année » 2 000 €

Le projet « Sous les Étoiles » renforce la cohésion sociale et le lien intergénérationnel entre octobre 2026 et janvier 2027. À travers sept événements conviviaux autour de braseros, l'initiative mobilise la jeunesse et soutient les seniors via des paniers garnis. Un axe majeur est la co-construction de la soirée « Nouvel An à Koenig », permettant aux jeunes de développer leur pouvoir d'agir en gérant l'intégralité de l'événement.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

DACIP	**1 500 €**

« AFA 2026 – Fin d'année dans les rues du Hohberg et au-delà »

Le DACIP propose d'intégrer un consortium dirigé par le CSC Camille Claus pour un projet d'inclusion sociale au quartier Hohberg. Visant à pacifier les tensions festives, l'initiative utilise « l'aller-vers » via quatre axes : maraudes, culture, sport et séjour collectif. L'objectif est de favoriser l'autonomie, la citoyenneté et le « bien vivre ensemble » pour les jeunes éloignés des structures classiques, renforçant ainsi le lien social et la confiance.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

Association Solidarité culturelle	**2 000 €**

« AFA 2026 – Diverses animations pour une ambiance de fin d'année 2026 en tranquillité au quartier du Hohberg »

Ce projet de collaboration, mené d'octobre 2026 à janvier 2027, vise à renforcer le lien social dans les quartiers Hohberg et Poteries. À travers des activités intergénérationnelles (ateliers thématiques, maraudes, événements festifs), l'initiative cherche à favoriser le vivre-ensemble, prévenir les tensions et réduire les incivilités en impliquant activement les jeunes et les habitants.
La subvention vise à valoriser les actions de prévention.

7. *Quartier Koenigshoffen - Strasbourg*

Association Par Enchantement	**1 500 €**

« AFA 2026 – Préparer les fêtes de fin d'année sereines »

Le projet implique les jeunes dans la préparation des fêtes de fin d'année afin de réfléchir

aux risques (pétards, consommations) et d'élaborer des comportements sécurisés. Un atelier créatif, en partenariat avec Papier Gâchette, conduit à un concours d'affiches de prévention. Trois actions ciblées sont prévues : week-end nature et scénarios filmés pour les 18-25 ans, randonnée-débat pour les 15-17 ans, et fête conviviale avec implication des parents pour les 9-14 ans. Chaque activité combine loisir, création et sensibilisation ludique.
Le financement vise à soutenir l'ensemble de l'action.

8. *Quartiers Molkenbronn, Murhof - Strasbourg*

Centre socioculturel de la Montagne Verte	**2 000 €**

« AFA 2026 – Ensemble à la MTV »
Ce projet favorise la cohésion sociale et la solidarité intergénérationnelle à la Montagne Verte. Le programme s'articule autour de trois axes : le soutien à une association solidaire, l'organisation d'une « fête du partage » en décembre, et des actions de prévention pour les jeunes (tournoi de futsal, soirées du Nouvel An). L'objectif est de renforcer les liens communautaires tout en assurant des festivités de fin d'année sécurisées.
La subvention vise à valoriser les actions de prévention et tournois sportifs.

9. *Quartier Murhof - Strasbourg*

Association 1 avenir pour tous	**1 000 €**

« Burger party – AFA 2026 »
Ce projet solidaire s'articule autour d'un barbecue festif combinant restauration et divertissements (jeux vidéo, babyfoot, jeux de société). L'initiative prévoit également des actions sociales spécifiques : une distribution de cadeaux le 31 décembre en partenariat avec le CSC de la Montagne Verte, et l'organisation de sorties pour enfants afin d'assister à des matchs du Racing.
La subvention vise à valoriser les actions de sensibilisation lors du projet.

Association Culturelle des Merveilles de la Montagne-Verte	**2 500 €**

« Animations de fin d'année 2026 »
L'association propose un programme festif pour la fin 2026 à la Montagne Verte, axé sur la cohésion sociale intergénérationnelle. Le projet s'articule autour de trois piliers : un tournoi de futsal pour les 7-17 ans (en partenariat avec l'OPI-ARSEA et le CSC Montagne Verte) incluant une sensibilisation sécuritaire, un séjour de trois jours dans les Vosges pour les jeunes, et une grande fête pour renforcer le dialogue entre habitants.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

10. *Quartier Hautepierre - Strasbourg*

Association Vivre	**2 000 €**

« AFA 2026 »
Dans le cadre du projet AFA 2026, l'association mène des actions de prévention et de médiation à Hautepierre. Elle organise des maraudes, des activités culturelles et sportives, ainsi que des rencontres intergénérationnelles. Un médiateur aborde l'intégration, la cohésion sociale et la santé.
Le financement vise à soutenir l'ensemble du programme d'actions.

Avenir jeunesse football Hautepierre	**2 200 €**

« AFA 2026 – La journée foot du Réveillon – Soirée de Réveillon à Hautepierre pour adolescents et jeunes adultes »

Le projet, en partenariat avec les CSC de Hautepierre, combine un tournoi de football le 31 décembre en intérieur et extérieur, avec des tournois mixtes, une soirée festive et une sensibilisation aux pétards. Ciblant les 12-25 ans, l'événement mise sur le sport et des animations pour mobiliser les jeunes. Un séjour en amont des fêtes formera 20 jeunes de 18 à 25 ans pour encadrer l'événement.

Le financement vise à valoriser l'ensemble du programme d'actions.

Association sport solidarité jeunesse	**2 000 €**

« AFA 2026 – Animation – Prévention de fin d'année Hautepierre »

Le programme de fin d'année est axé sur l'animation et la prévention auprès des jeunes. Après des actions de prévention durant la Toussaint et en décembre, l'association organise une grande soirée le 31 décembre à Hautepierre. Organisé avec le CSC de Hautepierre, cet événement mixe des jeux vidéo, des spectacles et de la restauration, tout en assurant la tranquillité publique via des maraudes.

Le financement vise à valoriser l'ensemble du programme d'actions.

Centre social et culturel de Hautepierre	**3 000 €**

« AFA 2026 – Actions d'animations et de prévention dans le quartier de Hautepierre »

Le programme festif pour fin 2026 vise à renforcer le lien social et la convivialité à Strasbourg. Le projet combine festivités culturelles, activités intergénérationnelles et actions de solidarité. Une priorité est accordée à la sécurité, notamment via un réveillon encadré et la prévention auprès des jeunes. Cette dynamique repose sur une collaboration étroite entre les acteurs locaux et les associations du quartier.

Le financement vise à valoriser les actions de prévention et la soirée.

Futsal club Hautepierre	**1 000 €**

« AFA 2026 – Futsal et Prévention à Hautepierre »

Le projet consiste en un tournoi de futsal mixte en salle, en partenariat avec un club de foot local. Les équipes alternent matchs et challenges/quiz sur le fair-play, la citoyenneté et la prévention des risques liés aux pétards. L'association assure accueil, rotations et animations. Un système de points valorise participation et comportement, et un prix vient récompenser l'attitude exemplaire. La journée offre aux jeunes un cadre dynamique d'échange et de sensibilisation entre les rencontres.

Le financement vise à valoriser les actions sportives et de prévention.

11. *Quartier Cronenbourg - Strasbourg*

Centre social et culturel Victor Schœlcher	**2 000 €**

« AFA 2026 fêtons la fin de l'année à Cronenbourg »

Les vacances de la Toussaint sont propices aux activités sportives et culturelles proposées aux jeunes de 10 à 20 ans à l'Aquarium et au gymnase du Rieth. Une rencontre avec les métiers de l'uniforme et une soirée Halloween sont également au programme. En parallèle, un mini séjour à Paris s'adresse à 12 jeunes de 15 à 18 ans pour la soirée d'Halloween. Les vacances de Noël offriront futsal, basket, médiation de rue, animations de la Fête des lumières, fêtes familiales et soirée du 31 décembre avec buffet et repas solidaire.

Le financement vise à valoriser l'ensemble du programme d'actions.

12. *Quartiers Neuhof, Meinau – Strasbourg*

Centre socioculturel de la Meinau	**3 500 €**

« Halloween et son bestiaire de monstres en tout genre » - 500 €

Les vacances de la Toussaint s'articulent autour d'Halloween, mêlant peur, créativité et participation collective. Au programme : ateliers de décoration, concours de cosplay, chasse à l'homme zombie, et soirée cinéma fantastique. Les jeunes sont impliqués dans les activités (sculpture de citrouilles, gâteaux d'horreur), et dans les choix de films et de lieux. Une soirée déguisée clôture le projet, complétée par des loisirs (escape game, patinoire). Ces animations, adaptées aux 16-18 ans et aux familles, renforcent la cohésion et l'engagement des participants.
La subvention vise à valoriser la soirée d'Halloween.

« Il était une fois Noël et Soirée Nouvel an intergénérationnelle » - 500 €

Le CSC propose, de novembre à décembre, un projet solidaire et convivial, axé sur l'intergénérationnel. Au programme : ateliers de bredele, bourse aux jouets, fête de Noël, repas pour seniors, et distribution de cadeaux. Les initiatives valorisent les talents locaux et incluent enfants, jeunes, familles et aînés. Menées en partenariat avec des associations et bénévoles, ces actions privilégient l'autofinancement et la solidarité.
La subvention vise à valoriser la soirée de Nouvel An.

« Tous ensemble pour les fêtes de fin d'année – AFA » - 2 500 €

Pour contrer la hausse des incivilités et comportements à risque chez les jeunes pendant les fêtes, un plan de prévention est déployé. Il combine sensibilisation (ateliers avec experts juridiques et médicaux), activités de loisirs (sport, karting) et événements festifs intergénérationnels. L'objectif est de responsabiliser les jeunes et les parents tout en offrant des alternatives constructives durant les vacances de Noël et le Nouvel An.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

Association des Cultures méditerranéennes du Neuhof	**1 300 €**

« AFA 2026 »

L'association souhaite renforcer les liens sociaux et animer le quartier, notamment pendant les fêtes, et organise des activités. Projets clés : sortie à Metz, visite du marché de Noël de Strasbourg, débats sur les incivilités, et soirées conviviales (barbecue, jeux, musique). Les maraudes sensibilisent les jeunes aux animations. Des partenariats locaux, par exemple avec l'OPI, soutiennent ces initiatives.
La subvention vise à valoriser les débats, la soirée du Nouvel an en lien avec les jeunes, et les maraudes.

Citoyens et solidaires	**1 500 €**

« AFA 2026 – Le futsal pour la promotion du vivre-ensemble dans le QPV Meinau-Neuhof »

Le porteur organise, avec le Redstar de la Meinau, un tournoi de futsal pour les jeunes du quartier prioritaire politique de la ville « Meinau-Neuhof », structuré en cinq phases. Chaque participant reçoit une médaille ; les finalistes obtiennent l'or ou l'argent, et un bon d'achat. La clôture comprend un moment convivial, un repas offert aux enfants et accompagnants, et la diffusion de messages de prévention de la violence et de promotion du vivre-ensemble.

La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

EDIFIS	**3 000 €**

« AFA – C'est ensemble qu'on avance ! » - 1 000 €

De mi-novembre au 31 décembre, quatre événements sont organisés (soirée de Noël avec spectacle, loto-bingo intergénérationnel, après-midi grand jeu et goûter, soirée Saint-Sylvestre pour les jeunes). Ils visent à créer des temps conviviaux, à favoriser le dialogue avec les familles peu impliquées et à sensibiliser aux risques de pétards, dégradations et comportements à risque. Les jeunes de l'association participent à la préparation et à l'animation, renforçant leur responsabilisation et leur ancrage local.
La subvention vise à valoriser la soirée jeunes et les actions de prévention.

« Un autre choix pour la Saint Sylvestre » - 2 000 €

D'octobre à janvier 2027, le service jeunesse de l'association accompagne 16 jeunes ciblés de plus de 15 ans, dans un parcours préventif. Des ateliers mensuels prévoient d'aborder les dangers des pétards, les dégradations et la pression du groupe, tout en préparant le voyage. Un séjour éducatif à Londres, du 28 décembre au 3 janvier 2027, doit permettre découvertes culturelles, autonomie et cohésion, constituant une alternative sécurisée aux risques de fin d'année.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

L'Eveil Meinau	**1 500 €**

« Animations de fin d'année 2026 »

L'association organise le 31 décembre, de 12 h à 4 h, une soirée de prévention au gymnase Fischart. L'événement gratuit, ouvert à tous et réservé aux enfants accompagnés, propose un cadre sécurisé contre les violences urbaines : tournoi de foot, jeux vidéo, baby-foot, billard, structures gonflables, maquillage, henné et spectacles de clowns. Un service de sécurité professionnel assure la sûreté, favorisant le lien social et la convivialité pour les familles et les personnes isolées.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

13. *Quartier Port du Rhin - Strasbourg*

Centre social et culturel Au-delà des Ponts	**2 500 €**

« AFA 2026 – Actions d'animation collective et de prévention dans le quartier du Port du Rhin » - 2 000 €

Le CSC organise un programme festif intergénérationnel de fin d'année pour renforcer la cohésion sociale et l'implication citoyenne. À travers des événements sur la place de l'Hippodrome, le projet vise à lier les générations et les nouveaux arrivants. En collaborant avec des partenaires locaux comme le Club Senior, l'OPI et Graine de Cirque, le CSC mise sur l'utilisation de l'espace public et l'autonomisation des jeunes.
Le financement vise à valoriser les actions de sensibilisation et de prévention lors des événements.

« AFA 2026 – Séjour Bol d'Air – Pôle jeunesse » - 500 €

Ce projet organise un mini-séjour de 4 jours pendant les fêtes de fin d'année pour 20 adolescents de 12 à 18 ans. Situé à la Maison Les Myrtilles à Bussang, ce séjour en pleine nature vise à offrir un cadre apaisé pour favoriser l'autonomie, la responsabilisation et la vie en collectivité, tout en garantissant la sécurité et la mixité du groupe.

14. *Quartier Marais - Schiltigheim*

Association centre socio culturel du Marais A. Sorgus	**2 500 €**

« Programme d'éducation civique et citoyenne en direction des jeunes au quartier Marais : mobiliser l'autorité et la responsabilité parentale »

Le projet cible l'ensemble des jeunes du quartier prioritaire du Marais, avec un accompagnement renforcé pour les décrocheurs, les demandeurs d'emploi non qualifiés et les familles monoparentales. Il comprend : des séances d'information au collège sur les pétards et le respect du couvre-feu ; des rencontres avec les parents sur l'autorité, la responsabilité et les arrêtés préfectoraux ; des entretiens dédiés aux jeunes en difficulté en partenariat avec le collège et l'association Jeep ; et une campagne d'affichage des arrêtés préfectoraux dans les entrées d'immeubles, réalisée avec les bailleurs.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

15. *Quartiers Ouest - Bischheim – Schiltigheim)*

Association des parents d'élèves des Ecrivains	**2 200 €**

« AFA 2026 – Maraude dans la nuit de la Saint Sylvestre 2026 »

Le projet vise la mobilisation d'une quarantaine de bénévoles adultes du quartier pour assurer une maraude dans les rues durant la nuit du réveillon du 31 décembre. Démarrage de la soirée avec un repas gratuit pour les maraudeurs, puis fête de réveillon offerte aux familles des maraudeurs. Une centaine de personnes sont concernées. L'organisation de la soirée est encadrée par plusieurs bénévoles de l'association. Des véhicules transportant des extincteurs sont un appui aux maraudeurs, le contact est permanent avec les autorités.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

Association Léo Lagrange animation	**1 500 €**

« AFA 2026 – Une fin d'année fraternelle aux Écrivains »

Le Centre Social et Familial Léo Lagrange Animation déploie, du 29 octobre 2026 au 3 janvier 2027, un programme de prévention et de cohésion dans les quartiers Ouest de Schiltigheim et Bischheim. Il propose, pendant les vacances et les périodes sensibles, des sorties culturelles et sportives, ateliers de sensibilisation aux risques (pétards, alcool, drogues), maraudes, projections, spectacles et activités intergénérationnelles. Le dispositif vise à réduire les comportements à risque, renforcer la sécurité et le vivre-ensemble, et mobiliser jeunes, familles, seniors et partenaires locaux.
La subvention vise à valoriser les actions de sensibilisation, de prévention et les maraudes.

Multi secteurs – Guirbaden / Marais (Bischheim – Schiltigheim)

Association culturelle Echanges	**2 500 €**

« AFA 2026 »

Le projet « Ma cité : mon lieu de vie, ma responsabilité ! » s'étend aux quartiers du Guirbaden, du Marais, du Ried et au Centre Echanges. Il repose sur quatre axes : formation de jeunes « ambassadeurs » pour sensibiliser leurs pairs au respect du cadre de vie ; réalisation d'un film de prévention conçu par les jeunes ; ateliers parents « fête sans danger » autour des risques de fin d'année ; actions d'aller vers et maraudes de médiation. L'ensemble vise à instaurer une prévention participative, renforcer le lien social et encourager la responsabilité collective.
La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.

16. *Quartiers Marais, Centre - Schiltigheim*

Association Agir mieux ensemble	**1 000 €**

« Animation de fin d'année 2026 »

Le projet vise à offrir, pendant les vacances de la Toussaint et de Noël, un programme d'activités et de temps de rencontre pour les jeunes et leurs familles. Il comprend des ateliers artistiques, des activités sportives et jeux collectifs, afin de favoriser le partage et la convivialité dans un cadre sécurisé. Des stands de sensibilisation aux risques (violences urbaines, conduites à risque, etc.) seront animés par des spécialistes. Le dispositif s'appuie sur un partenariat renforcé avec les associations partenaires.
La subvention vise à valoriser les stands de sensibilisation.

2- Attribution de subventions à des associations œuvrant dans les champs de l'aide aux victimes, l'accès aux droits et la prévention de la récidive

Association ILA	**2 000 €**

L'application ILA doit permettre un accompagnement des victimes de violences conjugales à chaque étape, tout au long de leur parcours, en complément du réseau partenarial implanté sur le territoire. L'association finalise et développe les contenus de cette application ainsi que la communication et la structuration des partenariats nécessaires à son déploiement prévu fin 2026.
Ce soutien est une aide au démarrage.

Association DECLIC	**1 500 €**

L'association DECLIC, en lien avec les services de la Justice, accompagne mensuellement un groupe de détenus de la Maison d'arrêt de Strasbourg. Des bénévoles formés à l'écoute proposent des marches, favorisant les échanges, les rencontres, dans un objectif affiché de préparation à la réinsertion.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

dans le cadre du Contrat intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance (CISPDR), l'attribution des subventions suivantes :

Soutien aux actions concourant à la prévention dans le cadre des fêtes de fin d'année – Appel à projets AFA – Animations de Fin d'Année	
Association centre socio culturel Robertsau l'Escale *« Vacances Toussaint 2026 » - 500 €* *« AFA 2026 » - 2 000 €*	*2 500 €*
Sporting Strasbourg Futsal *« AFA 2026 - Tournoi du Réveillon »*	*1 500 €*
Association Les sons d'la rue *« AFA 2026 – Animation de fin d'année Elsau et Hautepierre »*	*1 000 €*
Association Solidariteam *« AFA 2026 – Tournée sportive et solidaire des Quartiers et tournoi futsal d'Halloween »*	*2 000 €*
Entente FCSK06 *« AFA 2026 – Une fin d'année à Königshoffen »*	*500 €*
Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen *« Vacances de Noël et Nouvel an 2026 : Fête au Hohberg et solidarité avec les aînés » - 500 €* *« AFA 2026 - Actions de fin d'année » - 2 000 €*	*2 500 €*
DACIP *« AFA 2026 – Fin d'année dans les rues du Hohberg et au-delà »*	*1 500 €*
Association Solidarité culturelle *« AFA 2026 – Diverses animations pour une ambiance de fin d'année 2026 en tranquillité au quartier du Hohberg »*	*2 000 €*
Association Par Enchantement *« AFA 2026 – Préparer les fêtes de fin d'année sereines »*	*1 500 €*
Centre socioculturel de la Montagne Verte *« AFA 2026 – Ensemble à la MTV »*	*2 000 €*
Association 1 avenir pour tous *« Burger party – AFA 2026 »*	*1 000 €*
Association Culturelle des Merveilles de la Montagne-Verte *« Animations de fin d'année 2026 »*	*2 500 €*
Association Vivre *« AFA 2026 »*	*2 000 €*
Avenir jeunesse football Hautepierre *« AFA 2026 – La journée foot du Réveillon – Soirée de Réveillon à Hautepierre pour adolescents et jeunes adultes »*	*2 200 €*
Association sport solidarité jeunesse *« AFA 2026 – Animation – Prévention de fin d'année Hautepierre »*	*2 000 €*
Centre social et culturel de Hautepierre *« AFA 2026 – Actions d'animations et de prévention dans le quartier de Hautepierre »*	*3 000 €*
Futsal club Hautepierre *« AFA 2026 – Futsal et Prévention à Hautepierre »*	*1 000 €*
Centre social et culturel Victor Schœlcher *« AFA 2026 fêtons la fin de l'année à Cronenbourg »*	*2 000 €*
Centre socio culturel de la Meinau	*3 500 €*

« Halloween et son bestiaire de monstres en tout genre » - 500 € ***« Il était une fois Noël et Soirée Nouvel an intergénérationnelle - 500 €*** ***« Tous ensemble pour les fêtes de fin d'année – AFA » - 2 500 €***	
Association des Cultures méditerranéennes du Neuhof ***« AFA 2026 »***	***1 300 €***
Citoyens et solidaires ***« AFA 2026 – Le futsal pour la promotion du vivre-ensemble dans le QPV Meinau-Neuhof »***	***1 500 €***
EDIFIS ***« AFA – C'est ensemble qu'on avance ! » - 1 000 €*** ***« Un autre choix pour la Saint Sylvestre » - 2 000 €***	***3 000 €***
L'Eveil Meinau ***« Animations de fin d'année 2026 »***	***1 500 €***
Centre social et culturel Au-delà des Ponts ***« AFA 2026 – Actions d'animation collective et de prévention dans le quartier du Port du Rhin » - 2 000 €*** ***« AFA 2026 – Séjour Bol d'Air – Pôle jeunesse » - 500 €***	***2 500 €***
Association centre socio culturel du Marais A. Sorgus ***« Programme d'éducation civique et citoyenne en direction des jeunes sur le QPV Marais : mobiliser l'autorité et la responsabilité parentale »***	***2 500 €***
Association des parents d'élèves des Ecrivains ***« AFA 2026 – Maraude dans la nuit de la Saint Sylvestre 2026 »***	***2 200 €***
Association Léo Lagrange animation ***« AFA 2026 – Une fin d'année fraternelle aux Écrivains »***	***1 500 €***
Association culturelle Echanges ***« AFA 2026 »***	***2 500 €***
Association Agir mieux ensemble ***« Animation de fin d'année 2026 »***	***1 000 €***
Sous-total	***55 700 €***
Soutien aux actions œuvrant dans le champ de l'aide aux victimes et de la prévention de la délinquance	
Association ILA	***2 000 €***
Association DECLIC	***1 500 €***
Sous-total	***3 500 €***
TOTAL	***59 200 €***

décide

d'imputer la dépense correspondante, soit 59 200 € sur l'activité AT02A, fonction 10 - nature 65748 – programme 8058,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les arrêtés relatifs à ces subventions et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-211101-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Synthèse des projets proposés pour la délibération des animations de fin d'année (AFA) 2026
Conseil de l'Eurométropole du 06/11/2026

L'appel à projets AFA (Animations de Fin d'Année) vise à faire émerger des actions sur les territoires de l'Eurométropole.

Une action de fin d'année (AFA) constitue un dispositif prenant la forme d'un projet (action de prévention, maraude, événement, etc.) en lien avec les thématiques de la sécurité et de la tranquillité publique sur la période d'Halloween à nouvel an. Ces animations visent à contribuer à la tranquillité publique sur la période des fêtes de fin d'année d'octobre 2026 à janvier 2027. Elles doivent viser à offrir des activités à un public impacté ou susceptible de participer aux débordements liés à cette période.

L'appel à projets est co-porté par la Préfecture et l'Eurométropole de Strasbourg, via le service prévention urbaine.

Nb de projets proposés : 35

Nom association	Intitulé du projet	Description	QPV	Fréquence	Subvention 2025	Montant demandé 2026	Montant proposé 2026
Association centre socio culturel Robertsau L'escale	Vacances Toussaint 2026	Les jeunes de 11 à 17 ans de la Cité de l'Ill sont mobilisés autour d'un projet faisant intervenir la créativité, le sens du collectif et de l'engagement citoyen. Centré sur un Escape Game de l'Horreur co-construit par les participants, il intègre des activités environnementales, culturelles et un séjour de cohésion. Il promeut la mixité sociale, l'autonomie et l'ancrage territorial, en associant éducation, ludique et citoyenneté pour renforcer les liens avec le quartier.	Cité de l'Ill	N	-	3 000 €	500 €
Association centre socio culturel Robertsau L'escale	AFA 2026	Le Centre social et culturel et le comité d'animation de la Cité de l'Ill organisent un programme de fêtes de fin d'année fondé sur la convivialité, la solidarité et la prévention. Les activités incluent des actions de prévention des risques, une journée de partage et de réemploi le 9 décembre, un séjour nature pour les jeunes les 11 et 12 décembre, et une soirée intergénérationnelle sécurisée le 31 décembre. **Le financement vise à valoriser les actions de prévention et la soirée du 31 décembre.**	Cité de l'Ill	R	2 000 €	3 425 €	2 000 €
Sporting Strasbourg Futsal	AFA 2026 - Tournoi du Réveillon	L'association Sporting Strasbourg Futsal organise un tournoi festif de futsal à la Saint-Sylvestre au Gymnase Hans Arp. Alliant sport, karaoké et jeux, cet événement vise la cohésion sociale et la citoyenneté des jeunes. Une dimension caritative est intégrée via la collecte de denrées pour l'association Solidariteam et l'organisation de maraudes avec des partenaires locaux. **Le financement vise à valoriser l'ensemble du programme d'actions.**	Elsau	R	1 000 €	4 000 €	1 500 €
Association Les sons d'la rue	AFA 2026 – Animation de fin d'année Elsau et Hautepierre	Le projet « Chrysalis » crée deux pôles de développement artistique à Strasbourg : au 80 rue Martin Schongauer (studios d'enregistrement, salle audiovisuelle, co-working) et au 40 boulevard la Fontaine (studio musical). Il offre aux jeunes de 15-25 ans des ateliers rap, slam, hip-hop et street-art, un concert de fin d'année, un tournoi de futsal et de jeux vidéo le 31 décembre, ainsi que des battles de danse afro. L'objectif est de renforcer le lien social, la maîtrise numérique et la valorisation des quartiers. **La subvention vise à valoriser les activités du 31 décembre.**	Elsau / Hautepierre	R	1 000 €	4 000 €	1 000 €
Association Solidariteam	AFA 2026 – Tournée sportive et solidaire des Quartiers et tournoi futsal d'Halloween	Pour répondre aux crises sanitaire et économique, l'association lance une initiative de solidarité à Strasbourg. À travers des tournois de football itinérants en novembre et décembre, elle collecte des denrées et produits d'hygiène pour Solidarifree. En partenariat avec le Sporting Strasbourg Futsal et l'AJFH, elle organise également un tournoi de futsal pour Halloween et participe à la Ladies Cup, visant à promouvoir la citoyenneté et le respect chez les jeunes. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Elsau / hautepierre / Koenigshoffen	R	2 000 €	4 000 €	2 000 €
Entente FCSK06	AFA 2026 – Une fin d'année à Königshoffen	Le club organise un tournoi de futsal annuel à Königshofen (Allemagne), ville jumelée depuis 40 ans. Ouvert à 30 jeunes de 18 à 25 ans, l'événement (26-31 décembre) mêle sport, culture et échanges éducatifs, avec des visites locales. Depuis 2024, le tournoi est mixte, et 2026 verra la participation des équipes seniors féminines. La logistique inclut 3 minibus, un véhicule de service et un hébergement en pension complète.	Elsau / Hohberg . Murhof / Molkenbronn / Koenigshoffen	R		3 000 €	500 €
Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen	Vacances de Noël et Nouvel an 2026 : Fête au Hohberg et solidarité avec les aîné·es	L'action vise à accompagner l'organisation d'une fête de Nouvel An comme action de solidarité envers les ainés du quartier par un groupe de jeunes issus de la commission jeunes du Centre Socioculturel. Leur implication dans l'ensemble du processus d'organisation de la fête est l'objectif du projet.	Hohberg	R		3 000 €	500 €

Nom association	Intitulé du projet	Description	QPV	Fréquence	Subvention 2025	Montant demandé 2026	Montant proposé 2026
Association populaire Joie et Santé Koenigshoffen	AFA 2026 - Actions de fin d'année	Le projet « Sous les Étoiles » renforce la cohésion sociale et le lien intergénérationnel entre octobre 2026 et janvier 2027. À travers sept événements conviviaux autour de braseros, l'initiative mobilise la jeunesse et soutient les seniors via des paniers garnis. Un axe majeur est la co-construction de la soirée « Nouvel An à Koenig », permettant aux jeunes de développer leur pouvoir d'agir en gérant l'intégralité de l'événement. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Hohberg	R	2 000 €	3 000 €	2 000 €
DACIP	AFA 2026 – Fin d'année dans les rues du Hohberg et au-delà	Le DACIP propose d'intégrer un consortium dirigé par le CSC Camille Claus pour un projet d'inclusion sociale au quartier Hohberg. Visant à pacifier les tensions festives, l'initiative utilise « l'aller-vers » via quatre axes : maraudes, culture, sport et séjour collectif. L'objectif est de favoriser l'autonomie, la citoyenneté et le « bien vivre ensemble » pour les jeunes éloignés des structures classiques, renforçant ainsi le lien social et la confiance. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Hohberg	R	1 500 €	4 000 €	1 500 €
Association Solidarité culturelle	AFA 2026 – Diverses animations pour une ambiance de fin d'année 2026 en tranquillité au quartier du Hohberg	Ce projet de collaboration, mené d'octobre 2026 à janvier 2027, vise à renforcer le lien social dans les quartiers Hohberg et Poteries. À travers des activités intergénérationnelles (ateliers thématiques, maraudes, événements festifs), l'initiative cherche à favoriser le vivre-ensemble, prévenir les tensions et réduire les incivilités en impliquant activement les jeunes et les habitants. **La subvention vise à valoriser les actions de prévention.**	Hohberg	R	2 000 €	3 590 €	2 000 €
Association Par Enchantement	AFA 2026 – Préparer les fêtes de fin d'année sereines	Le projet implique les jeunes dans la préparation des fêtes de fin d'année afin de réfléchir aux risques (pétards, consommations) et d'élaborer des comportements sécurisés. Un atelier créatif, en partenariat avec Papier Gâchette, conduit à un concours d'affiches de prévention. Trois actions ciblées sont prévues : week-end nature et scénarios filmés pour les 18-25 ans, randonnée-débat pour les 15-17 ans, et fête conviviale avec implication des parents pour les 9-14 ans. Chaque activité combine loisir, création et sensibilisation ludique. **Le financement vise à soutenir l'ensemble de l'action.**	Koenigshoffen	R	1 500 €	2 500 €	1 500 €
Centre socioculturel de la Montagne Verte	AFA 2026 – Ensemble à la MTV	Ce projet favorise la cohésion sociale et la solidarité intergénérationnelle à la Montagne Verte. Le programme s'articule autour de trois axes : le soutien à une association solidaire, l'organisation d'une « fête du partage » en décembre, et des actions de prévention pour les jeunes (tournoi de futsal, soirées du Nouvel An). L'objectif est de renforcer les liens communautaires tout en assurant des festivités de fin d'année sécurisées. **La subvention vise à valoriser les actions de prévention et tournois sportifs.**	Molkenbronn / Murhof	R	2 000 €	5 000 €	2 000 €
Association 1 avenir pour tous	Burger party – AFA 2026	Ce projet solidaire s'articule autour d'un barbecue festif combinant restauration et divertissements (jeux vidéo, babyfoot, jeux de société). L'initiative prévoit également des actions sociales spécifiques : une distribution de cadeaux le 31 décembre en partenariat avec le CSC de la Montagne Verte, et l'organisation de sorties pour enfants afin d'assister à des matchs du Racing. **La subvention vise à valoriser les actions de sensibilisation lors du projet.**	Murhof	R	1 500 €	4 000 €	1 000 €
Association Culturelle des Merveilles de la Montagne Verte	Animations de fin d'année 2026	L'association propose un programme festif pour la fin 2026 à la Montagne Verte, axé sur la cohésion sociale intergénérationnelle. Le projet s'articule autour de trois piliers : un tournoi de futsal pour les 7-17 ans (en partenariat avec l'OPI-ARSEA et le CSC Montagne Verte) incluant une sensibilisation sécuritaire, un séjour de trois jours dans les Vosges pour les jeunes, et une grande fête pour renforcer le dialogue entre habitants. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Murhof	N	-	4 450 €	2 500 €
Association Vivre	AFA 2026	Dans le cadre du projet AFA 2026 l'association mène des actions de prévention et de médiation à Hautepierre. Elle organise des maraudes, des activités culturelles et sportives, ainsi que des rencontres intergénérationnelles. Un médiateur aborde l'intégration, la cohésion sociale et la santé. **Le financement vise à soutenir l'ensemble du programme d'actions.**	Hautepierre	R	2 000 €	3 000 €	2 000 €

Nom association	Intitulé du projet	Description	QPV	Fréquence	Subvention 2025	Montant demandé 2026	Montant proposé 2026
Avenir jeunesse football Hautepierre	AFA 2026 – La journée foot du Réveillon – Soirée de Réveillon à Hautepierre pour adolescents et jeunes adultes	Le projet, en partenariat avec les CSC de Hautepierre, combine un tournoi de football le 31 décembre en intérieur et extérieur, avec des tournois mixtes, une soirée festive et une sensibilisation aux pétards. Ciblant les 12-25 ans, l'événement mise sur le sport et des animations pour mobiliser les jeunes. Un séjour en amont des fêtes formera 20 jeunes de 18 à 25 ans pour encadrer l'événement. **Le financement vise à valoriser l'ensemble du programme d'actions**.	Hautepierre	R	2 200 €	8 000 €	2 200 €
Association sport solidarité jeunesse	AFA 2026 – Animation – Prévention de fin d'année Hautepierre	Le programme de fin d'année est axé sur l'animation et la prévention auprès des jeunes. Après des actions de prévention durant la Toussaint et en décembre, l'association organise une grande soirée le 31 décembre à Hautepierre. Organisé avec le CSC de Hautepierre, cet événement mixe des jeux vidéo, des spectacles et de la restauration, tout en assurant la tranquillité publique via des maraudes. **Le financement vise à valoriser l'ensemble du programme d'actions.**	Hautepierre	R	2 000 €	7 500 €	2 000 €
Centre social et culturel de Hautepierre	AFA 2026 – Actions d'animations et de prévention dans le quartier de Hautepierre	Le programme festif pour fin 2026 vise à renforcer le lien social et la convivialité à Strasbourg. Le projet combine festivités culturelles, activités intergénérationnelles et actions de solidarité. Une priorité est accordée à la sécurité, notamment via un réveillon encadré et la prévention auprès des jeunes. Cette dynamique repose sur une collaboration étroite entre les acteurs locaux et les associations du quartier. **Le financement vise à valoriser les actions de prévention et la soirée.**	Hautepierre	R	3 000 €	5 000 €	3 000 €
Futsal club Hautepierre	AFA 2026 – Futsal et Prévention à Hautepierre	Le projet consiste en un tournoi de futsal mixte en salle, en partenariat avec un club de foot local. Les équipes alternent matchs et challenges/quiz sur le fair-play, la citoyenneté et la prévention des risques liés aux pétards. L'association assure accueil, rotations et animations. Un système de points valorise participation et comportement, et un prix vient récompenser l'attitude exemplaire. La journée offre aux jeunes un cadre dynamique d'échange et de sensibilisation entre les rencontres. **Le financement vise à valoriser les actions sportives et de prévention.**	Hautepierre	N	-	2 000 €	1 000 €
Centre social et culturel Victor Schoelcher	AFA 2026 fêtons la fin de l'année à Cronenbourg	Les vacances de la Toussaint sont propices aux activités sportives et culturelles proposées aux jeunes de 10 à 20 ans à l'Aquarium et au gymnase du Rieth. Une rencontre avec les métiers de l'uniforme et une soirée Halloween sont également au programme. En parallèle un mini séjour à Paris s'adresse à 12 jeunes de 15 à 18 ans pour la soirée d'Halloween. Les vacances de Noël offriront futsal, basket, médiation de rue, animations de la Fête des lumières, fêtes familiales et soirée du 31 décembre avec buffet et repas solidaire. **Le financement vise à valoriser l'ensemble du programme d'actions.**	Cronenbourg	R	2 000 €	6 000 €	2 000 €
Centre socio culturel de la Meinau	Halloween et son bestiaire de monstres en tout genre	Les vacances de la Toussaint s'articulent autour d'Halloween, mêlant peur, créativité et participation collective. Au programme : ateliers de décoration, concours de cosplay, chasse à l'homme zombie, et soirée cinéma fantastique. Les jeunes sont impliqués dans les activités (sculpture de citrouilles, gâteaux d'horreur), et dans les choix de films et de lieux. Une soirée déguisée clôture le projet, complétée par des loisirs (escape game, patinoire). Ces animations, adaptées aux 16-18 ans et aux familles, renforcent la cohésion et l'engagement des participants. **La subvention vise à valoriser la soirée d'Halloween.**	Neuhof / Meinau	N	-	3 000 €	500 €
Centre socio culturel de la Meinau	Il était une fois Noël et Soirée Nouvel an intergénérationnelle	Le CSC propose, de novembre à décembre, un projet solidaire et convivial, axé sur l'intergénérationnel. Au programme : ateliers de bredele, bourse aux jouets, fête de Noël, repas pour seniors, et distribution de cadeaux. Les initiatives valorisent les talents locaux et incluent enfants, jeunes, familles et aînés. Menées en partenariat avec des associations et bénévoles, ces actions privilégient l'autofinancement et la solidarité. **La subvention vise à valoriser la soirée de Nouvel an.**	Neuhof / Meinau	N	-	6 000 €	500 €
Centre socio culturel de la Meinau	Tous ensemble pour les fêtes de fin d'année – AFA	Pour contrer la hausse des incivilités et comportements à risque chez les jeunes pendant les fêtes, un plan de prévention est déployé. Il combine sensibilisation (ateliers avec experts juridiques et médicaux), activités de loisirs (sport, karting) et événements festifs intergénérationnels. L'objectif est de responsabiliser les jeunes et les parents tout en offrant des alternatives constructives durant les vacances de Noël et le Nouvel An. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Neuhof / Meinau	R	2 000 €	3 425 €	2 500 €

Nom association	Intitulé du projet	Description	QPV	Fréquence	Subvention 2025	Montant demandé 2026	Montant proposé 2026
Association des Cultures méditerranéennes du Neuhof	AFA 2026	L'association souhaite renforcer les liens sociaux et animer le quartier, notamment pendant les fêtes, et organise des activités. Projets clés : sortie à Metz, visite du marché de Noël de Strasbourg, débats sur les incivilités, et soirées conviviales (barbecue, jeux, musique). Les maraudes sensibilisent les jeunes aux animations. Des partenariats locaux, par exemple avec l'OPI, soutiennent ces initiatives. **La subvention vise à valoriser les débats, la soirée du Nouvel an en lien avec les jeunes, et les maraudes.**	Neuhof / Meinau	N	-	1 700 €	1 300 €
Citoyens et solidaires	AFA 2026 – Le futsal pour la promotion du vivre-ensemble dans le QPV Meinau-Neuhof	Le porteur organise, avec le Redstar de la Meinau, un tournoi de futsal pour les jeunes du QPV Meinau-Neuhof, structuré en cinq phases. Chaque participant reçoit une médaille ; les finalistes obtiennent l'or ou l'argent, et un bon d'achat. La clôture comprend un moment convivial, un repas offert aux enfants et accompagnants, et la diffusion de messages de prévention de la violence et de promotion du vivre-ensemble. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Neuhof / Meinau	R	1 500 €	3 000 €	1 500 €
EDIFIS	AFA – C'est ensemble qu'on avance	De mi-novembre au 31 décembre, quatre événements sont organisés (soirée de Noël avec spectacle, loto-bingo intergénérationnel, après-midi grand jeu et goûter, soirée Saint-Sylvestre pour les jeunes). Ils visent à créer des temps conviviaux, à favoriser le dialogue avec les familles peu impliquées et à sensibiliser aux risques de pétards, dégradations et comportements à risque. Les jeunes de l'association participent à la préparation et à l'animation, renforçant leur responsabilisation et leur ancrage local. **La subvention vise à valoriser la soirée jeunes et les actions de prévention.**	Neuhof / Meinau	N	-	6 000 €	1 000 €
EDIFIS	Un autre choix pour la Saint Sylvestre	D'octobre à janvier 2027, le service jeunesse de l'association accompagne 16 jeunes ciblés de plus de 15 ans, dans un parcours préventif. Des ateliers mensuels prévoient d'aborder les dangers des pétards, les dégradations et la pression du groupe, tout en préparant le voyage. Un séjour éducatif à Londres, du 28 décembre au 3 janvier 2027, doit permettre découvertes culturelles, autonomie et cohésion, constituant une alternative sécurisée aux risques de fin d'année. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Neuhof / Meinau	R	2 000 €	7 120 €	2 000 €
L'Eveil Meinau	Animations de fin d'année 2026	L'association organise le 31 décembre, de 12 h à 4 h, une soirée de prévention au gymnase Fischart. L'événement gratuit, ouvert à tous et réservé aux enfants accompagnés, propose un cadre sécurisé contre les violences urbaines : tournoi de foot, jeux vidéo, baby-foot, billard, structures gonflables, maquillage, henné et spectacles de clowns. Un service de sécurité professionnel assure la sûreté, favorisant le lien social et la convivialité pour les familles et les personnes isolées. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Neuhof / Meinau	R	1 500 €	4 200 €	1 500 €
Centre social et culturel Au-delà des Ponts	AFA 2026 – Actions d'animation collective et de prévention dans le quartier du Port du Rhin	Le CSC organise un programme festif intergénérationnel de fin d'année pour renforcer la cohésion sociale et l'implication citoyenne. À travers des événements sur la place de l'Hippodrome, le projet vise à lier les générations et les nouveaux arrivants. En collaborant avec des partenaires locaux comme le Club Senior, l'OPI et Graine de Cirque, le CSC mise sur l'utilisation de l'espace public et l'autonomisation des jeunes. **Le financement vise à valoriser les actions de sensibilisation et de prévention lors des événements.**	Port du Rhin	R	2 500 €	5 000 €	2 000 €
Centre social et culturel Au-delà des Ponts	AFA 2026 – Séjour Bol d'Air – Pôle jeunesse	Ce projet organise un mini-séjour de 4 jours pendant les fêtes de fin d'année pour 20 adolescents de 12 à 18 ans. Situé à la Maison Les Myrtilles à Bussang, ce séjour en pleine nature vise à offrir un cadre apaisé pour favoriser l'autonomie, la responsabilisation et la vie en collectivité, tout en garantissant la sécurité et la mixité du groupe.	Port du Rhin	N	-	2 000 €	500 €
Association centre socio culturel du Marais A. Sorgus	Programme d'éducation civique et citoyenne en direction des jeunes sur le QPV Marais : mobiliser l'autorité et la responsabilité parentale	Le projet cible l'ensemble des jeunes du QPV Marais, avec un accompagnement renforcé pour les décrocheurs, les demandeurs d'emploi non qualifiés et les familles monoparentales. Il comprend : des séances d'information au collège sur les pétards et le respect du couvre-feu ; des rencontres avec les parents sur l'autorité, la responsabilité et les arrêtés préfectoraux ; des entretiens dédiés aux jeunes en difficulté en partenariat avec le collège et la Jeep ; et une campagne d'affichage des arrêtés préfectoraux dans les entrées d'immeubles, réalisée avec les bailleurs. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Marais	R	2 500 €	5 000 €	2 500 €

Nom association	Intitulé du projet	Description	QPV	Fréquence	Subvention 2025	Montant demandé 2026	Montant proposé 2026
Association des parents d'élèves des Ecrivains	AFA 2026 – Maraude dans la nuit de la Saint Sylvestre 2026	Le projet vise la mobilisation d'une quarantaine de bénévoles adultes du quartier pour assurer une maraude dans les rues durant le nuit du réveillon du 31 décembre. Démarrage de la soirée avec un repas gratuit pour les maraudeurs, puis fête de réveillon offerte aux familles des maraudeurs. Une centaine de personnes sont concernées. L'organisation de la soirée est encadrée par plusieurs bénévoles de l'association. Des véhicules transportant des extincteurs sont un appui aux maraudeurs, le contact est permanent avec les autorités. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Quartiers Ouest	R	2 400 €	2 200 €	2 200 €
Association Léo Lagrange animation	AFA 2026 – Une fin d'année fraternelle aux Écrivains	Le Centre Social et Familial Léo Lagrange Animation déploie, du 29 octobre 2026 au 3 janvier 2027, un programme de prévention et de cohésion dans les quartiers Ouest de Schiltigheim et Bischheim. Il propose, pendant les vacances et les périodes sensibles, des sorties culturelles et sportives, ateliers de sensibilisation aux risques (pétards, alcool, drogues), maraudes, projections, spectacles et activités intergénérationnelles. Le dispositif vise à réduire les comportements à risque, renforcer la sécurité et le vivre-ensemble, et mobiliser jeunes, familles, seniors et partenaires locaux. **La subvention vise à valoriser les actions de sensibilisation, de prévention et les maraudes.**	Quartiers Ouest	R	1 000 €	2 200 €	1 500 €
Association culturelle Echanges	AFA 2026	Le projet « Ma cité : mon lieu de vie, ma responsabilité ! » s'étend aux quartiers du Guirbaden, du Marais, du Ried et au Centre Echanges. Il repose sur quatre axes : formation de jeunes « ambassadeurs » pour sensibiliser leurs pairs au respect du cadre de vie ; réalisation d'un film de prévention conçu par les jeunes ; ateliers parents « fête sans danger » autour des risques de fin d'année ; actions d'aller vers et maraudes de médiation. L'ensemble vise à instaurer une prévention participative, renforcer le lien social et encourager la responsabilité collective. **La subvention vise à valoriser l'ensemble de l'action.**	Guirbaden / Marais	N	-	3 500 €	2 500 €
Association Agir mieux ensemble	Animation de fin d'année 2026	Le projet vise à offrir, pendant les vacances de la Toussaint et de Noël, un programme d'activités et de temps de rencontre pour les jeunes et leurs familles. Il comprend des ateliers artistiques, des activités sportives et jeux collectifs, afin de favoriser le partage et la convivialité dans un cadre sécurisé. Des stands de sensibilisation aux risques (violences urbaines, conduites à risque, etc.) seront animés par des spécialistes. Le dispositif s'appuie sur un partenariat renforcé avec les associations partenaires. **La subvention vise à valoriser les stands de sensibilisation.**	Marais / Centre	R	1 000 €	4 000 €	1 000 €
					44 100 €	**140 810 €**	**55 700 €**

⌦ : **DS-SPU** Conseil EMS 06/11/2026

TOTAL DS-SPU

montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
44 100 €	144 310 €	**59 200 €**	37

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
APPEL A PROJETS AFA - ANIMATIONS DE FIN D'ANNEE						
	ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE	Projet - Manifestation		3 000 €	**500 €**	
	ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL ROBERTSAU L'ESCALE	Projet - Manifestation	2 000 €	3 425 €	**2 000 €**	
	SPORTING STRASBOURG FUTSAL	Projet - Manifestation	1 000 €	4 000 €	**1 500 €**	
	ASSOCIATION LES SONS D'LA RUE	Projet - Manifestation	1 000 €	4 000 €	**1 000 €**	
	ASSOCIATION SOLIDARITEAM	Projet - Manifestation	2 000 €	4 000 €	**2 000 €**	
	ENTENTE FCSK06	Projet - Manifestation		3 000 €	**500 €**	
	ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Projet - Manifestation		3 000 €	**500 €**	
	ASSOCIATION POPULAIRE JOIE ET SANTE KOENIGSHOFFEN	Projet - Manifestation	2 000 €	3 000 €	**2 000 €**	
	DACIP	Projet - Manifestation	1 500 €	4 000 €	**1 500 €**	
	ASSOCIATION SOLIDARITE CULTURELLE	Projet - Manifestation	2 000 €	3 590 €	**2 000 €**	
	ASSOCIATION PAR ENCHANTEMENT	Projet - Manifestation	1 500 €	2 500 €	**1 500 €**	
	ENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MONTAGNE VERTE	Projet - Manifestation	2 000 €	5 000 €	**2 000 €**	
	ASSOCIATION 1 AVENIR POUR TOUS	Projet - Manifestation	1 500 €	4 000 €	**1 000 €**	
	ASSOCIATION CULTURELLE DES MERVEILLES DE LA MONTAGNE VERTE	Projet - Manifestation		4 450 €	**2 500 €**	
	ASSOCIATION VIVRE	Projet - Manifestation	2 000 €	3 000 €	**2 000 €**	
	AVENIR JEUNESSE FOOTBALL HAUTEPIERRE	Projet - Manifestation	2 200 €	8 000 €	**2 200 €**	
	ASSOCIATION SPORT SOLIDARITE JEUNESSE	Projet - Manifestation	2 000 €	7 500 €	**2 000 €**	
	CENTRE SOCIOCULTUREL DE HAUTEPIERRE	Projet - Manifestation	3 000 €	5 000 €	**3 000 €**	
	FUTSAL CLUB HAUTPIERRE	Projet - Manifestation		2 000 €	**1 000 €**	
	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL VICTOR SCHOELCHER	Projet - Manifestation	2 000 €	6 000 €	**2 000 €**	
	CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Projet - Manifestation		3 000 €	**500 €**	
	CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Projet - Manifestation		6 000 €	**500 €**	
	CENTRE SOCIOCULTUREL DE LA MEINAU	Projet - Manifestation	2 000 €	3 425 €	**2 500 €**	
	ASSOCIATION DES CUTLURES MEDITERRANEENNES DU NEUHOF	Projet - Manifestation		1 700 €	**1 300 €**	
	CITOYENS ET SOLIDAIRES	Projet - Manifestation	1 500 €	3 000 €	**1 500 €**	
	EDIFIS	Projet - Manifestation		6 000 €	**1 000 €**	
	EDIFIS	Projet - Manifestation	2 000 €	7 120 €	**2 000 €**	
	L'EVEIL MEINAU	Projet - Manifestation	1 500 €	4 200 €	**1 500 €**	
	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	Projet - Manifestation	2 500 €	5 000 €	**2 000 €**	
	CENTRE SOCIAL ET CULTUREL AU DELA DES PONTS	Projet - Manifestation		2 000 €	**500 €**	
	ASSOCIATION CENTRE SOCIO CULTUREL DU MARAIS A. SORGUS	Projet - Manifestation	2 500 €	5 000 €	**2 500 €**	
	ASSOCIATION DES PARENTS D'ELEVES DES ECRIVAINS	Projet - Manifestation	2 400 €	2 200 €	**2 200 €**	
	ASSOCIATION LEO LAGRANGE ANIMATION	Projet - Manifestation	1 000 €	2 200 €	**1 500 €**	
	ASSOCIATION CULTURELLE ECHANGES	Projet - Manifestation		3 500 €	**2 500 €**	
	ASSOCIATION AGIR MIEUX ENSEMBLE	Projet - Manifestation	1 000 €	4 000 €	**1 000 €**	
	SOUTIEN DANS LE CADRE DE L'AIDE AUX VICTIMES ET LA PREVENTION DE LA RECIDIVE					
27014	**ASSOCIATION ILA**	Fonctionnement		2 000 €	**2 000 €**	
24222	**ASSOCIATION DECLIC**	Fonctionnement		1 500 €	**1 500 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

21

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Attribution d'une subvention pour l'opération du Nouvel An de l'association "Les Saints Bernard 67".

Numéro E-2026-887

L'association « Les Saints Bernard 67 » a sollicité l'Eurométropole de Strasbourg afin d'obtenir un soutien financier et matériel pour l'organisation de son action de raccompagnement à domicile qui aura lieu lors de la nuit de la Saint-Sylvestre 2026.

Cette opération permet, dans un rayon de 30 kilomètres autour de l'Eurométropole de Strasbourg, de raccompagner dans leurs propres véhicules, les automobilistes qui ne s'estiment pas en état de conduire.

Cette action sera menée par l'association pour la dix-huitième fois (les éditions 2020 et 2021 n'avaient pas pu avoir lieu du fait de la situation sanitaire).

Pour mémoire, l'opération menée en 2025 avait permis de :
- mobiliser 47 bénévoles,
- réaliser 65 sorties durant la nuit,
- raccompagner 138 personnes à leur domicile,
- parcourir 2375 kilomètres durant la nuit entre 23h00 et 7h00.

En vue de soutenir l'association dans la réalisation de cette action, il est proposé :
- de mettre à sa disposition pour la durée de ladite opération le plateau d'accueil du Centre Administratif, ainsi qu'une quinzaine de véhicules de service de l'Eurométropole de Strasbourg.
- d'allouer une subvention d'un montant de 2 500 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *de mettre à la disposition de l'association « Les Saints Bernard 67 » pour la durée de l'opération de la Nuit de la Saint Sylvestre 2026, le plateau d'accueil du Centre Administratif de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *d'allouer une subvention d'un montant de 2 500 € sous réserve de la bonne réalisation et de la fourniture des pièces budgétaires justificatives à l'association « Les Saints Bernard 67 »,*

- *d'imputer le paiement sur les crédits ouverts sur la ligne budgétaire SP00C/65748,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante :
- *à signer la convention de mise à disposition d'une quinzaine de véhicules de service de l'Eurométropole de Strasbourg,*

- *à signer l'arrêté d'attribution relatif à cette subvention et à prendre tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.*

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214609-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

ATTRIBUTION DE SUBVENTION.

Association les Saints Bernard 67

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé pour année N	Montant alloué pour l'année N-1
LES SAINTS BERNARD 67	L'association ''Les Saints Bernard 67'' a sollicité la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg afin d'obtenir un soutien financier et matériel pour l'organisation de son action de raccompagnement à domicile qui aura lieu lors de la nuit de la Saint-Sylvestre 2026. Cette opération permet, dans un rayon de 30 kilomètres autour de l'Eurométropole de Strasbourg, de raccompagner dans leurs propres véhicules, les automobilistes qui ne s'estiment pas en état de conduire.	2 900 €	2 500 €	2 000 €

Strasbourg.eu
eurométropole

22

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Attribution de subventions au titre de la stratégie en faveur d'un numérique responsable.

Numéro E-2026-926

L'Eurométropole de Strasbourg s'est dotée d'une stratégie en faveur d'un numérique responsable adoptée lors du Conseil eurométropolitain du 3 février 2023. Cette stratégie s'articule autour de 3 axes : les sobriétés, les solidarités et les libertés numériques.

Dans un contexte d'accroissement des inégalités numériques, il est nécessaire de renforcer notre engagement auprès des associations qui œuvrent au quotidien pour agir en faveur des publics éloignés du numérique et de la mixité dans le numérique. La présente délibération propose de soutenir l'association Prologin dont les projets s'inscrivent pleinement dans l'axe des solidarités numériques. Le projet vise à faire découvrir l'informatique et le numérique au plus grand nombre de jeunes (du CE1 à l'université) de l'Eurométropole de Strasbourg.

Il est proposé de leur allouer une subvention pour un montant total de 7 500 €.

Prologin	7 500 €

Les femmes ne sont aujourd'hui que 15% à s'engager dans des études informatiques. Cette tendance est observée à l'échelle européenne, où trois fois plus d'hommes que de femmes travaillent dans le numérique. De plus, les femmes occupent essentiellement des fonctions administratives ou de support plus que des postes d'ingénieurs.

L'accès des femmes aux métiers du numérique est pourtant crucial, tant au plan économique que sociétal. Sous l'angle sociétal, la faible représentation des femmes peut engendrer des biais de genre, susceptibles de renforcer encore ce déséquilibre. La mixité est en effet un atout pour éviter un prisme majoritairement masculin dans le développement des solutions et services numériques, que l'on voit tout particulièrement dans les produits développés avec l'intelligence artificielle.

Dans le cadre de sa stratégie pour un numérique responsable, la ville de Strasbourg souhaite contribuer à éveiller, dès le plus jeune âge, l'intérêt des jeunes filles pour le

numérique et faciliter leur accès aux métiers liés à ces technologies. Pour ce faire, elle entend soutenir et favoriser le développement d'initiatives destinées au public féminin, en particulier des actions de formation à l'informatique ou au code.

L'association Prologin porte depuis 1991 le concours national d'informatique éponyme, et organise également depuis 2014 les stages « Girls Can Code ! » qui se déclinent aujourd'hui sous 2 formes. Destinés aux collégiennes, lycéennes et étudiantes, ces stages sont gratuits et ouverts aux débutantes sans pré-requis.

Les stages courts se déroulent sur 2 jours (généralement le week-end) où les participantes découvrent la programmation avec le langage Python. Encadrées par des membres de l'association, elles peuvent mettre en application leurs connaissances nouvellement acquises à l'aide d'un nano ordinateur.

Les stages longs se déroulent sur 1 semaine (généralement pendant les vacances scolaires). La semaine commence par une initiation à la programmation à l'aide de Python, puis une découverte concrète de certains domaines comme le réseau ou le web. Enfin, la semaine se termine par la création d'un projet personnel (jeu vidéo, robotique ou programmation sur microcontrôleur) et par des activités de détente en groupe (laser game, Cité des sciences).

Afin d'encourager les réflexions des participantes et de favoriser les orientations vers les métiers du numérique, ces stages sont ponctués d'intervention de femmes travaillant dans le numérique. Ces dernières présenteront leur parcours et les défis auxquels elles ont été confrontées pour s'intégrer.

Les ateliers Prologin sont, quant à eux, des actions mixtes développées en classe, sur temps scolaire en partenariat avec les équipes enseignantes, d'1 heure à ½ journée. Les élèves du CM1 à la 2nde sont sensibilisés à l'informatique via la découverte du langage informatique : la programmation.

L'association Prologin organise des stages chaque année depuis 2021 à Strasbourg dans les locaux de l'école d'ingénieurs en intelligence informatique EPITA, et pour les ateliers dans les écoles partenaires. En 2026, sept interventions ont été réalisées ou seront prévues sur le territoire eurométropolitain :

Date	**Établissement d'accueil**	**Type d'action**	**Nombre de participantes**
30/04/2026	École Gustave Stoskopf	Atelier	63
04/07/2026	EPITA	Stage Girls can code	29
08/10/2026	École du Conseil des XV	Atelier	125
10/10/2026	Université de Strasbourg	Stage Girls can code	60
11/2026	École Catherine	Atelier	130

21/11/2026	EPITA	Stage Girls can code	40
12/2026	En prospection dans les communes de l'EMS	Atelier	1-2 classes prévues

Pour l'exercice 2026, le budget prévisionnel de cette action s'élève à 7 500 €.

Dans la mesure où ce stage contribue aux priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre de sa stratégie en faveur d'un numérique responsable, il est proposé d'attribuer à l'association Prologin une subvention de 7 500 euros au titre de l'exercice 2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

d'allouer la subvention d'un montant de 7 500 € en faveur de Prologin et d'imputer la dépense en résultant sur la ligne budgétaire RH08F 020 65748 Programme 8099,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante :
- *à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération,*
- *à signer toutes les pièces relatives au partenariat, notamment la convention de partenariat et avenants y afférents.*

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215265-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

⌦ : **DNSI** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL	7 500 €	7 500 €	**7 500 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00029992	PROLOGIN	Projet - Manifestation	7 500 €	7 500 €	**7 500 €**	Dans DDEA (enseignement supérieur)

Strasbourg.eu
eurométropole

23

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Convention de partenariat avec la centrale d'achat ' Focus Numérique '.

Numéro E-2026-835

Les articles L 2113-2 et suivants du Code de la commande publique autorisent le recours aux centrales d'achat pour les acheteurs publics pour l'acquisition de fournitures ou de services.

Dans un contexte marqué par la diminution des ressources financières des collectivités territoriales et l'évolution du cadre législatif (lois NOTRe, Lemaire pour une République numérique), la mutualisation entre acteurs publics s'impose comme un levier structurant pour la mise en œuvre des politiques publiques.

Cette dynamique est particulièrement prégnante dans le domaine de la transformation numérique, où une mutualisation à la bonne échelle permet de déployer, sous maîtrise d'ouvrage publique, une infrastructure socle. Celle-ci peut soutenir une offre territoriale de services numériques garantissant à la fois une rationalisation des coûts, une souveraineté numérique renforcée, une réduction de l'empreinte carbone, tout en favorisant l'emploi local et l'innovation.

Le développement des réseaux d'initiative publique dédiés aux infrastructures de transport et d'hébergement des données — incluant notamment les fibres noires et les datacenters de proximité à destination des collectivités et acteurs publics — contribue à cet objectif. Grâce à des offres désormais accessibles, ces dispositifs facilitent la centralisation et la mutualisation des systèmes d'information, la convergence des domaines télécoms et informatiques, ainsi que l'harmonisation des équipements et services numériques dans des environnements en constante évolution.

Si ce contexte renforce l'intérêt des démarches de mutualisation, il en modifie également la finalité : il ne s'agit plus uniquement de rechercher des économies d'échelle à l'achat, mais aussi de garantir un haut niveau de qualité de service, parfois difficile à obtenir auprès de certaines centrales d'achat nationales peu orientées vers l'accompagnement de leurs adhérents. Dès lors, l'enjeu ne réside plus prioritairement dans l'acquisition des équipements, mais dans la capacité à fournir des services et un accompagnement à forte valeur ajoutée.

Les centrales d'achat devraient pouvoir répondre à ces enjeux en combinant économies d'échelle, sécurisation juridique des marchés et mise en commun des expertises. En particulier, l'objectif de la mutualisation doit permettre d'abaisser les barrières d'accès aux services numériques pour les collectivités et acteurs publics disposant de ressources limitées tant financières qu'humaines.

C'est dans cette perspective que, face à la difficulté d'atteindre ces objectifs à travers les centrales d'achat généralistes existantes, le Syndicat mixte Val d'Oise Numérique a créé, par délibération n°17-008 du 17 février 2017, la centrale publique d'achat Focus Numérique, dédiée aux infrastructures, équipements et services numériques.

Portée par un établissement public administratif sans but lucratif, elle est ouverte à l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs à l'échelle nationale et propose des marchés publics sécurisés et un accompagnement complet, de l'expression du besoin jusqu'au suivi d'exécution des commandes.

Le fonctionnement de la centrale Focus Numérique repose sur un mécanisme d'intermédiation contractuelle : les marchés sont passés par Val d'Oise Numérique, tandis que chaque adhérent conserve la maîtrise de ses commandes et de leur exécution. Le Syndicat Val d'Oise Numérique, établissement public administratif sans but lucratif, garantit la régularité des procédures et propose un appui opérationnel.

Focus Numérique est financée exclusivement par le versement des frais de gestion par ses adhérents. En particulier, elle ne bénéficie d'aucune marge masquée sur les tarifs des BPU (bordereaux de prix unitaires) ni d'aucun reversement par les titulaires de ses marchés.

L'adhésion à Focus Numérique est accessible sans droit d'entrée et repose sur une cotisation annuelle calculée sur la base des achats réalisés, fixée à 7 % du montant total des achats HT de l'année n-1. Ce taux peut être réduit à 5 % pour les collectivités adhérant également à Val d'Oise Numérique en qualité de membre associé.

Ce statut de membre associé, sans transfert de compétence, sans contribution budgétaire et sans participation à la gouvernance, permet en outre d'accéder à une offre de services numériques souverains développée en interne (datacenters, infrastructures réseau, plateformes cloud, IoT, etc.), dans une logique de mutualisation territoriale.

En contrepartie de l'application du taux réduit de 5 % lié à sa qualité de membre associé, l'adhérent pourra être sollicité, sur la base du volontariat et en fonction de ses disponibilités, pour la mise en place de démonstrateurs technologiques, la participation à des groupes de travail ou pour des retours d'expérience en lien avec son usage des marchés de Focus Numérique ou de l'offre de services numériques du Syndicat.

Dans ces conditions, l'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg à la centrale d'achat Focus Numérique, ainsi qu'au Syndicat Val d'Oise Numérique en tant que membre associé, présente un intérêt stratégique pour sécuriser ses achats numériques, optimiser ses coûts, bénéficier d'un accompagnement expert et accéder à une offre de services mutualisée.

Un exemple de convention d'adhésion est présenté en annexe.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la conclusion d'une convention partenariale avec la centrale d'achat Focus Numérique portée par le Syndicat mixte ouvert Val d'Oise Numérique, sis 2 avenue du Parc, 95032 Cergy-Pontoise Cedex,*
- *la convention fixant les modalités administratives et financières d'adhésion et d'utilisation de ladite centrale d'achat,*
- *l'adhésion au Syndicat mixte ouvert Val d'Oise Numérique en qualité de membre associé afin de bénéficier d'un taux réduit de frais de gestion fixé à 5 % (au lieu de 7 %) appliqué au montant des achats hors taxes, ainsi que les statuts, notamment l'article 1.2 relatif aux « membres associés »,*
- *le recours à la centrale d'achat Focus Numérique pour divers achats ;*

autorise

La Présidente, son représentant ou sa représentante à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer toutes les pièces relatives au partenariat, notamment la convention de partenariat et avenants y afférents.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-213789-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Convention d'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg à la Centrale d'Achat Focus Numérique portée par le Syndicat Mixte Val d'Oise Numérique







ENTRE :

Le Syndicat Val d'Oise Numérique (VONum), au titre de la Centrale d'Achat Focus Numérique,
ayant son siège à Hôtel du Département - 2, avenue du Parc – CS 20201 - 95032 Cergy-Pontoise Cedex,
représenté par **Monsieur Pierre-Edouard EON** agissant en qualité de Président,
dûment mandaté par la délibération n°25-002 du 12 mars 2025 du comité syndical

Ci-après dénommée la « Centrale », « VONum »,

D'UNE PART,

ET :

EUROMETROPOLE de Strasbourg,
ayant son siège **1 parc de l'Étoile 67076 Strasbourg Cedex**,
représentée par Yves SUBLON agissant en qualité de **Vice-Président**,
dûment mandatée par la délibération du 06 novembre 2026

Ci-après dénommé l'« Adhérent »,

D'AUTRE PART,

Ci-après, désignés collectivement les « Parties » ou individuellement la « Partie ».

EXPOSÉ PRÉALABLE

La constitution d'une Centrale d'Achat présente un intérêt économique certain à travers la réalisation d'économies d'échelle ; elle garantit, par ailleurs, un approvisionnement constant de ses adhérents et l'accès à des solutions techniquement pertinentes ; elle permet, en outre, la traçabilité et la conformité du processus d'achat et sa mutualisation ; enfin, elle exonère les acheteurs qui y recourent, de toute obligation de publicité et de mise en concurrence préalables à l'achat public dès lors que la Centrale d'Achat garantit la légalité des opérations de passation et d'exécution des marchés publics auxquels ils recourent.

La Centrale d'Achat permet de garantir des procédures sécurisées et facilite l'accès à une offre technique cohérente et adaptée aux besoins des acteurs publics, quelle que soit leur localisation géographique dès lors qu'ils ont délibéré favorablement pour y adhérer.

Val d'Oise Numérique (VONum), Syndicat mixte ouvert et à la carte, est un établissement public administratif sans but lucratif qui agit dans le domaine de la transformation numérique du territoire au titre de sa compétence générale L1425-1du Code Général des Collectivités Territoriales transférée par ses membres. Il porte une offre de services numériques managés souverains au titre de ses compétences facultatives de mutualisation mises en œuvre sur la base du volontariat de ses membres et membres associés.

Dans une logique de mutualisation des achats et de partage d'expertise entre acteurs publics, Val d'Oise Numérique s'est engagé par délibération n°16-017 du 24 mars 2016 dans un processus de création d'une Centrale publique d'Achat portant sur les infrastructures, les équipements et les services numériques.

Crée par délibération n°17-008 du 17 février 2017 du Syndicat Val d'Oise Numérique, la Centrale d'Achat Focus Numérique est opérationnelle depuis le 1er janvier 2018. Ouverte à l'ensemble des pouvoirs adjudicateurs à l'échelle nationale, elle fonctionne sur le mode juridique de l'intermédiation contractuelle et sur la base du volontariat de ses adhérents. N'exigeant aucun droit d'entrée à l'adhésion, elle se rémunère uniquement en appliquant des frais de gestion fixés par délibération du Syndicat.

La Centrale d'Achat Focus Numérique se veut au plus près des besoins des acheteurs publics :

- Portage par un établissement public administratif
- Fonctionnement en Intermédiation contractuelle
- Adhésion par simple délibération
- Absence de ticket d'entrée
- Transparence des frais de gestion
- Aucune marge appliquée sur les tarifs des BPU
- Accompagnement des adhérents
- Sécurisation des procédures d'achat
- Suivi de l'exécution des marchés
- Accompagnement technique et juridique des adhérents
- Vérification de la conformité des commandes
- Veille technologique et juridique
- Clauses sociales ambitieuses

Pour cela, le Syndicat se charge de réaliser, après avoir pris le temps de recenser les besoins de ses adhérents ou dans le cadre d'une initiative propre, la passation d'accord-cadre et de marchés publics permettant d'offrir une réponse rapide, économique et efficiente adaptés aux besoins de ses adhérents. Une fois l'accord-cadre mono-attributaire signé entre le Titulaire et Val d'Oise Numérique en qualité de Centrale d'Achat, chacun des adhérents pourra bénéficier des tarifs et des conditions obtenues lors de la passation de bons de commandes directement auprès du Titulaire du marché.

L'ensemble est soumis au Code de la Commande Publique en vigueur.

- **Considérant** les dispositions des articles L2113-2 et suivants du Code de la Commande Publique de 2019 ;
- **Considérant** la délibération n°17-008 du 17 février 2017 de VONum fixant les modalités initiales d'organisation et de fonctionnement de la Centrale d'Achat fondée sur le volontariat de ses adhérents ;
- **Considérant** la délibération n°20-042 du 16 novembre 2020 de VONum fixant une cotisation annuelle à :
    - 5% du montant total de l'année précédant celle du versement de sa cotisation si l'adhérent est un pouvoir adjudicateur valdoisien ou un membre associé de Val d'Oise Numérique,
    - 7% du montant total de l'année précédant celle du versement de sa cotisation si l'adhérent ne remplit pas l'une des conditions précédentes ;
- **Considérant** la délibération n°23-003 du 7 avril 2023 de VONum ouvrant l'adhésion à la Centrale d'Achat à tout pouvoir adjudicateur soumis au Code de la Commande Publique sur le territoire national ;
- **Considérant** la délibération n°23-033 du 9 octobre 2023 de VONum approuvant l'ajout d'une modalité pour l'appel des contributions aux frais de gestion auprès des membres de la Centrale d'Achat ;
- **Considérant** la nécessité d'actualiser la convention d'adhésion afin d'intégrer les modalités nouvelles d'appel des frais de gestion ayant fait l'objet de la délibération n°23-033 du 9 octobre 2023 ;
- **Considérant** la délibération n°24-003B du 29 mars 2024 de VONum portant création d'un taux réduit des frais de gestion à 3% pour les syndicats mixtes et autres groupements publics franciliens ;
- **Considérant** la décision d'adhésion / délibération du 06 novembre 2026 relative à l'adhésion de l'Eurométropole de Strasbourg au Syndicat Val d'Oise Numérique.

Il a été élaboré et conclu, entre l'Adhérent et le Syndicat Val d'Oise Numérique, la présente Convention d'adhésion (ci-après la « Convention »).

CECI EXPOSÉ, IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT

Article 1 Objet et périmètre de la Convention

1.1 Objet de la Convention

La présente Convention a pour objet de définir :

- les modalités d'adhésion à la Centrale ;
- l'étendue des missions confiées à la Centrale ;
- les modalités de saisine de la Centrale par l'Adhérent ;
- les modalités de participation de l'Adhérent dans la définition des besoins ;
- les modalités de participation de l'Adhérent dans le suivi des procédures d'achat ;
- les obligations de l'Adhérent dans les procédures d'achat ;
- la participation de l'Adhérent aux frais de fonctionnement de la Centrale.

1.2 Périmètre de la Convention

1.2.1 Adhérents de la Centrale

Peut adhérer à la Centrale tout acheteur sur le territoire national soumis au Code de la Commande Publique.

1.2.2 Activités d'achat prises en charge par la Centrale

La Centrale porte sur les infrastructures, les équipements et les services dans les domaines du numérique et de la transformation numérique vers un territoire connecté, intelligent, durable et de confiance.

A ce titre et au profit de ses Adhérents, la Centrale :

- passe des marchés publics destinés à ses Adhérents,
- conclut des accords-cadres de fournitures ou de services destinés à ses Adhérents,
- passe des appels à projet destinés à ses Adhérents ou toutes autres procédures de mise en concurrence particulière prévues par des textes spécifiques, notamment en faveur de l'innovation,
- passe, le cas échéant, des marchés subséquents destinés à ses Adhérents,
- conclut des partenariats, adhère ou participe à d'autres structures de mutualisation de la commande publique (groupements de commande, centrales d'achat, etc.) pour le compte de ses Adhérents.

Article 2 Entrée en vigueur – Durée de la Convention

2.1 Entrée en vigueur de la Convention

La Convention entre en vigueur à compter de sa notification par Val d'Oise Numérique à l'Adhérent.

2.2 Durée de la Convention

La Convention est établie pour une durée indéterminée à laquelle il peut être mis fin dans les conditions définies par l'Article 6 de la Convention.

Article 3 Missions et obligations de la Centrale

3.1 Activité d'achat centralisée

La Centrale réalise, en fonction des procédures applicables, les missions suivantes :

- recueillir les besoins de ses Adhérents et les centraliser en vue de la passation et de la conclusion de marchés publics y répondant (marchés ou accords-cadres) ;
- informer l'Adhérent de son intention de lancer une consultation par la transmission, par courrier électronique ou lettre recommandée, d'un avis de lancement de procédure dans un délai raisonnable avant la date prévisionnelle de lancement de la procédure par la Centrale.

  Cet avis comprend :
  - une description des commandes envisagées : qualification des prestations (travaux, fournitures et services) et description technique des prestations ;
  - une description de la procédure envisagée : nature du contrat (marché ou accord-cadre), découpage des prestations (bons de commande, allotissement, etc.) et choix de la procédure (appels d'offres, procédure concurrentielle avec négociation, etc.) ;
  - un calendrier prévisionnel de passation ;
  - un délai maximal imposé à l'Adhérent pour transmettre une évaluation de ses besoins.
- assurer l'ensemble des opérations nécessaires à la préparation et la passation de marchés publics dans le respect de la règlementation en vigueur, et notamment du Code de la Commande Publique dans sa version applicable la plus récente.
  A ce titre, la Centrale peut notamment :
  - procéder à l'analyse et à la sélection des candidatures ;
  - procéder à l'analyse et à la sélection des offres ;
  - procéder à la régularisation éventuelle des offres ;
  - engager, le cas échéant, toute éventuelle négociation avec les candidats retenus ;
- assurer l'ensemble des opérations nécessaires à la signature et à la notification de marchés publics dans le respect de la règlementation en vigueur ;
- informer l'Adhérent, dans les plus brefs délais, de l'entrée en vigueur des marchés publics conclus par courrier électronique et par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- transmettre à l'Adhérent, dans les plus brefs délais, copie des marchés publics conclus, le cas échéant, en son nom et pour son compte ;
- à l'exception des accord-cadre mono-attributaire, assurer les remises en concurrence des titulaires des accords-cadres et conclure, par conséquent, les marchés subséquents ;
- engager toute négociation avec les titulaires des marchés publics, en vue de leur modification et conclure tout acte modifiant l'exécution des marchés publics (avenant notamment) ;
- assister l'Adhérent dans le recensement et l'expression de ses besoins préalablement à une commande auprès d'un titulaire d'un accord-cadre ou d'un marché de la Centrale ;
- garantir l'exécution des marchés et des accords-cadres de la Centrale d'Achat
- Assister techniquement et juridiquement l'Adhérent dans tout le processus d'exécution d'une prestation (commande) par un titulaire d'un marché ou un accord-cadre

3.2 Activité d'achat auxiliaire

La Centrale peut fournir à ses Adhérents, sur demande, une assistance à la passation de leurs marchés publics, qui peut notamment prendre l'une des formes suivantes :

- conseil sur le déroulement ou la conception des procédures de passation de marchés publics (notamment assistance dans la définition des besoins) ;
- préparation et gestion des procédures de passation de marchés publics au nom de l'Adhérent concerné et pour son compte.

Cette activité est nécessairement liée à l'activité d'achat centralisée de la Centrale, c'est-à-dire à la passation des marchés publics telle que décrite à l'article 3.1. de la présente Convention.

La Centrale peut assurer également un recensement sur le suivi des marchés passés par elle pour le compte de ses Adhérents, en vue notamment de prendre en compte les éventuelles difficultés survenues en cours d'exécution de ces marchés dans le cadre de la préparation et de la passation de futurs marchés. Elle informe, dans tous les cas, ses Adhérents des éventuelles difficultés d'exécution survenues dans le cadre des marchés passés par elle.

Article 4 Missions et obligations de l'Adhérent

4.1 Recensement des besoins par l'Adhérent

Dans le délai imposé par la Centrale, notamment en cas de renouvellement d'un marché auquel a recouru l'Adhérent, ce dernier transmet à la Centrale une évaluation de ses besoins, notamment en cas de continuité de services à assurer sur des prestations commandées dans le marché précédent, par courrier électronique ou par lettre recommandée avec accusé de réception, comprenant un état prévisionnel des besoins, sur le plan quantitatif et qualitatif, s'agissant des prestations à commander.

La Centrale n'est pas tenue de prendre en compte l'évaluation des besoins transmise après expiration du délai prévu à l'alinéa précédent.

4.2 Exécution des prestations

L'Adhérent s'engage à exécuter les prescriptions définies par les marchés publics conclus par la Centrale.

L'Adhérent s'engage à garder confidentielles les informations relatives aux conditions, notamment économiques, des prestations fournies/réalisées par la Centrale. Il lui est formellement interdit de transmettre les conditions techniques et financières des marchés à un tiers.

L'Adhérent est seul responsable de l'exécution des prestations commandées à compter de la notification des marchés publics. A ce titre, l'Adhérent supporte, seul et intégralement, les conséquences liées à un refus de commandes des prestations visées dans les marchés publics lorsqu'ils sont conclus en son nom et pour son compte par la Centrale.

L'Adhérent a donc l'entière responsabilité de sa commande auprès du titulaire d'un marché de la Centrale d'Achat tant sur la compatibilité de la prestation proposée avec son expression de besoin jusqu'à la certification du service fait. L'Adhérer peut s'appuyer

Toutefois, en cas de litige avec un prestataire sur l'exécution d'une commande, l'Adhérent peut solliciter l'intervention du Syndicat sur le fondement d'un exposé documenté de la situation litigieuse.

À tout moment l'Adhérent peut solliciter le syndicat pour vérifier la pertinence et la cohérence d'un bon de commande au regard de son expression de besoin et des pièces du marché.

4.3 Paiement des prestations

L'Adhérent s'engage à assurer le paiement des prestations dans les conditions et selon les modalités définies par les marchés publics conclus par la Centrale.

L'Adhérent est seul responsable du paiement des prestations. A ce titre, l'Adhérent supporte, seul et intégralement, les conséquences liées à un retard ou un refus de paiement des prestations visées dans les marchés publics conclus par la Centrale.

4.4 Information de l'Adhérent

En tant que de besoin, la Centrale invite l'Adhérent à participer à des réunions d'information sur les projets d'achat en cours ou à venir. A la demande de l'Adhérent, la Centrale peut présenter les marchés référencés aux différents services prescripteurs.

4.5 Information de la Centrale

L'Adhérent transmet à la Centrale, dans les plus brefs délais, toute information relative à des difficultés dans l'exécution des marchés publics conclus en application de la Convention. Dans le cas où le montant d'une commande serait jugé important au regard du plafond du marché, l'adhérent informera la Centrale afin d'en vérifier la compatibilité avec le plafond dudit marché. Toutefois réciproquement, la Centrale doit s'engager à suivre les seuils et le cas échéant alerter l'adhérent si le seuil est proche d'être atteint.

Article 5 Stipulations financières

5.1 Activité d'achat centralisée

En contrepartie du service rendu par la Centrale d'Achat, l'Adhérent lui verse une cotisation annuelle dont le montant est calculé de la façon suivante :

- 3% du montant total HT des achats de l'année précédant celle du versement de la cotisation pour les Syndicats Mixtes et autres Groupements publics franciliens ainsi qu'aux organismes publics d'envergure nationale ou régionale agissant pour le compte de structures associées ;
- 5% du montant total HT des achats de l'année précédant celle du versement de la cotisation pour les adhérents valdoisiens et/ou les membres de Val d'Oise Numérique ;
- 7% du montant total HT des achats de l'année précédant celle du versement de la cotisation pour tous les autres adhérents

⇨ **Taux retenu pour l'adhérent : 5 %**

Cette cotisation sera calculée sur l'assiette des achats mandatés sur l'exercice comptable précédent (année N) sur le fondement des déclarations des prestataires référencés dans la Centrale. A l'issue de ce processus, l'Adhérent sera destinataire de l'avis des sommes à payer émis par VONum. En cas de différence entre le déclaratif des prestataires et le montant total des achats mandatés par l'Adhérent, une analyse des factures sera effectuée conjointement entre les Parties.

A la fin de chaque exercice budgétaire, l'Adhérent transmet à Val d'Oise Numérique un récapitulatif, marché par marché, des commandes payées dans l'exercice &ainsi que des commandes en cours d'exécution dans le cadre des marchés de la Centrale.

Les frais de gestion sont dus sur toute la durée de l'exécution d'une commande passée dans le cadre de la Centrale d'Achat même quand cette dernière s'exécute au-delà de la durée de validité de l'accord-cadre.

Possibilité de facturation directe des frais de gestion par le prestataire, attributaire du marché

Conformément à la délibération n°23-033 du Comité syndical du 9 octobre 2023, l'attributaire d'un marché de la Centrale d'Achat pourra effectuer directement, sur demande de l'Adhérent, la facturation des frais de gestion de la Centrale d'Achat après en avoir préalablement informé le Syndicat dès lors que le clauses administratives (CCAP, BPU) du marché ou un avenant audit marché le prévoient.

Lors de la déclaration annuelle (année N+1) du volume d'achats effectué par chaque Adhérent, le prestataire précisera le montant des frais de gestion directement facturés au titre des achats de l'année N. Le prestataire reversera à l'euro près au Syndicat les frais ainsi encaissés (hors TVA) au plus tard au 31 mai de l'année N+1.

Le Syndicat procédera alors au reliquat de frais de gestion dus par l'Adhérent non directement facturés par les différents prestataires ayant fait l'objet de commandes mandatées par les services de l'Adhérent.

Dans tous les cas, l'Adhérent s'engage à fournir avant le 31 janvier de l'année N le montant HT des commandes passées lors de l'exercice N-1 dans chaque marché auquel il a recouru. Il précisera le montant HT des frais de gestion directement payés au titulaire du marché.

5.2 Activités d'achat auxiliaires

Pour toutes missions ou prestations telles que définies à l'article 3 alinéa 2 de la présente Convention, les Adhérents versent à la Centrale une indemnisation correspondant au coût qu'elle a supporté pour l'exécution de ses missions ou prestations. Cette indemnisation sera déterminée au cas par cas par la Centrale, et approuvée par un avenant à la présente Convention.

En toute hypothèse, la Centrale peut décider de ne pas faire suite aux demandes qui lui sont présentées, tendant à l'exécution des missions ou prestations visées à l'article 3 alinéa 2 de la présente Convention.

Article 6 Fin de la Convention

6.1 Résiliation à l'initiative de l'Adhérent

La Convention peut être résiliée à l'initiative de l'Adhérent par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation ne prend effet qu'à l'expiration de la durée des marchés publics ayant fait l'objet d'une demande de commande à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception susvisée.

En tout état de cause, la résiliation ne prend effet qu'à l'expiration d'un délai de 8 semaines courant à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception susvisée.

6.2 Résiliation à l'initiative de la Centrale

La Convention peut être résiliée par la Centrale en cas de manquements caractérisés de l'Adhérent à ses obligations au titre de la présente Convention.

La résiliation ne prend effet qu'à l'expiration de la durée des marchés publics ayant fait l'objet d'une demande de commande à la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception susvisée.

En tout état de cause, la résiliation ne prend effet qu'à l'expiration d'un délai de 8 semaines courant à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec accusé de réception susvisée.

Article 7 Résolution des différends

Les Parties s'engagent à trouver une solution amiable pour résoudre tout différend résultant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention.

Toutefois, lorsqu'aucune solution amiable n'est possible, les Parties s'engagent à porter leur différend devant la juridiction compétente.

La présente convention est établie et signée en deux (2) exemplaires originaux. Les Parties ont fait signer cette convention par leurs représentants respectifs dûment autorisés aux dates et lieux indiqués ci-dessous, chaque Partie recevant un exemplaire original.

Fait à Cergy-Pontoise, le XX XXXXX 2026.

Pour Val d'Oise Numérique	**Pour l'Eurométropole de Strasbourg**
Pierre-Edouard EON **Président**	**Yves SUBLON** **Vice-Président**

24

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Créances irrécouvrables.

Numéro E-2026-873

Dans le cadre de l'apurement périodique des comptes entre l'ordonnateur et le comptable, la comptable publique de l'Eurométropole de Strasbourg a montré l'irrécouvrabilité de certaines créances détenues par l'Eurométropole de Strasbourg sur des débiteurs dont l'insolvabilité ou la disparition sont établies.

La constatation de créances irrécouvrables entre dans la catégorie des actes de renonciation et de libéralités des communes qui, en vertu de l'article L 2541-12-9° du Code Général des Collectivités Territoriales, sont soumis à la décision du Conseil de l'Eurométropole, car elles constituent une charge pour le budget métropolitain.

Les créances irrécouvrables sont récapitulées dans le relevé joint en annexe et concernent le budget principal et les budgets annexes. Elles se montent à **1 398 947,88 €** et sont décomposées comme suit :

I- Créances à admettre en non-valeur

A l'appui de ses demandes et avec le concours des services ordonnateurs, la comptable publique fournit les justificatifs qui permettent de proposer l'admission en non-valeur de créances, qui se montent à **926 359,86 €** pour le budget principal, **142 025,97 €** pour le budget de l'eau et **104 630,11 €** pour le budget de l'assainissement.

Parmi ces non-valeurs figure au budget principal une créance émise en 2012 à l'encontre des responsables du sinistre de la Piscine de Hautepierre survenu en 2008, et dont le reste à recouvrer se monte à ce jour à 796 924,19 €. Une provision avait été constituée dès l'exercice 2013 pour couvrir un éventuel défaut de paiement. La reprise est actée par la décision budgétaire modificative pour couvrir cette somme en non-valeur. Pour rappel, l'admission en non-valeur n'exclut pas l'éventuel recouvrement ultérieur de la somme.

II- Créances éteintes

L'irrécouvrabilité de ces créances fait suite à une décision juridique s'opposant à toute

action en recouvrement. Leur montant est de **71 847,48 €** pour le budget principal, **116 273,58 €** pour le budget de l'eau et **37 810,88 €** pour le budget de l'assainissement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les admissions en non-valeur : pour une somme de **926 359,86 €** au titre du budget principal imputée sur la ligne budgétaire 65 / 6541 / 01 ; pour une somme de **142 025,97 €** au titre du budget annexe de l'eau imputée sur la ligne budgétaire 65/6541/811 ; pour une somme de **104 630,11 €** au titre du budget annexe de l'eau imputée sur la ligne budgétaire 65/6541/811,*

- *les créances éteintes : pour une somme de **71 847,48 €** au titre du budget principal imputée sur la ligne budgétaire 65 / 6542 / 01 ; pour une somme de **116 273,58 €** au titre du budget annexe de l'eau imputée sur la ligne budgétaire 65/6542/811 ; pour une somme de **37 810,88 €** au titre du budget annexe de l'assainissement imputée sur la ligne budgétaire 65/6542/811,*

Le relevé détaillé est annexé à la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215101-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CREANCES IRRECOUVRABLES
BUDGET PRINCIPAL - EMS 2/2026

PRODUITS	MONTANT	NATURE IRRECOUVRABILITE

Admissions en non-valeur	Montant	
Liste 7519620111	129 435,67	admissions en non-valeur
Liste 8105860911	796 924,19	admission en non-valeur
	926 359,86	

Créances éteintes	Montant	
Liste 7749850111	34 863,65	créances éteintes
Liste 7528001011	36 983,83	créances éteintes
	71 847,48	

Admissions en non-valeur	**926 359,86**
Créances éteintes	**71 847,48**
TOTAL	**998 207,34**

Admissions en Non-Valeur
Budgets annexes de l'eau et de l'assainissement 2026

Charges	Montants
Budget annexe de l'eau - Créances irrécouvrables 6541.00	
Liste 7630670411 arrêtée à la date du 30/12/2025	81 900,63 €
Liste 7670170711 arrêtée à la date du 30/12/2025	60 125,34 €
Total	**142 025,97 €**
Budget annexe de l'assainissement - Créances irrécouvrables 6541.00	
Liste 7630270711 arrêtée à la date du 31/12/2025	52 036,58 €
Liste 7199900511 arrêtée à la date du 31/12/2025	52 593,53 €
Total	**104 630,11 €**
Budget annexe de l'eau - Créances éteintes 6542.00	
Liste 7787651911 arrêtée à la date du 05/03/2026	**116 273,58 €**
Budget annexe de l'assainissement - Créances éteintes 6542.00	
Liste 7789470511 arrêtée à la date du 05/03/2026	**37 810,88 €**

TOTAL GENERAL	400 740,54 €
TOTAL BUDGET EAU	258 299,55 €
TOTAL BUDGET ASS	142 440,99 €

Strasbourg.eu
eurométropole

25

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Attribution d'une subvention au Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) de Strasbourg au titre du soutien à la vie étudiante.

Numéro E-2026-919

Métropole universitaire de premier plan, l'Eurométropole de Strasbourg accueille chaque année près de 70 000 étudiants. Dans un contexte où les difficultés liées au coût de la vie, à l'accès à l'alimentation et au logement demeurent importantes pour une partie de cette population, l'Eurométropole de Strasbourg poursuit son soutien aux acteurs qui apportent des réponses concrètes aux besoins des étudiants.

La présente délibération propose ainsi de renouveler le soutien apporté au CROUS de Strasbourg à hauteur de 60 000 € pour abonder les crédits d'aide spécifique.

Le CROUS (Centre régional des œuvres universitaires et scolaires) de l'Académie de Strasbourg a pour objectif de donner à la population étudiante du territoire des moyens favorisant leur réussite en améliorant leurs conditions de vie et en les accompagnant dans leurs projets. Les missions du CROUS s'articulent ainsi autour de grands pôles : logement, restauration, bourses, international, culture, emploi étudiant, action sociale et santé.

Tout au long de l'année universitaire, le service social et les assistantes sociales du CROUS sont fortement mobilisés auprès des étudiants et étudiantes en difficulté pour pouvoir leur apporter un soutien psychologique et des aides correspondants au mieux à leur situation, grâce aux fonds reçus de diverses sources (État, établissements d'enseignement supérieur, fondations, collectivités).

Le soutien de l'Eurométropole a permis ainsi au CROUS de Strasbourg d'aider plus de 160 étudiants en difficulté durant l'année 2025-2026 pour répondre à des besoins urgents ou prendre en charge des frais nécessaires à leurs études.

Il est proposé de renouveler le soutien de la collectivité pour cette année universitaire en octroyant une subvention de 60 000 € au CROUS de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *dans le cadre de la politique de l'Eurométropole de Strasbourg de soutien aux actions en faveur de la population étudiante, d'attribuer la subvention suivante :*

	2026
Sur ligne budgétaire : DU03E / 8165 / 657382	
CROUS DE STRASBOURG *Aides aux étudiants*	*60 000 €*

- *d'imputer sur le budget primitif 2026, le montant de 60 000 € sur le DU03E – 657382 – programme 8165,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214943-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

⌦ : **DDEA** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
TOTAL Service ESRI / Vie étudiante	60 000 €	60 000 €	60 000 €	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	
00029517	CENTRE RÉGIONAL DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES (CROUS) DE STRASBOURG	Aides aux étudiants	60 000 €	60 000 €	**60 000 €**	

Strasbourg.eu
eurométropole

26

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Cluster JapanTech Grand Est: attribution d'une subvention au titre du soutien à la recherche et à l'innovation.

Numéro E-2026-846

Le Cluster JapanTech Grand Est, centré sur l'innovation japonaise, est chargé par ses principaux financeurs -la Région Grand Est et le Pôle métropolitain d'Alsace- de fédérer l'ensemble du tissu socio-économique japonais présent sur le territoire, ainsi que d'accompagner et de développer les relations entre les acteurs du Grand Est et le Japon.

Depuis plusieurs années, le cluster entretient une présence permanente au Japon, permettant d'assurer un suivi et de développer des actions entre le Japon et le Grand Est. Il a instauré des relations privilégiées avec des partenaires institutionnels au Japon, tels que le METI (Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie du Japon), le JETRO (Organisation japonaise du commerce extérieur) ainsi qu'avec les dirigeants, au Japon, des entreprises japonaises possédant des filiales dans la région. A travers ses missions, le cluster renforce l'attractivité territoriale en tant que destination privilégiée des entreprises japonaises en Europe. Au sein du Cluster JapanTech Grand Est, un incubateur d'entreprises japonaises multisectoriel accueille des PME et des start-up innovantes.

Le Japon constitue une puissance technologique et industrielle de premier plan en Asie sur plusieurs segments liés à la santé, à l'électronique, à la robotique et aux dispositifs médicaux. Il existe une forte complémentarité entre les entreprises japonaises et l'écosystème strasbourgeois en matière d'innovation médicale comme en témoigne l'implantation du groupe Kawasaki, Menicon Pharma, les discussions avec le groupe FUJI, des partenariats nouveaux Daicel/INSERM ou Cyfuse Biomedical/INSERM, projet d'expérimentation Biodatabank concernant le travail par fortes chaleurs.

L'implantation du Cluster JapanTech Grand Est au sein du campus nextmed vise précisément à transformer cette opportunité en une stratégie d'attractivité et d'ouverture de nouveaux marchés. L'objectif est ici de développer et pérenniser un canal d'accès durable entre l'écosystème japonais et l'écosystème strasbourgeois, mais surtout faire de Strasbourg une destination privilégiée des entreprises japonaises en Europe, source de création de valeur et d'emplois.

Budget 2026 de l’association : 294 600 €, avec des contributions de
la Région pour 132 300 €,
du Pôle métropolitain pour 25 000 €.

Un partenariat stratégique entre le Cluster JapanTech Grand Est et nextmed

Dans le cadre du développement de l’écosystème santé et innovation de Strasbourg à l’international, le Cluster JapanTech Grand Est accompagnera nextmed dans le renforcement de ses relations avec le Japon. Grâce à son réseau institutionnel, économique et industriel développé depuis plusieurs années au Japon, le Cluster dispose d’une expertise et de relais permettant de faciliter l’identification des partenaires japonais, la mise en relation avec les acteurs pertinents et le développement de coopérations concrètes.

Attirer de nouvelles entreprises et faciliter l’ouverture de nouveaux marchés et de nouveaux canaux de partenariats est de première importance. Ces actions s’appuieront notamment sur les relations déjà établies avec plusieurs entreprises japonaises implantées dans l’écosystème nextmed, telles que Kawasaki, Menicon, Daicel Chiral Technologies, Cyfuse Biomedical… ainsi que sur les autres partenaires institutionnels, économiques et académiques du réseau du cluster.

Le cluster aura également vocation à coordonner une mission Eurométropole de Strasbourg - Nextmed, en lien avec les objectifs territoriaux d’attractivité. Il pourra contribuer à l’identification des interlocuteurs, à la préparation des rendez-vous et des visites, à la mobilisation de son réseau local et au suivi des échanges engagés lors de la mission.

L’implantation au sein de nextmed permettra de valoriser un actif territorial en organisant sur le campus la rencontre annuelle des entreprises japonaises présentes localement, en présence de personnalités japonaises de premier plan.

Cette coopération permettra ainsi de renforcer la visibilité internationale de nextmed et de l’écosystème strasbourgeois de l’innovation au Japon, tout en favorisant l’émergence de nouvelles collaborations technologiques, industrielles, scientifiques et institutionnelles entre le Japon et le territoire de l’Eurométropole. Ceci devra permettre à terme de renforcer la création et le développement d'un réseau d'entreprises japonaises implantées ou accompagnées depuis Strasbourg.

Il ne s'agit pas pour Strasbourg de financer une opération internationale supplémentaire. Il s'agit d'investir dans un positionnement stratégique : faire de Strasbourg la porte d'entrée européenne des entreprises japonaises de la santé et des technologies médicales notamment.

Il est proposé de soutenir en 2026 le Cluster Japan Tech Grand Est à hauteur de 30 000€ versés en une fois.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'octroyer au titre de 2026 une subvention de 30 000 € au Cluster JapanTech Grand Est,*

- *d'imputer la dépense en résultant sur la ligne DU03D - programme 8156-65748 ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les documents y afférents.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214430-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Attribution de subvention

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant alloué pour l'année n-1
Cluster JapanTech Grand Est	Subvention de fonctionnement	30 000 €	30 000 €	0 €

Strasbourg.eu
eurométropole

27

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Attribution de subventions FEDER et FSE au titre du programme 2021-2027.

Numéro E-2026-927

Le 3 février 2023, le Conseil de l'Eurométropole a validé les programmes Fonds européens de développement régional (FEDER) et Fonds social européen plus (FSE+) 2021-2027. Ces deux programmes sont intégrés dans un outil proposé par la Commission européenne : l'Investissement Territorial Intégré (ITI). Ce dispositif permet via une intervention plurifonds de soutenir la stratégie de développement économique de la métropole, l'accès à l'emploi des publics qui en sont éloignés et à conforter la cohésion sociale du territoire.

Il combine une enveloppe de 10M € de crédits FEDER, délégués par la Région Grand Est, et une enveloppe de 5,1M € de FSE+, délégués par l'État. Les subventions FEDER et FSE+ sont attribuées par l'Eurométropole à des porteurs de projet de toute nature dont les opérations correspondent aux critères de sélection des programmes.

1/ Attribution de subventions FEDER au titre du programme 2021-2027

Quatre dossiers (*cf tableau en annexe 1)* ayant fait l'objet d'une demande de subvention FEDER sont soumis au Conseil pour approbation.

Un projet est éligible au titre du soutien à l'innovation sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Ce projet vise le subventionnement de l'installation d'un site industriel de production écoresponsable de graphène sur le site du Parc d'innovation d'Illkirch. Ce projet sera porté par la société Blackleaf.

Un projet est éligible au titre du soutien au développement de l'économie circulaire : il s'agit d'une subvention au forum de développement durable, évènement organisé par l'association Initiatives durables.

Le projet suivant est éligible au titre du soutien au développement de la santé de proximité du territoire, il s'agit d'une subvention à la construction d'une maison de santé pluridisciplinaire dans le quartier du Marais à Schiltigheim, porté par la Locusem.

Le dernier projet porte sur le soutien à la création et la croissance des entreprises pour un développement équilibré du territoire dans les Quartiers prioritaires de la ville, il s'agit de soutenir la relocalisation de la crèche « La clé des champs » dans le quartier du Neuhof via la construction d'un nouveau bâtiment porté par le bailleur social Ophea.

Le coût total de ces opérations s'élève à **1 298 702,09 €** pour un montant global de subventions FEDER de **399 280,24 €.** Le montant total de subventions FEDER programmé **représente 71,27 %** de l'enveloppe déléguée à l'Eurométropole par la Région Grand Est.

2/ <u>Attribution de subventions FSE+ au titre du programme 2021-2027</u>

16 projets ayant fait l'objet d'une demande de subvention FSE+ sont proposés pour approbation au Conseil de l'Eurométropole (*cf. tableau de programmation en annexe 2*). Ils relèvent de l'appel à projets sur la Priorité 2 « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et leur employabilité » et sur la Priorité 1 « Soutien aux actions visant à renforcer l'insertion socio-professionnelle ».

Sur les 16 projets, 9 projets sont instruits de manière favorable sur la Priorité 2 (*cf. grille de sélection en annexe 3*) :
- « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes », porté par l'AJF (Avenir Jeunesse Football) de Hautepierre,
- « 100 Chances 100 Emplois », porté par l'Activ'Action,
- « Parrainage et accompagnement des jeunes (PAJ) », porté par l'AMSED,
- « Opportunités », porté par la Maison de l'emploi et de la formation du bassin d'emploi de Strasbourg,
- « Programme d'accompagnement au numérique des mineurs isolés », porté par Emmaüs Connect,
- « Action jeunes Meinau », porté par le CSC de la Meinau,
- « Ose ton avenir », porté par Unis vers le sport,
- « TAPAJ », porté par Ithaque,
- « Les clauses de découverte des métiers », porté par Relais Chantiers.

1 projet est instruit de manière favorable sur la Priorité 1 (*cf. critères de sélection en annexe 4*) :
- « Accompagnement des personnes éloignées de l'emploi par les parcours de remobilisation sur Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim », porté par l'Activ'Action.

6 projets sont instruits de manière défavorable sur la Priorité 2 (*cf. grille de sélection en annexe 3*) :
- « Parcours artistique et linguistique vers l'insertion professionnelle », porté par Compagnie 12:21,
- « Réussir les RIP Padel – Rencontres de l'Insertion Professionnelles autour du Padel », porté par l'Amicale sportive Elsau,
- « Fabrique des possibles », porté par l'Association pour l'éducation et l'insertion sociale intégration, éducation, synergie (IES),
- « Oxy'Jeunes de l'EMS », porté par Hesio Conseil,
- « La Touline », porté par la Fondation Apprentis d'Auteuil,

- « Restart », porté par TESSLAB.

Le coût total des opérations éligibles s'élève à **1 814 461,14 €.** Le montant total de subvention FSE+ attribuée dans le cadre de cette délibération s'établit à **780 463,32 €.**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *les projets suivants portés par une entreprise au titre de la mesure A du programme FEDER « Soutenir l'innovation sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg », le projet porté par l'association Initiatives durables au titre de l'axe C « soutien à l'économie circulaire », le projet porté par la LOCUSEM au titre de la mesure D du programme « Soutenir le développement de la santé de proximité du territoire », et le projet porté par OPHEA au titre de la mesure B « soutenir la création et la croissance des entreprises pour un développement équilibré du territoire » ainsi que le montant des subventions FEDER :*

Intitulé	*Maître d'ouvrage*	*Critère spécifique d'éligibilité*	*Coût total éligible*	*Montant subvention et taux FEDER*
Installation d'un site industriel de production écoresponsable de graphène	*SAS BLACKLEAF*	*Zones d'activités*	*253 527,59€ HT*	***101 411,04 € HT*** *40 %*
Forum du développement durable	*Association Initiatives Durables*		*146 264,90€ HT*	***17 869,20€ HT*** *12,22%*
Création d'une maison de santé pluridisciplinaire dans le quartier du Marais à Schiltigheim	*LOCUSEM*	*Territoire sous doté en offre de santé*	*500 000 € HT*	***180 000€ HT*** *36 %*
Relocalisation de l'association		*QPV*	*398 909,60€*	***100 000€*** *25,07%*

halte-garderie "la clé des champs" dans le quartier du Neuhof à Strasbourg	*OPHEA*			

- *les projets suivants au titre de la Priorité 2 « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et leur employabilité » :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Coût total*	*Subvention FSE+*
Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes	*Avenir Jeunesse Football - AJF Hautepierre*	*112 000 €*	***50 000 €*** *44,64%*
100 Chances 100 Emplois	*Activ'Action*	*107 800 €*	***53 900 €*** *50%*
Parrainage et accompagnement des jeunes (PAJ)	*AMSED*	*111 513,43 €*	***55 756,72 €*** *50%*
Opportunités	*Maison de l'emploi*	*171 308,17 €*	***85 654 €*** *50%*
Programme d'accompagnement au numérique des mineurs isolés	*Emmaüs Connect*	*162 469,44 €*	***81 000 €*** *49,86%*
Action jeunes Meinau	*CSC Meinau*	*134 942,36 €*	***67 470 €*** *50%*
Ose ton avenir	*Unis vers le sport*	*250 002,08 €*	***80 000 €*** *28,19%*
TAPAJ	*Ithaque*	*306 600,06 €*	***87 600 €*** *28,57%*

Relais Chantiers	*Les clauses de découverte des métiers*	*98□165,20 €*	***49□082,60 €*** *50%*
TOTAL		***1 454 801,14 €***	***610 463,32 €***

- *le projet suivant au titre de la Priorité 1 « « Soutien aux actions visant à renforcer l'insertion socio-professionnelle » :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Coût total*	*Subvention FSE+*
Accompagnement des personnes éloignées de l'emploi par les parcours de remobilisation sur Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim	*Activ'Action*	*359□660 €*	***170 000 €*** *47,27%*
TOTAL		***359 660 €***	***170 000 €***

- *les projets suivants au titre de la Priorité 2 « Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes et leur employabilité » avec avis défavorable :*

Intitulé du projet	*Structure*	*Coût total*	*Subvention FSE+*
Parcours artistique et l'linguistique vers l'insertion professionnelle	*Compagnie 12 : 21*	*29 600 €*	*0 €*
Réussir les RIP Padel – Rencontres de l'Insertion Professionnelles autour du Padel	*Amicale Sportive Elsau*	*53□509,18 €*	*0 €*
Fabrique des possibles	*Association pour l'éducation et l'insertion sociale intégration éducation synergie (IES)*	*84 000 €*	*0 €*

Oxy'Jeunes de l'EMS	*Hesio Conseil*	*210□233,87 €*	*0 €*
La Touline	*Fondation Apprentis d'Auteuil*	*228□891,60 €*	*0 €*
Restart	*TESSLAB*	*336□000 €*	*0 €*
TOTAL		***942 234,65 €***	***0 €***

décide

- *d'accorder les subventions au titre du Fonds Européen de Développement Régional et du Fonds Social Européen Plus pour les projets cités ci-dessus, sous réserve de la disponibilité effective des crédits communautaires,*

- *d'imputer les paiements FEDER sur les crédits ouverts au BP 2026 des lignes : DU01/ programme 1535 / natures 20421 et 20422,*

- *d'imputer les paiements FSE+ sur les crédits ouverts au BP 2026 des lignes : DU01C/programme 8137/ natures 65748 et 65738 ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les conventions et les éventuels avenants relatifs aux projets cités ci-dessus, en sa qualité de représentante de l'organisme intermédiaire gestionnaire de crédits FEDER et FSE+.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215273-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

ANNEXE 1 – ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FEDER AU TITRE DE L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FEDER 2021-2027

Intitulé du projet	Maître d'ouvrage	Description du projet	Coûts totaux	Cofinancements prévisionnels	Subvention et taux FEDER
MESURE A : SOUTENIR L'INNOVATION SUR LE TERRITOIRE DE L'EMS					
Installation d'un site industriel de production écoresponsable de graphène	**Blackleaf**	Blackleaf est une entreprise française de chimie des matériaux créée en 2018, spécialisée dans la formulation d'encres conductrices et d'additifs à base de graphène, destinés notamment à l'électronique imprimée et aux surfaces chauffantes. S'appuyant sur un procédé innovant et durable de production de graphène et une forte expertise en formulation chimique, la société propose à ses clients des solutions complètes ainsi que des services de R&D sur mesure. Blackleaf est en pleine phase d'expansion, avec une croissance soutenue tant en chiffre d'affaires qu'en effectifs, portée par l'adoption croissante de ses solutions innovantes. Startup deeptech largement soutenue par le territoire, son ambition est de devenir le leader incontesté des revêtements chauffants à base de graphène d'ici 2030, en établissant de nouvelles normes en matière d'efficacité énergétique et de durabilité. Parallèlement, la société souhaite se positionner comme le premier producteur de graphène en Europe à la même échéance, renforçant ainsi son rôle stratégique dans la transition technologique et écologique des industries européennes. Avec une capacité de production industrielle dépassant 36 tonnes par an en France d'ici 2026, la société garantit à ses partenaires un approvisionnement fiable pour leurs besoins de production en série et à long terme.	**253 527,59€**	**Autofinancement : 152 116,55€**	**101 411,04€ 40%**
Total mesure A			**253 527,59€**		**101 411,04€**
MESURE C : SOUTENIR L'ECONOMIE CIRCULAIRE SUR LE TERRITOIRE DE L'EMS					
Forum du développement durable	**Initiatives durables**	Depuis 2008, le Forum du Développement Durable - Forum dd - est l'événement de référence sur le Grand Est en matière d'économie responsable, destiné aux acteurs économiques. Rassemblant plus de 1000 participants sur une journée, l'objectif est d'inspirer les professionnels dans leurs démarches RSE et d'économie circulaire,	**146 264,9€ HT**	**Autofinancement 0€**	**17 869,2 €HT 12,22 %**

		de les inciter à aller plus loin dans leurs bonnes pratiques tout en favorisant les rencontres et les échanges entre professionnels			
Total mesure C			**146 264,9€**	**0€**	**17 869,20€**
Mesure D : SOUTENIR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SANTE DE PROXIMITE					
Création d'une maison de santé pluridisciplinaire dans le quartier du Marais à Schiltigheim	**LOCUSEM**	Le projet consiste à développer une Maison de Santé Pluridisciplinaire dans le quartier prioritaire de la politique de la ville du Marais à Schiltigheim. L'opération consiste à acheter un bâtiment de 420 m² en R+1 situé au cœur d'une opération mixte logements/tertiaire/parc urbains édifiée sur une friche industrielle (site Air Product à Schiltigheim). La Maison de Santé Pluridisciplinaire comportera une douzaine de salles de consultation de taille variable pour s'adapter aux besoins des différents professionnels de santé amenés à intégrer les lieux : □ 3 médecins généralistes et des assistants médicaux □ 3 orthophonistes □ 2 infirmières libérales □ 1 psychologue A noter que le projet a été labellisé MSP par l'ARS le 09/07/26. L'objectif est de renforcer l'offre de santé à destination des publics du QPV du Marais, d'attirer de nouveaux professionnels dans le secteur et de favoriser l'exercice des soins coordonnés.	**500 000€ HT**	Ville de Schiltigheim : 40 983,6€ Autofinancement : 279 016,4€	**180 000€ 36%**
Total mesure D			**500 000 €**	**320 000€**	**180 000 €**
MESURE B : SOUTENIR LA CRÉATION ET LA CROISSANCE DES ENTREPRISES POUR UN DÉVELOPPEMENT ÉQUILIBRÉ DU TERRITOIRE					
Relocalisation de l'association halte-garderie "la clé des champs" dans le quartier du Neuhof à Strasbourg	**OPHEA**	Dans le cadre du projet de renouvellement urbain du quartier prioritaire Neuhof-Meinau, il est prévu la relocalisation de l'association halte-garderie La Clé des Champs, qui occupe actuellement un local propriété d'Ophéa. Cette structure accueille des enfants de 2 à 12 ans sur les créneaux périscolaires, en complémentarité avec les autres structures du quartier (CSC Neuhof, etc.).Les locaux actuels de l'association, situés rue de Thiviers sont des anciens appartements reconvertis d'Ophéa. Ils ne répondent plus aujourd'hui aux besoins de l'association et aux normes d'accessibilité du public.	**398 909,6€HT**	**CeA : 50 063,83€ Ville de Strasbourg : 58 078,69€ CAF : 104 776,29€ Autofinancement : 85 990,79€**	**100 000€ 25,07%**
Total mesure B			**398 909,6€**	**298 909,6€**	**100 000€**

TOTAL GLOBAL	**1 298 702,09€**	**771 026,15€**	**399 280,24€**

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS FSE + AU TITRE DE
L'INVESTISSEMENT TERRITORIAL INTEGRE FSE 2021-2027

Priorité 2 (OS A) : Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes	Avenir Jeunesse Football - AJF Hautepierre	Le projet vise à favoriser et renforcer l'employabilité des jeunes âgés de 16 à 29 ans résidant dans le quartier de Hautepierre. À travers la mise en relation des habitants du QPV avec les acteurs de l'insertion professionnelle, la découverte des métiers et l'accompagnement individuel proposé, le projet contribuera à lever les freins à l'emploi rencontrés par les jeunes du quartier. La structure mettra en place plusieurs actions encourageant la (re)mobilisation des jeunes dans leur parcours d'insertion : ateliers (CV, lettre de motivation, entretien, intervenants sur des thématiques), permanences, forum des métiers, découverte et initiation aux pratiques sportives, accompagnement vers l'insertion professionnelle. L'AJF Hautepierre utilisera le biais du football, pour atteindre le public visé et proposer ensuite les actions mentionnées ci-dessus. Il s'agit d'une reconduction de projet. La structure prévoit d'accompagner 30 jeunes sur 2 ans.	112 000 €	Adulte relais : 45 200€ Autofinancement : 15 800 €	**50 000 €** 44,64%
100 Chances 100 Emplois	Activ'Action	Le projet vise à accompagner les jeunes de 16 à 29 ans rencontrant des difficultés d'insertion vers l'autonomie et à favoriser l'égalité des chances, grâce à un accompagnement personnalisé et à l'implication des entreprises. La structure organisera des réunions d'information collectives en amont des SAS de mobilisation, au cours desquelles les jeunes seront orientés par les structures prescriptrices. D'une durée d'une semaine, les SAS de mobilisation permettront aux participants de consolider leur projet professionnel et de renforcer leurs compétences, notamment en matière de réalisation de CV, de prise de parole en public, de préparation aux entretiens d'embauche et de valorisation de leurs acquis. À l'issue de ce parcours, des comités post-SAS réuniront les jeunes et les partenaires du projet afin de leur permettre de présenter leur projet professionnel et de bénéficier des retours des acteurs mobilisés. Enfin, chaque jeune bénéficiera d'un parrainage assuré par un représentant d'entreprise. Il s'agit d'une reconduction de projet. La structure prévoit d'accompagner 100 jeunes sur 2 ans.	107 800 €	ANCT : 14 000 € CeA : 6000 € EMS : 14 000 € Autofinancement : 19 900 €	**53 900 €** 50%

Parrainage et accompagnement des jeunes (PAJ)	AMSED	Le projet a pour objectif de faciliter le retour à l'emploi des jeunes éloignés du marché du travail et rencontrant des difficultés d'insertion professionnelle, en leur proposant un accompagnement personnalisé vers l'emploi fondé sur le parrainage individuel. Cet accompagnement prendra la forme d'un parcours mobilisant une quinzaine de marraines et parrains, qui partageront avec les jeunes leur réseau professionnel, leurs connaissances et leur expérience du monde du travail et de l'entreprise. Dans un premier temps, la structure réalisera un diagnostic professionnel initial afin d'identifier les besoins, les ressources, le projet professionnel et les éventuelles difficultés rencontrées par chaque jeune. Elle orientera ensuite les filleuls vers les parrains et marraines les plus adaptés, qui les accompagneront tout au long de leur parcours d'insertion jusqu'à leur retour à l'emploi. Issus de secteurs d'activité variés, les parrains et marraines disposent d'une bonne connaissance du public accompagné et de ses besoins, notamment en matière de formation et d'accès à un premier emploi. Il s'agit d'une reconduction de projet. La structure prévoit d'accompagner 160 jeunes sur 2 ans.	111 513,43 €	DREETS : 41 175 € Autofinancement : 14 581,71 €	**55 756,72 €** 50%
Opportunités	Maison de l'emploi	Le projet a été conçu afin de créer un lien entre les jeunes sans emploi issus des quartiers prioritaires et l'espace portuaire de Strasbourg. La structure propose un accompagnement vers l'insertion socioprofessionnelle à travers la découverte des métiers présents sur le site portuaire, permettant ainsi de mieux faire connaître les opportunités professionnelles locales. Le parcours proposé se déploiera en plusieurs étapes. Dans un premier temps, chaque jeune participera à un atelier de découverte organisé au sein de l'espace portuaire. Il sera ensuite amené à découvrir les entreprises implantées sur le site à travers différents formats proposés tout au long de l'année (visites Batorama avec présentation des métiers par des salariés, parcours à vélo de type Stras'n'Bike, visites d'entreprises). Le projet prévoit également la création de temps de rencontre entre les jeunes et les employeurs afin de favoriser les échanges professionnels. Chaque participant bénéficiera ainsi d'au moins une rencontre avec un acteur du monde économique au cours de son parcours. Enfin, les jeunes pourront intégrer une communauté d'ambassadeurs des métiers du port, contribuant à valoriser les opportunités professionnelles du site portuaire dans les quartiers prioritaires et à maintenir le lien avec les employeurs du territoire. Le projet vise ainsi à améliorer concrètement l'accès à l'emploi en favorisant l'accès des jeunes à des immersions professionnelles, des formations, des contrats en alternance ou des opportunités d'emploi. Il contribue également à renforcer leur motivation, leur confiance et leur capacité à se projeter dans un parcours professionnel. Parallèlement, il répond aux besoins des entreprises en élargissant leur vivier de recrutement et en renforçant la visibilité de leurs métiers. Il s'agit d'un nouveau projet, mais d'un porteur récurrent avec un bon suivi et des résultats positifs. La structure prévoit d'accompagner 70 jeunes sur 2 ans.	171 308,17 €	Etat Bop 102 : 2 200,00 € EMS : 83 454,17 €	**85 654 €** 50%

Programme d'accompagnement au numérique des mineurs isolés	Emmaüs Connect	La structure souhaite accompagner les mineurs non accompagnés dans leur insertion professionnelle en répondant aux enjeux liés à l'accès et à la maîtrise du numérique, devenus indispensables pour accéder au marché de l'emploi. Elle prévoit la mise en place d'ateliers et d'animations autour de parcours numériques adaptés aux besoins des jeunes. À l'issue de ce parcours, un ordinateur reconditionné sera mis à disposition de chaque participant afin de favoriser la continuité des apprentissages et leur autonomie numérique. Les parcours sont construits en tenant compte des spécificités du public accompagné et s'articulent autour de trois axes complémentaires : les compétences numériques de base, le numérique professionnel et le numérique créatif. Ces différents volets visent à permettre aux participants de développer une autonomie numérique favorisant leur insertion sociale et professionnelle. Il s'agit d'une reconduction de projet. La structure prévoit d'accompagner 150 jeunes sur 2 ans.	162 469,44 €	Banque des territoires - dispositif Conseillers numériques : 5 000 € CeA : 10 000 € Financements privés : 50 000 € Autofinancement : 16 469,44 €	**81 000 €** 49,86%
Action jeunes Meinau	CSC Meinau	Le projet a pour finalité de favoriser l'insertion socioprofessionnelle des jeunes du quartier prioritaire de la Meinau rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi, tout en contribuant à lever les freins périphériques qui peuvent entraver leur parcours. Il repose sur un accompagnement coordonné d'une cohorte de jeunes, déployé en lien avec l'ensemble des partenaires de l'insertion, afin de renforcer la complémentarité des actions et la synergie entre les acteurs du territoire. Des temps d'échange dédiés à l'orientation et à l'insertion seront également proposés au public cible. Tout au long du projet, la structure mettra en œuvre des permanences d'accueil et d'accès aux droits, un accompagnement individuel ainsi que des actions d'aller-vers. Elle organisera également des temps de mobilisation autour d'activités sportives, culturelles et de loisirs. Des rencontres avec les entreprises viendront compléter ce parcours afin de favoriser l'accès à l'emploi et le développement du réseau professionnel des jeunes. Il s'agit d'une reconduction de projet. La structure prévoit d'accompagner 94 jeunes sur 2 ans.	134 942,36 €	Préfecture du Bas-Rhin : 8 000 € Ville de Strasbourg : 8 000 € Autofinancement : 51 472,36 €	**67 470 €** 50%
Ose ton avenir	Unis vers le sport	Le projet a pour ambition de faciliter l'insertion socioprofessionnelle des jeunes NEETS, en utilisant le sport comme levier de remobilisation. En intégrant des activités sportives et des actions d'utilité sociale, le programme vise à aider ces jeunes à développer des compétences essentielles, tant sur le plan personnel que professionnel. L'accompagnement proposé se veut global et personnalisé, afin de répondre à leurs besoins spécifiques. Le parcours, accompagné d'activités sportives, d'ateliers collectifs et de rencontres, leur permet de définir et valider leur projet professionnel. Ce travail se fait en collaboration avec des éducateurs et des conseillers en insertion, qui assurent un suivi socioéducatif étroit. Le projet cherche également à développer des qualités personnelles indispensables à l'intégration dans le monde du travail, comme la confiance en soi, la persévérance et la capacité à travailler en équipe. Les jeunes sont amenés à participer à des projets d'utilité sociale, ce qui les aide à	250 002,48 €	CeA : 6000 € Etat Politique de la Ville : 10 000 € EMS : 20 000 € Autofinancement : 10 000 €	**80 000 €** 28,19%

		renforcer leur sentiment d'utilité tout en consolidant leur savoir-faire. En fin de parcours, les jeunes disposent d'un projet d'insertion solide, élaboré en partenariat avec un réseau d'acteurs économiques et sociaux, qui leur garantit une meilleure sécurité dans la mise en œuvre de leur projet. Il s'agit d'une reconduction de projet. La structure prévoit d'accompagner 100 jeunes sur 2 ans.			
TAPAJ	Ithaque	Le dispositif Travail Alternatif Payé à la Journée (TAPAJ) permet à des jeunes en situation de grande précarité, âgés de 16 à 25 ans et sans solution d'hébergement stable, d'engager une démarche d'insertion socioprofessionnelle grâce à un accès rapide à un travail rémunéré à la journée. Ce dispositif constitue également une porte d'entrée vers l'accompagnement en santé et la réduction des risques. L'objectif principal de TAPAJ est de permettre à ces jeunes de retrouver progressivement une place dans la société, à travers l'accès à l'emploi mais également par le développement de compétences professionnelles et sociales. En intervenant aux côtés des encadrants sur des chantiers rémunérés, les jeunes bénéficient d'une alternative à la mendicité tout en étant accompagnés de manière globale, notamment sur les dimensions médicales, psychologiques et sociales. Cette démarche favorise l'instauration d'une relation de confiance avec les professionnels, facilitant ainsi la prise en compte des problématiques liées à la santé mentale, aux consommations et aux situations de précarité. L'accompagnement comprend des entretiens individuels et des suivis réguliers en dehors des temps de chantier, afin d'orienter les jeunes vers des formations, des démarches administratives ou des dispositifs adaptés. Il s'appuie également sur un travail partenarial avec des structures spécialisées telles que le CAARUD et le CSAPA, et encourage une réflexion autour des pratiques de consommation et de la santé. Il s'agit d'une reconduction de projet. La structure prévoit d'accompagner 28 jeunes sur 2 ans.	306 600,06 €	TAPAJ France : 68 000 € MILDECA : 50 000 € Ville de Strasbourg : 15 000 € Autofinancement 86 000,06 €	**87 600 €** 28,57%
Relais Chantiers	Les clauses de découverte des métiers	Le projet a pour finalité de renforcer l'employabilité des jeunes en s'appuyant sur le levier des marchés publics. Il vise notamment à intégrer une « Clause de Découverte des Métiers », encourageant les entreprises à favoriser la découverte de leurs activités auprès des publics éloignés de l'emploi. Cette démarche peut prendre différentes formes : périodes d'immersion, visites d'entreprises, rencontres professionnelles ou ateliers de découverte. L'objectif n'est pas de viser un recrutement immédiat, mais de créer des passerelles vers le monde professionnel, de susciter des vocations et de rendre les métiers plus accessibles. Le projet repose sur une dynamique partenariale avec les acteurs du territoire afin d'identifier les secteurs prioritaires au regard des besoins des jeunes et des opportunités offertes par les marchés publics. La structure assure l'interface avec les entreprises, prépare les participants, coordonne les actions individuelles et collectives, et accompagne leur suivi. Chaque expérience fait l'objet d'un accompagnement et d'une évaluation afin de permettre aux jeunes de valoriser ces découvertes et de progresser dans leur parcours professionnel. À travers cette démarche, le projet contribue à réduire les inégalités d'accès à l'emploi en offrant aux jeunes les plus éloignés du marché du	98 165,20 €	DEETS : 23 500 € EMS : 24 000 € Autofinancement : 1582,60€	**49 082,60 €** 50%

		travail des opportunités concrètes de découverte des métiers et de création de liens avec les entreprises. Il vise également à renforcer l'implication des entreprises dans une démarche d'engagement territorial, en transformant les obligations liées aux marchés publics en véritables leviers d'insertion professionnelle. Il s'agit d'un nouveau projet d'ingénierie/animation territoriale sans suivi participants, et d'un nouveau porteur sur la programmation.			
		TOTAL PRIORITE 2	**1 454 801,14 €**		**610 463,32 €**

Priorité 1 (OS H) : Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Accompagnement des personnes éloignées de l'emploi par les parcours de remobilisation sur Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim	Activ'Action	Il s'agit d'un parcours de remobilisation des personnes éloignées de l'emploi résidant à Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim, particulièrement dans les QPV Quartiers Ouest, Guirbaden, Hautepierre et Cronenbourg. Ce projet vise à accompagner et autonomiser les personnes en recherche d'emploi ou inactives en levant les freins psychosociaux et structurels les empêchant de (ré)intégrer le marché du travail. Pour atteindre cet objectif, le projet prévoit la mise en place des actions d'aller-vers pour établir des liens de confiance avec les demandeurs d'emploi, leur faire connaître les dispositifs existants et favoriser un engagement actif. Les ateliers collectifs de remobilisation auront comme but d'aider les participants à surmonter leurs freins, développer leurs compétences et savoir-être et se remobiliser dans leur recherche d'emploi. La structure prévoit d'accompagner 80 demandeurs d'emploi sur deux ans.	**359 660 €**	ASP : 20 000 € ANCT : 24 000 € ARS : 33 596 € CEA : 6 000 € Eurométropole de Strasbourg : 20 000 € Ville de Schiltigheim : 4 000 € Ville de Bischheim : 4 500 € Autofinancement : 77 564 €	**170 000 €** 47,27%
		TOTAL PRIORITE 1	**359 660 €**		**170 000 €**
		TOTAL PRIORITE 1 et 2	**1 814 461,14 €**		**780 463,32 €**

AVIS DEFAVORABLES

Priorité 2 (OS A) : Améliorer l'accès à l'emploi et aux mesures d'activation de tous les demandeurs d'emploi, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée et des groupes défavorisés sur le marché du travail, et des personnes inactives, ainsi que par la promotion de l'emploi indépendant et de l'économie sociale					
Intitulé du projet	**Structure**	**Description du projet**	**Coûts totaux**	**Cofinancements prévisionnels**	**Subvention et taux FSE**
Parcours artistique et l'linguistique vers l'insertion professionnelle	Compagnie 12 :21	Le projet s'appuie sur l'expérience développée par la Compagnie 12:21 dans la mise en œuvre d'actions artistiques auprès de publics en situation de fragilité sociale ou linguistique. La structure a pour ambition de proposer à des jeunes éloignés de l'emploi un espace de création et d'apprentissage dans lequel ils peuvent retrouver confiance en eux, développer leur capacité d'expression et s'engager dans une dynamique collective. Le projet est programmé avec un avis défavorable, les dépenses de prestations n'étant pas éligibles pour les porteurs privés.	29 600 €		0 €
Réussir les RIP Padel – Rencontres de l'Insertion Professionnelles autour du Padel	Amicale Sportive Elsau	Le projet consiste à utiliser la pratique du padel comme levier de mise en relation entre les jeunes des quartiers prioritaires et des professionnels, à travers des rencontres régulières favorisant les échanges, la découverte des métiers et l'accès à des opportunités d'emploi ou de stage, notamment sur le quartier de l'Elsau. Le projet est programmé avec un avis défavorable, le cadre temporel est inéligible à l'appel à projets.	53 509,18 €		0 €
Fabrique des possibles	Association pour l'éducation et l'insertion sociale intégration éducation synergie (IES)	Le projet s'adresse prioritairement aux jeunes de 16 à 29 ans révolus confrontés à des difficultés d'insertion et/ou de maintien dans l'emploi, résidant à Strasbourg. Ce public comprend des jeunes NEET (ni en emploi, ni en formation, ni en études), issus de familles allophones, en rupture scolaire, ou résidant en QPV. La structure prévoit un accompagnement individualisé : entretiens, diagnostic des freins, construction d'un parcours adapté, orientation vers les partenaires. Au regard des lignes de partage avec le FAMI (Fond Asile Migration et Intégration), les actions s'adressant exclusivement aux ressortissants de pays tiers ne sont pas éligibles sur le programme FSE+. Le porteur manque de précisions sur le public cible effectivement accompagné par la structure. Le service gestionnaire instruit la demande avec avis défavorable.	84 000 €		0 €

Oxy'Jeunes de l'EMS	Hesio Conseil	Le projet vise avant tout à remettre en mouvement des jeunes très éloignés de l'emploi, avec une phase de remobilisation, d'accompagnement vers l'insertion (langue, numérique, codes du monde professionnel, mises en situation, stages et contacts avec les entreprises), et un suivi après la sortie du dispositif. Le projet est programmé avec un avis défavorable. Il s'agit d'un organisme de formation. Le programme FSE+ de l'EMS n'a pas vocation à financer les organismes de formation. L'opération comporte un risque de double financement, car la structure a déposé des demandes portant sur les mêmes dépenses de personnel, auprès de plusieurs gestionnaires FSE+ (Conseils départementaux du Doubs, Jura, Nièvre, Territoire de Belfort).	210 233,87 €		0 €
La Touline	Fondation Apprentis d'Auteuil	Le dispositif La Touline, développé par la Fondation Apprentis d'Auteuil, a pour finalité de sécuriser le parcours d'insertion sociale et professionnelle des jeunes majeurs sortant de l'Aide sociale à l'enfance, en leur permettant de construire une autonomie progressive et durable. Le programme poursuit ainsi trois missions : -Offrir aux jeunes sortants de l'ASE un lieu d'écoute et de dialogue -Construire avec ceux qui en ont le besoin un accompagnement professionnel renforçant et sécurisant leur parcours d'insertion et vers la vie d'adulte -Tisser des partenariats privilégiés et travailler avec les acteurs locaux pour améliorer encore l'inclusion de ces publics dans les outils et politiques de droit commun. Les services instructeurs ont convenu que cette demande soit programmée sur l'enveloppe de la Collectivité Européenne d'Alsace, car l'enveloppe de l'appel à projets de l'EMS est entièrement consommée. En conséquence, la présente demande reçoit un avis défavorable.	228 891,60 €		0 €
Restart	TESSLAB	Le projet vise à accompagner des jeunes issus des QPV qui rencontrent des difficultés à se projeter dans leur avenir professionnel, malgré des compétences et des qualités bien réelles. Le cœur du projet repose sur la méthode « Super Skills », développée par TESSLAB à partir de son expérience de terrain. Cette approche privilégie d'abord la remobilisation personnelle avant l'insertion professionnelle. Les participants apprennent à identifier leurs forces, à renforcer leur confiance en leur capacité d'agir, à mieux communiquer et à valoriser leurs qualités au service de perspectives professionnelles réalistes. L'objectif est de transformer des compétences souvent invisibles ou insuffisamment reconnues en véritables leviers d'accès à l'emploi, à la formation ou à l'entrepreneuriat. Suite à la consultation du supérieur hiérarchique et de l'élue thématique dans le cadre de la note d'arbitrage concernant les demandes reçues, la présente demande reçoit un avis défavorable.	336 000 €		0 €
		TOTAL PRIORITE 2 / projets inéligibles	942 234,65 €		0 €

Grille d'analyse des critères de sélection des dossiers FSE+ / FTJ

Intitulé de l'Appel à projets :	Priorité 2 Dispositif 2.a
Région administrative :	Grand Est
Service gestionnaire :	Eurométropole de Strasbourg
Prénom et nom de l'instructeur :	Ana TRUDOV/Elise KNORR
Date de finalisation de la grille :	août-26

Légende		
	Non	La demande de subvention ne respecte pas ce critère
	Insuffisant	La manière dont la demande de subvention prévoit de respecter ce critère est insuffisante
	Partiel	La demande de subvention prévoit de respecter ce critère partiellement
	Optimal	La demande de subvention prévoit de respecter ce critère de manière optimale

		202601518	202601272	202601398	202601388	202601500	202601161	202600490	202600405	202600749	202601647	202601629	202601591	202601556	202601287	202601643
		Avenir Jeunesse Football - AJF Hautepierre	**Activ'Action**	**AMSED**	**Maison de l'emploi**	**Emmaüs Connect**	**CSC Meinau**	**Unis vers le sport**	**Ithaque**	**Relais Chantiers**	**Compagnie 12 :21**	**Amicale Sportive Elsau**	**Association pour l'éducation et l'insertion sociale (AIES)**	**Hesio Conseil**	**Fondation Apprentis d'Auteuil**	**TESSLAB**
		Favoriser l'accès à l'emploi des jeunes	**100 Chances 100 Emplois**	**Parrainage et accompagnement des jeunes (PAJ)**	**Opportunités**	**Programme d'accompagnement au numérique des mineurs isolés**	**Action jeunes Meinau**	**Ose ton avenir**	**TAPAJ**	**Les clauses de découverte des métiers**	**Parcours artistique et l'linguistique vers l'insertion professionnelle**	**Réussir les RIP Padel – Rencontres de l'Insertion Professionnelles autour du Padel**	**Fabrique des possibles**	**Oxy'Jeunes de l'EMS**	**La Touline**	**Restart**
A. Eligibilité de l'opération																
	Eligibilité des actions de l'opération à l'Appel à projets	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	NON	NON	NON	NON	NON	NON
	Respect des règles d'éligibilité nationales et spécifiques	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI	OUI
B. Respect des principes horizontaux																
	Prise en compte de l'égalité femmes-hommes	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL						
	Prise en compte de la lutte contre les discriminations	PARTIEL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL						
	Prise en compte de l'accessibilité des personnes handicapées	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL	PARTIEL						
C. Critères de priorisation																
	Les actions prévues sont pertinentes au regard des objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL						
	Les résultats prévus sont adaptés aux objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL						
	Les modalités de mise en œuvre (calendrier, moyens humains et financiers, etc) sont pertinentes au regard des objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL						
c.1. Critères nationaux	Le coût du projet est-il réaliste par-rapport à la dimension de l'opération FSE+/ FTJ (par ex : coût moyen par participant)	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL	OPTIMAL						
	L'opération FSE+/ FTJ contribue à l'atteinte des cibles participants (cadre de performance) de l'objectif spécifique	PARTIEL	OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	NON	NON						
	Le projet répond à une stratégie globale de politique publique	PARTIEL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL						
	Le projet s'inscrit-il dans une démarche partenariale	PARTIEL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	PARTIEL						
	Le soutien FSE+/ FTJ représente un effet levier pour le projet	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL						
c.2. Critères locaux (à adapter en fonction de l'AAP)	L'impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL						
	L'effet levier pour l'emploi	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL	OPTIMAL						

Nombre de non respect :	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	
Nombre de respect insuffisant :	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Nombre de respect partiel :	4	1	1	2	1	1	1	2	2	0	0	0	0	0	0	
Nombre de respect optimal :	7	10	10	9	10	10	10	8	8	0	0	0	0	0	0	
Conclusion de l'instruction (favorable / défavorable)	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Favorable	Défavorable	Défavorable	Défavorable	Défavorable	Défavorable	Défavorable	
Justification										Le projet est programmé avec un avis défavorable, les dépenses de prestations n'étant pas éligibles pour les porteurs privés.	Le projet est programmé avec un avis défavorable, le cadre temporel est inéligible à l'appel à projets.	L'opération semble manquer de précision sur le public cible effectivement accompagné.Du fait de l'arbitrage budgétaire nécessaire et au regard des lignes de partage avec le FAMI (Fond Asile Migration et Intégration), la demande reçoit un avis défavorable.	Le projet est programmé avec un avis défavorable. Il s'agit d'un organisme de formation. Le programme de l'EMS n'a pas vocation à financer les organismes de formation. L'opération comporte un risque de double financement, car la structure a déposé des demandes portant sur les mêmes dépenses de personnel, auprès de plusieurs gestionnaires FSE+ (Conseils départementaux du Doubs, Jura, Nièvre, Territoire de Belfort).	Il s'agit d'un porteur récurrent. Les services instructeurs ont convenu que cette demande soit programmée sur l'enveloppe de la Collectivité Européenne d'Alsace, car l'enveloppe de l'appel à projets de l'EMS est entièrement consommée. En conséquence, la présente demande reçoit un avis défavorable.	Dans le cadre de la note d'arbitrage concernant les dossiers de l'AAP, et suite à la consultation de l'élue thématique concernant la programmation d'une aide pour ce projet, la présente demande reçoit un avis défavorable. Le projet vient se greffer sur un dispositif et des actions déjà portées part des associations plus anciennes aux résultats vérifiés.
Avis du comité (favorable / défavorable / ajourné)																

UNION EUROPÉENNE

Grille d'analyse des critères de sélection des dossiers FSE+ / FTJ

Intitulé de l'Appel à projets :	Priorité 1 OS H
Région administrative :	Grand Est
Service gestionnaire :	Eurométropole de Strasbourg
Prénom et nom de l'instructeur :	Ana TRUDOV et Claire LIEBERHERR
Date de finalisation de la grille :	mars-26

Légende	**Non**	La demande de subvention ne respecte pas ce critère
	Insuffisant	La manière dont la demande de subvention prévoit de respecter ce critère est insuffisante
	Partiel	La demande de subvention prévoit de respecter ce critère partiellement
	Optimal	La demande de subvention prévoit de respecter ce critère de manière optimale

		202504942
		Activ'Action
		Accompagnement des personnes éloignées de l'emploi par les parcours de remobilisation sur Strasbourg, Bischheim et Schiltigheim
A. Eligibilité de l'opération		
	Eligibilité des actions de l'opération à l'Appel à projets	OUI
	Respect des règles d'éligibilité nationales et spécifiques	OUI
B. Respect des principes horizontaux		
	Prise en compte de l'égalité femmes-hommes	OPTIMAL
	Prise en compte de la lutte contre les discriminations	OPTIMAL
	Prise en compte de l'accessibilité des personnes handicapées	PARTIEL
C. Critères de priorisation		
	Les actions prévues sont pertinentes au regard des objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL
	Les résultats prévus sont adaptés aux objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL
	Les modalités de mise en œuvre (calendrier, moyens humains et financiers, etc) sont pertinentes au regard des objectifs de l'opération FSE+/ FTJ	OPTIMAL
c.1. Critères nationaux	Le coût du projet est-il réaliste par-rapport à la dimension de l'opération FSE+/ FTJ (par ex : coût moyen par participant)	PARTIEL
	L'opération FSE+/ FTJ contribue à l'atteinte des cibles participants (cadre de performance) de l'objectif spécifique	OPTIMAL
	Le projet répond à une stratégie globale de politique publique	OPTIMAL
	Le projet s'inscrit-il dans une démarche partenariale	OPTIMAL
	Le soutien FSE+/ FTJ représente un effet levier pour le projet	OPTIMAL
c.2. Critères locaux (à adapter en fonction de l'AAP)	L'impact du projet sur l'objectif poursuivi, le public accompagné et le territoire	OPTIMAL
	L'effet levier pour l'emploi (accès à l'emploi, réduction ou suppression des freins périphériques à l'emploi, etc.) ;	OPTIMAL
	La cohérence avec d'autres programmes ou dispositifs mis en œuvre sur le territoire (ex : Contrat de Ville, programme Départemental d'Insertion, programme Politique de la Ville de l'Etat)	OPTIMAL

Nombre de non respect :	0
Nombre de respect insuffisant :	0
Nombre de respect partiel :	2
Nombre de respect optimal :	10

Conclusion de l'instruction (favorable / défavorable)	Favorable
Justification	
Avis du comité (favorable / défavorable / ajourné)	

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS
Liberté
Égalité
Fraternité

Délégation générale
à l'emploi et à la
formation professionnelle

DECLARATION D'ABSENCE DE CONFLIT D'INTERETS

Je, soussigné(e) ……..……..….[*nom et prénom*]……..……déclare n'avoir aucun lien ou aucune affiliation, qu'elle soit de nature personnelle ou professionnelle, qui pourrait avoir une influence réelle, potentielle ou apparente sur mon jugement ou mes actions en tant que……..…..[*fonction*] au sein de l'organisme……. [nom du service et de la structure].

En tant que …….. [fonction], je dois faire connaitre toute obligation, tout engagement, toute relation ou tout intérêt qui pourrait constituer un conflit d'intérêts, ou qui pourrait être perçu comme tel, dans le cadre de mes activités.
Je m'engage à signaler sans délai toute situation constitutive d'un conflit d'intérêts ou susceptible de conduire à un conflit d'intérêts, et ce à tous les stades de la procédure.

Si, après la signature de la présente déclaration d'absence de conflit d'intérêts, un changement survient dans les renseignements fournis, je m'engage à :
- faire connaître ce changement immédiatement auprès de mon responsable hiérarchique
- remplir un formulaire de déclaration d'apparition d'une situation potentielle de conflit d'intérêts
- remplir le formulaire prévu dès lors qu'un changement dans ma situation est de nature à mettre fin à une situation potentielle de conflit d'intérêts
- ne pas prendre part aux débats d'une instance lorsqu'elle se prononce sur l'attribution d'un cofinancement par par le FSE+ / FTJ pour la programmation 2021-2027 m'exposant à un conflit d'intérêts potentiel.

Signature requise	**Date :**
	Le

DISPOSITIONS RELATIVES A LA PREVENTION DES CONFLITS D'INTERETS

Rappel des textes applicables

L'article 61 § 1 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 prévoit que « les acteurs financiers au sens du chapitre 4 du présent titre et les autres personnes, y compris les autorités nationales à tout niveau, intervenant dans l'exécution budgétaire en gestion directe, indirecte ou partagée, y compris les actes préparatoires à celle-ci, ainsi que dans l'audit ou le contrôle, ne prennent aucune mesure à l'occasion de laquelle leurs propres intérêts pourraient être en conflit avec ceux de l'Union. Ils prennent en outre les mesures appropriées pour éviter un conflit d'intérêts dans les fonctions relevant de leur responsabilité et pour remédier aux situations qui peuvent, objectivement, être perçues comme un conflit d'intérêts ».

L'article 61 § 3 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 définit la situation de conflits d'intérêts comme suit : « il y a conflit d'intérêts lorsque l'exercice impartial et objectif des fonctions d'un acteur financier ou d'une autre personne, visés au paragraphe 1 de l'article 61 du règlement (UE,Euratom) 2018/1046, est compromis pour des motifs familiaux, affectifs, d'affinité politique ou nationale, d'intérêt économique ou pour tout autre intérêt personnel direct ou indirect.»

Par ailleurs, l'article 432-12 du code pénal modifié par l'article 15 de la loi n° 2021-1729 du 22 décembre 2021 dispose que « le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt de nature à compromettre son impartialité, son indépendance ou son objectivité dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction ».

En conséquence, toute personne participant aux travaux du Comité de Programmation FSE+ est dans l'obligation de s'abstenir de prendre part aux discussions et au vote sur les dossiers pour lesquels celle-ci rencontre un conflit d'intérêts.
Lorsque la personne visée est une personne morale, cette obligation d'abstention s'applique également aux personnes physiques qui participent aux travaux pour le compte de la personne morale en question[1].

La déclaration de conflits d'intérêts, et l'obligation d'abstention qui en découle, est demandée aux membres du Comité de Programmation FSE+ afin de clarifier et d'exposer aux participants les liens qui pourraient influencer d'une manière ou d'une autre leur décision.

[1] Hors dérogation (cf. la note « Prévention des conflits d'intérêt dans les comités de programmation – dérogation à l'obligation d'abstention » consultable sur la base documentaire Confluence)

MINISTÈRE
DU TRAVAIL
DE LA SANTÉ
ET DES SOLIDARITÉS
Liberté
Égalité
Fraternité

Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle

Formulaire d'abstention

Comité de pilotage de programmation FSE+ EMS

Si consultation écrite, préciser **: Consultation écrite du ……(*date*)**

Je soussigné(e) …… (*nom et prénom*) …… déclare avoir un lien ou une affiliation, qu'elle soit de nature personnelle ou professionnelle, qui pourrait avoir une influence réelle, potentielle ou apparente sur mon jugement ou mes actions en tant que …… (*fonction et organisme*)…… dans le cadre du Comité de pilotage de programmation FSE+ en date du …….. et relatif à l'opération N°…….. portée par ……(*nom de l'organisme porteur de projet*). Je m'abstiens donc de donner un avis et de participer au vote sur cette opération.

Fait à

Le

Signature :

DECLARATION D'ABSENCE DE CONFLIT D'INTERÊTS

Membres/participants des comités de sélection du programme ITI FEDER/FSE+ de l'Eurométropole

Je soussigné(e)……, (qualité du représentant de l'association/ collectivité/entreprise) …… ……, membre/participant des comités de sélection du programme ITI FEDER/FSE+ de l'Eurométropole, **déclare ne pas être en situation de conflits d'intérêts.**

Au sens de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations, *constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.*

Dans l'hypothèse où un intérêt personnel ou professionnel pourrait à l'avenir influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de mes fonctions en tant que membre/participant des comités de sélection du programme ITI FEDER/FSE+, je m'engage à :

- Signaler tout conflit d'intérêt à l'égard d'un ou plusieurs dossiers présentés à l'ordre du jour au moyen du formulaire de déclaration de conflit d'intérêt prévu à cet effet ;

- M'abstenir de prendre part aux échanges ou d'émettre un avis ou un vote, de quelque manière que ce soit, sur les affaires ou les dossiers visés par le conflit d'intérêts.

Je m'engage, en cas d'évolution de ma situation ou des intérêts mentionnés précédemment, à actualiser la présente déclaration.

Fait à ……., le …….

Signature

DECLARATION DE CONFLIT D'INTERÊTS

Au sens de la loi n° 2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique et de la loi n°2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations, *constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction.*

Informations personnelles

Déclaration sur l'honneur (Nom / prénom) : ……

Intervenant au titre de (Fonction) : ……
……

Pour l'opération : ……

Sur le programme : ITI FEDER/FSE+ de l'Eurométropole de Strasbourg

Déclaration sur l'honneur

Par la présente, je déclare me trouver dans une situation de conflit d'intérêts telle que décrite ci-après :

Préciser les intérêts détenus directement *(ex : membre d'une association sollicitant une subvention régionale, …)* ***ou indirectement*** *(compte tenu des liens familiaux ; ex : conjoint, frère / sœur de l'agent membre d'une association, salarié d'une entreprise sollicitant une subvention régionale dont l'agent a la charge d'instruire la demande, …)* ***et les dossiers ou affaires qui ne peuvent être traités en raison du conflit :***

……
……
……
……
……
……

Engagements

Je m'engage à respecter l'obligation d'abstention qui m'interdit de prendre part aux échanges ou d'émettre un avis ou un vote, de quelque manière que ce soit, sur les affaires ou les dossiers visés par le conflit d'intérêts.

Je m'engage, en cas d'évolution de ma situation ou des intérêts mentionnés précédemment, à actualiser la présente déclaration.

Fait à ……, le …….

Signature

Strasbourg.eu
eurométropole

28

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Association des entreprises en zones d'activité (ZA): attribution de subventions de fonctionnement à deux associations pour une plate-forme numérique mutualisée.

Numéro E-2026-593

La collectivité a mis en place un accompagnement des associations d'entreprises en zone d'activités (ZA) avec une animation spécifique. Le besoin de facilitation de la gestion des associations a été exprimé par l'ensemble des associations. Cette demande a été étudiée et un budget d'accompagnement a été prévu en 2025, et reconduit en 2026, avec comme fil conducteur la mutualisation de solutions apportées aux associations d'entreprises du territoire.

1. Objectifs

La mise en place d'une plateforme numérique mutualisée qui chapeaute l'ensemble des sites internet des associations, se présentant comme un site portail, permet de :

- valoriser les ZA auprès des entreprises, des collectivités et du grand public dont les demandeurs d'emplois,
- soutenir les dynamiques associatives locales, en facilitant leur structuration, leurs projets communs et la mobilisation de leurs membres,
- renforcer le lien entre les entreprises implantées en ZA, les collectivités et autres partenaires,
- faciliter les synergies et la mutualisation entre associations (responsabilité sociétale et environnementale, événements communs, actions de visibilité).

Les travaux ont commencé en février 2025 par un groupe de travail réunissant quatre associations. Il est prévu une solution numérique qui permette de :

- disposer d'un annuaire des entreprises par ZA – lien dynamique vers le données SIREN,
- récolter les cotisations des membres de chaque association via une API (interface de programmation d'application) telle que HelloAsso,
- faciliter la gestion administrative des associations,
- dédier une page du portail aux :
  - événements organisés sur les ZA avec inscription préalable des participants

(pour que les organisateurs aient de visibilité),
    - solutions de restauration en ZA pour le déjeuner avec référencement de partenaires (Food trucks et autre sociétés de livraisons de plats préparés en entreprises),
    - propositions d'emplois dans les ZA (à partir de 2027),
    - propositions de locaux vacants (à partir de 2027),
- inciter les entreprises hébergées dans les ZA à s'inscrire à des dispositifs mis en place par l'État et/ou la collectivité pour la résilience du territoire : covoiturage, Optimix, décret tertiaire, synergies entre entreprises adhérentes, solutions de l'agence du climat,
- dédier une page pour informer les usagers des ZA des travaux en cours sur la voierie, de l'état du trafic en temps réel, des activités disponibles sur la ZA (connexion à des informations de travaux des mairies, des sites de gestion de trafic en temps réel),
- sont prévus une maintenance annuelle et des évolutions en fonction des besoins pour une solution agile.

La Collectivité soutient cette initiative des acteurs économiques territoriaux et participe au financement du développement de la plateforme numérique mutualisée en soutenant les deux associations qui en ont fait la demande via le portail des aides en 2026.

Il est proposé au Conseil d'attribuer une subvention de 3 500€ par association.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer aux associations d'entreprises des zones d'activité :*
    - *du Parc d'Innovation d'Illkirch,*
    - *et de la ZA d'Eckbolsheim*

une subvention de fonctionnement de 3 500€ chacune dans le cadre du développement de la plateforme numérique mutualisée des associations d'entreprises en ZA,

- *d'imputer la somme totale de 7 000 € sur les crédits ouverts de la ligne 65748/programme 8104 / DU02B dont le disponible avant le présent Conseil est de 10 000 €,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les conventions nécessaires.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-211740-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Attribution de subventions
Association d'Entreprises en Zones d'activités

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant octroyé	Montant alloué pour l'année n-1
Association des Entreprises de la ZA d'Eckbolsheim	Subvention pour le développement de la plateforme numérique mutualisée	3 500€	3 500€	1 000€
Association des Entreprises du PII	Subvention pour le développement de la plateforme numérique mutualisée	3 500€	3 500€	0€

Strasbourg.eu
eurométropole

29

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Soutien à Envirobat Grand Est pour la mise en œuvre d'actions en faveur de la transition écologique de la filière construction.

Numéro E-2026-940

L'Eurométropole de Strasbourg soutient les initiatives qui permettent d'accompagner la mutation des métiers et les changements de pratiques des professionnels du secteur de la construction. En effet, ce secteur qui fait face à une série de défis affectant son dynamisme économique représente 16 223 emplois privés sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La montée en compétence de ces acteurs sur les pratiques vertueuses est indispensable pour atteindre les objectifs de réduction de l'empreinte carbone du parc bâti du territoire eurométropolitain fixés par le Plan Climat Air Énergie de l'Eurométropole de Strasbourg.

Depuis 2014, Envirobat Grand Est energivie.pro, le centre de ressources du bâtiment durable, assure des missions de sensibilisation, de partage d'expériences entre professionnels du bâtiment (maîtres d'œuvre de la conception et réalisation et maîtres d'ouvrage privés et publics). Il a été créé dans le cadre du programme Climaxion (programme régional de promotion des économies d'énergie et des énergies renouvelables), financé par l'ADEME et de la Région Grand Est (à l'initiative du projet) et l'INSA Strasbourg.

Grâce aux différentes manifestations que le centre de ressources organise (colloques, conférences, visites de terrain...), il met en valeur la politique environnementale et les projets de rénovation, construction et aménagement de l'Eurométropole de Strasbourg en touchant en moyenne 1 800 professionnels par an. Parallèlement, plus de 5 000 professionnels sont destinataires de ses lettres d'information diffusées deux fois par mois et plus de 17 000 professionnels reçoivent des informations par des publications sur les réseaux sociaux.

Ainsi, il est proposé de reconduire la subvention répartie de la manière suivante :

Envirobat Grand Est *(subvention de fonctionnement)*	40 200 €

Le centre de ressources a mené plusieurs actions lors des dernières années en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg en faveur de la montée en compétence des

professionnels du bâtiment face aux enjeux de la transition écologique :
- participation à l'élaboration de la stratégie d'utilisation du bois et matériaux biosourcés de l'Eurométropole de Strasbourg, et des ateliers de travail pour mettre en place une filière chanvre sur le territoire avec, en parallèle, l'organisation de visites de plusieurs chantiers de construction avec du bois et de la paille, ainsi que d'expositions sur le sujet,
- participation à la démarche partenariale du PACTE « Penser, aménager et construire en transition écologique » et ses actions (groupe de travail, rencontres) en fonction de la nouvelle feuille de route de la démarche qui sera validée,
- co-organisation d'une série d'événements franco-allemands autour de la construction et l'aménagement circulaire pour la période 2025-2026,
- Co-organisation de conférences sur les solutions fondées sur la nature face aux risques climatiques en ville depuis 2020.

La présente subvention contribuera à financer l'organisation de conférences, de colloques, de visites d'opérations exemplaires, ainsi que la co-animation avec l'Eurométropole de Strasbourg de groupes de travail sur les thématiques comme l'économie circulaire, l'utilisation des matériaux bio- et géosourcés et les risques climatiques en ville. Cette co-animation sera à coordonner avec les actions conduites par l'Eurométropole, notamment les démarches portées par la Direction Transitions Energie Climat.

Il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg soutienne Envirobat Grand Est pour la mise en œuvre globale des actions en faveur de la transition écologique de la filière construction à hauteur de 40 200 euros pour son programme 2027, versés à raison de 60% à la signature de la convention financière et le solde sur présentation des justificatifs.

Envirobat Grand Est *(subvention de projet)*	13 241 €

Envirobat Grand Est fait partie du consortium de 30 partenaires du projet Adapt'Est, porté par la Région Grand Est, qui bénéficie pour la période 2026-2035 des fonds européens du programme LIFE. L'objectif de ce projet est d'accroître la résilience de la région face aux risques climatiques dans plusieurs domaines, dont le bâtiment et l'aménagement du territoire. Les deux antennes régionales du centre de ressource du bâtiment durable, Envirobat Grand Est energivie.pro et Envirobat Grand Est - ARCAD LQE, sont pilotes des actions qui visent à adapter les pratiques des professionnels du bâtiment et de l'aménagement face aux risques climatiques (inondation, retrait-gonflement d'argiles, vents forts, etc.).

La présente délibération a vocation à soutenir Envirobat Grand Est energivie.pro pour le développement de plusieurs actions, auxquelles seront associés les acteurs du bâti du territoire. Parmi les actions figurent :
- l'élaboration des livrables (référentiels, guides, autres outils méthodologiques),
- l'expérimentation des techniques et bonnes pratiques professionnelles,
- la communication, diffusion des livrables sous forme d'événements, publications techniques, etc.,
- la sensibilisation, formation des organismes relais ainsi que des professionnels du cadre bâti,
- le développement d'une "fresque" des risques climatiques bâtiment et aménagement.

Les actions du projet LIFE Adapt'Est s'inscrivent dans la continuité des actions d'Envirobat Grand Est en ciblant sur la thématique de l'adaptation des bâtiments aux risques climatiques, en particulier sur la prise en compte de ces enjeux dans les projets de rénovation de bâtiments. L'objectif est d'accompagner un changement de pratique sur l'ensemble de la filière : de l'intégration de prescriptions techniques sur les risques climatiques dans les référentiels des maîtres d'ouvrage, en passant par la montée en compétence des entreprises, et jusqu'aux dispositifs d'aides financières adaptés. Ce projet répond directement aux orientations du futur Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET), qui place l'adaptation et la résilience au cœur de la protection de la santé et de la qualité de vie des habitants. Il permettra d'accompagner la révision du PCAET ainsi que les politiques eurométropolitaines de rénovation du bâti, notamment concernant le patrimoine public et le logement social.

Les actions du projet LIFE Adapt'Est s'inscriront en complémentarité avec celles initiées localement dans le cadre du PACTE « Penser, aménager et construire en transition écologique » pour accompagner les acteurs locaux de l'urbanisme dans la transition écologique de leurs pratiques, et celles du programme « Territoires adaptés au climat de demain », dans lequel la Ville et Eurométropole de Strasbourg se sont engagées afin d'adapter le territoire aux changements climatiques.

En 2026, Envirobat affiche déjà des réalisations pour ce projet :
- la conduite d'entretiens avec des professionnels du bâtiment et organisation des groupes de travails avec des experts pour finaliser les guides et autres outils méthodologiques,
- l'organisation d'une conférence « Anticiper les risques climatiques dans vos projets de rénovation et construction », de deux ateliers « Anticiper les risques climatiques dans vos projets » à destinations d'élèves (lycée et AFPA) et de trois ateliers à destination des professionnels,
- l'organisation d'une Journée "Eau dans le bâtiment et l'aménagement - Économiser, préserver, adapter » à destination des maîtres d'œuvres et d'ouvrages,
- l'intégration partielle des bonnes pratiques autour des risques climatiques de l'outil Préco'Adapt de l'Agence du climat vers l'outil méthodologique d'Envirobat.

L'action est financée à hauteur de 60% par les fonds européens du programme LIFE. La présente subvention contribuera à financer les 40% restants aux côtés des autres financeurs d'Envirobat Grand Est energivie.pro, notamment de la Région Grand Est et l'ADEME. Ce co-financement permettra de prendre en charge les dépenses liées aux ressources humaines et matérielles nécessaires pour l'organisation des groupes de travail, des conférences, des visites d'opérations, ainsi que la rédaction et communication des livrables, dont Envirobat Grand Est energivie.pro est responsable.

Il est proposé que l'Eurométropole de Strasbourg soutienne Envirobat Grand Est pour la mise en œuvre des actions dans le cadre du projet LIFE Adapt'Est en faveur de la montée en compétence des professionnels du bâtiment et de l'aménagement sur l'adaptation aux risques climatiques à hauteur de 13 241 euros, versés à raison de 60% à la signature de la convention financière et le solde sur présentation des justificatifs.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission Plénière
après en avoir délibéré

décide

- *d'attribuer les subventions suivantes en les imputant sur les crédits disponibles sur lignes budgétaires suivantes et sous réserve de leur inscription au budget primitif 2027 :*

Dénomination de l'organisme	Nature de la sollicitation	Montant sollicité	Montant proposé	Montant octroyé N-1
Envirobat Grand Est	Subvention de fonctionnement	44 267 €	40 200 €	20 000 €
Envirobat Grand Est	Subvention de projet	13 241 €	13 241 €	33 000 €
TOTAL		**57 510 €**	**53 441 €**	**53 000 €**

- *d'imputer la somme de 40 200 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748 – DU01H programme 8150,*

- *d'imputer la somme de 13 241 € sur les crédits ouverts de la ligne budgétaire 65748 – DU01H programme 8149,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer les décisions d'attribution nécessaires au versement de la subvention : conventions, avenants et arrêtés y afférant.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215741-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

30

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Renforts ferroviaires entre la gare centrale et Krimmeri-Meinau les jours de match du Racing Club de Strasbourg: convention tripartite relative à l'organisation du dispositif pour la saison 2025-2026.

Numéro E-2026-934

L'Eurométropole travaille en lien avec le Racing club de Strasbourg et la Région Grand Est, à l'amélioration de la desserte multimodale du stade les jours de match. En effet l'enjeu est de renforcer l'accessibilité au stade par la démultiplication des modes de transports, avec pour objectif de décongestionner le quartier en réduisant l'accès véhicule et de préserver la qualité de l'air.

Le déploiement de l'offre du Service Express Régional Métropolitain (SERM) a permis la mise en place d'une desserte cadencée des villes de Haguenau, Saverne, Molsheim, Erstein, Benfeld, Sélestat, Colmar et Mulhouse, y compris le week-end, lorsque se déroulent principalement les matchs du Racing. L'offre est suffisamment attractive pour rejoindre la gare de Strasbourg depuis les gares desservies par le SERM, mais nécessite d'être complétée par des renforts entre la gare centrale et Krimmeri, afin d'étoffer les correspondances en gare de Strasbourg.

À cet effet, des navettes ferroviaires sont mises en circulation depuis et vers la gare centrale, en correspondance avec les liaisons constitutives du SERM. Ce renforcement d'offre contribue à l'amélioration de la desserte en transport en commun du stade, dont la capacité est passée à 32 000 places. Il contribue également à la mise en valeur de l'offre ferroviaire déployée dans le cadre du SERM, dans la mesure où il bénéficie à l'ensemble des usagers du bassin de vie desservi par ce dernier. Cette desserte renforcée par le train est complémentaire de la desserte par le tram.

La présente convention a pour objet de permettre le financement tripartite de cette offre, pour l'ensemble de la saison 2025-2026, (du 17 août 2025 au 16 mai 2026). Elle couvre l'ensemble des 17 matchs effectués au stade de la Meinau, pour lesquels le dispositif de navettes a été activé et solde le coût d'exploitation au réel.

Le manque de visibilité préalable sur le créneau des matchs et l'obligation de se conformer aux horaires souhaités par la Ligue et le diffuseur, conduisent en effet les partenaires à partager les coûts réels du dispositif a posteriori de sa réalisation.

Une nouvelle convention sera établie à l'issue de chaque saison, à l'automne de chaque année, renouvelant notamment le partenariat pour la saison 2026-2027 en cours.

La répartition financière entre partenaires est la suivante :
- la Région Grand Est prend en charge 40% du dispositif, fournit les rames nécessaires pour garantir l'offre et en récupère les recettes totales,
- le RCSA prend en charge 40% du dispositif,
- l'Eurométropole prend en charge 20% du dispositif.

Le bilan financier de la saison écoulée 2025-2026 se répartit de la façon suivante :

	RGE	**EMS**	**RCSA**	**Total**
Coûts	44 767,60 €	22 383,80 €	44 767,60 €	111 919,00 €
Recettes	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	3 000,00 €
Coûts pour la saison	**41 767,60 €**	**22 383,80 €**	**44 767,60 €**	**108 919,00 €**

Note : l'ensemble des montants récapitulés est exprimé en euros TTC.

Le montant forfaitaire de 22 383,80 € sera versé par l'Eurométropole de Strasbourg à la Région Grand Est dès signature de la convention de financement, au titre de la saison 2025-2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention fixant les modalités de la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg,

décide

l'inscription des crédits, l'engagement et l'imputation des dépenses à compter de 2026, au programme « 8185 - Renforts ferroviaires pour la desserte du Racing », sur la ligne budgétaire 65732 /TC04A du budget annexe des mobilités actives,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer cette convention et tout autre document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre

2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215486-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Convention entre la Région Grand Est, l'Eurométropole de Strasbourg et le Racing Club de Strasbourg Alsace relative à l'organisation du dispositif des trains bleus pour la saison 2025 - 2026

Entre les soussignés :

- La Région Grand Est, dont le siège est situé au 1, place Adrien Zeller à Strasbourg, représentée par Monsieur Franck LEROY, Président du Conseil Régional, dûment habilité à l'effet de signer la présente convention par délibération N° 26CP-1641 de la Commission Permanente Transports, Déplacements et Infrastructures du 13 novembre 2026,

Ci-après désignée « la Région » ou « la RGE »,

D'une part,

Et

- L'Eurométropole de Strasbourg, dont le siège est situé 1 Parc de l'Etoile, 67076 Strasbourg, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Catherine TRAUTMANN, dûment habilitée à l'effet de signer la présente convention par délibération E-2026-934 du Conseil eurométropolitain du 6 novembre 2026.

Ci-après désignée « EMS »,

D'autre part.

Et

- Le Racing Club de Strasbourg Alsace, dont le siège est situé 1 parc de l'Extenwoerthfeld, 67100 Strasbourg, représenté par son Président en exercice, la société BLUECO ALSACE, elle-même représentée par son Président, Monsieur Marc KELLER, dûment habilité à signer la présente convention,

Ci-après désigné « RCSA »,

Préambule

La Région Grand Est (RGE), L'Eurométropole de Strasbourg (EMS) et le Racing Club de Strasbourg Alsace (RCSA), se sont associés pour mettre en place, dès août 2025, des renforts ferroviaires entre la gare de Strasbourg et la gare Krimmeri-Meinau à l'occasion des matchs du RCSA. La mise en place d'une desserte ferroviaire performante du stade vient en appui du projet de rénovation du stade de la Meinau dont la capacité est passée à 32 000 places fin 2025.

Ce projet s'appuyait sur les succès des expérimentations de 2022 (trains spéciaux depuis Mulhouse et Saverne) et 2023 (navettes entre Gare Centrale et Krimmeri-Meinau) ainsi que sur la volonté du RCSA de décarboner les trajets des spectateurs, dont 85% utilisent la voiture (92% viennent du Bas-Rhin, dont 19% de l'EMS, et 8% du Haut-Rhin).

La solution retenue a été la mise en place de navettes ferroviaires depuis et vers la Gare Centrale, en correspondance avec l'offre élargie du Réseau Express Métropolitain Européen.

Il a été proposé de créer des navettes ferroviaires supplémentaires entre Strasbourg et Krimmeri-Meinau pour la saison 2025-2026.

Ces navettes permettaient des arrivées entre 2h et 30 min avant le match et des retours après, sauf pour les matchs du dimanche à 20h45, nécessitant un train jusqu'à Mulhouse et des cars vers Haguenau, Molsheim et Saverne.

PARTIE I – CLAUSES GENERALES

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention a pour objet de solder le financement tripartite de cette offre, pour l'ensemble de la saison 2025-2026 du Championnat de France de Ligue 1 (début le 17 août 2025, fin le 16 mai 2026).

Elle couvrait l'ensemble des 17 matchs effectués à domicile dans le cadre, au stade de la Meinau, pour lesquels le dispositif a été activé.

Article 2 – Environnement contractuel

A l'issue du Comité de Pilotage (COPIL) du 28 avril 2025 en présence du Vice-Président aux Transports de la Région, Monsieur Thibaud PHILIPPS, du Vice-Président aux Transports de l'Eurométropole de Strasbourg, Monsieur Alain JUND et du Directeur Général du Racing Club de Strasbourg Alsace, Monsieur Alain PLET, il a été convenu la répartition financière suivante :

- La RGE couvre 40% du dispositif, renforce son offre ferroviaire, fournit les fournit les rames nécessaires, en lien avec son exploitant et en récupère les recettes totales ;
- Le RCSA couvre 40% du dispositif ;
- L'EMS couvre 20% du dispositif.

Article 3 - Durée de la convention et entrée en vigueur

La présente convention est conclue pour solder le dispositif de la saison 2025-2026.

Une nouvelle convention sera réalisée à l'issue de chaque saison, à l'automne de chaque année.

Le manque de visibilité sur le créneau des matchs et l'obligation de se conformer aux horaires souhaités par la Ligue de Football Professionnel et le diffuseur, conduisent les partenaires à partager les coûts réels du dispositif a posteriori de sa réalisation.

PARTIE II – LE DISPOSITIF POUR LA SAISON 2025-2026

La Région Grand Est, Autorité Organisatrice des Mobilités, en charge du transport régional de voyageurs a mis à disposition des rames afin d'organiser une offre ferroviaire spécifique entre Strasbourg Gare Centrale et Strasbourg Krimmeri-Meinau. Celle-ci était en correspondance avec les trains TER Fluo en gare de Strasbourg pour se rendre et revenir du stade.

Les destinations principales ont été ciblées afin de faire venir le plus de personnes au stade de façon décarbonée, c'est ainsi que cette offre est accessible depuis les gares de Mulhouse, Colmar, Sélestat, Benfeld, Erstein, Molsheim, Entzheim, Saverne, Brumath, Haguenau et Bischwiller.

Pour ces gares, un accès en train et un départ en train ou en car (en fonction de l'heure du match) étaient assurés, en correspondance à Strasbourg Gare Centrale ou depuis Krimmeri-Meinau directement (pour le match du dimanche, 20h45).

Pour la saison 2025-2026, le dispositif spécifique mis en place est à retrouver en annexe 1 (avec les comptages jusqu'au 3 mai 2026).

Les créneaux des matchs de Ligue 1 2025-2026, vendus aux diffuseurs, étaient les suivants :

- Vendredi, 19h (exceptionnel) ;
- Vendredi, 20h45 ;
- Vendredi, 21h05 (si match de 19h activé) ;
- Samedi, 17h ;
- Samedi, 19h ;
- Samedi, 21h05 ;
- Dimanche, 15h ;
- Dimanche, 17h15 ;
- Dimanche, 20h45.

PARTIE III – DISPOSITIONS FINANCIERES : COÛTS ET RECETTES DU DISPOSITIF POUR LA SAISON 2025-2026

Article 1 - Financement du programme et participation financière

Pour la saison 2025-2026, le dispositif représentait un coût de cent onze mille neuf cent dix-neuf euros (111 919,00 €) TTC, soit 101 744,55€ HT, selon l'exploitant de la Région Grand Est, SNCF Voyageurs.

Les recettes de trois mille euros (3 000,00 €) TTC, soit 2 727,27 € HT, sont entièrement versées à la Région.

Réduction faite des recettes, le coût net du dispositif s'élève à cent huit mille neuf cent dix-neuf euros (108 919,00 €) TTC, soit 99 017,27 € HT.

Le taux de TVA en vigueur (10 %) sera appliqué.

Selon le principe énoncé en *PARTIE I. Article 2.* Le bilan financier de la saison écoulée se répartit de la façon suivante :

	RGE	EMS	RCSA	
Coûts	44 767,60 €	22 383,80 €	44 767,60 €	111 919,00 €
Recettes	3 000,00 €	0,00 €	0,00 €	3 000,00 €
Coûts pour la saison	**41 767,60 €**	**22 383,80 €**	**44 767,60 €**	**108 919,00 €**

** Note : l'ensemble des montants récapitulés est exprimé en euros TTC.*

Article 2 - Modalités de paiement

Les contributions financières figurant dans le tableau « bilan financier de la saison écoulée » à l'article 1 de la PARTIE III ci-dessus seront versées à la RGE par l'EMS et le RCSA dans les conditions suivantes :

La Région adresse à la signature de la présente convention, à chaque partenaire, un titre de recette transmis par l'agent comptable de la Région pour règlement de leur participation, accompagnée d'une facture établie au montant de la participation prévue à l'article 1 de la partie III. Celui-ci se fera par acompte unique à hauteur des montants susmentionnés.

Il est précisé que l'EMS et le RCSA ne sont pas tenus solidairement au paiement des sommes dues au titre de la présente convention. Ainsi, chacune des parties est tenue uniquement au paiement de la quote-part des sommes lui incombant, conformément à la répartition prévue à la présente convention. En conséquence, aucune d'elles ne pourra être tenue de régler les sommes dues par l'autre partie.

Le règlement des sommes dues est effectué dans les 30 jours qui suivent la réception par les partenaires de la facture adressée par la Région, par virement aux coordonnées bancaires suivantes :

- PAIERIE REGIONALE GRAND EST
- Code établissement : 30001
- Code guichet : 00806
- Numéro de compte : C67 40000000
- Clé RIB: 85
- IBAN : FR35 3000 1008 06C6 7 400 0000 085
- BIC : BDFEFRPPCCT

PARTIE IV – BILAN ET SUITE

La Région Grand Est, son exploitant SNCF Voyageurs et la SPL Grand Est Mobilités ont fourni les chiffres à disposition (comptages les jours de match sur les navettes, ventes de titres notamment) aux partenaires afin de réaliser un bilan chiffré de la saison écoulée.

Le dispositif a été réinterrogé avant la saison suivante pour sa reconduction, lors d'échanges entre les trois parties. Il est reconduit pour 2026-2027 selon des modalités susmentionnées.

Le Président de la Région Grand Est	La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg	Le Président du Racing Club de Strasbourg Alsace
Franck LEROY	Catherine TRAUTMANN	Marc KELLER

Fait à……., le……..

En trois exemplaires originaux

Notifié le

Annexe 1 : Offre de transport et comptages par SNCF Voyageurs (jusqu'au 3 mai 2026)

			Matériel	Places Ass.	Origine	Départ	N° train	Arrivée	Destination	Ventes
24-août	Dimanche	17:15	Régio TFA	203	SG	15h23	830215	15h27	KRM	6
			Régio TFA	203	SG	16h06	830219	16h10	KRM	42
			Régio TFA	203	KRM	19h23	830212	19h28	SG	26
			Régio TFA	203	KRM	19h55	830218	20h00	SG	15
									Total	**89**
14-sept	Dimanche	17:15	Régio TFA	203	SG	15h23	830215	15h27	KRM	5
			Régio TFA	203	SG	16h06	830219	16h10	KRM	21
			Régio TFA	203	KRM	19h23	830212	19h28	SG	24
			Régio TFA	203	KRM	19h55	830218	20h00	SG	17
									Total	**67**
26-sept	Vendredi	20:45	R200 8V	633	SG	19h52	830225	19h56	KRM	15
			Régio 6C	354	SG	20h07	830229	20h11	KRM	3
			R200 8V	633	KRM	23h05	830200	23h10	SG	25
			Régio 6C	354	KRM	23h20	830226	23h25	SG	0
									Total	**43**
05-oct	Dimanche	17:15	Régio TFA	203	SG	15h23	830215	15h27	KRM	3
			Régio TFA	203	SG	16h06	830219	16h10	KRM	20
			Régio TFA	203	KRM	19h23	830212	19h28	SG	22
			Régio TFA	203	KRM	19h55	830218	20h00	SG	20
									Total	**65**
29-oct	Mercredi	21:05	Régio TFA	203	SG	19h52	830225	19h56	KRM	5
			Régio TFA	203	SG	20h07	830229	20h11	KRM	4
			Régio TFA	203	KRM	23h07	830224	23h12	SG	9
			Régio TFA	203	KRM	23h20	830226	23h25	SG	0
									Total	**18**
09-nov	Dimanche	17:15	Régio TFA	203	SG	15h23	830215	15h27	KRM	7
			Régio TFA	203	SG	16h06	830219	16h10	KRM	47
			Régio TFA	203	KRM	19h23	830212	19h28	SG	55
			Régio TFA	203	KRM	19h55	830218	20h00	SG	31
									Total	**140**
30-nov	Dimanche	15:00	Régio TFA	203	SG	13h30	830205	13h34	KRM	26
			X73900 UM 2	164	*SG*	*14h13*	*86361*	*14h17*	*KRM*	*53*
			Régio TFA	203	KRM	17h01	830208	17h06	SG	6
			X73900 UM 2	164	*Offre marche de NOEL*					
									Total	**85**
14-déc	Dimanche	17:15	Régio TFA	203	SG	16h06	830219	16h10	KRM	43
			X73900 UM 2	164	*Offre marche de NOEL*					
			Régio TFA	203	KRM	19h55	830218	20h00	SG	32
			X73900 UM 2	164	*Offre marche de NOEL*					
									Total	**75**
18-janv	Dimanche	15:00	Régio TFA	203	SG	13h30	830205	13h34	KRM	16
			Régio TFA	203	SG	14h11	830209	14h15	KRM	54
			Régio TFA	203	KRM	17h01	830208	17h06	SG	6
			Régio TFA	203	KRM	17h23	830210	17h28	SG	36
									Total	**112**
01-févr	Dimanche	20:45	VT500 UM 2	140	SG	19h27	87455	19h26	KRM	34
			Régio TFA	203	SG	20h03	830227	20h07	KRM	17
			Régio TFA	203	KRM	23h04	830222	23h09	SG	16
			Régio 6C	354	KRM	23h13	830230	00h18	MSE	40
									Total	**107**
22-févr	Dimanche	20:45	Régio TFA	203	SG	20h03	830227	20h07	KRM	21
			Régio TFA	203	KRM	23h20	830222	23h25	SG	15
			Régio 6C	354	KRM	23h30	830230	00h35	MSE	38
									Total	**74**
27-févr	Vendredi	20:45	Régio TFA	203	SG	19h52	830225	19h56	KRM	NC
			Régio TFA	203	SG	20h07	830229	20h11	KRM	
			Régio TFA	203	KRM	23h15	830200	23h21	SG	
			Régio TFA	203	KRM	23h30	8300226	23h35	SG	
									Total	**0**
15-mars	Dimanche	15:00	Régio TFA	203	SG	13h30	830205	13h34	KRM	NC
			Régio TFA	203	SG	14h11	830209	14h15	KRM	
			Régio TFA	203	KRM	17h01	830208	17h06	SG	
			Régio TFA	203	KRM	17h23	830210	17h28	SG	
									Total	**0**
04-avr	Samedi	17:00	Régio TFA	203	SG	15h23	830215	15h27	KRM	NC
			Régio TFA	203	SG	16h06	830219	16h10	KRM	
			Régio TFA	203	KRM	19h08	830214	19h13	SG	
			Régio TFA	203	KRM	19h28	830216	19h33	SG	
									Total	**0**
19-avr	Dimanche	17:15	Régio TFA	203	SG	15h23	830215	15h27	KRM	NC
			Régio TFA	203	SG	16h06	830219	16h10	KRM	
			Régio TFA	203	KRM	19h23	830212	19h28	SG	
			Régio TFA	203	KRM	19h55	830218	20h00	SG	
									Total	**0**
03-mai	Dimanche	17:15	Régio TFA	203	SG	15h23	830215	15h27	KRM	NC
			Régio TFA	203	SG	16h06	830219	16h10	KRM	
			Régio TFA	203	KRM	19h23	830212	19h28	SG	
			Régio TFA	203	KRM	19h55	830218	20h00	SG	
									Total	**0**

KRM = Krimmeri-Meinau | SG = Strasbourg Gare | MSE = Mulhouse (*arrêts intermédiaires à Erstein, Benfeld, Sélestat, Colmar*)

Strasbourg.eu
eurométropole

31

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Pôle d'Échange Multimodal de la gare d'Illkirch-Graffenstaden : convention relative à la gestion et l'entretien des aménagements entre l'Eurométropole de Strasbourg et la commune de Geispolsheim.

Numéro E-2026-844

L'Eurométropole de Strasbourg encourage l'utilisation des modes alternatifs à la voiture individuelle pour les déplacements en lien avec son territoire.

À cette fin, l'Eurométropole de Strasbourg, avec le soutien de la Région Grand Est, des communes et de la SNCF, aménage progressivement les pôles d'échanges multimodaux autour de gares situées sur son territoire.

Une première phase de modernisation des abords des gares a été concrétisée par la réalisation des pôles d'échanges d'Hœnheim gare en 2001, de Krimmeri-Meinau en 2003 et de la gare centrale de Strasbourg en 2007. En 2008, un nouveau protocole de partenariat pour les études, le financement et la réalisation des pôles d'échanges multimodaux a permis la réalisation des PEM d'Entzheim Aéroport en 2008, de Lipsheim-Fegersheim en 2014, de Geispolsheim en 2015 et enfin du PEM de Vendenheim en 2017.

Depuis décembre 2016, la tarification intégrée permet aux abonnés CTS résidant dans l'Eurométropole d'utiliser le train sur le territoire de celle-ci sans surcoût, une solution supplémentaire de déplacement en transports en commun s'ajoutant au bus et au tramway.

Le 18 décembre 2020, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagé à réaliser plusieurs projets de transport avec une ambition inédite en matière de mobilité, intégrant le développement de l'usage du train sur les 13 gares TER de son territoire, à travers la création et la modernisation des Pôles d'Échanges Multimodaux (PEM) sur son territoire.

Les partenaires souhaitent, à travers les projets de PEM, réaliser un programme cohérent d'aménagements et d'équipements visant à assurer une accessibilité multimodale simple et fonctionnelle à chacune des gares (piétons, vélos, automobiles et transport en commun), tout en améliorant les conditions d'accueil et d'information des voyageurs en

gare.

Ainsi afin d'offrir aux usagers de la gare d'Illkirch-Graffenstaden de meilleures conditions d'accès, de stationnement et d'accueil, et dans un souci d'améliorer l'intermodalité entre les différents modes de transports (bus, autocars, vélos, voitures, trains) au droit de la gare pour en renforcer son attractivité, la gare d'Illkirch-Graffenstaden, située sur le ban communal de Geispolsheim, a bénéficié d'une première phase d'aménagements entre octobre 2025 et avril 2026.

Il s'agit notamment de :

- l'aménagement d'un double quai bus pour les lignes 57 et 62 au plus proche du parvis de la gare côté Est, afin d'améliorer l'intermodalité, ainsi que l'aménagement d'une zone de retournement et d'une voie bus en sortie du PEM avec priorité au feu,

- la reprise de l'accès au quai côté Est par une rampe aux normes PMR, cette rampe sera démontable si, à moyen ou long terme, la Région Grand Est souhaiterait réutiliser la 3ème voie hors service actuellement,

- la reprise de l'accès au quai Ouest avec la création d'un plateau à l'approche de l'accès au quai afin de supprimer les deux marches et créer un parvis piéton qualitatif et végétalisé, mettant en valeur et rendant plus visible l'entrée de la gare,

- la matérialisation de 8 places de stationnement dont une place PMR du côté Ouest,

- la plantation de quelques arbres malgré la forte présence de réseaux ,

- la gestion intégrée des eaux pluviales dans des espaces verts qui encadrent les quais bus,

- la pose d'une nouvelle clôture et d'un portail en limite de l'emprise aménagée et des voies ferrées.

Une deuxième phase de travaux, prévue courant 2027, complétera la modernisation de ce PEM, avec notamment :

- la création d'un nouveau parking sur le côté Est de la gare sur foncier SNCF intégrant une offre globale de 62 places de stationnement dont 3 PMR (création de 38 nouvelles places supplémentaires), avec du revêtement perméable sur l'ensemble des places de stationnement, et des panneaux photovoltaïques sur l'ensemble des places,

- l'augmentation de l'offre du stationnement vélo avec l'aménagement d'un local vélo fermé de 36 places sur le parvis côté Est et un local vélo fermé de 20 places sur le parvis côté Ouest,

- le réaménagement, de façon légère, de la rue de l'Industrie en améliorant les usages actuels (stationnement sur bande cyclable) afin de rendre l'accès à la gare plus sécurisé et plus visible surtout pour les modes actifs. Il s'agit de mettre la rue en zone 30 (facilitant ainsi l'insertion des cyclistes), de matérialiser quelques places de stationnement (afin d'éviter le stationnement illicite), de créer de cheminement piétons de part et d'autre de la chaussée et au même niveau, afin de préserver l'altimétrie de la chaussée.

La maîtrise d'ouvrage du programme des travaux a été assurée par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de transport urbain, de voirie et de stationnement.

Le pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden est un équipement affecté au transport de personnes, mis à la disposition des usagers.

Par principe, et conformément aux règles habituelles de répartition des compétences sur le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg, l'Eurométropole de Strasbourg et la SNCF assurent l'entretien portant sur les aménagements relevant de leurs compétences. Il a été considéré plus particulièrement que :

A/ La gestion du pôle d'échange multimodal, comprenant l'entretien des espaces de voirie, du mobilier urbain, des espaces verts, des dispositifs d'assainissement, des noues ainsi que de l'éclairage public, entre dans le champ d'action de l'Eurométropole de Strasbourg. En effet, ces aménagements et installations font partie intégrante du pôle d'échange multimodal car ils sont indissociablement liés au fonctionnement du pôle et inclus dans son périmètre ; ils relèvent à ce titre des services métropolitains notamment pour leur gestion et entretien.

Cependant, dans le souci de maintenir la réactivité et la proximité de l'action publique et afin de garantir un niveau d'intervention satisfaisant de la collectivité dans son ensemble au bénéfice des usagers, il a été décidé, d'un commun accord, que l'aspect technique et opérationnel des opérations d'entretien relevant de la compétence municipale sera géré par la commune de Geispolsheim, la gare étant située sur son ban communal. Les frais ainsi exposés par la commune sont pris en charge par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre d'un budget annuel prédéfini par la convention de gestion, ou sous forme de remboursement sous présentation de facture (dont le montant aura été préalablement validé par l'Eurométropole de Strasbourg) pour les dépenses liées à des interventions exceptionnelles.

B/ La gestion* et la maintenance de l'abri à vélos, seront assurés par la SNCF Gares & Connexions, propriétaire de cet équipement, dans la continuité de ses fonctions habituelles.
**Le terme "gestion" désigne ici les inspections périodiques, l'entretien courant, les petites réfections, les grosses réparations, la gestion des badges et le renouvellement à l'identique des ouvrages concernés.*

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération de la commune de Geispolsheim du 21 septembre 2026
portant sur la convention relative à la gestion et l'entretien des aménagements
du Pôle d'Échange Multimodal de la gare d'Illkirch-Graffenstaden
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la convention relative à la gestion et l'entretien des aménagements du Pôle d'Échange Multimodal de la gare d'Illkirch-Graffenstaden,

décide

l'imputation des dépenses (montants forfaitaires et prévisionnels) définies à la convention de gestion et d'entretien ci-jointe, sur les crédits ouverts en section de fonctionnement au budget annexe des mobilités actives (BAMA) de l'Eurométropole, fonction 821–compte 62875 – code service TC02T, à partir de 2027,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à mettre au point et signer la convention relative à la gestion et l'entretien des aménagements du Pôle d'Échange Multimodal de la gare d'Illkirch-Graffenstaden jointe en annexe et de tout autre document concourant à sa mise en œuvre.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214442-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CONVENTION

relative à la gestion et l'entretien des aménagements du
Pôle d'Echange Multimodal de la gare **d'Illkirch-Graffenstaden**

Entre les soussignés :

L'Eurométropole de Strasbourg
Représentée par Madame Catherine TRAUTMANN, Présidente, agissant en vertu d'une délibération au conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 6 novembre 2026,

Et

La Commune de Geispolsheim
Représentée par Monsieur Jean-Michel SCHAEFFER, le maire, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du 21 septembre 2026,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Le Pôle d'Échange Multimodal de la gare d'Illkirch-Graffenstaden, située sur le ban communal de Geispolsheim, a bénéficié fin 2025/début 2026 des travaux de modernisation, afin d'offrir aux usagers de meilleures conditions d'accès, de stationnement et d'accueil. Ces travaux ont constitué une première phase de modernisation, une deuxième phase viendra compléter l'aménagement du PEM courant 2027. Cette deuxième phase consiste notamment en l'aménagement d'un parking intégrant une offre globale de 62 places de stationnement dont 3 PMR, avec du revêtement perméable sur l'ensemble des places de stationnement, et des panneaux photovoltaïques sur l'ensemble des places.

Les pôles d'échanges multimodaux sont des équipements eurométropolitains affectés au transport de personnes, mis à la disposition des usagers. Les aménagements et installations qui les composent, indissociablement liés au fonctionnement des pôles d'échanges et inclus dans leur périmètre, relèvent dans ces conditions, des services métropolitains notamment pour leurs gestion et entretien.

Ainsi la gestion du pôle d'échange multimodal de la gare d'Illkirch-Graffenstaden, situé sur le ban communal de Geispolsheim, comprenant l'entretien des espaces de voirie, des espaces verts, des dispositifs d'assainissement, des noues ainsi que de l'éclairage public, entrent dans le champ d'action de l'Eurométropole de Strasbourg.

Cependant, dans le souci de maintenir la réactivité et la proximité de l'action publique et afin de garantir un niveau d'intervention satisfaisant de la collectivité dans son ensemble au bénéfice des usagers, il est décidé que l'aspect technique et opérationnel de l'entretien des espaces verts, l'entretien courant (remplacement des lampes, nettoyage,…),mais aussi l'entretien occasionnel et les réparations nécessaires (accidents, vandalisme,…) de l'éclairage public incomberont à la commune de Geispolsheim. Les frais ainsi exposés sont pris en charge par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre d'un budget annuel prédéfini par la présente convention et actualisable annuellement, ou sous forme de remboursement sous présentation de facture.

Parallèlement l'Eurométropole de Strasbourg interviendra sur son champ de compétence habituel pour l'entretien des dispositifs d'assainissement, ainsi que l'entretien et le déneigement des parkings du pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden.

La présente convention est conclue en application des dispositions de l'article L 5215-27, 1er alinéa : […] « la communauté urbaine devenue Eurométropole depuis le 1er janvier 2015 peut confier, par convention avec la ou les collectivités concernées, la création ou la gestion de certains équipements ou services relevant de ses attributions à une ou plusieurs communes, à leurs groupements ou à toute autre collectivité territoriale ou établissement public. »

La présente convention définit également les modalités de règlement de la consommation de l'éclairage public du pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden.

Article 1 – Objet

La présente convention a pour objet de définir **les modalités d'entretien et de la gestion des aménagements de la première phase de modernisation du pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden** (situé sur le ban communal de Geispolsheim), partagé entre la commune de Geispolsheim et l'Eurométropole de Strasbourg. Elle concerne :

- l'entretien des espaces verts
- l'entretien des dispositifs d'assainissement
- l'entretien et le déneigement des parkings
- l'intervention sur le mobilier urbain
- l'entretien de l'éclairage public
- la consommation électrique de l'éclairage public

Les modalités techniques et financières de cette gestion sont détaillées ci après. Elles s'inscrivent strictement dans le cadre des budgets annuels votés par l'Eurométropole de Strasbourg pour ces types d'interventions.

Article 2 – Interlocuteurs : la désignation d'un référent « suivi de gestion » pour chaque volet d'entretien et de gestion à l'Eurométropole de Strasbourg et d'un référent communal

Les services de l'Eurométropole de Strasbourg ainsi que la commune s'engagent à designer, chacune pour ce qui la concerne, un « référent » chargé d'assurer une collaboration étroite pour échanger sur les pratiques envisagées et la qualité des services.

Les référents seront désignés nominativement par courrier.

Article 3 - Entretien des espaces verts

La commune prend en charge l'entretien des espaces verts du pôle d'échange multimodal avec ses agents communaux dans la continuité de ses fonctionnements actuels.

Pour ce faire l'Eurométropole de Strasbourg prévoira une dotation budgétaire annuelle pour prendre à sa charge les dépenses. Le montant de la dotation budgétaire annuelle pour l'entretien des espaces verts du pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden s'élève à 2100 € TTC (pour 700 m² d'espaces verts, de noues et d'arbustes).

Ce montant est calculé sur la base d'un ratio s'élevant à 3€ (TTC) / m² d'entretien des espaces verts, comprenant notamment le fauchage des noues à raison de 2 fois par an si nécessaire, la tonte à raison de 15 fois par an, la taille d'arbustes et d'arbres, le ramassage

des déchets et toutes autres suggestions d'entretien courant comprises dans le périmètre des espaces verts (les noues, les mobiliers, les clôtures,…).

Cette somme correspond à un remboursement forfaitaire des frais engagés par la commune (personnel, logistique, fourniture) pour assumer cette mission de proximité.

L'entretien et les réparations nécessaires en dehors du contexte courant sur le pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden seront assurés par la commune soit en régie soit par une entreprise mandatée et placée sous sa responsabilité dans la continuité de ses fonctionnements actuels. Toute prestation est exécutable après validation du devis par l'Eurométropole de Strasbourg, Direction des Mobilités (DM). Ces prestations seront refacturées à l'Eurométropole de Strasbourg sur présentation des factures acquittées.

Le paiement sera effectué en une seule fois fin novembre de chaque année.

La dotation budgétaire est établie sur la base des conditions économiques du mois d'octobre 2026 (dernier indice connu le jour de la signature de la présente), ce mois est appelé « mois zéro ». Elle sera révisée annuellement par application de l'indice EV4 du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, cité ci-après :

EV4 : Travaux d'entretien d'espaces verts
Formule de révision : valeur de l'année (3€ TTC/m²) x nouveau EV4n / EV4 0 de référence.

Article 4 - Entretien des dispositifs d'assainissement, entretien et déneigement des parkings

L'Eurométropole de Strasbourg interviendra dans ses domaines de compétences habituels, à savoir :

- l'entretien des dispositifs d'assainissement
- l'entretien et le déneigement des parkings

Article 5 - Intervention sur le mobilier urbain

Toutes interventions sur mobiliers urbains, se trouvant dans le périmètre (à l'intérieur ou sur la limite) des espaces verts, et n'entrant pas dans le champ d'action de l'article 3, fera objet d'une refacturation à l'Eurométropole de Strasbourg.

L'entretien du mobilier urbain situé en dehors des espaces verts est à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 6 - Entretien de l'éclairage public

L'entretien du système d'éclairage public comprend deux volets.

L'entretien régulier et courant (remplacement des lampes, nettoyage, etc) sera assuré par la commune soit en régie soit par une entreprise mandatée et placée sous sa responsabilité dans la continuité de ses fonctionnements actuels. Le coût d'entretien et de réparations correspondant sera remboursé à la commune par l'Eurométropole de Strasbourg sur présentation des factures de façon annuelle. Le paiement sera effectué en une seule fois fin novembre de chaque année.

L'entretien occasionnel et les réparations nécessaires (accidents, vandalisme,…) du système d'éclairage du pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden seront assurés également par la commune soit en régie soit par une entreprise mandatée et placée sous sa responsabilité dans la continuité de ses fonctionnements actuels.

Ces prestations seront refacturées à l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 - La consommation en termes d'électricité de l'éclairage public

L'alimentation électrique des mâts d'éclairage du pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden est raccordée sur le réseau de la commune, qui de fait prend en charge la consommation du pôle d'échange multimodal. L'Eurométropole de Strasbourg mettra en place une dotation annuelle pour la commune.

Le montant de cette dotation pour la consommation de l'éclairage public du pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden sera calculé sur la base de la facture d'électricité remise par la commune de façon annuelle et sur la base de 8 luminaires posés, pour une consommation énergétique totale de 1306 kwh par an*.

Le paiement sera effectué en une seule fois fin novembre de chaque année.

(*) Voir annexe 3

Article 8 – Responsabilités

Les intervenants amenés à réaliser les prestations de la part de la commune sur le pôle d'échange multimodal d'Illkirch-Graffenstaden seront désignés par le Maire de la commune. Ils assurent sous la responsabilité de la commune les missions décrites dans le cadre de la présente convention.

La responsabilité de la commune se limite aux domaines d'intervention qui lui sont confiés par la présente convention.

En cas d'inexécution des travaux d'entretien confiés à la commune, les services compétents de l'Eurométropole de Strasbourg mettront en demeure la commune de remplir ses obligations d'entretien. Le défaut d'inexécution, valant motif de résiliation de la présente convention selon les termes de l'article 11.

Article 9 – Durée de la convention et modifications

La présente convention est mise en place pour une durée d'un an à compter de la date de sa signature. Elle est renouvelable chaque année. Pour toute résiliation au terme du contrat annuel, la commune en sera informée au moins trois mois avant cette échéance, par lettre recommandée, avec Accusé de Réception.

Les éventuelles modifications aux stipulations de la convention feront l'objet d'un avenant à la présente convention.

Article 10 – Modalités financiers

10.1- Dotations forfaitaires

Les sommes dues à la commune de Geispolsheim au titre de la présente convention sous forme de dotation, seront versées en une seule fois fin novembre de chaque année.

10.2- Dotations facturées

Les sommes dues à la commune de Geispolsheim au titre de la présente convention sous réserve de présentation d'une facture, seront versées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des factures correspondantes.

Elles seront virées auprès du Receveur percepteur, Centre des Finances Publiques :

Bénéficiaire	**Etablissement Agence**	**Code Etablissement**	**Code Guichet**	**N° de compte**	**Clé**
Commune de Geispolsheim	Trésorerie d'Erstein Collectivités	30 001	08806	D6750000000	01

Les domiciliations des parties pour la gestion des flux financiers sont :

Adresse de facturation	Service administratif responsable du suivi des appels de fonds		
	Nom du service	N° de téléphone	Adresse électronique
Eurométropole de Strasbourg 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex	Direction des Espaces Publics et Naturels / Pôle Ressources	03 68 98 67 90	yves.foulon@strasbourg.eu
Mairie de Geispolsheim 6, rue du Maire François Nuss 67118 Geispolsheim		03 90 29 72 72	comptabilite@geispolsheim.fr

Article 11 – Résiliation

La présente convention pourra être résiliée annuellement avec un préavis de trois mois, soit suite à un accord entre les parties, soit suite à un non respect des clauses de la convention, ou d'inexécution par les services de la commune.

Article 12 – Règlement des litiges

Les deux parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, et notamment la médiation ou la conciliation, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou l'exécution de cette convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Strasbourg.

Article 13 – Entrée en vigueur

La présente convention prendra effet à la date la plus tardive des signatures par les parties en application des délibérations de leurs organes délibérants.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour la Commune de Geispolsheim
La Présidente	Le Maire
Catherine TRAUTMANN	Jean-Michel SCHAEFFER

<u>Annexe d'information</u>

- *Plan de situation*
- *Plan d'aménagement du pôle d'échange multimodal de la gare d'Illkirch-Graffenstaden*
- *Inventaire du matériel de l'éclairage public du PEM d'Illkirch-Graffenstaden*

Annexe 1 : plan de situation



Annexe 2 : plan des aménagements



Annexe 3 : Inventaire du matériel de l'éclairage public du PEM d'Illkirch-Graffenstaden

Inventaire du matériel	**Nbre**	**Puis en W**	**Durée de fonctionnement**	**Consommation énergétique en Watt**
ENSEMBLE 7M double FEU RAL7022 YOA MIDI 20 Leds 500mA 3000°K WW730 RAL7022	2	32	4200	268 800
ENSEMBLE 7M simple FEU RAL7022 YOA MIDI 20 Leds 500mA 3000°K WW730 RAL7022	3	32	4200	403 200
ENSEMBLE 5M simple FEU RAL7022 YOA MIDI 10 Leds 500mA 3000°K WW730 RAL7022	2	17	4200	142 800
ENSEMBLE 8M mât aiguille équipé de 3 projecteurs RAL7022 VALINTA CURVE MIDI 20 LH351C 600mA WW 730 Verre RAL 7022	1	117	4200	491 400
Consommation énergétique annuelle				1 306 200

Strasbourg.eu
eurométropole

32

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Indemnisation des préjudices économiques liés aux travaux d'extension de la ligne G du BHNS.

Numéro E-2026-136

Dans le cadre de la procédure amiable d'indemnisation des préjudices économiques liés aux travaux du tramway, les commerçants, artisans et professions libérales riverains des chantiers, dès lors qu'ils estiment avoir subi un préjudice commercial du fait de la réalisation des travaux cités, et s'ils remplissent les conditions ouvrant droit à indemnisation, peuvent demander, par voie de référé, la désignation d'un expert économique auprès du Tribunal administratif de Strasbourg. L'expert ainsi désigné a pour mission d'évaluer la réalité et l'étendue de l'éventuel préjudice et de déterminer la perte de marge brute subie par le demandeur durant la période des travaux.

La Commission d'indemnisation des préjudices économiques consécutifs aux travaux du tramway a procédé à l'examen du rapport d'expertise déposé par M. Jean-Michel COUCHOT, expert désigné par le Tribunal administratif de Strasbourg suite à la requête formulée par la SARL BOTTEGA FEBVRE, située au 38 rue de la Première Armée à STRASBOURG, riveraine du chantier de prolongement Sud de la ligne G du BHNS reliant la gare centrale de Strasbourg au bassin des Remparts.

La Commission propose à l'Eurométropole de Strasbourg d'allouer une indemnité définitive de 7 510,00 € à la société, pour compenser, à l'amiable, le préjudice subi par cet établissement au titre des travaux réalisés par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre des chantiers précités.

Conformément à la procédure mise en place, cette indemnité ne pourra être allouée au requérant qu'après acceptation de sa part, au moyen d'un certificat de désistement dûment signé, de la somme proposée à titre transactionnel sans réserves ni restrictions, et renonciation de ce fait à toute autre revendication.

Il est également rappelé que cette somme est, en cas d'acceptation, minorée des avances éventuellement déjà versées au requérant et augmentée des frais de l'expertise économique dont l'avance aurait été consentie et réglée par le demandeur. Le cas échéant, ces frais seront acquittés directement par la Collectivité au bénéfice de l'expert, sur la base de l'ordonnance de taxation émise par le Tribunal administratif de

Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission d'examen des demandes d'indemnisation
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement en compensation du préjudice économique subi pendant les travaux d'extension de la ligne G du Bus à Haut Niveau de Service, d'une indemnité définitive de 7 510,00 € à verser au bénéfice de la SARL BOTTEGA FEBVRE, à majorer du montant des frais de l'expertise ordonnée par le Tribunal administratif de Strasbourg, étant précisé que les honoraires d'expertise pourront être acquittés directement par la Collectivité au bénéfice de l'expert dès réception de l'ordonnance de taxation,

décide

l'imputation des dépenses sur les crédits ouverts au budget de l'Eurométropole de Strasbourg (821 – 65888 – TCO2) pour l'exercice 2026,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute pièce concourant à la mise en œuvre des dispositions de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-195664-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

33

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Pôle d'échange multimodal (PEM) de Vendenheim - Acquisition foncière

Numéro E-2026-810

L'Eurométropole de Strasbourg encourage l'utilisation des modes alternatifs à la voiture individuelle pour les déplacements en lien avec son territoire.

À cette fin, l'Eurométropole de Strasbourg, avec le soutien de la Région Grand Est, des communes et de la SNCF, aménage progressivement les pôles d'échanges multimodaux autour de gares situées sur son territoire. Le 18 décembre 2020, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagé à réaliser plusieurs projets de transport avec une ambition inédite en matière de mobilité, intégrant le développement de l'usage du train sur les 13 gares TER de son territoire, à travers la création et la modernisation des Pôles d'échanges multimodaux (PEM) sur son territoire.

Le 4 février 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a pris une délibération concernant le Réseau Express Métropolitain Européen (REME), approbation du protocole d'accord entre la Région Grand Est et l'Eurométropole de Strasbourg pour le financement des PEM de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'Eurométropole de Strasbourg, maitre d'ouvrage des projets de PEM des gares sur son territoire, souhaite moderniser et réaménager la gare de Vendenheim, afin d'offrir aux usagers de cette gare de meilleures conditions d'accès, de stationnement et d'accueil, et dans un souci d'améliorer l'intermodalité entre les différents modes de transports (bus, autocars, vélos, voitures, trains) au droit de la gare, pour en renforcer son attractivité. Ainsi les études de ce projet sont en cours depuis quelques années avec les objectifs suivants :

- étendre le parking Ouest pour faire de la gare de Vendenheim un pôle de rabattement majeur sur le Nord du territoire,
- faciliter la traversée Est – Ouest, en mettant en accessibilité le passe-quartier (selon les normes PMR),
- densifier l'offre de stationnement vélos afin de faciliter l'intermodalité train / vélos,
- favoriser le rabattement TC / TER,
- rendre l'aménagement plus compact et fonctionnel pour les modes actifs,
- valoriser l'espace public en pacifiant le parvis et moderniser le PEM actuel.

Afin de valoriser les abords de la gare, donner plus de visibilité à la gare et mettre en valeur son bâtiment historique, une extension de son parvis vers le côté Nord (rue Jeanne d'Arc) est prévue dans le cadre du projet du PEM.

Dans ce cadre, le 18 décembre 2024, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé l'acquisition d'une parcelle, propriété de la SNCF, cadastrée section 4 n°133 située au Nord de la gare 13A rue de la Gare, d'une superficie de 3,99 ares, au prix de 15 500 € l'are, portant le montant d'acquisition à 61 845 €, arrondis à 62 000 € HT.

Cependant, la présence d'éléments techniques non déplaçables sur la parcelle a conduit la SNCF à procéder à un redécoupage de la parcelle à céder. Ce redécoupage a modifié la surface de la parcelle ainsi que son prix. L'emprise évaluée a été réduite de 0,19 are par rapport à l'avis des domanial de 2024, c'est-à-dire 3,80 ares pour un prix total de 60 000 € HT.

Les caractéristiques de la cession sont donc les suivantes :
Sur la commune de VENDENHEIM,
Parcelle cadastrée section 4 n°166/40, issue de la division parcellaire de la parcelle mère cadastrée section 4 n°133.

Aux conditions financières ressortant de l'avis des Domaines en date du 30 avril 2026, soit au prix de 60 000 € HT, auquel il convient d'ajouter la taxe sur la valeur ajoutée sur la marge d'un montant de 12 000 €, soit un montant total de 72 000 € TTC.

Les frais d'acte ainsi que les frais de transcription préalable du bien seront également à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18/12/2024
vu l'avis des Domaines en date du 30/04/2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'acquisition auprès de la SNCF du terrain ci-après cadastré :

Commune de VENDENHEIM
Section 4 n° 166/40 d'une surface de 3,80 ares,

au prix de 60 000 € HT, conforme à l'avis des Domaines du 30 avril 2026, auquel il convient d'ajouter la taxe sur la valeur ajoutée sur la marge d'un montant de 12 000 €, soit au prix total de 72 000 €,

décide

la prise en charge de tous les frais relatifs à cet acte, comme les frais notariés ou les

frais de transcription préalable,

décide

l'imputation des dépenses correspondantes sur les crédits ouverts au budget 2026 et suivants de l'Eurométropole de Strasbourg, budget principal programme 1226 - Pôles d'échanges multimodaux gares – compte 2111 Terrains nus – code service TC02 (844-P1226-211-TC02),

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à mettre au point et à signer tout document concourant à la mise en œuvre des dispositions de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-213013-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction régionale des Finances Publiques du Grand-Est et du département du Bas-Rhin

Pôle Réseau Expertise

Pôle d'évaluation domaniale

4 Place de la République CS 51002
67070 STRASBOURG Cedex
Téléphone : 03 88 10 35 00

Courriel : drfip67.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE

Affaire suivie par : Anne DEPINCE

Courriel : anne.depince@dgfip.finances.gouv.fr

Téléphone : 03 88 10 35 06
Réf DS : 30657026
Réf OSE : 2026-67506-24527

Strasbourg, le 30/04/2026

Le Directeur régional des Finances publiques de la région Grand Est et du département du Bas-Rhin

à

SOCIÉTÉ NATIONALE SNCF

AVIS DU DOMAINE SUR LA VALEUR VÉNALE

La charte de l'évaluation du Domaine, élaborée avec l'Association des Maires de France, est disponible sur le site collectivites-locales.gouv.fr



Nature du bien :	Terrain à bâtir en zone UB5
Adresse du bien :	Rue Jeanne d'Arc – 67550 VENDENHEIM
Valeur :	**60 000 € HT**, assortie d'une marge d'appréciation de 10 % (des précisions sont apportées au paragraphe 9 « détermination de la valeur vénale »)

1 - CONSULTANT

SOCIÉTÉ NATIONALE SNCF

Affaire suivie par : Françoise LE MOULLEC / tél. : 06 10 65 27 39 / francoise.le_moullec@sncf.fr

Votre référence : /

2 - DATES

de consultation :	14/04/2026
le cas échéant, du délai négocié avec le consultant pour émettre l'avis:	-
le cas échéant, de visite de l'immeuble :	-
du dossier complet :	14/04/2026

3 - OPÉRATION IMMOBILIÈRE SOUMISE À L'AVIS DU DOMAINE

3.1. Nature de l'opération

Cession :	☐
Acquisition :	amiable ☐ par voie de préemption ☐ par voie d'expropriation ☐
Prise à bail :	☐
Autre opération :	

3.2. Nature de la saisine

Réglementaire :	☐
Facultative mais répondant aux conditions dérogatoires prévues en annexe 3 de l'instruction du 13 décembre 2016[1] :	☐
Autre évaluation facultative (décision du directeur, contexte local...)	☐

3.3. Projet et prix envisagé

Projet de cession d'un terrain à bâtir à l'Eurométropole de Strasbourg, dans le cadre de l'aménagement d'un pôle d'exploitation multimodal.

L'emprise a fait l'objet d'une précédente évaluation en date du 24 avril 2024, à hauteur de 62 000 € HT, soit 15 500 € HT l'are, pour une superficie de terrain de 3,99 ares. L'emprise évaluée a été réduite de 0,19 ares par rapport à l'avis domanial de 2024 (réf. DS n°17020372 / OSE n°2024-67506-26809).

Aucune négociation sur le prix n'a été engagée.

Calendrier prévisionnel : /

1 Voir également page 17 de la Charte de l'évaluation du Domaine

4 - DESCRIPTION DU BIEN

4.1. Situation générale

Le bien à évaluer est situé à Vendenheim, commune de 6 137 habitants (source INSEE 2023), localisée à 12 km au Nord de Strasbourg. La commune de Vendenheim fait partie des 33 communes qui composent l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle bénéficie de diverses offres de transport en commun : le réseau bus de la CTS et le REME (Réseau Express Métropolitain Européen) de la SNCF. Elle est desservie par une gare ferroviaire qui la relie à Strasbourg en environ dix minutes.

4.2. Situation particulière - environnement - accessibilité - voirie et réseau

La parcelle à évaluer est située à proximité du centre de Vendenheim, le long de la voie de chemin de fer.

Elle est accessible depuis la voie publique et se trouve desservie par les réseaux.

4.3. Références cadastrales

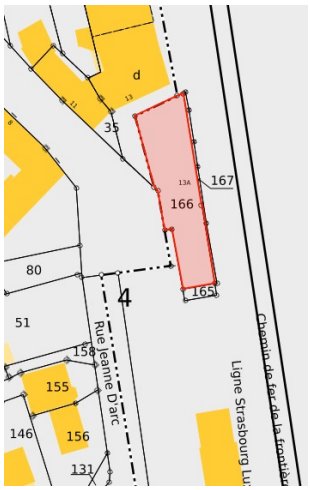
L'immeuble sous expertise figure au cadastre de VENDENHEIM sous les références suivantes :

Section	Parcelle	Adresse/Lieudit	Superficie (en ares)	Zonage
4	166/40*	Rue de la Gare	3,80	UB5

(*) La parcelle cadastrée section 4 n°166/40 est issue de la parcelle mère cadastrée section 4 n°133







4.4. Descriptif

La parcelle cadastrée section 4 n°166/40 est de forme sensiblement rectangulaire, d'environ 42 mètres de longueur et d'une largeur variant entre 7 mètres et 12 mètres de large, d'une contenance de 3,80 ares.

D'après le Consultant, cette parcelle n'est plus sur-bâtie. En effet, la maison qui s'y trouvait a été démolie en 2023.

5 – SITUATION JURIDIQUE

5.1. Propriété de l'immeuble

Propriétaire (source : Livre Foncier) :

ÉTAT (SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS)

5.2. Conditions d'occupation

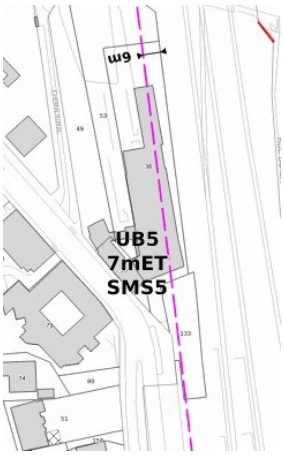
Le bien est réputé libre d'occupation.

6 - URBANISME

6.1. Règles actuelles

Le bien à évaluer est situé sur une parcelle couverte par le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, dont la dernière procédure a été approuvée le 6 février 2026.

Le bien considéré est situé en **zone UB5 (7mET, SMS5)**, zone de tissus hétérogènes.



Secteur à dominante d'habitat, les zones urbaines UB sont hétérogènes et correspondent essentiellement aux faubourgs de l'agglomération.

On les retrouve de Strasbourg aux communes de première couronne, ainsi que le long des axes routiers structurants, pouvant pénétrer jusque dans les communes les plus périphériques de l'agglomération.

Ces secteurs se caractérisent par une diversité importante des formes urbaines (de l'habitat dense peut y côtoyer de l'habitat individuel), mais aussi des fonctions puisque on y trouve souvent un tissu commercial et d'activités plus important que dans les quartiers d'habitat pavillonnaire par exemple.

Les règles d'urbanisme de cette zone ont pour objectif de permettre une densification maîtrisée, justifiée notamment par la présence d'un certain nombre de services urbains (transports en commun, commerces et services de proximité).

L'implantation du bâti est admise sur les limites parcellaires afin de consolider les centralités urbaines des communes.

La zone UB du PLU communautaire comprend plusieurs sous-secteurs pour adapter les possibilités de densification au contexte urbain. La hauteur et l'emprise au sol sont donc variables selon les secteurs.

En zone UB5 :

L'emprise au sol des bâtiments ne peut excéder 50 %.

Il est exigé pour toute construction nouvelle un pourcentage minimal de 30 % de terrain réservé à des aménagements paysagers réalisés en pleine terre.

Le coefficient de biotope par surface est fixé à 40 %.

Dans les secteurs de mixité sociale 5 (SMS5), tout programme supérieur ou égal à 5 logements devra contenir un minimum de 40 % de logement locatif social.

6.2. Date de référence et règles applicables

Non recherchée en l'état des circonstances entourant la présente consultation

Qualification du terrain :

L'emprise a la qualification de terrain à bâtir au sens de l'article L 322-3 du Code de l'expropriation, car située dans une zone déclarée constructible et desservie par les voiries et réseaux (VRD).

7 - MÉTHODE(S) D'ÉVALUATION MISE(S) EN ŒUVRE

La valeur vénale est déterminée par la **méthode par comparaison** qui consiste à fixer la valeur vénale à partir de l'étude objective des mutations de biens similaires ou se rapprochant le plus possible de l'immeuble à évaluer sur le marché immobilier local. Au cas particulier, cette méthode est utilisée, car il existe un marché immobilier local avec des biens comparables à celui du bien à évaluer.

8 - MÉTHODE COMPARATIVE

8.1. Études de marché

Sources internes à la DGFIP et critères de recherche – Termes de comparaison

L'étude de marché réalisée porte sur des mutations récentes de terrains à bâtir de type « habitation », sur le ban communal de Vendenheim.

Ont été écartés de l'étude :

- les terrains dont la superficie est inférieure à 1 are ou supérieure à 10 ares ;
- les terrains dont la valeur est visiblement hors marché.

N°	DATE	COMMUNE	SECT.	N° PLAN	RUE OU LIEU-DIT	SURFACE (ARE)	PRIX €	PRIX €/ARE	ZONAGE
1	05/07/24	VENDENHEIM	38	798/140	17A rue Jean Holweg	5,27	167 000 €	31 689 €	UCA3
2	14/11/23	VENDENHEIM	4	160/28-162/29	rue Jeanne d Arc	8,15	300 000 €	36 810 €	UB5
3	20/06/23	VENDENHEIM	6	228/55	rue des Fleurs	1,61	40 250 €	25 000 €	UCA2
4	27/06/22	VENDENHEIM	3	382/11	Village	2,81	98 000 €	34 875 €	UB5
5	27/06/22	VENDENHEIM	3	383/11	Village	3,84	135 000 €	35 156 €	UB5
6	23/11/21	VENDENHEIM	10	145/64	rue du general leclerc	3,47	80 000 €	23 055 €	UAA1
7	26/04/21	VENDENHEIM	46	1156/17	Portes du Kochersberg II	4,36	117 720 €	27 000 €	IAUA1
8	25/02/21	VENDENHEIM	46	1132	Portes du Kochersberg II	4,49	116 740 €	26 000 €	UCA3
9	11/01/21	VENDENHEIM	38	788/117-786/116	rue Gounod	4	181 280 €	42 654 €	UCA4
							Min :	**23 055 €**	
							Max :	**42 654 €**	
							Moyenne :	**31 360 €**	
							Médiane :	**31 689 €**	

8.2. Analyse et arbitrage du service – Termes de référence et valeur retenue

L'étude de marché réalisée recense neuf mutations répondant aux critères de sélection.

Les prix à l'are sont compris dans une fourchette large entre 23 055 € HT l'are et 42 654 € HT l'are, pour des superficies de terrains comprises entre 1,61 ares et 8,15 ares (la superficie de l'emprise à évaluer est de 3,80 ares).

Les prix de vente médian et moyen sont relativement proches, respectivement de 31 360 € HT l'are pour le prix de vente moyen et de 31 689 € HT l'are pour le prix de vente médian.

Compte tenu de ce qui précède, des caractéristiques du bien, des prix du marché local spécifique à ce type de biens, la valeur médiane de l'étude de marché, arrondie à **31 600 € HT l'are**, sera retenue et servira de base de calcul.

Un abattement de 50 % trouve à s'appliquer pour tenir compte de la marge de recul inconstructible, qui porte sur environ 2,80 ares (sur les 3,80 ares de la parcelle considérée).
Le reliquat (environ 1 are), bien que situé en dehors de la marge de recul, ne dispose pas d'une configuration permettant d'être sur-bâti. Il se verra donc également appliquer un abattement de 50 % pour inconstructibilité.

Soit : 31 600 € 50 % = 15 800 €

3,80 ares * 15 800 € HT/are = 60 040 € HT, arrondis à 60 000 € HT.

9 - DÉTERMINATION DE LA VALEUR VÉNALE – MARGE D'APPRÉCIATION

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.

La valeur vénale du bien est arbitrée à 60 000 €.

Elle est exprimée hors taxe et hors droits.

Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 54 000 € HT.

La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.

Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé ou acquérir à un prix plus bas sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas ou acquérir à un prix plus élevé.

10 - DURÉE DE VALIDITÉ

Cet avis est valable pour une durée de 18 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

11 - OBSERVATIONS

L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

12 - COMMUNICATION DU PRÉSENT AVIS À DES TIERS ET RESPECT DES RÈGLES DU SECRET PROFESSIONNEL

Les avis du Domaine sont communicables aux tiers dans le respect des règles relatives à l'accès aux documents administratifs (loi du 17 juillet 1978) sous réserve du respect du secret des affaires et des règles régissant la protection des données personnelles.

Certaines des informations fondant la présente évaluation sont couvertes par le secret professionnel.

Ainsi, en cas de demande régulière de communication du présent avis formulée par un tiers ou bien de souhait de votre part de communication de celui-ci auprès du public, il vous appartient d'occulter préalablement les données concernées.

Pour le Directeur régional des Finances publiques et par délégation,



Anne DEPINCE

Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Département :
BAS RHIN

Commune :
VENDENHEIM

Section : 4
Feuille : 000 4 01

Échelle d'origine : 1/500
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 04/06/2025
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC49
©2022 Direction Générale des Finances Publiques

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

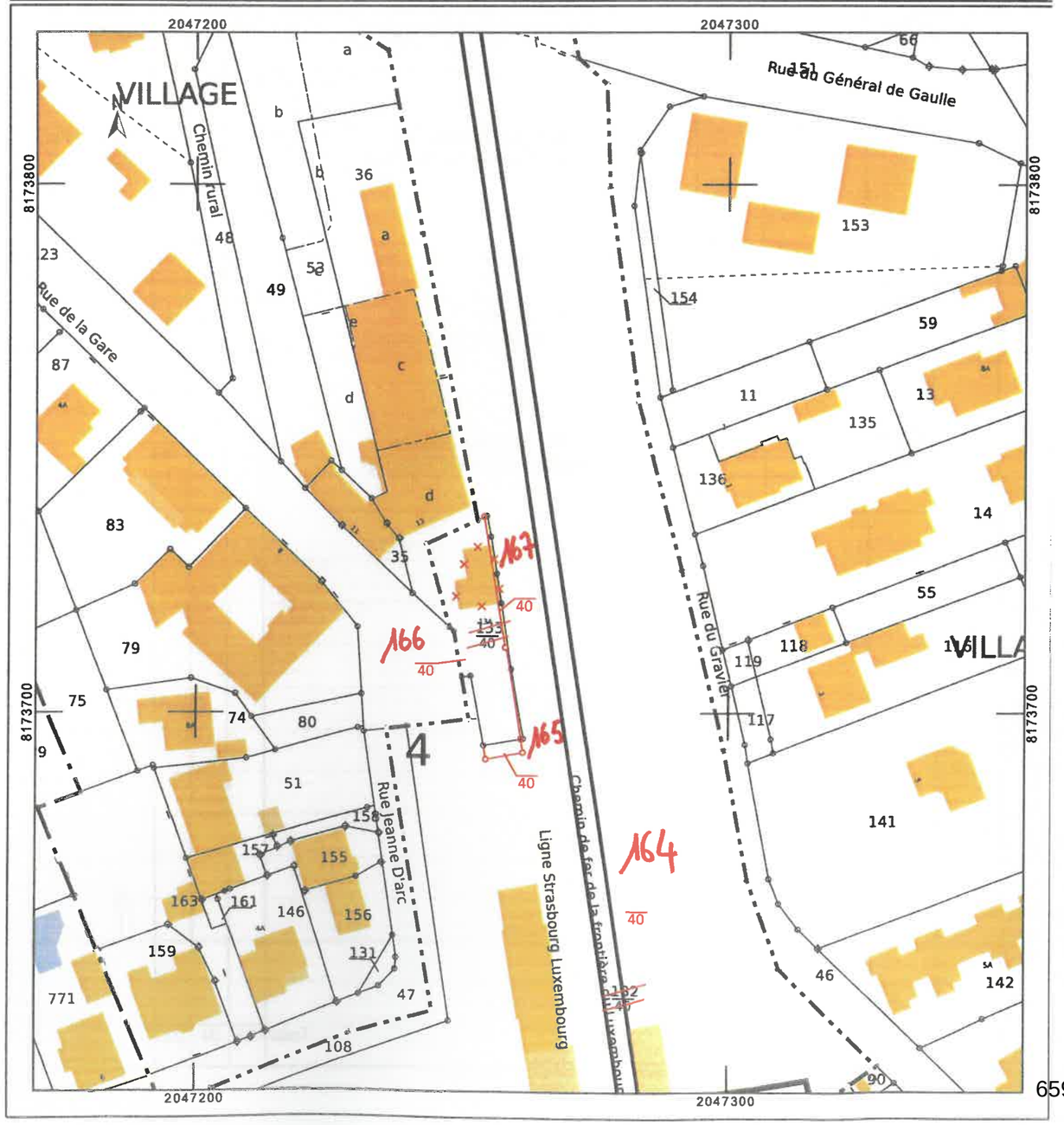
EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
SDIF du BAS RHIN - PTGC
20 RUE GASTON ROMAZZOTTI CS 25165 67215
67215 MOLSHEIM CEDEX
tél. 03 88 47 98 38 -fax
ptgc.bas-rhin@dgfip.finances.gouv.fr

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Didier GUELLE
GUELLE & FUCHS
57260 DIEUZE
Tél.03 87 86 90 52
N° D'INSCRIPTION 04637



DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

Département
BAS RHIN

Commune
VENDENHEIM

Tribunal d'Instance
HAGUENAU

Date de dépôt

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

CADASTRE ET LIVRE FONCIER

6463 PVA.exp
(Juillet 2001)

COPIE

PROCES-VERBAL D'ARPENTAGE

(Document établi en application de la loi du 31 mars 1884 applicable dans les départements de la Moselle. du Bas-Rhin et du Haut-Rhin)

N° D'ORDRE DU DOCUMENT
1832X

Section : 4

Numéros : 132/40 et 133/40.

PERSONNE AGREEE POUR ETABLIR LE DOCUMENT

Document établi et certifié exact.

A DIEUZE, le 2 Juillet 2025.
DZ2455
Le géomètre-expert.

ORDRE DES GÉOMÈTRES-EXPERTS
Didier GUELLE
GUELLE & FUCHS
57260 DIEUZE
Tél.03 87 86 90 52
N° D'INSCRIPTION 04637

CERTIFICATION DU SERVICE DU CADASTRE

MOLSHEIM A le 18 SEP. 2025

L'inspecteur.

Pôle Topographique du Bas-Rhin

Pierre BLAZY
Inspecteur
des Finances publiques

SITUATION ANCIENNE

Section	Numéro Parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom. Profession. Domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de Culture Désignation des bâtiments
1	2	3		4	5			6
4	132/40			Etat (Société Nationale des Chemins de Fer Français)	03	00	26	Chemin Fer Jardin, Sol
4	133/40			Etat (Société Nationale des Chemins de Fer Français)		03	99	Sol
				Total	03	04	25	

SITUATION NOUVELLE

Section	Numéro Parcellaire	Livre Foncier – Feuillet	Livre Foncier – Numéro d'ordre	Nom. Profession. Domicile du propriétaire	Contenance ha	Contenance a	Contenance ca	Nature de Culture Désignation des bâtiments
7	8	9		10	11			12
				Lieu dit : Rue de la Gare.				
4	164/40			Etat (Société Nationale des Chemins de Fer Français)	03	00	07	Chemin Fer Jardin, Sol
4	165/40			Etat (Société Nationale des Chemins de Fer Français)			19	Chemin Fer Jardin, Sol
4	166/40			Etat (Société Nationale des Chemins de Fer Français)		03	80	Sol
4	167/40			Etat (Société Nationale des Chemins de Fer Français)			19	Sol
				Total	03	04	25	

Strasbourg.eu
eurométropole

34

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Indemnisation des préjudices économiques liés aux travaux du tramway.

Numéro E-2026-790

Dans le cadre de la procédure amiable d'indemnisation des préjudices économiques liés aux travaux du tramway, les commerçants, artisans et professions libérales riverains des chantiers, dès lors qu'ils estiment avoir subi un préjudice commercial du fait de la réalisation des travaux du tramway, et s'ils remplissent les conditions ouvrant droit à indemnisation, peuvent demander, par voie de référé, la désignation d'un expert économique auprès du Tribunal administratif de Strasbourg. L'expert ainsi désigné a pour mission d'évaluer la réalité et l'étendue de l'éventuel préjudice et de déterminer la perte de marge brute subie par le demandeur durant la période des travaux.

La Commission d'indemnisation des préjudices économiques consécutifs aux travaux du tramway, siégeant sous la présidence de Madame Caroline BARRIERE, Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg et Conseillère déléguée, s'est réunie le 14 septembre 2026. Elle a procédé à l'examen de plusieurs rapports déposés par les experts désignés par le Tribunal administratif de Strasbourg suite aux requêtes formulées par les commerçants, artisans et professions libérales riverains des chantiers d'extension de la ligne F du tramway Ouest vers Wolfisheim.

Il s'agit des dossiers d'expertise suivants :
- l'exploitation individuelle NATHALIE KURZ - 8 rue de l'Engelbreit 67200 STRASBOURG,
- SARL MICRO-MODELE, 156A route des Romains 67200 STRASBOURG,
- SARL SA FARIA, 93 route des Romains 67200 STRASBOURG,
- SARL KOK, 121 route des Romains 67200 STRASBOURG,
- EURL RECREA'STYL - 192 route des Romains 67200 STRASBOURG,
- SAS SALUSTRA, 91 route des Romains 67200 STRASBOURG,
- EURL BOULANGERIE PATISSERIE HOHWALD ALAIN, 88 route des Romains 67200 STRASBOURG,
- SARL CAFE KOENIG'S, 124 route des Romains 67200 STRASBOURG,
- AU PAIN D'OR, 244 route des Romains 67200 STRASBOURG,
- COIFFURE MAKAS, 132 route des Romains 67200 STRASBOURG.

La Commission propose à l'Eurométropole de Strasbourg d'allouer une indemnité

définitive de :
- 20 141 € à l'exploitation individuelle NATHALIE KURZ,
- 15 555 € à la SARLMICRO-MODELE,
- 79 573 € à la SARL SA FARIA,
- 16 566 € à la SARL KOK,
- 13 024 € à l'EURL RECREA'STYL,
- 197 551 € à la SAS SALUSTRA,
- 110 593 € à l'EURL BOULANGERIE PATISSERIE HOHWALD ALAIN,
- 42 386 € à la SARL CAFE KOENIG'S,
- 12 500 € à la société COIFFURE MAKAS,
- 11 000 € à la société AU PAIN D'OR.

pour compenser à l'amiable, le préjudice subi par ces établissements au titre des travaux réalisés par l'Eurométropole de Strasbourg dans le cadre des travaux d'extension du tramway.

Conformément à la procédure mise en place, ces indemnités ne pourront être allouées au requérant qu'après acceptation de leur part, au moyen d'un certificat de désistement dûment signé, de la somme proposée à titre transactionnel sans réserves ni restrictions, et renonciation de ce fait à toute autre revendication.

Il est également rappelé que cette somme est, en cas d'acceptation, minorée des avances éventuellement déjà versées au requérant et augmentée des frais de l'expertise économique dont l'avance a été consentie par le demandeur, conformément au dispositif d'indemnisation amiable. Le cas échéant, ces frais seront acquittés directement par la collectivité au bénéfice de l'expert, sur la base de l'ordonnance de taxation émise par le Tribunal administratif de Strasbourg.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission d'examen des demandes d'indemnisation
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement, en compensation du préjudice économique subi pendant les travaux d'extension de la ligne F du tramway vers Wolfisheim, des indemnités définitives suivantes :
- *20 141 € à verser au bénéfice l'exploitation individuelle NATHALIE KURZ, à minorer de l'avance de 6 500 € déjà versée au titre de la procédure d'urgence, soit un solde de 13 641 € et à majorer du montant des frais de l'expertise ordonné par le Tribunal administratif de Strasbourg, étant précisé que les honoraires d'expertises (d'un montant de 2 268 € TTC), pourront être acquittées directement par la collectivité au bénéfice de l'expert,*

- *15 555 € à verser au bénéficie de la SARL MICRO-MODELE, à majorer du montant des frais de l'expertise ordonné par le Tribunal administratif de Strasbourg, étant*

précisé que les honoraires d'expertises (d'un montant de 2 772 € TTC), pourront être acquittées directement par la collectivité au bénéfice de l'expert,

- *79 573 € à verser au bénéfice de la SARL SA FARIA, à majorer du montant des frais de l'expertise ordonné par le Tribunal administratif de Strasbourg, étant précisé que les honoraires d'expertises (d'un montant de 3 600 € TTC), pourront être acquittées directement par la collectivité au bénéfice de l'expert,*

- *16 566 € à verser au bénéfice de la SARL KOK, à majorer du montant des frais de l'expertise ordonné par le Tribunal administratif de Strasbourg, étant précisé que les honoraires d'expertises (d'un montant de 3 600 € TTC), pourront être acquittées directement par la collectivité au bénéfice de l'expert,*

- *13 024 € à verser au bénéfice de l'EURL RECREA'STYL, à majorer du montant des frais de l'expertise ordonné par le Tribunal administratif de Strasbourg (d'un montant de 2 556 € TTC),*

- *197 551 € à verser au bénéfice de la SAS SALUSTRA, à majorer du montant des frais de l'expertise ordonné par le Tribunal administratif de Strasbourg, étant précisé que les honoraires d'expertises (d'un montant de 7 920 € TTC), pourront être acquittées directement par la collectivité au bénéfice de l'expert,*

- *110 593 € à verser au bénéfice de l'EURL BOULANGERIE PATISSERIE HOHWALD ALAIN, à minorer de l'avance de 54 500 € déjà versée au titre de la procédure d'urgence, soit un solde de 56 093 € et à majorer du montant des frais de l'expertise ordonné par le Tribunal administratif de Strasbourg, étant précisé que les honoraires d'expertises (d'un montant de 5 126,40 € TTC), pourront être acquittées directement par la collectivité au bénéfice de l'expert,*

- *42 386 € à verser au bénéfice de la SARL CAFE KOENIG'S, à minorer de l'avance de 30 500 € déjà versée au titre de la procédure d'urgence, soit un solde de 11 886 € et à majorer du montant des frais de l'expertise ordonné par le Tribunal administratif de Strasbourg, étant précisé que les honoraires d'expertises (d'un montant de 4 320 € TTC), pourront être acquittées directement par la collectivité au bénéfice de l'expert,*

- *12 500 € à verser au bénéfice de la société COIFFURE MAKAS ; ce montant ayant déjà été versé à la requérante au titre d'avance sur indemnité, le solde à lui verser s'établit à 0 €,*

- *11 000 € à verser au bénéfice de la société AU PAIN D'OR ; ce montant ayant déjà été versé à la requérante au titre d'avance sur indemnité, le solde à lui verser s'établit à 0 €.*

décide

l'imputation des dépenses sur les crédits ouverts au budget de l'Eurométropole (821-6588- TCO2T) pour l'exercice 2026,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute pièce concourant à la mise en œuvre des dispositions de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-212666-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

35

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Projet MutaStock - contractualisation avec l'ADEME.

Numéro E-2026-930

L'Eurométropole a déposé une candidature intitulée « MutaStock », dans le cadre de l'appel à projets d'investissement d'avenir (PIA) logistique 4.0 du plan France 2030. Le projet porte sur le développement d'une innovation : la coordination et la mutualisation d'une logistique de chantier multi-sites et multi-maîtrises d'ouvrages à une échelle métropolitaine.

Le 28 juillet dernier, le secrétariat pour l'investissement en charge de France 2030 a décidé d'attribuer au projet MutaStock une participation pouvant aller jusqu'à 1 597 377 € pour le groupement de partenaires constitué, **dont 662 394 € pour l'Eurométropole de Strasbourg**.

Les enjeux de décarbonation des mobilités et les exigences croissantes de qualité de l'air, de réduction du bruit et des nuisances urbaines imposent en effet la recherche de solutions visant une transformation profonde des modes de production et de circulation des matériaux dans les territoires. Dans le même temps, les opérations de renouvellement urbain, de transition énergétique des bâtiments et de développement des infrastructures génèrent une intensification durable des chantiers, et donc des flux de matériaux et de déchets, qui représentent aujourd'hui une part significative du trafic de marchandises en ville.

Si le secteur du BTP joue un rôle éminent dans l'économie locale en apportant une réponse directe aux besoins d'équipements et d'infrastructures d'un territoire en constante adaptation, le secteur conditionne pour une large part la circulation locale des marchandises et mérite, à ce titre, une attention particulière dans la compréhension de son fonctionnement et de ses évolutions, de manière à trouver les moyens d'en réduire l'impact. Le projet s'inscrit ainsi dans un contexte d'optimisation foncière, de fortes contraintes réglementaires et environnementales, et de réduction des kilomètres parcourus par les flux de marchandises en ville - en particulier ceux liés aux matériaux de construction.

MutaStock est un projet de recherche-action visant à outiller les territoires pour la coordination et la mutualisation de la logistique des chantiers du BTP à l'échelle

métropolitaine.

La logistique des chantiers, qui représente une part très significative du fret urbain (jusqu'à 30 % du tonnage et 20 % des kms poids lourds dans les grandes métropoles) reste aujourd'hui non mesurée, non pilotée et non mutualisée à l'échelle multi-sites et multi-maîtres d'ouvrage.

Le projet permettra d'améliorer de manière globale la connaissance de ces flux du BTP et des flux d'approvisionnement. C'est donc un outil de pilotage territorial permettant une meilleure planification, une meilleure anticipation et donc une meilleure capacité à orienter les flux pour correspondre aux logiques de transition écologique (structuration des filières des matériaux issus de la déconstruction pour du réemploi, valorisation de matériaux éco-responsables, fret fluvial, etc.) et d'optimisation économique.

Plus précisément, 3 types d'outils seront développés :
- **un outil d'analyse des flux** permettant de qualifier et quantifier le trafic généré par le secteur du BTP,
- **un outil de modélisation** permettant d'intégrer aux modèles de mobilité les flux du BTP ainsi que de visualiser l'impact des chantiers sur la congestion. Cela permet également de faire de la prospective pour tester l'impact de futurs chantiers, mais aussi de tester des localisations, tailles de stocks déportés/tampon et leurs impacts sur la ville, les exutoires, les banques de matériaux issus du réemploi, les banques de matériaux pour des commandes groupées,
- **un outil organisationnel** permettant de déployer des services de mutualisation pour le bon fonctionnement des chantiers, et plus globalement un pilotage et une planification accrue du secteur du BTP.

Le plan de financement du projet financé par l'ADEME est le suivant :

Partenaires	**Coût total estimé (€)**	**Montants retenus et éligibles (€)**	**Montant de subvention (€)**
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	1 062 000 € (*dont 662 394€ en fonctionnement et 399 606 € en investissement)*	662 394 €	**662 394 €**
CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS	763 462 €	625 286 €	**625 286 €**
UNIVERSITÉ GUSTAVE EIFFEL	464 125 €	309 696 €	**309 696 €**
Total	**2 289 587 €**	**1 597 377 €**	**1 597 377 €**

Une dépense d'investissement prévisionnel de 400 000 € est inscrite au Plan pluriannuel d'investissement dans le programme 1591 « Plateformes logistiques » afin de financer un volet démonstrateur du projet afin de tester les outils développés *in situ*. Il est à noter que la subvention est fongible et pourra couvrir une partie de l'investissement le cas échéant.

La répartition annuelle du budget prévisionnel de ce projet pour l'Eurométropole de Strasbourg est envisagée comme suit :

	Montants de fonctionnement	**Montants d'investissement**	**Montant de subvention (€)**
2027	200 000 €	0 €	**200 000 €**
2028	150 000 €	250 000 €	**150 000 €**
2029	220 000 €	100 000 €	**220 000 €**
2030	92 394 €	49 606 €	**92 394 €**
Total	**662 394 €**	**399 606 €**	**662 394 €**

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le courrier du Secrétaire général France 2030 portant sur l'attribution d'une subvention au projet « MutaStock »
vu la présentation générale du programme MutaStock
en annexe du projet de convention
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la convention avec l'ADEME relative au financement et à la mise en œuvre du projet MutaStock dans le cadre de l'appel à projets d'investissement d'avenir (PIA) Logistique 4.0 du plan France 2030,*

- *l'inscription des crédits afférents à partir de 2027 sur les lignes budgétaires du cdr TC04C au budget annexe des mobilités actives en section de fonctionnement et sur le programme 1591 « Plateformes logistiques » du budget principal de la Direction des Mobilités pour les dépenses et recettes d'investissement, sous réserve de leur adoption aux budgets 2027 et ultérieurs,*

décide

le lancement du projet MutaStock visant la coordination et la mutualisation d'une logistique de chantier multi-sites et multi-maîtrises d'ouvrages à une échelle métropolitaine,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à accomplir tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et à signer toutes les pièces relatives à la contractualisation avec l'ADEME.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215471-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Annexe A : Annexe Projet
à la Convention de Financement
MUTASTOCK
2682D0022

Développement d'une solution de coordination et mutualisation d'une logistique chantier multi-sites et multi maîtrises d'ouvrage

TABLE DES MATIÈRES

A. PRÉSENTATION DU PROJET 2

A.1. RÉSUMÉ EXÉCUTIF 2
A.2. CONTEXTE DU PROJET 3
A.3. DESCRIPTION DU PROJET 3
A.4. OBJECTIFS DU PROJET 5

B. ORGANISATION DU PROJET 6

B.1. LES PARTENAIRES 6
B.2. GOUVERNANCE DU PROJET 7
B.3. ETAT DES CONNAISSANCES ANTÉRIEURES ET STRATÉGIE DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE 8
B.4. SOUS-TRAITANCE 9

C. DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DU PLAN DE TRAVAIL 10

C.1. ARBORESCENCE ET DESCRIPTION DES LOTS / ACTIVITÉS 10
C.2. LIVRABLES 12
C.3. INDICATEURS CLÉS 18

D. CALENDRIER 20

D.1. PLANNING INDICATIF DU PROJET 20
D.2. ETAPES-CLÉS 21
D.3. JALONS INTERMÉDIAIRES 21

E. SUIVI DU PROJET 22

E.1. RAPPORT D'AVANCEMENT 22
E.2. RAPPORT FINAL 22
E.3. EVALUATION 23

F. DESCRIPTION DÉTAILLEE DES TÂCHES 24

Document de travail

A. PRÉSENTATION DU PROJET

A.1. Résumé exécutif

MutaStock est un projet de recherche-action de 52 mois visant à outiller les territoires pour la coordination et la mutualisation de la logistique des chantiers du BTP à l'échelle métropolitaine. Le projet s'inscrit dans un contexte d'optimisation foncière (pression ZAN), de réduction des flux de marchandises en ville — en particulier ceux liés aux matériaux de construction — qui constituent encore un angle mort des politiques de logistique urbaine et de mobilité des marchandises, ainsi que dans une approche de métabolisme urbain visant à mieux mesurer, anticiper et piloter les flux entrants/sortants des territoires. Ainsi, ce projet vise à produire des outils, méthodes et jeux de données documentés mis à disposition en libre accès, afin d'en permettre la réutilisation et l'appropriation par les acteurs publics et privés : ces ressources pourront être récupérées par des entreprises sous licence ouverte (par exemple de type Creative Commons pour les contenus/données et licence open source pour les briques logicielles), puis adaptées, améliorées et, le cas échéant, intégrées à des offres commercialisées. Il est porté par un consortium public associant le CNAM (coordinateur scientifique), l'Université Gustave Eiffel (co-pilotage scientifique) et l'Eurométropole de Strasbourg (EMS), maître d'ouvrage territorial et terrain d'expérimentation.
Le projet vise à répondre à un angle mort majeur des politiques publiques et de la recherche : la logistique des chantiers, qui représente une part très significative du fret urbain (jusqu'à 30 % du tonnage et 20 % des km poids lourds dans les grandes métropoles), mais reste aujourd'hui non mesurée, non pilotée et non mutualisée à l'échelle multi-sites et multi-maîtres d'ouvrage. Le périmètre de démonstration est l'Eurométropole de Strasbourg, territoire représentatif des métropoles intermédiaires, où aucun chantier isolé n'atteint une taille suffisante pour justifier seul des dispositifs de mutualisation lourds (centres de consolidation, report modal, stocks déportés). Le projet adopte donc une approche multi-chantiers et multi-MOA, seule compatible avec une montée en échelle opérationnelle.
Le projet MutaStock s'appuie sur une chaîne d'outils et de méthodes intégrée, allant de la production de données et de modèles jusqu'à leur traduction en dispositifs opérationnels testés en conditions réelles.

1. Création d'une base de données

- Collecte et harmonisation de données hétérogènes (SITADEL, DPGF, DOE, plannings, bons de livraison).
- Extraction automatisée par IA / LLM pour structurer quantités, matériaux, phases, temporalités et flux réels.
- Production d'une base de données consolidée décrivant finement la dynamique des chantiers.

2. Elaboration d'un modèle multi-échelles de flux

- Macro : analyse des flux de matériaux (Material Flow Analysis) pour qualifier les besoins territoriaux, les gisements, les exutoires et les contraintes.
- Méso : simulations multi-agents intégrant les flux de chantiers afin d'évaluer les effets sur congestion, émissions, nuisances et interactions avec la mobilité urbaine.

3. Production d'un outil d'aide à la décision et un cadre de gouvernance

- Développement d'un outil MCDA (Multi-Criteria Decision Analysis) pour comparer des scénarios (mutualisation, hubs, report modal, fenêtres horaires) selon des critères opérationnels, environnementaux et territoriaux.
- Construction de scénarios stratégiques (foncier, dynamiques urbaines, besoins futurs) et tactiques (organisation des livraisons, plateformes, mutualisation), et préfiguration d'un service public de "super-coordinateur" multi-MOA.

4. Expérimentation par le biais d'un démonstrateur territorial (2–3 chantiers)

- Mise en oeuvre d'une expérimentation opérationnelle sur 2 à 3 chantiers relevant de maîtres d'ouvrage différents, afin de tester la coordination multi-sites et la mutualisation des flux en conditions réelles.
- Conception et déploiement d'un centre de consolidation / stock tampon (ou dispositif équivalent), incluant une recherche de localisation optimale fondée sur les modèles et l'outil MCDA (accessibilité, coûts, impacts environnementaux, contraintes d'usage).

Document de travail

- Identification des emprises mobilisables, arbitrage entre solutions temporaires et pérennes, compatibilité avec la trajectoire ZAN et optimisation des surfaces dédiées à la logistique chantier.
- Mesure et comparaison des résultats du démonstrateur (flux évités, optimisation des livraisons, impacts

Lieu de la R&D : Paris

Lieu du démonstrateur et principal du projet : Eurométropole de Strasbourg

A.2. Contexte du projet

Le projet MutaStock s'inscrit dans un contexte de fortes contraintes réglementaires et environnementales qui pèsent aujourd'hui sur les collectivités territoriales, en particulier les métropoles. L'objectif de Zéro Artificialisation Nette (ZAN), les politiques de décarbonation des mobilités et les exigences croissantes de qualité de l'air, de réduction du bruit et des nuisances urbaines imposent une transformation profonde des modes de production et de circulation des matériaux dans les territoires. Dans le même temps, les opérations de renouvellement urbain, de transition énergétique des bâtiments et de développement des infrastructures génèrent une intensification durable des chantiers, et donc des flux de matériaux et de déchets, qui représentent aujourd'hui une part significative du trafic de marchandises en ville.
Pour l'Eurométropole de Strasbourg, comme pour de nombreuses métropoles intermédiaires, cette situation crée une tension structurelle : les chantiers sont nombreux, dispersés, portés par des maîtres d'ouvrage différents (collectivités, bailleurs, aménageurs, opérateurs privés), mais leurs flux logistiques s'additionnent dans l'espace urbain sans coordination. Or, contrairement à la logistique du commerce ou de la distribution urbaine, il n'existe pas aujourd'hui d'acteur économique structuré capable d'organiser la mutualisation des flux de chantiers à l'échelle multi-sites et multi-MOA. Les opérateurs privés interviennent chantier par chantier, et la taille individuelle de chaque opération ne permet généralement pas de rentabiliser des dispositifs tels que des centres de consolidation, des stocks déportés ou du report modal.
C'est précisément à l'échelle d'une maîtrise d'ouvrage publique territoriale, comme celle de l'Eurométropole de Strasbourg, que cette coordination devient pertinente. En agrégeant les besoins de plusieurs chantiers et de plusieurs maîtres d'ouvrage, la collectivité peut créer les conditions économiques et foncières permettant l'optimisation des flux, la réduction des kilomètres parcourus, la diminution des émissions et la meilleure gestion des matériaux, dans une logique de métabolisme urbain. Cependant, la collectivité ne dispose aujourd'hui ni des outils, ni des données, ni des cadres de gouvernance pour piloter un tel dispositif.
Le projet MutaStock répond directement à ce besoin opérationnel : il fournit à l'Eurométropole de Strasbourg un socle de données, des modèles, un outil d'aide à la décision et un cadre de gouvernance pour préfigurer un "super-coordinateur" multi-chantiers, capable d'organiser les flux, les plateformes, les stocks et les accès à l'échelle territoriale. En comblant ce vide entre acteurs privés fragmentés et responsabilités publiques, le projet rend enfin opérationnelle l'optimisation environnementale et foncière des chantiers.
Les solutions développées (bases de données ouvertes, modèles, méthodes et démonstrateurs) ont vocation à être réplicables et réutilisables par d'autres collectivités et par des acteurs privés (bureaux d'études, opérateurs logistiques, éditeurs d'outils), contribuant ainsi à structurer à terme un nouvel écosystème de services autour de la logistique de chantier et du métabolisme urbain.

A.3. Description du projet

Le projet **MutaStock** vise à concevoir, tester et préfigurer un dispositif de **coordination et de mutualisation de la logistique des chantiers du BTP à l'échelle métropolitaine**, fondé sur une approche de **métabolisme urbain**, de **données ouvertes** et de **gouvernance publique multi-maîtres d'ouvrage**.

- Une base de données issu de sources hétérogènes (SITADEL, DPGF, DOE, plannings, bons de livraison) structuré par des outils d'IA et de LLM ;
- Des modèles multi-échelles de flux de matériaux et de mobilité urbaine (analyse de flux de matières, simulations multi-agents) ;
- Un outil d'aide à la décision multicritère (MCDA) pour comparer des scénarios logistiques (mutualisation, hubs, report modal, fenêtres horaires, foncier) ;

Document de travail

- Et un démonstrateur opérationnel fondé sur l'expérimentation sur 2 à 3 chantiers relevant de maîtres d'ouvrage différents, incluant la mise en place d'un centre de consolidation / stock tampon, dont la localisation et le dimensionnement sont optimisés à partir des modèles et des données.

L'objectif final est la préfiguration d'un "super-coordinateur" public multi-MOA, capable d'organiser les flux, les plateformes, les accès et les stocks à l'échelle métropolitaine. Les outils, modèles et jeux de données produits sont conçus selon une logique de science ouverte et de licences ouvertes, afin de pouvoir être réutilisés, adaptés et, le cas échéant, intégrés dans des offres commerciales par des acteurs privés, contribuant à structurer un nouvel écosystème de services autour de la logistique de chantier.

Mutualisation de la logistique de chantier

Toutes les expériences existantes ont un point commun : elles sont monosites et placées sous l'égide d'un même aménageur ou d'un acteur privé unique. Aucune collectivité ne s'est encore engagée dans une mutualisation multi-sites et multi-MOA à l'échelle métropolitaine.
Pour les métropoles intermédiaires comme Strasbourg, cette limite est structurante : aucun chantier isolé n'atteint une taille critique suffisante pour justifier économiquement des dispositifs lourds (centres de consolidation, stocks déportés, report modal). Pour réduire les externalités, favoriser le réemploi et résoudre la question des exutoires, il est donc indispensable de créer un "super-coordinateur" public multi-MOA à l'échelle métropolitaine ou départementale. Cette complexité supplémentaire (gouvernance, données, foncier, dimensionnement) n'est aujourd'hui traitée par aucune solution existante.
Dans cette perspective, les outils développés par le CNAM et l'Université Gustave Eiffel sont indissociables de la démarche de mutualisation : ils permettent de localiser, dimensionner et comparer des plateformes, stocks et scénarios logistiques à partir de données réelles et de modèles robustes.

Verrous	Type	Etat de l'art	Solution proposée
Verrou 1 – Hétérogénéité et faible exploitabilité des données de chantier	Technique (données)	Les données existent (DPGF, DOE, plannings, etc.) mais sont dans des formats hétérogènes, non standardisés et difficiles à exploiter. Ces documents ne sont peu voire pas exploités par les collectivités (maitrise d'ouvrage).	Chaîne d'extraction automatisée IA/LLM pour structurer quantités, matériaux, phases, temporalités et produire une base harmonisée.
Verrou 2 – Manque de données sur les caractéristiques logistiques des livraisons	Technique (données)	Peu d'informations consolidées sur temporalité, quantité, rythmes, modes de livraison.	Reconstitution et qualification des flux logistiques réels via croisement documents (DPGF/DOE/plannings/bons) et données publiques (SITADEL).
Verrou 3 – Difficulté de consolider des sources multiples	Technique (données)	Données multi-sources peu compatibles ; enjeu d'anonymisation/confidentialité.	Base consolidée multi-sources avec traçabilité, contrôle qualité, anonymisation ; diffusion des jeux diffusables via NAKALA.
Verrou 4 – Contraintes de diffusion et confidentialité des données privées	Organisationnel / juridique	Données utiles détenues par le privé mais non diffusables (secret commercial/statistique).	Cadre de gouvernance de la donnée : anonymisation, agrégation, contrôle d'accès, conventions MOA, plan de gestion des données (PGD).
Verrou 5 – Absence de modèle multi-chantiers à l'échelle métropolitaine	Scientifique/ technique (modélisation)	Modèles opérationnels existent (stocks, JIT) mais pas de simulation multi-chantiers à l'échelle agglomération (stratégique + tactique) interopérable.	Modèles multi-échelles (MFA + multi-agents) interopérables avec outils opérationnels et scénarios.
Verrou 6 – Absence de modèles intégrant les décisions des acteurs	Scientifique	Les modèles n'intègrent pas les décisions des acteurs selon ressources, coûts, contraintes.	Prise en compte des comportements/choix dans les simulations et l'outil MCDA (réactions à changements réglementaires/éco).

Document de travail

Verrou 7 – Absence de module dédié “logistique de chantier” dans les modèles existants	Scientifique	Multi-agents mature pour mobilité personnes, émergent pour logistique urbaine ; pas de module chantier.	Développement d’un module chantier interopérable avec plateformes de simulation existantes.
Verrou 8 – Indicateurs environnementaux insuffisamment actionnables pour les collectivités	Organisationnel / scientifique	Modèles souvent fermés/propriétaires, difficilement réutilisables par collectivités/Bureau d’études	Développement selon une logique open source/open data et licences ouvertes (réutilisation, adaptation, valorisation).
Verrou 9 – Conduite du changement / appropriation par les collectivités	Social / organisationnel	Outils peu lisibles, faible capacité d’appropriation ; manque de clés méthodologiques.	Ateliers, démonstrateur, supports pédagogiques, MCDA/tableaux de bord ; intégration progressive dans les pratiques EMS.
Verrou 10 – Verrou foncier : disponibilité et planification des emprises logistiques	Organisationnel / territorial	Les besoins fonciers logistiques chantier sont peu anticipés ; concurrence forte des usages ; pas de méthode robuste de localisation/dimensionnement basée sur flux réels.	Scénarios stratégiques intégrant foncier, optimisation de la localisation des centres de consolidation/stocks tampons via modèles + MCDA ; recommandations d’intégration dans la planification.
Verrou 11 – Verrou économique : absence d’incitations et modèle économique instable	Économique / organisationnel	Mutualisation coûteuse en coordination ; aucun acteur ne porte les coûts à l’échelle multi-MOA ; dispositifs souvent limités au projet.	Préfiguration d’un super-coordinateur public multi-MOA, agrégation de la demande et cadrage d’un modèle d’organisation (services, règles, gouvernance).
Verrou 12 – Verrou juridique/contractuel : responsabilité en système mutualisé	Juridique / organisationnel	Zones grises : responsabilité sur stocks, retards, avaries, accès ; frein majeur à la mutualisation multi-acteurs.	Formalisation d’un cadre de gouvernance et d’un cahier des charges opérationnel (rôles, responsabilités, processus, conventions).
Verrou 14 – Passage à l’échelle : multi-sites / multi-MOA non traité dans l’état de l’art	Technique / organisationnel	Retours d’expérience principalement monosites sous un aménageur unique ; pas de méthode “territoriale”.	Expérimentation 2–3 chantiers de MOA différents + scénarios multi-sites ; outillage pour pilotage territorial et transférabilité.
Verrou 15 – Verrou institutionnel : objet de politique publique insuffisamment stabilisé	Institutionnel	La logistique chantier est à l’interface mobilité/aménagement/déchets/économie circulaire, sans portage clair.	Définition d’un cadre de gouvernance et d’un “service” super-coordinateur ; articulation avec politiques mobilité/décarbonation/foncier.
Verrou 16 – Verrou de temporalité : décalage entre planification urbaine et pilotage logistique	Organisationnel / territorial	Les décisions d’aménagement/voirie/foncier précèdent de plusieurs années la logistique, souvent gérée “en dernière minute”.	Outils de projection (scénarios stratégiques) + planification des plateformes/stocks ; intégration des temporalités chantier (phasage) dans les modèles.
Crédibilité opérationnelle : manque de validation en conditions réelles	Technique / social	Peu de dispositifs évalués en situation réelle multi-chantiers ; faible retour d’expérience consolidé.	Démonstrateur sur Strasbourg, mesures avant/après, retours d’expérience, rapport d’évaluation environnementale et recommandations de déploiement.

A.4. **Objectifs du projet**

Le projet MutaStock poursuit des objectifs complémentaires et réalistes, articulant production de connaissances, mise au point d’outils opérationnels et expérimentation territoriale à Strasbourg.

Document de travail

- Sur le plan technique et scientifique, il s'agit de constituer une base de données consolidée décrivant finement la dynamique spatio-temporelle des chantiers (documents de chantier + SITADEL), de développer un méthodologie basée sur les LLM permettant d'extraire automatiquement quantités, matériaux, phases et temporalités à partir de documents hétérogènes, de produire une chaîne de modélisation multi-échelles (MFA + simulations multi-agents) des flux de chantiers et de leurs externalités, et de développer un outil d'aide à la décision multicritère (MCDA) pour comparer des scénarios de mutualisation (hubs, report modal, fenêtres horaires, choix foncier).

- Sur le plan environnemental, MutaStock vise à outiller la collectivité pour quantifier et réduire les externalités liées aux flux de chantiers (GES, polluants, bruit, congestion, usure voirie), en comparant une situation de référence et des scénarios optimisés, puis en réalisant une évaluation environnementale finale.

- Sur le plan sociétal, le projet cherche à améliorer l'acceptabilité des chantiers par une meilleure coordination multi-acteurs, via des ateliers et une co-construction continue des scénarios et du dispositif, et à préfigurer un service public de coordination.

- Enfin, sur le plan économique et opérationnel, l'objectif est de rendre faisable, à l'échelle d'une métropole "intermédiaire", une mutualisation aujourd'hui non portée par le marché en structurant le cadre de gouvernance multi-MOA et en préparant la mise en œuvre d'un "super-coordinateur" capable d'organiser stocks tampons, plateformes, accès et suivi des flux, avec des résultats transférables à d'autres collectivités et réutilisables par des acteurs privés via des ressources diffusées sous licences ouvertes.

Clés de suivi (indicateurs quantifiés, atteignables) :

1. Une base de données consolidée multi-sources produite et documentée (v1 puis version consolidée), avec modalités d'accès et dépôt des jeux diffusables (NAKALA).
2. Un pipeline IA/LLM opérationnel d'extraction documentaire, testé et validé sur un corpus de chantiers pilotes.
3. Trois chaînes de modélisation open source livrées (MFA, SMA flux de véhicules, externalités) + un test sur l'Eurométropole de Strasbourg (documentation et manuel inclus).
4. Un prototype d'outil MCDA (cadre méthodologique + tableau de bord/interface) et un ensemble de scénarios stratégiques et tactiques.
5. Création d'une structure de coordination multi-MOA (super-coordinateur) permettant la mutualisation multi-sites.
6. Un démonstrateur territorial à Strasbourg sur 2 à 3 chantiers (multi-MOA) incluant un dispositif de centre de consolidation / stock tampon et une évaluation comparative "avec / sans" mutualisation (retour d'expérience et gains environnementaux).

B. ORGANISATION DU PROJET

B.1. Les Partenaires

Le projet MutaStock est porté par un **consortium public** associant un établissement d'enseignement supérieur et de recherche (CNAM), une université, notamment le laboratoire SPLOTT spécialisé dans les transports, l'aménagement et la logistique (Université Gustave Eiffel – UGE) et une collectivité territoriale (Eurométropole de Strasbourg – EMS). L'EMS a assuré la **coordination du dépôt de la candidature** sur la plateforme AGIR de l'ADEME dans le cadre de l'AAP PIA 4.0. En phase opérationnelle, le **CNAM est le coordinateur global du projet**, en charge du pilotage scientifique, technique, administratif et financier du consortium. L'UGE et l'EMS interviennent comme partenaires à part entière, apportant respectivement leur expertise scientifique et leur capacité d'expérimentation territoriale. Ce triptyque recherche–modélisation–territoire garantit la pertinence, la faisabilité et la transférabilité des solutions développées. Les partenaires ont déjà collaboré dans le cadre du programme de recherche POPSU

Document de travail

Transitions sur la thématique du foncier logistique depuis déjà 2 ans. L'équipe projet derrière cette candidature dispose de solides habitudes de travail communes.

Nom du Partenaire	Partenaires ayant déposé une demande d'aide au sein de l'AAP	Rôle dans le projet	Compétences apportées au projet	Apports du projet au partenaire
CNAM	OUI	Coordinateur du projet	Expertise en logistique urbaine, analyse des flux, science des données et IA, ingénierie de projets de recherche partenariaux ; pilotage scientifique et gestion de consortiums multi-acteurs.	Renforcement de ses capacités de recherche appliquée sur la logistique de chantier et la mutualisation, production de données et de modèles open source, valorisation scientifique et partenariale à l'échelle nationale.
UGE (Université Gustave Eiffel)	OUI	Partenaire 1 – Recherche et modélisation	Modélisation multi-échelles des mobilités et des flux de marchandises, simulations multi-agents (eqasim, Metropolis2, SOLID), évaluation environnementale des transports, ingénierie des systèmes de mobilité, expertise en logistique urbaine et métabolisme urbain.	Développement et validation de nouveaux modules de modélisation dédiés aux flux de chantiers, applications territoriales concrètes, renforcement des plateformes de simulation et des collaborations avec les collectivités.
EMS (Eurométropole de Strasbourg)	OUI	Partenaire 2 – Territoire et démonstrateur	Maîtrise d'ouvrage publique, connaissance fine des chantiers, des procédures et du foncier, capacité de concertation multi-acteurs, mise en œuvre d'expérimentations en conditions réelles.	Accès à des outils d'aide à la décision, à des scénarios et à un démonstrateur opérationnel pour structurer un super-coordinateur, réduire les externalités des chantiers et orienter sa stratégie foncière et logistique.

Document de travail

B.2. Gouvernance du projet

Le projet MutaStock est mis en oeuvre dans le cadre d'un consortium public associant le CNAM (coordinateur), l'Université Gustave Eiffel (UGE) et l'Eurométropole de Strasbourg (EMS). Le CNAM assure la coordination globale du projet et est responsable du pilotage scientifique, technique, administratif et financier, ainsi que de l'interface avec l'ADEME. L'UGE est co-responsable des lots de recherche et de modélisation (lots 1 et 2) et apporte son expertise en simulation, analyse des flux et évaluation des impacts. L'EMS est responsable des volets territoriaux, opérationnels et de démonstration (lots 4 et 5) et co-pilote, avec le CNAM, les travaux de scénarisation et de gouvernance (lot 3). Chaque tâche dispose d'un pilote identifié au sein du partenaire responsable, chargé de la bonne exécution technique, du respect du planning et de la production des livrables associés.

L'organisation juridique du projet repose sur une collaboration structurée entre les partenaires, formalisée par un Accord de Partenariat (accord de consortium), qui précise les rôles, engagements techniques et financiers, responsabilités, règles de propriété intellectuelle, modalités de diffusion des résultats et de gestion des données. Cet accord de consortium est en cours de finalisation et sera signé avant le démarrage effectif du projet et le versement du premier acompte.

- Le **Comité de pilotage** (COPIL), composé des représentants décisionnaires de chaque partenaire (direction, responsables scientifiques et responsables opérationnels), se réunit au moins deux fois par an. Il valide les orientations stratégiques, les arbitrages budgétaires, le périmètre, le lancement des phases clés (modélisation, démonstrateur, gouvernance du super-coordinateur) et les livrables contractuels transmis à l'ADEME. Il est l'instance d'arbitrage.

- Le **Comité technique et scientifique** (COTECH) regroupe les responsables de lots, les ingénieurs, le doctorant et les chercheurs impliqués. Il se réunit régulièrement (en moyenne trimestriellement) pour assurer la cohérence scientifique et méthodologique, coordonner les interfaces entre lots, suivre les indicateurs de performance et préparer les décisions soumises au COPIL. Il garantit la qualité scientifique, la robustesse des méthodes et la bonne articulation entre recherche et expérimentation.

L'organisation juridique structurant le projet est collaborative et fera l'objet d'un Accord de Partenariat à conclure entre les Partenaires qui aura pour objet de définir les conditions d'organisation et de gouvernance ainsi que d'allouer les rôles, les engagements techniques et financiers et les responsabilités de chacun, notamment au regard de la propriété intellectuelle.

B.3. Etat des connaissances antérieures et stratégie de propriété intellectuelle

Conformément aux Conditions Générales, les Partenaires doivent fournir un état détaillé des connaissances et des droits de propriété intellectuelle acquis antérieurement à l'Opération par chaque Partenaire, qui vont être mis au service de l'Opération et qui ne sont pas de libre usage, ainsi que les modalités juridiques et financières de leur mise à disposition pour l'Opération.
Toutes les connaissances, inventions, créations générées dans le cadre de l'Opération qui ne sont pas listées dans cet état des connaissances antérieures sont présumées être des Résultats.

Par ailleurs, les partenaires s'engagent à faire preuve de la plus grande diligence dans la conservation du caractère secret ou confidentiel des Résultats de l'Opération.

Le projet MutaStock s'appuie sur un socle solide de **connaissances antérieures** détenues par les partenaires académiques et institutionnels. Côté CNAM et Université Gustave Eiffel, il s'agit notamment des travaux existants sur la modélisation multi-agents de la mobilité (eqasim, Metropolis2, SOLID-SMA), sur l'analyse des flux de matière (MFA) appliquée aux matériaux de construction, ainsi que des méthodes de construction de populations synthétiques de chantiers à partir de SITADEL développées dans le cadre de POPSU Transitions et de projets ANR associés. Ces briques permettent déjà de quantifier, spatialiser et simuler les flux logistiques urbains, mais n'intègrent pas à ce stade les flux spécifiques des chantiers ni leur articulation avec les besoins fonciers et les dispositifs de mutualisation. Du côté de l'Eurométropole de Strasbourg, les connaissances antérieures portent principalement sur la connaissance opérationnelle du territoire, l'accès aux données locales de chantiers et de planification, ainsi que sur les études préalables menées (fret fluvial, terres excavées, économie circulaire du BTP) et les dispositifs de concertation déjà engagés avec les maîtres d'ouvrage et les acteurs économiques. Ces actifs ne sont pas de libre usage et sont mis à disposition du projet dans un cadre contractuel sécurisé, permettant leur exploitation scientifique et opérationnelle tout en respectant les contraintes de confidentialité et de secret statistique.

À partir de ces connaissances antérieures, le projet générera des résultats : base de données consolidée sur les chantiers, modèles multi-échelles des flux (matériaux, transports, externalités), outils MCDA, scénarios, cadres organisationnels et juridiques du « super-coordinateur », ainsi que les livrables issus du démonstrateur.

La **stratégie de propriété intellectuelle** repose sur un principe de science ouverte et de diffusion large : les modèles, méthodologies, bases de données documentées et cadres organisationnels seront rendus accessibles afin de

Document de travail

garantir leur réplicabilité par d'autres collectivités, bureaux d'études et éditeurs de logiciels, comme indiqué dans la stratégie post-projet (site dédié, intégration possible dans des outils de modélisation existants, diffusion via plateformes nationales). Toutefois, cette ouverture est compatible avec une gestion rigoureuse de la confidentialité : les données sources sensibles (données de chantiers, données privées, informations contractuelles) feront l'objet de dispositifs d'anonymisation, d'agrégation et de conventions d'accès spécifiques, afin de préserver les secrets commerciaux et les obligations réglementaires tout en permettant leur valorisation scientifique et territoriale. Les partenaires s'engagent ainsi à assurer la protection des informations confidentielles et des résultats non publiables, tout en maximisant l'impact collectif du projet par la mise à disposition maîtrisée de ses productions.

B.4. **Sous-traitance**

Bien que la liste des sous-traitants identifiés pour la réalisation de l'Opération (telle que figurant à l'Annexe A) soit prévisionnelle et non exhaustive, l'ADEME pourra décider de la réduction de l'Aide accordée, notamment en excluant des Dépenses Eligibles et Retenues les coûts de la sous-traitance concernée si les sous-traitants réellement sélectionnés par le Bénéficiaire pour la réalisation de l'Opération sont différents de ceux prévus en Annexe A ou si les conditions et modalités de réalisation des prestations diffèrent en cours d'Opération, et ce quel que soit le motif de la modification opérée. Conformément à l'article 8-2-1 des Conditions Générales, tout changement de sous-traitants stratégiques doit être signalé et dûment justifié dès qu'il intervient, afin d'éviter toute difficulté liée à l'éligibilité des dépenses lors de leur analyse à une étape clé.

Principaux sous-traitants pressentis	Nationalité	Partenaire concerné	Technologies / Prestations[1]	Lieu de fabrication des principaux composants ou de la réalisation de la prestation	Nature et niveaux d'engagements réciproques	Degré de certitude vis-à-vis du sous-traitant pressenti Faible / Fort
Bureau d'études ACV / environnement	France ou UE	CNAM / UGE	Évaluation environnementale comparative (GES, polluants, nuisances) des scénarios et du démonstrateur (tâche 0.7).	France ou UE	Réalisation d'une évaluation environnementale simplifiée à partir des scénarios et données du projet ; livrable L06 validé par le consortium.	Moyen
Société de data-visualisation / développement d'interfaces	France ou UE	CNAM	Développement du tableau de bord et de l'interface MCDA (tâche 3.1).	France ou UE	Développement logiciel sur spécifications fournies par le CNAM et l'EMS ; propriété des livrables et droits d'usage définis par contrat.	Moyen
Prestataire d'industrialisation logicielle	France ou UE	UGE	Passage des chaînes de modélisation MFA & SMA du prototype de recherche vers un outil robuste, diffusable et utilisable par des tiers (tâche 2.2).	France ou UE	Prestation d'ingénierie logicielle sous pilotage UGE ; livrables open-source intégrés aux chaînes L21–L24.	Moyen
AMO juridique	France ou UE	EMS	Étude juridique, scénarios de	France ou UE	Prestation stratégique pour	Faible

Document de travail

			gouvernance, rédaction des statuts et contrats du super-coordinateur (tâches 4.4–4.5).		la structuration du véhicule juridique du super-coordinateur ; livrables L46–L47.	(dépendra de l'appel d'offres)
AMO gestion de plateforme logistique	France ou UE	EMS	Aide à la rédaction et au suivi du marché de gestion du stock et de la logistique mutualisée (tâche 5.3 et 5.5).	France ou UE	Assistance à maîtrise d'ouvrage pour structurer et suivre le marché du démonstrateur.	Faible (dépendra de l'appel d'offres)
Groupement exploitant la plateforme de stockage	France ou UE	EMS	Exploitation du centre de consolidation et de la logistique mutualisée pour les chantiers pilotes (tâche 5.4).	Strasbourg	Prestation opérationnelle sous marché public ; résultats évalués dans le cadre du démonstrateur.	Moyen (dépendra de l'appel d'offres)

C. DESCRIPTION SYNTHÉTIQUE DU PLAN DE TRAVAIL

C.1. Arborescence et description des lots / activités

Lot	Tache	Intitulé de l'activité	Pilote du livrable et partenaire(s) impliqué(s)
LOT 0	1	Mise en place d'une gouvernance scientifique & technique (réunions de consortium, arbitrages)	**Pilote** Partenaires impliqués
LOT 0	2	Suivi budgétaire et administratif	CNAM pilote EMS + UGE partenaires impliqués
LOT 0	3	Interface avec l'ADEME et les partenaires du consortium	CNAM pilote EMS + UGE partenaires impliqués
LOT 0	4	Gestion des données sensibles (confidentialité, conventions MOA)	CNAM pilote EMS + UGE partenaires impliqués
LOT 0	5	Animation des ateliers (collectivités, aménageurs, entreprises du BTP)	CNAM pilote EMS + UGE partenaires impliqués
LOT 0	6	Communication, valorisation et diffusion des livrables (open-data, rapports, démonstrateurs)	CNAM pilote EMS + UGE partenaires impliqués
LOT 0	7	Évaluation environnementale (étape 3)	CNAM + EMS + UGE pilotes
LOT 0	8	Certification des comptes	CNAM + EMS + UGE pilotes
LOT 1	1	Collecte et harmonisation des données (DPGF, DOE, plannings, bons de livraison, SITADEL)	CNAM + UGE pilotes EMS partenaire impliqué

Document de travail

LOT 1	2	Extraction automatique via IA / LLM pour structurer quantités, matériaux, phases, temporalités, flux réels	CNAM + UGE pilotes EMS partenaire impliqué
LOT 1	3	Production d'une base consolidée décrivant finement la dynamique des chantiers	CNAM + UGE pilotes EMS partenaire impliqué
LOT 2	1	Macro : MFA et flux de matériaux → besoins territoriaux, projections, foncier logistique.	UGE + CNAM pilotes EMS partenaire impliqué
LOT 2	2	Méso : simulations SMA (eqasim / Metropolis2 / SOLID-SMA) intégrant les flux de chantiers.	UGE + CNAM pilotes EMS partenaire impliqué
LOT 2	3	Mesure des externalités : CO_2, pollution, bruit, congestion, usure voirie.	UGE + CNAM pilotes EMS partenaire impliqué
LOT 3	1	Développement d'un outil d'aide à la décision (MCDA) : mutualisation, hubs, report modal, fenêtres horaires.	CNAM + EMS pilotes UGE partenaire impliqué
LOT 3	2	Construction de scénarios stratégiques (foncier, dynamiques urbaines) & tactiques (livraisons, plateformes).	CNAM + EMS pilotes UGE partenaire impliqué
LOT 3	3	Définition du cadre de gouvernance multi-MOA / multi-aménageurs. Préfiguration du service "super-coordinateur" : stocks tampons, plateformes, accès, suivi des flux.	CNAM + EMS pilotes UGE partenaire impliqué
LOT 4	1	Marché - recrutement équipe juridique	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 4	2	Gouvernance interne EMS (mise en place et animation)	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 4	3	Gouvernance avec les partenaires (mise en place et animation)	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 4	4	Étude organisationnelle/juridique/contractuelle	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 4	5	Rédaction des contrats/statuts	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 4	6	Mise en place opérationnelle du "super-coordinateur"	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 5	1	Identification des chantiers et stocks	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 5	2	Aménagement des stocks	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 5	3	Structuration du marché de gestion du stock et de la logistique mutualisés des chantiers pilotes	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués
LOT 5	4	Travaux - exploitation du démonstrateur	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués

LOT 5	5	Évaluation environnementale et organisationnelle du démonstrateur	EMS pilote CNA + UGE partenaires impliqués

C.2. Livrables

La liste des livrables attendus est définie ci-dessous par le renvoi au numéro de l'Etape-Clé ou Jalon Intermédiaire. Les livrables à remettre à l'ADEME sont cochés dans le tableau ci-dessous ; le cas échéant, l'ADEME pourra demander la remise des autres livrables.

Pour l'ensemble des livrables correspondant à la réception ou à la réalisation d'un équipement productif, il est attendu un PV de réception de matériel et un compte rendu de mise en service.

Lot	Tâche	Référence	Intitulé du livrable	Date prévisionnelle de disponibilité (T0 + … mois)	Etape-clé ou Jalon intermédiaire	A remettre à l'ADEME
LOT 0	1	L01	**Plan de gestion du projet.** Document décrivant l'organisation du consortium, la gouvernance, le planning, la gestion des risques, le suivi des livrables et les procédures de pilotage du projet.	24 /36 /52	EC1 /EC2/ECf	
LOT 0	2	L02.x	**Rapports d'avancement :** Rapports périodiques présentant l'avancement scientifique, technique, financier et organisationnel du projet et l'état des livrables	24/36/52	EC1/EC2/ECf	X
LOT 0	5	L02.x	**Comptes rendus d'ateliers intégrés aux rapports d'avancement** : Synthèses des échanges et contributions des ateliers multi-acteurs, intégrées dans les rapports.	24/36/52	EC1/EC2/ECf	
LOT 0	2	L03	**Rapport final :** Rapport de synthèse présentant l'ensemble des résultats scientifiques, techniques, organisationnels et opérationnels du projet.	52	ECf	X
LOT 0	5	L03	**Synthèse des enseignements intégrée au rapport final :** Synthèse des apports des ateliers et de la concertation, intégrée dans le rapport final du projet.	52	ECf	

Document de travail

LOT 0	4	L04	**Plan de gestion des données (PGD)** : Document décrivant les règles de collecte, de stockage, d'accès, d'anonymisation, de diffusion et de valorisation des données du projet.	24 (en version provisoire)/52(version définitive)	EC1/ECf	
LOT 0	6	L05	**Supports de communication :** Ensemble de supports de diffusion (présentations, fiches, contenus numériques) destinés à valoriser les résultats du projet.	52	ECf	
LOT 0	7	L06	**Rapport d'évaluation environnementale :** Rapport présentant l'évaluation comparative des impacts environnementaux des scénarios étudiés et du démonstrateur. (étape 3)	52	ECf	X
LOT 0	8	L07	**Rapport de certification des comptes :** Document attestant la conformité et la justification des dépenses du projet selon les règles de l'ADEME.	52	ECf	X
LOT 1	1	L11	**Base de données consolidée v1 (documents chantier + SITADEL) :** Base de données structurée regroupant les documents de chantier et données SITADEL décrivant les chantiers, matériaux et flux.	36	EC2	
LOT 1	1	L12	**Rapport sur les terres excavées et les matériaux issus de la déconstruction** : Analyse quantitative et qualitative des flux de terres excavées et de matériaux de déconstruction sur le territoire.	36	EC2	
LOT 1	2	L13	**Pipeline IA/LLM d'extraction documentaire** : Chaîne logicielle permettant l'extraction automatique des informations clés (matériaux, quantités,	36	EC2	

Document de travail

			phases, flux) à partir des documents de chantier			
LOT 1	3	L14	**Rapport "Cadre de collecte & accès aux données » :** Document décrivant les méthodes de collecte, de structuration, d'accès, de diffusion et de réutilisation des données du projet.	36	EC2	
LOT 2	1	L21	**Chaîne de modélisation macroscopique des flux de matière (MFA)** : code open source, Code open-source permettant d'estimer les flux de matériaux de chantier à l'échelle d'une agglomération.	52	ECf	
LOT 2	1	L22	**Documentation du modèle macroscopique** : analyses statistiques, description du modèle (choix méthodologiques), manuel d'utilisation des scripts d'analyse, résultats de l'instance test sur l'EuroMétropole de Strasbourg.	52	ECf	
LOT 2	2	L23	**Chaîne de modélisation mésoscopique des flux de véhicules (SMA) :** Code open-source simulant les flux de véhicules de chantier et leur affectation sur les réseaux de transport.	52	ECf	
LOT 2	2	L24	**Documentation du modèle mésoscopique** : Documentation du modèle SMA, incluant hypothèses, méthodes, scripts et résultats de l'instance EMS.	52	ECf	
LOT 2	3	L25	**Chaîne de modélisation des impacts des flux de véhicules :** Code open-source calculant les émissions, pollutions, bruit, congestion et autres externalités des flux simulés.	52	ECf	
LOT 2	3	L26	**Analyse des résultats de l'instance test sur l'Eurométropole de Strasbourg:** Analyse	52	ECf	X

Document de travail

			détaillée des impacts environnementaux et des scénarios simulés pour l'Eurométropole de Strasbourg.			
LOT 3	1	L31	**Cadre méthodologique MCDA :** Cadre définissant les critères, indicateurs et règles de comparaison des scénarios de logistique chantier.	52	ECf	
LOT 3	1	L32	**Prototype de l'outil d'aide à la décision** : Tableau de bord et interface permettant de comparer des scénarios de mutualisation, hubs et report modal.	52	ECf	
LOT 3	2	L33	**Scénarios stratégiques (foncier, besoins futurs, impacts) ; Scénarios tactiques (livraisons fluviales, hubs, mutualisation)** : Ensemble de scénarios évaluant les besoins fonciers, les flux, la mutualisation et les organisations logistiques possibles.	52	ECf	
LOT 3	3	L34	**Rapport de préfiguration du "super-coordinateur" :** Document définissant les principes organisationnels et fonctionnels du futur service de coordination multi-MOA.	52	ECf	
LOT 3	3	L35	**Cahier des charges opérationnel du futur service :** Spécification des missions, processus, outils et moyens nécessaires au super-coordinateur.	52	ECf	X
LOT 4	1	L41	**CCTP marché : recrutement équipe juridique,** Documents de consultation pour recruter l'équipe chargée de l'étude juridique et organisationnelle.	24	EC1	
LOT 4	2	L42	**Compte rendu des ateliers interne à l'EMS (rendu intermédiaire) :** Synthèse intermédiaire des échanges avec les services	36	EC2	

Document de travail

			de l'EMS sur la création du super-coordinateur.			
LOT 4	2	L43	**Compte rendu des ateliers interne à l'EMS (rendu final) :** Synthèse finale des contributions internes à l'EMS sur la gouvernance et l'organisation cible.	52	ECf	
LOT 4	3	L44	**Compte rendu des ateliers avec les partenaires (rendu intermédiaire) :** Synthèse intermédiaire des échanges avec les MOA et partenaires externes.	36	EC2	
LOT 4	3	L45	**Compte rendu des ateliers avec les partenaires (rendu final) :** Synthèse finale de la concertation avec les partenaires sur le futur super-coordinateur.	52	ECf	
LOT 4	4	L46	**Rapport sur les scénarios d'organisation possibles d'un super-coordinateur (AFOM) :** Analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces des différents scénarios juridiques et organisationnels.	24	EC1	
LOT 4	5	L47	**Statut/contrat type du "super-coordinateur» :** Documents juridiques définissant le cadre de fonctionnement et d'adhésion au futur dispositif.	29	JI1	
LOT 4	5	L48	**Projet de délibération de création du "super-coordinateur » :** Acte formel autorisant la création de la structure de coordination.	29	JI1	
LOT 5	1	L51	**Rapport d'analyse du besoin foncier et des scénarios fonciers pour l'implantation de la plateforme de stockage** : Analyse des besoins en surface et localisation pour la plateforme de stockage mutualisée.	29	JI1	

Document de travail

LOT 5	2	L52	**Rapport : état de l'art centre de consolidation et recommandations**, Synthèse des bonnes pratiques et recommandations techniques pour la plateforme de stockage.	36	EC2	X
LOT 5	2	L53	**CCTP et documents phase PRO de l'aménagement de la plateforme de stockage** (documents techniques servant à la réalisation des travaux) : Documents techniques nécessaires à la réalisation des travaux d'aménagement de la plateforme.	52	ECf	
LOT 5	3	L54	**CCTP accompagnement pour la création puis le suivi du marché de gestion de chantier et de logistique mutualisés (AMO)** : Documents de consultation pour recruter l'assistant à maîtrise d'ouvrage de la logistique mutualisée	36	EC2	
LOT 5	3	L55	**CCTP marché** : recrutement d'un groupement pour gérer le stock/le transport et l'interface avec les 2 MOA, Documents pour recruter le groupement chargé de l'exploitation du stockage et de la logistique.	36	EC2	
LOT 5	4	L56	**Rapport - retour d'expérience de la mise en œuvre opérationnelle de la mutualisation** : Analyse du fonctionnement réel de la mutualisation pendant l'expérimentation.	56	ECf	X
LOT 5	5	L57	**Evaluation environnementale et organisationnelle du démonstrateur :** Comparaison « avec / sans mutualisation » des impacts environnementaux et organisationnels.	56	ECf	X

Document de travail

C.3. Indicateurs clés

Indicateurs environnementaux par lots :

Lot	Tâche	Référence	Intitulé du livrable	Indicateurs environnementaux suivis en cours projet
LOT 1	1.1	**L11**	Base de données consolidée v1 (documents chantier + SITADEL)	Quantification des volumes de matériaux (t), des flux de livraisons et d'enlèvements, et de leur localisation, permettant de calculer les **flux de transport, les émissions de CO_2 et les nuisances associées**.
LOT 1	1.3	**L14**	Rapport "Cadre de collecte & accès aux données"	Couverture des chantiers (%) et des flux → **fiabilité des indicateurs environnementaux produits**
LOT 2	2.1	**L21**	Chaîne de modélisation macroscopique des flux de matière (MFA)	Besoins totaux en matériaux (t/an), volumes excavés et importés → **empreinte matérielle du territoire et volumes de transport induits**
LOT 2	2.2	**L23**	Chaîne de modélisation mésoscopique des flux de véhicules (SMA)	Nombre de trajets, kilomètres parcourus, taux de mutualisation, part modale fluvial/rail → **émissions de CO_2, polluants et nuisances de trafic associées**.
LOT 2	2.3	**L25**	Chaîne de modélisation des impacts des flux de véhicules	Émissions de CO_2 (tCO_2e), NOx, PM10, bruit, congestion, usure voirie pour chaque scénario **--> Indicateurs environnementaux**
LOT 3	3.1	**L32**	Prototype de l'outil d'aide à la décision	Comparaison multicritère des scénarios selon leurs **impacts environnementaux** (CO_2, trafic, bruit, foncier)
LOT 3	3.2	**L33**	Scénarios stratégiques (foncier, besoins futurs, impacts); Scénarios	Gains projetés : réduction km-camions/CO_2 **et optimisation**

Document de travail

			tactiques (livraisons fluviales, hubs, mutualisation)	**foncière** (m² mobilisés, m² évités, t/m²).
LOT 3	3.3	**L34–L35**	Rapport de préfiguration du "super-coordinateur" + Cahier des charges opérationnel du futur service	Capacité de mutualisation (t, m²), nombre de chantiers coordonnés → **potentiel de réduction des flux**
LOT 5	5.4	**L56**	Rapport - retour d'expérience de la mise en oeuvre opérationnelle de la mutualisation	Mesure réelle : **surface de plateforme mobilisée (m²)**, tonnage transité/stocké, **productivité foncière (t/m²)**.
LOT 5	5.5	**L57**	Evaluation environnementale et organisationnelle du démonstrateur	Comparaison avec vs sans : CO_2, trafic, bruit, congestion **et foncier** (m² mobilisés / m²·jours d'occupation évitée si mesurable)→ bénéfice environnemental global du démonstrateur

Indicateurs environnementaux globaux du projet :

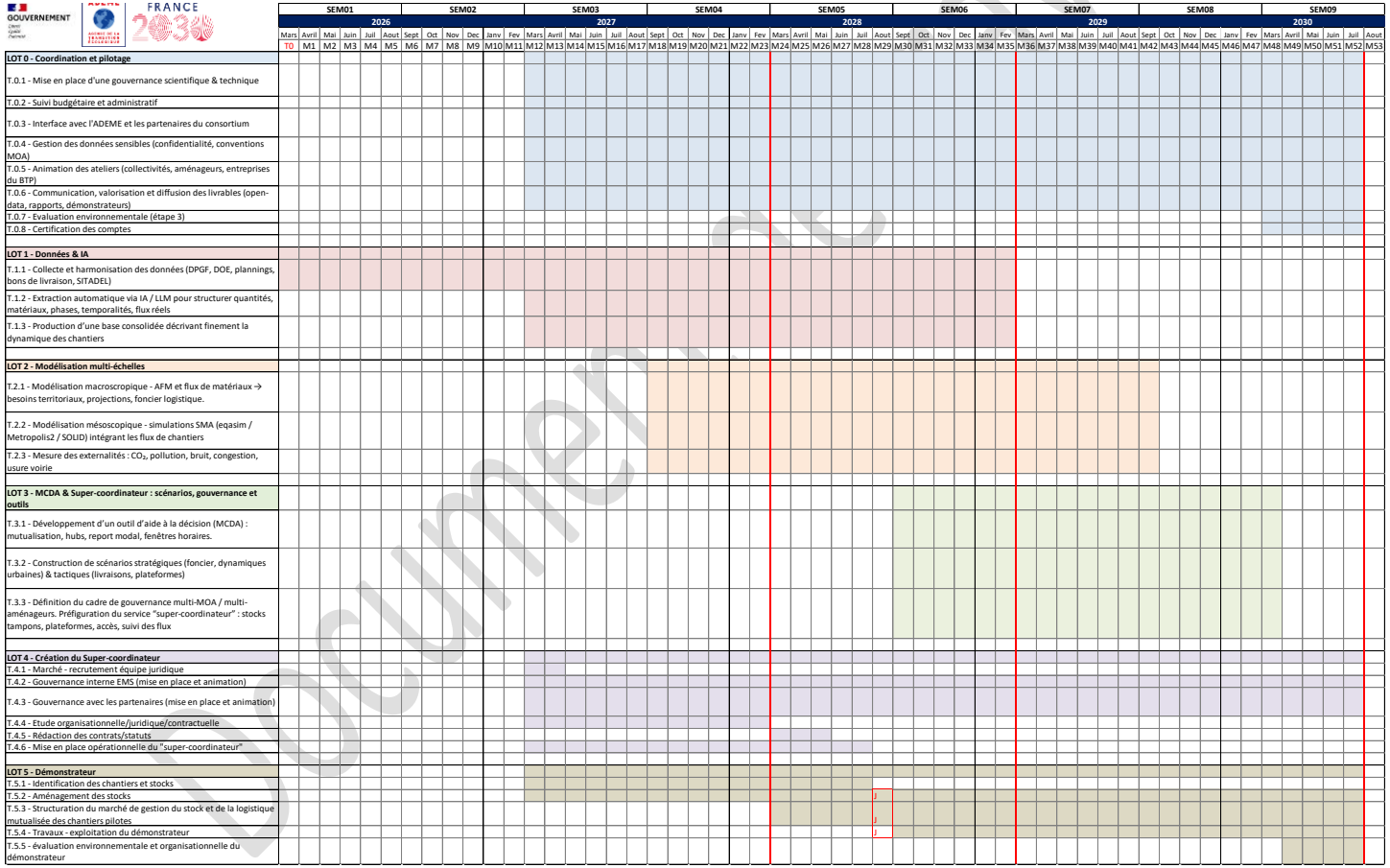
Indicateur	Valeur	Hypothèses et commentaires
Flux évités	≈ 680 000 m³·km	2 chantiers pilotes × 30 000 m³ de terres = 60 000 m³. Distance moyenne des flux Grand Est (SDES-TRM) = 58 km → 3,48 M m³·km. Hypothèse prudente de réduction de 20 % via mutualisation et régulation.
Report modal	Potentiel non quantifié ex ante	Dépend de la localisation réelle des chantiers et de la plateforme.
Amélioration du taux de remplissage	Mesuré ex post	Une balance Poids-lourds sur la plateforme et suivi des flux permettraient de produire cet indicateur pendant l'expérimentation.
Déchets évités (terres)	≈ 40 000 m³	Hypothèse : 2/3 des déblais (60 000 m³) réemployés via stockage tampon inter-chantiers.
Risque environnemental projet (actuel)	Faible	Le projet n'introduit pas de risques supplémentaires par rapport à la situation de référence.
Risque environnemental à horizon 2030	Faible	Le dispositif réduit la vulnérabilité des chaînes d'approvisionnement chantier.
Capacité d'adaptation climatique	Forte	Pilotage dynamique des flux, planification et scénarisation multi-aléas via outils de modélisation.

Document de travail

D. CALENDRIER

D.1. Planning indicatif du projet

T0 est la date de début des travaux. Dans le présent projet, T0 correspond au 01/03/2026 et la durée prévisionnelle des travaux est de 52 mois.



Document de travail

D.2. Etapes-clés

Ci-dessous sont présentées les étapes clés, leur date prévisionnelle et les évènements correspondants au regard du planning indicatif du projet et de la liste des livrables à envoyer à l'ADEME de la partie C2.

Etape – clé	Date prévisionnelle	Evénements correspondants
1	T0 + 24 mois (Date indicative 01/03/2028)	Recrutements et analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces des différents scénarios juridiques et organisationnels effectués. Liste des livrables à fournir : L01, L02, L04, L41, L46
2	T0 + 36 mois (Date indicative 01/03/2029)	Résultats des états de l'art Liste des livrables à fournir : *L01, L02, L11, L12, L13, L14, L42, L44, L52, L54, L55*
Finale	T0 + 52 mois (Date indicative 01/08/2030)	Résultats de l'analyse détaillée des impacts environnementaux et des scénarios simulés pour l'Eurométropole. Missions, processus, outils et moyens nécessaires au super-coordinateur définis. Synthèse des bonnes pratiques et recommandations techniques pour la plateforme de stockage. Résultats des expérimentations Liste des livrables à fournir : *L01, L02, L03, L04, L05, L06, L07, L21, L22, L23, L24, L25, L26, L31, L32, L33, L34, L35, L43, L45, L53, L56, L57*

Chaque Etape-Clé donnera lieu à un Comité de suivi selon les modalités décrites à l'article 4.2 des Conditions Générales.

D.3. Jalons Intermédiaires

Ci-dessous sont présentés les Jalons Intermédiaires et leurs dates prévisionnelles :

Jalon	Date prévisionnelle	Evènements correspondants
JI 1	T0 + 29 mois (date indicative 01/05/2028)	Validation avec l'ADEME du rassemblement de l'ensemble des prérequis avant de lancer la phase du démonstrateur, notamment dans la mobilisation des investissements pour aménager la plateforme de stockage : - Structure/organisation de mutualisation multi-MOA validée, - Chantiers du démonstrateur identifiés, - Emplacement de la plateforme de stockage identifiée. Ce jalon intervient à la fin du lot 4. Livrable à fournir : L47, L48, L51

Document de travail

E. SUIVI DU PROJET

E.1. Rapport d'avancement

A chaque Etape-Clé sera remis par le coordonnateur du projet un rapport d'avancement, selon le modèle fourni par l'ADEME. A sa lecture, l'ADEME pourra demander la remise d'un ou plusieurs des livrables concernés.

Chaque rapport comprendra :

- Une page de couverture faisant apparaître :
  - le titre du projet
  - le nom de l'ensemble des partenaires et éventuellement leurs logos
  - la date de rédaction du rapport
- Un sommaire
- Une vision budgétaire lot par lot ou tâche par tâche et présentant les différents types de dépenses permettant de comparer avec le budget prévisionnel des dépenses réalisées. Lorsque nécessaire, elle sera accompagnée d'une nouvelle prévision budgétaire avec une présentation permettant de la comparer à la prévision initiale.
- Une mise à jour du plan de financement du projet (annexe 6 du rapport d'avancement)
- Une vision planning permettant de comparer :
  - Le réalisé par rapport au planning initial.
  - Le replannifié par rapport au planning initial.
- Une présentation détaillée du travail réalisé et des principaux résultats (qu'ils soient positifs ou négatifs) obtenus dans chacune des taches concernées par la période écoulée, en indiquant les livrables réalisés reliés. Les évolutions du projet (ex : abandon d'activités et le cas échéant, remplacement par d'autres…) devront être argumentées.
- La liste des principales publications, articles et communiqués faisant état des Résultats de l'Opération,
  - Indicateur d'impact emplois : Nombre emplois directs mobilisés à 5 ans post projet pour l'activité concernée par le projet (qu'ils soient créés et/ou maintenus) (annexe 6 du rapport d'avancement)
- Indicateur d'impact environnemental du projet (annexe 5 du rapport d'avancement) - comparaison à effectuer entre la solution développée et une solution de référence à déterminer via la méthode empreinte projet - projection à 10 ans post projet en cas de réalisation du business plan prévisionnel.
- Analyse environnementale de niveau 3 selon la méthode empreinte projet (ACV simplifiée)

Sera annexée au rapport le cas échéant, la fiche de communication destinée à être consultable sur le site internet de l'ADEME (« fiche projet lauréat »), mise à jour en cas d'évolution notable du projet.

E.2. Rapport Final

En plus, pour le rapport final uniquement :

- La présentation de l'ensemble des Résultats générés par la réalisation de l'Opération,
- L'appréciation de la conformité des Résultats produits aux Résultats escomptés initialement et l'aptitude de ces derniers à assurer la bonne réalisation de la Phase des Retours Financiers,
- Les nouveaux projets en cours ou prévus à la suite de l'Opération, notamment ceux qui feraient l'objet d'une demande de financement public,
- Enfin, une prévision des indicateurs liés aux bénéfices environnementaux, sociaux et économiques du projet :
  - Indicateur de chiffre d'affaires : Chiffre d'affaires généré par le projet, en cumul à horizon 5 ans post projet, en cas de réalisation du business plan prévisionnel (en k€) (annexe 6 du rapport final)

Document de travail

  - Indicateur d'impact emplois : Nombre emplois directs mobilisés à 5 ans post projet pour l'activité concernée par le projet (qu'ils soient créés et/ou maintenus) (annexe 6 du rapport final)

- Indicateur d'impact environnemental du projet (annexe 5 du rapport final) - comparaison à effectuer entre la solution développée et une solution de référence à déterminer via la méthode empreinte projet de niveau 3 - projection à 10 ans post projet en cas de réalisation du business plan prévisionnel

Sera annexée au rapport final :

- Une synthèse de 2 pages maximum, rappelant les objectifs du projet, les principaux résultats et conclusions. Cette synthèse sera rédigée en français et en anglais, et sera diffusable comme un rapport non confidentiel.
- La fiche de communication destinée à être consultable sur le site internet de l'ADEME (« fiche projet lauréat »), mise à jour.

E.3. **Evaluation**

Le Bénéficiaire s'engage à répondre à l'enquête de l'ADEME pour l'évaluation du programme telle que décrite à l'article 8-2-5 des Conditions Générales ; et ce au début, à la fin, ou postérieurement à l'opération. Le chiffrage d'impact (réel et prévisionnel) demandé dans le questionnaire d'évaluation pourra être repris des indicateurs déjà fournis dans le rapport final (retombées économiques, sociales et environnementales).

Document de travail

F. DESCRIPTION DÉTAILLEE DES TÂCHES

Tâche n°: 0.1	**Intitulé de la tâche : Mise en place d'une gouvernance scientifique & technique (réunions de consortium, arbitrages)**	
Partenaire responsable de la tâche : CNAM	Partenaire : UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 +12 mois

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 41

Objectifs :

- Mettre en place une gouvernance scientifique et technique, partagée par l'ensemble des partenaires du consortium.
- Assurer le pilotage stratégique, opérationnel et financier du projet sur toute sa durée.
- Garantir la cohérence scientifique, la qualité technique des travaux, le respect des jalons, des délais et des engagements contractuels vis-à-vis de l'ADEME.
- Organiser les processus de décision, d'arbitrage, de gestion des risques et de gestion des données et résultats.

Résultats attendus (et indicateurs associés)

- Gouvernance formalisée et opérationnelle dès le lancement du projet. *Indicateur* : validation du plan de gouvernance et du plan de gestion du projet (L01) dans les 3 premiers mois.
- Tenue régulière des instances de pilotage et de suivi scientifique et technique. *Indicateurs* :
  - 2 comités de pilotage par an,
  - 3 réunions techniques transverses par an,
  - Comptes-rendus validés et diffusés à l'ensemble des partenaires.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Mise en place des instances de gouvernance :
  - comité de pilotage (stratégique, scientifique et financier),
  - comité technique et scientifique,

Document de travail

- coordination inter-tâches.

- Organisation et animation des réunions du consortium : préparation des ordres du jour, animation, rédaction et diffusion des comptes rendus.

- Coordination scientifique et technique entre partenaires (CNAM, UGE, EMS) : suivi de l'avancement des tâches, cohérence des méthodes, articulation des livrables.

- Pilotage administratif et financier : suivi des plannings, des ressources, des indicateurs, préparation des reportings et livrables contractuels à destination de l'ADEME.

- Mise en œuvre d'outils collaboratifs de gestion de projet (espace partagé, outils de suivi, tableaux de bord)

- Mobilisation d'un ingénieur d'étude dédié à la gestion du projet sur toute la durée (40 mois) : coordination du consortium, suivi des plannings et livrables, organisation des instances de gouvernance, suivi administratif et financier, préparation des reportings ADEME.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Personnel : Ingénieur d'étude dédié à la gestion et au pilotage du projet (40 mois) et

frais de mission (transport + organisation de réunions)

Investissements : matériel informatique pour le CNAM et l'UGE (PC/serveurs/licences)

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L01 : Plan de gestion du projet

Tâche n°: 0.2	**Intitulé de la tâche : Suivi budgétaire et administratif**	
Partenaire responsable de la tâche : CNAM	Partenaire : UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 41

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

- Assurer le suivi budgétaire, administratif et contractuel du projet pour l'ensemble des partenaires du consortium (tableaux de suivi budgétaire mis à jour au minimum semestriellement et validés par le coordinateur.)

- Garantir la conformité des dépenses et des procédures avec les règles du PIA 4 et de l'ADEME.

- Produire les reportings financiers et administratifs attendus par l'ADEME dans les délais impartis.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Mise en place et animation du dispositif de suivi budgétaire et administratif du consortium.

Document de travail

- Collecte, consolidation et vérification des données financières et administratives transmises par les partenaires (CNAM, UGE, EMS).
- Suivi de l'exécution budgétaire par partenaire, par tâche et par nature de coûts, en lien avec les règles d'éligibilité ADEME.
- Préparation, coordination et transmission des rapports d'avancement semestriels et du rapport final (volets administratif et financier).
- Interface avec l'ADEME pour les aspects contractuels, administratifs et financiers (demandes d'éclaircissement, ajustements, avenants le cas échéant).
- Appui aux partenaires pour la justification des dépenses, la constitution des pièces justificatives et la préparation d'éventuels audits.

Les moyens mobilisés reposent principalement sur des ressources humaines dédiées à la gestion administrative et financière, en coordination avec les services financiers des partenaires, et sur des outils de suivi budgétaire partagés. La coordination sera effectuée par l'ingénieur.e d'étude dédié.e au projet sous la responsabilité du Cnam.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Néant

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L02 : Rapports d'avancement semestriels

L03 : Rapport final

Tâche n°: 0.3	**Intitulé de la tâche : Interface avec l'ADEME et les partenaires du consortium**	
Partenaire responsable de la tâche : CNAM	Partenaire : UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 41

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Assurer une interface fluide, continue et conforme entre le consortium et l'ADEME, et garantir la bonne coordination entre partenaires tout au long du projet.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Organisation et animation des échanges avec l'ADEME (réunions de suivi, réponses aux demandes d'information, ajustements contractuels).
- Coordination opérationnelle entre partenaires (CNAM, UGE, EMS) pour la transmission des informations scientifiques, techniques et financières.

Document de travail

- Centralisation et diffusion des informations relatives aux exigences ADEME (calendrier, livrables, reporting).
- Appui au suivi des phases d'expérimentation et à la remontée des résultats vers l'ADEME.

Ces actions sont principalement portées par l'ingénieur d'étude dédié à la gestion du projet, en lien étroit avec les responsables scientifiques et les partenaires.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

néant

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L02 : Rapports d'avancement semestriels

L03 : Rapport final

Tâche n°: 0.4	**Intitulé de la tâche : Gestion des données sensibles (confidentialité, conventions MOA)**	
Partenaire responsable de la tâche : CNAM	Partenaire : UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 41

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Garantir une gestion sécurisée, conforme et partagée des données sensibles du projet, en particulier celles issues des maîtres d'ouvrage et des chantiers, tout en permettant leur valorisation scientifique dans un cadre maîtrisé.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Identification et qualification des données sensibles (techniques, contractuelles, territoriales).
- Définition des règles de confidentialité, d'anonymisation et de contrôle des accès aux données, en lien avec les partenaires et les exigences réglementaires.
- Élaboration, mise à jour et suivi du Plan de gestion des données (PGD), intégrant les principes de science ouverte et les modalités de diffusion différenciée des données.
- Coordination avec les maîtres d'ouvrage et les partenaires pour la formalisation des conventions de mise à disposition et d'usage des données.
- Articulation avec les outils de gestion et de diffusion des données (notamment dépôt sur NAKALA pour les jeux diffusables).

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Néant

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

Document de travail

L04 : Plan de gestion des données (PGD)

Tâche n°: 0.5	**Intitulé de la tâche : Animation des ateliers (collectivités, aménageurs, entreprises du BTP)**	
Partenaire responsable de la tâche : CNAM	Partenaire : UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 41

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Animer des ateliers multi-acteurs afin de co-construire les hypothèses de travail, partager les résultats intermédiaires et faciliter l'appropriation des outils et scénarios par les acteurs territoriaux.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Conception et planification des ateliers thématiques associant collectivités, aménageurs et entreprises du BTP.
- Organisation et animation des ateliers (présentiel et distanciel), mobilisation des acteurs et facilitation des échanges.
- Capitalisation des retours d'expérience, formalisation et diffusion des comptes rendus et enseignements issus des ateliers.
- Articulation des résultats des ateliers avec les travaux scientifiques et opérationnels des lots 1 à 3.

Ces actions sont coordonnées par l'ingénieur d'étude dédié à la gestion du projet, avec l'appui du doctorant pour la préparation des contenus, l'analyse des contributions et leur intégration aux travaux de recherche, et le soutien d'un bureau d'études spécialisé en démarches participatives, chargé de l'organisation et de l'animation des ateliers multi-acteurs.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Sous-traitance :

- Bureau d'études spécialisé en concertation et participation pour l'organisation et l'animation des ateliers (≈ **25 k€**).

Frais de mission : Transport et frais logistiques liés à l'organisation des ateliers (salles, supports, outils collaboratifs).

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L02 : Comptes rendus d'ateliers intégrés aux rapports d'avancement

L03 : Synthèse des enseignements intégrée au rapport final

Document de travail

Tâche n°: 0.6	Intitulé de la tâche : Communication, valorisation et diffusion des livrables (open-data, rapports, démonstrateurs)	
Partenaire responsable de la tâche : CNAM	Partenaire : UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 41

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Assurer la valorisation, la diffusion et l'appropriation des résultats du projet auprès des acteurs institutionnels, opérationnels et scientifiques, dans une logique de science ouverte et de transfert vers l'action publique.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Définition et mise en œuvre de la stratégie de communication et de valorisation du projet.
- Production de supports de communication et de diffusion (rapports, synthèses, présentations, supports numériques) pour la valorisation institutionnelle, opérationnelle et scientifique.
- Organisation de la diffusion des livrables scientifiques et techniques, incluant la mise à disposition des données ouvertes et des résultats documentés
- Valorisation des démonstrateurs, scénarios et outils développés auprès des collectivités, aménageurs et acteurs du BTP.
- Gestion de la page LinkedIn dédiée au projet et posts réguliers.
- Ces actions sont principalement prises en charge par l'ingénieur d'étude dédié à la gestion du projet, en lien avec les partenaires du consortium et avec l'appui du doctorant pour les contenus scientifiques.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Frais de mission : transport et frais logistique

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L05 : supports de communication

Document de travail

Tâche n°: 0.7	Intitulé de la tâche : évaluation environnementale (étape 3)	
Partenaire responsable de la tâche : CNAM	Partenaire : UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 48 mois *(T0 = date de démarrage du projet)*

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 5

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Évaluer de manière comparative les impacts environnementaux des scénarios développés dans le projet afin d'éclairer les choix opérationnels et stratégiques.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Définition du périmètre et du cadre méthodologique de l'évaluation environnementale (indicateurs, hypothèses, scénarios).
- Exploitation des données issues des lots 1 à 3 (flux, scénarios, organisation logistique). Calcul des impacts environnementaux (émissions de GES, polluants atmosphériques, indicateurs de nuisances) pour les scénarios retenus.
- Analyse comparative des résultats et identification des leviers d'amélioration.
- Rédaction du rapport d'évaluation environnementale (étape 3), en articulation avec l'outil d'aide à la décision et les besoins des acteurs publics.

Ces travaux sont réalisés avec l'appui d'un bureau d'études spécialisé en évaluation environnementale, sous pilotage du CNAM et d'UGE qui rédigeront le cahier des charges.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Sous-traitance : Bureau d'études spécialisé en évaluation environnementale / carbone / ACV simplifiée (≈ **25 k€**).

Achats : néant

Investissements : *néant*

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L06 : rapport d'évaluation environnementale (étape 3)

Document de travail

Tâche n°: 0.8	Intitulé de la tâche : certification des comptes	
Partenaire responsable de la tâche : CNAM	Partenaire : UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 48 mois *(T0 = date de démarrage du projet)*

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 5

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Assurer la conformité, la traçabilité et la justification finale des dépenses du projet, conformément aux règles financières du PIA 4 et de l'ADEME.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Consolidation des dépenses finales par partenaire et par nature de coûts.
- Vérification de l'éligibilité, de la traçabilité et de l'affectation des dépenses au projet.
- Validation des états financiers par les services financiers et l'agent comptable des établissements partenaires.
- Transmission à l'ADEME des documents financiers requis pour le versement du solde de la subvention.

Ces travaux sont réalisés par les services financiers internes des partenaires publics, conformément à leurs procédures habituelles.

NB: Pour les établissements publics, la certification des comptes demandée par l'ADEME correspond à une validation interne des dépenses par les services financiers et l'agent comptable, sans recours à un commissaire aux comptes externe.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Néant

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L07 : rapport de certification des comptes

Document de travail

Tâche n°: 1.1	Intitulé de la tâche : Collecte et harmonisation des données (DPGF, DOE, plannings, bons de livraison, SITADEL)
Partenaire responsable de la tâche : CNAM et UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0

Date de fin : T0 + 35 mois

Durée (en mois) : 36

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

- Constituer un socle de données robuste, structuré et interopérable décrivant les chantiers BTP à l'échelle métropolitaine.
- Analyse des matériaux concernant les terres excavées dans le cadre de travaux d'aménagements de voiries et analyse des produits et matériaux du secteur de la construction de bâtiments (PMCB)
- Collecter, nettoyer et harmoniser des données hétérogènes issues de sources publiques et opérationnelles (documents de chantier, SITADEL).
- Lever les verrous liés à l'hétérogénéité, à la non-standardisation et à la sensibilité des données chantier.
- Préparer une base consolidée exploitable pour les travaux d'extraction automatique (IA/LLM) et de modélisation multi-échelles (lots 1.2, 1.3 et lot 2).

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

Sur la base des travaux préliminaires réalisés dans le cadre du projet POPSU,

- Identification et qualification des sources de données mobilisables :
    - documents de maîtrise d'œuvre et d'entreprises transmis à la maitrise d'ouvrage dans le cadre des suivis de chantiers/opérations (DPGF (Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire), DOE (Dossier des Ouvrages Exécutés), plannings, bons de livraison),
    - bases de données ouvertes (SITADEL : recensement, géolocalisation et typologie des chantiers).
- Collecte des données auprès des partenaires institutionnels (EMS et Ville de Strasbourg), aménageurs (ex: SPL) et maitrise d'ouvrage déléguée. Le CEREMA est identifié pour faire une étude spécifique sur analyse des matériaux concernant les terres excavées dans le cadre de travaux d'aménagements de voiries et analyse des produits et matériaux du secteur de la construction de bâtiments (PMCB) pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.
- Analyse des formats, contenus et niveaux de qualité des données collectées ; identification des manques, incohérences et redondances.
- Harmonisation et normalisation des données :
    - structuration des variables clés (phases chantier, matériaux, quantités, temporalités),
    - mise en cohérence spatiale et temporelle des données multi-sources.

Document de travail

- Mise en place d'un schéma de base de données consolidée, intégrant les contraintes d'anonymisation, de confidentialité et de réutilisation scientifique.
- Coordination scientifique CNAM / UGE pour assurer la compatibilité des données avec les besoins de modélisation détaillés ensuite.

Les moyens mobilisés reposent principalement sur deux ingénieurs : un ingénieur d'étude spécialisés en analyse de données territoriales, logistique du BTP et/ou métabolisme urbain et un ingénieur recherche spécialisé en gestion de données, encadrés par les chercheurs du Cnam et d'UGE sur ce projet. Ils travailleront également en lien avec le doctorant.

Sous-traitance : étude du CEREMA sur les terres excavées et les matériaux issus de la déconstruction

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L11 : Base de données consolidée v1 (documents chantier + SITADEL)

L12 : rapport sur les terres excavées/matériaux issus de la déconstruction

Tâche n°: 1.2	**Intitulé de la tâche : Extraction automatique via IA / LLM pour structurer quantités, matériaux, phases, temporalités, flux réels**
Partenaire responsable de la tâche CNAM et UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 35 mois

Durée (en mois) : 24

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Automatiser l'extraction et la structuration d'informations clés issues des documents de chantier afin de qualifier les flux logistiques réels.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Développement et paramétrage de modèles IA/LLM pour l'analyse automatique de documents techniques (DPGF, DOE, plannings).
- Structuration des informations extraites en données exploitables et interopérables avec la base consolidée.
- Tests, ajustements et validation des performances sur un corpus de chantiers pilotes.
- Coordination CNAM–UGE pour l'intégration avec les travaux de consolidation de données et de modélisation.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Sous-traitance : principaux sous-traitants pressentis, *réalisation de prototypes, études, …*

Achats : *consommables, petit matériel, composants, …*

Investissements : *machine-outil, équipements de mesure, …*

Document de travail

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L13 : Pipeline IA/LLM d'extraction documentaire

Tâche n°: 1.3	**Intitulé de la tâche : Production d'une base consolidée décrivant finement la dynamique des chantiers**

Partenaire responsable de la tâche: CNAM et UGE	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 35 mois

Durée (en mois) : 24

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Produire une base de données consolidée décrivant finement la dynamique spatio-temporelle des chantiers et des flux associés, exploitable pour la modélisation et l'aide à la décision.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Intégration des données harmonisées (tâche 1.1) et des données extraites automatiquement via IA/LLM (tâche 1.2).
- Structuration finale des données décrivant phases de chantier, matériaux, quantités, temporalités et flux logistiques.
- Mise en cohérence spatio-temporelle, contrôle qualité et validation des jeux de données.
- Formalisation des modalités d'accès, de diffusion et de réutilisation des données dans un cadre conforme aux contraintes publiques : Documentation des jeux de données (métadonnées, dictionnaires de variables, conditions d'usage) et dépôt sur la plateforme **NAKALA** pour assurer l'archivage, la diffusion et la réutilisation des données dans le respect des contraintes publiques.

Ce travail sera notamment effectué par un ingénieur recherche spécialisé dans la gestion de données, encadré par les chercheurs du Cnam et d'UGE.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Investissement: Néant

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L14 : Rapport "Cadre de collecte & accès aux données"

Document de travail

Tâche n°: 2.1	**Intitulé de la tâche : Modélisation macroscropique - AFM et flux de matériaux → besoins territoriaux, projections, foncier logistique.**
Partenaire responsable de la tâche : UGE et CNAM	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 18 mois

Date de fin : T0 + 42 mois

Durée (en mois) : 25

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Modélisation macroscopique des flux de matériaux liés aux chantiers. L'objectif est de produire une chaîne de modélisation intégrée permettant d'estimer les besoins en matériaux des chantiers à l'échelle d'une agglomération. Cette chaîne de modélisation intégrera une simulation de la population synthétique des chantiers sur un territoires (localisation, caractéristiques physiques, durée, type de chantier, etc.) ; une modélisation de la demande, s'inspirant de méthodologies établis de type Analyse Flux Matière (AFM, par ex. : EvalMetab, BTPFlux), paramétré à partir de la collecte de données réalisée dans le lot 1 ; une calibration des quantités de matériaux en utilisant des données macroscopiques produits par le observatoires et collectivités territoriales (départements, régions). Une implémentation test sera proposée pour l'EuroMétropole de Strasbourg. Le modèle sera conçu pour être déployable sur n'importe quelle agglomération de France. Des scénarios pourront être définis par l'utilisateur pour des estimations prospectives des besoins en matériaux (croissance démographique et activités, et les impacts en termes de nombre, localisation et type des chantiers...).

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Typologie des chantiers et analyse statistique de la demande à partir des données collectées dans le lot 1.
- Développement d'un prototype de chaîne de modélisation macroscopique des flux de chantiers :
  - Population synthétique des chantiers,
  - Modélisation de la demande,
  - Calibration macroscopique.
- Mise en forme, documentation, mise à disposition des codes sous licence open source.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Personnel : post-doctorant (10 mois), encadrement Chargé de Recherche (3 mois)

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L21 : Chaîne de modélisation macroscopique des flux de matière (MFA) : code open source.

L22 : Documentation du modèle macroscopique : analyses statistiques, description du modèle (choix méthodologiques), manuel d'utilisation des scripts d'analyse, résultats de l'instance test sur l'EuroMétropole de Strasbourg.

Document de travail

Tâche n°: 2.2	**Intitulé de la tâche : Modélisation mésoscopique - simulations SMA (eqasim / Metropolis2 / SOLID) intégrant les flux de chantiers.**
Partenaire responsable de la tâche UGE et CNAM	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 18 mois

Date de fin : T0 + 42 mois

Durée (en mois) : 25

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Modélisation mésoscopique des flux de chantiers dans un contexte de mobilité urbaine basée sur des principes de simulation multi-agents (SMA). L'objectif est ici de modéliser les itinéraires empruntés par les véhicules transportant les matériaux de chantiers sur les réseaux routiers (ou autres : fluviaux, ferroviaires). Cette modélisation nécessitera d'interfacer différents modèles SMA pour représenter différentes composantes de la mobilité urbaine : mobilité des personnes (eqasim, Metropolis2, MATSim), des marchandises (SOLID), et flux de chantiers (modèle développé dans le cadre de Mutastock). Les flux de chantiers seront d'abord modélisés finement (à la journée). Cette modélisation sera adossée au modèle macroscopique développé dans la tâche 2.1, les sorties de ces modèles (types de chantiers, besoins en matériaux, durée du chantier...) pouvant être utilisées comme données d'entrée du modèle mésoscopique. Cette modélisation à la journée nécessitera de simuler le rythme des chantiers (phase d'exploitation, flux associés aux différentes phases, caractéristiques des livraisons et enlèvements de matériaux), et la localisation des fournisseurs / destinataires des flux, en s'appuyant sur les données collectées dans le lot 1. Une implémentation test sera proposée pour l'EuroMétropole de Strasbourg (des instances calibrées d'eqasim et Metropolis2 existent déjà pour l'EMS). Le modèle sera conçu pour être déployable sur n'importe quelle agglomération de France. Des scénarios pourront être définis par l'utilisateur pour des simulations (report modal, mutualisation du stockage des matériaux, etc.).

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Typologie des chantiers et analyse statistique de la demande à partir des données collectées dans le lot 1.
- Développement d'un prototype de chaîne de modélisation mésoscopique des flux de chantiers :
  - Imbrication avec les sorties du modèle macroscopique développé dans le lot 1.
  - Simulation d'un "planning" simplifié de chantier (phases, durée des phases, besoins en matériaux pour chaque phase),
  - Simulation des besoins en matériaux pour la journée type modélisée,
  - Modélisation des caractéristiques des flux correspondant aux besoins en matériaux estimés,
  - Modèle de choix des fournisseurs / destinataires des matériaux,
  - Définition des programmes d'activités des véhicules assignés à ces flux,
  - Affectation des véhicules sur les réseaux de transport.
- Industrialisation de la chaîne de modélisation des tâches 2.1 et 2.2.
- Mise en forme, documentation, mise à disposition des codes sous licence open source.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Sous-traitance : prestation d'industrialisation de la plateforme de modélisation - (passage de prototype de modèle de laboratoire vers un outil utilisable par d'autres et diffusables) - pour la chaîne de modélisation constituée par les modèles développés dans les tâches 2.1 et 2.2.

Personnel : post-doctorant (10 mois), encadrement Chargé de Recherche (3 mois)

Document de travail

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L23 : Chaîne de modélisation mésoscopique des flux de véhicules (SMA) : code open source.

L24 : Documentation du modèle mésoscopique : analyses statistiques, description du modèle (choix méthodologiques), manuel d'utilisation des scripts d'analyse, résultats de l'instance test sur l'EuroMétropole de Strasbourg.

Tâche n°: 2.3	**Intitulé de la tâche : Mesure des externalités : CO_2, pollution, bruit, congestion, usure voirie.**
Partenaire responsable de la tâche : UGE et CNAM	Partenaire : EMS

Date de démarrage : T0 + 18 mois

Date de fin : T0 + 42 mois

Durée (en mois) : 25

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Modélisation des impacts environnementaux des flux de chantiers à l'échelle de l'agglomération modélisée. L'objectif de cette tâche est de simuler les externalités liées au transport de matériaux de chantier, en se servant des sorties de modèles de la tâche 2.2, et en les imbriquant explicitement à des modèles ou chaînes de modèle permettant de mesurer ces externalités : CO_2 (HBEFA, COPERT), polluants locaux (SIRANE), bruit (NoiseModelling), congestion (MATSim), usure de la voirie... Il faut noter que l'imbrication de ces chaînes de modélisation existent déjà, puisqu'elles ont été développées dans des projets de recherche antérieures (symexpo, SOLID-SMA). L'objectif est ici de les paramétrer spécifiquement pour les véhicules destinés au transport des flux de chantiers, et d'ajouter les impacts liés aux modes non routiers (fluvial, ferroviaire). Cette tâche ne nécessite pas de développement méthodologique, il s'agit de l'implémentation pour un territoire donnée de modèles existant.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Imbrication du modèle mésoscopique (flux de véhicules SMA) et de modèles de mesures d'impacts environnementaux.
- Mesure des impacts environnementaux du cas de référence et d'une série de scénarios à définir au cours du projet (évolutions démographiques, report modal, mutualisation...).
- Mise en forme, documentation, mise à disposition des codes sous licence open source.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Personnel : post-doctorant (4 mois), encadrement Chargé de Recherche (2 mois)

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L25 : Chaîne de modélisation des impacts des flux de véhicules : code open source.

L26 : Analyse des résultats de l'instance test sur l'EuroMétropole de Strasbourg.

Document de travail

Tâche n°: 3.1	**Intitulé de la tâche : Développement d'un outil d'aide à la décision (MCDA) : mutualisation, hubs, report modal, fenêtres horaires.**
Partenaire responsable de la tâche : CNAM et EMS	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 30 mois

Date de fin : T0 + 48 mois

Durée (en mois) : 19

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Développer un outil d'aide à la décision multi-critères permettant d'arbitrer des scénarios de mutualisation logistique à l'échelle métropolitaine (hubs, report modal, fenêtres horaires).

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Définition du cadre méthodologique MCDA (critères, indicateurs, pondérations, règles d'arbitrage) en lien avec les objectifs des collectivités.
- Intégration des données issues des lots 1 (données) et 2 (modélisation) pour alimenter les scénarios.
- Développement d'un prototype d'outil d'aide à la décision (tableau de bord et interface) permettant la comparaison de scénarios de mutualisation, de localisation de hubs logistiques, de report modal et de gestion des temporalités de livraison.
- Tests et ajustements sur des cas d'usage représentatifs, en lien étroit avec l'EMS.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Sous-traitance : appui en data-visualisation ou développement d'interface. Sollicitation d'une entreprise pour réaliser l'outil de datavisualisation.

Achats : néant

Investissements : *néant*

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L31 : Cadre méthodologique MCDA

L32 : Prototype de l'outil d'aide à la décision (tableau de bord + interface)

Document de travail

Tâche n°: 3.2	**Intitulé de la tâche : Construction de scénarios stratégiques (foncier, dynamiques urbaines) & tactiques (livraisons, plateformes).**
Partenaire responsable de la tâche : CNAM et EMS	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 18 mois

Date de fin : T0 + 36 mois

Durée (en mois) : 19

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Construire et comparer des scénarios stratégiques et tactiques de logistique chantier à l'échelle métropolitaine afin d'éclairer les choix d'aménagement, de mutualisation et de report modal.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Élaboration de scénarios stratégiques intégrant dynamiques urbaines, besoins fonciers logistiques et projections de flux.
- Construction de scénarios tactiques portant sur l'organisation des livraisons, la mutualisation inter-chantiers, la localisation de plateformes et le report modal (notamment fluvial).
- Mobilisation des résultats de la modélisation multi-échelles (lot 2) et de l'outil MCDA (tâche 3.1) pour comparer les scénarios.
- Analyse des impacts associés (flux, externalités, besoins fonciers) et itérations avec les acteurs territoriaux dans le cadre d'atelier.

Ces travaux seront conduits en grande partie par le doctorant dédié, en lien étroit avec les équipes CNAM, UGE et l'EMS.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Néant

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L33 : Scénarios stratégiques (foncier, besoins futurs, impacts); Scénarios tactiques (livraisons fluviales, hubs, mutualisation)

Document de travail

Tâche n°: 3.3	**Intitulé de la tâche : Définition du cadre de gouvernance multi-MOA / multi-aménageurs. Préfiguration du service "super-coordinateur" : stocks tampons, plateformes, accès, suivi des flux.**
Partenaire responsable de la tâche : CNAM et EMS	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 18 mois

Date de fin : T0 + 36 mois

Durée (en mois) : 19

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Définir un cadre de gouvernance opérationnel permettant la coordination de la logistique chantier multi-sites et multi-MOA, et préfigurer un service de "super-coordinateur" à l'échelle métropolitaine.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Analyse des besoins des maîtres d'ouvrage et aménageurs et des modalités de coordination inter-chantiers (enquête/entretiens).
- Définition des principes de gouvernance multi-MOA / multi-aménageurs (rôles, responsabilités, processus de décision).
- Préfiguration du service "super-coordinateur" : organisation des stocks tampons et plateformes logistiques, gestion des accès, suivi et pilotage des flux.
- Articulation avec les résultats des scénarios (tâche 3.2) et de l'outil MCDA (tâche 3.1) afin de proposer des modèles organisationnels adaptés au territoire.
- Co-construction avec l'EMS et les partenaires pour assurer l'opérationnalité et la transférabilité du dispositif.

Ces travaux seront largement portés par le doctorant dédié, en appui aux équipes CNAM, UGE et à l'EMS

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Sous-traitance : principaux sous-traitants pressentis, *réalisation de prototypes, études, …*

Achats : *consommables, petit matériel, composants, …*

Investissements : *machine-outil, équipements de mesure, …*

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L34 : Rapport de préfiguration du "super-coordinateur"

L35 : Cahier des charges opérationnel du futur service

Document de travail

Tâche n°: 4.1	Intitulé de la tâche : Marché - recrutement équipe juridique	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 +13 mois

Durée (en mois) : 2

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Recrutement d'une équipe juridique externe afin d'investiguer la question du véhicule juridique du super-coordinateur à venir.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Rédaction des pièces du marché : CCAP/CCTP /Acte d'engagement/publication. Cette partie de rédaction pourra être anticipé si le projet est retenu avant le démarrage officiel.
- Analyse des offres et rédaction d'un rapport pour la commission d'attribution des offres (CAO)
- Recrutement du prestataire/groupement externe

La collectivité a eu recourt à des prestations similaires récemment, notamment dans le cadre du renouvellement de l'exploitant du marché d'intérêt national. Le statut juridique a été interrogé à cette occasion. Un fond de dossier relativement proche est donc disponible.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Sous-traitance : Il s'agit de la partie amont au lancement de la prestation de sous-traitance

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L41 : CCTP marché : recrutement équipe juridique

Document de travail

Tâche n°: 4.2	Intitulé de la tâche : Gouvernance interne EMS (mise en place et animation)	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 40

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

Le sujet proposé de création d'un super-coordinateur, notamment sur la thématique du stockage déporté et de la logistique dernier kilomètre, nécessite des échanges entre les différents services de la métropole réalisant des travaux. En effet, un dialogue doit être mise en place pour capter les informations suivantes :

- Les enjeux de la réalisation des travaux et de l'entretien,
- Les procédures que les services opérationnels suivent,
- Les processus mis en place pour la réalisation des travaux,
- Le rôle et l'implication des autres partenaires de la métropole ainsi que les entreprises du BTP.

Ce travail doit aboutir à la cartographie de la fabrique de la ville par la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg (espaces publics, voire, projets d'aménagement, équipements sportifs, équipements culturels, équipements scolaires et autres équipements publics).

Ces informations fondamentales permettront d'avoir une vision claire de l'environnement dans lequel le super-coordinateur devra s'inscrire.

Par la suite, l'animation des échanges avec les services réalisant des travaux, permettra de les associer à la création du super-coordinateur et au suivi de l'expérimentation afin de recueillir leurs avis.

Le super-coordinateur après l'AAP PIA 4.0 sera amené à intégrer de plus en plus de MOA, et de plus en plus de services de mutualisation pour la construction en ville. Il est donc important d'organiser la participation des futurs bénéficiaires dans un outil qui doit leur apporter des solutions à des problèmes insolubles projet par projet.

Cette gouvernance et cette animation doivent également permettre de faire émerger de nouvelles pistes pour de la mutualisation. Quelques services de mutualisation sont déjà imaginés, mais le super-coordinateur ne s'arrêtera pas à la mutualisation de stocks tampons/stocks déportés/centre de consolidation et de la logistique associée.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

Une animation interne va être réalisée pour recueillir les informations listées plus haut. Plusieurs services, de plusieurs directions vont être concernées par des ateliers de travail.

Une équipe d'animation dédiée va être mobilisée pour assurer la participation des services concernés et faire le lien avec le prestataire juridique.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

2 agents, vont consacrer une partie de leur temps à l'animation, en plus du temps accordé ponctuellement par les services assurant une MOA.

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

Document de travail

L42 : compte rendu des ateliers interne à l'EMS (rendu intermédiaire) L43 : compte rendu des ateliers interne à l'EMS (rendu final)

Tâche n°: 4.3	**Intitulé de la tâche : Gouvernance avec les partenaires (mise en place et animation)**	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE
Date de démarrage : T0 + 12 mois **Date de fin :** T0 + 52 mois **Durée** (en mois) : 40		
Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés) L'objectif du super-coordinateur est de permettre la mutualisation entre les différents chantiers des différents MOA. Organiser la concertation et animer cette discussion avec les autres MOA est un point déterminant du travail de structuration du super-coordinateur. Ainsi, identifier, comme pour l'Eurométropole de Strasbourg, les enjeux de la réalisation des travaux et de l'entretien des autres partenaires, mais aussi, les procédures, les processus et les relations avec leurs propres partenaires est extrêmement important. L'objectif est de s'assurer que le super-coordinateur correspond bien à leurs besoins. Que la forme que prendra le super-coordinateur leur permettra de s'associer à la démarche, mais aussi que le véhicule juridique pourra intégrer d'autres acteurs par la suite. Les échanges seront particulièrement intenses au démarrage du projet pour alimenter l'équipe juridique. Puis, l'espace de discussion va être maintenu tout au long du projet afin de préparer la mise en place de l'expérimentation du lot 5. Cet espace servira également à recueillir les avis des partenaires qui ne participeraient pas à l'expérimentation mais qui sont tout de même intéressés par la démarche pour une contribution par la suite.		
Travaux réalisés et moyens mis en œuvre : Une équipe d'animation de 2 agents va être mobilisé par l'EMS pour solliciter la participation des MOA partenaires, animer des temps de travail en ateliers puis partager auprès de l'équipe juridique.		
Nature des coûts (pas de montant de dépenses) : 2 agents, vont consacrer une partie de leur temps à l'animation.		
Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)* L44 : compte rendu des ateliers avec les partenaires (rendu intermédiaire) L45 : compte rendu des ateliers avec les partenaires (rendu final)		

Document de travail

Tâche n°: 4.4	Intitulé de la tâche : étude organisationnelle/juridique/contractuelle	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 24 mois

Durée (en mois) : 12

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

L'étude doit permettre à l'Eurométropole de se positionner sur le véhicule juridique le plus adéquat pour la création du super-coordinateur. Il est attendu de cette prestation la proposition de plusieurs scénarios d'organisation du super-coordinateur, avec les points positifs et négatifs. Il y a des attentes fortes également sur l'évolutivité du dispositif et donc sa capacité à intégrer des MOA publics, parapublics et privés.

Des éléments sur la gouvernance, la mise en place, l'organisation, le fonctionnement, les coûts associés sont également attendus.

Les livrables permettront à l'EMS et à ses partenaires d'arbitrer sur la meilleure forme en vue d'une mise en place progressive, à commencer par l'expérimentation dans le lot 5.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Une étude va être réalisée pour aboutir à un rapport sur les scénarios d'organisation du super-coordinateur,
- Des échanges réguliers auront lieu entre l'équipe juridique, le service juridique et partenariats de l'Eurométropole, le service marchés, des MOA interne à l'EMS, et des MOA partenaires.
- L'équipe animant la concertation interne à l'EMS et externe avec les partenaires sera pleinement mobilisée dans cette tâche.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Sous-traitance : AMO équipe juridique

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L46 : rapport sur les scénarios d'organisation possibles d'un super-coordinateur (AFOM)

Document de travail

Tâche n°: 4.5	Intitulé de la tâche : Rédaction des contrats/statuts	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE
Date de démarrage : T0 + 24 mois **Date de fin :** T0 + 26 mois **Durée** (en mois) : 3		
Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés) Suite à l'étude réalisée par l'équipe juridique et à l'arbitrage pris par l'EMS et ses partenaires, le prestataire devra rédiger les contrats et les statuts permettant la mise en place du super-coordinateur.		
Travaux réalisés et moyens mis en œuvre : - Rédaction des contrats et des statuts relatifs à la création du super-coordinateur, - Rédaction puis proposition de délibération autorisant la création du super-coordinateur, - Négociation et coordination avec les partenaires impliqués.		
Nature des coûts (pas de montant de dépenses) : Sous-traitance : AMO équipe juridique Contribution du service juridique et des partenariats		
Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)* L47 : Statut/contrat type du "super-coordinateur", L48 : Projet de délibération de création du super-coordinateur,		

Document de travail

Tâche n°: 4.6	Intitulé de la tâche : Mise en place opérationnelle du "super-coordinateur"	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE
Date de démarrage : T0 + 12 mois **Date de fin :** T0 + 28 mois **Durée** (en mois) : 17		
Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés) En parallèle du travail réalisé par l'équipe juridique, un travail va être engagé pour anticiper la mise en place du super-coordinateur. Il s'agit d'identifier et de préparer les moyens nécessaires pour rendre opérationnel les missions du super-coordinateur dès sa création, le tout dans la perspective de lancer l'expérimentation du lot 5.		
Travaux réalisés et moyens mis en œuvre : Identification des besoins du super-coordinateur pour réaliser les missions qui lui seront confiées (hébergement, financement, moyens humains et matériels) et mise à disposition de ces ressources.		
Nature des coûts (pas de montant de dépenses) : Temps d'agent de l'EMS et des partenaires pour structurer ce dispositif		
Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*		

Document de travail

Tâche n°: 5.1	Intitulé de la tâche : Identification des chantiers et stocks	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 28 mois

Durée (en mois) : 16

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

En parallèle de la structuration du super-coordinateur, l'objectif de cette tâche est d'identifier les chantiers qui seront retenus pour tester le dispositif de stockage déporté et de logistique mutualisé. A minima 2 chantiers, de 2 MOA différents seront sélectionnés. Les matériaux propices à un stockage déporté seront identifiés et permettront de dimensionner la surface nécessaire.

A partir des chantiers sélectionnés, une recherche de foncier sera menée pour accueillir la plateforme de stockage des matériaux.

Le foncier sera mobilisé soit via une opération d'acquisition, soit via une procédure de mise à disposition si cela appartient à l'un des partenaires.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Le processus d'identification des chantiers pourra s'appuyer sur les échanges organisés dans le lot 4 interne à l'EMS ainsi qu'avec les partenaires.
- L'identification du foncier pour accueillir la plateforme s'appuiera sur la connaissance terrain des services de la politique foncière et immobilière de l'EMS, sur les connaissances des MOA ainsi que sur le travail réalisé dans les lots 1, 2 et 3. Les lots 1, 2 et 3 seront en cours d'avancement mais pourront tout de même contribuer à cette tâche. Inversement, les chantiers retenus fournir des données et de la matière pour alimenter les outils produits par l'équipe de recherche. Ce seront des cas concrets pour tester les outils de modélisation.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

- Mobilisation des équipes des services de l'Eurométropole de Strasbourg et du partenaire retenu pour l'expérimentation (service politique foncière et immobilière, MOA)
- Achat de foncier

Livrables :

L51 : rapport d'analyse du besoin foncier et des scénarios fonciers pour l'implantation de la plateforme de stockage

Document de travail

Tâche n°: 5.2	Intitulé de la tâche : Aménagement des stocks	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 12 mois

Date de fin : T0 + 52mois

Durée (en mois) : 40

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

- Définition du besoin technique de la plateforme pour le bon fonctionnement des chantiers sélectionnés,
- Recrutement des MOE et des entreprises de BTP pour réaliser l'aménagement
- Aménagement de la plateforme de stockage

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Échange avec les MOA des 2 chantiers sélectionnés, définition de l'espace nécessaire et des caractéristiques de la plateforme (en s'appuyant sur les recommandations du lot 3),
- Travaux d'aménagement de la plateforme (marchés relatifs, et suivi opérationnel des travaux),

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Mobilisation des équipes des MOA concernés pour contribuer à la définition des besoins opérationnels pour leur chantier.

Investissements : aménagement et équipement des stocks (acquisition de terrains, aménagement du stocks, réalisation de réseaux et de voirie) avec l'ingénierie d'investissement réalisée en externe associée à ces travaux.

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L52 : Rapport : état de l'art centre de consolidation et recommandations,

L53 : CCTP et documents phase PRO de l'aménagement de la plateforme de stockage (documents techniques servant à la réalisation des travaux),

Document de travail

Tâche n°: 5.3	**Intitulé de la tâche : Structuration du marché de gestion du stock et de la logistique mutualisée des chantiers pilotes**	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 24 mois

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 28

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

- Recrutement d'un groupement assurant la gestion du stockage et de la logistique
- Accompagnement de l'Eurométropole et de de le MOA partenaire dans le suivi du marché de gestion du stockage et de logistique par un AMO

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Rédaction, publication, puis analyse des offres du marché pour recruter un AMO afin d'accompagner l'Eurométropole de Strasbourg dans la création du marché pour réaliser la prestation de gestion du stockage et de logistique mutualisés à destination des 2 chantiers.
- Rédaction du marché pour le recrutement d'un groupement assurant la gestion du stockage et de la logistique.

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Équipe du service marché de l'Eurométropole de Strasbourg et du MOA partenaire, équipes opérationnelles en charge des 2 chantiers.

Sous-traitance : AMO pour le recrutement et l'aide au suivi d'un prestataire de gestion des stocks et de la logistique

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L54 : CCTP accompagnement pour la création puis le suivi du marché de gestion de chantier et de logistique mutualisés
L55 : CCTP marché : recrutement d'un groupement pour gérer le stock/le transport et l'interface avec les 2 MOA

Document de travail

Tâche n°: 5.4	Intitulé de la tâche : Travaux – exploitation du démonstrateur	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 30 mois *(T0 = date de démarrage du projet)*

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 22

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

- Recrutement du prestataire en charge de la gestion de la plateforme de stockage et de la logistique,
- Mise en place opérationnelle du service de gestion de la plateforme et de la logistique par le prestataire,
- Gestion par le prestataire des interfaces avec les MOA, les MOE et les entreprises de BTP pour assurer le bon fonctionnement des chantiers (sur la partie approvisionnement des chantiers)
- Réalisation des 2 chantiers sélectionnés avec une organisation mutualisée sur le stockage et la logistique,
- Recueil du retour des expériences des équipes de MOA ayant suivi les 2 chantiers ainsi que du groupement gestionnaire de la plateforme de stockage et de la logistique.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Publication du marché pour recruter le groupement en charge de la plateforme de stockage et de la logistique (suite à la rédaction du marché dans la tâche 5.3),
- Sélection d'un groupement,
- Mise en place du dispositif de stockage déporté et de l'organisation logistique au bénéfice des 2 chantiers
- Réalisation des chantiers (mobilisation des MOA, des entreprises du BTP, et du groupement assurant la coordination et la gestion du stockage et de la logistique)

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Mobilisation des équipes des marchés de l'Eurométropole et du MOA partenaire,

Mobilisation des équipes des MOA en charge des chantiers ainsi que des entreprises sélectionnées pour les projets de construction (cette partie ne fait pas l'objet de demande de subvention dans le cadre de l'AAP)

Sous-traitance :

- Prestataire pour la gestion de la plateforme de stockage et de la logistique chantier,
- Suite de la mission d'accompagnement de l'AMO

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L56 : Rapport - retour d'expérience de la mise en œuvre opérationnelle de la mutualisation

Document de travail

Tâche n°: 5.5	Intitulé de la tâche : évaluation environnementale et organisationnelle du démonstrateur	
Partenaire responsable de la tâche : EMS	Partenaire : CNAM	Partenaire : UGE

Date de démarrage : T0 + 49 mois *(T0 = date de démarrage du projet)*

Date de fin : T0 + 52 mois

Durée (en mois) : 4

Objectifs : Résultats attendus (et indicateurs associés)

- Analyse du dispositif mis en place pendant la durée de l'expérimentation et retour d'expériences.

  L'objectif est de comparer 2 situations, avec et sans plateforme de stockage et logistique mutualisées afin d'identifier les bénéfices, les limites, les préconisations pour un passage à l'échelle progressif au territoire métropolitain. On compare donc 2 organisations différentes.

  L'analyse A posteriori ou en cours, permet d'analyser des flux réellement réalisés pour ce qui concerne l'organisation mutualisée. Cette analyse s'appuiera sur les travaux de modélisation du lot 1 et 2 pour simuler ces mêmes plus dans une organisation plus classique.

Travaux réalisés et moyens mis en œuvre :

- Évaluation environnementale et organisationnelle de l'expérimentation sur la base des données recueillies pendant toute la durée de l'expérimentation,
- Mobilisation des outils créés dans les lots 1 et 2
- Mise en commun de l'évaluation environnementale étape 3 de la tâche 0.7 en partenariat avec les équipes de recherche les AMO et les équipes des MOA

Nature des coûts (pas de montant de dépenses) :

Mobilisation des équipes des MOA en charge des travaux

Sous-traitance : mobilisation de l'AMO pour la structuration et le suivi de l'organisation de chantier intégrant du stockage et de la logistique mutualisés.

Livrables : *(numéro et intitulé de livrable)*

L57 : évaluation environnementale et organisationnelle du démonstrateur

Document de travail

36

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Avenant n°8 au contrat de concession entre l'Eurométropole de Strasbourg et la Compagnie des transports Strasbourgeois.

Numéro E-2026-932

Le 19 décembre 2018, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a acté la transformation de la société d'économie mixte « Compagnie des transport strasbourgeois » en société publique locale (SPL). Le 18 décembre 2019, il approuvait les termes de l'actuel contrat de concession, entré en vigueur le 1er janvier 2021.

Chaque année, un avenant au contrat est nécessaire afin d'actualiser notamment les évolutions de l'offre et des moyens alloués à l'exploitation du réseau, ainsi que les projections financières, relevant du fonctionnement du service, comme du plan pluriannuel d'investissements.

Sept avenants ont déjà été conclus au contrat de concession et il est proposé au Conseil de l'Eurométropole d'en approuver le huitième, caractérisant les évolutions relatives au service annuel 2027 et actualisant le plan d'investissements pour les années ultérieures.

L'année 2026 est en particulier marquée par les évolutions suivantes :
- le lancement du paiement direct par carte bancaire sur l'ensemble du réseau,
- la reconfiguration du réseau HIBUS avec en particulier la desserte de Kehl,
- la mise en exploitation de 6 rames de tramway Citadis 3,
- la mutualisation des moyens des services Flex'hop et Mobistras,
- le renouvellement du Système d'Aide à l'Exploitation (SAE).

Les montants estimés pour les contributions annuelles de l'Eurométropole à la CTS s'élèvent respectivement à 184,3 M€ pour l'année 2026 et 196,9 M€ pour l'année 2027. Le montant correspondant à l'année 2026 est inférieur de 3,2 M€ par rapport à l'estimation reportée dans le précédent avenant (187,5 M€), principalement du fait de reports d'investissements et des retards de livraisons des rames Citadis 3, liés à un incident sur la chaîne de production.

Le montant estimé pour l'année 2027 est également en diminution de 3,6 M€ par rapport à la prévision antérieure, du fait notamment d'optimisations sur la fourniture d'électricité et des retards cumulés sur les livraisons de rames Citadis 3, dont les

dernières seront mises en service en 2028.

Le différentiel de 12,6 M€ entre les années 2026 et 2027 s'explique principalement par une hausse de 9,4 M€ sur les charges d'investissements, liée aux amortissements d'investissements récents, dont l'effet « année pleine » se répercute sur l'année 2027 (principalement rames de Citadis 3, dispositif de paiement par carte bancaire et nouveau Système d'aide à l'exploitation). Par ailleurs, un surcoût de 2,5 M€ est répercuté sur les provisions pour Grandes Révisions, en raison d'évolutions réglementaires, qui imposent des périodes de révisions raccourcies de certains composants.

Le plan pluriannuel d'investissement de la CTS, pour la période 2026-2030, est quant à lui modifié pour prendre en compte en particulier :
- l'ajustement au réel du coût du paiement direct par carte bancaire, occasionnant une économie de 1 M€,
- l'évolution des prix des bus standards et articulés et de leur grande révision, tenant compte des derniers appels d'offre : + 1,8 M€,
- la prise en compte du passage à l'électrique du parc de bus articulés à partir de 2028, soit + 7 M€ jusqu'à 2030,
- le renouvellement et l'isolation de la toiture de l'atelier mixte au dépôt de Cronenbourg, étant donné l'augmentation des fuites d'eau, soit +1,7 M€.

Par ailleurs, suite à l'arrêt de la publication de certains indices par l'INSEE qui n'a pas systématiquement proposé d'indices de substitution, la CTS et l'EMS ont déterminé les nouveaux coefficients de raccordement applicables pour l'indexation des prix kilométriques.

Enfin, l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS ont souhaité préciser ou actualiser le contrat de concession sur les sujets suivants :
- introduction des conditions d'utilisation et de distribution du « titre évènement », qui peut être activé, après validation de l'EMS, pour un évènement ponctuel, d'une journée maximum, à condition qu'un renfort d'offre soit mis en œuvre. À l'instar des titres Racing et SIG ce titre est utilisable pour des trajets illimités pendant une période de dix heures,

- possibilité d'emprunter gratuitement les réseaux CTBR et TER au sein de la métropole, lorsque la gratuité du réseau CTS est mise en place du fait d'un pic de pollution,

- le titre « sortie scolaires et périscolaires », qui permet la gratuité de l'utilisation du réseau pour les établissements scolaires de la maternelle au lycée situés sur l'EMS voit son périmètre élargi aux IME (Instituts Médico-Éducatifs) et structures medico-éducative avec un code RNE (répertoire national des établissements),

- l'avenant n° 7 au contrat de concession prévoyait une réduction du périmètre du parking relais Ducs d'Alsace au 1er janvier 2027, dans le cadre d'un projet de réaménagement urbain. Les évolutions du projet ayant permis de conserver le périmètre existant du parking, les dispositions prévues au précédent avenant ont été modifiées,

- l’annexe A3 « Définition et consistance de l’offre de service » est modifiée pour mettre à jour l’offre de transport à réaliser par la CTS, comprenant également l’offre de nuit. Elle est par ailleurs complétée par les modalités exceptionnelles de transports d’élèves debout, autorisées par l’Autorité concédante lors de la période de rentrée des classes,

- l’annexe A6 « Description et fonctionnement des services P+R et véloparcs » a été actualisée pour tenir compte d’un nouveau recensement de places de stationnement disponibles,

- l’annexe D4 « Entretien des voies, plateformes et ouvrages d’art » est modifiée pour tenir compte de la mise à jour des exigences règlementaires en matière de protection des travailleurs réalisant des travaux à proximité des voies de tramway.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le contrat de concession du 24 janvier 2020
vu les dispositions de l’article 5 du règlement UE n°1370/2007 du Parlement et du Conseil du 23 octobre 2007 modifié relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route, ainsi que celles de l’article L3211-1 du Code de la commande publique relatives aux contrats conclus en quasi régie
vu l’avis de la commission concessions du 15 octobre 2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la conclusion de l’avenant n°8 au contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l’Eurométropole de Strasbourg et ses annexes, dont le contenu est plus amplement exposé au rapport,

décide

l’inscription des crédits, l’engagement et l’imputation des dépenses à compter de l’exercice 2026 et suivants aux lignes budgétaires :
- *65748 du Budget Annexe des Mobilités pour la contribution d’exploitation au concessionnaire,*
- *20421 du Budget Annexe des Mobilités pour les subventions d’investissement au concessionnaire,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer l’avenant n°8 ci-joint au contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l’Eurométropole de Strasbourg et tout autre document concourant à la mise en œuvre de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215860-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Avenant n°8 au contrat de concession du service public de transports de voyageurs de l'Eurométropole de Strasbourg

Entre **l'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG**, Autorité organisatrice de la mobilité, sise 1 Parc de l'Etoile, 67076 STRASBOURG
Représentée par sa Présidente, Madame Catherine TRAUTMANN agissant en vertu d'une délibération du 6 novembre 2026.

Ci-après dénommée l'Autorité concédante ou l'Eurométropole de Strasbourg (EMS),

d'une part,

Et la **COMPAGNIE DES TRANSPORTS STRASBOURGEOIS**
Société Publique Locale, au capital de 5 millions d'€uros
dont le siège social est sis 14, rue de la Gare aux Marchandises, CS 15002, 67035 STRASBOURG CEDEX
Représentée par Monsieur Emmanuel AUNEAU, Directeur Général, agissant en exécution d'une délibération du Conseil d'Administration de la CTS en date du 17 février 2021.

Ci-après dénommée le Concessionnaire ou la CTS,

d'autre part,

Ci-après dénommées ensemble les Parties,

Il est convenu ce qui suit,

PRÉAMBULE

Le présent avenant porte sur les éléments suivants :

1. MODIFICATION DES INDICES

Suite à l'arrêt de la publication de certains indices par l'INSEE qui n'a pas systématiquement proposé d'indices de substitution, la CTS et l'EMS se sont réunies afin de déterminer les nouveaux coefficients de raccordement applicables, le cas échéant, pour l'indexation des prix kilométriques.

=> L'article 61.4.1 (II) « Dépenses d'exploitation forfaitaires (DF) » est modifié

2. MISE À JOUR DU PPI

Une mise à jour des volets 1,3 et 4 du PPI 2026-2030 a été réalisée afin de prendre en compte :

- Le renouvellement et l'isolation de la toiture de l'atelier mixte, soit +1,7 M€,
- L'ajustement final du coût de l'open payment à -1 M€,
- L'évolution des prix des bus standards et articulés et de leur grande révision, soit + 1,8 M€
- La prise en compte du passage à l'électrique du parc bus articulés à partir de 2028, soit + 7 M€ jusqu'à 2030,

Cette mise à jour concerne les volets 1, 3 et 4 du PPI.

Par ailleurs, le volet 2 est également actualisé pour tenir compte de l'actualisation des projets d'extension de la ligne F Koenigshoffen phase 2, de la réalisation de la zone de manœuvre Fédération et de la création du hub multimodal de Strasbourg « Halles ».

=> L'annexe E5 « PPI » est mise à jour
=>L'annexe D1 « programme et organisation travaux neufs » est mise à jour

3. GAMME TARIFAIRE

L'annexe E8 est modifiée afin de préciser les conditions d'application et d'utilisation du « titre événement » ainsi que pour étendre le dispositif de gratuité des sorties scolaires et périscolaires aux instituts médico-éducatifs et aux structures éducatives ayant un code RNE (répertoire national des établissements).

Par ailleurs, un titre « TER gratuit EMS » est créé. Ce titre sera déclenché lors du déploiement du plan d'action de l'Eurométropole de Strasbourg contre la pollution. Dans le cadre de ce plan, le réseau de transport de la CTS est en accès libre et gratuit. Aussi, lors de ces évènements, l'utilisation des TER au sein de l'Eurométropole de Strasbourg n'est pas possible avec un tarif CTS occasionnel. Ce nouveau titre permet d'offrir une alternative aux usagers de la CTS lors du déploiement du plan d'action, ils pourront circuler gratuitement aux seins des TER entre les gares de l'Eurométropole de Strasbourg.

=> L'annexe E8 « Gamme et Grille Tarifaire » du contrat est mise à jour en conséquence.

4. PARKING RELAIS

P+R DUCS D'ALSACE

L'avenant n° 7 au contrat de concession entre l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS en date du 3 décembre 2025, prévoit des modalités de modification du périmètre du parking relais Ducs d'Alsace à compter du 1er janvier 2027.
Néanmoins cette date est remise en question par les parties. Aussi, la surface d'exploitation du parking prévue par l'avenant n°7 au contrat de concession pourra être effective jusqu'à 10 jours avant la date de signature de l'acte de vente entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'établissement des Diaconesses.

L'autorité concédante préviendra le concessionnaire au plus tard 1 mois avant la date d'exécution de cette clause, par courrier recommandé avec accusé de réception.

En conséquence, les parties ont convenu de suspendre la réalisation d'un parking provisoire prévus dans le cadre de l'avenant 7.

P+R ELSAU

A partir du 4 janvier 2027 et jusqu'au 19 novembre 2027, des travaux de création d'un bassin d'orage auront lieux sur le périmètre du parking-relais de l'Elsau. Aussi, 252 places de ce parking ne seront plus accessibles durant la durée des travaux.

Les parties analyserons les chiffres de la fréquentation du parkings relais durant la période des travaux afin de convenir d'une indemnisation le cas échéant.

5. DISPOSITIONS DIVERSES :

Dans le cadre du présent avenant, l'Eurométropole de Strasbourg et la CTS ont également souhaité préciser ou actualiser les articles et annexes au contrat de concession relatives aux sujets suivants :

- L'annexe D1 est modifiée pour tenir compte de l'actualisation du projet Koenigshoffen ainsi que pour clarifier les modalités de validation des travaux supplémentaires substantiels par l'Autorité Concédante.
- Mise à jour de l'annexe A6 à la suite d'un nouveau comptage des places de stationnements au sein des P+R ;
- Modification de l'annexe C3 pour inclure la possibilité pour la CTS de distribuer des titres de transports via une agence mobile ;
- L'annexe A3 est modifiée pour mettre à jour l'offre de transport à réaliser par la CTS, ce qui comprend également l'offre de nuit. Elle est également complétée par les modalités exceptionnelles de transports d'élèves debout par l'Autorité concédante lors de la période de rentrée des classes.
- L'annexe D4 est modifiée pour tenir compte de la mise à jour des exigences règlementaires en matière de protection des travailleurs réalisant des travaux à proximité des voies de tramway
- Les annexes E2 et E5 sont actualisées.
- L'annexe E7 est modifiée pour ajouter les nouveaux axes suivants : « sûreté fraude » et « qualité de service »

L'article 20.3.2 est modifié pour préciser les modalités de validations des travaux supplémentaires substantiels lors des opérations de travaux neufs.

Les articles 33, 35.1, 35.2, 35.3, 36, 50 du contrat de concession ont également été revu pour permettre une révision simplifiée des dénominations ou des thématiques abordées par les axes de travail.

L'article 61.3.1 . (I) « RECETTE DE TRAFIC (RT) » est modifié afin de corriger suite à une erreur de terminologie.

CECI ETANT EXPOSE LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - L'ARTICLE 20.3.2 « CONTRÔLE PENDANT L'EXCUTION DES TRAVAUX» EST MODIFIE COMME SUIT :

Tout au long de l'exécution des travaux, les agents chargés du contrôle de l'exécution du Contrat de concession et désignés à cet effet par l'Autorité concédante, devront disposer à tout moment du libre accès au chantier. Ils adresseront, le cas échéant, leurs observations au Concessionnaire, mais ne pourront s'adresser directement aux entreprises et maîtres d'œuvre en charge des travaux.

Pour une bonne information de l'Autorité concédante, le Concessionnaire lui remet à sa demande l'intégralité des documents en phase d'exécution.

Le Concessionnaire est tenu d'aviser l'Autorité concédante de toute modification par rapport aux études de Projet agréées. Avant tout début d'exécution, ces modifications font l'objet de « Fiches de Demande de Modification », soumises à l'agrément de l'Autorité concédante et identifiant explicitement les éventuels surcoûts induits.

Un délai de deux semaines à compter de la demande de modification est laissé à l'Autorité concédante. Passé ce délai, la demande est réputée acceptée. Si, au cours de ce délai, des modifications considérées comme nécessaires sont demandées, le Concessionnaire doit rectifier en conséquence sa demande et la soumettre à nouveau à l'Autorité concédante dans un délai maximum de deux semaines à compter de la réponse de l'Autorité concédante. L'Autorité concédante doit alors donner son agrément ou refuser le projet dans un délai d'une semaine à compter de la nouvelle demande d'agrément. Passé ce délai, la demande est réputée acceptée.

Le Concessionnaire est par ailleurs tenu d'aviser l'Autorité concédante de tous travaux supplémentaires ou non identifiés dans les études de Projet agréées. Avant tout début d'exécution, les demandes font l'objet de « Fiches de Demande de Travaux Supplémentaires », soumises à l'agrément de l'Autorité concédante et identifiant explicitement les éventuels surcoûts induits.

Un délai de deux semaines à compter de la demande de modification est laissé à l'Autorité concédante. Passé ce délai, la demande est réputée rejetée. Si, au cours de ce délai, des modifications considérées comme nécessaires sont demandées, le Concessionnaire doit rectifier en conséquence sa demande et la soumettre à nouveau à l'Autorité concédante dans un délai maximum de deux semaines à compter de la réponse de l'Autorité concédante. L'Autorité concédante doit alors donner son agrément ou refuser le projet dans un délai d'une semaine à compter de la nouvelle demande d'agrément. Passé ce délai, la demande est réputée rejetée.

Le Concessionnaire transmet, au début de chaque trimestre, pendant toute la durée d'exécution des travaux, un rétroplanning des travaux à jour et un état précis du suivi financier des travaux par groupe d'ouvrage sous forme de tableau dont le modèle est défini en annexe D1.

ARTICLE 2 - L'ARTICLE 33 « BILLETIQUE » EST MODIFIE COMME SUIT :

Le Concessionnaire met en œuvre un système billettique incluant des supports physiques et dématérialisés pour les titres de transport. Le système billettique, le système de vente et de distribution des titres, en lien avec l'amélioration continue du Parcours Client, ainsi que les outils et objectifs poursuivis par la billettique sont décrits en annexe B4.
Le Concessionnaire exploite, maintient et développe le système billettique du réseau urbain et de ses services connexes, ainsi que l'ensemble de ses équipements. Ce système est interopérable avec le système billettique du réseau interurbain routier et ferré existant dans le ressort territorial de l'Autorité concédante.

Le système billettique a pour finalité la vente, la validation et le contrôle des titres de transports permettant l'accès au réseau urbain et ses services connexes. Il assure également la multimodalité avec des réseaux partenaires, sur tout ou partie du périmètre de vente, de validation et de contrôle.

La gamme tarifaire applicable telle que décrite en annexe E8, ainsi que ses évolutions décidées par l'Autorité concédante sont intégrées au système billettique.

Le système billettique permet par ailleurs d'assurer les opérations de gestion de la gamme tarifaire, de la base des clients, des recettes et des validations, notamment par le paramétrage, la collecte ou la saisie, l'extraction et la valorisation des données précitées.

Les principales données ayant trait à la billettique et la vente des titres sont transmises chaque année à l'Autorité concédante dans le cadre du Rapport annuel du Concessionnaire.

Les modalités d'organisation de la distribution et de la vente des titres de transports sont précisées en annexe C3.

Le Concessionnaire apporte en ce domaine son expertise et assure une veille règlementaire et technique. Il informe régulièrement l'Autorité concédante des opportunités et de la faisabilité des évolutions dans ce domaine.

Le Concessionnaire présentera régulièrement l'état d'avancement des projets sur demande de l'Autorité concédante et soumettra les propositions d'évolutions envisagées dans le cadre de réunions de travail ~~d'un axe de travail technique~~ ad-hoc.

Toutes les démarches menées dans ce cadre par le Concessionnaire doivent être approuvées par l'Autorité concédante afin qu'elle s'assure, entre autres, du respect de la Charte de l'Intermodalité et des services à l'usager en Grand Est qu'elle a signée en 2019. Ainsi, le Concessionnaire pourra être amené à participer aux réunions techniques ou stratégiques organisées par la Région Grand Est aux côtés de l'Autorité concédante dans un rôle d'expertise technique et de conseil.

ARTICLE 3 - L'ARTICLE 35.1 « POLITIQUE D'INFORMATION VOYAGEURS » EST MODIFIE COMME SUIT :

La qualité de l'information sur le réseau de transports en commun constitue une priorité pour le Concessionnaire qui organise et met à disposition les moyens humains et techniques suffisants

pour répondre aux besoins. Le Concessionnaire est garant de la lisibilité et de l'accessibilité de l'Information voyageurs pour ce qui concerne le réseau de transports qu'il exploite.

Le système d'Information voyageurs mis en place par le Concessionnaire permet une bonne compréhension par les usagers de l'ensemble de l'offre du réseau de transports qu'il s'agisse d'une information aux arrêts, d'une information embarquée dans les véhicules, ou encore d'une information présente sur les supports numériques et physiques dédiés au réseau de transports.
L'Information voyageurs recouvre également l'information en situation perturbée, l'information sur les Correspondances, y compris avec d'autres réseaux de transports, et l'information en Temps réel.

Les modalités d'organisation de la communication aux arrêts de bus et de tramways sont précisées à l'annexe C4.

Le processus et les moyens prévus pour l'Information voyageurs en cas de situation perturbée, programmée ou non sont décrits en annexe A8 et font l'objet d'échanges réguliers dans le cadre de réunions de travail. ~~pleinement intégrés aux réflexions de l'axe de travail « Parcours Clients » mis en place dans le cadre du suivi du présent contrat et dont le cadre de travail est précisé en annexe C1.~~

Les règlements d'exploitation et d'utilisation des transports, les conditions générales de vente et les conditions générales d'utilisation applicables aux services organisés par le Concessionnaire sont décrits en annexe E9. Ils sont mis à la disposition des usagers et peuvent faire l'objet d'évolution dans les conditions définies en annexe.

ARTICLE 4 - L'ARTICLE 35.2 « MODALITÉS DE VALIDATION ET DE DIFFUSION DE L'INFORMATION VOYAGEURS » EST MODIFIE COMME SUIT :

L'Autorité concédante est informée des plans d'actions et de communication mobilisant l'Information voyageurs.

Le Concessionnaire fait connaître régulièrement à l'Autorité concédante l'état d'avancement du volet Information voyageurs inclus dans la feuille de route mise en place dans le cadre de rencontres régulières ~~de l'axe de travail « Parcours Clients »~~.

ARTICLE 5 - L'ARTICLE 35.3 « SYSTÈME D'INFORMATION EN TEMPS RÉEL » EST MODIFIE COMME SUIT :

Le principe d'une généralisation de l'information en Temps réel doit devenir la norme sur le réseau.

Ce principe passe par :
- L'activité du Poste de Commandement et d'Information (PCI)
- La poursuite du déploiement de Bornes d'Information voyageur permettant notamment de connaître le temps d'attente aux arrêts et les perturbations en cours sur le réseau
- Le taux d'occupation des parkings relais tram
- Le développement d'outils numériques et de leur déclinaison sur les supports d'information en ligne ou embarqué
- L'Intégration des informations Temps réel du réseau au système d'information multimodale (SIM) Grand Est

Les moyens mis en œuvre pour poursuivre ces objectifs sont fixés conjointement entre le Concessionnaire et l'Autorité concédante selon les modalités définies lors de réunions de travail dédiées ~~dans le cadre de l'axe de travail « Parcours Clients »~~. Les modalités de diffusion des données

en Temps réel font l'objet de précisions apportées en annexe B5 dans le cadre des objectifs poursuivis en matière d'Open Data.

ARTICLE 6 - L'ARTICLE 36 « RELATIONS AVEC LA CLIENTELE » EST MODIFIE COMME SUIT :

Le Concessionnaire assure la relation avec la clientèle du réseau de transport urbain.

Il est incité à réaliser toute action visant à faire connaître le réseau de transport et ses modalités d'utilisation A cet effet, il est notamment autorisé à procéder à toute opération de promotion commerciale, qu'il jugera utile d'entreprendre afin d'atteindre l'engagement de recette visé à l'article 61.3.1 dans la limite de la détermination des tarifs qui demeurent de la compétence exclusive de l'Autorité concédante. L'Autorité concédante sera informée de ces différentes opérations.

Dans une optique d'amélioration permanente du Parcours Clients, de la satisfaction des usagers et de la qualité du service rendu, il met en place tous les outils nécessaires à l'information de la clientèle, à la remontée des demandes et à l'instruction des réclamations émises par celle-ci.
Il met en œuvre toutes les procédures utiles, qu'il déploie aussi bien à bord des bus et des tramways, que sur ses supports de communication (arrêts, site Internet, réseaux sociaux), et assure un suivi des réclamations et des retours clientèle (courriers, en agence, ou dématérialisés) dont il fait état à l'Autorité concédante dans le Rapport annuel d'information.

Les modalités et délais de traitement des réclamations font l'objet d'un suivi particulier dans le cadre de réunions de travail dédiées~~par l'axe de travail « Qualité de service »~~.

D'une manière générale, ~~les axes de travail « Qualité de service » et « Parcours Clients » assurent des~~ rencontres régulières entre le Concessionnaire et l'Autorité concédante sont organisées pour convenir des actions à mener en faveur de la relation avec les usagers, selon les axes d'améliorations identifiés à l'annexe C1 et selon les principes inscrits au présent article.

Les conducteurs de bus assurent un rôle d'information directe de premier niveau avec la clientèle notamment pour ce qui concerne leur itinéraire et les perturbations rencontrées sur leur ligne. Ils doivent également répondre, dans la mesure du possible, aux demandes relatives au réseau de transport.

Enfin, le Concessionnaire peut également être amené à répondre à des demandes et des réclamations de riverains dès lors qu'il s'agit de questions directement liées à l'exploitation du réseau de transport.

Les responsabilités et modalités d'organisation de l'information et de concertation des usagers et habitants organisées dans le cadre de travaux de renouvellement ou d'extension du réseau de transports sont précisées au chapitre 2 du présent contrat relatif aux modalités d'exécution des travaux.

ARTICLE 7 - L'ARTICLE 50 « SUIVI, AMELIORATION, PRIORITES » EST MODIFIE COMME SUIT :

Le Concessionnaire tient à disposition de l'Autorité concédante les données sur les temps de parcours et leur définition, les données sur les temps réellement constatés et sur la régularité. Il présente des analyses détaillées des temps de parcours, des points noirs et des causes de perturbation.

L'Autorité concédante associe les gestionnaires de voirie et le Concessionnaire à un processus permanent de recherche d'améliorations. Des réunions régulières sont organisées régulièrement selon les principes ~~Un axe de travail « performance marketing », dont les axes et les modalités de travail~~ sont

définis en annexe B3, est constitué à cette fin. Il définit entre autres un programme d'études et un plan d'actions à moyen terme.

ARTICLE 8 - L'ARTICLE 61.3.1.(I) « RECETTE DE TRAFIC (RT)» EST MODIFIE COMME SUIT :

(I) TARIFICATION DES SERVICES

Le Concessionnaire perçoit des recettes de trafic (RT) auprès de l'ensemble des usagers des services dont la gestion lui est confiée au titre du présent Contrat.

Les tarifs applicables sont décidés par l'Autorité concédante et décrits en annexe E8.

Sur décision de l'Autorité concédante celle-ci pourra notifier par écrit au Concessionnaire l'application ponctuelle d'une tarification spécifique. Le cas échéant, cette notification précisera les catégories concernées par ces ajustements tarifaires et les modalités de compensation de la perte de recette subie par la CTS en conséquence de cette décision.

La CTS met en place la gratuité sur le réseau de transport public urbain de manière systématique au premier jour de procédure d'alerte de pic de pollution de l'air.

Dans ces deux cas, la perte de recette fera l'objet d'une facturation séparée à l'Autorité concédante au taux de TVA en vigueur et sera compensée selon les formules suivantes :

<u>En cas de gratuité :</u>
Recettes totales des titres occasionnels monomodaux du mois / nombre de jours moyen du mois (diminué des journées de gratuité) x nombre de jours moyen de gratuité du mois.

<u>En cas d'une tarification spécifique :</u>
(Recettes totales des titres occasionnels du mois monomodaux / nombre de jours moyen du mois (diminué des journées de gratuité) x nombre de jours moyen de gratuité du mois) - Recettes encaissées au titre de la tarification spécifique.

<u>En cas de mise à disposition des parkings relais par le concessionnaire au concédant :</u>
La perte de recette sera compensée selon le chiffre d'affaires constatés sur le(s) type(s) de jour(s) concerné(s) et le(s) type(s) d'équipement(s) concerné(s) de l'année 2019, et fera l'objet d'une facturation séparée à l'Autorité concédante au taux de TVA en vigueur.

Le Concessionnaire est force de proposition auprès de l'Autorité concédante notamment pour ce qui concerne la cohérence et la lisibilité de la gamme tarifaire applicable décrite en annexe E8, son éventuel impact sur les objectifs de fréquentation, son lien avec la stratégie marketing développée pour le réseau, ses implications techniques en termes de billettique.

ARTICLE 9 - L'ARTICLE 61.4.1.(II) « DEPENSES D'EXPLOITATION FORFAITAIRES (DF)» EST MODIFIE COMME SUIT :

(I) INDEXATION DES PRIX KILOMÉTRIQUES

Les formules d'indexation sont les suivantes :

- pour le prix kilométrique "bus" = pkb

pkb = pkbo x (0,033 + 0,779 (S (1 + CH)/So (1 + CHo)) (0,6 + 0,4 Vbo /Vb) + 0,066 (D/Do) + 0,065 (0,6 x Pi/Pio + 0,4 Pr/Pro) + 0,057 (part des km GNV x ~~Egnv~~GNV/ ~~EGnv~~GNVo + ~~part des km GAS x Egas/ Egaso~~ + part des km E x Ebus/Ebuso))

- indexation du terme « SP » qui comprend :

  - Le terme Taxibus sera actualisé selon la formule ci-dessous :
    TAXI t = Nh x Th0 x 0,9 (S (1 + CH) / So (1 + CHo)) + 0,1 (GNV/GNV0)

Où Nh = nombre de courses effectuées
Th = prix horaire
Th0 = 47,024 € (valeur 2019)

  - Le terme TAD et TPMR ne fait pas l'objet d'une indexation, car il s'agit d'une refacturation à l'euro/l'euro augmentée de frais de gestion à hauteur de 2,5%.

Les prestations ponctuelles seront facturées en fonction du pk affrété correspondant au type de véhicule mis en œuvre et ces prestations seront indexées sur la base des pk bus affrétés.

- pour les prix kilométriques « bus affrétés » = pk_{aff}

pk_{aff} = Pk_{aff0} x [0,08 + 0,50 x (S/So) + 0,12 x (part des km GNV x ~~Egnv/ Egnvo~~ GNV/ GNVo + part des km G x ~~Egas/ Egaso~~ G/ Go + part des km E x EAff/EAffo) + 0,15 x (M/Mo) + 0,08 x (Pi/Pio) + 0,07 x (D/Do)]

- pour le prix kilométrique "tramway" = pkt

pkt = pkto x (0,066 + 0,675 ((S (1 + CH)/So (1 + CHo)) 0,6 + 0,4 Vto /Vt)) + 0,051 (Etram/Etramo) + 0,082 (D/Do) + 0,126 (0,4 Pi/ Pio + 0,6 Pr/Pro))

S	Indice des taux de salaire horaire des ouvriers - Transports et entreposage (NAF rév. 2, niveau A38 HZ) - Base 100 au T2 2017 Valeur moyenne du quatrième trimestre de l'année précédente et des trois premiers trimestres de l'année pour laquelle le prix est calculé. ***Identifiant Insee : 010562766*** So = valeur 2019 = 102,90
CH	Taux de charges sur salaires annuel du Concessionnaire de l'année pour laquelle le coût est calculé. Il s'agit des charges sociales appliquées sur les salaires soumis : ensemble des charges sociales y compris Versement Transport, Allocation Logement, Formation Professionnelle Continue, Taxe d'Apprentissage, Effort de Construction, Contribution au dialogue de branche et Taxe sur les salaires CHo = valeur 2019 = 44,53
V	Vitesse commerciale moyenne des véhicules (bus ou tramway) de l'année pour lesquels le prix est calculé Vbo = valeur 2019 = 15,79 Vto = valeur 2019 =18,33

D	~~Indice des prix à la consommation – Ensemble des ménages – France Métropolitaine – Services, valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé.~~ ~~Identifiant Insee : 1764296~~ ~~Do = valeurs 2019~~ Indice des prix à la consommation - Base 2025 - Ensemble des ménages - France métropolitaine – Services Valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé. ***Identifiant Insee : 011813909*** Do = valeur 2019 = 87,86
Pi	~~Indice des prix à la consommation - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.1.2 - Pièces de rechange pour véhicules personnels, valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé.~~ ~~Identifiant Insee : 1764102~~ ~~Pio = valeur 2019~~ Indice des prix à la consommation - Base 2025 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 07.2.1.2 - Pièces pour véhicules personnels (SD) Valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé. ***Identifiant Insee : 011816609*** Pio = valeur 2019 = 82,27
Pr	~~Indice des prix à la consommation - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3.0 – Entretien et réparation de véhicules particuliers, valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé.~~ ~~Identifiant Insee : 001764110~~ ~~Pro = valeur 2019~~ Indice des prix à la consommation - Base 2025 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.3 - Entretien et réparation de véhicules personnels (S) Valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé. ***Identifiant Insee : 011816666*** Pro = valeur 2019 = 75,74
M	~~Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels - CPF 29.10 - Autobus et autocars. Valeur moyenne de l'année précédente pour laquelle le prix est calculé.~~ ~~Identifiant Insee : 10535349~~ ~~Mo=99,825~~ Indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – CPF 29.10 – Autobus et autocars Valeur moyenne entre le mois de septembre de l'année pour laquelle le prix est calculé et octobre de l'année N-1 par rapport à l'année pour laquelle le prix est calculé. ***Identifiant Insee : 010764838*** Mo = valeur octobre 2018 à septembre 2019 = 98,73
E	~~Valeur moyenne du kilowatt-heure payée par le Concessionnaire pour la partie traction fiscalité énergétique incluse, hors TVA.~~ ~~Eo = valeur 2019~~

Ebus	Valeur moyenne du kilowatt-heure payée par le Concessionnaire pour la partie traction bus fiscalité énergétique incluse, hors TVA. Ebuso = valeur 2019 = 0,075
Etram	Valeur moyenne du kilowatt-heure payée par le Concessionnaire pour la partie traction tram fiscalité énergétique incluse, hors TVA. Etramo = valeur 2019 = 0,075
EAff	~~Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA~~ ~~Identifiant Insee : 10534766~~ ~~EAffo = valeur 2019~~ Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 35.11 et 35.14 – Électricité vendue aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité > 36kVA Valeur moyenne entre le mois de septembre de l'année pour laquelle le prix est calculé et octobre de l'année N-1 par rapport à l'année pour laquelle le prix est calculé. ***Identifiant Insee : 010764288*** EAffo = valeur octobre 2018 à septembre 2019 = 89,83
~~Egas~~ G	~~Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Gazole, valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé.~~ ~~Identifiant Insee : 001764283~~ ~~Egaso = valeur 2019~~ Indice des prix à la consommation - Base 2025 - Ensemble des ménages - France métropolitaine - Nomenclature Coicop : 07.2.2.1 - Gazole (ND) Valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé. ***Identifiant Insee : 011816634*** Go = valeur 2019 = 90,17
~~Egnv~~ GNV	~~Indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages – France métropolitaine – Nomenclature Coicop : 04.5.2.1 – Gaz naturel et gaz de ville, valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé.~~ ~~Identifiant Insee : 001764006~~ ~~Egnvo = valeur 2019~~ Indice des prix à la consommation - Base 2025 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 04.5.2.1 - Gaz naturel distribué (ND) - Valeur moyenne de l'année pour laquelle le prix est calculé. ***Identifiant Insee : 011815828*** GNVo = valeur 2019 = 51,92
Km GNV	Kilomètres bus parcourus dans l'année avec des véhicules fonctionnant au GNV.
Km G	Kilomètres bus parcourus dans l'année avec des véhicules fonctionnant au gasoil ou au GTL.
Km E	Kilomètres bus parcourus dans l'année avec des véhicules fonctionnant à l'électricité.
DKehl	Les prix kilométriques facturés à Kehl suivent la même actualisation que les pkb et pkt

La disparition d'un ou de plusieurs indices définis plus haut n'entraînera pas d'avenant spécifique. Les indices de substitution préconisés par l'INSEE seront alors appliqués.

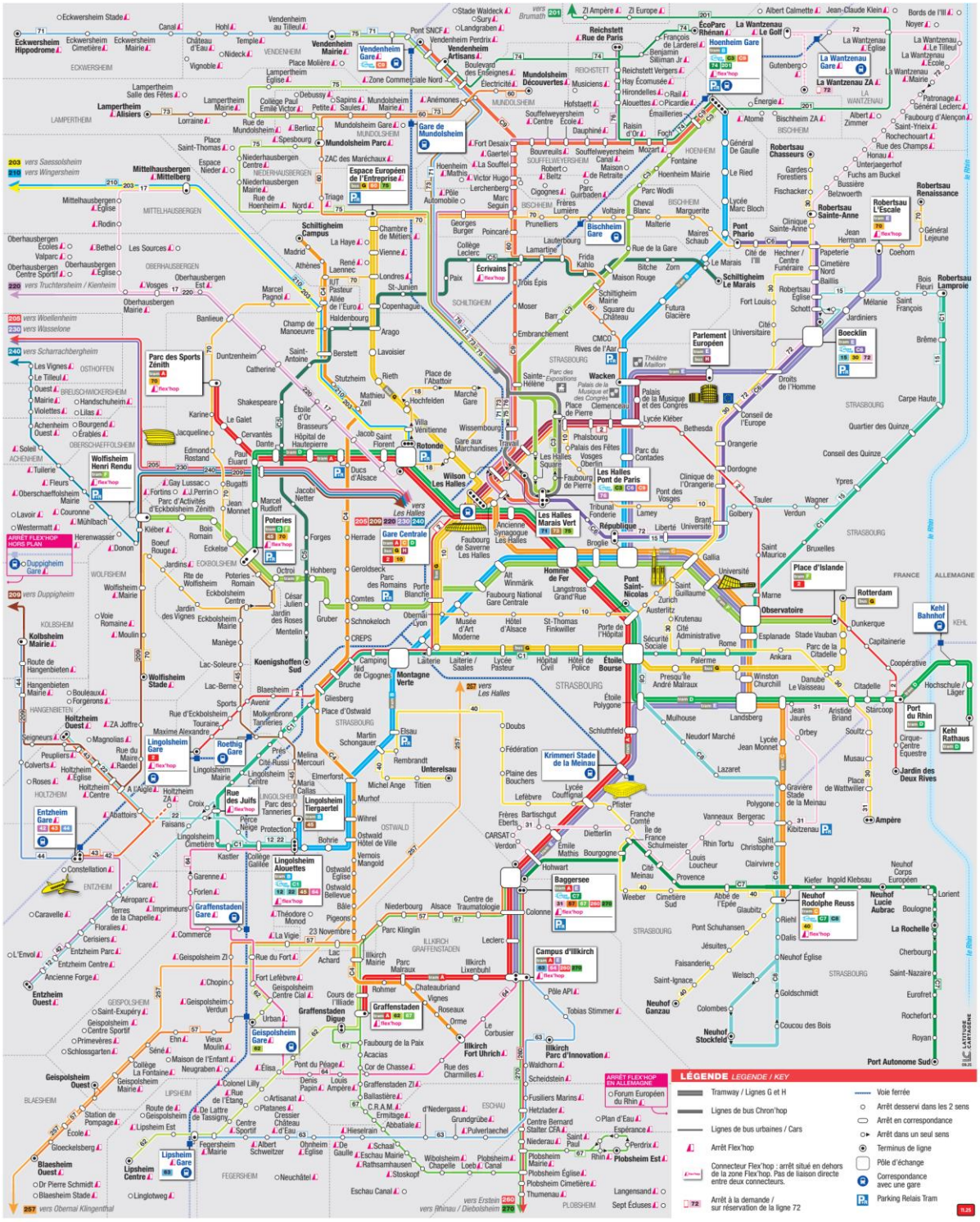
Fait à Strasbourg, le .

La Présidente de L'Eurométropole de Strasbourg	Le Directeur Général de la CTS
Catherine TRAUTMANN	Emmanuel AUNEAU

I- OFFRE DE REFERENCE

Cette offre constitue le service minimum que la CTS s'engage à assurer.

Les services détaillés ci-après en référence « septembre ~~2025~~ 2026 » sont assurés tous les jours hors 1er mai.



Plan de réseau CTS (01/11/2025)

I - 1 - OFFRE TOTALE

L'offre de transport évoluera globalement comme indiqué dans le tableau ci-après pendant la durée de la concession.

L'offre de référence qui constitue la base de l'engagement du concessionnaire est celle formulée pour l'année ~~2025 et~~ 2026 et 2027 dans le tableau ci-dessous :

EN KILOMETRES TOTAUX SUR L'ANNEE CONSIDEREE								
ANNEE	OFFRE GLOBALE en Milliers de km totaux							Total Général
	Production CTS			Production Affrétée				
	Bus	Tram	Total CTS	Véhicules urbains	Véhicules interurbains	Véhicules spécifiques	Total Affrétés	
~~*Offre de référence : 2024* (1 - AV6)~~	~~*9 234*~~	~~*6 342*~~	~~*15 576*~~	~~1 177~~	~~2 686~~	~~376~~	~~*4 239*~~	~~*19 815*~~
Offre de référence : 2024 (Av 8)	*9 234*	*6 342*	*15 576*	1 177	2 570	376	*4 123*	*19 699*
Offre de référence : 2025 (1)	*9 275*	*6 429*	*15 704*	1 166	2 666	370	*4 202*	*19 906*
Offre de référence : 2026 (1)	*9 637*	*6 756*	*16 393*	1 151	2 617	371	*4 139*	*20 532*
Offre de référence : 2027 - 2030 (2)	*9 637*	*6 767*	*16 404*	1 151	2 617	371	*4 139*	*20 543*

+4,3%

% augmentation de l'offre 2027 vs 2024 = **coefficient d'offre**

~~*L'offre de référence 2024 (Av7) diffère de celle de l'avenant 6. En effet, la ligne 41 se transforme en renfort de la ligne 240 exploitée par CTBR à partir du 15/11/25.*~~
~~*Ce transfert d'exploitation CTS / CTBR n'engendrant pas de diminution de vente de titres CTS et donc de recettes commerciales, l'offre de référence 2024 est donc à calculer hors ligne 41.*~~

~~*(1) : incluant l'extension de la ligne 45 à Eckbolsheim, les modifications sur les lignes C3, C6, C9*~~
*(1) : incluant l'extension de la ligne F à partir du **15** novembre 2025 (impact sur le réseau Bus et Tram)*
(2) : aucune évolution d'offre n'est prévue à partir de 202 7

~~Les principales évolutions de l'offre en novembre 2025 concernent :~~

- ~~Le prolongement de la ligne de tramway F à Wolfisheim~~
- ~~La suppression des lignes 4, 4a, 13, 19, 29 et 41~~
- ~~Le passage de la ligne 50 en Chron'hop « C5 »~~
- ~~La création de la ligne Chron'hop « C4 »~~
- ~~Le prolongement de la ligne 2 à Lingolsheim Gare~~

~~La reprise de l'itinéraire de la 4 à Wolfisheim par la ligne 70 Une restructuration du réseau Hibus aura lieu à partir du 8 janvier 2026. Le réseau passera de 3 à 5 lignes.~~
~~Il est précisé que l'Eurométropole de Strasbourg demande à la CTS d'exploiter une ligne de bus Hibus entre l'arrêt Matthieu Zell et Kehl Bahnhof à une date et selon les modalités et conditions qui seront fixées par une délibération qui sera voté par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.~~

~~Ci-dessous, le détail des kilomètres de l'offre de référence 2026 – 2030 par modes et lignes.~~

Les principales évolutions de l'offre en 2026 concernent :

- La réorganisation du réseau Hibus autour de trois lignes traversantes, à compter de janvier 2026
- La réorganisation des lignes 71/73/75/76 en centre-ville
- Un renforcement d'offre sur la ligne G :
  - Sur la période « été »
  - Sur la période « hiver » en heure de pointe sur le tronçon Gare – Rotterdam (à compter de septembre 2026)
- L'ajout d'une rotation sur le circuit scolaire S8 (à compter de septembre 2026)

Ci-dessous figure le détail de la production kilométrique annuelle, par mode et par ligne, de l'offre de référence septembre 2026, sur la base des graphiques connus à date.

Ce niveau d'offre kilométrique correspond à une année pleine théorique, basée sur un régime d'exploitation nominal sans aléa ni adaptation ponctuelle (à la hausse ou à la baisse) de l'offre : déviations des lignes bus pour raison de travaux ou de sécurité, renforts d'offre ponctuels, ajustements de l'offre lors des événements, travaux estivaux de maintenance du réseau tramway, plans de transport adaptés, etc…

Offre kilométrique (km/an)	Actuel (offre théorique)	2027
	sept-26	2027
Tram A	1 372 000	1 374 234
Tram B	1 430 500	1 432 829
Tram C	768 500	769 751
Tram D	1 062 000	1 063 729
Tram E	1 267 000	1 269 063
Tram F	856 000	857 394
TOTAL TRAM	**6 756 000**	**6 767 000**
G	1 084 000	1 084 000
H	204 000	204 000
C1	1 028 000	1 028 000
2	933 000	933 000
C3	447 000	447 000
C4	941 000	941 000
C5	658 000	658 000
C6/C9	1 242 000	1 242 000
C7	534 000	534 000
C8	450 000	450 000
10	274 000	274 000
15	139 000	139 000
17	321 000	321 000
30	442 000	442 000
40	369 000	369 000
70	571 000	571 000
Sous-total bus CTS	**9 637 000**	**9 637 000**
12 / 22	200 000	200 000
18	56 000	56 000
31	310 000	310 000
42	39 000	39 000
43	38 000	38 000
44	35 000	35 000
45	130 000	130 000
57 / 67	708 000	708 000
60/76	250 000	250 000
62	187 000	187 000
63	256 000	256 000
64	73 000	73 000
71	254 000	254 000
72 (hors flexhop)	295 000	295 000
73	228 000	228 000
74	250 000	250 000
75	347 000	347 000
Renforts R50 et 260	85 000	85 000
Hibus N1 / N2 / N3	88 000	88 000
Circuits scolaires	310 000	310 000
Sous-total bus affrété	**4 139 000**	**4 139 000**
		Selon Hastus
TOTAL BUS	**13 776 000**	**13 776 000**
% sous traitance/total bus	*30,0%*	*30,0%*
% sous traitance/total réseau	*20,2%*	*20,1%*
TOTAL TRAM ET BUS	**20 532 000**	**20 543 000**

I - 2 – ELEMENTS NECESSAIRES AU CALCUL DE L'ENGAGEMENT DE RECETTES

Les coefficients d'offre appliqués au calcul de l'engagement de recettes se calculent en fonction de l'année n par rapport à l'offre de référence 2024.

L'offre de référence enregistre une progression de 4,3% entre 2024 et 2027.

Pour tenir compte des potentialités et des densités relativement faibles de l'extension de la ligne F au-delà de Comtes, une élasticité de 0,7 est retenue sur les kilomètres supplémentaires injectés.

En matière de hausse de trafic, cela se traduirait par une augmentation de l'ordre de ~~2,3%~~ 3% de la fréquentation, en régime nominal, soit deux ans après la mise en service selon la temporalité suivante :

→ ~~0,0% en 2025, du fait de la mise en service en toute fin d'année,~~

→ 1,9% dès 2026,

→ ~~2,3%~~ 3,0% à partir de 2027 soit ~~0,8%~~ 1,1% de hausse résiduelle en 2027 liée à l'appropriation progressive du nouveau réseau par les usagers.

Ces coefficients sont ceux à appliquer dans le calcul de l'engagement de recettes au titre du coefficient d'offre.

I - 3 – CLASSIFICATION DES LIGNES AFFRETEES – OFFRE DE REFERENCE 2025~~6~~ -2030

Les lignes affrétées sont classées selon le type de véhicules (urbain, interurbain ou petits véhicules spécifiques). Conformément à l'article 61.4.1 (I).

Véhicules urbains	Véhicules interurbains	Petits véhicules spécifiques
31	**12**	**18**
62	**22**	**L42 - Navette Entzheim**
63	**~~41 jusqu'au 14/11/2025~~**	**L43 - Navette Holtzheim**
76	**57**	**L44 - Navette Kolbsheim**
Lignes scolaires	**67**	**45**
Lignes de nuit	**60**	**L64 - Navette ZA Sud**
Substitution	**71**	
	72	
	73	
	74	
	75	
	Renfort Plobsheim-Baggersee	
	Renfort 50	
	Autres affrétés	

II- RESEAU TRAM (REFERENCE : SEPTEMBRE 2026)

LIGNES	DESCRIPTION		OFFRE					EXPLOITATION		
	Itinéraire	Longueur (km)	Intervalles (troncs communs) HP	HC	Après 21h	Nbre de courses	Amplitude (Principes)	Nbre max de véhicules en ligne (HP)	V Com (km/h)	Dépôt / exploitant
A	Parc des Sports ⇔ Illkirch Graffenstaden	14,8	**6-7'**	8'	15-20'	**287**	4h30 - 00h30	17	18,2	UPC
B	Hoenheim Gare ⇔ Lingolsheim Tiergaertel	14,8	**5-6'**	8'	15-20'	**307**	4h30 - 00h30	19	18,5	UPE
C	Gare Centrale ⇔ Neuhof Rodolphe Reuss	8,1	**7'** + renf.	8'	15-20'	**311**	4h30 - 00h30	15	15,7	UPK
D	Poteries ⇔ Port du Rhin	10,2	**7'**	8'	15-20'	**280** dont 145 à Kehl	4h30 - 00h45	14	16,9	UPC
	⇔ Kehl Rathaus	12,3	**14'**	16'	15-20'		4h30 - 00h30			
E	Robertsau l'Escale ⇔ Campus d'Illkirch	13,6	**7'**	8'	15-20'	**284**	4h30 - 00h30	16	18,8	UPK
F	Wolfisheim Henri Rendu ⇔ Place d'Islande	8,9	**7'**	8'	15-20'	**281**	4h30 - 00h30	13	15,1	UPE/UPK

HP : heure de pointe

HC : heure creuse

V Com : vitesse commerciale

		LIGNES	A	B	C	D	E	F
HIVER	LàV	Nb Véhicules	17	19	15	14	16	13
		Nb courses	287	307	307	280	284	281
		KmU	4063	4329	2350	3091	3749	2427
		HLP	150	203	87	118	291	188
		% HLP	3,6%	4,5%	3,6%	3,7%	7,2%	7,2%
		Km totaux	4 213	4 532	2 437	3 209	4 041	2 614
	Samedi	Nb Véhicules	14	14	10	13	10	11
		Nb courses	249	253	249	250	220	249
		KmU	3538	3622	1970	2914	2934	2170
		HLP	115	131	55	96	165	141
		% HLP	3,1%	3,5%	2,7%	3,2%	5,3%	6,1%
		Km totaux	3 653	3 754	2 024	3 010	3 099	2 312
		% LàV "Hiver"	*86,7%*	*82,8%*	*83,1%*	*93,8%*	*76,7%*	*88,4%*
	Dimanche	Nb Véhicules	9	9	6	8	8	7
		Nb courses	174	170	170	174	169	174
		KmU	2472	2434	1350	1938	2251	1519
		HLP	86	91	35	72	132	89
		% HLP	3,3%	3,6%	2,6%	3,6%	5,5%	5,5%
		Km totaux	2 558	2 525	1 386	2 010	2 384	1 608
		% LàV "Hiver"	*60,7%*	*55,7%*	*56,9%*	*62,6%*	*59,0%*	*61,5%*
VERTE	LàV	Nb Véhicules	16	16	11	14	13	13
		Nb courses	283	286	275	276	263	281
		KmU	4010	4075	2177	3046	3501	2427
		HLP	138	161	63	117	211	188
		% HLP	3,3%	3,8%	2,8%	3,7%	5,7%	7,2%
		Km totaux	4 149	4 236	2 241	3 163	3 712	2 614
		% LàV "Hiver"	*98,5%*	*93,5%*	*91,9%*	*98,6%*	*91,9%*	*100,0%*
ÉTÉ	LàV	Nb Véhicules	13	13	9	12	10	9
		Nb courses	236	238	231	235	221	224
		KmU	3374	3406	1836	2605	2947	2031
		HLP	109	130	51	104	166	100
		% HLP	3,1%	3,7%	2,7%	3,8%	5,3%	4,7%
		Km totaux	3 484	3 535	1 886	2 709	3 114	2 131
		% LàV "Hiver"	*82,7%*	*78,0%*	*77,4%*	*84,4%*	*77,1%*	*81,5%*
	Samedi	Nb Véhicules	13	13	9	12	10	9
		Nb courses	230	232	227	230	221	220
		KmU	3286	3322	1803	2662	2947	1997
		HLP	109	123	50	112	166	103
		% HLP	3,2%	3,6%	2,7%	4,0%	5,3%	4,9%
		Km totaux	3 395	3 444	1 853	2 774	3 114	2 099
		% LàV "Hiver"	*80,6%*	*76,0%*	*76,0%*	*86,4%*	*77,1%*	*80,3%*
	Dimanche	Nb Véhicules	9	9	6	8	8	7
		Nb courses	174	170	170	174	169	174
		KmU	2472	2434	1350	1938	2251	1519
		HLP	86	91	35	72	132	89
		% HLP	3,3%	3,6%	2,6%	3,6%	5,5%	5,5%
		Km totaux	2 558	2 525	1 386	2 010	2 384	1 608
		% LàV "Hiver"	*60,7%*	*55,7%*	*56,9%*	*62,6%*	*59,0%*	*61,5%*

Horaires été 2026 : horaires théoriques

III- RESEAU BUS (REFERENCE : SEPTEMBRE ~~2025~~ 2026)

LIGNES	DESCRIPTION			OFFRE					EXPLOITATION		
	Itinéraire	Longueur (km)		Intervalles (troncs communs) HP	HC	Après 21h	Nbre de courses	Amplitude (Principes)	Nbre max de véhicules en ligne (HP)	V Com (km/h)	Dépôt / exploitant
G	Rotterdam / Gare Centrale ⇔ Espace Européen de l'Entreprise	10,6		3'30'' / 7'	8'	20'	360	4h30 - 00h30	22 articulés	18,5	UPC/UPK
H	Gare Centrale ⇔ Parlement Européen	3,2		6'-8'	12'	-	182	4h30 - 21h30	7 standards	12,5	UPE
C1 - sauf mardi C1 - mardi	Lingolsheim Alouettes ⇔ Robertsau Lamproie	13,3		4-8'	10'	30'	211	5h00 - 00h30	21 22 articulés (mar)	15,8	UPK
2	Lingolsheim Gare ⇔ Jardin des Deux Rives	13,2		6-7'	10'	30'	205	5h00 - 23h30	22 standards	13,2	UPE
C3	Hoenheim Gare ⇔ Les Halles	5,3		6-7'	8-9'	30'	245	5h00 - 00h30	10 articulés	15,0	UPC
C4	Schiltigheim Campus ⇔ Illkirch Fort Uhrich	13,5		8-10'	12'	30'	181	4h30 - 00h30	16 standards	14,6	UPE
C5	Koenigshoffen Sud ⇔ Schiltigheim Le Marais	10,073		8'-10'	12'	30'	181	5h00 - 00h30	12 standards	14,9	UPE
C6	Les Halles ⇔ Pont Pharo	6,2		5-7'	9-10'	30'	239	5h00 - 00h30	23 articulés	14,7	UPC
C9	Hoenheim Gare / Vendenheim Gare ⇔ Les Halles	9,5	10	5-7' / 10-14'	9-10' / 18-20'	30'	239	5h00 - 00h30		17,0	UPC
C7	Baggersee ⇔ Lucie Aubrac/La Rochelle/PAS	4,5	10,3	7,5'/15'	10'/20'	30'	219	5h00 - 00h30	10 standards	17,3	UPK
C8	Ancienne Douane ⇔ Neuhof Stockfeld	6,5		8'	10	30'	222	5h00 - 00h30	10 articulés	13,3	UPK
10	Ceinture Gare Centrale ⇔ Gallia ⇔ Musée d'Art Moderne ⇔ Gare Centrale	6,4		8-10'	15'	-	138	5h00 - 21h00	11 standards	10,4	UPC
15	République ⇔ Boecklin	6,5		20'	30'	-	64	7h00 - 20h30	3 standards	16,4	UPE
17	Rotonde ⇔ Mittelhausbergen Mittelberg	5,3		8'	10'	60'	190	5h00 - 23h30	7 standards	18,6	UPC
30	Robertsau Chasseurs / Robertsau Ste Anne ⇔ Ampère	9,9		5'/12' (TC)	12' (TC)	60'	154	5h00 - 23h30	11 standards	14,0	UPK
40	Neuhof Ganzau ⇔ Unterelsau / R.Reuss	10		10'/15'	18'	- 30' (Neuhof)	118	5h00 - 20h30 / 00h00	7 standards	16,9	UPE
70	Wolfisheim Stade ⇔ Robertsau Renaissance / Poteries	14,8	3,8	15'	20'	30'-40'	119	5h30 - 20h00 / 00h00	10 standards	15,4	UPC

		LIGNES	G	H	C1	2	C3	C4	C5	C6 / C9	C7	C8	10	15	17	30	40	70
HIVER	LàV	Nb Véhicules	22	7	21	22	10	16	12	23	10	10	11	3	7	11	7	10
		Nb courses	**360**	**182**	**211**	**205**	**245**	**181**	**181**	**239 / 239**	**219**	**222**	**138**	**64**	**190**	**154**	**118**	**119**
		KmU	3396	563	2794	2702	1305	2428	1824	3788	1662	1398	866	395	1011	1389	1069	1580
		HLP	246	142	641	397	165	470	194	426	177	45	50	56	41	180	95	207
		% HLP	6,7%	20,2%	18,7%	12,8%	11,2%	16,2%	9,6%	10,1%	9,6%	3,1%	5,5%	12,4%	3,9%	11,5%	8,2%	11,6%
		Km totaux	**3 642**	**705**	**3 435**	**3 099**	**1 470**	**2 898**	**2 018**	**4 214**	**1 839**	**1 443**	**917**	**451**	**1052**	**1 569**	**1 164**	**1 786**
	Samedi	Nb Véhicules	11	4	10	12	6	12	9	12	6	6	6	2	4	5	5	6
		Nb courses	**245**	**154**	**162**	**158**	**193**	**164**	**164**	**173 / 173**	**176**	**176**	**116**	**54**	**152**	**82**	**92**	**99**
		KmU	2528	476	2192	2083	1028	2200	1653	2741	1132	1120	728	333	809	719	813	1301
		HLP	88	91	280	219	93	377	172	182	68	22	20	29	22	70	73	94
		% HLP	3,4%	16,1%	11,3%	9,5%	8,3%	14,6%	9,4%	6,2%	5,7%	1,9%	2,7%	8,1%	2,6%	8,8%	8,3%	6,7%
		Km totaux	**2 616**	**567**	**2 472**	**2 302**	**1 121**	**2 577**	**1 824**	**2 924**	**1 200**	**1 142**	**748**	**363**	**831**	**789**	**886**	**1 395**
		% LàV "Hiver"	*71,8%*	*80,5%*	*72,0%*	*74,3%*	*76,2%*	*88,9%*	*90,4%*	*69,4%*	*65,3%*	*79,1%*	*81,6%*	*80,4%*	*78,9%*	*50,3%*	*76,1%*	*78,1%*
	Dimanche	Nb Véhicules	6	Ne circule pas	6	8	3	8	6	7	3	3	2	1	2	2	3	5
		Nb courses	**147**		**93**	**101**	**102**	**100**	**99**	**100 / 100**	**99**	**104**	**22**	**8**	**77**	**46**	**61**	**72**
		KmU	1514		1236	1331	544	1341	998	1584	426	663	139	49	410	387	507	868
		HLP	47		209	144	54	263	104	130	45	12	7	15	9	30	41	65
		% HLP	3,0%		14,4%	9,7%	9,0%	16,4%	9,4%	7,6%	9,5%	1,8%	4,6%	22,9%	2,1%	7,1%	7,5%	7,0%
		Km totaux	**1 561**		**1 444**	**1 475**	**597**	**1 605**	**1 101**	**1 715**	**471**	**675**	**146**	**64**	**418**	**417**	**548**	**934**
		% LàV "Hiver"	*42,9%*		*42,0%*	*47,6%*	*40,6%*	*55,4%*	*54,6%*	*40,7%*	*25,6%*	*46,8%*	*15,9%*	*14,2%*	*39,8%*	*26,6%*	*47,1%*	*52,3%*
VERTE	LàV	Nb Véhicules	18	7	17	15	8	14	11	18	8	7	11	3	6	8	7	10
		Nb courses	**313**	**182**	**201**	**182**	**233**	**177**	**177**	**215 / 215**	**199**	**199**	**138**	**64**	**184**	**147**	**118**	**119**
		KmU	3009	563	2671	2399	1241	2374	1783	3407	1502	1265	866	395	979	1316	1069	1580
		HLP	182	142	486	220	130	415	186	331	127	27	50	56	34	119	95	207
		% HLP	5,7%	20,2%	15,4%	8,4%	9,5%	14,9%	9,4%	8,9%	7,8%	2,1%	5,5%	12,4%	3,3%	8,3%	8,2%	11,6%
		Km totaux	**3 190**	**705**	**3 157**	**2 619**	**1 372**	**2 789**	**1 969**	**3 738**	**1 629**	**1 292**	**917**	**451**	**1 013**	**1 435**	**1 164**	**1 786**
		% LàV "Hiver"	*87,6%*	*100,0%*	*91,9%*	*84,5%*	*93,3%*	*96,3%*	*97,6%*	*88,7%*	*88,6%*	*89,5%*	*100,0%*	*100,0%*	*96,2%*	*91,5%*	*100,0%*	*100,0%*
ÉTÉ	LàV	Nb Véhicules	16	5	10	12	6	12	10	12	8	6	8	3	5	7	6	9
		Nb courses	**296**	**164**	**162**	**158**	**197**	**164**	**164**	**340**	**199**	**176**	**123**	**64**	**147**	**115**	**110**	**108**
		KmU	3022	507	2017	2083	1050	2200	1653	2693	1511	1120	772	395	782	1028	936	1434
		HLP	153	112	260	221	93	377	161	193	127	22	30	151	30	96	95	159
		% HLP	4,8%	18,1%	11,4%	9,6%	8,1%	14,6%	8,9%	6,7%	7,8%	1,9%	3,8%	27,7%	3,7%	8,5%	9,3%	10,0%
		Km totaux	**3 175**	**619**	**2 276**	**2 303**	**1 143**	**2 577**	**1 814**	**2 886**	**1 638**	**1 142**	**802**	**546**	**812**	**1 124**	**1 031**	**1 593**
		% LàV "Hiver"	*87,2%*	*87,8%*	*66,3%*	*74,3%*	*77,7%*	*88,9%*	*89,9%*	*68,5%*	*89,1%*	*79,1%*	*87,5%*	*121,1%*	*77,2%*	*71,6%*	*88,6%*	*89,2%*
	Samedi	Nb Véhicules	12	4	10	12	6	11	10	11	5	6	6	2	3	5	5	6
		Nb courses	**265**	**154**	**161**	**158**	**193**	**160**	**160**	**340**	**172**	**176**	**115**	**54**	**127**	**79**	**92**	**101**
		KmU	2728	476	2044	2083	1028	2146	1612	2693	1107	1120	722	333	676	692	767	1331
		HLP	168	91	269	219	93	377	134	181	76	22	20	124	16	69	73	91
		% HLP	5,8%	16,0%	11,6%	9,5%	8,3%	14,9%	7,7%	6,3%	6,4%	1,9%	2,7%	27,2%	2,4%	9,1%	8,7%	6,4%
		Km totaux	**2 896**	**567**	**2 313**	**2 302**	**1 121**	**2 523**	**1 746**	**2 875**	**1 183**	**1 142**	**742**	**458**	**692**	**761**	**841**	**1 421**
		% LàV "Hiver"	*79,5%*	*80,5%*	*67,3%*	*74,3%*	*76,2%*	*87,1%*	*86,5%*	*68,2%*	*64,3%*	*79,1%*	*80,9%*	*101,5%*	*65,8%*	*48,5%*	*72,2%*	*79,6%*
	Dimanche	Nb Véhicules	7	Ne circule pas	8	8	3	8	7	7	3	3	2	1	2	2	3	5
		Nb courses	**164**		**93**	**101**	**102**	**100**	**99**	**198**	**99**	**104**	**22**	**8**	**77**	**46**	**61**	**72**
		KmU	1689		1158	1331	544	1341	998	1568	426	663	139	49	410	387	479	868
		HLP	65		200	145	65	263	107	128	45	12	7	15	9	36	41	65
		% HLP	3,7%		14,7%	9,8%	10,7%	16,4%	9,7%	7,5%	9,5%	1,8%	4,6%	22,9%	2,1%	8,5%	7,9%	7,0%
		Km totaux	**1 753**		**1 358**	**1 476**	**609**	**1 605**	**1 104**	**1 696**	**471**	**675**	**146**	**64**	**418**	**423**	**520**	**934**
		% LàV "Hiver"	*48,1%*		*39,5%*	*47,6%*	*41,4%*	*55,4%*	*54,7%*	*40,2%*	*25,6%*	*46,8%*	*15,9%*	*14,2%*	*39,8%*	*27,0%*	*44,7%*	*52,3%*

Déviation bus

IV- SERVICES AFFRETES (REFERENCE : SEPTEMBRE ~~2025~~ 2026)

IV - 1 - LIGNES REGULIERES (REFERENCE : SEPTEMBRE ~~2025~~ 2026)

LIGNES	DESCRIPTION		OFFRE					EXPLOITATION		
	Itinéraire	Longueur (km)	Intervalles (troncs communs) HP	HC	Après 21h	Nbre de courses	Amplitude (Principes)	Nbre max de véhicules en ligne (HP)	V Com (km/h)	Dépôt / exploitant
57	Baggersee⇔ Geispolsheim Ouest / Blaesheim Ouest	13,2	20'	30'	30' (Graff. Digue) Taxibus	158	5h00 - 20h00	12 standards	21,4	UST
67	Baggersee ⇔ Graffenstaden Digue / Plobsheim Est	12,7	20'	30'			5h00 - 23h30		20,7	
12	Lingolsheim Alouettes ⇔ Entzheim Ouest	6,4	40'	40'	Taxibus	47	5h00 - 20h00	3 standards	26,8	STBG
22	Lingolsheim Alouettes ⇔ Holtzheim Ouest	5,2	40'	40'	Taxibus	49			23,3	
31	Baggersee ⇔ Ampère	9,2	15'	20'	-	101	5h00 - 21h00	6 standards	15,1	STBG
42	Entzheim Ouest ⇔ Entzheim Gare	7	40'	60'	-	16	HP	1 minibus	31,2	STBG
43	Holtzheim Ouest ⇔ Entzheim Gare	6,4	40'	60'	-	16	HP	1 minibus	31,0	
44	Kolbsheim Mairie ⇔ Entzheim Gare	4,6	40'	60'	-	16	HP	1 minibus	30,7	
18	Rotonde ⇔ Rotonde (via Marché Gare)	3,4	20'	20'	-	46	6h - 21h	1 minibus	20,0	LK (Antoni)
45	Lingolsheim Alouettes ⇔ Poteries	7	30'	30'	-	53	6h30 - 19h30	3 minibus	16,2	STBG
60	Mundolsheim Découvertes ⇔ Wacken	10,6	30'	30'	-	57	6h30 - 21h00	5 cars	18,5	LK (Antoni)
76	Les Halles Pont de Paris ⇔ Reichstett Rue de Paris	11	30'	-	-	10	HP		19,6	
62	Geispolsheim Gare ⇔ Lipsheim Centre	11,4	30'	40'	Taxibus	53	5h00 - 20h30	3 standards	21,0	STBG
63	Campus d'Illkirch ⇔ Lipsheim Gare	10,4	30'	30'	Taxibus	67	5h00 - 20h30	4 standards	25,7	STBG
	Renforts HP Campus d'Illkirch ⇔ Parc d'Innovation d'Illkirch (tronc commun)		10-15'		-	85				
64	Campus d'Illkirch ⇔ Lingolsheim Alouettes	12,5	30'	-	-	22	PPM et PPS	2 minibus	25,1	STBG
71	Les Halles Marais Vert ⇔ Eckwersheim Hippodrome	14,8	15-30'	30'	-	60	6h00 - 20h00	4 cars	29,1	LK
73	Les Halles Marais Vert ⇔ Lampertheim Alisiers	13,2	15-30'	30'	-	60	6h00 - 20h30	4 cars	28,7	
75	Les Halles Marais Vert ⇔ Vendenheim Mairie / Eckwersheim Hippodrome	15 18,1	20-30'	60'	60'	45	5h30-23h30	4 cars	23,8	
	Renforts HP Les Halles Marais Vert ⇔ Mundolsheim Parc (tronc commun)	8,8	20-30'	30'		22				
72	République ⇔ La Wantzenau Le Golf	15,2	5-30'	30-60'	Taxibus	57	5h30 - 21h15	6 cars	24,7	LK
74	Vendenheim Artisans / Ecoparc ⇔ Hoeneim Gare	9,5	15'	20'	60'	114	5h30-0h00	3 cars	25,5	LK
Hibus N1 N2 N3	N1 Pont Pharo ⇔ Pont Saint Nicolas	7	-	-	60'	10	0h00-5h00	8 cars	17,3	LK
	N2 Campus d'Illkirch ⇔ Hoenheim Gare	14,9	-	-	60'	10				
	N3 Kehl Bahnhof ⇔ Mathieu Zell	17	-	-	60'	10				

		LIGNES	57	67	12 22	18	31	42	43	44	45	60	76	62	63	64	71	72 hors TAD	73	74	75	N1-N2-N3 (J-V-S)
HIVER	LàV	Nb Véhicules	4	6	3	1	6	1	1	1	3	5		3	4	2	4	6	4	3	4	8
		Nb courses	**69**	**89**	**47 / 49**	**46**	**101**	**16**	**16**	**16**	**53**	**57**	**10**	**53**	**85**	**22**	**60**	**57**	**60**	**114**	**67**	**30**
		KmU	801	971	560	153	915	114	101	74	369	602	111	591	725	248	900	864	801	757	932	380
		HLP	117	528	52	30	151	38	49	65	60	75		41	127	43	112	163	103	39	119	184
		% HLP	12,7%	35,2%	8,5%	16,4%	14,1%	25,2%	32,8%	46,9%	14,0%	9,5%		6,4%	14,9%	14,7%	11,1%	15,8%	11,4%	4,9%	11,3%	32,6%
		Km totaux	**918**	**1 499**	**612**	**184**	**1 066**	**152**	**150**	**139**	**429**	**787**		**632**	**852**	**290**	**1 012**	**1 027**	**904**	**796**	**1 051**	**564**
	Samedi	Nb Véhicules	3	5	2	1	5				3	4		3	3			3		4	3	8
		Nb courses	**42**	**92**	**47 / 47**	**46**	**92**				**53**	**39**		**51**	**60**			**33**		**100**	**43**	**30**
		KmU	493	708	549	153	834				369	412		568	616			500		664	789	380
		HLP	47	277	35	30	113	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	60	77	Ne circule pas	29	52	Ne circule pas	Ne circule pas	82	Ne circule pas	58	124	184
		% HLP	8,6%	28,2%	5,9%	16,4%	12,0%				14,0%	15,8%		4,8%	7,8%			14,1%		8,0%	13,5%	32,6%
		Km totaux	**540**	**985**	**583**	**184**	**947**				**429**	**489**		**596**	**668**			**582**		**722**	**912**	**564**
		% LàV "Hiver"	*58,8%*	*65,7%*	*95,3%*	*100,0%*	*88,8%*				*100,0%*			*94,4%*	*78,4%*			*56,7%*		*90,8%*	*86,8%*	*100,0%*
	Dimanche	Nb Véhicules	3		1										1			2		2	3	
		Nb courses	**69**		**13 / 14**										**20**			**10**		**52**	**31**	
		KmU	603		157										229			152		199	568	
		HLP	55		17	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	12	Ne circule pas	Ne circule pas	31	Ne circule pas	13	64	Ne circule pas
		% HLP	8,3%		9,7%										4,9%			17,2%		6,2%	10,1%	
		Km totaux	**658**		**174**										**241**			**183**		**212**	**631**	
		% LàV "Hiver"	*71,7%*		*28,4%*										*28,2%*			*17,8%*		*26,6%*	*60,1%*	
VS	LàV	Nb Véhicules	4	6	2	1	6	1	1	1	3	5		3	4	2	4	5	4	3	4	8
		Nb courses	**69**	**89**	**47 / 47**	**46**	**101**	**16**	**16**	**16**	**53**	**57**	**10**	**53**	**81**	**22**	**60**	**56**	**60**	**114**	**67**	**30**
		KmU	801	971	549	153	915	114	101	74	369	602	111	591	684	248	900	849	801	757	928	380
		HLP	117	528	35	30	151	38	49	65	60	75		41	97	43	112	145	103	39	117	184
		% HLP	12,7%	35,2%	5,9%	16,4%	14,1%	25,2%	32,8%	46,9%	14,0%	9,5%		6,4%	12,4%	14,7%	11,1%	14,6%	11,4%	4,9%	11,2%	32,6%
		Km totaux	**918**	**1 499**	**584**	**184**	**1 066**	**152**	**150**	**139**	**429**	**787**		**632**	**781**	**290**	**1 012**	**994**	**904**	**796**	**1 045**	**564**
		% LàV "Hiver"	*100,0%*	*100,0%*	*95,4%*	*100,0%*	*100,0%*	*100,0%*	*100,0%*	*100,0%*	*100,0%*			*100,0%*	*91,7%*	*100,0%*	*100,0%*	*96,8%*	*100,0%*	*100,0%*	*99,5%*	*100,0%*
ÉTÉ	LàV	Nb Véhicules	4	5	2	1	**5**	1	1	1	3	4	2	3	616	3	4	5	4	4	4	8
		Nb courses	**48**	**86**	**47 / 47**	**46**	**92**	**16**	**16**	**16**	**53**	**39**	**10**	**53**	**81**	**22**	**60**	**55**	**60**	**100**	**63**	**30**
		KmU	742	738	549	153	834	114	101	74	369	412	109	588	684	313	889	834	790	664	853	380
		HLP	94	269	35	30	61	38	49	65	60	156	97	41	95	65	122	127	120	58	97	152
		% HLP	11,2%	26,7%	5,9%	16,4%	6,8%	25,2%	32,8%	46,9%	14,0%	27,5%	47,3%	6,5%	12,2%	17,2%	12,1%	13,2%	13,2%	8,0%	10,2%	27,0%
		Km totaux	**836**	**1 007**	**584**	**184**	**895**	**152**	**150**	**139**	**429**	**568**	**206**	**628**	**779**	**378**	**1 011**	**961**	**911**	**722**	**950**	**564**
		% LàV "Hiver"	*91,1%*	*67,2%*	*95,4%*	*100,0%*	*83,9%*	*100,0%*	*100,0%*	*100,0%*	*100,0%*			*99,5%*	*91,5%*	*130,3%*	*100,0%*	*93,6%*	*100,7%*	*90,8%*	*90,5%*	*100,0%*
	Samedi	Nb Véhicules	3	5	2	1	**5**				3	4		3	3			3		4	3	8
		Nb courses	**42**	**92**	**47 / 47**	**46**	**92**				**53**	**39**		**51**	**60**			**33**		**100**	**43**	**30**
		KmU	662	708	549	153	834				369	412		565	616			500		664	781	380
		HLP	54	277	35	30	61	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	60	70	Ne circule pas	29	52	Ne circule pas	Ne circule pas	82	Ne circule pas	58	116	152
		% HLP	7,5%	28,2%	5,9%	16,4%	6,8%				14,0%	14,5%		4,8%	7,8%			14,1%		8,0%	12,9%	27,0%
		Km totaux	**716**	**985**	**584**	**184**	**895**				**429**	**481**		**593**	**668**			**582**		**722**	**897**	**564**
		% LàV "Hiver"	*78,0%*	*65,7%*	*95,4%*	*100,0%*	*83,9%*				*100,0%*			*94,0%*	*78,4%*			*56,7%*		*90,8%*	*85,4%*	*100,0%*
	Dimanche	Nb Véhicules	3		1										1			2		2	3	
		Nb courses	**69**		**13 / 14**										**20**			**10**		**52**	**31**	
		KmU	688		157										229			152		199	563	
		HLP	109		17	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	Ne circule pas	12	Ne circule pas	Ne circule pas	31	Ne circule pas	13	69	Ne circule pas
		% HLP	13,7%		9,7%										4,9%			17,2%		6,2%	10,9%	
		Km totaux	**797**		**174**										**241**			**183**		**212**	**632**	
		% LàV "Hiver"	*86,8%*		*28,4%*										*28,2%*			*17,8%*		*26,6%*	*60,2%*	

J-V-S : jeudi, vendredi, samedi

VS : vacances scolaires (horaires hiver sans renforts)

- SERVICES COMPLEMENTAIRES (REFERENCE : SEPTEMBRE ~~2025~~ 2026))

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *	Nombre d'A/R par type de jour			Nombre de véhicules maximum en ligne		
						LàV	Sam	D&F	LàV	Sam	D&F
Renforts ligne 260	Baggersee – Plobsheim Cimetière	10,5	Plobsheim – Eschau – Illkirch-Graffenstaden	Plobsheim Mairie – Niederau – Campus d'Illkirch – Baggersee	126 (hors HLP)	6,0	3	1	2	1	1
Renforts ligne C5	Koenigshoffen Sud – Schiltigheim Le Marais	11,1	Koenigshoffen – Cronenbourg – Schiltigheim	Berstett – Rieth – Ecrivains – Maison Rouge – Schiltigheim Le Marais	55,5 (hors HLP)	3,5	0	0	2	0	0

IV - 2 - SERVICES SCOLAIRES (REFERENCE : SEPTEMBRE ~~2025~~ 2026)

Circuit	Etablissement	Itinéraire	Longueur	Nb de courses max par jour	Nb de véhicules par courses	Km Com max/j
S1	CFA Eschau	Les Halles/Gare Centrale - CFA Eschau	19	2	2	76
					2	
S2A	Collège La Fontaine Geispolsheim	Geispo Verdun - Collège La Fontaine	5,1	2	1	10,2
					1	
					1	
S2B	Collège La Fontaine Geispolsheim	Entzheim Terres de la Chapelle - Collège La Fontaine	3,9	7	2	35,1
					1	
					1	
					1	
					2	
					1	
					2	
					1	
					1	
S2C	Collège La Fontaine Geispolsheim	Lipsheim Centre - Collège La Fontaine	4,5	5	2	27
					1	
					1	
					1	
					1	
					1	
S5A	Collège Krafft Eckbolsheim	Eckbolsheim Moulin - Collège Krafft	3,5	5	3	38,5
					2	
					2	
					2	
					2	
					1	
S5B	Collège Krafft Eckbolsheim	Poteries - Collège Krafft	2,1	5	2	21
					2	
					2	
					2	
					2	
					2	
S6A	Collège M. Alexandre Lingolsheim	Koenigshoffen Geroldseck - Collège M. Alexandre	15,1	2	1	30,2
					1	
					1	
S6B	Collège M. Alexandre Lingolsheim	Tanneries - Collège M. Alexandre	4,1	2	1	8,2
					1	
					1	
S8	Collège Paul-Emile Victor Mundolsheim	Oberhausbergen - Collège PE Victor	6,8	4	3	47,6
					2	
					2	
					2	
					1	
S10	Collège Les 7 Arpents Mundolsheim	Reichstett Vergers - Collège Les 7 Arpents	4,3	5	2	38,7
					2	
					2	
					2	
					2	
					1	
S12	Lycée Jean Monnet Strasbourg	Geispo Ouest - Lycée Jean Monnet	19,5	2	1	39
					1	

Circuit	Etablissement	Itinéraire	Longueur	Nb de courses max par jour	Nb de véhicules par courses	Km Com max/j
S13A	Lycée Kléber Strasbourg	Eckwersheim Hippodrome via Vendenheim - Lycée Kléber	16,1	1	2	32,2
S13B	Lycée Kléber Strasbourg	Lampertheim Alisiers via Mundolsheim - Lycée Kléber	15,2	1	2	30,4
S13C	Lycée Kléber Strasbourg	Nieder Nord - Lycée Kléber	15,3	1	1	15,3
S13D1	Lycée Kléber Strasbourg	Lycée Kléber - Eckwersheim Hippodrome via Vendenheim	16,1	1	1	46,5
S13D2	Lycée Kléber Strasbourg	Lycée Kléber - Lampertheim Allisiers via Mundolsheim	15,2	1	2	
S14	Lycée March Bloch Bischheim	La Wantzenau Golf - Lycée March Bloch	12	1	1	12
					1	
S16	Collège Paul Wernert Achenheim	Hangenbieten Rte de Holtzheim via Kolbsheim Mairie - Paul Wernert	8,7	4	2	52,2
					2	
					1	
					2	
					1	
					1	

** Les kilomètres totaux sont liés au choix du prestataire qui effectue le service (kilomètres haut-le-pied notamment). Ce chiffre est susceptible d'évoluer lors de chaque appel d'offres. Les kilomètres commerciaux sont les valeurs de référence pour les circuits scolaires. L'ensemble des circuits scolaires est effectué avec des moyens adaptés, afin de permettre, de manière régulière, à chaque élève de disposer d'une place assise durant le transport conformément à l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes, sauf cas exceptionnels (panne, accident, surcharge exceptionnelle et imprévue…).*

Dérogation à l'obligation de transport assis dans les services réguliers de transport scolaire opéré par la CTS dans le cadre du contrat de concession entre la CTS et l'Eurométropole de Strasbourg :

- Vu le Code des transports, notamment l'article L.1231-1 ;
- Vu l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun d'enfants, notamment son article 75.

L'Eurométropole de Strasbourg, autorité organisatrice de mobilité compétente, octroie une dérogation permettant, de manière exceptionnelle, à la CTS de transporter des élèves debout sur les lignes de transports scolaires suivantes, dont les plans sont annexés à la présente autorisation :

- S1 reliant l'arrêt « Les halles » à Strasbourg au CFA d'Eschau ;
- S2A reliant l'arrêt « Chopin » à Geispolsheim au collège Jean de la Fontaine à Geispolsheim ;
- S2B reliant l'arrêt « Terres de la Chapelle » à Entzheim au collège Jean de la Fontaine à Geispolsheim ;
- S2C reliant l'arrêt « Lipsheim centre » à Lipsheim au collège Jean de la Fontaine à Geispolsheim ;
- S5A reliant l'arrêt « Moulin » à Wolfisheim au collège Krafft à Eckbolsheim ;
- S5B reliant l'arrêt « Poteries » à Strasbourg au collège Krafft à Eckbolsheim ;
- S6A reliant l'arrêt « Geroldseck » à Strasbourg au collège Maxime Alexandre à Lingolsheim ;
- S6B reliant l'arrêt « Tanneries » à Strasbourg au collège Maxime Alexandre à Lingolsheim ;
- S8 reliant l'arrêt « Quartier Prévert » à Oberhausbergen au collège Paul-Émile Victor à Mundolsheim ;
- S10 reliant l'arrêt « Reichstett Vergers » à Reichstett au collège des 7 Arpents à Souffelweyersheim ;
- S12 reliant l'arrêt « Geispolsheim ouest » à Geispolsheim au lycée Jean Monnet à Strasbourg ;
- S13A reliant l'arrêt « Eckwersheim hippodrome » à Eckwersheim au lycée Kleber à Strasbourg ;
- S13B reliant l'arrêt « Lampertheim Alisiers » à Lampertheim au lycée Kleber à Strasbourg ;
- S13C reliant l'arrêt « Nord » à Niederhausbergen au lycée Kleber à Strasbourg ;
- S13D reliant l'arrêt « Eckwersheim hippodrome » à Eckwersheim au lycée Kleber à Strasbourg ;
- S14 reliant l'arrêt « La Wantzenau Le Golf » à La Wantzenau au Lycée Marc Bloch à Bischheim ;
- S16 reliant l'arrêt « Peuplier » à Holtzheim au Collège Paul Wernert à Achenheim dans un sens et reliant le Collège Paul Wernert à Achenheim à l'arrêt « Kolbsheim Mairie » à Kolbsheim dans l'autre sens.

Pour rappel, au sein des transports scolaires, la règle demeure celle du transport assis des enfants. Le transport debout des élèves doit rester exceptionnel.

En effet, si le nombre de passagers transporté est inférieur ou égal aux nombres de places disponibles, les passagers devront impérativement être assis. Si des places assises sont disponibles dans un autre car effectuant le même trajet au même horaire, il n'est pas permis de transporter des enfants debout.

Les conditions d'application de la dérogation sont les suivantes :

- La présence d'élèves debout doit résulter d'une situation imprévue et se faire de façon limitée et à titre exceptionnel (Situation d'ajustement de l'offre due à la rentrée scolaire, changement d'horaire non anticipé par l'établissement scolaire, panne du véhicule, absence d'un conducteur…). Aussi, la présence de passagers debout doit résulter d'un nombre plus important de passagers présents que de places assises disponibles au sein de l'ensemble des véhicules effectuant le même trajet au même horaire ;

- Ce surplus de passagers doit être imprévisible, c'est-à-dire qu'il doit être la réalisation d'un événement ou d'un fait qui ne pouvait pas être raisonnablement anticipé. Il résulte de cette imprévisibilité une impossibilité pour la CTS d'affecter un véhicule supplémentaire pour absorber le surplus d'enfants ;

- La situation ne doit pas se présenter plus de 5 jours successifs ;

- Le trajet respecte le tracé de la carte annexée ci-dessous. Il est réalisé en car de classe II respectant les conditions définies par l'Article 75 de l'Arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes qui dispose que : « *Le nombre d'enfants transportables est alors calculé selon les prescriptions de l'article 50 du présent arrêté et ne peut excéder celui qui résulte de l'application de l'article 6 et de l'article 35 d en substituant la valeur de 150 centimètres à celle de 190 centimètres citée au premier alinéa de cet article 35 d. L'usage du siège de convoyeur prévu à l'article 46 du présent arrêté est interdit.* » ;

- Les enfants ne doivent pas prendre place sur les marches donnant accès aux portes (article 75 de l'arrêté du 2 juillet 1982) ;

- Le nombre de personnes debout dans le véhicule ne peut excéder le nombre de places debout autorisées au sein d'un car de classe II ;

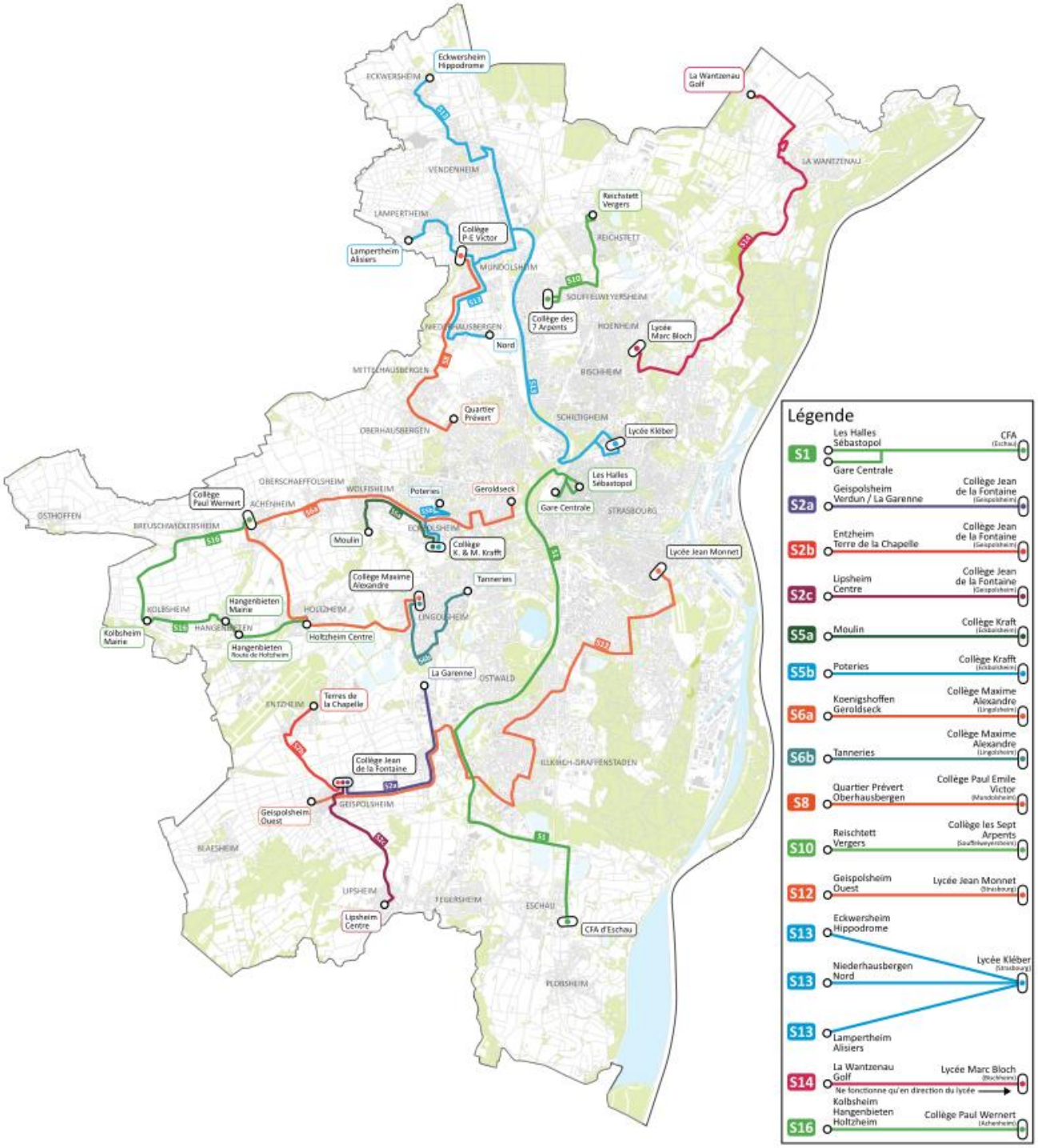
- La CTS fournit les attestations nécessaires à l'autorité organisatrice en début d'année scolaire ou lors de tout changement de matériel affecté à ce circuit et doit fournir les informations permettant d'attester que les véhicules concernés sont agréés pour le transport en commun debout (véhicule de classe II) ;

- La CTS doit être informée de la présence d'élèves transportés debout et en informer à son tour l'autorité organisatrice dès que la situation se présente et sans délais.

Cartographie des lignes scolaires

Aller & Retour

2026 - 2027



- SERVICES TAXIBUS (REFERENCE : SEPTEMBRE 2026)

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	LONGUEUR en km (longueur commerciale)	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *
Taxibus	Taxibus Sud-Ouest	Variable selon la demande	Entzheim – Hangenbieten – Holtzheim – Kolbsheim	Montagne Verte – Entzheim Centre – Hangenbieten Mairie – Holtzheim Ouest – Kolbsheim Mairie	Variable selon la demande
	Taxibus Sud	Variable selon la demande	Plobsheim – Eschau – Fegersheim – Lipsheim – Geispolsheim – Blaesheim	Baggersee – Plobsheim – Eschau – Fegersheim – Lipsheim – Geispolsheim – Blaesheim	Variable selon la demande
	Taxibus Nord	Variable selon la demande	Robertsau – La Wantzenau	République – Robertsau Chasseurs – La Wantzenau Mairie	Variable selon la demande
	Taxibus Ouest	Variable selon la demande	Wolfisheim – Oberschaeffolsheim – Achenheim – Breuschwickersheim – Osthoffen	Les Halles Sébastopol – Bœuf Rouge – Oberschaeffolsheim Mairie – Achenheim Ouest – Breuschwickersheim Mairie – Osthoffen Mairie	Variable selon la demande

IV - 3 - SERVICES SUR RESERVATION (REFERENCE : SEPTEMBRE 2026)

Les services sur réservation sont rémunérés sur la base du terme TAD inclus dans le terme SP (service particulier) dans les conditions fixées à l'article 61.4.1 « Dépenses forfaitaires d'exploitation » du contrat de concession.

A ce titre, il est précisé que les Parties conviennent d'ores et déjà de se revoir à l'issue de la première année d'exploitation du service Mobistras, pour apprécier la pertinence du montant forfaitaire alloué à la CTS en contrepartie de la réalisation de cette prestation. Le cas échéant, cette modification sera actée par un avenant au contrat de concession.

IV – 4- 1 - FLEX'HOP

L'ensemble des services de transport en commun sur réservation (traditionnellement appelé Transport A la Demande, ou TAD) est regroupé sous l'appellation générique : flex'hop
Ces services sur réservation ont un fonctionnement qui peut différer selon les lignes, les modes d'exploitation retenus, et les spécificités des territoires desservis.

Flex'hop 72

Ce service a été mis en place à partir du 28 août 2017.

Le Flex'hop 72 est un service de transport à la demande de type « ligne virtuelle ». Ce service vient compléter la desserte de la ligne régulière 72 pour accéder dans la zone d'activité de La Wantzenau qui regroupe deux arrêts, « Gutenberg » et « La Wantzenau ZA ». La ligne 72, qui effectue son terminus à l'arrêt « La Wantzenau Le Golf », peut ainsi être prolongée pour assurer une desserte de la zone d'activités selon des horaires prédéfinis (à la demande et sous conditions de réservation préalable). La particularité de ce service est que l'expression de la demande de prolongement de la ligne fonctionne différemment selon le sens :

- Pour se rendre aux arrêts « Gutenberg » et « La Wantzenau ZA » : la demande s'effectue à la montée dans un bus de la ligne 72 (en direction de La Wantzenau Le Golf), il suffit de signaler au conducteur l'arrêt Flex'hop souhaité.
- Au départ des arrêts La Wantzenau ZA et Gutenberg : Il est nécessaire de contacter la centrale téléphonique ~~le 0800 200 120 (appel gratuit)~~, au plus tard 1 heure avant l'heure de départ souhaité, pour demander le passage d'un bus en indiquant à quel arrêt Flex'hop et à quel horaire le client souhaite être pris en charge, selon les horaires proposés dans la fiche horaire de la ligne 72.

La centrale téléphonique est ouverte du lundi au samedi ~~vendredi~~ de 6h à 20h et ~~les samedis,~~ dimanches et jours fériés (sauf 1er mai) de 9h à 16h.

Flex'hop

Le service Flex'hop existe depuis le 26 août 2019.

~~Il s'agissait dans un premier temps de proposer un service à la demande venant compléter l'offre des lignes 42, 43 et 44, qui permettent d'assurer un service de rabattement / diffusion entre les communes de Entzheim, Holtzheim, Hangenbieten et Kolbsheim, et la gare TER d'Entzheim-Aéroport en heure de pointe uniquement.~~

~~Le 14 novembre 2019, le service a été étendu à la zone Ouest/Sud Ouest de l'Eurométropole de Strasbourg puis le 1er Mars 2021, à toutes les communes de seconde couronne.~~

Le Flex'hop est un service de transport sur réservation de type « zonal ». Ce service fonctionne à l'intérieur d'une zone qui regroupe :

- 25 communes de l'EMS (Achenheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Fegersheim, Entzheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim, Lipsheim, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Wolfisheim, Eschau, Plobsheim, Oberhausbergen, Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Mundolsheim, Souffelweyersheim, Lampertheim, Reichstett, Vendenheim, Eckwersheim, La Wantzenau), représentant environ 300 arrêts.
    - ~~o~~ A noter que des arrêts dédiés au Flex'hop ont été créés dans ces 25 communes, en plus de tous les arrêts des communes déjà desservis par le service. ~~Ils ont été ouverts à la réservation le 21 juin 2021.~~
- 4 arrêts en dehors de l'EMS (la ZI de Hoerdt, la Gare de Duppigheim et le Forum Européen du Rhin en Allemagne)
- 13 points de connexion en articulation avec le réseau CTS existant appelés "connecteurs" (Poteries, Lingolsheim Gare, Lingolsheim Alouettes, Rue des Juifs, Graffenstaden, Campus d'Illkirch, Baggersee, Neuhof R. Reuss, Parc des Sports, Ecrivains, Hœnheim Gare, Robertsau L'Escale, Wolfisheim Henri Rendu).

A l'intérieur de cette zone, un client peut réserver une course librement d'un point d'arrêt à un autre point d'arrêt (les horaires sont donc libres et non prédéfinis), dans la limite de 15km à vol d'oiseau.

Lorsqu'un trajet peut être réalisé au moyen des lignes régulières existantes, il ne peut pas être proposé en Flex'hop.

~~Si le client souhaite rejoindre un connecteur, des règles spécifiques s'appliquent. En effet, les trajets depuis/vers ces connecteurs sont limités aux communes les plus proches (cf ci-dessous). Les liaisons directes entre connecteurs sont également impossibles.~~

Communes	Connecteurs autorisés
La Wantzenau – Eckwersheim – Vendenheim – Lampertheim – Mundolsheim – Niederhausbergen – Bischheim – Hœnheim – Hoerdt – Reichstett – Schiltigheim – Souffelweyersheim	Robertsau l'Escale (E) – Hoenheim Gare (B*C3*C9* TER) – Ecrivains (C9*C5) – Parc des Sports (A)
Osthoffen – Achenheim – Breuschwickersheim – Oberschaeffolsheim – Wolfisheim – Eckbolsheim – Mittelhausbergen – Oberhausbergen	Poteries (D) – Lingolsheim Gare (TER) – Lingolsheim Alouettes (B*C1) – Rue des Juifs (C1) – Parc des Sports (A) – Wolfisheim Henri Rendu (F)
Kolbsheim – Hangenbieten – Entzheim – Holtzheim – Duppigheim – Blaesheim – Geispolsheim	Poteries (D) – Lingolsheim Gare (TER) – Lingolsheim Alouettes (B*C1) – Rue des Juifs (C1) – Baggersee (A*E*C7) – Wolfisheim Henri Rendu (F)
Ostwald – Lipsheim – Fegersheim – Eschau – Plobsheim – Illkirch	Graffenstaden (A) – Campus d'Illkirch (A*64) – Baggersee (A*E*C7) – Neuhof (C*C8*C7) – Lingolsheim Gare (TER) – Lingolsheim Alouettes (B*C1)

Le service fonctionne tous les jours (excepté le 1er mai) à partir de 5h00 jusqu'à minuit. Ce service est accessible au tarif du réseau CTS.

Afin de pouvoir accéder à ce service, la réservation est indispensable (à partir de 15 jours avant le départ souhaité). Plusieurs canaux de réservation sont disponibles :

- L'appli Flex'hop.
- Le site internet Flex'hop.
- La centrale de réservation téléphonique.

La centrale téléphonique est ouverte du lundi au samedi ~~vendredi~~ de 6h à 20h et les ~~samedis,~~ dimanches et jours fériés (sauf 1er mai) de 9h à 16h.

Ce service est adossé à une solution numérique innovante de réservation et d'optimisation d'itinéraire, qui permet notamment la diffusion de messages (mails, SMS et/ou notifications) visant à renseigner le client (confirmation de réservation, rappel de réservation, précision de l'horaire et du lieu exacts de prise en charge). L'accès au service implique donc préalablement la création d'un compte pour bénéficier de ces fonctionnalités.
Les conditions générales d'utilisation (CGU) de ce service sont disponibles sur le site internet de la CTS.

GROUPES DE LIGNES	DENOMINATION	TYPE de transport à la demande	QUARTIERS OU COMMUNES DESSERVIS	PRINCIPAUX ARRETS DESSERVIS	KILOMETRES totaux en ligne *
flex'hop	Flex'hop	Zonal	Achenheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Fegersheim, Entzheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Holtzheim, Kolbsheim, Lipsheim, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Wolfisheim, Eschau, Plobsheim, Oberhausbergen, Mittelhausbergen, Niederhausbergen, Mundolsheim, Souffelweyersheim, Lampertheim, Reichstett, Vendenheim, Eckwersheim, La Wantzenau Strasbourg (Poteries, Parc des Sports, Neuhof R. Reuss, Robertsau l'Escale) Lingolsheim (Lingolsheim Gare, Rue des Juifs et Lingolsheim Alouettes) Illkirch-Graffenstaden (Graffenstaden, Baggersee, Campus d'Illkirch) Hoenheim (Hoenheim Gare) Schiltigheim (Ecrivains)	Osthoffen Mairie – Breuschwickersheim Mairie – Oberschaeffolsheim Mairie – Bœuf Rouge – Kolbsheim Mairie – Hangenbieten Mairie – Holtzheim Centre – Entzheim Gare – Entzheim Centre – Blaesheim Ouest – Geispolsheim Mairie – Geispolsheim Gare – Graffenstaden Gare – Lipsheim Gare – Fegersheim Mairie – Plobsheim Mairie – Illkirch Fort Uhrich – Illkirch parc d'Innovation – La Wantzenau Mairie – La Wantzenau Gare – Espace Européen de l'Entreprise – Oberhausbergen Mairie – Mittelhausbergen Mittelberg – Zone Commerciale Nord – Vendenheim Mairie – Eckwersheim Mairie – Niederhausbergen Mairie – Souffelweyersheim Centre – Victor Hugo – Hay Ecomusée – Hoerdt ZI Ampère – Gare de Duppigheim – Poteries – Parc des Sport – Neuhof R. Reuss – Robertsau l'Escale - Lingolsheim Gare – Rue des Juifs – Lingolsheim Alouettes – Graffenstaden – Baggersee – Campus d'Illkirch – Hoenheim Gare – Ecrivains	Variable selon la demande
	Flex'hop 72	Ligne virtuelle à la demande	La Wantzenau	La Wantzenau ZA, Gutenberg	Variable selon la demande

IV – 4- 2 - MOBISTRAS

La CTS est en charge de la mise en place d'un service de transport de personne à mobilité réduite à compter du 1er juin 2025.

Ce service a pour vocation de réaliser le transport à la demande, sur réservation préalable, des personnes pour lesquelles le réseau de transport en commun ne peut répondre à leur besoin de déplacements du fait de leur incapacité physique, sensorielle ou mentale. Il a ainsi pour mission de répondre à des besoins individuels diversifiés de mobilité, avec une prise en charge de l'usager de « trottoir à trottoir », voire de « porte à porte » dans certaines situations spécifiques.

Il est ainsi réservé aux personnes titulaires d'une carte mobilité inclusion (CMI) ou bénéficiant d'un avis favorable rendu au préalable par la commission d'accès de l'Eurométropole de Strasbourg qui s'appuie sur une évaluation médicale et un questionnaire d'habitudes de déplacements. La liste des personnes retenue par la commission d'accès de l'autorité concédante et pouvant de ce fait accéder au service sera communiquée à la CTS.

Le centre-ville de Kehl sur le territoire Allemand et les 33 communes de l'Eurométropole de Strasbourg, sont desservies par le service, soit : Achenheim, Bischheim, Blaesheim, Breuschwickersheim, Eckbolsheim, Eckwersheim, Entzheim, Eschau, Fegersheim, Geispolsheim, Hangenbieten, Hœnheim, Holtzheim, Illkirch-Graffenstaden, Kolbsheim, Lampertheim, Lingolsheim, Lipsheim, Mittelhausbergen, Mundolsheim, Niederhausbergen, Oberhausbergen, Oberschaeffolsheim, Osthoffen, Ostwald, Plobsheim, Reichstett, Schiltigheim, Souffelweyersheim, Strasbourg, Vendenheim, La Wantzenau, Wolfisheim.

Le service est adossé à une solution numérique innovante de réservation et d'optimisation d'itinéraire qui permet notamment la diffusion de messages (mails, SMS et/ou notification) visant à renseigner le client (confirmation de réservation, rappel de réservation…). Pour bénéficier de ces fonctionnalités, la création d'un compte est nécessaire. Les conditions générales d'utilisation (CGU) de ce service sont disponibles sur le site internet de la CTS. Toute modification de ces CGU devront faire l'objet d'un accord préalable et écrit de l'autorité concédante.

Il est précisé que la réservation est obligatoire pour accéder au service. Plusieurs possibilités de réservation sont offertes aux usagers par la CTS :

- ✓ L'application Mobistras ;
- ✓ Le site internet Mobistras ;
- ✓ La centrale de réservation téléphonique.

Pour l'exploitation de ce service, la CTS est autorisée à utiliser la marque dénominative Mobistras et la marque semi-figurative Mobi.Stras détenue par l'EMS selon les modalités définies dans la charte graphique qui lui sera communiquée. Le nom de domaine https://www.mobistras.strasbourg.eu est également mis à disposition de la CTS pour l'exploitation du service.

A ce titre, l'autorité concédante garantit à la CTS la jouissance paisible de la marque et du nom de domaine et garantit la CTS contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle ou acte de concurrence déloyale.

La CTS est chargée de la relation client. Ainsi, dans le cas où des réclamations sur la qualité du service arriveraient via le numéro « info séniors et handicap » opéré par l'autorité concédante, celle-ci se chargera de transmettre la requête dans les meilleurs délais au service relation clientèle de la CTS pour instruction.

LA CTS informera le service compétant de l'Eurométropole de Strasbourg des réponses apportées à ces réclamations.

Le service Mobistras est accessible par l'applicable de la gamme tarifaire de la CTS et ne fait plus l'objet de tarification spécifique.

Les personnels en charge de l'exécution de la prestation seront repris par le prestataire désigné par la CTS à l'issue d'une procédure de mise en concurrence conformément aux dispositions de l'article L1224 et suivants du code du travail.

En sus de la réalisation de ce service, l'autorité concédante souhaite la réalisation d'une étude par la CTS portant sur la mise en place d'un service d'accompagnement des usagers de Mobistras sur le réseau de transport urbain.

ANNEXE A6

DESCRIPTION ET FONCTIONNEMENT DES SERVICES P+R ET VÉLOPARCS

I PRÉSENTATION DES PARKINGS RELAIS

I.1 Description et fonctionnement

La CTS gère et entretient les P+R suivants :

1. Baggersee
2. Boecklin
3. Ducs d'Alsace
4. Elsau
5. Espace Européen de l'Entreprise
6. Hœnheim Gare
7. Kibitzenau
8. Parc des Romains
9. Poteries
10. Rives de l'Aar
11. Rotonde
12. Wolfisheim Henri Rendu

Les Parkings-Relais tramway sont ouverts 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24. Ils sont localisés à proximité directe des offres tramways et BHNS, et permettent un accès au réseau de transport public. La sortie est possible 24h/24.
Le paiement est réalisé aux caisses automatiques soit à l'arrivée dans le parking soit avant la sortie. Tous les P+R sont accessibles aux véhicules d'une hauteur maximale de 1m90 sauf cas particulier du P+R Elsau.

I.2 Tarifs

Le tarif forfaitaire des P+R est fixé par l'Eurométropole, il comprend le stationnement et un titre de transport permettant d'effectuer des voyages illimités sur la période souhaitée, maximum 72h, sur le réseau CTS pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble.

<u>4 tarifs sont proposés :</u>

- Tarif journée (J), stationnement et transports jusqu'à fin d'exploitation du réseau (J+1 à 1h59 maximum)
- Tarif 24h : stationnement et transports sur 24h glissant
- Tarif 48h : stationnement et transports sur 48h glissant
- Tarif 72h : stationnement et transports sur 72h glissant

Au-delà de 72h, une majoration par 24h supplémentaires est appliquée.

Le ticket donne droit aux transports de manière illimitée pendant la durée choisie.

Les P+R offrent un service de dépose minute permettant de stationner 30 minutes gratuitement.

Les titulaires d'un abonnement CTS (à l'exception des abonnements 4-17 ans et de l'abonnement « Emeraude ») ou d'un Pass Mobilité accèdent gratuitement et de manière illimitée aux Parkings Relais hormis celui de Rotonde pour lequel il existe un abonnement spécifique (mensuel ou annuel) qui permet

un accès illimité à ce P+R et au réseau urbain. L'accès au parking s'effectue en validant directement une carte Badgéo sur la borne d'entrée selon un cycle entrée/sortie.

Un abonné peut également choisir de prendre un ticket P+R pour bénéficier du service P+R lorsqu'il voyage à plusieurs, c'est le titre avec lequel le client accède au P+R qui détermine les modalités d'utilisation du parking (cycle entrée/sortie à respecter). Les tarifs spécifiques sur le P+R Elsau pour les campings cars et les cars de tourisme sont décrits ci-après.

I.3 Nombre de places disponibles

La répartition des places de stationnement disponibles par équipement est la suivante :

		TICKET	FAMILLE	CITIZ	CTS	ÉLECTRIQUE	PMR	TOTAL
Baggersee		~~453~~ 451					12	~~**465**~~ **463**
Boecklin		92		3			5	**100**
Ducs d'Alsace		~~591~~ 574					14	~~**605**~~ **588**
Espace Européen de l'Entreprise		~~96~~ 148					5	~~**101**~~ **153**
Elsau**		232					20	**252**
Hœnheim*	P.1	~~303~~ 294		~~1~~ 2			14	~~318~~ 310
	P.2	194				2	0	196
	Total	~~**497**~~ **488**		~~**1**~~ **2**		**2**	**14**	~~**514**~~ **506**
Kibitzenau		89		2		2	2	**95**
Parc des Romains		~~322~~ 313		~~2~~ 3	2	8	8	**334**
Poteries		~~93~~ 91		1		1 (Flex'hop)	2	~~**97**~~ **95**
Rives de l'Aar	3ème	153						153
	2ème	139					2	141
	1er	139					2	141
	RDC	122		3	2		8	135
	Total	**553**	**0**	**3**	**2**	**0**	12	**570**
Rotonde	5ème	79						79
	4ème	79						79
	3ème	79						79
	2ème	79						79
	1er	79						79
	RDC	~~36~~ 37	~~4~~ 5	3	1	3	10	59
	Total	~~431~~ 432	~~4~~ 5	3	1	3	10	**452**
Wolfisheim Henri Rendu		99					4	**103**
	Total général							~~**3690**~~ **3711**

**Parking divisé en deux*

***P+R Elsau : 800 places* au total

- *P+R classique : 252 places*
- *P+R Cars de tourisme et camping-cars : 548 places voitures dédiées au stationnement des cars et camping-cars*

I.4 Dispositif spécifique d'accueil des camping-cars et des cars de tourisme au P+R Elsau

Les cars de tourisme et camping-cars peuvent accéder 24h/24 et 7jours/7 au P+R Elsau.

3 tarifs sont appliqués :

- Car de tourisme - tarif réduit : stationnement + transport illimité pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble, pour une journée d'exploitation.
- Car de tourisme - tarif plein : stationnement + 1 aller-retour pour tous les passagers du car dans la limite de 80 titres.
- Camping-car : stationnement + transport illimité pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble, pour une journée d'exploitation.

L'accès est automatisé et permet d'accéder au P+R 24h/24 sur le principe des P+R classiques. Les titres suivants sont délivrés sur place :

- P+R Car tarif réduit
- Camping-car

Le tarif Car de tourisme – tarif plein est uniquement disponible sur précommande auprès du pôle commercial de la CTS (sauf pendant la période du marché de Noël où l'achat est proposé directement sur place par un agent de vente).

Principes de fonctionnement :

- Détection du gabarit à l'entrée en fonction de la hauteur du véhicule. Le tarif est appliqué en fonction de la hauteur du véhicule.
- Le paiement est effectué en caisse automatique.
- Gestion à distance dans le cadre de l'exploitation des P+R avec vidéoprotection.

II REGLEMENT D'UTILISATION

Le règlement d'utilisation des Parkings Relais est disponible sur le site internet :
https://www.cts-strasbourg.eu/fr/se-deplacer/Parkings-relais/

III CHARTE QUALITÉ

La Charte Qualité des Parkings Relais est définie comme suit :

ACCESSIBILITÉ

L'automobiliste invité à se reporter sur les transports collectifs doit être pris en charge à chaque phase de son déplacement : sur le réseau routier en amont, dans le parking et entre le parking et la station de tramway. Pour cela, les conditions suivantes doivent être réunies :

Accès au Parking-relais

- Une signalétique d'accès répétitive et claire doit accompagner l'automobiliste vers le P+R depuis l'autoroute et/ou la route nationale ou départementale jusqu'à l'entrée.
- Le visuel du P+R est le même, quel que soit le type de voirie, et signifiant. La couleur de fond correspondra à celle retenue dans le cadre du plan d'actions jalonnement défini par l'Eurométropole.
- Une information dynamique en amont des parkings doit indiquer à l'automobiliste le nombre de places disponibles dans chaque P+R. La CTS met en place les infrastructures (boucles de détection) sur le P+R. La mise en place des panneaux d'information dynamique et leur gestion sont prises en charge par le service SIRAC de l'Eurométropole.
- L'entrée du P+R est clairement signalée (Totem par exemple).
- Le P+R doit comporter à minima une voie d'entrée et une voie de sortie et éventuellement une voie mixte pour la gestion des flux.
- Ces files d'accès doivent être suffisamment longues pour permettre le stockage des véhicules en cas d'affluence.

Accessibilité des Piétons et des Personnes à Mobilité Réduite PMR

- Les emplacements réservés aux PMR doivent être clairement identifiés (repérage au sol notamment). Ils doivent être groupés et situés au plus près de la station tram.
- Le revêtement du parking doit être stabilisé (bitume, enrobé, ...), pour offrir aux PMR des cheminements commodes.
- Les cheminements piétons et PMR entre le parking et la station tram doivent être sécurisés, faciles, délimités et seront, selon l'éloignement entre le parking et la station tram, jalonnés et éventuellement couverts.

SÉCURITÉ DES BIENS ET DES PERSONNES

- Eclairage : un éclairage de nuit sécurisant équipe chaque parking.
- Dans la mesure du possible, le P+R doit être un espace fermé : barrières anti-intrusions autour du P+R.
- Selon la localisation du P+R, un système de vidéo par enregistrement permettra de sécuriser le P+R.
- L'entrée et la sortie du P+R doivent être distinctes pour éviter les croisements entre véhicules entrant et sortant (risque de collision surtout en période de forte affluence). Des barrières à l'entrée et la sortie du P+R sont installées (à l'exception du P2 Hœnheim).

AGRÉMENT – CONFORT ET PRESTATIONS COMPLÉMENTAIRES

Confort et agrément

- Aménagements paysagers : présence de zone verte et d'arbres offrant des endroits ombragés.
- Marquage au sol des emplacements et éventuellement numérotation des allées.

Services +

- Selon les possibilités, le P+R proposera des aménagements complémentaires, notamment pour les vélos et les véhicules électriques (bornes de recharge par exemple).
- Places de stationnement pour les campings cars, en accès payant.
- Places de stationnements pour les cars, en accès payant.

IV VELOPARCS

IV.1 Liste des Véloparcs

La CTS propose 19 véloparcs répartis sur son réseau de transport comme suit :

	VELOPARC	type module	capacité	Réseau à proximité
1	Schluthfeld	verre	20	tram A et E
2	Jean-Jaurès	verre	40	tram C et D, bus 31
3	Montagne verte	verre	20	tram B, bus C1 et 2
4	Kibitzenau	barreaudage	20	tram C bus C8 et 31
5	Lorient	treillis	20	bus C7
6	Krimmeri	barreaudage	40	tram A et E
7	Poteries	verre	20	tram D et F, bus 45 et 70 Flex'hop
8	Espace Européen de l'Entreprise	verre	20	bus G, 60 et 75 Flex'hop
9	Boecklin	verre	20	tram E, bus C6, 15, 30 et 72
10	Plobsheim Mairie	barreaudage	20	bus 67, 260 et 270 Flex'hop
11	Parc des sports	barreaudage	20	tram A, bus 70 Flex'hop
12	Reichstett "Hay Ecomusée"	barreaudage	20	bus 74 et 76 Flex'hop
13	Illkirch Lixenbuhl	treillis	40	tram A
14	Campus Illkirch	barreaudage	48	tram A et E, bus 63, 64, 260 et 270 Flex'hop
15	Rotonde	barreaudage	75	tram A et D, bus 17, 18, 203 et 210
16	Rives de l'Aar	barreaudage	66	tram B - bus 60
17	Baggersee	barreaudage	50	tram A et E, bus C7, 31, 57, 67, 260 et 270 Flex'hop
18	Hœnheim Gare	barreaudage	20	tram B bus C3, C9, 74 et 201 Flex'hop

19	Hohwart	barreaudage	20	tram A et E, bus C7 et 31
20	Wolfisheim Henri Rendu	barreaudage	40 + 4 cargo	Tram F, bus 209 et 240 Flex'hop
	TOTAL		**599**	

IV.2 Modalités d'utilisation des Véloparcs

Tous les Véloparcs sont accessibles gratuitement pour les détenteurs d'une carte Badgéo 24h/24, 7 jours sur 7.

L'accès au Véloparc est réalisé au moyen d'une carte Badgéo, sauf pour le Véloparc Rotonde qui nécessite un titre « Vélo » disponible gratuitement en agence commerciale. Les Véloparcs de Rives de l'Aar et Campus d'Illkirch sont accessibles sans carte Badgéo.

IV.3 Mise à disposition d'espaces concédés

Le Concessionnaire met par ailleurs à disposition du titulaire de la délégation de service public Vélhop des emplacements pour l'accueil de stations Vélhop au sein des espaces concédés dont elle a en charge l'exploitation.
Des stations Vélhop sont installées dans les véloparcs ou à proximité des stations suivantes :
- Rotonde
- Campus d'Illkirch
- Poteries
- Rives de l'Aar
- Hoenheim Gare
- Elsau
- Wolfisheim Henri Rendu

V GGV

La CTS est chargée de l'exploitation et de la gestion des espaces et infrastructures de la « Galerie de la Grande Verrière » intégrée à la station souterraine de la Gare de Strasbourg.

Un espace dans cette emprise est réservé au titulaire de la délégation de service public Vélhop.

L'Eurométropole de Strasbourg, en tant qu'Autorité organisatrice de mobilité définit la politique de tarification tant en ce qui concerne la structure tarifaire que les montants. En outre, il appartient au Concessionnaire d'assurer la distribution et la vente des titres de transports ainsi que d'assurer le développement et la promotion des modalités de distribution.

Le Concessionnaire s'attache autant que possible à conserver une proximité des circuits de vente dans l'ensemble de l'Eurométropole mais également à prendre en considération les nouvelles attentes de la clientèle : intermodalité, solutions numériques, dématérialisation des titres, etc.

La liste des titres vendus par support et par point de vente est régulièrement mise à jour et détaillée dans les Conditions générales de vente et d'utilisation disponible sur le Site Internet de la CTS ainsi qu'en agence commerciale.

I LES POINTS DE VENTES CTS

I.1 LOCALISATION DES POINTS DE VENTE

Une carte interactive localisant les différents points de vente est disponible sur le site internet de la CTS et doit être mise à jour à chaque modification dans les meilleurs délais. L'Autorité concédante peut également, à tout moment demander la transmission de cette liste.

I.2 L'AGENCE COMMERCIALE

I.2.1 Description

L'agence commerciale est située 9 place Saint Pierre le Vieux à Strasbourg. Elle est ouverte du lundi au vendredi de 8h30 à 18h00 et le samedi de 9h00 à 17h00.

I.2.2 Services

Les services suivants sont disponibles à l'agence commerciale :
- Création de carte Badgéo
- Vente d'abonnement
- Mise en place abonnement longue durée par prélèvement
- Mise à jour des droits à la tarification solidaire
- Intégration tarifaire
- Commande entreprise

I.2.3 Services complémentaires

D'autres services complémentaires sont également disponibles en agence :
- Accueil, information de la clientèle
- Conseil en mobilité (ex : proposer le produit le plus adapté en besoin de déplacement, …)
- Mise à disposition d'une borne permettant la délivrance d'attestation d'achat
- Remboursements
- Distributeurs automatiques permettant notamment l'achat de titres multimodaux
- Espace libre-service de communications à destination de la clientèle (Distribution des horaires, plans du réseau, leaflet commerciaux valorisant les différents services)

I.3 LES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES

I.3.1 Description

Les distributeurs automatiques sont disponibles à chaque station de tramway, aux arrêts de BHNS ainsi qu'aux principaux arrêts de lignes à haute qualité de service.

I.3.2 Services

Les distributeurs automatiques permettent de charger des titres :

- sur une carte Badgéo : abonnement ou aller simple,
- sur les billets sans contact : titres occasionnels ou multimodaux selon les conditions d'utilisation.

Il est possible de régler par carte bancaire, sans montant minimum, ou par espèces dans la limite de 20 pièces maximum.

I.4 LES CONDUCTEURS DE BUS

A la montée dans le bus, les conducteurs proposent à la vente un ticket secours aller simple.

I.5 LES VALIDEURS OPEN PAYMENT

L'achat du titre aller simple est possible directement sur certains valideurs identifiés avec paiement en carte bancaire. La multi-validation est possible pour voyager jusqu'à 5 personnes.

I.6 L'AGENCE MOBILE

La CTS pourra exploiter une agence mobile sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. Le concessionnaire fera son affaire de toutes les demandes d'autorisation nécessaires à l'exécution de ce service auprès des différentes collectivités. Cette agence mobile aura pour objet d'apporter des renseignements aux usagers mais aussi de vendre des titres occasionnels ainsi que des abonnements.

II LA VENTE EN LIGNE

II.1 L'AGENCE EN LIGNE

L'agence en ligne permet la délivrance des titres suivants :
- Création de carte Badgéo Solo
- Rechargement d'une carte Badgéo
- Achat d'un abonnement mensuel par paiement bancaire ou par prélèvement
- Achat d'un ou plusieurs allers simples sur carte Badgéo Solo
- Mise à jour des droits à la tarification solidaire

Par ailleurs, l'agence en ligne permet également aux clients de :
- Personnaliser ses attentes relatives aux informations commerciales
- Délivrer des attestations d'achats
- Demander des remboursements
- Commander un duplicata de carte Badgéo
- Gérer plusieurs cartes Badgéo
- Consulter le contenu d'une carte Badgéo
- Consulter les historiques d'achat
- Créer, recharger, consulter un compte mobile
- Payer des procès-verbaux

II.2 L'APPLI CTS

L'ensemble de la gamme tarifaire CTS ainsi que certains titres combinés sont disponibles sur l'appli CTS pour les clients dotés d'un mobile compatible. Les titres occasionnels sont disponibles sur l'appli CTS pour tous les détenteurs de smartphones Android ou IOS, en format Code Barre 2D pour un départ immédiat. Le service « badgéo sur mobile », carte badgéo dématérialisée, permet l'accès aux mêmes fonctionnalités que la carte badgéo.

III AUTRES DISTRIBUTEURS

III.1 LES RELAIS CTS

III.1.1 Description

Certains commerces de l'Eurométropole (bureaux de tabac, supermarchés, boulangeries, ...) proposent les titres de transport les plus courants. L'ensemble des Relais CTS sont équipés de Terminal Point de Vente Simplifié (TPVS)[1]

Ces commerces sont signalés par un autocollant "Relais CTS".

III.1.2 Services

Toute la gamme CTS monomodale est disponible à la vente en premier achat ou en rechargement.
L'ensemble des points relais ne proposant pas l'ensemble des services, la carte interactive disponible sur le site internet de la CTS précise les points de vente et les services associés.

III.2 PARTENARIAT AVEC STRASBOURG MOBILITES

III.2.1 Boutique Vélhop

La boutique Vélhop se situe à la gare de Strasbourg, dans la grande verrière, au niveau -1. Elle est ouverte du lundi au vendredi de 8h à 19h, et le samedi de 9h à 18h.

III.2.2 Pass Mobilité

Le Pass Mobilité est un abonnement Multiservice indivisible offrant les services suivants :

- Réseau CTS
- Vélhop
- Citiz

Différentes formules sont proposées aux clients. Le Pass Mobilité est disponible à la vente uniquement auprès de la CTS.

[1] Sauf dérogation en seconde couronne en cas de carence de relais CTS

III.3 PARTENARIAT AVEC LA SNCF

Le partenariat conclu avec la SNCF permet aux clients d'accéder aux services suivants :

- Avec la Carte Simplicités
  - Achat d'abonnements combiné Primo/Presto
  - Achat de titres occasionnels sur les cartes dotées de la technologie Hoplink
- Avec l'appli E voyageur
  - Achat de titres occasionnels
- Avec l'application CTS
  - L'utilisation des titres occasionnels disponibles en code barre régional pour voyager sur le réseau TER de l'Eurométropole de Strasbourg.

Tout abonné CTS résidant dans l'Eurométropole de Strasbourg a également la possibilité d'utiliser une contremarque lui permettant de circuler sur le réseau TER de l'Eurométropole. Cette contremarque peut être chargée sur la carte Badgéo.

III.4 PARTENARIAT AUTRES RESEAUX

Certains titres CTS peuvent être chargés sur les cartes de transports des réseaux utilisant la technologie Hoplink et permettent ainsi à leurs clients de bénéficier de la tarification préférentielle accordée en cas de rechargement de ces titres.

Le régime des travaux, et notamment le régime applicable aux travaux neufs, objet de la présente annexe, est décrit au Chapitre 2 « Modalités d'exécution des travaux à la charge du concessionnaire » du Contrat.

La présente annexe a comme objectif de compléter ces dispositions par :

I. Un modèle de tableau du reporting financier attendu pour le suivi des travaux

II. Un logigramme synthétique décrivant les modalités de coordination entre le Concessionnaire et l'Autorité Concédante lors des principales étapes de la réalisation de travaux neufs

III. Les budgets indicatifs des programmes prévisionnels de travaux validés par l'Autorité concédante.

Cette annexe pourra également être complétée par des conventions spécifiques portant sur les modalités de réalisation de travaux neufs confiés au Concessionnaire.

Toute modification de la présente annexe fait l'objet d'un avenant.

I - MODELE DE TABLEAU DE SUIVI FINANCIER DES TRAVAUX

INTITULE PROJET

DATE DE MISE A JOUR : / /

Intitulé	Budget	Engagements réalisés		Engagements à réaliser		Total engagements		Disponible	Réalisés facturés (yc révisions)	
	En cours	Constants	Courants	Constants	Courants	Constants	Courants	Constants	Constants	Courants
DEPENSES										
AI00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS										
AI01 Déviations de réseaux, Fouilles archéologique (régie)										
AI02 Ouvrage d'art										
AI03 Voirie, équipements de surface (yc op d'accompagnement)										
AI04 Strations aériennes										
AI05 Locaux d'exploitation										
AI06 Plateforme et voie										
AI07 Lignes aériennes										
AI08 Energie										
AI09 Systèmes										

Intitulé	Budget	Engagements réalisés		Engagements à réaliser		Total engagements		Disponible	Réalisés facturés (yc révisions)	
	En cours	Constants	Courants	Constants	Courants	Constants	Courants	Constants	Constants	Courants
DEPENSES HORS AI01 Déviations de réseaux, fouilles archéologiques (en régie)										

II – LOGIGRAMME

III – PROGRAMMES DE TRAVAUX PREVISIONNELS : BUDGETS INDICATIFS

1. Projet d'extension du BHNS ligne G / Gare centrale - Rotterdam

2. Projet d'extension du tramway ligne F 2ème phase / Comtes - secteur Poteries

3. Travaux de la Zone de Manœuvre Fédération

4. Travaux du Hub multimodal de Strasbourg, secteur "Halles" et "Arrière-Gare"

COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "BHNS Ligne G Gare Centrale - Rotterdam" (Valeur 2022)

Intitulé	Budget Valeur 2022	A payer en € constants				
		2022	2023 € constants	2024 € constants	Total € constants	
GO00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS	1 440 000	480 000	960 000		**1 440 000**	EMS au prorata des biens (EMS / CTS) hors MR
GO01 Déviations de réseaux	2 200 000		2 200 000		**2 200 000**	*100% EMS*
GO02 Ouvrages d'art	630 000			630 000	**630 000**	*100% EMS*
GO03 Voirie, équipements de surface	5 800 000	1 450 000	2 900 000	1 450 000	**5 800 000**	*100% EMS*
GO04 Stations aériennes	165 000		165 000		**165 000**	*100% EMS => Charges Invest*
GO05 Locaux d'exploitation	100 000		100 000		**100 000**	
GO06 Plate forme et voie					**0**	
GO07 Lignes aériennes					**0**	
GO08 Energie					**0**	
GO09 Systèmes	1 900 000		1 900 000		**1 900 000**	*800 000 Euros EMS soit environ 42,11%*
GO10 Dépôt					**0**	
GO11 Matériel Roulant	6 823 000		6 823 000		**6 823 000**	
GO12 Mise en valeur culturelle	215 000		215 000		**215 000**	*50% EMS => Charges Invest*
DEPENSES	**19 273 000**	**1 930 000**	**15 263 000**	**2 080 000**	**19 273 000**	(A)

Budget Travaux Hors MR	**12 450 000**
Convention de travaux EMS/CTS	11 797 000
Etudes à la charge de l'EMS	-285 000
Travaux supplémentaires à valider par EMS	800 000
Découpes BHNS	138 000
Total	**12 450 000**

Hypothèses d'actualisation:
6% 2022 => 2023
3,5% à compter de 2023

FINANCEMENTS PREVISIONNELS - "BHNS Ligne G Gare Centrale - Rotterdam" (Valeur 2022)

	A recevoir en € constants				
	2022	2023 € constants	2024 € constants	Total € constants	
Financements EMS:					
Déviations de réseaux refacturés à l' €/€	0	2 200 000	0	2 200 000	
Subvention d'investissement		180 000	0	180 000	
Avance de subvention / Biens remis à l'EMS yc PII	0	5 000 000	2 230 090	7 230 090	
Transfert de charges	0	272 500	0	272 500	
PII à remettre à l'EMS			1 269 004	1 269 004	
				-	
Total des financements EMS	0	7 652 500	3 499 094	11 151 594	(B)
Solde à financer par emprunts CTS	1 930 000	7 610 500	-1 419 094	**8 121 406**	= (A) - (B)

Hypothèses :

- Emprunt au 01/01/2023
- Maturité: 10 ans
- Index: Taux Fixe 2,30%
- Mise en service prévisionnelle du projet: 11/2023

COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "Extension Ligne F Koenigshoffen 2ème phase" (Valeur 01/2022)

Intitulé	Budget Valeur 01/2022	A payer en € constants								
		2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total		
GO00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS	10 139 850	3 249 000	2 600 000	2 686 029	1 371 421	198 400	35 000	10 139 850	*EMS au prorata des biens (EMS / CTS)*	
GO01 Déviations de réseaux	12 675 000	2 215 000	7 659 000	1 251 673	1 169 327	380 000		12 675 000	*100,00%*	EMS
GO02 Ouvrage d'art	8 193 930	0	679 000	472 520	750 000	6 000 000	292 410	8 193 930	*100,00%*	EMS
GO03 Voirie, équipements de surface	29 071 991	569 000	3 905 000	15 012 858	8 935 133	600 000	50 000	29 071 991	*65,00%*	EMS
GO04 Stations aériennes	865 004	20 000	0	465 432	379 572			865 004		
GO05 Locaux d'exploitation	927 000	0	80 000	617 746	229 254			927 000		
GO06 Plate forme et voie	16 975 000	4 200	3 796 000	10 933 201	2 241 599			16 975 000		
GO07 Lignes aériennes	6 346 500	0	690 000	4 887 238	769 262			6 346 500		
GO08 Energie	2 766 990	0	732 000	1 532 236	502 754			2 766 990		
GO09 Systèmes	7 162 725	110 000	2 126 000	3 494 231	1 432 494			7 162 725	*65,00%*	EMS
GO10 Equipement de maintenance embarqué	0	0	0					0		
GO12 Mise en valeur culturelle	193 105		0	193 105				193 105		
DEPENSES	**95 317 095**	**6 167 200**	**22 267 000**	**41 546 269**	**17 780 816**	**7 178 400**	**377 410**	**95 317 095**	(A)	

Les coûts d'investissement prévisionnels sont indiqués en € constants et sont actualisables.

FINANCEMENTS PREVISIONNELS - "Extension Ligne F Koenigshoffen 2ème phase" (Valeur 01/2022)

	A recevoir en € constants							
	2023	2024	2025	2026	2027	2028	Total	
Financements EMS:								
Déviations de réseaux refacturés à l' €/€	1 110 000	7 069 000	3 460 000	656 000	380 000		12 675 000	
Subvention d'investissement		3 450 000	3 450 000				6 900 000	
Avance de subvention / Biens remis à l'EMS yc PII (en € HT)	2 013 750	10 000 000	12 000 000	15 000 000	4 227 432	300 000	43 541 182	
Transfert de charges								
Total des financements EMS	3 123 750	20 519 000	18 910 000	15 656 000	4 607 432	300 000	63 116 181	(B)
Solde à financer par emprunt CTS	3 043 450	1 748 000	22 636 269	2 124 816	2 570 968	77 410	**32 200 913**	= (A) - (B)

Hypothèses :

- Emprunt au 01/07/2024
- Maturité: 20 ans
- Index: Taux Fixe 3,83% pour 30M€ et Eur 3M + 1,20% pour 16M€
- Mise en service prévisionnelle du projet: 11/2025

COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "Zone de manœuvre Fédération" (Valeur 04/2023)

Intitulé	Budget Valeur 04/2023	A payer en € constants						
		2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL	
GO00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS	756 614	32 700	3 900	153 589	500 000	66 425	756 614	*EMS au prorata des biens (EMS / CTS)*
GO01 Déviations de réseaux	72 314	15 400	0	0	56 914	0	72 314	*100% EMS*
GO03 Voirie, équipements de surface	1 424 560	25 900	68 400	67 155	1 000 000	263 105	1 424 560	*97% EMS*
GO06 Plate forme et voie	2 073 015	575 000	767 260	27 358	703 397	0	2 073 015	
GO07 Lignes aériennes	1 619 230	25 800	6 500	105 371	1 300 000	181 559	1 619 230	
GO08 Energie	410 338		0	0	350 000	60 338	410 338	
GO09 Systèmes	1 143 929	105 000	0	28 084	800 000	210 845	1 143 929	*7% SLT EMS*
DEPENSES	**7 500 000**	**779 800**	**846 060**	**381 557**	**4 710 311**	**782 272**	**7 500 000**	(A)

Les coûts d'investissement prévisionnels sont indiqués en € constants et sont actualisables.

COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "Zone de manœuvre Fédération" (Valeur 04/2023)

	A recevoir en € constants					
	2023	2024	2025	2026	2027	TOTAL
Financements EMS:						
Déviations de réseaux refacturés à l' €/€	0	6 186	0	66 128	0	72 314
Subvention d'investissement						0
Avance de subvention / Biens remis à l'EMS yc PII (en € HT)		500 000	0	351 766	782 272	1 634 038
Transfert de charges						0
Total des financements EMS	0	506 186	0	417 894	782 272	1 706 352 (B)
Solde à financer par emprunt CTS	779 800	339 874	381 557	4 292 417	0	**5 793 648** = (A) - (B)

Hypothèses :

- Emprunt de 5,5 M€ au 01/01/2024
- Maturité : 10 ans
- Index : Taux Fixe 3,94%
- Mise en service prévisionnelle du projet : 09/2026

COÛTS D'INVESTISSEMENT PREVISIONNELS - "Hub Multimodal de Strasbourg, Secteurs "Halles" et "Arrière Gare" (Valeur 07/2023)

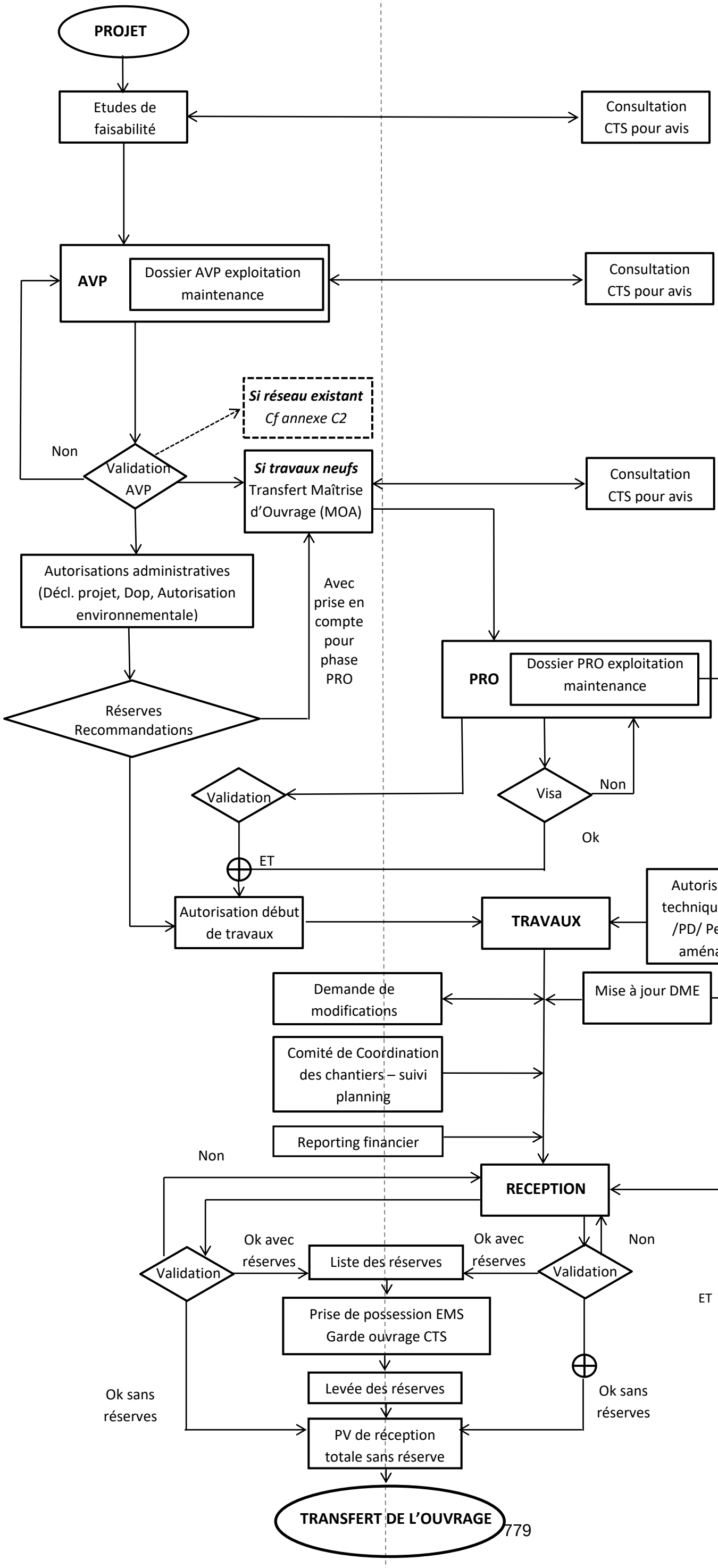
Intitulé	Budget Valeur 07/2023	A payer en € constants						
		2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL	
GO00 Prestations intellectuelles et frais divers CTS	1 398 965	0	785 403	613 562			1 398 965	100,00% *EMS*
GO01 Déviations de réseaux	2 070 432		1 183 342	887 090			2 070 432	100,00% *EMS*
GO02 Ouvrages d'art	3 890 896		2 928 025	962 871			3 890 896	100,00% *EMS*
GO03 Voirie, équipements de surface	4 827 870		2 660 731	2 158 640	4 250	4 250	4 827 870	100,00% *EMS*
GO04 Stations aériennes							0	
GO05 Locaux d'exploitation							0	
GO06 Plate forme et voie							0	
GO07 Lignes aériennes							0	
GO08 Energie							0	
GO09 Systèmes	87 935		46 107	41 828			87 935	100,00% *CTS*
GO10 Dépôt							0	
DEPENSES	**12 276 098**	**0**	7 603 608	4 663 990	4 250	4 250	**12 276 098**	(A)

Les coûts d'investissement prévisionnels sont indiqués en € constants et sont actualisables.

FINANCEMENTS PREVISIONNELS - "Hub Multimodal de Strasbourg, Secteurs "Halles" et "Arrière Gare" (Valeur 07/2023)

	A recevoir en € constants						
	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL	
Financements EMS:							
Déviations de réseaux refacturés à l' €/€	0	157 781	1 912 651	0	0	2 070 432	
Subvention d'investissement						0	
Avance de subvention / Biens remis à l'EMS	0	7 129 167	2 980 064	4 250	4 250	10 117 731	
Transfert de charges						0	
Total des financements EMS	0	7 286 948	4 892 715			12 188 163	(B)
Solde à financer par emprunt CTS	0	316 660	-228 725			**87 935**	= (A) - (B)

DOCUMENTS



Comité technique
Echanges itératifs
Avis formalisé CTS par courrier

Délibération conseil EMS

Comité technique
Echanges itératifs
Dossier AVP y compris dossier DME (Dossier Maintenance Exploitation)

Avis formalisé CTS sur AVP/DME par courrier
Visa EMS sur DME

AVP + Conclusions enquête publique
Délibération conseil EMS Convention Adhoc portant sur transfert MOA / Avenant Contrat de Concession

Courrier EMS transfert MOA

Dossier PRO y compris dossier spécifique exploitation/maintenance

Fiche Visa CTS
Alerte CTS sur modifications substantielles (cf Annexe A9)
Echanges itératifs
Courrier EMS de validation des

Courrier EMS d'autorisation de commencer les travaux

Fiche de Demande de Modification (FIM)
Rapport mensuel CCC
Tableau suivi financier

Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)

PV de Réception
(avec le cas échéant liste des réserves)
Courrier CTS

Convention de remise des biens
Décompte financier final du projet

SOMMAIRE

I. OBJET ____ 3

II. PRINCIPES GENERAUX ____ 3

II.1 TYPES D'INTERVENTION ____ 3

II.2 CHAMP D'APPLICATION DE L'ANNEXE ____ 3

III. MODALITES D'ENTRETIEN ET DE PRISE EN CHARGES DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS ____ 43

III.1 ENTRETIEN A LA CHARGE DE LA CTS ____ 43

III.2 ENTRETIEN A LA CHARGE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ____ 65

III.3 DENEIGEMENT ____ 6

III.3.1 Déclenchement du plan neige ____ 6

III.3.2 Dégagements à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg ____ 6

III.3.3 Dégagements à la charge de la CTS ____ 76

IV. ENTRETIEN DE LA PLATEFORME TRAMWAY ET BHNS ____ 7

IV.1 PRINCIPE D'ENTRETIEN DE LA PLATEFORME TRAMWAY ____ 7

IV.2 PLATEFORME DE TRAMWAY ENGAZONNEE ____ 7

IV.2.1 Entretien des surfaces engazonnées ____ 7

IV.2.2 Entretien des arbres d'alignement ____ 87

IV.2.3 Arrosage des surfaces engazonnées ____ 8

IV.2.4 Modalités de refacturation de l'entretien des surfaces engazonnées ____ 8

IV.2.5 Modalités d'intervention sur les surfaces engazonnées ____ 98

IV.3 ENTRETIEN DE LA PLATEFORME DE TRAMWAY SABLEE ____ 9

IV.4 ENTRETIEN DE LA PLATEFORME DE TRAMWAY PAVEE ____ 9

IV.5 ENTRETIEN DE LA PLATEFORME DE BHNS EN BETON ARME CONTINU (BAC) ____ 109

IV.6 ENTRETIEN DE LA PLATEFORME DE TRAMWAY OU DE BHNS DANS CARREFOUR ET PASSAGES PIETONS ____ 10

IV.7 ENTRETIEN DES SITES BANALISES ____ 10

IV.8 ENTRETIEN DES DALLES D'ARRET DE BHNS AU NIVEAU DES STATIONS BHNS ____ 10

V. ENTRETIEN DES QUAIS DE STATIONS BHNS ET TRAMWAY ____ 1110

V.1 PRINCIPE ____ 1110

V.2 EXCEPTIONS ____ 11

VI. ASSAINISSEMENT ____ 12

VII. SIGNALISATION ____ 12

VIII. OUVRAGES D'ART ____ 1312

VIII.1 PRINCIPES ____ 1312

VIII.2 MODALITES D'ENTRETIEN DES OUVRAGES SUPPORTANT UNE PLATEFORME ____ 13

VIII.2.1 Inspections annuelles et/ou quinquennales des ouvrages ____ 13

VIII.2.2 Maintenance préventive et curative des ouvrages ____ 1413

VIII.2.3 Dilatation des plateformes tramway et des Ouvrages d'Art support ____ 1413

VIII.2.4 Liste des ouvrages d'art supportant la plateforme tramway ____ 14

IX. PARKING ____ 1615

IX.1 PARKING-RELAIS EN OUVRAGE ____ 1615

IX.2 PARKING-RELAIS EN SURFACE ____ 1615

IX.3 PARKINGS DE PROXIMITE ____ 1716

X. STATIONS D'ECHANGE ____ 1716

X.1 LES STATIONS D'ECHANGE BUS-TRAM ____ 1716

X.2 LES POLES D'ECHANGE MULTIMODAL ____ 17

XI. INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC ____ 17

XI.1 PRINCIPES ____ 17

XI.2 PROPRIETE ____ 1817

XI.3 ENTRETIEN ET TRAVAUX ____ 18

XI.3.1 Travaux à la charge de la CTS ____ 18

XI.3.2 Travaux non pris en charge par la CTS ____ 18

XI.3.3 Modalités d'intervention dans l'emprise de la Concession ____ 1918

XII. ŒUVRES D'ART ____ 2019

I. OBJET

La présente annexe a pour objet de préciser les dispositions prévues dans le contrat de concession et en particulier de répartir les charges d'entretien entre le Concessionnaire (la CTS) et l'Autorité concédante (l'Eurométropole de Strasbourg). Elle précise les procédures et les modalités d'intervention prévues pour l'entretien des espaces et ouvrages entrant dans le champ de la concession. Elle fait explicitement référence aux plans de la concession.

II. PRINCIPES GENERAUX

II.1 TYPES D'INTERVENTION

On distingue trois familles d'intervention sur les ouvrages concédés par l'Eurométropole de Strasbourg à la CTS :

1. L'entretien « quotidien » : le nettoyage et le déneigement ;
2. La maintenance préventive et curative des équipements et ouvrages concédés : remises en état suite à sinistre, réparations suite à dysfonctionnement, grosses réparations ;
3. Les travaux modificatifs : travaux sur les équipements et ouvrages concédés et/ou travaux « extérieurs » en interface avec les ouvrages concédés.

II.2 CHAMP D'APPLICATION DE L'ANNEXE

La présente annexe s'applique à l'emprise et aux équipements concédés à la CTS. Elle concerne la plateforme BHNS et la plateforme tramway (délimitée par le Gabarit Limite d'Obstacle « GLO »), les quais au droit des stations tramway et BHNS, y compris les rampes d'accès, ainsi que les autres ouvrages concédés.

II.3 CHAMP D'APPLICATION DE L'ANNEXE

Il est précisé que les interventions réalisées aux abords de voies de tramways qu'elles soient réalisées par la CTS, par l'EMS ou tout autre intervenant extérieur doivent respecter les modalités décrites dans le décret n°2026-629 du 10 juillet 2026 modifiant le décret n° 2017-694 du 2 mai 2017 relatif à la protection des travailleurs intervenant sur les systèmes de transport ferroviaire ou guidé et de chemins de fer à crémaillère ou contribuant à leur exploitation (également dénommé SECUFER).

A ce titre, il est rappelé que toute intervention réalisée sur les voies de tramways et leurs abords (soit à moins d'1 mètre 50 du rail) nécessitent d'être réalisées par des personnes à jour de leurs formations SECUFER et disposant d'un Autorisation d'Accès aux Emprises Ferroviaires (AEE) lorsque le réseau est en exploitation et/ou que les installations électriques ne sont pas consignées.

Par conséquent, la CTS pourra à tout moment interrompre la réalisation d'une intervention pour des motifs de sécurité en cas de non-respect de ces exigences règlementaires.

III. MODALITES D'ENTRETIEN ET DE PRISE EN CHARGES DES OUVRAGES ET EQUIPEMENTS

III.1 ENTRETIEN A LA CHARGE DE LA CTS

Sont en conséquence à la charge de la CTS (entretien *hors nettoyage*, remplacement, etc…), les ouvrages et équipements visés ci-après dont certains sont situés hors de l'emprise concédée à la CTS :

- Au sol :
  - les plates-formes tramway ce qui comprend le désensablement ;
  - les plates-formes BHNS, sauf dispositions particulières (les couloirs de bus et les voiries de circulation en site mixte - BHNS et circulation automobile –) ;
  - les rails de la voie ferrée du système tramway ;
  - les appareils de voie du système tramway ;
  - les quais de station tramway et BHNS (voir détails § suivant).

- En surplomb et en sursol :
  - les poteaux supports de Lignes Aériennes de Contact (LAC) et d'éclairage ;
  - les Lignes Aériennes de Contact (LAC) ;
  - les équipements de suspension des LAC ;
  - les ancrages en façade des LAC ;
  - les alimentations en énergie des LAC ;
  - les poteaux et feux de signalisation ferroviaire (hors feux de circulation routière spécifiés à l'article 2.4) ;
  - les portiques de limitation de gabarits routiers nécessaires à la protection vis-à-vis des LAC.

Nota : De manière générale, l'entretien des installations d'éclairage public est de compétence communale. Sauf dispositions particulières décrites ci-après (Notas 1, 2 et 3), l'entretien des installations d'éclairage public (y compris stations Tram et BHNS) supportées par les poteaux de LAC est également de compétence communale. Les modalités d'accès aux matériels d'éclairage public par les Communes sont décrites au chapitre 2.11 de la présente convention.

- En infrastructure :
  - le tunnel du tramway sous la Gare-Centrale y compris les trémies d'accès entre les stations « Ancienne Synagogue – Les Halles » et « Rotonde » et tous ses équipements (ventilation, relevage, équipements ferroviaires, équipements de sécurité, sécurité incendie, etc…) ;
  - la station souterraine « GARE-CENTRALE » et tous ses équipements (colonnes sèches, escaliers fixes, escaliers mécaniques, ventilation, relevage, équipements ferroviaires, équipements de sécurité, sécurité incendie, ascenseurs, etc…), au niveau -4 de la Galerie de la Grande Verrière (GGV), y compris l'œuvre de Barbara Kruger ;
  - Les niveaux -3, -2 et -1 de la Galerie de la Grande Verrière et leurs équipements (escaliers fixes, escaliers mécaniques, ventilation, relevage, équipements de sécurité, sécurité incendie, rideau séparateur de fumées, sprinklers pour escaliers mécaniques, etc…) ;
  - l'entrée de la GGV situé place de la Gare et tous ses équipements (escaliers fixes, escaliers mécaniques, équipements de sécurité, sécurité incendie etc…) ;
  - les sous-stations électriques d'alimentation en énergie ;
  - la station de relevage des eaux usées des P+R.

➢ En superstructure :

- les ouvrages particuliers en superstructure des stations « ROTONDE », « BAGGERSEE » et « CAMPUS D'ILLKIRCH » du système tramway ;
- les ouvrages particuliers en superstructure des stations « MONTAGNE VERTE », « HOENHEIM – GARE » et « BOECKLIN » ;
- l'ouvrage particulier en superstructure de la station « ARAGO » du BHNS ;
- les ouvrages particuliers de la place de la Gare à STRASBOURG (entrée vers le niveau -3 de la Galerie de la Grande Verrière / station souterraine « GARE-CENTRALE » et entrée conducteurs vers le local de repos au niveau -1) ;
- la pergola entre le P+R Elsau et la station « ELSAU » ;
- les locaux d'exploitation ;
- les bornes d'informations voyageurs ;
- les colonnes cylindriques de service (de type « Wilmotte » ou « Morris ») ;
- les équipements de service ;
- les distributeurs de titres de transport ;
- les écrans vidéo, les caméras de vidéoprotection ;
- les valideurs ;
- les totems en tête et queue de station ;
- les garde-corps des quais de station ;
- les armoires de commande ou de distribution ;
- les miroirs en station ;
- barrière ou grilles de protection des ouvrages de la concession (étant précisé que la plateforme n'est pas un ouvrage) ;
    - Par exception : le grillage de séparation et la partie en ganivelle entre les voies situées avenue Pierre Mendès-France à SCHILTIGHEIM entre le Pont Mendès-France et la station de tramway « RIVES DE L'AAR » (hors GLO) ;
    - Par exception : le grillage de séparation et la partie en ganivelle entre les voies, situé rue du Marais à SCHILTIGHEIM entre le Pont Mendès-France et la rue de Hohenbourg à HOENHEIM (hors GLO) ;
    - Par exception : la ganivelle de séparation entre les voies située rue de l'Engelbreit à STRASBOURG immédiatement au Nord de la station « Gruber ».

➢ en sous-sols :

- les ouvrages servant à recueillir les eaux de ruissellement de la plateforme ;
- les drains ;
- les chambres de tirage ;
- les câbles souterrains d'alimentation en énergie ;
- les multitubulaires ;
- le réseau d'arrosage des plateformes de tramway, y compris les fosses à compteur d'eau (gazon et rail) ;
- les ouvrages ou réseaux enterrés situés en dehors de l'emprise de la concession seront reportés par la CTS sur les plans de récolement et communiqués à l'Eurométropole de Strasbourg, Service Géomatique ou tout autre service compétent pour l'instruction des DT (Déclaration de projet / Travaux) et DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux).

III.2 ENTRETIEN A LA CHARGE DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Sont à la charge de l'Eurométropole ou tout autre tiers désigné par elle (entretien, remplacement, etc…), les ouvrages et équipements visés ci-après dont certains sont situés dans l'emprise concédée à la CTS :

- les abris tram,
- les ouvrages particuliers en superstructures constitués par les rotondes en surplomb des stations de tramway « HOMME DE FER (lignes A et D) »,
- la plateforme, les quais et tous les équipements et mobiliers situés sur les quais,
- les barrières, ~~ou~~ grilles de protection de la plateforme.

Le nettoyage de la plateforme (hors désensablement) et des quais de stations est pris en charge par l'Eurométropole de Strasbourg. Elle gère également les bornes de propreté installées sur les quais (fourniture, pose, dépose, …) et se charge de les vider.
Le niveau de qualité des prestations et les fréquences d'intervention sont a minima de même niveau que ceux assurés sur les rues adjacentes et adaptés aux types de revêtement.

Nota : Lorsque la CTS constate une dégradation sur le mobilier urbain installé dans les emprises du tramway (colonnes, abris voyageur, MUPI (Mobilier Urbain Pour l'Information), elle en informe l'Eurométropole de Strasbourg ou tous tiers désigné par elle. Il est clairement convenu entre les Parties que l'entretien et la maintenance des équipements précités ainsi que les coûts y afférents, ne sont pas pris en charge par la CTS.

III.3 DENEIGEMENT

III.3.1 Déclenchement du plan neige

En cas de chutes de neige ou de verglas, les PC respectifs de la CTS et de l'Eurométropole de Strasbourg se concerteront avant le déclenchement du "Plan Neige".

Les coordonnées auxquelles sont joignables les postes de commandement sont les suivantes :

- CTS : 03.88.77.71.30
- Eurométropole de Strasbourg : 03.88.60.94.94 ou 03.88.60.94.95

III.3.2 Dégagements à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg est en charge du :

- Dégagement des voies routières d'accès aux Dépôts de Cronenbourg, de l'Elsau et de la Kibitzenau et d'accès au P+R ;
- Dégagement de la plateforme BHNS dans les 2 sens de circulation dans le circuit prioritaire de déneigement (arrêt de l'épandage de saumure en amont et en aval de la plateforme tramway dans les carrefours – pas d'épandage de saumure sur la plateforme Tram) ;
- Dégagement des itinéraires des bus (y compris BHNS) dans les 2 sens de circulation dans le circuit de déneigement ;

- Dégagement (déneigement, salage ou sablage) des accès, des quais de stations tramway et BHNS et des sites banal~~isé~~s.

Toutes les opérations de dégagement devront se faire dans les meilleurs délais.

III.3.3 Dégagements à la charge de la CTS

La CTS est en charge du :

- Déneigement de la plateforme tramway en coordination avec l'Eurométropole pour le dégagement des carrefours dans les meilleurs délais ;
- Dégagement des voies de circulation internes aux dépôts de Cronenbourg, de l'Elsau et de la Kibitzenau ;
- Dégagement (déneigement, salage ou sablage) des cheminements piétons au sein du P+R et des voies de circulation interne aux P+R.

Toutes les opérations de dégagement devront se faire dans les meilleurs délais.

IV. ENTRETIEN DE LA PLATEFORME TRAMWAY ET BHNS

IV.1 PRINCIPE D'ENTRETIEN DE LA PLATEFORME TRAMWAY

L'entretien du revêtement de la plateforme concédée, hors sites banal~~isé~~s, quelle qu'en soit la nature, incombe à la CTS. Le cas échéant, elle peut confier les missions de maîtrise d'œuvre aux services de l'Eurométropole de Strasbourg, voire à ceux des Communes concernées en fonction du type de revêtement et de leur localisation géographique.

IV.2 PLATEFORME DE TRAMWAY ENGAZONNEE

IV.2.1 Entretien des surfaces engazonnées

Les surfaces engazonnées ou arbustives sont fréquemment plus grandes que les surfaces effectivement concédées à la CTS pour la circulation des tramways (qui sont de l'ordre de 6m de largeur en moyenne). L'entretien des surfaces concédées seules incombe à la CTS. Ces surfaces sont délimitées par le Gabarit Limite d'Obstacle (GLO) du tramway.

En ce qui concerne l'entretien des surfaces situées en dehors du GLO, il est de compétence communale.

La maîtrise d'œuvre est confiée aux services respectifs des Espaces verts de chacune des communes pour suivre les travaux d'entretien de la plateforme engazonnée, à savoir l'exécution de la tonte, le ramassage des feuilles, papiers ou déchets et la remise en état du sol après dégradations, etc… ;

Les travaux de régénération sont décidés par les communes ; celles-ci soumettent à la CTS leurs propositions pour accord.

Précision : En ce qui concerne la zone particulière de l'entrevoie située entre les stations « RIVES DE L'AAR » et « LE RIED », qui est intégrée à la concession aux limites des bancs communaux de SCHILTIGHEIM, HOENHEIM et BISCHHEIM, l'entretien et le nettoyage des espaces verts situés dans l'entrevoie (dans l'axe Avenue Mendes-France et rue du Marais), est à la charge de la CTS en dehors des carrefours routiers et traversées cyclistes et piétonnes qui sont entretenus par l'Eurométropole.

IV.2.2 Entretien des arbres d'alignement

Il est clairement établi entre les Parties, que l'entretien des arbres d'alignement et d'accompagnement n'est pas à la charge de la CTS.

L'entretien des arbres d'alignement est pris en charge par les services compétents de l'Eurométropole de Strasbourg ; l'entretien des arbres d'accompagnement est pris en charge par les services compétents des Communes, sur leurs bans communaux respectifs.

L'entretien des arbres, qui sont tous hors GLO (qu'ils soient d'accompagnement sur un terrain « Commune » ou d'alignement sur un terrain « Eurométropole »), nécessite l'élagage des branches susceptibles d'empiéter sur le GLO. A cette fin, il est indispensable d'intervenir en partie depuis la plateforme (dans le GLO). Aussi, la CTS prendra toutes les dispositions pour faciliter ces interventions, en autorisant notamment des interruptions d'exploitation, avec consignation de la ligne aérienne en surplomb du « tronçon ».

IV.2.3 Arrosage des surfaces engazonnées

Les installations d'arrosage, réalisées lors de la construction des plateformes de tramway, servent indifféremment à l'arrosage des surfaces concédées et des surfaces non-concédées. Les contrats de fourniture d'eau d'arrosage sont souscrits par la CTS lors des mises en service des diverses branches d'extension tramway.

L'entretien du réseau d'arrosage est assuré par la CTS. L'arrosage du gazon des plateformes du tramway et des surfaces communales connexes est réalisé par des systèmes d'arroseurs, de réseaux d'eau, d'électrovannes et d'automates entretenus par la CTS.

Les paramètres d'arrosage sont définis pour les différents tronçons par les services compétents des différentes Communes (Service des Espaces verts pour la Commune de STRASBOURG). Lorsqu'elle est informée par les Communes du souhait de modifier ces paramètres, la CTS procède à leur mise à jour dans le système centralisé de l'arrosage automatique.

La gestion annuelle des systèmes centralisés de l'arrosage automatique et le suivi du système d'arrosage, des consommations d'eau, des fréquences d'arrosage ainsi que des quantités d'eau distribuées est réalisé par la CTS. En tant que de besoin, ces éléments sont présentés annuellement aux Communes et à l'Eurométropole. Les décisions de modifications éventuelles de pilotage du système sont du ressort des Communes.

IV.2.4 Modalités de refacturation de l'entretien des surfaces engazonnées

Sauf dispositions particulières, les Communes réalisent l'entretien global des espaces verts de leurs bans communaux et refacturent à la CTS la quote-part dévolue à l'entretien des surfaces comprises dans le « GLO ». De même, la CTS réalise l'entretien du réseau d'arrosage et paie les consommations d'eau du réseau d'arrosage de la plateforme Tramway, puis elle refacture aux communes la quote-part «hors GLO » de cette prestation, exécutée sur leurs bans communaux respectifs. Les proratas de répartition de ces prestations sont définis dans les documents « Clés de répartition des espaces verts des plateformes des communes » annexées à la présente convention.

IV.2.5 Modalités d'intervention sur les surfaces engazonnées

Chaque début d'année civile, la CTS et l'Eurométropole de Strasbourg se réunissent afin de prendre connaissance des campagnes de travaux programmés, ainsi que d'établir le calendrier des travaux d'élagages.

Pour les travaux le nécessitant, une DICT est adressée au Service des Installations Fixes de la CTS au moins 15 jours ouvrés avant les travaux (par Fax au : 03 88 77 71 43) nécessaire à l'instruction de la demande de consignation et à sa planification. La transmission de la DICT est à réaliser au plus tard 48h00 à l'avance en cas d'urgence.
La CTS réalisera ces consignations dans le délai imparti, si possible en « nuits longues » (arrêt d'exploitation de 21h30/21h45 à 04h15).

En deçà de trois consignations annuelles par zone de consignation[1], demandées par les Services de l'Eurométropole ou des Communes, les consignations ne seront pas facturées par la CTS.

IV.3 ENTRETIEN DE LA PLATEFORME DE TRAMWAY SABLEE

Pour l'entretien courant, y compris le désherbage de la plateforme, la mission de maîtrise d'œuvre ainsi que les travaux de régie sont confiés à l'Eurométropole qui facture les prestations fournies dans l'emprise du GLO à la CTS.

Pour l'entretien lourd, à savoir la recharge de sable, la mission de maîtrise d'œuvre peut être confiée à l'Eurométropole. Après accord de principe des services gestionnaires des communes concernées par l'opération de recharge de sable, la quote-part des prestations exécutées « hors GLO » par l'entreprise désignée par la CTS, est refacturée par la CTS à l'Eurométropole.

IV.4 ENTRETIEN DE LA PLATEFORME DE TRAMWAY PAVEE

Toutes les interventions sur la plateforme pavée, hors carrefours, sont à la charge de la CTS. L'Eurométropole peut assurer la mission de maîtrise d'œuvre pour le suivi de ces travaux d'entretien : Désherbage, enlèvement, remise en place de pavés, réfection des joints au bitume ou au sable, ou dégagement ponctuel ou en totalité du pavage de la plateforme (dépose/repose) pour une intervention de la CTS sur les rails. Cette prestation ne donnera pas lieu à facturation à la CTS.

[1] Une zone de consignation est constituée d'un ou plusieurs tronçons électriques adjacents. Un tronçon électrique représente la portion de plateforme tramway située entre deux Isolateurs de Section consécutifs de la ligne aérienne de contact.

Ne sont pas concernées par cette prestation les interventions sur les rails, les éclisses en mousse ou autre matériau, le béton de calage de la plateforme.

IV.5 ENTRETIEN DE LA PLATEFORME DE BHNS EN BETON ARME CONTINU (BAC)

Toutes les interventions sur la plateforme en béton réservée à la circulation des BHNS seuls, hors carrefours, sont à la charge de la CTS. Les bordures hautes et basses délimitant ces plateformes sont entretenues par l'Eurométropole.

Les deux cas suivants sont néanmoins explicités :

Cas général : Le parcours du BHNS s'effectue en site propre sur une plateforme béton : L'entretien de la plateforme est effectué aux frais et à la charge du concessionnaire CTS.

Cas particulier : Le parcours du BHNS s'effectue dans un couloir de bus ou dans la circulation générale : L'entretien de la voirie (généralement revêtue en enrobé) est effectué par l'Eurométropole (Service des voies publiques). Les tronçons concernés par ce cas particulier sont listés dans l'annexe « Description des plateformes Tramway et BHNS » annexée à la présente convention.

IV.6 ENTRETIEN DE LA PLATEFORME DE TRAMWAY OU DE BHNS DANS CARREFOUR ET PASSAGES PIETONS

L'entretien du revêtement de la plateforme dans un carrefour ou un passage piétons, y compris les joints au bitume le long des rails de tramway dans les carrefours et passages piétons et la signalisation horizontale, quelle que soit la nature du revêtement, le niveau d'intervention ou d'exécution, est pris en charge par l'Eurométropole, sans refacturation de ces prestations à la CTS.
Ne sont pas concernées par cette prestation les éventuelles interventions sur les rails, les éclisses en mousse ou autre matériau et le béton de calage de la plateforme.

IV.7 ENTRETIEN DES SITES BANAL~~ISE~~S

L'entretien du revêtement des sites banal~~isé~~s, y compris les joints au bitume le long des rails de tramway dans les carrefours et passages piétons et la signalisation horizontale, quelle que soit la nature du revêtement, le niveau d'intervention ou d'exécution, est pris en charge par l'Eurométropole, sans refacturation de ces prestations à la CTS.
Ne sont pas concernées par cette prestation les éventuelles interventions sur les rails, les éclisses en mousse ou autre matériau et le béton de calage de la plateforme.

IV.8 ENTRETIEN DES DALLES D'ARRET DE BHNS AU NIVEAU DES STATIONS BHNS

Les dalles d'arrêt de bus sont réalisées en béton armé continu, goujonnées avec la plateforme béton BHNS, le cas échéant.

Deux cas se présentent :

L'entretien des dalles d'arrêt de bus incombe à l'Eurométropole si la circulation publique y est ouverte sur celles-ci (circulation générale, riveraine ou couloir de bus).

L'entretien des dalles d'arrêt de bus incombe à la CTS si la circulation y est restreinte aux véhicules de transport en commun seuls (Plateforme en béton armé continu).

Les interventions sur ces dalles d'arrêt de bus sont possibles indépendamment de l'entretien des plateformes BHNS proprement dites.

V. ENTRETIEN DES QUAIS DE STATIONS BHNS ET TRAMWAY

V.1 PRINCIPE

Lorsque les quais des stations de Tramway ou de BHNS sont compris dans l'emprise de la Concession, l'entretien des quais incombe à la CTS.

L'entretien du revêtement des quais des stations à l'exclusion du nettoyage dans les conditions définies ci-avant incombe à la CTS. La mission de maîtrise d'œuvre peut être confiée à l'Eurométropole qui facture alors les prestations fournies à la CTS.
En revanche, l'entretien des entourages d'arbres (grille et cornière) est à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg.

V.2 EXCEPTIONS

Cas particulier 1 :
Les quais des stations de Tramway ou de BHNS peuvent se différencier du domaine public en bordure d'immeuble (espace suffisant et présence de marquage au sol pour identifier les espaces).
Dans ce cas, l'entretien du revêtement des quais des stations est effectué par la CTS conformément au contrat de concession. Il s'agit des quais :

- des stations dépourvues de nez de quai « arrière » : « Faubourg National » V1 et V2, « Alt Winmärik » cotés V1 et V2, « Homme de Fer (ligne A cotés V1 et V2 et ligne B coté V1) » et « Gare-Centrale (ligne C cotés V1 et V2) », où l'emprise de la concession ne comprend que le nez de quai avant ;
- de la station « Parc des Sports », quai « Sud » coté V1 (qui est dépourvu de nez de quai « arrière »), et quai « Nord » coté V2 (cas général) ;
- du quai de dépose de la station « Homme de Fer (lignes B, C et F) », situé au sud de la rue du vieux-marché-aux-vins coté V1 ;
- des stations à double quais « centraux » : « Université », « Observatoire » (à l'exception des pistes cyclables sur le terre-plein central, elles-mêmes entretenues par l'Eurométropole) ;
- des stations à simple quai central « Le Galet », « Futura-Glacière », « Le Marais », « Pont Pharo », « Lycée Marc Bloch » et « Graffenstaden » où l'emprise de la concession s'étend de nez de quai à nez de quai ;
- des stations BHNS « Gare centrale », « Lavoisier » et « Arago ».

Cas particulier 2 :

Lorsque les quais des stations de Tramway ou de BHNS ne peuvent se différencier du domaine public (trottoir) en bordure d'immeuble (espace insuffisant et absence de marquage au sol pour identifier les espaces), l'entretien du revêtement des quais des stations est effectué par l'Eurométropole pour les quais :

- de la station « Porte de l'Hôpital » : quai « Est », coté V1 qui ne peut être différencié du domaine public général (trottoir) ;
- de la station « Homme de Fer : quai « Nord » et « Sud » de la station (lignes B, C, et F) qui ne peut être différencié du domaine public général (trottoir) ;
- de la station « Homme de Fer : quais « Est » et « Ouest » de la station (lignes A et D) » qui ne peut être différencié du domaine public général (trottoir) ;
- de la station BHNS « Wilson » : quai « Est », qui ne peut être différencié du domaine public général (trottoir) ;
- de la station BHNS « Copenhague », quais « Est » et « Ouest » qui ne peuvent être différenciés du domaine public général (trottoir).

Les stations concernées par ces cas particuliers sont listées dans l'annexe « Description des plateformes Tramway et BHNS » à laquelle se réfère la présente convention.

VI. ASSAINISSEMENT

L'entretien du réseau d'assainissement de surface des eaux pluviales, y-compris les raccordements avec le réseau profond, est réalisé par la CTS en ce qui concerne les plateformes (tramway ou BHNS) qui lui sont concédées. L'entretien du réseau profond est réalisé par l'Eurométropole.

Les eaux pluviales de la plateforme tramway sont captées par des caniveaux à grilles posés perpendiculairement aux voies dans les zones pavées ou par des drains dans les zones sablées ou engazonnées. La CTS en assure à ses frais la bonne conservation, l'entretien ainsi que le nettoyage y compris celui des désableurs, même si ceux-ci sont implantés sur la voie publique. Dans ce dernier cas, l'entretien sera réalisé en coordination avec l'Eurométropole afin de limiter au maximum la gêne occasionnée à la circulation générale.

Les eaux pluviales de la plateforme BHNS en béton armé continu sont captées par un réseau d'assainissement de surface (caniveaux, regards). La CTS (Service des Installations Fixes) en assure à ses frais la bonne conservation, l'entretien ainsi que le nettoyage.

Dans les zones ouvertes à la circulation générale ou riveraine, dans les couloirs de bus et dans les sites banalisés, l'Eurométropole réalise l'entretien du réseau d'assainissement des eaux pluviales.
Tous les autres ouvrages qui recueillent les eaux de pluie, implantés en limite du GLO, sont entretenus par les services de l'Eurométropole de Strasbourg.

VII. SIGNALISATION

La signalisation ferroviaire et les équipements (signalisation de manœuvre, indicateurs de direction, présence tension…) propres aux installations du tramway, sont gérés par la CTS (service des Installations Fixes).

L'Eurométropole prend à sa charge tous les frais liés à la maintenance, au remplacement, ou toute autre intervention sur :

- les feux routiers aux carrefours ;
- les feux tramway et BHNS d'intersection avec les boucles de détection ;
- les armoires de distribution… ;
- les panneaux de signalisation verticale ;
- les marquages au sol.

VIII. OUVRAGES D'ART

VIII.1 PRINCIPES

A l'exception des deux demi-tunnels sous la GARE-CENTRALE, de la station tramway souterraine, des ponts « Montagne Verte » et « Schutzenberger » de la ligne B qui sont surveillés et entretenus par la CTS, la surveillance et l'entretien des Ouvrages d'Art, supportant une plateforme Tramway, sont à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg. L'entretien des plateformes tramway et/ou BHNS supportées par ces ouvrages est à la charge de la CTS dans les conditions définies ci-avant.

VIII.2 MODALITES D'ENTRETIEN DES OUVRAGES SUPPORTANT UNE PLATEFORME

VIII.2.1 Inspections annuelles et/ou quinquennales des ouvrages

L'Eurométropole de Strasbourg réalise à ses frais la surveillance et l'entretien des Ouvrages d'Art supportant une plateforme de tramway et communique à la CTS les Procès-Verbaux d'inspections annuelles et/ou quinquennales de ces ouvrages après leur réalisation, ainsi que les plans d'actions et de suivi des éventuels points mentionnés dans ces PV et qui nécessitent une remise en état ou un suivi particulier.

Dans le cadre de son processus d'exploitation, la CTS tient ces bilans à disposition des services de contrôle de l'état : Direction Départementale des Territoires (DDT) et/ou Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidés (STRMTG).

La CTS réalise à ses frais la surveillance et l'entretien des infrastructures du tunnel tramway sous la Gare-Centrale et communique à l'Eurométropole les Procès-Verbaux d'inspections annuelles et/ou quinquennales de cet ouvrage après leur réalisation.

La CTS et l'Eurométropole de Strasbourg prévoient de se rencontrer une fois par an, a minima (réunion d'information réciproque sur les programmes prévisionnels d'entretien et information réciproque suite à la réalisation de ces programmes). Un compte-rendu contradictoire de réunion formalise les échanges tenus lors de ces réunions, pilotées par l'Eurométropole.

La CTS et l'Eurométropole s'informent mutuellement sans délais de toute problématique détectée au niveau des Ouvrages d'Art (ouvrage support et/ou plateforme et leurs appareillages) pouvant impacter la sécurité des voyageurs et/ou des biens et des personnes.

VIII.2.2 Maintenance préventive et curative des ouvrages

Selon les éléments définis au § VIII.1 et conformément aux principes généraux adoptés par les conventions de remise des biens, l'Eurométropole de Strasbourg exécute et réalise à ses frais, les travaux de maintenance préventive et curative des ouvrages (éléments structurants, étanchéité, garde-corps, lisse) non utilisés exclusivement pour l'exploitation des transports en commun. Ainsi par exemple, les lisses et sous lisses en câble inox du pont Béatus Rhénanus séparant le flux piétons de la plateforme sont entretenues par l'EMS.

La CTS quant à elle exécute et réalise à ses frais, les travaux de maintenance préventive et curative des ouvrages qui n'auront pas été remis à l'EMS utilisés **exclusivement** pour l'exploitation des transports en commun.

VIII.2.3 Dilatation des plateformes tramway et des Ouvrages d'Art support

Les Ouvrages d'Art présentent généralement des systèmes de reprise de la dilatation ; les voies ferrées supportées par ces ouvrages présentent généralement également des appareils de voie de dilatation. Les services respectifs de la CTS et de l'Eurométropole s'informent mutuellement des programmes d'entretiens préventifs ou curatifs sur les ouvrages et les appareils de voies, de la qualité des étanchéités des joints de dilatation et des assainissements des appareils de voie de dilatation afin d'optimiser la coordination des travaux réciproques et de limiter autant que possible les perturbations du fonctionnement du système tramway.

Les comptes rendus contradictoires des réunions citées au paragraphe ci-avant formalisent ces échanges.

VIII.2.4 Liste des ouvrages d'art supportant la plateforme tramway

Les ouvrages d'art supportant la plateforme tramway sont les suivants :

Sur le ban communal de STRASBOURG :

<u>Ligne A :</u>

- Pont sur voie d'accès inférieure au « Petit bois », avenue Corneille ;
- Local technique sous l'ouvrage d'art existant rue de Hochfelden (ex « trémie Hochfelden ») ;
- Demi-tunnels avec trémies sous la GARE-CENTRALE et station tramway souterraine (entretenus par la CTS) ;
- Pont de Paris ;
- Pont Saint Nicolas ;
- Pont de la Bourse ;
- Pont du Rhin-Tortu, avenue de Colmar au sud de l'ouvrage SNCF, station d'échange « KRIMMERI ».

<u>Ligne B :</u>

- Pont Jost Haller, sur l'Ill ;
- Pont de la Montagne Verte (cet ouvrage reste entretenu par la CTS) ;

- Pont National ;
- Pont Royal ;
- Pont du Théâtre ;
- Pont Schutzenberger (cet ouvrage reste entretenu par la CTS) ;
- Pont du Wacken (pont Maurice Barrès).

Ligne C :

- Pont de Saverne ;
- Pont Royal (pont Gallia) ;
- Pont Winston Churchill (pont Dusuzeau) ;
- Pont du Polygone sur le Ziegelwasser, route du Polygone.

Ligne D :

- Pont Paul Eluard sur l'A351, rue Paul Eluard ;
- Pont Aristide Briand sur le Ziegelwasser, avenue Aristide Briand ;
- Pont André Bord franchissant le bassin Vauban ;
- Pont cadre en franchissement de la rue du Péage (recalibrée) ;
- Trémie et ouvrage de franchissement de la voie ferrée du port Autonome (site de la Coop) ;
- Pont Béatus Rhenanus franchissant le Rhin.

Ligne E :

- Pont Joseph Bech sur le canal de la Marne au Rhin, boulevard de Dresde ;
- Pont Zaepfel sur l'Ill, quai Bévin.

Ligne G :

Au niveau de la station BHNS « WILSON » le tunnel du Marais-Vert est surplombé par une placette créée lors des travaux BHNS. Le mur de soutènement de la placette et les murs verticaux de la trémie de sortie du tunnel ont également été modifiés. Ces ouvrages sont entretenus par l'Eurométropole.

Ligne F :

- Pont du Fossé des Remparts, sur la chaussée Sud de la Route des Romains à proximité de la rue des Remparts ;
- Pont des Romains situé sur la route des R~~r~~omains avant l'intersection avec la rue de l'Engelbreit.

Sur le ban communal d'ILLKIRCH - GRAFFENSTADEN :

- Pont sur voie d'accès inférieure au centre commercial « AUCHAN », avenue de Strasbourg ;
- Pont Lixenbuhl.

Sur le ban communal de LINGOLSHEIM :

- Pont sur l'Ostwaldergraben, rue d'Ostwald.

Sur le ban communal d'OSTWALD :

- Pont de Lingolsheim, sur voies SNCF rue de Lingolsheim ;
- Pont sur l'Oswaldergraben, rue du Général Leclerc.

Sur le ban communal de SCHILTIGHEIM :

- Pont du Wacken / Rives de l'Aar ;
- Pont Mendès-France ;

- Pont Pharo (hors circulation tramway) ;
- Passerelle piétonnière « Simmel » sur l'Ill (hors circulation tramway).

IX. PARKING

Les parkings listés ci-après sont entièrement gérés par la CTS dans les conditions définies par le contrat de concession et son annexe A6.

IX.1 PARKING-RELAIS EN OUVRAGE

Les parkings-relais en ouvrage suivants sont situés à proximité des stations de tramway éponymes :

- P+R Rotonde ;
- P+R Rives de l'Aar.

IX.2 PARKING-RELAIS EN SURFACE

Les parkings-relais en surface suivants sont situés à proximité des stations de tramway ou BHNS éponymes :

- P+R Ducs d'Alsace ;
- P+R Baggersee ;
- P+R Elsau ;
- P+R Hoenheim-Gare ;
- P+R Poteries ;
- P+R Boecklin ;
- P+R Espace Européen de l'Entreprise ;
- P+R Parc des Romains ;
- P+R Kibitzenau ;
- P+R Wolfisheim ;
- P+R Ducs d'Alsace.

Conformément aux modalités prévues par le contrat de concession, la CTS assure toutes les charges de l'infrastructure dont celles liées à la fourniture d'électricité (éclairage inclus), des équipements (y compris les espaces verts et les plantations), ainsi que le nettoyage.

Les barrières automatiques dont sont pourvus les parkings-relais sont entretenues par la CTS.

La mise en place et la gestion des panneaux d'information dynamique affichant le nombre de places disponibles en amont des parkings-relais est prise en charge par l'Eurométropole (service SIRAC).

Les voiries d'accès, non comprises dans la concession, sont gérées et entretenues, quel que soit le niveau d'intervention (hors déneigement), par les services de l'Eurométropole et par ceux des communes en ce qui concerne l'éclairage et les espaces verts engazonnés ou plantés d'arbustes.

La CTS fait son affaire des eaux de pluie collectées sur l'emprise des P+R (puits perdus ou connexion au réseau d'eaux pluviales de l'Eurométropole de Strasbourg).

IX.3 PARKINGS DE PROXIMITE

Les parkings implantés sur des terrains appartenant à l'Eurométropole ou aux communes et non concédés à la CTS, sont gérés et entretenus par les services de l'Eurométropole ou des Communes suivant leurs compétences respectives.

X. STATIONS D'ECHANGE

X.1 LES STATIONS D'ECHANGE BUS-TRAM

Tous les ouvrages en superstructure des stations d'échange Bus-Tram, équipements, mobiliers, ainsi que les structures et revêtement des quais à l'arrière des bordures de chaussée sont à la charge de la CTS.

Les stations d'échange bus-tram suivantes sont situées au niveau des stations de tramway éponymes :

- Rotonde,
- Baggersee,
- Campus d'Illkirch,
- Montagne-Verte,
- Hoenheim-Gare,
- Poteries.

Les voiries et les caniveaux empruntés par les bus dans les stations d'échanges, y compris les bordures, sont gérés et entretenus par les services de l'Eurométropole.

X.2 LES POLES D'ECHANGE MULTIMODAL

Le Pôle d'échange multimodal Paul Eluard, dont le plan de l'emprise concédée à la CTS est annexé aux présentes, est entretenu selon les principes suivants :

- L'installation, l'entretien, le nettoyage du pôle d'échange, de sa structure, des bandes podotactiles, de l'œuvre d'art, du mobilier publicitaire, de l'éclairage sont à la charge de l'Eurométropole de Strasbourg. L'installation, l'exploitation et l'entretien du système de vidéoprotection est également à la charge de l'EMS qui fera son affaire des déclarations administratives nécessaires ;
- La CTS maintient les autres équipements nécessaires à l'exploitation du pôle d'échange (BIV, distributeur automatique, valideurs, ascenseurs et équipements associés), et elle entretient le local technique et ses équipements. Elle a également en charge le déneigement et le salage de la station.

XI. INSTALLATIONS D'ECLAIRAGE PUBLIC

XI.1 PRINCIPES

Il est rappelé que de manière générale, la CTS n'est pas en charge de l'entretien des installations d'éclairage public, dont la compétence est communale.

XI.2 PROPRIETE

Sur l'ensemble du réseau tramway, un certain nombre de poteaux supports de LAC alimentant le tramway en énergie électrique 750 Volts « Continus », ou de superstructures en station, supportent également des appareils d'éclairage fixés sur la partie supérieure du poteau ou en différentes hauteurs du mât pour éclairer les voiries et cheminements publics latéraux.

Les poteaux supports de LAC et les superstructures en station mis en place par la CTS restent concédés à cette dernière.

Les appareils d'éclairage et leurs équipements annexes tels que boîtiers, câblages ont été rétrocédés aux Communes de BISCHHEIM, HOENHEIM, ILLKIRCH – GRAFFENSTADEN, LINGOLSHEIM, OSTWALD, SCHILTIGHEIM, STRASBOURG qui les ont intégrés dans leurs installations, à la réception des travaux de construction des réseaux de Tramway et de BHNS.

Dans le cas où la CTS souhaite déplacer un poteau support de LAC supportant un appareil d'éclairage public, elle en informe la commune concernée afin que celle-ci puisse prendre toutes les mesures utiles pour assurer sa mission d'éclairage des voies publiques et s'engage à prendre en charge le démontage et le montage de l'équipement communal.

En revanche, en dehors du cas précité, la CTS ne prend pas en charge les frais liés aux travaux de déplacement du réseau d'éclairage public.

L'Autorité concédante autorise néanmoins le Concessionnaire, s'il le souhaite, à conclure des accords spécifiques avec les Communes dérogeant aux principes ci-dessus exposés.

XI.3 ENTRETIEN ET TRAVAUX

XI.3.1 **Travaux à la charge de la CTS**

Il incombe à la CTS d'entretenir les superstructures en station – selon les modalités définies ci-avant dans la présente annexe – et les mâts supports de LAC ainsi que leurs fondations et leurs prises de terre, de contrôler leurs états et leurs aspects.
Dans ces cas, les coûts sont supportés par la CTS.

XI.3.2 **Travaux non pris en charge par la CTS**

Les travaux décrits ci-après ne sont pas à la charge de la CTS, étant donné qu'il incombe à chaque Commune d'entretenir les installations d'éclairage public situées sur les mâts supports de LAC et les infrastructures en station, selon les modalités définies ci-avant dans la présente annexe. Ces installations sont généralement situées dans l'environnement électrique de traction 750 Volts « Continus » et plus généralement l'environnement d'exploitation du tramway ou du BHNS ; ces installations figurent sur les plans de la concession annexés à la présente convention.

Dans ces cas, les coûts ne sont pas supportés par la CTS.

XI.3.3 Modalités d'intervention dans l'emprise de la Concession

Aucune modification ou adjonction de matériel (percements, etc…) ne pourra se faire sans l'accord préalable de la CTS.

En cas d'intervention dans l'emprise de la Concession, les Communes préviendront au préalable la CTS (Service des Installations Fixes) et se conformeront aux consignes d'exploitation qui leur auront été transmises.

Une DT (Demande de projet de Travaux) rédigée par le maitre d'ouvrage et une DICT (Déclaration d'intention de commencement de Travaux) rédigée par l'exécutant des travaux devront être adressées à la CTS avant la date prévue de réalisation des travaux inscrits dans l'emprise de la Concession.

Pour les travaux le nécessitant, une DICT est adressée à la CTS (Service des Installations Fixes) au moins 15 jours ouvrés avant les travaux (par Fax au : 03 88 77 71 43) nécessaire à l'instruction de la demande de consignation et à sa planification. La transmission de la DICT est à réaliser au plus tard 48h00 à l'avance en cas d'urgence.

Pour l'ensemble des interventions et travaux réalisés dans un périmètre de 50 mètres autour des infrastructures électriques du tramway, une Demande d'Autorisation de Travaux (DAT) doit être émise à la CTS. Cette DAT vise à identifier et analyser les risques de heurt et les risques électriques liés aux travaux proches ou à proximité du système tramway. Une réponse positive de la CTS à une DAT est obligatoire pour que les interventions ou travaux concernés puissent commencer. Cette réponse à la DAT listera l'ensemble des consignes de sécurité qui devront être suivies par les intervenants afin de préserver leur santé et leur sécurité, au regard des risques de heurt et des risques électriques.

La CTS réalisera ces consignations dans le délai imparti, si possible en « nuits longues » (arrêt d'exploitation de 21h30/21h45 à 04h15).

En deçà de trois consignations annuelles par tronçon électrique concerné, demandées par la Commune concernée, les consignations ne seront pas facturées par la CTS.

De même, la CTS exclut toute intervention de sa part sur les installations de l'ECLAIRAGE PUBLIC, sauf cas d'urgence.

Pour toute intervention en cas d'urgence, la Commune concernée préviendra la CTS via son Poste de Commandes Centralisées aux numéros de téléphone suivants qui transmettra au Service des Installations Fixes :

- pour les lignes A et D : 03 88 77 71 28
- pour les lignes B et F : 03 88 77 71 27
- pour les lignes C et E : 03 88 77 72 45

Les installations d'éclairage public devront rester protégées des éventuels risques liés à la proximité du réseau de traction 750 Volts « Continus », sur les supports de LAC et les superstructures en station ainsi que dans les chambres de tirage et autres locaux communs.

XII. ŒUVRES D'ART

L'œuvre d'art de Barbara Kruger réalisée dans la station souterraine « GARE-CENTRALE » et l'œuvre de Zaha Hadid au P+R de Hœnheim Gare, sont gérées et entretenues par la CTS.

Les autres œuvres d'art réalisées en accompagnement du projet tramway notamment sont gérées et entretenues par les services compétents des Communes, à savoir :

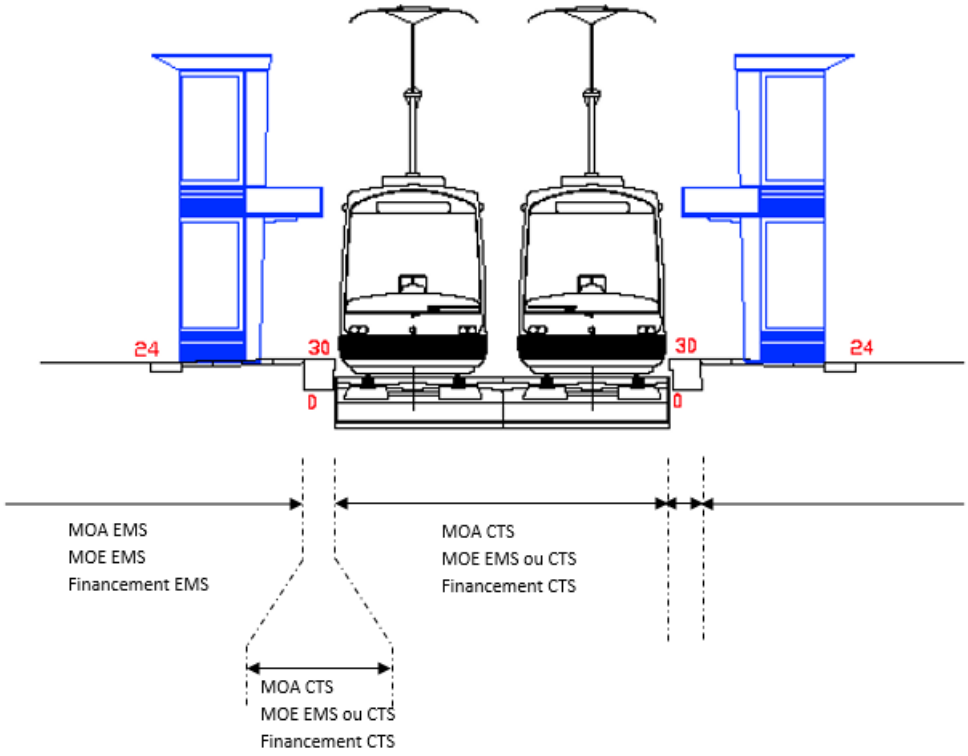
- « Women walking to the sky » de Jonathan Borofsky, quai Kléber à STRASBOURG ;
- la "Passerelle de l'Ill" (passerelle Simmel) à SCHILTIGHEIM et le "Gazebo" à l'Elsau de Siah ARMAJANI ;
- le "Bar à Plantes" de la place St-Pierre le Vieux à STRASBOURG de Jean-Luc Vilmouth ;
- "l'Allée de Sculptures" à l'Esplanade de Jean-Marie KRAUTH ;
- "les hommes portent des montres rarement des boussoles" sur les quais de stations, de Jean-Marie KRAUTH ;
- le "monument dédié aux vivants" place de la République à STRASBOURG, de Bert THEIS ;
- la sculpture située à proximité du lavoir à SCHILTIGHEIM d'Alain SECHAS ;
- les dessins sur colonnes de service sur les quais de stations d'Alain SECHAS ;
- « Soulèvements » de Vincent Broquaire, situé sur le mur du pôle multimodal d'échange de la station Paul Eluard ;
- « Notre sol est poétique » d'Agnès Thurnauer le long du tracé de la ligne F entre les stations Comtes et Wolfisheim.

Liste des pièces complémentaires à l'annexe D4

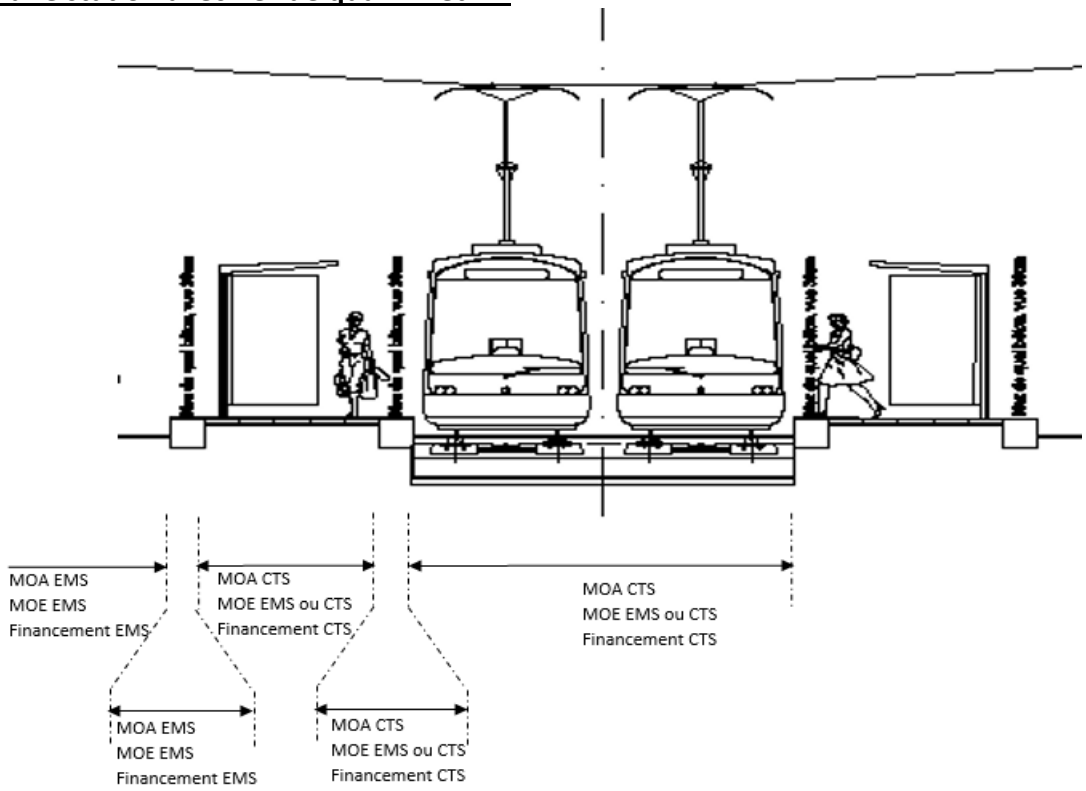
1. Emprises en stations et poteaux de LAC
2. Définition du GLO
3. Clés de répartition des espaces verts des plateformes :
    - de la commune de BISCHHEIM
    - de la commune de HOENHEIM
    - de la commune d'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
    - de la commune de LINGOLSHEIM
    - de la commune d'OSTWALD
    - de la commune de SCHILTIGHEIM
    - de la commune de STRASBOURG
4. Plans d'emprise de la concession :
    - P+R kibitzenau
    - Station Paul Eluard
    - P+R Wolfisheim

1. Emprises en stations et poteaux de LAC

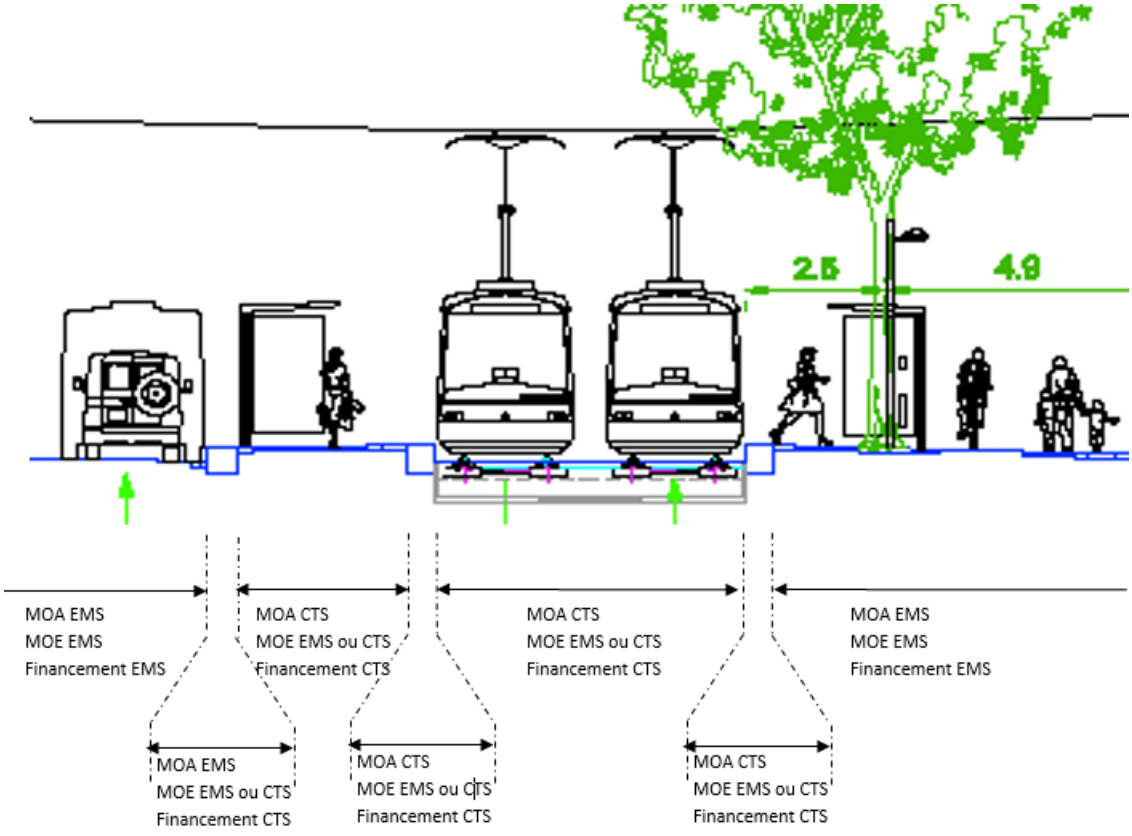
Cas d'une station avec nez de quai AV



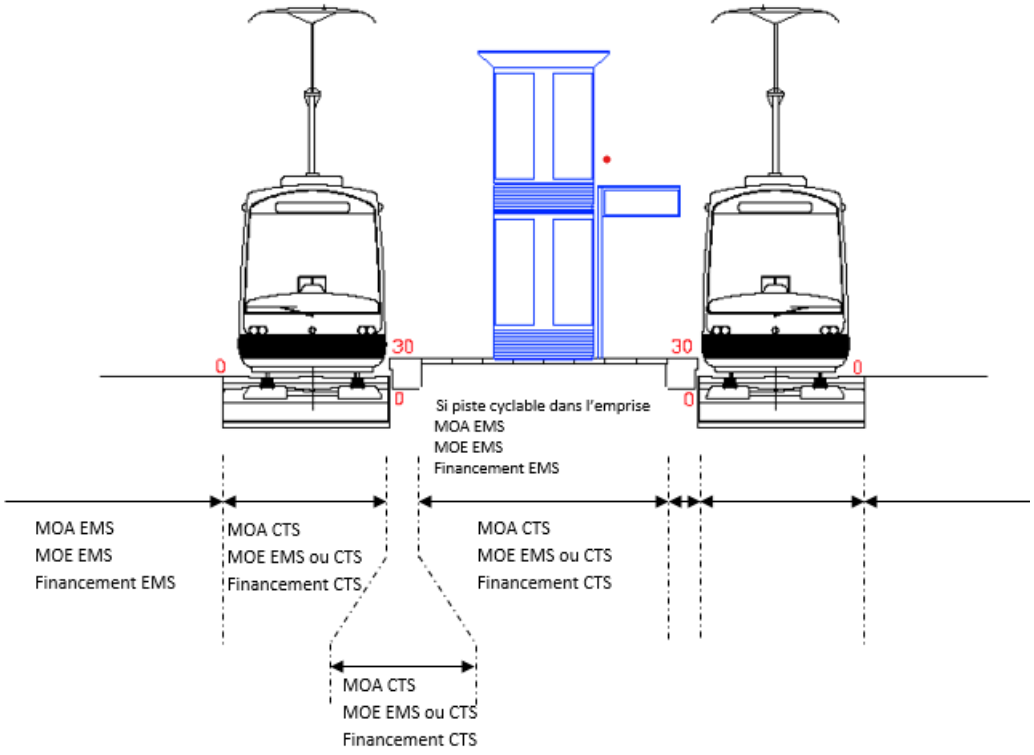
Cas d'une station avec nez de quai AV et AR



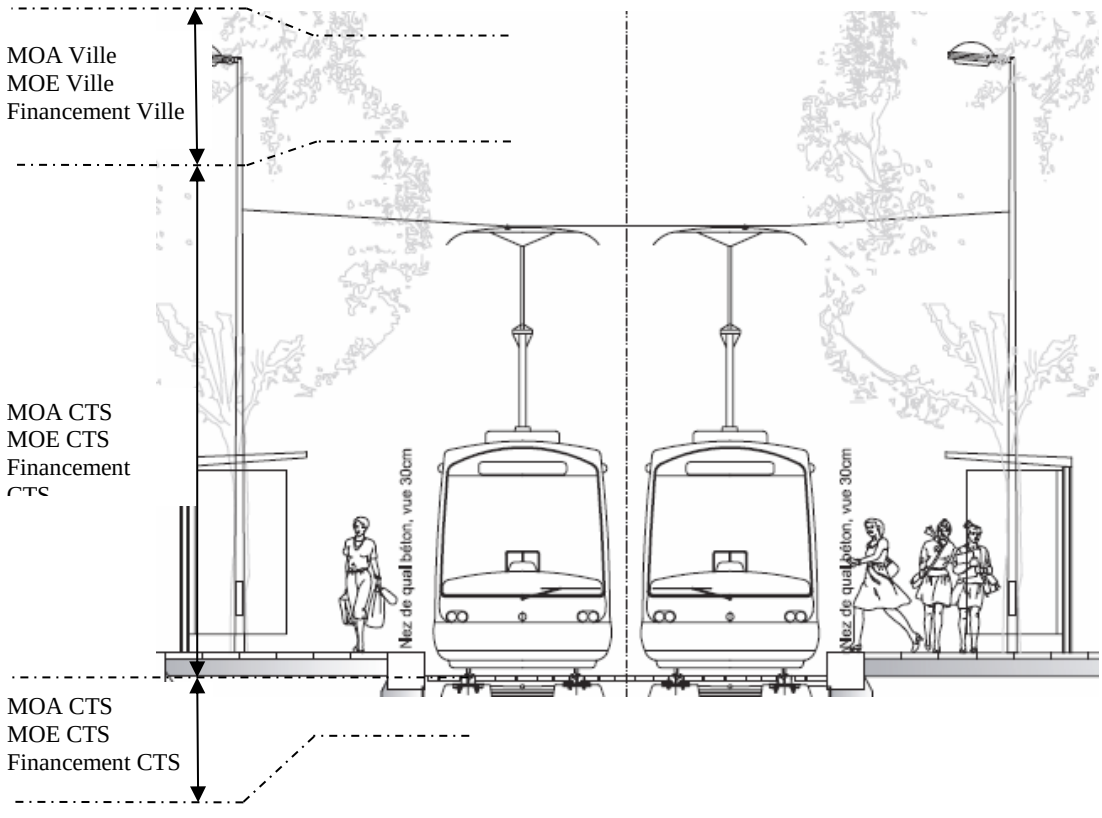
Cas d'une station avec nez de quai AV et AR mixte



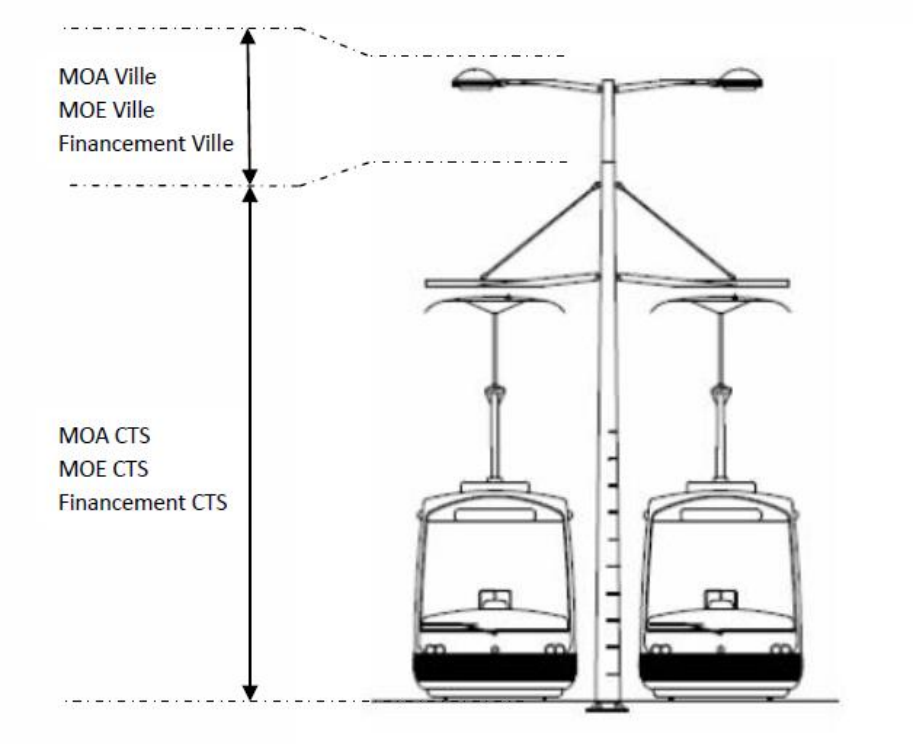
Cas avec nez de quai en station Centrale



Cas des poteaux de LAC (Ligne Aérienne de Contact)



Cas d'un poteau central de LAC



2. Définition du GLO

La plateforme du tramway se définit par le GLO (Gabarit Limite d'Obstacle), soit une largeur en section courante de :

- 5,72 m en alignement droit ;
- 5,92 m en courbe de rayon de 25 m ;
- 2,52 m en voie unique.

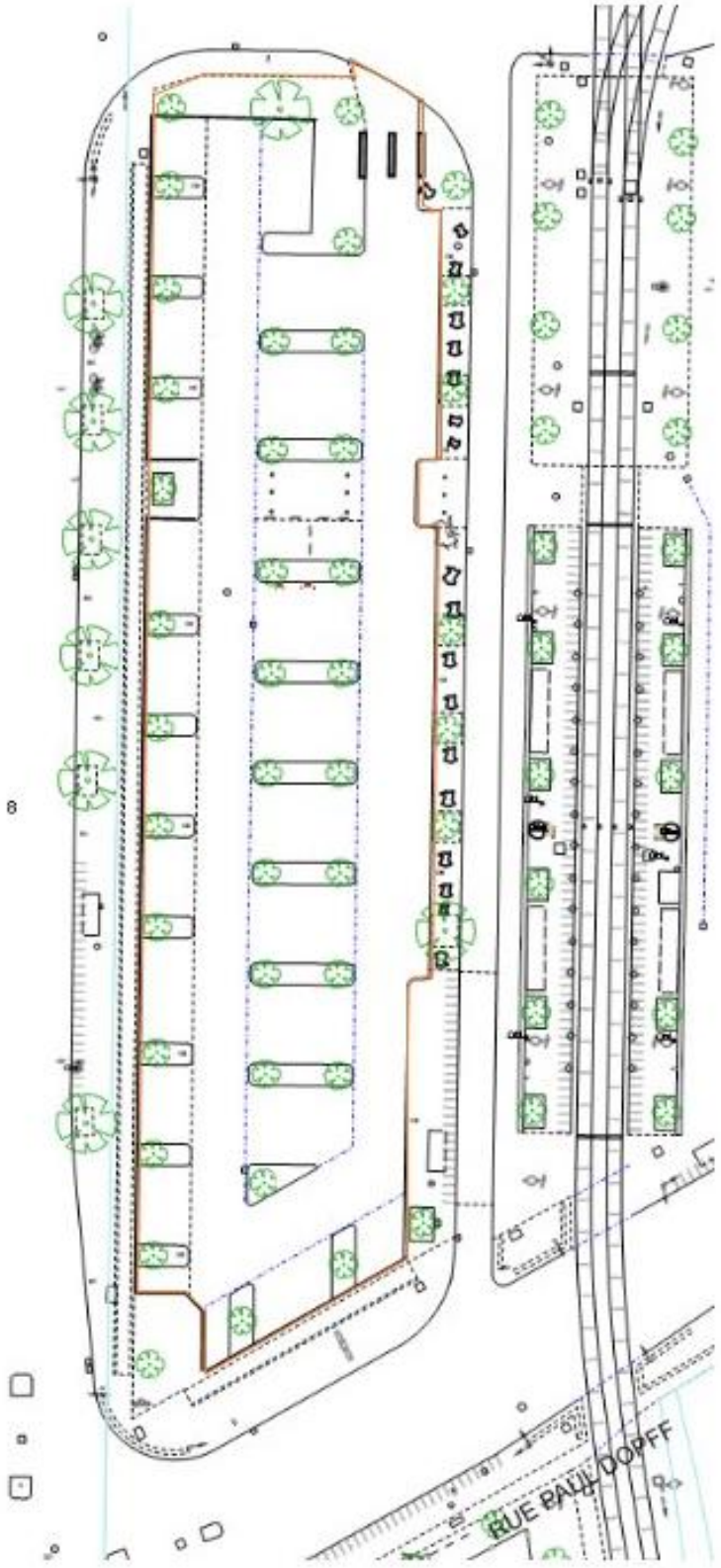
3. Clefs de répartition des espaces verts des plateformes des communes concernées :

Communes concernées	Total des surfaces arrosées par les installations de la CTS A = B + C	dont surfaces concédées à la CTS B	En % B/A	dont surfaces non concédées à la CTS (= hors GLO) C	En % C/A	Clef de répartition des espaces verts C / Total A
Ville de Strasbourg	147 360	77 851	52,8%	69 509	47,2%	36,2%
Ville Ostwald	14 362	6 931	48,3%	7 431	51,7%	3,9%
Ville de Lingolsheim	6 589	2 393	36,3%	4 196	63,7%	2,2%
Ville d'Illkirch	19 010	12 464	65,6%	6 546	34,4%	3,4%
Ville de Hœnheim	4 682	3 027	64,7%	1 655	35,3%	0,9%
	192 003	102 666	53,5%	89 337	46,5%	46,5%

4. Plans d’emprise de la concession :

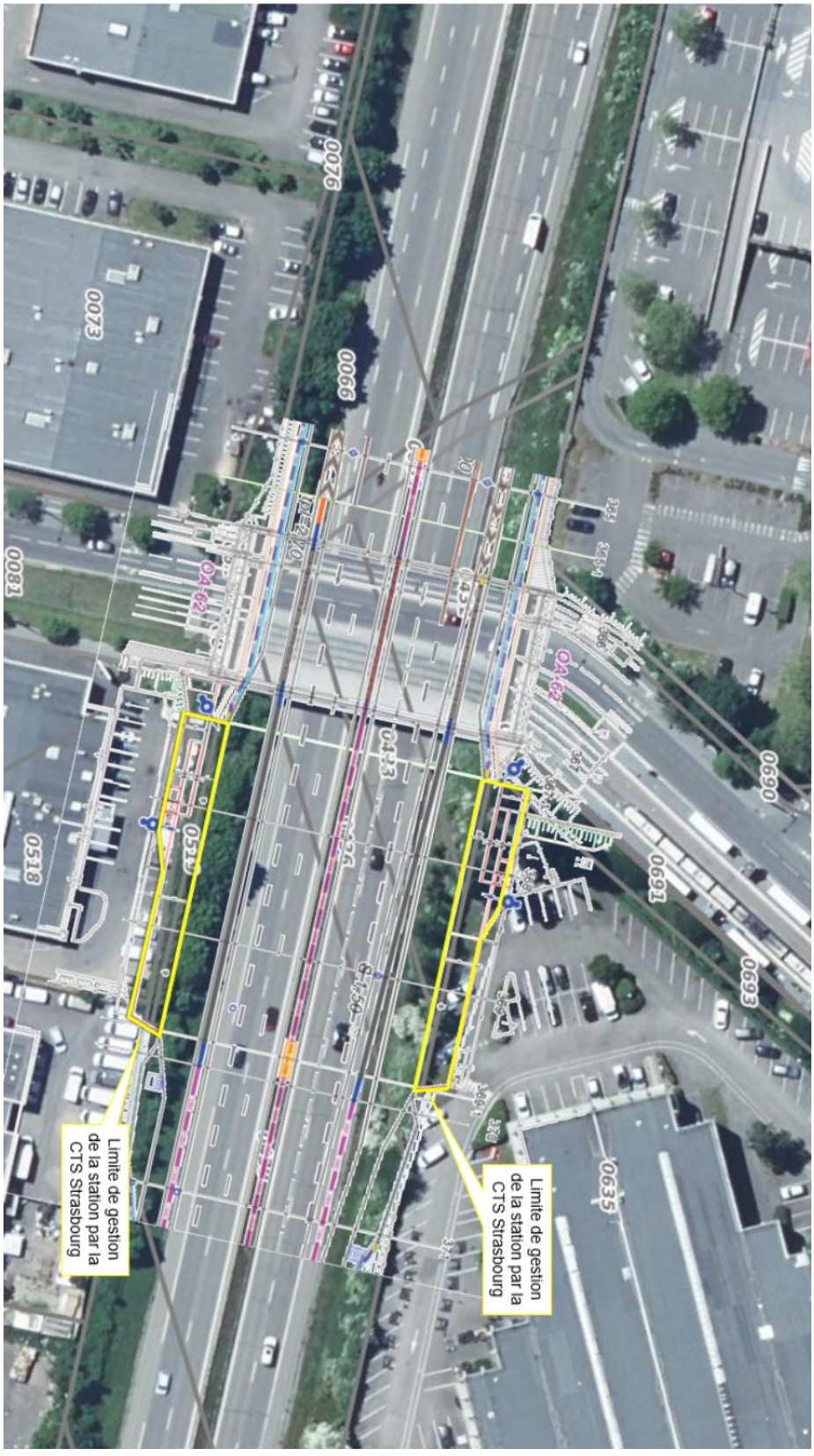
- P+R Kibitzenau

L’emprise CTS est délimitée en orange dans le plan ci-dessous :



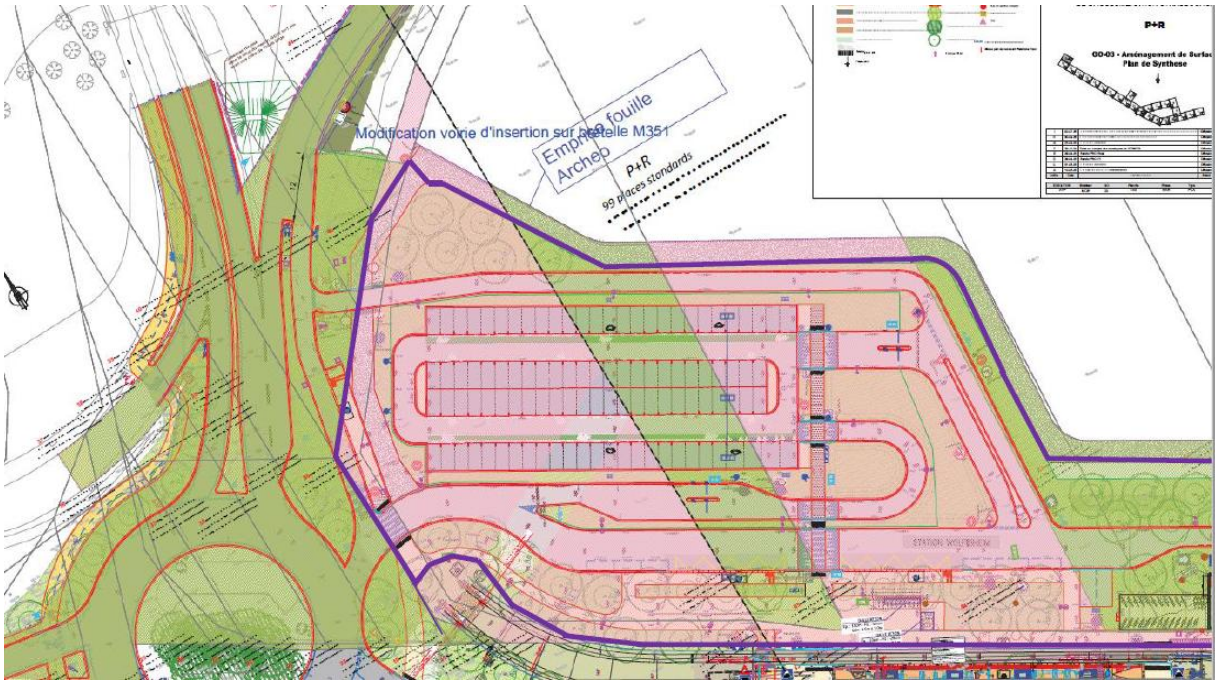
- Station Paul Eluard

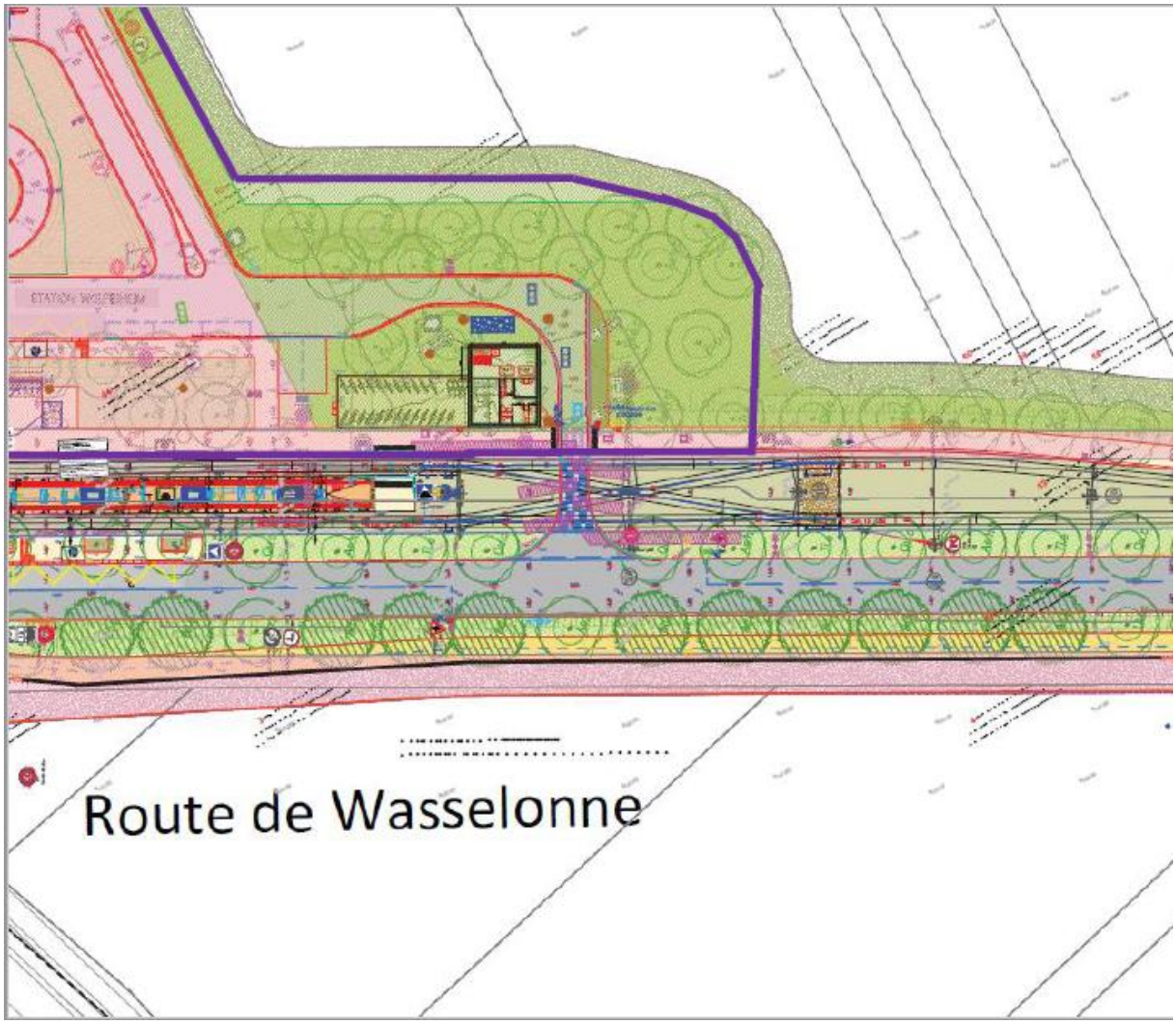
L’emprise CTS est délimitée en jaune dans le plan ci-dessous :



- P+R Wolfisheim

L’emprise du P+R concédé à la CTS est délimitée en violet sur les plans ci-dessous.





en € courants (valeur 2027)

Délégation en K€ (valeur 2027) - Exploitation	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2021-2030
Recettes forfaitaires	**58 088**	**54 204**	**57 878**	**63 244**	**65 722**	**67 436**	**69 756**	**70 706**	**72 052**	**73 425**	**652 510**
dont Recettes de trafic	*55 071*	*51 141*	*54 660*	*59 775*	*62 259*	*64 498*	*66 778*	*67 700*	*69 018*	*70 362*	*621 262*
dont Rkehl	*-243*	*-287*	*-360*	*-380*	*-195*	*-392*	*-392*	*-392*	*-392*	*-392*	*-3 425*
dont Recettes annexes	*1 751*	*1 777*	*1 880*	*1 999*	*1 963*	*1 965*	*1 977*	*1 977*	*1 977*	*1 977*	*19 243*
dont Recettes issues des compensations	*1 508*	*1 574*	*1 699*	*1 851*	*1 694*	*1 364*	*1 392*	*1 420*	*1 449*	*1 478*	*15 429*
Dépenses forfaitaires	**136 821**	**147 145**	**169 897**	**173 469**	**181 758**	**192 116**	**195 162**	**196 413**	**196 413**	**196 413**	**1 785 606**
dont Coût bus propre	*61 401*	*65 586*	*73 586*	*76 834*	*81 401*	*83 609*	*86 647*	*85 938*	*85 938*	*85 938*	*786 877*
dont Coût Bus affrété	*12 411*	*13 865*	*15 774*	*18 280*	*19 069*	*19 132*	*19 426*	*19 399*	*19 399*	*19 399*	*176 154*
dont Coût tram	*59 892*	*63 783*	*76 350*	*73 903*	*75 210*	*82 237*	*81 939*	*83 926*	*83 926*	*83 926*	*765 092*
dont Dkehl	*-827*	*-941*	*-1 161*	*-1 248*	*-1 181*	*-1 170*	*-1 210*	*-1 210*	*-1 210*	*-1 210*	*-11 368*
dont Taxis + TAD + TPMR	*3 300*	*4 028*	*4 245*	*4 654*	*6 295*	*7 372*	*7 458*	*7 458*	*7 458*	*7 458*	*59 726*
dont Autres charges	*644*	*824*	*1 102*	*1 047*	*964*	*936*	*902*	*902*	*902*	*902*	*9 124*
dont Charges induites projets invest "volet 2 du PPI"	**00**	**00**	**439**	**4 959**	**6 266**	**12 591**	**12 777**	**12 777**	**12 777**	**12 777**	**75 361**
Extension Tram vers Wolfisheim					1 079	7 407	7 475	7 475	7 475	7 475	*38 385*
Extension BHNS ligne G			439	4 959	5 187	5 184	5 302	5 302	5 302	5 302	*36 976*
CFE nette de taxes (A)	**78 733**	**92 941**	**112 019**	**110 224**	**116 036**	**124 681**	**125 406**	**125 707**	**124 361**	**122 988**	**1 133 096**
Hypothèses Inflation 2028 - 2030								***1,7%***	***1,7%***	***1,7%***	
CFE nette de taxes y compris hypothèses Inflation (A)								***129 046***	***131 096***	***133 176***	***1 153 358***

Charges de Grandes Révisions en K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2021-2030
Provision pour Grandes Révisions matériel roulant tramway	5 670	8 266	7 417	6 570	4 073	4 064	6 565	7 103	7 302	7 389	64 419
Total (B)	**5 670**	**8 266**	**7 417**	**6 570**	**4 073**	**4 064**	**6 565**	**7 103**	**7 302**	**7 389**	**64 419**
Coût net de taxes de la délégation (B)	**84 403**	**101 207**	**119 436**	**116 794**	**120 109**	**128 745**	**131 971**	**132 810**	**131 663**	**130 377**	**1 197 515**

Charges d'investissements EMS en K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2021-2030
Charges d'investissements consolidées en K€	**41 853**	**41 502**	**43 098**	**42 909**	**52 269**	**55 549**	**64 970**	**67 034**	**66 651**	**66 745**	**542 579**
Dotations aux amortissements	*40 369*	*40 138*	*40 092*	*39 786*	*40 210*	*43 214*	*48 930*	*51 596*	*51 781*	*51 584*	*447 700*
Autres charges d'investissements à répercuter à l'EMS	*95*	*174*	*636*	*959*	*1 170*	*1 061*	*755*	*500*	*0*	*0*	*5 349*
Reprises de subventions	*-11 023*	*-11 247*	*-10 815*	*-9 763*	*-8 827*	*-7 403*	*-7 435*	*-7 460*	*-7 286*	*-7 088*	*-88 347*
Charges financières	*4 367*	*4 416*	*6 719*	*9 669*	*10 969*	*11 343*	*14 528*	*14 146*	*13 842*	*13 869*	*103 868*
Leasing	*8 044*	*8 112*	*8 178*	*8 232*	*9 518*	*8 135*	*8 192*	*8 252*	*8 314*	*8 379*	*83 355*
Produits Financiers		*-91*	*-1 711*	*-5 973*	*-771*	*-800*	*0*	*0*	*0*	*0*	*-9 346*
TOTAL (C)	**41 853**	**41 502**	**43 098**	**42 909**	**52 269**	**55 549**	**64 970**	**67 034**	**66 651**	**66 745**	**542 579**
BONUS QUALITE	**150**	**150**	**150**	**150**	**150**						**750**
COMPENSATION DU DEFICIT A LA CRISE SANITAIRE	**11 384**	**2 203**									**13 587**
Coût total EMS net de taxes (A) + (B) + (C)	**137 790**	**145 062**	**162 684**	**159 854**	**172 527**	**184 293**	**196 941**	**199 844**	**198 314**	**197 121**	**1 754 431**
Coût total EMS net de taxes y compris hypothèses inflation (A) + (B) + (C)								**203 183**	**205 049**	**207 310**	**1 774 694**

ANNEXE E3

COMPTE D'EXPLOITATION PREVISIONNEL

Le compte d'exploitation prévisionnel a été élaboré en euros constants (valeur ~~2026~~ 2027), sur la base de l'offre contractuelle fixée en annexe A3.

Les montants figurant dans le compte d'exploitation prévisionnel sont exprimés en milliers d'euros constants (K€).

en € courants (valeur 2027)	Réel 2021	Réel 2022	Réel 2023	Réel 2024	Réel 2025	BR26 2026	BI27 2027	2028	2029	2030
Fréquentation (en nombre de déplacements)	**80 410 259**	**94 138 729**	**98 704 460**	**102 414 420**	**107 026 959**	**108 376 618**	**111 627 054**	**113 859 595**	**116 136 787**	**118 459 522**
Km bus en propre	9 158 771	8 898 146	9 053 683	9 408 399	9 542 387	9 597 492	9 755 894	9 637 000	9 637 000	9 637 000
Km tram	6 380 171	6 109 513	6 139 235	6 244 652	6 170 620	6 641 027	6 606 752	6 767 000	6 767 000	6 767 000
Km bus affrété	3 441 819	3 428 401	3 688 546	4 213 055	4 263 486	4 130 470	4 128 494	4 139 000	4 139 000	4 139 000
Nombre de kilomètres totaux	**18 980 761**	**18 436 060**	**18 881 463**	**19 866 106**	**19 976 493**	**20 368 989**	**20 491 140**	**20 543 000**	**20 543 000**	**20 543 000**

En K€	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Recettes de trafic	**44 744**	**48 894**	**56 354**	**62 771**	**64 277**	**66 112**	**68 556**	**69 139**	**70 485**	**71 858**
Recettes de trafic	*44 744*	*48 894*	*56 354*	*62 771*	*64 277*	*66 112*	*68 556*	*69 139*	*70 485*	*71 858*
CFF	**91 159**	**95 817**	**112 969**	**111 295**	**117 161**	**125 459**	**126 224**	**126 917**	**125 571**	**124 198**
EMS	*90 333*	*94 876*	*111 804*	*110 059*	*115 779*	*124 289*	*125 014*	*125 707*	*124 361*	*122 988*
Kehl	*827*	*941*	*1 165*	*1 236*	*1 381*	*1 170*	*1 210*	*1 210*	*1 210*	*1 210*
Recettes Annexes	**2 076**	**2 487**	**2 808**	**3 147**	**3 313**	**3 452**	**3 600**	**3 600**	**3 600**	**3 600**
PV	*1 353*	*1 702*	*1 983*	*2 266*	*2 470*	*2 607*	*2 743*	*2 743*	*2 743*	*2 743*
Publicité	*316*	*348*	*450*	*500*	*505*	*522*	*531*	*531*	*531*	*531*
Biens urbains mis à disposition de la Région GE	*215*	*215*	*140*	*140*	*140*	*140*	*140*	*140*	*140*	*140*
Valorisation des biens et investissements de la Concession	*193*	*221*	*235*	*241*	*198*	*183*	*186*	*186*	*186*	*186*
Autres produits	**1 559**	**1 425**	**1 822**	**1 881**	**1 618**	**1 484**	**1 473**	**1 481**	**1 487**	**1 493**
Ventes de cartes	*224*	*264*	*273*	*308*	*305*	*293*	*289*	*297*	*303*	*309*
Loyers GGV & Sanisettes	*164*	*141*	*94*	*45*	*63*	*64*	*65*	*65*	*65*	*65*
Assistance technique	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
Locations	*30*	*25*	*21*	*63*	*22*	*30*	*30*	*30*	*30*	*30*
Autres produits	*576*	*375*	*746*	*732*	*238*	*355*	*357*	*357*	*357*	*357*
Aides à l'emploi	*41*	*94*	*80*	*125*	*177*	*177*	*177*	*177*	*177*	*177*
Aides à la formation	*129*	*85*	*148*	*138*	*325*	*141*	*130*	*130*	*130*	*130*
Refacturations CSE	*316*	*338*	*370*	*364*	*350*	*286*	*286*	*286*	*286*	*286*
Remboursements d'assurances	*79*	*101*	*90*	*105*	*139*	*139*	*139*	*139*	*139*	*139*
Total Produits	**139 539**	**148 624**	**173 952**	**179 093**	**186 369**	**196 507**	**199 853**	**201 137**	**201 143**	**201 149**
Charges de personnel	**53 119**	**55 110**	**58 800**	**62 350**	**68 734**	**71 370**	**72 628**	**72 772**	**72 772**	**72 772**
Personnel de conduite	*50 133*	*51 955*	*54 728*	*57 836*	*63 665*	*66 028*	*67 015*	*67 091*	*67 091*	*67 091*
Contrôleurs	*2 986*	*3 155*	*4 072*	*4 514*	*5 068*	*5 342*	*5 613*	*5 681*	*5 681*	*5 681*
Charges de roulage	**18 909**	**20 793**	**31 833**	**26 350**	**28 453**	**25 908**	**24 305**	**24 515**	**24 515**	**24 515**
Carburant	*5 155*	*7 078*	*17 288*	*10 500*	*10 020*	*9 115*	*7 056*	*7 127*	*7 127*	*7 127*
Lubrifiant	*306*	*256*	*277*	*317*	*248*	*284*	*289*	*292*	*292*	*292*
Pneumatiques	*289*	*302*	*362*	*499*	*524*	*518*	*540*	*534*	*534*	*534*
Entretien pièces	*4 533*	*4 646*	*4 583*	*5 569*	*4 783*	*5 650*	*5 558*	*5 615*	*5 615*	*5 615*
Entretien main d'œuvre	*7 416*	*7 788*	*8 156*	*8 729*	*9 228*	*9 537*	*9 620*	*9 704*	*9 704*	*9 704*
Entretien sous-traitance	*1 210*	*723*	*1 167*	*735*	*3 650*	*805*	*1 242*	*1 243*	*1 243*	*1 243*

Charges de prévention	**962**	**1 053**	**1 137**	**1 144**	**1 306**	**1 186**	**1 246**	**1 259**	**1 259**	**1 259**
Personnel prévention	*617*	*736*	*877*	*919*	*1 114*	*979*	*1 071*	*1 084*	*1 084*	*1 084*
Coûts externes	*345*	*317*	*260*	*225*	*192*	*207*	*175*	*176*	*176*	*176*
Coûts de véhicules	**4 372**	**4 252**	**4 182**	**4 326**	**4 227**	**4 884**	**5 677**	**5 718**	**5 718**	**5 718**
Assurance flotte	*1 792*	*1 904*	*2 064*	*2 339*	*2 155*	*2 741*	*3 514*	*3 538*	*3 538*	*3 538*
Nettoyage	*2 194*	*2 045*	*1 743*	*1 820*	*1 851*	*1 899*	*1 931*	*1 948*	*1 948*	*1 948*
Outillages et produits d'entretien	*386*	*303*	*375*	*167*	*222*	*245*	*231*	*232*	*232*	*232*
Charges d'entretien des équipements	**7 165**	**8 026**	**8 961**	**9 858**	**10 111**	**10 865**	**10 911**	**11 089**	**11 089**	**11 089**
Maintenance des équipements	*622*	*832*	*869*	*796*	*787*	802	762	764	764	764
Personnel IF	*3 456*	*3 392*	*4 027*	*4 585*	*5 005*	5 253	5 450	5 540	5 540	5 540
Entretien des voies et de la ligne aérienne	*1 657*	*1 716*	*1 714*	*1 842*	*1 765*	2 046	2 030	2 079	2 079	2 079
Entretien des autres installations fixes	*1 430*	*2 086*	*2 350*	*2 636*	*2 554*	*2 765*	*2 668*	*2 707*	*2 707*	*2 707*
Coûts des bâtiments	**3 779**	**4 098**	**5 783**	**5 073**	**4 934**	**5 262**	**5 086**	**5 086**	**5 086**	**5 086**
Fluides (eau, gaz, électricité)	*1 053*	*1 819*	*3 292*	*2 129*	*2 004*	2 009	1 697	1 697	1 697	1 697
Nettoyage	*677*	*585*	*497*	*555*	*650*	787	778	778	778	778
Maintenance des bâtiments	*1 596*	*1 181*	*1 488*	*1 800*	*1 646*	1 817	1 946	1 946	1 946	1 946
Gardiennage parking	*110*	*103*	*60*	*46*	*49*	51	52	52	52	52
Surveillance et gardiennage	*343*	*408*	*447*	*543*	*585*	598	613	613	613	613
Charges de communication	**2 642**	**2 437**	**2 641**	**2 999**	**2 952**	**2 703**	**2 498**	**2 498**	**2 498**	**2 498**
Personnel	*1 273*	*1 153*	*1 147*	*1 342*	*1 481*	*1 320*	*1 152*	*1 152*	*1 152*	*1 152*
Enquêtes et études	*64*	*161*	*203*	*117*	*62*	*170*	*170*	*170*	*170*	*170*
Frais de commercialisation	*735*	*648*	*714*	*783*	*779*	*712*	*724*	*724*	*724*	*724*
Publicité	*570*	*476*	*577*	*757*	*631*	*501*	*452*	*452*	*452*	*452*
Charges de structure	**33 094**	**35 924**	**40 586**	**44 945**	**47 344**	**48 126**	**50 276**	**51 416**	**51 416**	**51 416**
Personnel support	*16 849*	*18 228*	*20 165*	*21 990*	*23 107*	*23 419*	*23 999*	*23 999*	*23 999*	*23 999*
Autres frais de personnel	*4 762*	*3 828*	*5 476*	*6 693*	*7 737*	*6 489*	*7 712*	*7 871*	*7 871*	*7 871*
Impôts et taxes sur salaires	*5 322*	*6 838*	*7 431*	*7 870*	*8 180*	*8 398*	*8 911*	*9 092*	*9 092*	*9 092*
Assurance hors flotte	*196*	*199*	*227*	*244*	*266*	*291*	*296*	*296*	*296*	*296*
Honoraires	*1 183*	*1 300*	*1 524*	*1 701*	*1 444*	*1 820*	*1 537*	*1 737*	*1 737*	*1 737*
Informatique	*1 487*	*1 475*	*1 690*	*1 744*	*2 028*	*2 547*	*2 823*	*3 223*	*3 223*	*3 223*
Impôts et taxes	*2 277*	*2 610*	*2 682*	*3 021*	*2 815*	*3 046*	*3 184*	*3 184*	*3 184*	*3 184*
Autres charges de gestion	*1 019*	*1 447*	*1 391*	*1 680*	*1 767*	*2 116*	*1 815*	*2 015*	*2 015*	*2 015*
Rémunération affrètement	**14 668**	**15 856**	**17 935**	**21 230**	**23 612**	**25 001**	**25 644**	**25 290**	**25 290**	**25 290**
Coût d'entretien GGV	**804**	**963**	**1 192**	**1 089**	**1 025**	**997**	**964**	**964**	**964**	**964**
Total charges	**139 516**	**148 512**	**173 048**	**179 364**	**192 698**	**196 302**	**199 234**	**200 607**	**200 607**	**200 607**
Résultat de Gestion	**23**	**111**	**904**	**-271**	**-6 329**	**205**	**619**	**530**	**536**	**542**
Résultat financier & sur investissements	**308**	**317**	**304**	**1 693**	**3 710**	**906**	**463**	**533**	**595**	**660**
Résultat exceptionnel	**1 338**	**1 384**	**1 125**	**1 739**	**3 223**	**480**	**350**	**150**	**150**	**150**
Impôts sur les sociétés	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Résultat net comptable	**1 669**	**1 813**	**2 333**	**3 161**	**605**	**1 590**	**1 432**	**1 213**	**1 281**	**1 352**

La présente annexe présente une synthèse du Plan Pluriannuel d'Investissement prévisionnel du Concessionnaire. Il est organisé et mis à jour conformément au chapitre 6 du contrat.
Un descriptif détaillé de ses volets et composantes est proposé ci-après.

I. TABLEAU DES DÉPENSES

PPI 2026-2030

	Rubrique PPI		Sous-système	2026	2027	2028	2029	2030	2026-2030
en k€									
Volet 1	Sécurité du service	Tramway	MR Acquisitions	809	64	51	105 345	45	106 314
			IF - Communications	917	343	442	60	2	1 764
			IF - Ligne Aérienne de Contact	450	590	40	0	0	1 080
			IF - Plateforme	0	12	0	0	12	24
			IF - Signalisation Ferroviaire	156	200	969	80	80	1 485
			IF - Voie	7 856	9 408	7 739	8 770	7 596	41 370
			Ouvrage - Gare souterraine	232	320	1 679	245	50	2 527
			Ouvrage - Station	350	10	10	350	0	720
			Ouvrage - Tunnel	20	60	50	230	0	360
			IF - Energie Elec	267	1 930	573	0	580	3 350
		P+R	Aménagement terrain	0	0	0	60	0	60
			Equipements	50	1 030	650	0	520	2 250
			Bâtiments	500	600	0	0	0	1 100
		BHNS	IF - Plateforme	0	0	0	0	0	0
	Maintien de l'outil industriel	Equipements informatiques, télécommunications, vente	IT - Equipements agences	0	750	300	0	0	1 050
			IT - Equipements centraux	733	553	653	883	583	3 405
			IT - Equipements embarqués	5 540	905	130	310	175	7 060
			IT - Equipements en stations	10	505	3 372	0	0	3 887
			IT - Equipements mobiles	420	0	0	0	0	420
		Equipements de maintenance et d'exploitation	Aménagement terrain	37	0	0	0	0	37
			Equipement de maintenance	1 531	3 134	1 983	210	515	7 374
			Equipements	900	0	0	0	0	900
			Support de maintenance	80	0	0	100	0	180
			Véhicules	84	165	1 072	338	868	2 527
	Maintien du patrimoine immobilier		Bâtiments	137	2 281	1 350	3 280	1 205	8 253
			Equipements bâtiments	604	3 184	1 255	1 015	696	6 754
			Equipements terrains	415	747	135	215	35	1 546
	Support		Equipements administratifs	95	94	30	36	30	285
			IT	558	340	960	540	540	2 938
			IT - OIV Organismes d'Importance Vitale	130	100	300	100	120	750
	Maitrise d'ouvrage CTS		Maîtrise d'ouvrage	965	965	965	965	965	4 825
Volet 3	Renouvellement du parc bus		MR Acquisitions	88	8 196	3 913	3 855	14 994	31 045
			MR Supplémentaires autonomie	0	0	0	0	0	0
			MR Rénovations	1 185	658	200	150	0	2 193
			IF - Energie	1 393	740	271	3 357	1 155	6 916
Volet 4	Opérations d'innovation et d'amélioration du parcours clients		Renouvellement Flexhop + Intégration Mobistras	0	50	0	0	0	50
			Création lignes C4 / C5	0	0	0	0	0	0
			Agence mobile	30	0	0	0	0	30
			PPI CTS (volets 1,3 & 4)	**26 543**	**37 934**	**29 093**	**130 494**	**30 766**	**254 829**
Volet 2	Extensions du réseau TCSP	Tramway	Matériel Roulant	0	0	0	0	0	0
			Ligne	7 500	0	2 600	0	0	10 100
			PPI CTS (volets 1 à 4)	**34 043**	**37 934**	**31 693**	**130 494**	**30 766**	**264 929**

Part versée par l'EMS		2026	2027	2028	2029	2030	2026-2030
Volet 1	Subvention d'investissement forfaitaire	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	20 000

II. DESCRIPTION DES VOLETS ET COMPOSANTES DU PPI 2026-2030

VOLET 1 – MAINTIEN DU SERVICE ET DU PATRIMOINE

1.1 TRAMWAY

1.1.1 MR Acquisitions

Contient les coûts d'habillage des rames de tramways ainsi que le renouvellement des 27 Eurotram.

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements ~~car hors la période 2025-2030~~ au-delà de 2030 :

- Les coûts d'acquisition des tramways venant en renouvellement des 40 rames Citadis existantes (Citadis 1)

Contient 3 bogies d'avance (en SPARE) sur le Citadis 2.

1.1.2 IF – Communications

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Réseau Courant Faible : ~~racks en salle serveurs, automate GTC~~, switchs des locaux techniques en stations, automates GTC
- Renouvellement de l'infrastructure Voix-Données-Images et du Wi-Fi des dépôts
- Renouvellement du réseau Hirschmann
- Renouvellement et sécurisation du réseau de fibre optique
- ~~Renouvellement système Présence Obsolescence des Tags~~
- Passage en IP des caméras vidéo sur le réseau tram
- Renouvellement système PTI

1.1.3 IF - Ligne Aérienne de Contact

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Fil de contact et armement
- ~~Boucles isolantes LAC~~
- Poteaux
- Remontée d'énergie

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Ancrages en façade

1.1.4 IF – Plateforme

Contient des coûts pour les composants suivants :

- ~~Assainissement et caniveaux : pompes de relevage~~
- Arrosage : puits
- ~~Traitement plateforme avec du SEDUM~~

Composants dont les coûts sont intégrés dans une autre ligne de dépenses :

- Assainissement et caniveaux : réseaux (intégré aux coûts de voies lors des renouvellements)
- Revêtements

Composants pouvant nécessiter des investissements périodiques~~, mais hors la période 2025-2030~~ au-delà de 2030 :
- Arrosage : système de gestion centrale

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :
- Structure des plateformes

1.1.5 IF - Signalisation Ferroviaire

Contient des coûts pour les composants suivants :
- Contrôle-commande de zone de manœuvre : cartes automates, cartes de télécommande, cartes circuits de voie, boîtiers de secours
- Indicateurs de direction
- Générateurs basse fréquence

Ces éléments sont renouvelés lors de la rénovation d'une zone de manœuvre complète.
Les remplacements correctifs hors ces rénovations sont décomptées en fonctionnement.

1.1.6 IF – Voie

Contient des coûts pour les composants suivants :
- Rails : rails en courbe, rails en entrée-sortie de station, rails en alignement droit hors entrée-sortie de station
- Appareils de voie : traversées obliques, branchements simples (« aiguillages »), appareils de dilatation
- Etudes faisabilité des travaux de renouvellement
- Régénération joint de rail (type ASP II) de la ligne B
- Régénération dalle flottante
- ~~Renouvellement plateforme mixte~~
- ~~Comblement de l'ouvrage sous la station Hôpital de Hautepierre~~
- ~~Suppression communication Musau~~
- Sécurisation accès tram UPK
- Cotisation CIGAS
- Traitement plateforme avec du Sedum

Composants pouvant nécessiter des investissements périodiques~~, mais hors la période 2025-2030~~ au-delà de 2030 :
- Joints de rail (lignes A,C,D,E,F)
- Appareils de voie : peignes dans les dépôts ~~UPK et UPE~~ UPC en 2033 et UPE en 2035

1.1.7 Ouvrage - Gare souterraine GGV

Contient des coûts pour les composants suivants :
- Equipements : ~~escalators,~~ ~~ascenseurs~~, pompes, détection incendie, vidéo, éclairage de sécurité, ventilateurs
- Réparations à la suite des infiltrations d'eau (Renouvellement des câbles électriques des sous quais/ étude parvis gare)
- ~~Réparations locaux de pause conducteurs et~~ Rénovation locaux Vélhop

1.1.8 Ouvrage – Station

Contient des coûts pour les composants suivants :
- ~~Mise en accessibilité Tram~~
- ~~Nez de quai~~
- ~~Embellissement pôle d'échange~~

- ~~Rénovation étanchéité~~
- Mise en accessibilité et amélioration du parcours clients
- Régénération pont SNCF
- Traitement anti-pigeons

1.1.9 Ouvrage – Tunnel

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Détection incendie et ventilation ~~: système de détection, armoires de contrôle-commande des ventilateurs~~
- Pompes de relevage
- ~~Eclairage et éclairage de sécurité~~
- Portails aux extrémités

~~Composants pouvant nécessiter des investissements périodiques, mais hors la période 2025-2030 :~~

- ~~Détection incendie et ventilation : ventilateurs~~

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Structure

1.1.10 IF – Energie Elec

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Sous-stations de redressement : tableaux haute tension, ~~disjoncteurs ultra-rapides,~~ onduleurs, tableaux basse tension, ~~automates~~ armoires de contrôle-commande, intervalles de décharge, armoires de sectionnement, coffret de ligne
- ~~Interrupteurs télécommandés en ligne~~
- ~~Tableaux basse tension des Locaux Techniques en Stations~~
- Sécurisation de l'accès sous station St Jean
- Résistances de freinage
- ~~Câbles de distribution d'énergie en ligne (y compris parafoudres)~~

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Locaux techniques des sous-stations
- Câbles de distribution d'énergie en ligne (y compris parafoudres)

1.2 P+R

1.2.1 Aménagement terrain

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Traitement des états de surfaces
- Refonte paysagère

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Structures

1.2.2 Equipements

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Eclairage ~~normal~~ extérieur et de secours
- Détection incendie
- Signalisation

- Vidéoprotection
- Bornes de recharge pour véhicules électriques
- Ascenseurs
- Tableau divisionnaire basse tension
- Equipement courant faible (fibre optique)
- ~~Renouvellement comptage des véhicules pour le P+R Rotonde~~

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements, mais nécessitant une évaluation spécifique pour la période au-delà de 2030 :
- Système de péage (caisses et barrières)

1.2.3 Bâtiments

Contient des coûts pour les composants suivants :
- Etanchéité toiture et poteaux sur le P+R Hœnheim Gare
- Installations photovoltaïques

1.3 BHNS

Composants nécessitant des investissements périodiques~~, mais hors la période 2025-2030~~ au-delà de 2030 :
- ~~Plateforme~~ (Tronçon 1 à 5)
- ~~Onduleur ASI~~

1.4 EQUIPEMENTS INFORMATIQUES, TÉLÉCOMMUNICATIONS, VENTE

1.4.1 IT - Equipements agences ~~et revendeurs~~

Contient des coûts pour les composants suivants :
- Billettique : Terminaux Points de Vente Simplifiés, Terminaux Points de Vente Light, Terminaux Points de Vente Mobile, Terminaux Points de Vente

1.4.2 IT - Equipements centraux

Contient des coûts pour les composants suivants :
- Billettique : logiciel billettique, logiciel NFC
- ~~Gestion Technique Centralisée : logiciel GTC~~
- Système d'Aide à l'Exploitation : logiciel SAE
- Vidéo P+R : système central, enregistreurs
- ~~Conformité logiciel caisse~~
- Agence en ligne
- Badgeuses
- Caméras piétons équipe URCS

1.4.3 IT - Equipements embarqués

Contient des coûts pour les composants suivants :
- Système d'Aide à l'Exploitation : équipements bus~~, équipements tram~~
- Système d'Information Voyageurs : afficheurs bus, girouettes bus
- ~~Valideurs~~
- Présence Visio IF
- ~~Equipements 4G véhicules~~
- Open paiement

- Système de priorité aux feux de trafic
- Portatifs Tetra

1.4.4 IT - Equipements en stations

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Billettique : Distributeurs automatiques
- Système d'Information Voyageurs : afficheurs, annonces sonores, écrans synchrosoft 12
- ~~Valideurs~~
- Onduleurs armoires ~~BHNS~~
- Réseau : renouvellement équipements LTS

1.4.5 IT - Equipements mobiles

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Billettique : Terminaux Portables de Contrôle

1.5 EQUIPEMENTS DE MAINTENANCE ET D'EXPLOITATION

1.5.1 Aménagement terrain

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Aménagement espaces vert

1.5.2 Equipements de maintenance

Contient des coûts pour les composants suivants :

- ~~Avitaillement tram : sable, huile~~
- Equipement : pompage eau, outillage, aspirateur de produits chimique, centrale d'aspiration, passerelle tram, projet de fin d'études, machine à laver tram
- Aménagement : équipements passerelles, zone caillebotis
- Carrosserie : cabines de peinture
- Dépollution : extraction échappements
- Local de compression GNV
- Levage : bus et tram, ponts roulants, ponts élévateurs
- Mesures : freinomètres
- Nettoyage
- Outillage
- Aménagement espace logistique
- Tour en fosse : extracteur de fumées
- ~~Air comprimé : compresseurs, circuits, distribution d'air~~
- ~~Outillage du nouvel atelier GR à UPK y compris lève train~~
- ~~Passerelles maintenance bus électrique~~
- Station lavage UPC, UPE et UPK

1.5.3 Equipements

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Simulateur tramway

1.5.4 Support de maintenance

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Documentation technique

1.5.5 Véhicules

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Véhicules techniques tramway : véhicules rail-route, aspirails, bennes, nacelles~~, plateaux~~
- ~~Véhicules techniques bus : tracteurs, dépanneuses~~
- Véhicules de service
- Camionnette

Les renouvellements tiennent compte des hypothèses suivantes :

- Dérogation attribuée au-delà des calendriers de mises en place des ZFE pour les tracteurs et dépanneur Tram seront reconduites sur la durée du PPI

~~**1.5.6 IF - Energie**~~

~~Aucun investissement prévisible.~~

~~Les équipements d'approvisionnement en énergies alternatives sont décomptés dans le volet 3.~~

1.6 PATRIMOINE IMMOBILIER

1.6.1 Bâtiments

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Toiture de l'atelier mixte Cronenbourg
- Toiture du remisage bus couvert Cronenbourg
- ~~Accès dépôts et bâtiments d'exploitation~~
- Aménagement de l'agence commerciale
- Extension du bâtiment Kibitzenau (Projet CTS 2025)
- Toiture du bâtiment d'exploitation UPK
- Extension UPC (salle de restauration, atelier IF, exploitation et réfection)
- Réaménagement salle serveur
- Restaurant d'entreprise UPE
- Extension parking du personnel
- ~~Réaménagement salle de sport Cronenbourg~~

1.6.2 Equipements bâtiments

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Chauffage, Ventilation, Climatisation
- ~~Eclairage de secours~~
- ~~Sécurité~~
- Sûreté
- Sanitaires
- Energie courants forts
- Réseaux courants faibles
- Cuisines
- Réseaux eau
- Décret tertiaire
- Détection incendie
- ~~Parafoudre / paratonnerre~~
- Travaux d'embellissement

1.6.3 Equipements terrains

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Eclairage
- Récupération des eaux noires
- Renouvellement portails
- Vidéosurveillance
- Bacs de rétention
- Cheminement piétons
- Entrée dépôt PMR
- Stationnement véhicules / bennes

1.7 SUPPORT

1.7.1 Equipements administratifs

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Matériel de bureau
- Radar pédagogique
- Mobilier urbain pour l'information

1.7.2 IT

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Bureautique
- Gestion technique : Gestion Electronique de Documents, ~~Graphicage-Habillage, Appli Paie et RH, Finance Démat, Divers,~~ Gestion de la Maintenance Assistée par Ordinateur
- Gestion administrative : Appli Paie et RH, projet DATA, dématérialisation factures, gestion des contrats / marchés, allo CTS, CSRD, intranet
- Système et réseau
- Renouvellement PABX
- ~~Renouvellement Allo CTS~~

1.7.3 IT - OIV Organismes d'Importance Vitale

Contient des coûts pour les composants suivants :

- ~~Sonde pour surveiller le réseau radio~~
- ~~Security Information and Event Management~~
- ~~Security operation center~~
- PSO : Plan de Sécurité Opérateur

2.1 TRAMWAY

2.1.1 Matériel roulant

Contient les coûts d'acquisition des rames achetées dans le cadre d'extensions.

2.1.2 ~~Installations fixes~~ Ligne

Contient les coûts de projets, hors ceux du matériel roulant :
- Prestations intellectuelles
- Travaux préparatoires de fouilles archéologiques et déviations de réseaux
- Ouvrages et Equipements

Contient également :
- Traitement des obstacles fixes
- Modification ZM Fédération

La ligne contient l'ensemble des coûts, quelles que soient les éventuelles subventions ou prises en charge directes par EMS. Ces dernières sont indiquées pour mémoire dans la partie du tableau nommée « Part versée par l'EMS » et le calendrier prévisionnel est indiqué dans l'annexe D1 – III 1 et 2.

2.2 BUS À HAUT NIVEAU DE SERVICE

2.2.1 Matériel roulant

Contient
- Les coûts d'acquisition de véhicules, pour accroissement de parc lié à l'extension du réseau, hors le renouvellement de véhicules existants.
- Les coûts d'installation des équipements embarqués billettique et information voyageurs (les coûts des équipements étant décomptés par ailleurs)

2.2.2 Installations fixes

Contient les coûts de projets, hors ceux du matériel roulant :
- Prestations intellectuelles
- Travaux préparatoires de fouilles archéologiques et déviations de réseaux
- Ouvrages et Equipements

La ligne contient l'ensemble des coûts, quelles que soient les éventuelles subventions ou prises en charge directes par EMS. Ces dernières sont indiquées pour mémoire dans la partie du tableau nommée « Part versée par l'EMS » et le calendrier prévisionnel est indiqué dans l'annexe D1 – III 3.

~~2.3 POLE D'ECHANGE~~

~~2.3.1 Les Halles~~

~~Contient les coûts de réaménagement du hub multimodal du secteur Les Halles / arrière-gare.~~

3.1 MATÉRIEL ROULANT

3.1.1 MR Acquisitions

Contient :

- Les coûts d'acquisition des bus et des véhicules Flex'hop, venant en renouvellement de véhicules existants, du respect de la ZFE et des hypothèses d'évolutions d'offres définies lors de l'élaboration du PPI 2026-2030~~, y compris les véhicules supplémentaires rendus nécessaires par la moindre autonomie des véhicules électriques~~.
- Les coûts d'installation des équipements embarqués billettique et information voyageurs (les coûts des équipements étant décomptés par ailleurs)

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements :

- ~~Rechargement en ligne des batteries des bus électriques pour les bus standards~~
- Variante hydrogène
- Variante bus biarticulés

Les renouvellements tiennent compte des hypothèses suivantes :

- Les bus standard fonctionnent à l'électricité
- Les bus articulés fonctionnent au GNV et à l'électricité.

3.1.2 MR Rénovations

Contient des coûts des rénovations à mi-vie, menées sur les véhicules dont la durée de vie prévue est généralement supérieure à quinze ans.

3.2 IF - ENERGIE

Contient des coûts pour les composants suivants :

- Equipements de fourniture en énergie (gaz, électricité) pour les véhicules bus, incluant les bornes de recharge pour bus standards et articulés
- Equipements de sécurité
- Equipements de fourniture en énergie (~~gasoil,~~ gaz, électricité) pour les véhicules de service
- Protection cathodique des réseaux enterrés

Les coûts sont ceux de

- Acquisition/construction initiale
- Rénovation et renouvellement

VOLET 4 - OPÉRATIONS D'INNOVATIONS ET D'AMÉLIORATION DU PARCOURS CLIENTS

Intègre deux projets en 2026 :

- ~~Création ligne C4/ C5~~
- Renouvellement du marché Transport à la demande (Flex'hop) + ~~intégration~~ finalisation du nouveau service confié à la CTS : Mobistras pour les personnes à mobilité réduite
- Agence mobile

~~Contient les coûts de l'agence mobile.~~

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- Mobility as a Service

PART VERSÉE PAR L'EMS

SUBVENTION D'INVESTISSEMENT

Présente la subvention forfaitaire versée annuellement par EMS.

DÉVIATIONS DE RÉSEAUX ET AVANCES

Présente la part des projets d'extensions (volet 2), prise en charge par EMS en déduction du PPI.

COMPOSANTS SANS COÛTS PRÉVUS SUR 2026-2030

Composants pour lesquels ne sont pas identifiés d'investissements prévisibles :

- ~~Ponts~~
- Equipements vidéo en ligne
- Innovation et amélioration du parcours clients
- Normes ICPE (Installations Classés pour la Protection de l'Environnement)
- Assurances (adaptation du site et des équipements)
- Intelligence artificielle

Composants hors le champ de responsabilité de CTS

- Arrêts bus hors BHNS
- Signalisation Lumineuse de Trafic tramway (signalisation routière)

L'Autorité concédante organise et mobilise les instances de pilotage du contrat.

Ces instances permettent d'une part à l'Autorité concédante d'assurer un contrôle sur la gestion du service concédé, et notamment du respect des obligations contractuelles, de la conformité des services effectués au regard des objectifs du contrat et des résultats d'exploitation du service public.
Organisées de manière pyramidale, elles s'assurent ainsi, chacune à leur niveau de prérogative, de la bonne exécution des missions confiées au Concessionnaire, dans une logique de dialogue constructif et de transparence.

Ces instances participent d'autre part à la bonne articulation des travaux et des échanges entre Concessionnaire et Autorité concédante selon une approche collaborative. Elles constituent des lieux réguliers de consultation, de définition des besoins et d'arbitrage sur le service rendu, les programmes de travail, les modalités de suivi et de financement des services et des travaux prévus par le contrat.

L'Autorité concédante fixe les prérogatives, la composition et les modalités de fonctionnement de chaque niveau de ces différentes instances.

Cette organisation pourra être revue par décision de l'assemblée délibérante de l'Autorité concédante pour s'adapter aux besoins.

Le Concessionnaire est tenu de se faire représenter à l'intégralité des réunions organisées dans le cadre de ces instances.

I- LE COMITE STRATEGIQUE

I-1 Composition

La présidence du Comité stratégique est assurée par la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Les représentants de l'Eurométropole de Strasbourg à ce comité sont :

- La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg ;
- Les présidentes déléguées de l'Eurométropole de Strasbourg;
- Le Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge du budget et des finances ;
- Le Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des transports.

Le Concessionnaire est représenté par son Président, accompagné, s'il le souhaite, par le DG ou son représentant, et dispose d'une voix consultative.
Chacune des parties peut s'adjoindre, selon les nécessités de l'ordre du jour, d'autres membres consultatifs, élus ou représentants des services.

I-2 Prérogatives

Le Comité stratégique est une instance d'orientations et de pilotage global du contrat.
Il rend un avis sur les budgets de fonctionnement et d'investissement afférents à l'exécution d'une feuille de route annuelle ou pluriannuelle programmant les modifications projetées des services rendus, leur amélioration et leur développement. Ses décisions sont rendues en présence du Concessionnaire.

A ce titre il peut rendre un avis et donner ses orientations stratégiques dans les champs qui suivent :

- Contribution financière forfaitaire
- Evolutions du Plan pluriannuel d'investissement du Concessionnaire
- Evolutions de la tarification des services
- Evolutions de l'offre de services
- Projets d'avenants au contrat
- Résultats présentés dans le rapport annuel d'information à l'Autorité concédante

Il arbitre, dans les conditions et termes prévus au contrat sur l'application ou non des pénalités prévues au contrat (annexe E4)

Les décisions du Comité stratégique sont actées par son président qui, le cas échéant, en l'absence d'unanimité entre les membres, rend la décision finale.
Ces arbitrages ne se substituent pas aux nécessaires délibérations du Conseil eurométropolitain ni à celles du Conseil d'administration du Concessionnaire en termes de budgets, de tarification, de programmation ou tout autre objet de décision entraînant un avenant au contrat.

II - LE COMITE EXECUTIF

II-1 Composition

La présidence du Comité exécutif est assurée par le Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge des transports. Le Vice-président de l'Eurométropole de Strasbourg en charge du budget et des finances participe à ce comité.

Le Concessionnaire y est représenté par son Président, accompagné par le DG ou son représentant.
Chacune des parties peut s'adjoindre, selon les nécessités de l'ordre du jour, de membres consultatifs, élus ou représentants des services.

II-2 Prérogatives

Le Comité exécutif est une instance de débat et d'échanges visant la mise en œuvre opérationnelle du contrat.

Il assure le suivi stratégique des affaires ayant trait à la vie du réseau de transports, à l'exécution des modifications projetées des services rendus, leur amélioration et leur développement.

A ce titre il peut arbitrer sur :

- Les orientations stratégiques et budgétaires liées à l'exécution du contrat et de feuilles de route thématiques
- Les modalités opérationnelles de mise en œuvre de feuilles de route, propositions de projets ou de programmes émanant des groupes de travail thématiques et du comité technique EMS/CTS
- La programmation des projets d'innovation et d'expérimentation
- Les projets d'avenants au contrat
- Les documents préparatoires aux arbitrages et avis du Comité stratégique

Il peut être par ailleurs alimenté dans ses décisions par :

- Les propositions et recommandations de commissions thématiques ou de groupes de travail mis en place par le Conseil ou le Président de l'Eurométropole de Strasbourg.
- Les propositions et recommandations d'un « comité des partenaires » regroupant des représentants d'usagers et d'employeur

Ces arbitrages ne se substituent pas aux nécessaires délibérations du Conseil eurométropolitain ni à celles du Conseil d'administration du Concessionnaire en termes de budgets, de tarification, de programmation ou tout autre objet de décision entraînant un avenant au contrat.

III – LE COMITE DE SUIVI EMS/CTS

III-1 Composition

Le comité de suivi EMS/CTS est piloté par la Direction des Mobilités, et animé et organisé par le Service Autorité Organisatrice des transports collectifs.

Il est composé :

- Du directeur de la Direction des Mobilités de l'Eurométropole de Strasbourg
- Du Directeur général de la CTS
- Du chef du Service Autorité Organisatrice des transports collectifs
- Des pilotes du suivi des axes de travail désignés par l'Autorité concédante et le concessionnaire

Chacune des parties peut s'adjoindre, selon les nécessités de l'ordre du jour, de représentants des services.

II-2 Prérogatives

Le comité de suivi EMS/CTS est l'instance opérationnelle et technique d'échanges et de suivi du contrat.

Il permet aux parties d'échanger sur la veille technologique et juridiques, les besoins, les évolutions programmées ou à programmer, les budgets.

Il assure le suivi opérationnel des missions confiées au Concessionnaire et des affaires courantes ayant trait à la vie du réseau de transports, à l'exécution des modifications projetées des services, leur amélioration et leur développement.

A ce titre, il assure plus précisement le suivi et les arbitrages opérationnels de 1er niveau sur :

- Le contenu et le résultat des études menées par le Concessionnaire ;
- L'état d'avancement des programmes et autres projets en cours d'exécution par le Concessionnaire ;
- Le contenu opérationnel des travaux menés sur les axes de travail (calendrier, analyses, propositions) ;
- Il valide l'ordre du jour des comités éxécutif et stratégique.

Selon les cas, il remonte les propositions validées dans le cadre des travaux sur les axes identifiés ci-après et les besoins d'arbitrages stratégiques au Comité exécutif et / ou au Comité stratégique.

Il participe à la préparation des contenus nécessaires aux éventuels avenants au contrat en vue de leur approbation par les instances de pilotage stratégique et le Conseil de l'Eurométropole.

IV – LES AXES DE TRAVAIL

Afin de mieux suivre et piloter les différentes thématiques de travail, d'échanger plus étroitement sur les besoins et les budgets, et de programmer les améliorations et évolutions de services prévues au contrat, des axes de travail techniques sont identifiés.

L'Autorité concédante et le concessionaire désignent chacun l'un de leur agent qui pilotera le suivi de l'ensemble des axes de travail. Ces axes sont composés de représentants des directions opérationnelles du Concessionnaire et de l'Autorité concédante qui se mobilisent en fonction de l'ordre du jour. Chacune des parties désigne un pilote par axe de travail.

Ils remontent les contenus des études et analyses menées dans leur thématique et sont forces de proposition pour programmer puis mener à bien les chantiers et opérations, les programmes d'amélioration continue, ou encore les investissements selon des axes de travail ou feuilles de route qui auront été préalablement soumises aux instances de suivi et de pilotage du contrat.

Ils ne se subsituent pas aux réunions techniques ayant vocation à organiser et mettre en œuvre les projets individuellement, mais viennent en amont de ces dernières. Les pilotes des axes de travail suivent l'avancée des réunions techniques relatives à leurs axes.

Les principales thématiques de travail identifiées sont les suivantes :

1. Axe de travail marketing ~~et performance~~ ;
2. Axe de travail billettique tarification ;
3. Axe de travail communication ;
4. Axe de travail stratégie patrimoniale ;
~~5. Axe de travail travaux ;~~
5. Axe de travail sécurité ;
6. Axe de travail finance et juridique ;
7. Axe de travail vitesse commerciale
8. Axe de travail qualité ;
9. Axe de travail sûreté et fraude.

Cette liste n'est pas exhaustive. Ainsi, d'autres axes de travail peuvent être identifiés dans le contrat ou dans des annexes thématiques du contrat.

Les axes de travail peuvent évoluer en nombre, en fréquence et en missions, en fonction des études et analyses ou des actions programmées découlant de ces dernières. Ils sont organisés de manière à mobiliser de manière optimale les équipes du Concessionnaire et de l'Autorité concédante.

Selon les sujets, l'Autorité concédante peut décider de mobiliser ses partenaires pour alimenter les réflexions et les travaux des axes de travail.

La présente annexe décrit

- la gamme tarifaire applicable,
- les types de titres délivrés ou acceptés sur le réseau de transport,
- les réseaux acceptant les titres CTS.

L'Autorité concédante est seule compétente pour définir la politique de tarification. Elle informe le Concessionnaire des modifications tarifaires à appliquer. Par conséquent, le Concessionnaire est tenu d'appliquer la structure et les tarifs de ces titres.

Lexique

- Tout public = Personnes âgées de 4 ans et plus
- BSC = Billet Sans Contact
- ALSH = Accueil de Loisir Sans Hébergement
- CB2D = Titre dématérialisé au format Code Barre 2D Régional

Les enfants de moins de 4 ans voyagent gratuitement, sous réserve d'être accompagné d'un adulte muni d'un titre de transport valide.

I- GRILLE ET GAMME TARIFAIRE

- **Achat sur les canaux de distribution hors open-payement et achat à bord**

Le prix du Billet Sans Contact en 1er achat s'ajoute aux tarifs des titres occasionnels hors Alsa+, titres sur commande, P+R, titres monomodaux Fluo 67 et Europass.

Billet Sans Contact en 1er achat	0,20€

Les tarifs ci-dessous s'appliquent sans surcoût en rechargement : sur un Billet Sans Contact, Appli CTS, carte Badgéo.

- **Open-payement**

L'achat d'un titre de transport avec une carte bancaire directement sur valideur s'effectue selon un tarif unique à compter de la mise en service de ce canal de distribution.

Aller simple en open payement, valable pour 1 personne dans l'heure qui suit l'achat, avec ou sans correspondance,	2,10€

- **Achat à bord**

L'achat d'un titre de transport directement à bord du bus s'effectue selon un tarif unique.

Aller simple en vente uniquement à bord des bus, valable pour 1 personne dans l'heure qui suit l'achat, avec ou sans correspondance,	2,50€

- **Titres occasionnels**

Titre	Tarifs au 1er/12/2026	Personnes éligibles aux titres	Validité sur l'ensemble du réseau CTS			Validité sur le réseau CTBR au sein de l'EMS	Validité sur le réseau TER au sein de l'EMS
			Nombre de trajet(s)	Conditions	Nombre de personnes		
Aller simple	1,90€	Tout public	Valable pour un aller simple	Valable dans l'heure qui suit la validation, avec ou sans correspondance, ou dans l'heure qui suit l'achat pour les titres achetés sur l'application mobile en départ immédiat	1	oui	oui*
Aller simple par 2	3,60€	Tout public	Valable pour 2 allers simples	Valable dès la première validation, avec ou sans correspondance, (dans l'heure qui suit la validation)	1		
Aller simple par 10	17,10€	Tout public	Valable pour 10 allers simples		1		
Aller simple par 10 tarif réduit	15,20€	Réservé : - aux enfants de moins de 12 ans, - aux familles nombreuses (carte SNCF ou livret de famille) - aux seniors de 65 ans et plus			1		
Douzepass	7,80€	Réservé aux personnes invalides de guerre et malvoyantes	Valable pour 12 allers simples	Disponible uniquement sur badgeo	1		
Aller simple par 30	47,50€	Tout public	Valable pour 30 allers simples	Valable dès la première validation, avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation), uniquement sur carte Badgéo et appli CTS	1		
24h SOLO	4,60€	Tout public	Valable pour des trajets illimités	24h solo : valable durant 24h glissant à compter de la première validation	1		
24H TRIO	10,20€	Tout public		Valable pendant 24h à compter de la 1ère validation	3		
PASS 3 JOURS 72h solo	10,20€	Tout public		Valable pendant 72 heures consécutives à compter de la première heure de validation.	1		

*Uniquement sur l'application départ immédiat CB2D régional ou au format pdf.

- **Titres de transport disponibles uniquement sur commande**

Titre	Tarifs au 1er/12/2026	Personnes éligibles aux titres	Validité sur l'ensemble du réseau CTS			Validité sur le réseau CTBR au sein de l'EMS	Validité sur le réseau TER au sein de l'EMS
			Nombre de trajet(s)	Conditions	Nombre de personnes		
Carnet de 30 tickets / titre sur commande	53,50€	Réservé aux achats groupés selon canal d'achat spécifique par commande au pôle commercial ou prise de rendez-vous en agence	Carnet contenant 30 BSC chargés d'un aller simple	Valable dès la première validation, avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation)	Chaque BSC est valable pour une personne	oui	non
Sorties scolaires et périscolaires / titre sur commande	gratuit	Réservé aux établissements scolaires de la maternelle au lycée situés sur l'EMS et aux structures réalisant de l'accueil périscolaire pour des communes de l'EMS, les ALSH, IME (**Instituts Médico-Éducatifs)** et structures medico-éducative avec un code RNE (répertoire national des établissements), situés sur le territoire de l'EMS.	Support spécifique dont les modalités d'utilisation sont transmises par l'EMS aux établissements concernés.		Défini sur le support	~~Non~~ Oui, sous réserve des places disponibles et sur réservation préalable auprès de la CTBR	oui*
Aller simple par 10 tarif réduit groupe scolaire	15,40€	Titre destiné aux structures non éligibles à la gratuité selon les conditions de l'EMS, accueillant des enfants de - 12 ans	Un billet sans contact valable pour 1 aller simple en groupe	Valable dès la première validation, avec ou sans correspondance (dans l'heure qui suit la validation)	Valable pour 10 personnes maximum voyageant ensemble, dont 3 adultes maximum et enfants de moins de 12 ans	oui	non
PASS Event 24h	4,20€	Destiné aux congrès, séminaires et colloques pour un minimum d'achat de 100 titres	Valable pour des trajets illimités, à compter de la 1ère validation dès l'heure et la date inscrite sur support CB2D	Valable pendant 24h	Chaque titre est valable pour une personne	oui	oui*
PASS Event 48h	7,30€			Valable pendant 48h			
PASS Event 72h	9,20€			Valable pendant 72h			
PASS Event 96h	12,40€			Valable pendant 96h			
PASS Event 120h	15,40€			Valable pendant 120h			
Carnet Geispolsheim	11,50 €	Tout public – uniquement vendu par la Mairie de Geispolsheim	pour 10 allers simples sur la liaison Geispolsheim Gare et Geispolsheim Village uniquement.	Valable, dès la première validation, sur un billet sans contact.	1	oui	non

* Uniquement sur l'application départ immédiat CB2D régional ou au format pdf.

- **Titres spéciaux**

Titre	Tarifs au 1er/12/2026	Personnes éligibles aux titres	Validité sur l'ensemble du réseau CTS			Validité sur le réseau CTBR au sein de l'EMS	Validité sur le réseau TER au sein de l'EMS
			Nombre de trajet(s)	Conditions	Nombre de personnes		
~~Transport Public /~~ Spécial événement	2,20 €	Tout public sous réserve d'activation du titre sur demande de l'EMS le jour de l'événement	Valable pour des trajets illimités pendant 10h pour les évènements ponctuels (1 journée maximum) nécessitant un renfort d'offre, sur validation de l'EMS.	Valable, dès l'achat, pendant la journée jusqu'à ~~minuit~~ la fin d'exploitation	1	oui	oui*
Racing	2,20 €	Titulaire d'un billet d'accès au Stade de la Meinau	Valable pour le Stade de la Meinau pendant 10h	Valable 4h avant le début du match, uniquement accompagné du billet de l'évènement et 10h après la première validation.	1		oui*
SIG	2,20 €	Titulaire d'un billet d'accès au match de la SIG	Valable pour le Rhénus Sport pendant 10h		1		
TER gratuit EMS	Gratuit	Tout public	Valable pour des trajets illimités en accès libre sans titre sur le réseau CTS, accessible avec CB2D sur TER	Valable uniquement lors du déploiement du plan d'action de l'Eurométropole contre la pollution de l'air	1	oui	oui*

* Uniquement sur l'application départ immédiat CB2D régional ou au format pdf.

- **Abonnements**

Titre	Tarifs au 1er/12/2026	Personnes éligibles aux abonnements	Validité sur l'ensemble du réseau CTS			Accès aux P+R (hors Rotonde)	Accès au P+R Rotonde	Accès à la zone 2 de la TGO	Validité sur le réseau CTBR au sein de l'EMS	Validité sur le réseau TER au sein de l'EMS
			Nombre de trajet(s)	Conditions	Nombre de personnes					
Abonnement 4-17 ans gratuit EMS	Gratuit	Réservé aux enfants entre 4-17 ans résidant dans l'EMS et Kehl et dont les tuteurs résident sur l'Eurométropole de Strasbourg. Les conditions d'accès et les modalités sont détaillées sur le site de la CTS. Des cas dérogatoires (jeunes en situation de handicap de moins de 20 ans, élèves internes, gens du voyage, ASE) peuvent bénéficier de cette gratuité, demande à formuler auprès de l'Eurométropole de Strasbourg.	Valable pour des trajets illimités	Du 1er jour du mois m jusqu'au dernier jour du mois m	1	non	non	non	oui	oui
Tarif Plein Mensuel 4-17 ans /18-25ans /+ 65 ans/PMR Mensuel 26-64 ans	28,00 € 56,00 €	Tout public, en fonction de l'âge – sur justificatif de l'invalidité > 80% et GIC à double barre pour les PMR				oui sans surcoût, sauf 4-17 ans		oui		
Quotient Familial 1 Mensuel 4-17 ans /18-25ans /+ 65 ans/PMR Mensuel 26-64 ans /	3,40 € 5,80 €	Tout public, en fonction de l'âge, avec justificatif de Quotient Familial 1 (jusqu'à 370 inclus), étudiant boursier échelon 5 ou plus – sur justificatif de l'invalidité > 80% et GIC à double barre pour les PMR		Du 1er jour du mois m jusqu'au 5ème jour du mois m+1						
Quotient Familial 2 Mensuel 4-17 ans /18-25ans /+ 65 ans/PMR Mensuel 26-64 ans	7,30 € 13,40 €	Tout public, en fonction de l'âge, avec justificatif de Quotient Familial 2 (de 371 à 582 inclus), étudiant boursier échelon 3 ou 4 – sur justificatif de l'invalidité > 80% et GIC à double barre pour les PMR								
Quotient Familial 3 Mensuel 4-17 ans /18-25ans /+ 65 ans/PMR Mensuel 26-64 ans	13,60 € 25,70 €	Tout public, en fonction de l'âge, avec justificatif de Quotient Familial 3 (de 583 à 795 inclus), étudiant boursier échelon 1 ou 2 – sur justificatif de l'invalidité > 80% et GIC à double barre pour les PMR								
Tarif Plein Annuel 4-17 ans / 18-25 ans/+ 65 ans / PMR Annuel 26-64 ans	280,00 € 560,00 €	Tout public, en fonction de l'âge – sur justificatif de l'invalidité > 80% et GIC à double barre pour les PMR		pendant 1 an (jusqu'au dernier jour du dernier mois)						
Mensuel impersonnel	66,00 €	Abonnement mensuel non nominatif et transmissible		pendant 1 mois (jusqu'au dernier jour du mois)		oui				
Annuel impersonnel	660,00 €	Abonnement annuel non nominatif et transmissible		pendant 1 an (jusqu'au dernier jour du dernier mois)						
Emeraude	Gratuit	Réservé aux anciens combattants de plus de 75 ans résidant dans l'EMS et les veuves de guerre		pendant 6 ans						
Accompagnant d'une personne titulaire d'une carte CMI ou accompagnant obligatoire Mobistras	Gratuit	L'accompagnateur/trice d'une personne titulaire d'une Carte Mobilité Inclusion (CMI) INVALIDITE peut voyager gratuitement sur le réseau CTS sans titre de transport validé dès lors que la personne accompagnée peut présenter un titre de transport validé et sa carte CMI. L'accompagnateur, imposé par la commission d'accès, d'un ayant-droit Mobistras peut accompagner gratuitement au sein du service Mobistras sans titre de transport.		Selon titre de la personne accompagnée	pour une personne accompagnatrice d'un ou d'une titulaire de Carte Mobilité Inclusion (CMI) INVALIDITE ou Mobistras					

- **Parking Relais (P+R)**

Titre	Tarifs au 1er/12/2026	Personnes éligibles aux titres P+R	Validité sur l'ensemble du réseau CTS Nombre de trajet(s)	Conditions	Nombre de personnes	Accès aux P+R hors Rotonde et Elsau	Accès au P+R Elsau	Accès au P+R Rotonde	Validité sur le réseau CTBR au sein de l'EMS	Validité sur le réseau TER au sein de l'EMS
P+R VL journée	4,20 €	Tout public	Valable pour des trajets illimités durant la période de stationnement, pour un maximum de 72h, incluant le stationnement sur P+R yc Rotonde	Dès la première validation, jusqu'à 1h59 le lendemain de l'entrée dans le parking-relais.	pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble	oui	oui	oui	non	non
P+R VL 24h	7,20€			Pendant 24h, dès la première validation						
P+R VL 48h	14,40€			Pendant 48h, dès la première validation						
P+R VL 72h	21,60€			Pendant 72h, dès la première validation. Au-delà de cet horaire, une majoration de 20 € est appliquée par 24h supplémentaire.						
P+R Camping-car	9,80€	Réservé aux camping-cars de moins de 3 mètres	Valable pour des trajets illimités durant la période de stationnement, pour un maximum de 72h, incluant le stationnement sur P+R	Stationnement pour la journée (jusqu'à 1h59 le lendemain de l'entrée). Au-delà de cet horaire, une majoration de 20€ est appliquée par jour supplémentaire.	pour 1 à 7 personnes voyageant ensemble	non	oui	non	non	non
P+R Car TR	22,00€	Réservé aux cars et camping-cars de plus de 3 mètres								
P+R Car	43,00€	Tout public	Valable pour un aller-retour le jour du stationnement		pour tous les passagers du car dans la limite de 80 titres					
Abonnement Mensuel P+R Rotonde	66,00 €	Tout public	Valable pour des trajets illimités, incluant le stationnement sur P+R yc Rotonde	pendant 1 mois (du 1er au dernier jour du mois)	1	oui	oui	oui	oui	oui
Abonnement Annuel P+R Rotonde	660,00 €	Tout public		pendant 1 an (jusqu'au dernier jour du dernier mois)						

- **Titres intermodaux**

Les titres intermodaux Alsa+ 24h EMS, Alsa + Départemental, Alsa+ Régional, Europass 24H et Europass Mini 24h sont valables durant 24 heures en départ immédiat, c'est-à-dire à compter de la date et de l'heure d'achat

Titre	Tarifs au 1er/12/2026	Personnes éligibles aux titres intermodaux	Nombre de trajets	Conditions	Nombre de personnes	Accès aux P+R yc Rotonde	Validité sur le réseau TGO	Validité sur le réseau CTBR au sein de l'EMS	Validité sur le réseau TER au sein de l'EMS
Europass 24h	11,00 €	Tout public	Valable pour des trajets illimités	dès l'achat (départ immédiat) durant 24h	pour 1 adulte et 2 enfants de 4 à 12 ans	non	oui, au sein de l'Ortenau	oui	oui
Europass Family	16,60 €				pour 2 adultes et 2 enfants de 4 à 12 ans				
Europass Mensuel	89,00 €			Pendant 1 mois (du premier au dernier jour du mois)	1		oui, dans les zones 2 et 5		
Europass 24h Mini	7,80 €			dès l'achat (départ immédiat) durant 24h	pour 1 adulte et 2 enfants de – 12 ans		oui dans la zone 2 du réseau TGO et la commune d'Appenweier		
Europass Family Mini	12,80 €				Pour 2 adultes et 2 enfants de – 12 ans				
Europass Mensuel Mini	70,20 €			Pendant 1 mois (du premier au dernier jour du mois)	1				
Presto Hebdo combiné CTS Presto Mensuel combiné CTS Presto Annuel combiné CTS	Selon trajets TER	26 ans et plus	Valable pour des trajets illimités	dès l'achat, selon la formule d'abonnement choisie	1		non	non	oui
Primo Hebdo combiné CTS Primo mensuel combiné CTS	Selon trajets TER	Moins de 26 ans							
Alsa+24H EMS Alsa + 24H Bas-Rhin Alsa + 24H territoire Alsace	4,60€ 26,50€ 43,00€	Tout public	Valable pour des trajets illimités sur tous les réseaux de la zone choisie. La liaison SNCF Strasbourg-Kehl est exclue.	dès l'achat (départ immédiat) durant 24h	1		non	oui	oui
Alsa + Groupe Journée EMS Alsa + Groupe Journée Bas-Rhin Alsa + Groupe Journée territoire Alsace	7,20 € 28,00€ 45,00€			dès l'achat (départ immédiat) dans la journée jusqu'à minuit uniquement les samedis, dimanches et jours fériés	pour 5 personnes voyageant ensemble				
Aller simple FLUO 67	2.50 €		Titre unitaire interurbain CTBR Fluo 67	dès l'achat (départ immédiat)	1			oui	non
Aller simple combiné CTS FLUO 67	3,50 €		Valable pour un aller simple sur l'ensemble du réseau CTS et le réseau CTBR	Valable dès la première validation, avec ou sans correspondance (dans l'heure et demi qui suit la validation)					oui
Pic de pollution FLUO 67	2.50 €		Titre unitaire interurbain CTBR Fluo 67	dès l'achat (départ immédiat)					non

Titre	Tarifs au 1er/12/2026	Personnes éligibles aux titres intermodaux	Nombre de trajets	Conditions	Nombre de personnes	Accès aux P+R yc Rotonde	Validité sur le réseau CTBR au sein de l'EMS	Validité sur le réseau TER au sein de l'EMS
Pass Mobilité mensuel**		Tout public en fonction de l'âge + permis de conduire	Valable pour des trajets illimités sur l'ensemble du réseau CTS, et l'ensemble des Véloparcs CTS. L'accès aux véloparcs en ouvrage Gare et Sainte-Aurélie est exclu. S'y ajoute : l'accès illimité à la location Vélhop, la location Citiz. Les parts reversées à chaque exploitant sont inscrites dans une convention ad hoc. L'écart entre le prix public et la part reversée à Véllhop n'est pas compensée par l'EMS.		1	oui		
Demi-tarif 18-25 ans / 65+	43,00€			durant 1 mois (jusqu'au dernier jour du dernier mois),				
Tarif plein 26-64 ans	68,10€							
Pass Mobilité annuel				durant 1 an (jusqu'au dernier jour du dernier mois),			oui	oui
Pass Mobilité Liberté 18-25/ 65 +***	334 €							
Pass Mobilité Liberté 26-64***	597 €							
Pass Mobilité Premium 18-25 / 65 +***	430 €							
Pass Mobilité Premium 26-64***	681 €							
Pass Mobilité Demi-tarif 18-25 / 65 +**	430 €							
Pass Mobilité Tarif plein 26-64**	681 €							
PassMobilité Entreprise*******	923 €	Personne détentrice du permis de conduire	Valable pour des trajets illimités sur l'ensemble du réseau CTS, et l'accès illimité à la location Vél'hop, les Véloparcs, la location Citiz+Yea ! au tarif Fréquence	/				

** En vente en 2026, à partir de la mise en œuvre de la nouvelle formule du Pass Mobilité demi-tarif/tarif plein, en remplacement des formules liberté/premium
*** En vente jusqu'au déploiement de la nouvelle formule du Pass Mobilité demi-tarif/tarif plein, puis retiré de la vente.

II- AUTRES RÉSEAUX ACCEPTANT LES TITRES CTS

- **Réseau CTBR**
  Les clients possédant un titre de transport urbain (occasionnel ou abonnement) valide sur le réseau CTS, sont également acceptés à bord des véhicules fluo Grand Est 67 pour un déplacement dans le périmètre de l'Eurométropole de Strasbourg.

- **Réseau TER**
  Les clients titulaires d'un abonnement mensuel ou annuel résidant au sein de l'Eurométropole de Strasbourg, peuvent bénéficier d'une contremarque, sur présentation d'un justificatif de domicile, leur permettant de voyager sur les lignes TER au sein du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg. La liaison SNCF Strasbourg-Kehl est exclue.
  Les titres occasionnels disponibles en départ immédiat sur l'application CTS (format CB2D) permettent également de voyager sur le TER au sein du territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

- **Réseau allemand TGO**
  Les clients titulaires d'un abonnement mensuel ou annuel (hors abonnement 4-17 ans gratuit) résidant au sein de l'Eurométropole, peuvent voyager sur le réseau de la TGO en zone 2 en présentant un justificatif d'achat sur lequel figure leur adresse.

III- AUTRES TITRES ACCEPTÉS SUR LE RÉSEAU CTS :

- **Combinés CTS CTBR**
  Le ticket Réseau FLUO Grand Est COMBINE permet de pouvoir accéder au réseau Fluo ainsi qu'au réseau de la CTS. Ce titre est disponible en ticket simple ainsi qu'en abonnement mensuel ou annuel.

- **Titres SNCF Abonnements Primo et Presto sur carte SimpliCité**
  Cet abonnement est valable sur le réseau TER (en fonction du tronçon SNCF acheté par le client), sur tout le réseau TER à l'intérieur de l'EMS, et sur le réseau CTS, sur présentation de la carte Simplicité.

- **Titres TGO**
  Les titres TGO sont valables :
  - Du lundi au vendredi, et doivent obligatoirement comporter la mention « zone 2 ou 5 » pour être valable sur la ligne D
  - Le samedi, le dimanche et les jours fériés, pas de mention spécifique nécessaire, tous les titres sont valables sur la ligne D (liste des visuels des titres acceptés remis sur demande à l'Autorité concédante)
    - Si l'abonné dispose d'un abonnement mensuel ou hebdomadaire adulte : il peut circuler avec 1 adulte et 2 enfants de moins de 15 ans (ou tous ses enfants dès lors qu'ils ont moins de 15 ans)
    - Si l'abonné est un scolaire : il peut circuler avec ses parents et ses frères et sœurs sans limite d'âge ni de nombre

IV- PROFIL DES BÉNÉFICIAIRES DE LA TARIFICATION SOLIDAIRE ET JUSTIFICATIFS

L'article L 114-8 du code des relations entre le public et l'administration prévoit l'échange de données ciblées afin de faciliter le parcours client, et de lutter contre le non-recours. L'utilisation par la CTS des API CAF & MSA, API étudiant et API étudiant boursier facilite les démarches de demande d'abonnement solidaire auprès des usagers par l'allégement des justificatifs demandés. Dans ce cadre, les données nécessaires à la création d'un profil de tarification solidaire sont listées ci-dessous, en fonction de la situation du bénéficiaire.

- foyer CAF & MSA dont le QF ≤ 795 (allocataire, conjoint, enfants), quel que soit le lieu de résidence, sur présentation de leur attestation QF CAF, ou attestation QF EMS en l'absence de QF CAF
- les étudiants :
  - boursiers, sur présentation de leur notification de bourse du CROUS échelons 1 ou plus
  - non boursiers dont le QF CAF ≤ 795 :
    - Si QF CAF > 242, sur présentation de leur attestation de quotient familial CAF
    - Si QF CAF ≤ 242 , sur présentation de leur attestation de QF EMS et l'e-mail associé

Les tarifs appliqués à chaque profil sont décrits au I. Grille et gamme tarifaire – abonnements.

Strasbourg.eu
eurométropole

37

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim - Gestion et mise en œuvre des mesures de réduction des impacts:
- Obligation Réelle Environnementale (ORE) avec la commune de Nordhouse,
- Reconduction de la convention financière avec le Conservatoire d'Espaces Naturels-Alsace.

Numéro E-2026-847

La création d'un nouveau champ captant d'alimentation en eau potable sur la commune de Plobsheim, projet engagé de longue date, vise à sécuriser et diversifier l'approvisionnement en eau potable du territoire eurométropolitain. L'exploitation de ce futur champ captant va entrainer divers impacts dont les effets seront variables, tant par leur nature que par leur importance et leur durée.

Aussi l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2014 déclarant le projet d'utilité publique et autorisant les travaux du champ captant a également prescrit la mise en œuvre de mesures visant à compenser ou à réduire ces impacts.

La présente délibération a pour objet de préciser les modalités de mise en œuvre de gestion de 2 zones de compensation des impacts sur les communes de Nordhouse d'une part, et de Blaesheim d'autre part.

- **Obligation Réelle Environnementale (ORE) avec la commune de Nordhouse.**

Les pompages du champ captant de Plobsheim vont entrainer l'altération d'environ 2,38 ha de zones humides forestières sur la commune de Nordhouse. Afin de limiter les impacts d'asséchement par affleurement de la nappe qui pourrait peser sur certaines espèces protégées comme la Laîche faux-souchet, le projet prévoit de réalimenter des dépressions humides de façon temporaire. Pour ce faire, la commune de Nordhouse, souhaitant valoriser son patrimoine naturel, apporte son soutien à la démarche par la mise à disposition de son foncier.

Pour cela il est convenu de recourir à une convention portant Obligation Réelle Environnementale (ORE), dispositif foncier de protection de l'environnement codifié à

l'article L. 132-3 du Code de l'environnement. Cette convention fait alors naître des obligations durables de protection de l'environnement, telles que le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques.
Cette convention permettra de garantir la pérennité de la mesure de réduction environnementale, tout en permettant à la commune de demeurer propriétaire des terrains sur laquelle cette mesure est mise en œuvre.

En contrepartie des engagements souscrits par la commune de Nordhouse au titre de la convention portant ORE, l'Eurométropole versera à la commune une indemnité fixée à un euro symbolique (1 €), selon les modalités définies dans la convention.

- **Reconduction de la convention financière avec le Conservatoire d'Espaces Naturels - Alsace**

Dans le cadre de actions de compensation – réduction des impacts du champ captant de Plobsheim, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en oeuvre un contrat portant Obligation Réelle Environnementale pour organiser la maîtrise foncière d'un site de compensation sur une parcelle de 7,8 ha, propriété de la commune de Blaesheim. Cette ORE conclu entre l'Eurométropole de Strasbourg, (délibération de la commission permanente du 14 février 2020) la commune de Blaesheim, propriétaire du foncier, et le Conservatoire d'Espaces Naturels- Alsace, opérateur de compensation, a pris effet le 3 juillet 2020 pour une durée de 99 ans.

La présente délibération concerne le renouvellement de la convention financière liant l'Eurométropole de Strasbourg et le Conservatoire d'Espaces Naturels- Alsace, pour la mise en œuvre des actions nécessaires à la restauration écologique du site.

Les conventions financières précédentes portaient sur les périodes 2020-2022 et 2023-2025. La présente convention porte sur la période 2026-2028. Le budget global prévisionnel nécessaire à la réalisation des actions retenues (diagnostic préalable avant travaux, travaux de restauration d'une ancienne peupleraie en prairie humide, suivi écologique après travaux) pour cette période est plafonné à 264 025 €, réparti de la manière suivante :

Année	Budget annuel prévisionnel
2026	191 603 €
2027	30 607 €
2028	41 815 €

Je vous demande de bien vouloir approuver le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 14 février 2020

vu la délibération du Conseil municipal de Blaesheim en date du 5 décembre 2019
vu la délibération avis du Conseil municipal de Nordhouse en date du 7 septembre 2026
après avis du Conseil d'administration du Conservatoire d'Espaces Naturels - Alsace
sur proposition de la Commission plénière
après avoir délibéré

approuve

- *la conclusion d'une convention financière entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Conservatoire d'Espaces Naturels- Alsace, relative au contrat portant Obligation Réelle Environnementale sur la commune de Blaesheim sur la période 2026-2028,*

- *la conclusion d'une convention portant Obligation Réelle Environnementale visant la mise en œuvre d'une mesure de réduction des impacts du champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim sur la parcelle : Commune de Nordhouse / Section 000-0F n° 1353 ;*

décide

- *le versement d'un euro symbolique à la commune de Nordhouse, collectivité territoriale identifiée au SIREN n° 216 703 363, domiciliée au 14 rue du Maréchal Leclerc 67150 NORDHOUSE,*

- *l'imputation des dépenses sur les crédits disponibles sur la ligne budgétaire 2315.01 fonction 811 programmes 352 et 852 du budget annexe de l'eau ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214143-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CONVENTION FINANCIERE
EXERCICE 2026-2028

VISANT LA MISE EN ŒUVRE D'UN CONTRAT PORTANT OBLIGATION RÉELLE ENVIRONNEMENTALE UTILISÉ À DES FINS DE COMPENSATION

DOCUMENT PROVISOIRE

Entre

L'Eurométropole de Strasbourg, collectivité territoriale identifiée au SIREN n° 246 700 488, domiciliée au Centre Administratif, 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG Cedex,
représentée par sa Vice-présidente, Madame Michèle KANNENGIESER, agissant en application l'arrêté portant délégation de fonction du 15 mai 2026, dûment habilité à l'effet de la présente,

Ci-après dénommée **« l'Eurométropole »,**

Et

Le Conservatoire des Sites Alsaciens, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Thann sous le volume 49 folio numéro 22, et dont le siège est 3 Rue de Soultz 68700 CERNAY,
représentée par son Président en exercice,Monsieur Maurice WINTZ,

Ci-après dénommée **« le Conservatoire »,**

L'Eurométropole et le **Conservatoire** étant également nommés ci-après collectivement « **les Parties** ».

La présente convention ci-après dénommée la **Convention**.

Vu,

- la délibération de la Commission Permanente (Bureau) du Conseil de l'Eurométropole du 14 février 2020 qui approuve la convention portant Obligation Réelle Environnementale visant la mise en œuvre d'une mesure compensatoire des impacts du champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim ;
- la délibération du Bureau du Conservatoire des Sites Alsaciens du [jour mois 2026] qui approuve la Présente convention financière ;
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 6 novembre 2026 qui approuve la Présente convention financière.

Préambule :

Dans le cadre de la mise en œuvre d'une mesure compensatoire des atteintes à l'environnement du champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim, l'Eurométropole a mobilisé un contrat portant Obligation Réelle Environnementale (ORE) pour organiser la maîtrise foncière d'un site de compensation. Ce contrat, codifié à l'article L.132-3 du Code de l'environnement, a été approuvé par délibération du Conseil de l'Eurométropole le 14 février 2020. Il a été conclu entre (1) la commune de Blaesheim, propriétaire foncier, (2) le Conservatoire, opérateur de compensation reconnu d'utilité publique et conservatoire d'espaces naturels agréé au titre de l'article L414-11 du code de l'Environnement, et (3) l'Eurométropole, débiteur de l'obligation de compenser. Cette convention portant ORE a pris effet le 03 juillet 2020 pour une durée de 99 ans, et porte sur une parcelle de 7,8 ha à Blaesheim.

À cette occasion, l'Eurométropole, seule responsable à l'égard de l'autorité administrative qui a prescrit les mesures compensatoires, s'est engagée à financer les frais nécessaires à la mise en œuvre de la restauration écologique du site.

Ces frais sont organisés au travers de conventions financières pluriannuelles en faveur du Conservatoire. Les deux conventions financières précédentes étant désormais échues, une nouvelle convention est requise.

Dans ce cadre et pour la période en cours, la présente Convention financière 2026-2028 définit les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1er : Objet de la convention

La présente Convention a pour objet de définir les modalités de financement de l'ORE susvisée pour la période 2026-2028, conformément aux obligations règlementaires applicables.

Article 2 : Montant de la convention

L'Eurométropole attribue au Conservatoire un financement d'un montant total de 264 025 € destiné à la réalisation des mesures de compensation environnementale décrites dans l'ORE pour la période 2026-2028.

Les Parties conviennent que la présente Convention s'inscrit dans la continuité de la convention précédente signée le 25 mai 2023.

Dans ce cadre, un rephasage budgétaire est opéré entre la convention précédente et la présente convention afin de tenir compte de l'état d'avancement du projet.

Les montants non consommés au titre de la précédente convention, estimés à 65 036 €, sont réaffectés dans le cadre de la présente Convention, sans modification de l'objet de la convention portant ORE.

En conséquence, les Parties approuvent une nouvelle répartition des crédits et un ajustement de l'échéancier financier applicable à la présente convention.

Les montants annuels prévisionnels répartis ainsi :

Exercice	Budget annuel prévisionnel
2026	191 603 €
2027	30 607 €
2028	41 815 €

DOCUMENT PROVISOIRE

Les Parties conviennent que les montants annuels pourront faire l'objet d'un rephasage entre les différentes années d'exécution de la convention, sans modification du montant global.

Le montant global de la convention pourra également être révisé à la hausse par avenant signés entre les Parties, notamment en cas d'évolution du projet, d'extension des besoins financés ou de disponibilité budgétaire complémentaire de l'Eurométropole.

Enfin, le Conservatoire n'étant pas assujetti à la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A.), les montants indiqués dans la présente Convention sont ainsi considérés comme des montants toutes taxes comprises (T.T.C.).

Article 3 : Modalités de versement

3.1. Acomptes

Un acompte sera versé au Conservatoire à la signature de la présente Convention, puis au début de chaque exercice. Le montant des acomptes est fixé à 50% du montant annuel.

Date de versement des acomptes	Acompte
Dès la signature de la présente convention	95 801,5 €
Mars 2027	15 303,5 €
Mars 2028	20 907 €

3.2. Décomptes

Pour chaque exercice annuel, un décompte annuel sera établi par le Conservatoire et transmis à l'Eurométropole au mois de mars.

Ce décompte annuel devra notamment faire apparaître les sommes versées au titre de l'exercice, les dépenses effectivement engagées, l'état d'avancement des actions financées et le solde éventuel restant à verser ou à régulariser.

L'Eurométropole pourra demander toute précision ou pièces complémentaires nécessaires à la validation du décompte annuel.

3.3. Pièces justificatives

Le Conservatoire s'engage à fournir toute pièces justificative permettant de vérifier la réalité et la conformité des dépenses engagées dans le cadre de la présente Convention.

Ces pièces pourront notamment comprendre : factures acquittées, devis, relevés bancaires, contrats ou bons de commande, feuilles de présence ou rapport d'activité, tout autre document utile à la justification des dépenses.

L'Eurométropole pourra suspendre tout versement en l'absence de transmission des pièces justificatives requises.

3.4. Transmission des factures

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

Eurométropole de Strasbourg
Direction de l'eau et des risques environnementaux
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG Cedex
France

Elles seront adressées par le portail Chorus Pro à l'adresse https://chorus-pro.gouv.fr. Les informations suivantes seront à rappeler :

DOCUMENT PROVISOIRE

- identifiant de la collectivité budget : 24670048800033 EUROMET EAU ;
- numéro d'engagement de la collectivité.

3.5. Versement

Les versements seront effectués par l'Eurométropole par virement bancaire, dans un délai de trente (30) jours calendaires à compter de leur date d'émission, à l'ordre du Conservatoire au compte ouvert à :

Crédit mutuel Mulhouse Saint Paul
IBAN : FR76 1027 8030 0700 0144 6184 026
Code banque : 10278
Code guichet : 03007
Numéro de compte : 00014461840
Clé RIB : 26

Article 4 : Engagements des Parties

4.1. Engagement du Conservatoire

Le Conservatoire s'engage à :

- mettre en œuvre tous les moyens humains, technique et financiers nécessaires à la bonne réalisation de l'ORE pour la période 2026-2028 ;

- utiliser les financements attribués exclusivement pour la réalisation de l'ORE pour la période 2026-2028 ;

- respecter l'ensemble des dispositions légales, réglementaires et administratives applicables à ses activités ;

- assurer une gestion financière rigoureuse des fonds reçues et conserver l'ensemble des justificatifs relatives à leur utilisation pendant la durée légale de conservation ;

- transmettre à l'Eurométropole les rapports d'activité et comptes rendus financiers et tout document permettant d'évaluer la réalisation des objectifs poursuivis ;

- de manière générale, faciliter le contrôle par les services de l'Eurométropole de la bonne utilisation du financement accordé, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- informer sans délai l'Eurométropole de tout évènement susceptible d'affecter l'exécution de la présente Convention ou l'atteinte des objectifs fixés ;

- respecter l'ensemble des règles afférentes au statut de pouvoir adjudicateur dans la passation et l'exécution des marchés publics financés par la présente convention ;

- mentionner le soutien de l'Eurométropole dans ses supports de communication relatifs aux actions finacées.

4.2. Engagement de l'Eurométropole

L'Eurométropole s'engage à :

- verser les contributions financières prévues à l'article relatif aux modalités de financement, sous réserve du respect par le Conservatoire de ses obligations conventionnelles ;

DOCUMENT PROVISOIRE

- accompagner le Conservatoire dans la mise en œuvre du partenariat et faciliter les échanges nécessaires à la bonne exécution de la convention ;

- examiner les rapports et documents transmis par le Conservatoire dans des délais raisonnables ;

- informer le Conservatoire de toute modification susceptible d'avoir une incidence sur l'exécution de la présente Convention.

4.3 Coopération entre les Parties

Les Parties s'engagent à coopérer de bonne foi pendant toute la durée de la convention, à échanger les informations nécessaires à son exécution et rechercher conjointement toute solution permettant de surmonter les difficultés rencontrées dans la réalisation des actions financées.

Article 5 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2026-2028. Elle entrera en vigueur au lendemain de sa signature.

À l'échéance de la présente convention, les Parties s'engagent à se réunir pour élaborer le contenu de la convention pluriannuelle pour la durée de l'exercice budgétaire suivant, conformément à l'article 6 de la convention portant ORE.

Article 6 : Résiliation

En cas de non-respect des obligations prévues par la présente Convention, celle-ci pourra être résiliée après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de 60 jours.

L'Eurométropole pourra demander le remboursement total ou partiel des sommes indûment utilisées.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Article 8 : Litiges

La Présente convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, les Parties s'efforceront de rechercher un accord amiable dans un délai de 6 mois à compter de la dénonciation d'une des Parties. À défaut d'accord amiable, tout différend portant sur la Présente convention sera portée devant le tribunal compétent.

Article 9 : Annexes

Annexe n°1 : délibération du Bureau du Conservatoire des Sites Alsaciens
Annexe n°2 : délibération du Conseil de l'Eurométrpopole
Annexe n°3 : avis de la commune de Blaesheim

Fait en 2 exemplaires,

DOCUMENT PROVISOIRE

Fait à Le EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1, parc de l'Etoile 6707 STRASBOURG CEDEX	Fait à Le CONSERVATOIRES DES SITES ALSACIENS 3, rue de Soultz 68700 CERNAY
Représentée par **Michèle KANNENGIESER** Vice-Présidente	Représentée par **Maurice WINTZ** Président

DOCUMENT PROVISOIRE

Département du Bas-Rhin

République Française

COMMUNE DE NORDHOUSE

Extrait du Registre
des délibérations du Conseil Municipal

Membres en exercice : 19
Membres présents : 18
Membres absents : 01
Membres ayant
donné une procuration : 01
Date de la convocation : 02/09/2026
Délibération n°2026087
8.8

Séance du 07 septembre 2026
Sous la présidence de
Monsieur Jean-Marie ROHMER

Présents : ROHMER Jean-Marie - HARTMANN Sébastien - COUSIN Isabelle - FENDER Florent - BRAUNSTEIN Patricia - FENDER Didier - SCHECKLE Carole - HERR Tania - WEIL Sylvain - LANAUD Olivier - HISS Florian - SCHAAL Aurélie - MALLICK Amandine - HERTRICH Nicolas - BLANDIN Paul - JUDIC Priscilla – MERRAN Meryl - SPARD Quentin

Absents excusés : Céline CONTAL

Secrétaire : SOLA Chantal

Point n°13 de l'ordre du jour : Convention portant Obligation Réelle Environnementale (ORE)

L'exploitation du futur champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim pourrait impacter 2.38 ha de zones humides forestières à Nordhouse.

Ainsi, l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2014 déclarant le projet d'utilité publique et autorisant les travaux du champ captant prévoit, entre autres, la mise en œuvre préalable d'une mesure de réduction des dommages sur les zones humides à Nordhouse.

Aussi, l'Eurométropole prévoit de réalimenter certaines dépressions humides de façon temporaire afin de limiter l'assèchement sur les zones humides et ses conséquences écologiques sur les espèces grâce à la construction de petits ouvrages.

Dans ce contexte, la mise en place d'un contrat d'Obligation Réelle Environnementale (ORE), dispositif foncier de protection de l'environnement codifié à l'article L. 132-3 du Code de l'environnement, peut être mobilisé.
En effet, établi en la forme authentique, une ORE est conclue entre le propriétaire foncier, la commune de Nordhouse, désireuse de participer à la protection de l'environnement et un cocontractant non-propriétaire, l'Eurométropole, débiteur d'une obligation de réduire les effets d'un projet d'aménagement. Cette obligation concerne la parcelle Section F n° 1353 d'une surface de 284 092 m².
Ce contrat fait alors naître des obligations durables de protection de l'environnement, telles que le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques.

Accusé de réception en préfecture
067-216703363-20260907-2026087-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

Cette convention permettra de garantir la pérennité des mesures de protection environnementale, tout en permettant à la commune de demeurer propriétaire des terrains sur laquelle ces mesures sont mises en œuvre.

En contrepartie des engagements souscrits par la commune de Nordhouse au titre de la convention portant ORE, l'Eurométropole versera à la commune une indemnité fixée à un euro symbolique (1 €), selon les modalités définies dans la convention.
La présente obligation réelle environnementale est consentie pour une durée de 30 ans à compter de sa signature par toutes les Parties.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, décide :

- d'approuver la conclusion d'une convention portant Obligation Réelle Environnementale visant la mise en œuvre d'une mesure de réduction des impacts du champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim sur la parcelle communale cadastrée Section F n° 1353

- d'autoriser Mme COUSIN, adjointe au maire, à signer ladite convention portant Obligation Réelle Environnementale

- d'autoriser M le Maire à authentifier la convention signée entre les parties

Adopté à l'unanimité

NORDHOUSE, le 07 septembre 2026
Le Maire,
Jean-Marie ROHMER

Délibération rendue exécutoire
en date du 7 septembre 2026
Le Maire,
Jean-Marie ROHMER

Accusé de réception en préfecture
067-216703363-20260907-2026087-DE
Date de télétransmission : 24/09/2026
Date de réception préfecture : 24/09/2026

CONVENTION PORTANT
OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE

VISANT LA MISE EN ŒUVRE D'UNE MESURE DE REDUCTION DES IMPACTS DU CHAMP CAPTANT D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE PLOBSHEIM

Reçu en forme authentique, par Monsieur Jean-Marie ROHMER, maire de Nordhouse, en application de l'article L.1311-14 du Code général des collectivités territoriales permettant aux maires des communes et les présidents des conseils départementaux de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, les présidents des établissements publics rattachés à une collectivité territoriale ou regroupant ces collectivités et les présidents des syndicats mixtes qui ont leur siège dans ces départements, le président du conseil régional d'Alsace ainsi que le président du conseil régional de Lorraine pour les actes soumis à publication au livre foncier, les actes concernant le droits réels immobiliers ainsi que les baux passés, en la forme administrative, par ces collectivités et établissements publics, soussigné,

A la requête des personnes ci-après identifiées

****

ENTRE

La COMMUNE DE NORDHOUSE, collectivité territoriale identifiée au SIREN n°216 703 363, domiciliée au 14 RUE DU MARECHAL LECLERC 67150 NORDHOUSE,
représentée par Madame Isabelle COUSIN, adjointe au Maire, agissant en vertu de la délibération du Conseil Municipal du 07 septembre 2026,

Ci-après dénommée « **la Commune** » ;

ET

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, collectivité territoriale identifiée au SIREN n°246 700 488, domiciliée au Centre Administratif, 1 parc de l'Etoile 67076 Strasbourg Cedex,
représentée par Monsieur Etienne WESTPHAL, Vice-Président, agissant en application de l'arrêté de délégation de fonction du 15 juillet 2026 et de la délibération du 06 novembre 2026,

Ci-après dénommée « **l'Eurométropole** »

La Commune et l'Eurométropole étant également dénommées ci-après collectivement « **les Parties** »,

La présente convention portant Obligation Réelle Environnementale étant ci-après dénommée « **la Convention** ».

Vu la délibération du Conseil municipal de la commune de Nordhouse du 07 septembre 2026 ;
Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 06 novembre 2026.

EXPOSE PREALABLE

L'exploitation du futur champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim va conduire à divers impacts dont les effets seront variables, tant par leur nature que par leur importance et leur durée. Ainsi, l'arrêté préfectoral du 4 septembre 2014 déclarant le projet d'utilité publique et autorisant les travaux du champ captant prévoit, entre autres, la mise en œuvre préalable d'une mesure de réduction des dommages sur les zones humides à Nordhouse.

En effet, le rabattement de la nappe induit par les pompages entraine l'altération de 2.38 ha de zones humides forestières à Nordhouse. Selon les modalités d'exploitation, l'assèchement peut être suffisamment intense pour affecter l'affleurement de la nappe, de surcroît lors de périodes de sécheresse. En outre, cet assèchement pourrait peser sur certaines espèces protégées comme la Laîche faux-souchet et certains amphibiens (Triton alpestre, Triton ponctué, Grenouille agile, Crapaud commun), dont le développement, déjà incertain, exige l'inondation au moins quelques semaines dans l'année.

Aussi, l'Eurométropole prévoit de réalimenter certaines dépressions humides de façon temporaire afin de limiter l'assèchement sur les zones humides et ses conséquences écologiques sur les espèces.

Pour ce faire, la commune de Nordhouse, souhaitant valoriser son patrimoine naturel, apporte son soutien à la démarche par la mise à disposition de son foncier.

Dans ce contexte, la mise en place d'un contrat d'Obligation Réelle Environnementale (ORE), dispositif foncier de protection de l'environnement codifié à l'article L. 132-3 du Code de l'environnement, peut être mobilisé. En effet, établi en la forme authentique, une ORE peut être conclue entre un propriétaire foncier, public ou privé, désireux de participer à la protection de l'environnement et un cocontractant non propriétaire, débiteur d'une obligation de réduire les effets d'un projet d'aménagement. Ce contrat fait alors naître des obligations durables de protection de l'environnement, telles que le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques.

Cette convention permettra de garantir la pérennité de la mesure de réduction environnementale, tout en permettant à la commune de demeurer propriétaire des terrains sur laquelle cette mesure est mise en œuvre.

EN CONSEQUENCE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT

****

ARTICLE 1 : OBJET

La Présente convention a pour objet de constituer une obligation réelle environnementale conformément aux dispositions de l'article L.132-3 du Code de l'environnement, grevant la parcelle désignée à l'article 2.

Cette obligation a pour finalité d'assurer la mise en œuvre, le maintien et la pérennisation d'une mesure de réduction écologique destinée à limiter les impacts résiduels significatifs de l'exploitation du champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim, autorisé par arrêté préfectoral du 4 septembre 2014 et l'arrêté modificatif à venir.

ARTICLE 2 : PARCELLE GREVEE

La présente obligation réelle environnementale grève la parcelle appartenant à la Commune et cadastrée comme suit :

Section	Numéro	Surface
000-0F	1353	284 092 m²

Un plan parcellaire est annexé à la présente Convention.

ARTICLE 3 : OBJECTIFS ECOLOGIQUES ATTENDUS

3.1 Enjeux

La parcelle grevée de l'obligation réelle environnementale présente des enjeux liés à la présence de huit dépressions alluviales affleurantes, l'une d'entre elles accueillant une espèce végétale protégée, la Laîche faux-souchet, et plusieurs espèces d'amphibiens protégées (Triton alpestre, Triton ponctué, Grenouille agile et Crapaud commun, ce dernier étant non reproducteur au sein même de la forêt).

3.2 Objectifs

La mesure de réduction mise en œuvre vise à limiter les effets de l'assèchement d'1 ha d'aulnaie-frênaie, 0,71 ha de zones humides pédologiques affleurantes et 0,67 ha de zones humides sub-affleurantes, lesquelles abritent pour partie les espèces protégées précitées (voir Illustration 1).

Pour ce faire, de l'eau pompée depuis la nappe phréatique est acheminée depuis le champ captant vers des dépressions topographiquement et pédologiquement favorables afin de recréer des conditions humides temporaires. Une analyse fine de la topographie appuyée de tests de perméabilité et combinée aux données pédologiques a permis de cibler les dépressions les moins filtrantes, qui seront, pour certaines, reliées par des chenaux d'alimentation.

3.3 Mise en œuvre

En dehors des systèmes de pompages (situés en dehors du périmètre de l'obligation réelle environnementale), la parcelle grevée de l'obligation réelle environnementale nécessite la création (voir Illustration 1) :

- de chenaux d'alimentation ;
- de merlons de terre pour limiter les écoulements ;
- de trois fosses de dissipation d'énergie ;

- de cinq passages à gué au droit des chemins d'exploitation, aux endroits où ceux-ci croisent les chenaux d'alimentation.

La mise en eau cible la période tardi-hivernale / printanière (soit environ 3 mois) afin de limiter également les effets du rabattement sur les amphibiens dont le succès de reproduction dépend de la présence d'eau au printemps, tout en gardant la possibilité d'adapter les réinjections en période estivale le cas échéant.

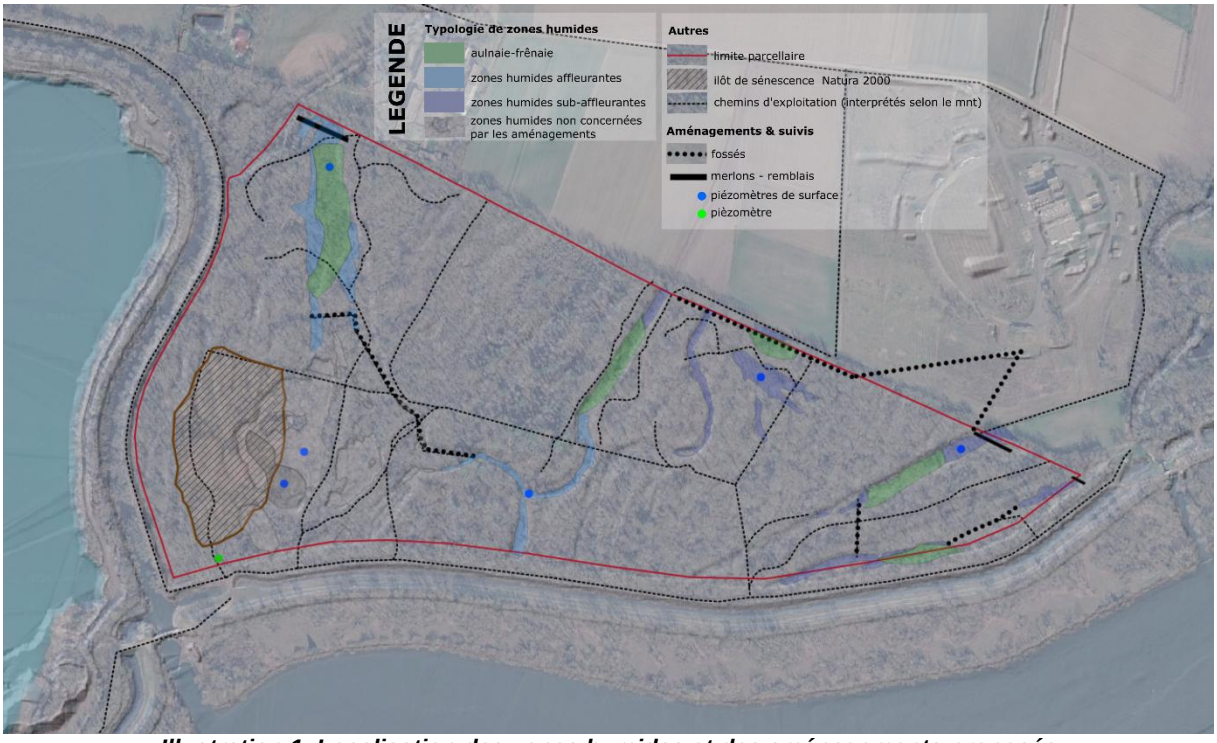


Illustration 1. Localisation des zones humides et des aménagements proposés

3.4 Gestion écologique

Afin d'assurer l'atteinte et le maintien des objectifs écologiques, la parcelle grevée fera l'objet d'une gestion écologique adaptée aux enjeux de biodiversité.

Les modalités techniques de cette gestion écologique sont précisées dans un plan de gestion écologique établi et actualisé par l'Eurométropole. Ce plan de gestion constitue un document d'application de la présente Convention. Il n'est pas annexé à la présente Convention, mais est conservé par les Parties et tenu à la disposition des propriétaires successifs. En cas de révision du plan de gestion, celle-ci ne peut avoir pour effet de modifier la nature ou l'étendue de la présente Convention, sauf accord exprès des Parties conclu dans les formes requises.

À titre indicatif et sans que cette liste soit limitative, les mesures de gestion pourront comprendre : la préservation et la restauration des fonctionnalités hydrauliques et hydrologiques des milieux, l'entretien des dépressions humides ou autres habitats favorables aux espèces ciblées, la lutte contre les espèces exotiques envahissantes.

Les opérations de gestion feront l'objet d'un suivi régulier permettant d'évaluer leur efficacité et, le cas échéant, d'adapter les modalités d'intervention selon le principe de gestion adaptive.

ARTICLE 4 : DUREE

La présente obligation réelle environnementale est consentie pour une durée de 30 ans à compter de sa signature par toutes les Parties.

Cette durée est reconnue par les Parties comme nécessaire à l'atteinte et au maintien des objectifs écologiques poursuivis.

À l'expiration de cette durée, les Parties pourront convenir d'un renouvellement par avenant, sous réserve des prescriptions administratives alors applicables.

ARTICLE 5 : SUIVI ET CONTRÔLE DES ENGAGEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

Le respect des obligations prévues par la présente Convention fait l'objet d'un dispositif de suivi et de contrôle destiné à vérifier l'atteinte et le maintien des objectifs écologiques fixés.

L'Eurométropole, ou toute personne mandatée par lui, est chargée de la mise en œuvre du suivi écologique du site, selon les modalités définies dans le plan de gestion (protocoles, indicateurs, fréquence). Ce suivi peut être confié à un bureau d'étude spécialisé ou à tout autre organisme compétent en matière d'écologie.

Ce suivi porte sur :

- l'état de conservation des habitats naturels concernés ;
- la présence et l'évolution d'espèces ciblées par la mesure de réduction ;
- le respect des obligations de gestion définies dans la présente Convention ;
- l'efficacité des mesures mises en œuvre au regard des objectifs écologiques.

Un rapport de suivi est établi selon une périodicité définie dans le plan de gestion. Ce rapport est transmis à l'autorité administrative. Une copie sera transmise à l'ensemble des Parties. En cas de non-conformité constatée ou de dérive significative des objectifs écologiques, les Parties se réunissent dans le cadre du comité de suivi afin de définir les mesures correctrices nécessaires, sans préjudice des obligations légales ou réglementaires applicables.

Les autorités administratives compétentes peuvent, à tout moment, exercer leurs missions de contrôle conformément aux dispositions du Code de l'environnement, indépendamment des contrôles organisés au titre de la présente Convention.

ARTICLE 6 : ENGAGEMENTS DES PARTIES

Dans le cadre de la présente Convention, les Parties s'engagent à coopérer de bonne foi afin d'assurer la mise en œuvre, le maintien et la pérennité des objectifs écologiques définis par la Convention.

6.1. Engagements de la Commune

La Commune s'engage à :

- respecter l'ensemble des obligations environnementales prévues par la présente Convention ;
- préserver les habitats, espèces et fonctionnalités écologiques concernés par les mesures mises en place ;
- informer l'Eurométropole de tout évènement ou projet susceptible d'avoir une incidence significative sur le site ou sur l'exécution des engagements souscrits ;

- laisser libre accès aux parcelles objet de la présente Convention à l'Eurométropole, ou les personnes agissant au nom et pour son compte, pour la réalisation d'expertises techniques ou scientifiques ou tout autre opération visant à améliorer et à développer la connaissance scientifique ;
- prévenir l'Eurométropole de tout dommage fortuit constaté ;
- informer ses occupants, locataires et tout autre titulaire de droits de l'existence d'obligation réelles environnementales et la leur faire respecter ;
- mentionner le soutien de l'Eurométropole dans ses supports de communication relatifs à l'exécution de la présente Convention.

6.2. Engagements de l'Eurométropole

L'Eurométropole s'engage à :

- veiller au respect des objectifs environnementaux poursuivis par l'ORE ;
- financer l'ensemble des opérations nécessaires à la mise en œuvre (gestion y compris) des mesures compensatoires ainsi qu'à leur suivi ;
- tenir à disposition de la Commune le plan de gestion ;
- informer la Commune informée de toute évolution réglementaire ou technique susceptible d'affecter l'exécution de la Convention ;
- prévenir la Commune de tout dommage fortuit constaté ;
- fournir, dans la mesure des moyens et compétence, un appui technique et scientifique adapté ;
- mentionner le soutien de la Commune dans ses supports de communication relatifs à l'exécution de la présente Convention ;

ARTICLE 7 : ARTICULATION AVEC LE DISPOSITIF NATURA 2000

La parcelle grevée par la présente Convention est située au sein du périmètre de deux sites Natura 2000, désignés respectivement au titre des directives européennes « Habitats-Faune-flore » et « Oiseaux » suivants :

- FR4201797 Secteur alluvial Rhin-Ried-Bruch, Bas-Rhin
- FR4211810 Vallée du Rhin de Strasbourg à Marckolsheim

Les Parties conviennent que les engagements souscrits au titre de la présente Convention sont mis en œuvre en cohérence avec les objectifs de conservation définis pour ces sites.

Par ailleurs, pour conforter l'objectif de restauration des milieux aquatiques et humides, mais également augmenter la biodiversité forestière, la Commune a fait le choix de renoncer à l'exploitation des bois d'une partie de la parcelle grevée de l'obligation réelle environnementale, en contractant le contrat Natura 2000 "F12 : Dispositif favorisant le développement de bois sénescents" d'une durée de 30 ans, sur une surface d'1,85 ha".

Les Parties reconnaissent que les engagements et aménagements stipulés au titre de l'obligation réelle environnementale sont autonomes et sans incidence sur ceux souscrits dans le cadre du contrat Natura 2000 F12. Ces dispositifs s'appliquent à des périmètres distincts et non superposables (voir illustration 1).

La présente Convention ne se substitue ni aux obligations résultant du Code de l'environnement relatives à l'évaluation- des incidences Natura 2000, ni aux prescriptions éventuellement imposées par l'autorité administrative compétente.

Toute modification du DOCOB ou des objectifs de conservation Natura 2000 pourra donner lieu à une adaptation concertée du plan de gestion, sous réserve de ne pas diminuer le niveau de compensation écologique exigé par l'autorisation administrative.

ARTICLE 8 : ARTICULATION AVEC L'EXPLOITATION FORESTIERE

Les Parties reconnaissent que les parcelles grevées par la présente obligation réelle environnementale conservent leur vocation forestière et peuvent faire l'objet d'une exploitation forestière, sous réserve du respect des engagements environnementaux définis par la présente Convention.

À ce titre, la Commune s'engage à mettre en œuvre une gestion forestière compatible tenant compte des objectifs de préservation et de gestion écologique poursuivis par la présente Convention.

Les Parties veillent notamment à assurer la cohérence entre les dispositions du document de gestion au sens du Code forestier avec les obligations résultant de la présente Convention. En cas de contradiction, les modalités de gestion sont adaptées afin de garantir l'atteinte des objectifs environnementaux ayant justifié la mise en place de l'obligation réelle environnementale.

Toute modification substantielle des pratiques forestières susceptibles d'affecter les mesures compensatoires ou les objectifs de conservation définis par la présente Convention fera l'objet d'une information préalable à l'Eurométropole.

ARTICLE 9 : DECLARATION ET ACCORD DU PRENEUR DU BAIL DE CHASSE

La commune déclare que la parcelle grevée de l'ORE fait l'objet d'un bail de chasse par adjudication pour une durée de 9 ans. Le preneur du bail de chasse a donné son accord quant à la présence de la Convention. Son autorisation est annexée à la présente Convention.

ARTICLE 10 : CONDITIONS FINANCIERES

La présente Convention est consentie et acceptée à l'euro symbolique (1€).

Les Parties conviennent expressément que les engagements environnementaux prévus par la présente Convention constituent la contrepartie essentielle de cet accord et justifient l'absence de rémunération complémentaire du propriétaire.

Le montant de l'euro symbolique sera versé par l'Eurométropole à la Commune à la signature de l'acte authentique.

ARTICLE 11 : GOUVERNANCE ET SUIVI DE LA CONVENTION

Afin d'assurer la bonne mise en œuvre des engagements prévus par la présente Convention, les Parties conviennent de mettre en place une gouvernance dédiée au suivi du site et à l'atteinte des objectifs écologiques.

À ce titre, un comité de suivi est constitué. Il réunit, selon les besoins, la Commune, l'Eurométropole ainsi que tout expert ou organisme compétent dont la participation est jugée utile. Ainsi, les Parties pourront notamment, en tant que de besoin, associer à la mise en

œuvre et au suivi de la présente Convention la structure animatrice du site Natura 2000 concerné afin de garantir la cohérence des actions engagées avec les objectifs de conservation du site.

Le comité se réunit au minimum 1 fois tous les 3 ans ou à la demande de l'une des Parties en cas de difficulté particulière affectant la mise en œuvre des obligations prévues par la présente Convention.

Le comité de suivi a notamment pour missions :
- de vérifier la bonne exécution des obligations de gestion et de conservation ;
- d'identifier les éventuelles difficultés rencontrées ;
- de proposer, le cas échéant, des adaptations des modalités de gestion compatibles avec les objectifs écologiques et les prescriptions administratives applicables.

Les décisions du comité de suivi ont un caractère consultatif. Toute modification des engagements contractuels ou des modalités de gestion nécessitant un avenant à la présente convention devra faire l'objet d'un accord écrit entre les Parties.

Un compte-rendu est établi à l'issue de chaque réunion et transmis à l'ensemble des parties dans un délai raisonnable.

ARTICLE 12 : REVISION

Toute révision pourra être faite dans les conditions énoncées dans cet article dès lors que la révision ne remettra pas en cause l'objet de la convention.

La partie la plus diligente pourra saisir les autres, par écrit, pour demander une révision.

Dans les soixante (60) jours ouvrés suivants la réception de la demande, les Parties devront se réunir pour étudier les modalités de révision de la Convention.

Les coûts et les frais du nouvel acte authentique seront à la charge du demandeur de la modification.

Toutefois, en cas de changement de destination du terrain grevé de l'ORE justifié par un projet d'intérêt général ou déclaré d'utilité publique, indépendant de la volonté des Parties, ces dernières conviendront de renégocier avec l'Etat.
Elles s'engagent le cas échéant à adapter les mesures de gestion de façon à renforcer les probabilités de succès des résultats écologiques à atteindre et à mettre en œuvre les mesures nécessaires de correction, de restauration ou de réparation.

Si la modification intervient pour tenir compte de l'évolution des mesures imposée en application de l'article L 163-1 du Code de l'environnement alors les modifications apportées à la présente Convention devront être compatibles avec lesdites modifications. Alors, le coût de révision du nouvel acte authentique sera mis à la charge du débiteur de l'obligation de compensation, en l'espèce l'Eurométropole.

Toute modification ou révision de la présente Convention fera l'objet d'un avenant entre les Parties.

ARTICLE 13 : RESILIATION

Compte tenu des obligations compensatoires fixées par les arrêtés au titre de la réalisation du champ captant d'alimentation en eau potable de Plobsheim et qui pèsent sur l'Eurométropole, toute résiliation de la présente Convention est, en principe, exclue avant l'échéance de sa durée.

Toutefois, dans l'hypothèse d'un manquement grave ou répété de l'une des parties à ses obligations, de nature à compromettre de façon durable la biodiversité ou les fonctions écologiques du site, la Convention pourra être résiliée par l'une des Parties.

Avant toute résiliation, les Parties s'obligent à rechercher activement une solution alternative dans un délai de 1 an.
En cas d'échec pour trouver une solution alternative, la demande de résiliation prendra la forme d'une mise en demeure de s'exécuter par la voie d'un courrier recommandé avec accusé de réception. La présente Convention pourra être résiliée de plein droit si la mise en demeure est restée sans réponse écrite des deux autres Parties pendant un délai de six (6) mois à compter de la réception du courrier de mise en demeure.

En cas de résiliation anticipée de la présente Convention, les Parties devront discuter de la suite de l'exécution de la mise en œuvre et la gestion du site afin d'assurer la pérennité des mesures objet de la présente Convention.

ARTICLE 14 : RESPONSABILITE - SANCTIONS

L'Eurométropole reste seule responsable à l'égard de l'autorité administrative qui a prescrit la mesure objet de la présente Convention
.
Les Parties conviennent que l'inexécution d'une ou plusieurs obligations de la Convention entraîne une sanction pour la Partie défaillante.

Par exception, aucune sanction ci-après définie ne sera mise en œuvre, si suite à un cas de force majeure le bien était détruit totalement ou partiellement ou s'il résultait de cet évènement que les obligations définies aux présentes ne pouvaient pas être durablement mises en œuvre.

En cas d'impossibilité à mettre en œuvre une ou plusieurs obligations définies dans la convention, un règlement amiable entre les Parties sera privilégié.
En cas d'échec d'un règlement amiable, en cas d'inexécution totale ou imparfaite de ses obligations, la Partie défaillante s'expose à la résiliation de plein droit de la convention.

Les Parties ne sauraient être tenue responsables des dommages causés à des tiers du fait des mesures environnementales mises en place dans le cadre de la présente Convention.

Les sanctions prévues au titre de l'exécution de la présente Convention ne viennent en aucune manière remettre en question les sanctions existant du chef d'autres législations.

ARTICLE 15 : CESSION DE LA CONVENTION ET TRANSMISSION DES OBLIGATIONS

L'ORE définie au sein de cette Convention est attachée au bien immobilier même. Par conséquent, la transmission du bien, quel que soit la nature de la transmission, propriété actuelle de la Commune a, donc, pour conséquence, la transmission des obligations environnementales. La présente Convention s'impose aux propriétaires ultérieurs de la parcelle pendant la durée prévue par la présente Convention.

En cas de fusion, d'absorption, de disparition de l'une des Parties, les obligations découlant de la présente Convention ne disparaissent pas.
Conformément aux dispositions de l'article 1216 du Code civil, les Parties s'accordent pour qu'en cas de fusion, d'absorption, de disparition de l'une des Parties, ses obligations seront transmises à la personne juridique née de cette opération ou ayant un objet social semblable au sien.

La cession doit être constatée et autorisée par écrit par la Commune, propriétaire, à peine de nullité.

ARTICLE 16 : DROIT APPLICABLE - REGLEMENT DES DIFFERENDS

La présente Convention est soumise au droit français.

En cas de difficultés relatives à la validité, l'interprétation ou l'exécution de ladite Convention, les Parties s'efforceront de rechercher un accord amiable dans un délai de 6 mois à compter de la dénonciation d'une des Parties.
A défaut d'accord amiable, tout différend portant sur la présente Convention sera porté devant le tribunal compétent.

ARTICLE 17 : PUBLICITE FONCIERE

L'acte sera soumis à la formalité de publicité foncière au Livre Foncier d'Alsace-Moselle.

ARTICLE 18 : DECLARATIONS FISCALES

Il résulte des dispositions de l'article L. 132-3 du Code de l'environnement que la présente Convention est établie en la forme d'acte authentique administratif, faisant naître l'ORE.
L'acte étant soumis à la publicité foncière, il est soumis à la contribution de sécurité immobilière prévue à l'article 879 du Code général des impôts.
Il n'est pas passible de droits d'enregistrement prévus à l'article 662 du Code général des impôts.
Il ne donne pas lieu à la perception de la taxe publicité foncière prévue à l'article 663 du Code général des impôts.

ARTICLE 19: ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties élisent domicile en leur adresse respective.

ARTICLE 20 : ANNEXES

Sont annexées à la présente Convention et en font partie intégrante les documents suivants :

- **Annexe 1** : Délibération de la Commune de Nordhouse
  Délibération du conseil municipal de la Commune de Nordhouse en date du 07 septembre 2026, autorisant la signature de la présente Convention.
- **Annexe 2** : Délibération du Conseil de l'Eurométropole

Délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 06 novembre 2026, autorisant la signature de la présente Convention.

- **Annexe 3** : plan parcellaire
  Plan parcellaire permettant d'identifier et de localiser la parcelle cadastrale concernée par la présente Convention.
- **Annexe 4** : document d'engagement du titulaire du bail de chasse
  Document signé par le Preneur du bail de chasse portant sur la parcelle concernée par la présente Convention par lequel celui-ci reconnaît avoir pris connaissance de la présente Convention et donne expressément son accord à sa constitution et à sa mise en œuvre.

****

Fait en 2 exemplaires :

Fait à Le **LE PROPRIETAIRE** COMMUNE DE NORDHOUSE 1, rue du Maréchal Leclerc 67150 NORDHOUSE	Fait à Le **LE DEBITEUR DE L'OBLIGATION DE REDUIRE** EUROMETROPOLE DE STRASBOURG 1 parc de l'Etoile 67076 STRASBOURG CEDEX
Représentée par **Madame Isabelle COUSIN** Adjointe au Maire	Représentée par **Monsieur Etienne WESTPHAL** Vice-président

Monsieur le Maire de Nordhouse ayant lui-même signé :

Fait à Le
LE MAIRE DE LA COMMUNE DE NORDHOUSE **Monsieur Jean-Marie ROHMER**

38

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial : aire de manœuvre permettant aux camions du SIS67 d'accéder au canal en cas d'incendie dans le secteur de la rue du Scheidstein à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN

Numéro E-2026-885

La mise en conformité du secteur Scheidstein au titre de la DECI (Défense Extérieur Contre l'Incendie) a nécessité la réalisation d'une aire de manœuvre permettant aux camions du SIS67 de bénéficier d'un accès conforme au RDDECI67 (Règlement Départemental de Défense Extérieure Contre l'Incendie du Bas-Rhin) sur le chemin de halage pour permettre le pompage dans le canal en cas d'incendie. Ce secteur est entièrement dépourvu de réseau public d'eau potable et donc de poteaux incendie. Celle-ci est implantée sur la rue du Scheidstein à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN.

Une convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial entre l'Eurométropole de Strasbourg et les Voies Navigables de France doit donc être établie car cette aire est située sur un chemin de halage VNF. L'Eurométropole de Strasbourg est considérée comme occupant du domaine public fluvial.

La présente convention, accordée à titre précaire et révocable, est consentie pour une durée de 10 années. Elle s'appliquera rétroactivement à compter du 01/11/2025 et prendra fin le 31/10/2035.

Cette convention a pour objet de mettre temporairement à disposition de l'Eurométropole de Strasbourg le domaine public fluvial.

L'occupation du domaine public fluvial donne lieu au versement d'une redevance selon les modalités prévues aux articles R. 4316-1 et suivants du Code des transports. Cette redevance est fondée sur la superficie de l'emprise au sol de l'ouvrage implanté sur le domaine public fluvial. Les modalités de réalisation de la convention sont mentionnées dans la convention.

Les dépenses liées à l'exécution de la convention seront imputées sur le budget annexe de l'eau.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la conclusion de la convention d'occupation temporaire du domaine public fluvial prise sur la commune d'ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN ;

décide

- *le versement d'une redevance pour occupation du domaine public fluvial aux Voies Navigables de France,*
- *l'imputation des dépenses sur les crédits disponibles sur la ligne budgétaire 6378.00 fonction 811 du budget annexe de l'eau ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214540-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE

DU DOMAINE PUBLIC FLUVIAL

71252510032

Entre les soussignés

Voies navigables de France, établissement public administratif de l'Etat, représenté par Yann QUIQUANDON, Directeur territorial, dûment habilité(e) à l'effet de la présente,

désigné, ci-après, par VNF

Et

Code client : 0049096
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
SIRET n° 24670048800017
1 Parc DE L'ETOILE
MME LA PRÉSIDENTE CATHERINE TRAUTTMANN
67076 STRASBOURG
France

désigné, ci-après, par l'occupant

VISAS DES TEXTES

Vu le code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP)
Vu le code de l'environnement
Vu le code des transports
Vu la décision du directeur général fixant le montant des redevances domaniales applicables aux différents usages du domaine public fluvial confié à Voies navigables de France et de son domaine privé
Vu le règlement général de police de la navigation intérieure tel qu'il est défini dans le code des transports
Vu les règlements particuliers de police applicables
Vu la demande de l'occupant en date du 29/10/2025

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Préambule

La présente convention est consentie sous le régime de l'occupation domaniale définie aux articles L. 2122-1 et suivants du CGPPP.

TITRE 1 : DISPOSITIONS SPECIFIQUES

ARTICLE 1 : OBJET

L'occupant occupe la partie du domaine public fluvial désignée ci-dessous aux fins suivantes (Autre occupation non économique) :

Aire d'aspiration incendie rue du Scheidstein - Epure de giration - casse automobile OBERT

L'occupant est tenu de conserver la destination contractuelle décrite ci-avant pendant toute la durée de l'exécution de la présente convention.

ARTICLE 2 : LOCALISATION ET DESCRIPTION

VNF met temporairement à la disposition de l'occupant, aux fins et conditions décrites ci-après, une partie du domaine public fluvial qui lui est confié :

Site : Aire d'aspiration du scheidstein



La présente image a une valeur indicative et informative

Partie terrestre

Terrain n°1 :

- Commune : ILLKIRCH GRAFFENSTADEN (67)
- Voie d'eau : Canal du Rhône au Rhin, branche Nord
- PK : 124.265
- Rive : Droite
- Superficie : 80,00 m²
- Référence cadastrale : 000_55#0102

Description sommaire de la partie terrestre : néant

Equipement/aménagement existant mis à disposition par VNF

- partie eau : néant
- partie terrestre : pose d'un revêtement permettant aux véhicules des pompiers de pouvoir prélever de l'eau dans le canal et installation de 2 bornes de repérage autour du muret

Complément de localisation : néant

La présente convention ne vaut que pour la localisation détaillée au sein du présent acte.

ARTICLE 3 : DUREE

La présente convention, accordée à titre précaire et révocable, est consentie pour une durée de 10 année(s). Elle prend effet à compter du 01/11/2025. Elle prend fin le 31/10/2035.

Par ailleurs, la fin de l'autorisation d'occuper ne constitue en aucun cas une résiliation au sens de l'article RESILIATION de la convention.

L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité, ni à un droit à la reprise des relations contractuelles en cas de non-renouvellement ou en cas de non-reconduction de la convention, pour quelque motif que ce soit.

ARTICLE 4 : TRAVAUX

4.1 . Constructions - Aménagements

Les travaux ne sont pas autorisés dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

4.2 . Exécution

Néant.

4.3 . Récolement

Néant.

4.4 . Financement des travaux et hypothèque

Néant.

ARTICLE 5 : REDEVANCE

5.1 . Montant

Conformément aux articles L.2125-1 et suivants du CGPPP, la redevance due pour l'occupation du domaine public tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de la convention.

L'occupant s'engage à verser au comptable secondaire de VNF à NANCY une redevance annuelle de base d'un montant de 145.28 euros qui commence à courir à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention fixée à l'article DUREE, décomposée comme suit :

Site	Elément tarifé	Type d'élément	Montant de la redevance (en €/an)	Indice INSEE	Valeur de l'indice INSEE
Aire d'aspiration du scheidstein	Terrain - Usage non économique	Annuel	145,28	Indice du coût de la construction	2 205,00

Les modalités de calcul de la redevance sont précisées dans le relevé des sommes dues, joint en annexe.

5.2 . Exigibilité

La redevance due pour l'occupation ou l'utilisation du domaine public par l'occupant est payable d'avance et annuellement.

La redevance est exigible dans les 30 jours qui suivent l'envoi du titre exécutoire de recette par VNF.
Toutefois, un échéancier de paiement peut être proposé par le comptable à l'occupant, décomposant le montant annuel en échéance mensuelle ou trimestrielle. A chaque échéance, l'occupant devra s'acquitter du règlement auprès de l'agent comptable secondaire de VNF :

- par chèque, virement ou prélèvement automatique à l'adresse suivante :

Agence comptable secondaire de VNF de NANCY
169 rue Charles III
CS 80062
54036 NANCY cedex

France

- par paiement en ligne selon les modalités indiquées dans le titre de paiement.

En cas de pluralité de titulaires, ces derniers sont solidairement tenus au paiement de la redevance.

5.3 . Révision

Le montant de la redevance pourra faire l'objet d'une révision dans les conditions fixées à l'article R.2125-3 du CGPPP.

5.4 . Indexation

La redevance est indexée chaque année au 1er janvier en fonction de l'évolution de l'indice INSEE servant de référence.

L'indice du coût de la construction servant de base à l'indexation est celui du deuxième trimestre de l'année précédant l'entrée en vigueur de la présente convention.

5.5 . Pénalités

Conformément à l'article L.2125-5 du CGPPP, en cas de retard dans le paiement de la redevance, les sommes restant dues seront majorées d'intérêts moratoires au taux légal.

ARTICLE 6 : GARANTIES

La présente convention ne donne lieu à aucun dépôt de garantie.

ARTICLE 7 : CONDITIONS PARTICULIERES

Le pétitionnaire est informé que VNF ne saurait être tenu pour responsable de l'absence d'eau dans le canal en cas d'évènements urgents comme par exemple une rupture de digue.
Le pétitionnaire est informé pouvoir contacter le Caring en cas de doutes.
La distance globale d'entretien est fixée à 1 mètre dans toutes les directions des limites de l'emprise occupée du domaine public fluvial.
VNF vous demande de suivre les préconisations suivantes :
- traitement régulier de la végétation, au minimum 2 fois par an ; ce traitement devra utiliser des techniques alternatives aux traitements chimiques traditionnels (interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires car inadaptés aux milieux semi-aquatiques ouverts)

TITRE 2 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 8 : DROITS REELS

La présente convention n'est pas constitutive de droits réels au sens de l'article L.2122-6 du CGPPP.

ARTICLE 9 : PRECARITE

La présente convention est délivrée à titre précaire et révocable.

Elle ne peut faire l'objet d'un renouvellement par tacite reconduction.

Elle peut toutefois être renouvelée sur demande écrite de l'occupant 3 mois au moins avant l'échéance énoncée à l'article DUREE .

Il s'agit d'une simple faculté et non d'une obligation pour VNF. L'occupant n'a, en effet, aucun droit acquis au maintien et au renouvellement de son titre d'occupation.

Lorsqu'une convention d'occupation du domaine public est expirée et n'a pas été renouvelée, la circonstance que l'occupant ait pu se maintenir sur le domaine public fluvial par tolérance de VNF, ne peut être regardée comme valant renouvellement de la convention.

ARTICLE 10 : CARACTERE PERSONNEL ET CESSION

La présente convention est strictement personnelle et consentie pour un usage exclusif de l'occupant.

Par conséquent, la convention ne peut en principe être cédée ou transmise à un tiers.

Par exception, l'occupant pourra céder tous ses droits à la présente convention sous réserve de l'application des articles L.2122-7 et R.2122-1 et suivants du CGPPP, et à condition notamment :

- que la cession soit expressément acceptée par VNF,
- que la cession soit limitée à la durée de validité de la convention restant à courir,
- que la cession ne remette pas en cause l'objet de la convention et les conditions de la mise en concurrence le cas échéant.

Un tel transfert ne peut intervenir lorsque le respect des obligations de publicité et de sélection préalable à la délivrance du titre s'y oppose.

ARTICLE 11 : SOUS-OCCUPATION

Toute mise à disposition par l'occupant au profit d'un tiers de tout ou partie des lieux définis aux articles LOCALISATION ET DESCRIPTION et TRAVAUX de la présente convention, que ce soit à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 12 : INTERDICTIONS LIEES A L'OCCUPATION

La présente convention étant consentie sous le régime des occupations temporaires du domaine public, la législation sur les baux ruraux, les baux à loyers d'immeuble à usage commercial, professionnel ou d'habitation ne s'applique pas à l'occupant du domaine public fluvial.

La présente convention ne vaut, en aucun cas, autorisation de circulation ou de stationnement de véhicules sur les chemins de halage.
Il convient, le cas échéant, d'adresser une demande distincte aux services locaux de VNF.

En outre, aucun dépôt, aucune clôture, aucun obstacle quelconque ne doit embarrasser les bords de la voie navigable ni les chemins de service.

ARTICLE 13 : OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT

13.1 . Information

L'occupant a l'obligation d'informer, sans délai, le représentant de VNF de tout fait même s'il n'en résulte aucun dégât apparent, dommage, détérioration, de nature à préjudicier au domaine public fluvial mis à sa disposition.

13.2 . Porté à connaissance

L'occupant, s'il est une société, a l'obligation de porter, par écrit, à la connaissance de VNF toute modification de sa forme, de son objet ou de la répartition de son capital social.

13.3 . Documents à produire

L'occupant est tenu de fournir à VNF tous les documents listés en annexe, au stade de la signature de la présente convention et en cours d'exécution, annuellement et sur simple demande de VNF.

En cas de non-communication des documents concernés, l'occupant s'expose à la résiliation de la convention dans les conditions fixées à l'article RÉSILIATION SANCTION.

13.4 . Respect des lois et règlements

L'occupant a l'obligation de se conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment à ceux régissant son activité, aux prescriptions des différentes polices relevant de la compétence de l'Etat (eau, environnement, navigation) ainsi qu'à celles prévues aux textes en vigueur.

La présente convention ne vaut pas, par ailleurs, autorisation au titre des différentes polices susvisées. En cas de travaux, la présente convention ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas l'occupant de la déclaration exigée en cas de travaux exemptés du permis de construire.

L'occupant satisfait à l'ensemble des dispositions légales ou réglementaires qui sont ou viendraient à être prescrites, en raison de son occupation, de manière à ce que la responsabilité de VNF ne puisse être recherchée à un titre quelconque. Il effectue à ses frais, risques et périls, et conserve à sa charge, tous travaux, installations qui en découleraient.

L'occupant doit en outre disposer en permanence, de toutes les autorisations requises pour les activités exercées, de sorte que la responsabilité de VNF ne puisse jamais être mise en cause.

L'occupant est tenu au respect des obligations de déclaration des consommations découlant notamment du décret n°2019-971 du 23 juillet 2019 et fera son affaire de toutes adaptations de l'immeuble utiles à la pérennité de son activité et à l'atteinte des objectifs énergétiques, sous réserve d'un accord de VNF préalablement sollicité sur la teneur des travaux et leurs modalités d'exécution ainsi que du respect des autres dispositions de la présente convention.

En cas d'exploitation d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), l'occupant s'engage à remettre à VNF copie de la cartographie des risques, des arrêtés préfectoraux propres à l'installation ainsi que de la déclaration, de l'enregistrement ou de l'autorisation délivrée par la préfecture, selon la procédure administrative adéquate et ce dans un délai de 1 mois suivant la signature de la convention ou de la délivrance desdits documents. Il s'engage également pendant la durée de la présente convention à communiquer dans le délai de 1 mois, tout changement dans la vie de l'installation ICPE, tout nouvel arrêté délivré par l'autorité compétente ou toute nouvelle modification apportée à l'autorisation, déclaration ou enregistrement.

VNF se réserve le droit de résilier unilatéralement la présente convention si l'occupant ne respecte pas ses obligations en matière de police ICPE et s'il fait l'objet d'une procédure au titre de la police ICPE.

13.5 . Règles de sécurité et d'hygiène, respect de l'environnement

L'occupant s'engage à occuper le domaine en prenant toute garantie nécessaire au respect de la législation en matière de sécurité, d'hygiène et d'environnement (notamment concernant la gestion des déchets et des eaux usées).

Dans le cadre de l'entretien des espaces verts, l'occupant veille à utiliser des méthodes respectueuses de l'environnement.

L'utilisation de tout produit phytosanitaire est strictement interdite.

Il est rappelé, en tant que de besoin, que l'occupant supporte le coût de l'élimination des déchets conformément aux articles L.541-1 et suivants du code de l'environnement. Tout producteur ou détenteur de déchet est tenu et a sous sa responsabilité d'en assurer la gestion.

13.6 . Obligations découlant de la réalisation de travaux

Au cours des travaux autorisés à l'article TRAVAUX de la présente convention, l'occupant prend toutes les précautions nécessaires pour empêcher la chute de tous matériaux ou objets quelconques dans le cours d'eau et enlève, sans retard et à ses frais, ceux qui viendraient cependant à y choir.

Aussitôt après leur achèvement, l'occupant enlève, sous peine de poursuites, sans délai et à ses frais, tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats, remblais, immondices ou objets quelconques qui encombrent le domaine public fluvial ou les zones grevées de la servitude de halage.

13.7 . Responsabilité, dommages, assurances

Dommages

Tous dommages causés par l'occupant aux ouvrages de la voie d'eau, aux parties terrestres du domaine public fluvial occupées, ou à ses dépendances, doivent immédiatement être signalés à VNF et réparés par l'occupant à ses frais, sous peine de poursuites.

A défaut, en cas d'urgence, VNF exécute d'office les réparations aux frais de l'occupant.

Responsabilité

L'occupant est le seul responsable de tous les dommages non imputables à VNF, tels que prévus par les dispositions du CGPPP en matière d'atteinte à l'intégrité et à l'utilisation du domaine public quelle que soit leur nature, affectant tant le domaine public fluvial que les constructions et aménagements effectués par lui, qu'ils résultent de son occupation et/ou de ses activités, qu'ils soient causés par son fait, par le fait des personnes dont il doit répondre ou par les choses qu'il a sous sa garde, et ce, que le dommage soit subi par VNF, par des tiers ou par l'Etat, ou, le cas échéant, par des usagers de la voie d'eau.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'occupant, VNF est dégagé de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et/ou aux biens.

L'occupant garantit VNF contre tous les recours et/ou condamnations à ce titre.

Assurances

En conséquence de ses obligations et responsabilités, l'occupant est tenu de contracter, pour la partie du domaine public fluvial mis à sa disposition et pendant toute la durée de la convention, toutes les assurances nécessaires relatives à l'objet et à l'usage définis à l'article OBJET (civile, professionnelle, vol, explosion, risque d'incendie, dégâts des eaux, risques spéciaux liés à son activité, etc.) et doit en justifier annuellement et le cas échéant, sur demande de VNF.

13.8 . Entretien, maintenance, réparation

Les ouvrages édifiés par l'occupant ainsi que les éléments du domaine public fluvial mis à sa disposition, doivent être entretenus en bon état et à ses frais par l'occupant qui s'y oblige de façon à toujours convenir parfaitement à l'usage auquel ils sont destinés.

13.9 . Impôts et taxes

L'occupant prend à sa charge tous les impôts, contributions et taxes de toute nature, présents et à venir, auxquels sont ou pourraient être assujettis les terrains, bâtiments, aménagements, constructions occupées en vertu de la présente convention, quelles que soient la nature et l'importance desdits impôts et taxes.

Concernant spécifiquement la taxe foncière, l'occupant est redevable de celle-ci uniquement pour les seules édifications, constructions et aménagements qu'il a été autorisé à réaliser dans le cadre de la présente convention, ce, jusqu'à l'échéance de celle-ci.

Par ailleurs, si VNF devenait redevable au cours de la convention, de la taxe foncière sur l'ensemble des immeubles faisant partie du domaine public fluvial confié, l'occupant s'engage d'ores et déjà à rembourser le montant de l'impôt afférent à son occupation et acquitté par VNF, à première demande et ce jusqu'à l'échéance de ladite convention.

13.10 . Obligations particulières

Néant.

ARTICLE 14 : PREROGATIVES DE VNF

14.1 . Droits de contrôle

- Construction, aménagements, travaux

Le représentant de VNF se réserve le droit de vérifier et de contrôler les projets d'aménagements et de construction ainsi que l'exécution des travaux effectués par l'occupant, visés à l'article TRAVAUX de la présente convention.

Ce contrôle ne saurait, en aucune manière, engager la responsabilité de VNF tant à l'égard de l'occupant qu'à l'égard des tiers.

- Entretien

Le représentant de VNF se réserve la faculté de contrôler et de constater tout manquement aux obligations de conservation et d'entretien du domaine public fluvial mis à la disposition de l'occupant, au regard des dispositions prévues à l'article OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT de la présente convention.

- Réparations

Le représentant de VNF, averti préalablement et sans délai, conformément à l'article OBLIGATIONS DE L'OCCUPANT de la présente convention, se réserve la faculté de contrôler les mesures entreprises par l'occupant pour réparer, à ses frais, les dommages causés au domaine public fluvial mis à sa disposition.

14.2 . Droit d'intervention et de circulation sur le domaine

L'occupant doit laisser circuler les agents de VNF sur les emplacements occupés. En cas de travaux sur les berges ou de dragage, l'occupant doit, le cas échéant, laisser les agents de VNF exécuter les travaux dans le périmètre qu'ils auront défini.

14.3 . Trouble de jouissance

L'occupant ne peut prétendre à aucune réduction de redevance, indemnité ou autre droit quelconque pour les troubles de jouissance résultant des réparations, travaux d'entretien, quelle que soit leur nature, qui viendraient à être réalisés sur le domaine public fluvial et ce quelle que soit la durée.

Il ne peut davantage y prétendre pour les dommages ou la gêne causés par la navigation, l'entretien et, d'une manière générale, l'exploitation de la voie d'eau.

ARTICLE 15 : ETAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT

15.1 . Etat des lieux entrant

L'occupant prend les lieux dans l'état à la date d'effet de la convention.

Un état des lieux entrant, contradictoire, des parties terrestres (bâties ou non) et/ou en eau désignées à l'article LOCALISATION ET DESCRIPTION de la présente convention est dressé, en tant que de besoin, en double exemplaire, par le représentant de VNF. Dans ce cas, il est annexé à la présente convention. Il détaille notamment les différents équipements mis à disposition de l'occupant.

15.2 . Etat des lieux sortant

L'état des lieux sortant, également contradictoire, est dressé à l'issue du délai imparti à l'article REMISE EN ETAT DES LIEUX de la présente convention, lequel constate et chiffre, le cas échéant, les remises en état, les réparations ou charges d'entretien non effectuées. En cas de dispense éventuelle de remise en état, l'état des lieux sortant est dressé à l'issue de la présente convention.

Une visite préalable pourra être sollicitée par VNF afin de déterminer le sort des biens en fin de convention.

TITRE 3 : FIN DE L'AUTORISATION

ARTICLE 16 : PEREMPTION

Faute pour l'occupant d'avoir fait usage du domaine public fluvial mis à sa disposition dans un délai de 3 mois, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, celle-ci sera périmée de plein droit, même en cas de paiement de la redevance.

ARTICLE 17 : CADUCITE

La convention est réputée caduque notamment dans les cas suivants :

- dissolution de l'entité occupante

- cessation pour quelque motif que ce soit de l'activité exercée par l'occupant conformément à l'article OBJET de la présente convention
- décès de l'occupant

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est frappée de caducité, ou ses ayants droit, le cas échéant, doivent procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article REMISE EN ETAT DES LIEUX de la présente convention sauf dans le cas de la dispense éventuellement accordée. Ils ne pourront prétendre à aucune indemnisation.

ARTICLE 18 : RESILIATION

18.1 . Résiliation pour motif d'intérêt général

VNF se réserve, à tout moment, la faculté de résilier, par lettre recommandée avec avis de réception, la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation est dûment motivée.

Au terme du préavis stipulé à l'alinéa Préavis de la présente convention, l'occupant doit remettre les lieux en état conformément à l'article REMISE EN ETAT DES LIEUX de la présente convention, sauf s'il en est dispensé.

18.2 . Résiliation sanction

En cas d'inexécution ou d'inobservation par l'occupant, d'une quelconque de ses obligations, VNF peut résilier par lettre recommandée avec avis de réception la convention, à la suite d'une mise en demeure adressée en la même forme, restée en tout ou partie sans effet, et ce, sans préjudice des poursuites contentieuses qui peuvent être diligentées à son encontre. Cette résiliation est dûment motivée.

Sous peine de poursuites, l'occupant dont la convention est résiliée doit procéder, à ses frais et sans délai, à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article REMISE EN ETAT DES LIEUX de la présente convention, sauf s'il en est dispensé.

18.3 . Résiliation à l'initiative de l'occupant

L'occupant a la faculté de résilier la présente convention par lettre recommandée avec avis de réception sous réserve de respecter le préavis prévu à l'alinéa Préavis.

Sous peine de poursuites, l'occupant doit procéder à la remise en état des lieux conformément aux dispositions prévues à l'article REMISE EN ETAT DES LIEUX, sauf s'il en est dispensé.

18.4 . Préavis

- Résiliation pour motif d'intérêt général

La résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général (alinéa RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL) prend effet à l'issue de l'observation d'un préavis de 3 mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception, sauf cas d'urgence.

Ce délai peut être modifié d'un commun accord entre les parties.

- Résiliation-sanction

La résiliation de la présente convention pour faute (alinéa RÉSILIATION SANCTION) prend effet, à réception de la lettre recommandée avec avis de réception prononçant la résiliation de la convention.

- Résiliation à l'initiative de l'occupant

La résiliation de la présente convention à l'initiative de l'occupant (alinéa RÉSILIATION À L'INITIATIVE DE L'OCCUPANT) prend effet à l'issue de l'observation d'un préavis de 3 mois à compter de la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception.

Ce délai peut être modifié d'un commun accord entre les parties.

18.5 . Conséquences de la résiliation

L'occupant dont la convention est résiliée ne peut prétendre à aucune indemnisation quel que soit le motif de la résiliation.

La redevance est réputée due jusqu'à la date effective de la résiliation.

Dans le cadre des résiliations visées aux alinéas RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL et RÉSILIATION À L'INITIATIVE DE L'OCCUPANT, la partie de la redevance qui aura fait l'objet d'un paiement forfaitaire d'avance et correspondant à la période restant à courir est remboursée à l'occupant.

ARTICLE 19 : REMISE EN ETAT DES LIEUX

A l'expiration de la convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant doit sous peine de poursuites remettre les lieux dans leur état primitif, et ce, dans un délai de 3 Mois, sauf dispense expresse de VNF. Cette remise en état doit être conforme également aux dispositions de l'article ETAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT.

A défaut de remise en état, l'occupant sera tenu de régler le montant chiffré suite à l'état des lieux sortant tel que prévu à l'article ETAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT dans le délai prévu par le titre de recette émis par VNF, sous peine de poursuites.

Le cas échéant, en cas d'aggravation ou de nouvelle pollution du fait de l'activité de l'occupant, celui-ci devra procéder, à ses frais, à la dépollution du site, afin de le restituer dans un état identique à celui constaté dans l'état des lieux entrant et conformément aux conditions de l'article ETAT DES LIEUX ENTRANT ET SORTANT.

TITRE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

ARTICLE 20 : LITIGES

Règlement amiable

Tous les litiges auxquels la présente convention pourrait donner lieu, notamment ceux qui concerneraient sa formation, sa validité, son interprétation ou son exécution, feront l'objet d'une tentative préalable de règlement amiable, en particulier dans le cas où l'une des parties envisagerait de prononcer la résiliation de la présente convention.

Attribution de compétence

Tout différend relatif à la formation, la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation de la présente convention qui n'aura pu être réglé à l'amiable entre les parties sera soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

ARTICLE 21 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, et notamment en cas de réclamations, les parties font élection de domicile :

- Pour VNF :

Service territorial Strasbourg Rhin (Strasbourg)
35 rue Pierre de Coubertin
BP 40012
67015 STRASBOURG
France

- Pour l'occupant :

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
1 Parc DE L'ETOILE
67076 STRASBOURG
France

ARTICLE 22 : ANNEXES

Les annexes font partie intégrante de la présente convention.

- Relevé des sommes dues initial
- Etat des lieux
- Plan de l'emplacement occupé
- Descriptif des ouvrages

Fait en 2 exemplaires,

A ……,

le …... / …... / …….

Pour le Directeur général de VNF et par délégation

Yann QUIQUANDON
Directeur territorial

A ……,

le …... / …... / …….

Pour l'occupant

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
SIRET n° 24670048800017
(Apposer le nom et la qualité du signataire ainsi que le cachet de la collectivité ou de la société, le cas échéant)

Les données de l'occupant sont enregistrées pour les besoins de la délivrance de l'acte. Ces données sont conservées tout le temps de la durée de l'acte et au-delà, dans un délai de 5 ans suivant l'expiration de l'acte ou la fin du délai de remise en état le cas échéant.

Relevé des Sommes Dues

Document établi sur le fondement de la décision tarifaire en vigueur en date du 04/11/2024 publiée au Bulletin officiel numéro 104 de VNF en date du 06/11/2024 consultable sur www.vnf.fr (délibération du conseil d'administration en date du 20/03/2014 portant délégation de pouvoir du conseil d'administration au directeur général)

CLIENT

Client n° : 0049096
EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
SIRET n° 24670048800017
1 Parc DE L'ETOILE
MME LA PRÉSIDENTE CATHERINE TRAUTTMANN
67076 STRASBOURG
France

ACTE

N° COT : 71252510032
Date d'effet : 01/11/2025
Date d'échéance : 31/10/2035
Durée : 10 année(s)
Périodicité de facturation : Annuelle

REDEVANCE ANNUELLE DE BASE

Redevance annuelle de base : 145.28 €/an
(se référer au paragraphe "Détail du calcul de la redevance annuelle de base")

Elément tarifé	Redevance annuelle de base (en €/an)	Nombre de jours pour la redevance de base	Indice INSEE	Valeur de référence Indice INSEE
Terrain - Usage non économique	145,28	365	Indice du coût de la construction	2 205,00

Redevance de la première période : 24,28 €
Montant correspondant à la durée d'occupation au titre de l'année 2025.
La redevance due pour la première période est calculée et arrondie à 2 chiffres après la virgule pour chaque élément tarifé en fonction du nombre de jours d'occupation. La redevance totale pour la première période correspond à la somme des redevances de chaque élément tarifé.

INDEXATION

La redevance annuelle de base est indexée au 1er janvier de chaque année conformément aux indications de l'article REDEVANCE de l'acte.

DETAIL DU CALCUL DE LA REDEVANCE ANNUELLE DE BASE POUR LE SITE :

Aire d'aspiration du scheidstein

Elément tarifé	**Terrain - Usage non économique**

Commune	ILLKIRCH GRAFFENSTADEN (67)	
Vlr	Valeur locative de référence de la commune	2,27 €/m²/an
Coefficient d'adaptation (Ca)	Note totale	4
	Coefficient retenu	0.8
Sp	Superficie totale du terrain	80,00 m²
Montant dû	Montant annuel de base calculé	**145,28 €/an**

Montant dû = Vlr x Ca x Sp

COT-VNF 312

Procès-verbal

ETAT DES LIEUX

Suite à l'invitation de l'EMS du 04 novembre 2025, ont assisté le 06 novembre 2025 à l'état des lieux entrant permettant de constater l'état de conservation et d'entretien du domaine public fluvial dans l'emprise de l'ouvrage faisant l'objet de la COT-VNF 312,

La ville et l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par :
M. LIST Sébastien pour la cellule Défense Extérieure Contre l'Incendie ;
M. DUHAMEL Alain Strasbourg

M. STEPHAN représentant l'entreprise SADE

M. LOSFELD Stephen représentant le SIS 67

VNF, représenté par :

Claude SCHMITT (Responsable environnement domaine à l'UT Strasbourg Rhin) ;
Christophe HOUILLON (Responsable de la circonscription de Kraft) ;
Sandrine BERTHIOT (Référent domaine à l'UT Strasbourg Rhin) ;

PRÉAMBULE :

La ville de Strasbourg souhaite mettre à disposition du SIS 67 un accès en dur sur le chemin de halage pour avoir la possibilité de faire venir un camion-citerne du SIS 67 en raison de l'absence de borne incendie dans le secteur de la rue du Scheidstein à Illkirch.
Une pompe intégrée au camion du SIS 67 permettra le prélèvement d'eau dans le Canal du Rhône au Rhin Branche Nord (CRRBN).

L'Eurométropole de Strasbourg met à disposition cette aire de manœuvre, permettant aux camions citernes du SIS d'accéder au Canal en cas d'incendie.
Cette aire représente une surface de 80m², au PK 124.265, rive droite du Canal du Rhône au Rhin Branche Nord, en partie sur la section 55, parcelle 102, sur le banc communal d'ILLKIRCH.

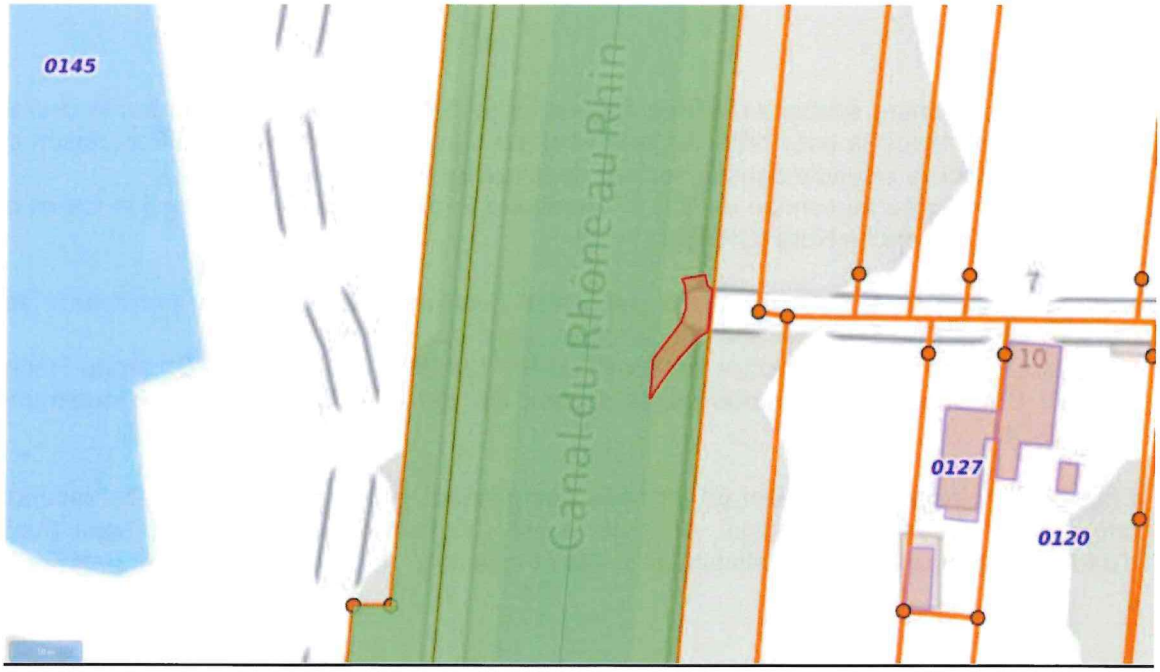
Celle-ci participera, uniquement en tant que complément, aux moyens de secours incendie que requiert l'ICPE. Pour rappel, ce secteur est entièrement dépourvu de réseau public d'eau potable permettant l'installation de poteaux incendie.

1.1 DESCRIPTION DES OUVRAGES

- Parcelles occupées en partie : section 55, parcelle 102 pour une surface de 80m² ;
- Pose d'un revêtement au sol, et d'un muret en bord du Canal du Rhône au Rhin Branche Nord ;

1.2 VUE DU SITE ET PLAN DE SITUATION





2. OBJET DE LA VISITE

La présente visite a pour but de vérifier l'occupation du domaine public fluvial et de définir les mesures futures à mettre en œuvre pour sa conservation et son entretien.

3. OBSERVATIONS LORS DE LA VISITE

A l'appui des photographies jointes au présent procès-verbal, il est constaté :

- Un revêtement a été posé pour stabiliser le chemin de halage par l'entreprise SADE afin de pouvoir supporter le poids du camion-citerne, et éviter toute ornière ;
- Un muret a été implanté en bordure du Canal afin de permettre au camion du SIS de se repérer pour déployer le dispositif de pompe ;
- Des plots de signalisation seront installés à postériori de part et d'autre du muret qui borde le Canal ;
- Le panneau B0 en venant de la rue du Scheidstein est un peu affaissé et devra être redressé

4. DOSSIER PHOTOGRAPHIQUE

	Photo 1 : Vue de la rue du Scheidstein
	Photo 2 : Vue du muret en bordure de Canal
	Photo 3 :
	Photo 4 : Vue de la partie de la plateforme qui servira au camion-citerne à manœuvrer

5. REMARQUES, OBSERVATIONS ET PRECONISATIONS

La distance globale d'entretien est fixée à 1 mètre dans toutes les directions des limites de l'emprise sur le domaine public fluvial.

Dans le cadre du la rédaction de la convention, VNF vous demandent de suivre les préconisations suivantes :

- Végétation : le traitement de la végétation le long du talus est à réaliser régulièrement (au moins 2 fois par an). Ce traitement devra utiliser des techniques alternatives aux traitements chimiques traditionnels (interdiction d'utiliser des produits phytosanitaires car inadaptés aux milieux semi-aquatiques ouverts) ;
- Mettre en place un dispositif permettant de signaler la présence du muret (bandes réfléchissantes) ;

6. CONVENTIONNEMENT

Nous proposons un conventionnement pour 10 ans. Le pétitionnaire devra suivre les recommandations et réaliser les interventions prescrites dans le présent rapport. Il conviendra de conventionner :

- Il est précisé que VNF ne saurait être tenu pour responsable de l'absence d'eau dans le canal en cas d'évènements urgents, comme par exemple une rupture de digue.
- VNF ne serait être tenu responsable de la présence de véhicules sur cette aire, un panneau B0 interdisant la circulation et le stationnement étant implanté au début du chemin de halage.
- En cas de doutes le SIS 67 est informé pouvoir contacter le Centre d'Alerte Rhénan et d'Informations Nautiques de Gambsheim (Caring) 7j/7 et 24h/24.

A Strasbourg
le 29/01/2026

Le représentant
De la ville et l'Eurométropole de Strasbourg

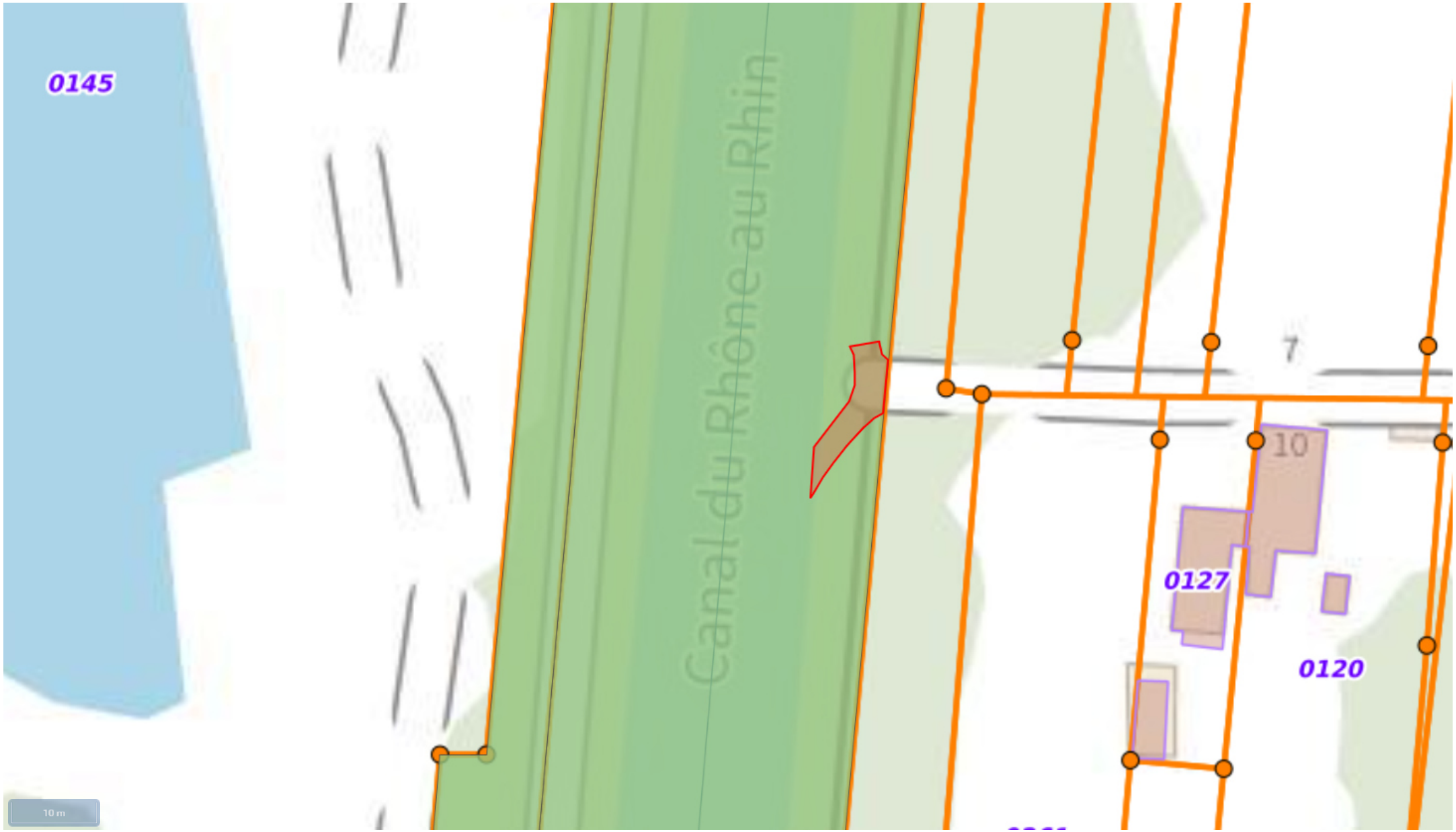
Sébastien LIST

A Gambsheim le 02/02/2026
le

Le représentant
VNF

Sandrine BERTHIOT

Epure de giration - rue du Scheidstein ILLKIRCH



Source = données ObservaDo.

Cette carte a été générée par le site ObservaDo le 12/08/2025.

Epure de giration - rue du Scheidstein ILLKIRCH

Légende :

Points Kilométriques

Équipement

Voies d'eau

Cartes IGN

Bâtiment

Pas de légende

Photographies aériennes

Terrain

Open Street Map

DPF - VNF
Concession EDF
Autre concessionnaire
Autre concessionnaire
TrÃ©fond

Pas de légende

Unité Fonctionnelle

Parcelles

Pas de légende

Cette carte a été générée par le site ObservaDo le 12/08/2025.


POINT D'EAU INCENDIE
POINT D'ASPIRATION
IG0970







Strasbourg.eu
eurométropole

39

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Attribution de deux subventions au titre du fonds de solidarité internationale dans le domaine de l'accès à l'eau et à l'assainissement.

Numéro E-2026-884

Par délibération du 25 mars 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé la création d'un fonds de solidarité internationale portant sur l'accès à l'eau et l'assainissement, dénommé fonds EAST. Ce dispositif, encadré par la loi Oudin-Santini n°2005-95, permet aux collectivités de consacrer jusqu'à 1% de leur budget eau et assainissement au financement d'actions de solidarité internationale dans ces secteurs. Pour l'année 2026, l'enveloppe budgétaire du fonds EAST s'élève à 50 000 €.

Suite à l'appel à projets lancé par l'Eurométropole de Strasbourg et relayé par l'Agence de l'eau Rhin-Meuse (AERM), partenaire privilégié du dispositif, il est proposé de soutenir 2 projets cette année :

ASSOCIATION LIFETIME PROJECTS - Amélioration durable de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la commune de Mbankomo (Cameroun)

LifeTime Projects est une association strasbourgeoise à but non lucratif qui mène des projets solidaires et humanitaires d'intérêt général en France et à l'international. À l'international, LifeTime Projects agit en étroit partenariat avec des structures locales pour co-créer, soutenir ou accompagner la mise en oeuvre de projets de développement durable, qui s'articulent principalement autour des thématiques suivantes : les droits des femmes, la protection de l'enfance, l'économie sociale et solidaire, ainsi que la protection environnementale.

Les villages d'Elig Essomballa et Bibong Bidoum (sites 1 et 2) ne bénéficient d'aucune infrastructure hydraulique améliorée. Les populations s'approvisionnent exclusivement à partir de puits traditionnels non protégés, de sources naturelles non aménagées et de cours d'eau (rivières Mefou et affluents) sans traitement. Aucun branchement sur le réseau public n'est disponible. Ces deux villages constituent les « zones blanches » de la commune, non couverts par les 10 forages existants. Le complexe Zoatoupsi (site 3) n'a également aucune infrastructure hydraulique à ce stade et l'ouverture du complexe d'accueil pour orphelins est conditionnée à la réalisation préalable du réseau d'eau

potable.

Les analyses réalisées dans le cadre d'un projet précèdent ont révélé des contaminations bactériologiques fréquentes dans les eaux de surface et les puits non protégés de la commune. Les maladies hydriques (diarrhées, typhoïde, dysenterie) constituent l'un des premiers motifs de consultation dans les Centres de Santé Intégrés de la commune. La corvée d'eau réduit le temps de scolarisation des filles et le temps disponible pour les activités génératrices de revenus des femmes.

Dans ce contexte, le projet vise à améliorer durablement l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans la commune de Mbankomo - Région du Centre, Cameroun (sites de Elig Essomballa, Bibong Bidoum,et Zoatoupsi - orphelinat en construction), à travers la construction de 3 adductions d'eau potable et d'un bloc de latrines écologiques à double fosses alternées sèches. Il associe LifeTime Projects (LTP), porteur strasbourgeois engagé dans la protection de l'enfance et le développement international, et ANI International, partenaire opérationnel parisien fort de dix ans d'expérience dans les projets eau et assainissement au Cameroun.

Il repose sur trois actions principales :
- construction de trois réseaux d'adductions d'eau potable et de 3 forages,
- construction d'un bloc de latrines écologiques à double fosses alternées sèches,
- actions de formation et de sensibilisation pour la pérennisation des ouvrages.

Ce projet concerne respectivement sur les 3 sites, 4 760 bénéficiaires directs sur 6 800 habitants, 5 600 bénéficiaires directs sur 8 000 habitants et 360 enfants à l'ouverture de l'orphelinat.

Montant global du projet : 171 696 €
Subvention demandée : 17 710 €
Subvention proposée : 17 710 €

ONG ELECTRICIENS SANS FRONTIÈRES - Accès durable à une eau de qualité pour les villages d'Atchakeke, de Lemso Cope et d'Awouko Cope dans la région des plateaux à proximité de la ville de Glei (Togo)

Électriciens sans frontières est une ONG de solidarité internationale créée en 1986 et reconnue d'utilité publique. Elle mène des projets d'accès à l'électricité et à l'eau afin que les populations les plus démunies de la planète, principalement situées en zones rurales et isolées, voient leurs conditions de vie s'améliorer durablement grâce à la fourniture de services énergétiques modernes et à une eau de qualité. Les projets sont construits en associant systématiquement les leviers de développement et l'intégration des enjeux environnementaux, en privilégiant les énergies renouvelables. L'ONG se caractérise par l'implication de près de 1 200 bénévoles répartis dans 14 délégations régionales en France. Les actions d'Electriciens sans frontières sont reconnues en France et à l'international : convention de partenariat avec le Ministère chargé des Affaires étrangères depuis 2017 ; prix ONU pour l'Action climatique en 2019 ; prix Zayed pour le Développement Durable en 2020 ; Prix Talal en 2022. Electriciens sans frontières est agréée par le label « Don en confiance » depuis 2014.

Le projet prend place au Togo et a pour objectif de donner accès à une eau de qualité, en quantité suffisante, à 3 villages : Atchakeke, Lemso Cope et Awouko Cope, situés dans la Région des Plateaux au Sud du pays, à proximité de la ville de Glei. En effet, ces villages ne disposent pas d'une eau suffisante (en qualité et quantité) pour répondre aux besoins de l'ensemble des habitants, et ce, en particulier en saison sèche. En plus de fournir un accès à l'eau, il est également prévu l'installation de 3 lampadaires dans les 3 villages, ainsi qu'un éclairage des 3 châteaux d'eau pour sécuriser leur accès (hors périmètre du projet présenté).

Le projet vise ainsi à améliorer les conditions sanitaires, sociales et environnementales des habitants des 3 villages grâce à une alimentation en eau potable satisfaisant les usages pendant toutes les saisons. En outre, il entend accompagner le processus d'autonomisation des bénéficiaires et sécuriser la pérennisation des résultats attendus du projet. Il est mené en collaboration avec l'association Coup de Cœur pour le Togo située à Guebviller en Alsace.

Dans ce contexte, le projet vise à garantir un accès pérenne, équitable et écologique à l'eau potable pour trois villages, représentant environ 7 700 personnes. Il repose sur deux actions principales :
- la construction de trois systèmes de pompage solaire et l'installation de robinets pour distribuer l'eau potable à chacun des trois villages,
- installation de la gouvernance : accompagner les Comités de Vie et de Développement (CVD) à la mise en place d'une gestion et d'une maintenance pérenne des installations.

Montant global du projet : 167 352 €
Subvention demandée : 40 000 €
Subvention proposée : 32 000 €

Ces deux projets seront cofinancés par l'agence de l'eau Rhin-Meuse, partenaire privilégié du dispositif, en accord avec le volet international du Contrat de Territoire Eau et Climat (CTEC) conclu avec l'AERM.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

décide

- *l'attribution des deux subventions ci-après :*

LIFETIME PROJECTS	*17 710 €*
ELECTRICIENS SANS FRONTIÈRES	*32 000 €*

- *d'imputer les dépenses sur les crédits inscrits au budget annexe de l'eau, fonction 6553.06 et au budget annexe de l'assainissement, fonction 6553.06,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214537-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

40

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Contrat de vente des sables lavés issus des installations de valorisation du Centre Technique de l'Assainissement

Numéro E-2026-913

Le service Exploitation de l'eau et de l'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg est en charge de l'entretien des 1 790 km de réseaux d'assainissement. Le curage annuel de 15 % du linéaire de réseau génère la production de 1 800 à 2 500 tonnes de matières de curage extraites des réseaux. Les sables de curage dépotés par les hydrocureuses sur le site du Centre Technique de l'Assainissement étaient jusqu'à présent considérés comme un déchet pris en charge techniquement et financièrement par la collectivité.

Le service a investi dans la construction d'une filière de lavage des sables de curage des réseaux d'assainissement opérationnelle depuis 2025. Cet équipement permet de séparer les matériaux grossiers et les sables et produira de 1 000 à 1 500 tonnes par an de sable propre à une réutilisation dans les activités de construction (réseaux, route, bâtiment).

La mise en place et la pérennisation de cette filière de recyclage nécessite de contractualiser avec des entreprises garantissant un débouché pour ces sables recyclés.

Il est proposé de contractualiser avec la société :
- SOGEA EST BTP (agence de Strasbourg) dépôt d'Illkirch.

Les deux dépôts se situent géographiquement à proximité du Centre Technique de l'Assainissement (CTA – 40 rue de la Plaine des Bouchers à Strasbourg), de manière à ne pas impacter négativement le bilan carbone de l'opération de réemploi des sables lavés.

Les besoins en sable de SOGEA EST BTP sont supérieurs à la production journalière de sables lavés issus de la filière.

Le contrat de vente permettra donc d'écouler l'ensemble du stock de sables lavés, dans un contexte environnemental favorable de préservation de la ressource et d'un bilan carbone amélioré sur le territoire métropolitain.

Les sables seront livrés par le service Exploitation de l'eau et de l'assainissement (à ses frais), par benne ampliroll, après pesage sur le pont bascule du Centre Technique de l'Assainissement (CTA). Un suivi analytique et quantitatif sera assuré par le service qui établira également la facturation pour émission d'un titre de recette en fin d'année civile.

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'autoriser la signature du contrat de vente qui rend effective l'attribution des sables lavés à la société SOGEA EST BTP.

Le prix de vente est établi à 3,00 € HT/tonne.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la vente de sables lavés et la réutilisation circulaire de la ressource en sables issus des installations de valorisation du Centre Technique de l'Assainissement (CTA) à la société, SOGEA EST BTP (agence de Strasbourg),

décide

le versement des recettes de ces ventes sur la ligne budgétaire 703.000 (EN20A),

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214802-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CONTRAT DE VENTE

DE SABLE POUR L'ANNEE 2026

ENTRE :

d'une part,

L'Eurométropole de Strasbourg, domiciliée au Centre Administratif, 1 Parc de l'Etoile - 67076 STRASBOURG CEDEX ;

Représentée par sa présidente, Madame Catherine Trautmann;

Ci-après désignée comme « le vendeur »

ET :

d'autre part,

SOGEA EST BTP agence de STRASBOURG, domiciliée route d'Hindisheim - 67880 KRAUTERGERSHEIM ;

Représentée par son Directeur d'activité, Monsieur Philippe LAMBERT ;

Ci-après-désigné comme « l'acheteur ».

****

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT

Le présent contrat régit la vente de sable de l'Eurométropole de Strasbourg, à la société SOGEA EST BTP, en vue de son réemploi.

Le sable vendu dans le cadre de cette transaction est un sable de réemploi, issu du curage du réseau d'assainissement de l'Eurométropole de Strasbourg. La filière de traitement des matières de curage mise en service en 2025 par le service de l'Eau et de l'Assainissement permet de trier les matières collectées lors des opérations de curage, d'en extraire et d'en laver le sable.

ARTICLE 2 – NATURE DE LA MARCHANDISE VENDU

Le matériau vendu est du sable recyclé d'une granulométrie estimative comprise entre 0 et 4 mm, dont la teneur en matière organique est ≤ à 3%.

Le vendeur s'engage à transmettre à l'acheteur toutes les informations en sa possession concernant les caractéristiques de la marchandise « sables recyclés ».

ARTICLE 3 – LIVRAISON DE LA MARCHANDISE

La marchandise sera stockée par le vendeur (selon la production, en dépôt dans une benne ampliroll 15 m³, en vrac ou dans un big-bag) sur son site du Centre Technique de l'Assainissement sis 40 rue de la Plaine des Bouchers à STRASBOURG, puis livrée par le vendeur ou un de ses prestataires (à ses frais) sur un site de l'acheteur présent sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg :

Adresse et contact du site d'accueil :

- Site de SOGEA EST BTP route d'Eschau à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN
- Monsieur Thibaut KLEIN, Chef d'Agence, courriel : thibaut.klein@vinci-construction.com

Chaque camion de transport de sable fera préalablement (à la livraison) l'objet d'une pesée sur le pont bascule du Centre Technique de l'Assainissement, puis d'une seconde pesée à vide au retour de livraison. A noter que le pont bascule, fait l'objet d'un contrôle d'étalonnage.

Une extraction des données de pesée pour être transmise à l'acheteur sur simple demande.

ARTICLE 4 – PRIX ET FACTURATION

4.1 Prix

Le prix de fourniture du sable lavé est fixé par la présent contrat pour 1 tonne de sable dont les caractéristiques sont définies à l'article 2.

La prestation de livraison étant assurée par le vendeur (à sa charge), le prix de fourniture de la marchandise « sables recyclés » au départ du dépôt du vendeur, est fixé à **3 € HT** la tonne pour l'année 2026.

4.2. Facturation et paiement

Un titre de recette sera émis annuellement. Il donnera lieu à l'envoi d'un avis de somme à payer qui comprendra les instructions de paiement.

Un récapitulatif de l'état des livraisons (dates de livraison et tonnages) sera joint au titre de recette.

ARTICLE 5 – QUANTITES PROPOSEES A LA VENTE

Les quantités proposées à la vente sont estimées entre 100 et 150 tonnes par mois, sans engagement sur une quantité minimum ou maximum.

ARTICLE 6 – DUREE DU CONTRAT

Le présent contrat est établi jusqu'au 31 décembre 2026.

Il sera renouvelé par tacite reconduction pour une période d'un an, dans les mêmes conditions, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties.

La dénonciation devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date d'échéance du contrat en cours.

En l'absence de dénonciation dans ce délai, le contrat sera réputé reconduit automatiquement.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

Le vendeur s'engage à communiquer sur l'aspect revalorisation du sable lavé et le réemploi de ce sable recyclé dans le cadre de l'économie circulaire.

L'acheteur pourra sur simple demande se rendre sur le site du Centre Technique de l'Assainissement pour visite des installations de lavage du sable.

ARTICLE 8 – RESPONSABILITE

Le vendeur approuve l'exclusion de toute responsabilité de la collectivité quant à l'usage de la marchandise à compter de son retrait.

Pour le vendeur, **Pour l'acheteur,**

Catherine Trautmann,
Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,

Fait à Strasbourg, le

41

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Déclassement du domaine public d'ouvrages d'assainissement sis rue du Château à Ostwald.

Numéro E-2026-701

L'Eurométropole de Strasbourg est propriétaire des ouvrages d'assainissement (réseaux et déversoirs d'orage – cf. plan en annexe), situés 10a rue du Château à Ostwald sur la parcelle cadastrée :

- section 1, n°273, d'une surface de 421,91 m².

Participant au service public d'assainissement, ils relèvent du domaine public métropolitain.

Cette parcelle était la propriété de la ville d'Ostwald et ces ouvrages métropolitains sont grevés d'une servitude de tréfonds au profit de la commune.

Cette parcelle a fait l'objet d'une vente entre la ville d'Ostwald et Messieurs Patrick HILBERT et Gilles PEITSCH. C'est pourquoi, les bénéficiaires de la vente souhaitent l'abandon de la servitude. Par une délibération du 25 septembre 2025, le Conseil municipal d'Ostwald a approuvé l'abandon de la servitude.

À ce jour et depuis les travaux de modernisation du réseau public de 2021, les ouvrages décrits ci-dessus n'ont plus aucun usage. La désaffectation de ces ouvrages peut être constatée. Aussi, il convient de constater leur déclassement.

Dans ces conditions, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'adopter la présente délibération.

Je vous demande de bien vouloir approuver le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la désaffectation des ouvrages situés sur les parcelles, rue du Château à Ostwald

décide

- *le déclassement des emprises précitées du domaine public métropolitain,*
- *le classement des emprises précitées dans le domaine privé de Messieurs Patrick HILBERT et Gilles PEITSCH ;*

autorise

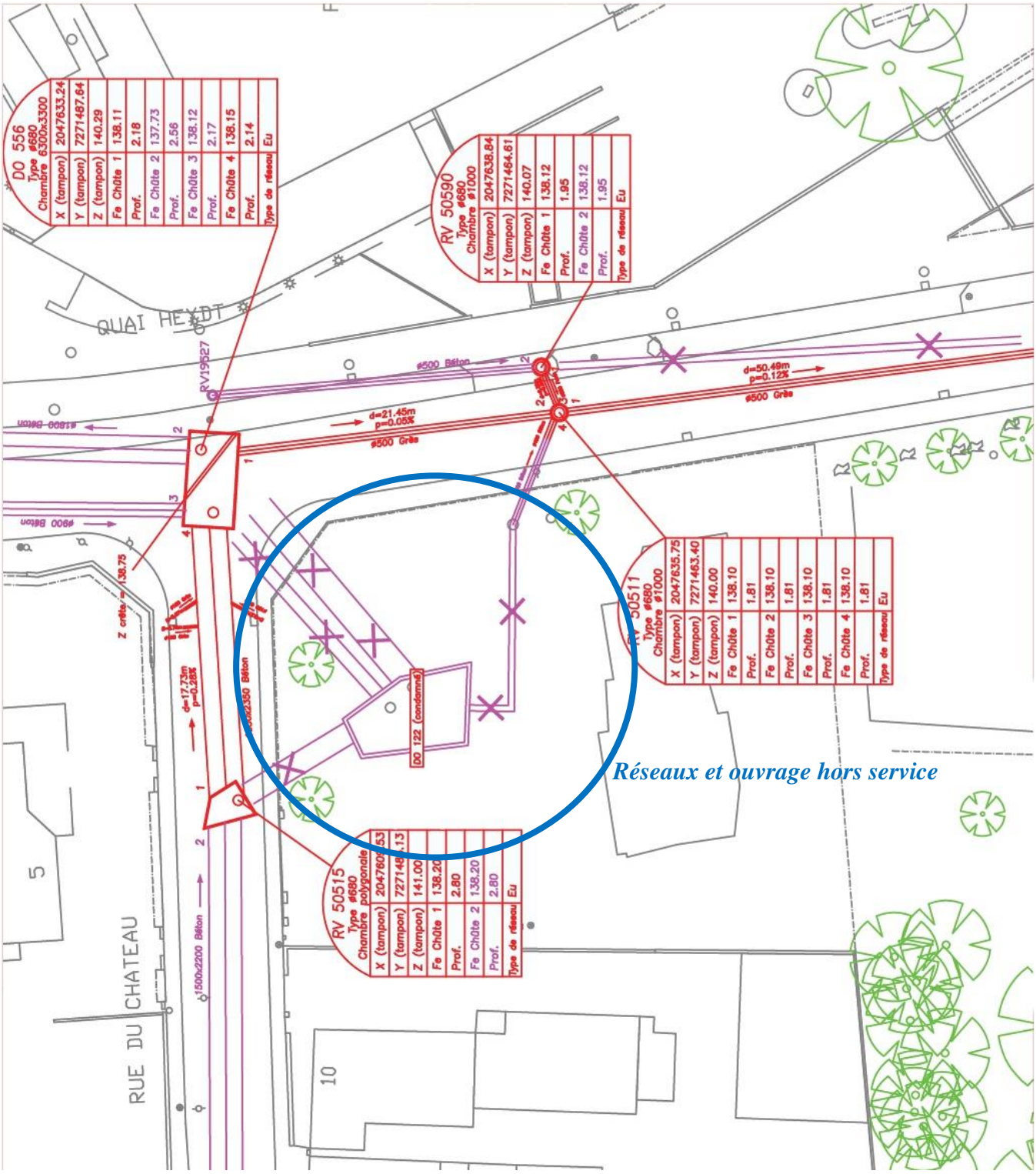
la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer tout acte ou document concourant à la bonne exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-211223-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026



Plan sans échelle particulière

Strasbourg.eu
eurométropole

42

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

ZAC des vergers Saint Michel à REICHSTETT - actualisation du dossier de réalisation de ZAC et avenant n°2 au traité de concession d'aménagement.

Numéro E-2026-878

Située en deuxième couronne et, à l'entrée Nord du territoire de l'EMS, la commune de Reichstett se trouve au cœur d'un bassin d'emploi très actif. Marquée au début des années 2000 par une baisse et un vieillissement de la population, ainsi que par un déficit de logements sociaux, Reichstett est identifiée comme « Zone d'intérêt communautaire » de la politique de l'habitat de l'Eurométropole de Strasbourg. La cessation des activités de la raffinerie de Reichstett en 2011 et le déclassement de la zone SEVESO ouvrent alors de nouvelles possibilités d'extension.

Fort de ce constat, la Communauté Urbaine de Strasbourg, devenue Eurométropole de Strasbourg, a décidé de la réalisation de l'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des « Vergers Saint Michel » à Reichstett.

Cette opération constitue l'opportunité de proposer une nouvelle offre immobilière diversifiée à destination notamment des familles et primo-accédants et de permettre des nouveaux parcours résidentiels aux habitants de la commune. Cette démarche d'extension urbaine s'est par ailleurs accompagnée d'objectifs ambitieux en termes de développement durable et d'enjeux urbains forts notamment :

- l'intégration du nouveau secteur sur le territoire communal et son tissu urbain, à travers la maitrise de la consommation de foncier, la maitrise de la cohérence d'ensemble de l'aménagement et la qualité architecturale et paysagère des différents bâtiments ;
- la création d'une entrée de ville qualitative ;
- la dynamisation de la vie économique et sociale de la commune par la création d'espaces publics fédérateurs, de lieux de rencontre et de locaux destinés au commerce ;
- la conservation, la valorisation et le renforcement des atouts paysagers et environnementaux ;
- l'amélioration de la desserte en transports en commun, la création d'aménagements en faveur des modes actifs, la promotion de l'autopartage ;
- la construction de bâtiments économes en énergie avec la réalisation de la totalité des logements plus performants que la réglementation et d'un grand

nombre de logements de niveau passif ou à énergie positive ;
- le développement d'une démarche de transition écologique à l'échelle de la commune, stimulée par le projet urbain.

Cette opération a été confiée à la société CMC-CIC Aménagement foncier, désormais dénommée Crédit mutuel Aménagement foncier, par un traité de concession d'aménagement signé en date du 30 janvier 2015, en application des articles L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme alors en vigueur, pour une durée de 10 ans à compter de sa prise d'effet, soit jusqu'au 29 janvier 2025.
Un premier avenant au contrat de concession d'aménagement a été signé en date du 13 juillet 2023 prenant acte :
- du rachat et démolition de la copropriété 2f rue du Général de Gaulle,
- du rephasage en deux tranches de l'opération (contre trois prévu initialement),
- de l'augmentation de frais de l'aménageur et de la maitrise d'œuvre désignée par le concessionnaire au regard des enjeux de qualité architecturale, écologique du quartier.

Au vu de l'avancement de l'opération, l'aménageur et la collectivité ont, en concertation, convenu plusieurs évolutions du projet dans la limite des dispositions prévues dans le traité de concession.

En premier lieu, la crise internationale intervenue en février 2022 a engendré une inflation particulièrement importante qui a impacté significativement les métiers de l'aménagement et de la construction. En conséquence, les coûts de construction et donc les prix de l'immobilier ont également augmenté. Simultanément, l'augmentation des taux directeurs des banques centrales a eu un effet sur les capacités d'endettement des ménages et ont engendré une contraction de la demande en logements neufs.

Au cours du dernier trimestre 2022, l'aménageur a lancé les consultations des premiers lots de la seconde tranche de la ZAC des Vergers St Michel conformément au planning prévu avec le concédant et la commune de Reichstett. Au vu du contexte économique, cette consultation a été infructueuse, les exigences portées par l'aménageur et les deux collectivités ne permettaient plus d'atteindre une viabilité économique suffisante pour les promoteurs et bailleurs.

Fort de ce constat, l'aménageur, le concédant et la commune ont engagé un travail d'analyse des cahiers des charges et des exigences environnementale, architecturale et paysagère des lots à construire. L'objectif partagé était de maintenir le niveau d'exigence en identifiant des pistes d'optimisation financière. Pour ce faire, l'aménageur a pris l'attache d'un économiste de la construction qui s'est coordonné avec l'équipe de maitrise d'œuvre. Il ressort que la première piste d'économie est la gestion du stationnement enterré et des sous-sols. Après un travail fin avec la maitrise d'œuvre, l'aménageur est parvenu à proposer une reconfiguration des lots de la tranche 2 permettant d'éviter une occupation des espaces publics par des véhicules ventouses et une économie de construction pour les projets.

Par ailleurs, la préfecture du Bas-Rhin a publié le 22 décembre 2023 un nouvel arrêté lié au déficit de logements sociaux au sein de la commune au regard de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain du 13 décembre 2000. Cet arrêté précisait qu'en vertu du Code de la construction et de l'habitation, tout programme

de logements supérieur à 800 m² ou 12 logements devait inclure une part a minima de 30% de logements sociaux éligibles aux Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et Prêt locatif à usage social (PLUS). En tenant compte de cette demande, la commune, le concédant et le concessionnaire ont travaillé sur une nouvelle programmation des lots de la tranche 2 afin d'atteindre cet objectif de 30% à l'échelle de la tranche 2 et non pas à l'échelle de l'ilot afin de permettre une cohérence d'ensemble du secteur.

Enrichi de ces deux principes, le nombre de logements ainsi que la surface de plancher doivent évoluer marginalement.

En deuxième lieu, le concessionnaire et le concédant ont convenu de revoir le financement de la participation aux équipements publics afin de tenir compte d'une part de la réalisation en deux tranches prévus dans l'avenant n°1 et d'autre part de l'actualisation des coûts depuis la signature du traité de concession. Le traité de concession prévoyait en effet une participation des équipements pour la voirie dite transversale Est/Ouest ou « parkway » pour un montant de 159 000 € hors taxes et une participation pour la transformation du carrefour entre la rue du Général de Gaulle et le parkway pour un montant de 341 833 € hors taxes, soit un montant total de participation de 500 833 € hors taxes (valeur 2015).

Conformément aux dispositions du traité de concession, le concessionnaire a sollicité le concédant pour actualiser les montants précités sur la base des consultations réalisées. Cette actualisation conduit à porter la participation du concédant à :
- 481 000€ hors taxes pour le carrefour,
- 402 000€ pour la transversale Est/Ouest divisée en deux versements correspondant à la réalisation des deux tranches (195 000€ pour la première tranche et 207 000€ pour la seconde),

Soit un montant total de 883 000€ (+382 000€).
En troisième lieu, le concédant et le concessionnaire ont convenu une nouvelle fois de prolonger la durée de concession d'une durée de trois ans au vu de l'avancement de la tranche 2.
Enfin, le concessionnaire et le concédant ont convenu de modifier divers points mineurs du traité de concession notamment à propos des modalités de consultations des opérateurs immobiliers pour la cession de fonciers.

I. Modification n°1 du dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté

Le dossier de réalisation comprend :
- le rapport de présentation,
- le programme des équipements publics,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement,
- le complément à l'étude d'impact.

Le programme global des constructions a évolué pour ajuster la constructibilité de la ZAC suite aux évolutions de la tranche 2 (augmentation du nombre de logements sociaux, transformation des ilots en accession libre et rééquilibrage des typologies pour maintenir le niveau des recettes). Celui-ci s'élève à présent à 42 427 m² de

surfaces de plancher contre 41 642 m² (données avenant n°1) et est ventilé ainsi :
- 40 465 m² de surface de plancher destiné aux logements, soit 529 logements (au lieu de 39 699 m² et 498 logements),
- 1 962 m² de surface de plancher destiné aux commerces en lien avec le supermarché existant (1 943 m² auparavant).

L'ensemble des fiches de lot a ainsi été mis à jour pour tenir compte d'une part de la réalisation d'avancement des projets déjà livrés et en cours de construction et d'autre part ceux à venir et qui intègrent les modifications de surface et de typologie.

Pour rappel, le montant des recettes supplémentaires attendues était d'environ 440 000€ HT (tenant compte de la participation actualisée du concédant).

Le programme des équipements publics ne connait pas de modification dans sa consistance mais a été actualisé par rapport aux montants du traité de concession initial exprimé en valeur 2015. En conséquence, la participation du concédant à la réalisation des équipements publics augmente de 382 000€.

II. Projet d'avenant n°2 au traité de concession d'aménagement

L'évolution du projet de la ZAC génère des modifications à apporter au traité de concession d'aménagement conclu entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Crédit mutuel Aménagement foncier conformément au projet d'avenant n°2 annexé à la présente délibération.
Les modifications portent sur les éléments principaux suivants :
- le programme global des constructions notamment défini dans l'article 1 du traité,
- le bilan d'aménagement intégrant les surcoûts d'aménagement des espaces publics, l'actualisation de la participation du concédant en conséquence et l'évolution de la ventilation des recettes tenant compte de la nouvelle typologie de logements de la tranche 2.

Enfin et conformément au paragraphe 3 de l'article 2 du traité de concession d'aménagement, le concédant et le concessionnaire ont décidé d'un commun accord au vu de l'avancement de l'opération, de prolonger une nouvelle fois le traité de concession d'aménagement pour une durée de 3 ans, soit une échéance prévisionnelle fixée au 29 janvier 2031.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'avis préalable du Conseil municipal de la ville de Reichstett
vu les articles L300-5, R311-5, R311-7, R311-8 et R 311-9 du Code de l'urbanisme
vu la concession d'aménagement signée entre l'Eurométropole de Strasbourg et le Crédit mutuel Aménagement foncier le 30 janvier 2015 et son premier avenant
vu le dossier de réalisation modificatif n°2 de la ZAC des Vergers St Michel
vu le projet d'avenant n°2
vu les annexes modifiées dont le bilan d'aménagement prévisionnel

sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la modification n°2 du dossier de réalisation de la ZAC des Vergers St Michel à savoir les modifications du programme global des constructions et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps,*
- *le projet d'avenant n°2 de la concession d'aménagement à signer entre l'Eurométropole de Strasbourg et le crédit mutuel aménagement foncier ainsi que les annexes modifiées dont le bilan financier prévisionnel actualisé,*
- *l'actualisation de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg en tant que concédant pour la réalisation des équipements publics et le nouvel échelonnement de ces participations,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante

- *à signer l'avenant n°2 à la concession d'aménagement, tous actes ou annexes s'y rapportant,*
- *à mettre en œuvre l'ensemble des formalités et mesures de publicité suite à la modification n°2 du dossier de réalisation de la ZAC des Vergers St Michel,*
- *à signer toute convention y afférant.*

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214497-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

AVENANT n° 2

A LA CONCESSION D'AMENAGEMENT POUR LA REALISATION DE LA ZAC DES « VERGERS SAINT MICHEL » A REICHSTETT

ENTRE

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, représentée par son Vice-président, Monsieur Thibaud PHILIPPS, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de la délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 6 novembre 2026 ;

Ci-après dénommée « la Collectivité » ou « le concédant »

D'UNE PART

ET

CREDIT MUTUEL AMENAGEMENT FONCIER, Société par actions simplifiée, au capital de 23 387 430 € ayant son siège social au 4 rue Frédéric-Guillaume RAIFFEISEN 67000 STRASBOURG(Bas-Rhin), inscrite sous le numéro 788 797 926 au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG, représentée par Monsieur Nicolas THEVENIN, Directeur d'Agence de Strasbourg, en vertu d'une délégation de pouvoir en date du 18 septembre 2025 ;

Ci-après dénommée « le concessionnaire » ou « l'aménageur »

D'AUTRE PART

EXPOSE

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 12 juillet 2013, la Communauté Urbaine de Strasbourg, devenue par la suite Eurométropole de Strasbourg, a décidé de la réalisation de l'opération d'aménagement de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) des « Vergers Saint Michel » à Reichstett.

Au regard de son positionnement en 2nde couronne de l'agglomération, du déficit de logements sociaux dans la commune et d'une population en baisse et vieillissante, cette opération constituait l'opportunité de proposer une nouvelle offre immobilière diversifiée à destination notamment des familles et des primo-accédants et de permettre des nouveaux parcours résidentiels aux habitants de la commune. Cette démarche d'extension urbaine s'est par ailleurs accompagnée d'objectifs ambitieux en termes de transition écologique et d'enjeux urbains forts notamment :

- l'intégration du nouveau secteur sur le territoire communal et son tissu urbain, à travers la maitrise de la consommation de foncier, la maitrise de la cohérence d'ensemble de l'aménagement et la qualité architecturale et paysagère des différents bâtiments ;
- la création d'une entrée de ville qualitative ;
- la dynamisation de la vie économique et sociale de la commune par la création d'espaces publics fédérateurs, de lieux de rencontre et de locaux destinés au commerce ;
- la conservation, la valorisation et le renforcement des atouts paysagers et environnementaux ;
- l'amélioration de la desserte en transports en commun, la création d'aménagements en faveur des modes actifs, la promotion de l'autopartage ;
- la construction de bâtiments économes en énergie avec la réalisation de la totalité des logements plus performants que la réglementation et d'un grand nombre de logements de niveau passif ou à énergie positive.

Cette opération a été confiée à la société CM-CIC Aménagement foncier, désormais dénommée Crédit mutuel Aménagement foncier, par un traité de concession d'aménagement signé en date du 30 janvier 2015, en application des articles L.300-4 et L.300-5 du Code de l'urbanisme alors en vigueur, pour une durée de 10 ans à compter de sa prise d'effet, soit jusqu'au 29 janvier 2025.

Un premier avenant au contrat de concession d'aménagement a été signé en date du 13 juillet 2023 ; cet avenant a notamment pris acte :
- du rachat et démolition de la copropriété 2f rue du général de gaulle,
- du phasage en deux tranches de l'opération (contre trois prévus initialement),
- de l'augmentation des honoraires de l'aménageur et de maitrise d'œuvre désignée par le concessionnaire au regard des enjeux de qualité architecturale, écologique du quartier.
- de la prorogation de l'échéance du traité jusqu'au 29 janvier 2028.

Depuis cet avenant, l'aménageur et la collectivité ont, en concertation dans le cadre des comités de pilotage du projet, convenu plusieurs évolutions du projet au vu de l'avancement de l'opération et dans la limite des dispositions prévues dans le traité de concession.

En premier lieu, la crise internationale intervenue en février 2022 a engendré une inflation particulièrement importante qui a impacté significativement les métiers de l'aménagement et

de la construction. En conséquence, les coûts de construction et donc les prix de l'immobilier ont également augmenté. Simultanément, l'augmentation des taux directeurs des banques centrales a eu un effet sur les capacités d'endettement des ménages et ont engendré une contraction de la demande en logements neufs.

Au cours du dernier trimestre 2022, l'aménageur a lancé les consultations des premiers lots de la seconde tranche de la ZAC des Vergers St Michel conformément au planning prévu avec le concédant et la commune de Reichstett. Au vu du contexte économique, cette consultation a été infructueuse, les exigences portées par l'aménageur et les deux collectivités ne permettant plus d'atteindre une viabilité économique suffisante pour les promoteurs et bailleurs.

Fort de ce constat, l'aménageur, le concédant et la commune ont engagé un travail d'analyse des cahiers des charges et des exigences environnementales, architecturales et paysagères des lots à construire. L'objectif partagé était de maintenir le niveau d'exigence en identifiant des pistes d'optimisation financière. Pour ce faire, l'aménageur a pris l'attache d'un économiste de la construction qui s'est coordonné avec l'équipe de maitrise d'œuvre. Il ressort que la première piste d'économie est la gestion du stationnement enterré et des sous-sols. Après un travail fin avec la maitrise d'œuvre, l'aménageur est parvenu à proposer une reconfiguration des lots de la tranche 2 permettant d'éviter une occupation des espaces publics par des véhicules ventouses et une économie de construction pour les projets.

Par ailleurs, la préfecture du Bas-Rhin a publié le 22 décembre 2023 un nouvel arrêté lié au déficit de logements sociaux au sein de la commune au regard de la loi relative à la solidarité et au renouvellement urbain du 13 décembre 2000. Cet arrêté précisait qu'en vertu du Code de la construction et de l'habitation, tout programme de logements supérieur à 800 m² ou 12 logements devait inclure une part d'a minima 30% de logements sociaux éligibles aux Prêt Locatif Aidé d'Intégration et Prêt Locatif à Usage Social. En tenant compte de cette demande, la commune, le concédant et le concessionnaire ont travaillé sur une nouvelle programmation des lots de la tranche 2 afin d'atteindre cet objectif de 30% à l'échelle de la tranche et non pas à l'échelle de l'ilot afin de permettre une cohérence d'ensemble du secteur.

Enrichi de ces deux principes, le nombre de logements ainsi que la surface de plancher doivent évoluer marginalement.

En deuxième lieu, le concessionnaire et le concédant ont souhaité revoir le financement de la participation aux équipements publics afin de tenir compte de la réalisation en deux tranches prévue dans l'avenant n°1 et d'autre part de l'actualisation des coûts. La part de financement pour le carrefour est ainsi actualisée et la part de financement pour la voirie est-ouest est également actualisée et divisée en deux versements correspondant à la réalisation des deux tranches.

En troisième lieu, le concédant et le concessionnaire ont convenu une nouvelle fois de prolonger la durée de concession d'une durée de trois ans au vu de l'avancement de la tranche 2.

En dernier lieu, le concessionnaire et le concédant ont convenu de modifier divers points mineurs du traité de concession notamment à propos des modalités de consultations des opérateurs immobiliers pour la cession de fonciers.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 – Modification du programme global des constructions de la ZAC

Au vu des évolutions urbaines et architecturales des différents lots de la tranche 2 ainsi que l'augmentation de la part de logements sociaux passant de 26 à 31% pour la tranche 2, le concédant et le concessionnaire ont convenu de modifier les surfaces de plancher prévisionnelles.

Cette modification des surfaces est matérialisée dans le tableau suivant :

Typologie	M² Surface de plancher (Traité de concession)	M² Surface de plancher (Avenant 1)	M² Surface de plancher modifié	Différence (Av. n°1 / Av. n°2)
Locatif aidé collectifs	9 656	9 334	12 413	+ 3 079
Accession aidée collectifs	4 245	1 859	886	- 973 m²
Accession aidée intermédiaires	764	2 754	1 493	- 1 261 m²
Logements à prix maitrisés collectifs	4 635	5 283	5 627	+ 344 m²
Logements à prix maitrisés intermédiaires	1 926	1 732	1 492	- 240 m²
Accession libre collectifs	3 117	8 339	9 577	+ 1 238 m²
Accession libre intermédiaires	10 140	5 743	5 402	- 341 m²
Accession libre individuels (sp estimative)	4 188	4 655	3 575	- 1 080 m²
SOUS-TOTAL LOGEMENTS	**38 671**	**39 699**	**40 465**	**+ 766 m²**
Activités /Commerces en rdc d'opérations	800	643	775	+ 132 m²
Surface commerciale en lien avec le supermarché existant	900	1 300	1 346	+ 46 m²
SOUS-TOTAL COMMERCES	**1 700**	**1 943**	**2 121**	**+ 178 m²**
TOTAL	**40 371**	**41 642**	**42 586**	**+ 944 m²**

En pratique, le nombre de logements a évolué de 495 logements environ dans le traité initial, à 498 dans l'avenant n° 1 et enfin à 529 logements dans le présent avenant (+ 6,87%) qui inclut la reconstitution des logements liée à la démolition de la copropriété « 2f », soit 6 logements. La surface de plancher des logements passe ainsi de 38 671 m² dans le traité initial à 39 699 m² dans l'avenant n°1 et à 40 465 m², soit une évolution de + 4,64%. La surface de plancher de commerces et activités a également légèrement augmenté de 178 m² passant de 1 700 m² dans le traité initial à 1 943 m² dans l'avenant n° 1 et 2 121 m² dans l'avenant n° 2 (+24,76%).

Au final, les surfaces de plancher de l'ensemble du projet évoluent de 40 371 m² dans le traité initial à 42.586 m² au titre du présent avenant, soit une évolution globale de 5,49%, cette

évolution n'apparaissant ainsi pas comme substantielle en application de l'article L 3135-1 Code de la Commande Publique.

En conséquence, les articles 1.1 et 1.2 du traité de concession sont modifiés de la façon suivante :

« 1.1. Programme prévisionnel des constructions en matière de logements

Le programme prévisionnel des constructions en matière de logements portera sur la création d'environ 529 logements représentant environ 40 465 m² de surface de plancher dont la ventilation prévisionnelle par typologie de logements et par statut d'occupation a fait l'objet d'engagements de la part du concessionnaire repris dans le bilan prévisionnel et dans l'Annexe 2 au présent traité.

1.2. Programme prévisionnel des constructions en matière de commerce et de locaux d'activités

Le programme prévisionnel des constructions en matière de commerce porte sur la création d'environ 1 943 m² de surface de vente.

Ce programme poursuit principalement l'objectif de répondre aux besoins des habitants de la commune et du futur quartier par la création d'une polarité de proximité qui viendrait renforcer l'appareil commercial existant autour d'une entrée de ville structurée par un nouveau carrefour.

C'est donc dans le cadre d'une extension mesurée du supermarché insérée dans un contexte urbain attractif que devra prioritairement se réfléchir le volet commercial du programme global des constructions du dossier de réalisation.

Si des solutions alternatives devaient être retenues, au regard notamment de l'étude commerciale à mener et des négociations avec le propriétaire foncier et l'exploitant de la surface commerciale, les parties conviennent de se revoir pour analyser les implications quant à l'exécution de la présente concession et le cas échéant convenir d'un avenant au présent traité, dans les limites de la réglementation en vigueur.

En outre, il est prévu la réalisation d'un local d'activités de 159 m². »

Les annexes 4.1 et 4.2 sont également modifiées et constituent des pièces du présent avenant.

ARTICLE 2 – Prorogation de la durée de la concession

Au regard de l'avancement de l'opération et de la commercialisation des ilots de la tranche 2 dont la commercialisation sera relancée au début de l'année 2025, le concédant et le concessionnaire sont convenus de reporter le terme de la concession de 3 ans supplémentaires conformément à l'article 2 - paragraphe 3 de la concession d'aménagement initiale modifiée sur ce même sujet par l'avenant n°1 signé le 13 juillet 2023, portant ainsi la durée à l'échéance du 29 janvier 2031.

L'article 2 du traité de concession est ainsi modifié :

« La Concession d'aménagement est rendue exécutoire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur. La CUS la notifiera à l'AMENAGEUR en lui faisant connaître la date à laquelle elle aura été reçue par le représentant de l'État la rendant exécutoire. Elle

prendra effet à compter de la date de la réception par l'AMENAGEUR de cette notification, la CUS s'engageant à réaliser les transmissions dans les meilleurs délais.

Sa durée est fixée à 16 années à compter de sa date de prise d'effet.

En cas d'achèvement de la mission de l'AMENAGEUR avant cette date, elle expirera également à la date de constatation de l'achèvement de l'opération, par avenant au présent Contrat.

En cas d'inachèvement de la mission de l'AMENAGEUR à la date fixée à l'alinéa 2 du présent article, elle pourra être prorogée par avenant, conclu dans le respect de la réglementation en vigueur au jour de l'avenant.

La présente Concession d'aménagement ne pourra, en revanche, pas être renouvelée par tacite reconduction. »

ARTICLE 3 – Modification du montant et des modalités de versement de la participation de l'aménageur aux travaux d'équipements publics

Initialement, le concédant devait participer à hauteur de 159 000 € HT, TVA en sus, en contrepartie de la remise de la rue transversale Est / Ouest à créer sur le site, cet équipement répondant à hauteur de 70 % aux besoins des usagers et habitants de la ZAC et se situant à hauteur de 30 % hors échelle de l'opération d'aménagement.

Le versement de la participation du concédant devait s'opérer à la remise de l'équipement d'infrastructure destiné à être incorporé dans le domaine public de l'Eurométropole consécutivement à sa réalisation.

Le concédant et le concessionnaire ont convenu par le biais de l'avenant n°1 au traité de concession de modifier le calendrier de réalisation de l'opération en le phasant en deux tranches et non plus en trois comme prévu initialement.

Au vu de ce calendrier, la partie de la rue transversale Est / Ouest intégrée dans la tranche 1 de l'opération sera livrée et rétrocédée avant la livraison complète de l'équipement. Aussi, le concédant et le concessionnaire ont convenu du versement de la participation en deux échéances : à la livraison de la tranche 1 et à la livraison de la tranche 2.

Enfin, le concédant et le concessionnaire ont convenu l'anticipation du versement de la participation aux équipements publics de la tranche 1 à compter de la levée de réserves des collectivités compétentes et non plus au stade de leur incorporation dans le domaine public.

Par ailleurs, l'article 18.6.3 de la concession initiale prévoyait la possibilité pour l'aménageur de demander l'actualisation de la participation du concédant en cas d'évolution des prix. Au regard de l'inflation constatée depuis l'entrée en vigueur du traité, l'aménageur a demandé cette actualisation que le concédant a accepté. Il convient de fait d'actualiser les montants prévus dans le traité par le présent avenant.

Au vu des éléments ci-dessus et en application de l'article L 3135 du Code de la Commande Publique, les articles 18.6.1 et 18.6.2 du traité de concession sont modifiés comme suit :

Article 18.6.1 Nature de la participation de la collectivité

« Il n'est pas prévu de participation du concédant au coût de l'opération.

La participation de la Communauté urbaine correspond exclusivement au financement d'équipements publics de viabilité primaire, conformément au bilan prévisionnel en annexe 2.

Dans ce cadre règlementaire, et conformément à l'article R 331-6 du Code de l'urbanisme, la participation prévisionnelle de l'Eurométropole de Strasbourg est assise sur le montant de ces équipements publics, à l'exception de la part de ces travaux de voirie et réseaux propres à l'opération d'aménagement. Elle est ainsi calculée selon la clé de répartition suivante :

- *un montant de 480 819,66 € HT, TVA en sus, en contrepartie de travaux d'aménagement réalisés en application de la présente concession par le concessionnaire, sur la rue du Général de Gaulle, ce qui correspond à un financement par la CUS de 100 % de cet équipement constitutif d'une voie structurante de viabilité primaire, hors échelle de l'opération ;*
- *un montant de 401 975,89 € HT (195 309,29 € hors taxes pour la Tranche 1 et 206 669,90 € hors taxes pour la tranche 2), TVA en sus, en contrepartie de la remise de la rue transversale Est / Ouest à créer sur le site, cet équipement répondant à hauteur de 70 % aux besoins des usagers et habitants de la ZAC et se situant à hauteur de 30 % hors échelle de l'opération d'aménagement.*

Soit une participation totale à verser par la CUS à l'aménageur à hauteur de 882 794,55 € HT, TVA en sus, conformément au bilan en annexe 2.

Article 18.6.2 Modalités de versement de la participation de l'Eurométropole à l'aménageur

« Le versement de la participation de la CUS devenue Eurométropole de Strasbourg s'opèrera conformément au bilan prévisionnel financier annexé et dans les conditions et modalités prévues au terme de la présente concession :

- ~~*Soit à*~~ *A l'achèvement définitif des travaux d'aménagement réalisés par l'aménageur dans le cas d'un équipement faisant d'ores et déjà partie du domaine public ;*
- ~~*Soit à*~~ *A la levée des réserves des collectivités compétentes (constaté par un procès-verbal) pour les équipements d'infrastructure faisant l'objet de ladite participation des tranches 1 et 2 destinés à être à être incorporés dans le domaine public de l'Eurométropole de Strasbourg consécutivement à leur réalisation,*

ARTICLE 4 – Évolution corrélative du bilan d'aménagement

Afin de tenir compte des évolutions des recettes issues de l'adaptation de la typologie des logements, le concédant et le concessionnaire sont convenus de modifier le bilan financier d'aménagement.

L'annexe 2 du traité de concession est ainsi mise à jour et jointe au présent avenant.

ARTICLE 5 – Dispositions diverses

5.1 Initialement, le traité de concession prévoyait de limiter à 10% la cession des droits à construire à un opérateur immobilier afin de garantir une diversité des maitres d'ouvrages et des projets. Toutefois, au regard de la crise immobilière débutée en 2022 et la réduction des partenaires immobiliers, le concédant et le concessionnaire ont convenu de pouvoir dépasser ce seuil si cette solution s'impose pour la qualité et l'économie du projet. L'article 16.1 du traité de concession initial est ainsi modifié :

« Dans ses actions de commercialisation, l'AMENAGEUR assumera la mise en œuvre de consultations préalables à la cession de lot (de type consultation d'architectes, consultation promoteurs/architectes…) fixant des objectifs ambitieux en matière de qualité architecturale et environnementale. Ces modalités de consultation seront définies d'un commun accord au sein du Comité de pilotage. Quels que soient les moyens de consultation mis en place, l'AMENAGEUR sera responsable de l'efficacité de la commercialisation et de la qualité des projets.

Dans le cadre de ces consultations, le concessionnaire associera aux jurys de sélection des candidatures et des offres l'Eurométropole de Strasbourg avec voix délibérative et la ville de Reichstett avec voix consultative et proposera la participation de maître d'œuvres indépendants pour éclairer l'avis des membres du jury.

En tout état de cause, l'AMENAGEUR s'engage à ne pas réserver plus de 10% des droits à construire de la ZAC au même candidat. Toutefois, si le projet le justifie, l'AMENAGEUR pourra dépasser ce seuil au profit d'un candidat, sous réserve de l'accord préalable du concédant. L'accord formalisé de l'Eurométropole de Strasbourg se traduira par un courrier de réponse adressé par la personne désignée à l'article 36 ci-après dans le délai d'un mois suivant la sollicitation de l'AMENAGEUR par courrier recommandé. À défaut de retour dans ce délai, l'accord sera considéré comme refusé. »

5.2 Au regard de l'évolution de la réglementation en termes de performance énergétique, des exigences environnementales de la ZAC et de l'évolution du calendrier opérationnel, le concédant et le concessionnaire ont convenu de modifier les engagements du concessionnaire.

L'annexe 7 du traité de concession est ainsi mise à jour et jointe au présent avenant.

ARTICLE 6 – Autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la concession d'aménagement, non modifiées par le présent avenant, demeurent inchangées.

Fait en trois exemplaires, à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour le Crédit Mutuel Aménagement Foncier
Le Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg, Thibaud PHILIPPS	Le Directeur d'Agence de Strasbourg de Crédit Mutuel Aménagement Foncier Nicolas THEVENIN

Annexes :

Annexe 1 : bilan prévisionnel de l'opération et plan de trésorerie et de financement mis à jour (annexe 2 du traité de concession initial)

Annexe 2 : mise à jour des engagements du concessionnaire relatifs à la ventilation de la production de logements à construire (typologie, statut d'occupation) sur l'ensemble de l'opération et par tranche opérationnelle (annexe 4.1 et 4.2 du traité de concession initial)

Annexe 3 : mise à jour de l'échéancier prévisionnel de l'opération proposé par le concessionnaire (annexe 7 du traité de concession initial)



ZAC DES VERGERS DE SAINT MICHEL A REICHSTETT

DOSSIER DE REALISATION

Modification N°1 intervenue par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 24 mars 2023
Modification N°2 intervenue par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 6 novembre 2026

CREDIT MUTUEL AMENAGEMENT FONCIER
Aménageur – Concessionnaire de la ZAC
LOLLIER INGENIERIE
Bureau d'étude VRD - Mandataire
LINDER PAYSAGE
Urbaniste et Paysagiste
AGENCE MW
Architecte
SOLARES BAUEN
Développement durable

JUIN 2026

SOMMAIRE

1. Présentation générale

2. Programme des équipements publics à réaliser dans la zone

3. Programme global des constructions à réaliser dans la zone

4. Modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement

5. Complément à l'étude d'impact

INTRODUCTION

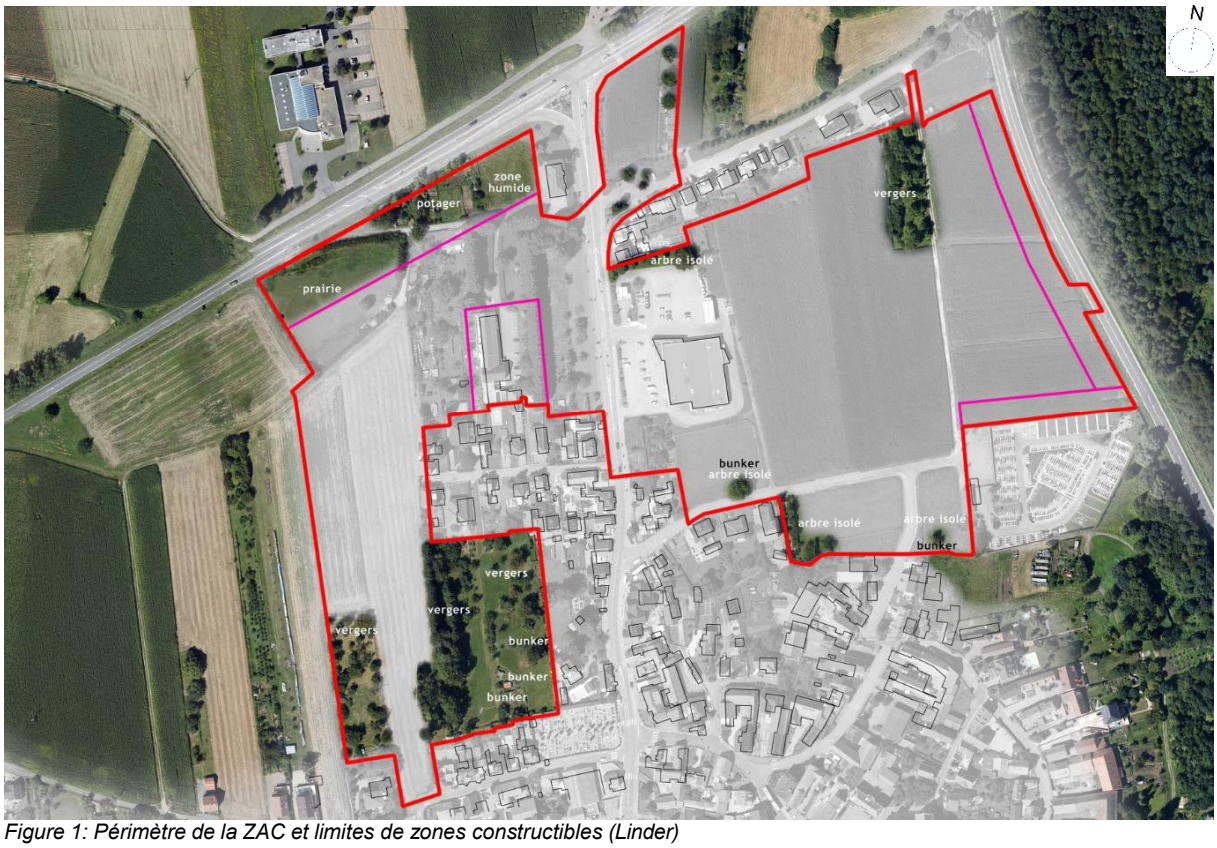


Figure 1: Périmètre de la ZAC et limites de zones constructibles (Linder)

La ZAC de Reichstett est tout d'abord une des plus grandes réserves foncières disponible en seconde couronne de l'agglomération Strasbourgeoise. Située à proximité d'équipements structurants tels que l'A35, le terminus tram d'Hœnheim, elle constitue un enjeu important à l'échelle de l'Eurométropole et s'inscrit dans les grandes orientations de la politique de l'Habitat de cette dernière :

- Mobiliser et optimiser le foncier nécessaire
- Développer une offre diversifiée en logements
- Répondre aux besoins des populations spécifiques ou fragiles
- Accompagner la transition énergétique du territoire
- Prendre en compte la santé dans l'habitat et les projets d'aménagement
- Veiller à la qualité et à la durabilité de l'offre nouvelle

Le projet de la ZAC des Vergers de Saint-Michel est également un enjeu important à l'échelle de la commune de Reichstett.

D'abord par sa taille : la construction d'un quartier de 529 logements environ sur 13,55 Ha va modifier durablement l'évolution de la commune dans toutes ses composantes. Par la réalisation de ce nouveau quartier, Reichstett va influer sur son évolution démographique et permettre de rajeunir et de diversifier sa population.

Le projet est également une opportunité pour apporter une réponse au déficit de la commune en termes de logements sociaux. Le programme prévoit au moins 33% de logements sociaux, et environ 5% en accession sociale et 18% de logements maîtrisés (prix de marchés constatés – 10%).

La ZAC des Vergers de St Michel se décompose en deux tranches (un phasage en trois tranches reste possible). La première tranche se développe à l'Est de la rue du Général de Gaulle. La seconde à l'Ouest de celle-ci.

Les principaux enjeux de la ZAC sont les suivants :

- **Diversifier les typologies de logements sur la commune et attirer de nouveaux ménages**
- **Créer un nouveau quartier qui s'intègre à l'environnement urbain et naturel existant**
- **Créer un quartier aux performances énergétiques exemplaires, et qui propose un aménagement durable**

Le nouveau quartier va transformer l'entrée Nord de l'agglomération et lui offrir une nouvelle vitrine. Il devra respecter l'identité de Reichstett mais aussi renouveler son image pour assurer l'attractivité de la commune.

Ces principes fondateurs seront déclinés dans le projet de la manière suivante :

1. DIVERSIFIER LES TYPOLOGIES DE LOGEMENTS ET ATTIRER DE NOUVEAUX MENAGES

L'accroissement et la diversification de l'offre de logements sont donc des enjeux majeurs de la commune pour renouveler et rajeunir la population.

Pour répondre à cet objectif, le programme de construction tend à minimiser la production de logements individuels. À ce jour, de manière prévisionnelle, le projet propose la construction d'environ :

- 400 logements collectifs
- 101 logements intermédiaires
- 28 maisons individuelles

Sur les deux tranches, la mixité et la diversité des offres seront introduites sur les macros lots. Le programme opérationnel prévoit aussi d'accueillir de l'habitat en autopromotion, forme d'habitat participatif.

Concernant l'offre en logements aidés, la ZAC offrira 33% de logements locatifs sociaux (LLS). Sur l'ensemble de la ZAC, environ 5% des logements seront ciblés

comme accession sociale à la propriété. Environ 18% des logements seront en prix maîtrisés et environ 39% au prix du marché.
Cette distribution s'effectue de manière équilibrée sur les deux tranches.

2. CREER UN NOUVEAU QUARTIER QUI S'INTEGRE A L'ENVIRONNEMENT URBAIN ET NATUREL EXISTANT

Le site est situé en lisière Nord du tissu urbain de la commune. Il est à la fois ouvert sur le grand paysage et s'offre sur quasiment toute la périphérie de son emprise aux vues depuis les axes majeurs de la RD.
Les éléments paysagers remarquables du site ou de ses environs sont les suivants :

- Forêt du Ried Rott à l'Est, dont la lisière dessine un attrait pour le quartier Est de l'extension, représentant la première phase de développement ;
- Lanières de vergers et jardins vivriers, offrant la possibilité d'appuis pour les futurs espaces publics et cheminement ;
- Arbres en bosquets ou ponctuels, soulignant la présence des éléments hydrographiques, fabriquant des repères et des points d'appel visuel que le futur projet devra préserver et mettre en perspective ;
- Les éléments hydrographiques tel le canal de la Marne au Rhin, les fossés.

Une nouvelle lisière :

Le principe de composition urbaine depuis les lisières émerge comme une évidence. Le traitement de la frange, ceci afin de définir la façade urbaine qui s'offrira aux vues depuis la RD, mais également afin d'installer un espace de transition entre la ville et le grand paysage, devient un élément majeur du projet urbain.

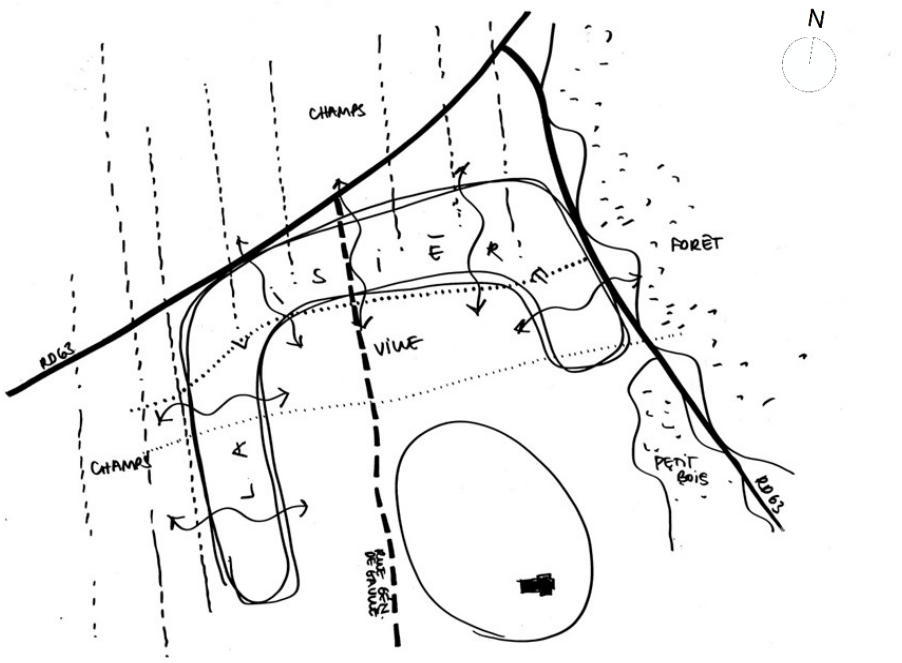


Figure 2: schéma de principe (Linder)

Hormis l'objectif consistant à régler la meilleure insertion paysagère des masses bâties du futur quartier, l'entrée de projet par la définition de la frange permet de développer un espace de transition entre ville et nature, qui soit d'un autre ordre que toutes les urbanisations (de lotissement notamment) qui opposent la ville à la nature (juxtaposition d'alignements de pignons de maisons et de grandes parcelles de champs…). Ce principe de tissage, entre ville et nature, est tout simplement la réinterprétation du principe des parcelles du tissu ancien, où les vergers assuraient la transition entre les corps de ferme prolongés par le potager et le poulailler, et les grands champs de culture ou les prairies d'élevage.



Figure 3: traitement des lisières et intégration du bâti dans l'environnement existant (Linder)

Un quartier jardin :

Au-delà d'une dénomination de quartier, la présence de vergers sur le site est effective mais reste trop fragmentée. L'objectif majeur du projet consiste au renforcement et à la mise en réseau des différentes entités végétales qui le composeront.

Le projet urbain vise à garantir et à recréer une continuité écologique entre le canal de la Marne au Rhin (à long terme) et la réserve de la Ballastière. Le renforcement d'une trame verte support de modes doux permettra à la fois de créer des corridors écologiques et de développer des espaces de culture en ville.

S'insérant dans le bâti, structurant les espaces publics, accompagnant des cheminements, les vergers dessineront un large réseau ramifié dans le futur quartier. Imbriqués à un bâti découpé, l'ensemble formera une sorte de grande mosaïque agri-urbaine.

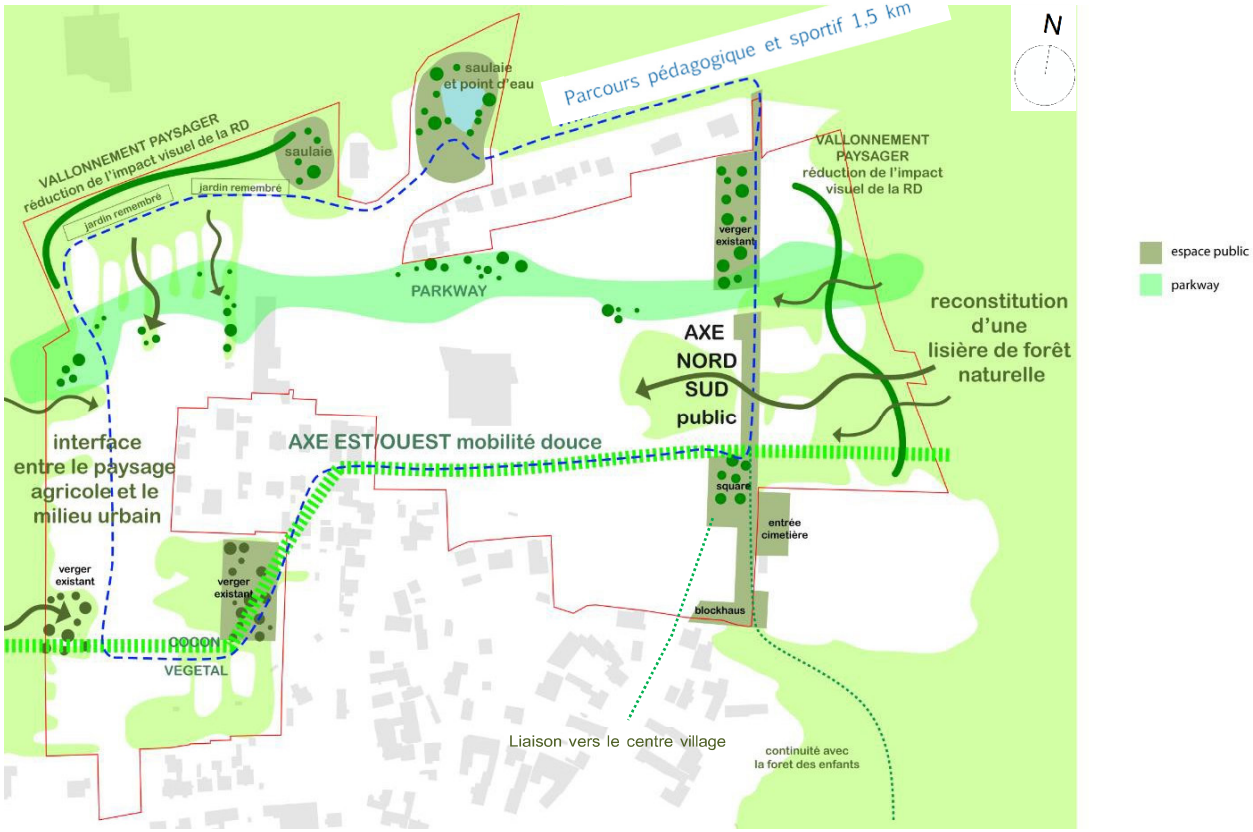


Figure 4: principe de structuration des espaces verts (Linder)

La structuration par la lisière épaisse stratifiée au Nord, la lisière arborée à l'Est, ainsi que la mosaïque de vergers, dessineront une structuration forte du quartier par le végétal, sorte de quartier jardin, dans le sens du jardin (incluant les vergers), productif.

A titre d'exemple, la reconstitution de la lisière de forêt naturelle sur la parcelle à l'Est qui rencontre la RD63, permet de créer un bois habité. Le tissu bâti de la lisière sera poreux pour permettre le tissage et l'infiltration de la nature. Les grands linéaires de façades continues seront ainsi évités. Ce principe se prolonge également au Nord-Est, par l'articulation du bâti avec la lisière arborée qui sera mise en place sous la forme de grands bosquets et de clairières, afin de prolonger et d'étirer la lisière de la forêt de la Ballastière bordant la RD, cette dernière réalisant actuellement une coupure nette de la forêt.



Figure 5: Habiter la nature sur le lot B (MW architectes)

Un nouveau tissu urbain qui fait le lien avec le bâti existant :

En termes de formes bâties, le l'insertion du quartier avec le village existant est un autre objectif.

La répartition et l'implantation des typologies basses et du logement individuel s'effectue à proximité du tissu urbain existant. Dans la partie Sud du périmètre de la ZAC, en particulier sur la tranche 1, il s'agit avant tout de faire lien avec l'existant, autant avec des maisons terminant le tissu existant, qu'avec des volumes s'inspirant des granges du tissu ancien. La reconstitution d'un ilot de morphologie vernaculaire par une architecture et des masses bâties adaptées favorise la continuité visuelle entre le patrimoine existant et les nouvelles constructions. Les constructions qui viennent s'implanter en lien avec le patrimoine existant sont principalement des

logements individuels. Il ne s'agit donc pas de créer des ilots fermés, avec des bâtiments implantés en bords de chaussée. Au contraire, l'architecture sera adaptée à son environnement urbain de proximité.

Sur la tranche 2 également, l'implantation des constructions tends au maximum à s'intégrer dans l'environnement existant. Les masses bâties sur les lots O et P viennent s'implanter en recul par rapport aux maisons individuelles existantes. Un recul de construction s'impose naturellement dans le respect des habitants voisins de la ZAC. Aussi la répartition du bâti sur le lot P, prend en compte la présence des vergers. L'objectif étant de minimiser leur suppression.

3. CREER UN QUARTIER AUX PERFORMANCES ENERGETIQUES EXEMPLAIRES

Dans l'optique de satisfaire aux ambitions de performance énergétiques de l'Eurométropole, le concessionnaire s'est engagé sur la répartition suivante :

Tranche 1 :
- 24% de logements labellisés Effinergie
- 7 % de logements de niveau Bepos-Effinergie
- 22% de logements de niveau Passif

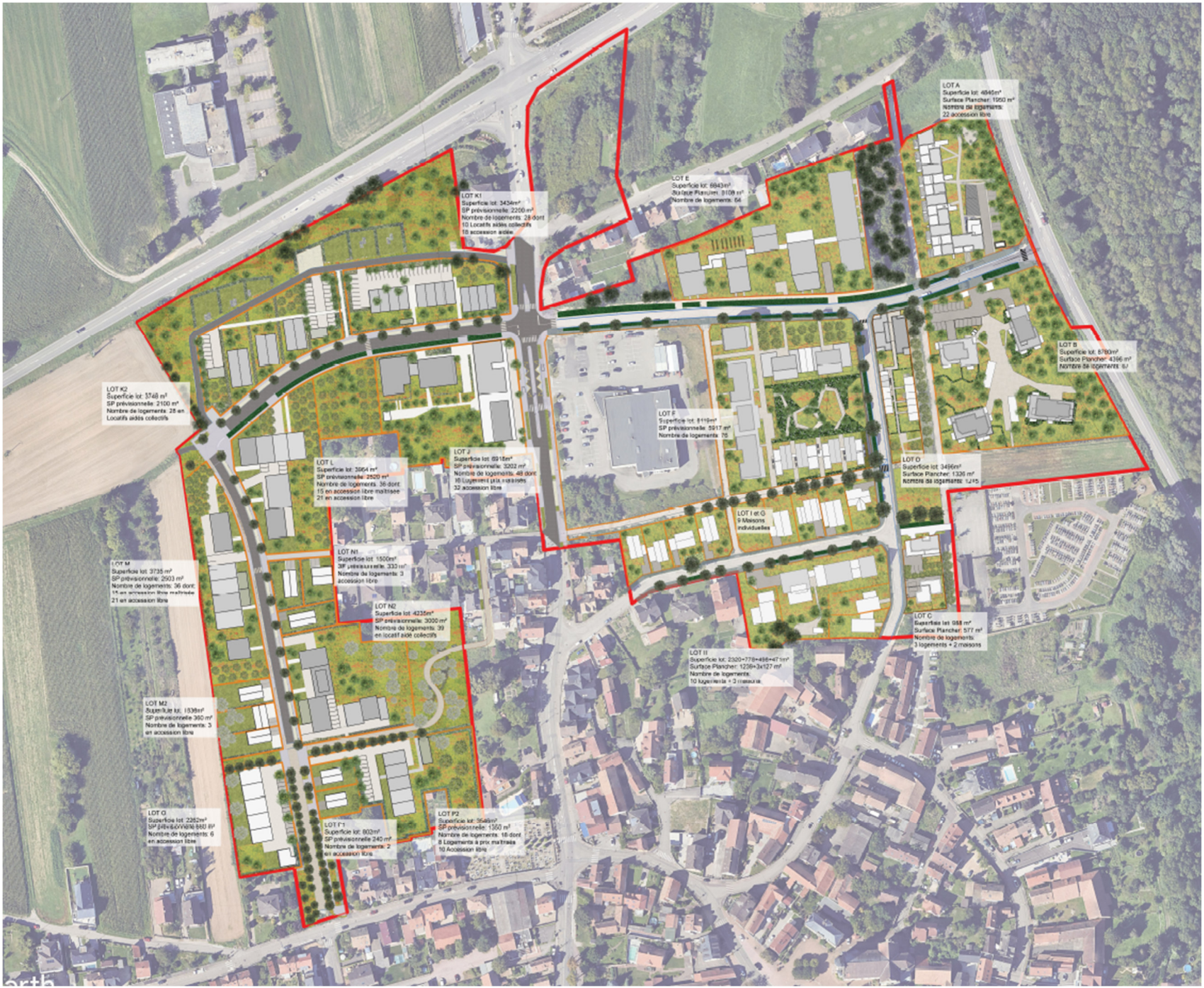
Tranche 2* :
- 25% de logements répondant à la RE2020 seuil 2025
- 14 % de logements répondant à la RE2020 seuil 2028
- 7 % de logements de niveau Passif

**Suite à l'évolution de la réglementation thermique RT2012, les engagements de l'aménageur inscrits dans le traité de concession de la ZAC sont devenus obsolètes pour les logements de la tranche 2. La mise en cohérence des ambitions environnementales avec la réglementation RE2020, et son évolution anticipée vers RE2025 et RE2028 ont conduit à faire évoluer ces engagements*

D'autre part, l'aménageur s'est engagé à ce que la part d'énergie renouvelable de l'ensemble de l'opération soit supérieure à 50 % au niveau de l'approvisionnement énergétique.

Enfin, l'aménageur s'engage à respecter l'ensemble des engagements du « Référentiel pour un aménagement et un habitat durables » de l'EMS, et dans ce cadre, à traiter au minimum 50% des thèmes au niveau d'axe excellence. Ces thèmes ont été sélectionnés en amont par l'aménageur, ce qui définit un cadre pour le développement de la démarche environnementale du quartier.

Plan de masse indicatif (mai 2016)


LOT A
Superficie lot: 4846m²
Surface Plancher: 1950 m²
Nombre de logements:
22 accession libre
LOT E
Superficie lot: 6843m²
Surface Plancher: 3109 m²
Nombre de logements: 64
LOT K1
Superficie lot: 3434m²
SP prévisionnelle: 2200 m²
Nombre de logements: 28 dont
10 Locatifs aidés collectifs
18 accession aidée
LOT K2
Superficie lot: 3748 m²
SP prévisionnelle: 2100 m²
Nombre de logements: 28 en
Locatifs aidés collectifs
LOT F
Superficie lot: 8119m²
SP prévisionnelle: 5917 m²
Nombre de logements: 76
LOT B
Superficie lot: 8780m²
Surface Plancher: 4346 m²
Nombre de logements: 60
LOT J
Superficie lot: 6918m²
SP prévisionnelle: 3202 m²
Nombre de logements: 48 dont
16 Logement prix maitrisés
32 accession libre
LOT L
Superficie lot: 3964 m²
SP prévisionnelle: 2520 m²
Nombre de logements: 36 dont
15 en accession libre maitrisée
21 en accession libre
LOT O
Superficie lot: 3496m²
Surface Plancher: 1326 m²
Nombre de logements: 1245
LOT I et G
9 Maisons
individuelles
LOT N1
Superficie lot: 1500m²
SP prévisionnelle: 333 m²
Nombre de logements: 3
accession libre
LOT M
Superficie lot: 3735 m²
SP prévisionnelle: 2503 m²
Nombre de logements: 36 dont
21 en accession libre
LOT N2
Superficie lot: 4235m²
SP prévisionnelle: 3000 m²
Nombre de logements: 39
en locatif aidé collectifs
LOT C
Superficie lot: 988 m²
Surface Plancher: 577 m²
Nombre de logements:
3 logements + 2 maisons
LOT H
Superficie lot: 2320+778+496+471m²
Surface Plancher: 1236+3x127 m²
Nombre de logements:
10 logements + 3 maisons
LOT M2
Superficie lot: 1839m²
SP prévisionnelle 360 m²
Nombre de logements: 3
en accession libre
LOT G
Superficie lot: 2252m²
SP prévisionnelle 660 m²
Nombre de logements: 6
en accession libre
LOT T1
Superficie lot: 802m²
SP prévisionnelle 240 m²
Nombre de logements: 2
en accession libre
LOT P2
Superficie lot: 3548m²
SP prévisionnelle: 1560 m²
Nombre de logements: 18 dont
8 Logements à prix maitrisés
10 Accession libre

ZAC DES VERGERS DE SAINT MICHEL A REICHSTETT

DOSSIER DE REALISATION

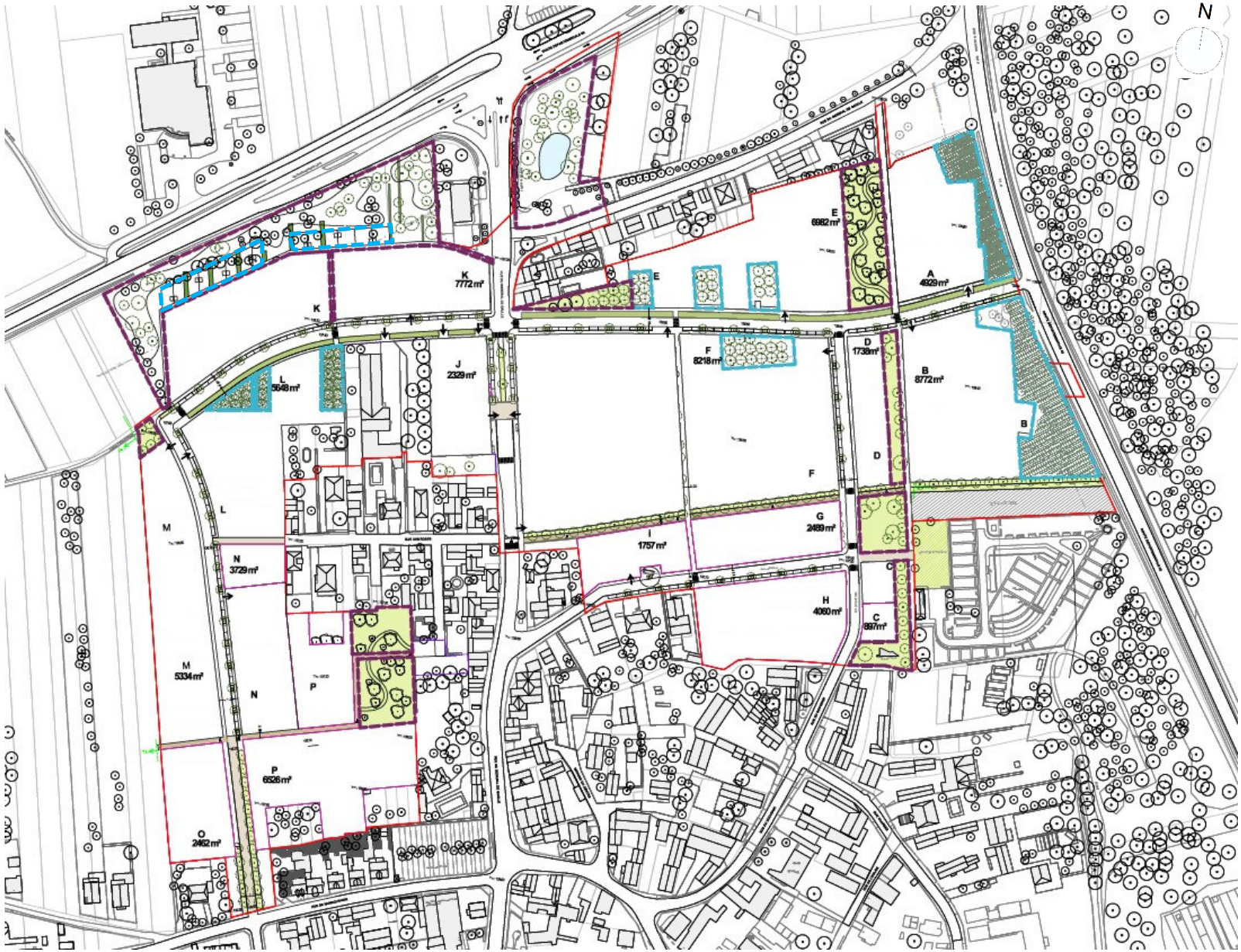
2. LE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Modification N°1 intervenue par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 24 mars 2023
Modification N°2 intervenue par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 6 novembre 2026

CREDIT MUTUEL AMENAGEMENT FONCIER
Aménageur – Concessionnaire de la ZAC
LOLLIER INGENIERIE
Bureau d'étude VRD - Mandataire
LINDER PAYSAGE
Urbaniste et Paysagiste
AGENCE MW
Architecte
SOLARES BAUEN
Développement durable

Juin 2026

PLAN DE REPERAGE DES ESPACES PUBLICS DE LA ZAC



arbre fruitier projeté

arbre fruitier existant

arbre existant

arbre projeté

espace vert public

zone de circulation partagée

piste cyclable

noue paysager

local vélo lot privé

local poubelle lot privé

surface habitable

circulation et espace servant

limite de ZAC

limite de constructibilité

emprises communales espaces publics

Espaces verts à réaliser par l'aménageur à destination du privé

LE PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS

Les équipements publics comprennent les équipements publics de superstructure et d'infrastructure. Il n'est pas prévu dans la ZAC d'équipement public qui pourrait rentrer au titre des équipements publics de superstructure.

Aussi dans ce paragraphe ne sont décrits que les équipements publics d'infrastructure (voiries, réseaux, espaces verts et espaces de jeux…).

Le programme des équipements publics d'infrastructure comprend les éléments suivants :

2.1 La construction de toutes les voies, places, espaces publics et espaces verts et les travaux liés au raccordement du réseau viaire de la ZAC aux rues existantes :

Les unités foncières publiques comprennent :

- le système viaire primaire y compris l'ensemble des voies piétonnes, l'ensemble des noues, les emprises pour le stationnement
- le système viaire secondaire y compris les chemins et sentiers
- la liaison piéton-cycles
- les espaces verts publics

Le secteur Nord de Reichstett bénéficie d'une bonne desserte autoroutière. D'autre part, la commune est desservie par :

- la RD 63 au Nord et à l'Est de la commune
- la RD 37 ou rue du Général de Gaulle
- ainsi que par un réseau de voies de desserte

Globalement, la RD63 et la RD37 au nord supportent toutes deux des trafics très denses au sein d'un tissu très faiblement urbanisé.

Dans le périmètre de la ZAC, la rue des Roses fonctionne actuellement comme une impasse. Son gabarit est relativement réduit. La rue du Général de Gaulle au Nord Est qui dessert les pavillons est aussi une voie en impasse se limitant à la desserte des riverains. Enfin la rue du Nordfeld au Sud de la ZAC permet le bouclage avec la rue du Souvenir.



Figure 6: schéma du réseau viaire existant (Lollier)

La viabilisation du nouveau quartier nécessitera la réfection de certains tronçons existants dans le périmètre de la ZAC, à savoir :

- Reprise de la rue du Nordfeld et de son raccordement sur la rue du Souvenir

La rue du Nordfeld est aujourd'hui un axe carrossable. Son aménagement se limite à une chaussée circulable. Elle permet de desservir le nouveau cimetière. Son réaménagement prévoit la création d'un trottoir de part et d'autre de la chaussée, des places de stationnement unilatérales séquencées avec des arbres d'alignement. Un passage piéton est aussi prévu.
La rue du Souvenir sera aussi reprise pour ce qui concerne le tronçon compris dans la ZAC. Il s'agit de réfectionner la bande circulable et d'aménager des trottoirs confortables.

- Reprise du chemin rural et du chemin d'exploitation en sentiers piétons

Actuellement un chemin d'exploitation longe le parking du cimetière et débouche à l'Est de l'impasse de la rue du Général de Gaulle. Cet axe sera repris pour y créer une véritable liaison piétonne et cyclable.

Le chemin rural existant au Nord-Ouest de la ZAC qui dessert les jardins familiaux au bord de la RD63 sera conservé mais réaménagé en sentier.

- Reprise de l'entrée de l'impasse Général de Gaulle au Nord

L'intersection entre la RD37 et l'impasse sera reprise pour supprimer l'inflexion de la voirie.

- Mise en sens unique de la circulation de la rue des Roses

La rue des Roses, hors ZAC, ne sera pas réaménagée. En revanche elle passera en sens unique de circulation en direction de la tranche 2 pour éviter les sorties de véhicules sur la rue du Général de Gaulle.

- Reprise de la rue du Général de Gaulle

Le tronçon de la rue du Général de Gaulle compris dans le périmètre de ZAC sera repris. Plusieurs éléments viennent justifier la nécessité de ce réaménagement. La modification du tracé de ligne de bus n°4 de la CTS vient placer un nouvel arrêt de bus à la hauteur du magasin Leclerc. Le lien entre les cellules commerciales projetées sur la parcelle J et le supermarché Leclerc est formalisé par l'aménagement d'un parvis. Le carrefour entre la rue du Général de Gaulle et le nouvel axe Est-Ouest sera aussi à aménager et à sécuriser. De plus il s'agit aussi ici de traiter l'entrée de ville. L'emplacement des arrêts de bus conjugué aux entrées et sorties de la parcelle J et du supermarché reste encore à définir en fonction des projets architecturaux qui s'implanteront sur ces parcelles. La programmation concernant la rue du Général de Gaulle est prévue en 2020.

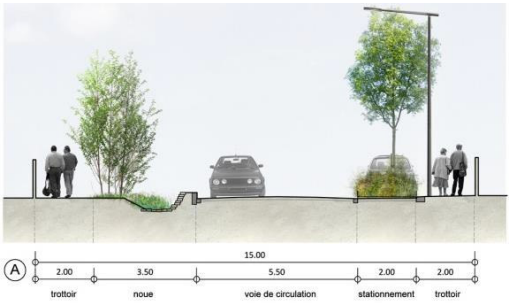
A noter que le carrefour entre la RD63 et la RD37 à l'entrée de Reichstett sera restructuré et pris en charge par l'Eurométropole. Des financements sont ciblés pour le traitement du carrefour à l'horizon 2018.

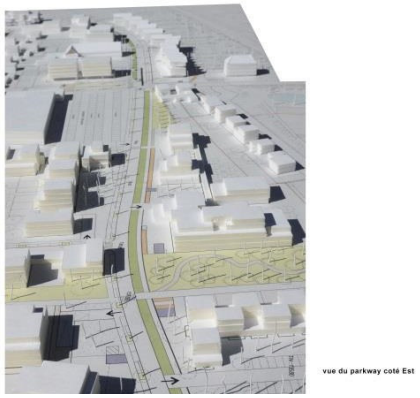
La viabilisation du nouveau quartier nécessitera la création de nouvelles voiries, à savoir :

- Une nouvelle liaison primaire

Le système viaire public « primaire » constitué d'une voirie Est-Ouest se raccorde sur la RD63 à l'Est. Au croisement de la rue du Général de Gaulle, un nouveau carrefour sera à aménager. L'axe se déroule vers l'Ouest en direction d'une éventuelle extension urbaine. Le profil de voirie est de 15 mètres. La voirie sur la tranche 1 présente une largeur de 5.50 mètres. L'implantation de la noue côté Nord permet de repousser la chaussée plus au Sud et de l'éloigner des pavillons de l'impasse du Général de Gaulle. Sur la tranche 2, la voirie est projetée à 6.50 mètres pour garantir l'éventuel passage du bus à plus long terme. Sur cette tranche, la noue est déplacée au Sud. Le nombre d'accès aux logements étant limité, la noue dispose d'une bonne continuité. Sur cet axe des trottoirs seront aménagés des deux côtés de la voirie. Des places de stationnement sont aussi projetées le long de la voirie. Des arbres d'alignement viendront rythmer ce linéaire. La sortie de cet axe transversal sur la RD63 à l'Est sera pré-équipée (installation des infrastructures techniques pour anticiper un éventuel carrefour à feu). Des aménagements seront aussi réalisés pour limiter la vitesse sur ce tronçon (écluse, ralentisseurs, etc.)

Le caractère paysager de la voie sera déterminé par l'alignement d'arbres, le traitement des pieds d'arbres (couvre-sols + arbustes bas), ainsi que la noue et la banquette végétale longeant le cheminement piéton. L'implantation du stationnement uniquement sur l'une des rives de la chaussée participera à la mise en valeur du paysage de la voirie ainsi que de celui des parcelles riveraines. Ainsi des groupements d'arbres seront plantés par l'aménageur sur domaine privé (sorte de pré-verdissement mais qui sera réalisé en fin de chantier). L'objectif étant qu'aménagement de l'espace public, plantations sur domaine privé (réalisées par l'aménageur et le privé selon les indications du cahier des charges) ainsi que le traitement des limites (clôtures, édicules, etc…) se confondent.





- Des liaisons secondaires

Le système viaire « secondaire » s'organise globalement par des liaisons Nord-Sud qui se raccordent au réseau existant. Sur la tranche 1, la rue de Souvenir est prolongée jusqu'à la transversale. La rue du Nordfeld sera réaménagée. Sur la tranche 2, le principal axe de desserte se dessine entre la transversale Est-Ouest et la rue de Mundolsheim au Sud. Son gabarit est de 11 mètres. Jusqu'au cocon (Ilot P) le profil de voirie propose un trottoir, une chaussée à 5.50 mètres, du stationnement longitudinal et un trottoir. Le profil de voirie change au niveau du cocon pour devenir une zone de rencontre. L'objectif est de créer une zone ou la vitesse de circulation est limitée et où l'entrée dans l'espace résidentiel se fait de manière apaisée. Cette zone permet la liaison vers les écoles et les équipements publics plus au Sud ainsi que transversalement vers la liaison douce Est-Ouest. Ce tronçon est aménagé par des bandes d'espaces verts de part et d'autre de la voirie. Ils autorisent l'évolutivité du profil en travers, si des questions de sécurité venaient à apparaître ; ainsi la bande de 3.50m pourrait se transformer en 2.00m de stationnement et 1.50m de trottoir.



Sur l'ensemble de la ZAC le système viaire a été conçu de manière raisonnée et développe un linéaire limité.

- Le privilège aux circulations douces

Les voies de circulations automobiles sont positionnées et dimensionnées pour répondre à des objectifs fonctionnels. L'enjeu est de favoriser les déplacements doux au sein de la ZAC. L'ensemble du projet est irrigué par un maillage de trottoirs, d'allées piétonnes et de voies douces (piétons et cycles).

L'axe magistral réservé aux circulations piétonnes et cyclistes se déroule d'Est en Ouest de manière centrale. Ce centre de gravité permet de regrouper les flux via une liaison à l'écart des circulations automobiles. D'une largeur de 6 mètres cet axe accueille une bande verte plantée de 2.50 mètres, un espace cyclable et piéton de 3 mètres et une bande de 0.50 mètres à l'arrière des lots privés. Il se prolonge vers la rue des Roses, pour emprunter le verger existant. Il circule à l'intérieur du cocon par une voie publique et se greffe sur la zone de rencontre en direction de la rue de Mundolsheim.

Un autre chemin sera aménagé pour faire la liaison entre la rue du Nordfeld au Sud et la transversale au Nord. Il créera la distinction entre l'ilot du Leclerc et le lot privé F. De la même manière, un cheminement piéton réalisera la liaison entre la forêt des enfants, la rue du Souvenir au Sud de la ZAC et l'impasse du Général de Gaulle au Nord.

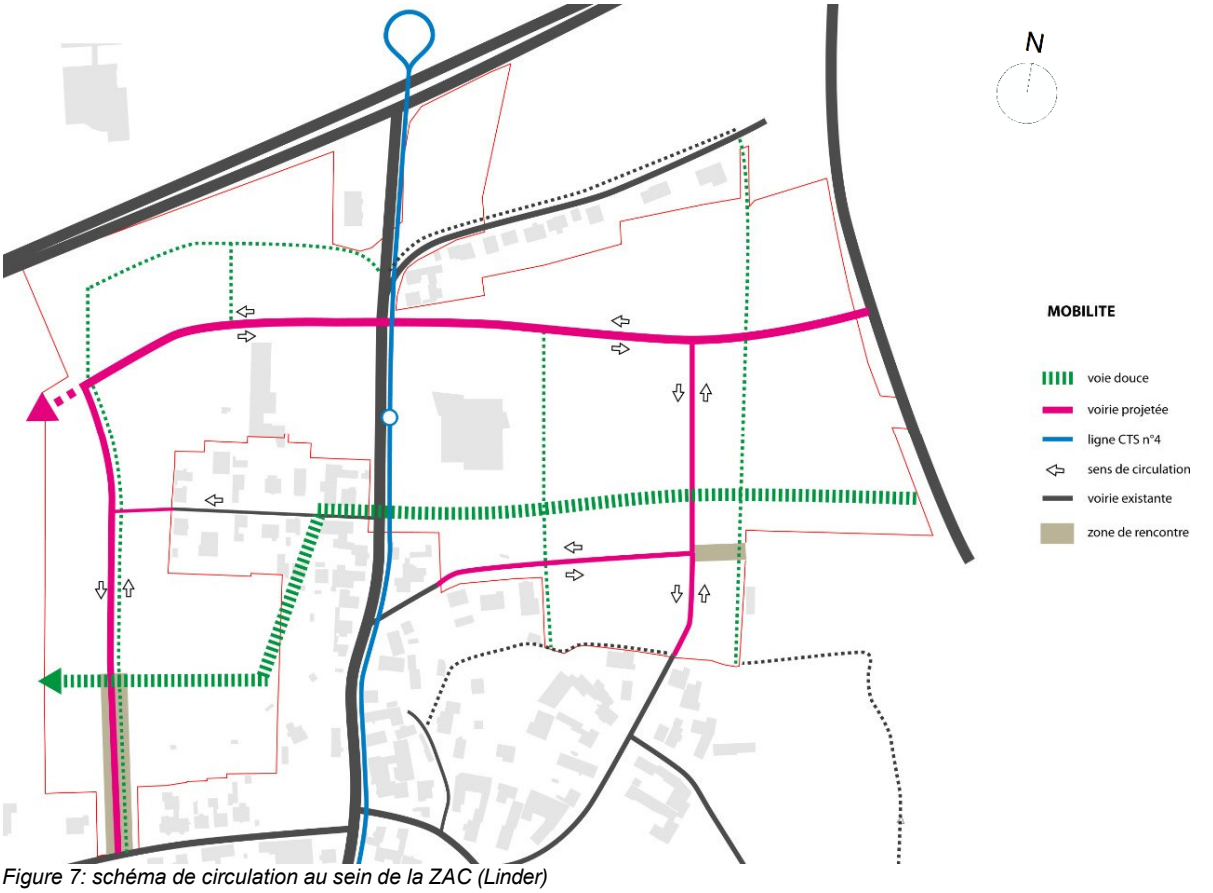


Figure 7: schéma de circulation au sein de la ZAC (Linder)

- Les aménagements paysagers sur l'espace public

La transversale Est-Ouest est davantage imaginée comme une voie paysagère (parkway) développant un paysage qui lui est propre ne conditionnant pas des alignements bâtis.

Un axe paysager Nord-Sud est développé dans le projet entre le verger existant au Nord et la forêt des enfants au Sud-Est de la ZAC. Un linéaire végétal se construit par la juxtaposition de différents éléments. Au Nord le verger existant est conservé, il sera nettoyé dans sa partie Sud. Un chemin qui ondule, jalonné de panneaux pédagogiques et de quelques pierres formant des assises, permettra de découvrir l'ancien verger. En-dessous un espace public linéaire borde le lot D. Il pourra être planté par des arbres haute-tige en intermittence avec des plantations basse-tige de manière à créer différentes strates. Ainsi des porte-greffes des fruitiers qui n'auront pas pu être conservés, alterneront avec des plantations potagères vivaces (rhubarbes par exemple) ainsi que des haies fruitières. Plus au Sud, à l'intersection entre le parking du cimetière, la liaison piéton-cycle centrale et les lots privés, un square vient prendre place. Il sera équipé de bancs et de jeux pour enfants, sous un couvert d'arbres mellifères (tilleuls) et d'arbres champêtres (érables notamment). En devenant un espace de rencontre privilégié, il a pour but de créer du lien social dans le quartier. Un espace libre sera réservé à des manifestations éphémères (type animation pressoir à pommes, pédagogie autour du potager naturel, etc.). Enfin ce corridor végétal se poursuit à l'arrière du lot C. Il intègre le bunker (complété par de la signalétique), des bancs et relie la forêt des enfants.

La programmation du cocon intègre une partie des vergers existants et devient un espace public. C'est un second espace de repos et de rencontre des habitants qui prend ainsi forme. Une liaison douce cyclable et un cheminement piéton viennent poursuivre le lien depuis l'axe doux central, la rue des Roses et la zone de rencontre en direction de la rue de Mundolsheim. Un étiquetage des anciennes espèces de fruitiers ainsi que des bancs y seront installés.



Figure 8: axonométrie du cocon (ilot P) à titre indicatif (Linder)

Le nord de la ZAC qui borde la RD63 est en partie non constructible du fait du recul obligatoire qu'impose la RD. Cet espace sera constitué de vallonnements plantés, en propriété et gestion publique pour atténuer les nuisances de la route départementale. Les jardins familiaux existants seront remembrés et gérés par les propriétaires privés.

L'extrémité nord de la ZAC (à l'Est de la rue du Général de Gaulle) sera aménagée en zone humide, avec une saulaie et une mare, dont la propriété et la gestion seront publiques.

2.2 La création des réseaux

Le projet prévoit :

- la réalisation d'un réseau d'assainissement des eaux usées
- la réalisation d'un réseau d'adduction en eau potable et de défense incendie
- la réalisation d'un réseau de chauffage urbain
- la réalisation d'un réseau gaz sur une partie de la ZAC
- la réalisation des réseaux souterrains de haute et basse tension
- la réalisation du génie civil des réseaux de téléphonie
- la réalisation du génie civil des réseaux câblés de télédistribution
- la réalisation des réseaux d'éclairage public

L'assainissement des eaux pluviales sera réalisé à partir de techniques innovantes et alternatives au tuyau. Les noues et les chaussées à structure réservoir seront mises en place pour traiter les eaux propres et les eaux des voiries publiques.

3. DESCRIPTIF DES TRAVAUX

3.1 Terrassements généraux

Pour éviter le déplacement des terres sur de grandes distances, les mouvements de terrains des espaces publics seront optimisés sur site.
La terre végétale sera décapée et mise en cordon pour réutilisation. Un amendement sera apporté à cette dernière après analyse.
Les déblais réutilisables seront remis en œuvre en couche de forme. Les matériaux d'apport en couche de fondation proviendront des gravières locales.

3.2 La réalisation d'un réseau d'assainissement des eaux usées

Les collecteurs seront de Ø250, car les branchements des macros lots seront de diamètre 200. Côté Ouest, il sera possible de poser des conduites Ø200 en fonction du nombre de logements à raccorder.

Sur la tranche 1 :
Une conduite sera posée sous l'axe Est-Ouest et se raccorde à la conduite Ø500 de la RD. Une autre conduite viendra raccorder les lots F et D. Les lots au sud, G, H, I et C seront raccordés au réseau existant (Ø250 rue du Nordfeld – Ø300 rue du Souvenir)

Sur la tranche 2 :
Une conduite sous l'axe Est-Ouest sera posée depuis la rue du Général de Gaulle. Les lots M, L et N seront branchés sur une nouvelle conduite qui elle-même se raccordera à la rue des Roses (Ø250). Les logements du lot O et P seront raccordés à une conduite Ø200 (si suffisant) qui se greffera sur la rue de Mundolsheim.

Sur le lot P, si le raccordement gravitaire au regard de branchement n'est pas possible, le relevage des eaux usées sera à la charge de l'acquéreur.

Un regard de visite sera posé tous les 50-60 mètres. Les conduites sous l'espace public seront en grès ou en fonte.

Un siphon sera piqué dans le réseau amont EU pour l'autocurage.

3.3 La réalisation d'un réseau d'assainissement des eaux pluviales

NB : Les principes et hypothèses définis ci-après sont donnés à titre indicatif. L'ensemble des éléments et calculs seront détaillés dans le dossier loi sur l'eau et soumis à accord de la DDT.

Principes généraux

Le réseau d'assainissement mis en place dans le cadre de l'aménagement est de type séparatif : les eaux usées seront raccordées aux réseaux existants et les eaux pluviales infiltrées dans le sol.

La gestion des eaux pluviales sera dissociée en fonction de leurs provenances. Elle sera en conformité avec le nouveau SDAGE Rhin-Meuse 2016-2021.

Principe de gestion des eaux pluviales générées sur le domaine privé

- Les eaux des toitures et espaces non circulés :

Les eaux pluviales des toitures des bâtiments et des espaces non circulés sont en totalité infiltrées sur le terrain.

- Les eaux des aires de stationnements extérieurs :

Les eaux pluviales des parkings extérieurs sont rejetées à débit limité (3 litres/seconde/ha, avec un minimum de 1 litre/seconde) vers le réseau pluvial. Un stockage pour une pluie décennale (calculé sur la limitation réelle) devra être mis en place en amont du limiteur. Aucune surverse vers le réseau public ne sera autorisée. Un séparateur d'hydrocarbures devra être mis en place après le limiteur et avant le regard de branchement.

- Les eaux des aires de stationnements intérieurs :

Les eaux des voiries des aires de stationnements souterrains sont relevées et rejetées au réseau d'assainissement d'eaux usées de la ZAC.

Principe de gestion des eaux pluviales générées sur le domaine public

- Les eaux des voies de distribution et de desserte :

Les eaux pluviales de l'espace public, et notamment des voiries circulées qui sont potentiellement polluées, sont collectées respectivement, par ruissellement direct dans les noues concernant les voies de distribution, et par des siphons dans les voies de dessertes.

Le stockage de la pluie d'occurrence vicennale sera assuré dans des noues (voie de distribution) et dans des chaussées à structure réservoirs (voie de desserte).

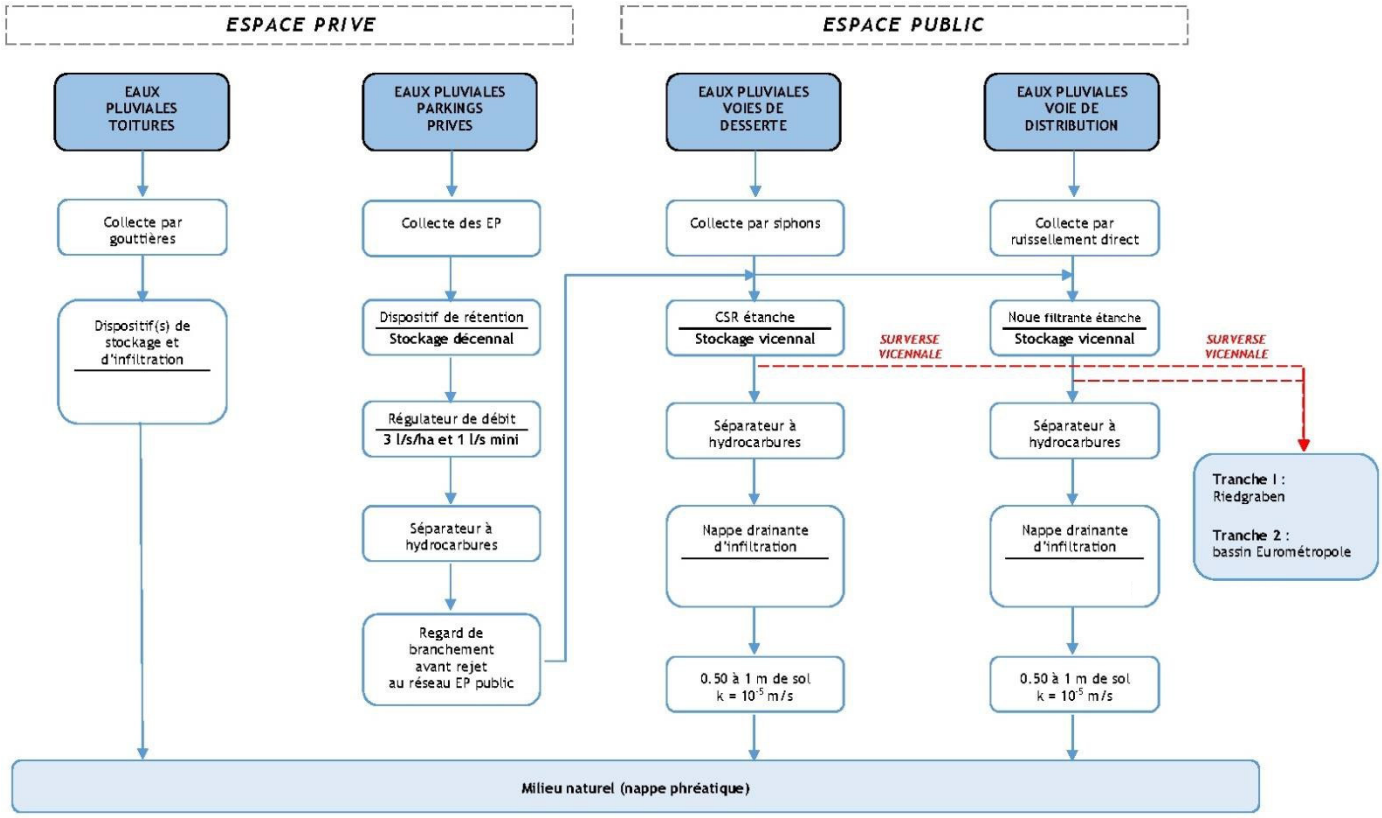
Le traitement des eaux pluviales est garanti grâce à la mise en œuvre d'un complexe filtrant en fond de noue, permettant l'abattement des niveaux de pollution (chronique et choc notamment). Un séparateur à hydrocarbures est également prévu en vue du confinement d'éventuelles pollutions de type accidentelles.

Dans les voies de desserte à très faible trafic, un décanteur-dépollueur permet d'assurer à la fois le traitement de la pollution et le confinement de la pollution accidentelle.
En aval des ouvrages de stockage et de traitement, les eaux pluviales sont infiltrées. Une couche drainante permet la bonne diffusion des eaux pluviales dans le sol. La perméabilité du sol non saturé sous l'ouvrage d'infiltration est de 10^{-5} m/s.
Pour les pluies d'occurrence supérieure à la vicennale, une surverse est mise en place pour pouvoir rejeter directement au milieu naturel les pluies faiblement polluées. Pour les eaux pluviales de la tranche 1 la surverse se fait vers le ruisseau du Riedgraben, et pour les eaux de la tranche 2 vers un bassin de rétention. Ce bassin de rétention sera traité de manière paysagère pour y créer un espace ludique.

- *Les eaux espaces non circulés :*

Les eaux pluviales des espaces non circulés sont infiltrées sur le terrain.

Schéma de principe



3.4. La réalisation d'un réseau d'adduction en eau potable et de défense incendie

Le réseau connexe à la ZAC est actuellement sous dimensionné :
Ø80 sous la rue du Nordfeld
Ø125 sous la rue du Général de Gaulle et ancienne
Ø125 sous la rue de Mundolsheim

L'Eurométropole financera la conduite AEP Ø300 hors ZAC qui passera à l'Est sous la RD63. Les nouvelles canalisations AEP de la ZAC seront raccordées sur cette conduite. Une attente pour le nouveau quartier sera mise en place au niveau du carrefour formé par la RD 63 avec la transversale Est/Ouest. Cette conduite sera opérationnelle à l'été 2017.

La défense incendie du quartier sera assurée à partir de cette conduite. Elle est dimensionnante sur le projet. Une canalisation diamètre 150 mm sera mise en œuvre sur le tracé principal (Est-Ouest) et sur le bouclage rue de Mundolsheim. Les liaisons entre cette canalisation principale et les rues du Nordfeld et du Souvenir seront en diamètre 100 mm.

Le réseau d'eau potable permettra d'assurer un débit de 60 m^3/h sous 1 bar de pression ; des poteaux incendie seront posés tous les 200 mètres.

3.5. La réalisation d'un réseau de chaleur urbain

L'aménageur s'est engagé à ce que la part d'énergie renouvelable de l'ensemble de l'opération soit supérieure à 50%. Le bureau d'étude Solares Bauen a réalisé une étude pour déterminer la faisabilité d'un réseau de chaleur. Elle permet de comparer différents systèmes de production de chauffage et d'eau chaude sanitaire pour l'aménagement de la ZAC.

Cette étude conclut ceci :

« La solution préconisée est la pompe à chaleur sur nappe phréatique, assurant à long terme un prix maîtrisé pour les utilisateurs, et des émissions de GES limitées. »

C'est ce principe qui à ce jour, sera retenu dans la mise en œuvre du réseau de chaleur de la ZAC.

3.6. La desserte électrique

Une convention avec l'ES sera mise en place pour la desserte électrique du quartier. Il sera nécessaire de mettre en place un poste transformation par tranche, situé en partie centrale et dont l'insertion urbaine fera l'objet d'un soin particulier. Le raccordement sera certainement réalisé depuis la rue du Général De Gaulle.

Il sera imposé dans le cahier des charges de cessions que les coffrets soient intégrés dans les façades ou dans des murets techniques.

3.7. La desserte gaz

Une convention avec GDS sera mise en place pour la desserte gaz du quartier.
Il sera imposé dans le cahier des charges de cessions que les coffrets soient intégrés dans les façades ou dans des murets techniques.

3.8. Les réseaux de Téléphonie et câble

Un réseau de génie civil commun sera mis en œuvre sous l'ensemble des voiries de distribution et de desserte. (1 chambre tous les 50 m environ + 6 fourreaux principaux et 2 fourreaux par lot)

Ce dernier permettra aux différents opérateurs de desservir le quartier en téléphonie et fibre.

3.9. Le réseau d'éclairage public

L'éclairage public est une compétence ville de Reichstett. Le matériel mis en place dans la ZAC sera conforme à celui de l'exploitant.

En parallèle du réseau EP, un fourreau sera posé en attente en vue d'une éventuelle gestion et interconnexion des bâtiments publics de la commune.

L'étude d'éclairement vise 5 Lux minimum sur les liaisons douces et entre 10 et 15 Lux sur les voiries. Il n'y aura pas de système de détection sur les voies circulées. L'abaissement de la puissance d'éclairement sera de 50% sur tous les tronçons entre 23h00 et 5h00. Un système de détection sera mis en œuvre sur les liaisons douces.

Pour l'éclairage urbain des voiries principales, c'est un mât de 9 mètres qui sera mis en place, avec un espacement de 36 mètres entre deux candélabres. Pour les voies de desserte l'espacement sera de 38 mètres. Pour les secteurs résidentiels

(mail piéton-cycle et la cour urbaine), un mât de 4,50 mètres sera posé avec une inter-distance de 24 mètres.

Le positionnement précis de l'armoire d'éclairage public sera réalisé en fonction de l'implantation du poste électrique MT/BT.

3.10. La gestion des ordures ménagères

Pour la gestion des ordures ménagères. La collecte sur la ville de Reichstett s'effectue par les services de l'Eurométropole. Elle est réalisée en porte à porte (1x/semaine). Dans le cadre de la ZAC, la présentation des bacs s'effectue sur des aires de présentation.

Des bacs de 1100L ou 770L sont recommandés par le service de la collecte des déchets pour les logements collectifs et 140L ou 120L pour les maisons individuelles (à adapter selon le nombre occupants). A l'heure actuelle il n'y a pas de bacs de tri à placer mais le local de stockage devra prévoir un emplacement pour le stockage des bacs de tri si les services de l'Eurométropole évoluent dans ce sens.

Des Points d'Apport Volontaires (PAV) sont présents Avenue Hay et sur le parking du Leclerc. Un ou deux points de collecte supplémentaires seront mis en place. L'implantation étant encore à définir. LES PAV sont prévus sous forme de conteneurs enterrés.

3.11. Les revêtements

Un revêtement béton pour la voie piéton-cycle centrale sera réalisé : il permet un entretien mécanique.

Un revêtement en stabilisé est prévu pour les vergers et les autres cheminements doux. Ces cheminements seront propriété de Reichstett. La gestion et l'entretien de ces tronçons relèvent de la compétence de la commune.

L'itinéraire vélo dans le verger de la tranche 2 est prévu en béton balayé.

Pour les revêtements de la voie de distribution et des voies de desserte, il est prévu :

- Chaussée : enrobé
- Trottoir : pavé béton
- Stationnement : pavé drainant
- Bordure béton granité

- Caniveau 2 files béton granité 16x24
- Devers unique de la chaussée avec écoulement direct dans la noue (pas de siphon)

Les entrées de garages seront marquées par un revêtement distinct pour des questions de sécurité.

Cas particuliers :

Sur la tranche 2, la chaussée de la cour urbaine (100 mètres) sera traitée avec du pavé béton (type city truck ou équivalent). Des dispositifs type ilot central, écluse, chicane seront nécessaires pour garantir le ralentissement des véhicules.

En entrée de ville, l'aménagement d'un parvis sur environ 100 mètres (béton armé continu désactivé) est prévu.

3.12. Aspects financiers

Au stade des études, le coût de l'opération d'aménagement des espaces publics peut être estimé de la manière suivante :

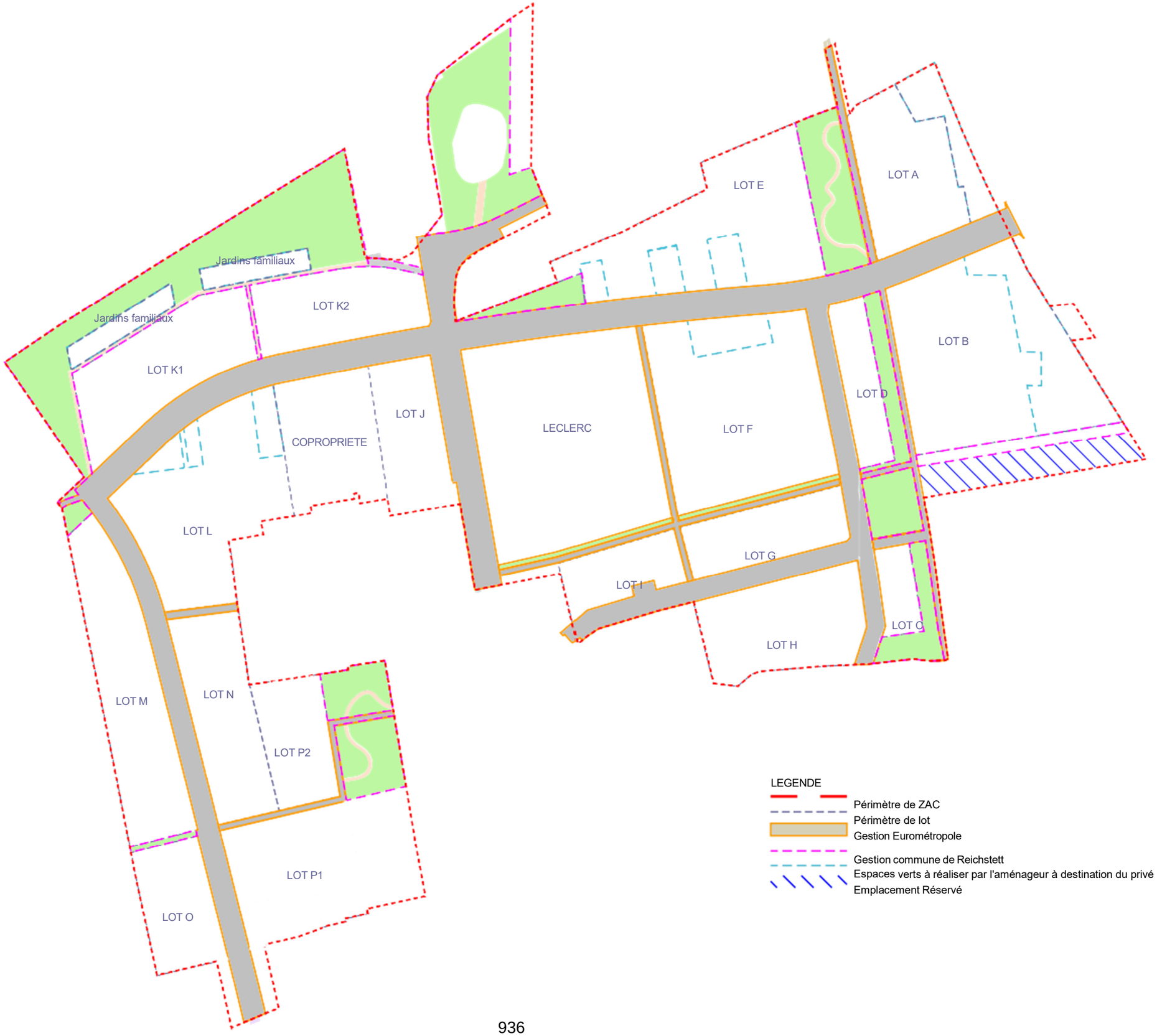
(valeur 2026)	Tranche 1	Tranche 2	Rue du Général de Gaulle	TOTAL € HT
TRAVAUX PRELIMINAIRES	351 194,00	74 000,00	20 180,00	445 374,00
TRAVAUX DE TERRASSEMENTS	312 380,60	256 046,20	93 360,00	661 786,80
TRAVAUX DE REVETEMENTS	339 727,00	216 349,00	132 920,00	688 996,00
TRAVAUX DE DELIMITATIONS	193 565,00	128 975,00	54 300,00	376 840,00
TRAVAUX DE RESEAUX	935 100,00	778 300,00	40 500,00	1 753 900,00
TRAVAUX D'ESPACES VERTS	321 688,00	329 278,00	24 000,00	674 966,00
MOBILIER URBAIN + JEUX	142 000,00	102 000,00	5 350,00	249 350,00
TRAVAUX DIVERS	65 000,00	65 000,00	20 000,00	150 000,00
Total	**2 660 654,60**	**1 949 948,20**	**390 610,00**	**5 001 212,80**

Au stade actuel, le coût de l'opération d'aménagement des espaces publics a évolué de la manière suivante :

(valeur 2026)	Tranche 1	Tranche 2	Rue du Général de Gaulle	TOTAL € HT
TRAVAUX PRELIMINAIRES	866 419 €	95 172 €	24 840 €	986 431 €
TRAVAUX DE TERRASSEMENTS	213 317 €	329 301 €	114 921 €	657 539 €
TRAVAUX DE REVETEMENTS	349 885 €	278 247 €	163 617 €	791 749 €
TRAVAUX DE DELIMITATIONS	263 040 €	165 875 €	66 840 €	495 755 €
TRAVAUX DE RESEAUX	623 807 €	1 000 973 €	49 853 €	1 674 633 €
TRAVAUX D'ESPACES VERTS	261 330 €	423 485 €	29 543 €	714 358 €
MOBILIER URBAIN + JEUX	152 751 €	131 182 €	6 586 €	290 519 €
TRAVAUX DIVERS	233 602 €	190 519 €	24 619 €	448 739 €
Total	2 964 152 €	2 614 753 €	480 820 €	6 059 725 €

Equipement	Description sommaire	Maitrise d'ouvrage	Futur propriétaire	Gestionnaire	Participation financière CMAF	Participation financière Eurométropole
Espace vert	Verger Nord-Est	CM AF	Commune de Reichstett	Différenciée : association d'habitants, association d'arboriculteurs, …)	100%	0%
Espace vert	Espace vert en entrée de ville (zone humide T1)	CM AF	Commune de Reichstett	Espace vert - Reichstett Bassin - Service assainissement EMS	100%	0%
Espace vert	Espace vert bordant la RD63 (T2)	CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Sentier	Sentier de promenade longeant le lot K (T2)	CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Espace vert au Nord du Leclerc	CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Alignement d'arbres fruitiers le long du lot D	CM AF	Commune de Reichstett	Différenciée : association d'habitants, association d'arboriculteurs, …)	100%	0%
Espace vert	Square (T1)	CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Espace vert à l'arrière du lot C	CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Verger du cocon de la T2	CM AF	Commune de Reichstett	Différenciée : association d'habitants, association d'arboriculteurs, …)	100%	0%
Sentiers	Sentiers de promenade dans les vergers	CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Espace vert	Bande d'espace vert le long de la liaison piéton-cycle centrale	CM AF	Eurométropole de Strasbourg	Arbres d'alignements - Service espace vert EMS Pieds d'arbre - Reichstett	100%	0%
Voie de distribution	Transversale Est-Ouest (gabarit 15 m)	CM AF	Eurométropole de Strasbourg	Service voirie EMS	70%	30% des travaux de voirie, hormis

						Travaux de réseaux et noue
Voie de desserte	T1 et T2 (gabarit 11 m)	CM AF	Eurométropole de Strasbourg	Service voirie EMS	100%	0%
Liaisons piéton-cycle	Mail piéton-cycle central	CM AF	Eurométropole de Strasbourg	Service voirie EMS	100%	0%
Rue du Général de Gaulle	Tronçon dans le périmètre de ZAC	CM AF	Conseil départemental puis Eurométropole de Strasbourg à compter du 1er janvier 2017	Service voirie EMS	0%	100% Hormis travaux de traversée de réseaux
Cour urbaine	Raccordement sur la rue de Mundolsheim	CM AF	Eurométropole de Strasbourg	Service voirie EMS	100%	0%
Noues	Sur la transversale (T1 et T2)	CM AF	Eurométropole de Strasbourg	Service assainissement EMS	100%	0%
Arbres d'alignements	Arbres d'alignements le long des voiries	CM AF	Eurométropole de Strasbourg	Service espace vert EMS	100%	0%
Pieds d'arbres + espaces verts		CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Mobilier	Corbeilles, bancs	CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Eclairage	Eclairage public	CM AF	Commune de Reichstett	Services techniques commune de Reichstett	100%	0%
Points d'apport volontaires	Tri, verre	CM AF	Eurométropole de Strasbourg	Service collecte EMS	100%	0%


Jardins familiaux
Jardins familiaux
LOT K2
LOT K1
LOT J
COPROPRIETE
LECLERC
LOT E
LOT A
LOT F
LOT D
LOT B
LOT L
LOT G
LOT I
LOT C
LOT H
LOT M
LOT N
LOT P2
LOT P1
LOT O
LEGENDE
Périmètre de ZAC
Périmètre de lot
Gestion Eurométropole
Gestion commune de Reichstett
Espaces verts à réaliser par l'aménageur à destination du privé
Emplacement Réservé

ZAC DES VERGERS DE SAINT MICHEL A REICHSTETT

DOSSIER DE REALISATION

3. LE PROGRAMME GLOBAL DES CONSTRUCTIONS

Modification N°1 intervenue par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 24 mars 2023
Modification N°2 intervenue par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 6 novembre 2026

CREDIT MUTUEL AMENAGEMENT FONCIER
Aménageur – Concessionnaire de la ZAC
LOLLIER INGENIERIE
Bureau d'étude VRD - Mandataire
LINDER PAYSAGE
Urbaniste et Paysagiste
AGENCE MW
Architecte
SOLARES BAUEN
Développement durable

Juin 2026

PROGRAMME EN MATIERE DE LOGEMENTS

Le programme global des constructions comprend une dominante de logements et des surfaces commerciales. A ce stade, il n'est pas prévu dans la ZAC d'équipement public qui pourrait rentrer au titre des équipements publics de superstructure.

Le programme global prévisionnel des constructions en matière de logements prévoit

- d'une part la réalisation d'environ 36 890 m ² de SP de logement pour des logements collectifs et de l'intermédiaire
- d'autre part l'aménagement d'environ 180 ares de terrains à bâtir qui permettront de développer environ 3 575 m² de SP

Au vu du plan de masse prévisionnel tel qu'il est envisagé à ce stade (cf. présentation générale), il est envisagé la répartition prévisionnelle suivante :

- Collectif : 400 logements
- Intermédiaire :101 logements
- Individuels : 28 logements

Soit un total prévisionnel de 529 logements, ce nombre pouvant être amené à évoluer en fonction de la finalisation du projet, dans les limites définies par le présent dossier de réalisation.

Une ventilation équilibrée des typologies des logements sera réalisée sur l'ensemble de l'opération. Au vu de ces éléments la répartition prévisionnelle de la constructibilité est détaillée dans le tableau ci-après.

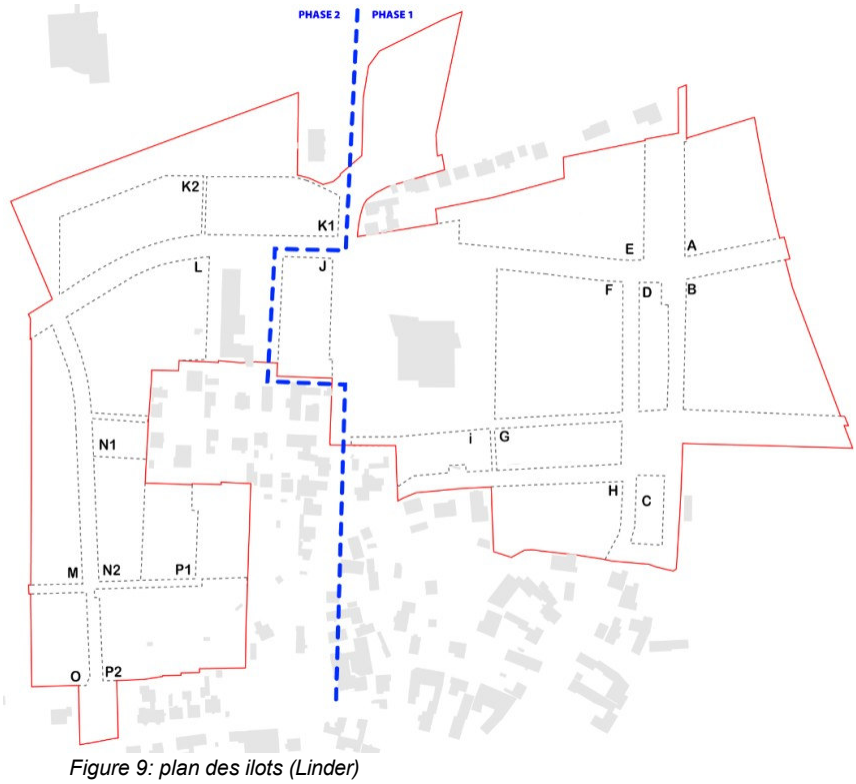


Figure 9: plan des ilots (Linder)

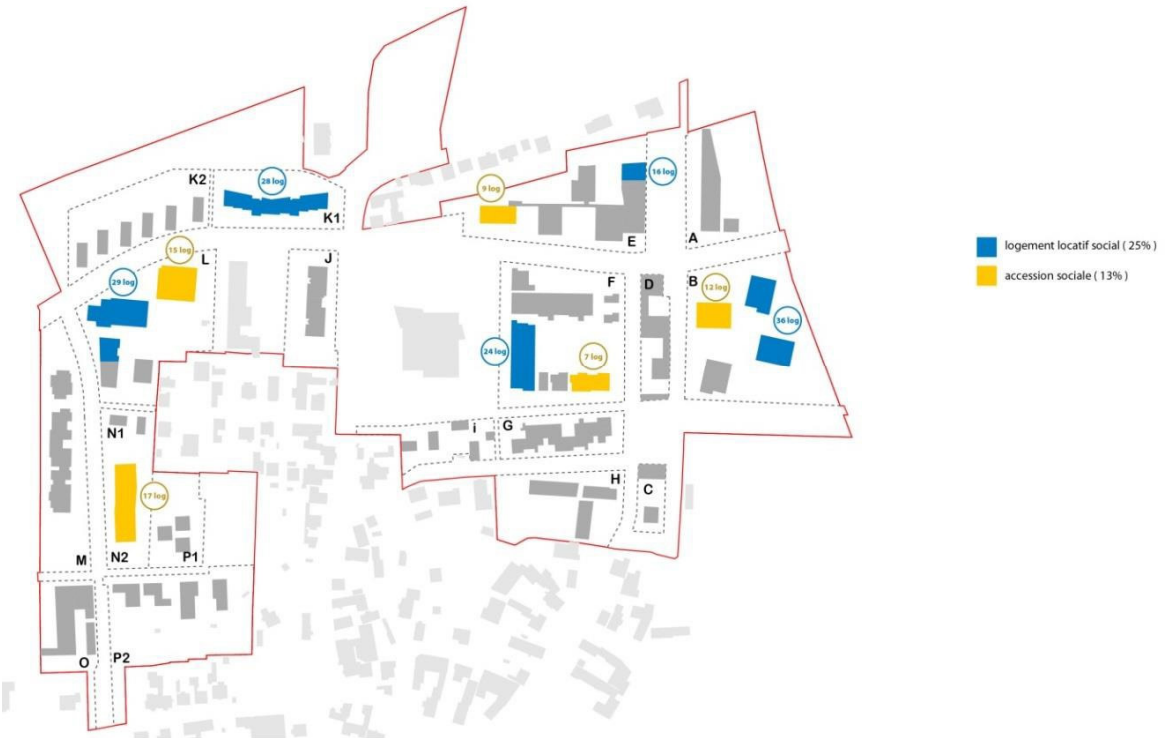
	Assiette ilot (m²)	SP collectif prix marché	SP collectif prix maitrisé	SP collectif AS	SP collectif LLS	SP interm. prix marché	SP interm. prix maitrisé	SP interm. AS	Total SP logements (hors individuel)	Total SP pour individuel	Total SP commerces / tiers lieu (valorisées)	Total SP	Logements collectif prix marché	Logements collectif prix maitrisé	Logements collectif AS	Logements collectif LLS	Logements interm. prix marché	Logements interm. prix maitrisé	Logements interm. AS	Logements Cession à l'are	Total logements suite achat copro
A	4 836					1 950			1 950			1 950					22				22
B	8 780	1 195		886	2 297				4 378			4 378	19		12	36					67
C	947					320			320	180		500					4			2	6
D	2 086	727	270			316			1 313			1 313	9	3			5				17
E	6 843	703	936		1 126	916	550	825	5 056			5 056	10	13		16	10	6	9		64
F	8 119	1 766	1 152		1 700		382	668	5 668			5 668	23	18		24		4	7		76
G	2 488								0	750		750								5	5
H	4 066					1 200			1 200	450		1 650					16			3	19
I	1 736								0	600		600								4	4
J+Copro	4 348	2 058	1 374						3 432		616	4 048	32	16							48
Total T1	**44 249**	**6 449**	**3 732**	**886**	**5 123**	**4 702**	**932**	**1 493**	**23 317**	**1 980**	**616**	**25 913**	**93**	**50**	**12**	**76**	**57**	**10**	**16**	**14**	**328**
K	7 220				4 264				4 264			4 264				58					58
L	3 964	1 728	792						2 520			2 520	25	11							36
M	5 272	1 400	1 103						2 503	360		2 863	21	15						3	39
N	5 735				3 026				3 026	335	159	3 520				39				3	42
O	2 262								0	660		660								6	6
P	4 348					700	560		1 260	240		1 500					10	8		2	20
Total T2	**28 801**	**3 128**	**1 895**	**0**	**7 290**	**700**	**560**	**0**	**13 573**	**1 595**	**159**	**15 327**	**46**	**26**	**0**	**97**	**10**	**8**	**0**	**14**	**201**
Total T1 et T2	**73 050**	**9 577**	**5 627**	**886**	**12 413**	**5 402**	**1 492**	**1 493**	**36 890**	**3 575**	**775**	**41 240**	**139**	**76**	**12**	**173**	**67**	**18**	**16**	**28**	**529**

	Nb logts	%
EFFINERGIE	129	24%
PASSIV HAUS	154	29%
BEPOS	36	7%
RE seuil 2025	134	25%
RE seuil 2028	76	14%

PLAN DE LA REPARTITION PREVIONNEL DES TYPOLOGIES ET DE LA VENTE A L'ARE



PLAN DE LA REPARTITION PREVIONNEL DE L'OFFRE (STATUT D'OCCUPATION)



Les études à ce stade permettent d'envisager la déclinaison suivante de la constructibilité et des formes urbaines.

La **PROUE**
Îlot A



Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
1 950 m²

TAILLE DE LA PARCELLE
4 836 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
22

HAUTEUR MAXIMALE
R + 2

TYPE DE LOGEMENTS
Intermédiaire

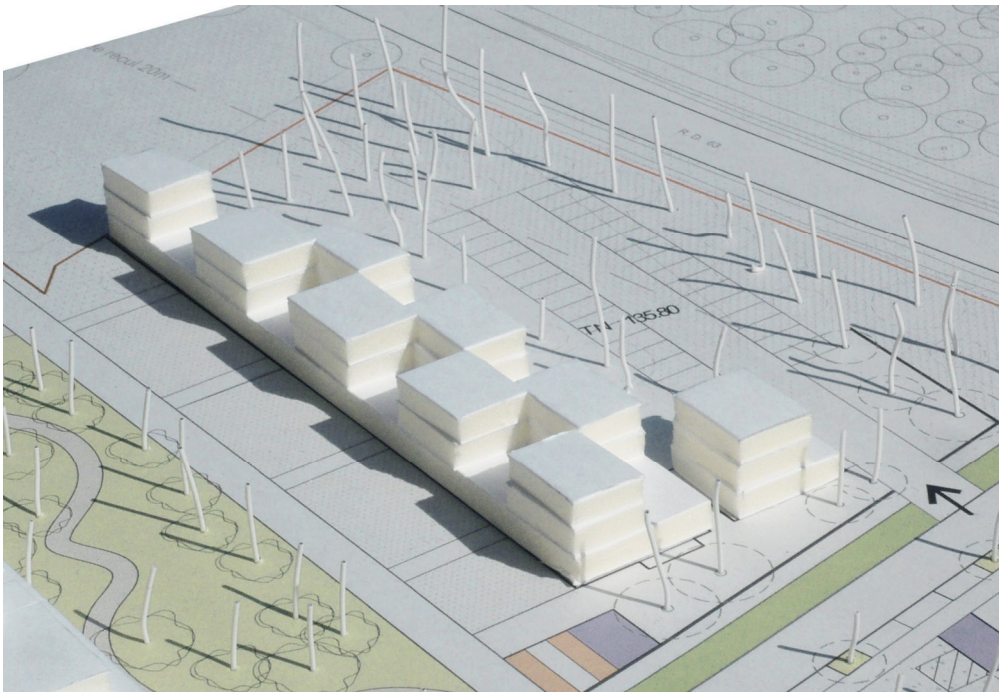
STATUT D'OCCUPATION
Prix marché

NIVEAU ENERGETIQUE
Effinergie

TYPE DE PARKING
Aérien

L'îlot A se situe dans la 'Lisière Arborée' au Nord –Est du quartier. A l'Ouest, il est adossé au 'Grand Verger' conservé et donne au sud sur le Parkway.

La thématique de cet ilot sera celle d'un bâtiment 'Proue' conçu en articulation entre le Parkway et le verger et perceptible en second plan derrière les arbres depuis la RD.
Une partie de la lisière arborée sera réalisée par le concessionnaire sur la parcelle de l'îlot dans la zone inconstructible le long de la RD63. La constitution de la lisière permettra de réduire la perception de la route pour les futurs occupants. L'ilot A se situant dans la zone de nuisance de la RD, nous préconisons en plus sur cet ilot la mise en place de dispositifs acoustiques performants (de type double peau ou triple vitrages).
L'alignement du bâti à l'Ouest sur le verger nous parait être l'implantation la plus favorable.
Un recul d'alignement sur la voie située entre l'ilot A et le verger est prévu pour constituer un avant-plan de jardins privés. Les parkings pourront être localisés à l'Est de la parcelle côté RD.





ATELIER DU PONT | Maison sur maison, Stains



LEM + | Logements sociaux, Eaubonne

Le **BOIS HABITÉ**
Îlot B



Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
4 378 m²

TAILLE DE LA PARCELLE
8 780 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
67

HAUTEUR MAXIMALE
R + 3 + attique

TYPE DE LOGEMENTS
Collectif

STATUT D'OCCUPATION
19 log. prix marché
12 log. accession sociale
36 log. locatif social

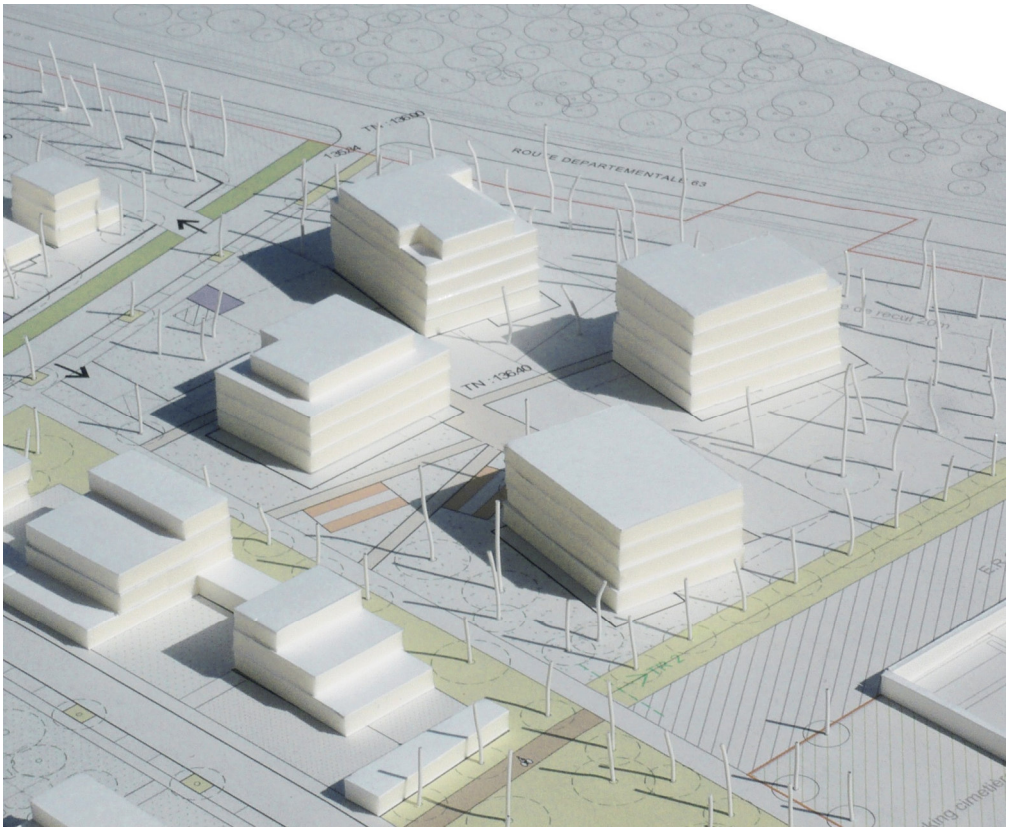
NIVEAU ENERGETIQUE
31 Effinergie +
36 Bepos

TYPE DE PARKING
Souterrain

L'ilot B se situe dans la 'Lisière arborée' à l'Est du quartier dans la partie plus centrale dédiée aux grandes entités. La thématique imaginée pour cet îlot sera celle du bois habité.

La lisière arborée est réalisée par le concessionnaire le long de la RD63, dans la logique d'un plan urbain composé depuis ses lisières, elle permettra de prolonger celle de la Forêt de la Ballastière aujourd'hui coupée nette par la RD 63. Elle dessinera par ailleurs le prolongement de la forêt des enfants (résultant de l'opération « une naissance / un arbre ») se développant au Sud du cimetière.

L'îlot B viendra habiter cette lisière. Il sera perceptible de loin. La typologie attendue en plots permettra d'occuper l'espace de façon plus aléatoire qu'en alignement de voirie et de laisser une part importante au végétal dans les poches ainsi créées. Le tissu bâti sera fragmenté pour permettre le tissage et l'infiltration de la nature. Les grands linéaires de façades continues seront évités.





BULHER| Logements sociaux, France



PATRICK AROTCHAREN | Canopee, Bayonne

VERGER HABITÉ
Îlot C



Situé à proximité du cimetière, l'ilot C se trouve dans la séquence du 'Verger Habité', le long d'un nouvel axe doux qui connecte le quartier au centre de Reichstett succession d'espaces verts nourriciers et de vergers.
L'alternance de paysages et de masses bâties doit permettre de proposer des atmosphères diversifiées.
L'ilot C est peu dense, il accueille au sud une parcelle en cession à l'are et au nord un bâtiment intermédiaire qui borde le Square. Ce bâtiment accueillera potentiellement un programme à vocation collectif de type salle communale ou micro-crèche.

Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
320 m²
+ cession à l'are

TAILLE DE LA PARCELLE
947 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
6

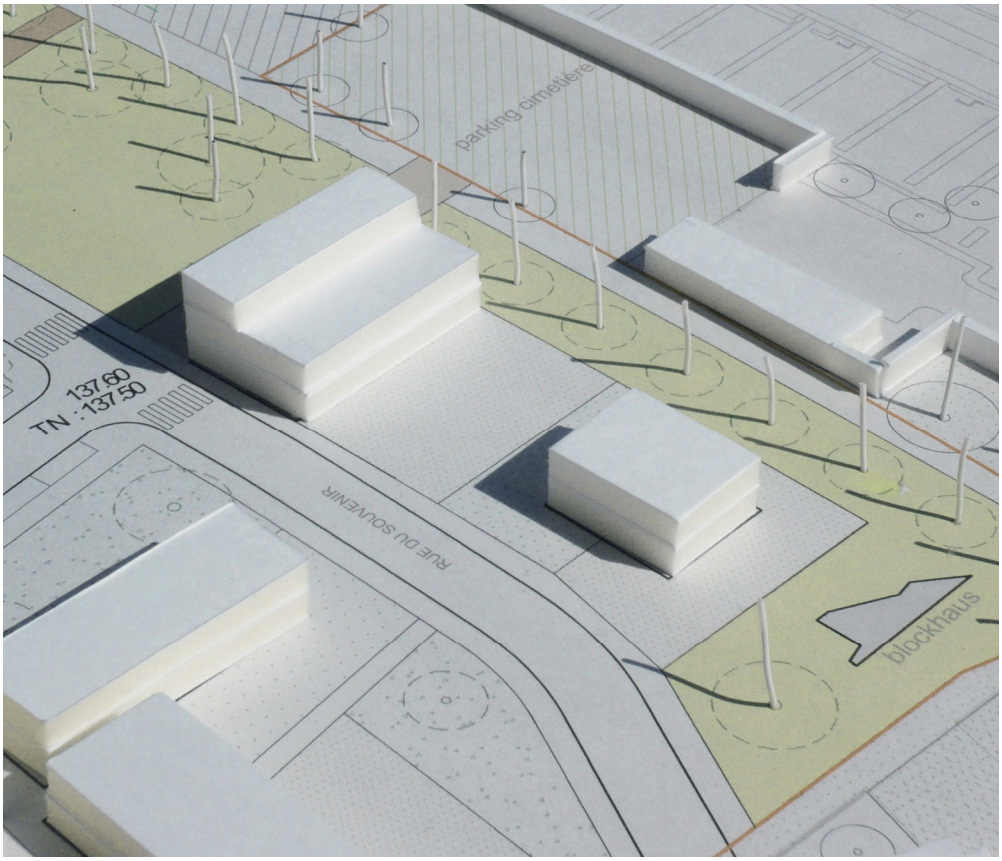
HAUTEUR MAXIMALE
R + 2

TYPE DE LOGEMENTS
4 intermédiaires
2 individuels

STATUT D'OCCUPATION
4 log. prix de marché
2 log. cession à l'are

NIVEAU ENERGETIQUE
4 PassivHaus
2 Effinergie +

TYPE DE PARKING
Semi - enterrée





BALLINIPITT



PO & PO

VERGER HABITÉ
Îlot D



Eléments donnés à titre indicatif

L'Ilot D se situe au cœur du 'Verger Habité'.
La tranche 1 du projet se structure en effet le long d'un nouvel axe doux qui connecte le quartier au centre de Reichstett par une séquence d'espaces verts nourriciers.
Cette bande de vergers connecte le Grand Verger au Nord à la forêt des enfants au sud.
L'alternance de paysages et de masses bâties doit proposer des atmosphères diversifiées et séquencées.
Il s'agit là de proposer une typologie où vergers et bâti s'interpénètrent.

SURFACE DE PLANCHER
1 313 m²

TAILLE DE LA PARCELLE
2 086 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
17

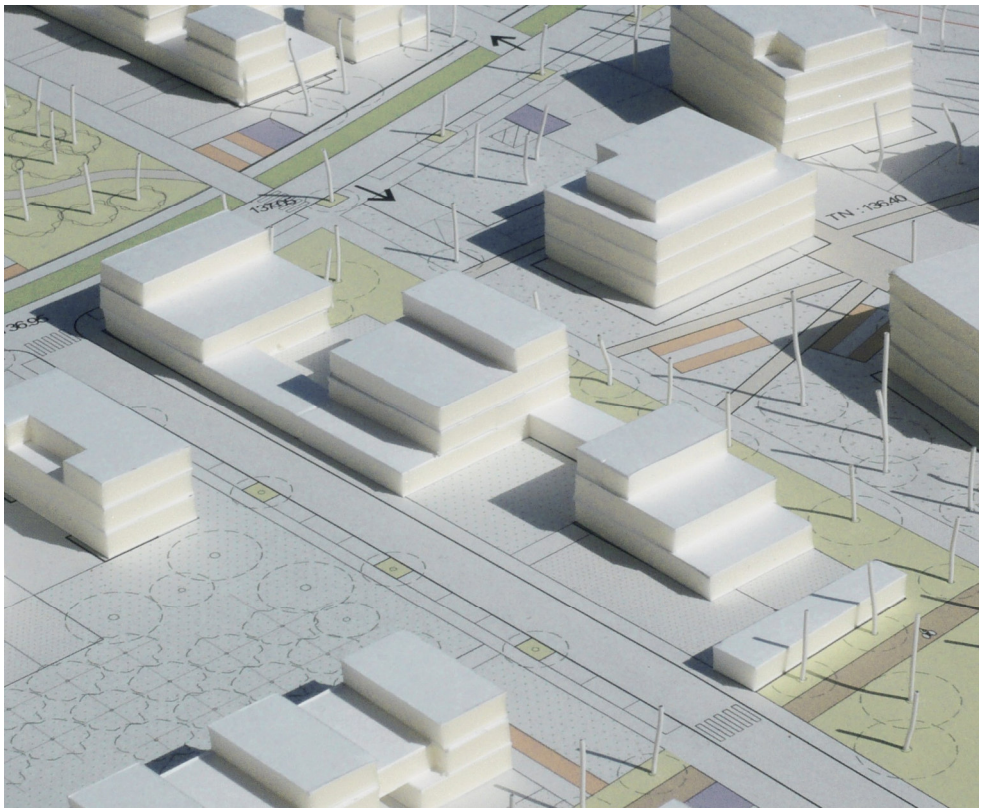
HAUTEUR MAXIMALE
R + 2 + attique

TYPE DE LOGEMENTS
12 collectifs
5 intermédiaires

STATUT D'OCCUPATION
17 log. prix de marché

NIVEAU ENERGETIQUE
Effinergie +

TYPE DE PARKING
Mutualisé avec l'îlot F





PLAZMA ARCHITECTS| Rasμ Namai



AD + BD ARCHITECTS | Epamarne, France

PATIO-VERGER
Îlot E



Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
5 056 m²

TAILLE DE LA PARCELLE
6 843 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
64

HAUTEUR MAXIMALE
R + 3 + attique

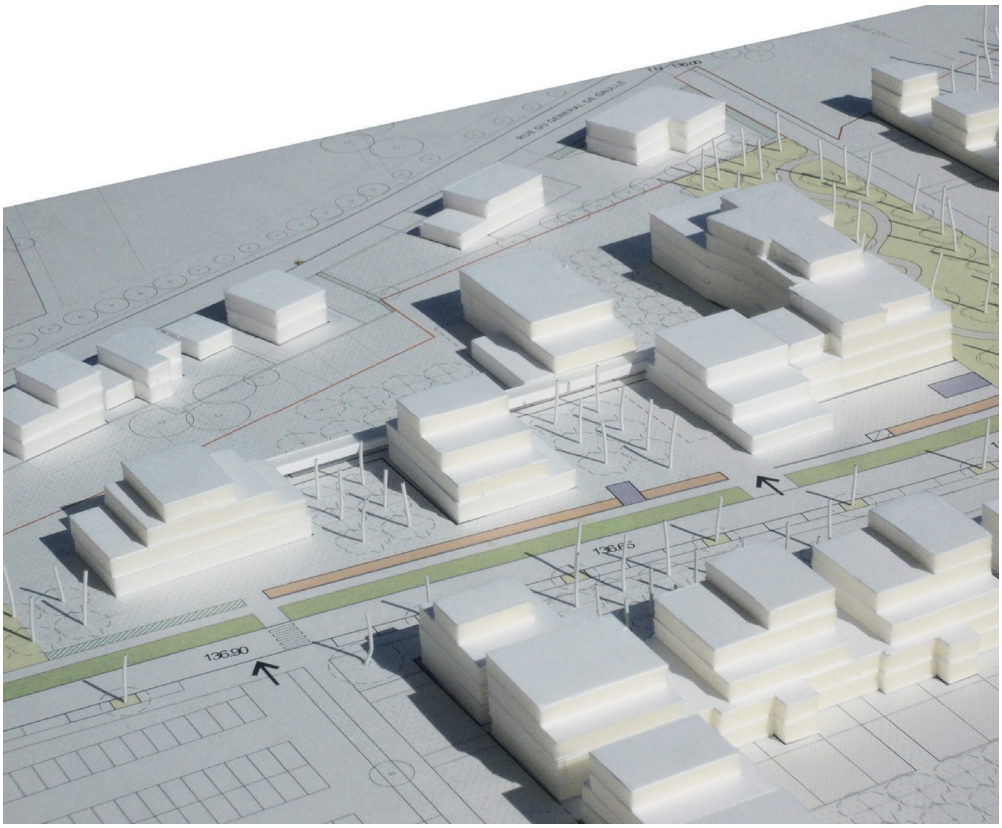
TYPE DE LOGEMENTS
39 collectifs
25 intermédiaires

STATUT D'OCCUPATION
20 log. prix marché
19 log. prix maitrisé
16 log. locatif social
9 log. accession sociale en autopromotion

NIVEAU ENERGETIQUE
PassivHaus

TYPE DE PARKING
Souterrain

La taille de l'ilot légèrement inférieure à un hectare est à l'échelle d'une situation en « lisière » d'opération et permet de laisser respirer les masses bâties au premier plan et aussi de laisser filtrer les vues au-delà.
La typologie retenue en plots permet d'occuper l'espace de façon plus aléatoire qu'en alignement de voirie et laisse une part importante au végétal, dans les poches créées.
Créer des plots autour de patios-vergers, permet de découper l'opération pour occuper un triangle autrement difficile à investir tout en préservant le quartier voisin existant.
Les bâtiments de l'îlot E, doivent opérer une transition avec le bâti existant, le long de la rue du général de Gaulle.
Ils seront dédiés à un habitat de type intermédiaire imaginé en terrasse, reliés à un bâtiment collectif plus dense adossé au Grand Verger. Les masses bâties s'organiseront autour d'une promenade surplombant jardins et vergers et progressant vers un espace public dans la pointe Ouest.





LAN | logements collectifs, Hamburg



946 ATELIER DU PONT| Logements à Eaubonne, France

Le **HOF**
Îlot F



Situé dans la partie centrale du projet urbain, dans la largeur de la parcelle du centre commercial, l'îlot F se trouve parmi les 'Grandes entités' du projet. C'est le cœur du quartier, là où les volumes peuvent être plus imposants sans gêner les vues limitrophes. Là où peuvent aussi s'implanter des typologies plus flexibles le long du parkway.

La thématique développée pour l'ilot F est celle du 'Hof'. S'organisant autour d'un espace extérieur partagé de grande dimension, sous la forme d'une cour, le Hof accueillera une diversité de typologies (logements individuels, habitat intermédiaire et collectif) mais aussi une diversité de situation de vie, selon par exemple qu'on habite la cour ou le toit. En sous-sol de ce macro-lot, nous prévoyons un parking mutualisé avec les opérations limitrophes.

Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
5 668 m²

TAILLE DE LA PARCELLE
8 119 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
76

HAUTEUR MAXIMALE
R + 3

TYPE DE LOGEMENTS
65 collectifs
11 intermédiaires

STATUT D'OCCUPATION
23 log. prix marchés
22 log. prix maitrisé
24 log. location social
7 accession sociale

NIVEAU ENERGETIQUE
Effinergie +

TYPE DE PARKING
Souterrain







Les **GRANGES**
Îlot G



Eléments donnés à titre indicatif

Ici aussi il s'agit de faire lien avec l'existant, c'est pourquoi la typologie retenue pour l'ilot G est une typologie basse de logements individuels denses.
La reconstitution d'un ilot de morphologie vernaculaire par une architecture et des masses bâties adaptées doit permettre une bonne insertion du quartier des Vergers de Saint Michel au reste de l'agglomération de Reichstett. La présence visuelle de l'Eglise nous indique que le cœur du village est proche.
Les constructions seront mitoyennes, voire en bandes, de styles et de matérialité variée.
Situées faces aux logements intermédiaires du Hof au gabarit identique, les maisons de l'ilot G seront longées sur leur face nord par la piste cyclable.

SURFACE DE PLANCHER
750 m²

TAILLE DE LA PARCELLE
2 488 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
5

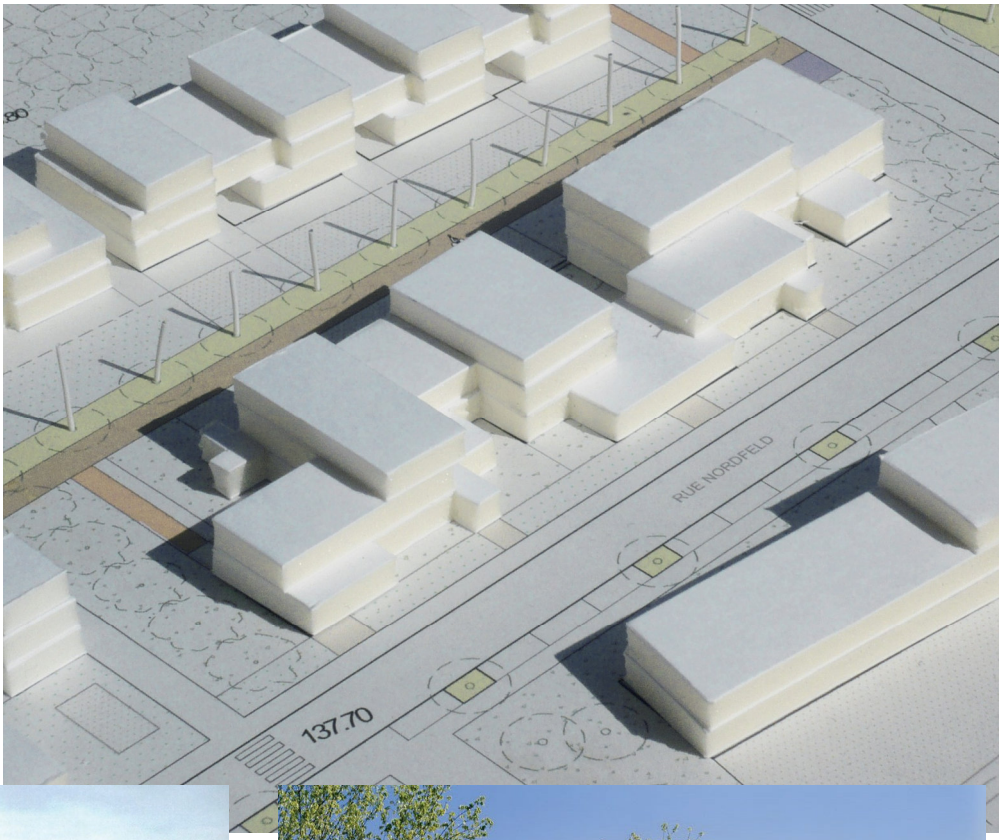
HAUTEUR MAXIMALE
R + 2

TYPE DE LOGEMENTS
Individuel

STATUT D'OCCUPATION
Cession à l'are

NIVEAU ENERGETIQUE
Effinergie

TYPE DE PARKING
Aérien







Les **GRANGES**
Îlot H



Eléments donnés à titre indicatif

L'ilot H est ciblé pour accueillir un projet collaboratif de quartier innovant où différentes thématiques (Habitat durable / Energie / Déplacements) seraient mutualisées à l'échelle de l'îlot.

• Il s'agit du développement d'au moins 10 logements individuels denses et/ou intermédiaires à énergie positive
• Le projet devra trouver un équilibre optimal entre l'objectif de la performance et le niveau d'investissement.

Le projet se situe en continuité avec le village et propose une typologie vernaculaire.

SURFACE DE PLANCHER
1 200 m² SP
450 m² SP cession à l'are

TAILLE DE LA PARCELLE
4 066 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
19

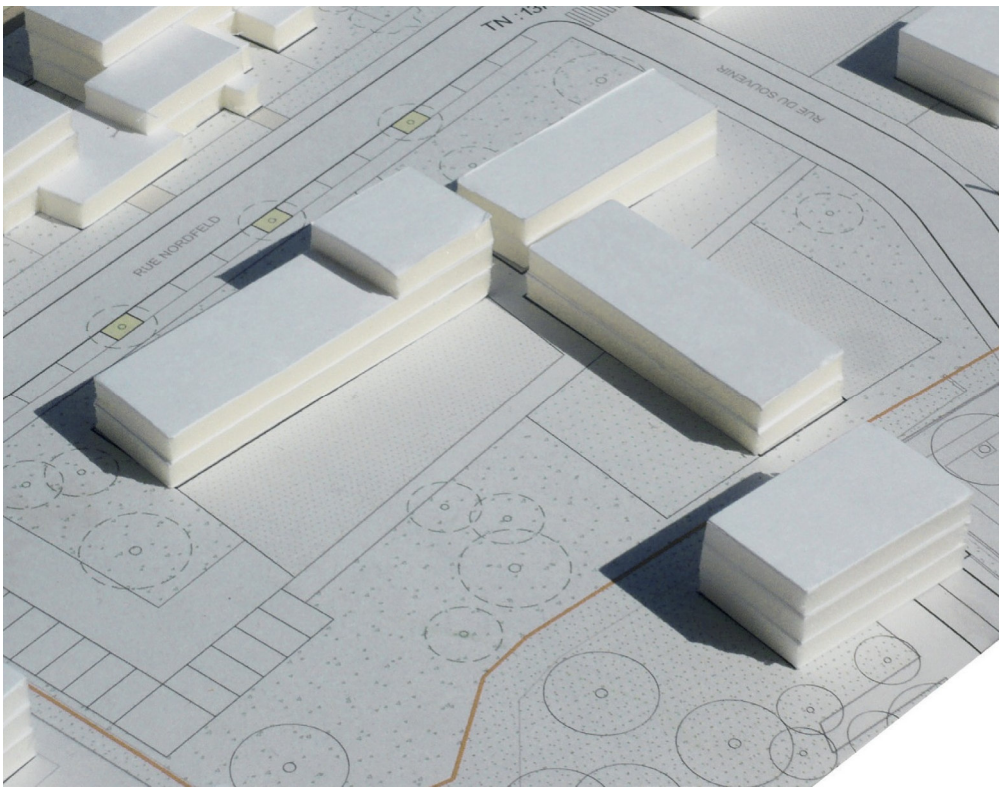
HAUTEUR MAXIMALE
R + 2

TYPE DE LOGEMENTS
16 Intermédiaire
3 individuelles

STATUT D'OCCUPATION
Cession à l'are + m² SP

NIVEAU ENERGETIQUE
Bepos

TYPE DE PARKING
Aérien





KARAWITZ | Solar powered passiv house, France



SIMON WINSTANELEY | Ford house: low energy home

Les **GRANGES**
Îlot I



Eléments donnés à titre indicatif

Ici il s'agit avant tout de faire lien avec l'existant, autant avec des maisons terminant le tissu existant, qu'avec des volumes s'inspirant des granges du tissu ancien. La bonne insertion du quartier avec le village existant est un objectif important de la ZAC, notamment en termes de formes bâties. La répartition et l'implantation des typologies basses et du logement individuel s'effectue en priorité à proximité du tissu urbain existant.

Dans l'Ilot I bâti attendu est linéaire. La reconstitution d'un ilot de morphologie vernaculaire par une architecture et des masses bâties adaptées favorisera la continuité visuelle entre le patrimoine existant et les nouvelles constructions.

SURFACE DE PLANCHER
600 m² SP

TAILLE DE LA PARCELLE
1 736 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
4

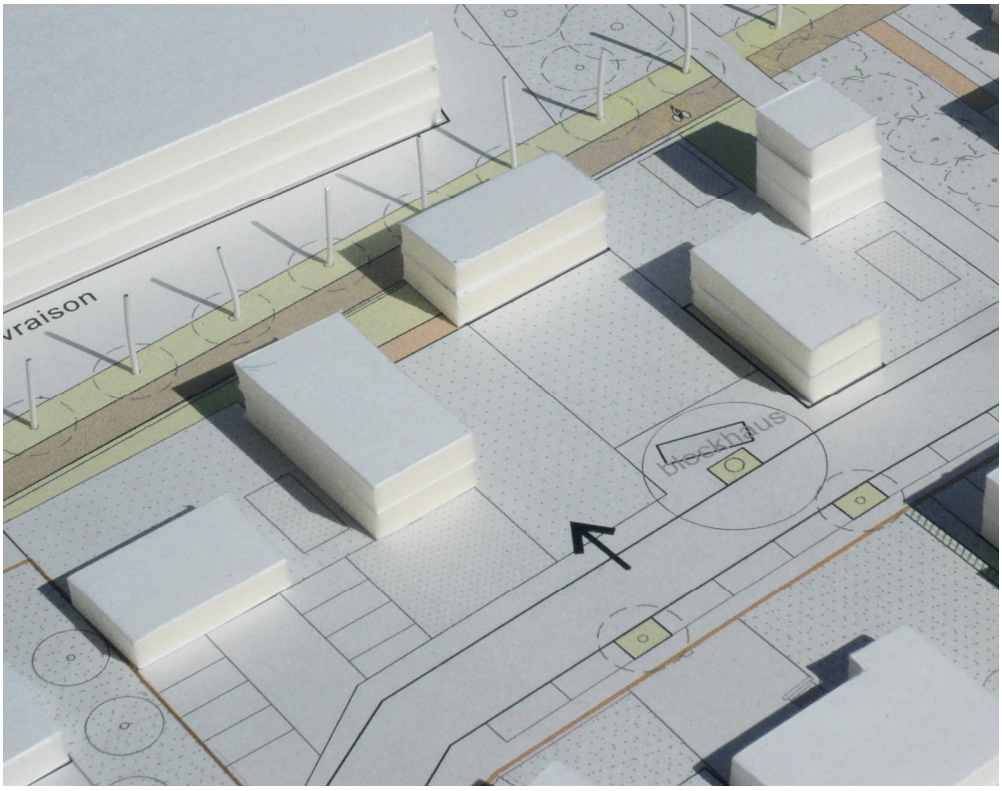
HAUTEUR MAXIMALE
R + 2

TYPE DE LOGEMENTS
Individuel

STATUT D'OCCUPATION
Cession à l'are

NIVEAU ENERGETIQUE
Effinergie

TYPE DE PARKING
Aérien







ENTRÉE DE VILLE
Îlot J

L'ilot J fait partie des 'Grandes Entités'.
Situé en entrée de ville, il est un des seuls ilots de la ZAC qui soit situé directement sur la rue du Général de Gaulle, l'axe majeur de circulation de la commune.
Sa situation, sur un espace public qui sera créée, en fait un objet très urbain. Occupé par du commerce en RDC, l'ilot J constitue une des façades de la nouvelle entrée de ville de Reichstett.
Sa volumétrie est comparable à celle de la copropriété voisine.



Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
Logements : 3 432 m²
Commerce : 616 m²

TAILLE DE LA PARCELLE
4 348 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
48

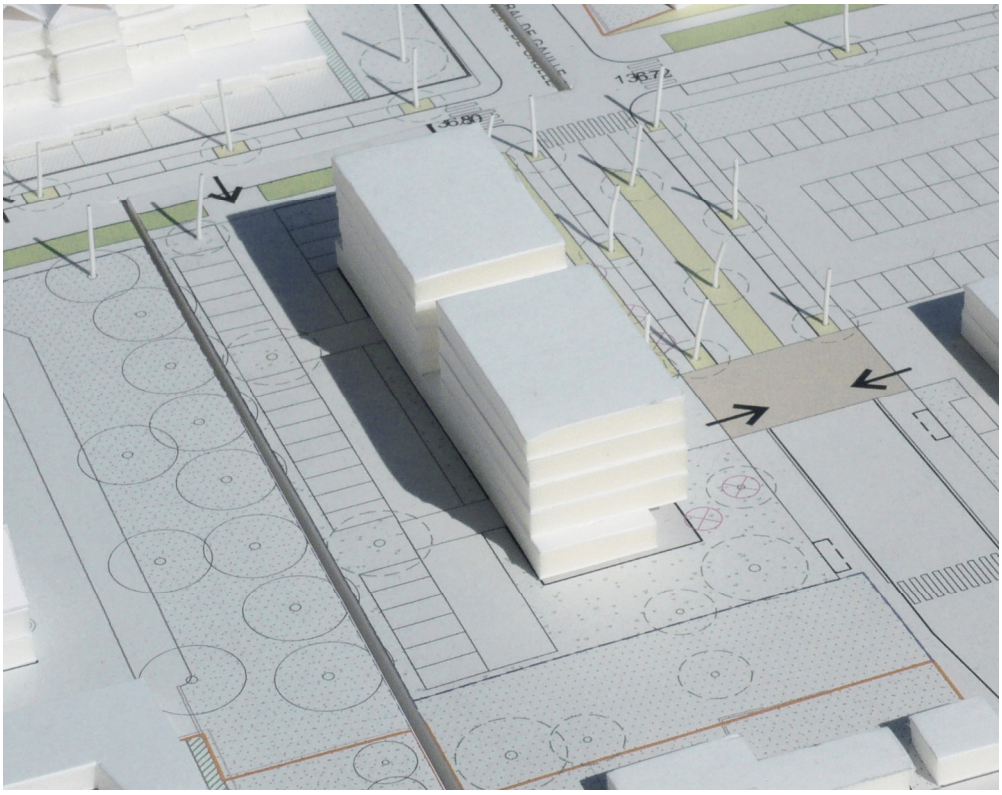
HAUTEUR MAXIMALE
R + 4

TYPE DE LOGEMENTS
Collectif

STATUT D'OCCUPATION
16 log. prix maitrisés
32 log prix marché

NIVEAU ENERGETIQUE
RE2020 seuil 2028

TYPE DE PARKING
Souterrain





KCAP | Rotterdam



KCAP | De Opgang, Amsterdam

MAISONS SERRES
Îlot K



Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
K1 : 2 245 m² SP
K2 : 2 019 m² SP

TAILLE DE LA PARCELLE
K1 :3 458 m²
K2 : 3 762 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
58

HAUTEUR MAXIMALE
R + 3 + combles

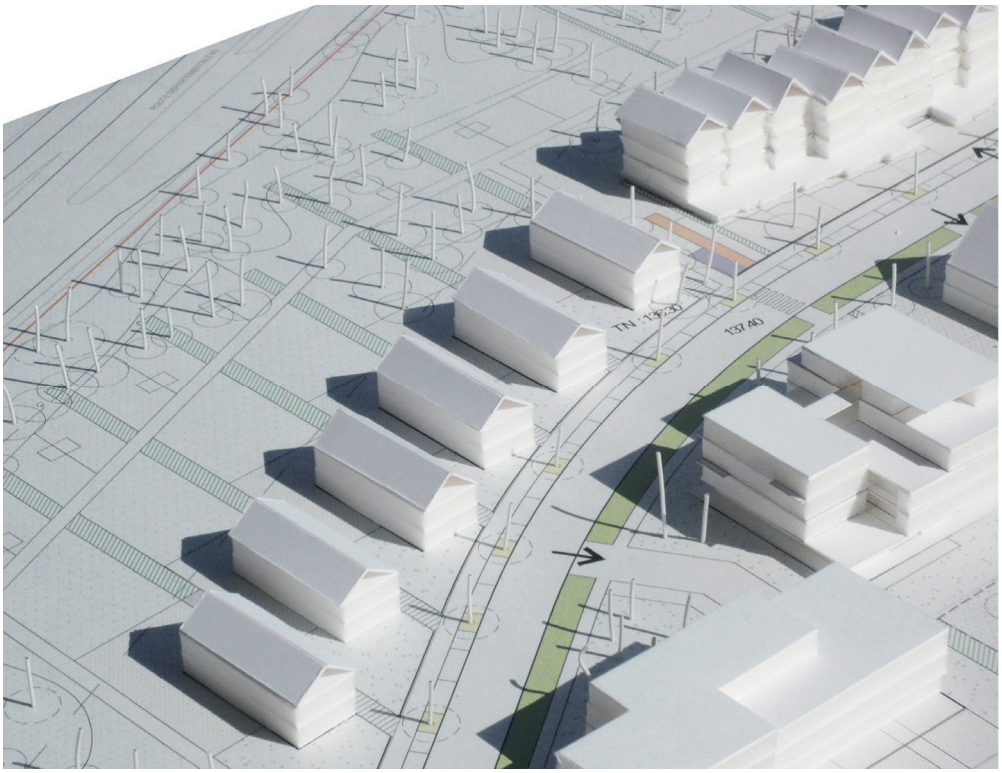
TYPE DE LOGEMENTS
Collectif

STATUT D'OCCUPATION
58 log. locatif social

NIVEAU ENERGETIQUE
RE2020 seuil 2028

TYPE DE PARKING
Aérien

Le projet que nous proposons pour la ZAC St Michel est celui d'un quartier agro-urbain, qui soit en lien avec l'identité du lieu. Cette thématique forte se retrouve dans les typologies architecturales que nous souhaitons développer ici.
Sur les lisières et en particulier la lisière nord le long de la RD 63, nous proposons de développer des typologies de maisons-serres de différentes volumétries ; Perceptibles de loin, car constituant le premier front bâti, ces constructions marqueront fortement l'entrée nord de l'agglomération, et renouvelleront son image.
Ce concept sera décliné pour différentes typologies d'habitat : collectif, intermédiaire et individuel.
Pour la partie du projet la plus proche de la RD 63, la mise place de serres ou de jardins d'hivers, au nord, a pour objectif de créer une zone tampon permettant une meilleure isolation thermique (espace tempéré) et surtout une meilleure isolation phonique.
La construction de ce type de volumes, non chauffés mais abrités de la pluie et du vent, en prolongement de l'espace bâti, permet d'augmenter la qualité de vie des habitants en leur offrant des espaces vastes, lumineux et facilement appropriable.







TETRARC| Boréal, France

PETER SMITH | maisons groupées, France

LES **BALISES**
Îlot L



L'Ilot L est situé le long du Parkway. Il fait partie des 'Grande Entités ' qui se trouvent dans la partie centrale du projet faites pour accueillir une plus grande densité dans le gabarit du centre commercial.
Une importante maison de ville est calée le long de l'imposante copropriété existante.
A l'angle un bâtiment formé de typologies mixtes allant du collectif à la maison de ville, à la manière des corps de ferme qui associent différentes échelles de bâti, fait l'articulation avec la rue de desserte Nord-Sud.

Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
2 520 m²

TAILLE DE LA PARCELLE
3 964 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
36

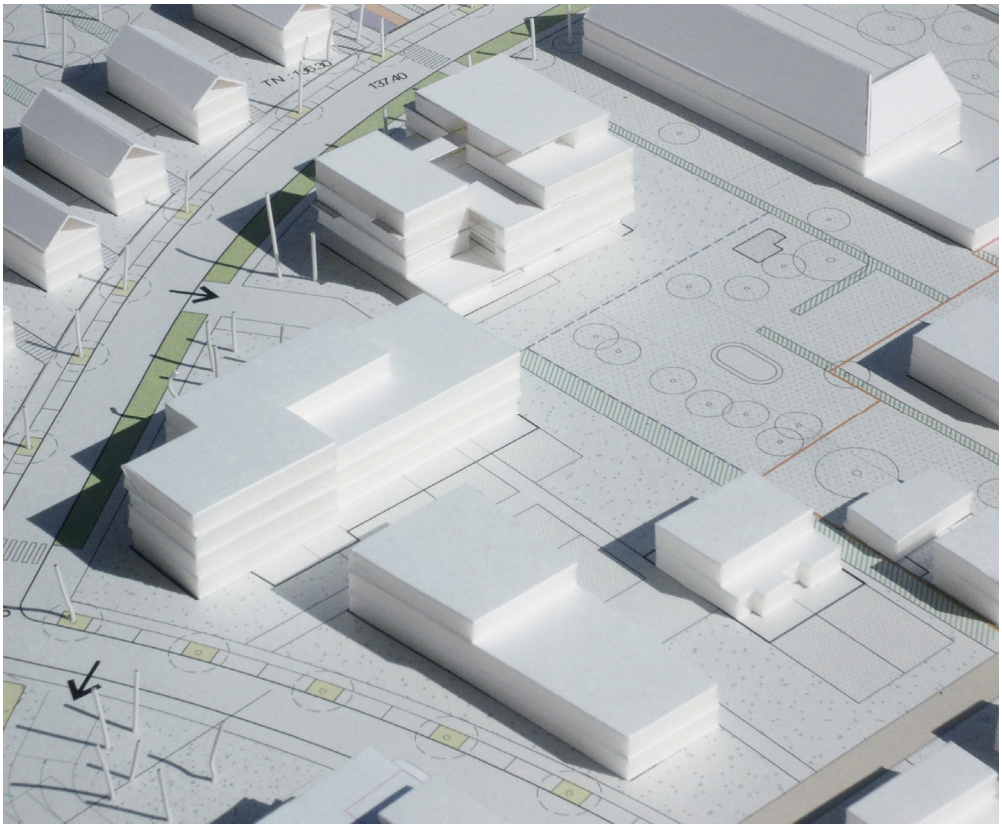
HAUTEUR MAXIMALE
R + 4

TYPE DE LOGEMENTS
36 collectifs

STATUT D'OCCUPATION
25 log. prix de marché
11 log. prix maîtrisé

NIVEAU ENERGETIQUE
RE2020 seuil 2025

TYPE DE PARKING
Aérien





KCAP| Bree vaart hoek, Gouda



ECANOO| Urban Villa

FRONT POREUX
Îlot M



L'implantation du bâti projeté, suit fréquemment l'orientation Nord-Sud du parcellaire. L'îlot M en est la plus évidente illustration. Placé en limite d'opération, avant une future urbanisation vers l'Ouest, il constitue un front bâti perceptible de loin. Ce front urbain offre un linéaire important dont l'effet de masse sera modulé par un skyline très variable (de R+1 à R+3+attique) et très découpé. Cette grande variation autorise également la création de nombreuses terrasses et une façon intéressante « d'habiter le toit », à défaut d'occuper le sol. Il sera aussi poreux en RDC, c'est-à-dire, percé, séquencé. Sa linéarité sera mise à profit pour gérer la question du stationnement. Ici la différence importante de niveau entre le TN et la cote de la voirie projetée permet de ventiler naturellement le parking côté Ouest.

Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
2 503 m²
+360 m² pour maison indiv

TAILLE DE LA PARCELLE
5 272 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
39

HAUTEUR MAXIMALE
R + 4

TYPE DE LOGEMENTS
36 collectifs
3 individuels

STATUT D'OCCUPATION
21 prix marchés
15 prix maitrisés
3 indiv

NIVEAU ENERGETIQUE

RE2020 seuil 2025TYPE DE PARK
aérien







LES **BALISES**
Îlot N

Sur l'Ilot N le bâti est organisé de manière linéaire pour accompagner la structuration à grand échelle du parcellaire, de taille plus importante en limite Ouest, comme les grandes fermes isolées au milieu des champs. C'est un bâtiment qui associe aussi des typologies mixtes de collectif et d'intermédiaire.
Au nord de l'ilot, dans le prolongement de la rue de Roses, deux parcelles en cession à l'are destinées au logement individuel trouvent naturellement leur place.



Éléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
4 235 m² SP
1 500 m² SP indiv

TAILLE DE LA PARCELLE
5 735 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
41

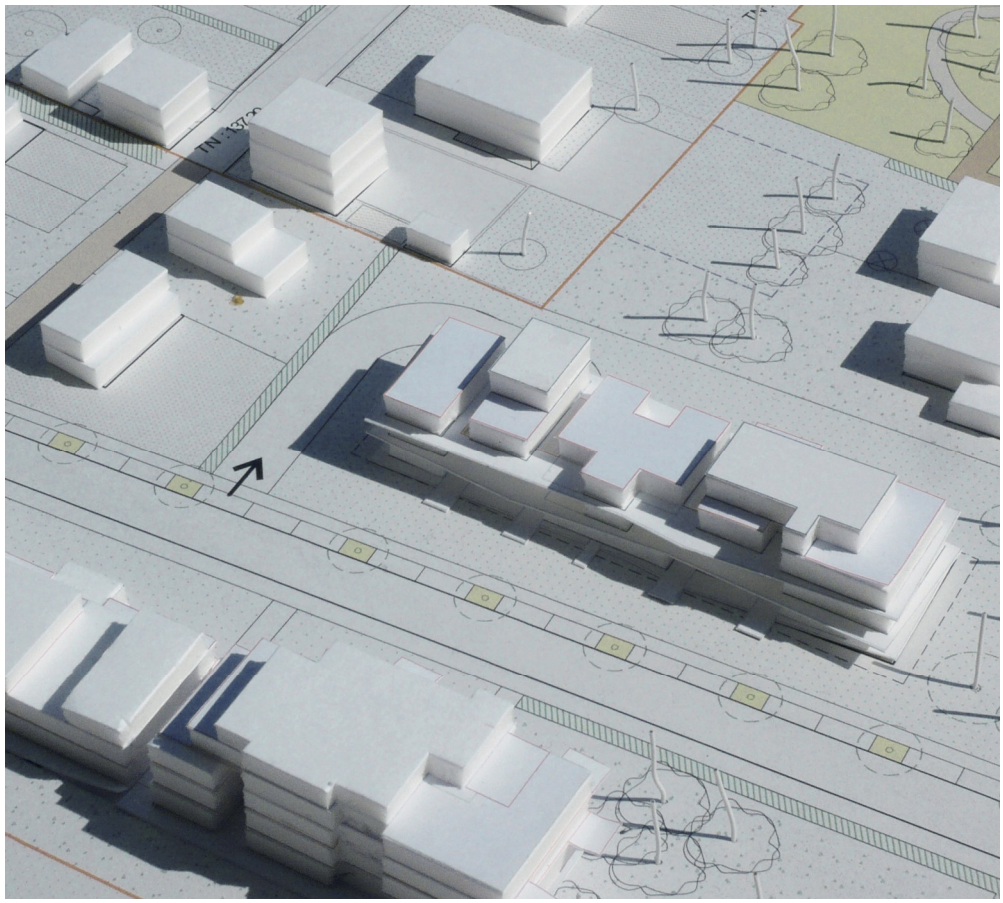
HAUTEUR MAXIMALE
R + 4

TYPE DE LOGEMENTS
39 locatif social
3 individuels

STATUT D'OCCUPATION
39 locatif social
3 individuels

NIVEAU ENERGETIQUE
Passif Haus

TYPE DE PARKING
Aérien







FRONT POREUX
Îlot O



Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
N/A cession à l'are

TAILLE DE LA PARCELLE
2 262 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
6

HAUTEUR MAXIMALE
R + 1

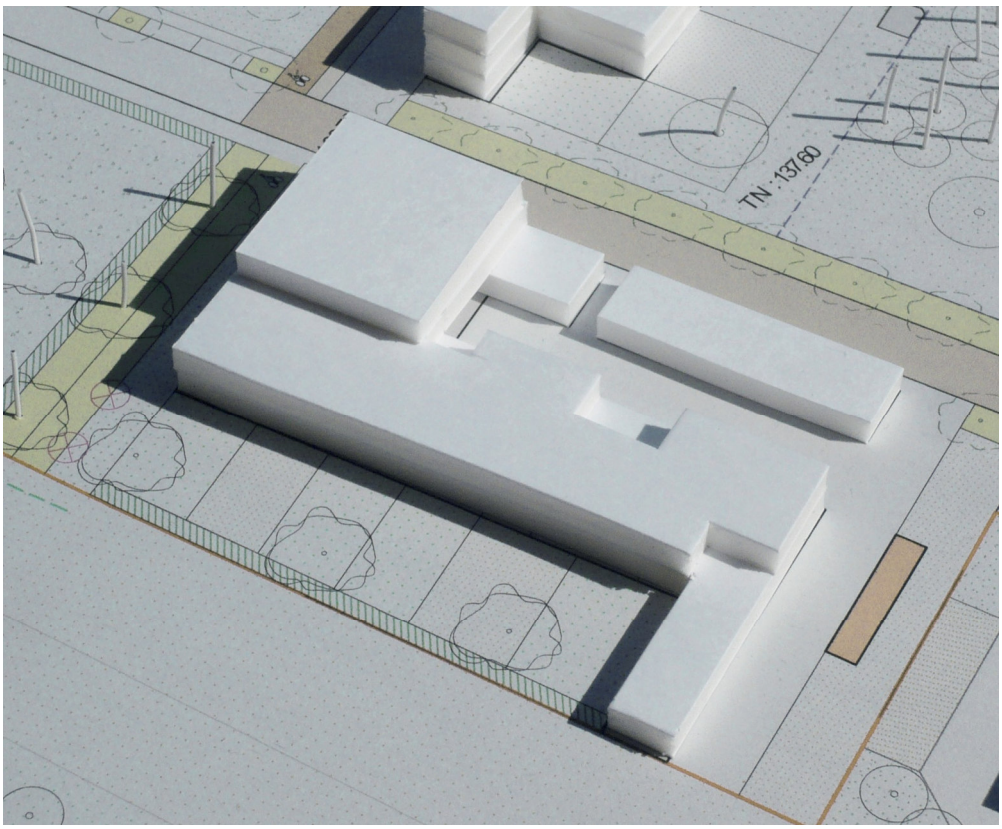
TYPE DE LOGEMENTS
Individuel

STATUT D'OCCUPATION
Cession à l'are

NIVEAU ENERGETIQUE
RE2020 seuil 2025

TYPE DE PARKING
Car port

L'ilot O est placé en limite d'opération, avant une future urbanisation vers l'Ouest. En attendant, il constitue une des façades bâties du projet les plus perceptibles. Il est ouvert à l'Est sur l'espace de rencontre et au Nord sur un verger conservé sur l'ilot M.
Il est prévu de réaliser ici de l'habitat individuel dense accolé sur des parcelles en cession à l'are.
Au sud de l'ilot un verger est à préserver, créant une percée visuelle vers les champs à l'ouest.



LE **COCON**
Îlot P



Cet ilot jouxte un espace public naturel constitué de fruitiers existants, ouvert à tous, en transition avec les constructions existantes. Sa situation est très préservée et qualitative.
Nous proposons à cet endroit une opération dense de maisons en cession à l'are s'infiltrant entre les fruitiers existants. Dans cette partie du projet on retrouve un tissu intimiste.
Ici aussi il s'agit avant tout de faire lien avec l'existant. La bonne insertion du quartier avec le village existant est un objectif important de la ZAC, notamment en termes de formes bâties. La répartition et l'implantation des typologies basses et du logement individuel s'effectue donc en priorité à proximité du tissu urbain existant.
Sur cet ilot une opération en auto-promotion d'une dizaine de logements pourra trouver place.

Eléments donnés à titre indicatif

SURFACE DE PLANCHER
1 260 m² SP

TAILLE DE LA PARCELLE
4 348 m²

NOMBRE DE LOGEMENTS
20

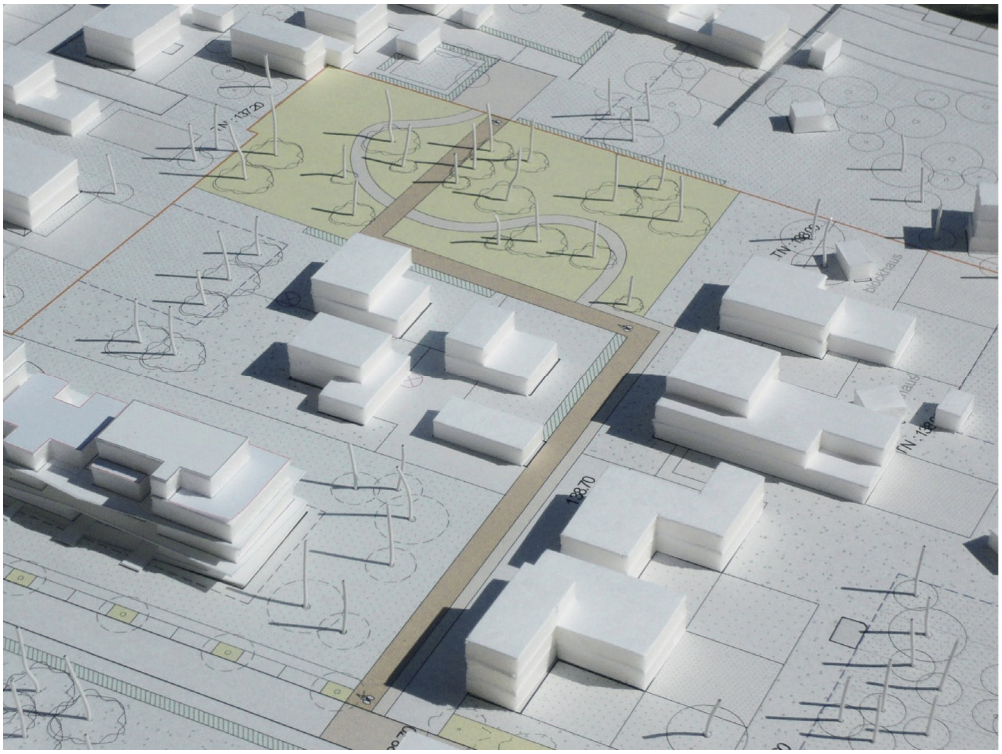
HAUTEUR MAXIMALE
R + 3

TYPE DE LOGEMENTS
18 inter.
2 individuels

STATUT D'OCCUPATION
8 log. prix maitrisé
10 log. prix maitrisé
2 individuels

NIVEAU ENERGETIQUE
P1 : RE2020 seuil 2028
Indiv ; RE2020 seuil 2025

TYPE DE PARKING
Aérien et carport







OFFRE COMMERCIALE

- Supermarché Leclerc

L'implantation centrale du supermarché au niveau de la ZAC est conservée. Néanmoins le tènement foncier de ce dernier sera modifié afin qu'il dispose d'une forme et d'une fonctionnalité plus urbaine dans le quartier. 1 346 m² de surface de vente seront ajoutés pour atteindre un total de 2 500 m² de surface de vente. S'ajouteront également des locaux techniques et des surfaces annexes.

- Cellules commerciales du lot J

Environ 616 m² de surfaces de plancher sont destinés à accueillir des cellules commerciales. Elles seront créées aux rez-de-chaussée des bâtiments de l'ilot J

- Locaux de services du lot N

Environ 159 m² sont prévus pour une activité de service au rez-de-chaussée de l'ilot N.

ZAC DES VERGERS DE SAINT MICHEL A REICHSTETT

DOSSIER DE REALISATION

4. MODALITES PREVISIONNELLES DE FINANCEMENT

Modification N°1 intervenue par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 24 mars 2023
Modification N°2 intervenue par délibération du conseil de l'Eurométropole en date du 6 novembre 2026

CREDIT MUTUEL AMENAGEMENT FONCIER
Aménageur – Concessionnaire de la ZAC
LOLLIER INGENIERIE
Bureau d'étude VRD - Mandataire
LINDER PAYSAGE
Urbaniste et Paysagiste
AGENCE MW
Architecte
SOLARES BAUEN
Développement durable

Juin 2026

MODALITES PREVISIONNELLES DE FINANCEMENT

Les modalités prévisionnelles de financement de l'opération permettent de définir les dépenses et recettes liées à la réalisation de l'opération sur la base du programme développé dans le présent dossier de réalisation.

Compte tenu de la réalisation de l'opération en deux tranches sur une durée de 10 ans prolongé de 6 ans par les avenants 1 et 2 au traité de concession soit un total de 16 ans, il est précisé que le bilan pourra faire l'objet d'une actualisation ultérieure en tenant compte des négociations des charges foncières ainsi que des résultats des appels d'offres publics liés aux aménagements et travaux du site.

Ces modalités prévisionnelles de financement traduisent l'aspect économique de l'opération au travers de la définition :
- De l'ensemble des dépenses à réaliser dans le cadre du processus de production de terrains à bâtir sur les emprises foncières acquises à l'intérieur du périmètre de l'opération avec la mise en œuvre des viabilités
- De l'ensemble des recettes dans le cadre des cessions des parcelles équipées

1. DEPENSES

APPROPRIATION DES SOLS

La surface concernée par le périmètre de la ZAC est d'environ 13 hectares détenus essentiellement par différents propriétaires privés.
Le poste intègre le coût d'acquisition proprement dit des parcelles ainsi que le montant des différentes indemnités versées aux propriétaires, exploitants et usagers et les indemnités d'éviction.
A ces dépenses, il convient d'ajouter les frais accessoires aux acquisitions constitués par les frais de notaires.

MISE EN ETAT DES SOLS

Dans ce poste sont inclus les frais relatifs au diagnostic archéologique préventif ainsi que les éventuelles fouilles archéologiques qui en découleraient.

TRAVAUX D'AMENAGEMENT

Ce poste correspond au coût de réalisation des équipements d'infrastructure tels que décrits au présent dossier.
Ils concernent le coût de travaux à mettre en œuvre pour la réalisation :
- des voiries primaires, secondaires et venelles de desserte internes de l'opération assurant le bouclage et les liaisons avec les rues existantes (rue du Général de Gaulle, …),

- des espaces nécessaires pour la gestion des eaux pluviales dans le cadre des techniques alternatives (noues),
- des espaces verts et aires de jeux définis ci-dessus.

Ces travaux sont déclinés par tranche : tranche 1, tranche 2 et travaux sur rue du Général de Gaulle.

HONORAIRES TECHNIQUES

Y sont inclus le coût des honoraires de l'urbaniste, du maître d'œuvre, de l'AMO développement durable, du géomètre, de l'huissier, du coordonnateur sécurité et des différentes études (étude de sol, commerciale, …)

Ce poste comprend la totalité des études préalables ayant permis de définir le projet d'aménagement ainsi que l'élaboration des dossiers à fournir dans le cadre de la procédure administrative de la ZAC. Il intègre également les dépenses liées à l'élaboration du dossier déclaratif au titre de la loi sur l'eau.
Enfin, ce poste comprend les honoraires de l'architecte conseil chargé de la coordination architecturale et urbanistique des projets de construction dans le périmètre de la ZAC.

FRAIS DE GESTION

Ce poste comprend l'ensemble des frais de publicité liés à la commercialisation des terrains à bâtir ainsi que tous les frais divers (taxes foncières, assurance, frais de conseils, …).

FRAIS GENERAUX DE L'AMENAGEUR

Ce poste concerne la rémunération de l'aménageur de la ZAC ainsi que la rémunération de l'organisme qui commercialise les terrains équipés.

FRAIS FINANCIERS

Ce sont les intérêts des emprunts et des relais de trésorerie dont la mise en place est nécessaire pour financer les dépenses d'aménagement avant la perception des premières recettes provenant de la commercialisation des terrains équipés.

RISQUES, ALEAS ET IMPREVUS

Ce sont les provisions financières pour les aléas et imprévus.

		Prévision au 29/01/31(en cumulé)
	DEPENSES	
APPROPRIATION DES SOLS		
	Acquisitions	5 244 496 €
	Acquisition lot de copropriété Eurométropole ou intégralité Copro 2F	1 860 000 €
	Indemnités de libération	175 337 €
	Autres frais sur acquisitions	226 863 €
		7 506 696 €
MISE EN ETAT DES SOLS		
	Diagnostic d'archéologie préventive	0 €
	Frais de démolition	0 €
	Frais de dépollution	0 €
	Fouilles archéologiques	0 €
		0 €
HONORAIRES TECHNIQUES		
	Maitrise d'œuvre globale (VRD, urbaniste, architecte, AMODD)	1 075 210 €
	Géomètre	91 698 €
	Huissier	5 056 €
	Etudes de sol	9 180 €
	CSPS	17 680 €
	Etude dépollution	47 866 €
	Complément étude d'impact	42 876 €
	Etude commerciale / AMO BIM…	148 092 €
		1 437 658 €
TRAVAUX		
	SOMME TRAVAUX TRANCHE 1	3 178 315 €
	SOMME TRAVAUX TRANCHE 2	2 492 352 €
	SOMME TRAVAUX RUE DU GAL DE GAULLE	480 820 €
		6 151 487 €
FRAIS DE GESTION		
	Concertation-communication	78 366 €
	Action de commercialisation (hors frais aménageur)	0 €
	Assurance	0 €
	Taxe foncière	37 350 €
	Expertise et frais de procédures	70 133 €
	Frais de procédures	0 €
		185 849 €
FRAIS GENERAUX DE L'AMENAGEUR		
	Coût de l'équipe opérationnelle	1 153 382 €
	Frais d'environnement associés	0 €
	Frais de commercialisation	789 209 €
		1 942 591 €
FRAIS FINANCIERS		
	Frais financiers	110 446 €
	Frais financiers emprunts autres	383 419 €
		493 865 €
RISQUES, ALEAS ET IMPREVUS		
	Provisions pour risques assumés par l'aménageur	0 €
	Provisions pour aléas et imprévus	189 500 €
	BONI Traité de concession	*15 000 €*
		189 500 €
RECAPITULATIF DES DEPENSES		
	Appropriation des sols	**7 506 695,88**
	Mise en état des sols	**-**
	Honoraires techniques	**1 437 657,65**
	Travaux	**6 151 487,00**
	Frais de gestion	**185 849,00**
	Frais généraux de l'aménageur	**1 942 591,00**
	Frais financiers	**493 865,34**
	Risques, aléas et imprévus	**189 500,00**
TOTAL		**17 907 646 €**

Note : ce prévisionnel de dépenses a été actualisé dans le cadre de la modification n°1, puis n°2 du dossier de réalisation. Le budget prévisionnel actualisé est en annexe du présent dossier.

NB : le budget du programme des équipements publics d'infrastructure sont détaillés selon les estimations des bureaux d'études

2. RECETTES

La couverture des dépenses est assurée essentiellement :
- par les constructeurs par la vente des droits à bâtir (détail ci-dessous)
- par la participation de l'Eurométropole de STRASBOURG au financement des équipements publics :
  - un montant de 480 819,66 € HT, en contrepartie de travaux d'aménagement réalisés par le concessionnaire, sur la rue du Général de Gaulle, ce qui correspond à un financement par l'Eurométropole de STRASBOURG de 100 % de cet équipement constitutif d'une voie structurante de viabilité primaire,
  - un montant de 401 975 € HT, en contrepartie de la remise de la rue transversale Est / Ouest à créer sur le site, cet équipement répondant à hauteur de 70 % aux besoins des usagers et habitants de la ZAC et se situant à hauteur de 30 %.

Par ailleurs, de manière marginale, des participations prévisionnelles des constructeurs autonomes sont envisagées, dont le régime est régi par l'article L311-4 du Code de l'urbanisme : ces participations au coût des équipements publics de la zone sont dues par un constructeur sur un terrain n'ayant pas fait l'objet d'une cession, location ou concession d'usage consentie par l'aménageur de la zone. Cette participation est due sur l'ensemble du périmètre de la ZAC. Une convention précisera les conditions dans lesquelles les constructeurs « dits autonomes », participent au coût d'équipement de la zone. Cette convention constitue une pièce obligatoire du dossier de permis de construire. Le montant de la participation financière mise à la charge du constructeur autonome, est déterminé dans le respect du principe d'égalité des constructeurs devant les charges publiques par catégorie de constructeur.

Les recettes de l'opération proviennent principalement des cessions des terrains équipés :
- Terrains destinés à la réalisation d'habitat individuel groupé, intermédiaire ou collectif : 37 535.7 m² de surface de plancher sont prévus.
- Terrains destinés à la réalisation de commerces / services : 1.879 m² de surface de vente sont prévus (1.346 m² pour le supermarché existant,616 m² pour le rez-de-chaussée de l'ilot J et 159 m² pour le rez-de-chaussée de l'ilot N).

Les prix de cession sont définis en fonction de la destination des terrains et des typologies ouvertes à l'ilot concerné.
Les hypothèses suivantes ont été retenues (prix HT - valeur juin 2026) :
- Terrains destinés à la réalisation d'habitat locatif aidé : 250 € le m² de surface de plancher
- Terrains destinés à la réalisation d'habitat collectif en accession sociale sécurisée : 280 € le m² de surface de plancher

- Terrains destinés à la réalisation d'habitat intermédiaire en accession sociale sécurisée : 500 € le m² de surface de plancher
- Terrains destinés à la réalisation d'habitat collectif et intermédiaire en prix maitrisé : 500 € le m² de surface de plancher
- Terrains destinés à la réalisation d'habitat collectif ou intermédiaire en accession libre : 550 € le m² de surface de plancher
- Terrains destinés à la réalisation d'habitat individuel en accession libre : environ 30.000 € HT l'are cessible

RECETTES	nb de m² SP actualisée - avenant 2	Prévision au 29/01/2031 (en cumulé)
RECAPITULATIF		
Locatif aidé collectifs	12 399,0	*4 048 659*
Accession aidée collectifs	886,0	*250 852*
Accession aidée intermédiaires	2 285,0	*807 760*
Logements à prix maitrisés collectifs	4 565,0	*1 896 994*
Logements à prix maitrisés intermédiaires	3 652,6	*876 800*
Accession libre collectifs	9 952,1	*3 300 103*
Accession libre intermédiaires	3 796,0	*2 516 457*
Accession libre individuels	2 915,0	*3 647 660*
Commerce/service	775,0	*363 449*
TOTAL	**40 451**	**17 708 734**
PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS AUTONOMES		
Propriétaire foncier du supermarché-Société REICHDIS		195 000
PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITES AUX EQUIPEMENTS PRIMAIRES		
Rue du général de Gaulle : 100% travaux de VRD hormis travaux de traversées réseaux		480 820
Rue transversale est/ouest : 30% travaux de voirie hormis travaux de réseaux et noue **T1**		195 305
Rue transversale est/ouest : 30% travaux de voirie hormis travaux de réseaux et noue **T2**		206 670
Subvention Agence de l'eau		14 188
PRODUITS FINANICERS		
Intérets		82 542
assurances/Dation/échanges		16 466
Suivi des consommations promoteurs		106 509
TOTAL RECETTES		**19 006 233**

Note : ce prévisionnel de recettes a été actualisé dans le cadre de la modification n°1 et n° 2 du dossier de réalisation. Le budget prévisionnel actualisé est en annexe du présent dossier.

3. PLANNING PREVISIONNEL DE REALISATION ET DE FINANCEMENT

3.1 PLANNING PREVISIONNEL DE RÉALISATION

Phase de travaux	Secteur d'intervention	Début prévisionnel des travaux	Livraison prévisionnelle / rétrocession
Phase préparatoire	- Etudes préliminaires - Avant-projet - Dossier de réalisation - Dossier de consultation pour les viabilisations - Appel d'offres	2ème semestre 2015	1er semestre 2017
Tranche 1	Ilots A à J	2ème semestre 2017	2ème semestre 2029
Travaux sur la rue du Général de Gaulle		1er semestre 2020	4ème semestre 2027
Tranche 2	Ilots K à P	1er semestre 2022 interruption Reprise : 2ème semestre 2026	2ème semestre 2030

1.1 PLANNING PREVISIONNEL INITIAL DE FINANCEMENT

		Réalisé en 2015	Réalisé en 2016	Réalisé en 2017	Réalisé en 2018	Réalisé en 2019	Réalise en 2020	Réalisé en 2021
	DEPENSES							
APPROPRIATION DES SOLS								
		668 €	**4 313 €**	**1 523 957 €**	**2 582 343 €**	**742 873 €**	**296 847 €**	**1 205 189 €**
MISE EN ETAT DES SOLS								
		0 €	**0,00 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
HONORAIRES TECHNIQUES								
		8 825 €	**228 875 €**	**120 521 €**	**56 110 €**	**115 072 €**	**132 640 €**	**85 685 €**
TRAVAUX								
	SOMME TRAVAUX TRANCHE 1	0 €	0 €	46 732 €	360 904 €	308 663 €	113 686 €	70 722 €
	SOMME TRAVAUX TRANCHE 2	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
	SOMME TRAVAUX RUE DU GAL DE GAULLE	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	
		0 €	**0 €**	**46 732 €**	**360 904 €**	**308 663 €**	**113 686 €**	**70 722 €**
FRAIS DE GESTION								
		4 393 €	**6 082 €**	**6 399 €**	**27 697 €**	**45 164 €**	**7 184 €**	**11 802 €**
FRAIS GENERAUX DE L'AMENAGEUR								
		0 €	**114 327 €**	**57 163 €**	**285 903 €**	**139 467 €**	**150 488 €**	**430 687 €**
FRAIS FINANCIERS								
		300 €	**10 €**	**6 291 €**	**21 827 €**	**38 437 €**	**29 991 €**	**7 148 €**
RISQUES, ALEAS ET IMPREVUS								
	Provisions pour risques assumés par l'aménageur	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Provisions pour aléas et imprévus	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	BONI Traité de concession							
		0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
RECAPITULATIF DES DEPENSES								
	Appropriation des sols	**668 €**	**4 313 €**	**1 523 957 €**	**2 582 343 €**	**742 873 €**	**296 847 €**	**1 205 189 €**
	Mise en état des sols	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
	Honoraires techniques	**8 825 €**	**228 875 €**	**120 521 €**	**56 110 €**	**115 072 €**	**132 640 €**	**85 685 €**
	Travaux	**0 €**	**0 €**	**46 732 €**	**360 904 €**	**308 663 €**	**113 686 €**	**70 722 €**
	Frais de gestion	**4 393 €**	**6 082 €**	**6 399 €**	**27 697 €**	**45 164 €**	**7 184 €**	**11 802 €**
	Frais généraux de l'aménageur	**0 €**	**114 327 €**	**57 163 €**	**285 903 €**	**139 467 €**	**150 488 €**	**430 687 €**
	Frais financiers	**300 €**	**10 €**	**6 291 €**	**21 827 €**	**38 437 €**	**29 991 €**	**7 148 €**
	Risques, aléas et imprévus	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
TOTAL		**14 186 €**	**353 607 €**	**1 761 063 €**	**3 334 784 €**	**1 389 676 €**	**730 837 €**	**1 811 232 €**

		Réalisé en 2022	Réalisé en 2023	Réalisé en 2024	Réalisé en 2025	Réalisé en 2025	Cumul à fin 2025	Prévision au 29/01/31(en cumulé)
	DEPENSES							
APPROPRIATION DES SOLS								
		522 119 €	**-38 660 €**	**-3 903 €**	**374 450 €**	**6 701 702 €**	**7 210 196 €**	**7 506 696 €**
MISE EN ETAT DES SOLS								
		0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**
HONORAIRES TECHNIQUES								
		95 738 €	**93 670 €**	**56 800 €**	**32 241 €**	**942 852 €**	**1 026 176 €**	**1 437 658 €**
TRAVAUX								
	SOMME TRAVAUX TRANCHE 1	427 902,00 €	964 772 €	259 609 €	191 856 €	2 334 487 €	2 744 847 €	3 178 315 €
	SOMME TRAVAUX TRANCHE 2	50 453 €	206 739 €	6 992 €	246 €	264 430 €	264 430 €	2 492 352 €
	SOMME TRAVAUX RUE DU GAL DE GAULLE	0 €	47 056 €	1 279 €	0 €	48 335 €	48 335 €	480 820 €
		478 355 €	**1 218 567 €**	**267 880 €**	**192 102 €**	**2 647 252 €**	**3 057 612 €**	**6 151 487 €**
FRAIS DE GESTION								
		2 399 €	**-4 438 €**	**-4 346 €**	**6 908 €**	**95 061 €**	**109 244 €**	**185 849 €**
FRAIS GENERAUX DE L'AMENAGEUR								
		53 400 €	**42 005 €**	**166 749 €**	**13 894 €**	**1 346 705 €**	**1 454 083 €**	**1 942 591 €**
FRAIS FINANCIERS								
		6 739 €	**105 455 €**	**110 952 €**	**92 934 €**	**378 189 €**	**416 343 €**	**493 865 €**
RISQUES, ALEAS ET IMPREVUS								
	Provisions pour risques assumés par l'aménageur	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Provisions pour aléas et imprévus	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	189 500 €
	BONI Traité de concession				0 €	0 €	0 €	*15 000 €*
		0 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**189 500 €**
RECAPITULATIF DES DEPENSES								
	Appropriation des sols	**522 119 €**	**-38 660 €**	**-3 903 €**	**374 450 €**	**6 701 702 €**	**7 210 196 €**	**7 506 695,88**
	Mise en état des sols	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**-**
	Honoraires techniques	**95 738 €**	**93 670 €**	**56 800 €**	**32 241 €**	**942 852 €**	**1 026 176 €**	**1 437 657,65**
	Travaux	**478 355 €**	**1 218 567 €**	**267 880 €**	**192 102 €**	**2 647 252 €**	**3 057 612 €**	**6 151 487,00**
	Frais de gestion	**2 399 €**	**-4 438 €**	**-4 346 €**	**6 908 €**	**95 061 €**	**109 244 €**	**185 849,00**
	Frais généraux de l'aménageur	**51 068 €**	**42 005 €**	**166 749 €**	**13 894 €**	**1 346 705 €**	**1 454 083 €**	**1 942 591,00**
	Frais financiers	**6 739 €**	**105 455 €**	**110 952 €**	**92 934 €**	**378 189 €**	**416 343 €**	**493 865,34**
	Risques, aléas et imprévus	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**0 €**	**189 500,00**
TOTAL		**1 156 418 €**	**1 416 599 €**	**594 131 €**	**712 528 €**	**12 111 762 €**	**13 273 653 €**	**17 907 646 €**

RECETTES

		Réalisé en 2016	Réalisé en 2017	Réalisé en 2018	Réalisé en 2019	Réalisé en 2020	Réalisé en 2021
RECAPITULATIF							
	Locatif aidé collectifs	-	-	-	505 714	621 786	-
	Accession aidée collectifs	-	-	-	250 852	-	-
	Accession aidée intermédiaires	-	-	-	-	477 831	-
	Logements à prix maitrisés collectifs	-	-	-	-	807 213	-
	Logements à prix maitrisés intermédiaire	-	-	-	-	356 354	-
	Accession libre collectifs	-	-	-	420 434	1 238 319	-
	Accession libre intermédiaires	-	-	-	1 155 100	424 222	573 749
	Accession libre individuels	-	-	-	124 099	-	361 529
	Commerce/service						
	TOTAL				**2 456 199**	**3 925 725**	**935 278**
PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS AUTONOMES							
	Propriétaire foncier du supermarché-Société REICHDIS						
PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITES AUX EQUIPEMENTS PRIMAIRES							
	Rue du général de Gaulle : 100% travaux de VRD hormis travaux de traversées réseaux						
	Rue transversale est/ouest : 30% travaux de voirie hormis travaux de réseaux et noue **T1**						
	Rue transversale est/ouest : 30% travaux de voirie hormis travaux de réseaux et noue **T2**						
	Subvention Agence de l'eau						
PRODUITS FINANICERS							
	Intérets						
	assurances						
	Suivi des consommations promoteurs						
	TOTAL RECETTES	**-**	**-**	**-**	**2 456 199**	**3 925 725**	**935 278**

RECETTES	Réalisé en 2022	Réalisé en 2023	Réalisé en 2024	Réalisé en 2025	Cumul à fin 2025	Prévision au 29/01/2031 (en cumulé)
RECAPITULATIF					-	
Locatif aidé collectifs	-	-	-	1 050 000	***2 177 434***	*4 048 659*
Accession aidée collectifs	-	-	-	-	***250 852***	*250 852*
Accession aidée intermédiaires	-	-	-	-	***477 760***	*807 760*
Logements à prix maitrisés collectifs	-	-	534 598	-	***1 341 718***	*1 896 994*
Logements à prix maitrisés intermédiaires	-	90 000	-	18 000	***464 300***	*876 800*
Accession libre collectifs	-	108 000	800 728	36 000	***2 603 879***	*3 300 103*
Accession libre intermédiaires	-	363 500	-	-	***2 516 457***	*2 516 457*
Accession libre individuels	**134 897**	548 051	331 405	-	***1 690 868***	*3 647 660*
Commerce/service	**-**	**-**	239 674	-	***239 674***	*363 449*
TOTAL	**134 897**	**1 109 551**	**1 906 405**	**1 104 000**	**11 762 942**	**17 708 734**
PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS AUTONOMES						
Propriétaire foncier du supermarché-Société REICHDIS	-	-	-	-		195 000
PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITES AUX EQUIPEMENTS PRIMAIRES						
Rue du général de Gaulle : 100% travaux de VRD hormis travaux de traversées réseaux	-	-	-	-	-	480 820
Rue transversale est/ouest : 30% travaux de voirie hormis travaux de réseaux et noue **T1**						195 305
Rue transversale est/ouest : 30% travaux de voirie hormis travaux de réseaux et noue **T2**	-	-	-	-	-	206 670
Subvention Agence de l'eau		- 33 104	-	-	14 188	14 188
PRODUITS FINANICERS						
Intérets				61 530	93 457	82 542
assurances/Dation/échanges				-	16 466	16 466
Suivi des consommations promoteurs				6 777	106 515	106 509
TOTAL RECETTES	**134 897**	**1 076 447**	**1 906 405**	**1 172 307**	**11 993 568**	**19 006 233**

Note : ce prévisionnel de financement a été actualisé dans le cadre de la modification n°1 et n°2 du dossier de réalisation. Le budget prévisionnel actualisé est en annexe du présent dossier.

ZAC DES VERGERS DE SAINT MICHEL A REICHSTETT

DOSSIER DE REALISATION

5. COMPLEMENT A L'ETUDE D'IMPACT

CREDIT MUTUEL AMENAGEMENT FONCIER
Aménageur – Concessionnaire de la ZAC
LOLLIER INGENIERIE
Bureau d'étude VRD - Mandataire
LINDER PAYSAGE
Urbaniste et Paysagiste
AGENCE MW
Architecte
SOLARES BAUEN
Développement durable

Juin 2016

A titre liminaire, l'étude d'impact du dossier de création, datée de mars 2013, a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale le 22 mai 2013. A la réception de cet avis, la Communauté Urbaine de Strasbourg a adressé un mémoire en réponse au Préfet le 10 juin 2013 pour compléter et préciser certains éléments soulevés par l'autorité environnementale. Ce mémoire en réponse ainsi que l'avis de l'autorité environnementale ont ensuite été mis à disposition du public. Conformément à la réglementation, la délibération du 12 juillet 2013 créant la ZAC a pris en considération et a défini les mesures d'évitement, de réduction et de compensation et leurs modalités de suivi.

Depuis, les études opérationnelles se sont poursuivies et ont permis d'affiner le projet selon les orientations décrites dans le présent dossier de réalisation avec notamment, par rapport à l'hypothèse d'aménagement figurant dans le dossier de création, l'ajustement du plan de composition, du schéma viaire et du scénario de desserte du quartier en transport en commun.

Conformément à l'article R 311-7 du Code de l'Environnement, « le dossier de réalisation complète en tant que besoin le contenu de l'étude d'impact mentionnée à l'article R 311-2, notamment en ce qui concerne les éléments qui ne pouvaient être connus au moment de la constitution du dossier de création ».
Ainsi, la présente rubrique a pour objet d'affiner l'analyse de l'impact du projet au regard des éléments qui ont été arrêtés dans le dossier de réalisation pour les différents points soulevés par l'autorité environnementale dans son avis de 2013 : qualité de l'air, nuisances sonores, transports, pollutions des sols, risques technologiques, ressources en eau, consommation foncière, milieux naturels et biodiversité.

QUALITE DE L'AIR

Le mémoire en réponse du 10 juin 2013 faisait un état des lieux de la qualité de l'air en s'appuyant sur les données 2011 de l'ASPA (organisme pour la surveillance et l'Etude de la Pollution atmosphérique en Alsace). Le présent complément à l'étude d'impact actualise les données avec les dernières disponibles, celles de 2015. Globalement, la qualité de l'air est sensiblement la même entre 2011 et 2015 (cf. données en **annexe 1**) :

- Les teneurs en NO2, PM10, PM2.5 sont comparables
- L'AOT végétation d'O3 de 2015 est plus élevé car lié à l'épisode de canicule
- Les teneurs en SO2 et BENZENE sont comprises dans les valeur « objectifs » de qualité de l'air

Également, le mémoire en réponse précisait déjà que la ZAC projetée ne fera pas l'objet d'augmentation significative de la pollution de l'air ni de dépassements supplémentaires de valeurs limites qui seraient attribuables au projet. Etant donné que les mêmes proportions du nombre de logements sont prévues dans le cadre du présent dossier de réalisation, il est possible de conclure que la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel » n'impactera pas de manière significative les émissions atmosphériques du secteur.

NUISANCES SONORES

Les nuisances sonores constituent un enjeu important pour la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel », encadrée au Nord et à l'Est par la RD 63 et traversé par la RD 37 (rue du Général de Gaulle).

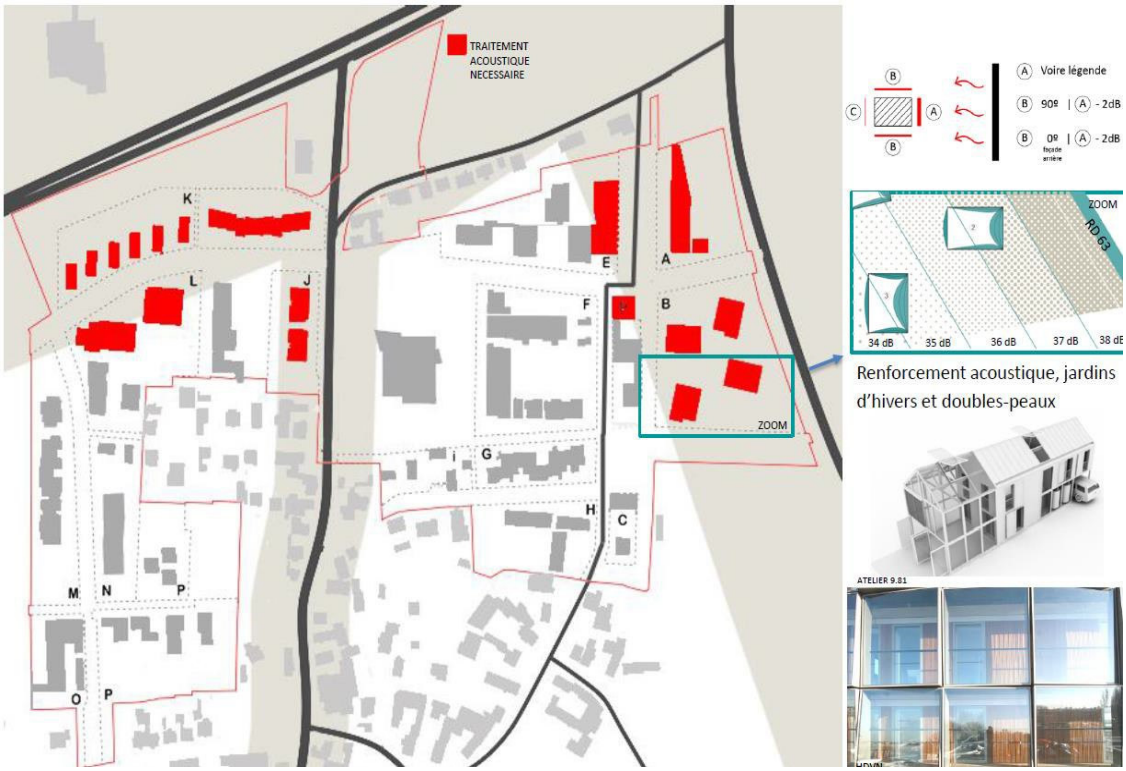
Les comptages des véhicules SIRAC, réalisés en mars 2016, témoignent des difficultés de circulation existantes au niveau du carrefour en entrée d'agglomération (jonction RD 63 et RD 37). Ces difficultés pourraient participer à une amplification des nuisances sonores et doivent donc être anticipées.

Pour pallier à cette problématique, une étude de circulation a été réalisée par le bureau d'études Ceryx (cf. **annexe 2**). Cette dernière a permis de proposer un carrefour modifié pour fluidifier la circulation et donc les nuisances liées :

- Création de deux voies pour les mouvements directs de la RD 63
- Pour chaque sens, création d'une voie dédiée au stockage des mouvements Tourne à Gauche
- Création d'ilot refuge sur la RD 63 pour la gestion en deux temps de la traversée piétonne, ce qui permettra un meilleur écoulement des flux automobiles.

Ce nouvel aménagement (plan en **annexe 3**), de type carrefour à feux, doit permettre d'améliorer la circulation de manière significative et ce malgré l'apport de population occasionné par la ZAC et donc de réduire les nuisances sonores occasionnées. En outre, afin de soulager cette intersection et compléter la fluidification de ce carrefour, un nouvel accès sur la RD63 à l'Est sera créé dans le cadre de l'opération, conformément à ce qui a été envisagé dès le dossier de création.

D'autre part, pour les ilots situés à proximité immédiate de la RD, il sera demandé aux différents promoteurs, à travers les Cahiers des Charges de Cessions de Terrain (C.C.C.T.), d'utiliser des éléments constructifs adaptés à la réduction des nuisances sonores. A noter que ces ilots (et notamment l'ilot A et la partie Est de l'ilot K) constitueront un « front bâti » et joueront le rôle d'écran limitant la diffusion du bruit dans la ZAC.



Cartographie des promotions nécessitant des renforcements acoustiques au niveau du bâti

Enfin, l'aménageur réalisera également un pré-verdissement arboré ainsi que des merlons plantés en lisière de la route pour atténuer ces nuisances (plan en **annexe 4**). Ces dispositifs seront mis en œuvre dans la bande inconstructible réglementaire imposée par le document d'urbanisme.

CIRCULATION ET TRANSPORTS EN COMMUN

En premier lieu, les études d'avant-projet ont permis d'affiner la hiérarchisation des différentes voies et le schéma viaire. Le repositionnement un peu vers le nord de la rue principale Est-Ouest à créer permet de minorer les impacts de ce schéma viaire sur le tissu urbain environnant. Au vu de l'analyse du trafic des axes routiers, le carrefour, jonction des RD 63 / Rue du Général de Gaulle, va être reconfiguré pour améliorer la circulation de manière significative, conformément aux conclusions de l'étude menée par le bureau d'études Ceryx (cf. paragraphe précédent et **annexe 2**).

En second lieu, la phase d'avant-projet a permis de retenir une unique solution de desserte pour les transports en commun. La ligne 4 qui traverse aujourd'hui la commune de REICHSTETT et dont le terminus se situe au niveau de la Mairie sera raccourcie avec un terminus de la ligne au niveau de la station multimodale d'HOENHEIM gare. Une nouvelle ligne de bus sera créée avec pour terminus :

- HOENHEIM gare, d'une part

- Zone commerciale de VENDENHEIM ou REICHSTETT entrée nord, d'autre part : durant les horaires habituels d'ouverture des commerces de la zone commerciale, le terminus se situera à VENDENHEIM et à REICHSTETT entrée nord dans les autres cas.

La reconfiguration du carrefour d'entrée de ville suite aux recommandations de l'étude Ceryx permet d'envisager de positionner le nouveau terminus de REICHSTETT au Nord de la RD 63 et à l'Ouest de l'Hôtel de Paris, à proximité du périmètre de la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel » (plan en **annexe 3**). Cette hypothèse nouvelle offre une solution optimisée pour le retournement du bus évitant de surdimensionner les voirie internes de la ZAC. En conséquence, ce nouvel itinéraire permettra également au bus de marquer un arrêt au niveau du supermarché implanté au cœur de la ZAC : les ilots du projet étant tous situés à moins de 300 mètres de cet arrêt, ces derniers pourront être desservis aisément par les transports en commun.

A noter que les horaires de cette nouvelle ligne seront calés avec les départs TER à HOENHEIM gare ce qui permettra un accès au centre-ville de STRASBOURG très rapide via sa gare.

La nouvelle localisation du terminus du bus permettrait de repenser également l'ensemble du carrefour et l'entrée de la commune de REICHSTETT : à ce stade du projet, il est en effet envisagé de déplacer à proximité du retournement du bus, la station-service et la station de lavage actuellement implantées sur la parcelle du supermarché.

POLLUTION DES SOLS

Conformément à la demande de l'autorité environnementale dans son avis de 2013 et à l'engagement de l'Eurométropole de Strasbourg en ce sens, un diagnostic de la qualité des sols et des eaux souterraines a été opéré en mars 2016 (cf. **annexe 5**) sur la base du plan d'aménagement d'ensemble présenté dans le présent dossier de réalisation. Les conclusions font état de :

- Milieu sol : onze sondages ont été réalisés au droit des sources potentielles de pollution mises en évidence suite à l'étude historique et documentaire. Les teneurs restent comprises dans la gamme de valeurs du fond géochimique pour neuf échantillons et permettent donc une évacuation normale de la majorité des terres. Deux zones d'anomalies ont été détectées :
    - Un dépassement de la valeur limite d'acceptation en ISDnD en hydrocarbures pour le sondage réalisé hors périmètre ZAC en bordure de la RD 63 très fréquentée. Les hydrocarbures ne semblent pas avoir atteint la nappe souterraine pour se propager en aval.

- Un dépassement du fond géochimique en HAP pour le sondage réalisé sur un champ enherbé. L'impact HAP affecte le terrain naturel sur une épaisseur de 2m.

Ces anomalies « milieu sol » sont donc ponctuelles et locales. Elles seront prises en compte lors de la mise en œuvre des travaux.

- eaux souterraines : les cinq piézomètres implantés sur l'ensemble de la ZAC relèvent un niveau de nappe entre 2m et 4m de profondeur, s'écoulant vers l'est-nord-est. Deux piézomètres sur les cinq installés indiquent une teneur en arsenic qui dépasse les valeurs de référence : du fait de la position hydraulique de ces ouvrages (amont et centre), cet impact ne semble pas lié au site. Des traces d'hydrocarbures légers ont été repérées à proximité de la station-service. Concernant les autres composés recherchés, les teneurs obtenues sont inférieures aux limites de quantification.

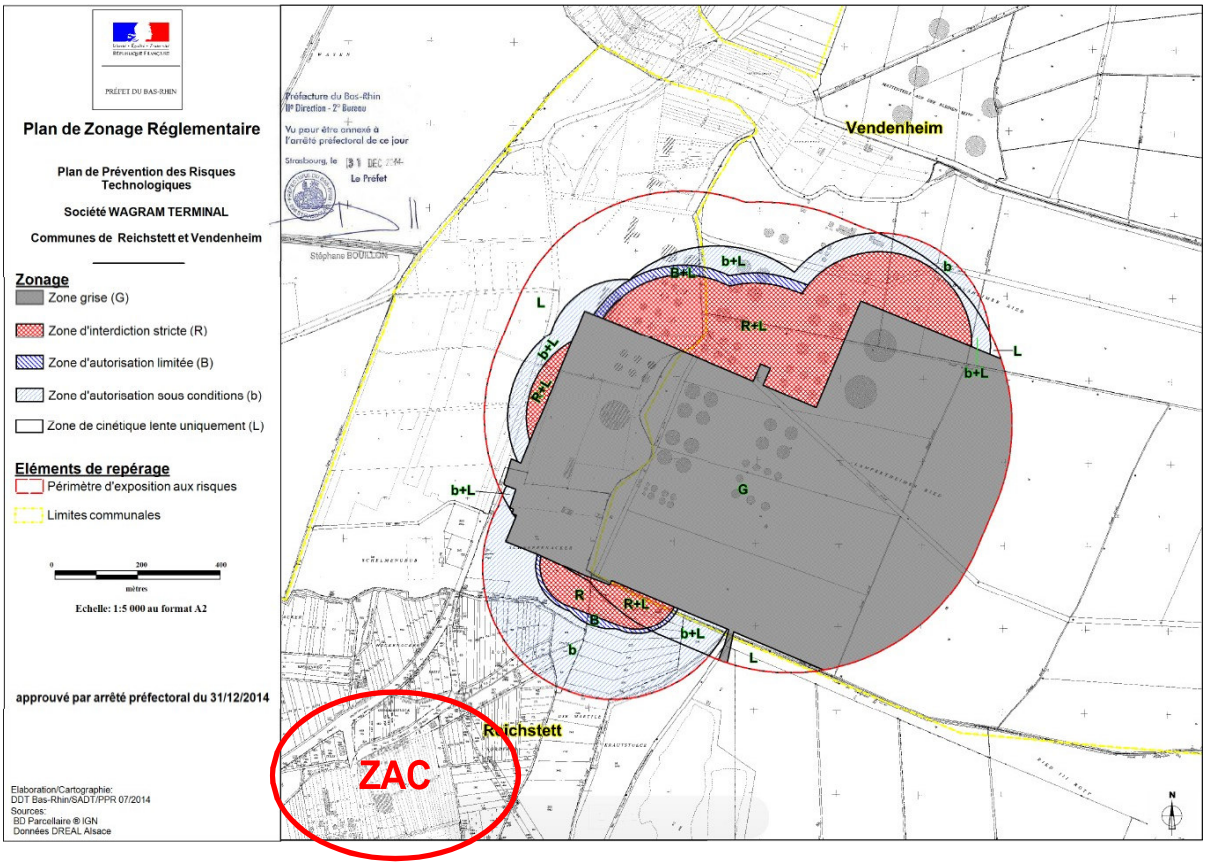
Au vu de ces premiers résultats, il est possible de conclure que la pollution détectée du site est modérée et ponctuelle. Différentes mesures de suivi et suites seront prises :

- réalisation d'une seconde campagne de suivi de la qualité des eaux souterraines. Si cette campagne confirme les premiers résultats au niveau des teneurs en arsenic, des mesures de restriction seront mises en place pour les usages sensibles (arrosage, irrigation, pompes à bras) de la nappe. A noter que ces anomalies ne constituent pas un obstacle à l'usage d'une éventuelle géothermie.
- réalisation de sondages complémentaires sur les sols présentant une anomalie (deux sondages), pour définir la mise en œuvre adaptée à leur traitement.

RISQUES TECHNOLOGIQUES

La raffinerie située au Nord-Est de la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel » a cessé son activité en 2011 et va faire place à une zone d'activité tertiaire dénommée « Eco-parc Rhénan ».

Cette reconversion du site engendre des activités beaucoup moins contraignantes en termes de risques technologiques. Toutefois, il est à noter l'installation d'un nouveau stockage de wagons de gaz liquéfié par la société WAGRAM TERMINAL sur une partie du terrain de l'ancienne raffinerie. Le périmètre de la ZAC « Les Vergers de Saint-Michel » est en dehors du nouveau PPRT de WAGRAM Terminal.



Plan de Prévention des Risques Technologiques – société WAGRAM TERMINAL

RESSOURCE EN EAU

Le principe d'assainissement retenu dans la ZAC est conforme aux études menées dans le cadre du dossier de création. En effet, les conduites de collecte d'eaux pluviales existantes étant déjà saturées, les ruissellements issus de la ZAC ne pourront s'y rejeter. Le rejet se fera donc vers le milieu naturel.

Ainsi, les eaux pluviales des espaces non circulés (toitures) seront infiltrées sur le terrain (ces dernières ne nécessitent pas de traitement préalable). Concernant les eaux des voies circulées (sauf liaisons piéton-cycle centrales), elles seront traitées, car potentiellement polluées, avant d'être rejetées dans le milieu naturel. Ces eaux transiteront par un réseau de noues étanches ou de cagettes étanches avant d'être filtrées et infiltrées.

Deux exutoires de surverses vicennales ont également été prévus :

- le fossé du Riedgraben dans la tranche à l'Est de la rue du Général de Gaulle
- un bassin, rétrocédé à terme à l'Eurométropole de STRASBOURG, pour la tranche à l'Ouest de la rue du Général de Gaulle.

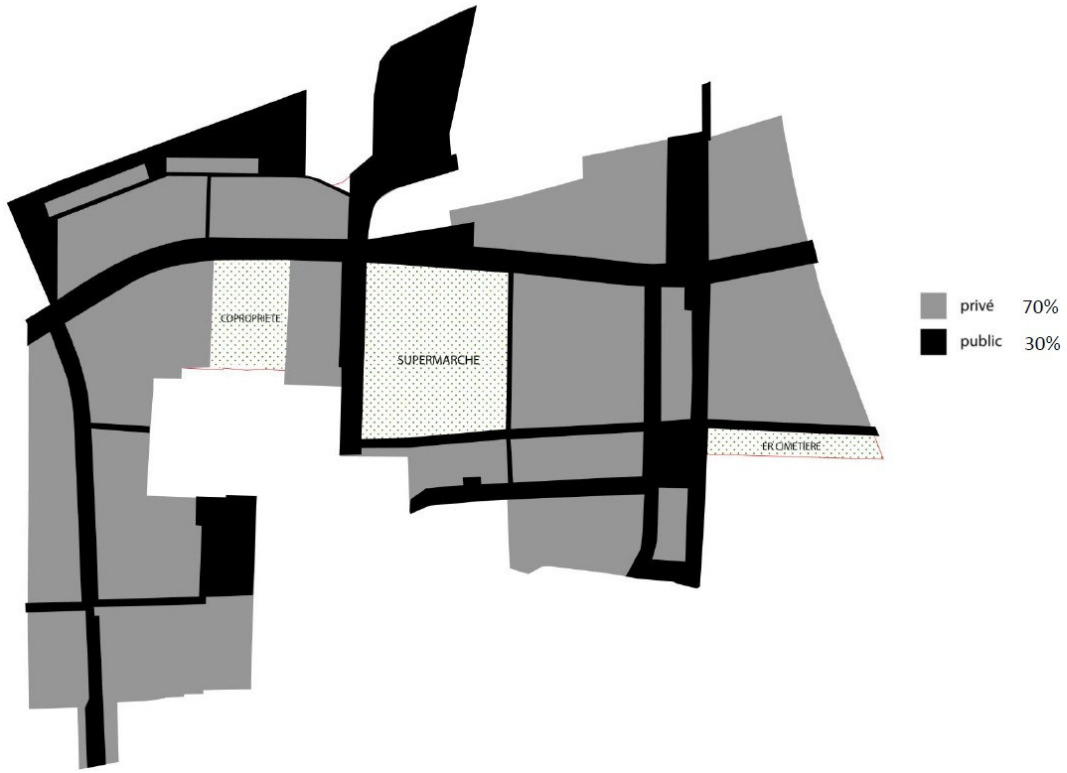
Une synthèse graphique du principe d'assainissement des eaux pluviales figure en **annexe 6**.

Les principes et hypothèses définis ici et l'ensemble des éléments et calculs seront détaillés ultérieurement dans le dossier loi sur l'eau et soumis à accord de la DDT.

CONSOMMATION FONCIERE

Le projet de ZAC s'étend sur 13,55 hectares répartis comme suit :

- 1,90 hectares dédiés aux espaces verts publics non artificialisés
- 2,15 hectares dédiés aux espaces publics : une gestion alternative de l'assainissement pluvial est prévue avec des noues
- 9,50 hectares dédiés aux espaces privatifs



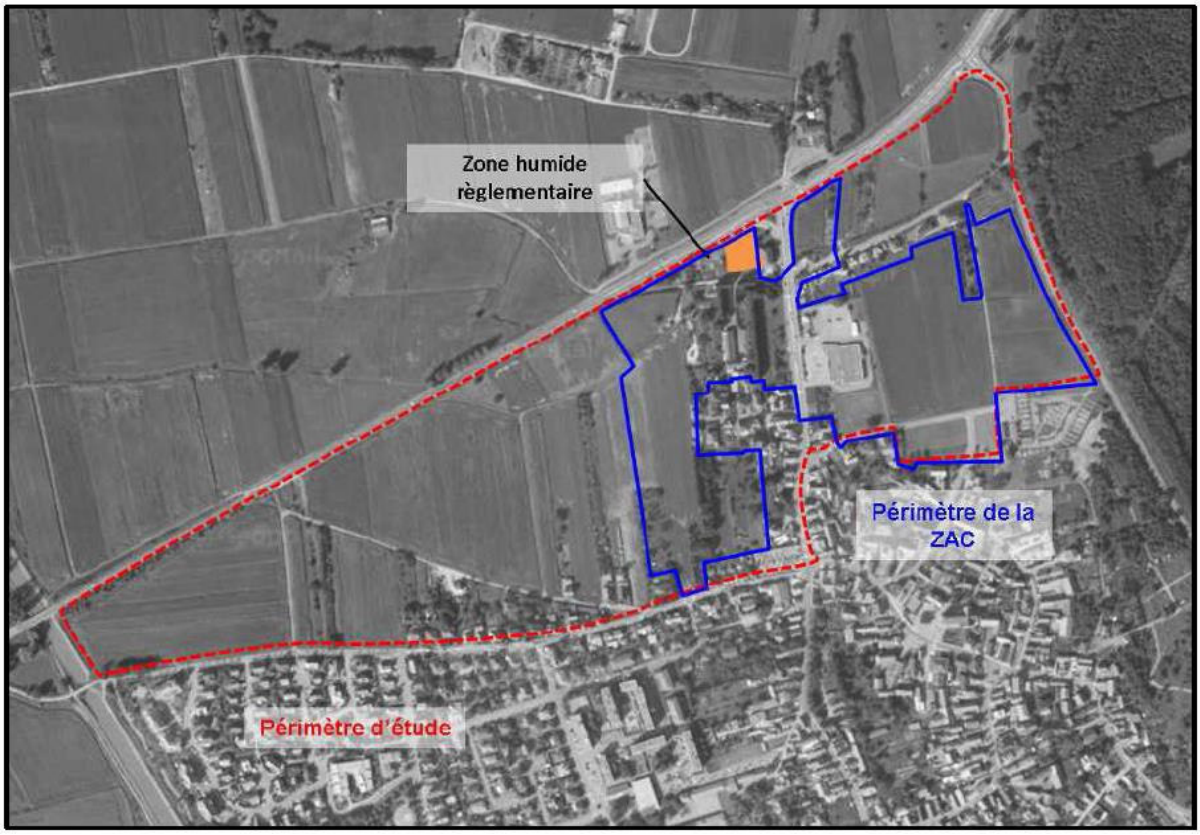
Les espaces publics, non bâtis et végétalisés (espaces verts et jardins) sur environ 2ha, soulignés par l'avis de l'autorité environnementale de 2013, sont donc pérennisés et feront l'objet d'une approche qualitative apportant de réelles plus- values écologiques en matière de biodiversité.

Ils sont en outre confortés par la programmation urbaine qui prévoit que les espaces privatifs conservent au minimum 15 % de la surface en pleine terre. De plus, l'aménageur réalisera également un pré-verdissement arboré ainsi que des merlons plantés en lisière des RD et le long de la transversale Est-Ouest de la ZAC. Tous ces éléments (nombreux espaces verts, pourcentage de pleine terre imposée à chaque promotion, pré-verdissement, principe d'assainissement alternatif avec les noues, …) participent à limiter l'artificialisation des sols.

Enfin, les lignes directrices des volumétries des futures promotions font état d'un bâti compact doté d'une densité de 35 logements à l'hectare : la consommation foncière est ainsi limitée.

MILIEUX NATURELS ET BIODIVERSITE

Conformément aux conclusions de l'étude d'impact initiale, le périmètre retenu ne présente pas un intérêt écologique fort à l'exception des zones des vergers haute-tige et de la zone humide au Nord-Ouest du périmètre de la ZAC.



Plan de localisation de la zone humide (étude impact 2013)

Dans une volonté de préserver le cadre arboré du site, les trois vergers du site feront l'objet d'une conservation des arbres et d'une mise en valeur (plan en **annexe 4**) :

- Au Nord-Est entre les ilots A et E et au Sud-Ouest au niveau de l'ilot P, les deux vergers existants seront aménagés simplement (réalisation de venelles piétonnes) et auront vocation à devenir des espaces publics.
- Au Sud-Ouest sur l'ilot M, le verger existant sera conservé partiellement dans la partie Sud de l'ilot.

Certains arbres remarquables qui seront supprimés (implantés sur l'ilot J) serviront de greffon et seront ainsi compensés par la plantation de nouveaux arbres à planter dans le périmètre de la ZAC, notamment à l'Est et au Sud de l'ilot D qui accueillera une véritable armature végétale Nord-Sud (composée de fruitiers issus d'essences locales) sous forme d'espaces publics.

En définitive, le projet prévoit (voir **annexe 4**) :

- 72 ares de vergers conservés
- 14 ares de vergers supprimés
- 24 ares de vergers compensés soit un ratio de 1.7 (surface verger compensé / surface verger supprimé). Ce ratio est plus élevé que celui déterminé dans l'étude d'impact (1,375) ce qui constitue une plus-value écologique pour la ZAC

Quant à la zone humide au Nord-Ouest de la ZAC, elle sera conservée et fera l'objet d'une amélioration écologique (aménagement sous forme d'une saulaie). Il est également envisagé que des panneaux pédagogiques viennent sensibiliser le public à la préservation de la biodiversité sur ce site.
L'ensemble du projet a été pensé sur des continuités écologiques avec notamment la transversale Est-Ouest qui est davantage imaginée comme une voie paysagère (parkway) développant un paysage qui lui sera propre.

SYNTHESE DES EFFETS ET MESURES

Le présent complément à l'étude d'impact a permis de procéder à une analyse des évolutions de l'état initial et des impacts potentiels du projet au regard des éléments nouveaux du dossier de réalisation pour les points soulevés par l'autorité environnementale. Les mesures correctives envisagées avaient été, pour la plupart, déjà proposées dans l'étude d'impact originelle. La synthèse des évolutions est la suivante :

- Qualité de l'air : une simple mise à jour de cette rubrique a été réalisée : pas d'évolution depuis l'étude d'impact originelle.
- Nuisances sonores : ces dernières sont suscitées en grande partie par le carrefour RD 63 / rue du Général de Gaulle. Les mesures réduisant ces nuisances sont le réaménagement de ce carrefour afin d'y améliorer la circulation et la réalisation d'un pré-verdissement arboré et d'un merlon planté le long des RD. Également, pour les bâtiments situés à proximité immédiate des RD, un isolement acoustique des façades sera imposé aux promoteurs et bailleurs.
- Transports : comme indiqué ci-dessus, le carrefour au Nord de la ZAC va être réaménagé pour fluidifier la circulation. Concernant les transports en commun, une nouvelle ligne de bus sera créée avec un terminus ponctuel au Nord de la ZAC.

- Pollution des sols : le diagnostic environnemental fait ressortir une pollution ponctuelle et modérée du site. Pour le milieu sol, de nouvelles mesures permettront de circonscrire les deux zones d'anomalies détectées et de définir la méthode adaptée à leur traitement. Concernant les eaux souterraines, des mesures complémentaires vont être opérées pour définir les éventuelles restrictions à mettre en place.
- Risques technologiques : le périmètre de la ZAC était déjà en dehors du périmètre du PPRT de la Raffinerie, mais cette question a connu une évolution de l'état initial favorable puisque la reconversion du site de la raffinerie va engendrer des activités moins contraignantes en termes de risques technologiques.
- Ressources en eau : une simple mise à jour de cette rubrique a été réalisée : pas d'évolution depuis l'étude d'impact originelle.
- Consommation foncière : une simple mise à jour de cette rubrique a été réalisée : pas d'évolution depuis l'étude d'impact originelle.
- Milieux naturels et biodiversité : une évolution positive depuis l'étude d'impact originelle puisque 72 ares de vergers sont désormais conservés et 24 ares de vergers compensés pour 14 ares de vergers supprimés. Également, l'aménagement d'une saulaie sur la zone humide règlementaire identifiée dans l'étude d'impact constitue une amélioration écologique du site.

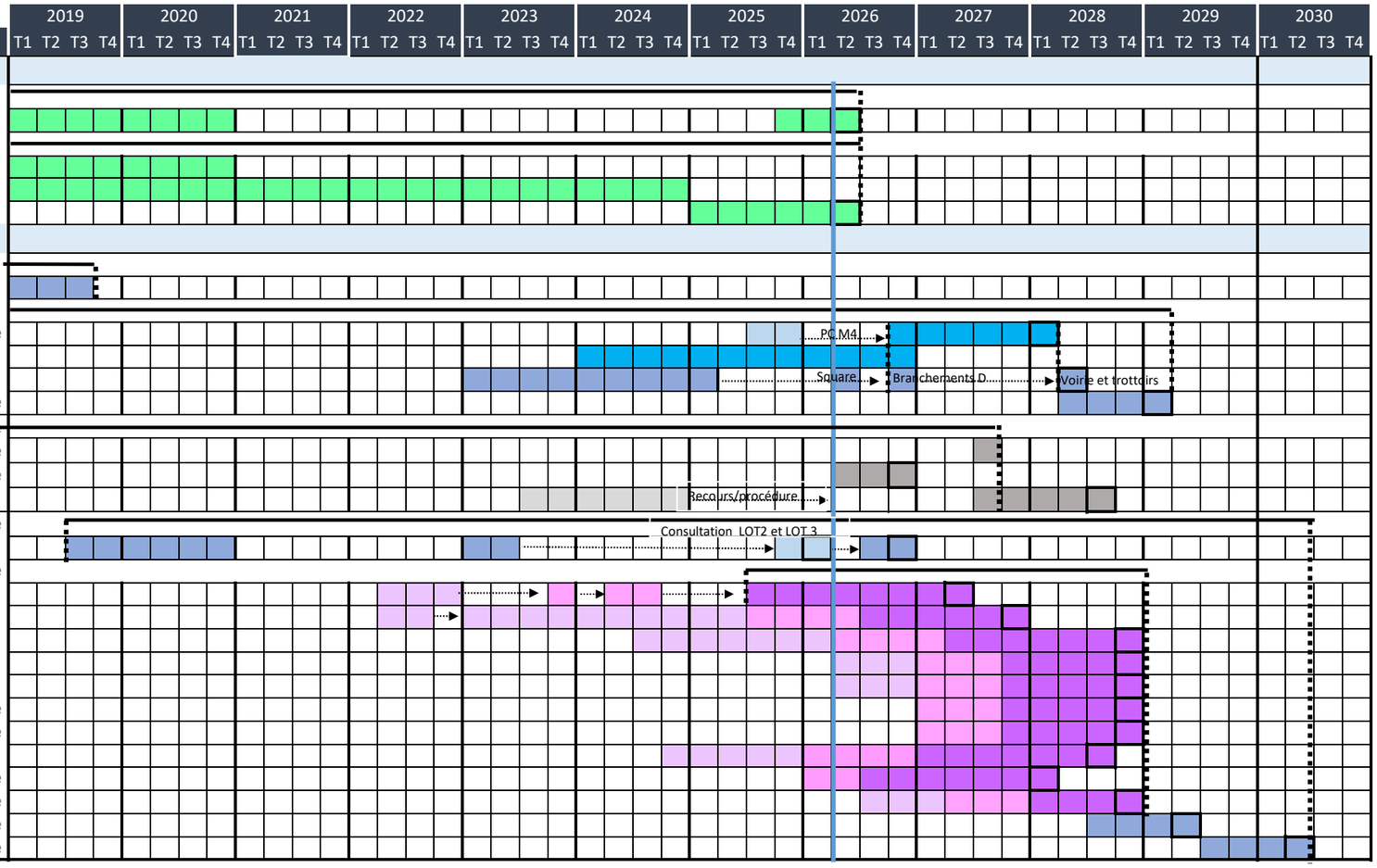
		Budget initial au 28/11/14 (annexé au traité de concession)	Budget actualisé Modification n°1 au dossier de réalisation (31/12/2022)	Budget actualisé Modification n°2 au dossier de réalisation (31/12/2026)	Différentiel budget (2026-2022)
	DEPENSES				
APPROPRIATION DES SOLS					
	Acquisitions	6 173 873 €	5 481 500 €	5 244 496 €	-237 004 €
	Acquisition lot de copropriété Eurométropole ou intégralité Copro 2F	0 €	1 860 000 €	1 860 000 €	0 €
	Indemnités de libération	142 451 €	170 000 €	175 337 €	5 337 €
	Autres frais sur acquisitions	216 086 €	170 453 €	226 863 €	56 410 €
		6 532 409 €	**7 681 953 €**	**7 506 696 €**	**-175 257 €**
MISE EN ETAT DES SOLS					
	Diagnostic d'archéologie préventive	64 103 €	0 €	0 €	0 €
	Frais de démolition	350 000 €	0 €	0 €	0 €
	Frais de dépollution	50 000 €	0 €	0 €	0 €
	Fouilles archéologiques	300 000 €	0 €	0 €	0 €
		764 103 €	**0 €**	**0 €**	**0 €**
HONORAIRES TECHNIQUES					
	Maitrise d'œuvre globale (VRD, urbaniste, architecte, AMODD)	800 000 €	1 049 000 €	1 075 210 €	26 210 €
	Géomètre	60 000 €	60 000 €	91 698 €	31 698 €
	Huissier	5 000 €	5 000 €	5 056 €	56 €
	Etudes de sol	20 000 €	20 000 €	9 180 €	-10 820 €
	CSPS	20 000 €	20 000 €	17 680 €	-2 320 €
	Etude dépollution	10 000 €	65 000 €	47 866 €	-17 134 €
	Complément étude d'impact	15 000 €	10 000 €	42 876 €	32 876 €
	Etude commerciale / AMO BIM…	0 €	100 000 €	148 092 €	48 092 €
		930 000 €	**1 329 000 €**	**1 437 658 €**	**108 658 €**
TRAVAUX					
	VRD primaire	1 128 900 €			
	VRD secondaire	1 056 000 €			
	VRD tertiaire	832 000 €			
	Ouvrages spécifiques	1 613 113 €			
	Travaux tranche 1 - travaux préliminaires	0 €	17 282 €	22 439 €	5 157 €
	Travaux tranche 1 - frais de démolition	0 €	600 000 €	779 058 €	179 058 €
	Travaux tranche 1 - frais de dépollution	0 €	50 000 €	64 922 €	14 922 €
	Travaux tranche 1 - terrassements	0 €	164 288 €	213 317 €	49 029 €
	Travaux tranche 1 - revêtements	0 €	269 468 €	349 885 €	80 417 €
	Travaux tranche 1 - délimitations	0 €	202 583 €	263 040 €	60 457 €
	Travaux tranche 1 - réseaux secs	0 €	805 699 €	623 807 €	-181 892 €
	Travaux tranche 1 - espaces verts	0 €	248 204 €	261 330 €	13 126 €
	Travaux tranche 1 - mobiliers urbains + jeux	0 €	166 357 €	152 751 €	-13 606 €
	Travaux tranche 1 - divers	0 €	179 911 €	225 702 €	45 791 €
	SOMME TRAVAUX TRANCHE 1	0 €	2 703 792 €	3 178 315 €	474 523 €
					0 €
	Travaux tranche 2- travaux préliminaires	0 €	74 000 €	74 000 €	0 €
	Travaux tranche 2 - terrassements	0 €	256 046 €	372 030 €	115 984 €
	Travaux tranche 2 - revêtements	0 €	216 349 €	314 351 €	98 002 €
	Travaux tranche 2 - délimitations	0 €	128 975 €	187 398 €	58 423 €
	Travaux tranche 2 - réseaux secs	0 €	778 300 €	1 130 857 €	352 557 €
	Travaux tranche 2 - espaces verts	0 €	329 278 €	478 435 €	149 157 €
	Travaux tranche 2 - mobiliers urbains + jeux	0 €	102 000 €	148 204 €	46 204 €
	Travaux tranche 2 - divers (adaptation PRO T2)	0 €	250 000 €	215 240 €	-34 760 €
	SOMME TRAVAUX TRANCHE 2	0 €	2 134 948 €	2 492 352 €	357 404 €
					0 €
	Travaux rue du Gal de Gaulle - travaux préliminaires	0 €	20 180 €	24 840 €	4 660 €
	Travaux rue du Gal de Gaulle - terrassements	0 €	93 360 €	114 921 €	21 561 €
	Travaux rue du Gal de Gaulle - revêtements	0 €	132 920 €	163 617 €	30 697 €
	Travaux rue du Gal de Gaulle - délimitations	0 €	54 300 €	66 840 €	12 540 €
	Travaux rue du Gal de Gaulle - réseaux secs	0 €	40 500 €	49 853 €	9 353 €
	Travaux rue du Gal de Gaulle - espaces verts	0 €	24 000 €	29 543 €	5 543 €
	Travaux rue du Gal de Gaulle - mobiliers urbains + jeux	0 €	5 350 €	6 586 €	1 236 €
	Travaux rue du Gal de Gaulle - divers	0 €	20 000 €	24 619 €	4 619 €
	SOMME TRAVAUX RUE DU GAL DE GAULLE	0 €	390 610 €	480 820 €	90 210 €
		4 630 013 €	**5 229 350 €**	**6 151 487 €**	**922 137 €**
FRAIS DE GESTION					
	Concertation-communication	15 000 €	150 000 €	78 366 €	-71 634 €
	Action de commercialisation (hors frais aménageur)	70 000 €	70 000 €	0 €	-70 000 €
	Assurance	62 223 €	15 223 €	0 €	-15 223 €
	Taxe foncière	50 000 €	50 000 €	37 350 €	-12 650 €
	Expertise et frais de procédures	50 000 €	50 000 €	70 133 €	20 133 €
	Frais de procédures			0 €	
		247 223 €	**335 223 €**	**185 849 €**	**-149 374 €**
FRAIS GENERAUX DE L'AMENAGEUR					
	Coût de l'équipe opérationnelle	693 000 €	804 928 €	1 153 382 €	348 454 €
	Frais d'environnement associés	300 000 €	348 454 €	0 €	-348 454 €
	Frais de commercialisation	643 096 €	710 217 €	789 209 €	78 992 €
		1 636 096 €	**1 863 599 €**	**1 942 591 €**	**78 992 €**
FRAIS FINANCIERS					
	Frais financiers	603 075 €	603 080 €	110 446 €	-492 634 €
	Frais financiers emprunts autres	103 561 €	103 563 €	383 419 €	279 856 €
		706 636 €	**706 643 €**	**493 865 €**	**-212 778 €**
RISQUES, ALEAS ET IMPREVUS					
	Provisions pour risques assumés par l'aménageur	400 000 €	200 000 €	0 €	-200 000 €
	Provisions pour aléas et imprévus	280 000 €	250 000 €	189 500 €	-60 500 €
	BONI Traité de concession			*15 000 €*	*15 000 €*
		680 000 €	**450 000 €**	**189 500 €**	**-245 500 €**
RECAPITULATIF DES DEPENSES					
	Appropriation des sols	**6 532 409 €**	**7 681 953 €**	**7 506 695,88**	**-175 257 €**
	Mise en état des sols	**764 103 €**	**0 €**	**-**	**0 €**
	Honoraires techniques	**930 000 €**	**1 329 000 €**	**1 437 657,65**	**108 658 €**
	Travaux	**4 630 013 €**	**5 229 350 €**	**6 151 487,00**	**922 137 €**
	Frais de gestion	**247 223 €**	**335 223 €**	**185 849,00**	**-149 374 €**
	Frais généraux de l'aménageur	**1 636 096 €**	**1 863 599 €**	**1 942 591,00**	**78 992 €**
	Frais financiers	**706 636 €**	**706 643 €**	**493 865,34**	**-212 778 €**
	Risques, aléas et imprévus	**680 000 €**	**450 000 €**	**189 500,00**	**-260 500 €**
TOTAL		**16 126 480 €**	**17 595 768 €**	**17 907 646 €**	**311 878 €**

	RECETTES	Budget initial au 28/11/14	Budget actualisé Modification n°1 au dossier de réalisation (31/12/2022)	Budget actualisé Modification n°2 au dossier de réalisation au 31/12/2026	Différentiel budget (2026-2022)
TRANCHE 1					
Lot A					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires		1 017 500	1 017 500	-
	Accession libre individuels				-
Lot B					
	Locatif aidé collectifs		505 714	505 714	-
	Accession aidée collectifs		250 852	250 852	-
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs		420 434	420 434	-
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels				-
Lot C					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires		137 600	137 600	-
	Accession libre individuels		124 099	124 099	-
Lot D					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires		108 000	108 000	-
	Accession libre collectifs		144 000	144 000	-
	Accession libre intermédiaires		363 500	363 500	-
	Accession libre individuels				
Lot E					
	Locatif aidé collectifs		247 720	247 720	-
	Accession aidée collectifs				
	Accession aidée intermédiaires		264 000	264 000	-
	Logements à prix maitrisés collectifs		346 320	346 320	-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires		203 500	203 500	-
	Accession libre collectifs		355 224	355 717	493
	Accession libre intermédiaires		424 108	424 108	-
	Accession libre individuels				
Lot F					
	Locatif aidé collectifs		374 000	374 000	-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires		213 760	213 760	-
	Logements à prix maitrisés collectifs		460 800	460 800	-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires		152 800	152 800	-
	Accession libre collectifs		883 000	883 000	-
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels				-
Lot G					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels		705 000	696 125	- 8 875
Lot H					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-

	RECETTES	Budget initial au 28/11/14	Budget actualisé Modification n°1 au dossier de réalisation (31/12/2022)	Budget actualisé Modification n°2 au dossier de réalisation au 31/12/2026	Différentiel budget (2026-2022)
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires		555 600	573 749	18 149
	Accession libre individuels		470 619	494 978	24 359
Lot I					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels		489 600	506 625	17 025
Lot J					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs		476 140	534 598	58 458
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs		1 074 500	800 728	- 273 772
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels				-
	Commerce en RDC d'opération	**120 000**		239 674	239 674
TRANCHE 2					
Lot K					
	Locatif aidé collectifs		504 000	1 050 000	546 000
	Accession aidée collectifs				- 1 050 000
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels		1 235 520		-
	Tiers Lieu / Local d'activités - services - santé	-			-
Lot L					
	Locatif aidé collectifs		506 640	1 260 000	753 360
	Accession aidée collectifs		272 440		- 272 440
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs		469 000		- 469 000
	Accession libre intermédiaires				
	Accession libre individuels				
	Commerce en RDC d'opération	-			
Lot M					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-
	Logements à prix maitrisés collectifs		518 410	555 276	36 866
	Logements à prix maitrisés intermédiaires			-	-
	Accession libre collectifs		650 000	696 224	46 224
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels		434 160	452 500	18 340
Lot N					
	Locatif aidé collectifs			611 225	611 225
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires		353 080		- 353 080
	Logements à prix maitrisés collectifs		394 800		- 394 800
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels		271 350	465 000	193 650
	Micro Crèche	-		123 775	123 775
Lot O					-
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires				-

	RECETTES	Budget initial au 28/11/14	Budget actualisé Modification n°1 au dossier de réalisation (31/12/2022)	Budget actualisé Modification n°2 au dossier de réalisation au 31/12/2026	Différentiel budget (2026-2022)
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires				-
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires				-
	Accession libre individuels		700 260	653 333	- 46 927
Lot P					
	Locatif aidé collectifs				-
	Accession aidée collectifs				-
	Accession aidée intermédiaires			330 000	330 000
	Logements à prix maitrisés collectifs				-
	Logements à prix maitrisés intermédiaires		249 100	412 500	163 400
	Accession libre collectifs				-
	Accession libre intermédiaires		315 000		- 315 000
	Accession libre individuels			255 000	255 000
RECAPITULATIF					
	Locatif aidé collectifs	**2 124 320**	**2 138 074**	4 048 659	1 910 585
	Accession aidée collectifs	**1 188 600**	**523 292**	250 852	- 272 440
	Accession aidée intermédiaires	**244 480**	**830 840**	807 760	- 23 080
	Logements à prix maitrisés collectifs	**1 668 600**	**2 196 470**	1 896 994	- 299 476
	Logements à prix maitrisés intermédiaires	**693 360**	**713 400**	876 800	163 400
	Accession libre collectifs	**1 309 140**	**3 996 158**	3 300 103	- 696 055
	Accession libre intermédiaires	**4 258 800**	**2 813 308**	2 516 457	- 296 851
	Accession libre individuels	**4 812 012**	**4 430 608**	3 647 660	- 782 948
	Commerce/service	**-**	**171 500**	363 449	191 949
	TOTAL	**16 299 312**	**17 813 650**	**17 708 734**	**- 104 916**
PARTICIPATIONS CONSTRUCTEURS AUTONOMES					
	Propriétaire foncier du supermarché-Société REICHDIS	79 429	195 000	195 000	195 000
PARTICIPATION DE LA COLLECTIVITES AUX EQUIPEMENTS PRIMAIRES					
	Rue du général de Gaulle : 100% travaux de VRD hormis travaux de traversées réseaux	341 833	341 833	480 820	138 987
	Rue transversale est/ouest : 30% travaux de voirie hormis travaux de réseaux et noue **T1**			195 305	195 305
	Rue transversale est/ouest : 30% travaux de voirie hormis travaux de réseaux et noue **T2**	159 000	159 000	206670	47 670
	Subvention Agence de l'eau			14 188	14 188
PRODUITS FINANICERS					
	Intérets			82 542	82 542
	assurances/Dation/échanges			16 466	16 466
	Suivi des consommations promoteurs			106 509	106 509
	TOTAL RECETTES	**16 720 574**	**18 350 483**	**19 006 233**	**644 081**

Tâches	Commencer	Fin	Année	Statut
Acquisition foncières				
Acquisition foncières	**janv-2015**	**déc-2025**	**11**	En cours
Négociation foncière amiable	janv-2015	sept-2020	6	Achevée
Phase judicière	janv-2015	déc-2023	9	En cours
Ordonnance d'expropriation	juil-2015	déc-2020	5,5	Achevée
Expropriation	nov-2015	déc-2024	9	Achevée
Juissance des terrains	avr-2024	déc-2025	2	En cours
Travaux				
Tranche 1	**oct-2017**	**mars-2029**	**11**	En cours
Travaux de viabilisation provisoire	oct-2017	juil-2019	2	Achevée
Travaux des constructions	juil-2019	mars-2028	9	En cours
- ILOT D (Bartholdi)*	juil-2025	mars-2028	2,7	En attente
- ILOT G&I [Maisons individuelles]*	juil-2024	déc-2026	2,5	En cours
Travaux de viabilité définitive	janv-2023	mars-2028	5	En cours
Rétrocession	avr-2025	mars-2029	4	En attente
Rue du Gal de Gaulle	**janv-25**	**sept-25**	**1**	En attente
- carrefour à feux	mars-26	juin-26	0,2	En attente
- Réaménagement tronçon ZAC	avr-26	déc-26	0,7	En attente
- Restructuration LECLERC	mai-25	sept-27	2,4	En cours
Tranche 2	**juil-19**	**juil-30**	**11**	En attente
Travaux de viabilisation provisoire	juil-2019	déc-2026	7,5	En cours
Travaux de construction	juil-2025	déc-2028	3	En attente
- ILOT J (Spiral)*	juil-2025	mars-2027	1,7	En cours
- ILOT K1 (Néolia)	juil-2026	mars-2028	1,7	En cours
- ILOT K2 (Ophéa)	avr-2027	déc-2028	1,7	En cours
- ILOT L *	avr-2027	juin-2028	1,2	En cours
- ILOT M1*	oct-2027	déc-2028	1,2	En cours
- ILOT M2 *[Maisons individuelles]**	janv-2026	sept-2027	1,7	En attente
- ILOT N1 *[Maisons individuelles]**	mars-2027	juin-2028	1,3	En attente
- ILOT N2 (Habitation Moderne)	janv-2027	sept-2028	1,7	En cours
- ILOT O *[Maisons individuelles]**	juil-2026	mars-2028	1,7	En attente
- ILOT P *	oct-2027	déc-2028	1,2	En attente
Travaux de viabilité définitive	juil-2028	juil-2029	1,1	En attente
Rétrocession	août-2029	juil-2030	1	En attente



Dépôt jusqu'à délivrance PC
Lancement travaux jusqu'à livraison

Dépôt jusqu'à délivrance PC
Lancement travaux jusqu'à livraison

Consultation
Dépôt PC jusqu'à achèvement études
Lancement travaux jusqu'à livraison

**démarrage des constructions dépendant, le cas échéant, de la vitesse de commercialisation*

4.1. Engagements du concessionnaire en termes de ventilation de la production de logements à construire (typologie, statut d'occupation, …) par tranche opérationnelle

L'aménageur s'engage à respecter une **ventilation de la production de logements sur l'ensemble de l'opération** selon les indications suivantes :

	Surfaces en m² SP	% m² SP	Engagement du concessionnaire
Logements collectifs / Locatif social	12 043	30%	Part minimum
Logements collectifs / Accession sociale	886	6%	Part prévisionnelle
Logements intermédiaires / Accession sociale	1 493		
Logements collectifs / Prix maîtrisés	5 357	18%	Part prévisionnelle
Logements intermédiaires / Prix maîtrisés	1 762		
Logements collectifs / Prix de marché	9 138	46%	Part maximum
Logements intermédiaires / Prix de marché	5 813		
Terrains à bâtir / Prix de marché	3 575		
TOTAL	**40 067**	**100%**	

La répartition des logements entre les différentes phases d'aménagement sera effectuée **en concertation avec l'EMS**. Nous nous engageons à ce que les différents statuts et typologies des logements soient **répartis de manière équilibrée** sur l'ensemble de l'opération.

4.2. Nos engagements en terme de prix de sortie des charges foncières et des différents produits

	Prix de vente des charges foncières	Prix de sortie TTC des produits y/c parking
Logements collectifs Prix de marché	500 € / m² SP	4 500 € / m²
Logements collectifs Prix maitrisés	500 € / m² SP	4 050 € / m² (c-à-d prix marché – 10%)
Logements collectifs Accession sociale	280 € / m² SP	3 000 € / m²
Logements collectifs Locatif social	250 € / m² SP	2 300 € / m²
Logements intermédiaires Prix de marché	500 € / m² SP	4 500 € / m²
Logements intermédiaires Prix maîtrisés	500 € / m² SP	4 050 € / m² (c-à-d prix marché – 10%)
Logements intermédiaires Accession sociale	320 € / m² SP	3 000 € / m²
Terrains à bâtir Prix de marché	-	320 € / m²

Ces prix de sortie ont été déterminés au vu des conditions économiques connues à la signature du contrat.
Au regard de ces conditions :

- concernant le logement social (locatif et accession), il s'agit de prix maximum
- concernant les logements au prix du marché, il s'agit de prix moyens que le concessionnaire soumettra aux porteurs de projet
- concernant les logements à prix maîtrisé, le concessionnaire s'engage fermement à ce que le delta entre les prix de marché et les prix maîtrisés soit au minimum de 10 %, soit un prix inférieur à 4 050€ /m² en l'état actuel.

Pour tenir compte des évolutions réelles des valeurs du marché immobilier sur l'EMS, ces prix pourront évoluer pendant la durée de la concession, conformément au disposition de la partie V du traité Evolution de la concession d'aménagement

Strasbourg.eu
eurométropole

43

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

ZAC des Deux-Rives, passerelle Rosa-Luxemburg : approbation des modifications n°7 du dossier de réalisation et n°7 du programme des équipements publics, et projet d'avenant n°9 à la concession d'aménagement.

Numéro E-2026-921

Lancée en 2011 sur un territoire de près de 74 hectares, la zone d'aménagement concerté des Deux-Rives constitue l'un des principaux projets urbains de la ville de Strasbourg tant par son ambition transfrontalière que par sa volonté de reconvertir d'anciennes friches industrielles.

L'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le dossier de création de la ZAC des Deux-Rives puis a attribué en 2015 la concession d'aménagement à la Société publique locale « SPL Deux-Rives ». La SPL est concessionnaire de l'opération d'aménagement et maître d'ouvrage de l'ensemble du projet, tant sur les ouvrages d'infrastructure que sur les espaces publics.

Par délibération du 28 avril 2017, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC des Deux-Rives ainsi que le programme des équipements publics de la zone. Entre 2018 et 2024, plusieurs modifications ont été apportées à ce dossier de réalisation pour tenir compte de l'évolution des besoins constatés au sein de la ZAC.

La présente délibération a pour objet de proposer au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg des modifications financières au traité de concession d'aménagement et au programme des équipements publics, liées à la réalisation de la passerelle Rosa-Luxemburg.

I. ÉVOLUTION DU COÛT ET DES MODALITÉS DE FINANCEMENT DE LA PASSERELLE ROSA-LUXEMBURG

Dans le cadre du programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté, la réalisation d'une passerelle piétons cycle au-dessus du bassin Dusuzeau (la passerelle Rosa Luxemburg) a été prévue pour faciliter les liaisons entre le futur secteur Citadelle aménagé et le quartier de l'Esplanade. Cet équipement dont la livraison est

prévue à fin 2026 a donné lieu à une approbation programmatique par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg lors de sa séance du 18 décembre 2024.

Au regard des études préalables pour la réalisation de cet équipement, les coûts d'opération étaient alors estimés à 13 436 000 € hors taxes. Au vu de son rôle spécifique dans le maillage des mobilités actives sur le territoire de la métropole et un usage dépassant significativement les besoins des habitants de la ZAC, le concédant avait convenu d'un financement à hauteur de 92%, soit une participation de 12 361 120 €.

Par ailleurs, cet équipement avait bénéficié d'une subvention dans le cadre d'un appel à projets lancé en 2019 par l'agence de financement des infrastructures de transport en France (AFIT) pour un montant de 1 688 111 € hors taxes. Toutefois, au regard des incertitudes sur les engagements financiers de l'État, cette subvention n'avait pas été affermie dans les prévisions de recettes du bilan d'aménagement.

Les années 2025 et 2026 ont permis à la SPL Deux-Rives :
- d'affiner les spécificités de l'équipement et de lever les principaux aléas techniques permettant d'aboutir à un cout actualisé de l'équipement inférieur aux estimations intégrées dans le bilan d'aménagement,
- de poursuivre les échanges avec l'AFIT et affermir la totalité du montant de la subvention prévue initialement et l'intégrer dans le bilan d'aménagement en déduction de la participation du concédant.

Au final, le coût prévisionnel actualisé de l'équipement est estimé à 12 326 273 €HT et le montant de la subvention précisée ci-dessus peut à présent être intégré au bilan financier de l'opération, soit une participation prévisionnelle actualisée de 9 627 406 € HT à la charge du concédant. La participation prévisionnelle globale aux équipements publics est ainsi réduite et passe de 56 260 278 € à 53 553 435 € hors taxes.

Au titre de l'article 15 du traité de concession, le concessionnaire et le concédant ont convenu d'un paiement dit « au réel » des équipements publics et d'un réajustement de la participation au fur et mesure des remises des équipements. Toutefois, au vu des écarts significatifs constatés entre le prévisionnel initial et les montants actualisés, le concédant et le concessionnaire ont convenu de réduire la participation du concédant au titre des avances pour les équipements publics dès 2026.

II. MODIFICATIONS N°7 DU DOSSIER DE RÉALISATION ET DU PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC DES DEUX-RIVES

Le dossier de réalisation comprend :
- le rapport de présentation,
- le projet de programme des équipements publics et l'accord de la ville de Strasbourg et de la CeA,
- le projet de programme global des constructions à réaliser dans la zone,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement.

Compte tenu des évolutions précisées ci-avant, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg de modifier le dossier de réalisation de ZAC comme suit :

Modification du programme des équipements publics

Conformément à l'article R.311-8 du Code de l'urbanisme, l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé le programme initial des équipements publics de la ZAC par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 avril 2017.

Le programme initial a été complété, modifié et approuvé pour la dernière fois par la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 3 octobre 2025.

Au vu des évolutions précisées, il est proposé de modifier le programme des équipements publics de la ZAC pour y intégrer les nouveaux éléments pour la passerelle Dusuzeau – Rosa Luxemburg, se déclinant désormais comme suit :
- Montant estimatif HT Travaux : 10 071 520 €,
- Montant estimatif HT Opération : 12 326 273 €,
- Livraison prévisionnelle : 2026,
- En patrimoine et en gestion : EMS,
  Répartition des financements
- SPL : 2 698 867 € HT, incluant la subvention AFIT de 1 688 111 € HT,
- EMS : 9 627 406 € HT soit 11 552 887 TTC €.

Le montant de la subvention AFIT venant en déduction de la participation EMS, la clé de répartition est bien inchangée puisque l'addition des montants de participation EMS (9 627 406 € HT) et de subvention AFIT (1 688 111 € HT) représente bien 92% (11 315 517 €) du montant total (12 326 273 € HT)

Modification des modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement et de leur échelonnement dans le temps

Le bilan prévisionnel d'aménagement, détaillé en annexe, intègre les évolutions détaillées ci-dessus. Il s'élève à 306,99 M€ HT.

La participation prévisionnelle globale à verser à la SPL « Deux-Rives » par l'Eurométropole de Strasbourg résultant du dossier de réalisation modifié s'élèverait désormais à un montant total de 53,55 M€ HT (au lieu de 56,26 M€ HT), TVA en sus, en contrepartie de la remise d'équipements publics destinés à entrer dans le patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg et correspondant à des équipements dépassant les besoins des usagers ou habitants de la ZAC.

III. PROJET D'AVENANT N°9 AU TRAITÉ DE CONCESSION

L'évolution du projet génère des modifications à apporter à la concession d'aménagement conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et la « SPL Deux-Rives ». Les modifications portent sur les éléments principaux suivants :

- modification du programme des équipements publics de l'Eurométropole de Strasbourg, des participations financières corrélatives, du rééchelonnement de paiement,
- modification des annexes à la concession.

Le projet d'avenant n°9 du traité de concession, annexé à la présente délibération, formalise ainsi les éléments présentés précédemment.

Par conséquent, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver la modification n°7 du dossier de réalisation de la ZAC des Deux-Rives, la modification n°7 du programme des équipements publics et le projet d'avenant n°9 à la concession d'aménagement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales
vu le Code de l'urbanisme, notamment l'article L 300-5
les articles L 311-4, R 311-7, R 311-8 et R 311-9
vu la concession d'aménagement signée entre l'Eurométropole de Strasbourg
et la « SPL Deux-Rives » le 12 janvier 2015 et les avenants 1 à 8
vu le projet d'avenant n°9 au traité de concession d'aménagement
vu le dossier de réalisation modificatif n°7 et le Programme des équipements publics
modificatif n° 7 de la ZAC des Deux-Rives
vu les annexes modifiées dont le bilan et le plan de trésorerie prévisionnels
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la modification n°7 du dossier de réalisation de la ZAC des Deux-Rives, à savoir les modifications du projet de programme des équipements publics à réaliser dans la zone et les modalités prévisionnelles de financement de l'opération,*

- *le projet d'avenant n°9 de la concession d'aménagement à signer entre l'Eurométropole de Strasbourg et la SPL « Deux-Rives » ainsi que les annexes modifiées, dont le bilan financier prévisionnel actualisé,*

- *le nouvel échelonnement des participations de l'Eurométropole de Strasbourg selon l'échéancier budgétaire précisé dans le projet d'avenant n°9 de la concession d'aménagement,*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer l'avenant n°9 à la concession d'aménagement et tous actes ou annexes s'y rapportant, à mettre en œuvre l'ensemble des formalités et mesures de publicité suite à la modification n°7 du dossier de réalisation de la ZAC des Deux-Rives et à la modification n°7 du programme des équipements publics et à signer toute convention financière y afférant.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215206-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

AVENANT N°9

CONCESSION D'AMENAGEMENT

POUR LA REALISATION DE LA ZAC DES DEUX-RIVES

ENTRE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG ET LA SPL « DEUX RIVES »

ENTRE

L'Eurométropole de Strasbourg, sise 1 Place de l'Etoile, 67 076 STRASBOURG Cedex, représentée par sa Présidente, Madame Catherine TRAUTMANN, agissant en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 6 novembre 2026

Ci-après dénommée **« le concédant »** ou **« l'Eurométropole de Strasbourg »**

D'une part

ET

La Société Publique Locale « Deux Rives » au capital de 5 000 000 d'euros, sise 2 Allée Käthe Kollwitz CS 40002 67016 Strasbourg Cedex, inscrite au RCS de Strasbourg sous le numéro 803 433 366 00041, représentée par son Directeur Général, Monsieur Eric HARTWEG, habilité à représenter la société en vertu d'une décision du Conseil d'Administration du 5 octobre 2020, renouvelée le 9 juin 2026, et à signer le présent avenant en vertu d'une décision du conseil d'administration

Ci-après dénommée **« le concessionnaire »** ou **la SPL « Deux Rives »**

D'autre part

IL EST TOUT D'ABORD EXPOSE CE QUI SUIT

Par délibération du 19 décembre 2014, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé l'attribution de la concession de la ZAC des Deux Rives à la SPL « Deux Rives », le traité de concession et ses annexes ainsi que les participations financières prévisionnelles de l'Eurométropole de Strasbourg et des autres collectivités compétentes, en particulier de la Ville de Strasbourg. Le traité de concession a été signé et notifié à la SPL le 12 janvier 2015.

Suite à l'approbation du dossier de réalisation par le Conseil de l'Eurométropole le 28 avril 2017 et une première modification approuvée par le Conseil de l'Eurométropole le 28 septembre 2018, deux avenants ont été signés entre le concédant et le concessionnaire, notamment pour ajuster le programme global des constructions (PGC), le programme des équipements publics (PEP) et réactualiser le montant et l'échéancier des participations financières des collectivités.

Un troisième avenant portant sur les ouvrages de stationnement de la ZAC a été signé en date du 15 avril 2021 afin d'autoriser la SPL « Deux Rives » à conclure avec les différents constructeurs, bénéficiaires de lots dans le périmètre de la ZAC des concessions de longue durée, à percevoir sur toute la durée de la concession, les recettes afférant à ces concessions de longue durée et charger la SPL « Deux Rives » d'instruire, élaborer, modifier et gérer ces conventions de longue durée jusqu'au terme de la concession d'aménagement, en informant le concédant et en sollicitant son accord préalable avant leur signature.

Un quatrième avenant portant sur la refonte du plan guide et ses impacts financiers a été signé le 4 mars 2022. Cet avenant a intégré à la zone d'aménagement concerté plusieurs nouveaux équipements publics et aménités (équipements scolaires, éducatifs et culturels) afin de rendre le quartier plus fonctionnel et vivant pour ses habitants. Une modification du programme d'habitat pour rendre le quartier plus abordable, une réduction de la taille des ilots et une plus grande place de la nature en ville ont également été mis en œuvre dans le cadre de cet avenant.

Un cinquième avenant portant principalement sur l'intégration des immeubles dit « Coop Culture » dans le patrimoine de la Ville de Strasbourg et leur coût définitif a été signé le 28 novembre 2023. Cet avenant a intégré un nouvel échéancier de paiement par la Ville de Strasbourg avec un solde versé en 2023 et non plus étalé jusqu'en 2027. Cet avenant prévoyait également l'aménagement au sein de la cave à vins d'un espace égalité par la SPL Deux-Rives.

Un sixième avenant portant sur l'aménagement des locaux de la T'reve au sein du bâtiment de la Cave à vins a été signé le 31 juillet 2024. Cet avenant a confié l'aménagement de cet espace à destination des personnes vulnérables à la SPL Deux Rives au vu de sa connaissance du site qu'elle a réhabilitée dans le cadre de ses missions.

Un septième avenant a été signé le 16 janvier 2025 et inclut dans le périmètre de la ZAC un collège de 600 places sous maitrise d'ouvrage de la collectivité européenne d'Alsace.

Un huitième avenant signé le 18 novembre 2025 a réajusté le programme des équipements publics de compétence municipale (calendrier, montant), le programme global des constructions, la rémunération du concessionnaire et a mis en œuvre une prolongation de 5 ans du contrat de concession.

Dans le cadre du programme des équipements publics, l'Eurométropole de Strasbourg a confié à la SPL Deux-rives la réalisation d'une passerelle piétons cycles, reliant le môle citadelle au quartier de l'esplanade. Cette passerelle, d'un montant prévisionnel initial de 13 436 000 € a vu son coût revu sensiblement à la baisse en 2026 du fait :

- d'une part d'une levée d'une partie des aléas sur les spécificités techniques de l'ouvrage,
- d'autre part, par l'affermissement d'une subvention d'un montant de 1 688 111 € auprès de l'agence de financement des infrastructures de transport en France.

En conséquence, le concédant et le concessionnaire ont convenu de revoir à la baisse la participation de l'Eurométropole de Strasbourg au titre des équipements publics dès l'année 2026. Le présent avenant règle ce nouvel échéancier de participation.

Ceci étant exposé, les parties se sont rapprochées et conviennent de modifier la concession d'aménagement et ses annexes par le présent avenant, dans une relation contractuelle « in house », afin d'intégrer ces deux évolutions, ainsi qu'il suit :

ARTICLE 1. FINANCEMENT DE L'OPERATION : REVISION DES MODALITES FINANCIERES DE L'OPERATION D'AMENAGEMENT

Dans le cadre du programme des équipements publics de la zone d'aménagement concerté, la réalisation d'une passerelle piétons cycle au-dessus du bassin Dusuzeau a été prévue pour faciliter les liaisons entre le futur secteur citadelle aménagé et le quartier de l'Esplanade. Cet équipement dont la livraison est prévue à fin 2026 a donné lieu à une approbation programmatique par le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg lors de sa séance du 18 décembre 2024.

Au regard des études préalables pour la réalisation de cet équipement, les coûts d'opération étaient estimés à 13 436 000 € hors taxes. Au vu de son rôle spécifique dans le maillage des mobilités actives sur le territoire de la métropole et un usage dépassant significativement les besoins des habitants de la ZAC, le concédant avait convenu d'un financement à hauteur de 92%, soit une participation de 12 361 120 €.

Par ailleurs, cet équipement avait bénéficié d'une subvention dans le cadre d'un appel à projets lancé en 2019 par l'agence de financement des infrastructures de transport en France (AFIT) pour un montant de 1 688 111 € hors taxes. Toutefois, au regard des incertitudes sur les engagements financiers de l'État, cette subvention n'avait pas été affermie dans les prévisions de recettes du bilan d'aménagement.

Les années 2025 et 2026 ont permis à la SPL Deux Rives de :

- d'affiner les spécificités de l'équipement et de lever les principaux aléas techniques permettant d'aboutir à un cout actualisé de l'équipement inférieur aux estimations intégrées dans le bilan d'aménagement,
- de poursuivre les échanges avec l'AFIT et affermir la totalité du montant de la subvention prévue initialement et l'intégrer dans le bilan d'aménagement en déduction de la participation du concédant.

Au final, le cout prévisionnel actualisé de l'équipement est estimé à 12 326 273 € et le montant de la subvention peut à présent être intégré au bilan financier de l'opération, soit une participation prévisionnelle actualisée de 9 627 406 € à la charge du concédant. La participation prévisionnelle globale aux équipements publics est ainsi réduite et passe de 56 260 278 € à 53 553 435 € hors taxes.

Au titre de l'article 15 du traité de concession, le concessionnaire et le concédant ont convenu d'un paiement dit « au réel » des équipements publics et d'un réajustement de la participation au fur et mesure des remises des équipements et des fiches de remise d'ouvrage. Toutefois, au vu des écarts significatifs constatés entre le prévisionnel initial et les montants actualisés, le concédant et le concessionnaire ont convenu de réduire la participation du concédant au titre des avances pour les équipements publics dès 2026.

Par conséquent, l'article 17.4 de la concession d'aménagement est ainsi modifié et complété :

> ***« 17.4 Participation de l'Eurométropole de Strasbourg en contrepartie de la remise d'ouvrages et participation du concédant au coût de l'opération***
>
> ***17.4.1 Participation prévisionnelle en contrepartie de la remise d'équipements publics, excédant les besoins de l'opération d'aménagement***
>
> *La participation prévisionnelle globale à verser à la SPL « Deux Rives » par l'Eurométropole de Strasbourg résultant du dossier de réalisation modifié par délibération du 6 novembre 2026 s'élève désormais à un montant total de* ***53,55 M€ HT , TVA en sus, en contrepartie de la remise d'équipements publics*** *destinés à entrer dans le patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg et correspondant à des équipements dépassant les besoins des usagers ou habitants de la ZAC.*

Nature de ces équipements publics et coût prévisionnel : *Il s'agit des équipements d'infrastructure suivants :*

- ***A) la réalisation d'une passerelle piétons-cycles « Dusuzeau »*** *reliant le secteur Citadelle au quai des Belges ayant vocation à créer un lien structurant avec le réseau Velostras et le réseau de transports en commun (bus à haut niveau de service sur le quai des Belges) : cette passerelle, d'un coût prévisionnel de 12,326 M€ HT répondant principalement aux besoins des usagers hors ZAC sera cofinancée sur la base de la clé de répartition financière convenue précédemment entre les parties.*
- ***B) la réalisation d'autres équipements d'infrastructure****, hors besoins stricts de l'opération, correspondant notamment à* ***la coulée verte*** *constituée par le futur Parc du Petit Rhin, qui assure la continuité écologique entre le nord et le sud de l'agglomération, le parc de la pointe nord Citadelle,* ***la reprise de l'ensemble des quais bordant les bassins Citadelle, Dusuzeau et Vauban ainsi que les aménagements des rives du Rhin, des espaces publics structurants à vocation métropolitaine, aux abords des stations de tramway et sur la COOP*** *: ces équipements répondant en partie aux besoins des usagers hors ZAC seront cofinancés sur la base des clés de répartition financière convenues précédemment entre les parties.*

  Ces équipements sont réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SPL « Deux Rives ».

Clés de répartition financière :

Les clés de répartition financière applicables à ces équipements publics ont été modifiées par avenant n°8 d'un commun accord afin d'assurer une meilleure équité territoriale entre les espaces répondant aux besoins des habitants et des usagers de la ZAC d'une part et les espaces au-delà des besoins de la ZAC d'autre part.

Les clés de répartition financière et la participation de l'Eurométropole de Strasbourg pour chaque équipement sont rappelées dans le Programme des Équipements Publics modifié (modification n°6), annexé au présent avenant.

Montant de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg jusqu'à l'avenant n°3 :

La participation de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de ces ouvrages d'infrastructure (passerelle Dusuzeau et autres équipements d'infrastructure) jusqu'à l'avenant 3 se chiffraient à ***un montant de 20,56 M€ HT, TVA en sus.***

Avenant 4 :

Les parties ont convenu d'augmenter cette participation de l'Eurométropole de Strasbourg, de sorte que le complément de participation de l'Eurométropole de Strasbourg s'est élevé à ***35,67 M€ HT*** *correspondant :*

- *à l'amélioration des espaces publics,*
- *au réajustement du coût de la passerelle,*
- *au développement du rapport à l'eau,*
- *au réajustement du coût du réaménagement de la Route du Petit Rhin pour la préfiguration de l'extension de la ligne de tram F.*

Avenant 5 :

La participation n'a pas été modifiée.

Avenant 6 :

Les parties ont convenu d'augmenter la participation de l'Eurométropole de Strasbourg, ***de 0,025 M€ HT*** *correspondant à la création d'un local sanitaires au droit d'un terminus partiel d'une ligne de transport en commun en site propre du réseau urbain du concédant.*

Avenant 7 :

La participation n'a pas été modifiée.

Avenant 8 :

Les parties ont convenu de ne pas modifier la participation de l'Eurométropole de Strasbourg et nonobstant les modifications suivantes :

- *réajustement du coût de la passerelle ;*
- *prise en compte de mesure conservatoire pour l'extension de la ligne de tramway ;*
- *réajustement des coûts d'espaces publics.*

Avenant n°9 :

Les parties conviennent de modifier la participation de l'Eurométropole de Strasbourg au regard de la modification du coût prévisionnel de la passerelle (12 326 273 €) et de la subvention versée par l'Agence de financement des infrastructures de transport en France d'un montant de 1 688 111 € hors taxes.

La participation globale et prévisionnelle de l'Eurométropole de Strasbourg au titre de la remise des équipements publics d'infrastructure s'élève à ***un montant de 53,55 M€ HT TVA en sus.***

17.4.2 Participation prévisionnelle du concédant au coût de l'opération d'aménagement, en application de l'article L 300-5 du code de l'urbanisme

Il est rappelé que suite à l'évolution du plan-guide et de la modification corrélative n°2 du dossier de réalisation de ZAC, une participation d'équilibre de ***14,64 M€****, hors champ d'application de TVA, a été rendue nécessaire.*

Dans ce cadre et en application des délibérations respectives des 31 janvier 2022 et 4 février 2022 de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, les parties ont convenu que l'Eurométropole verserait à la SPL « Deux Rives » une participation du concédant au coût de l'opération à hauteur de ***14,64 M€,*** *hors champ d'application de TVA.*

17.4.3 Modalités de versement des participations de l'Eurométropole de Strasbourg

En application de la délibération du 6 novembre 2026 de l'Eurométropole de Strasbourg, la participation globale de l'Eurométropole de Strasbourg sera versée à la SPL « Deux Rives », par tranches successives, définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent dans les prévisions budgétaires, conformément au plan de trésorerie annexé à la concession d'aménagement et à titre prévisionnel selon le calendrier suivant :

Année	Participation à la remise des équipements publics (en € HT)	Participation au coût d'opération (hors champ TVA) par le concédant	Total de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg
2014-2020	6 600 000	-	6 600 000
2021	1 700 000	-	1 700 000
2022	6 000 000	-	6 000 000
2023	12 000 000	-	12 000 000
2024	4 000 000	-	4 000 000
2025	7 000 000	5 514 255	12 514 255
2026	343 389*	5 814 255	6 157 644
2027	5 540 174	3 308 726	8 848 900
2028	1 087 878	-	1 087 878
2029	2 502 960	-	2 502 960
2030	2 687 450	-	2 687 450
2031	1 702 751	-	1 702 751
2032	1 591 963	-	1 591 963
2033	734 629	-	734 629
2034	62 241	-	62 241
2035	-	-	-
TOTAL	**53 553 435**	**14 637 236**	**68 190 671**

La quote-part de participation "affectée" aux équipements publics d'un montant de 53 553 435 € HT sera appelée par la SPL « Deux Rives » auprès de l'Eurométropole de Strasbourg sous forme d'acomptes successifs jusqu'à la livraison de l'ouvrage.

La TVA éventuellement exigible sur l'ouvrage sera appelée par l'aménageur à la livraison de l'ouvrage.

17.4.4 Évolution de la participation de l'Eurométropole de Strasbourg affectée aux équipements publics dépassant les stricts besoins des usagers de la ZAC.

Non modifié

17.4.5 Évolution de la participation du concédant au coût de l'opération

Non modifié

ARTICLE 2. Modification des annexes à la concession d'aménagement

À la suite du réajustement des équipements publics et de la constructibilité globale de l'opération, les parties conviennent d'adapter certaines annexes de la concession d'aménagement et de les modifier :

- Nouveau projet de programme des équipements publics (PEP) à réaliser dans la zone : annexe 21
- Nouveau bilan financier prévisionnel, plan de trésorerie et plan de financement prévisionnels de l'opération d'aménagement : annexe 22 - ce bilan correspondant aux modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement (bilan prévisionnel juin 2026) échelonnées dans le temps.

ARTICLE 3. Divers

Toutes les autres dispositions de la convention d'origine et de ses avenants 1 à 8, qui n'ont pas été modifiées par le présent avenant, demeurent en vigueur.

Fait à Strasbourg, en 4 exemplaires originaux, le …….

Pour l'Eurométropole de Strasbourg Le concédant	Pour la SPL « Deux Rives » Le concessionnaire
La Présidente, Catherine TRAUTMANN	Le Directeur Général, Eric HARTWEG

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 21 : nouveau projet de PEP à réaliser dans la zone

ANNEXE 22 : nouveau bilan financier prévisionnel, plan de trésorerie et plan de financement prévisionnels de l'opération d'aménagement (modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement, échelonnées dans le temps, bilan prévisionnel)

DOSSIER DE REALISATION

DE LA ZAC DEUX-RIVES



PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS MODIFIE

(Septembre 2026)

PREAMBULE **3**

1 LE PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS **7**

1.1 PLAN D'ENSEMBLE DES EQUIPEMENTS PUBLICS 7
1.2 TABLEAUX DE SYNTHESE 8
1.2.1 Les équipements primaires – hors concession *8*
1.2.2 Les équipements de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg – hors concession *8*
1.2.3 L' équipement de superstructure prévu par la Collectivité Européenne d'Alsace *9*
1.2.4 Les équipements publics d'infrastructure au sein de la concession *9*
1.2.5 Les équipements publics de superstructure au sein de la concession *12*
1.3 PARTICIPATIONS DES COLLECTIVITES AUX EQUIPEMENTS PUBLICS DE LA ZAC 14

2 DESCRIPTIONS **15**

2.1 LES AMENAGEMENTS DE LA RUE DU PEAGE 15
2.2 LES EQUIPEMENTS DE SUPERSTRUCTURE PREVUS PAR LA VILLE DE STRASBOURG 16
2.2.1 Antennes CSC/CMS *17*
2.2.2 Gymnase *17*
2.2.3 Plaine des sports *17*
2.2.4 Skate-park *17*
2.2.5 Studio de musique *17*
2.2.6 Espace France Service *17*
2.3 L'EQUIPEMENT DE SUPERSTRUCTURE PREVU PAR LA COLLECTIVITE EUROPEENNE D'ALSACE 18
2.4 LES EQUIPEMENTS D'INFRASTRUCTURE (ESPACES PUBLICS) INCLUS A LA CONCESSION 19
2.4.1 S'appuyer sur le socle géographique préexistant *19*
2.4.2 Les espaces publics structurants *20*
2.4.3 Plan de sectorisation Citadelle *24*
2.4.4 Plan de sectorisation Starlette *25*
2.4.5 Plan de sectorisation Coop *26*
2.4.6 Plan de sectorisation Port du Rhin *27*
2.5 LES EQUIPEMENTS PUBLICS DE SUPERSTRUCTURE INCLUS A LA CONCESSION 28
2.5.1 Ecoles *29*
2.5.2 Parkings *29*
2.5.3 Périscolaires *29*
2.5.4 Maison de la Petite enfance *30*
2.5.5 L'Espace égalité – Phase 1 ..... *30*
2.5.6 L'Espace Egalité – Phase 2 / La salle polyvalente *30*
2.5.7 La T'Rêve *30*
2.5.8 Les sanitaires du réseau de transport urbain *30*
2.5.9 La médiathèque *31*
2.5.10 Passerelle « Dusuzeau » *31*
2.5.11 Le projet d'équipement culturel du secteur COOP *32*

Préambule

Au regard des enjeux portés par le projet urbain des Deux Rives au sein du périmètre de l'Eurométropole Strasbourg, le programme des équipements publics de la ZAC a été défini pour répondre à la fois aux besoins croisés du futur quartier et des enjeux métropolitains.

Il est constitué d'équipements publics d'infrastructure et de superstructure répondant pour tout ou partie aux besoins générés par la ZAC.
À l'exception des aménagements de la rue du Péage portés par l'Eurométropole Strasbourg et, de trois antennes pour les Centres Sociaux Culturels ou Centres Médico-Sociaux et Service Jeunesse, d'une salle polyvalente à la COOP, d'une plaine des jeux et des sports pour les Rives et Port du Rhin, d'un gymnase, d'un skate-park et d'un local espace vert portés par la Ville de Strasbourg et considérés à ce titre comme équipements publics primaires.

Les équipements publics portés par la ZAC Deux-Rives peuvent être classés en deux catégories :

- Les équipements d'infrastructure, composés de l'ensemble d'espaces publics répartis en trois phases d'aménagement,
- Les équipements de superstructure, constitués par :
    - les trois groupes scolaires, avec leurs périscolaires,
    - Les trois parkings silos,
    - la passerelle modes doux de franchissement du bassin DUSUZEAU,
    - la mise en œuvre d'un projet d'équipement culturel sur le secteur de la COOP – Coop Culture,

Divers équipements publics sur le territoire de la ZAC : aménagement de l'Espace Egalité, réalisation d'un studio de musique, d'une médiathèque, d'une espace France Service, d'une maison de la petite enfance, d'équipement de sports en extérieurs et dans le cadre de cette modification l'aménagement de la T'Rêve et la réalisation de sanitaires à destination de la CTS.
La participation à la réalisation d'un poste source SER répondant au besoin de la ZAC s'ajoute aux précédents équipements.

La SPL Deux Rives réalisera les travaux d'aménagement dans les règles de l'art en concertation avec l'Eurométropole Strasbourg, la Ville de Strasbourg et les concessionnaires réseaux.

La SPL Deux Rives n'ayant pas vocation à intégrer dans son patrimoine des réseaux et des équipements publics d'infrastructure et de superstructure, ces derniers seront rétrocédés dans les conditions prévues aux Traité de Concession d'Aménagement.

Modification n°1 du Programme des Équipements Publics

Depuis l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en avril 2017, le projet d'équipement culturel du secteur de la COOP porté par la Ville de Strasbourg (décrit dans l'article 2.3.4 du présent document) a été amendé. Ces compléments portent sur :

- la création de surfaces supplémentaires nécessaires au bon fonctionnement du site de la Virgule, notamment entre les bâtiments dits de la « Menuiserie » et du « Préau ». En effet, à l'issue de l'appel à projet lancé en 2016 par la Ville de Strasbourg, trois collectifs au lieu de deux initialement prévus ont été retenus. Les échanges avec les différents collectifs relatifs aux différentes fonctionnalités des lieux ont conduit à envisager des extensions de surfaces,
- la réalisation de travaux complémentaires au programme de la Cave à vins. Dans la perspective de lancer un Appel à projet en vue du choix d'un ou plusieurs porteurs de projets à l'été 2019, une étude sectorielle mandatée par la SPL Deux Rives a fait valoir que les investissements à la charge du futur exploitant estimés à un montant de 4 M€ tendraient à restreindre fortement le nombre de candidats susceptibles de répondre à l'appel à manifestation d'intérêt au vu des capacités financières des opérateurs du secteur. Il convient donc de limiter ces derniers pour augmenter le nombre de candidat potentiel à la gestion de l'équipement et de préfinancer ces investissements par la Ville de Strasbourg.

Au regard de ces modifications programmatiques, le Programme des Équipement Publics de la ZAC, les articles suivants ont été modifiés ou créés :

- modification de l'article 1.2.3 Les équipements publics de superstructure : mise à jour du programme d'équipement public culturel,
- mise à jour de l'article 2.3.4 Le projet d'équipement culturel du secteur COOP.

Modification n°2 du Programme des Équipements Publics

Depuis la modification n°1 du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en septembre 2018, le projet urbain de la ZAC Deux-Rives a été amendé pour s'inscrire en cohérence avec les ambitions de transformations écologiques, sociales et démocratiques de l'Eurométropole de Strasbourg. Ces compléments portent sur l'insertion du nouveau programme des équipements publics de la ZAC Deux-Rives issus de l'évolution du Plan Guide et de la programmation du projet urbain pour répondre au besoin de mixité fonctionnelle des quartiers et pallier aux manquements initiaux. La modification comprend :

- une dédensification des constructions intégrant une meilleure prise en compte des enjeux de résilience climatique et une révision de la programmation afin de réserver aux équipements publics les meilleurs emplacements au sein de ces nouveaux quartiers,
- la création de surfaces supplémentaires aux écoles pour permettre une meilleure réponse aux besoins périscolaires,
- la prise en compte de nouveaux équipements publics financés par la Ville de Strasbourg pour mieux répondre aux besoins des habitants,
- la sortie des parkings publics du programme des équipements publics pour une gestion privative du stationnement,
- la création de surfaces supplémentaires aux espaces publics pour permettre notamment un meilleur rapport à l'eau et l'anticipation de la réalisation des parcs publics en cohérence avec l'arrivée des habitants,
- le recalibrage des phases en fonction des avancées des travaux,
- l'insertion de la participation de l'Eurométropole et la Ville de Strasbourg pour répondre à ces nouveaux enjeux et à l'évolution du projet de la ZAC Deux-Rives.

Au regard de ces modifications programmatiques, le Programme des Équipement Publics de la ZAC, les articles suivants ont été modifiés ou créés :

- modification de l'article 1. Le programme des équipements publics : mise à jour du programme des équipements publics et de la participation des collectivités,
- ajout de l'article 2.2 Les équipements publics de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg,
- modification de l'article 2.3 Les équipements d'infrastructure inclus à la concession,
- mise à jour de l'article 2.4 Les équipements publics de superstructure inclus à la concession.

Modification n°3 du Programme des Équipements Publics

Depuis l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en avril 2017, la modification 1 de septembre 2018 et la modification 2 de décembre 2021, le projet urbain de la ZAC Deux-Rives a été amendé. Ces compléments portent sur :

- le recalage du calendrier de la Passerelle Dusuzeau,
- l'ajustement du calendrier du Parc du Petit Rhin,
- l'intégration de la phase 1 de l'aménagement de l'Espace Égalités dans la salle Hypostyle de la Cave à Vins,
- l'intégration des coûts définitifs des équipements « Coop culture ».

Au regard de ces modifications programmatiques, le Programme des Équipement Publics de la ZAC, les articles suivants ont été modifiés ou créés :

- modification de l'article 1. Le programme des équipements publics : mise à jour du programme des équipements publics et de la participation des collectivités,
- ajout de l'article 2.2 Les équipements publics de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg,
- modification de l'article 2.3 Les équipements d'infrastructure inclus à la concession,
- mise à jour de l'article 2.4 Les équipements publics de superstructure inclus à la concession.

Modification n°4 du Programme des Équipements Publics

Depuis l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en avril 2017, la modification 1 de septembre 2018, la modification 2 de décembre 2021 et la modification 3 d'octobre 2023, le projet urbain de la ZAC Deux-Rives a été amendé. Ces compléments portent sur :

- l'intégration au programme de équipements publics de l'aménagement de la T'Rêve dans la petite salle de la Cave à Vins,
- l'intégration au programme des équipements publics de la réalisation de sanitaires à destination de la CTS dans l'opération du Port du Rhin RI6.

Au regard de ces modifications programmatiques, le Programme des Équipement Publics de la ZAC, les articles suivants ont été modifiés ou créés :

- modification de l'article 1. Le programme des équipements publics : mise à jour du programme des équipements publics et de la participation des collectivités,
- mise à jour de l'article 2.4 Les équipements publics de superstructure inclus à la concession.

Modification n°5 du Programme des Équipements Publics

Depuis l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en avril 2017, la modification 1 de septembre 2018, la modification 2 de décembre 2021, la modification 3 d'octobre 2023 et la modification 4 de juin 2024, le projet urbain de la ZAC Deux-Rives a été amendé. Ces compléments portent sur :

- l'intégration au programme de équipements publics du Collège Deux Rives dont la maitrise d'ouvrage et le financement seront assurés par la Collectivité Européenne d'Alsace.

Au regard de ces modifications programmatiques, le Programme des Équipement Publics de la ZAC, les articles suivants ont été modifiés ou créés :

- modification de l'article 1. Le programme des équipements publics : mise à jour du programme des équipements publics,
- la création de l'article 1.2.3 L'équipement de superstructure prévu par la Collectivité Européenne d'Alsace
- la création de l'article 2.3 L'équipement de superstructure prévu par la Collectivité Européenne d'Alsace

Modification n°6 du Programme des Équipements Publics

Depuis l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en avril 2017, la modification 1 de septembre 2018, la modification 2 de décembre 2021, la modification 3 d'octobre 2023, la modification 4 de juin 2024 et la modification 5 de septembre 2024, le projet urbain de la ZAC Deux-Rives a été amendé. Ces compléments portent sur :

- la réorganisation des travaux d'espaces publics en secteurs géographiques et non plus en phases temporelles,
- la suppression du ponton pour le quartier du Port du Rhin,
- l'intégration de mesures conservatoires permettant l'accueil d'une extension du tramway,
- la mise à jour des dates de livraison et des couts des espaces publics à la suite de l'allongement de la concession,
- la mise à jour des dates de livraison et des couts des équipements publics à la suite de l'allongement de la concession,
- la mise à jour du programme du groupe scolaire Starlette,
- l'intégration de l'aménagement d'un espace égalité phase 2 et d'une salle polyvalente dans la salle hypostyle,
- le transfert de la maison de la petite enfance du quartier Starlette au quartier Citadelle,
- la suppression du local espace vert,
- la suppression d'un équipement de sport en extérieur,
- le transfert hors concession en maitrise d'ouvrage Ville de Strasbourg d'un studio de musique et d'un espace France Service,
- la modification de l'implantation géographique du gymnase Deux Rives,
- la modification des implantations géographique des équipements DSSJ (Antenne CSC ou Centre Medico Social et service jeunesse).

Modification n°7 du Programme des Équipements Publics

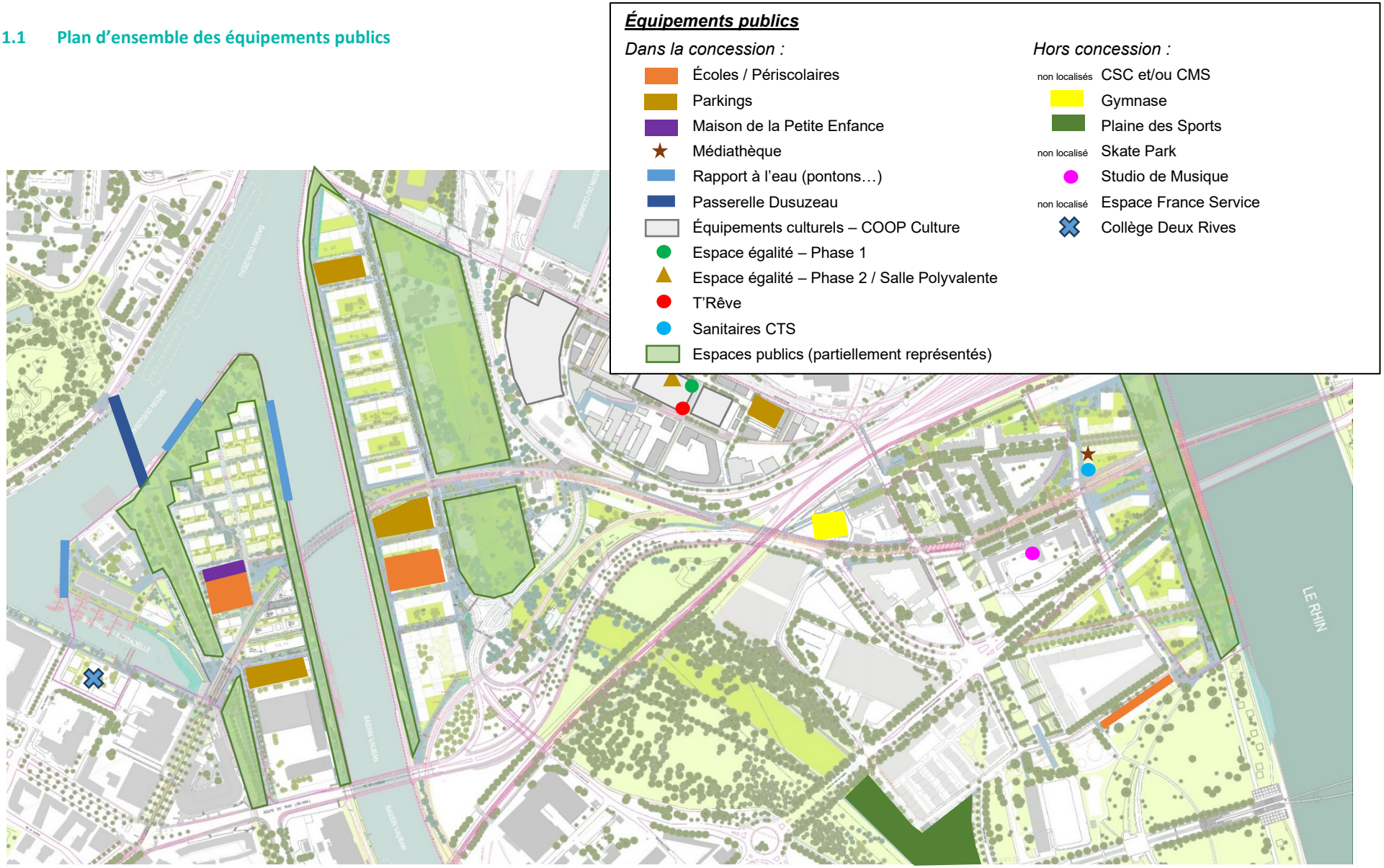
Depuis l'approbation du dossier de réalisation de ZAC et de son Programme des Équipements Publics en avril 2017, la modification 1 de septembre 2018, la modification 2 de décembre 2021, la modification 3 d'octobre 2023, la modification 4 de juin 2024, la modification 5 de septembre 2024 et la modification 6 de septembre 2025, le projet urbain de la ZAC Deux-Rives a été amendé. Ces compléments portent sur :

- la mise à jour de cout d'opération de la Passerelle « Dusuzeau », renommée Passerelle Rosa Luxemburg.

Au regard de ces modifications programmatiques, les modifications du Programme des Équipement Publics de la ZAC apparaissent en bleu dans le texte.

1 Le Programme des Équipements Publics

1.1 Plan d'ensemble des équipements publics



1.2 Tableaux de synthèse

1.2.1 *Les équipements primaires – hors concession*

Valeur des travaux et cout d'opération à juillet 2016
VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, SPL : SPL Deux Rives

Espace	Surface indicative	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	MOA En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Equipements primaires ZAC													
Aménagement de la Rue du Péage			18 720 000 €	2022	EMS			17 596 800 €	21 116 160 €	94,00%	1 123 200 €	1 347 840 €	6,00%
Renouvellement canalisation d'eau potable			550 000 €	2019/2027	EMS			550 000 €	660 000 €	100,00%			
Equipements primaires ZAC - Total			19 270 000 €					18 146 800 €	21 776 160 €		1 123 200 €	1 347 840 €	

1.2.2 *Les équipements de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg – hors concession*

Valeur des travaux et cout d'opération à septembre 2021
VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, SPL : SPL Deux Rives

Espace	Surface indicative	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	MOA En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Equipements publics VDS													
Plaine des sports	5 400 m²		1 100 000 €	2027	VDS						1 100 000 €	1 320 000 €	100%
Skate Park			1 500 000 €	2027	VDS						1 500 000 €	1 800 000 €	100%
Antenne CSC ou Centre Medico Social et service jeunesse	250 m² par équipement		3 000 000 €	2027	VDS						3 000 000 €	3 600 000 €	100%
Gymnase			4 200 000 €	2027	VDS						4 200 000 €	5 040 000 €	100%
Studio de musique	100 m²		600 000 €	2027	VDS						600 000 €	720 000 €	100%
Espace France Service	15 m²		80 000 €	2027	VDS						80 000 €	96 000 €	100%
Equipements publics VDS - Total			10 480 000 €								10 480 000 €	12 576 000 €	

1.2.3 *L' équipement de superstructure prévu par la Collectivité Européenne d'Alsace*

VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, SPL : SPL Deux Rives, CEA : Collectivité Européenne d'Alsace

Espace	Surface indicative	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	MOA En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Equipements publics CEA													
Collège Deux Rives	6 000 m²		20 850 000 €	2030	CEA	100 % CEA							
Equipements publics CEA - Total			20 850 000 €										

1.2.4 *Les équipements publics d'infrastructure au sein de la concession*

Valeur des travaux à date prévisionnelle de realisation
VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, SPL : SPL Deux Rives

Le cout opération comprend :

- Le cout travaux
- Le cout des différentes études / honoraires / AMO / aléas / frais divers
- Le cout du foncier décomposé comme suit :
  - Le cout d'achat des fonciers par la SPL Deux-Rives dans le cadre de la concession y compris indemnités et frais annexes – PU moyen au m² calculé quartier par quartier
  - Le cout de mise en état sanitaire – PU moyen au m² calculé quartier par quartier
- Le cout d'une révision estimative de 2% / an
- La rémunération du MOA de 8,70% sur l'ensemble des couts précédemment cités (conformément au TCA, la rémunération MOA sera forfaitisé en phase AVP)

NOTA BENE :

- le montant affiché pour la création du poste source pour l'alimentation de la ZAC en HTA correspond à la part aménageur de ces travaux conformément arrête du 17 juillet 2008 fixant les taux de réfaction mentionnés dans l'arrêté du 28 août 2007 fixant les principes de calcul de la contribution mentionnée aux articles 4 et 18 de la loi n°2000-108 du 10 février relative à la modernisation et au développement du service public de l'éléctricité,
- les réseaux mis en oeuvre par la SPL Deux-Rives dans le cadre des travaux d'aménagement d'espaces publics seront remis aux différents concessionnaires, le réseau de chauffage urbain n'est pas à la charge du bilan. Il sera, le cas échéant, mis en œuvre par le concessionnaire concerné.

Espace	Surface indicative	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Citadelle													
Citadelle Sud	15 137 m²	2 372 206 €	4 420 695 €	2023	EMS	2 599 194 €	58,8%	1 821 501 €	2 185 801 €	41,2%			
Quais Nord	2 327 m²	510 094 €	938 854 €	2027	EMS	551 881 €	58,8%	386 973 €	464 368 €	41,2%			
Venelles Sud	5 202 m²	738 859 €	1 593 050 €	2028	EMS	936 433 €	58,8%	656 617 €	787 940 €	41,2%			
Venelles Nord	18 113 m²	2 855 555 €	5 885 701 €	2033	EMS	3 459 758 €	58,8%	2 425 943 €	2 911 132 €	41,2%			
Place de l'Ecole	2 985 m²	520 531 €	1 184 221 €	2030	EMS	696 114 €	58,8%	488 107 €	585 728 €	41,2%			
Digue de Nantes Nord	11 798 m²	1 755 432 €	3 440 724 €	2027	EMS	2 022 541 €	58,8%	1 418 183 €	1 701 820 €	41,2%			
Parc de la pointe	14 830 m²	2 174 361 €	4 687 232 €	2033	EMS	2 755 269 €	58,8%	1 931 963 €	2 318 356 €	41,2%			
Citadelle Ouest	9 979 m²	2 317 007 €	4 726 349 €	2034	EMS	2 778 263 €	58,8%	1 948 086 €	2 337 703 €	41,2%			
Mur de soutènement du talus		637 267 €	906 272 €	2020	EMS	532 729 €	58,8%	373 543 €	448 252 €	41,2%			
Citadelle - Total	80 371 m²	13 881 312 €	27 783 098 €			16 332 182 €	58,8%	11 450 916 €	13 741 099 €	41,2%			
Starlette													
Quais Sud	5 296 m²	760 414 €	1 625 784 €	2026	EMS	643 944 €	39,6%	981 840 €	1 178 208 €	60,4%			
Quais Nord	6 246 m²	648 530 €	1 110 887 €	2026	EMS	440 003 €	39,6%	670 884 €	805 061 €	60,4%			
Venelles Sud	9 338 m²	1 878 336 €	3 844 559 €	2028	EMS	1 522 762 €	39,6%	2 321 797 €	2 786 156 €	60,4%			
Venelles Centre	5 768 m²	819 394 €	1 781 190 €	2028	EMS	705 498 €	39,6%	1 075 692 €	1 290 830 €	60,4%			
Venelles Nord	10 710 m²	1 404 086 €	3 566 967 €	2034	EMS	1 412 812 €	39,6%	2 154 155 €	2 584 986 €	60,4%			
Route du Petit Rhin Sud	6 158 m²	1 919 834 €	2 857 921 €	2027	EMS	1 131 972 €	39,6%	1 725 949 €	2 071 139 €	60,4%			
Route du Petit Rhin Nord	12 455 m²	2 154 487 €	4 104 344 €	2033	EMS	1 625 658 €	39,6%	2 478 686 €	2 974 423 €	60,4%			
Parc du Petit Rhin Phase 1	41 296 m²	4 300 747 €	11 256 684 €	2026	EMS	4 058 573 €	36,1%	7 198 111 €	8 637 733 €	63,9%			
Parc du Petit Rhin Phase 2	16 625 m²	2 668 882 €	6 114 660 €	2032	EMS	2 421 909 €	39,6%	3 692 751 €	4 431 301 €	60,4%			
Poste source	17 427 m²	149 925 €	1 065 631 €	2028	EMS	422 078 €	39,6%	643 553 €	772 264 €	60,4%			
Starlette - Total	131 319 m²	16 704 635 €	37 328 627 €			14 385 209 €	38,5%	22 943 418 €	27 532 102 €	61,5%			

Espace	Surface indicative	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Coop	25 500 m²	5 352 304 €	9 220 471 €	2029	EMS	7 521 497 €	81,6%	1 698 974 €	2 038 769 €	18,4%			
Coop - Total	25 500 m²	5 352 304 €	9 220 471 €			7 521 497 €	81,6%	1 698 974 €	2 038 769 €	18,4%			
Port du Rhin													
Cour des douanes Nord	4 775 m²	1 037 926 €	2 318 158 €	2029	EMS	1 092 223 €	47,1%	1 225 935 €	1 471 122 €	52,9%			
Cour des douanes Centre et Sud	2 807 m²	1 151 518 €	1 697 073 €	2029	EMS	799 593 €	47,1%	897 480 €	1 076 976 €	52,9%			
Parc Nord	6 692 m²	1 259 385 €	2 264 124 €	2027	EMS	1 066 764 €	47,1%	1 197 360 €	1 436 832 €	52,9%			
Entre les ponts	10 508 m²	1 918 620 €	3 156 086 €	2030	EMS	1 487 021 €	47,1%	1 669 065 €	2 002 878 €	52,9%			
Ponton		75 000 €	111 489 €	2030	EMS	52 529 €	47,1%	58 960 €	70 752 €	52,9%			
Sud	12 850 m²	1 033 430 €	1 948 732 €	2028	EMS	918 164 €	47,1%	1 030 568 €	1 236 682 €	52,9%			
Parc Sud	12 579 m²	1 813 350 €	3 127 520 €	2028	EMS	1 473 562 €	47,1%	1 653 958 €	1 984 750 €	52,9%			
Port du Rhin - Total	50 211 m²	8 289 229 €	14 623 182 €			6 889 856 €	47,1%	7 733 326 €	9 279 991 €	52,9%			
Citadelle	80 371 m²	13 881 312 €	27 783 098 €			16 332 182 €	58,8%	11 450 916 €	13 741 099 €	41,2%			
Starlette	131 319 m²	16 704 635 €	37 328 627 €			14 385 209 €	38,5%	22 943 418 €	27 532 102 €	61,5%			
Coop	25 500 m²	5 352 304 €	9 220 471 €			7 521 497 €	81,6%	1 698 974 €	2 038 769 €	18,4%			
Port du Rhin	50 211 m²	8 289 229 €	14 623 182 €			6 889 856 €	47,1%	7 733 326 €	9 279 991 €	52,9%			
	287 401 m²	44 227 480 €	88 955 378 €			45 128 744 €	50,7%	43 826 634 €	52 591 961 €	49,3%			

VDS : Ville de Strasbourg, EMS : Eurométropole Strasbourg, SPL : SPL Deux-Rives

1.2.5 *Les équipements publics de superstructure au sein de la concession*

Le cout opération comprend :

- Le cout travaux
- Le cout des éventuels équipements et/ou mobilier tel que décrit dans les paragraphes suivants
- Le cout des différentes études / honoraires / AMO / aléas / frais divers
- Le cout du foncier décomposé comme suit :
    - Si l'équipement se situe sur un foncier SPL :
        - Si l'équipement est pris en charge par la SPL ou par l'EMS :
            - Cout du foncier nul
        - Si l'équipement est pris en charge par la VDS
            - Charge foncière de 190 € HT/m² sdp valeur 07/2016 indexable sur ICC, soit hypothèse retenue dans le présent programme des équipements publics 248 €/m² SDP
    - Si l'équipement se situe sur un foncier VDS / EMS :
        - Seuls d'éventuels frais de mise en état sanitaire seront imputés à l'opération. Les collectivités traiteront entre elles les régularisations foncières selon leurs compétences.
- Le cout d'une révision estimative de 2% / an
- La rémunération du MOA sur l'ensemble des couts précédemment cités (conformément au TCA, la rémunération MOA sera forfaitisé en phase AVP) :
    - Groupes Scolaires : 3,70%
    - Parkings : 5,70%
    - Passerelle Dusuzeau : 3,70%
    - Espace Egalité Phase 1 : 15 000 € HT
    - Espace Egalité Phase 2 / Salle Polyvalente : 5%
    - T'Rêve : 29 950 € HT
    - Médiathèque : 3,96%
    - Sanitaire CTS : 5 000 € HT
    - Maison de la petite enfance : 3,96%
    - Coop Culture : 897 952 € HT

La présente version du PEP ne modifie pas les couts des équipements suivants :

- Groupe Scolaire Citadelle
- Ecole maternelle Port du Rhin
- Maison de la Petite Enfance

Il conviendra donc de mettre à jour ces couts lors du lancement des opérations en prenant en compte les évolutions des couts de construction depuis les estimations financières initiales et les modifications programmatiques.

Equipement	Surface indicative (SDO)	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Groupe Scolaire Starlette	2 442 m²	6 959 700 €	11 155 735 €	2030	VDS	11 155 735 €	100%						
Groupe Scolaire Starlette - PV passif	2 442 m²	366 300 €	587 144 €	2030	VDS						587 144 €	704 573 €	100%
Groupe Scolaire Starlette - mobilier			641 162 €	2030	VDS						641 162 €	769 394 €	100%
Périscolaire y compris restauration	1 442 m²	4 326 000 €	7 824 482 €	2030	VDS						7 824 482 €	9 389 379 €	100%
Maternelle Port du Rhin	2 414 m²	5 173 307 €	6 776 178 €	2032	VDS	6 776 178 €	100%						
Périscolaire sans restauration	482 m²	1 084 000 €	1 514 829 €	2032	VDS						1 514 829 €	1 817 795 €	100%
Groupe Scolaire Citadelle	2 038 m²	4 580 000 €	5 999 043 €	2031	VDS	5 999 043 €	100%						
Périscolaire sans restauration	482 m²	1 170 000 €	1 627 475 €	2031							1 627 475 €	1 952 970 €	100%
Parking Starlette Sud	496 m²	7 197 256 €	9 084 747 €	2024	EMS	9 084 747 €	100%						
Parking Citadelle Sud	432 m²	5 985 739 €	6 992 522 €	2022	EMS	6 992 522 €	100%						
Parking Starlette Nord	604 m²	9 060 000 €	13 200 355 €	2032	EMS	13 200 355 €	100%						
Parking Coop	603 m²	8 270 000 €	10 308 006 €	2023	EMS	10 308 006 €	100%						
Passerelle Dusuzeau		10 071 520 €	12 326 273 €	2026	EMS	2 698 867 €	21,9%	9 627 406 €	11 552 887 €	78,1%			
Espace Egalité Phase 1	767 m²	156 355 €	211 953 €	2023	VDS						211 953 €	254 344 €	100%
Espace Egalité Phase 2 - Salle polyvalente	1 562 m²	1 290 242 €	1 917 169 €	2026	VDS						1 917 169 €	2 300 603 €	100%
T'Rêve	575 m²	326 936 €	416 003 €	2024	VDS						416 003 €	499 204 €	100%
Médiathèque	800 m²	3 332 000 €	3 929 539 €	2028	VDS						3 929 539 €	4 715 447 €	100%
Sanitaire CTS	5 m²	20 000 €	25 000 €	2028	EMS			25 000 €	30 000 €	100%			
Maison de la petite enfance - Citadelle	1 250 m²	3 445 920 €	4 910 000 €	2031	VDS						4 910 000 €	5 892 000 €	100%
Coop Culture	18 859 m²		25 422 633 €	2023	VDS	1 932 120 €	7,6%				23 490 513 €	28 188 616 €	92,4%
			1 053 551 €	2023	VDS						1 053 551 €	1 264 261 €	100%
						68 147 572 €		9 652 406 €	11 582 887 €		48 123 820 €	57 748 584 €	

1.3 Participations des collectivités aux équipements publics de la ZAC

Les participations des collectivités aux équipements publics sont fonction de leurs compétences respectives et/ou des demandes programmatiques spécifiques.

Ainsi, pour les équipements publics :

- Les groupes scolaires et écoles sont à la charge de la concession,
- Les périscolaires y compris restaurations, le mobilier, la plus-value pour la réalisation d'équipements passifs sont à la charge de la Ville de Strasbourg,
- Les parkings sont à la charge de la concession,
- La passerelle Dusuzeau est à la charge de l'EMS pour 78,1 % et de la concession pour 21,9 %,
- L'espace égalité phase 1, l'espace égalité phase 2 / salle polyvalente, la T'Rêve, la médiathèque, la maison de la petite enfance sont à la charge de la Ville de Strasbourg,
- Les sanitaires CTS sont à la charge de l'EMS,
- L'équipement Coop Culture et à la charge de la Ville de Strasbourg pour 92,4% ainsi que pour 100% des aménagements complémentaires, et à 7,6% à la charge de la concession.

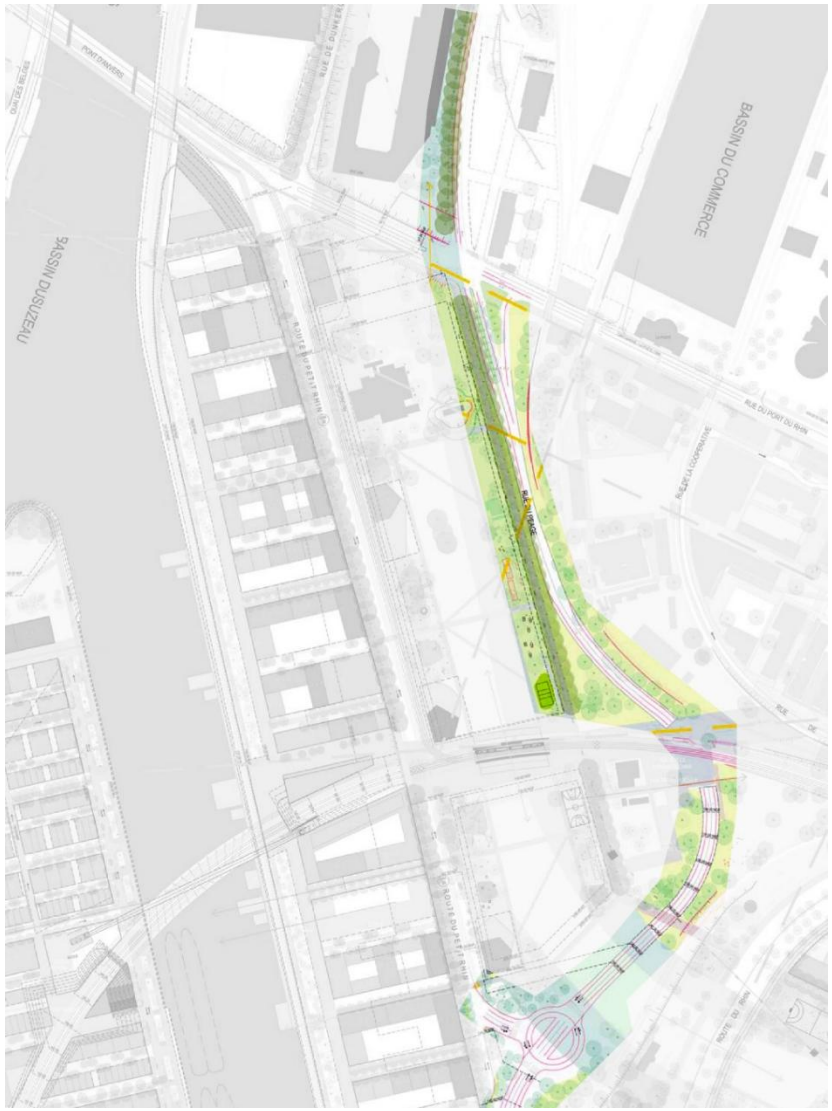
Concernant les espaces publics, la présente modification réorganise les travaux des espaces publics en secteurs géographiques et non plus en phases temporelles pour une meilleure organisation des remises en gestion et rétrocessions foncières. Ainsi, le taux de participation de l'EMS a été calculé en fonction du taux moyen quartier par quartier de participation validé dans l'avenant 4 du traité de concession. Ce taux a été majoré pour l'opération Starlette – Parc du Petit Rhin Phase 1 du fait de la demande de la collectivité de mettre en place des mesures conservatoires en vue d'une éventuelle prolongation de la ligne de tramway F. Les détails sont indiqués dans le tableau en annexe.

2 Descriptions

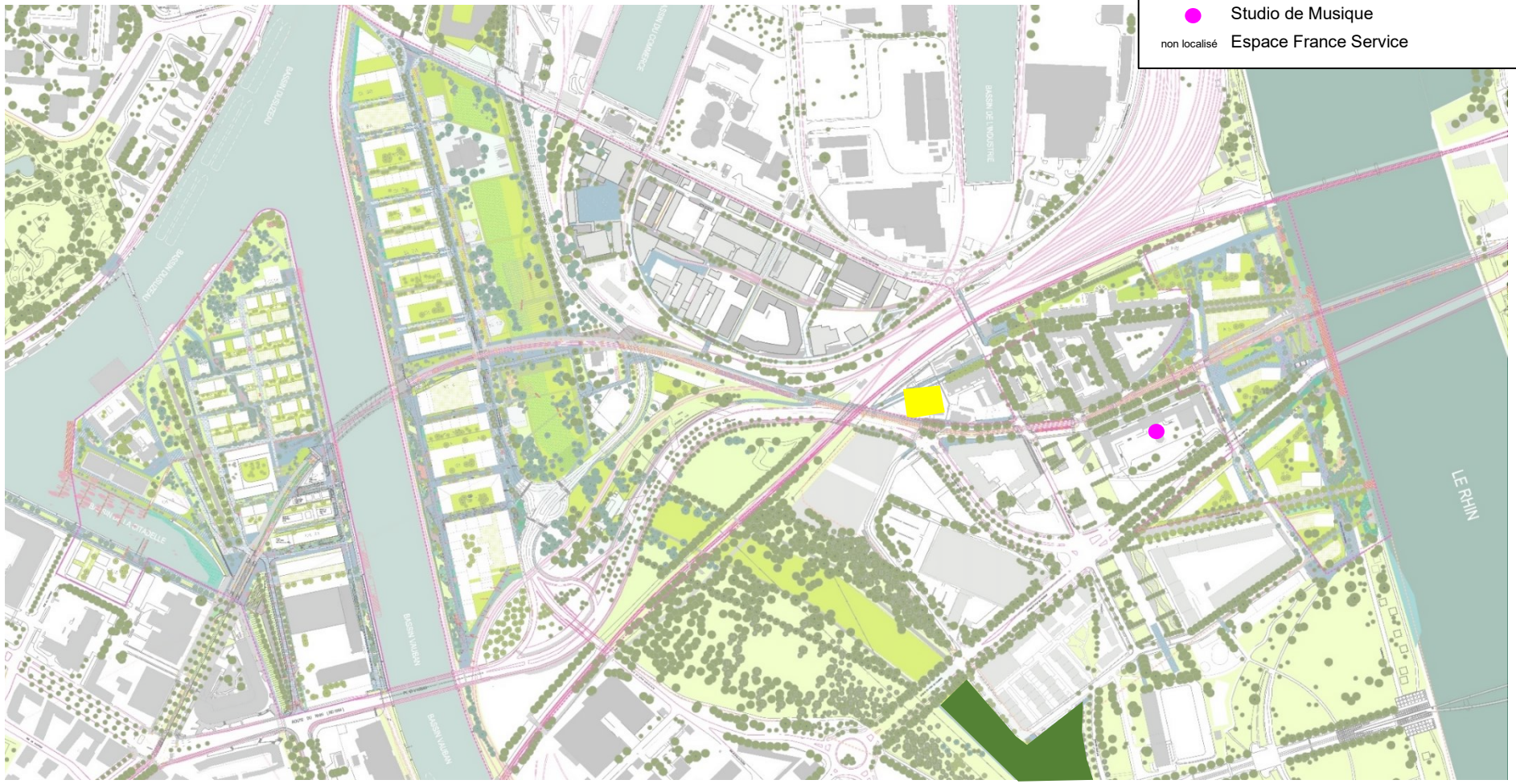
2.1 Les aménagements de la rue du Péage

Le projet de la nouvelle rue du Péage est porté par l'Eurométropole et répond à plusieurs objectifs urbains :

- maintenir la **fonctionnalité de la Liaison Inter-Ports**,
- s'inscrire dans **un profil et un paysage urbain qualitatif** en cohérence avec les aménagements prévus sur la ZAC Deux Rives,
- gérer une **relation fonctionnelle avec le tramway** qui passera au-dessus de la voirie,
- prendre en compte l'échelle humaine (piétons, cyclistes, habitants …) pour que cette voie ne soit pas perçue uniquement comme un axe de transit subi, mais comme **un élément urbain à part entière** (franchissements, lumières, bancs, usages…),
- La future rue du Péage, d'une longueur d'environ 800 m reliera la rue de Lübeck, au nord, à la rue du Rhin Napoléon, au sud, à la hauteur de l'ouvrage de franchissement des voies ferrées. L'aménagement paysager aura pour fonction de minimiser l'impact de la circulation tout en contribuant à intégrer cette infrastructure dans son futur environnement, dans l'esprit d'un boulevard urbain paysager.



2.2 Les équipements de superstructure prévus par la Ville de Strasbourg



Les équipements publics listés ci-après sont portés par la Ville de Strasbourg et sont intégrés au projet urbain d'ensemble :

2.2.1 *Antennes CSC/CMS*

Du fait du nouveau bassin de population créé par la réalisation de la ZAC, les services de la Direction de la Solidarité, de la Santé et de la Jeunesse ont évalué un besoin d'implantation d'antennes CSC (centre sociaux-culturels) et/ou PMI/CMS (centre médicaux-sociaux).
En effet, l'arrivée de nouveaux habitant-e-s à terme, et notamment une population jeune, va entraîner des besoins en matière périscolaire, qui pourraient nécessiter que des rez-de-chaussée d'opérations immobilières soient réservés à des antennes de CSC.
De plus, en raison du profil démographique des futurs arrivant-e-s sur le territoire – des ménages plutôt jeunes et probables parents - la place de la PMI (protection maternelle et infantile) sera particulièrement importante (consultation de nourrissons notamment, mais aussi pesées et suivi de situations particulières, vaccinations...).
Par ailleurs le taux de logements sociaux ou à accession sociale (30%), sans préjuger de la situation des occupant-e-s, entrainera probablement une demande croissante d'interventions sociales liées au maintien dans le logement, mais aussi un besoin en suivi d'insertion (RSA, accès à l'emploi, problèmes de garde ou de formation...).
Les antennes CSC/CMS dont les programmes et implantations restent à définir sont donc inscrits aux équipements prévus par la Ville de Strasbourg.

2.2.2 *Gymnase*

Un gymnase est prévu sur le territoire en lien avec la programmation d'un collège franco-allemand à proximité. Cette structure pourra être mutualisée avec les besoins des groupes scolaires et des habitants de la ZAC.

2.2.3 *Plaine des sports*

Ce projet vise à créer un espace extérieur multisports. Il doit permettre d'en enrichir les usages sportifs et de le rendre plus inclusif et équitable.
Un programme a été défini avec les services de l'Eurométropole et le projet d'équipement a fait l'objet d'études préalables avec l'agence TER, en lien avec les services de l'Eurométropole. Il prévoit un préau couvert avec terrains de volley et basket, une potence de boxe, une aire enherbée pour la pratique du football, une estrade de danse, des tables de ping-pong, une boîte à jeu et des vestiaires.

2.2.4 *Skate-park*

Ces projets visent à enrichir les usages et développer les activités sportives dans le périmètre de la ZAC. L'implantation de ces activités n'étant pas encore stabilisé, ils ne figurent pas sur la carte des équipements, il est toutefois prévu de les disposer afin d'agrémenter les espaces publics réalisés (sur le parc de la Citadelle, aux abords des Rives du Rhin, dans le Parc du Petit Rhin…) pour répondre aux besoins de tous les habitants.

2.2.5 *Studio de musique*

Un espace permettant les pratiques artistiques amateurs (studio de musique) s'implanteront en proximité immédiate du quartier prioritaire du Port du Rhin. Afin de mutualiser les équipements publics de la Ville de Strasbourg, ce projet trouvera sa place lors de la réhabilitation du l'école du Rhin, dont le transfert des classes de maternelles à la nouvelle école en bordure du Jardin des Deux Rives permettra de libérer les espaces nécessaires à l'implantation d'un espace de pratiques artistiques libres.

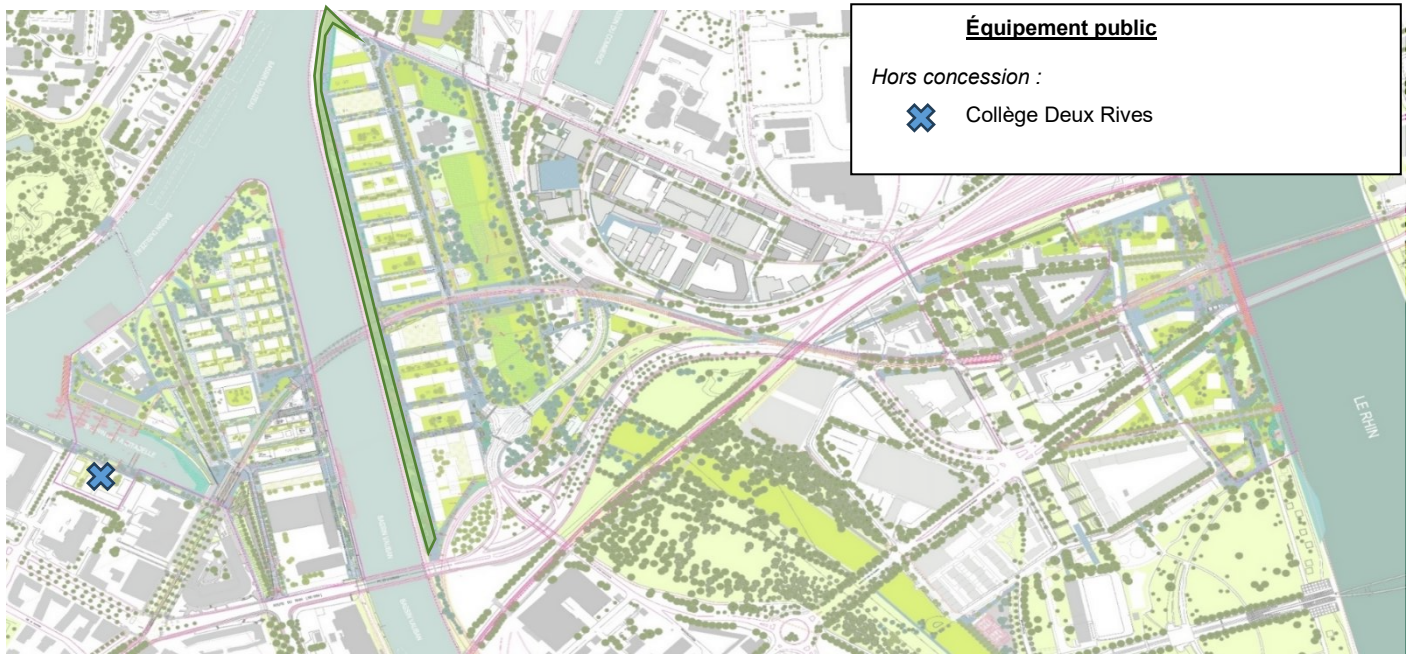
2.2.6 *Espace France Service*

Pour compléter l'offre du services publics du quartier du Port du Rhin, l'implantation d'un espace France Service est envisagé. Son implantation définitive reste à valider.

Pour l'ensemble de ces équipements, et afin de satisfaire à l'article R 311-7 du Code de l'Urbanisme, le dossier de réalisation de ZAC comprend le projet de programme des équipements publics à réaliser sur le territoire, ainsi que les équipements dont la maîtrise d'ouvrage et le financement incombent normalement à d'autres collectivités ou établissement publics. Le dossier comprend les pièces faisant état de l'accord entre la Ville de Strasbourg, l'Eurométropole et la SPL Deux-Rives sur le principe de réalisation de ces équipements, les modalités de leur incorporation dans leur patrimoine et, le cas échéant, leur participation au financement via la délibération de la Ville de Strasbourg du 31 janvier 2022 inscrivant l'ensemble des équipements au plan pluriannuel d'investissement.

2.3 L'équipement de superstructure prévu par la Collectivité Européenne d'Alsace

L'équipements public ci-après est porté par la Collectivité Européenne d'Alsace et est intégré au projet urbain d'ensemble dans le cadre de la présente modification :



Dans le cadre de l'opération d'aménagement des Deux Rives et de l'évolution démographique afférente à la création de nouveaux logements, la Collectivité Européenne d'Alsace, la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole de Strasbourg en partenariat avec la SPL Deux Rives, aménageur de la ZAC des Deux Rives, ont travaillé depuis 2019 sur l'implantation d'un nouveau collège dans le périmètre de la ZAC des Deux Rives.

Il ressort des différentes études préalables que l'établissement à construire devra permettre l'accueil de 600 élèves et aura une vocation franco-allemande. Les besoins identifiés en termes de foncier sont de l'ordre de 5 000 m² à 6 000 m² pour le développement d'une surface de plancher de l'ordre de 6 000 m².

2.4 Les équipements d'infrastructure (espaces publics) inclus à la concession

La structure urbaine de la ZAC Deux-Rives s'appuie sur le socle géographique préexistant. Les quartiers sont implantés sur les anciennes îles alluviales. Les anciens bras du Rhin dessinent un réseau d'espaces publics structurants. À l'échelle de la métropole strasbourgeoise, ce maillage permet d'instaurer un connecteur écologique efficace entre la Forêt de Neuhof et la Forêt de la Robertsau.

2.4.1 *S'appuyer sur le socle géographique préexistant*



Les digues

Les digues des infrastructures marquent le paysage du port par leur orientation nord-sud. Les doubles alignements d'arbres (tilleuls, peupliers, ormes) sont préservés ou replantés si nécessaire. Par leur position surélevée par rapport à la ville, les digues offrent un point de vue privilégié sur le territoire des Deux-Rives. La régularité des plantations cadre les vues et amplifie la présence de la digue.



Les allées

Les allées sont organisées perpendiculairement aux rives et guident le visiteur jusqu'à l'eau. Largement plantées et préservées de la circulation automobile, elles offrent aux habitants des espaces de proximité appropriables et au contact direct des logements. Les essences sélectionnées sont choisies pour la légèreté des feuillages. Le dégagement des branches basses permet de maintenir les vues sur les rives. Des haies arbustives assurent la transition entre espace public et espace privé.

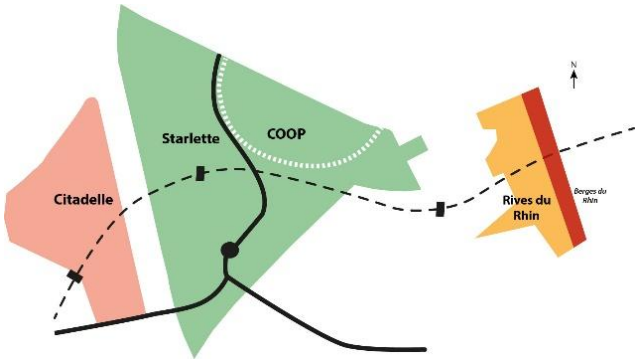
Les rives

Les rives accompagnent les anciens bras du Rhin. Le long du Rhin canalisé, du bassin Vauban ou de l'ancien lit du Petit Rhin, elles se déclinent en fonction des spécificités des quartiers. Une végétation hygrophile se développe librement (port libre, cépées). Les espèces endogènes sont favorisées pour reconstituer un écosystème proche des ripisylves du Rhin.

2.4.2 *Les espaces publics structurants*

L'aménagement des berges du Rhin

L'aménagement des berges du Rhin est le prolongement logique du Jardin des Deux-Rives. D'une largeur de 60 mètres il permet d'articuler les nouveaux développements urbains avec le fleuve. Une succession de « plages » inondables proposent une nature accessible aux habitants. Cet aménagement contribue à la gestion des eaux pluviales du quartier à ciel ouvert et amplifie la biodiversité caractéristique des berges. Entre le pont de l'Europe et le pont du tram, un vaste belvédère donne à voir le fleuve et absorbe les dénivellations des infrastructures.

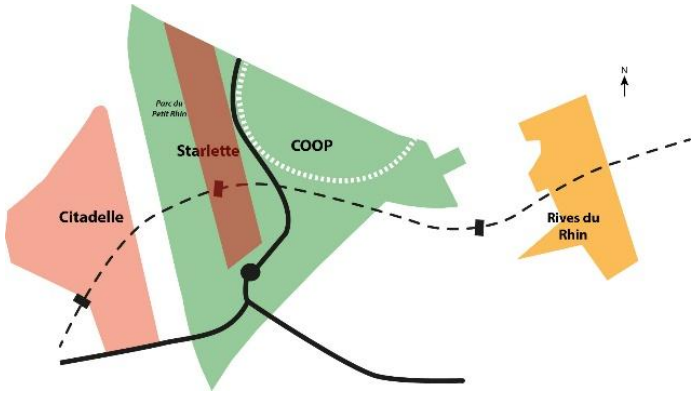


L'aménagement du petit Rhin

Implanté en lieu et place de l'ancien canal du Petit Rhin, cet aménagement tire parti d'un sol instable et difficilement valorisable. La végétation endémique se développe à l'image des rieds alsaciens.

Le caractère sauvage de cette pièce de nature est préservé par une gestion extensive. Des espaces récréatifs et sportifs contribuent par leur programmation à son activation.





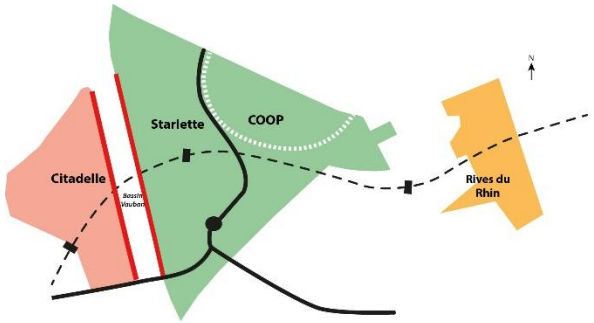
Les quais du bassin Vauban

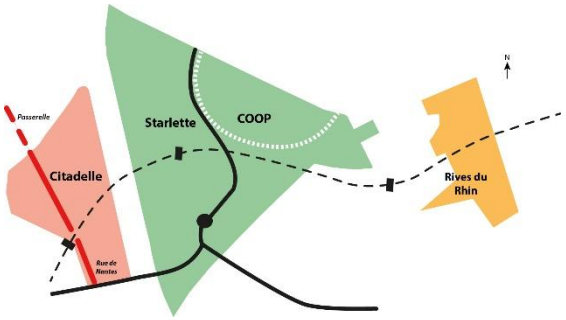
Les quais de Citadelle et de Starlette se font face de part et d'autre du Bassin Vauban. Côté Citadelle, un quai planté polyvalent de 20 mètres de large sert de dégagement en contrepoint à la domesticité des allées. Côté Starlette, un parc linéaire bordé d'une terrasse se déploie tout le long du quartier. Les murs perrés du bassin sont conservés en l'état sans être impactés par le projet et les possibilités de mise en avant d'un rapport à l'eau par l'aménagement de pontons et/ou d'équipements permettant d'approcher les bassins seront réalisés sur la presque Citadelle

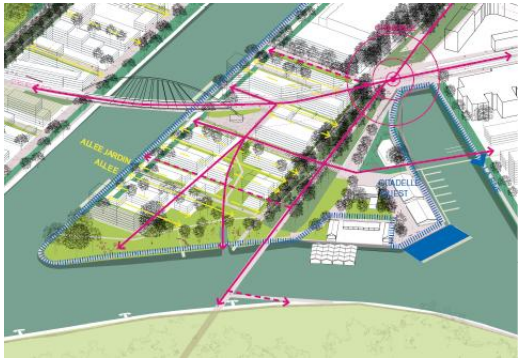


La digue de la route de Nantes et la passerelle Dusuzeau

Trait d'union entre le quartier Esplanade et quartier du Neudorf, la digue de la route de Nantes et la passerelle Dusuzeau restituent une continuité urbaine altérée à la suite de la destruction du pont Tarade. La continuité des itinéraires piétons et cyclables est assurée afin de renforcer le maillage des modes doux à l'échelle de l'agglomération. Les alignements de tilleuls existants sont préservés.



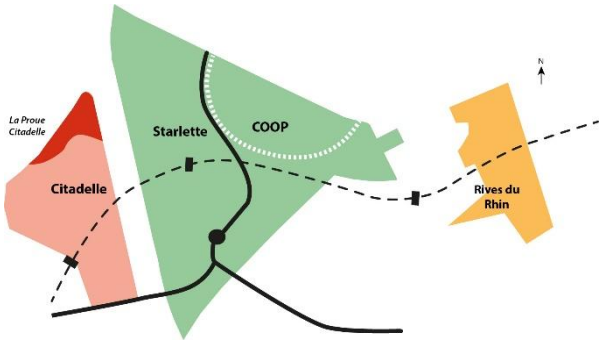




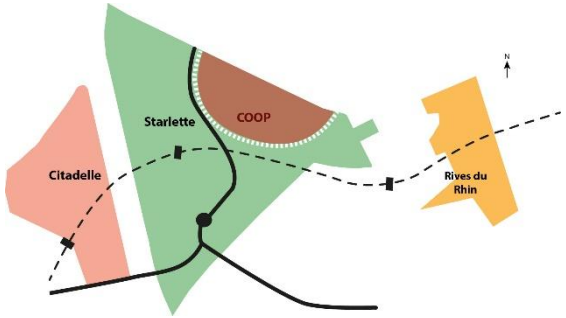
La proue/pointe Citadelle

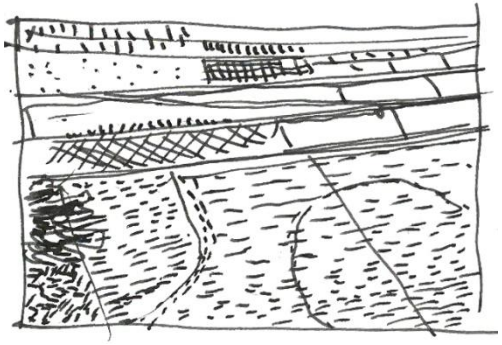
En vis-à-vis du parc de la Citadelle, cette rive se connecte à la digue de Nantes et au site planté de Citadelle Ouest pour former un grand parc dans le quartier largement planté et au contact direct des logements. Le caractère exceptionnel de la proue, à la confluence de deux bassins majeurs du port en fait un lieu singulier en retrait par rapport à la ville.





Les aménagements de la COOP



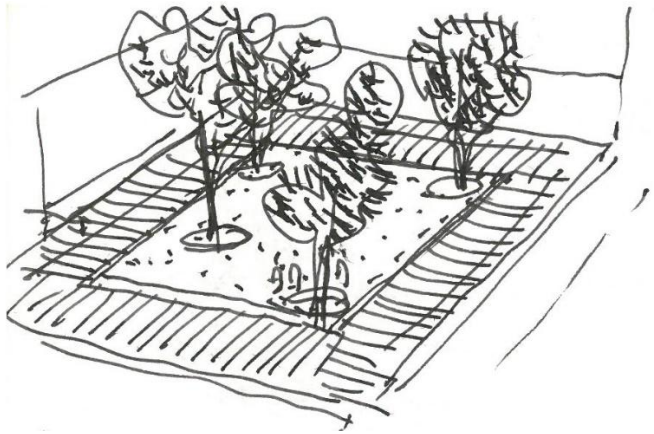


L'existant est le point de départ du projet et c'est à partir de ce qui est là que se dessinent les aménagements. Les sols existants restaurés et amendés, à partir des pavés un arlequin de textures de matières est composé. Les niveaux sont respectés.

Un réseau de rues, d'allées, de places, de passages et de cours accompagne la géométrie des bâtiments. Ce ne sont pas seulement des lieux où l'on passe mais où il se passe quelque chose. On favorise la flexibilité des usages. Les modes doux y sont privilégiés.

Des jardins partagés accompagnent la liaison entre le port sud et nord, le long de la rue du péage pour former le croissant des jardins. Aux abords des bâtiments des jardins de proximité sont aménagés, cours-jardins, petits squares, ils constituent des salons de plein-air. Lieux de détente et d'activités extérieures.



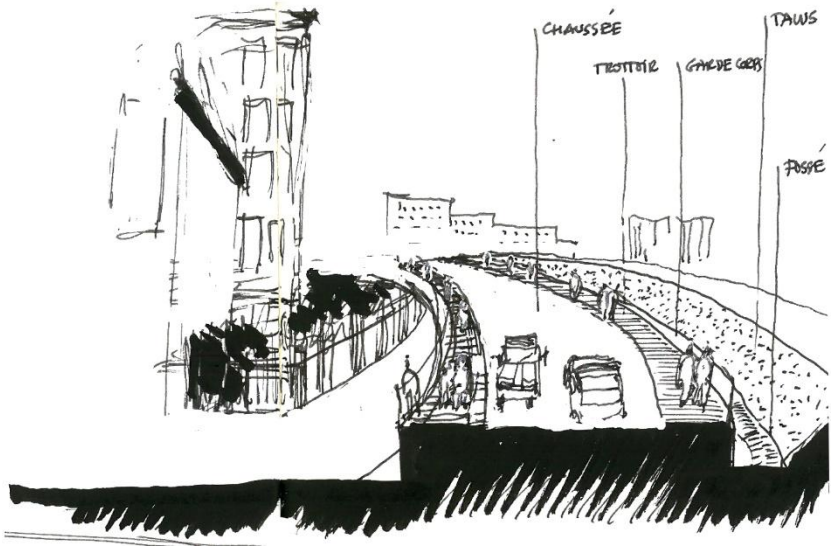




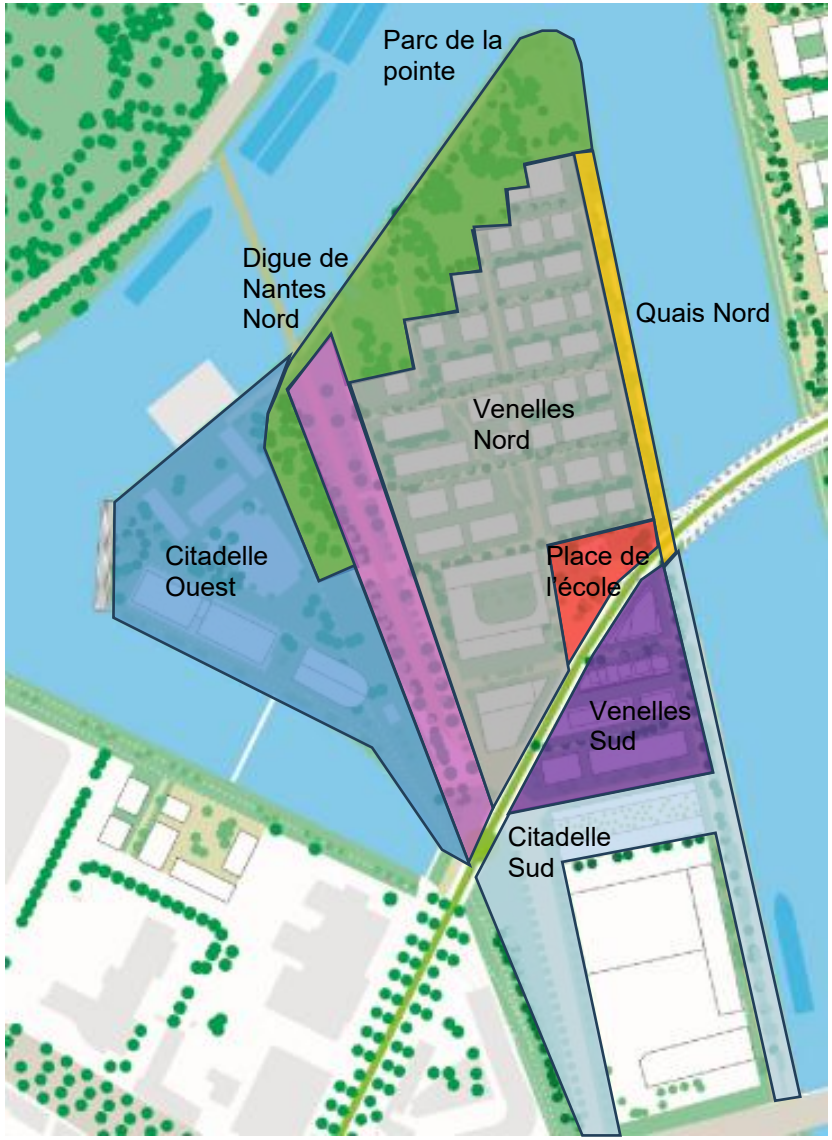
Les arbres existants sont préservés, de nouveaux sujets sont plantés. Arbres isolés ou bosquets, ils dessinent un paysage naturaliste.

L'éclairage est réalisé à partir des bâtiments et en particulier en utilisant les auvents et les avancées dans l'esprit des seuils vivants.

L'anneau de la COOP forme une boucle de circulation automobile de desserte depuis un point d'entrée et de sortie situé au centre de la rue du Port du Rhin en prolongement de la rue de la Minoterie et complété par un point d'accès à l'extrémité est de la rue du Port du Rhin. Cette boucle établie parallèlement à la rue du Port du Rhin, épouse la courbure de la rue de la Coopérative. Pour créer une liaison de plain-pied avec la station de tramway « StarCoop », le niveau de la rue de la Coopérative est légèrement relevé.



2.4.3 *Plan de sectorisation Citadelle*



2.4.4 *Plan de sectorisation Starlette*



2.4.5 *Plan de sectorisation Coop*

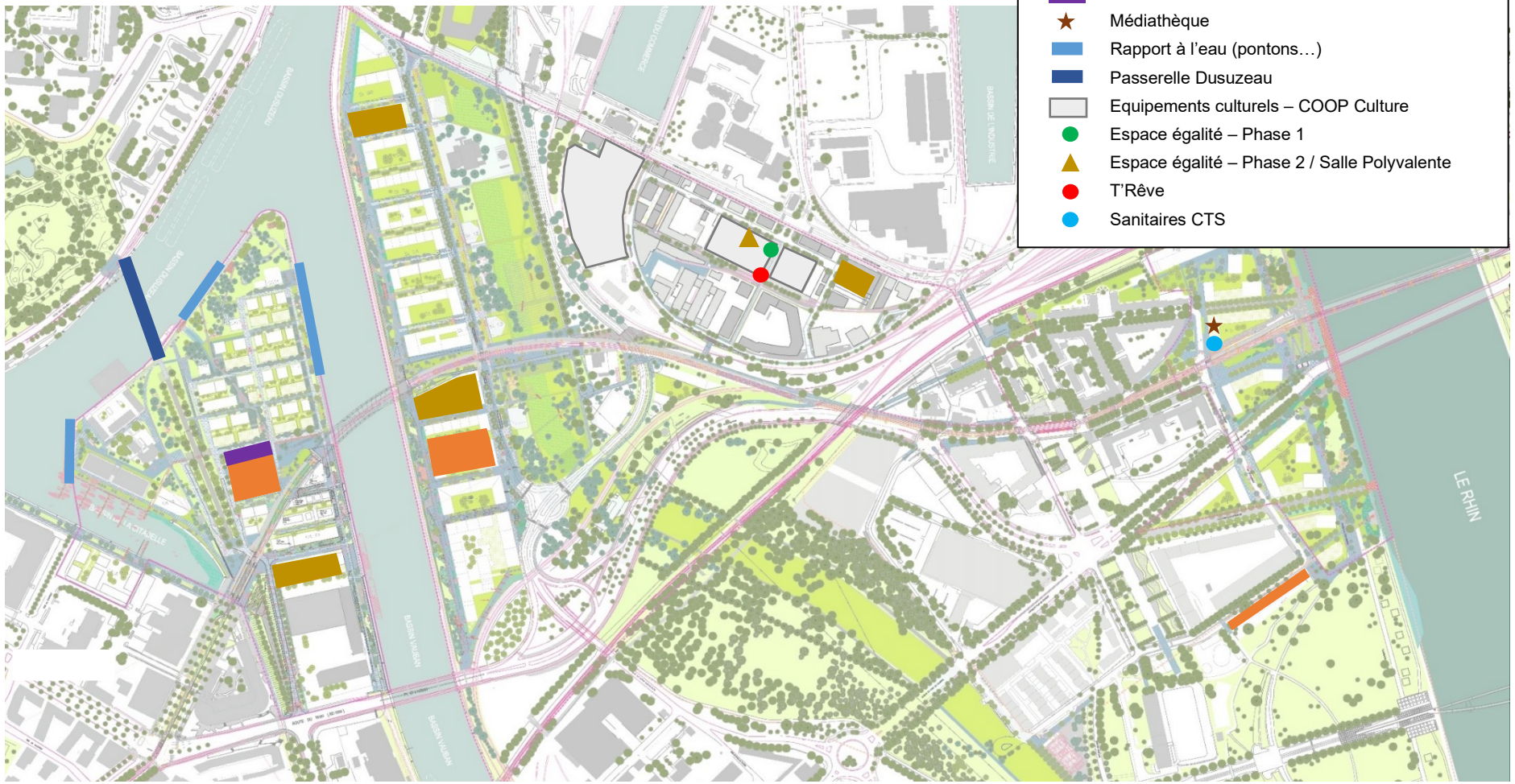


2.4.6 *Plan de sectorisation Port du Rhin*



NB : le ponton du secteur « Ponton » a été supprimé. Un aménagement sera travaillé lors de la réalisation du nouveau pont de l'Europe permettant un accès entre les parcs nord et sud en bordure du Rhin.

2.5 Les équipements publics de superstructure inclus à la concession



2.5.1 *Ecoles*

Les besoins scolaires ont été évalués à 27 classes en maternelle ou primaire pour l'ensemble du programme de la ZAC. Les classes seront ventilées en trois groupes scolaires :

- Un groupe scolaire de 12 classes (7 classes de primaire et 5 classes de maternelle) implanté sur le secteur sud de Starlette,
  Construction passive, mobilier, cuisine, logement RTS sont intégrés à l'estimation financière du PEP.
- Une école maternelle de 7 classes implantée en dehors du périmètre de la ZAC en lisière du Jardin des Deux Rives. La construction de cette école aura pour effet une réorganisation des classes sur le secteur Rives du Rhin, notamment un transfert des classes de maternelle de l'actuel groupe scolaire du Port du Rhin vers l'équipement construit par la SPL Deux-Rives. Le groupe scolaire du Port du Rhin conservera quant à lui les besoins liés aux classes de primaire.
  Construction passive, mobilier, cuisine, logement RTS ne sont pas intégrés à l'estimation financière du PEP.
- Un groupe scolaire de 8 classes (5 classes de primaire et 3 classes de maternelle) implanté au cœur du secteur Citadelle en lien avec le tramway et la place de la pile.
  Construction passive, mobilier, cuisine, logement RTS ne sont pas intégrés à l'estimation financière du PEP.

2.5.2 *Parkings*

Pour répondre à la politique de stationnement innovante et volontaire voulue pour la ZAC Deux-Rives, quatre parkings silos publics seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la SPL Deux Rives et implantés au sein des secteurs Citadelle, Starlette et COOP.
Ces parkings silos répondent à un besoin expertisé, en cohérence avec le Programme des Équipements Publics et le Programme Global des Construction de la ZAC, de 2 286 places réalisées.
Leurs implantations ont été étudiées pour répondre à la fois :

- A la volonté affichée d'une circulation apaisée et limitée au sein de ces secteurs,
- Au confort d'usage pour les habitants,
- A l'opportunité de pouvoir associer à ces ouvrages divers services aux habitants, tels que des commerces de proximité, des services de conciergerie…

2.5.3 *Périscolaires*

Chaque établissement scolaire sur la ZAC Deux-Rives bénéficiera d'une superficie supplémentaire pour la création des espaces dédiés aux besoins périscolaires dans l'établissement. Ces surfaces correspondent à la réalisation des espaces d'accueil, de bureaux associés au périscolaire et l'ensemble des équipements de restauration. En complément, mutualisées avec les besoins des écoles, sont prévues deux salles d'activités et une salle d'évolution y compris ses locaux annexes.

Les surfaces dédiées sont les suivantes :

- Groupe scolaire Starlette : 1 442 m²
- Ecole maternelle du Rhin : forfait de 482 m² à ajuster au lancement de l'opération selon les hypothèses de l'avenant 4
- Groupe scolaire Citadelle : forfait de 482 m² à ajuster au lancement de l'opération selon les hypothèses de l'avenant 4

Les périscolaires sont intégralement financés par une participation de la Ville de Strasbourg au bilan d'aménagement et sont inscrits dans le programme des équipements publics au titre de la concession.

Les écoles et les espaces de périscolaire étant imbriqués à chaque fois dans une même opération, il est convenu avec la Ville de Strasbourg et l'Eurométropole que ces équipements seront intégralement remis en ouvrage, et donc intégrés au patrimoine de la Ville de Strasbourg via une convention tripartite entre l'Eurométropole de Strasbourg, la Ville de Strasbourg et la SPL Deux-Rives.

2.5.4 *Maison de la Petite enfance*

À l'échelle du territoire, les besoins en maisons de la petite enfance (MPE) ont été évalués au nombre de deux, avec une capacité de 60 berceaux par établissement. Une première maison de la petite enfance est prévue sur le quartier Citadelle. Celle-ci sera imbriquée avec le groupe scolaire. Une réserve foncière est également prévue sur Starlette (îlot ST6c) pour une seconde maison de la petite enfance à terme.
Tout comme le périscolaire, cet équipement sera intégralement financé par une participation de la Ville de Strasbourg au bilan d'aménagement et sera inscrit dans le programme des équipements publics au titre de la concession.

2.5.5 *L'Espace égalité – Phase 1*

Afin de permettre l'activation du bâtiment de la Cave à Vins et de répondre aux besoins de relocalisation de l'Espace Égalité au sein du patrimoine de la Ville de Strasbourg, la SPL Deux Rives aménagera une partie de la Salle Hypostyle (RdC de la Cave à Vins). Ces aménagements permettront de répondre au programme transmis par la Collectivité. Des travaux de cloisonnement, d'adaptation des équipements électriques / SSI / fluide et de finition (peinture / menuiserie) sont à prévoir. Les opérations de déménagement et réaménagement des équipements de scénographie restent à la charge des équipes gestionnaires de l'Espace Égalité.

2.5.6 *L'Espace Egalité – Phase 2 / La salle polyvalente*

Le bâtiment de la Cave à Vins a été réhabilité en 2022 dans le cadre du projet d'aménagement de la ZAC Deux-Rives.
La salle hypostyle, d'environ 1 500 m², située au rez-de-chaussée du bâtiment, a été désignée pour accueillir l'espace égalité et une salle polyvalente de quartier.
L'espace égalité accueillera des visiteurs en semaine tout au long de l'année, avec un public essentiellement composé de scolaires mais aussi des professionnels de manière ponctuelle.
La salle polyvalente sera à destination de la vie du quartier, elle devra ainsi rendre possible l'organisation des activités des associations mais aussi d'évènements pour les habitants. Elle sera dimensionnée pour 150 personnes dans une configuration « assis » et 300 personnes dans une configuration « debout ».

2.5.7 *La T'Rêve*

Cet équipement est actuellement situé dans l'ancien foyer Saint Joseph à Koenigshoffen. Il est aujourd'hui utilisé comme accueil de jour pour les personnes en situation de vulnérabilité et propose un accompagnement social, des casiers, des lieux de repos et des sanitaires. Il nécessite toutefois des travaux importants de réhabilitation dont un incendie a rendu leur réalisation plus urgente. Au regard de ces éléments, la Ville de Strasbourg a souhaité trouver un site transitoire afin d'organiser une continuité d'accueil impérative. La Ville de Strasbourg s'étant porté acquéreur du volume dit de la « petite salle » au sein du bâtiment de la cave à vins en 2023 et sa programmation définitive étant en cours d'élaboration, la collectivité a choisi d'installer la T'Rêve dans cet espace.
Les nouveaux locaux de la T'Rêve se veulent accueillants, rassurants « comme à la maison ». Il s'agit de développer un espace de répit de jour où l'on peut être à la fois isolé mais dans le collectif. Les personnes migrantes y trouveront ainsi repos, convivialité, conseils et services.
Il s'agit donc de créer un lieu fédérateur, respectueux des trajectoires de vie de chacun, développant plusieurs typologies d'espaces : Accueil, Convivialité, salon – détente, salles de repos, espaces d'animation et services (bagagerie, douches, buanderie)
L'accès sera contrôlé par du personnel et les concepteurs veilleront à permettre la relation la plus harmonieuse possible avec les riverains : intimité, réduction des co-visibilités… également pour les espaces extérieurs.

2.5.8 *Les sanitaires du réseau de transport urbain*

Dans le cadre du fonctionnement du réseau urbain de la métropole, l'exploitant du réseau de transport urbain (CTS) S a exprimé le besoin de créer un local sanitaire au droit du terminus partiel de la ligne D au port du Rhin. Il est ainsi proposé d'intégrer ce local dans le bâtiment dit « Ri6 ». Ce local de 4 m² sera rétrocédé à l'EMS qui le mettra à disposition de l'exploitant selon des modalités à convenir entre les deux parties.

2.5.9 *La médiathèque*

Une médiathèque de quartier viendra compléter les équipements publics du Port du Rhin. Cette médiathèque sera située au RDC de l'opération Ri6 en proximité immédiate de l'école du Rhin et avec une visibilité forte depuis le tram et la rue Jean-Monnet. Elle devra avoir une surface d'environ 800 m². Le mobilier devra être prévu dans le cadre de la concession. Les collections seront à la charge de la collectivité.

2.5.10 *Passerelle « Dusuzeau »*

Élément fort de lien avec le parc de la Citadelle et le centre-ville de Strasbourg (trottoir sud du quai des Belges), cette passerelle uniquement dédiée aux modes doux restitue une continuité urbaine altérée à la suite de la destruction du pont Tarade. Cette continuité des itinéraires piétons et cyclables participe au renforcement du réseau modes doux à l'échelle de toute l'Eurométropole.

L'accès quai des Belges pourra être réaménagé tout en permettant la bonne liaison avec les continuités piétonnes et cycles le long de l'eau. La passerelle doit être conçue comme un grand belvédère. Celle-ci doit mener à l'entrée du Parc de la Citadelle.
La mise en place et la passerelle ne devra pas porter atteinte au maintien des arbres présents sur site.
La rampe devra se situer à 5 m maximum du quai des Belges. Un élément particulier devra être mise en œuvre afin d'occulter le dessous de la rampe à partir des 2.75 m praticable.
Sur 171 m de long, la passerelle « modes actifs » devra s'inscrire dans le vocabulaire portuaire et strasbourgeois. Sur 6 m de large, cycles et piétons pourront relier la station de tram Citadelle et le Parc de la Citadelle directement.



2.5.11 *Le projet d'équipement culturel du secteur COOP*

Au sein du projet d'aménagement des Deux-Rives, le site de l'ancien siège des Coopérateurs d'Alsace bénéficie d'un attachement fort des Strasbourgeois de par son histoire et sa symbolique.

Ce site exceptionnel a vocation à être le creuset d'une nouvelle approche de la cité, inspirée par l'esprit coopératif, développant de nouvelles mixités entre cultures, vie sociale et économies, où innovation, création et esprit d'initiatives permettent de tester et d'inventer de nouveaux modes de vivre et d'entreprendre. Les activités qui y seront développées s'appuieront sur des initiatives créatives, caractérisées par le décloisonnement des approches et pratiques. La fertilisation croisée de talents issus des champs de l'art, de la culture et de l'économie, notamment créative, sociale et solidaire, y sera recherchée.

Par la délibération du conseil municipal en date du 27 juin 2016, la Ville de Strasbourg, en lien avec l'Eurométropole Strasbourg et la SPL Deux-Rives, a souhaité garantir les conditions de la préservation patrimoniale des lieux, assurer les conditions d'émergences de projets novateurs, privés comme publics, ouvrir un espace d'investissement de la ville par ses habitants et ses acteurs.

Cette ambition se traduit par la réalisation d'un grand équipement public multisite à vocation culturelle sur le secteur de la COOP. Ce programme d'équipement public portera sur l'accueil des activités suivantes.

Sur le lieu-dit de « la virgule »

À l'ouest du site, face à la Capitainerie, se situaient les anciens garages et ateliers de la Coopé. Ils composent, avec les ateliers du Port Autonome de Strasbourg au Sud, la forme caractéristique de « virgule ».
Les bâtiments et la vaste cour centrale offrent des espaces privilégiés pour une appropriation artistique et créative des lieux.



C'est sur ce site que la Ville de Strasbourg et la SPL Deux-Rives visent à consolider un lieu de vie et d'échanges structurants du site COOP, tirant parti de la configuration des espaces extérieurs et des qualités des bâtiments existants, tout en développant une relation forte avec les autres acteurs et espaces du projet (ex : espaces polyvalents de la cave à vins, acteurs du projets kaléidoscoop, futurs acteurs du site et habitants ou travailleurs du quartier des deux-rives/Port du Rhin, etc).

La réhabilitation des bâtiments existants permettra d'accueillir :

- Des ateliers individuels ou collectifs pour la pratique artistique,
- Des lieux de travail pour les métiers de la création au sens large, tels que des ateliers de fabrication, de production (par exemple atelier bois, sérigraphie, atelier numérique 3D), de montage ou d'assemblage, d'espaces de stockage,
- Des espaces mutualisés, faisant appel à un esprit de partage et de coopération entre occupants, seront privilégiés.

À l'issue de l'Appel à Manifestation d'Intérêt porté par la Ville de Strasbourg, trois collectifs ont été retenus, au lieu de deux initialement prévus. Les échanges avec ces derniers ont mis au jour des besoins de surface complémentaire pour permettre un bon fonctionnement du site. Cela a conduit à la réalisation d'une extension bâti de 255 m².

Dans le bâtiment dit de « la Cave à vins »

La transformation de la Cave à Vins permettra la création d'espaces polyvalents permettant l'accueil d'événements culturels et économiques, de types : concerts, festivals et festivités, expositions, installations et performances, salons et autres manifestations ouvertes au public.



Ainsi que les espaces de convivialité concourant au bon fonctionnement de ces types d'événements, tel que par exemple des espaces permettant le développement d'offres diversifiées de restauration.

Ce programme d'équipement public porte sur environ 65% de la surface du bâti. Les espaces restants seront dédiés à l'accueil d'activités à vocation économique (ateliers de travail, espaces de réunion…).

Dans la perspective de lancer un Appel à projet en vue du choix d'un ou plusieurs porteurs de projets à l'été 2019, une étude sectorielle mandatée par la SPL Deux Rives a fait valoir que les investissements à la charge du futur exploitant estimés à un montant de 4 M€ tendraient à restreindre fortement le nombre de candidats susceptibles de répondre à l'appel à manifestation d'intérêt au vu des capacités financières des opérateurs du secteur.

Dans ce contexte, il est proposé que la Ville préfinance le coût de ces aménagements intérieurs nécessaires à l'exploitation future du site par le versement d'un complément de participation à verser à la SPL et qu'après remise de l'équipement culturel à la Ville de Strasbourg, cette dernière mette en place un montage lui permettant d'amortir les investissements préfinancés par une redevance ajustée à la charge du ou des futurs exploitants.

Dans le bâtiment dit de « l'Union Sociale »

Le bâtiment de l'Union Sociale accueillera le Centre d'études et de conservation des collections des musées de Strasbourg. Ce programme a pour objet de créer des espaces dédiés à l'étude, la restauration et la conservation des collections des musées de Strasbourg. Ces espaces comporteront également une dimension de médiation et de valorisation des métiers y concourant et s'articulant avec la vocation créative du projet d'ensemble de la Coop.



Il s'agit d'un outil fonctionnel de centralisation des réserves, présentant des conditions de conservation différenciées par typologie de collections ainsi que des espaces dédiés aux traitements, à la gestion et à l'étude scientifique des œuvres.

La création de cet équipement est également l'opportunité de regrouper les fonctions liées à l'activité des musées comme la régie technique (ateliers technique et de maintenance) et l'accueil du public pour des activités pédagogiques et de médiation ponctuelle.

Une approche sobre et inventive de la rénovation du site

Pour mener à bien les réhabilitations de ce site, l'agence Alexandre CHEMETOFF, maître d'œuvre du site, propose alors une méthode sobre de rénovation. Trois principes guident cette démarche de projet pour la transformation et l'adaptation à de nouvelles fonctions : la primauté de l'existant, le « à partir de », le réemploi. Alexandre CHEMETOFF définit ces trois notions de la manière suivante :

*« **La primauté de l'existant**. L'adaptation des contraintes et des programmes à l'état des lieux. C'est l'existant qui prime à la fois pour des raisons techniques, budgétaires et esthétiques. Entre deux solutions, c'est celle qui s'appuie le mieux sur l'état des lieux qui sera préférée.*

***« A partir de »**. À toutes les échelles du projet on travaille à partir de quelque chose, s'appuyant sur l'existant. À partir de la COOP, mais aussi à partir du quai à redent, à partir des baies existantes,… Ce qui introduit l'idée de rendez visibles les traces de la transformation.*

***Le réemploi**. On cherchera à réutiliser des solutions adoptées sur le site pour traiter tel ou tel détails comme par exemple la manière de construire des cloisons entre des poteaux de la structure champignon, ou le réemploi de matériaux comme les volets bois […] ou bien les dalles de béton de protection d'étanchéité des toits-terrasses. »*

Le succès de cette réhabilitation, permettant de traiter de manière efficace et rapide une large partie des bâtiments, est assuré par la réalisation d'un programme frugal de travaux, se concentrant sur un traitement à minima des éléments nécessaires à la sauvegarde du site : traitement des façades, étanchéité, menuiserie, colonnes techniques principales… Dans ce contexte, les travaux d'aménagement intérieur de second œuvre, de type cloisonnement, éclairage intérieur, équipement spécifiques…, seront à la charge des futurs utilisateurs une fois leurs projets connus.

Espace	Surface indicative	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Citadelle													
Citadelle Sud	15 137 m²	2 372 206 €	4 420 695 €	2023	EMS	2 599 194 €	58,8%	1 821 501 €	2 185 801 €	41,2%			
Quais Nord	2 327 m²	510 094 €	938 854 €	2027	EMS	551 881 €	58,8%	386 973 €	464 368 €	41,2%			
Venelles Sud	5 202 m²	738 859 €	1 593 050 €	2028	EMS	936 433 €	58,8%	656 617 €	787 940 €	41,2%			
Venelles Nord	18 113 m²	2 855 555 €	5 885 701 €	2033	EMS	3 459 758 €	58,8%	2 425 943 €	2 911 132 €	41,2%			
Place de l'Ecole	2 985 m²	520 531 €	1 184 221 €	2030	EMS	696 114 €	58,8%	488 107 €	585 728 €	41,2%			
Digue de Nantes Nord	11 798 m²	1 755 432 €	3 440 724 €	2027	EMS	2 022 541 €	58,8%	1 418 183 €	1 701 820 €	41,2%			
Parc de la pointe	14 830 m²	2 174 361 €	4 687 232 €	2033	EMS	2 755 269 €	58,8%	1 931 963 €	2 318 356 €	41,2%			
Citadelle Ouest	9 979 m²	2 317 007 €	4 726 349 €	2034	EMS	2 778 263 €	58,8%	1 948 086 €	2 337 703 €	41,2%			
Mur de soutènement du talus		637 267 €	906 272 €	2020	EMS	532 729 €	58,8%	373 543 €	448 252 €	41,2%			
Citadelle - Total	80 371 m²	13 881 312 €	27 783 098 €			16 332 182 €	58,8%	11 450 916 €	13 741 099 €	41,2%			
Starlette													
Quais Sud	5 296 m²	760 414 €	1 625 784 €	2026	EMS	643 944 €	39,6%	981 840 €	1 178 208 €	60,4%			
Quais Nord	6 246 m²	648 530 €	1 110 887 €	2026	EMS	440 003 €	39,6%	670 884 €	805 061 €	60,4%			
Venelles Sud	9 338 m²	1 878 336 €	3 844 559 €	2028	EMS	1 522 762 €	39,6%	2 321 797 €	2 786 156 €	60,4%			
Venelles Centre	5 768 m²	819 394 €	1 781 190 €	2028	EMS	705 498 €	39,6%	1 075 692 €	1 290 830 €	60,4%			
Venelles Nord	10 710 m²	1 404 086 €	3 566 967 €	2034	EMS	1 412 812 €	39,6%	2 154 155 €	2 584 986 €	60,4%			
Route du Petit Rhin Sud	6 158 m²	1 919 834 €	2 857 921 €	2027	EMS	1 131 972 €	39,6%	1 725 949 €	2 071 139 €	60,4%			
Route du Petit Rhin Nord	12 455 m²	2 154 487 €	4 104 344 €	2033	EMS	1 625 658 €	39,6%	2 478 686 €	2 974 423 €	60,4%			
Parc du Petit Rhin Phase 1	41 296 m²	4 300 747 €	11 256 684 €	2026	EMS	4 058 573 €	36,1%	7 198 111 €	8 637 733 €	63,9%			
Parc du Petit Rhin Phase 2	16 625 m²	2 668 882 €	6 114 660 €	2032	EMS	2 421 909 €	39,6%	3 692 751 €	4 431 301 €	60,4%			
Poste source	17 427 m²	149 925 €	1 065 631 €	2028	EMS	422 078 €	39,6%	643 553 €	772 264 €	60,4%			
Starlette - Total	131 319 m²	16 704 635 €	37 328 627 €			14 385 209 €	38,5%	22 943 418 €	27 532 102 €	61,5%			

Espace	Surface indicative	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Coop	25 500 m²	5 352 304 €	9 220 471 €	2029	EMS	7 521 497 €	81,6%	1 698 974 €	2 038 769 €	18,4%			
Coop - Total	25 500 m²	5 352 304 €	9 220 471 €			7 521 497 €	81,6%	1 698 974 €	2 038 769 €	18,4%			
Port du Rhin													
Cour des douanes Nord	4 775 m²	1 037 926 €	2 318 158 €	2029	EMS	1 092 223 €	47,1%	1 225 935 €	1 471 122 €	52,9%			
Cour des douanes Centre et Sud	2 807 m²	1 151 518 €	1 697 073 €	2029	EMS	799 593 €	47,1%	897 480 €	1 076 976 €	52,9%			
Parc Nord	6 692 m²	1 259 385 €	2 264 124 €	2027	EMS	1 066 764 €	47,1%	1 197 360 €	1 436 832 €	52,9%			
Entre les ponts	10 508 m²	1 918 620 €	3 156 086 €	2030	EMS	1 487 021 €	47,1%	1 669 065 €	2 002 878 €	52,9%			
Ponton		75 000 €	111 489 €	2030	EMS	52 529 €	47,1%	58 960 €	70 752 €	52,9%			
Sud	12 850 m²	1 033 430 €	1 948 732 €	2028	EMS	918 164 €	47,1%	1 030 568 €	1 236 682 €	52,9%			
Parc Sud	12 579 m²	1 813 350 €	3 127 520 €	2028	EMS	1 473 562 €	47,1%	1 653 958 €	1 984 750 €	52,9%			
Port du Rhin - Total	50 211 m²	8 289 229 €	14 623 182 €			6 889 856 €	47,1%	7 733 326 €	9 279 991 €	52,9%			
Citadelle	80 371 m²	13 881 312 €	27 783 098 €			16 332 182 €	58,8%	11 450 916 €	13 741 099 €	41,2%			
Starlette	131 319 m²	16 704 635 €	37 328 627 €			14 385 209 €	38,5%	22 943 418 €	27 532 102 €	61,5%			
Coop	25 500 m²	5 352 304 €	9 220 471 €			7 521 497 €	81,6%	1 698 974 €	2 038 769 €	18,4%			
Port du Rhin	50 211 m²	8 289 229 €	14 623 182 €			6 889 856 €	47,1%	7 733 326 €	9 279 991 €	52,9%			
	287 401 m²	44 227 480 €	88 955 378 €			45 128 744 €	50,7%	43 826 634 €	52 591 961 €	49,3%			

PEP - Equipements publics inclus à la concession

Equipement	Surface indicative (SDO)	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Groupe Scolaire Starlette	2 442 m²	6 959 700 €	11 155 735 €	2030	VDS	11 155 735 €	100%						
Groupe Scolaire Starlette - PV passif	2 442 m²	366 300 €	587 144 €	2030	VDS						587 144 €	704 573 €	100%
Groupe Scolaire Starlette - mobilier			641 162 €	2030	VDS						641 162 €	769 394 €	100%
Périscolaire y compris restauration	1 442 m²	4 326 000 €	7 824 482 €	2030	VDS						7 824 482 €	9 389 379 €	100%
Maternelle Port du Rhin	2 414 m²	5 173 307 €	6 776 178 €	2032	VDS	6 776 178 €	100%						
Périscolaire sans restauration	482 m²	1 084 000 €	1 514 829 €	2032	VDS						1 514 829 €	1 817 795 €	100%
Groupe Scolaire Citadelle	2 038 m²	4 580 000 €	5 999 043 €	2031	VDS	5 999 043 €	100%						
Périscolaire sans restauration	482 m²	1 170 000 €	1 627 475 €	2031							1 627 475 €	1 952 970 €	100%
Parking Starlette Sud	496 m²	7 197 256 €	9 084 747 €	2024	EMS	9 084 747 €	100%						
Parking Citadelle Sud	432 m²	5 985 739 €	6 992 522 €	2022	EMS	6 992 522 €	100%						
Parking Starlette Nord	604 m²	9 060 000 €	13 200 355 €	2032	EMS	13 200 355 €	100%						
Parking Coop	603 m²	8 270 000 €	10 308 006 €	2023	EMS	10 308 006 €	100%						
Passerelle Dusuzeau		10 071 520 €	12 326 273 €	2026	EMS	2 698 867 €	21,9%	9 627 406 €	11 552 887 €	78,1%			
Espace Egalité Phase 1	767 m²	156 355 €	211 953 €	2023	VDS						211 953 €	254 344 €	100%
Espace Egalité Phase 2 - Salle polyvalente	1 562 m²	1 290 242 €	1 917 169 €	2026	VDS						1 917 169 €	2 300 603 €	100%
T'Rêve	575 m²	326 936 €	416 003 €	2024	VDS						416 003 €	499 204 €	100%
Médiathèque	800 m²	3 332 000 €	3 929 539 €	2028	VDS						3 929 539 €	4 715 447 €	100%
Sanitaire CTS	5 m²	20 000 €	25 000 €	2028	EMS			25 000 €	30 000 €	100%			
Maison de la petite enfance - Citadelle	1 250 m²	3 445 920 €	4 910 000 €	2031	VDS						4 910 000 €	5 892 000 €	100%
Coop Culture	18 859 m²		25 422 633 €	2023	VDS	1 932 120 €	7,6%				23 490 513 €	28 188 616 €	92,4%
			1 053 551 €	2023	VDS						1 053 551 €	1 264 261 €	100%
						68 147 572 €		9 652 406 €	11 582 887 €		48 123 820 €	57 748 584 €	

* Foncier : 190 €/m² SDP en date de valeur 07/2016 (indice ICC 1643) soit pris en hypothèse dans le présente PEP 248 €/m² SDP en date de valeur 09/2023 (indice ICC 2143), sera ajusté à chaque transfert de propriété

Espace	Surface indicative	Montant Estimatif HT Travaux	Montant Estimatif HT Opération	Livraison prévisionnelle	MOA En patrimoine et en gestion	Répartition du financement							
						SPL	%	EMS HT	EMS TTC	%	VDS HT	VDS TTC	%
Equipements primaires ZAC													
Aménagement de la Rue du Péage			18 720 000 €	2022	EMS			17 596 800 €	21 116 160 €	94,00%	1 123 200 €	1 347 840 €	6,00%
Renouvellement canalisation d'eau potable			550 000 €	2019/2027	EMS			550 000 €	660 000 €	100,00%			
Equipements primaires ZAC - Total			19 270 000 €					18 146 800 €	21 776 160 €		1 123 200 €	1 347 840 €	
Equipements publics VDS													
Plaine des sports	5 400 m²		1 100 000 €	2027	VDS						1 100 000 €	1 320 000 €	100%
Skate Park			1 500 000 €	2027	VDS						1 500 000 €	1 800 000 €	100%
Antenne CSC ou Centre Medico Social et service jeunesse	250 m² par équipement		3 000 000 €	2027	VDS						3 000 000 €	3 600 000 €	100%
Gymnase			4 200 000 €	2027	VDS						4 200 000 €	5 040 000 €	100%
Studio de musique	100 m²		600 000 €	2027	VDS						600 000 €	720 000 €	100%
Espace France Service	15 m²		80 000 €	2027	VDS						80 000 €	96 000 €	100%
Equipements publics VDS - Total			10 480 000 €								10 480 000 €	12 576 000 €	
Equipements publics CEA													
Collège Deux Rives	6 000 m²		20 850 000 €	2030	CEA	100 % CEA							
Equipements publics CEA - Total			20 850 000 €										

Bilan d'opération - ZAC Deux Rives

Ligne	Intitulé	Fin 2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030	2031	2032	2033	2034	2035	Ecritures comptables	Bilan
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-23 396 701	17 268 045	3 741 918	9 539 910	-918 690	-6 270 541	-834 779	52 438	847 007	-1 420 043	5 500 278	-4 108 840		
	DEPENSES	134 240 208	19 716 822	24 224 008	13 872 807	23 483 645	22 867 345	23 227 404	19 727 190	10 603 771	6 792 617	4 095 105	4 143 018		306 993 942
A	ETUDES GENERALES	3 909 576	516 862	699 047	449 231	297 897	280 817	1 879 732	324 990	123 000	113 700	38 778	13 021		8 646 652
A100	Etudes préopérationnelles	75 902	28 212												104 114
A101	Etudes urbaines	1 041 304	180 603	133 810	66 000	46 000	36 000	86 000	36 000	26 000	28 000				1 679 717
A102	Etudes de programmation	289 858	21 674	17 500	40 000	47 480	46 000	58 750	11 000						532 263
A103	Autres études	1 669 316	177 070	267 168	84 000	44 500	53 000	91 000	73 061	33 000	31 500	12 000			2 535 615
A104	Géomètres	301 831	27 018	61 800	59 324	26 600	23 000	19 800	14 610	6 000	9 200	5 000	4 200		558 383
A105	Honoraires et AMO	531 365	82 284	218 770	199 907	133 317	122 817	1 624 182	190 319	58 000	45 000	21 778	8 821		3 236 561
A106	Honoraires et AMO														
B	FONCIER	40 173 091	3 236 092	2 405 366	2 052 475	1 260 786	1 441 189	1 707 035	374 145	379 522	353 787	346 934	48 159		53 778 581
B1	Cout acquisition	19 219 867	348 897	1 316 400	1 499 400	666 400	20 000	866 700							23 937 664
B100	Acquisitions : Cession interne bâtiment														
B101	Acquisition : Cession interne terrain nu														
B102	Acquisitions Terrains EMS/Ville	303 630	371 820					150 000							825 450
B103	Acquisitions Terrains PAS	7 618 987						652 500							8 271 487
B104	Acquisitions Terrains autres vendeurs	9 213 227		65 000											9 278 227
B105	Provision sur acquisition														
B106	Indemnités diverses sur achat de terrains	1 381 521	-36 000												1 345 521
B107	Acquisition par exercice du droit de préemption	260 000													260 000
B108	Acquisitions Constructions			1 166 200	1 499 400	666 400	20 000								3 352 000
B109	Frais de notaire sur acquisitions	406 848	12 827	85 200				64 200							569 075
B110	Droit d'enregistrement	35 654	250												35 904
B2	Frais de remise en état	16 006 063	2 685 610	620 823	83 079	145 000	992 500	434 500		10 000					20 977 576
B200	Démolitions	2 030 122	69 116	18 649	70 000	130 000	50 000	400 000		10 000					2 777 887
B201	Autres travaux de remise en état (mise en état sanitaire des	12 685 203	2 529 999	447 080			894 000								16 556 282
B202	Honoraires Démolitions	108 152	7 055	8 980	12 079	15 000	7 500	32 000							190 766
B203	Honoraires Autres travaux de remise en état (mise en état sa	1 155 835	73 322	145 000			40 000								1 414 157
B204	Honoraires CSPS	26 751	6 119	1 114	1 000		1 000	2 500							38 484
B3	Cout de gestion	4 947 161	201 585	468 143	469 996	449 386	428 689	405 835	374 145	369 522	353 787	346 934	48 159		8 863 341
B300	Honoraires de gestion														
B301	Impôts fonciers	2 132 853	99 807	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000	260 000			4 572 660
B302	Assurance multirisque	874 311	21 265	30 080	30 000	31 000	31 500	30 000	30 000	30 000	30 000	30 000			1 168 156
B303	Prestations d'entretien et réparation ponctuelle (hors contr	651 648	23 323	47 410	52 150	47 000	38 500	36 898	14 000	14 500	9 650	8 500	10 000		953 578
B304	Contrats de maintenance	22 998	2 315	2 605	3 365	3 390	3 420	3 450	1 725	1 500	1 530	1 565	1 606		49 469
B305	Achat petits matériel outillage	20 691			150			150			150				21 141
B306	Frais d'actes (Huissiers,...)	5 745	681	6 117	2 917	500							4 000		19 960
B307	Fluides (eau, élec, gaz,…)	646 058	15 534	12 591	13 290	13 270	13 246	12 350	7 410	7 490	4 040	4 110	3 580		752 968
B308	Prestations extérieures Nettoyage	105 702	33 674	103 600	102 376	88 473	80 766	62 007	60 370	55 763	48 144	42 482	19 692		803 049
B309	Locations immobilières	357 844													357 844
B310	Charges locatives et copropriété	12 467	4 464	4 500	4 500	4 500									30 430
B311	Prestations de gardiennage	116 845	523	1 240	1 248	1 253	1 257	980	640	269	273	277	9 281		134 086
C	ETUDES TECHNIQUES DE CESSIONETUDES TECHNIQUES DE CESSION	1 054 268	138 741	208 782	254 262	238 436	313 719	256 790	146 427	179 133	11 000				2 801 557
C100	Études techniques de cession sur terrain	781 533	128 710	190 627	240 262	238 436	273 779	256 790	146 427	179 133	11 000				2 446 696
C101	Études techniques de cession sur construction	271 229	10 031	18 155	14 000		39 940								353 356
C102	Frais de commercialisation														
C103	Honoraires techniques	1 506													1 506
D	PROJETS D'AMENAGEMENTS - CONTRUCTION - REHABILITATION	68 073 238	14 292 990	17 205 848	6 024 513	18 331 212	16 401 901	15 154 477	14 629 642	6 817 645	3 619 484	2 063 219	556 008	2	183 170 180
D1	Etudes et prestations de service	1 370 999	5 050	188 305	10 000										1 574 354
D100	Achat d'études et prestations de services s/Terrains	591 914	1 009	20 000	2 000										614 923
D101	Achat d'études et prestations de services s/Constructions	779 085	4 041	168 305	8 000										959 431
D2	Travaux	58 693 208	13 501 236	13 877 845	4 316 278	14 862 881	13 926 141	12 750 265	12 254 350	5 182 001	2 919 392	1 740 635	462 725		154 486 956
D200	Travaux de voirie et aménagement	10 026 235	11 950 449	9 908 103	1 921 693	5 543 558	4 312 320	3 895 183	1 834 528	869 160	2 523 342	1 384 840	373 831		54 543 241
D201	Travaux sur constructions	44 729 283	149 666	1 192 241	191 865	7 838 844	6 996 548	7 960 807	10 117 614	4 176 807	1 000	1 000	1 000		83 356 674
D202	Autres travaux sur terrains	3 937 690	1 401 121	2 487 033	2 109 002	395 415	1 159 784	75 369	85 000	20 000	16 100				11 686 514
D203	Indexation sur travaux de voirie et aménagement			204 002	87 169	603 717	567 305	543 221	216 309	115 034	378 950	354 795	87 894		3 158 396
D204	Indexation sur travaux de construction			82 089	5 850	478 975	889 084	274 685							1 730 683
D205	Indexation sur autres travaux sur terrains			4 378	700	2 372	1 100	1 000	900	1 000					11 450
D3	Honoraires	7 580 223	785 204	1 385 672	1 413 513	1 263 011	1 190 660	1 445 384	1 620 307	743 152	434 635	184 283	38 099	2	18 084 146
D300	Honoraires MOE sur travaux de voirie et aménagement	1 856 557	584 819	801 492	258 970	587 169	254 446	269 689	245 989	56 812	356 012	131 763	30 916	2	5 434 635
D301	Honoraires MOE sur constructions	5 020 033	129 034	480 303	1 019 350	413 701	641 411	820 719	930 382	448 867					9 903 800
D302	Honoraires MOE sur autres travaux sur terrains	55 585	10 566	15 000	9 500	19 500	62 933	2 500	2 000						177 585
D303	CSPS sur travaux de voirie et aménagement	58 558	18 445	28 963	16 447	63 650	28 788	51 679	49 648	21 730	12 500	14 736	4 000		369 143
D304	CSPS sur constructions	72 702	211	4 484	5 225	4 667	5 667	45 643	71 287	55 643					265 528
D305	CSPS sur autres travaux sur terrains						22 650	47 300	22 650						92 600
D306	Bureau de contrôle sur travaux de voirie et aménagement	33 910		4 000			2 000		2 000	2 000	1 000	1 000			45 910
D307	Bureau de contrôle sur constructions	188 008	9 140	12 150	13 880	7 000	30 650	108 173	128 396	72 873					570 270
D308	Bureau de contrôle sur autres travaux sur terrains														
D309	OPC sur travaux de voirie et aménagement	294 869	32 989	21 050	7 407	11 485	24 952	16 275	16 546	4 000	10 370	8 659			448 602
D310	OPC sur constructions				12 000	73 200	36 800	17 230	34 459	17 230					190 918
D311	Indexation sur honoraires			18 231	70 734	82 640	80 365	66 177	116 950	63 998	54 753	28 124	3 183		585 155
D4	Assurance DO-TRC-CNR	418 778		16 620	125 000	1 500	64 500	110 000	110 000	80 000		4 583	1 528		932 508
D400	Assurance Dommage Ouvrage	418 778		16 620	125 000	1 500	64 500	110 000	110 000	80 000		4 583	1 528		932 508
D5	Achats de matériel	10 031	1 500	1 000	1 000	301 000	1 000	500							316 031
D500	Achats de matériel	10 031	1 500	1 000	1 000	301 000	1 000	500							316 031
D501	Achats œuvres d'art														
D6	Aléas MOE			206 378	59 011	794 592	531 545	480 139	427 193	671 877	127 567	70 891	20 239		3 389 431
D600	Aléas MOE AVP			17 092	18 882	399 129	242 643	261 324	243 043	350 073	72 411	42 534	12 143		1 659 276
D601	Aléas MOE travaux			189 285	40 129	395 462	288 902	218 815	184 149	321 804	55 156	28 356	8 096		1 730 154
D7	Aléas MOA			1 530 028	99 711	1 108 229	688 055	368 188	217 793	140 616	137 890	62 828	33 418		4 386 755
D700	Aléas et sujétions techniques imprévues			730 028	99 711	717 795	452 053	368 188	217 793	140 616	137 890	62 828	33 418		2 960 319
D701	Demandes spécifiques MOA			800 000		390 434	236 002								1 426 436
E	FONDS DE CONCOURS		150 000				60 000	100 000							310 000
E100	Fonds de concours espaces publics		150 000					100 000							250 000
E101	Fonds de concours équipements publics						60 000								60 000
F	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	306 041	13 179	1 389 771	2 798 445	767 398	187 940	7 000	12 500	1 600	1 600	1 100			5 486 574
F100	Publicité - Publication - Avis de Publicité	78 227	9 540	23 349	6 400	33 040	12 440	7 000	12 500	1 600	1 600	1 100			186 796
F101	Travaux - impression reprographie	1 764													1 764
F102	Frais divers	226 050	3 639	65 000											294 689
F103	Transfert subvention DVD			1 301 422	2 792 045	734 358	175 500								5 003 325
G	COMMUNICATION ACTIVATION MARKETING	1 811 181	190 860	122 240	185 954	231 474	184 187	137 997	231 602	72 975	143 549	48 082	44 086		3 404 187
G1	Etude - conseil en Communication & Marketing	32 286			500	500	500	5 500							39 286
G100	Etude - Conseil en Communication & Marketing	32 286			500	500	500	5 500							39 286
G2	Espace Projet Deux-Rives	483 223	9 390	10 115	10 462	10 654	10 850	11 050	11 250	11 460	11 700	11 900	12 100		604 154
G200	Espace Projet Deux-Rives	483 223	9 390	10 115	10 462	10 654	10 850	11 050	11 250	11 460	11 700	11 900	12 100		604 154
G3	Etude - Conseil Concertation/ Participation/ Activation	37 107	670			40 000									77 777
G300	Etude - Conseil Concertation / Participation / Activation	37 107	670			40 000									77 777
G4	Mise en œuvre Concertation/ Participation/ Activation	350 867	103 459	50 800	69 275	62 800	101 826	61 053	50 130	15 260	50 375	5 465	4 000		925 310
G400	Mise en œuvre Concertation/ Participation/ Activation	350 867	103 459	50 800	69 275	62 800	101 826	61 053	50 130	15 260	50 375	5 465	4 000		925 310
G5	Services tout média	263 993	18 424	14 886	31 017	22 320	24 732	21 814	12 900	12 991	31 166	10 615	9 711		474 569
G500	Rédaction - Traduction	58 578	2 745	2 443	10 375	4 500	4 500	4 500	4 500	4 500	10 000	2 000	1 000		109 641
G501	Graphisme	64 427	4 615	9 465	8 000	4 000	6 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000	4 000		120 507
G502	Web	46 995	127	1 878	1 642	2 600	11 632	1 664	1 700	1 731	1 766	1 800	1 840		75 376
G503	Vidéo	51 602			8 500	8 670		9 000			9 800				87 572
G504	Photographie - Images	42 391	10 936	1 100	2 500	2 550	2 600	2 650	2 700	2 760	5 600	2 815	2 871		81 473
G6	Fabrication Impression de supports de communication	320 235	24 427	35 589	59 300	84 000	36 139	28 400	131 500	26 600	37 100	15 850	13 975		813 115
G600	Reprographie documents (brochures, plans, édition, flyer...)	72 969	10 041	7 550	12 300	20 200	18 800	5 400	16 500	8 600	17 100	7 850	5 975		203 285
G601	Panneaux d'information - communication - signalétique	85 034	7 209	16 139	17 000	29 000	16 000	18 000	65 000	18 000	8 000	8 000	8 000		295 382
G602	Bâches - Palissades	18 472	2 500	9 700	15 000	20 000	-461	5 000	50 000						120 211
G603	Maquettes	131 140			7 000	10 800	1 800				4 000				154 740
G604	Exposition (supports - scénographie)	10 901	2 400	2 200	8 000	4 000					8 000				35 501
G605	Fournitures - Matériels	1 718	2 277												3 995
G7	Colloques Evènements Pro Salons	258 292	15 531	5 850	5 600	6 200	4 100	4 100	21 700	2 500	4 000				327 872
G700	Partenariats - salons	197 881	2 550	2 500	2 500	2 500	2 500	2 500	20 000	2 500	2 500				237 931

G701	Frais Entrées Déplacements	23 288	456												23 744
G702	Locations d'espaces et matériels	9 767	7 514	600	2 000	2 000									21 881
G703	Réceptions	27 355	5 011	2 750	1 100	1 700	1 600	1 600	1 700		1 500				44 316
G8	Relations Publiques/ Presse	51 077	18 140	1 000	5 000	1 000	2 040	2 080	2 122	2 164	7 208	2 252	2 300		96 384
G800	Relations presse														
G801	Produits dérivés cadeaux	4 805			5 000						5 000				14 805
G802	Publicité (achat - location d'espaces)	46 273	18 140	1 000		1 000	2 040	2 080	2 122	2 164	2 208	2 252	2 300		81 579
G9	Autres	14 100	820	4 000	4 800	4 000	4 000	4 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000		45 720
G900	Autres	14 100	820	4 000	4 800	4 000	4 000	4 000	2 000	2 000	2 000	2 000	2 000		45 720
H	MAITRISE D'OUVRAGE AMENAGEUR	13 939 983	800 000	1 840 000	1 840 000	1 840 000	1 840 000	1 859 373	1 838 055	964 895	471 676	61 232	156 527		27 451 741
H100	Rémunérations avant signature traité de liquidation et DVD	164 677		40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	50 000				151 800		566 477
H101	Rémunération MOA	7 197 370	1 214 139	826 912	1 383 293	774 202	751 585	1 041 807	579 398	432 667	239 572	58 921		-1 921 295	12 578 571
H102	Rémunération proportionnelle	6 577 936	-414 139	1 863 340	1 118 263	480 115	525 163	1 377 711	1 309 922	738 906	339 064	715 213	2 563	-327 363	14 306 694
H103	Lissage de rémunération			-890 252	-701 556	545 683	523 252	-600 145	-101 265	-206 678	-106 960	-712 902	2 164	2 248 658	-1
I	FRAIS FINANCIERS	4 972 830	378 098	200 854	109 350	89 333									5 750 465
I100	Charges d'intérêt emprunt LT	4 876 131	372 654	200 854	109 350	89 333									5 648 323
I101	Charges d'intérêt autorisation découvert	9													9
I102	Intérêts des comptes courants et dépôts créditeurs														
I103	Commissions et frais sur lignes de trésorerie	5 400													5 400
I104	Non utilisation	56 808													56 808
I107	Frais de tenue de comptes	34 481	5 444												39 925
J	PROVISIONS DIVERSES			152 100	158 577	427 109	2 157 593	2 125 000	2 169 829	2 065 000	2 077 821	1 535 760	3 325 217		16 194 005
J100	Provision opérationnelle			152 100	158 577	427 109	157 593	125 000	169 829	65 000	77 821	55 000	20 000		1 408 028
J101	Provision divers														
J102	Provision divers risques						2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	1 480 760	3 305 217		14 785 977
J103	Provision divers														
	RECETTES	110 843 507	36 984 867	27 965 926	23 412 717	22 564 955	16 596 804	22 392 625	19 779 628	11 450 778	5 372 574	9 595 383	34 179	1	306 993 942
A	CESSIONS CHARGES FONCIERES ET IMMOBILIERES	39 806 971	13 361 670	10 027 967	3 169 081	12 361 952	7 646 660	16 287 726	15 327 420	7 988 970	3 246 720	7 099 515		734 364	137 059 016
A1	Cessions charges foncières	35 544 980	13 361 670	10 027 967	3 169 081	12 361 952	7 646 660	16 287 726	15 327 420	7 988 970	3 246 720	7 099 515		734 364	132 797 025
A100	Vente de terrains : cession interne														
A101	Ventes de terrains pour logements libre	23 357 577	7 996 880	6 561 125	2 085 600	7 811 835	4 230 200	11 845 530	13 456 120	4 540 900	2 016 300	4 509 050		-3 741 169	84 669 948
A102	Ventes de terrains pour logements accession sociale	2 102 941			962 130		925 600	1 923 906	447 600	878 500		485 450			7 726 127
A103	Ventes de terrains pour logements sociaux	1 733 315	1 743 553	1 108 940		4 079 497		845 450	431 750	2 442 250	573 000	1 982 750		1 357 469	16 297 974
A104	Ventes de terrains pour RDC actifs	171 199	205 765	88 500	5 850	154 620	50 600	162 490	122 200	100 320	60 720	122 265		134 748	1 379 277
A105	Ventes de terrains pour bureaux					116 000	982 180	962 500						2 716 464	4 777 144
A106	Ventes de terrains pour activités	1 318 215	183 694			110 000	1 458 080								3 069 989
A107	Ventes de terrains pour résidences et hôtels	1 611 685													1 611 685
A108	Ventes de terrains pour autres	2 449 919						250 350		27 000	596 700				3 323 969
A109	Ventes de terrains équipements publics			1	115 501										115 502
A110	Ventes de terrains pour logements intermédiaires	1 086 269	3 231 779	2 269 401		90 000		297 500	869 750					266 852	8 111 551
A111	Ventes de terrains pour résidences étudiantes	1 713 860													1 713 860
A2	Cession tènements immobiliers	4 261 991													4 261 991
A200	Vente : cession interne														
A201	Ventes immeubles construits - logements														
A202	Ventes immeubles construits - commerces	69 959													69 959
A203	Ventes immeubles construits - bureaux	2 332 434													2 332 434
A204	Ventes immeubles construits - activités	1 859 598													1 859 598
A205	Ventes immeubles construits - parkings														
B	AUTRES PRODUITS	11 342 888	4 713 364	2 014 588	1 175 814	2 799 264	2 328 029	1 320 554	2 033 579	1 863 104	1 274 129	2 436 654	34 179	165 636	33 501 779
B1	Études et travaux	11 728													11 728
B100	Ventes études														
B101	Ventes travaux														
B102	Prestations de services	11 728													11 728
B2	Locations et refacturation de charges locatives	2 275 302	168 188	149 940	148 165	113 889	34 029	34 054	34 079	34 104	34 129	34 154	34 179		3 094 208
B200	Locations diverses aux particuliers	70 894	7 155	7 164	7 164	804	804	804	804	804	804	804	804		98 809
B201	Locations diverses aux professionnels	1 837 383	141 068	126 432	124 657	97 128	33 105	33 130	33 155	33 180	33 205	33 230	33 255		2 558 925
B202	Charges locatives (Locations Particuliers)	28 680	3 220	3 240	3 240	3 240	120	120	120	120	120	120	120		42 460
B203	Charges locatives (Locations Professionnels)	338 345	16 744	13 104	13 104	12 717									394 014
B3	Concessions d'usage	9 055 859	4 545 176	1 864 648	1 027 649	2 685 375	2 294 000	1 286 500	1 999 500	1 829 000	1 240 000	2 402 500		165 636	30 395 843
B300	Concessions d'usage	9 055 859	4 545 176	1 864 648	1 027 649	2 685 375	2 294 000	1 286 500	1 999 500	1 829 000	1 240 000	2 402 500		165 636	30 395 843
C	PARTICIPATION DE CONSTRUCTEURS	212 850		1 334 417	1 334 417										2 881 684
C100	Participations des constructeurs - logements			1 334 417	1 334 417										2 668 834
C101	Participations des constructeurs - bureaux														
C102	Participations des constructeurs - commerces														
C103	Participations des constructeurs - activités	212 850													212 850
C104	Participations des constructeurs - alternatif														
D	PARTICIPATION DU CONCEDANT	30 300 000	12 514 255	6 157 644	8 829 930	30 217	2 441 990	2 682 882	1 714 000	1 563 875	851 725	59 215			67 145 733
D100	Participation Eurométropole - remise d'équipements publics	30 300 000	7 000 000	343 389	5 540 174	1 087 878	2 502 960	2 687 450	1 702 751	1 591 963	734 629	62 241			53 553 435
D101	Participation Eurométropole - recalage				-18 970	-1 057 661	-60 970	-4 568	11 249	-28 088	117 096	-3 026			-1 044 938
D102	Participation Eurométropole coût de l'opération Deux Rives		5 514 255	5 814 255	3 308 726										14 637 236
E	PARTICIPATION AUTRES COLLECTITIVES	24 956 017	1 369 977	4 277 169	5 180 000	6 389 539	3 960 000	1 340 263	600 000	34 829					48 107 794
E100	Participation Ville de Strasbourg	24 956 017	1 369 977	4 277 169	5 180 000	6 389 539	3 960 000	1 340 263	600 000	34 829				16 026	48 123 820
E101	Participation Ville de Strasbourg - recalage													-16 026	-16 026
E102	Participation Autres														
F	SUBVENTIONS ET FONDS DE CONCOURS	2 447 181	4 088 812	4 038 158	3 723 475	983 983	220 125	761 200	104 629					1	16 367 564
F1	Subventions	1 514 688	4 088 812	2 736 736	931 430	249 625	44 625	761 200	104 629					1	10 431 747
F100	Subventions	1 514 688	4 088 812	2 736 736	931 430	249 625	44 625	761 200	104 629					1	10 431 747
F2	Autres subventions	932 493		1 301 422	2 792 045	734 358	175 500								5 935 818
F200	Subventions FEDER	499 868													499 868
F201	Subventions diverses dont DVD	432 625		1 301 422	2 792 045	734 358	175 500								5 435 950
F3	Fonds de concours reçus														
F300	Fonds de concours reçus espaces publics														
F301	Fonds de concours reçus équipements publics														
G	PRODUITS DIVERS	1 485 718	359 669	115 984										-900 000	1 061 371
G100	Produits divers	1 485 718	359 669	115 984										-900 000	1 061 371
H	PRODUITS FINANCIERS	291 882	577 119												869 001
H1	Produits financiers de gestion de trésorerie	291 882	577 119												869 001
H100	Produit net sur cession de valeurs mobilières	291 882	577 119												869 001
H2	Autres produits financiers														
H200	Revenu des autres créances immobilisées														
	RESULTAT D'EXPLOITATION	-23 396 701	17 268 045	3 741 918	9 539 910	-918 690	-6 270 541	-834 779	52 438	847 007	-1 420 043	5 500 278	-4 108 840		

Prêt PBB - 10 000 000 € - 1,69 %	3 519 034	-1 735 224	-1 783 810											
Prêt CE - 10 000 000 € - 1,39 %	5 416 666	-1 666 667	-1 666 666	-1 666 666	-416 667									
Prêt CE - 11 500 000 € - 1,56 %	3 833 333	-1 916 667	-1 916 666											
Prêt CE - 7 500 000 € - 0,4 % - in fine	7 500 000				-7 500 000									
Prêt LBP - 20 000 000 € - 1,34 %	11 000 000	-4 000 000	-4 000 000	-3 000 000										
Prêt CA - 7 500 000 € - 0,79 % - in fine	7 500 000				-7 500 000									

En cours	-3 538 054	-2 300 000				2 000 000	2 000 000	1 838 052						

	TRESORERIE	11 834 278	17 483 765	11 858 540	16 731 784	396 427	-3 874 114	-2 708 893	-818 403	28 605	-1 391 439	4 108 839			

Strasbourg.eu
eurométropole

44

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Ancienne papeterie LANA : sollicitation du dispositif d'accompagnement Fonds Friche de l'EPF Alsace : phase 1 et phase 2 '.

Numéro E-2026-928

La papeterie LANA s'est installée en 1872 dans le quartier de la Robertsau à Strasbourg. L'entreprise LANA, d'une superficie de presque 4 hectares, s'étend sur deux emprises situées sur les berges, de part et d'autre du cours d'eau Muhlwasser, reliées par une passerelle. Le site LANA est à l'interface de différents tissus urbains, composés de formes urbaines variées mêlant quartiers pavillonnaires, grands ensembles et zones naturelles. Situé à la croisée de plusieurs axes de circulation importants – notamment la route de la Wantzenau – il constitue un nœud dense de mobilités et d'entrée vers le centre-ville de Strasbourg. Le secteur est marqué par un trafic routier quotidien élevé. Par ailleurs, le site est bordé d'éléments paysagers végétaux très forts sur ses façades Ouest : les rives du canal du Muhlwasser avec une structure arborée dense ; le parc de l'Anguille ; le cimetière Nord ; des arrières de parcelles privées très végétales. Ce secteur joue ainsi un rôle charnière, mêlant fonctions écologiques et cadre de vie de proximité. Ainsi, la libération du foncier à l'intersection de la rue de l'Ill et de la route de la Wantzenau représente sur le plan urbain l'occasion d'un projet structurant, essentiel pour qualifier l'entrée de ce quartier de la Robertsau depuis Schiltigheim, et pour rétablir un maillage entre les différents tissus environnants actuellement disjoints.
En juin 2023, après 151 ans d'existence sur le site, la papeterie LANA ferme ses portes, suite à sa liquidation judiciaire, laissant vacant un site composé de bâtiments industriels construits au fur et à mesure des années, de terrains naturels laissés en friche, et de surfaces non bâties majoritairement artificialisées, la société ACTA (M. RINALDI) étant alors propriétaire du site LANA.
En décembre 2024, l'Eurométropole a préempté la friche LANA, par l'intermédiaire de l'Établissement Public Foncier d'Alsace (EPFA).
Le 24 octobre 2025, l'EPFA a acquis pour le compte de l'Eurométropole LANA Ouest. L'acquisition de LANA Est est attendue pour le premier trimestre 2027, dans l'attente de la finalisation de la procédure de liquidation judiciaire, d'évacuation du site, de cessation d'activité et de levée d'ICPE.

I. Enjeux

La mutation de cet ensemble immobilier présente une opportunité urbaine forte pour

l'Eurométropole en vue de la réalisation, dans l'intérêt général, d'opérations d'aménagement mettant en œuvre un projet urbain global. Les études urbaines pré-opérationnelles conduites depuis 2024 soulignent l'importance de cette mutation. Elles ont permis d'établir un diagnostic et de comparer plusieurs scénarios de reconversion urbaine, les bilans d'aménagement liés à chaque hypothèse, les outils opérationnels à disposition pour faire évoluer le secteur, et les calendriers de mise en œuvre opérationnelle. À ce stade, les scénarios programmatiques restent ouverts et devront faire l'objet d'études plus approfondies (environnementales, de pollution des sols, budgétaires…). Le périmètre du projet urbain sera lui aussi amené à évoluer et potentiellement s'étendre selon les opportunités foncières, urbaines, environnementales.

S'agissant d'une friche industrielle, polluée, une connaissance fine de l'état sanitaire du site est nécessaire afin de définir et mettre en œuvre un plan de gestion, traitement et retrait des sources de contamination et des matériaux contaminés présentant un risque pour la santé. Cette connaissance de site permettra également d'adapter la programmation urbaine selon les préconisations sanitaires et environnementales émises.

II. Bénéfices

L'opportunité d'acquisition, de portage, et d'expertise de l'emprise foncière des parcelles cadastrées CK n° 114, 8, 9, 10, 11, 136 et 154 par l'EPFA a pu être confirmée après analyse des impacts pour l'Eurométropole en comparaison avec une acquisition et un portage en régie.

Il ressort de cette analyse les avantages suivants :
- diminution et report de l'engagement budgétaire relatif à la dépense d'investissement à prévoir pour l'Eurométropole pour permettre l'acquisition. La prise en charge partielle des études et diagnostics dans le cadre du dispositif friche contribue à l'amélioration du bilan financier,
- possibilité de mobilisation du dispositif de soutien en faveur des friches voté par le Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace en date du 11 décembre 2024,
- sécurisation du site assurée dans le cadre des marchés de prestations de services délivrés et suivis par l'EPFA, sans sollicitation des services gestionnaires,
- partage et approfondissement des études d'analyse des sites et sols pollués, nécessaires dans le cas d'espèce, ne remettant pas en question les évolutions de programme éventuellement souhaitées.

III. Mise en œuvre

LANA EST

Ce soutien spécifique a pour vocation d'aider les collectivités à mieux appréhender l'état de la friche avant son acquisition.

Les études et diagnostics SSP pouvant être engagés par l'EPF dans le cadre de la phase 1 du dispositif friche peuvent être détaillés comme suit, sans que cette liste ne soit exhaustive :
- étude historique, documentaire et mémorielles,
- étude de vulnérabilité des milieux,
- les études environnementales sur les différents milieux (sols, gaz du sol, eaux

souterraines et superficielles, végétaux…),
- évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS),
- interprétation de l'état des milieux (IEM) si impact sur l'extérieur du site,
- études hydrogéologiques en lien avec un enjeu SSP.

Dispositif standard :
La participation financière de l'EPF au titre la phase 1, porte sur 50% du coût des études et diagnostics SSP engagés dans la limite de 100 000 € HT par site.

Conditions cumulatives requises :
- *l'EPF d'Alsace n'intervient pas sur une friche déjà propriété de la collectivité,*
- *l'EPF d'Alsace assure la maîtrise d'ouvrage des études et diagnostics,*
- *courrier de sollicitation puis délibération de la collectivité sollicitant la « Phase 1 Études et Diagnostics SSP » du dispositif friches mis en place par l'EPF d'Alsace et acceptant les termes d'une convention financière (financements croisés).*

LANA OUEST

Afin d'aider les collectivités à prendre l'initiative de la réhabilitation de la friche et les soutenir dans les différentes phases de ce projet et plus particulièrement dans la phase d'acquisition de données sur le bien, l'EPFA sous sa maitrise d'ouvrage et dans le respect des règles de la commande publique, pourra faire réaliser les études permettant :
- d'avoir une connaissance approfondie du site permettant de mieux appréhender le coût des travaux de réhabilitation et/ou accompagner les travaux par des études environnementales,
- de vérifier la compatibilité du projet futur envisagé avec l'état du site.

Les études et diagnostics SSP pouvant être engagés par l'EPF dans le cadre de la phase 2 du dispositif friche peuvent être détaillés comme suit, sans que cette liste ne soit exhaustive :
- étude historique, documentaire et mémorielles,
- étude de vulnérabilité des milieux,
- études environnementales sur les différents milieux (sols, gaz du sol, eaux souterraines et superficielles, végétaux…),
- évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS),
- interprétation de l'état des milieux (IEM) si impact sur l'extérieur du site,
- études hydrogéologiques en lien avec un enjeu SSP,
- établissement et/ou mise à jour du plan de gestion (PG) permettant de confirmer les usages futurs avec l'état des milieux,
- plan de conception des travaux (PCT) et essais pilotes de dépollution.

Dispositif standard :
La participation financière de l'EPF au titre la phase 2, porte sur 80% du coût des études et diagnostics SSP engagés dans la limite de 500 000 € HT par site.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code général des collectivités territoriales

vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 324-1 et suivants du Code de l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux
vu les statuts de l'Établissement Public Foncier (EPF) d'Alsace en date du 14 janvier 2025
vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace en date du 11 décembre 2024, portant notamment sur les modalités de portage foncier, les modalités de rachat du bien et les modalités financières, et intégrant les modalités particulières d'application du dispositif de soutien en faveur des friches
vu la délibération n° 2024-171 du Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace en date du 11 décembre 2024, décidant d'adopter les dispositifs en matière de soutien en faveur des friches pendant le portage foncier, sous maîtrise d'ouvrage de l'EPF, et décidant notamment de prendre en charge au maximum 50% du coût des études et diagnostics SSP, dans la limite d'un montant de 100 000 € HT d'aide financière par site
vu la délibération n°E-2024-1146 du 18 décembre 2024 de l'Eurométropole de Strasbourg approuvant l'acquisition de la rive Est du site LANA par l'EPF d'Alsace au montant de 5 601 600 € TTC
vu l'acte d'acquisition du site Lana Ouest par l'EPF d'Alsace en date du 24 octobre 2025
au montant de 3 957 708,80 € TTC
vu la convention pour portage foncier du site Lana Ouest signée en date du 06 juin 2025
entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'EPF d'Alsace, fixant les modalités d'intervention, de portage et de restitution du bien
vu le courrier de sollicitation en vue de bénéficier des Phases 1 et 2 du dispositif friches pour les études et diagnostics sites et sols pollués sur le bien situé à STRASBOURG, 139 route de La Wantzenau, figurant au cadastre sous-section CK n°114, 8, 9, 10, 11, 136 et 154, adressé par Mme la Présidente de l'Eurométropole à Mme la Présidente de l'EPF d'Alsace
considérant que le bien situé 139 route de la Wantzenau à STRASBOURG, figurant au cadastre sous-section CK n°8, 9, 10, 11, 114, 136 et 154, est une friche industrielle, anciennement à usage de papeterie, présentant des pollutions selon les premiers diagnostics
considérant que l'état de dégradation du site nécessite de faire des investigations complémentaires pour permettre la modification du zonage du PLUi de l'EUROMETROPOLE
considérant que les études et diagnostics réalisés par l'entreprise ARCHIMED ENVIRONNEMENT font état de la présence de pollution sans connaître l'extension en profondeur et en surface de celles-ci
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

sollicite

l'intervention de l'EPF d'Alsace dans le cadre des Phases 1 et 2 « études et diagnostics sites et sols pollués » de son dispositif d'appui à la reconversion de friches, pour les prestations de diagnostic environnemental à réaliser sur le bien situé à STRASBOURG, 139 route de la Wantzenau, figurant au cadastre sous-section CK n° 8, 9, 10, 11, 114, 136 et 154, sous sa maîtrise d'ouvrage, pour un montant maximal, dans la limite des conditions de financement fixées par l'EPFA, estimé à 60 000€ HT

(72 000€ TTC) pour Lana Est et 35 000€ HT (42 000€ TTC) pour Lana Ouest, soit un total maximum de 95 000 HT (114 000€ TTC),

approuve

le projet de convention financière relatif au dispositif phase 1 Lana Est annexé à la présente délibération, en particulier les modalités financières ;

s'engage

- *à rembourser à l'EPF d'Alsace, à la première demande, le solde financier des études, diagnostics et travaux relatifs à Lana Est, selon les modalités énoncées dans la convention financière annexé à la présente délibération,*

- *à rembourser à l'EPF d'Alsace, à la revente du site Lana Ouest, le solde financier des frais engagés sur le bien, selon les modalités énoncées dans la convention de portage et le Règlement intérieur susvisés ;*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer la convention financière relative à Lana Est, les avenants éventuels et tous actes nécessaires à l'application de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215291-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Service Conduite des projets d'aménagement

MADAME MARIE-PAULE LEHMANN
PRESIDENTE
ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE
3 RUE GUSTAVE ADOLPHE HIRN
67000 STRASBOURG

Strasbourg, le

Objet : Ancienne papeterie LANA sis139 route de la Wantzenau à STRASBOURG
Sollicitation du dispositif de soutien en faveur des friches et des dispositifs communs

Madame la Présidente,

En complément de la convention de portage foncier signée le 6 juin 2025 relative au portage de la friche LANA par l'Établissement Public Foncier d'Alsace, nous vous sollicitons pour bénéficier **dans un premier temps** du **dispositif de soutien en faveur des friches** tel que décrit dans le règlement intérieur de l'Établissement Public Foncier d'Alsace pour les prestations suivantes :

- Études et diagnostics permettant d'appréhender l'état de la friche avant son acquisition **(PHASE 1) pour la partie LANA EST qui n'est pas encore la propriété de l'EPF d'Alsace.** Ce qui impliquerait une participation financière de l'EPF d'Alsace de 50% du coût des prestations engagées dans la limite de 100.000€ HT ;
- Études et diagnostics permettant d'avoir une connaissance approfondie du site, de mieux appréhender le coût des travaux de réhabilitation et de vérifier la compatibilité du projet futur envisagé avec l'état du site **(PHASE 2) pour la partie LANA OUEST qui est la propriété de l'EPF d'Alsace.** Ce qui impliquerait une participation financière de l'EPF d'Alsace de 80% du coût des prestations engagées dans la limite de 500.000€ HT.

Par ailleurs, concernant la **PHASE 3** du dispositif friche (travaux pendant le portage EPFA) consistant en la mise en œuvre des mesures et des travaux de proto-aménagement que pourrait nécessiter le site avant son aménagement, ces travaux permettront notamment, selon études préalables et si nécessaire :

- la réalisation des diagnostics obligatoires : plomb et amiante avant démolition, PEMD ;
- le désamiantage et les reprises d'étanchéité associés au désamiantage ;
- le déplombage ;
- la déconstruction des bâtiments et la gestion des déchets de chantier ;
- le curage de réseaux obsolètes ;
- la révision et le remplacement des dispositifs d'étanchéité ;

- le renforcement des structures et le remplacement des éléments dégradés devant être conservés dans le projet urbain.

L'Eurométropole de Strasbourg a pris note de la prise en charge financière de la phase 3 du dispositif friche de l'EPFA à hauteur de 60% du coût des prestations engagées, dans la limite de 300.000€ HT pour les prestations intellectuelles et de 1.500.000€ pour les travaux.

Nous vous remercions pour notre bonne collaboration tout au long de ce dossier, et pour la possibilité qui est offerte à l'Eurométropole de bénéficier de ces participations,

Veuillez agréer, Madame la Présidente, l'assurance de mes salutations distinguées.

Etienne WESTPHAL
Vice-président

Votre contact : Camille PERRET - Tél. 03.68.98.66.32 – CD
Référence : 26-I01628 - 26066

CONVENTION FINANCIERE n°1
STRASBOURG - 139 route de la WANTZENAU
N° Service : BS482AG1

ENTRE :

L'Etablissement Public Foncier d'Alsace (SIRET 507 679 033 00021),

Représenté par son Directeur, M. Benoît GAUGLER, dûment habilité à cet effet par délibération du Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace en date du 12 Décembre 2018, demeurant professionnellement 3 rue Gustave Adolphe Hirn - 67000 STRASBOURG.

Fonction à laquelle il a été nommé aux termes d'une délibération du Conseil d'Administration de l'EPF d'Alsace du 17 décembre 2014 ***(Annexe 1)*** ;

Et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en sa dite qualité de Directeur en vertu des dispositions de l'article L 324-6 du Code de l'Urbanisme.

Désigné ci-après par « L'EPF d'Alsace »

ET :

L'EUROMETROPOLE de STRASBOURG (67), ayant son siège à STRASBOURG, 1 parc de l'Etoile, identifiée au SIREN sous le numéro 246700488 ;

Représentée par Madame Catherine TRAUTMANN, Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, demeurant professionnellement 1 Parc de l'Etoile à Strasbourg (67000) et dûment habilitée à l'effet des présentes par délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 09 octobre 2026 dont une copie est ci-jointe ***(Annexe 2)***.

Désignée ci-après par « La Collectivité »

PREAMBULE

Rappel du dispositif :

Vu la délibération n°2024-171 du 11 décembre 2024 de l'EPF d'Alsace adoptant un dispositif de soutien en faveur des friches (Phase 1 : Etudes avant acquisition) sous maîtrise d'ouvrage de l'EPF : maximum 50% du coût des études, dans la limite de 100.000 € HT d'aide financière par site, le cumul des aides publiques ne devant pas dépasser 80%.

Rappel du contexte :

Aux termes d'un courrier en date du 2 juillet 2024, Madame Pia IMBS, Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg a sollicité l'accompagnement de l'EPF d'Alsace pour acquérir les parcelles cadastrées section CK, n°8, 9, 10, 11, 114 et 136 constituant un ensemble immobilier de 2 ha 69 a 18 ca.

Dans sa délibération en date du 18 décembre 2024, le conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé l'acquisition du bien par l'EPF d'Alsace au montant de 5.601.600 € TTC.

Un accord a été trouvé avec le propriétaire du site pour la vente du bien, cependant les conditions de vente indiquées dans la DIA faisaient état d'un site libre de toute occupation, ce qui n'est pas le cas. Le vendeur a donc été signifié de l'existence d'un obstacle à la signature de l'acte authentique et le prix de vente a été consigné. L'acte de vente pourra être signé quand le site sera libéré par le liquidateur judiciaire (cessation d'activité ICPE).

En attendant de pourvoir s'engager dans l'acquisition de la friche, et malgré l'existence d'anciennes études environnementales, l'Eurométropole de Strasbourg a souhaité disposer d'éléments lui permettant de mieux appréhender les problématiques associées à la pollution des sols, des gaz du sol et des eaux souterraines, étant donné l'activité passée du site pour modifier le zonage du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg.

Conclusions des études :

Le liquidateur en charge de la liquidation de l'entreprise LANA PAPIERS SPECIAUX II a déjà fait réaliser des investigations pour connaître l'état du site. 30 sondages de sol et 15 piézairs ont été réalisés pour permettre le prélèvement et l'analyse d'échantillons de sol et de gaz du sol. Les résultats d'analyses mettent en évidence les éléments suivants :
• Impacts significatifs et ponctuels en hydrocarbures dans les sols au droit :
— du bâtiment de stockage des cuviers divers de pâte à papier, en rive droite nord ;
— de l'ancienne bobineuse ouest, en rive droite sud ;
— de l'atelier de maintenance, en rive droite sud.
• Traces de solvants en amont hydraulique comme en aval du site, des traces de cyanures en aval du site et une détection de cuivre et de zinc au droit du puits industriel au centre du site, en rive droite sud, dans les eaux souterraines ;
• Impact diffus en solvants dans les gaz du sol (en rive droite nord et sud)
• Impact ponctuel en mercure en rive droite nord au droit de l'ancien stockage de talc et de produits chimiques ;
• Impact en hydrocarbures volatils (BTEX) dans les gaz du sol en rive droite (nord et sud) ;
• Impact modéré et diffus en hydrocarbures et en métaux lourds au droit des remblais présents sur l'ensemble du site.

À l'issue de ces résultats, ARCHIMED Environnement recommande :

• la réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les milieux sols, gaz du sol et eaux souterraines afin de délimiter les impacts rencontrés dans le présent rapport et de compléter les données.

ARTICLE 1 : DESCRIPTIF DU SITE

Le site LANA rive Est est situé 139 rue de La Wantzenau à Strasbourg. Il est cadastré Section CK numéros 8, 9, 10, 11, 114 et 136 et présente une superficie totale de 2 ha 69 a 18 ca.

ARTICLE 2 : PROJET

Ce projet urbain global vise à répondre :

- aux besoins de logements de toutes les catégories de population en accompagnant les évolutions démographiques et les offres complémentaires à développer, de nature à renforcer une offre diversifiée de logements abordables et en accession libre ;

- aux besoins de mixité tant dans l'offre en logement telle que détaillée ci-avant que fonctionnelle avec le développement d'équipement publics nécessaires au quartier mais aussi au maintien d'une activité économique sur site ;

- aux besoins d'accès équitable aux services publics et de mixité sociale et notamment l'offre en équipements scolaires,

- aux besoins d'espaces publics afin d'améliorer le maillage et le reconnecter à l'existant mais aussi renforcer le lien avec le Mühlwasser,

- aux besoins de soutien de l'activité économique locale par une offre de locaux d'activité et d'artisanat à destination des entreprises et artisans n'ayant plus accès à une offre de locaux d'activité et de stockage en centre-ville ; par la création d'une nouvelle polarité d'activités et de commerces proposant, là aussi une mixité, avec des locaux à prix maîtrisés.

Ledit projet urbain comprendra également la création d'un cheminement structurant inter-quartier du parc de l'Anguille à la rue de Reissenheisen via la parcelle existante sur le Mühlwasser, la création d'un cheminement le long de la berge Est du Mühlwasser reliant la rue de l'Ill à la passerelle, la création d'un élargissement de la route de la Wantzenau pour divers aménagements publics et le reprofilage du carrefour pour améliorer le franchissement des voies et requalifier l'entrée du quartier.

L'acquisition de la friche LANA permettra enfin la création d'espaces boisés, de parcs urbains et jardins familiaux, de manière à garantir la qualité de vie des habitants et les continuités écologiques notamment le long du Mühlwasser. La générosité des espaces publics permettant de valoriser et remailler la trame verte et bleue.

ARTICLE 3 : NATURE ET PORTAGE DE L'ETUDE

L'Eurométropole de Strasbourg sollicite donc la réalisation des études et diagnostics sites et sols pollués complémentaires sous la maîtrise d'ouvrage de l'EPF et autorise ainsi l'EPF à passer un marché public pour la réalisation de cette étude. L'EPF choisira, l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse conformément aux critères qui seront définis dans les documents du marché public.

L'EPF communiquera à l'Eurométropole de Strasbourg l'offre du candidat retenu.

L'Eurométropole de Strasbourg disposera d'un délai de 7 jours, pendant lequel elle pourra valider ou non le choix de l'EPF. Passé ce délai, l'EPF pourra signer et notifier le marché.

Conformément au cadre de passation interne des marchés publics de l'EPF d'Alsace, la présidente (ou son représentant spécialement désigné à cet effet) fera partie du Comité d'attribution du marché public et aura une voix décisionnaire. L'offre du candidat se trouvant

en première position du classement des offres sera communiquée à la Collectivité en amont du Comité.

Jusqu'à la signature du marché public, la Collectivité pourra informer l'EPF d'Alsace de sa volonté de déclarer le marché public sans suite.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

Il est rappelé que l'EPF participe à hauteur maximum de 50% du coût des études avec un montant plafond de 100 000€ d'aide financière par site.

Conformément à l'article 10 du décret n°99-1060 du 16 décembre 1999, le montant des aides publiques directes ne peut excéder 80% du montant prévisionnel de la dépense (de l'étude). En cas de subvention ou participation financière d'un tiers à la présente convention, celle-ci sera intégrée au coût global de l'étude, en respectant les clauses ci-dessus.

Ainsi, la Collectivité s'engage à rembourser à l'EPF, à première demande, le solde (et donc déduction faite de toutes aides perçues) du coût de l'étude demandée.

Fait à STRASBOURG, en deux exemplaires, le .....2026 ,

M. Benoît GAUGLER	Mme Catherine TRAUTMANN
Directeur de l'EPF d'Alsace	Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 17 DECEMBRE 2014

DATE DE CONVOCATION :
25 novembre 2014

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 16
Présents : 15
Pouvoirs : 4
Votants : 12

VOTE :
Pour : 12
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2014/057

OBJET : **Nomination du directeur de l'EPF**

Le Président certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le
23 DEC. 2014

Le Président,
Alfred BECKER

Le dix-sept décembre deux mille treize à 11h00, le conseil d'administration de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réuni, à l'Hôtel du Département du Bas-Rhin à Strasbourg, sur convocation du Président, Monsieur Alfred BECKER, en date du 25 novembre 2014.

Présents votants : Mmes LEHMANN Marie-Paule et LOTZ Suzanne, MM. ADAM Christian, ADAM Jean, BASTIAN Daniel, BECKER Alfred, HOMMEL Denis, JEHL François, JUNDT Jean-Jacques, KOCHER Michel, STUTZMANN Gérard et WAHL Bertrand.

Présents non votants : MM. KLEIN Raymond, METZ Robert et SCHARRENBERGER Christophe.

Excusés ayant donné pouvoir : Mme FISCHER Marie-Reine, MM. BURGER Etienne, KAETZEL Pierre et WIRTH Jean-Paul.

Absents/excusés : Mme DREYSSÉ Marie-Dominique, MM. BAUER Marcel, BECKER Gérard, BIERRY Frédéric, BURR René, DREYFUS Henri, HAAS Jean-Marie, MARMILLOD Pierre, MATHIA Jean, MAURER Jean-Philippe, STOLTZ Richard et WOLF Etienne.

Assistaient également : Mmes GRARD Coralie, HERTRICH Sabrina et LAZARUS Virginie, MM. GAUGLER Benoît, MARTEL Romain et SCHUHLER Jean.

Le Président rappelle que M. GAUGLER a été nommé en date du 2 juillet 2008 aux fonctions de Directeur de l'EPF du Bas-Rhin. A ce titre, il est :

- Ordonnateur des dépenses et des recettes ;
- Représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile ;
- Passe des contrats et signe tous les actes pris au nom de l'établissement ;
- Prépare et exécute les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration ;
- Recrute le personnel et a autorité sur lui.

L'assemblée générale a voté le 11 juin 2014, la transformation de l'EPF du Bas-Rhin en EPF d'Alsace. Ce changement de dénomination a été entériné par un arrêté préfectoral du 29 juillet 2014.

Il convient donc prendre une nouvelle délibération en vue de nommer M. GAUGLER aux fonctions de directeur de l'EPF d'Alsace.

Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2007 approuvant les statuts de l'EPF du Bas-Rhin,

Vu la délibération du Conseil d'administration du 2 juillet 2008 nommant Monsieur Benoît GAUGLER aux fonctions de Directeur de l'EPF du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2014 portant transformation de l'EPF du Bas-Rhin en EPF d'Alsace,

DATE DE CONVOCATION :
25 novembre 2014

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 16
Présents : 15
Pouvoirs : 4
Votants : 12

VOTE :
Pour : 12
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2014/057

OBJET : **Nomination du directeur de l'EPF**

Le Président certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

23 DEC. 2014

Le Président,
Alfred BECKER

Vu l'article L. 324-5, 3° du Code de l'urbanisme qui précise que le Conseil d'administration nomme le directeur sur proposition du Président,

Considérant qu'en vertu de l'article L.324-6 du Code de l'urbanisme, *« le Directeur est ordonnateur des dépenses et des recettes. Il représente l'établissement en justice et dans tous les actes de la vie civile. Il passe des contrats et signe tous les actes pris au nom de l'établissement. Il prépare et exécute les décisions de l'assemblée générale et du conseil d'administration. Il recrute le personnel et a autorité sur lui. Il peut déléguer sa signature ».*

Monsieur le Président, Alfred BECKER, propose aux membres du Conseil d'administration de nommer Monsieur Benoît GAUGLER, aux fonctions de Directeur de l'EPF d'Alsace.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité, de nommer Monsieur Benoît GAUGLER aux fonctions de directeur de l'EPF d'Alsace.

PRÉFECTURE
DU BAS-RHIN
23 DEC. 2014
Bureau du Contrôle
de Légalité

Strasbourg.eu
eurométropole

45

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Création d'un périmètre de prise en considération sur le secteur de la route de Schirmeck - Montagne Verte à Strasbourg.

Numéro E-2026-1045

Dans le cadre de ses compétences en matière d'aménagement du territoire, l'Eurométropole de Strasbourg organise, en coopération avec ses communs membres, un développement équilibré de son territoire. À ce titre elle est amenée à mettre en place des outils de sauvegarde afin de préserver les enjeux urbains spécifiques d'un territoire.
Le secteur proposé pour la mise en place d'un périmètre de prise en considération concerne la route de Schirmeck et ses abords, à Strasbourg, entre la rue de l'Abbé-Lemire à l'Est et la rue du Petit-Marais à l'Ouest.

La route de Schirmeck constitue l'axe structurant autour duquel s'est développée l'urbanisation du quartier de la Montagne-Verte. L'absence de véritable centralité, conjuguée à l'importance du trafic routier sur cet axe, de l'ordre de 20 000 véhicules par jour, tous sens confondus, dégrade la qualité du cadre de vie et les conditions d'habitabilité le long de la route. Cette situation renforce également les conflits d'usage entre les différents modes de déplacement : piétons, cyclistes, transports en commun et voiture, et contribue aux nuisances sonores et à la pollution.

Un tiers de la population de la Montagne-Verte réside dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) de Molkenbronn et du Murhof, où la part de la population vivant sous le seuil de pauvreté atteint environ 40 %, avec une tendance à la hausse ces dernières années.

Dans ce contexte, le secteur du Roethig, situé dans le QPV Molkenbronn et directement adossé à la route de Schirmeck, constitue un secteur stratégique, à la croisée des enjeux urbains, sociaux et de mobilité. Situé à proximité immédiate de la gare de Strasbourg-Roethig et du groupe scolaire Erckmann-Chatrian, il s'inscrit dans un périmètre de mutation urbaine plus large, allant de la cité Molkenbronn jusqu'à la rue du Petit-Marais, en limite communale de Lingolsheim.

Déjà inscrit dans le précédent Contrat de Ville (2015-2023), le QPV a vu son périmètre élargi dans le cadre de la nouvelle géographie prioritaire arrêtée par l'État en 2024, traduisant un renforcement des enjeux sociaux et de précarité sur ce secteur.

Les principaux objectifs identifiés sont ainsi l'amélioration du cadre de vie, la requalification des espaces publics, le traitement des conflits d'usage et l'amélioration des conditions d'habitabilité le long de la route de Schirmeck.

Une évolution de l'offre ferroviaire renforçant les enjeux de mobilité

La mise en service du SERM sur la ligne Strasbourg-Ville – Molsheim s'est traduite par une amélioration significative de l'offre ferroviaire, notamment en termes de fréquence et d'amplitude. Le nombre de trajets desservant la gare de Strasbourg-Roethig a ainsi doublé.

Cette évolution est susceptible d'entraîner une augmentation de la fréquentation de la gare et, par conséquent, une évolution du fonctionnement du site. Elle nécessite ainsi une adaptation des espaces attenants à la gare afin de reconfigurer cette entrée de quartier et d'améliorer son intégration au tissu urbain environnant et son accessibilité.

Des séquences urbaines présentant des enjeux différenciés

Les études en cours sur la route de Schirmeck ont identifié quatre grandes séquences opérationnelles, correspondant à des caractéristiques urbaines, des emprises foncières et des enjeux de mobilité différents :

- **séquence 1 – Entrée de Lingolsheim / giratoire Schuman** : cette séquence se caractérise par des emprises foncières réduites et par un enjeu important en matière de mobilité, notamment lié au réseau de bus ;
- **séquence 2 – Molkenbronn** : comprise entre le carrefour de la place d'Ostwald et le secteur de Molkenbronn, cette séquence bénéficie d'emprises plus importantes et présente des enjeux de désimperméabilisation et de plantation des espaces publics, ainsi qu'un enjeu majeur en matière de mobilité lié à l'articulation du bus, du vélo et du train ;
- **séquence 3 – Gliesberg** : située entre la place d'Ostwald et la station-service, cette séquence présente des emprises plus contraintes et un enjeu particulièrement important pour les mobilités cyclables et le réseau de bus ;
- **séquence 4 – Ceinture verte** : située entre la station-service et la station de tramway, cette séquence présente un enjeu majeur en matière de mobilité, notamment à l'articulation entre les flux automobiles et le réseau de bus.

Ainsi, la route de Schirmeck ne constitue pas un axe homogène. Elle se compose de quatre séquences présentant des caractéristiques et des enjeux distincts. La mise en œuvre d'un projet d'ensemble visant notamment la requalification des espaces publics et l'amélioration des mobilités sur cet axe sur cet axe, nécessite néanmoins de préserver une cohérence globale entre ces différentes séquences.

Dans cette perspective, la maîtrise des évolutions urbaines à venir et notamment des projets susceptibles de faire l'objet de demandes d'autorisation d'urbanisme apparaît nécessaire afin de préserver les conditions de réalisation d'un projet cohérent sur l'ensemble de l'axe, notamment en matière de réorganisation des mobilités et d'amélioration du cadre de vie.

Le secteur du Roethig : un secteur d'intervention prioritaire

Au sein de cet axe, le secteur du Roethig constitue un secteur d'intervention prioritaire, compte tenu de la convergence de plusieurs projets et dynamiques urbaines : la reconversion de la friche Auchan, l'extension du groupe scolaire, le projet ESPEX Singrist ainsi que la mise en service du SERM.

Les études spécifiques conduites sur ce secteur ont permis d'identifier plusieurs objectifs :

- redimensionner, requalifier et végétaliser les espaces publics, notamment par la création d'un parvis de la gare et l'amélioration de l'accessibilité piétonne à celle-ci ;
- améliorer les correspondances entre le transport ferroviaire et le réseau de transports en commun urbains ;
- améliorer la visibilité et l'accessibilité de la gare depuis la route de Schirmeck, en articulation avec le devenir de cet axe ;
- retravailler le maillage cyclable afin de favoriser les déplacements de proximité à vélo.

Mise en place d'un périmètre de prise en considération

Compte tenu des éléments précédemment exposés, l'Eurométropole de Strasbourg propose de mettre en place un Périmètre de prise en considération (PPC) sur le secteur de la route de Schirmeck, à Strasbourg.

Le périmètre de prise en considération, dont le plan figure en annexe à la présente délibération, est proposé à l'échelle de l'ensemble de l'axe de la route de Schirmeck, afin de préserver la cohérence globale des objectifs poursuivis et de permettre leur articulation avec les différentes études et projets en cours.

Ce périmètre doit ainsi permettre d'anticiper et d'accompagner les évolutions urbaines du secteur, tout en préservant les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'un projet d'ensemble visant notamment l'amélioration du cadre de vie, la requalification des espaces publics et le développement d'une offre de mobilité plus équilibrée.

L'instauration d'un périmètre de prise en considération, en vue de la conduite d'opérations d'aménagement, permettra à l'autorité compétente d'opposer un sursis à statuer aux demandes d'autorisation susceptibles de compromettre lesdites opérations ou de les rendre plus onéreuses. Ce périmètre a une durée de validité de 10 ans.

Le périmètre de prise en considération est présenté en annexe à la présente délibération.

À compter de la publication de la présente délibération, un sursis à statuer de 2 ans pourra être opposé aux demandes d'autorisations ou déclarations concernant les travaux, constructions ou installations situés dans le périmètre de prise en considération dans les formes et conditions prévues à l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code de l'urbanisme et notamment les articles L. 300-1, L. 424-1et R.424-24
vu le Plan local d'urbanisme (PLU) de l'Eurométropole de Strasbourg dans sa dernière version
vu l'avis du Conseil municipal de la commune de Strasbourg du 2 novembre 2026 portant sur la mise en place de ce périmètre de prise en considération
vu les objectifs poursuivis par l'Eurométropole de Strasbourg sur le périmètre concerné
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré,

approuve

le périmètre de prise en considération d'une opération d'aménagement tel que présenté en annexe de la présente délibération, sur l'axe de la route de Schirmeck à Strasbourg,

décide

d'inscrire ledit périmètre présenté ci-avant dans le rapport de la délibération et en annexe de la présente délibération,

précise

- *qu'un sursis à statuer de deux ans pourra être opposé aux demandes d'autorisations ou déclarations concernant les travaux, constructions ou installations situés dans le périmètre de prise en considération dans les formes et conditions prévues à l'article L. 424-1 du Code de l'urbanisme, après accomplissement de l'ensemble des formalités d'affichage et publicité fixées à l'article R. 424-24 du Code de l'urbanisme,*

- *que la décision de prise en considération cessera de produire ses effets si la réalisation de l'opération d'aménagement n'a pas été engagée dans un délai de 10 ans à compter de son entrée en vigueur,*

- *que le périmètre de prise en considération sera reporté, à titre informatif, en annexe du PLU de l'Eurométropole de Strasbourg,*

charge

la Présidente, son représentant ou sa représentante d'accomplir ou de signer tout acte concourant à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-217672A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

direction urbanisme et territoires
aménagement du territoire et projets urbains

STRASBOURG-MONTAGNE VERTE

Études urbaines

Diagnostic et synthèse des enjeux



I. Contexte de l'étude

1. Contexte et objectifs de l'étude
2. Périmètre de l'étude

II. Contexte urbain et paysager

1. Données socio-économiques
2. Urbanisation du secteur
3. Perception et paysage urbain
4. Analyse des séquences paysagères
5. Patrimoine végétal et naturel
6. Parcs et places
7. Ilot de chaleur urbain
8. Possibilités de plantations
9. Projets urbains
10. Synthèse des enjeux urbains et paysagers

III. Mobilité et transports

1. Réseau de voirie
2. Réseau piéton
3. Réseau de pistes cyclables
4. Transports en commun
5. Partage modal
6. Stationnement
7. Convoi exceptionnel
8. Service express régional métropolitain
9. Isochrones autour des gares
10. Passages à niveaux
11. Emprises disponibles
12. Synthèse des enjeux de mobilités

IV. Zoom sur le secteur Roethig

1. Situation et contexte
2. Typologies et hauteur de bâti
3. Fonctionnalité paysagère du site
4. Mobilité et déplacement
5. Fonctionnement actuel de la gare
6. Foncier
7. Analyse réglementaire
8. Contraintes techniques
9. Benchmark
10. Synthèse des enjeux

1062

1. Contexte et objectifs de l'étude

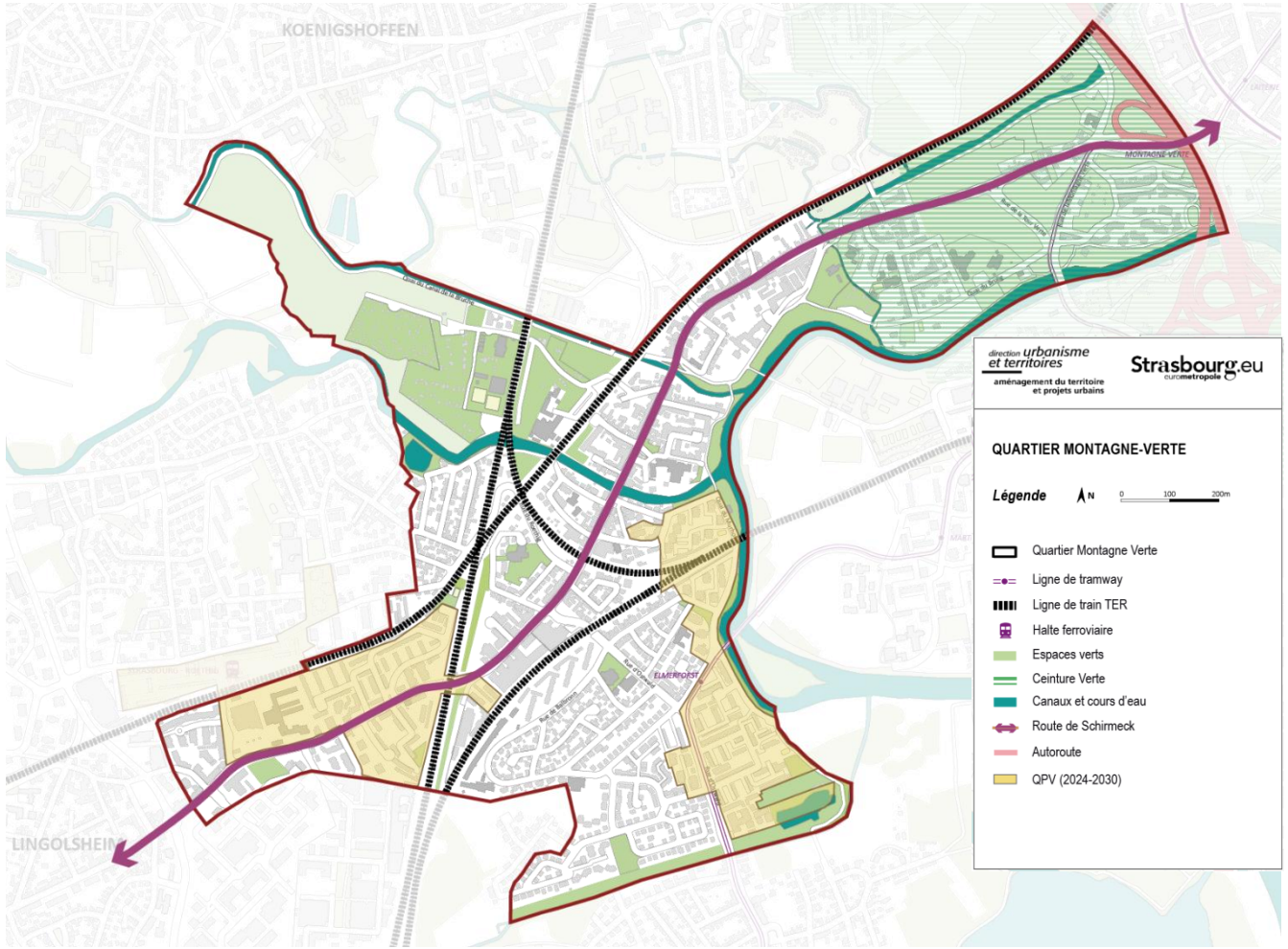
La Montagne-Verte est un **quartier de faubourg** dont l'urbanisation s'est développée autour de la route de Schirmeck, dans un contexte fortement contraint par la présence de **cours d'eau, canaux, voies ferrées et infrastructures routières**. Ces éléments constituent **des frontières physiques qui fragmentent le quartier**, l'isolent de ses voisins et le divisent en sous-secteurs aux fonctionnements et ambiances contrastés.

L'absence de véritable centralité et l'importance du **trafic sur la route de Schirmeck**, environ 20 000 véhicules /jour (2 sens confondus) dégradent la qualité d'habiter le long de l'axe et renforce le sentiment d'insécurité des piétons et cyclistes. Il concentre ainsi les principaux enjeux du quartier : mobilité, espace public, habitat, nuisances sonores et pollution. Toute action visant à **améliorer le fonctionnement et le cadre de vie** du quartier devra ainsi nécessairement s'appuyer sur une **transformation de cet axe**.

Par ailleurs, **un tiers** de la population de la Montagne-Verte réside dans les **quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)** de Molkenbronn et Murhof, où la part de la **population sous le seuil de pauvreté atteint environ 40 %,** avec une tendance à la hausse ces dernières années.

Dans ce cadre, cette étude vise à :

- **étudier les conditions de développement d'une stratégie de mobilité « tous modes » favorisant la multimodalité le long de la route de Schirmeck, en lien avec la gare du Roethig ;**
- **identifier les secteurs stratégiques d'aménagement du quartier ;**
- **définir une programmation et un phasage des interventions.**



1063

2. Périmètre d'étude

Les études précédentes ou en cours étaient trop focalisées sur l'axe de la route de Schirmeck et **sur le seul mode routier**. L'ensemble des ces études ont permis de comprendre qu'agir sur l'axe de la route de Schirmeck nécessite :

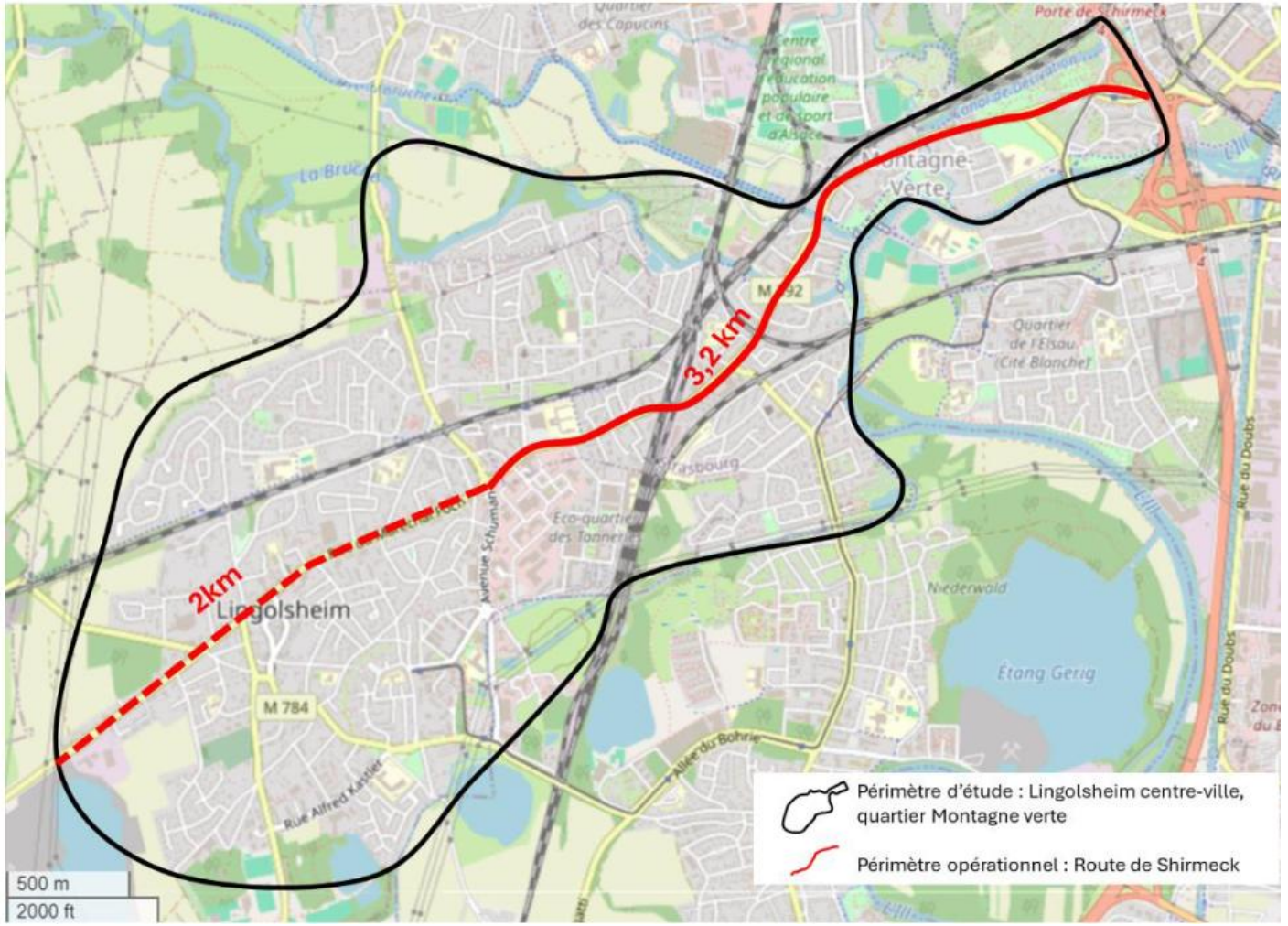
1. de travailler sur toute l'épaisseur de l'axe en traitant également les abords;
2. de prendre en compte un périmètre large, intercommunal, incluant les communes de Lingolsheim, Strasbourg, Ostwald et Eckbolsheim.

Il s'agit ici de réaliser une **étude à plus grande échelle** selon le périmètre d'étude/réflexion ci-après et de **faire des propositions à plus petite échelle**, sur la route de **Schirmeck et ses abords appelés «périmètres opérationnels ».**

Le secteur est parcouru par des flux longues distances (notamment ferroviaires et routiers) qui nécessitent des temps d'actions longs sur des échelles assez larges pour pouvoir les organiser de manière plus durable.

La question du devenir des centralités des quartiers traversés par la route de Schirmeck est liée aux plans de circulation mis en œuvre à cette grande échelle, ainsi qu'aux solutions de mobilités alternatives comme l'utilisation des haltes ferroviaires du SERM du secteur.

Pour mieux appréhender les questions de mobilité, il est apparait ainsi pertinent d'organiser une stratégie court-moyen-long termes coordonnant les différentes actions à une échelle permettant de relier certains objets clés des quartiers (par ex. la halte de Strasbourg-Roethig) avec l'évolution de la route de Schirmeck.



1064



II. Contexte urbain et paysager

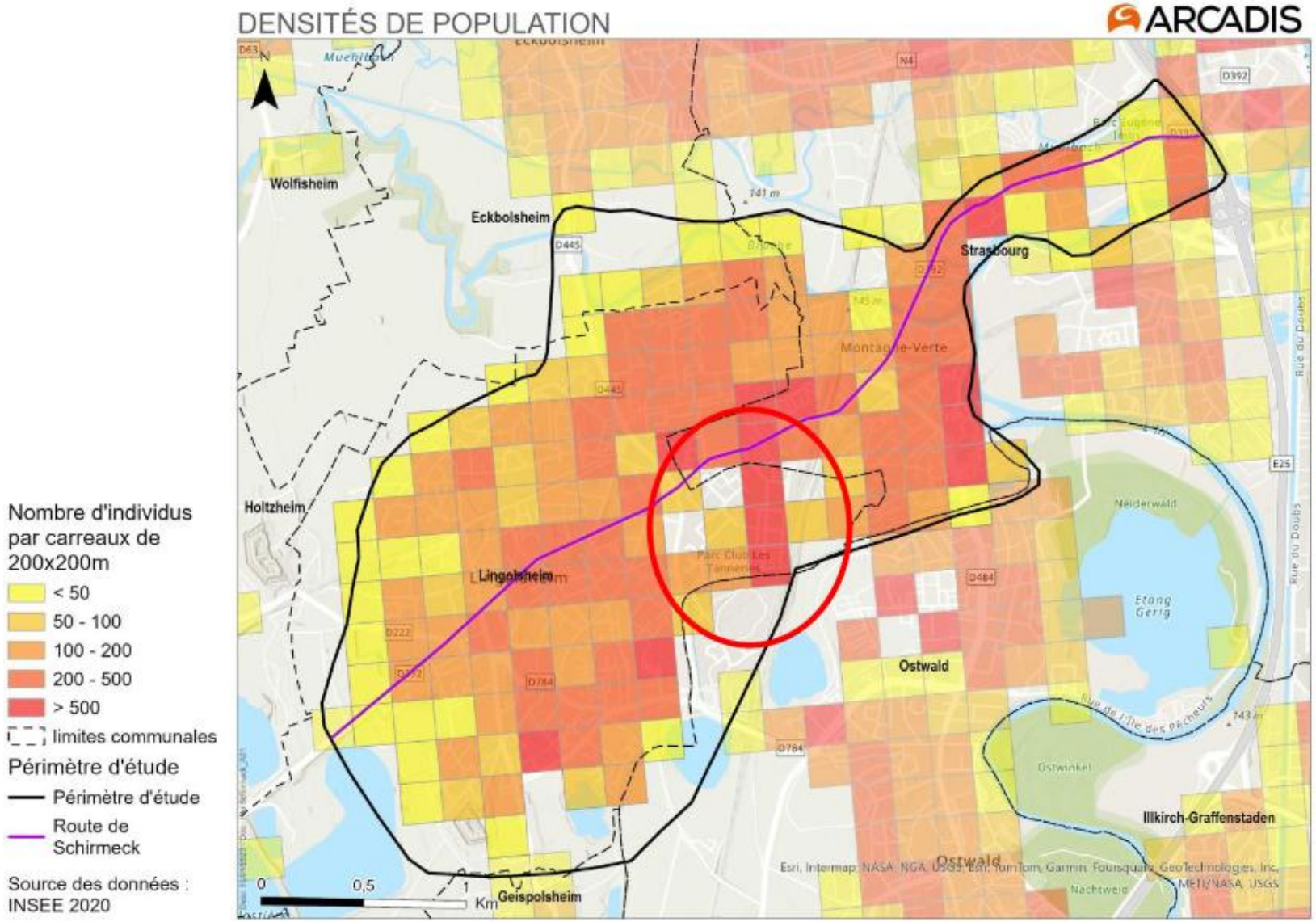
Étude réalisée par le groupement

1. Données socio-économiques

Le périmètre d'étude compte environ **33 000 habitants**, selon les données de l'INSEE de 2020. La population se concentre davantage dans les quartiers de la **gare Strasbourg-Roethig** et des **Tanneries**, le long de la route de Schirmeck, ainsi que dans le secteur du **Murhof** à proximité. Ces secteurs correspondent principalement à des quartiers de logements collectifs construits progressivement entre les noyaux historiques au cours du XXe siècle.

De manière générale, le territoire connaît **une croissance de sa population**, à l'exception de l'extrémité nord du quartier de la **Montagne Verte**, qui présente une évolution démographique moins favorable.

Une densité de population importante sur la portion centrale de l'axe étudié



1066

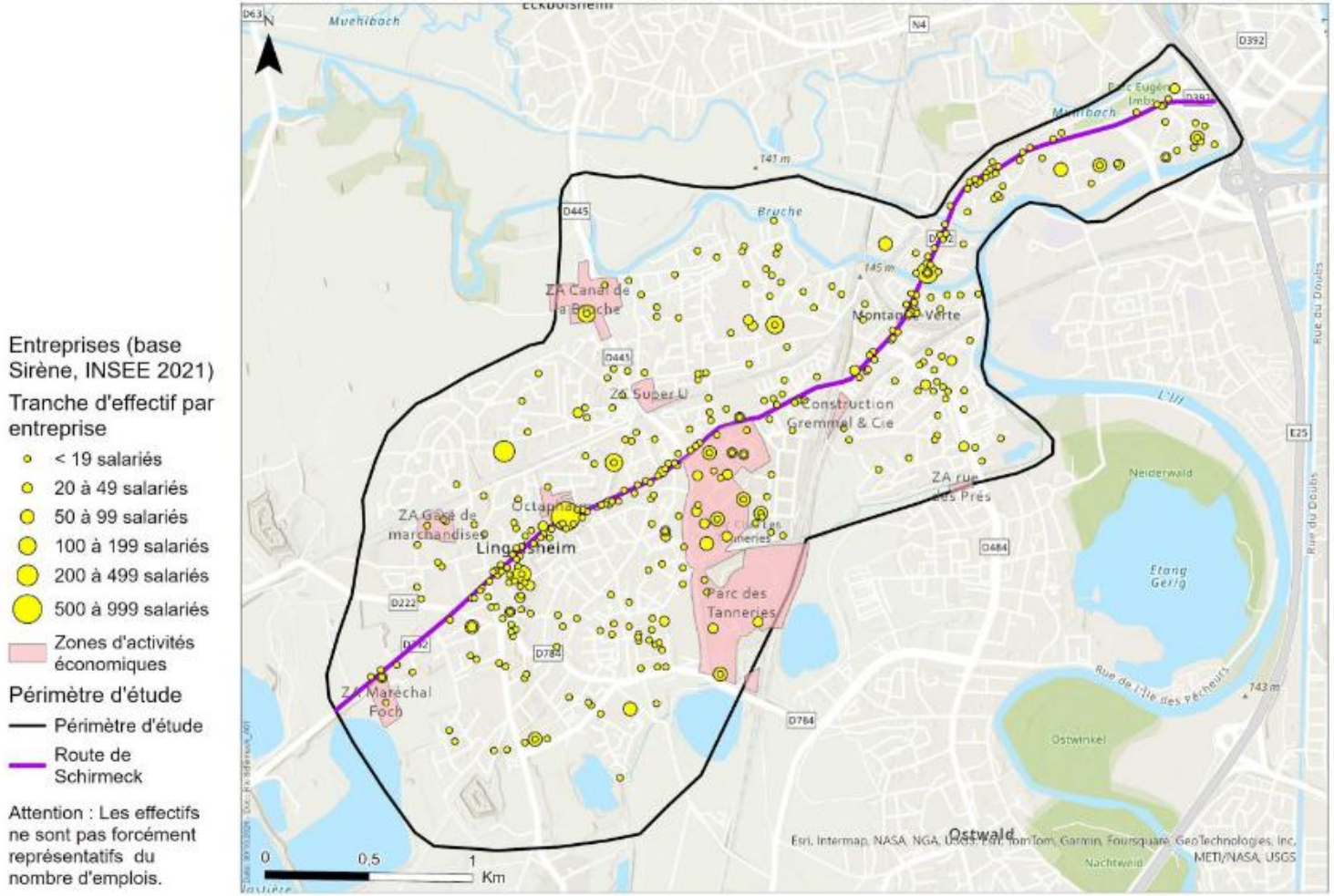
1. Données socio-économiques

Le périmètre d'étude compte environ **6 000 emplois**, selon les données de l'INSEE de 2021. **Octapharma**, situé rue du Maréchal Foch à Lingolsheim, constitue le principal employeur du périmètre avec environ **750 salariés**. Le **Parc des Tanneries**, qui s'étend sur près de **40 hectares**, représente également un pôle économique majeur avec environ **800 emplois**.

L'activité économique s'organise également autour de plusieurs autres zones d'activités, notamment la **ZA du Canal de la Bruche**, la **ZA de la Gare de marchandises** et la **ZA Maréchal Foch à Lingolsheim**. L'**industrie** constitue le secteur regroupant le plus d'emplois, notamment grâce à la présence d'Octapharma SAS et de nombreuses PME. Les **sociétés de services**, ainsi que les activités liées à la **santé humaine et à l'action sociale**, figurent également parmi les secteurs d'activité les plus représentés.

Emplois tout le long de l'axe (petits commerces) et concentration plus importante dans le secteur Tannerie et le centre-ville de Lingolsheim : Engendre des flux de pendulaires plus importants dans ces secteurs.

RÉPARTITION DES EMPLOIS SUR LE PÉRIMÈTRE D'ÉTUDE



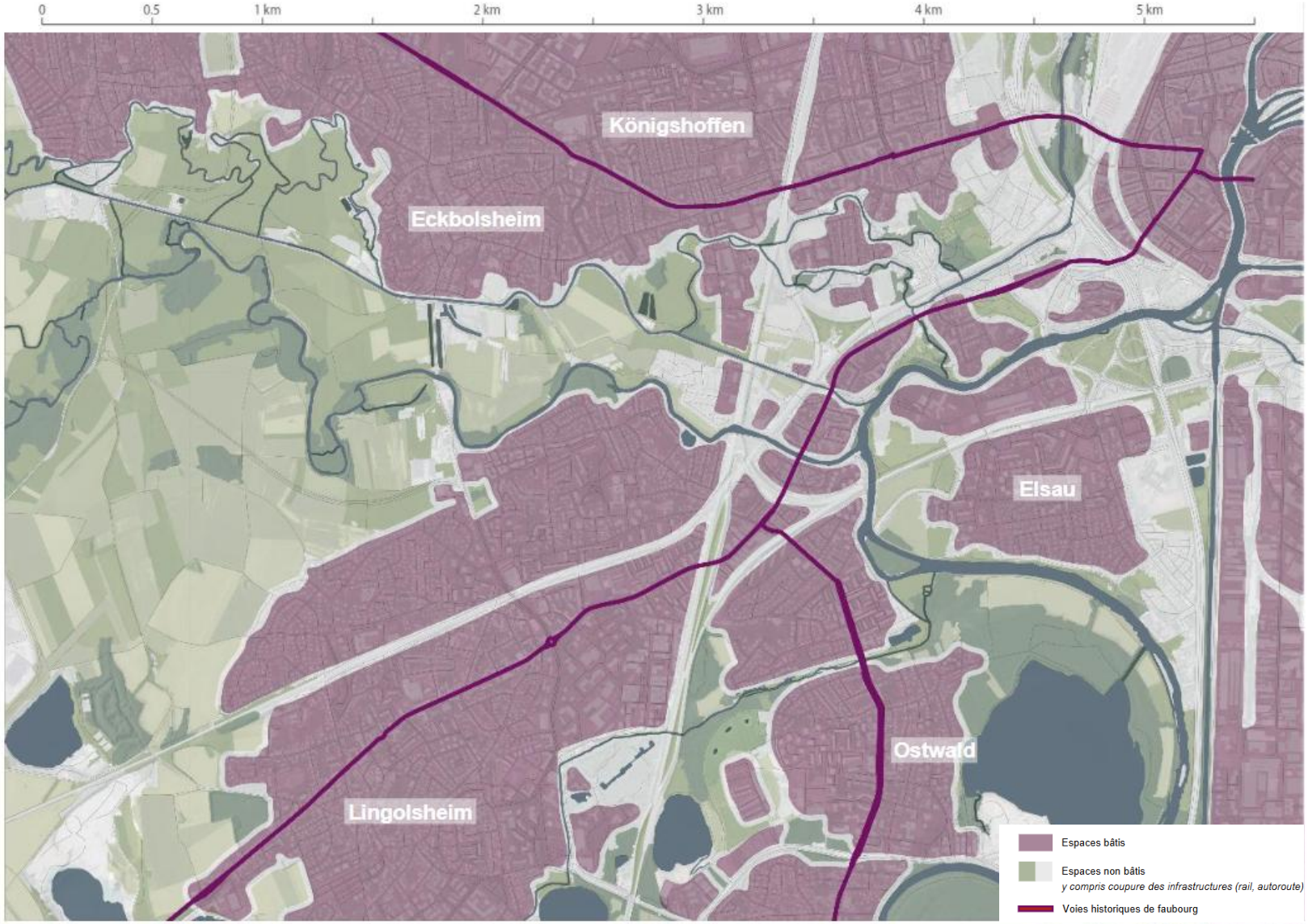
1067

2. Urbanisation du secteur

Le territoire se caractérise par une **urbanisation en îlots**, à la confluence de l'Ill et de la Bruche. Le quartier de la Montagne Verte présente ainsi une **forte fragmentation**, liée à la présence des cours d'eau, mais également aux différentes infrastructures qui traversent et structurent le territoire.

Dans ce contexte, la **route de Schirmeck**, voie historique et support de l'urbanisation en faubourg, constitue le **principal et l'unique lien** entre une partie de ces îles : **Saint-Arbogast, le Nid de Cigogne, le Gliesberg, la place d'Ostwald, Molkenbronn et Lingolsheim**.

La traversée successive de ces différents secteurs fait apparaître des **séquences urbaines distinctes et fortement marquées**, reflétant la diversité des ambiances urbaines et paysagères du secteur.

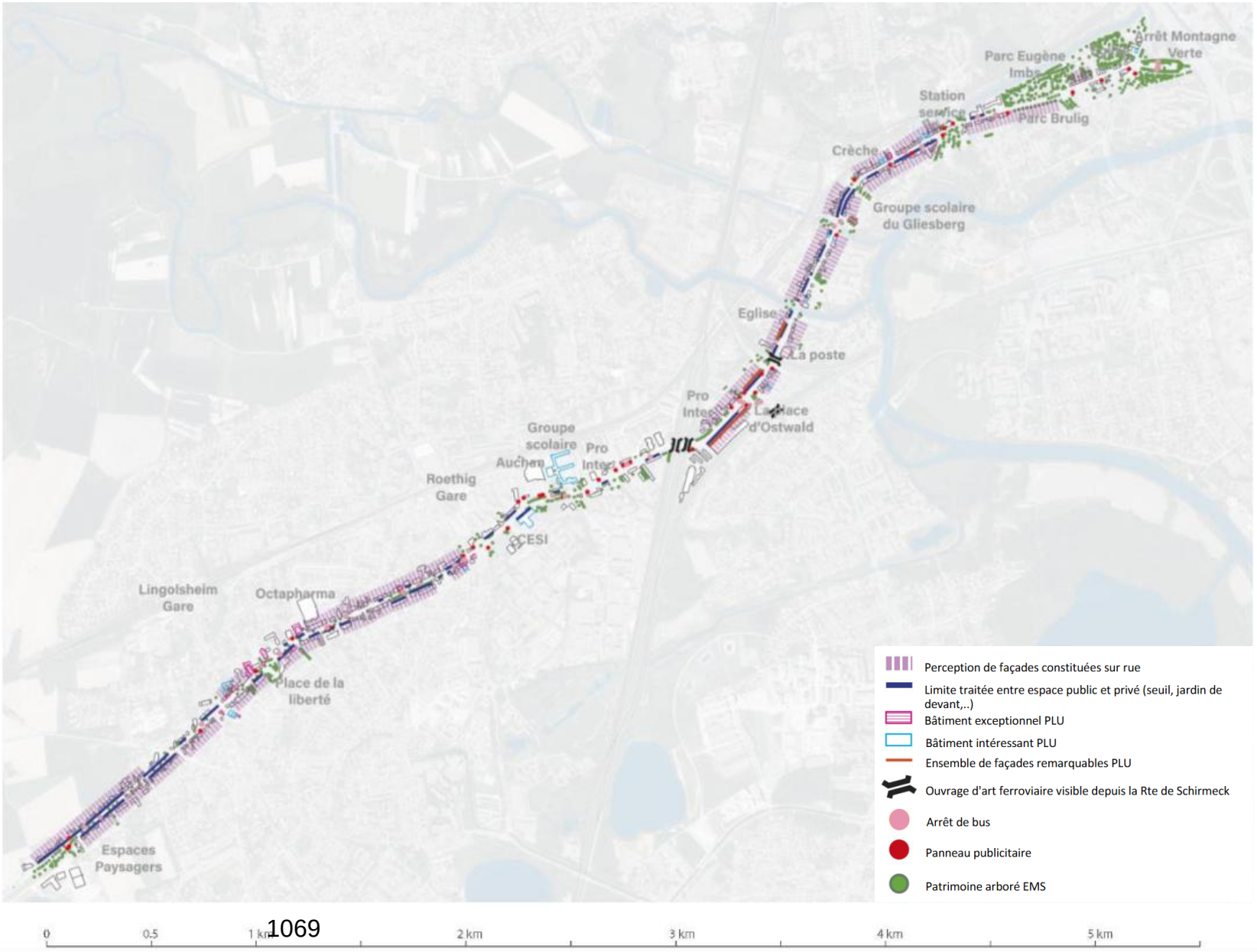


1068

3. Perception et paysage urbain

La reconstitution du linéaire de la route de Schirmeck permet de mettre en évidence que **chaque « île » possède son caractère propre hérité de sa période de construction**, donnant au bâti de l'axe un **aspect hétéroclite commun** aux autres voies de faubourg.

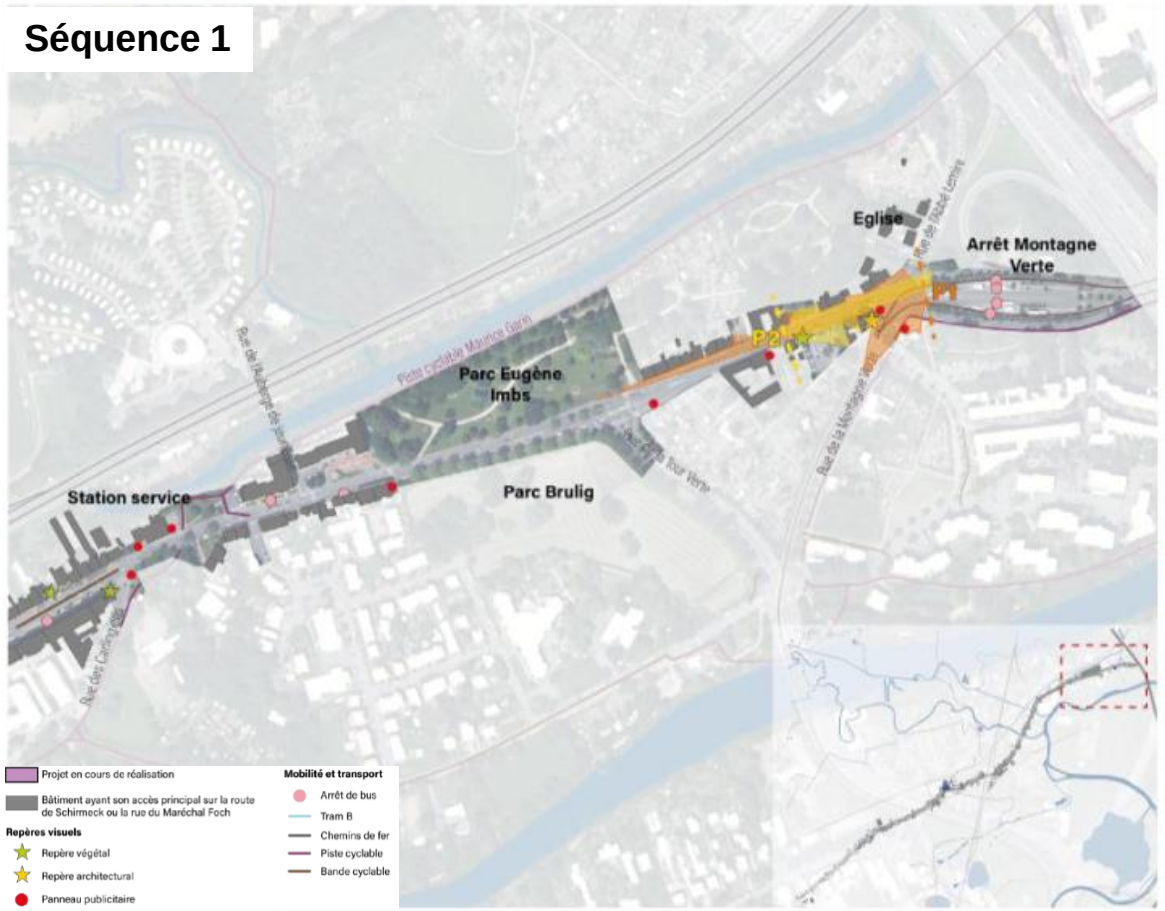
Cependant, **une forme de continuité paysagère liée au maintien de front bâtis** constitués marque l'axe de la route de Schirmeck. La seule séquence où le paysage est marqué par des limites correspond à la traversée du Molkenbronn.



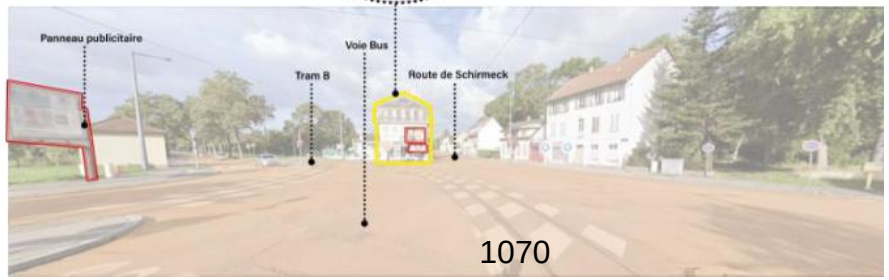
4. Analyse des séquences paysagères – Route de Schirmeck

Séquence 1 : Lecture difficile de l'entrée du quartier :

- La présence de **vastes surfaces en enrobé** perturbe la lisibilité de l'espace;
- **Aucun marquage** n'est présent pour **faciliter le passage des cyclistes**, rendant leur circulation peu sécurisée;
- **Un bâtiment** datant des années 1900, avec une toiture à la Mansart en ardoise, **signale l'entrée** de la route de Schirmeck;
- **Discontinuité du linéaire bâti** en raison de la **présence de parkings**, ce qui **fragmente la cohérence architecturale**;
- **Vue sur des murs aveugles** de bâtiments en état moyen ou dégradé, altérant l'image et l'attractivité de l'entrée du quartier;
- Stationnement en bataille, entraînant une **confusion d'usage** avec les piétons et générant des conflits;
- **Absence d'aménagements pour les vélos**, ce qui complique leur circulation et limite les mobilités actives;







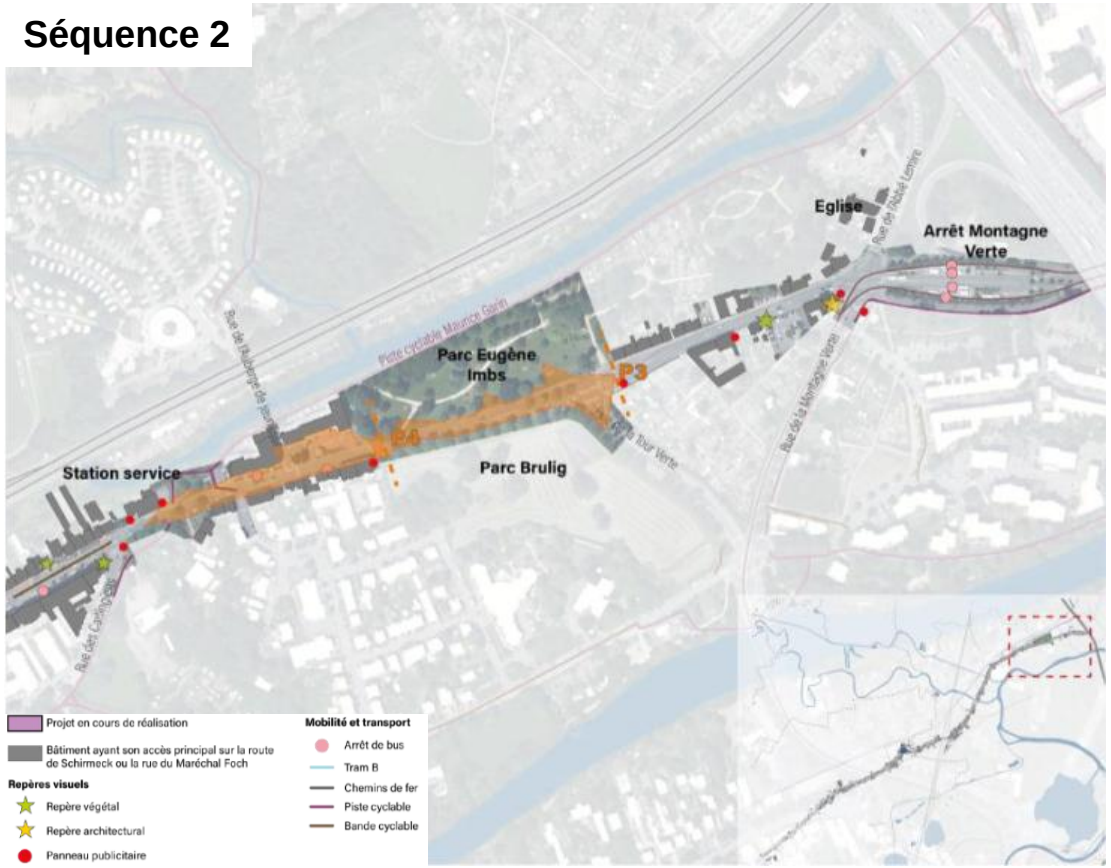


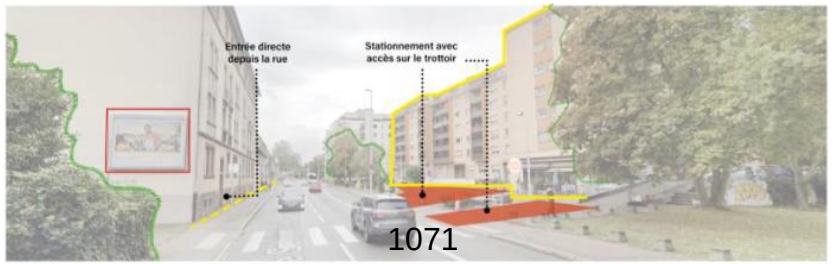
1070

Séquence 2 :

- Les **parcs Eugène Imbs et Brulig** offrent un paysage totalement différent grâce à la **présence abondante de végétation**, apportant une véritable bouffée de verdure;
- **Les trottoirs** sont **larges et agréables pour les piétons**, facilitant les déplacements à pied;
- Les cyclistes **partagent une voie avec les bus,** ce qui peut rendre la **cohabitation délicate**;
- **Aucun mobilier urbain n'est visible depuis la rue**, donnant l'impression que ces parcs sont des espaces à simplement traverser, sans **incitation s'y arrêter;**
- Les bâtiments des années 1970 marquent le **retour du tissu urbain le long de la route de Schirmeck**. Ces immeubles résidentiels, en retrait de la limite de l'espace public, disposent de **RDC actifs;**
- Les **entrées des parkings sur le trottoir** rendent la **circulation piétonne plus complexe** et le fonctionnement général assez délicat;
- De l'autre côté, on trouve les premiers **immeubles résidentiels de style logement de faubourg des années 1930**, avec **des entrées directes depuis la rue**, ce qui contraste avec les constructions plus récentes;
- La présence de **panneaux publicitaires** le long de la route de Schirmeck **renforce l'aspect routier** de cet axe et contribue à la dégradation du paysage urbain.

Séquence 2



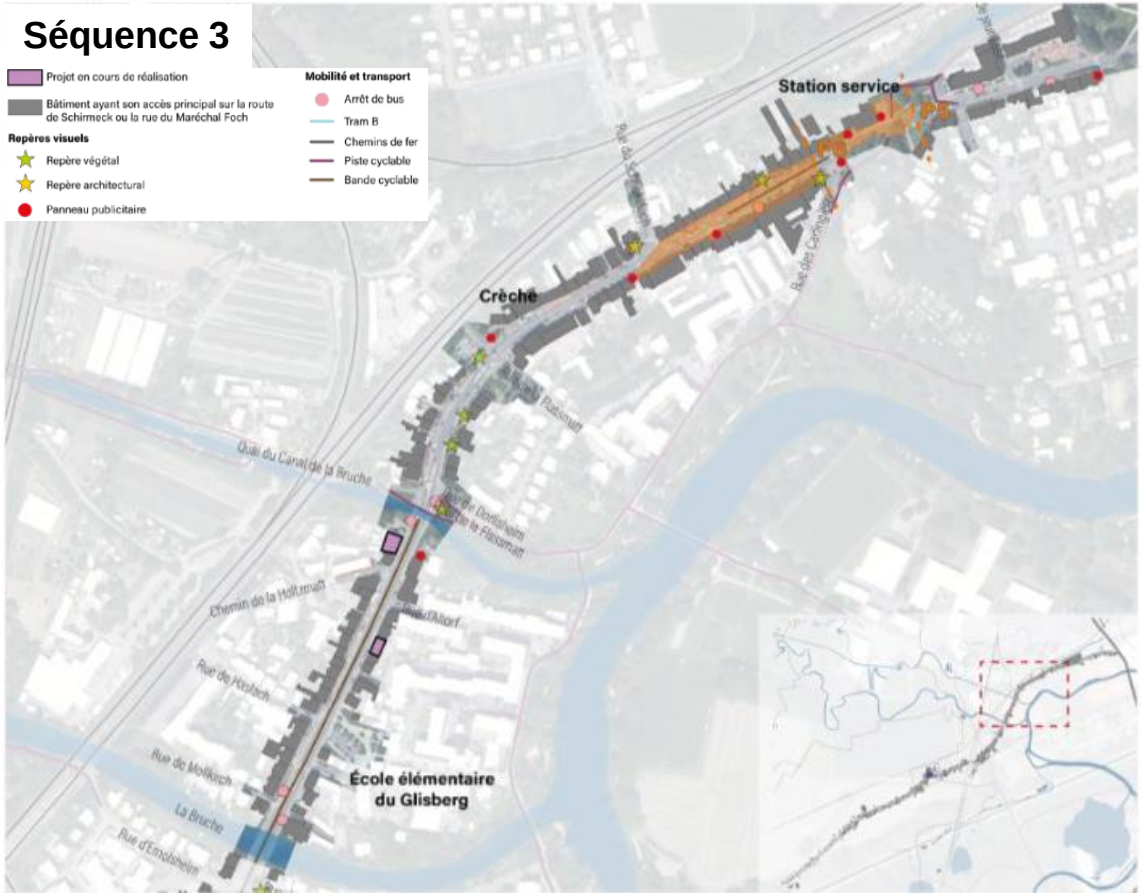


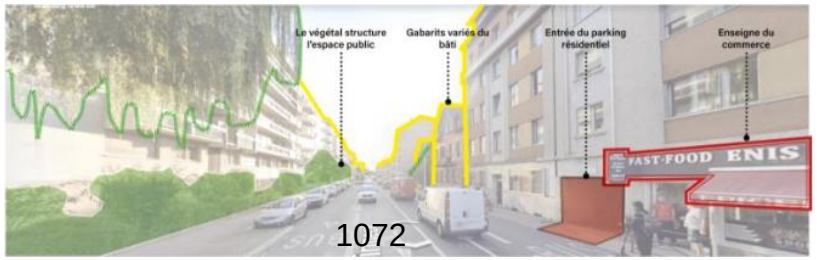


1071

Séquence 3:

- **La station-service** constitue un repère sur la linéaire de la rue de faubourg. **L'entrée** se fait directement **depuis le trottoir**, sans marquage clair, ce qui crée **conflit d'usage avec les piétons**;
- La présence d'un passage pour vélos équipé de feux, permettant de relier les deux parties de la piste cyclable Maurice Garin. un enjeu de **mieux marquer ce passage** afin de le sécuriser est identifié;
- **La forte présence végétale** est liée aux ripisylves;
- Les constructions issues de différentes périodes, avec des couleurs, matériaux et gabarits très variés, contribuent à un effet **d'éclectisme le long de la route de Schirmeck;**
- Des **immeubles résidentiels récents** qui se **retirent** légèrement de **la rue**, mais les **haies et la végétation continuent à structurer** et à dessiner **l'espace urbain;**
- La présence **d'éléments végétaux marque** fortement **le paysage urbain**;
- **L'entrée du garage** pose un **problème** fonctionnel en termes de **circulation et d'usage**;
- La présence **d'enseignes commerciales** au RDC, détails et couleurs variées, ajoute une couche **d'hétérogénéité au paysage** de la rue.



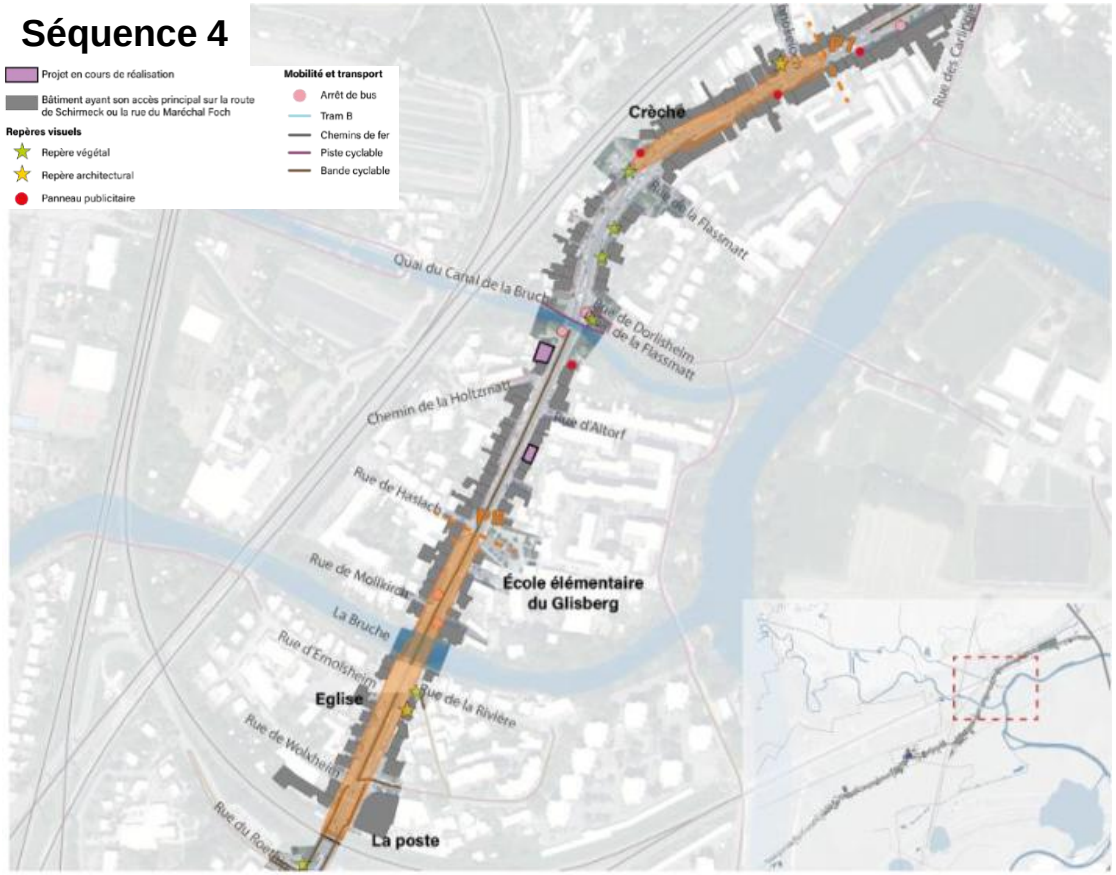


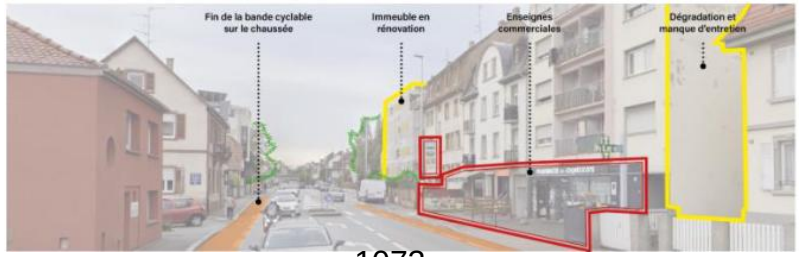


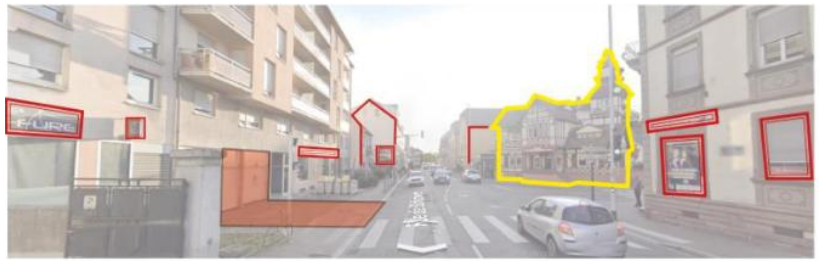
Séquence 4:

- **Accès aux garages** directement **depuis le trottoir**, créant des **interruptions** dans la continuité **piétonne;**
- **Enseignes et panneaux** publicitaires de types et de couleurs variés, ajoutant de **l'hétérogénéité visuelle**;
- **Décalages récurrents dans le front bâti**, offrant des vues sur des **façades aveugles** qui interrompt la continuité architecturale;
- **Un bâtiment repère** de 1895 marque l'angle de la rue du Schnockeloch, ajoutant une **référence historique** marquante **au paysage**;
- **Bandes cyclables discontinues**, limitant la fluidité et la sécurité des déplacements à vélo;
- **Entrées et enseignes** commerciales fortement contrastées, ajoutant **une diversité visuelle marquée**;
- **Immeubles en rénovation**, soulevant la question de **l'homogénéité** en termes de **couleurs et de matériaux**;
- La **présence ponctuelle de végétation** signale ici le passage du canal de la Bruche, créant une **transition visuelle**.

Séquence 4



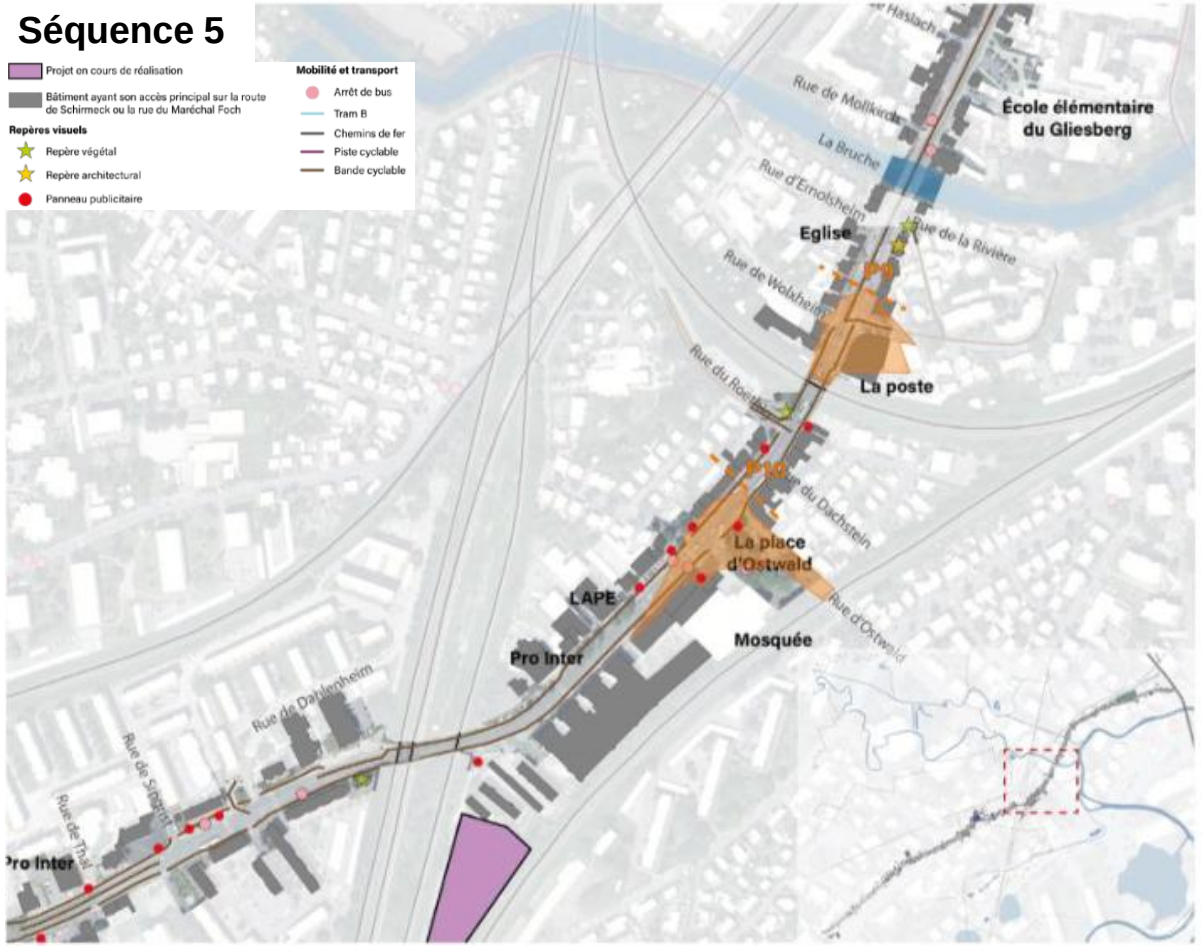




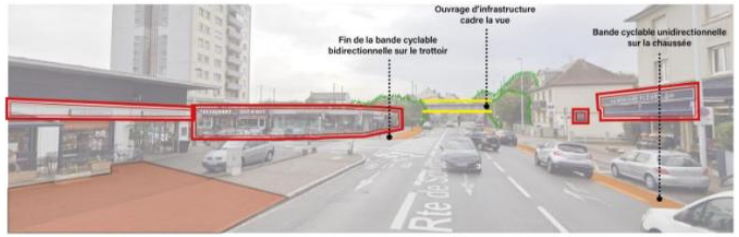
1073

Séquence 5:

- Un **premier pont ferroviaire** sur la route de Schirmeck **encadre le paysage** et contribue à l'augmentation des nuisances sonores;
- La présence de **végétation est liée aux friches ferroviaires**, apportant une touche naturelle au paysage urbain;
- Un **itinéraire cyclable fragmenté**, marqué par des **changements fréquents de type de voie**, diminue la sécurité des cyclistes et complique la lisibilité de l'espace public;
- **Accès** des véhicules **aux commerces** majoritairement **via le trottoir**, créant des **conflits d'usage** avec les piétons;
- **Enseignes et panneaux** publicitaires de types et couleurs variés, ajoutant une forte **hétérogénéité visuelle** à l'ensemble;
- **Une séquence** relativement plus large mais **désorganisée** qui rend la **lecture de la place d'Ostwald difficile** et la dévalorise, avec des éléments tels que des façades aveugles, le stationnement des voitures sur l'emprise de la place, des panneaux publicitaires, et un manque de mobilier urbain.
- Une **clôture séparative entre les voies de circulation** qui renforce **l'ambiance routière** de l'espace.
- Un **2ème pont ferroviaire** visible depuis la placed'Ostwald, ajoutant un élément structurel au paysage.
- Présence de **bandes cyclables sur les trottoirs**, accompagnées de quelques arceaux de stationnement et d'une borne de gonflage pour vélos.







Séquence 6:

- **Des immeubles d'habitation récents structurent efficacement l'espace public** avec des gabarits similaires et une variété de traitements architecturaux. Ces bâtiments semblent avoir bien résolu **l'enjeu de l'alignement bâti sur rue**, caractéristique de la route de Schirmeck, grâce à des seuils soignés tels que des emmarchements, des jardins devant, ainsi que des RDC et des cours partagées;

- Les **arbres d'alignement structurent et ordonnent le paysage**, apportant une ambiance distinctive;

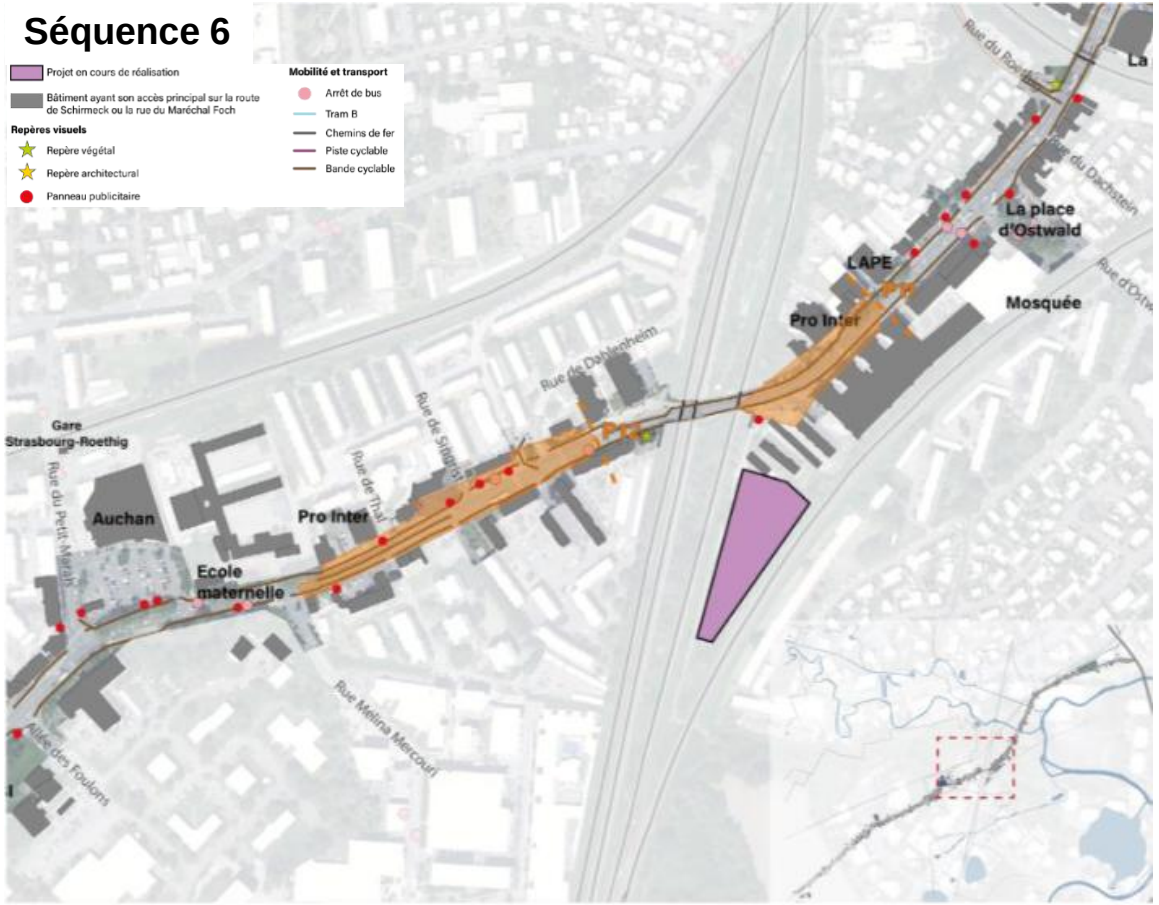
- Un autre **pont ferroviaire limite la porosité visuelle,** bien que sa présence soit atténuée par la végétation environnante;

- **Enseignes plus organisées et homogénéisées** en termes de forme et de taille, contribuant à apporter **une cohérence visuelle;**

- Le passage après le pont ferroviaire ouvre sur un paysage urbain différent. Au niveau de la **cité de Molkenbronn, l'alignement du bâti et son lien avec l'espace public deviennent plus flous** en raison de divers reculs et de l'absence d'entrées donnant directement sur la route de Schirmeck;

- **L'espace public s'élargit,** mais **sans présence d'arbres** jusqu'à l'approche de **l'école maternelle;**

- Les **bandes cyclables sur les trottoirs** sont continues, mais elles peuvent **réduire le confort des piétons**, notamment au niveau des arrêts de bus.

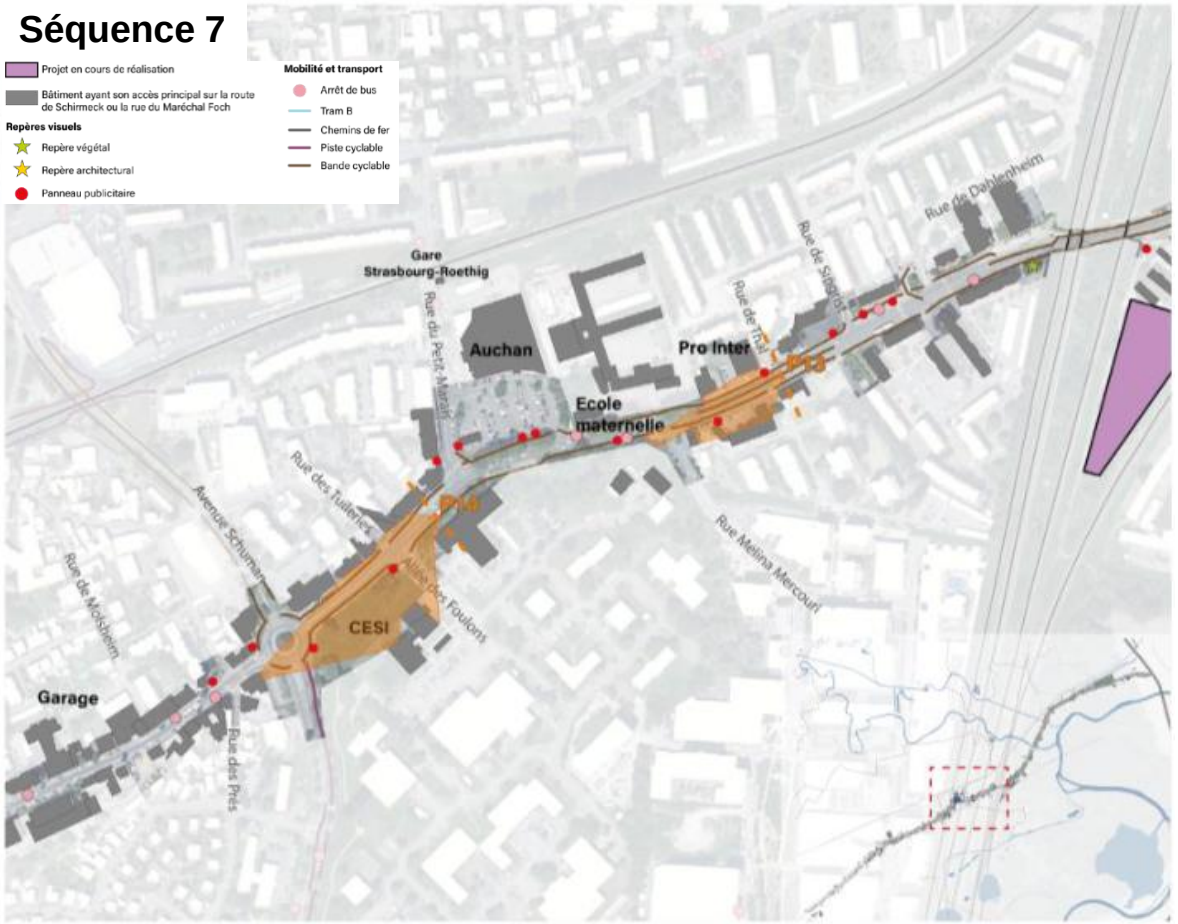


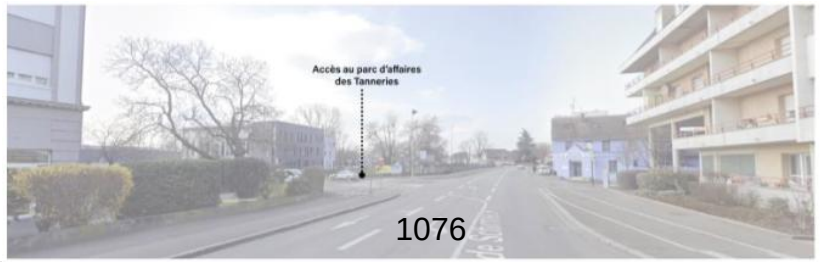




Séquence 7:

- Un décalage important du bâti a permis des interventions ponctuelles qui créent une **impression de désordre**;
- Un **traitement de limites peu soigné** entre l'espace public et l'espace privé, souvent réduit à de simples plots ou clôtures;
- Accès aux **stationnements des commerces traversant les trottoirs**, ce qui **perturbe l'usage piéton**;
- **Manque d'homogénéité** générale en raison de la grande variété de formes et de couleurs **des enseignes et panneaux publicitaires**;
- **Une séquence moins structurée** marque **la transition** entre la **route de Schirmeck et la rue du Maréchal Foch**;
- Le CESI, premier bâtiment visible du parc d'affaires des Tanneries, est accessible par l'allée des Foulons;
- **Les arbres** sont présents uniquement **sur le domaine privé**, tandis que la séparation de l'espace public est matérialisée par des haies ou de hautes clôtures.

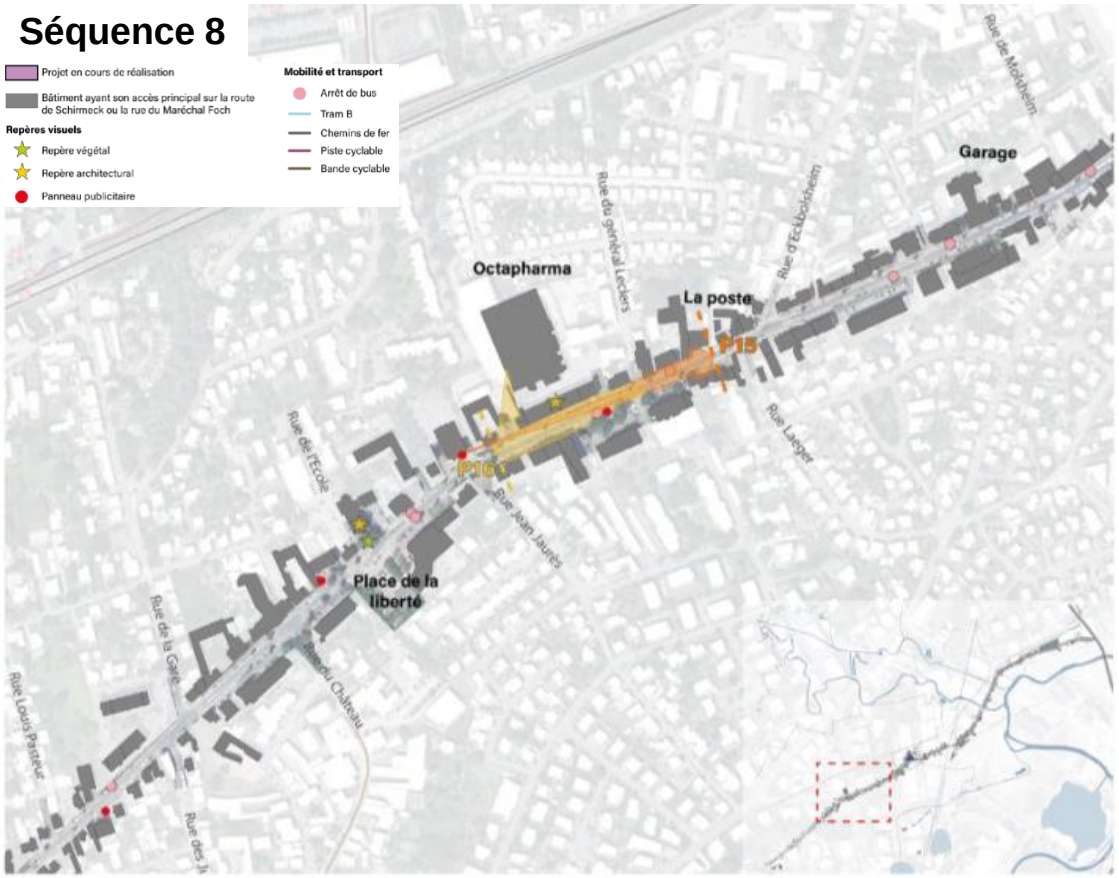






Séquence 8:

- La **rue du Maréchal Foch** est principalement structurée par des **alignements de bâtiments de faible hauteur** de part et d'autre, avec des commerces en rez-de-chaussée;
- **L'accès des véhicules** aux commerces **traverse le trottoir,** réduisant la sécurité pour les piétons;
- **Absence d'aménagement** spécifique **pour les cyclistes** sur l'ensemble de la rue;
- **Aucune voie** dédiée aux **bus** le long de la rue;
- Une **séquence en rupture** totale avec **le paysage urbain de la rue du Maréchal Foch**, marquée par la présence du siège d'Octapharma et ses bâtiments imposants;
- L'aménagement des **espaces publics** a été conçu pour **l'accès des véhicules lourds**, ce qui génère un sentiment d'insécurité pour les piétons à cet endroit de la rue;
- Une **alternance de stationnements** sur rue et **d'alignements d'arbres** caractérise aujourd'hui une grande partie de la rue.



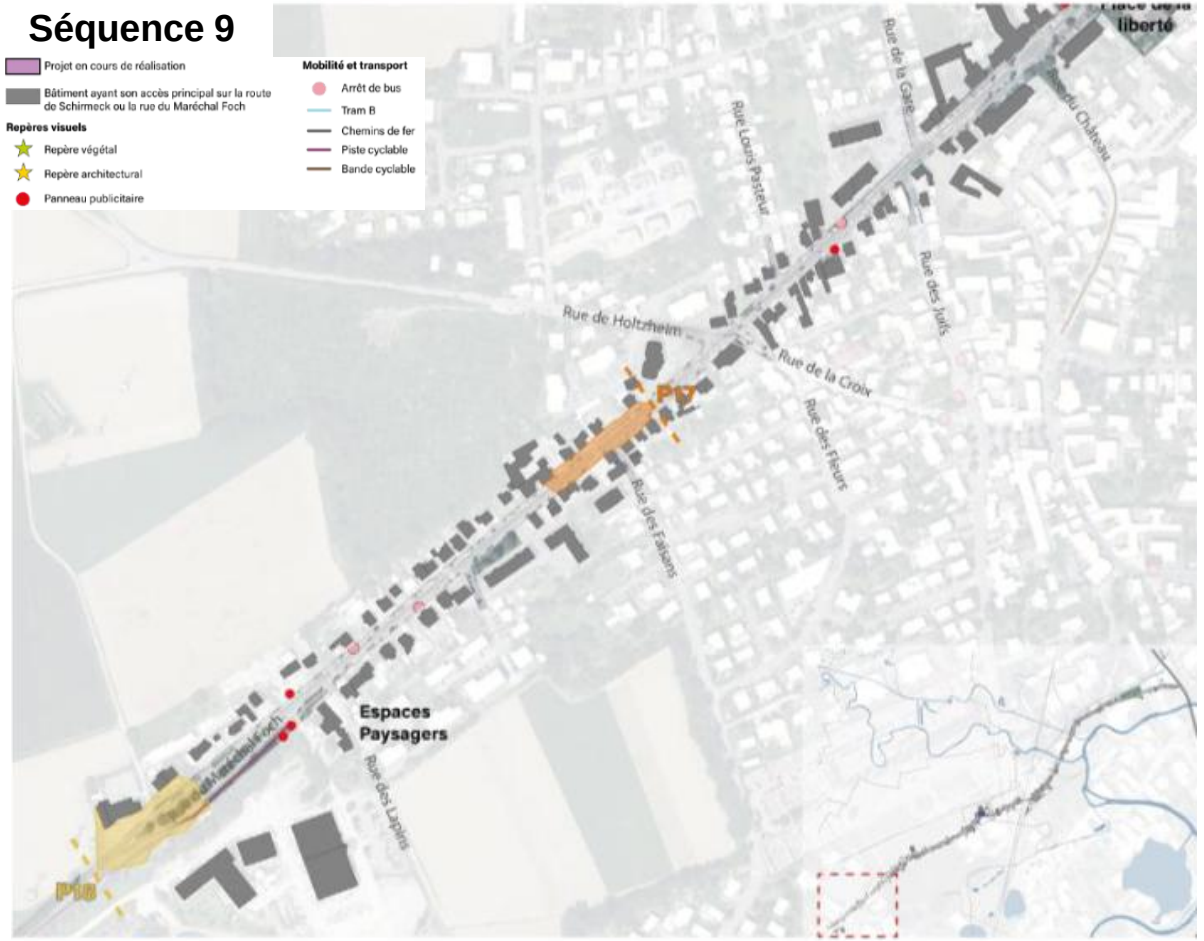


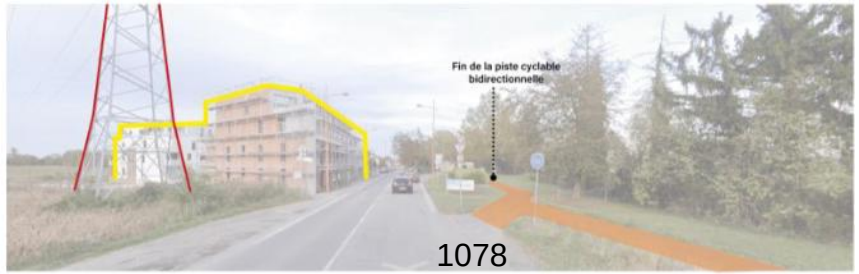


1077

Séquence 9:

- La dernière séquence de la rue du Maréchal Foch présente une forte **ambiance résidentielle**, avec des habitations pavillonnaires de part et d'autre, **délimitées par des murets et des haies** séparant l'espace public de l'espace privé;
- L'espace public est aménagé avec une voie de circulation à double sens, des trottoirs relativement étroits, et deux bandes de stationnement en alternance avec des espaces plantés;
- **Une entrée de ville** caractérisée par une **forte présence végétale**, une **ligne haute tension**, ainsi que de **nouvelles constructions** résidentielles;
- Cette entrée de ville marque également la **fin de la piste cyclable bidirectionnelle** reliant Lingolsheim à Entzheim.





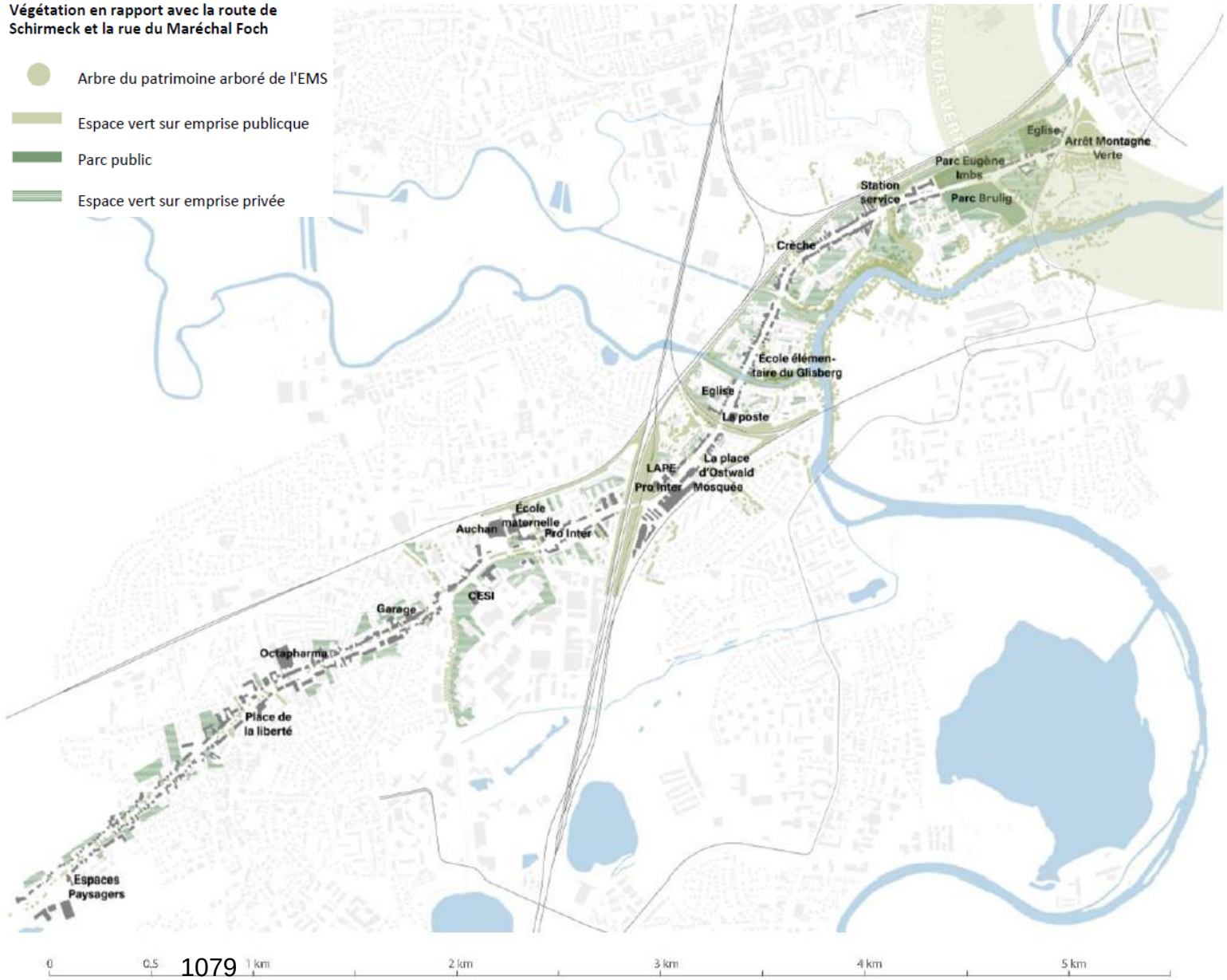


5. Patrimoine végétal et naturel

Le patrimoine arboré relève moins des arbres d'alignement que de la **végétation aux abords**, parfois **sur domaine privés (jardins),** parfois sur **domaine public (ripisylves de l'Ill, de la Bruche ou du canal, friches longeant les ouvrages).**

Trois séquences sont distinguées :

- Le tronçon dans le périmètre de la **ceinture verte**, dont les **abords sont peu bâtis** et bordés par le parc Ims et la prairie du Brulig;
- Le tronçon compris **entre l'accès au camping et le pont ferroviaire du Molkenbronn**, dont la **végétation provient surtout ouvrages.** La place d'Ostwald et d'autres **carrefours sont toutefois plantés**, et la persistance de **jardins de devant** participent à la définition du paysage par le végétal;
- À partir du **Molkenbronn**, la rue comporte **des alignements** sur une majeure partie du tronçon. Sur **Lingolsheim**, les **arbres sont plantés dans des bacs** de fait de la présence de réseaux en sous-sol, ce qui explique le développement faible des sujets.

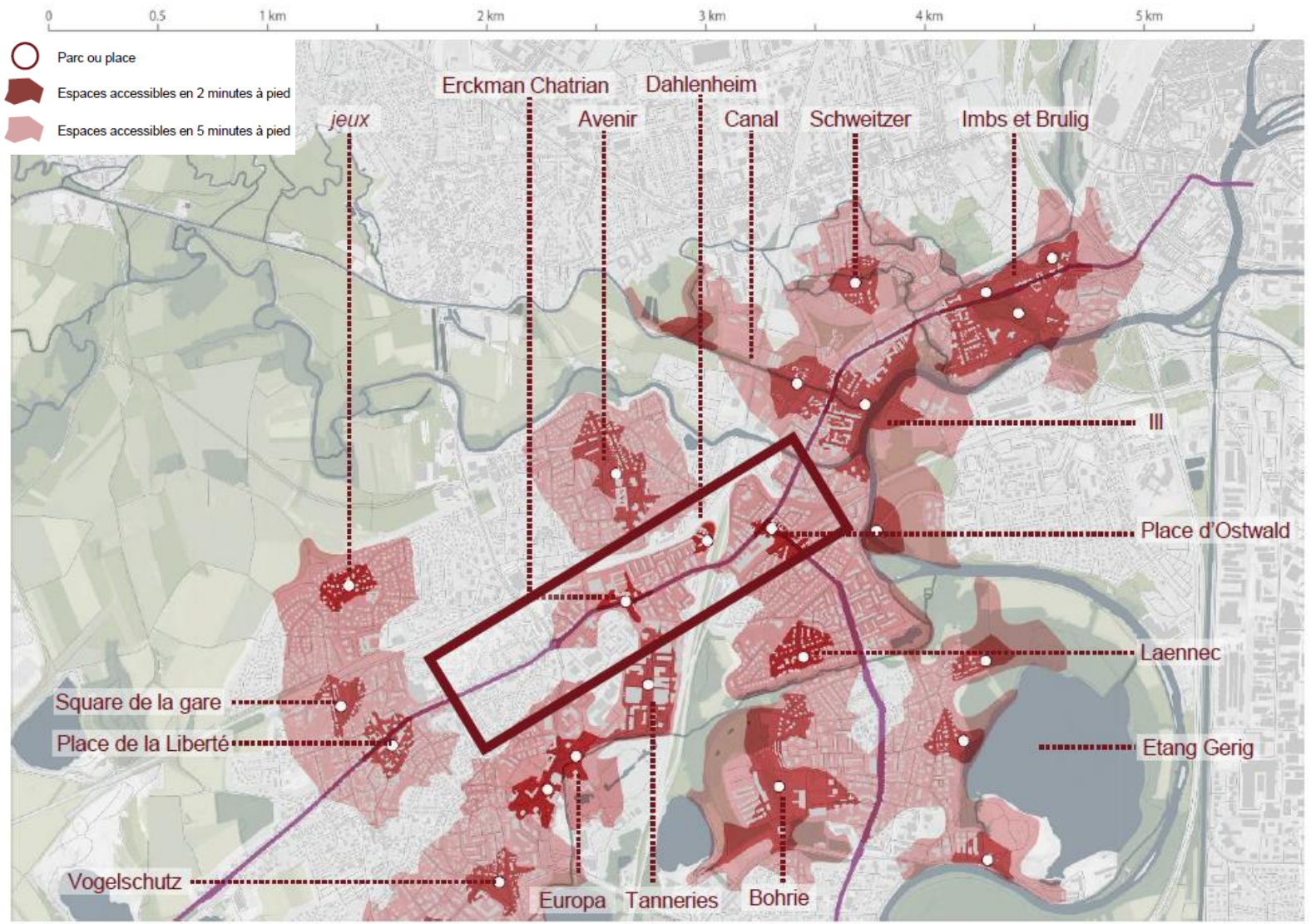


1079

6. Parcs et places

- Présence **d'espaces publics plus nombreux à l'est qu'à l'ouest**, avec beaucoup **d'espaces naturels** et peu de lieux multifonctionnels type place ou placette.
- Des zones blanches à la frontière de Strasbourg et Lingolsheim. Une approche quantitative qui ne doit pas faire omettre les grandes différences de qualité, entre aménagements de type aires de jeux et aménagements d'envergure métropolitaine ou communale.
- La séquence entre la **place d'Ostwald** et la gare du **Roethig/Molkenboronn est** un espace **stratégique**. Son **usage** quotidien **ne permet pas de répondre** aux enjeux liés **aux espaces de rencontre et de lieux de vie.**

Toute intervention sur le secteur de la gare du Roethig/ Molkenbronn doit prendre en compte l'enjeu de création des lieux de rencontre pour les habitants.

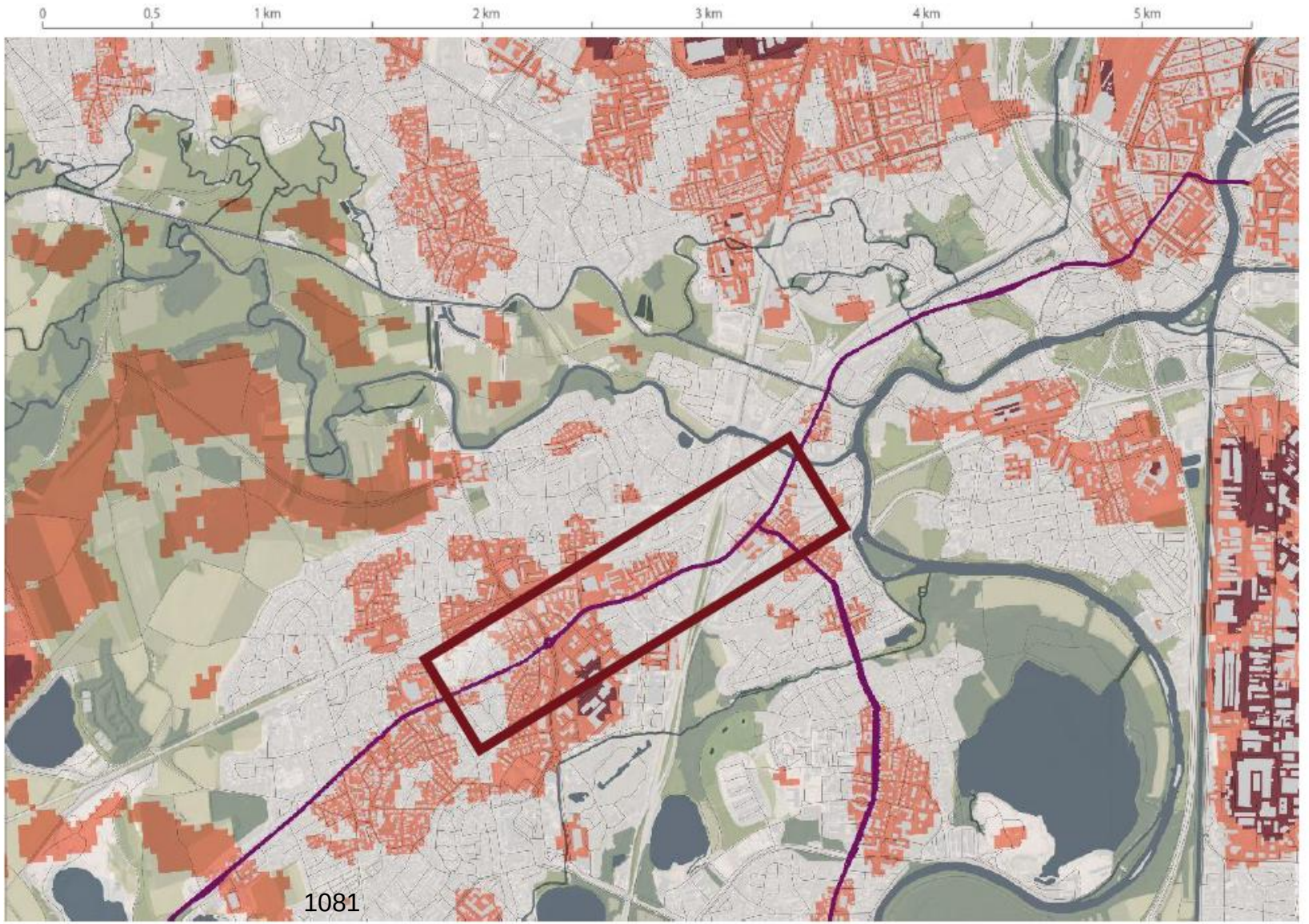


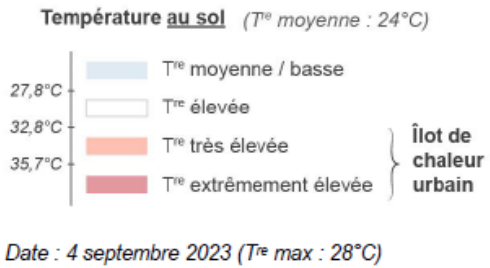
1080

7. Ilot de chaleur urbain

- La **température au sol** est considérée comme **très élevée** sur plusieurs tronçons à l'ouest de la route de Schirmeck et particulièrement sur le secteur **Molkenbronn/Roethig.**

Le projet d'aménagement notamment sur le secteur de la grare du Roethig/ Molkenbronn devra intégrer cet enjeu en prenant des mesures spécifiques telles que l'imperméabilisation des sols, la plantation d'arbres et un choix réfléchi de la matérialité des sols pour limiter l'effet d'îlot de chaleur.





8. Possibilités de plantations

- La route de Schirmeck est un **axe de faubourg marqué par une hétérogénéité des tissus bâtis** traversés, mais le **front de rue est constitué** sur la plupart des tronçons ce qui **limite les marges** de manœuvre notamment en ce qui concerne la plantation d'arbres.

- Un seul tronçon où les **limites sont peu** (voire pas) **tenues** : **le Molkenbronn**, qui **concentre** également **un fort enjeux de minéralisation et de confort d'été** et de **qualité d'espaces publics.**



1082

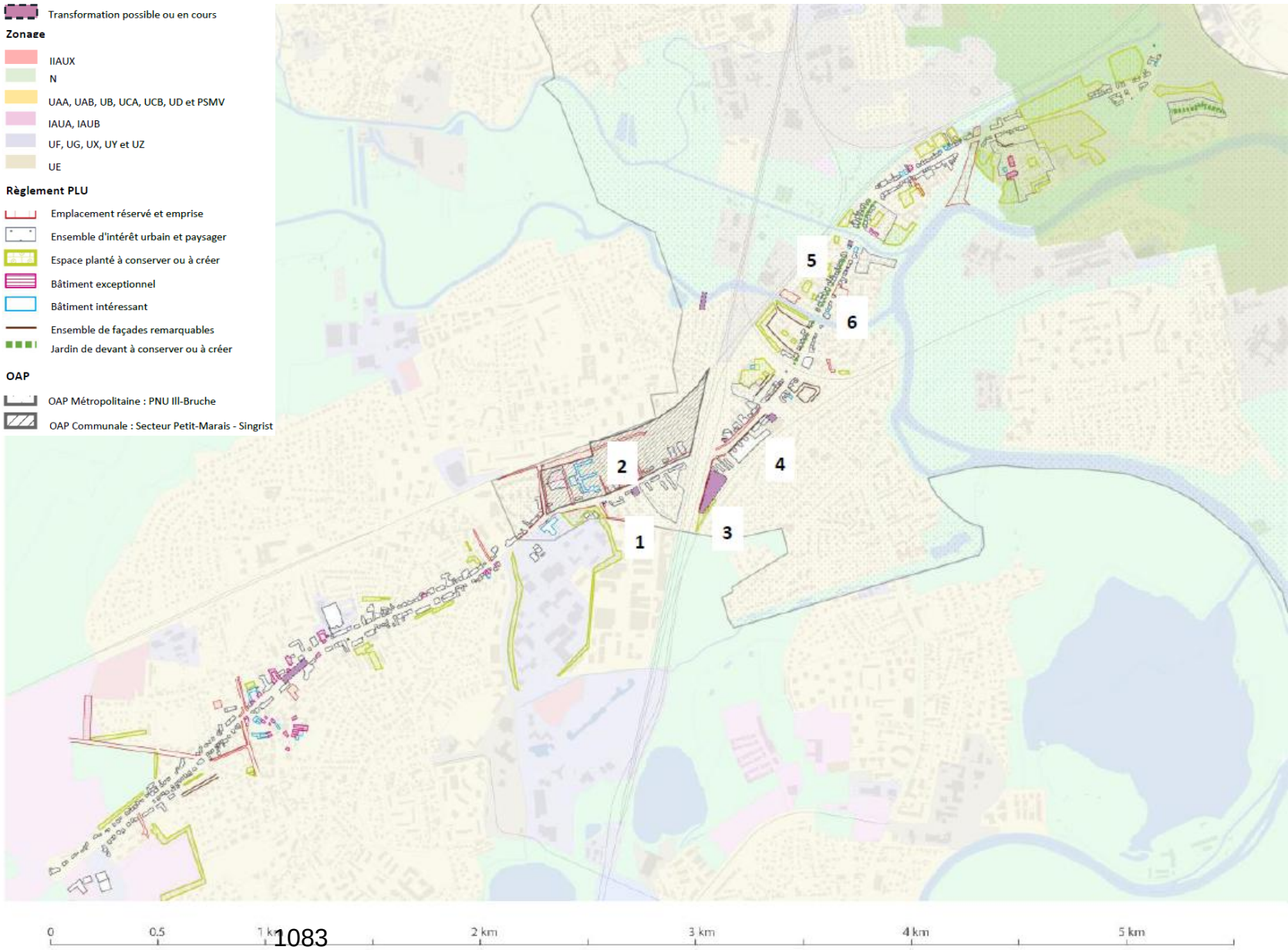
9. Projets urbains

Le périmètre de l'étude connaît tout d'abord une **forte dynamique de construction sur sa partie centrale**, à la **limite de Strasbourg et de Lingolsheim**.

À proximité de la route de Schirmeck, le **quartier des Tanneries** a été aménagé sur d'anciennes emprises industrielles pour plus de **1000 logements**.

Le même secteur va connaitre une **transformation majeure de l'ancien site Auchan** dans une zone où que **l'offre en espaces publics était déjà limitée avec des enjeux de mobilité très fort en lien avec la gare du Roethig.**

L'axe connaît aussi un **renouvellement urbain plus diffus sur toute sa longueur**, au fur et à mesure des opportunités foncières.



1083

9. Projets urbains













1 : opération New Link, COGEDIM

2 : friche de l'ancien restaurant Gül

3 : friche de l'ancienne usine Gremmel

4 : friche de l'ancienne mairie de quartier sur la place d'Ostwald

5 : opération immobilière à l'angle du canal de la Bruche

6 : opération immobilière en cours de réalisation depuis plus de 3 ans

10. Synthèses des enjeux urbains et paysagers

- Une **urbanisation fragmentée** par la géographie et l'infrastructure, ce qui canalise les **déplacements** (piétons, vélos, voitures) **sur un seul axe** et pose la question la **vocation de la route de Schirmeck** : voie de passage ou de lieu de rencontre/espace de vie;

- Un **maillage d'espace public** qui **s'amenuise vers l'ouest**; la route devient **un espace public crucial** du **côté du Molkenbronn** et sur **Lingolsheim**; là où l'Est bénéficie de la proximité de l'Ill et de la Bruche;

- Un **paysage dont les limites** sont dans l'ensemble **bien tenues**, hormis sur le tronçon du **Molkenbronn** qui pâtit **de friches donnant sur la route** et d'une très large emprise de voirie;

- Un **fonctionnement urbain complexe** résultant des conflits entre la forte **circulation de l'axe** et **les besoins d'arrêt** (commerce, logement) : les poches de stationnement se multiplient tout au long de la voie, souvent en continuité du trottoir, et créent autant de point de conflit d'usage.

- **Le végétal dépend en grande partie du domaine public** aux abords de la voirie, mais sous des formes distinctes :ponctuelles jusqu'au Molkenbronn, et continues par la suite. L'aménagement côté Lingolsheim illustre la forte contrainte réseaux et les choix qui ont pu être fait à l'époque pour planter malgré tout.








1085



III. Mobilité et transports

Étude réalisée par le groupement

1. Réseau de voirie

Un axe structurant d'agglomération

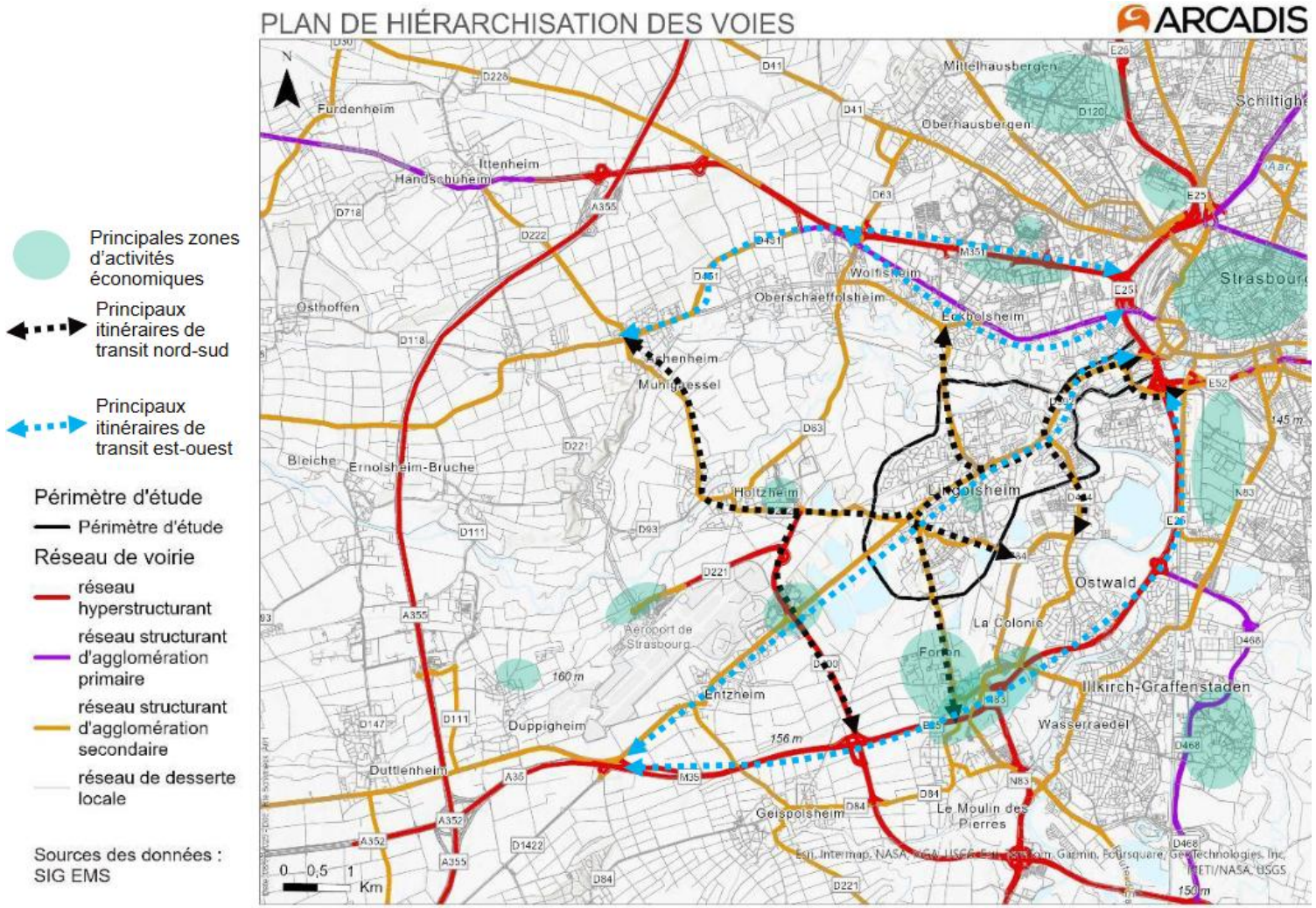
- La route de Schirmeck à Strasbourg et son prolongement la Rue du Maréchal Foch à Lingolsheim participe au maillage viaire structurant de Strasbourg, en agissant comme la **pénétrante Sud-Ouest de la ville.**

- Elle permet de **connecter Lingolsheim et les communes le Sud-Ouest** de l'agglomération à Strasbourg et à l'A35 / A4 / E52 au Nord-Est. De plus, elle assure les **liaisons transversales Nord-Sud** vers Eckbolsheim (Route des Romains) et Ostwald.

Parcours	Temps de parcours	Temps de parcours VL
Achenheim à ZA Forlen	Via RD 222	16-24 min
	via RD 400	16-24 min
Echangeur M35/Route de Strasbourg à Montagne verte	via M35	18-40 min
	via Route de Schirmeck	20-40 min

Selon calculateur itinéraire Google Maps

- **Maillage est/ouest : Itinéraire via M35 plus attrayant que la route de Schirmeck.**
- **Maillage nord/sud : Traversées via la route de Schirmeck incontournable .**



1087

1. Réseau de voirie

Une voie de faubourg historique:

- Contrairement aux voies de faubourg plus au nord (route de Wasselonne, route d'Hausbergen), **la route de Schirmeck ne dispose pas d'une parallèle autoroutière** proche : elle reste donc **attractive dès que la circulation sur la M35 n'est pas fluide.**

Voie pénétrante faisant office de voie d'accès / diffusion entre le centre et la première couronne de Strasbourg (Lingolsheim, Ostwald), voire la seconde (Holtzheim)



1. Réseau de voirie

1.1 Le trafic moyen journalier

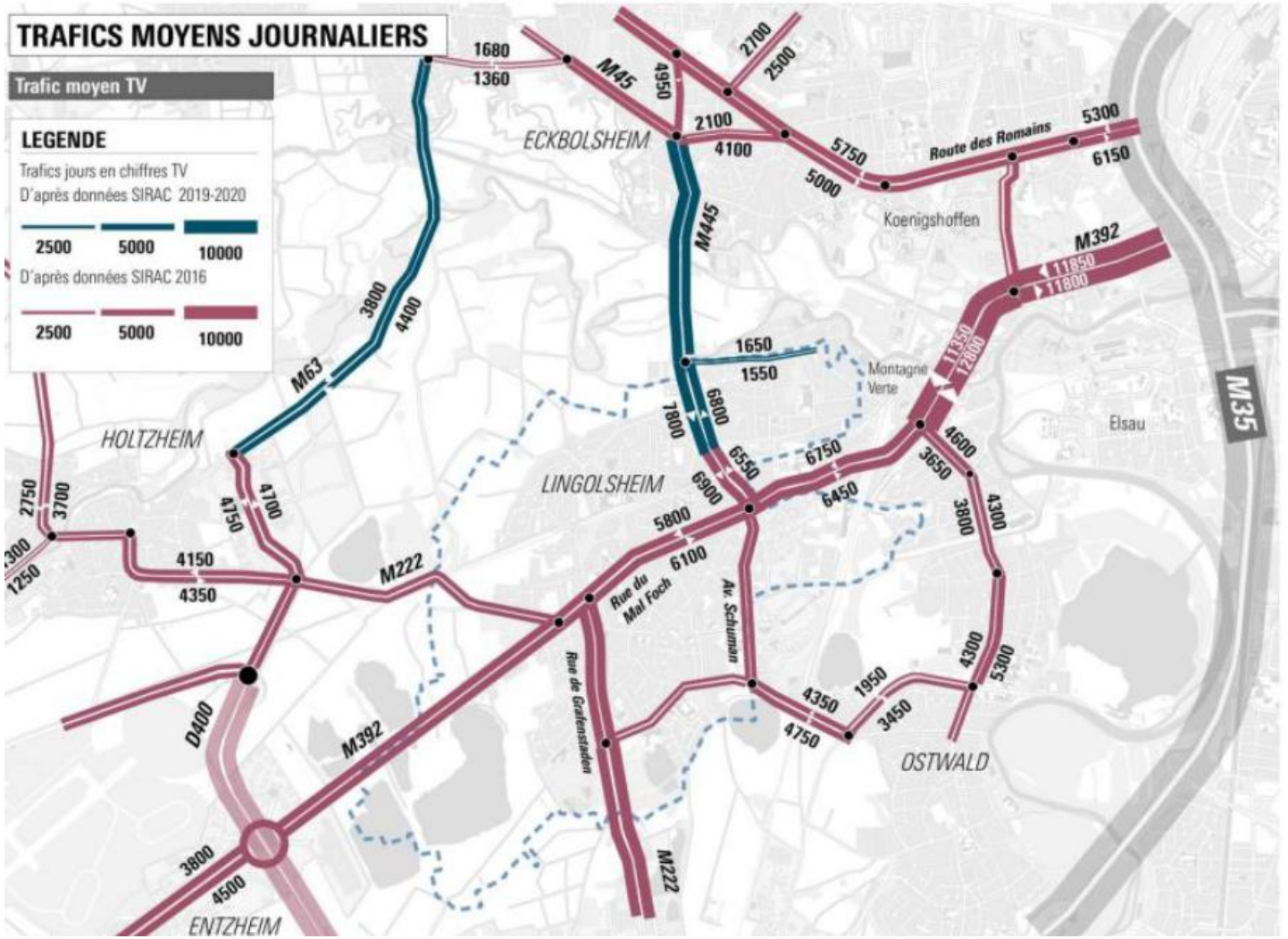
- **Le tronçon le plus circulé** de la Route de Schirmeck est celui qui se situe **entre les 2 carrefours à feux Place d'Ostwald et rue de la Tour Verte** avec plus **10 000 veh/j/sens**.
- En s'éloignant du cœur de métropole, les niveaux de trafic diminuent et oscillent entre 6 500 et 7 500veh/j/sens.
- Le **carrefour à feux Rte de Schirmeck - rue de la Tour Verte** concentre de **forts niveaux de trafics** avec des mouvements majoritaires entre la Rte de Schirmeck direction Lingolsheim et les rues de la Tour Verte puis de la Montagne verte permettant l'accès à l'échangeur A35-N4.

Ordre de grandeur des flux des autres pénétrantes ouest de l'agglomération strasbourgeoises :

Nom axe routier	TMJA
Route de Mittelhausbergen (M31)	6 600
Route d'Oberhausbergen	7200
Route de Strasbourg (M45)	7 800

Données 2016

- **Un trafic plus important sur la partie est de l'axe.**
- **Des niveaux de trafics similaires aux axes pénétrants de l'agglomération.**



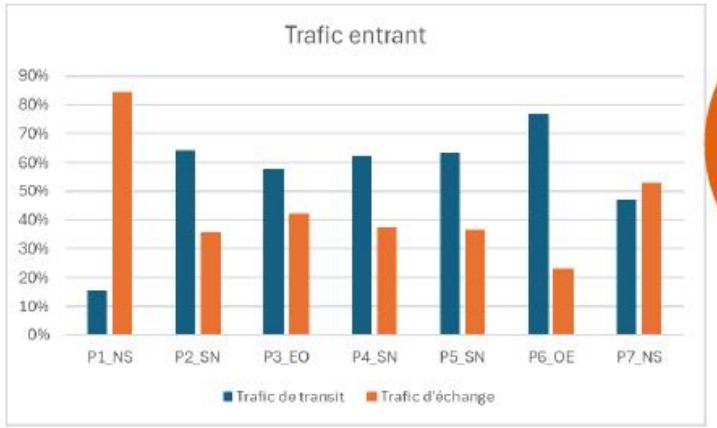
Source : Étude Arc ouest Strasbourg - RRA

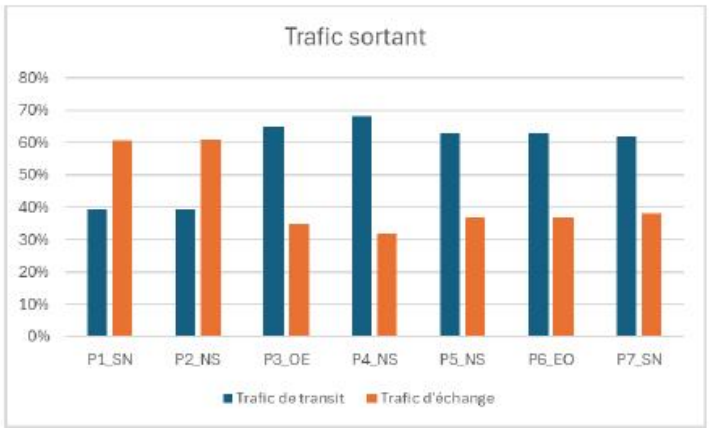
1. Réseau de voirie

1.2 Les flux routiers : un secteur de transit

Trafic d'échange/transit au niveau des postes Cordon (Données FCD)

PPM (7h-9h)/PPS (17h-19h)

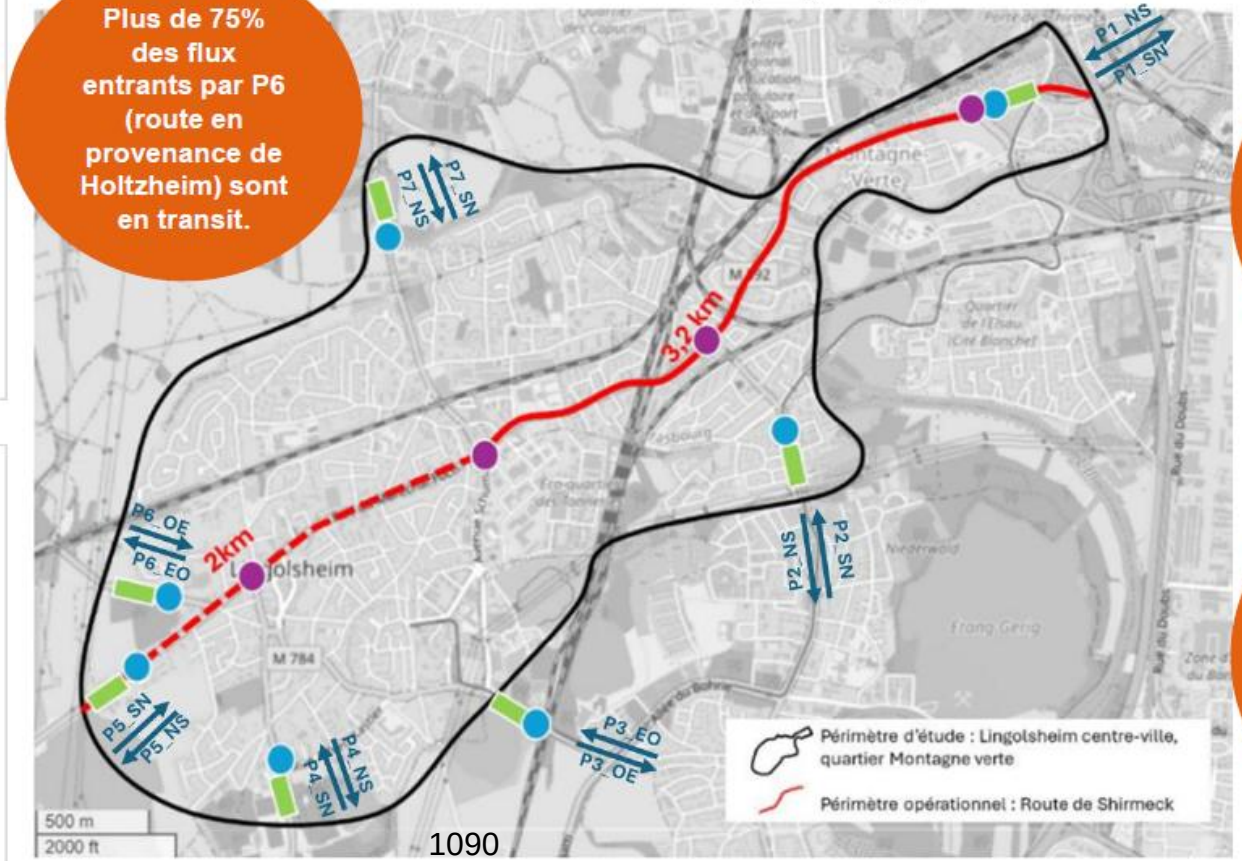




Type de trafic sur le périmètre d'étude:
- **57% de trafic d'échange**
- **43% de trafic de transit**

Typologie des flux routiers entrants dans le périmètre d'étude

Plus de 75% des flux entrants par P6 (route en provenance de Holtzheim) sont en transit.



85% des flux entrants à l'extrémité Est de la Route de Schirmeck on une destination interne au périmètre d'étude,

Sur les autres postes entrants, la répartition flux de transit - flux d'échanges se situe aux alentours de 60% - 40%.

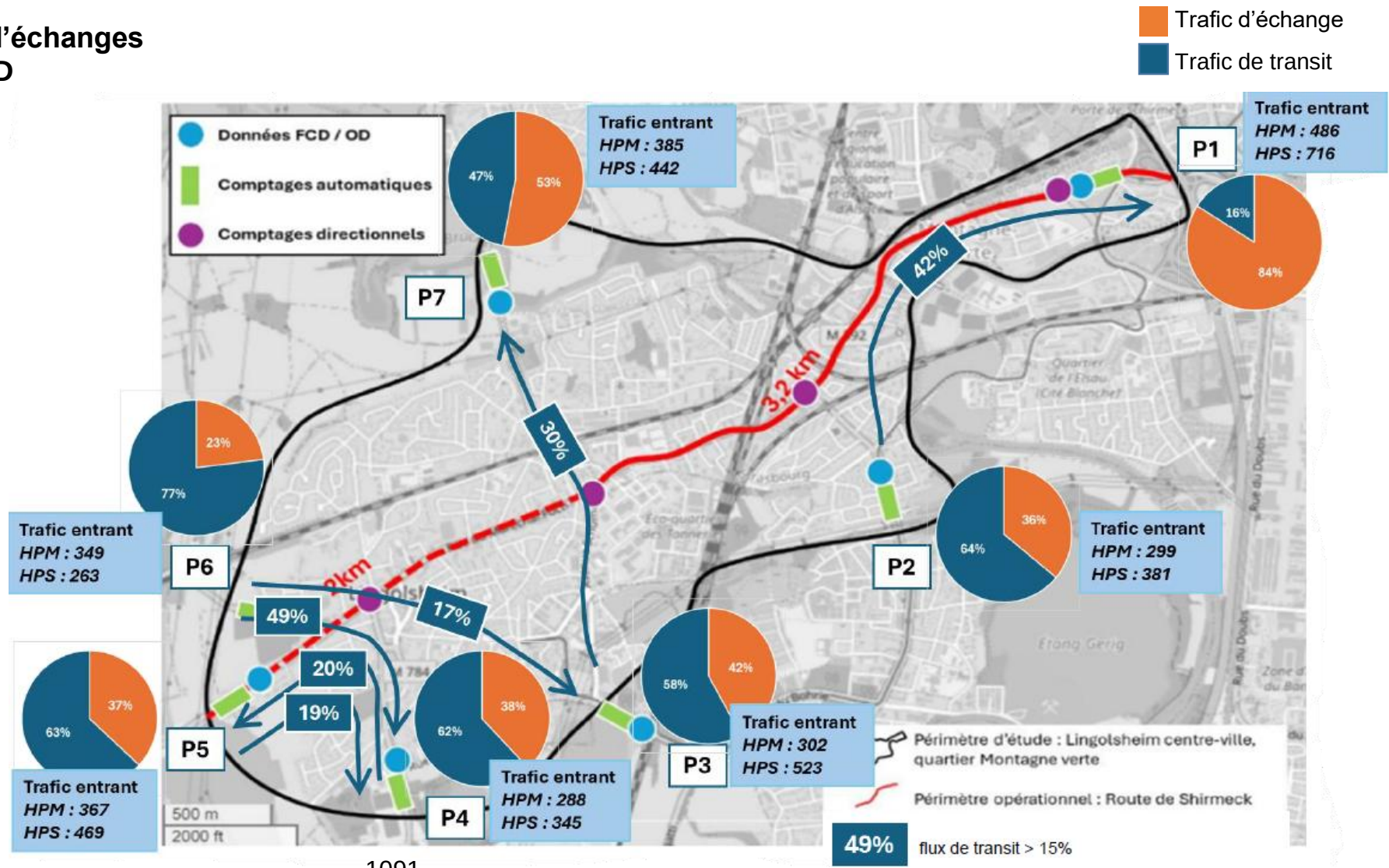
1090

1. Réseau de voirie

1. 3 Répartition entre flux de transit et d'échanges sur les postes entrants et principales OD

Principales OD (flux en transit)

- **Les principaux flux de transit** impactant les conditions de circulation de la Route de Schirmeck ainsi que la cadre de vie du périmètre d'étude **sont les flux depuis la rue d'Ostwald (P2) vers Strasbourg (P1)** qui représentent jusqu'à **240 veh en HPS.**
- **Les flux en transit via l'Av Schuman** dans le **sens Sud > Nord** sont également **nombreux** (300 veh en HPS).
- **Près de 50% des flux entrants par P6** (route en provenance de Holtzheim) ne font que **traverser la rue du Maréchal Foch** pour se rendre rue de Graffenstaden (P4).
- **Les échanges** entre la **route d'Entzheim** et celle de **Graffenstaden sont importants** (de l'ordre de 20% dans chaque sens).



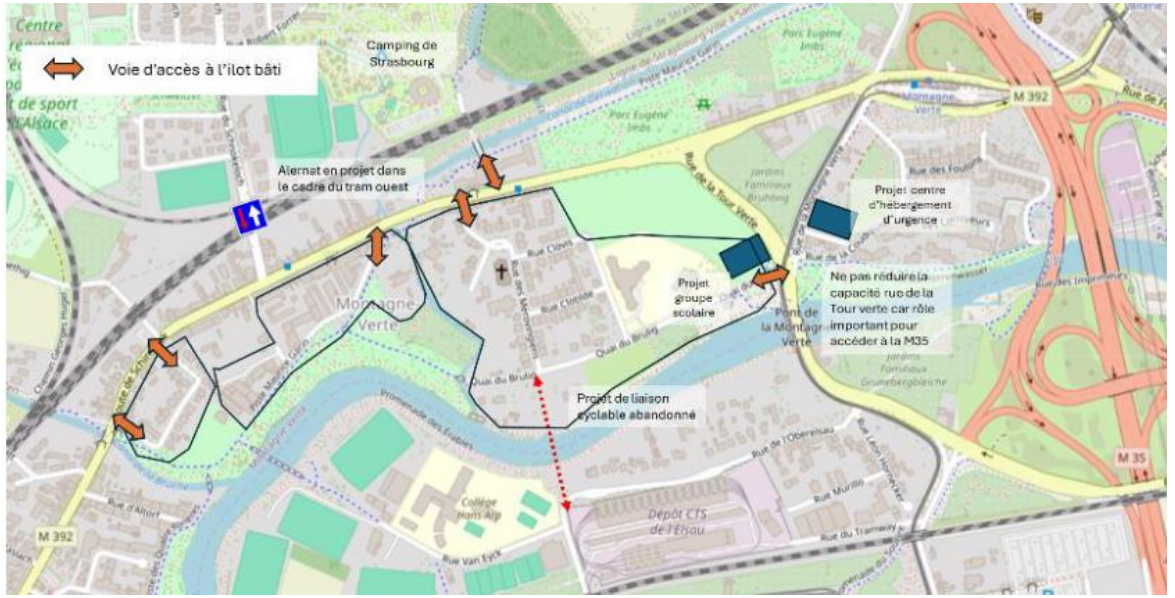
1091

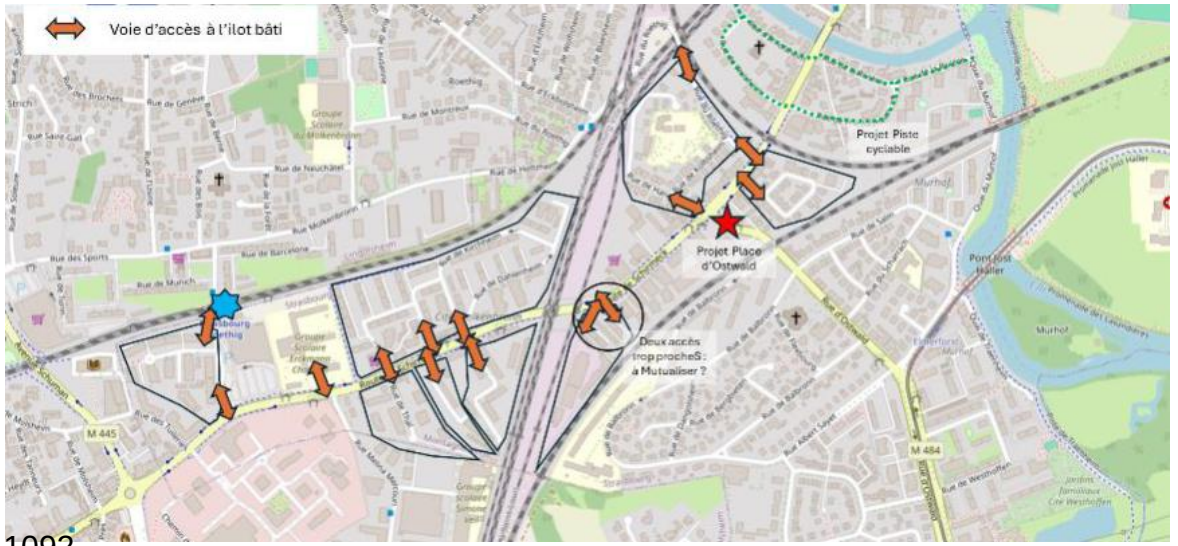
1. Réseau de voirie

1.6 Accès aux iles

- Comme exposé au début de ce rapport, le secteur de la Montagne verte se caractérise par une forme d'urbanisation en îles où les infrastructures routières et ferroviaires ont ajouté un niveau supplémentaire de fragmentation à l'hydrographie. D'un point de vue de l'accessibilité, **L'accès à ces « îles »** se fait principalement **via la route de Schirmeck**. Des **« îles » disposent d'un seul accès** et **d'autres de plusieurs** mais toutes **les voies d'accès sont à double sens**, ce qui **multiplie les carrefours** et donc les **points de conflits sur la route de Schirmeck**.

- Dans le cadre des propositions d'actions, **une réflexion est à mener** sur ces points afin de **simplifier le fonctionnement et la sécurité des mouvements**





1092

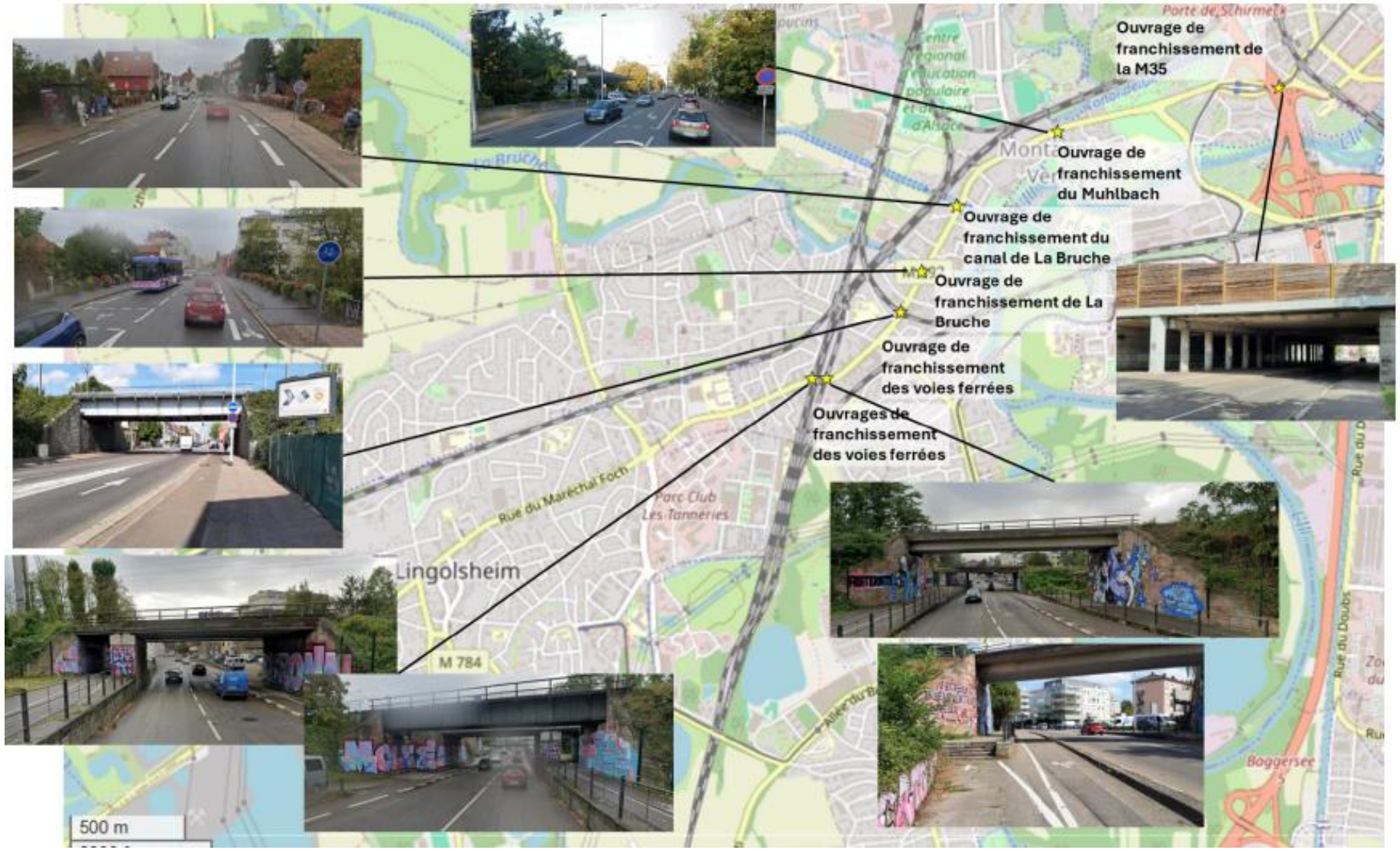
1. Réseau de voirie

1.6 Ouvrages d'art

Le périmètre d'étude est traversé par des infrastructures ferroviaires, la M35 et un réseau hydrographique (dont les plus importants : la Bruche, le canal de la Bruche, l'Ill).

Ces infrastructures entrainent des coupures urbaines et la **présence de nombreux ouvrages** d'arts tout au long de la route de Schirmeck. Soit **7 ouvrages de franchissement** en passages supérieurs ou inférieurs tous présents sur la route de Schirmeck.

Ces **ouvrages contraignent le profil en travers** à ces endroits de la rue et donc les aménagements réalisables.



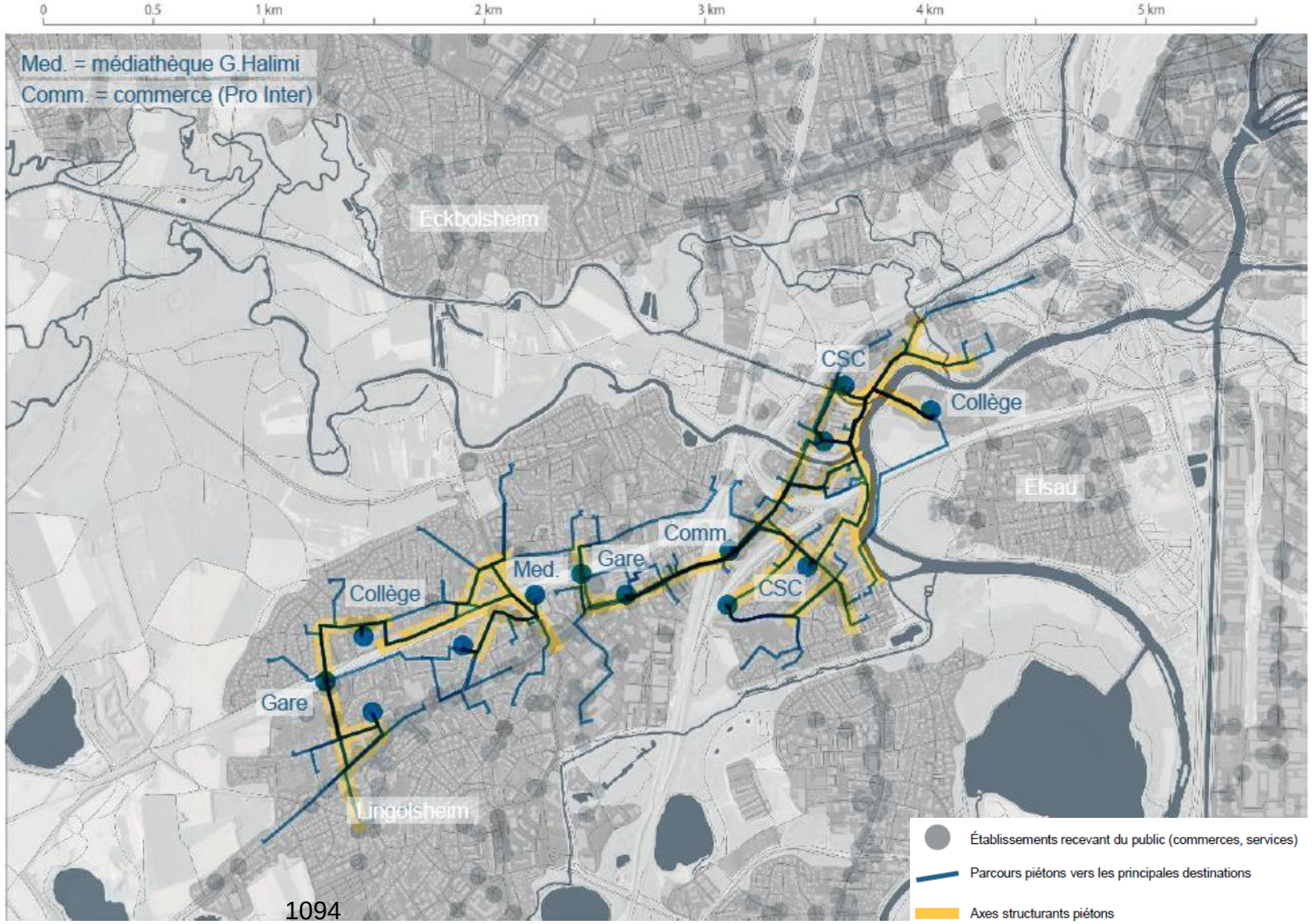
1093

2. Réseau piéton

- **Les établissements scolaires** sont toujours situés **à l'écart de la voie principale** avec un parvis piéton. Le **franchissement des obstacles canalise une partie des chemins** sur la route de Schirmeck, notamment dans la partie Molkenbronn -Gliesberg.

- **Les autres équipements majeurs** situés la plupart du temps **en retrait de la route de Schirmeck** ou dans des rues parallèles. Ces parcours suggèrent **un maillage qui dépasse la route** de Schirmeck pour inclure des voies parallèles ou perpendiculaires.

Parcours piétons depuis les quartiers d'habitat vers les principaux pôles générateurs de déplacements

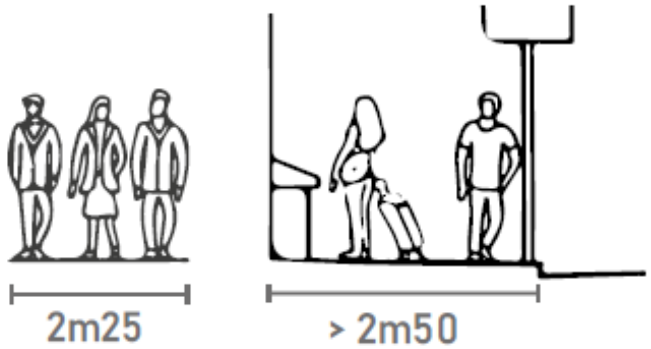


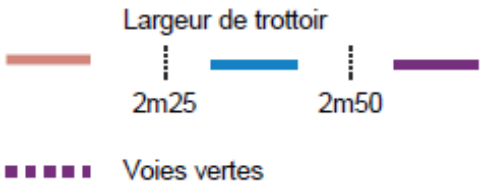
1094

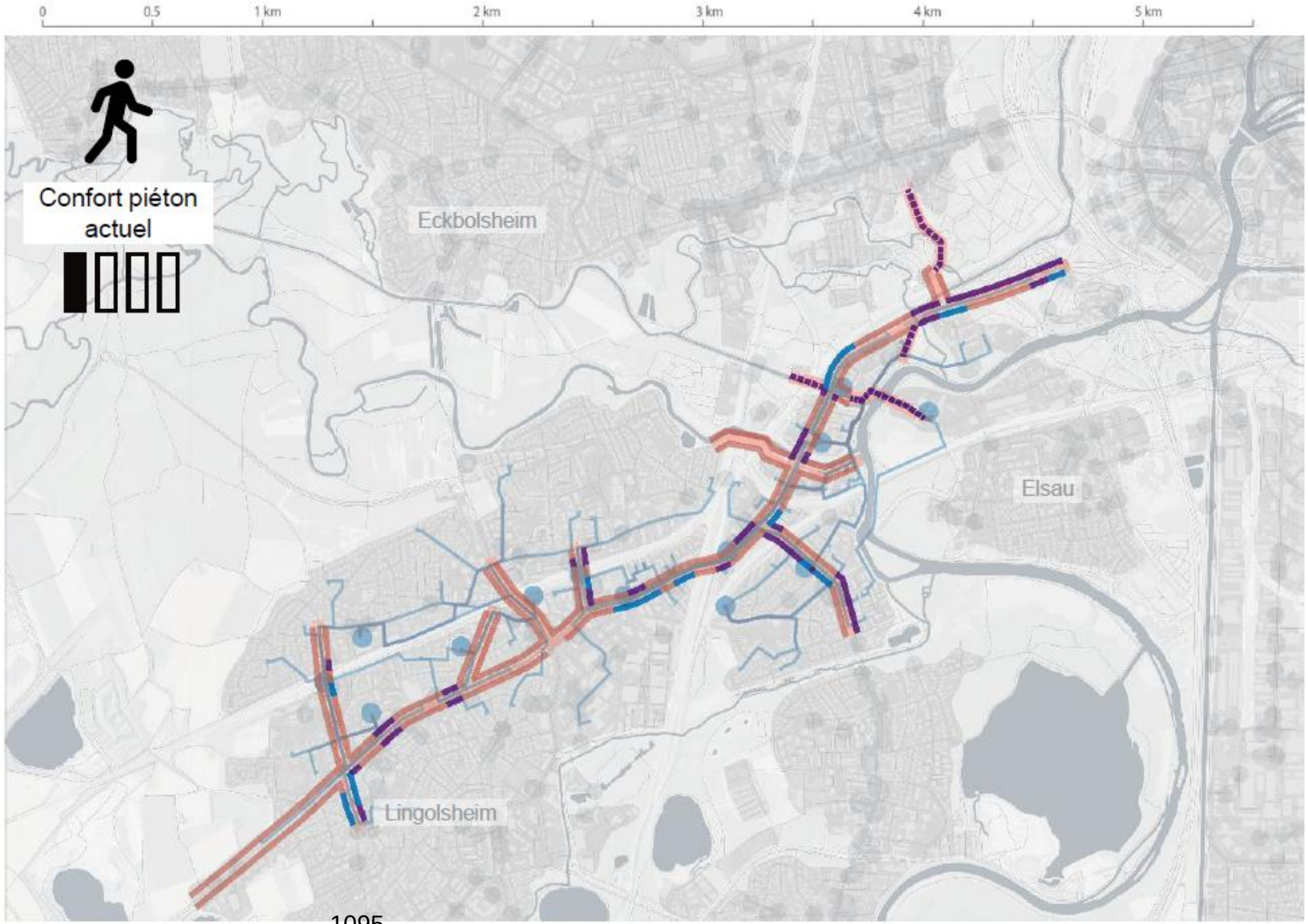
2. Réseau piéton

Niveau de confort actuels

- La plupart du temps, **le trottoir est aux normes** (> 1m40), mais **rarement confortable.**
- Le trottoir comme **variable d'ajustement** jusqu'à aujourd'hui.







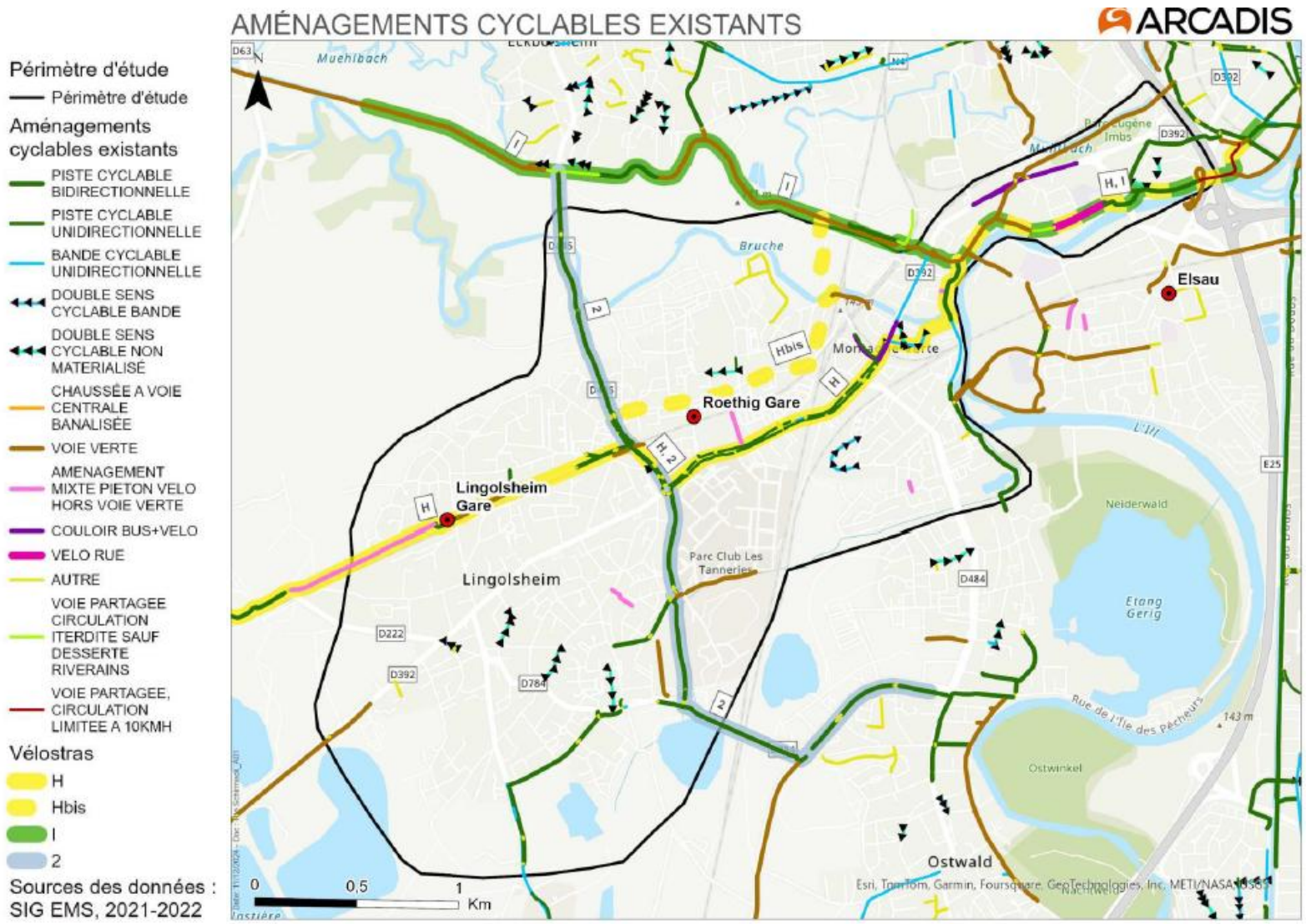
1095

3. Réseau de pistes cyclables

Une route très peu accessible aux cyclistes

- L'axe présente de nombreuses **discontinuités d'aménagement** ce qui rend la **pratique du vélo inconfortable et même dangereuse** à certains endroits;
- La **partie Est** du secteur d'étude **est traversée par la véloroute du Canal de la Bruche** qui longe l'Ill sur sa rive Nord et qui constitue une **alternative sécurisée à la Route de Schirmeck;**
- La liaison H du Vélostras emprunte ensuite les **pistes cyclables monodirectionnelles de la Route de Schirmeck peu sécurisées et inconfortables** (trafics soutenus, chaussée étroite, véhicules régulièrement stationnées sur la piste);
- La **rue du Maréchal Foch** à Lingolsheim **ne comporte pas d'aménagement cyclable** mis à part des sas vélo au niveau des carrefours à feux, la rue de Koenigshoffen constitue un itinéraire alternatif.

- **Absence d'aménagements cyclables continus sur la route de Schirmeck;**
- **Un itinéraire parallèle à l'est (Véloroute du canal de la Bruche).**



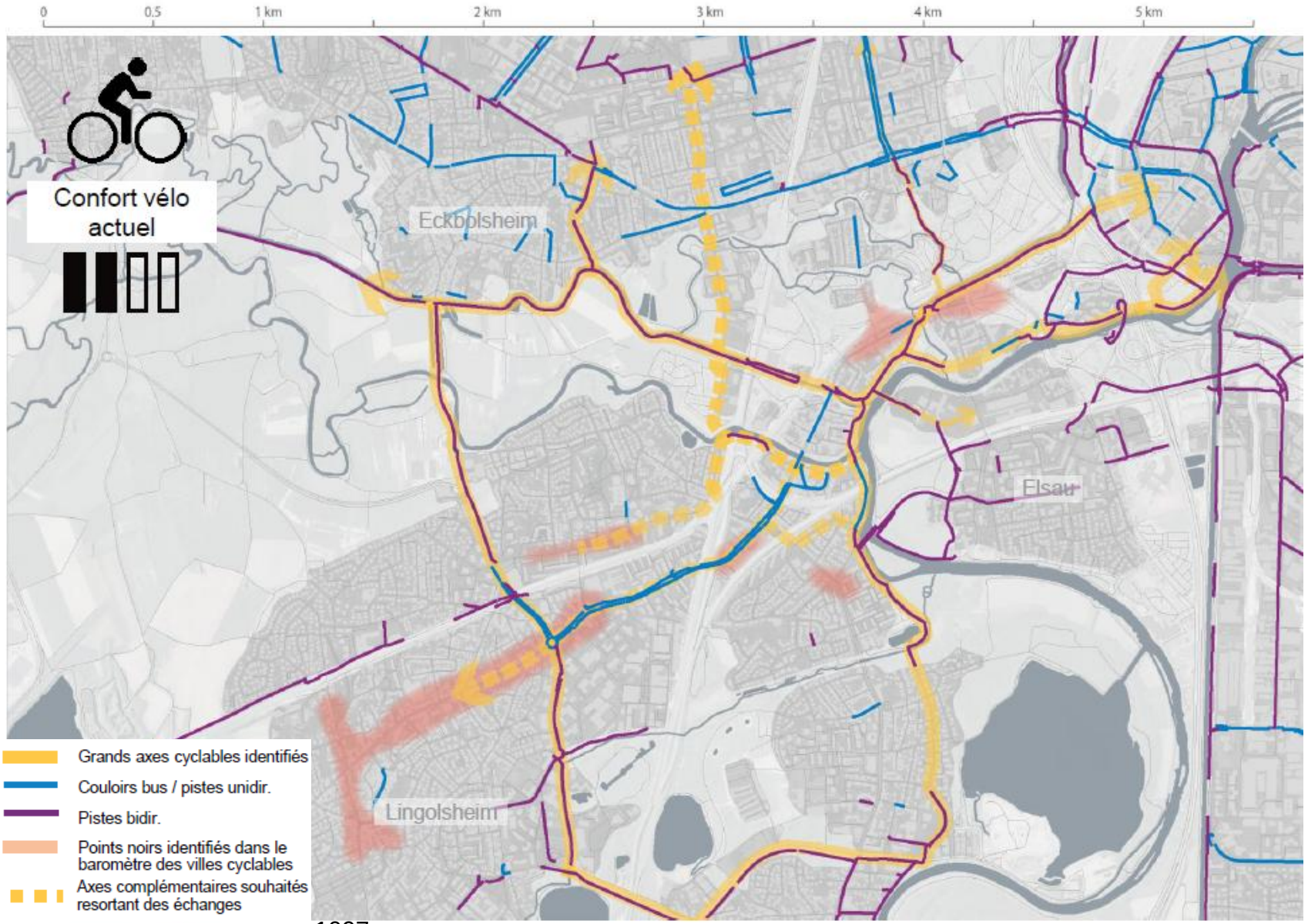
1096

3. Réseau de pistes cyclables

Niveau de confort actuels

Selon des échanges avec les habitants:

- la **route de Schirmeck** n'est **sollicitée que jusqu'à la Bruche;**
- le **grands axes vélos bien identifiés** (canal de la Bruche, berges de l'Ill) dessinant un maillage pas assez dense pour toucher l'ensemble des îles;
- les demandes qui se concentrent sur des **tronçons complémentaires** : des axes E/O (Molkenbronn, Schirmeck), des axes N/S (entre Montagne Verte et Königshoffen) et des tronçons assurant les jonctions entre grands axes (Ernoslheim/Rivière, Salm).



1097

4. Les transports en commun

Le périmètre d'étude est desservi par **3 lignes de transport en commun** structurantes :

- La **ligne C1** Lingolsheim Alouettes <> Robertsau Lamproie;
- La **ligne 2** (en remplacement du tronçon de la ligne C6) Jardin des Deux Rives <> Gare centrale <> Elmerforst;
- **Tramway B** Hoenheim Gare <> Homme de Fer <> Lingolsheim Tiergaertel.

Les arrêts Montagne Verte, Elmerforst, Lingolsheim Alouettes et Lingolsheim Tiergaertel (terminus de la ligne) sont situés dans le périmètre d'étude.

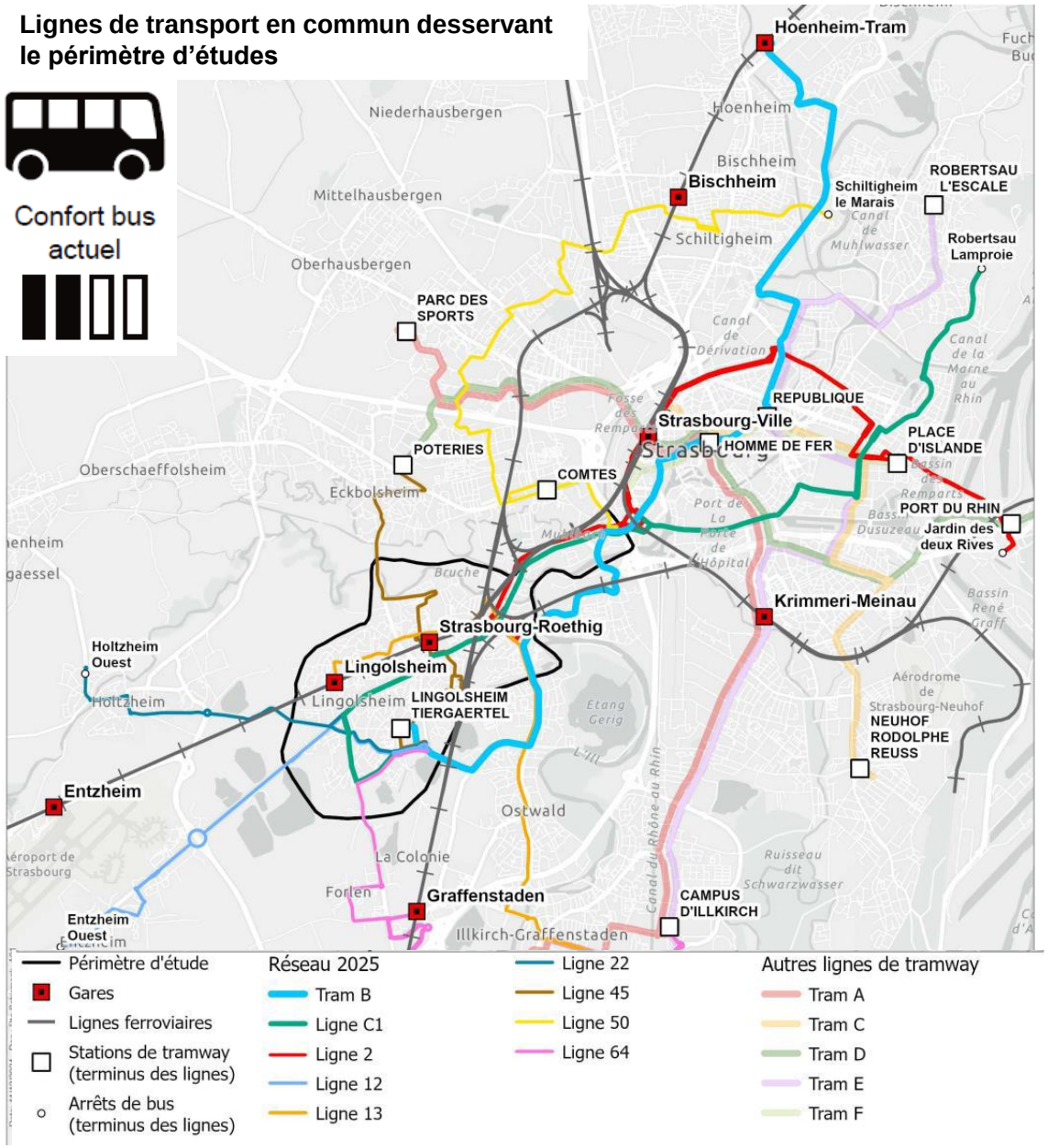
Le secteur d'étude est relativement bien connecté au reste du territoire métropolitain avec des lignes structurantes qui desservent le centre-ville de Strasbourg, puis les communes de Schiltigheim et Hoenheim.

D'autres lignes desservent plus finement le secteur d'étude. Il s'agit des lignes :

- 12 Lingolsheim Alouettes <> Entzheim Ouest,
- 13 Lingolsheim Gare <> Illkirch Fort Uhrich
- 45 Lingolsheim Alouettes <> Poteries
- 50 : Montagne Verte <> Schiltigheim Le Marais,
- 64 : Campus d'Illkirch <> Lingolsheim Alouettes,

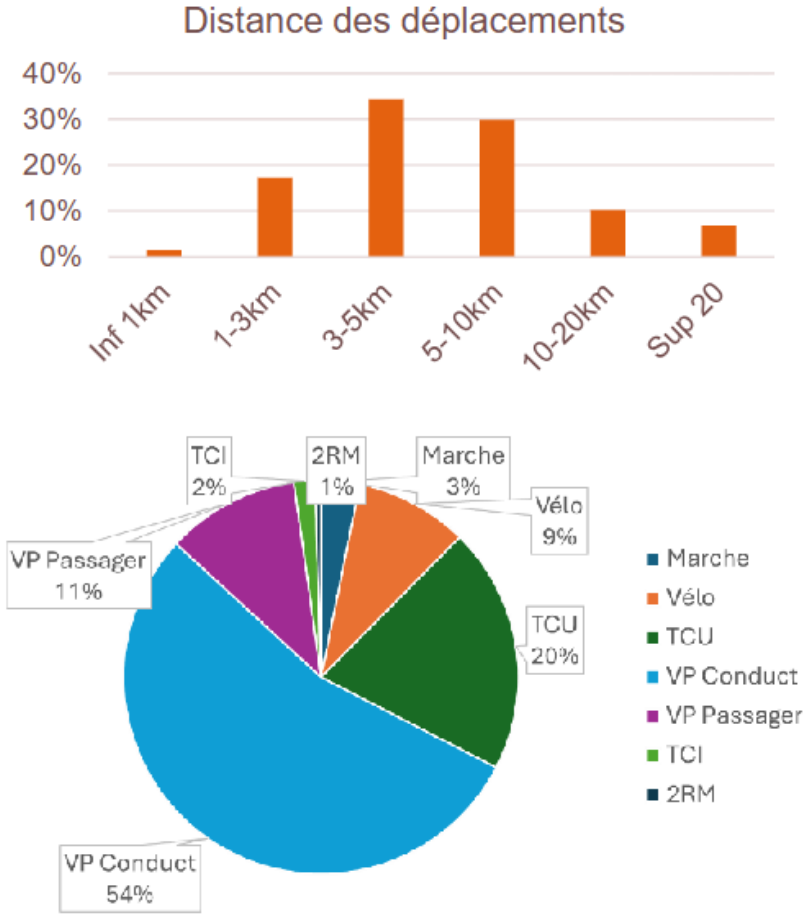
1098

Lignes de transport en commun desservant le périmètre d'études



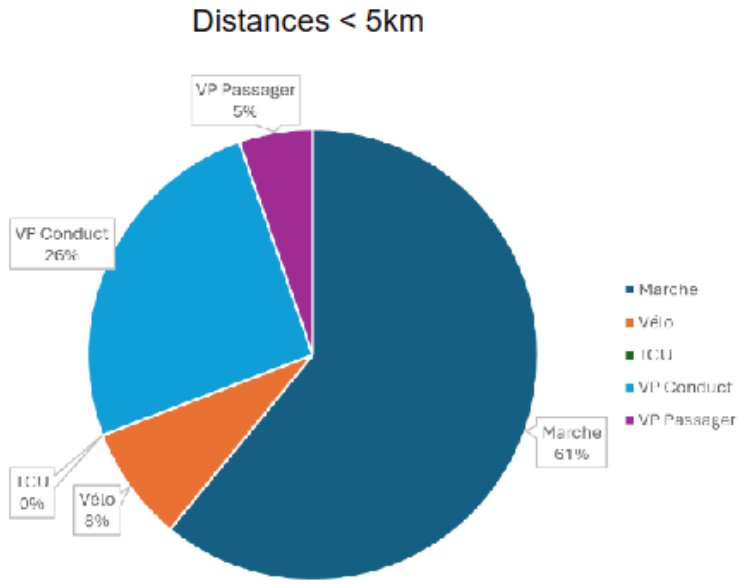
5. Partage modal

Répartitions des parts modales des flux d'échanges (ayant pour origine ou pour destination le secteur d'étude)
échantillon : 411 déplacements



Source : EMA 2019

Répartitions des parts modales des déplacements internes au secteur d'étude (ayant pour origine et pour destination le secteur d'étude)
échantillon : 302 déplacements



Une marge de progression possible en faveur des transports en communs et des modes actifs.

1099

6. Stationnement 1/2

Stationnement véhicules :

- **3400 places de stationnement sur voirie dont 2700 gratuites** à l'échelle du périmètre d'étude;
- Seul le secteur situé **aux alentours de la station de tramway** Montagne Verte est **payant;**
- **290 places en Zone bleue** principalement localisées dans le centre-ville de **Lingolsheim**;
- une **trentaine de places de livraison** réparties le long de la **Route de Schirmeck;**



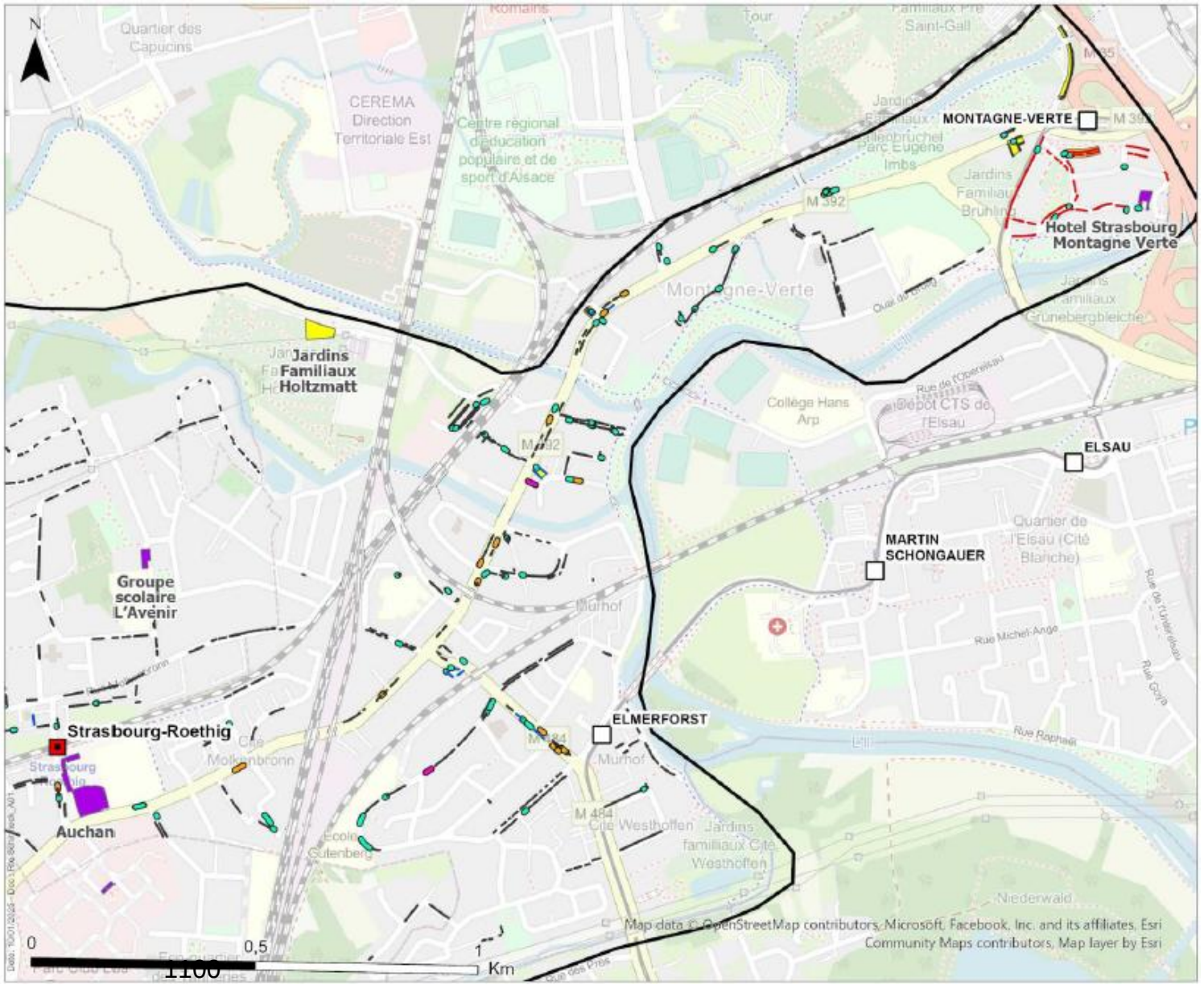
Confort voiture actuel



Stationnement sur voirie (domaine public)
- gratuit
- payant
- zone bleue
- livraison
- réservé
- dépose minute

Aires de stationnement (données osm)
- public
- privé
- zone bleue

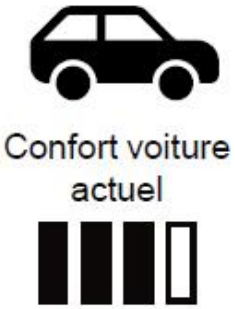
Périmètre d'étude
- Périmètre d'étude
- Gares
- Stations de tramway

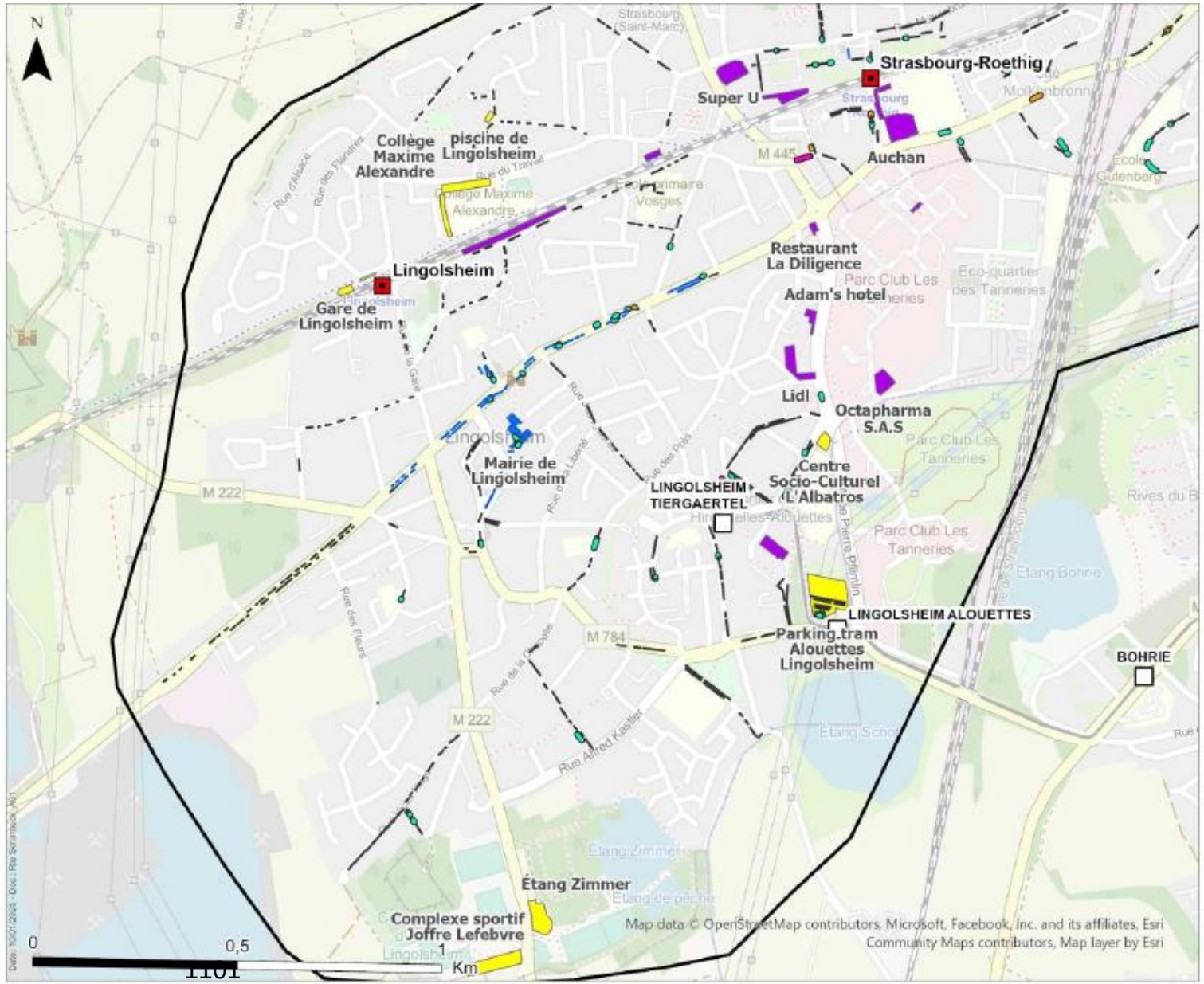


6. Stationnement 2/2

Stationnement véhicules :

- Du **stationnement sur voirie** plus **important** sur la rue du **Maréchal Foch.** Dans le cadre du projet d'aménagement, la réalisation d'une ou deux poches de stationnement permettrait de dégager de l'espace en faveur des modes actifs.





Stationnement sur voirie (domaine public)
- gratuit
- payant
- zone bleue
- livraison
- réservé
- dépose minute

Aires de stationnement (données osm)
- public
- privé
- zone bleue

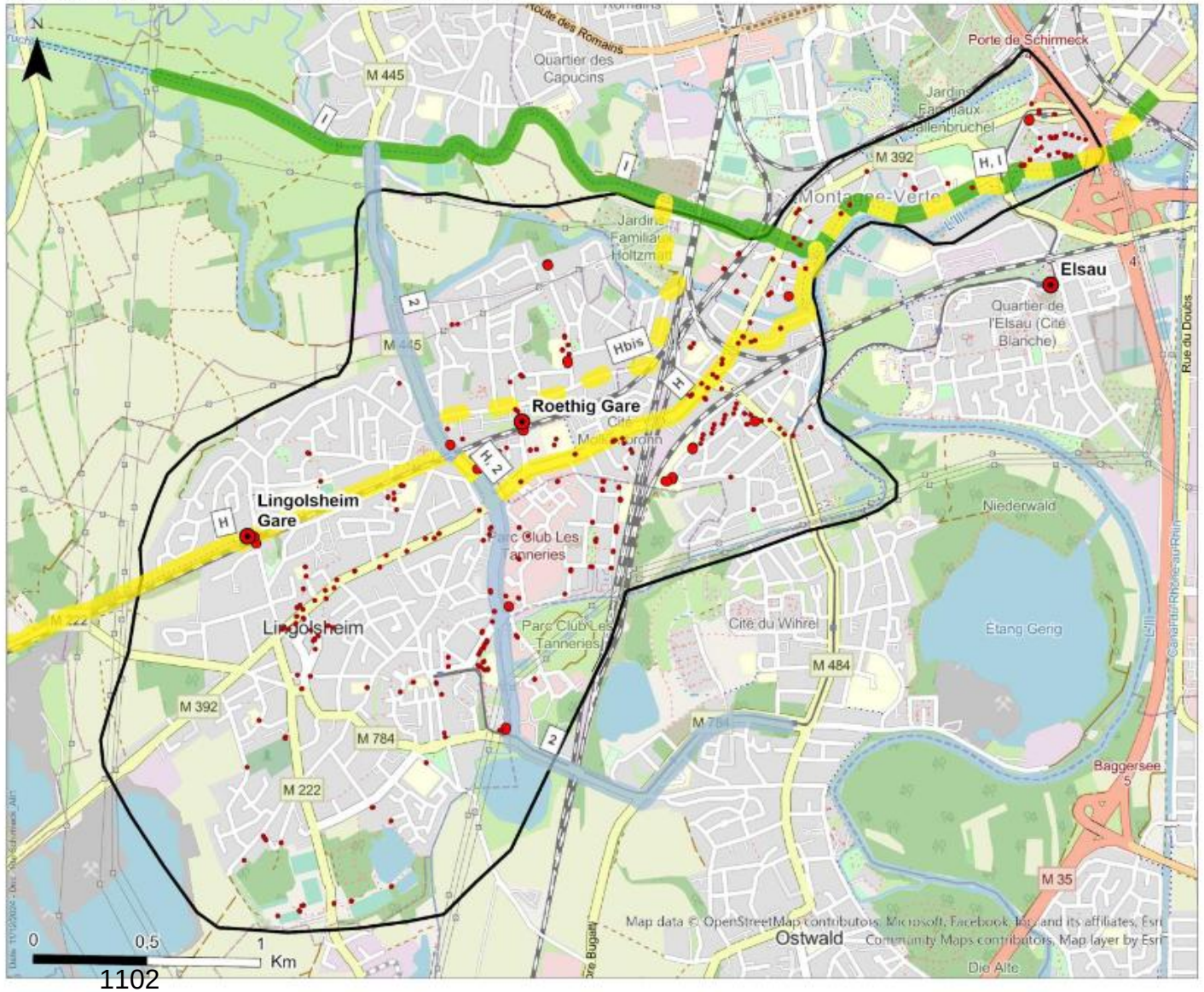
Périmètre d'étude
- Périmètre d'étude
- Gares
- Stations de tramway

6. Stationnement

Stationnement vélo :

- L'offre de stationnement vélo est **répartie de manière homogène** le long de la route de Schirmeck.

STATIONNEMENT VÉLO EXISTANT



Stationnement vélo
- abrité
- non abrité
- Stations Velhop

Vélostras
- H
- Hbis
- I
- 2

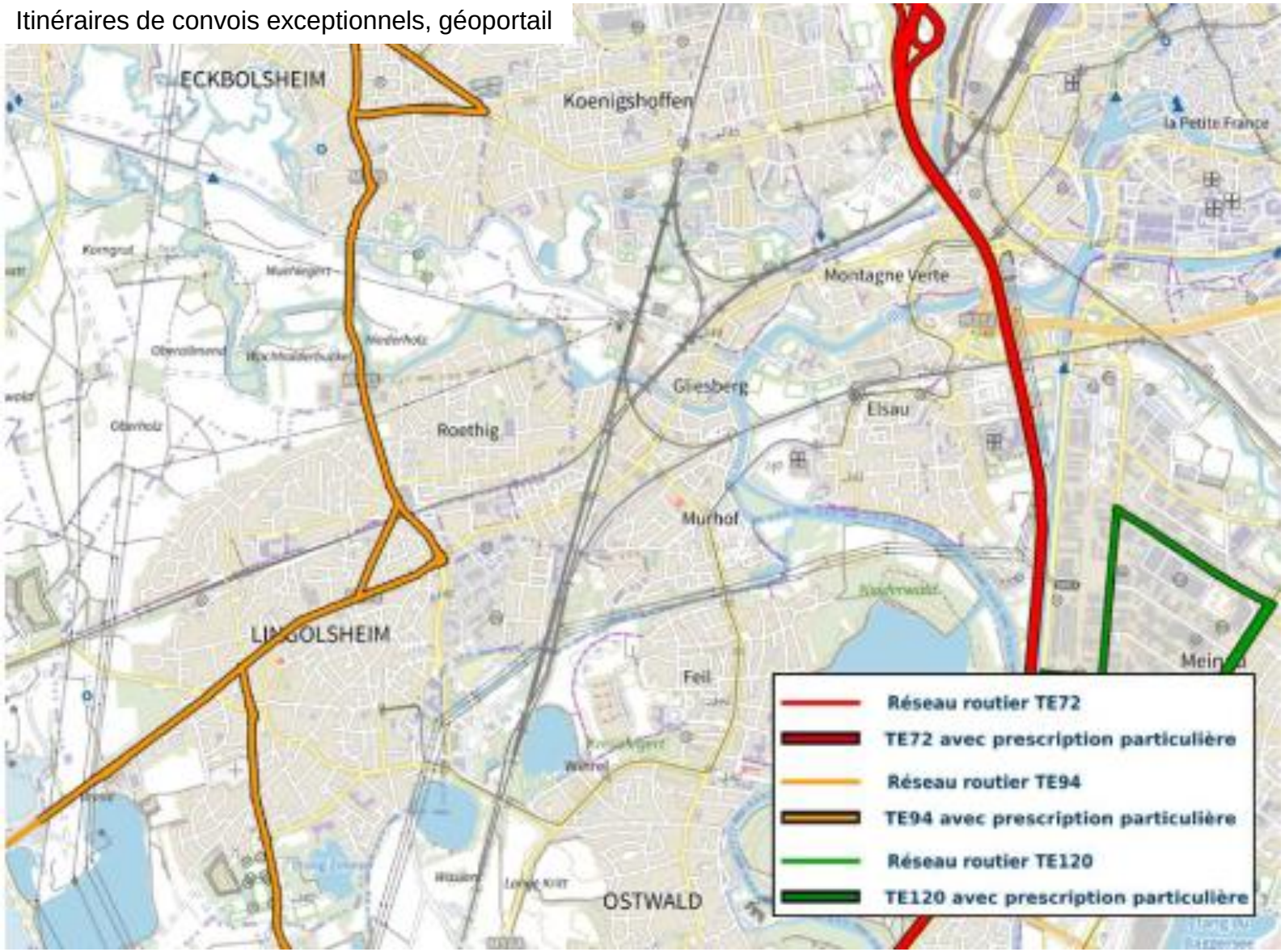
Sources des données : SIG EMS, 2024

1102

7. Convois exceptionnels

Une partie de la rue du Maréchal Foch est un itinéraire de transports exceptionnels pour les véhicules jusqu'à 94 tonnes. De l'entrée nord deLingolsheim jusqu'au giratoire avec l'avenue Schuman.

Itinéraires de convois exceptionnels, géoportail



1103

8. Service express régional métropolitain

Depuis la **mise en service du SERM (Ex REME) du 11/12/2022**, les gares de **Strasbourg-Roethig et Lingolsheim** disposent d'une desserte **d'un train toutes les 30min environ de 5h30 à 22h30**. Certains trains vont jusqu'à Sélestat.

La mise en service du SERM sur la ligne Strasbourg-Ville – Molsheim s'est traduit par une **amélioration significative de l'offre de service** ferroviaire, en termes de fréquence et d'amplitude : **le nombre de trajets** desservant les gares de Strasbourg-Roethig et de Lingolsheim **a doublé.**

Gare de Strasbourg-Roethig

La halte ferroviaire de **Strasbourg-Roethig se situe à 5min** de temps de parcours **de la gare centrale de Strasbourg**.

Le niveau de fréquentation de la gare de Strasbourg-Roethig est passée de **268 à 471** voyageurs par jour en moyenne en semaine, soit une **augmentation de 76%** entre 2019 et 2025.

Gare de Lingolsheim

La **gare de Lingolsheim** se situe **à 8min** de temps de parcours de **la gare centrale de Strasbourg.** Le **niveau de fréquentation** de la gare de Lingolsheim est **de 197 à 274 voyageurs** par jour en moyenne en semaine**, s**oit une augmentation **de 39% entre** 2019 et 2025**.**

Le renforcement de l'offre attendu ces prochaines années va entrainer une évolution de la fonctionnalité des lieux :

- **augmentation des trafics piétons et cycles,**
- **besoins de cheminements et de signalétiques adaptées (y compris PMR)**
- **besoin d'amélioration des correspondances TC fer /TCU**

L' intensification des usages pose la question de l'adaptation des espaces publics adjacents. En ce sens, le réaménagement des PEM Strasbourg-Roethig et Lingolsheim est nécessaires afin de d'adapter les espaces aux nouveaux usages.

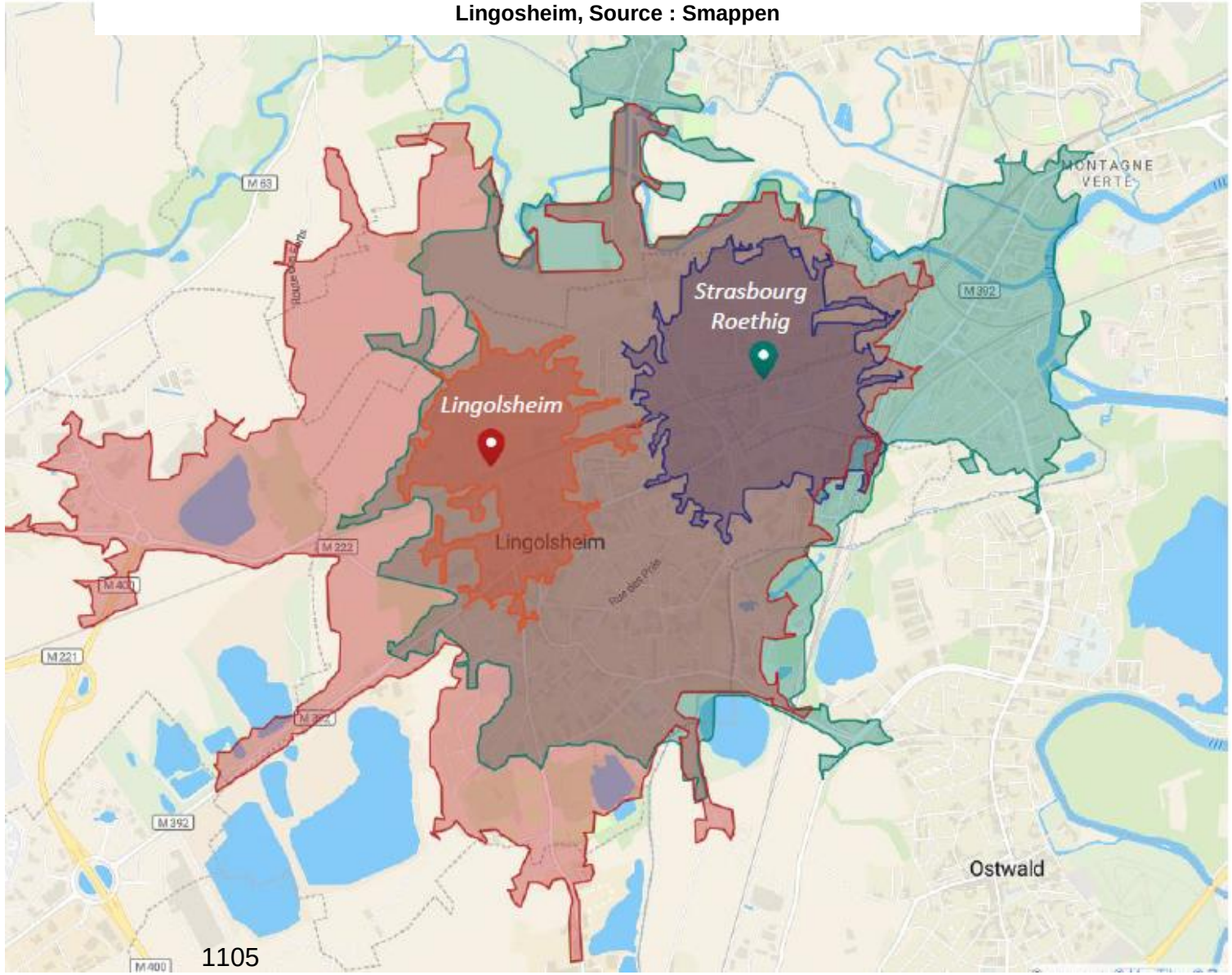
1104

9. Isochrones autour des gares

Du fait de la présence du faisceau ferrée nord-sud, la **majeure partie du quartier Montagne Verte** est **située à plus de 10min à pied** de la gare de Strasbourg Roethig. Mis à part l'extrémité est du quartier Montagne Verte et le quartier de Murhof (qui bénéficient par ailleurs d'une bonne desserte TC), **la totalité du périmètre d'étude est localisé à moins de 10min à vélo de l'une des 2 gares ferroviaires**.

Sur la commune de Lingolsheim, la partie urbanisée située au nord de la voie ferrée, **le parc des Tanneries** ainsi que les **abords de la route de Schirmeck** sont situés **à moins de 10min à pied de l'une des 2 gares.**

Isochrones de 10min à pied et 10min à vélo autour des gares de Strasbourg Roethig et de Lingosheim, Source : Smappen



1105

10. Passages à niveaux

- Il s'agit de **PN publics ouverts à la circulation** de l'ensemble des usagers de la route, muni **de barrières ou de demi-barrières.**
- Tous les trois sont **situés sur la ligne ferroviaire 110000 dite ligne « transvosgienne** » ou « Bruche Piémont des Vosges (BPV) », elle **relie les gares de Strasbourg-Ville et Saint-Dié-des-Vosges** via **Molsheim et la vallée de la Bruche.**
- Le **cadencement** de cette ligne **a été renforcé** dans le cadre de la mise en place **du SERM ferroviaire (Ex REME).**
- Cette ligne va faire l'objet **d'une ouverture à la concurrence** dans les prochaines années.

3 passages à niveaux sont présents dans le périmètre d'étude.



Le PN1 à proximité de la gare de Roethig situé rue du Petit Marais



Le PN2 situé rue d'Eckbolsheim (RM345)



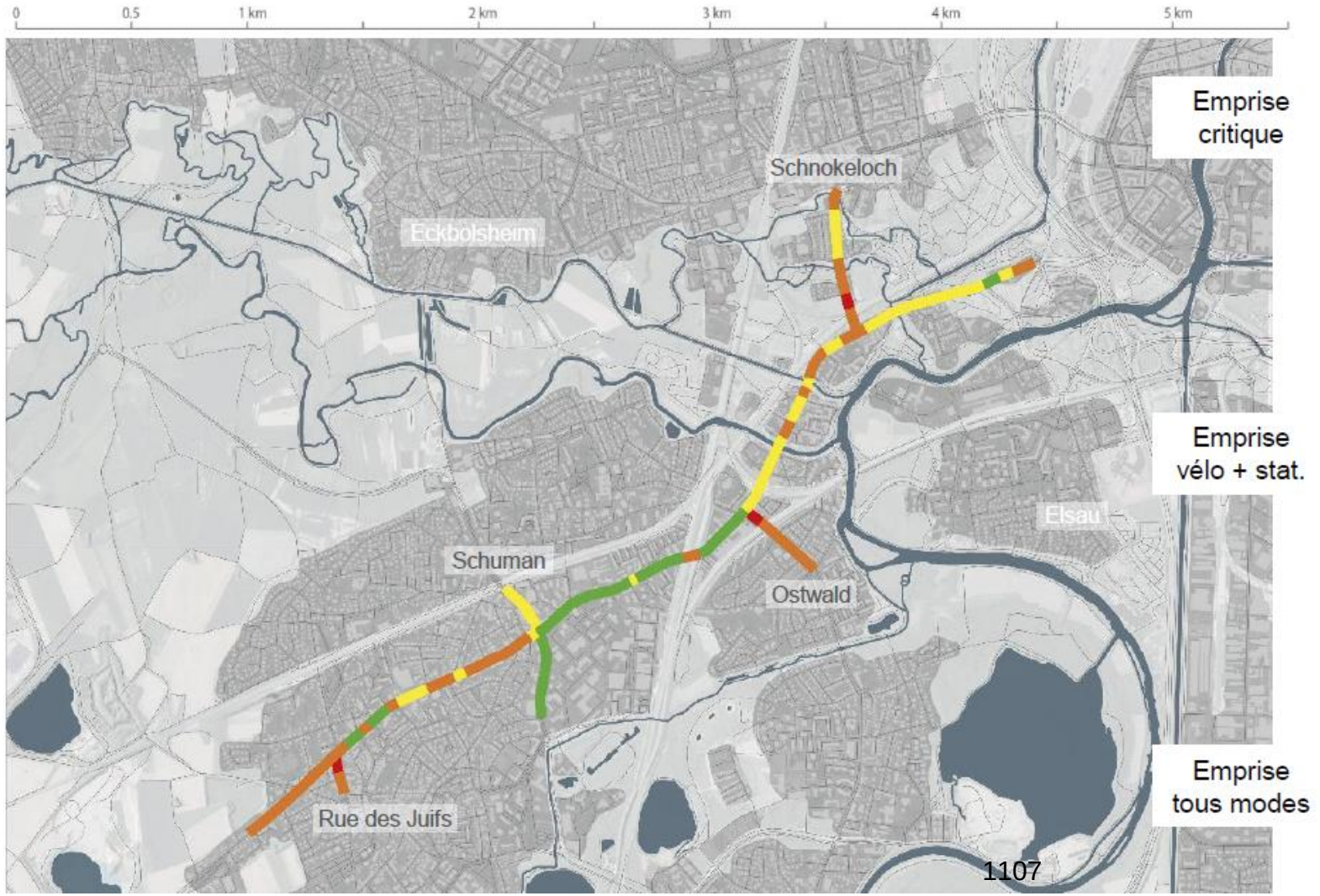
Le PN3 SITU2 rue de Wolfisheim situé à proximité de la gare de Lingolsheim



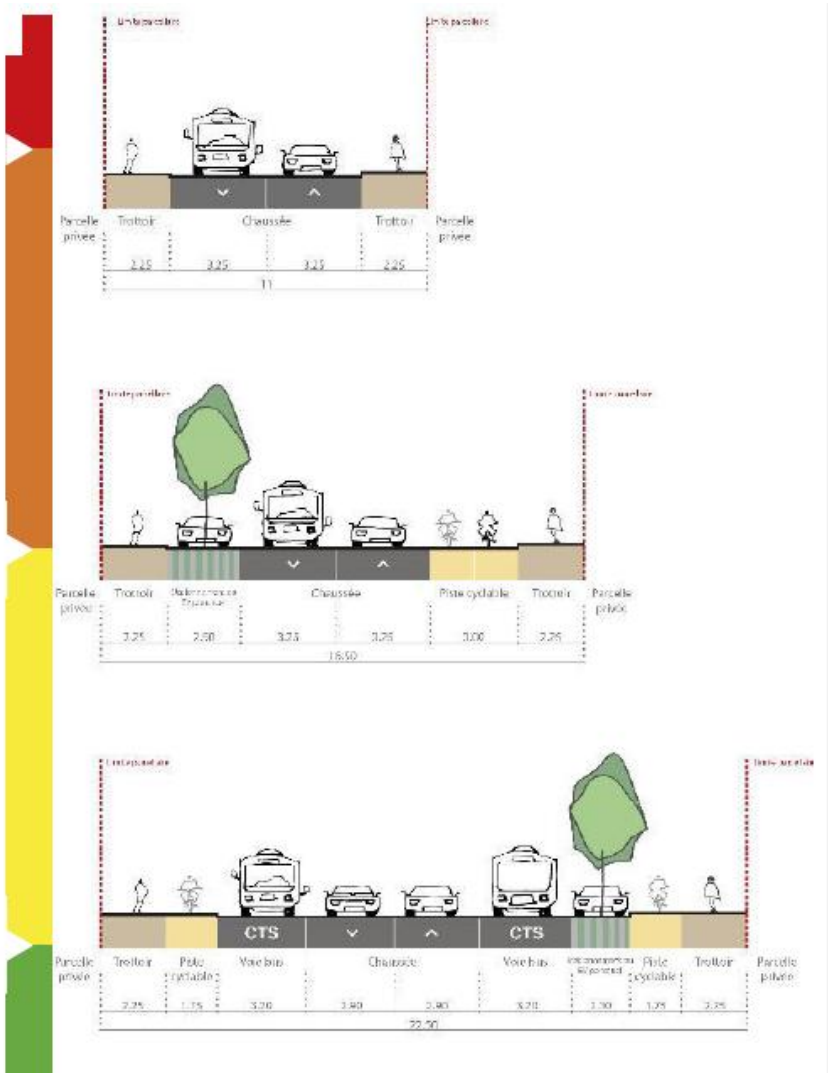
1106

11. Emprises disponibles

Des emprises différentes le long de l'axe



Les aménagements possibles au regard des emprises



11. Emprises disponibles

4 grandes séquences en termes de fonctions, d'emprises et d'enjeux:

- **Séquence 1 : Lingolsheim**

Entrée de Lingolsheim-giratoire Schuman: emprises réduite, enjeu bus

- **Séquence 2 : Molkenbronn**

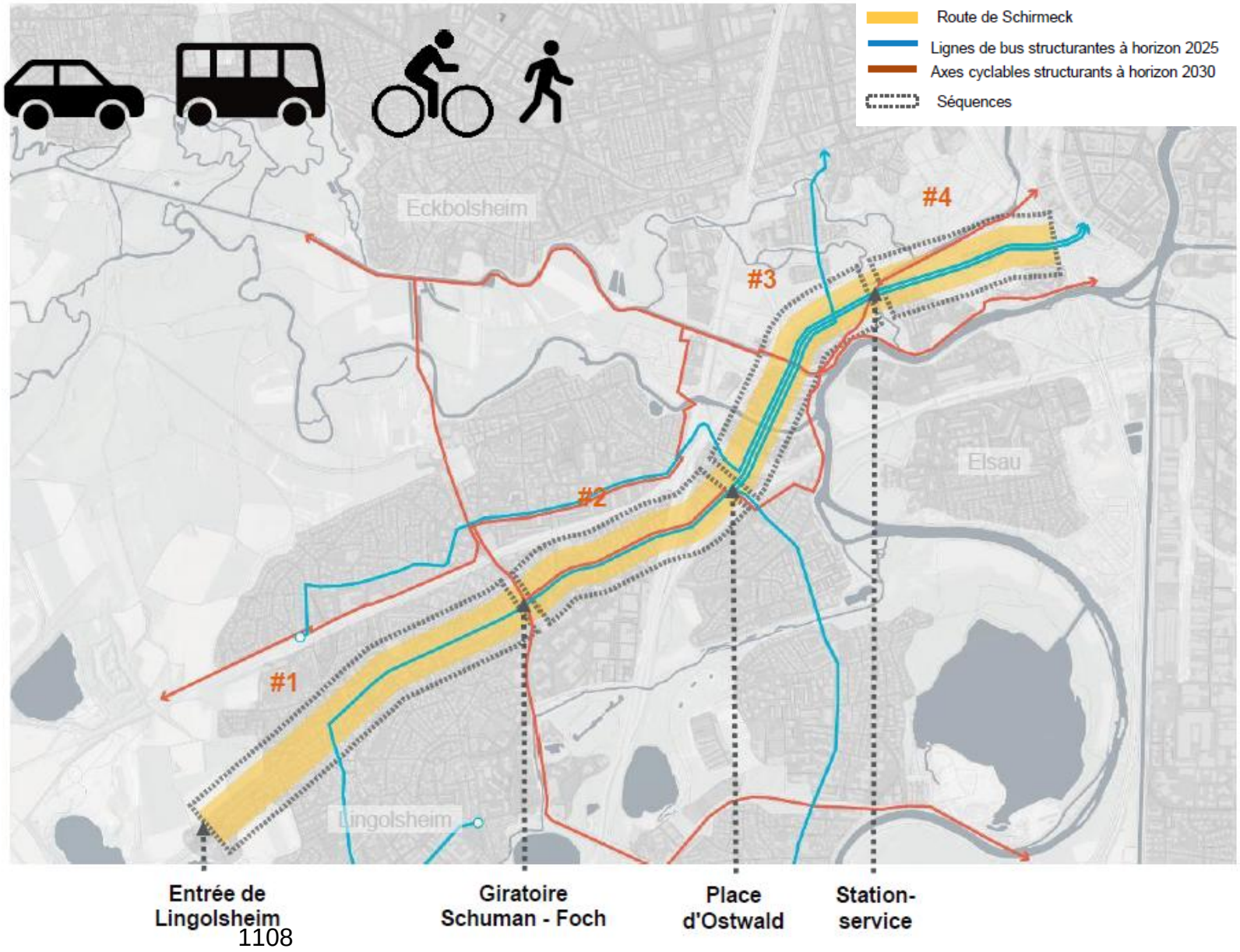
Giratoire-place d'Ostwald : larges emprises, enjeu bus, fort enjeu vélo et plantation

- **Séquence 3 : Gielsberg**

Place d'Otwald –Station-service: emprises réduites, enjeu vélo, très fort enjeu bus

- **Séquence 4 : Ceinture verte**

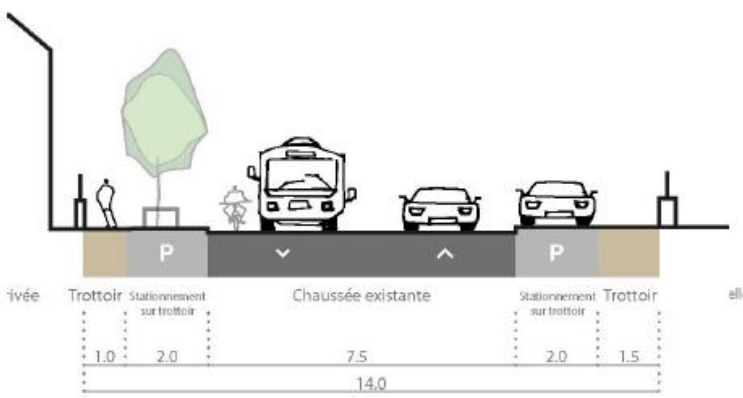
Station –service- station tram : enjeu voiture, fort enjeu bus



11. Emprises disponibles

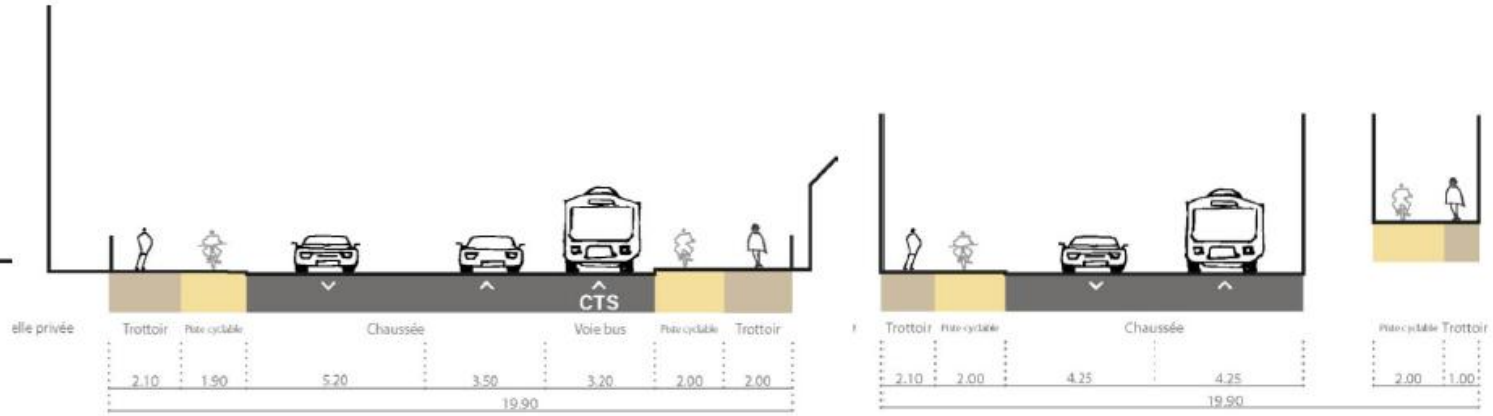
Profils dimensionnant par séquence

#1 LINGOLSHEIM

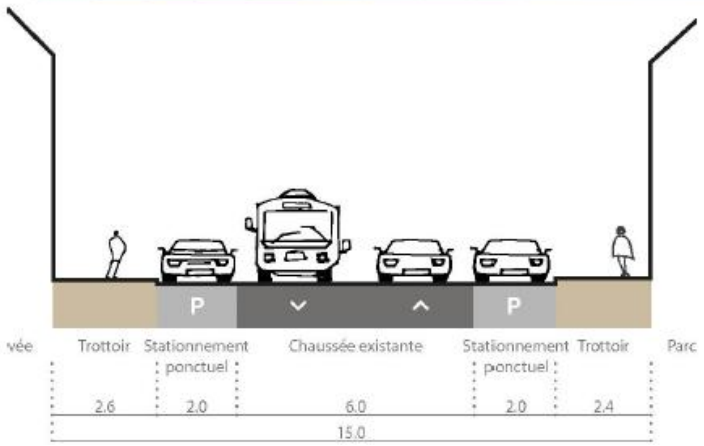


#2 MOLKENBRONN

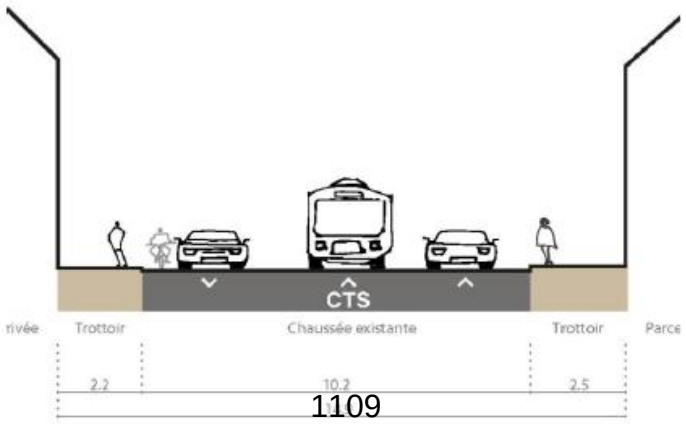
Point dur du passage sous voies SNCF

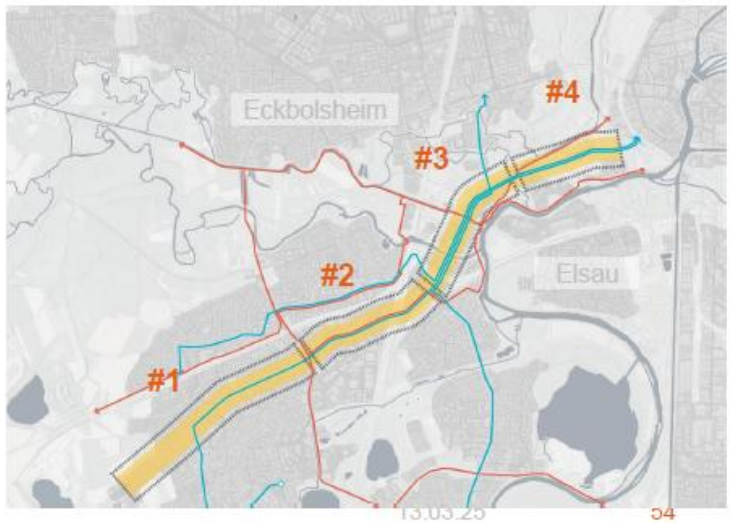


#3 GLIESBERG



#4 CEINTURE VERTE





5. Synthèse des enjeux de mobilités

Grande échelle

Grande échelle/stratégie globale : maîtriser le trafic de transit sur la route de Schirmeck

Pour réduire la tension sur l'axe et dégager des marges de manœuvre pour les autres modes ou l'aménagement de l'espace public (réaménagement de carrefours, reports d'itinéraires…)

Local - quartier - sequences

Localement réaménager la route de Schirmeck

Pour permettre l'efficacité des bus, améliorer la qualité de vie des habitants, le rayonnement des gares et des équipements publics

- Entrée Lingolsheim-giratoire Schuman
- Molkenbronn-carrefour Place d'Ostwald
- **Gliesberg** : place d'Oswald-station de service
- Entrée de Faubourg Ceinture verte

1110



III. Zoom sur le secteur Roethig

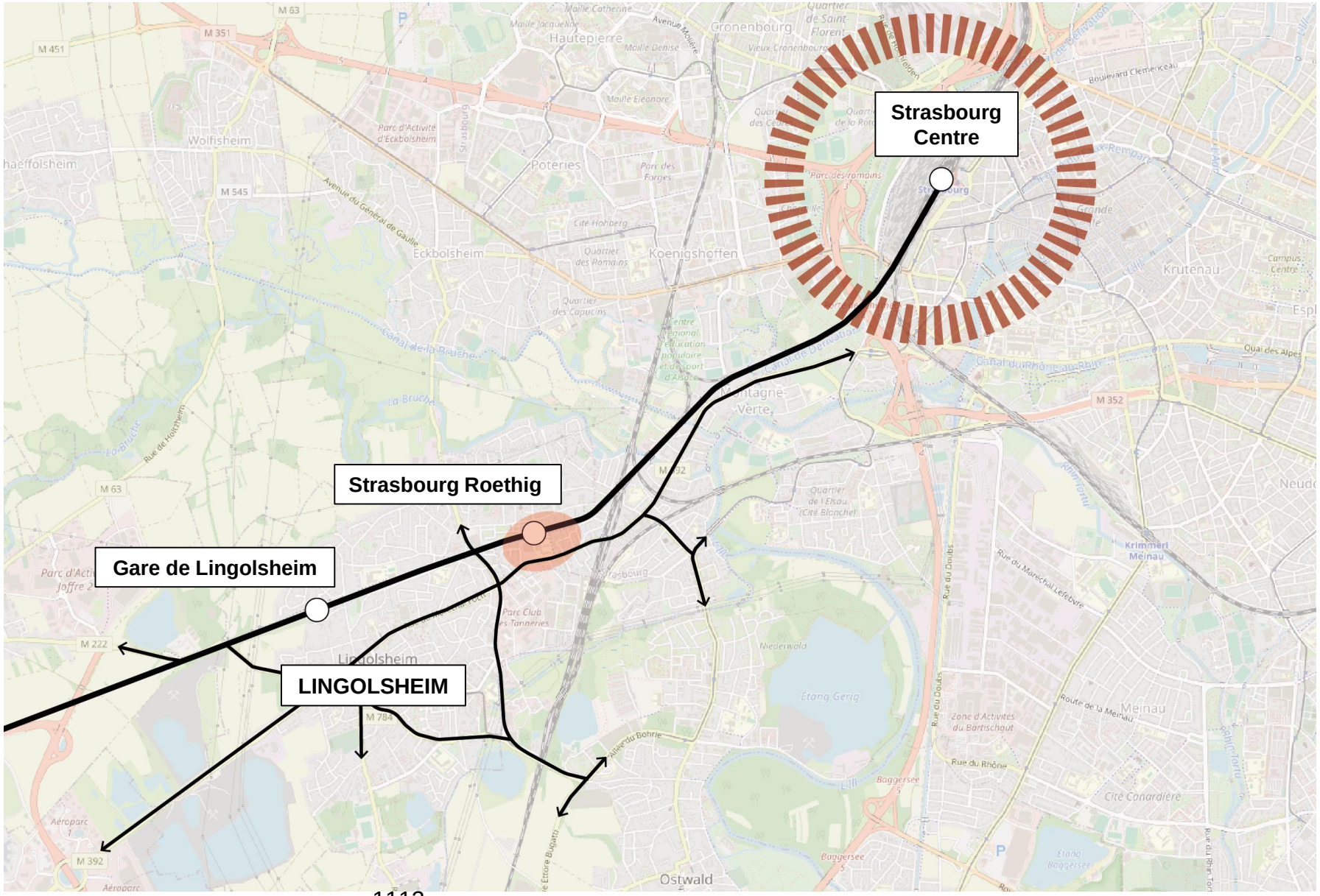
Étude réalisée par le service ATPU — Aménagement du territoire et projets

1. Situation et contexte

- La gare du Roethig se situe sur **une ligne ferroviaire majeure** de l'agglomération (ligne Strasbourg <> Molsheim), à **l'entrée du quartier** de la Montagne Verte, **en limite du ban communal** de Strasbourg;

- Elle est située **à 1,3 km de la gare de Lignolsheim** (2min) et **à 6,1 km de la gare centrale de Strasbourg** (5min);

- Elle constitue **un maillon stratégique** de la ligne Strasbourg <> Molsheim qui a connu **un renforcement de l'offre** avec la mise en œuvre du **Service express régional métropolitain** (doublement du nombre de trajets) et **une amélioration de l'offre de services** (fréquence et amplitude).



1112

III. Zoom sur le secteur Roethig

1. Situation et contexte

- La **gare du Roethig** se trouve **au cœur du QPV Molkenbronn**, à proximité de l'école Erkmann Chatrian, et la friche Auchan.
- Elle est également **située dans un périmètre de mutation urbaine** plus large, allant de la cité Molkenbronn jusqu'à la rue du Petit Marais, en limite communale de Lingolsheim .



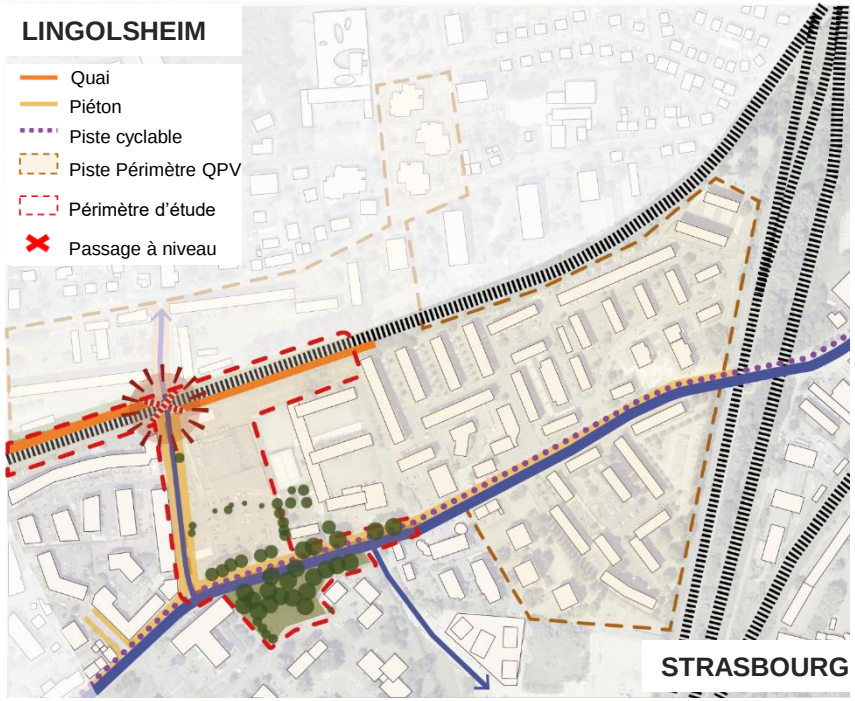
Abords GS Erckmann Chartian

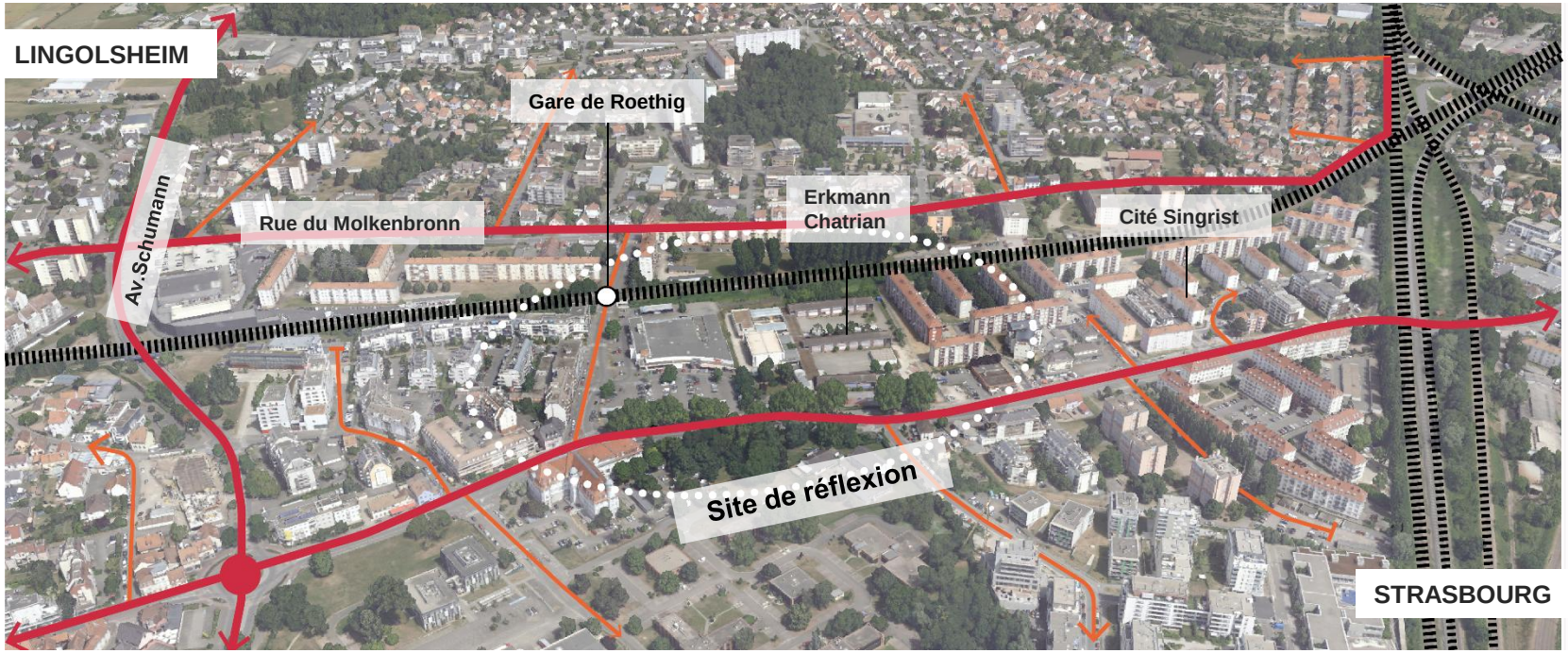


Friche Auchan



Rue du Petit Marais





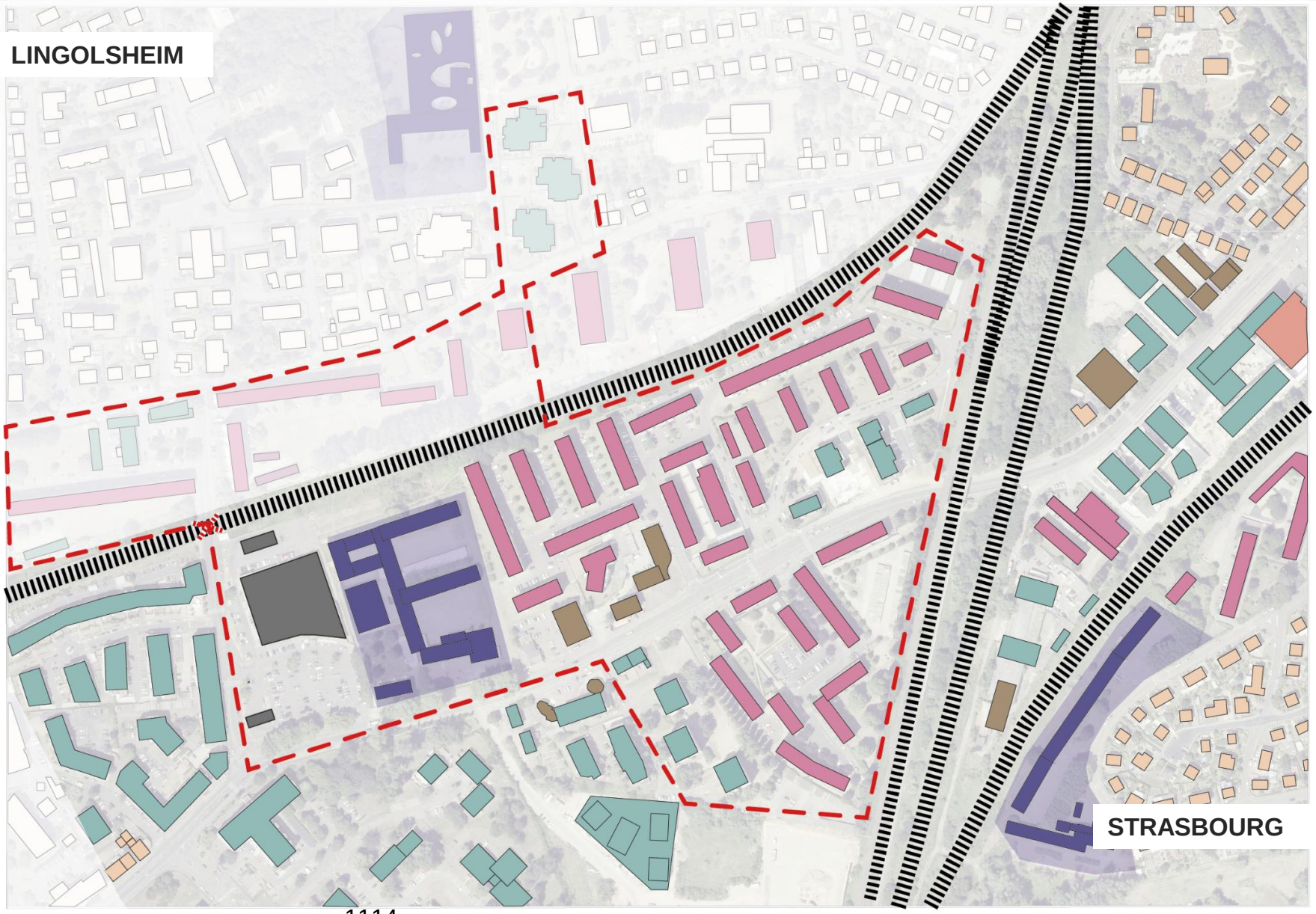
1113

III. Zoom sur le secteur Roethig

2. Typologies et hauteur de bâti

- Un secteur d'**habitat collectif assez dense** avec des **hauteurs qui varie** entre R+5 et du R+3;
- La typologie du bâti ainsi que la forme urbaine du secteur soulèvent un **questionnement important** concernant **la des espaces publics** (qualité, dimensionnements, usages etc).

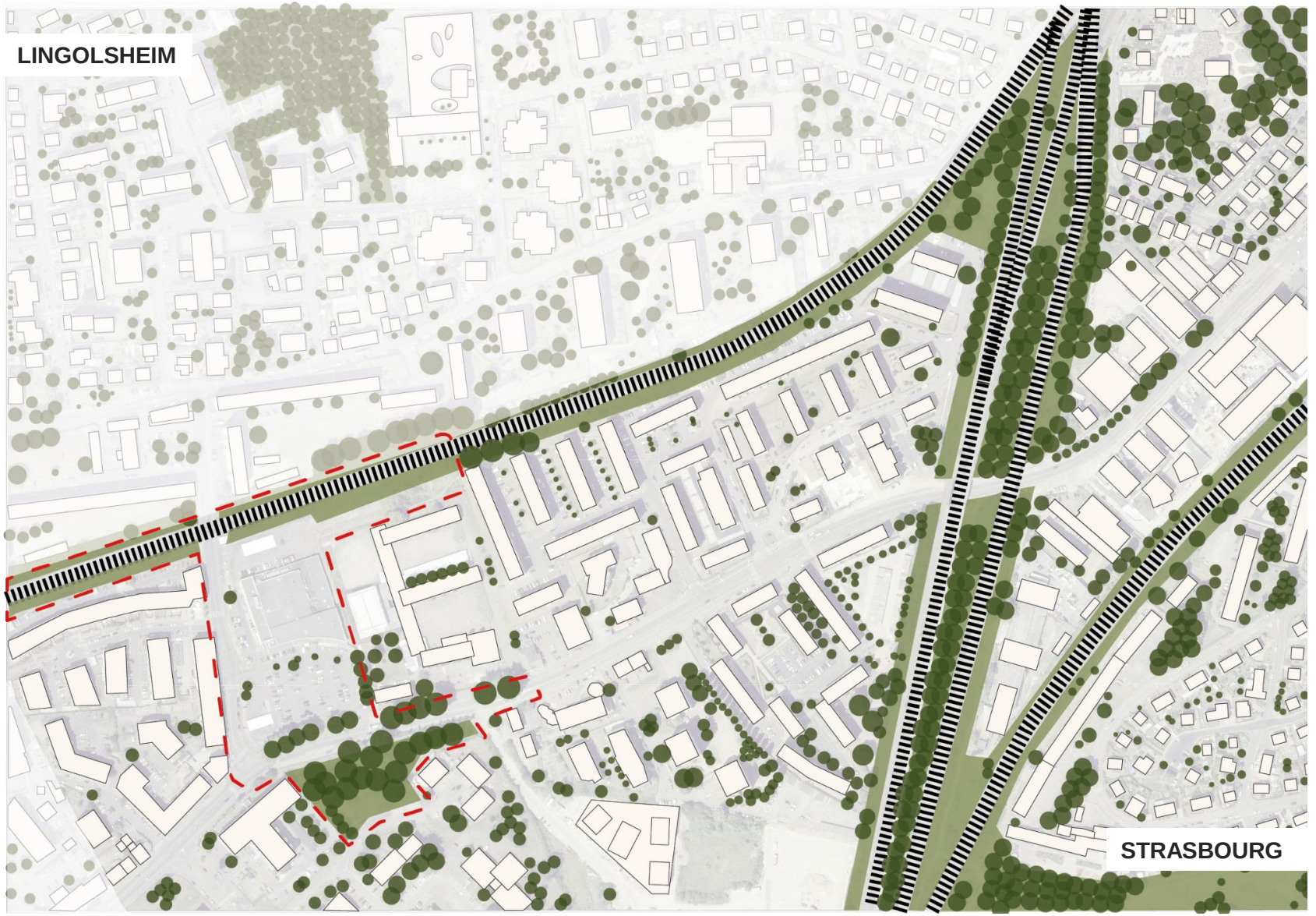
La reconfiguration des abords de la gare doit tenir de compte de l'enjeu de rareté des espaces publics de qualité dans le secteur et apporter une réponse qui conjugue apporter une réponse qui conjugue enjeux de mobilité, espace de rencontre pour les habitants et les scolaires et végétalisation du secteur.



1114

3. Fonctionnalité paysagère du site

- **Secteur très minéral** avec **peu d'arbres.** Les seuls sujets présents sur le site sont les **platanes** situés sur la route de Schirmeck, **le parc au 305 route de Schirmeck** ainsi qu'une **lisière végétale** adossée à la voie de chemin de fer.



Le projet d'aménagement devra:

- **créer une continuité paysagère entre le 305 route de Schirmeck et la lisière paysagère des voies ferrées.**
- **intégrer des mesures de désimperméabilisation et de plantations d'arbres afin de limiter l'ilot de chaleur urbain.**

1115

4. Mobilité et déplacement

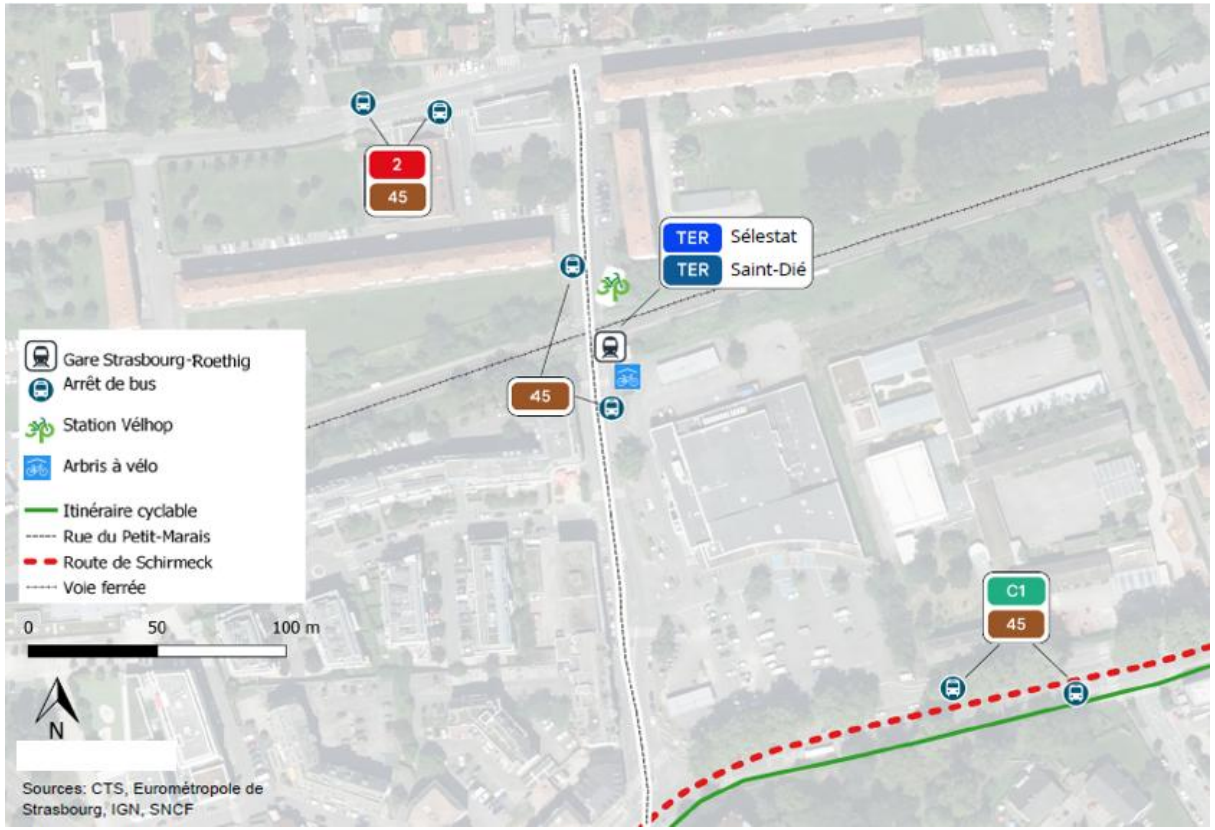
Le secteur est desservi par:

- **3 lignes de transport en commun** :
  ➔La **ligne C1** Lingolsheim Alouettes <> Robertsau Lamproie;
  ➔La **ligne 2** Jardin des Deux Rives <> Gare centrale <> Elmerforst;
  ➔La **ligne 45** Lingolsheim Alouettes <> Poteries.

- Une **piste cyclable** sur trottoir au niveau de la route de Schirmeck;

- La **gare du Roethig** : (ligne Strasbourg <> Molsheim)
  ➔ ligne ferroviaire majeure de l'agglomération et plus globalement du projet de SERM qui va connaitre **un renforcement de l'offre** ces prochaines années.

  ➔ Cette amélioration devrait mener à **un accroissement des déplacements des voyageurs** passant par la Halte de Strasbourg-Roethig, qui a déjà vu son trafic voyageur croître.

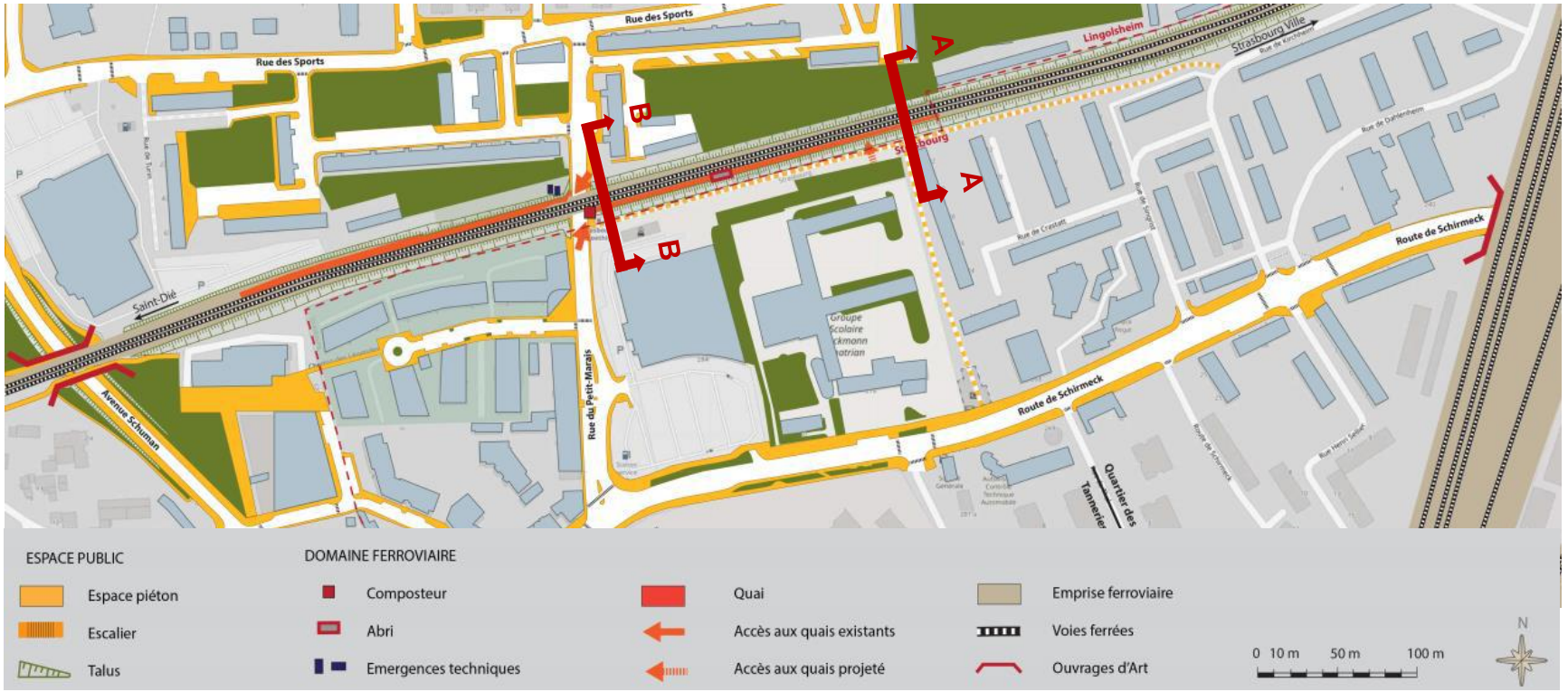


Une forte augmentation de la fréquentation de la halte dans les prochaines années (estimation d'une fréquentation doublée peut être envisagée) entraînerait une évolution de la fonction des lieux, et notamment des espaces publics adjacents avec :

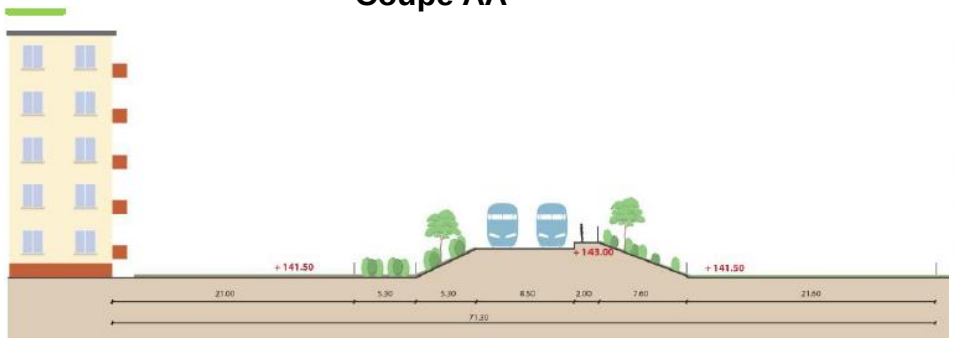
- **Une augmentation des trafics piétons et cycles;**
- **Des besoins de cheminements et de signalétiques adaptées (y compris PMR);**
- **Des besoins d'amélioration des correspondances ente le transport en commun ferroviaire et le transport en commun urbains;**
- **Un enjeu de sécurisation à minima du PN ou de sa suppression à moyen/long terme**
- **Un enjeu de traitement de l'entrée du quartier avec un essor de fonctions de centralité.**

5. Fonctionnement actuel de la gare

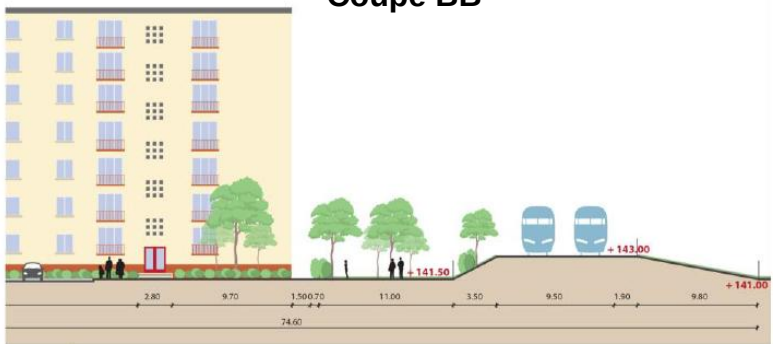
- Une **emprise ferroviaire étroite** le long des voies ferrées;
- 2 **accès** aux quais existants **en décalé**;
- **Des accès et des quais étroits** :abri en porte à faux, émergences techniques
- **Passage à niveau** impliquant la configuration actuelle (quais décalés, nombreuses émergences)



Coupe AA



Coupe BB



1117

6. Foncier

La gare est implantée à la fois:

- Sur la commune de Lingolsheim : quai nord
- En limite de Strasbourg : quai sud

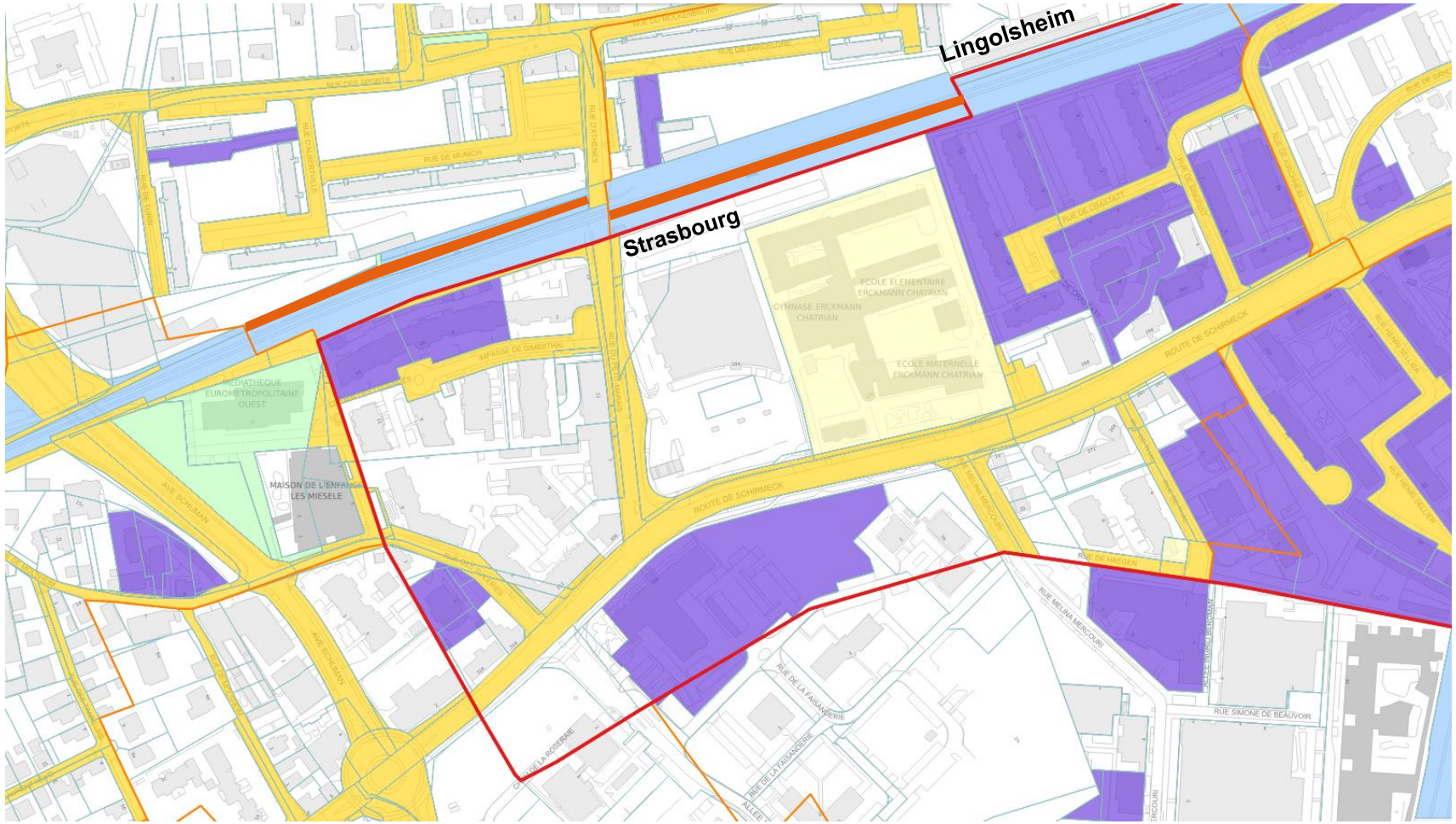
- **Foncier SNCF(bleu)**
  - ➔ Gares et Connexions: quais
  - ➔ SCNF Réseaux :voies ferrées, talus

- **Eurométropole de Strasbourg** (jaune foncé): voiries;

- **Ville de Strasbourg** (jaune clair): groupe scolaire Erckmann Chatrian;

- **Commune de Lingolsheim** (vert clair): médiathèque;

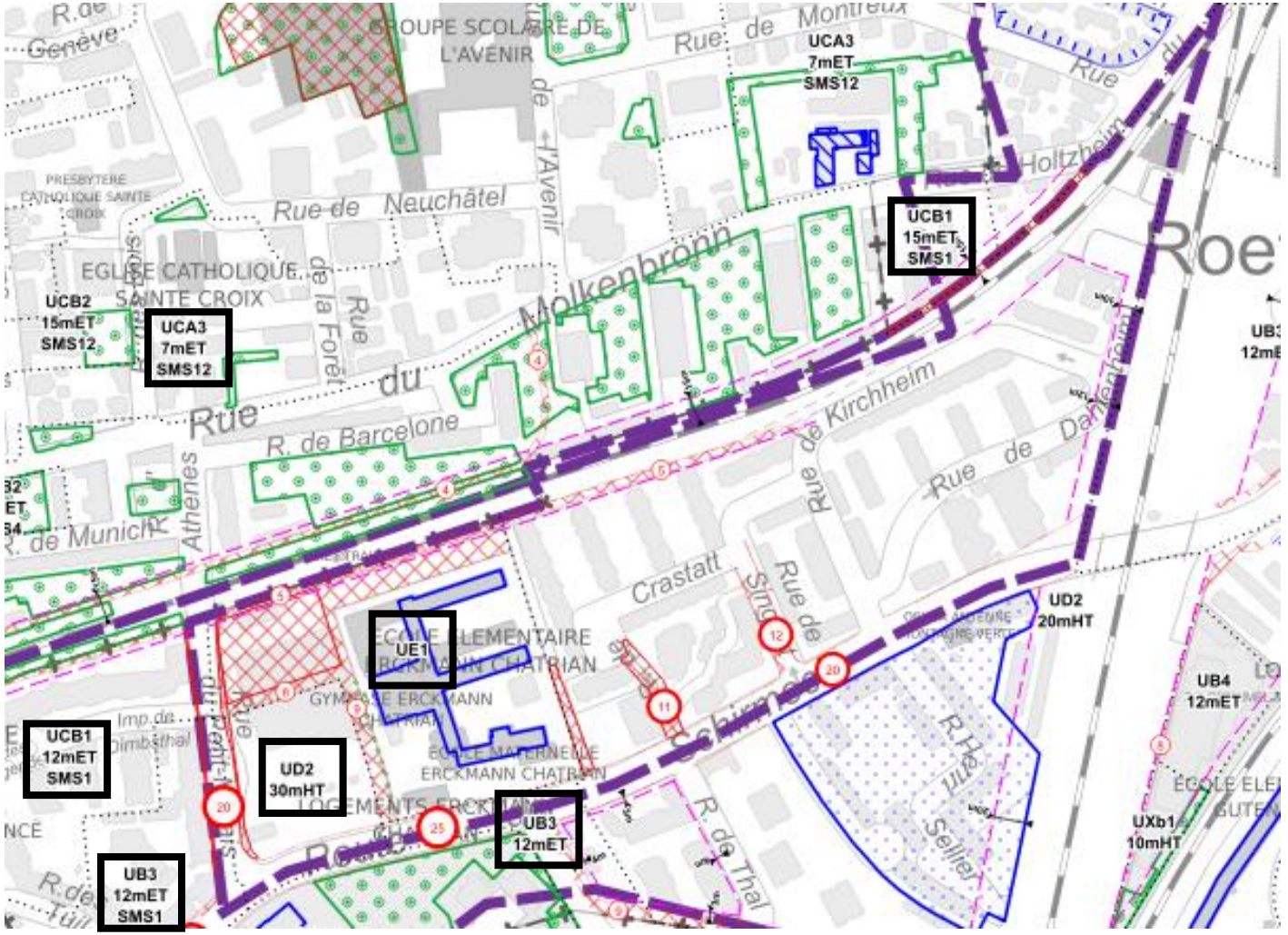
- **Bailleurs** (violet) : habitat social.



1118

7. Analyse réglementaire (PLU actuel)

Zonage	**Zone UCA**	Vocation principalement résidentielle à dominante d'habitat individuel.
	Zone UCB	Vocation principalement résidentielle sous forme d'immeubles collectifs.
	Zone UB	Zone urbaine à vocation mixte (habitat, commerces,…)
	Zone UD	Vocation mixte: grands ensembles secteurs de renouvellement urbain
	Zone UE	Vocation dédiée aux équipements publics ou d'intérêt collectif
Emplacements réservés	**EMV 28**	Réalisation du pôle d'échange multimodal et aménagement d'espaces publics
	EMV 17	Création d'une liaison piétons-cycles entre la bibliothèque municipale de Lingolsheim et la rue de Kirchheim pour assurer la desserte des futures gares du projet «tram-train»
	EMV 29	Extension du groupe scolaire Erckmann Chatrian et réalisation de voies de desserte
	EMV 24	Élargissement de la rue du Petit Marais



1119

7. Analyse réglementaire (PLU actuel)

Le secteur est encadré par une Orientation d'aménagement et de programmation (OAP) « Petit-Marais – Singrist »

Schéma / Principes d'aménagements

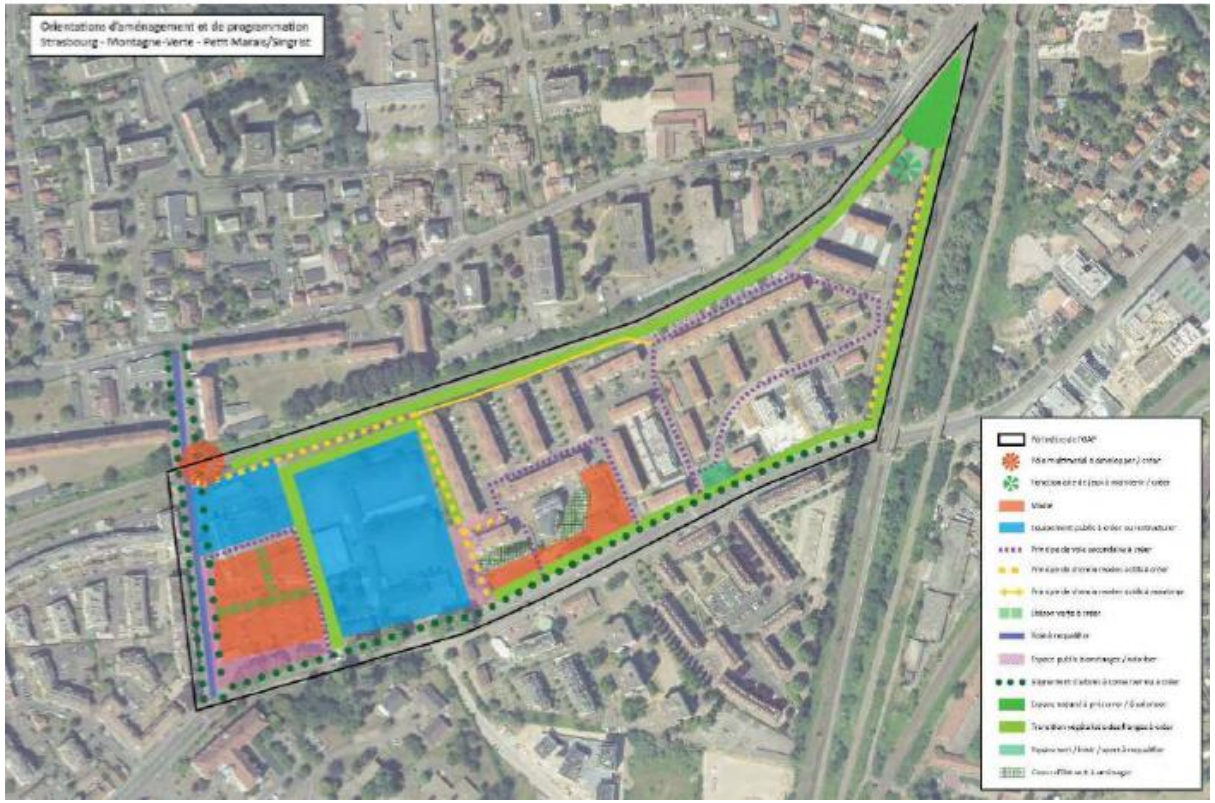
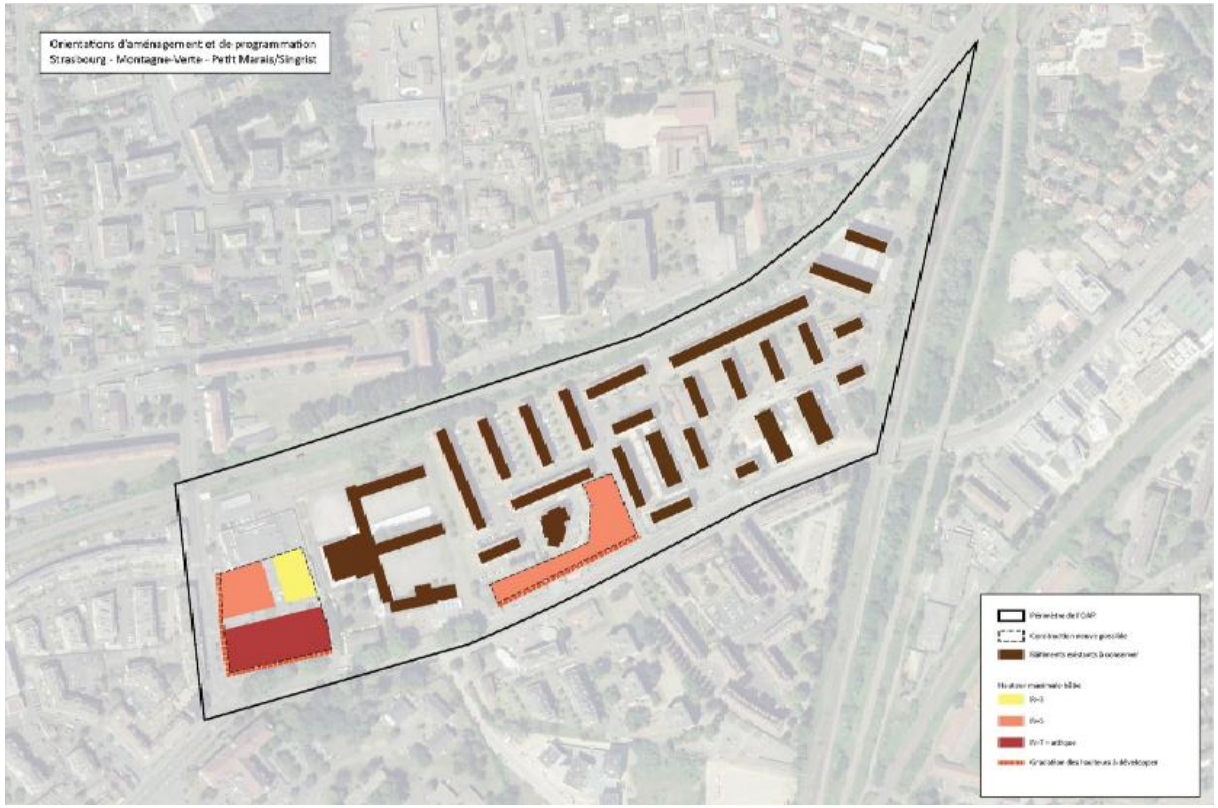


Schéma / Hauteur des constructions



1120

8. Contraintes techniques

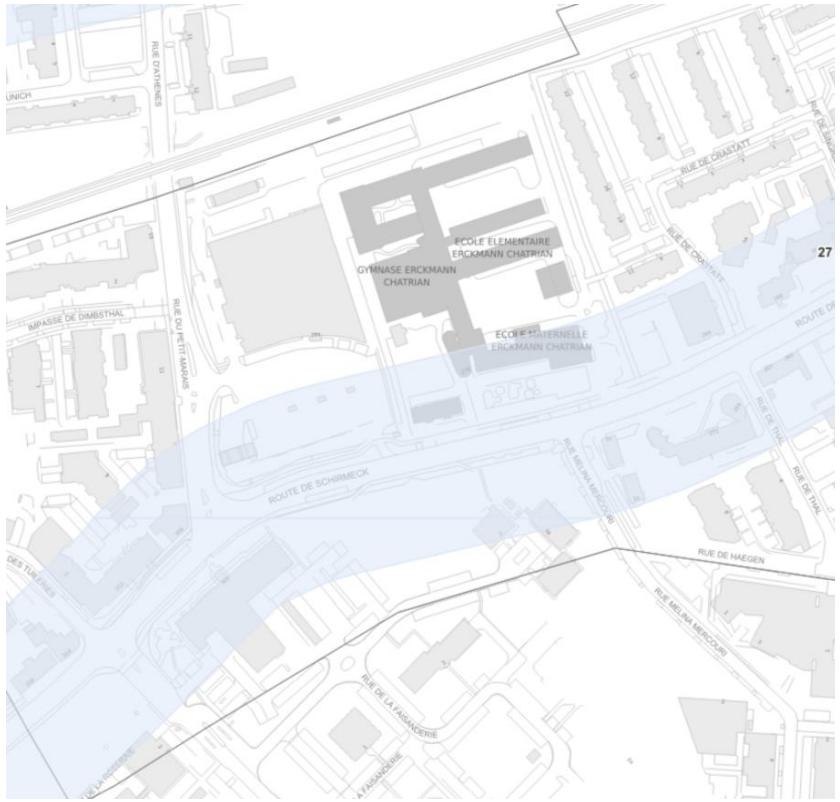
Passage à niveau





- **Présence du PN** limite les possibilités d'aménagement sur les quais.
- La **suppression du PN** génère un **surcoût** d'aménagement (+10M€)

Qualité de l'air



- Secteur **en zone de surveillance aux abords de la route de Schirmeck**.
- le projet d'aménagement devra prendre en compte les contraintes liées à la qualité de l'air.

Pollution des sols



- **Pollution des sols par hydrocarbures**, liée à une ancienne ou actuelle **activité de station-service / stockage et distribution de carburants**.

1121

9. Benchmark

Gare de Pont Rousseau, à Rezé : un exemple de halte ferroviaire comparable ?

Ligne de Tram + TER (Nantes-Pornic + Nantes-St-Gilles-Croix-de-Vie) :

- **Offre TER :** 108 trajets quotidiens;
- **Fréquentation annuelle :** 215 000 voyageurs (2 fois la fréquentation annuelle actuelle de la Halte Strasbourg-Roethig).

(extrait des travaux du bureau d'études Arcadis, 2025)





Aménagements réalisés :

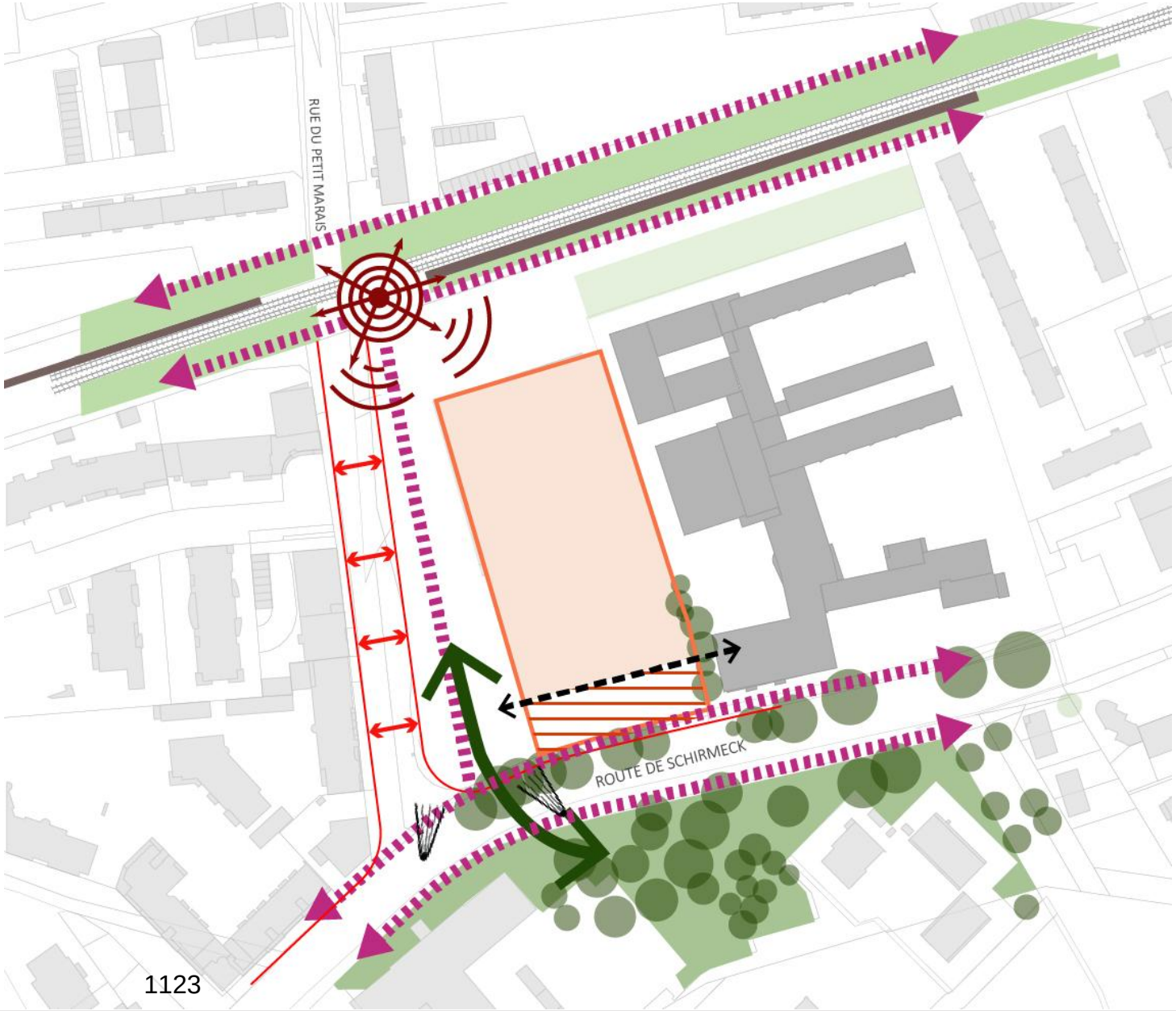
- Création de parvis;
- Amélioration des connexions tram/gare;
- Nouvelle opération immobilière avec des RDC actifs ouverts sur le parvis;
- Végétalisation, désimperméabilisation, plantation d'arbres;
- Mise en place de mobiliers urbains (bancs, arceaux vélos etc).





10. Synthèse des enjeux

- **Amélioration de la visibilité de la gare de Strasbourg-Roethig depuis la route de Schirmeck;**
- **Création d'un parvis autour de la gare et amélioration de l'accessibilité piétonne;**
- **Élargissement et plantation de la rue du Petit-Marais;**
- **Préservation des arbres existants;**
- **Continuité paysagère entre le parc du 305 route de Schirmeck et le nouvel aménagement;**
- **Création d'un recul par rapport à la route de Schirmeck**;
- **Amélioration de la connexion ente le bus et la gare Strasbourg-Roethig;**
- **Amélioration des continuités cyclables.**



Périmètre PPC

Service Géomatique et Connaissance du Territoire

Date d'édition		ECHELLE
22/10/2026		1:2 500

CADA parcelle	identifiant	code INSEE de la commune	nom de la commune	section	numéro de parcelle	numéro(s) graphique(s) de parcelle
209637826	6704820460025	482	Strasbourg	46	25	25
209709905	6704820460026	482	Strasbourg	46	26	26
209642763	6704820460116	482	Strasbourg	46	116	116
209647198	6704820NB0045	482	Strasbourg	NB	45	45
209645112	6704820NB0046	482	Strasbourg	NB	46	46
209539427	6704820460085	482	Strasbourg	46	85	85
209647512	6704820NB0047	482	Strasbourg	NB	47	47
209646851	6704820NB0048	482	Strasbourg	NB	48	48
209527637	6704820460090	482	Strasbourg	46	90	90
209546349	6704820NB0049	482	Strasbourg	NB	49	49
209539058	6704820NB0050	482	Strasbourg	NB	50	50
209647105	6704820460113	482	Strasbourg	46	113	113
209537899	6704820460086	482	Strasbourg	46	86	86
209643863	6704820NB0051	482	Strasbourg	NB	51	51
209530237	6704820460088	482	Strasbourg	46	88	88
209539373	6704820460089	482	Strasbourg	46	89	89
209545708	6704820MW0313	482	Strasbourg	MW	313	313
209604497	6704820MW0145	482	Strasbourg	MW	145	145
209599510	6704820MW0004	482	Strasbourg	MW	4	4
209599600	6704820MW0002	482	Strasbourg	MW	2	2
209541053	6704820MW0320	482	Strasbourg	MW	320	320
209611786	6704820MW0001	482	Strasbourg	MW	1	1
209605062	6704820MW0297	482	Strasbourg	MW	297	297
209600762	6704820MW0021	482	Strasbourg	MW	21	21
209603981	6704820MW0298	482	Strasbourg	MW	298	298
209606415	6704820MW0182	482	Strasbourg	MW	182	182
209603451	6704820MW0213	482	Strasbourg	MW	213	213
209604265	6704820MW0109	482	Strasbourg	MW	109	109
209601227	6704820MW0107	482	Strasbourg	MW	107	107
209604589	6704820MW0276	482	Strasbourg	MW	276	276
209603759	6704820MW0275	482	Strasbourg	MW	275	275
209606316	6704820MW0214	482	Strasbourg	MW	214	214
209602129	6704820MW0295	482	Strasbourg	MW	295	295
209603760	6704820MW0294	482	Strasbourg	MW	294	294
209602316	6704820MW0098	482	Strasbourg	MW	98	98
209626686	6704820OB0036	482	Strasbourg	OB	36	36
209602733	6704820OB0117	482	Strasbourg	OB	117	117
209602652	6704820OB0087	482	Strasbourg	OB	87	87

209602041	6704820OB0051	482	Strasbourg	OB	51	51
209600886	6704820OB0118	482	Strasbourg	OB	118	118
209694323	6704820OB0052	482	Strasbourg	OB	52	52
209602745	6704820OB0015	482	Strasbourg	OB	15	15
209603169	6704820OB0054	482	Strasbourg	OB	54	54
209602936	6704820OB0053	482	Strasbourg	OB	53	53
209527923	6704820OB0108	482	Strasbourg	OB	108	108
209598670	6704820NY0055	482	Strasbourg	NY	55	55
209606586	6704820NY0001	482	Strasbourg	NY	1	1
209531913	6704820OB0144	482	Strasbourg	OB	144	144
209645222	6704820OB0136	482	Strasbourg	OB	136	136
209530216	6704820OB0143	482	Strasbourg	OB	143	143
209603174	6704820NY0056	482	Strasbourg	NY	56	56
209600989	6704820OB0079	482	Strasbourg	OB	79	79
209600617	6704820OB0082	482	Strasbourg	OB	82	82
209530217	6704820OB0142	482	Strasbourg	OB	142	142
209602094	6704820OB0075	482	Strasbourg	OB	75	75
209604330	6704820OB0017	482	Strasbourg	OB	17	17
209601798	6704820OB0078	482	Strasbourg	OB	78	78
209600915	6704820OB0030	482	Strasbourg	OB	30	30
209665225	6704820OB0129	482	Strasbourg	OB	129	129
209606585	6704820OA0186	482	Strasbourg	OA	186	186
209690245	6704820OB0125	482	Strasbourg	OB	125	125
209597979	6704820OA0048	482	Strasbourg	OA	48	48
209605328	6704820OA0032	482	Strasbourg	OA	32	32
209648851	6704820OB0137	482	Strasbourg	OB	137	137
209605958	6704820OA0226	482	Strasbourg	OA	226	226
209603330	6704820OA0034	482	Strasbourg	OA	34	34
209607692	6704820OA0033	482	Strasbourg	OA	33	33
209605932	6704820OA0227	482	Strasbourg	OA	227	227
209601843	6704820OB0048	482	Strasbourg	OB	48	48
209600887	6704820OA0187	482	Strasbourg	OA	187	187
209602521	6704820OA0211	482	Strasbourg	OA	211	211
209602747	6704820OA0188	482	Strasbourg	OA	188	188
209604770	6704820OA0231	482	Strasbourg	OA	231	231
209644467	6704820OA0264	482	Strasbourg	OA	264	264
209659537	6704820OA0230	482	Strasbourg	OA	230	230
209602780	6704820OB0093	482	Strasbourg	OB	93	93
209601860	6704820OA0031	482	Strasbourg	OA	31	31

209519953	6704820OA0269	482	Strasbourg	OA	269	269
209600884	6704820OB0098	482	Strasbourg	OB	98	98
209522192	6704820OA0270	482	Strasbourg	OA	270	270
209600883	6704820OA0065	482	Strasbourg	OA	65	65
209604331	6704820OA0064	482	Strasbourg	OA	64	64
209602295	6704820OA0029	482	Strasbourg	OA	29	29
209529149		482	Strasbourg	OB	nc	nc
209606673	6704820OA0253	482	Strasbourg	OA	253	253
209648000	6704820OA0265	482	Strasbourg	OA	265	265
209670551	6704820OA0266	482	Strasbourg	OA	266	266
209606886	6704820OA0251	482	Strasbourg	OA	251	251
209605911	6704820OA0078	482	Strasbourg	OA	78	78
209602060	6704820OA0202	482	Strasbourg	OA	202	202
209606674	6704820OA0254	482	Strasbourg	OA	254	254
209606005	6704820OB0097	482	Strasbourg	OB	97	97
209665111	6704820OA0256	482	Strasbourg	OA	256	256
209602300	6704820OA0077	482	Strasbourg	OA	77	77
209603946	6704820OA0075	482	Strasbourg	OA	75	75
209684380	6704820OA0249	482	Strasbourg	OA	249	249
209602161	6704820OA0073	482	Strasbourg	OA	73	73
209600904	6704820OA0248	482	Strasbourg	OA	248	248
209601922	6704820OA0116	482	Strasbourg	OA	116	116
209600020	6704820OA0224	482	Strasbourg	OA	224	224
209602506	6704820OA0225	482	Strasbourg	OA	225	225
209602857	6704820OB0077	482	Strasbourg	OB	77	77
209607585	6704820NY0089	482	Strasbourg	NY	89	89
209600318	6704820NY0113	482	Strasbourg	NY	113	113
209602365	6704820NY0218	482	Strasbourg	NY	218	218
209602500	6704820NY0255	482	Strasbourg	NY	255	255
209600019	6704820NY0093	482	Strasbourg	NY	93	93
209600616	6704820NY0254	482	Strasbourg	NY	254	254
209598929	6704820NY0094	482	Strasbourg	NY	94	94
209600149	6704820NY0116	482	Strasbourg	NY	116	116
209602097	6704820OB0068	482	Strasbourg	OB	68	68
209598883	6704820NY0092	482	Strasbourg	NY	92	92
209607192	6704820NY0060	482	Strasbourg	NY	60	60
209607684	6704820NY0111	482	Strasbourg	NY	111	111
209604762	6704820NY0095	482	Strasbourg	NY	95	95
209603137	6704820NY0053	482	Strasbourg	NY	53	53

209605738	6704820NY0112	482	Strasbourg	NY	112	112
209602162	6704820NY0057	482	Strasbourg	NY	57	57
209605937	6704820OB0127	482	Strasbourg	OB	127	127
209602982	6704820NY0071	482	Strasbourg	NY	71	71
209599073	6704820OB0115	482	Strasbourg	OB	115	115
209530856	6704820OB0140	482	Strasbourg	OB	140	140
209532719	6704820OB0138	482	Strasbourg	OB	138	138
209532718	6704820OB0141	482	Strasbourg	OB	141	141
209600950	6704820OB0056	482	Strasbourg	OB	56	56
209607426	6704820OB0114	482	Strasbourg	OB	114	114
209606646	6704820NY0043	482	Strasbourg	NY	43	43
209599433	6704820NZ0228	482	Strasbourg	NZ	228	228
209601067	6704820NY0100	482	Strasbourg	NY	100	100
209607368	6704820NY0103	482	Strasbourg	NY	103	103
209606911	6704820NY0099	482	Strasbourg	NY	99	99
209605710	6704820NY0108	482	Strasbourg	NY	108	108
209645722	6704820NZ0378	482	Strasbourg	NZ	378	378
209600542	6704820NY0101	482	Strasbourg	NY	101	101
209602363	6704820NY0117	482	Strasbourg	NY	117	117
209601859	6704820NY0165	482	Strasbourg	NY	165	165
209601487	6704820NY0110	482	Strasbourg	NY	110	110
209645723	6704820NZ0376	482	Strasbourg	NZ	376	376
209605492	6704820NY0107	482	Strasbourg	NY	107	107
209603526	6704820NY0134	482	Strasbourg	NY	134	134
209599434	6704820NZ0066	482	Strasbourg	NZ	66	66
209601054	6704820NZ0004	482	Strasbourg	NZ	4	4
209656370	6704820NZ0377	482	Strasbourg	NZ	377	377
209648014	6704820NZ0375	482	Strasbourg	NZ	375	375
209602717	6704820OA0217	482	Strasbourg	OA	217	217
209661033	6704820OA0260	482	Strasbourg	OA	260	260
209602880	6704820OA0192	482	Strasbourg	OA	192	192
209661032	6704820OA0259	482	Strasbourg	OA	259	259
209603375	6704820OA0055	482	Strasbourg	OA	55	55
209602993	6704820OA0047	482	Strasbourg	OA	47	47
209509965	6704820NY0289	482	Strasbourg	NY	289	289
209640083	6704820NZ0369	482	Strasbourg	NZ	369	369
209632032	6704820NZ0339	482	Strasbourg	NZ	339	339
209639476	6704820NZ0216	482	Strasbourg	NZ	216	216
209633126	6704820NY0143	482	Strasbourg	NY	143	143

209636516	6704820NZ0272	482	Strasbourg	NZ	272	272
209621563	6704820NZ0223	482	Strasbourg	NZ	223	223
209625160	6704820NZ0368	482	Strasbourg	NZ	368	368
209633185	6704820NZ0075	482	Strasbourg	NZ	75	75
209654931	6704820NY0154	482	Strasbourg	NY	154	154
209633186	6704820NZ0147	482	Strasbourg	NZ	147	147
209632849	6704820NZ0074	482	Strasbourg	NZ	74	74
209633759	6704820NY0153	482	Strasbourg	NY	153	153
209678699	6704820NY0239	482	Strasbourg	NY	239	239
209603052	6704820NY0171	482	Strasbourg	NY	171	171
209633187	6704820NY0158	482	Strasbourg	NY	158	158
209521626	6704820NZ0410	482	Strasbourg	NZ	410	410
209600027	6704820NZ0305	482	Strasbourg	NZ	305	305
209606909	6704820NY0096	482	Strasbourg	NY	96	96
209600317	6704820NY0174	482	Strasbourg	NY	174	174
209602357	6704820NY0175	482	Strasbourg	NY	175	175
209522878	6704820NZ0409	482	Strasbourg	NZ	409	409
209539759	6704820NB0113	482	Strasbourg	NB	113	113
209543888	6704820NB0114	482	Strasbourg	NB	114	114
209539762	6704820NB0077	482	Strasbourg	NB	77	77
209644034	6704820NB0109	482	Strasbourg	NB	109	109
209649664	6704820NB0110	482	Strasbourg	NB	110	110
209631313	6704820NB0021	482	Strasbourg	NB	21	21
209653549	6704820NB0111	482	Strasbourg	NB	111	111
209647437	6704820NB0022	482	Strasbourg	NB	22	22
209525960	6704820NB0025	482	Strasbourg	NB	25	25
209528512	6704820NB0104	482	Strasbourg	NB	104	104
209526850	6704820NB0026	482	Strasbourg	NB	26	26
209540615	6704820NB0115	482	Strasbourg	NB	115	115
209638190	6704820NB0028	482	Strasbourg	NB	28	28
209638317	6704820NB0030	482	Strasbourg	NB	30	30
209646918	6704820NB0081	482	Strasbourg	NB	81	81
209522012	6704820NB0122	482	Strasbourg	NB	122	122
209643864	6704820NB0002	482	Strasbourg	NB	2	2
209635483	6704820NB0034	482	Strasbourg	NB	34	34
209654855	6704820NB0035	482	Strasbourg	NB	35	35
209640194	6704820NB0096	482	Strasbourg	NB	96	96
209635228	6704820NB0057	482	Strasbourg	NB	57	57
209640216	6704820NB0097	482	Strasbourg	NB	97	97

209645583	6704820NB0053	482	Strasbourg	NB	53	53
209644850	6704820NB0036	482	Strasbourg	NB	36	36
209641925	6704820NB0003	482	Strasbourg	NB	3	3
209642577	6704820NB0037	482	Strasbourg	NB	37	37
209641114	6704820NB0038	482	Strasbourg	NB	38	38
209633492	6704820ND0057	482	Strasbourg	ND	57	57
209650418	6704820ND0034	482	Strasbourg	ND	34	34
209637514	6704820NR0491	482	Strasbourg	NR	491	491
209673131	6704820ND0208	482	Strasbourg	ND	208	208
209673361	6704820ND0210	482	Strasbourg	ND	210	210
209663404	6704820ND0207	482	Strasbourg	ND	207	207
209654864	6704820ND0196	482	Strasbourg	ND	196	196
209666298	6704820ND0209	482	Strasbourg	ND	209	209
209643114	6704820ND0202	482	Strasbourg	ND	202	202
209638192	6704820ND0158	482	Strasbourg	ND	158	158
209635524	6704820ND0033	482	Strasbourg	ND	33	33
209645688	6704820ND0197	482	Strasbourg	ND	197	197
209651876	6704820ND0061	482	Strasbourg	ND	61	61
209644830	6704820ND0203	482	Strasbourg	ND	203	203
209648031	6704820ND0118	482	Strasbourg	ND	118	118
209641828	6704820ND0192	482	Strasbourg	ND	192	192
209640918	6704820ND0191	482	Strasbourg	ND	191	191
209527938	6704820ND0094	482	Strasbourg	ND	94	94
209603797	6704820ND0195	482	Strasbourg	ND	195	195
209526018	6704820ND0093	482	Strasbourg	ND	93	93
209523431	6704820ND0243	482	Strasbourg	ND	243	243
209641952	6704820NE0188	482	Strasbourg	NE	188	188
209647499	6704820NE0187	482	Strasbourg	NE	187	187
209641164	6704820NE0046	482	Strasbourg	NE	46	46
209667781	6704820ND0206	482	Strasbourg	ND	206	206
209635180	6704820ND0055	482	Strasbourg	ND	55	55
209650784	6704820NR0212	482	Strasbourg	NR	212	212
209664212	6704820NR0440	482	Strasbourg	NR	440	440
209668122	6704820NR0442	482	Strasbourg	NR	442	442
209640677	6704820ND0123	482	Strasbourg	ND	123	123
209646934	6704820ND0090	482	Strasbourg	ND	90	90
209647167	6704820ND0112	482	Strasbourg	ND	112	112
209640196	6704820ND0124	482	Strasbourg	ND	124	124
209646826	6704820NR0509	482	Strasbourg	NR	509	509

209547316	6704820ND0231	482	Strasbourg	ND	231	231
209526966	6704820ND0099	482	Strasbourg	ND	99	99
209546918	6704820NR0517	482	Strasbourg	NR	517	517
209644516	6704820ND0100	482	Strasbourg	ND	100	100
209643559	6704820NR0493	482	Strasbourg	NR	493	493
209646951	6704820ND0103	482	Strasbourg	ND	103	103
209640197	6704820ND0111	482	Strasbourg	ND	111	111
209635736	6704820NR0510	482	Strasbourg	NR	510	510
209527877	6704820ND0113	482	Strasbourg	ND	113	113
209647168	6704820ND0130	482	Strasbourg	ND	130	130
209527846	6704820ND0102	482	Strasbourg	ND	102	102
209649272	6704820ND0104	482	Strasbourg	ND	104	104
209643866	6704820ND0101	482	Strasbourg	ND	101	101
209547315	6704820ND0232	482	Strasbourg	ND	232	232
209546996	6704820NR0520	482	Strasbourg	NR	520	520
209643425	6704820ND0108	482	Strasbourg	ND	108	108
209668759	6704820NR0248	482	Strasbourg	NR	248	248
209525602	6704820ND0110	482	Strasbourg	ND	110	110
209643424	6704820ND0091	482	Strasbourg	ND	91	91
209650782	6704820NR0511	482	Strasbourg	NR	511	511
209525601	6704820ND0117	482	Strasbourg	ND	117	117
209644492	6704820ND0116	482	Strasbourg	ND	116	116
209644493	6704820ND0178	482	Strasbourg	ND	178	178
209644063	6704820ND0092	482	Strasbourg	ND	92	92
209527728	6704820ND0109	482	Strasbourg	ND	109	109
209663403	6704820ND0233	482	Strasbourg	ND	233	233
209644532	6704820ND0068	482	Strasbourg	ND	68	68
209606378	6704820ND0216	482	Strasbourg	ND	216	216
209548627	6704820ND0213	482	Strasbourg	ND	213	213
209604200	6704820ND0146	482	Strasbourg	ND	146	146
209607027	6704820ND0127	482	Strasbourg	ND	127	127
209600981	6704820ND0221	482	Strasbourg	ND	221	221
209602186	6704820ND0049	482	Strasbourg	ND	49	49
209602827	6704820ND0119	482	Strasbourg	ND	119	119
209603791	6704820ND0120	482	Strasbourg	ND	120	120
209606036	6704820ND0121	482	Strasbourg	ND	121	121
209603789	6704820ND0066	482	Strasbourg	ND	66	66
209603792	6704820ND0154	482	Strasbourg	ND	154	154
209603794	6704820ND0153	482	Strasbourg	ND	153	153

209651493	6704820ND0076	482	Strasbourg	ND	76	76
209604516	6704820ND0077	482	Strasbourg	ND	77	77
209604732	6704820ND0081	482	Strasbourg	ND	81	81
209645445	6704820ND0067	482	Strasbourg	ND	67	67
209606033	6704820ND0084	482	Strasbourg	ND	84	84
209603793	6704820ND0086	482	Strasbourg	ND	86	86
209644529	6704820ND0088	482	Strasbourg	ND	88	88
209526057	6704820ND0098	482	Strasbourg	ND	98	98
209651494	6704820ND0176	482	Strasbourg	ND	176	176
209644756	6704820ND0048	482	Strasbourg	ND	48	48
209644757	6704820ND0115	482	Strasbourg	ND	115	115
209644755	6704820ND0125	482	Strasbourg	ND	125	125
209644758	6704820ND0177	482	Strasbourg	ND	177	177
209528389	6704820ND0114	482	Strasbourg	ND	114	114
209602584	6704820NC0095	482	Strasbourg	NC	95	95
209643862	6704820NC0125	482	Strasbourg	NC	125	125
209605962	6704820ND0185	482	Strasbourg	ND	185	185
209602313	6704820ND0186	482	Strasbourg	ND	186	186
209606035	6704820ND0074	482	Strasbourg	ND	74	74
209657158	6704820ND0229	482	Strasbourg	ND	229	229
209633218	6704820ND0152	482	Strasbourg	ND	152	152
209657661	6704820ND0230	482	Strasbourg	ND	230	230
209603259	6704820ND0188	482	Strasbourg	ND	188	188
209606034	6704820ND0187	482	Strasbourg	ND	187	187
209644231	6704820NC0126	482	Strasbourg	NC	126	126
209648157	6704820ND0189	482	Strasbourg	ND	189	189
209662172	6704820ND0096	482	Strasbourg	ND	96	96
209643865	6704820ND0151	482	Strasbourg	ND	151	151
209658779	6704820ND0228	482	Strasbourg	ND	228	228
209662173	6704820ND0227	482	Strasbourg	ND	227	227
209635021	6704820ND0105	482	Strasbourg	ND	105	105
209635020	6704820ND0132	482	Strasbourg	ND	132	132
209656175	6704820ND0211	482	Strasbourg	ND	211	211
209635019	6704820ND0089	482	Strasbourg	ND	89	89
209639536	6704820ND0106	482	Strasbourg	ND	106	106
209644489	6704820ND0194	482	Strasbourg	ND	194	194
209522890	6704820ND0242	482	Strasbourg	ND	242	242
209659422	6704820ND0212	482	Strasbourg	ND	212	212
209651499	6704820ND0199	482	Strasbourg	ND	199	199

209641332	6704820ND0198	482	Strasbourg	ND	198	198
209633751	6704820NB0013	482	Strasbourg	NB	13	13
209640951	6704820NB0017	482	Strasbourg	NB	17	17
209650128	6704820NB0019	482	Strasbourg	NB	19	19
209647217	6704820NB0094	482	Strasbourg	NB	94	94
209607435	6704820ND0136	482	Strasbourg	ND	136	136
209607204	6704820NC0112	482	Strasbourg	NC	112	112
209601345	6704820ND0063	482	Strasbourg	ND	63	63
209605741	6704820NC0113	482	Strasbourg	NC	113	113
209606827	6704820ND0069	482	Strasbourg	ND	69	69
209602864	6704820NC0108	482	Strasbourg	NC	108	108
209599078	6704820NC0106	482	Strasbourg	NC	106	106
209574810	6704820ND0235	482	Strasbourg	ND	235	235
209523771	6704820ND0239	482	Strasbourg	ND	239	239
209575727	6704820ND0234	482	Strasbourg	ND	234	234
209639966	6704820NC0092	482	Strasbourg	NC	92	92
209605742	6704820ND0071	482	Strasbourg	ND	71	71
209606888	6704820ND0005	482	Strasbourg	ND	5	5
209603319	6704820NC0073	482	Strasbourg	NC	73	73
209604370	6704820NC0102	482	Strasbourg	NC	102	102
209602688	6704820ND0072	482	Strasbourg	ND	72	72
209606603	6704820NC0088	482	Strasbourg	NC	88	88
209603795	6704820NC0089	482	Strasbourg	NC	89	89
209603293	6704820NC0090	482	Strasbourg	NC	90	90
209602817	6704820ND0007	482	Strasbourg	ND	7	7
209602429	6704820ND0079	482	Strasbourg	ND	79	79
209602556	6704820NC0091	482	Strasbourg	NC	91	91
209604194	6704820ND0107	482	Strasbourg	ND	107	107
209599083	6704820ND0080	482	Strasbourg	ND	80	80
209601531	6704820ND0011	482	Strasbourg	ND	11	11
209601071	6704820ND0065	482	Strasbourg	ND	65	65
209603300	6704820ND0087	482	Strasbourg	ND	87	87
209606654	6704820ND0082	482	Strasbourg	ND	82	82
209556314	6704820NR0213	482	Strasbourg	NR	213	213
209605286	6704820NR0506	482	Strasbourg	NR	506	506
209645170	6704820NR0508	482	Strasbourg	NR	508	508
209598879	6704820NR0504	482	Strasbourg	NR	504	504
209605285	6704820NR0505	482	Strasbourg	NR	505	505
209645169	6704820NR0507	482	Strasbourg	NR	507	507

209601308	6704820NR0502	482	Strasbourg	NR	502	502
209598878	6704820NR0503	482	Strasbourg	NR	503	503
209602708	6704820NR0501	482	Strasbourg	NR	501	501
209602825	6704820NR0214	482	Strasbourg	NR	214	214
209600923	6704820NR0492	482	Strasbourg	NR	492	492
209602428	6704820NR0498	482	Strasbourg	NR	498	498
209602043	6704820NR0499	482	Strasbourg	NR	499	499
209605310	6704820NR0497	482	Strasbourg	NR	497	497
209601002	6704820NR0500	482	Strasbourg	NR	500	500
209637703	6704820NR0494	482	Strasbourg	NR	494	494
209602042	6704820ND0183	482	Strasbourg	ND	183	183
209602646	6704820ND0184	482	Strasbourg	ND	184	184
209601530	6704820ND0182	482	Strasbourg	ND	182	182
209603146	6704820ND0181	482	Strasbourg	ND	181	181
209606228	6704820ND0050	482	Strasbourg	ND	50	50
209607216	6704820NR0495	482	Strasbourg	NR	495	495
209650325	6704820NR0234	482	Strasbourg	NR	234	234
209603790	6704820ND0180	482	Strasbourg	ND	180	180
209545911	6704820ND0179	482	Strasbourg	ND	179	179
209603796	6704820ND0126	482	Strasbourg	ND	126	126
209605289	6704820ND0128	482	Strasbourg	ND	128	128
209607255	6704820MW0299	482	Strasbourg	MW	299	299
209600709	6704820MW0135	482	Strasbourg	MW	135	135
209608100	6704820MW0136	482	Strasbourg	MW	136	136
209604358	6704820MW0166	482	Strasbourg	MW	166	166
209522767	6704820MW0322	482	Strasbourg	MW	322	322
209606556	6704820MW0089	482	Strasbourg	MW	89	89
209606313	6704820MW0101	482	Strasbourg	MW	101	101
209603089	6704820MW0163	482	Strasbourg	MW	163	163
209603238	6704820MW0103	482	Strasbourg	MW	103	103
209522245	6704820MW0321	482	Strasbourg	MW	321	321
209605939	6704820MW0255	482	Strasbourg	MW	255	255
209604151	6704820MW0164	482	Strasbourg	MW	164	164
209601683	6704820MW0026	482	Strasbourg	MW	26	26
209605769	6704820MW0152	482	Strasbourg	MW	152	152
209607259	6704820MW0165	482	Strasbourg	MW	165	165
209607187	6704820MW0027	482	Strasbourg	MW	27	27
209607852	6704820MW0155	482	Strasbourg	MW	155	155
209603239	6704820MW0154	482	Strasbourg	MW	154	154

209601072	6704820MW0153	482	Strasbourg	MW	153	153
209605998	6704820MW0306	482	Strasbourg	MW	306	306
209543993	6704820MW0314	482	Strasbourg	MW	314	314
209604259	6704820MW0236	482	Strasbourg	MW	236	236
209608778	6704820MW0104	482	Strasbourg	MW	104	104
209600707	6704820MW0305	482	Strasbourg	MW	305	305
209606380	6704820MW0307	482	Strasbourg	MW	307	307
209606379	6704820MW0304	482	Strasbourg	MW	304	304
209599657	6704820MW0090	482	Strasbourg	MW	90	90
209606381	6704820MW0259	482	Strasbourg	MW	259	259
209607150	6704820MW0258	482	Strasbourg	MW	258	258
209604201	6704820MW0046	482	Strasbourg	MW	46	46
209608557	6704820MW0269	482	Strasbourg	MW	269	269
209608082	6704820MW0256	482	Strasbourg	MW	256	256
209604974	6704820MW0040	482	Strasbourg	MW	40	40
209607136	6704820MW0112	482	Strasbourg	MW	112	112
209606879	6704820MW0149	482	Strasbourg	MW	149	149
209544366	6704820MW0312	482	Strasbourg	MW	312	312
209605567	6704820MW0195	482	Strasbourg	MW	195	195
209601003	6704820MW0168	482	Strasbourg	MW	168	168
209607289	6704820MW0296	482	Strasbourg	MW	296	296
209606345	6704820MW0235	482	Strasbourg	MW	235	235
209601792	6704820MW0138	482	Strasbourg	MW	138	138
209606926	6704820MW0257	482	Strasbourg	MW	257	257
209606324	6704820MW0172	482	Strasbourg	MW	172	172
209599845	6704820MW0122	482	Strasbourg	MW	122	122
209607423	6704820MW0293	482	Strasbourg	MW	293	293
209554864	6704820MW0308	482	Strasbourg	MW	308	308
209601589	6704820MW0071	482	Strasbourg	MW	71	71
209602959	6704820MW0030	482	Strasbourg	MW	30	30
209599659	6704820MW0292	482	Strasbourg	MW	292	292
209605940	6704820MW0196	482	Strasbourg	MW	196	196
209600914	6704820MW0178	482	Strasbourg	MW	178	178
209600767	6704820MW0043	482	Strasbourg	MW	43	43
209560151	6704820MW0309	482	Strasbourg	MW	309	309
209603309	6704820MW0273	482	Strasbourg	MW	273	273
209599846	6704820MW0197	482	Strasbourg	MW	197	197
209605734	6704820MW0234	482	Strasbourg	MW	234	234
209599560	6704820MW0198	482	Strasbourg	MW	198	198

209600913	6704820MW0199	482	Strasbourg	MW	199	199
209600344	6704820MW0032	482	Strasbourg	MW	32	32
209604336	6704820MW0183	482	Strasbourg	MW	183	183
209603311	6704820MW0232	482	Strasbourg	MW	232	232
209603264	6704820MW0231	482	Strasbourg	MW	231	231
209603310	6704820MW0230	482	Strasbourg	MW	230	230
209605708	6704820MW0271	482	Strasbourg	MW	271	271
209607221	6704820MW0184	482	Strasbourg	MW	184	184
209696567	6704820NC0134	482	Strasbourg	NC	134	134
209697226	6704820NC0133	482	Strasbourg	NC	133	133
209610862	6704820MW0034	482	Strasbourg	MW	34	34
209602083	6704820MW0067	482	Strasbourg	MW	67	67
209605024	6704820MW0033	482	Strasbourg	MW	33	33
209607121	6704820OA0086	482	Strasbourg	OA	86	86
209605539	6704820OA0045	482	Strasbourg	OA	45	45
209606195	6704820OA0112	482	Strasbourg	OA	112	112
209602535	6704820OA0115	482	Strasbourg	OA	115	115
209604367	6704820OA0175	482	Strasbourg	OA	175	175
209600869	6704820OA0138	482	Strasbourg	OA	138	138
209601207	6704820OA0193	482	Strasbourg	OA	193	193
209600118	6704820OA0165	482	Strasbourg	OA	165	165
209602531	6704820OA0146	482	Strasbourg	OA	146	146
209599738	6704820MW0185	482	Strasbourg	MW	185	185
209598069	6704820MW0200	482	Strasbourg	MW	200	200
209600327	6704820MW0065	482	Strasbourg	MW	65	65
209600209	6704820MW0225	482	Strasbourg	MW	225	225
209600342	6704820MW0194	482	Strasbourg	MW	194	194
209600340	6704820MW0186	482	Strasbourg	MW	186	186
209602898	6704820MW0058	482	Strasbourg	MW	58	58
209599668	6704820MW0170	482	Strasbourg	MW	170	170
209600341	6704820MW0193	482	Strasbourg	MW	193	193
209604271	6704820MW0229	482	Strasbourg	MW	229	229
209606175	6704820MW0064	482	Strasbourg	MW	64	64
209598656	6704820MW0202	482	Strasbourg	MW	202	202
209545709	6704820MW0315	482	Strasbourg	MW	315	315
209600635	6704820MW0300	482	Strasbourg	MW	300	300
209597926	6704820MW0226	482	Strasbourg	MW	226	226
209605486	6704820MW0278	482	Strasbourg	MW	278	278
209629165	6704820MW0324	482	Strasbourg	MW	324	324

209594810	6704820MW0311	482	Strasbourg	MW	311	311
209602654	6704820MW0169	482	Strasbourg	MW	169	169
209614041	6704820MW0129	482	Strasbourg	MW	129	129
209602046	6704820MW0094	482	Strasbourg	MW	94	94
209547744	6704820MW0319	482	Strasbourg	MW	319	319
209550148	6704820MW0318	482	Strasbourg	MW	318	318
209601900	6704820MW0139	482	Strasbourg	MW	139	139
209590392	6704820MW0310	482	Strasbourg	MW	310	310
209601898	6704820MW0144	482	Strasbourg	MW	144	144
209603911	6704820OB0091	482	Strasbourg	OB	91	91
209602045	6704820OA0166	482	Strasbourg	OA	166	166
209599780	6704820OA0152	482	Strasbourg	OA	152	152
209602091	6704820OA0167	482	Strasbourg	OA	167	167
209602782	6704820OA0250	482	Strasbourg	OA	250	250
209599475	6704820OA0168	482	Strasbourg	OA	168	168
209606205	6704820OA0171	482	Strasbourg	OA	171	171
209596429	6704820OA0170	482	Strasbourg	OA	170	170
209660768	6704820OA0262	482	Strasbourg	OA	262	262
209665356	6704820OA0263	482	Strasbourg	OA	263	263
209596139	6704820OA0173	482	Strasbourg	OA	173	173
209665355	6704820OA0261	482	Strasbourg	OA	261	261
209608089	6704820OA0153	482	Strasbourg	OA	153	153
209603147	6704820OB0049	482	Strasbourg	OB	49	49
209609931	6704820OB0040	482	Strasbourg	OB	40	40
209604518	6704820OA0172	482	Strasbourg	OA	172	172
209598236	6704820MW0201	482	Strasbourg	MW	201	201
209607120	6704820OA0083	482	Strasbourg	OA	83	83
209598996	6704820OA0247	482	Strasbourg	OA	247	247
209646698	6704820NE0142	482	Strasbourg	NE	142	142
209651282	6704820460118	482	Strasbourg	46	118	118
209523954	6704820NE0321	482	Strasbourg	NE	321	321
209486186	6704820NE0270	482	Strasbourg	NE	270	270
209577807	6704820NE0325	482	Strasbourg	NE	325	325
209540096	6704820NE0118	482	Strasbourg	NE	118	118
209651478	6704820NE0132	482	Strasbourg	NE	132	132
209646070	6704820NE0125	482	Strasbourg	NE	125	125
209644318	6704820NE0117	482	Strasbourg	NE	117	117
209643854	6704820NE0122	482	Strasbourg	NE	122	122
209644254	6704820NE0139	482	Strasbourg	NE	139	139

209523953	6704820NE0320	482	Strasbourg	NE	320	320
209637501	6704820NE0008	482	Strasbourg	NE	8	8
209640868	6704820NE0011	482	Strasbourg	NE	11	11
209647038	6704820NE0097	482	Strasbourg	NE	97	97
209641962	6704820NE0064	482	Strasbourg	NE	64	64
209637766	6704820NE0068	482	Strasbourg	NE	68	68
209637765	6704820NE0013	482	Strasbourg	NE	13	13
209646096	6704820NE0104	482	Strasbourg	NE	104	104
209641987	6704820NE0105	482	Strasbourg	NE	105	105
209494160	6704820NE0271	482	Strasbourg	NE	271	271
209686201	6704820NE0307	482	Strasbourg	NE	307	307
209646782	6704820NE0111	482	Strasbourg	NE	111	111
209640908	6704820NE0119	482	Strasbourg	NE	119	119
209640661	6704820NE0123	482	Strasbourg	NE	123	123
209644616	6704820NE0124	482	Strasbourg	NE	124	124
209646779	6704820NE0128	482	Strasbourg	NE	128	128
209641986	6704820NE0112	482	Strasbourg	NE	112	112
209572870	6704820NE0324	482	Strasbourg	NE	324	324
209538283	6704820460039	482	Strasbourg	46	39	39
209641171	6704820NE0069	482	Strasbourg	NE	69	69
209536742	6704820460069	482	Strasbourg	46	69	69
209658432	6704820NE0075	482	Strasbourg	NE	75	75
209626782	6704820NE0004	482	Strasbourg	NE	4	4
209540752	6704820NE0130	482	Strasbourg	NE	130	130
209539001	6704820NE0160	482	Strasbourg	NE	160	160
209648547	6704820NE0269	482	Strasbourg	NE	269	269
209574000	6704820NE0322	482	Strasbourg	NE	322	322
209578080	6704820NE0323	482	Strasbourg	NE	323	323
209538981	6704820460070	482	Strasbourg	46	70	70
209539205	6704820460038	482	Strasbourg	46	38	38
209649187	6704820NE0159	482	Strasbourg	NE	159	159
209646689	6704820NB0116	482	Strasbourg	NB	116	116
209662531	6704820NB0117	482	Strasbourg	NB	117	117
209539081	6704820460041	482	Strasbourg	46	41	41
209641577	6704820NE0001	482	Strasbourg	NE	1	1
209641936	6704820NE0002	482	Strasbourg	NE	2	2
209538614	6704820460037	482	Strasbourg	46	37	37
209648788	6704820460117	482	Strasbourg	46	117	117
209654010	6704820NB0090	482	Strasbourg	NB	90	90

209542487	6704820460036	482	Strasbourg	46	36	36
209537123	6704820460083	482	Strasbourg	46	83	83
209539087	6704820NB0079	482	Strasbourg	NB	79	79
209641806	6704820NB0080	482	Strasbourg	NB	80	80
209635220	6704820NB0089	482	Strasbourg	NB	89	89
209644989	6704820NB0088	482	Strasbourg	NB	88	88
209644388	6704820NB0042	482	Strasbourg	NB	42	42
209537869	6704820460084	482	Strasbourg	46	84	84
209589035	6704820NB0120	482	Strasbourg	NB	120	120
209589367	6704820NB0121	482	Strasbourg	NB	121	121
209548139	6704820NE0303	482	Strasbourg	NE	303	303
209625942	6704820NE0328	482	Strasbourg	NE	328	328
209637048	6704820NE0009	482	Strasbourg	NE	9	9
209540162	6704820NB0078	482	Strasbourg	NB	78	78
209635917	6704820ND0200	482	Strasbourg	ND	200	200
209643978	6704820NB0074	482	Strasbourg	NB	74	74
209647436	6704820NB0095	482	Strasbourg	NB	95	95
209638191	6704820NB0075	482	Strasbourg	NB	75	75
209648141	6704820NB0070	482	Strasbourg	NB	70	70
209643772	6704820NB0067	482	Strasbourg	NB	67	67
209648032	6704820NB0073	482	Strasbourg	NB	73	73
209642442	6704820NB0065	482	Strasbourg	NB	65	65
209641890	6704820NB0063	482	Strasbourg	NB	63	63
209539501	6704820NE0074	482	Strasbourg	NE	74	74
209673666	6704820NB0118	482	Strasbourg	NB	118	118
209521585	6704820NB0123	482	Strasbourg	NB	123	123
209681581	6704820NE0340	482	Strasbourg	NE	340	340
209641178	6704820NB0100	482	Strasbourg	NB	100	100
209641165	6704820NE0048	482	Strasbourg	NE	48	48
209644612	6704820NE0076	482	Strasbourg	NE	76	76
209641033	6704820NB0058	482	Strasbourg	NB	58	58
209645810	6704820NE0055	482	Strasbourg	NE	55	55
209638853	6704820NE0145	482	Strasbourg	NE	145	145
209634067	6704820NE0059	482	Strasbourg	NE	59	59
209657596	6704820NE0336	482	Strasbourg	NE	336	336
209657366	6704820NE0337	482	Strasbourg	NE	337	337
209641363	6704820NE0134	482	Strasbourg	NE	134	134
209664232	6704820NE0334	482	Strasbourg	NE	334	334
209655246	6704820NE0333	482	Strasbourg	NE	333	333

209681582	6704820NE0341	482	Strasbourg	NE	341	341
209649466	6704820NE0135	482	Strasbourg	NE	135	135
209637502	6704820NE0148	482	Strasbourg	NE	148	148
209649486	6704820NE0065	482	Strasbourg	NE	65	65
209657822	6704820NE0335	482	Strasbourg	NE	335	335
209525139	6704820NV0242	482	Strasbourg	NV	242	242
209526974	6704820NV0241	482	Strasbourg	NV	241	241
209524612	6704820NV0237	482	Strasbourg	NV	237	237
209671033	6704820NV0093	482	Strasbourg	NV	93	93
209579502	6704820NV0094	482	Strasbourg	NV	94	94
209539660	6704820NV0142	482	Strasbourg	NV	142	142
209580142	6704820NV0008	482	Strasbourg	NV	8	8
209616703	6704820NV0121	482	Strasbourg	NV	121	121
209640648	6704820NV0157	482	Strasbourg	NV	157	157
209538686	6704820NV0158	482	Strasbourg	NV	158	158
209691180	6704820NV0007	482	Strasbourg	NV	7	7
209636451	6704820NV0112	482	Strasbourg	NV	112	112
209636230	6704820NV0101	482	Strasbourg	NV	101	101
209636684	6704820NV0188	482	Strasbourg	NV	188	188
209632870	6704820NV0163	482	Strasbourg	NV	163	163
209621449	6704820NV0164	482	Strasbourg	NV	164	164
209625641	6704820NV0108	482	Strasbourg	NV	108	108
209635773	6704820NV0165	482	Strasbourg	NV	165	165
209636932	6704820NV0115	482	Strasbourg	NV	115	115
209526161	6704820NV0248	482	Strasbourg	NV	248	248
209527647	6704820NV0238	482	Strasbourg	NV	238	238
209526596	6704820NV0240	482	Strasbourg	NV	240	240
209681142	6704820NV0252	482	Strasbourg	NV	252	252
209573978	6704820NV0150	482	Strasbourg	NV	150	150
209573890	6704820NV0151	482	Strasbourg	NV	151	151
209574394	6704820NV0149	482	Strasbourg	NV	149	149
209579532	6704820NV0148	482	Strasbourg	NV	148	148
209705367	6704820NV0253	482	Strasbourg	NV	253	253
209541633	6704820NV0138	482	Strasbourg	NV	138	138
209539636	6704820NV0125	482	Strasbourg	NV	125	125
209542905	6704820NV0037	482	Strasbourg	NV	37	37
209539635	6704820NV0092	482	Strasbourg	NV	92	92
209544499	6704820NV0090	482	Strasbourg	NV	90	90
209541632	6704820NV0139	482	Strasbourg	NV	139	139

209539699	6704820NV0140	482	Strasbourg	NV	140	140
209542009	6704820NV0141	482	Strasbourg	NV	141	141
209652925	6704820NV0226	482	Strasbourg	NV	226	226
209652495	6704820NV0228	482	Strasbourg	NV	228	228
209527587	6704820NV0244	482	Strasbourg	NV	244	244
209527326	6704820NV0246	482	Strasbourg	NV	246	246
209575018	6704820NV0202	482	Strasbourg	NV	202	202
209631752	6704820NV0173	482	Strasbourg	NV	173	173
209572600	6704820NV0205	482	Strasbourg	NV	205	205
209573158	6704820NV0203	482	Strasbourg	NV	203	203
209573264	6704820NV0204	482	Strasbourg	NV	204	204
209575449	6704820NV0200	482	Strasbourg	NV	200	200
209649101	6704820NV0206	482	Strasbourg	NV	206	206
209573256	6704820NV0207	482	Strasbourg	NV	207	207
209575122	6704820NV0210	482	Strasbourg	NV	210	210
209686472	6704820NV0211	482	Strasbourg	NV	211	211
209702117	6704820NV0168	482	Strasbourg	NV	168	168
209528355	6704820NV0245	482	Strasbourg	NV	245	245
209576815	6704820NV0198	482	Strasbourg	NV	198	198
209619946	6704820NV0185	482	Strasbourg	NV	185	185
209620449	6704820NV0183	482	Strasbourg	NV	183	183
209537903	6704820NV0143	482	Strasbourg	NV	143	143
209620463	6704820NV0192	482	Strasbourg	NV	192	192
209629243	6704820NV0191	482	Strasbourg	NV	191	191
209526162	6704820NV0249	482	Strasbourg	NV	249	249
209541948	6704820NV0088	482	Strasbourg	NV	88	88
209626480	6704820NV0190	482	Strasbourg	NV	190	190
209631066	6704820NV0189	482	Strasbourg	NV	189	189
209637614	6704820NV0184	482	Strasbourg	NV	184	184
209631290	6704820NV0186	482	Strasbourg	NV	186	186
209639688	6704820NZ0347	482	Strasbourg	NZ	347	347
209665351	6704820NZ0057	482	Strasbourg	NZ	57	57
209599063	6704820NZ0003	482	Strasbourg	NZ	3	3
209627489	6704820NZ0211	482	Strasbourg	NZ	211	211
209638261	6704820NZ0276	482	Strasbourg	NZ	276	276
209526216	6704820NZ0403	482	Strasbourg	NZ	403	403
209528025	6704820NZ0401	482	Strasbourg	NZ	401	401
209639891	6704820NZ0318	482	Strasbourg	NZ	318	318
209526925	6704820NZ0399	482	Strasbourg	NZ	399	399

209641544	6704820NZ0407	482	Strasbourg	NZ	407	407
209629648	6704820NZ0038	482	Strasbourg	NZ	38	38
209641342	6704820NZ0405	482	Strasbourg	NZ	405	405
209639924	6704820NZ0370	482	Strasbourg	NZ	370	370
209623640	6704820NZ0104	482	Strasbourg	NZ	104	104
209526247	6704820NZ0404	482	Strasbourg	NZ	404	404
209528106	6704820NZ0402	482	Strasbourg	NZ	402	402
209622791	6704820NZ0303	482	Strasbourg	NZ	303	303
209528949	6704820NZ0400	482	Strasbourg	NZ	400	400
209621432	6704820NY0267	482	Strasbourg	NY	267	267
209624076	6704820NY0119	482	Strasbourg	NY	119	119
209634287	6704820NY0155	482	Strasbourg	NY	155	155
209625161	6704820NY0114	482	Strasbourg	NY	114	114
209644128	6704820NY0180	482	Strasbourg	NY	180	180
209640345	6704820NY0166	482	Strasbourg	NY	166	166
209629480	6704820NY0118	482	Strasbourg	NY	118	118
209535794	6704820NY0262	482	Strasbourg	NY	262	262
209635564	6704820NY0168	482	Strasbourg	NY	168	168
209627040	6704820NY0146	482	Strasbourg	NY	146	146
209619563	6704820NY0252	482	Strasbourg	NY	252	252
209626023	6704820NY0130	482	Strasbourg	NY	130	130
209537010	6704820NY0233	482	Strasbourg	NY	233	233
209537973	6704820NY0263	482	Strasbourg	NY	263	263
209535018	6704820NY0286	482	Strasbourg	NY	286	286
209654715	6704820NY0176	482	Strasbourg	NY	176	176
209697833	6704820NY0241	482	Strasbourg	NY	241	241
209545421	6704820NY0173	482	Strasbourg	NY	173	173
209537647	6704820NY0285	482	Strasbourg	NY	285	285
209545774	6704820NY0217	482	Strasbourg	NY	217	217
209625618	6704820NY0139	482	Strasbourg	NY	139	139
209601861	6704820NY0138	482	Strasbourg	NY	138	138
209632962	6704820NY0141	482	Strasbourg	NY	141	141
209632182	6704820NY0140	482	Strasbourg	NY	140	140
209640134	6704820NY0142	482	Strasbourg	NY	142	142
209627995	6704820NZ0321	482	Strasbourg	NZ	321	321
209625699	6704820NZ0330	482	Strasbourg	NZ	330	330
209624074	6704820NZ0320	482	Strasbourg	NZ	320	320
209628235	6704820NZ0329	482	Strasbourg	NZ	329	329
209622386	6704820NZ0328	482	Strasbourg	NZ	328	328

209624297	6704820NZ0317	482	Strasbourg	NZ	317	317
209621797	6704820NZ0316	482	Strasbourg	NZ	316	316
209628191	6704820NZ0285	482	Strasbourg	NZ	285	285
209622175	6704820NZ0327	482	Strasbourg	NZ	327	327
209628195	6704820NZ0284	482	Strasbourg	NZ	284	284
209486531	6704820NZ0393	482	Strasbourg	NZ	393	393
209632651	6704820NZ0319	482	Strasbourg	NZ	319	319
209587525	6704820NZ0394	482	Strasbourg	NZ	394	394
209589590	6704820NZ0392	482	Strasbourg	NZ	392	392
209586421	6704820NZ0390	482	Strasbourg	NZ	390	390
209587567	6704820NZ0391	482	Strasbourg	NZ	391	391
209639477	6704820NZ0125	482	Strasbourg	NZ	125	125
209643990	6704820NZ0129	482	Strasbourg	NZ	129	129
209630804	6704820NZ0282	482	Strasbourg	NZ	282	282
209622404	6704820NZ0294	482	Strasbourg	NZ	294	294
209634120	6704820NZ0121	482	Strasbourg	NZ	121	121
209621674	6704820NZ0120	482	Strasbourg	NZ	120	120
209627872	6704820NZ0127	482	Strasbourg	NZ	127	127
209631291	6704820NZ0278	482	Strasbourg	NZ	278	278
209633803	6704820NZ0277	482	Strasbourg	NZ	277	277
209624295	6704820NZ0289	482	Strasbourg	NZ	289	289
209634178	6704820NY0121	482	Strasbourg	NY	121	121
209641273	6704820NZ0288	482	Strasbourg	NZ	288	288
209627304	6704820NY0120	482	Strasbourg	NY	120	120
209626540	6704820NZ0291	482	Strasbourg	NZ	291	291
209622400	6704820NZ0287	482	Strasbourg	NZ	287	287
209627686	6704820NZ0290	482	Strasbourg	NZ	290	290
209632990	6704820NZ0286	482	Strasbourg	NZ	286	286
209619289	6704820NY0253	482	Strasbourg	NY	253	253
209526705	6704820NW0123	482	Strasbourg	NW	123	123
209629791	6704820NY0122	482	Strasbourg	NY	122	122
209635068	6704820NY0123	482	Strasbourg	NY	123	123
209524360	6704820NW0124	482	Strasbourg	NW	124	124
209630945	6704820NY0177	482	Strasbourg	NY	177	177
209632128	6704820NY0144	482	Strasbourg	NY	144	144
209619771	6704820NY0237	482	Strasbourg	NY	237	237
209624875	6704820NY0178	482	Strasbourg	NY	178	178
209629628	6704820NY0162	482	Strasbourg	NY	162	162
209627644	6704820NY0179	482	Strasbourg	NY	179	179

209640736	6704820NY0197	482	Strasbourg	NY	197	197
209626833	6704820NY0196	482	Strasbourg	NY	196	196
209625760	6704820NY0164	482	Strasbourg	NY	164	164
209645148	6704820NY0195	482	Strasbourg	NY	195	195
209623462	6704820NY0163	482	Strasbourg	NY	163	163
209632610	6704820NY0194	482	Strasbourg	NY	194	194
209622165	6704820NY0193	482	Strasbourg	NY	193	193
209630857	6704820NY0192	482	Strasbourg	NY	192	192
209629146	6704820NY0191	482	Strasbourg	NY	191	191
209640560	6704820NY0190	482	Strasbourg	NY	190	190
209560350	6704820NW0135	482	Strasbourg	NW	135	135
209635373	6704820NT0272	482	Strasbourg	NT	272	272
209637018	6704820NW0140	482	Strasbourg	NW	140	140
209637540	6704820NW0138	482	Strasbourg	NW	138	138
209530678	6704820NT0629	482	Strasbourg	NT	629	629
209636261	6704820NT0073	482	Strasbourg	NT	73	73
209561448	6704820NW0139	482	Strasbourg	NW	139	139
209643054	6704820NW0079	482	Strasbourg	NW	79	79
209550943	6704820NW0137	482	Strasbourg	NW	137	137
209531002	6704820NT0628	482	Strasbourg	NT	628	628
209516487	6704820NW0131	482	Strasbourg	NW	131	131
209633155	6704820NW0061	482	Strasbourg	NW	61	61
209517827	6704820NW0130	482	Strasbourg	NW	130	130
209524508	6704820NW0121	482	Strasbourg	NW	121	121
209527550	6704820NW0122	482	Strasbourg	NW	122	122
209629617	6704820NW0110	482	Strasbourg	NW	110	110
209625135	6704820NT0075	482	Strasbourg	NT	75	75
209619372	6704820NT0010	482	Strasbourg	NT	10	10
209619319	6704820NT0260	482	Strasbourg	NT	260	260
209635615	6704820NW0039	482	Strasbourg	NW	39	39
209636452	6704820NW0036	482	Strasbourg	NW	36	36
209639471	6704820NW0057	482	Strasbourg	NW	57	57
209614690	6704820NT0649	482	Strasbourg	NT	649	649
209621645	6704820NT0637	482	Strasbourg	NT	637	637
209615902	6704820NT0275	482	Strasbourg	NT	275	275
209630737	6704820NT0059	482	Strasbourg	NT	59	59
209620321	6704820NT0638	482	Strasbourg	NT	638	638
209617216	6704820NT0645	482	Strasbourg	NT	645	645
209616069	6704820NT0643	482	Strasbourg	NT	643	643

209619362	6704820NT0644	482	Strasbourg	NT	644	644
209632390	6704820NT0650	482	Strasbourg	NT	650	650
209614472	6704820NT0647	482	Strasbourg	NT	647	647
209617320	6704820NT0635	482	Strasbourg	NT	635	635
209616980	6704820NT0646	482	Strasbourg	NT	646	646
209611697	6704820NT0639	482	Strasbourg	NT	639	639
209614450	6704820NT0640	482	Strasbourg	NT	640	640
209636777	6704820NW0143	482	Strasbourg	NW	143	143
209614949	6704820NT0641	482	Strasbourg	NT	641	641
209646713	6704820NW0132	482	Strasbourg	NW	132	132
209620069	6704820NT0642	482	Strasbourg	NT	642	642
209645423	6704820NW0126	482	Strasbourg	NW	126	126
209637543	6704820NW0147	482	Strasbourg	NW	147	147
209617304	6704820NT0648	482	Strasbourg	NT	648	648
209560649	6704820NW0142	482	Strasbourg	NW	142	142
209635788	6704820NT0072	482	Strasbourg	NT	72	72
209503420	6704820NW0156	482	Strasbourg	NW	156	156
209562583	6704820NW0141	482	Strasbourg	NW	141	141
209637996	6704820NT0065	482	Strasbourg	NT	65	65
209619795	6704820NW0092	482	Strasbourg	NW	92	92
209640089	6704820NW0019	482	Strasbourg	NW	19	19
209620250	6704820NW0094	482	Strasbourg	NW	94	94
209628192	6704820NW0127	482	Strasbourg	NW	127	127
209625544	6704820NW0037	482	Strasbourg	NW	37	37
209643786	6704820NW0076	482	Strasbourg	NW	76	76
209711426	6704820NT0661	482	Strasbourg	NT	661	661
209619939	6704820NV0166	482	Strasbourg	NV	166	166
209626903	6704820NV0104	482	Strasbourg	NV	104	104
209639830	6704820NV0137	482	Strasbourg	NV	137	137
209527131	6704820NV0030	482	Strasbourg	NV	30	30
209640338	6704820NV0029	482	Strasbourg	NV	29	29
209632963	6704820NV0110	482	Strasbourg	NV	110	110
209625339	6704820NV0113	482	Strasbourg	NV	113	113
209636476	6704820NV0116	482	Strasbourg	NV	116	116
209625228	6704820NV0119	482	Strasbourg	NV	119	119
209581619	6704820NV0105	482	Strasbourg	NV	105	105
209580281	6704820NV0219	482	Strasbourg	NV	219	219
209639601	6704820NV0114	482	Strasbourg	NV	114	114
209579736	6704820NV0216	482	Strasbourg	NV	216	216

209630812	6704820NV0067	482	Strasbourg	NV	67	67
209628220	6704820NV0176	482	Strasbourg	NV	176	176
209637428	6704820NV0175	482	Strasbourg	NV	175	175
209631970	6704820NV0179	482	Strasbourg	NV	179	179
209641276	6704820NV0077	482	Strasbourg	NV	77	77
209619564	6704820NV0178	482	Strasbourg	NV	178	178
209636022	6704820NV0177	482	Strasbourg	NV	177	177
209634855	6704820NV0078	482	Strasbourg	NV	78	78
209684596	6704820NV0262	482	Strasbourg	NV	262	262
209623348	6704820NV0182	482	Strasbourg	NV	182	182
209620448	6704820NV0118	482	Strasbourg	NV	118	118
209628193	6704820NV0181	482	Strasbourg	NV	181	181
209628007	6704820NV0180	482	Strasbourg	NV	180	180
209545530	6704820NV0229	482	Strasbourg	NV	229	229
209626156	6704820NV0103	482	Strasbourg	NV	103	103
209573263	6704820NV0217	482	Strasbourg	NV	217	217
209684597	6704820NV0261	482	Strasbourg	NV	261	261
209642894	6704820NV0097	482	Strasbourg	NV	97	97
209574951	6704820NV0218	482	Strasbourg	NV	218	218
209702589	6704820NT0654	482	Strasbourg	NT	654	654
209505592	6704820NV0255	482	Strasbourg	NV	255	255
209702812	6704820NT0653	482	Strasbourg	NT	653	653
209628807	6704820NT0254	482	Strasbourg	NT	254	254
209505594	6704820NV0254	482	Strasbourg	NV	254	254
209692548	6704820NT0590	482	Strasbourg	NT	590	590
209505593	6704820NV0256	482	Strasbourg	NV	256	256
209702304	6704820NT0587	482	Strasbourg	NT	587	587
209615407	6704820NV0099	482	Strasbourg	NV	99	99
209615175	6704820NV0196	482	Strasbourg	NV	196	196
209641011	6704820NT0575	482	Strasbourg	NT	575	575
209635107	6704820NW0097	482	Strasbourg	NW	97	97
209667211	6704820NT0589	482	Strasbourg	NT	589	589
209636027	6704820NW0047	482	Strasbourg	NW	47	47
209585975	6704820NW0128	482	Strasbourg	NW	128	128
209489836	6704820NT0588	482	Strasbourg	NT	588	588
209584372	6704820NW0129	482	Strasbourg	NW	129	129
209625326	6704820NW0046	482	Strasbourg	NW	46	46
209643986	6704820NW0085	482	Strasbourg	NW	85	85
209627289	6704820NT0038	482	Strasbourg	NT	38	38

209640090	6704820NT0042	482	Strasbourg	NT	42	42
209636029	6704820NT0043	482	Strasbourg	NT	43	43
209620219	6704820NT0048	482	Strasbourg	NT	48	48
209627146	6704820NT0057	482	Strasbourg	NT	57	57
209633550	6704820NT0257	482	Strasbourg	NT	257	257
209635945	6704820NT0256	482	Strasbourg	NT	256	256
209633325	6704820NT0253	482	Strasbourg	NT	253	253
209634122	6704820NT0250	482	Strasbourg	NT	250	250
209644213	6704820NT0240	482	Strasbourg	NT	240	240
209644139	6704820NT0078	482	Strasbourg	NT	78	78
209634889	6704820NT0623	482	Strasbourg	NT	623	623
209636271	6704820NT0248	482	Strasbourg	NT	248	248
209639040	6704820NT0241	482	Strasbourg	NT	241	241
209624703	6704820NT0077	482	Strasbourg	NT	77	77
209626956	6704820NT0081	482	Strasbourg	NT	81	81
209523187	6704820NT0625	482	Strasbourg	NT	625	625
209524831	6704820NT0624	482	Strasbourg	NT	624	624
209523787	6704820NT0627	482	Strasbourg	NT	627	627
209626674	6704820NT0636	482	Strasbourg	NT	636	636
209507127	6704820NV0225	482	Strasbourg	NV	225	225
209648409	6704820NV0223	482	Strasbourg	NV	223	223
209698114	6704820NV0224	482	Strasbourg	NV	224	224
209554527	6704820NV0222	482	Strasbourg	NV	222	222
209574848	6704820NV0234	482	Strasbourg	NV	234	234
209692309	6704820NV0171	482	Strasbourg	NV	171	171
209499678	6704820NV0257	482	Strasbourg	NV	257	257
209499679	6704820NV0258	482	Strasbourg	NV	258	258
209499540	6704820NV0260	482	Strasbourg	NV	260	260
209499539	6704820NV0259	482	Strasbourg	NV	259	259

46

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Habitat privé : convention pluriannuelle d'objectifs 2026-2028 et attribution de la subvention 2026 à l'Association Habitat et Humanisme Grand Est dans la cadre de leur activité d'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS).

Numéro E-2026-737

Pour l'exercice 2026 et dans le cadre de son soutien aux associations œuvrant dans le domaine de l'accès au logement des ménages les plus modestes, l'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution d'une subvention de 45 000 euros à l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace, au titre de son Agence immobilière à vocation sociale (AIVS – soutenue par la collectivité depuis 2012).

Cette demande de subvention est adossée au renouvellement de la convention pluriannuelle d'objectifs, pour la période 2026-2028.

1. Le champ d'intervention de l'AIVS – rappels

L'AIVS contribue à l'accroissement d'une offre de logements accessibles dans le parc privé, à destination de ménages à revenus modestes/très modestes.

Son action vise à :
- rendre plus lisible et mobiliser l'offre de logements du parc privé à loyer accessible (inférieur aux loyers moyens du marché) ;
- faciliter l'accès de ces logements à des ménages à faibles revenus, public prioritaire défini dans le PDALHPD – dont l'Eurométropole de Strasbourg est signataire, aux côtés de la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) et de l'État.

Parallèlement, l'association s'engage auprès des propriétaires à :
- assurer la gestion locative adaptée (GLA) des logements, en accompagnant les locataires à la hauteur de leurs besoins ;
- sécuriser les risques locatifs (impayés, dégradations) en proposant une assurance dédiée et un suivi rapproché des locataires ;
- établir une relation de confiance et de médiation entre le locataire et le propriétaire (explication des droits et devoirs du locataire lors de la signature du bail, propositions de modes de paiement adaptés…).

2. L’activité de l’AIVS – un bilan 2025 positif

En 2025, l’AIVS gérait un portefeuille de 285 logements à vocation sociale à l’échelle de l’Eurométropole de Strasbourg (500 logements à l’échelle du Bas-Rhin).

Le parc de logements géré par la structure croît chaque année de manière progressive, en combinant un positionnement agile sur le terrain.

Ces logements abordables et de qualité sont issus :
- des logements « captés » auprès de 290 propriétaires privés solidaires (+ 72 nouveaux logements en mandat de gestion en 2025, malgré de récentes évolutions nationales très défavorables aux propriétaires bailleurs solidaires du parc privé) ;
- des 160 logements privés acquis par la foncière Habitat et Humanisme, rénovés puis conventionnés en social.

460 ménages ont ainsi pu être accompagnés et l’association a obtenu la certification ISO 9001 en 2025 pour son système de management au service d’un projet d’intérêt général, ce qui atteste de l’engagement collectif des équipes salariées et bénévoles, dans un contexte pourtant moins favorable au logement privé abordable.

Par ailleurs, Habitat et Humanisme Gestion Alsace est un partenaire clé de l’Eurométropole de Strasbourg dans le programme d’action du plan Logement d’Abord, en portant le développement de la captation dans le parc privé de logements accessibles aux personnes avec des besoins complexes d’accompagnement, issues de la rue ainsi que de l’hébergement d’urgence et l’hôtel.
HHGA anime également la plateforme FAC’il, à l’échelle du Bas-Rhin, qui fait l’objet d’un marché public en groupement de commande avec CeA.

3. Les effectifs et le financement

L’activité a été assurée en 2025 par 26 salariés.

L’accompagnement des locataires et l’identification de nouveaux bailleurs solidaires sont assurés par 62 bénévoles, principalement d’anciens professionnels de l’immobilier, de la gestion locative et du travail social.

Le budget prévisionnel global de l’association pour l’année 2026 est de 1 635 000 €.

Les principaux financeurs de l’AIVS sont :

État	812 000 €
Eurométropole de Strasbourg (dont FSL, Plateforme Fac’il et subvention Habitat)	211 000 €
Collectivité européenne d’Alsace	93 000 €
Aide privée (Fondation HH)	34 000 €

Afin de soutenir la montée en charge régulière de l’action de l’association Habitat et Humanisme Gestion Alsace, dans la mobilisation de propriétaires du parc privé et l’accroissement de l’offre de logements en direction des ménages les plus modestes, il est

proposé d'établir une convention d'objectifs entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association, pour la période 2026-2028.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de 135 000 €, répartie comme suit :

Pour 2026 : 45 000 €
Pour 2027 : 45 000 €
Pour 2028 : 45 000 €

Il est ainsi proposé au Conseil de l'Eurométropole de valider le projet de convention d'objectifs 2026-2028 avec l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace, ainsi que la contribution financière pour un montant de quarante-cinq mille euros (45 000 €) en 2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *la signature d'une convention pluriannuelle d'objectifs entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association Habitat et Humanisme pour la période 2026-2028,*

- *l'allocation pour l'année 2026 d'une subvention de 45 000 € à l'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace, œuvrant dans le domaine de l'accès au logement privé pour les ménages les plus modestes ;*

décide

l'imputation des crédits nécessaires, soit 45 000 €, au budget 2026, fonction 552, nature 65748, programme 8032, activité HP01F ;

autorise
la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer les conventions financières et l'ensemble des documents afférents.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214225-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CONVENTION FINANCIERE
exercice 2026

Entre :

- l'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Monsieur Etienne WESTPHAL, Vice-Président, et

- Habitat Humanisme Gestion Alsace (HHGA) ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance d'Illkirch sous le numéro 36/90, dont le siège social est situé 16 Avenue du Rhin 67100 STRASBOURG - représentée par M. François BOUCHARD son Président,

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 3 octobre 2025

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

Cette convention a pour objet le subventionnement par l'Eurométropole de Strasbourg du projet « Plateforme logements privés à loyers accessibles » porté par l'association HHGA.

Cette action s'inscrit dans le cadre du plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD 67). HHGA a créé une agence immobilière à vocation sociale (AIVS) pour capter et gérer des logements à loyers maitrisés du parc privé. Les objectifs sont :
⇨ rendre plus lisible et mobiliser l'offre de logements du parc privé à loyer accessible,
⇨ mettre en cohérence l'offre mobilisée et les demandes de logements à loyers accessibles pour les publics prioritaires définis dans le PDALHPD.

Pour cela, l'AIVS cherche à convaincre des propriétaires privés de mettre leurs logements à la disposition de ménages modestes à un loyer compatible avec les ressources du public concerné, et de proposer des logements aux normes de confort et d'habitabilité.
L'agence assure la gestion locative des logements pour le compte du propriétaire et sécurise les bailleurs contre les risques locatifs (impayés et dégradations) en établissant une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'activité 2026 s'élève à 1 635 000 €. Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Versement de la subvention

Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève au total à la somme de 45 000 €.
La subvention sera créditée :
- ✓ en un versement.
- ✓ sur le compte bancaire n° 10278 01001 00021023601 40 au nom de l'association HH GESTION ALSACE auprès du Crédit Mutuel.

Article 4 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif1, certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes2 (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;
- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.
[2] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 5 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
- ✓ le non versement du solde
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 6 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2026. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 7 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg de Strasbourg	Pour l'association
Par délégation, le Vice- Président	Le Président
Etienne WESTPHAL	François BOUCHARD

CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS
exercices 2026-2028

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Présidente, Catherine TRAUTMANN, et

L'association Habitat et Humanisme Gestion Alsace (HHGA) inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le numéro Volume 100 Folio 95, et dont le siège est 16 avenue du Rhin - 67100 Strasbourg,
représentée par son-sa Président-e-en exercice, Monsieur François BOUCHARD.

Vu,
les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
la délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du XXX 2026

Objet et vie de la convention

Article 1 : Objet de la convention

Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association HHGA définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : Vie de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le-la- Président-e de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil métropolitain, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

1ère partie : Les objectifs

Article 3 : Les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg en matière d'accès au logement des ménages modestes et de lutte contre les logements vacants du parc privé

Dans le cadre de l'animation des politiques publiques liées à l'habitat sur le parc privé1, l'Eurométropole de Strasbourg s'attache à proposer différents dispositifs en faveur de :

L'amélioration énergétique des logements et la lutte contre les passoires énergétiques :
- La rénovation des logements dégradés et la lutte contre l'habitat indigne ;
- La rénovation des copropriétés fragiles et en difficultés ;

Ainsi que, concernant spécifiquement le parc locatif privé :
- L'accès au logement et l'ouverture du parc privé aux ménages modestes ;
- La lutte contre les logements vacants.

[1] En lien avec les objectifs fixés par le PLUi de l'Eurométropole de Strasbourg, les objectifs du plan Climat et la feuille de route Habitat

Concernant ces deux objectifs, il convient de préciser que l'Eurométropole de Strasbourg loge 60 % de locataires (avec un taux de 70 % sur la Ville de Strasbourg), dont 63 % sont éligibles au logement social. Les ménages modestes rencontrent des difficultés croissantes pour accéder au logement du parc privé alors qu'en parallèle, 30 000 demandes de logements sociaux sont en attente d'attribution. L'augmentation des ménages âgés, des familles monoparentales, des séparations mais également du sans-abrisme et des flux migratoires (réfugiés, demandeurs d'asile, déboutés…) est pris en compte pour adapter l'offre locative privé aux nouveaux besoins et capacités des locataires.

On estime à 4 700 le nombre de logements vacants depuis au moins deux ans sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg (source : fichier LOVAC 2026). Dans la volonté de mobiliser cette offre en logement déjà existante mais non utilisée, la collectivité a lancé en mai 2016 la démarche « Mieux relouer mon logement vacant » qui a déjà permis de relouer 500 logements, conventionnés avec l'Anah en social ou très social. La lutte contre les logements vacants permet à la collectivité et aux communes membres de participer aux objectifs du PDALHPD, du Plan Logement d'abord mais aussi de répondre aux enjeux de création de logements locatifs sociaux dans les communes carencées ou déficitaires.

L'Eurométropole de Strasbourg s'attache à promouvoir le conventionnement avec l'Anah, en particulier en social et très social. L'intermédiation locative2 est également mise en avant, afin de proposer des logements aux ménages les plus fragiles tout en sécurisant la gestion locative pour le propriétaire (notamment dans les communes déficitaires ou carencées au titre de la loi SRU).

Par ailleurs, depuis 2018, la Ville et l'Eurométropole de Strasbourg sont impliquées dans le Plan Logement d'abord, qui vise à accélérer et sécuriser l'accès direct au logement pour les ménage les plus isolés. Les logements privés conventionnés avec l'Anah sont particulièrement concernés par cette démarche.

Plus de 500 logements du parc privé ont pu être remobilisés et conventionnés en social et très social depuis le lancement de la démarche en 2016.
Plus de 200 logements ont été loués en intermédiation locative depuis le lancement de la plateforme FAC'il, animée par HHGA depuis 2020. Cela montre l'importance pour un propriétaire bailleur d'être accompagné et sécurisé dans ses démarches.
Pointent également les enjeux de massification et d'augmentation de l'activité pour parvenir à mobiliser le parc privé à la hauteur des besoins (tant du point du vue des logements à remobiliser que du point de vue des besoins des habitants et des communes).

De fait, l'ensemble de ces dynamiques s'inscrit de façon cohérente et opérationnelle avec les objectifs et les enjeux identifiés dans le Plan départemental d'accès au logement et à l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD 67).

Article 4 : Le projet associatif

Habitat et Humanisme Gestion Alsace (HH Gestion Alsace) est l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS®) du mouvement Habitat et Humanisme dans le Bas-Rhin depuis 2011. Association agréée par l'État et labellisée par la Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement (FAPIL), elle a pour mission de favoriser l'accès et le maintien dans le logement des personnes en difficulté, en mobilisant prioritairement le parc locatif privé à loyers accessibles.

Dans le cadre de ses agréments « Intermédiation locative et gestion locative sociale » et « Ingénierie sociale, financière et technique », HH Gestion Alsace développe une activité de captation, de gestion locative adaptée et d'accompagnement des ménages ; elle vise à mettre en adéquation l'offre de logements privés à loyers maîtrisés avec les besoins des publics prioritaires définis notamment par le

2 L'intermédiation locative permet de sécuriser et de simplifier la relation entre un locataire et son bailleur grâce à l'intervention d'un tiers social. Il peut s'agir d'un opérateur, d'un organisme ou d'une association agréés par l'État. Ce système repose sur un principe solidaire : les logements concernés sont loués à des ménages en grande précarité, par exemple les foyers qui sortent de dispositifs d'hébergement et qui rencontrent donc des difficultés à trouver un logement en location.

Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD). Elle assure également la sécurisation des propriétaires bailleurs grâce à une gestion professionnelle et un suivi adapté des ménages logés.
Au 31 décembre 2025, l'association gérait plus de 560 logements sur le territoire bas-rhinois, dont 93% soumis à des plafonds de loyers conventionnés, contribuant ainsi de manière significative à l'offre de logements accessibles pour les ménages les plus fragiles.
L'action de HH Gestion Alsace s'inscrit pleinement dans les orientations nationales du Logement d'Abord et de la lutte contre le sans-abrisme, qui visent à favoriser l'accès direct au logement des personnes sans domicile ou en situation d'exclusion, accompagné d'un soutien social adapté. À ce titre, l'association contribue à renforcer les articulations entre les secteurs de l'hébergement, du logement et de l'accompagnement social afin de fluidifier les parcours résidentiels et de favoriser l'insertion durable des ménages.
Dans le cadre du déploiement territorial du Plan Logement d'Abord, HH Gestion Alsace assure depuis 2019, pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg et de la Collectivité européenne d'Alsace, le suivi et l'animation de la plateforme FAC'IL dédiée à la mobilisation de logements conventionnés du parc privé en intermédiation locative. Cette mission contribue au développement de l'offre locative sociale privée, à l'identification des freins à l'accès au logement et à la construction de réponses adaptées aux besoins du territoire.

L'association agit en complémentarité étroite avec Habitat et Humanisme Alsace, structure également membre du mouvement Habitat et Humanisme. Depuis 2023, les deux associations disposent d'une gouvernance commune et mutualisent leurs moyens afin de développer une offre globale de solutions d'habitat et d'accompagnement. Cette organisation permet de mobiliser l'ensemble des outils du mouvement Habitat et Humanisme, depuis la captation de logements dans le parc privé jusqu'à la production de logements d'insertion, en passant par l'accompagnement social, l'intermédiation locative et le développement de projets immobiliers à vocation sociale.

Par son expertise reconnue en gestion locative sociale, son réseau de partenaires institutionnels, associatifs et immobiliers, ainsi que son appartenance aux réseaux Habitat et Humanisme, FAPIL et FNAIM, HH Gestion Alsace participe à la mise en œuvre des politiques publiques de l'habitat, de l'insertion et de la cohésion sociale sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, en poursuivant un objectif d'intérêt général de lutte contre l'exclusion, le mal-logement et l'isolement des personnes les plus vulnérables.

Article 5 : Les objectifs partagés (cf. tableau récapitulatif en annexe)

Objectifs généraux

- **Maintenir (en visant à augmenter) le volume de logements à loyers abordables au public PDALHPD captés** puis gérés par l'AIVS, notamment via le conventionnement avec l'Anah, et en articulation avec l'animation de la plateforme FAC'il.
- **Contribuer activement à la visibilité de l'intermédiation locative en mandat de gestion** comme un outil de sécurisation locative et de remobilisation du parc privé existant auprès des propriétaires mais aussi de l'ensemble des partenaires concernés (opérateur, association, collectivités et services déconcentrés –DDT, DDETS, DIHAL-, organismes fonciers, OFS, SIAO…).
- **Monter en compétence et proposer des terrains d'expérimentation** visant à faire évoluer les pratiques (modalités d'accompagnement des propriétaires, fonctionnement entre les partenaires, montages immobiliers…).

Objectifs opérationnels

Concernant la captation et la gestion des logements du parc privé :

L'AIVS s'engage auprès des propriétaires bailleurs :

- à capter des logements du parc privé, dignes et décents, à des niveaux de loyers abordables pour des ménages PDALHPD et Logement d'abord (en mobilisant le conventionnement Anah si nécessaire) ;
- à assurer la gestion locative des logements ;
- à établir une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire (explication des droits et devoirs du locataire lors de la signature du bail, propositions de modes de paiement adaptés…). Cette dernière activité est assurée par des bénévoles.

Indicateurs : nombres de propriétaires contactés et renseignés (avec le nombre de logements correspondants), nombre de logements captés et gérés par an avec type de conventionnement et de niveaux de loyer, nombres de logements « sortants » (échéance mandat de gestion, vente du logement…).

Concernant la diffusion du modèle de l'intermédiation locative :

L'AIVS s'engage :

- À participer aux réunions/manifestations identifiées par l'Eurométropole de Strasbourg ou l'AIVS au sujet de l'intermédiation locative et le mandat de gestion et/ou visant à déployer les partenariats nécessaires au niveau local (ou national, s'agissant de l'implication de l'Eurométropole de Strasbourg dans la démarche Logement d'Abord) ;
- À répondre aux sollicitations des opérateurs et des partenaires contribuant à une meilleure compréhension des enjeux de l'intermédiation locative, du mandat de gestion, du conventionnement et des propriétaires bailleurs du parc privé en général.

Indicateurs : réunions/rencontres et tout cadre de travail proposés (groupe de travail dédié, équipe technique du PDALHPD, temps logement d'abord…), manifestation/action de communication ciblée (visite d'opération, réunion publique, tables rondes…), notes et rapport d'études.

Concernant la montée en compétence et la proposition de terrains d'expérimentation visant à faire évoluer les pratiques :

L'AIVS s'engage :

- À créer et coordonner un réseau d'acteurs en capacité de se positionner à ses côtés de l'AIVS pour correspondre aux nouveaux enjeux identifiés (lutte contre le logement vacant et/ou dégradé, ilots identifiés dans le cadre d'opérations spécifiques type OPAH RU, PIG, en communes SRU…) ;
- Proposer des terrains d'expérimentation (montage immobiliers et accompagnement des propriétaires) ;
- Créer une méthode d'accompagnement des « nouveaux » propriétaires bailleurs qui souhaitent investir dès le départ dans un logement à des fins d'intermédiation locative.

Indicateurs : réunions de travail dédiées, recherche d'amélioration de processus, nombres d'acteurs approchés et niveau de collaboration établi ou à établir (financier, compétences propres…), volume de logements issus des expérimentations, notes et rapport d'études sur la plus-value des expérimentations

2ème partie : Les moyens

Article 6 : La subvention versée par l'Eurométropole de Strasbourg à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.

Le montant prévisionnel total de la subvention s'élève à la somme de cent trente-cinq mille euros (135 000 €) :

- Pour la première année, en 2026, le montant de la subvention s'établit à : 45 000 €
- Pour la deuxième année, en 2027, le montant prévisionnel s'élève à : 45 000 €
- Pour la troisième année, en 2028, le montant prévisionnel s'élève à : 45 000 €

La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole de Strasbourg.
Les versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par l'Eurométropole de Strasbourg.

3ème partie : Le dispositif de suivi et d'évaluation de l'atteinte des objectifs

L'évaluation de l'atteinte des objectifs opérationnels prévus dans la présente convention s'opère au moyen d'indicateurs, définis au préalable par les deux partenaires, ces indicateurs font chacun l'objet d'une fiche indicateur annexée à la présente convention.

Article 8 : La composition de l'instance de suivi

Un Comité de suivi de la convention d'objectifs est mis en place. Il constitue une instance de dialogue entre les partenaires, dans le cadre du suivi de la convention.

Le Comité de suivi est co-présidé par le Président de l'association et la Maire ou son représentant. Il se compose des membres obligatoires suivants *:*

- Le-la Président-e de l'association,
  Le-la Directeur-trice de l'association
- Les référents-es de la direction et/ou du service de l'Eurométropole de Strasbourg,
  In-e représentant-e du service du Contrôle de gestion et évaluation des politiques publiques. (*le cas échéant)*

En cas de plurifinancement, il est souhaitable que tous les partenaires parties prenantes soient associés à ce rendez-vous périodique. Il appartient alors à l'Eurométropole de Strasbourg d'assurer la coordination de l'ensemble des partenaires.

Article 9 : Les missions du Comité de suivi

- évaluer l'atteinte des objectifs sur la base des indicateurs et de fiches de suivi figurant en annexe de la présente convention ;
- le cas échéant, analyser les causes des écarts et prendre les décisions d'ajustement ;
- la dernière année de la convention, se prononcer sur une éventuelle reconduction de la convention et sur ses modalités, en vue d'une proposition d'inscription à l'ordre du jour du Conseil Eurométropolitain.

Article 10 : L'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an au 2e trimestre de l'année, à l'initiative de l'Eurométropole. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties.

La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et l'Eurométropole de Strasbourg, un mois calendaire au plus tard avant sa tenue.

L'association communique à l'Eurométropole de Strasbourg un mois calendaire au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, l'ensemble des fiches de suivi des indicateurs (en annexe) complétées pour la période annuelle révolue, ainsi que l'ensemble des documents utiles à la tenue de ce comité (rapport d'activité, bilans financiers, budget prévisionnel, comptes approuvés,…)

Lors du Comité de suivi, les partenaires passent en revue l'ensemble de l'activité et formulent un avis cosigné par les présidents de séance.

Article 11 : L'évaluation finale

Elle consiste à évaluer l'ensemble des résultats obtenus par l'association durant toute la durée de la convention, sur la base des indicateurs de suivi fixé et du calendrier d'action fixé.

Au terme de la présente convention, sur proposition du Comité de suivi, une nouvelle convention pourra être proposée six mois calendaires au plus tard avant l'échéance de la présente convention à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg.

Elle tiendra compte de l'évolution du contexte général et de l'évaluation réalisée conjointement en Comité de suivi de l'atteinte des objectifs définis dans la présente convention.

4ème partie : Les dispositions diverses concernant les modalités d'application de la convention

Article 12 : Communication

L'Eurométropole de Strasbourg apparaîtra comme le partenaire de l'association dans toute action de communication de l'association en direction des médias et du grand public, et sur tous les supports de communication (tracts, affiches, dépliants…) relatifs aux actions soutenues par la Ville de Strasbourg, sauf demande expresse spécifique de cette dernière.

Article 13 : Responsabilité

L'association conserve l'entière responsabilité des actions et missions exercées par elle, y compris celles visées par les stipulations de la présente convention, sans que la responsabilité de l'Eurométropole de Strasbourg ne puisse être recherchée.

Article 14 : Avenant

Toute modification substantielle des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie dans le cadre du Comité de suivi, fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent remettre en cause les objectifs généraux définis dans la première partie de la convention.

Article 15 : Résiliation

La présente convention se trouvera résiliée de plein droit, et sans indemnité d'aucune sorte, dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi.

De même, la convention sera résiliée de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité ou d'impossibilité par l'association d'achever sa mission.

Par ailleurs, en cas de non-respect, par l'une ou l'autre des parties, des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la réception (ou première présentation) d'une lettre motivée, par envoi recommandé avec accusé de réception, valant mise en demeure.

Le cas échéant, il sera procédé, par l'association, au reversement en totalité ou partie des montants versés par l'Eurométropole de Strasbourg, en dehors des cas de force majeure évoqués au 1er paragraphe de cet article.

Article 16 : Litiges

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement, notamment dans le cadre du Comité de suivi, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de cette convention devra être porté devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Fait à Strasbourg, le .....…….. 2026

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Par délégation, le Vice-Présidente en charge de l'Habitat	Le Président
Etienne WESTPHAL	François BOUCHARD

Annexe 1 !Tableau de synthèse objectifs et indicateurs

Objectifs généraux	Déclinaisons objectifs opérationnels	Indicateurs	Observations
Maintenir (en visant à augmenter) le volume de logements captés, à loyers abordables au public PDALHPD	- Capter des logements du parc privé, dignes et décents, à des niveaux de loyers abordables pour les ménages PDALHPD et Logement d'abord - Assurer la gestion locative des logements ; - Établir une relation de médiation entre le locataire et le propriétaire	- nombre de propriétaires contactés et renseignés (avec le nombre de logements correspondants), - nombre de logements captés et gérés par an avec type de conventionnement et de niveaux de loyer, - nombres de logements « sortants »	
Contribuer activement à la visibilité de l'intermédiation locative en mandat de gestion	- Participer et proposer à toutes réunions/manifestations identifiées par l'Eurométropole de Strasbourg ou l'AIVS au sujet de l'intermédiation locative et le mandat de gestion et/ou visant à déployer les partenariats nécessaires au niveau local - Répondre aux sollicitations des opérateurs et des partenaires contribuant à une meilleure compréhension des enjeux de l'intermédiation locative	- réunions/rencontres et tout cadre de travail proposés (groupe de travail dédié, équipe technique du PDALHPD, temps logement d'abord…), - - manifestation/action de communication ciblée (visite d'opération, réunion publique, tables rondes…), - notes et rapport d'étude.	Ces deux objectifs sont fortement liés, notamment du point de vue des indicateurs
Monter en compétence et proposer des terrains d'expérimentation	- Créer et coordonner un réseau d'acteurs en capacité de se positionner à ses côtés de l'AIVS pour correspondre aux nouveaux enjeux identifiés - Proposer des terrains d'expérimentation (montage immobiliers et accompagnement des propriétaires, favoriser les glissements de baux,) - Créer une méthode d'accompagnement des « nouveaux » propriétaires bailleurs qui souhaitent investir dans un logement à des fins d'intermédiation locative.	- réunions de travail, amélioration de processus, - nombre d'acteurs approchés et niveau de collaboration établi ou à établir (financier, compétences propres…), - groupe de travail dédiés, c - cartographie des acteurs, - volume de logements issus des expérimentations, - notes et rapport d'étude sur la plus-value des expérimentations	

⌦ : **DUT** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
Habitat	45 000 €	45 000 €	**45 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00028184	**H&H GESTION ALSACE**	Fonctionnement	45 000 €	45 000 €	45 000 €	

⌦ : **DUT** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
Habitat	11 000 €	11 000 €	**11 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00029316	***CLCV UNION DÉPARTEMENTALE DU BAS-RHIN***	*Fonctionnement*	*11 000 €*	*11 000 €*	*11 000 €*	

Strasbourg.eu
eurométropole

47

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Association Réhabiter: avenant à la convention de partenariat 2025-2027 et attribution d'une subvention au titre de l'exercice 2026.

Numéro E-2026-895

L'association Réhabiter, anciennement Éco-Quartier Strasbourg, a été créée en 2001 dans le but d'inciter à un mode de vie durable et économe en ressources. Son objectif principal a été de promouvoir des actions exemplaires d'urbanisme, notamment par la création d'éco-quartiers et la construction de logements en autopromotion reposant sur l'initiative citoyenne et répondant mieux aux attentes des habitants.

Depuis 2019, l'association Réhabiter initie également des démarches expérimentales visant au développement d'innovations sociales, notamment en cherchant à positionner l'habitant au cœur des actions. Le partenariat entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'association se poursuit dans le cadre de la convention partenariale pluriannuelle d'objectif 2025-2027, qui fait suite à une précédente convention sur la période 2023-2024.

1) Les missions portées par l'association Réhabiter soutenues par l'Eurométropole

Depuis 2025, l'Eurométropole de Strasbourg accorde un soutien annuel à l'association.

En 2026, il est proposé d'attribuer une subvention de 15 000€ pour soutenir les actions suivantes :

- l'accentuation du soutien aux dynamiques d'habiter et de vieillir ensemble (accompagnement et sensibilisation sur la thématique du logement sénior et l'anticipation de la perte d'autonomie),

- l'identification des facteurs de fragilités et l'accompagnement des habitants et des professionnels en termes de prévention et de régulation des tensions dans les habitats collectifs,

- l'appui à l'animation d'ateliers partenariaux dans le cadre du réseau Maison de l'Habitat et des actions de communications portées par l'Eurométropole de

Strasbourg.

2) Budget de l'association Réhabiter et financement de la collectivité

Pour l'année 2026, le budget prévisionnel de l'association s'élève à 121 654 €.

Le fonctionnement de l'association est assuré par les subventions prévisionnelles suivantes :

- Eurométropole de Strasbourg : 20 000 €
- ville de Strasbourg (Habitat participatif) : 25 000 €
- ENSAS : 9 000 €
- Conférence des financeurs : 19 177 €

La participation métropolitaine proposée est la suivante :

- **pour l'année 2026,** un montant de **15 000 €** – année en cours,

- pour l'année 2027 : le montant de la participation 2027 sera examiné au regard des propositions d'actions formulées par l'association, notamment à l'aune de la nouvelle feuille de route et des initiatives qu'elle pourra mettre en œuvre en matière d'accompagnement des habitants sur les problématiques du quotidien relevant du champ de l'habitat, dans une logique de proximité, d'écoute et de prise en compte des besoins des usagers.

Il est proposé au Conseil que l'Eurométropole de Strasbourg valide le projet d'avenant en annexe et valide l'octroi d'une subvention annuelle pour l'exercice 2026 à hauteur de 15 000 €.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le bilan 2025 de la convention de partenariat
Réhabiter- Eurométropole de Strasbourg
vu l'avenant à la convention de partenariat joint en annexe
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *l'avenant à la convention de partenariat 2025-2027 tel que joint en annexe,*

- *l'octroi d'une subvention par l'Eurométropole au titre de ce partenariat pour l'exercice 2026 à hauteur de 15 000 € ;*

décide

le versement au titre de l'activité 2026 d'une subvention de 15 000 € TTC à imputer sur les crédits ouverts sous 8032 HP01F - fonction 552 - nature 6574 du budget 2026 ;

autorise,

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer l'ensemble des documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214823-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

⌦ : **DUT** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
Habitat	20 000 €	20 000 €	**15 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00027995	**REHABITER (EX ECO-QUARTIER STRASBOURG)**	Fonctionnement	20 000 €	20 000 €	15 000 €	

CONVENTION D'OBJECTIFS
exercices 2025-2027

Entre :

L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par Madame Suzanne BROLLY, Vice- présidente
et
L'association Eco-Quartier Strasbourg, ci-après dénommée l'association, inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg volume 79 et folio 236, et dont le siège est 1a place des Orphelins 67000 Strasbourg
représentée par son représentant légal en exercice Monsieur Jean-Louis BILLAUT

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 juin 2025

Article 1 : objet de la convention
Par la présente convention, l'Eurométropole de Strasbourg et l'association Eco-Quartier Strasbourg définissent des objectifs partagés et s'engagent à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution.

Article 2 : vie de la convention

La convention est établie pour une durée de trois ans. Elle pourra faire l'objet d'un renouvellement par reconduction expresse d'un commun accord des parties pour une durée d'un an supplémentaire.
Son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole d'un exemplaire signé par le-la- Président-e de l'association.

Au terme de la présente convention, une nouvelle convention d'objectifs pourra être proposée à l'ordre du jour du Conseil de l'Eurométropole, sur proposition du Comité de suivi (cf. articles 8 et 11).

Article 3 : les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine de la transition écologique dans l'habitat

Affirmée dans le Plan Climat 2030 (adopté le mercredi 18 décembre 2019 par le Conseil de l'Eurométropole), la rénovation énergétique des logements privés constitue l'une des priorités de la collectivité. Le plan d'actions de la collectivité déclinant la stratégie de mise en œuvre des objectifs du Plan Climat propose de diversifier les publics touchés par la sensibilisation à la rénovation thermique des logements en s'appuyant sur une diversité d'acteurs.
Par ailleurs, la collectivité soutient l'émergence de la figure de l'« éco-habitant », entendu au sens d'un habitant en capacité de développer de nouveaux modes de vie alternatifs (transports, consommations, habitat). Afin de favoriser cette capacité d'agir, l'Eurométropole se pose en soutien de l'innovation sociale et d'une plus grande participation citoyenne, pour que chacun puisse réinterroger sa manière de vivre.

Article 4 : le projet associatif

Depuis l'émergence du premier projet d'autopromotion à Strasbourg en 2005, l'association Eco-Quartier Strasbourg a poursuivi et conforté son rôle de laboratoire citoyen et d'incubateur local d'innovations dans les domaines de l'habiter :

- le développement d'un accompagnement des copropriétés sur le volet des dynamiques collectives et de la gouvernance partagée, dans le cadre du POPAC de l'Eurométropole, puis dans la mise en place de nouvelles copropriétés,
- la création de supports de sensibilisation et d'appuis méthodologiques pour des copropriétés plus durables et participatives,
- le portage de services de conseils en rénovation énergétique pour les propriétaires de maisons individuelles,
- l'impulsion et la structuration d'un réseau local de compétences en assistance à la maîtrise d'usage,
- la constitution et l'animation du réseau des structures-conseils en matière d'amélioration de l'habitat,

Depuis 2019, l'association Eco-Quartier Strasbourg initie des démarches expérimentales visant au développement d'innovations sociales, notamment en cherchant à positionner l'habitant au cœur des actions, démarches qui ont notamment pu se poursuivre dans le partenariat avec l'EMS depuis 2021 :

- Accompagnement à la structuration d'un service de conseils sur l'habitat et la rénovation énergétique en direction des habitants de l'Eurométropole,
- Démarche exploratoire de recueil et d'accompagnement des pratiques citoyennes de végétalisation de l'habitat privé,
- Études et expérimentations visant à favoriser des pratiques de gouvernance plus partagées dans l'habitat et à l'échelle du quartier, à structurer des modes de gouvernance en copropriété et à favoriser le vivre ensemble.
- Études et expérimentations autour des enjeux d'accompagnement aux changements de comportements des acteurs de la société civile, dans une perspective de réduction de l'empreinte environnementale des quartiers neufs.

Article 5 : les objectifs partagés

1. **Privilégier les approches centrées sur les besoins et les usages pour favoriser une plus grande sobriété et résilience dans nos habitats**

Dans le cadre de son Plan Climat 2030, l'Eurométropole de Strasbourg a pour objectif la rénovation thermique niveau BBC de 8 000 logements par an dont 6 000 relevant de l'habitat privé. La rénovation énergétique ne correspondant pas à une réalité sociale unifiée, elle nécessite de prendre en compte des formes très différentes selon le segment de l'habitat concerné et la situation personnelle des décideurs. Elle est à aborder comme une composante embarquée dans l'enjeu global d'amélioration des conditions d'habitat, au sein duquel les notions de besoin et d'usage devraient être considérées comme véritable point de départ.

Dans ce cadre, l'objectif est de promouvoir une appropriation individuelle et collective du processus d'amélioration de l'habitat, notamment par le développement des capacités d'action des habitants en lien avec les solutions techniques imaginées et/ou mises en œuvre.

Il est également nécessaire de favoriser l'émergence, le développement et la consolidation de compétences professionnelles nouvelles, capables d'appuyer les maîtrises d'ouvrage dans des projets qui nécessitent une série d'étapes de concertation et de co-construction entre les personnes concernées.

Cet enjeu sera décliné par les objectifs opérationnels suivants :

- favoriser la structuration et le renforcement du réseau de professionnels autour de la maison de l'habitat : soutien à l'animation du réseau des structures de conseils et d'accompagnement, participation à des activités de mobilisation des acteurs de l'habitat et organisation d'animations et d'actions dans le cadre de la structuration de la future maison de l'habitat et dans le réseau propre à l'association : rencontres bimestrielles de suivi avec le service habitat ainsi qu'une réunion de préparation de rencontre collective multi-partenariale par semestre en moyenne.
- favoriser la circulation de l'information auprès des publics, dans le cadre du réseau propre d'Eco-quartier Strasbourg et par le soutien à la structuration de la future maison de l'habitat portée par l'Eurométropole de Strasbourg : relais des initiatives en lien avec la Maison de l'habitat dans la lettre d'information mensuelle.
- adapter l'information et étoffer les connaissances sur des outils à explorer et thématiques novatrices (carnet de santé du logement, problématique spécifique de l'achat-rénovation,...) : exemple : proposition de mise en place d'un groupe de travail exploratoire sur les enjeux d'accompagnement pluri-acteurs.

Budget de l'action :

6.550 euros

2. **Développer les capacités habitantes en termes de prévention, d'intermédiation et de régulation des tensions dans les habitats collectifs :**

Le logement est généralement un espace qui relève du domaine privé.

Mais dans le champ de l'habitat collectif, habiter son logement induit aussi de nombreuses relations avec l'extérieur du logement. On habite, et on partage, également son palier, sa cage d'escalier, son immeuble, ses parties communes, voire même, on se sent habiter son quartier, sa ville.
Passé le pas de sa porte, vers l'extérieur, l'habitant se retrouve ainsi face à des enjeux de partage, dans des espaces privés et publics, parfois fortement influencés par des politiques locales (mobilité et stationnement, gestion des déchets, mixité sociale, inclusivité, participation citoyenne).

Des prérogatives de politiques publiques sont ainsi transférées dans le domaine privé, laissant alors aux acteurs privés le soin de se débrouiller avec la traduction concrète de ces politiques dans la gestion de leur quotidien, avec pour conséquence la production de nombreuses sources de tensions et de conflits potentiels.

La gestion précoce de ces tensions et conflits, au sein de nos habitats collectifs, devient un objectif central pour favoriser des capacités d'adaptation face aux turbulences et fluctuations à venir :

- conforter les volontés citoyennes individuelles et collectives de porter des initiatives constructives dans leur environnement, vécues comme positives pour certains mais déstabilisantes pour d'autres,
- permettre aux habitants confrontés à des déclinaisons opérationnelles de politique publique non-choisies (mixité sociale, inclusivité, transition écologique) d'être mieux armés pour réagir et traiter les difficultés relationnelles entre voisins, usagers, etc.
- promouvoir une perception positive du conflit, le "normaliser", pour qu'il soit progressivement appréhendé comme une opportunité de transformation constructive, qui favorise la robustesse de nos systèmes (résidence, quartier, ville).

Les efforts de la collectivité se sont, jusqu'à ce jour, concentrés principalement sur le soutien aux associations de médiation. Face à une tendance toujours plus grande aux frustrations et aux peurs de ne pas être entendu et reconnu, de nouvelles démarches de prévention des conflits sont nécessaires à explorer et expérimenter.

<u>Cet enjeu sera décliné par les objectifs opérationnels suivants :</u>

- Sensibiliser les habitants, sensibiliser le réseau des professionnels de l'habiter aux processus de gestion précoce des tensions et des conflits, notamment dans le cadre :

    - des projets de travaux de rénovation : co-construction d'un programme d'amélioration continue, prioritairement pour les AMO, autour de l'objectif de meilleure prise en compte du volet humain (compréhension des blocages sur le vote des travaux, , retours de terrain et préconisations sur les techniques d'animation,...)

      de la création des nouvelles copropriétés : réalisation d'une étude exploratoire sur les enjeux d'accompagnement en amont et en aval

- Syndics bénévoles en petites et moyennes copropriétés : Création d'un espace d'échange, d'information et de sensibilisation pour permettre aux syndic bénévoles d'aller mieux vers – les travaux, les conseils, les aides

- Expérimenter de nouvelles formes de démarches de sensibilisation et de formation à la gestion précoce des conflits, pour les habitant.es et professionnels de l'habiter, notamment

avec le prototypage d'une Chicanerie, espace-ressource récurrent autour de l'enjeu de normalisation des conflits (1 animation par mois en moyenne).

Budget de l'action :
1.500 euros

3. **Soutenir l'engagement citoyen dans les systèmes de gestion et de voisinage des habitats collectifs**

Au-delà des ambitions politiques fortes pour une ville plus durable, inclusive et démocratique, prendre part aux systèmes existants de voisinage et/ou de gestion de nos habitats collectifs nécessite déjà, en soi, un travail de l'habiter conséquent.
Or, tous les habitant.es ne sont pas égaux face à ce "travail de l'habiter". Compétences et temps sont notamment les deux principales ressources utiles, voire nécessaires.
Ces constats expliquent, pour partie, le très faible niveau d'implication des habitants dans les systèmes de gestion de leur cadre de vie, où ils pourraient prendre une part plus active, telle que la copropriété.

Dans ce contexte, l'association s'est engagée dans une démarche de recherche-action, en partenariat avec l'Ecole d'Architecture de Strasbourg, soutenu dans un premier temps par le PUCA, l'ANAH, l'ANCT et Leroy Merlin Source, autour des enjeux d'activation des communautés habitantes et de soutien au développement de leur capacité d'auto-régulation collective.

Cet enjeu sera décliné par les objectifs opérationnels suivants

- Créer un espace-ressource de soutien et de créativité pour les copropriétaires désireux de porter une dynamique constructive dans leur copropriété (selon les principes de ressourcerie, Fab-Lab et Living Lab). Cet objectif vise à lutter contre l'isolement et l'épuisement des copropriétaires les plus investis dans leur copropriété, et qui affrontent les postures consuméristes ou de désintérêt d'une part significative des copropriétaires. Cet espace-ressource aura notamment pour objectif concret de prototyper des solutions pratiques, facilement appropriable par les copropriétaires et habitants, par exemple :

- des modèles de supports textuels, graphiques ou audio-visuels pour faciliter le partage d'informations au sein des résidences
- des déroulé-type de rencontres collectives pour faciliter l'auto-organisation de réunions efficace-
- des projets de micro-formation (sous forme de Quizz ludiques notamment), pour les nouveaux accédants ou pour les nouveaux conseillers syndicaux,

- Créer un espace-ressource à destination des professionnels accompagnant les copropriétés pour favoriser le partage d'expérience, l'identification précoce des écueils et la recherche de solutions originales.
  Déclinaison de l'espace-ressource présenté ci-dessus mais à destination des professionnels, il a vocation à être un espace de diagnostic partagé et de co-construction de solutions nouvelles, pensées à partir des expériences et expertises variées apportées par les participants.
- Organisation, animation et valorisation (a posteriori) d'un événement-phare « Les supports de l'habiter ensemble » pour permettre et favoriser le croisement et l'hybridation

des savoirs et des pratiques entre acteurs de la recherche, de la gestion immobilière, de l'accompagnement et les habitant.es le 16 et 17 octobre 2025.

- Accompagner le développement d'actions partenariales (événements publics, démarche d'accompagnement, recherche-action) autour des enjeux de sécurisation des parcours résidentiels, notamment des phases de mise en copropriété des immeubles, neufs ou anciens, et plus particulièrement dans les quartiers présentant des indicateurs de vulnérabilité avancée (QPV, PRU), par exemple :

  * construction et mise en place d'une recherche-action autour des enjeux de dynamiques collectives dans le cadre des nouvelles copropriétés, en QPV, notamment au travers de la mise en place de démarches d'accompagnement collectif auprès des futures copropriétés situées en QPV (démarrage d'un nouvel accompagnement maximum chaque année);

  * contribution à la préparation, à l'organisation et à l'animation d'un événement grand public autour des possibilités d'accession à la propriété.

Budget de l'action :
6.800 euros

4. Soutenir les dynamiques d'habiter de de vieillir ensemble

La sous-occupation des logements, essentiellement des personnes âgées, représente 9 millions de logements en France. Elle est aussi le premier facteur d'influence de l'usager sur les consommations énergétiques dans l'habitat.
En parallèle, les enquêtes d'opinions soulignent l'attachement des seniors à leur logement actuel, et le souhait d'y vivre le plus longtemps possible. Position aisée à comprendre, mais derrière les évidences, les seniors sont tout à la fois "attaché" à leur logement pour de bonnes, et pour de moins bonnes raisons : Souvenirs, affects, sentiment de sécurité, réseau de relations sociales, mais aussi peur du changement et du déracinement, sentiment d'isolement et d'épuisement face à l'idée d'un déménagement, manque de soutien dans les démarches pour trouver un logement mieux adapté...
La possibilité de faciliter la mobilité résidentielle des seniors, ne vaut-elle pas la peine de réfléchir à des solutions d'accompagnement et de soutien pour les aider à trouver des logements mieux adaptés à l'avancée en âge ?
La nécessité d'explorer de nouvelles formes d'ingénierie sociale pourrait permettre d'améliorer le quotidien des seniors, en assurant une meilleure prévention des risques domestiques et en contribuant à réduire l'empreinte environnementale de l'occupation des logements.

Cet enjeu sera décliné par les objectifs opérationnels suivants :

- Expérimenter sur plusieurs territoires de l'Eurométropole dont Strasbourg des cycles d'ateliers de prévention pour les publics seniors "Avancer en âge et penser son habitat de demain" : Préparation, organisation et animation de 5 cycles d'ateliers collectifs (3 jours chacun) sur le territoire de Strasbourg et de l'Eurométropole, en partenariat avec les acteurs locaux et co-financé par la Conférence des Financeurs. Chaque cycle pourra accueillir de 10 à 15 participant.es
- Explorer et construire des partenariats d'actions conjointes avec les acteurs volontaires, publics, privés et associatifs pour co-construire les possibilités d'un réseau d'accompagnement des seniors dans leurs projets d'habiter de manière durable, désirable et sécure : Initialisation et animation d'un réseau d'apprenance et d'entraide entre acteurs

engagés dans des projets d'habitats seniors (inclusif ou assimilé), notamment pour l'amélioration continue des missions d'accompagnement (rencontres bi-annuelles au démarrage)., avec comme point de départ la co-construction d'un état des lieux partagé.

Budget de l'action :
4.150 euros

5. **S'entraîner au pas de côté et enrichir nos pratiques**

Le dérèglement climatique, le dépassement de plusieurs autres limites planétaires (biodiversité, cycle de l'eau, pollutions chimiques, usages des sols) et nos niveaux de dépendances excessivement élevés aux ressources fossiles nous invitent à explorer toutes les marges de manœuvre possibles, pour favoriser de nouvelles agilités (apprenance, souplesse, réversibilité, lenteur, robustesse,...), et anticiper ainsi des situations de grandes fluctuations, imprévisibles mais quasi-certaines.
Cette démarche repose sur nos capacités à développer une diversité de scénario, suffisamment pragmatiques, pour explorer le champ des possibles, et former une plasticité dans nos projets socio et immobiliers.
Pour y arriver, il est nécessaire de questionner nos pratiques en s'ouvrant à des inspirations extérieures, car de nombreuses initiatives originales et intéressantes existent ailleurs, notamment en matière d'interactions entre dimensions sociales et techniques des projets.

Cet enjeu sera décliné par les objectifs opérationnels suivants :

- Organiser des temps d'inspiration, à l'appui d'expériences originales, que ce soit sous la forme de visites et/ou de voyages apprenants, de présentation de témoignages à distance, de webinaires, d'arpentage collectif d'ouvrages apportant de nouvelles visions, etc...A destination du réseau des partenaires de la collectivité, et ajusté en fonction des expériences visitées. Cela se traduira, chaque année, soit par la préparation et l'organisation d'une visite apprenante d'un Quartier Inclusif en Allemagne, selon le modèle de Bielefeld, soit par la préparation et l'organisation d'une série de webinaire sur une approche originale, par exemple : « Quelle robustesse dans la fabrique et la gestion de la ville ? », ou encore une série d'arpentage collectif d'ouvrages majeures pour repenser notre rapport à la ville et à son fonctionnement.

Budget de l'action :
1.000 euros

Article 6 : la subvention versée par l'Eurométropole à l'association

Pendant la durée de la convention, la collectivité s'engage à soutenir financièrement les objectifs prévus à l'article 5, que l'association s'engage à réaliser en partenariat avec elle.
Le montant prévisionnel total de la subvention pour la période 2025 – 2027 s'élève à la somme de 60.000 €

- Pour l'année 2025, le montant de la subvention s'établit à : 20.000 €.
- Pour l'année 2026, le montant prévisionnel s'élève à : 20.000 €.
- Pour l'année 2027, le montant prévisionnel s'élève à : 20.000 €.

Ces trois versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole. La présente convention d'objectifs se traduit par une convention financière annuelle spécifique définissant les modalités de l'intervention financière de l'Eurométropole.
Pour être susceptible de bénéficier de la subvention liée, l'association devra adresser annuellement une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg, via le Portail des Aides.

Article 7 : l'organisation du Comité de suivi

Le Comité de suivi se réunit au moins une fois par an au trimestre 3 de l'année à l'initiative de l'Eurométropole. Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'une ou l'autre des parties. La date de rencontre est fixée conjointement par l'association et l'Eurométropole, deux mois calendaires au plus tard avant sa tenue. L'association communique à l'Eurométropole, dix jours au plus tard avant la tenue du Comité de suivi, le rapport d'activité complété pour la période annuelle révolue.

Article 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

Fait à Strasbourg, le 17 juillet 2025

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	**Pour l'association**
La Vice-Présidente	Le représentant légal
Suzanne BROLLY **Par délégation** Syamak AGHA BABAEI Vice-Président	Jean-Louis BILLAUT

Avenant n°1 à la convention triennale de partenariat et de financement entre l'association Réhabiter et l'Eurométropole de Strasbourg (2025-2027)

Préambule

L'Eurométropole de Strasbourg et l'association Réhabiter ont signé le 17 juillet 2025, une convention triennale de partenariat et de financement pour la période 2025-2027, dont l'objet est de structurer leur collaboration sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans le cadre de cette convention, L'Eurométropole s'est engagée à accorder à Réhabiter une subvention annuelle pour soutenir les missions suivantes :

- Privilégier les approches centrées sur les besoins et les usages pour favoriser une plus grande sobriété et résilience dans nos habitats (soutien à l'animation du réseau des structures conseils de l'habitat en lien avec le réseau de la maison de l'Habitat, développement de supports d'information);
- Développer les capacités habitantes en termes de prévention, d'intermédiation et de régulation des tensions dans les habitats collectifs (organisation d'atelier portant sur la gestion des conflits, sensibilisation des habitants et des professionnels);
- Soutenir l'engagement citoyen dans les systèmes de gestion et de voisinage des habitats collectifs (créer un espace ressource pour les copropriétés, création de supports pour faciliter le partage d'information au sein des résidences, organisation d'ateliers et événements sur la thématique de l'habiter ensemble);
- Soutenir les dynamiques d'habiter de de vieillir ensemble (organisation de cycles d'ateliers de prévention « Avancer en âge et penser son habitat de demain » initialisation et animation d'un réseau d'entraide entre acteurs engagés dans des projets d'habitats seniors) ;
- S'entraîner au pas de côté et enrichir nos pratiques (organisation de visites apprenantes, webinaires, arpentages, etc.).

Contexte et justification de l'avenant :

En 2026, au regard du dernier bilan d'activité transmis par l'association et en cohérence avec les nouvelles orientations du mandat, les parties conviennent de modifier les missions confiées à Réhabiter et d'ajuster la contribution financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour les années 2026 et 2027, conformément aux nouvelles orientations suivantes :

- Accentuer le soutien aux dynamiques d'habiter et de vieillir ensemble (accompagnement et sensibilisation sur la thématique du logement sénior et l'anticipation de la perte d'autonomie);
- Identifier les facteurs de fragilités et accompagner les habitants et les professionnels en termes de prévention et de régulation des tensions dans les habitats collectifs ;
- Poursuivre l'appui à l'animation d'ateliers partenariaux dans le cadre du réseau Maison de l'Habitat et des actions de communications portées par l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 1er : Modification de l'article 3 de la convention initiale (les priorités de l'Eurométropole de Strasbourg dans le domaine de la transition écologique dans l'habitat)

L'article 3 de la convention initiale est modifié comme suit :

En 2026, face à la crise du logement, de la raréfaction du foncier, d'un recul marqué de la construction et d'un pouvoir d'achat des ménages qui diminue, il est nécessaire d'explorer de nouvelles solutions permettant à chacun de se loger à toutes les étapes de la vie et dans des logements adaptés à leurs besoins. Il convient ainsi d'adapter la programmation aux évolutions socio-démographiques du territoire, en prenant notamment en considération les phénomènes de décohabitation et de vieillissement de la population, et en accompagnant les ménages dans leur parcours résidentiel.

L'Eurométropole de Strasbourg est également engagée depuis plusieurs années dans l'accompagnement des copropriétés en difficulté ou présentant des fragilités sur son territoire. Cette politique s'inscrit dans une démarche globale de prévention de la dégradation du parc en copropriété et de lutte contre les situations de fragilité susceptibles, à terme, de conduire à une déqualification durable des immeubles et de leur environnement. À ce titre l'Eurométropole de Strasbourg mobilise plusieurs dispositifs opérationnels tel que l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat "Copropriétés dégradées" (OPAH-CD) et le Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement des copropriétés (POPAC) portés en lien avec l'état et l'agence nationale d'amélioration de l'habitat. Une attention particulière est notamment portée à la prévention et à l'anticipation des situations de blocage ou de conflit au sein des copropriétés, y compris les copropriétés récentes. Le repérage précoce des fragilités, qu'elles concernent l'état du bâti, l'équilibre financier, la gouvernance ou les relations entre copropriétaires, constitue en effet un levier essentiel pour éviter l'aggravation des difficultés et limiter les situations d'impayés, de dégradation du patrimoine ou de désengagement des copropriétaires.

La meilleure divulgation des informations, des bonnes pratiques et des aides en matière de logement est par ailleurs l'une des clefs pour améliorer l'efficacité des dispositifs existants en matière d'habitat, et constitue la condition préalable pour l'accès aux droits des citoyens dans ce domaine. L'amélioration de l'information et de l'orientation des ménages dans le secteur du logement passe notamment par la mise en réseau des acteurs qui contribuent sur le territoire à la diffusion au grand public des informations liées au logement. Ce partenariat doit permettre de garantir la qualité et l'harmonisation des informations diffusées, de favoriser la divulgation des dispositifs, et d'améliorer la visibilité des structures-conseils et des divers lieux d'informations présents sur le territoire.

Article 2 : Modification de l'article 5 de la convention initiale (les objectifs partagés)

1. Soutenir les dynamiques d'habiter et de vieillir ensemble :

La sous-occupation des logements, essentiellement des personnes âgées, représente 9 millions de logements en France. Elle est aussi le premier facteur d'influence de l'usager sur les consommations énergétiques dans l'habitat.
En parallèle, les enquêtes d'opinions soulignent l'attachement des seniors à leur logement actuel, et le souhait d'y vivre le plus longtemps possible. Position aisée à comprendre, mais derrière les évidences, les seniors sont tout à la fois "attaché" à leur logement pour de bonnes, et pour de moins bonnes raisons : Souvenirs, affects, sentiment de sécurité, réseau de relations sociales, mais aussi peur du changement et du déracinement, sentiment d'isolement et d'épuisement face à l'idée d'un déménagement, complexité des démarches, manque de soutien dans les démarches pour trouver un logement mieux adapté...
La possibilité de soutenir le travail de projection des seniors en lien avec leur condition d'habitat passe par la recherche de nouvelles formes d'accompagnement, pour aider à l'anticipation et à la construction de leur projet d'habiter dans l'avancée en âge.

La nécessité d'explorer de nouvelles formes d'ingénierie sociale pourrait également permettre d'améliorer le quotidien des seniors, en assurant une meilleure réponse aux besoins liés au vieillissement, améliorant la prévention des risques domestiques, et qui parfois peut même contribuer à réduire l'empreinte environnementale liée à l'occupation des logements.

Cet enjeu sera décliné par les objectifs opérationnels suivants :

- Expérimenter sur plusieurs territoires de l'Eurométropole dont Strasbourg des cycles d'ateliers de prévention pour les publics seniors "Avancer en âge et penser son habitat de demain" : Préparation, organisation et animation de cycles d'ateliers collectifs (3 jours chacun) sur le territoire de Strasbourg et de l'Eurométropole, en partenariat avec les acteurs locaux et co-financé par la Conférence des Financeurs. Chaque cycle pourra accueillir une douzaine de participant·es
- Explorer et construire des partenariats d'actions conjointes avec les acteurs volontaires, publics, privés et associatifs pour construire un réseau de conseil et d'accompagnement des seniors dans leurs projets d'habiter, et faciliter ainsi leur parcours de réflexion et de prise de décision. Dans ce cadre, et en cohérence avec le Pacte territorial France Rénov' porté par l'Eurométropole de Strasbourg, les espaces France rénov' constitueront des partenaires privilégiés pour l'accompagnement des projets de rénovation et d'adaptation des logements des séniors.
- Rechercher et analyser la durabilité des modèles économiques et sociaux des solutions d'habitat adaptée à l'avancée en âge et s'appuyant sur une mutualisation des moyens d'investissement et de fonctionnement.
- Étudier et évaluer les possibilités de démarche de sensibilisation et d'accompagnement des seniors dans leur projet d'habiter, à partir d'une entrée territoriale (quartier, lotissement).

Budget de l'action : 9000 euros

2. Identifier les facteurs de fragilités et accompagner les habitants et les professionnels en termes de prévention et de régulation des tensions dans les habitats collectifs :

Suite à la recherche-action Coopro, menée en partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg et l'ENSAS, avec le soutien du PUCA et de l'ANCT, plusieurs enseignements forts se sont fait jour :

- le travail de "gestion pour l'immeuble" repose souvent sur des ressources préalables pour les copropriétaires qui s'y investissent,
- le travail de l'habiter-ensemble, de régulation des frictions de voisinage, de construction d'un réseau d'interconnaissance et d'entraide, est un travail supplémentaire à porter,
- les copropriétés récentes présentent des risques particuliers liés à leur caractère neuf (malfaçon, mal conception, mal gestion) qui peuvent, dans certains cas, accélérer une déqualification sociale de la résidence, et voire les propriétaires-occupants quitter dès qu'ils le peuvent leur logement,
- les nouveaux acquéreurs en QPV se retrouvent involontairement et inconsciemment à porter la responsabilité de la mise en œuvre des politiques de diversification de l'habitat et de mixité sociale dans ces quartiers, tout en découvrant le cadre de dialogue et d'action de la copropriété. Porter cette responsabilité se traduit par un travail de l'habiter conséquent (comprendre les problématiques, informer, sensibiliser, former, communiquer, coordonner, faire du lien, etc.)
- Les dispositifs de soutien aux copropriétés en difficulté interviennent le plus souvent une fois les signes de dégradation déjà bien visibles. Or, les copropriétés déjà créées dans les QPV du territoire restent aujourd'hui mal connues : leur nombre, leur localisation précise et la nature des

enjeux de gestion auxquels elles sont confrontées ne font l'objet d'aucun recensement partagé. Cette absence de connaissance objectivée limite la capacité à agir en amont, avant que les difficultés ne s'installent durablement.
- les démarches d'accompagnement collectif des acquéreurs apportent un premier niveau de connaissances et d'organisation collective mais sont à analyser plus finement pour mesurer les réels impacts qu'elles peuvent viser.

Face à ces constats, l'association Réhabiter et l'Eurométropole s'engagent à développer leurs compréhensions et leurs actions autour des 3 enjeux suivants :

- Soutenir dès leur création les dynamiques collectives des nouvelles copropriétés situées en QPV, pour prévenir l'installation de tensions et favoriser l'auto-régulation collective.
- Mieux cerner les risques et vulnérabilités des copropriétés déjà créées dans les QPV du territoire, afin d'objectiver le sujet et d'orienter les actions à venir.
- Conforter le travail de l'habiter des copropriétaires qui souhaitent s'investir davantage, en complément des deux objectifs précédents.

Ces enjeux seront déclinés en objectifs opérationnels tels que :
- Conforter de nouvelles formes de démarches de sensibilisation et de formation à la gestion précoce des conflits, pour les habitant.es et professionnels de l'habiter, tel que La Rouspette, espace-ressource pour apprendre à mieux gérer les situations conflictuelles.
- Développer un espace-ressource de soutien et de créativité pour les copropriétaires désireux de porter une dynamique constructive dans leur copropriété, dénommé La Ressourcerie Copro. Cet objectif vise à lutter contre l'isolement et l'épuisement des copropriétaires les plus investis dans leur copropriété, et qui affrontent les postures consuméristes ou de désintérêt d'une part significative des copropriétaires.
- Étendre la mise en place de démarches de sécurisation à l'accession en copropriété, sous la forme d'accompagnement collectif auprès des futurs acquéreurs de résidences situées en QPV, en partenariat avec de nouveaux opérateurs.
- Initier une recherche exploratoire portant sur les copropriétés récentes construites au sein des quartiers prioritaires de la ville ou/et dans la bande des 300 m afin de qualifier la nature des risques observés, contribuer à la prévention des difficultés et, le cas échéant identifier si un lien avec le dispositif du POPAC est nécessaire, ainsi qu'avec les syndics concernés (plan d'action). Cette action pourra notamment prendre appui sur les signalements remontés auprès du Service Habitat et des Directions de territoires.

Budget de l'action : 5000 euros

3. Venir en appui à l'animation d'ateliers partenariaux ou à la tenue de stands dans le cadre du réseau Maison de l'Habitat et des actions de communications portées par l'Eurométropole de Strasbourg :

La démarche Maison de l'Habitat est le fruit d'un travail partenarial de fond. Elle vise à améliorer les conditions d'information, de conseil et d'orientation des particuliers dans leur parcours de réflexion et de prise de décision pour améliorer leurs conditions d'habitat. Cette démarche repose sur l'animation et le développement du réseau des partenaires, particulièrement dense et hétérogène, facilitant ainsi l'interconnaissance et la coordination entre structures-conseils, et fluidifiant in fine le parcours des particuliers.

Cet enjeu se décline au travers de la co-construction et de l'animation de rencontres partenariales, ainsi que de la coordination d'actions de communication et de sensibilisation conjointes à plusieurs partenaires.

Budget de l'action : 1000 euros

Article 3 : Modification de l'article 6 de la convention initiale (la subvention versée par l'Eurométropole à l'association)

L'article 6 de la convention initiale est modifié comme suit :

- Pour l'année 2026 : un montant de 15 000 € (quinze mille euros). Cette subvention est destinée à financer les missions définies à l'article 2 du présent avenant, dans le respect des orientations stratégiques de l'Eurométropole de Strasbourg.

- Pour l'année 2027 : le montant de la participation 2027 sera examiné au regard des propositions d'actions formulées par l'association, notamment à l'aune de la nouvelle feuille de route et des initiatives qu'elle pourra mettre en œuvre en matière d'accompagnement des habitants sur les problématiques du quotidien relevant du champ de l'habitat, dans une logique de proximité, d'écoute et de prise en compte des besoins des usagers.

Article 4 : Dispositions transitoires et suivi

- Application immédiate : Les modifications apportées par le présent avenant entrent en vigueur à compter du 1er janvier 2026.
- Suivi et évaluation : Les parties conviennent de maintenir le comité de suivi annuel prévu à l'article 7 de la convention initiale, ainsi que l'organisation de réunions de suivi supplémentaires proposées par Réhabiter afin d'assurer le suivi des actions et l'articulation des missions, selon un rythme trimestriel.
- Communication : Réhabiter s'engage à mentionner, dans tous les documents produits dans le cadre du présent avenant, la mention « conventionné par l'Eurométropole de Strasbourg » ainsi que son logo.

Article 5 : Clause de révision

Le présent avenant peut être révisé par un nouvel avenant signé par les deux parties, selon les modalités prévues à l'article 4 de la convention initiale.

Article 6 : Entrée en vigueur et durée

Le présent avenant entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties et s'applique pour la période 2026-2027, sans préjudice des autres dispositions de la convention initiale, qui restent applicables pour leur part non modifiée.

Fait à Strasbourg, le

En deux exemplaires originaux

Pour l'Eurométropole de Strasbourg, Pour l'association Réhabiter,

Strasbourg.eu
eurométropole

48

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Union départementale de la consommation, du logement et du cadre de vie (UD CLCV) du Bas-Rhin : subvention 2026 et convention financière et d'objectifs .

Numéro E-2026-838

1. Le champ d'intervention de l'association

Implantée depuis le début de l'année 2015 à Strasbourg, mais depuis plus de 60 ans en Alsace, la CLCV intervient, aux niveaux national et local, sur tout ce qui concerne la défense des consommateurs, la représentation des locataires, l'éducation populaire, la défense de l'environnement, l'action éducative complémentaire de l'enseignement public et la représentation des usagers du système de santé dans les instances hospitalières ou de santé publique. L'association agit à des niveaux complémentaires : accompagne les particuliers dans le règlement de leurs litiges personnels, les informe, défend l'intérêt collectif des consommateurs et usagers, participe à l'élaboration des textes et veille à leur application.

2. Les représentations de l'association

La CLCV détient plusieurs postes au sein des conseils d'administration des principaux bailleurs sociaux de l'Eurométropole (Immobilière 3F, OPHEA, DOMIAL, Habitation Moderne, SOMCO, Foyer Moderne de Schiltigheim). Elle participe par ailleurs aux conseils de concertation locative de Domial, Habitat de l'Ill, Batigère, SEDES, Foyer Moderne de Schiltigheim, Habitation Moderne, OPHEA.
L'association s'investit également dans la médiation auprès des propriétaires défaillants dans le cadre du Dispositif départemental d'éradication du logement insalubre et non décent (DDELIND). Elle participe par ailleurs aux commissions Droit au logement opposable (DALO), Départementale de conciliation (CDC), coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX) et est membre de l'Association départementale d'information sur le logement du Bas-Rhin (ADIL 67). Elle participe également à la plateforme associative Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg, à la Commission intercommunale du logement (CIL), ainsi qu'aux ateliers territoriaux de

partenaires à l'échelle de quartiers Politique de la ville (Elsau, Cronenbourg, Guirbaden, Musau-Ampère)

3. L'activité de l'association

L'impact de la crise sanitaire, suivie d'une forte augmentation des coûts liés à l'énergie, des loyers, des charges sur le budget des ménages a eu pour effet un accroissement des sollicitations liées aux demandes de logements sociaux, d'aide au paiement des charges, d'information sur les décomptes de charges, d'incivilités, de conflits de voisinage, d'insalubrité. En 2025, le volume de dossiers traités a augmenté de 34,22% par rapport à l'année 2024.
Le nombre d'adhérents est resté stable en 2025 par rapport à l'année 2024 et le taux de fidélisation des adhérents est de 35%.
La commission logement-environnement de l'Union départementale du Bas-Rhin, traitant des problématiques relevées par les bénévoles et définissant les priorités d'actions sur les territoires, s'est réunie à 4 reprises en 2025.
L'appui aux copropriétés (9 en 2025, 5 en 2024) se poursuit sur des sujets tels que litiges avec le syndic, contestations de charges, dématérialisation d'instances. Lors des permanences, les demandes de logement social restées sans suite malgré leur antériorité ont constitué l'une des problématiques les plus fréquemment exposées, tout comme le suivi des réhabilitations et les contestations d'état des lieux de sortie. Le siège de l'association traite en moyenne de 5 à 10 dossiers hebdomadaires.
Des actions de sensibilisation à la santé environnementale (qualité de l'air dans le logement), aux enjeux de la rénovation énergétique de l'habitat, du tri des déchets (diffusion d'un guide du tri) ont été proposées aux habitants lors d'ateliers.
En 2025,12 antennes locales (soit 3 de plus qu'en 2024) sont aujourd'hui implantées et des permanences mensuelles y accueillent les habitants dans les quartiers suivants : Ampère, Elsau, Neudorf, Neudorf Polygone, Port du Rhin, Meinau, Neuhof, Cité de l'Ill, Cardek, Centre-Ville, Hautepierre, Cronembourg.

4. Les effectifs et le financement de l'association

Depuis 2016, l'association dispose d'un poste de salarié, tout d'abord à temps partiel, puis à temps plein, assurant les missions de secrétariat, d'animation sur les questions de cadre de vie, de veille juridique, de traitement des dossiers, de tenue des permanences au siège, de formation des bénévoles. En 2025, l'association a créé 1 poste de secrétaire administrative et engagé un élève avocat sur une durée de six mois.

Face à l'accroissement des sollicitations des habitants, l'association souligne la difficulté persistante de mobilisation et d'implication de nouveaux bénévoles, impactant la capacité et les délais de réponse aux habitants. Elle se donne ainsi pour objectif de lancer une campagne de recrutement de nouveaux bénévoles, de valoriser cet engagement à travers des formations, et de structurer un réseau de relais locaux en capacité d'assurer des permanences décentralisées et d'animer des ateliers d'information. De plus, l'association souhaite approfondir sa présence à Strasbourg,

notamment dans les quartiers prioritaires. Enfin, la CLCV souhaite renforcer son équipe salariée par le recrutement d'un nouveau collaborateur en 2026. Ce renfort permettra de mieux accompagner les habitants, les locataires et les bénévoles, tout en structurant davantage notre association. Une recherche active de financements complémentaires sera engagée pour garantir la pérennité de ce poste.

L'association connait une perte budgétaire de 11 085€ en 2025 et de 1 944€ en 2024.

L'Union départementale consommation logement et cadre de vie (CLCV) sollicite l'Eurométropole pour une subvention de 11 000 €, destinée à accompagner le développement de son offre de service par la consolidation du poste dédié aux actions autour du cadre de vie, la tenue des permanences et la formation des bénévoles

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

l'allocation d'une subvention de 11 000€ à l'Union départementale du Bas-Rhin Consommation, logement et cadre de vie, œuvrant dans le domaine du logement,

décide

l'imputation de la dépense globale 11 000 € sur les crédits disponibles au budget 2026,

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer la convention financière et l'ensemble des documents afférent.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214563-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

⌦ : **DUT** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
Habitat	11 000 €	11 000 €	**11 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00029316	***CLCV UNION DÉPARTEMENTALE DU BAS-RHIN***	*Fonctionnement*	*11 000 €*	*11 000 €*	*11 000 €*	

CONVENTION FINANCIERE ET D'OBJECTIFS
Exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par sa Vice- Président, Monsieur Etienne Westphal et

- l'Union départementale de la consommation, du logement et du cadre de vie du Bas-Rhin (CLCV UD 67, ci-après dénommée l'association,
- inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg volume 93 et folio 6, et dont le siège est à Strasbourg – 16 rue de la Course 67000 Strasbourg,
  représentée par sa Présidente en exercice, Madame Malika SOUCI

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 6 novembre 2026

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'association a pour objet l'information et la défense des intérêts des usagers du logement.
Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg au domaine dans lequel l'association intervient, elle s'engage à soutenir financièrement l'objet général de l'association.

Article 2 : Budget prévisionnel

Le budget nécessaire à la réalisation de l'activité pour l'année 2026 s'élève à 208 435 €.
Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la collectivité, par lettre recommandée avec accusé de réception, des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 5 de la présente convention.

Article 3 : Les objectifs partagés entre l'association et l'Eurométropole de Strasbourg

L'Eurométropole de Strasbourg et l'Union départementale du Bas-Rhin Consommation, logement et cadre de vie s'accordent sur les objectifs et actions suivants pour l'année 2026 :

Aller prioritairement vers l'ensemble des habitants des quartiers bénéficiant de la Politique de la Ville (QPV), avec une attention particulière portée à ceux qui sont les plus éloignés de l'information, des lieux d'échange et de partenariat en matière de logement et de cadre de vie :

- ✓ Informer les demandeurs sur la demande de logement social et orienter selon la situation et les besoins des usagers (nouveaux demandeurs, mutation, etc.), informer sur les droits et devoirs des locataires, participer à la prévention des impayés de loyers en conseillant les locataires du parc social.
- ✓ Mobiliser les habitants en organisant des lieux et temps d'échange et d'information par tous moyens appropriés.
- ✓ Développer l'information et la dynamique en matière de tri sélectif des déchets, gestion des encombrants, propreté des espaces communs, prévention de la prolifération des rats, des punaises de lit
- ✓ Participer aux instances institutionnelles et territoriales (gestion urbaine et sociale de proximité, ateliers territoriaux de partenaires, …)
- ✓ Accompagner les habitatnts en matière de maîtrise des charges locatives, de compréhension des décomptes de charges
- ✓ Contribuer à la lutte contre la précarité énergétique et le logement non décent, en lien avec les services de la Ville et de l'Eurométropole et les bailleurs sociaux

Etre force de proposition pour l'Eurométropole de Strasbourg en matière de qualité d'habitat et de modes d'habiter, tant sur l'habitat social que privé :

- ✓ Capitaliser les observations de terrain, être force de proposition pour améliorer la qualité d'usage des logements
- ✓ Capitaliser l'expertise sur le logement privé et la problématique du logement non décent en lien avec les services de la Ville et de l'Eurométropole en charge de cette thématique.
- ✓ Participer activement au déploiement de la Maison de l'Habitat de l'Eurométrople de Strasbourg (participation aux ateliers de partenaires, inscription dans le réseau des partenaires, contribuer à la divulgation et la communication sur les événements habitat, en préfiguration du futur lieu d'accueil physique de la Maison de l'Habitat, formuler des propositions sur les modalités de présence, permanences,etc…)

Article 4 : Versement de la subvention

Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève au total à la somme de 11 000 €.

La subvention sera créditée :
- ✓ en un versement,
- ✓ sur le compte bancaire n° 20041 01015 0457341V036 05 au nom de CLCV UD 67, auprès de la Banque Postale.

Article 5 : Engagements de l'association

En signant la présente convention, l'association s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg, avant le 1er mai de l'année suivant l'exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan et ses annexes, un compte de résultat et l'annexe conformes au plan comptable

associatif, certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes[1] (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la collectivité dans sa communication.

Article 6 : Non-respect des engagements de l'association

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
- ✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
- ✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
- ✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, la collectivité se réserve le droit de ne pas verser le solde prévu de la subvention allouée et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 7 : Durée

La présente convention est établie pour la durée de l'exercice budgétaire 2026. Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par la Présidente de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier à nouveau d'une subvention, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme à la Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg - 1, parc de l'Etoile 67076 Strasbourg cedex.

[1] la nomination d'un commissaire aux comptes est obligatoire pour les associations ayant perçu des subventions publiques dont le montant total, toutes subventions confondues, est supérieur à 150 000 €.

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg	Pour l'association
Le Vice- Président	La Présidente
Etienne WESTPHAL	Malika SOUCI

Strasbourg.eu
eurométropole

49

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Agence départementale d'information sur le logement du Bas- Rhin (ADIL 67) : avenant à la convention de partenariat et attribution de la subvention 2026.

Numéro E-2026-406

L'Agence départementale d'information sur le logement du Bas Rhin (ADIL 67) assure sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg une mission d'information et d'accompagnement des habitants sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux relatifs au logement (cf. décret 2007-1576 qui définit les missions portées par les ADILs au national).

Afin de consolider le service public d'information et d'orientation sur les questions liées au logement sur son territoire, l'Eurométropole de Strasbourg soutient financièrement le fonctionnement de l'ADIL 67 (cf. convention d'objectif 2025-2026).

Par ailleurs, dans le contexte de renouvellement du Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC) 2026-2028 approuvé par délibération du 7 novembre 2025, et afin de favoriser la synergie entre les acteurs du réseau, qui ensemble assurent sous le label « Maison de l'habitat » le service public d'information et d'orientation sur les questions liées au logement, l'ADIL 67 porte, sous la coordination de l'opérateur du suivi-animation, les missions d'information et d'accompagnement des copropriétés sur le volet juridique.

La présente délibération propose ainsi de poursuivre la contribution de l'Eurométropole de Strasbourg au co-financement de l'ADIL 67, et d'intégrer à la convention de partenariat des missions relatives à l'accompagnement des copropriétés dans le cadre du POPAC.

1) Convention d'objectifs 2025-2026

a- Les missions portées par l'ADIL et soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg

Les missions portées par l'ADIL 67 et soutenues par l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivantes :

- la réponse aux sollicitations des particuliers sur l'Eurométropole de Strasbourg en matière de logement : questions générales et portant sur les dispositifs d'aides mis en place par l'Eurométropole de Strasbourg (remise sur le marché des logements vacants, changement d'usage, etc.), par l'accueil téléphonique, la prise de rendez-vous spécifiques, la tenue de permanences territoriales ;
- la communication sur l'existence des dispositifs de l'Eurométropole de Strasbourg, en réorientant le cas échéant vers les opérateurs concernés : Urbanis pour le POPAC, le PIG, l'OPAH-CD, l'OPAH-RU, Mieux relouer mon logement vacant, le guichet France Rénov' pour la rénovation énergétique, Habitat et Humanisme pour l'Agence immobilière à vocation sociale et la plateforme FAC'IL, la DDT pour le dispositif du DDELIND (logement indigne) ;
- la promotion des dispositifs et actions de l'Eurométropole de Strasbourg au moyen des différents supports de communication mis à disposition par l'Eurométropole de Strasbourg, mais également lors des présences à divers salons, événements, temps forts réglementaires (Salon régional de l'Immobilier, Matinales des propriétaires bailleurs) ;
- la participation active aux rencontres partenariales et aux groupes de travail entre les services de l'Eurométropole de Strasbourg et les partenaires mobilisés dans l'accompagnement et l'information des usagers dans le secteur du logement, dans le but de favoriser la coopération inter-acteurs au bénéfice du public ;
- la mise en œuvre du droit à l'information des demandeurs de logement social dans le cadre du Service d'accueil et d'information des demandeurs de logement social (SAID), devenu Ma demande de logement social (MDSL), piloté par l'Eurométropole de Strasbourg ;
- la collaboration active au réseau et au dispositif « Maison de l'Habitat », afin de renforcer l'information et l'accompagnement des usagers dans le secteur du logement, de favoriser la coopération des différents guichets d'information présent sur le territoire et d'améliorer la communication et la diffusion des dispositifs et des actions d'information déployés ;
- la contribution à l'information et l'accompagnement des particuliers et des copropriétés en matière de rénovation énergétique, en réorientant les sollicitations des particuliers vers le guichet unique France Rénov'.

b- Bilan de l'année 2025

Les principaux indicateurs d'activité sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, pour l'exercice 2025 écoulé, sont les suivants :

- 7 394 sollicitations directes satisfaites, ce qui représente 65 % de l'activité du pôle juridique ;
- 442 demandes absorbées hors siège (lors des 6 permanences mensuelles tenues sur la métropole) ;
- 622 accompagnements à l'accès au logement locatif social et à la vie dans le logement locatif social ;
- 46 accompagnements dans le cadre du dispositif Loc'avantage ;
- une intégration au dispositif bail rénov' (animation d'une session de formation à destination des propriétaires bailleurs) ;
- 633 accompagnements à la rénovation énergétique des logements ;

- 532 ménages accompagnés dans un projet d'accession à la propriété, avec ou sans travaux ;
- 230 ménages suivis dans le cadre d'une procédure d'expulsion locative ;
- 542 copropriétaires renseignés, sur la gestion courante de leur immeuble, mais également sur la mise en œuvre de travaux ;
- une diffusion de l'information par l'actualisation du site internet, des insertions médias, la participation au salon de l'habitat, à la journée nationale d'accès au droit, au salon des communes et intercommunalités, au salon de la copropriété ;
- une participation aux instances : conférence intercommunale du logement, commission locale d'amélioration de l'habitat (CLAH), Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH), commission de coordination des actions de prévention des expulsions locatives (CCAPEX), réunions de l'Observatoire local des loyers (OLL), etc.

Il est proposé dans la continuité du budget annuel inscrit sur les exercices précédents d'accorder en 2026, une subvention annuelle de fonctionnement de 55 000 €, qui représente 8,3 % du budget prévisionnel de fonctionnement de l'Agence.

2) Missions nouvelles confiées à l'ADIL 67

Par délibération du 7 novembre 2025, l'Eurométropole de Strasbourg a lancé un nouveau Programme Opérationnel de Prévention et d'Accompagnement en Copropriété (POPAC) pour la période 2026-2028. Ce programme vise à accompagner au moins 120 copropriétés sur trois ans, avec une attention particulière portée aux petites copropriétés (≤ 20 lots) et à celles gérées par des syndics bénévoles ou non immatriculées.

Dans ce cadre, la société Urbanis a été retenue en qualité d'opérateur en charge du suivi-animation du programme. Compte tenu de la mission de conseil portée par l'ADIL67 sur le volet juridique sur les questions liées au logement, et afin de ne pas faire travailler les opérateurs en doublon, il a été convenu que l'ADIL67 partagerait avec l'opérateur de suivi-animation les éventuels conseils et analyses apportés sur le volet juridique aux copropriétés accompagnées dans le cadre du POPAC.

Cette contribution de l'ADIL 67, sous la coordination de l'opérateur Urbanis, portera notamment sur les:
- repérage et orientation des copropriétés fragiles : transmettre à l'opérateur Urbanis les situations de copropriétés fragiles identifiées via ses missions d'accueil et d'information, dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD) ;
- appui juridique et accompagnement : délivrer une information juridique de premier niveau aux copropriétés, intervenir en appui à Urbanis sur des situations juridiques complexes et accompagner les copropriétés dans leur immatriculation au registre national ;
- coordination avec l'opérateur et la collectivité ;
- actions collectives et sensibilisation : participer, sur sollicitation de l'opérateur ou de la collectivité, aux actions collectives (réunions publiques, ateliers, webinaires) et contribuer à la montée en compétence des acteurs locaux sur les enjeux juridiques relatifs aux copropriétés.

Il est précisé que l'assistance juridique de premier niveau apportée par l'ADIL 67 ne se substitue pas aux démarches que la copropriété doit engager en son nom propre, en fonction de ses besoins (recours à un avocat, contentieux, conseil juridique spécialisé, etc.).

Il est proposé d'intégrer ces missions spécifiques à la convention de partenariat via un avenant (cf. annexe à la délibération). Ces missions spécifiques donnent lieu à une revalorisation de la subvention 2026 versée à l'ADIL 67 pour un complément de 10 000€.

3) Budget de l'ADIL67 et financements de la Collectivité

Le service rendu aux particuliers étant gratuit, le fonctionnement de l'ADIL 67 est assuré par les subventions suivantes (budget prévisionnel 2026) :
- l'Eurométropole de Strasbourg à hauteur de 55 000 € ;
- l'Eurométropole de Strasbourg au titre du POPAC à hauteur de 10 000 € ;
- l'État à hauteur de 140 159 € ;
- la Collectivité européenne d'Alsace à hauteur de 198 250 € ;
- la Caisse d'Allocations Familiales à hauteur de 13 770 € ;
- Action Logement à hauteur de 117 492 € ;
- les autres partenaires (organismes prêteurs et professionnels, bailleurs sociaux), à hauteur de 65 890 €.

Le budget total prévisionnel de fonctionnement de l'ADIL 67 pour 2025 était de 655 176 €.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'attribuer pour l'exercice 2026 :
- au titre de la convention d'objectifs initiale 2025- 2026, une subvention de fonctionnement de 55 000 € ;
- au titre des missions exercées dans le cadre du Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété (POPAC), une subvention de fonctionnement de 10 000 € pour l'année 2026.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération n° 96 du 27 juin 2025 prise par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg relative à la convention d'objectifs 2025-2026,
vu la délibération n° 61 du 07/11/2025 prise par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg relative au Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriété 2026-2028,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

la poursuite du partenariat avec l'Association Départementale d'Information sur le Logement (ADIL 67) et la signature de l'avenant 2026 à la convention de partenariat 2025-2026,

décide

- *l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 65 000 € à l'association pour l'année 2026 et selon les modalités prévues à la convention d'objectifs 2025-2026,*

- *l'imputation de cette dépense sur les crédits disponibles au budget 2026 (programme 8032 – fonction 552 – nature 65748 – activité HP01F),*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer l'ensemble des documents et conventions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-203340-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CONVENTION D'OBJECTIFS
Exercices 2025- 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg (EMS), représentée par sa Vice-présidente, Madame Suzanne BROLLY

- et l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Bas-Rhin (ADIL du Bas-Rhin),

inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le vol. n°69 FOL n°16, et dont le siège est à Strasbourg – 5 rue Hannong
représentée par son Président en exercice, Monsieur Etienne WOLF

Vu,
- les articles L1611-4 et L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 art 10 et le décret n°2001-495 du 6 juin 2001 art 1,
- la délibération du Conseil communautaire du 27 juin 2025

PREAMBULE

L'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Bas Rhin (ADIL 67) assure sur le territoire de l'Eurométropole une mission notamment d'information et d'accompagnement du public sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux relatifs au logement.

Afin de pouvoir répondre aux demandes des habitants sur le secteur du logement, l'Eurométropole de Strasbourg souhaite appuyer le fonctionnement de l'ADIL 67 en qualité de structure-conseil présente sur le territoire.
L'Eurométropole souhaite également favoriser le partage d'informations et le développement d'une coopération inter-acteurs pour mieux tenir compte de la complexité existante et de la transversalité des besoins dans le secteur du logement.

En 2025, la subvention annuelle de fonctionnement octroyée à l'ADIL 67 est évaluée à 55 000 €, et représente 7,8 % du budget prévisionnel de fonctionnement de l'Agence.
En 2026, la subvention annuelle de fonctionnement octroyée à l'ADIL 67 est également évaluée à 55 000 €, et représente 7.8 % du budget prévisionnel de fonctionnement de l'Agence estimé à ce stade.

En 2025 également, l'ADIL 67 engage son intégration au réseau France Rénov' de l'Eurométropole de Strasbourg, conformément aux orientations nationales.
L'ADIL 67 devient ainsi actrice de la structuration du Pacte territorial, aux côtés de l'Agence du Climat qui assure la coordination de la mission de Service Public de la Rénovation Énergétique sur le territoire de d'Eurométropole de Strasbourg.
Une convention de partenariat distincte, spécifique à ce volet d'activité, liera l'ADIL67 et l'Eurométropole de Strasbourg pour une période quinquennale. La valorisation de cette mission spécifique financée par l'Eurométropole de Strasbourg est évaluée à 75 000 € par an.

Les deux conventions feront l'objet d'une présentation au Conseil Eurométropolitain du 27 juin 2025 au sein d'une délibération unique.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

Article 1er : Objet de la convention

L'ADIL 67 a pour mission régalienne d'apporter une expertise qualifiée sur les aspects juridiques, financiers et fiscaux relatifs au logement et de mettre en œuvre l'ensemble des moyens permettant l'information du public et de ses partenaires.

Elle assure à ce titre, sur l'ensemble du territoire eurométropolitain, une mission de service public sans équivalent, reconnue par la loi « Solidarité et Renouvellement Urbain » du 13 décembre 2000 (principe de l'accessibilité pour chacun à une information neutre et gratuite sur le logement).

Compte tenu de l'importance qu'accorde l'Eurométropole de Strasbourg à la question du logement, celle-ci a souhaité développer son partenariat avec l'ADIL 67.

La présente convention cadre les engagements réciproques des parties pris à cet effet.

Article 2 : Missions portées par l'ADIL 67, soutenues par l'Eurométropole

Dans le cadre de son partenariat avec l'Eurométropole de Strasbourg, l'Agence s'engage, en signant la présente convention, à :

a) **Répondre aux sollicitations des particuliers de l'Eurométropole de Strasbourg** sur les aspects juridiques et fiscaux relatifs au logement par accueil téléphonique, rendez-vous spécifiques, permanences territoriales.

b) **Diffuser l'information sur la teneur des dispositifs habitat de l'Eurométropole de Strasbourg**, et réorienter le cas échéant vers les opérateurs et instances concernés : Urbanis pour le PIG, le POPAC, l'OPAH-CD, l'OPAH-RU, Mieux relouer mon logement vacant, Habitat et Humanisme pour l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) et la plateforme Fac'il, la DDT pour le dispositif du PDLHI (logement indigne). L'ADIL est par ailleurs positionnée en point d'entrée des situations dans le cadre du numéro « info logement indigne »

En parallèle, l'ADIL 67 engage, via une convention distincte, son rattachement au guichet unique France Rénov, dans le cadre du PACTE territorial et en articulation avec l'Agence du Climat, coordinatrice de ce guichet sur le territoire de l'EMS.

Concernant l'accompagnement des copropriétés en difficulté, il est à noter que l'EmS étudie la possibilité de confier à l'ADIL 67 le traitement du volet juridique d'un futur POPAC qui s'exercerait hors champ concurrentiel.

c) Le cas échéant, cette mission fera l'objet de la passation d'un avenant à la présente convention**Promouvoir les dispositifs et actions de l'Eurométropole de Strasbourg** au moyen des différents supports de communication utilisés par l'ADIL 67 (presse, internet, médias...), à l'aide des supports de communication mis à disposition par l'Eurométropole, mais également lors des présences à divers salons, évènements, temps forts réglementaires (Salon de l'Habitat, Matinales des propriétaires bailleurs, ...).

À cette fin, une fois par an au cours du premier semestre, l'équipe de l'ADIL 67 rencontrera celle du service habitat de l'Eurométropole afin de bénéficier d'un temps de présentation et d'actualisation sur les dispositifs portés par la collectivité. La date de cette rencontre sera définie très en amont, à l'initiative de l'ADIL.

d) **Participer de manière pro-active aux rencontres partenariales et aux groupes de travail** entre les services de l'Eurométropole de Strasbourg et les autres partenaires mobilisés dans l'accompagnement et l'information des usagers dans le secteur du logement, dans le but de favoriser la coopération inter-acteurs.

e) **Mettre en œuvre le droit à l'information des demandeurs de logement social** de manière coordonnée dans le cadre du Réseau ma DEMANDE DE LOGEMENT SOCIAL (précédemment nommé SAID) piloté par l'Eurométropole de Strasbourg

La convention initiale d'application du Service d'Accueil et d'Information des Demandeurs de Logement Social de l'Eurométropole de Strasbourg, est venue à expiration le 31 décembre 2024.
L'Eurométropole a souhaité proroger cette convention, afin :
- d'une part, de permettre la réalisation d'un bilan triennal,
- d'autre part, de se donner le temps de construire de manière collaborative la convention 2025-2027

- et enfin, de poursuivre la co-construction d'un accueil harmonisé et coordonné pour les usagers, le programme de formation, ainsi que la dynamique de travail et d'échanges d'ores et déjà engagés.
Suite à une délibération des membres du Conseil d'Administration intervenu le 3 décembre 2024, l'ADIL 67 a confirmé son accord à la prolongation de l'actuelle convention SAID jusqu'à signature de la prochaine.
L'ADIL67 confirme ainsi son engagement de niveau 2*.

Aussi, elle contribue à l'information de tous les publics sur le logement social (les étapes d'obtention, les modalités d'enregistrement...) et assure un accueil dit « renforcé », soit une mission d'accueil et de conseil prioritairement sur rendez-vous pour tout public.

Les membres du réseau Ma demande de logement social de « niveau 2* - Info Conseil » peuvent consulter le fichier partagé de la demande, Imhoweb (sous réserve du respect des conditions de confidentialité et dans le cadre spécifique de l'article R 441-2-15 du Code de la construction et de l'habitation), ce qui implique la signature de l'annexe à la convention SAID : Accord RGPD entre l'AREAL et ses Partenaires - Accès au SPTA (Imhoweb) en niveau 2 « point Info /conseil » du SAID (consultation uniquement de l'outil).

Pour rappel, l'accès au fichier unique de la demande est encadré par la loi et vise à informer le demandeur, à sa demande, sur l'état d'avancement de sa demande, sur la complétude de son dossier et le conseiller sur ses choix en termes de logement et de localisation. Il ne peut être utilisé à d'autres fins.

Comme tous les membres du réseau Ma demande de logement social (l'article 3.1 de la convention signée le 21 mars 2022), l'ADIL participe à la construction et à la mise en place d'un langage commun, de pratiques communes et d'outils partagés. Dans le cadre de la mise en place d'une plateforme collaborative, il est notamment demandé à l'ADIL, compte tenu de son expertise, de contribuer à la rubrique actualités juridiques ou veille réglementaire sur cette plateforme.

f. Collaborer de façon pro-active au déploiement de la future Maison de l'Habitat

Le projet « Maison de l'Habitat » est un nouveau dispositif porté par l'Eurométropole de Strasbourg en lien avec les partenaires, pour renforcer l'information et l'accompagnement des usagers dans le secteur du logement.
La Maison de l'Habitat n'ayant pas vocation à remplacer les actions déjà portées par les acteurs du logement du territoire, il y a un enjeu à rechercher complémentarité, synergie et articulation.

Dans ce contexte et compte tenu de ses missions, l'ADIL 67 est amenée à collaborer de façon pro-active au déploiement du projet « Maison de l'Habitat ».

Le maillage territorial de l'ADIL 67 permet d'ores et déjà de couvrir 6 sites au sein de l'EmS, en complément de l'accueil permanent des usagers au siège sis 5 rue Hannong à Strasbourg.
La possibilité de rendez-vous en visio conférence se met en place, afin de répondre aux demandes durant les travaux de restructuration des locaux de l'ADIL.

Un juriste de l'ADIL67 est ainsi présent à :
- Bischheim, le 1er mardi du mois après-midi, délégation territoriale nord CeA ;
- Neudorf, le 3ième vendredi de chaque mois matin, CMS ;
- Koenigshoffen, le 3ème mardi de chaque mois matin, Bureau de l'Adjoint de Quartier ;
- Lingolsheim, le 2ième vendredi de chaque mois matin, mairie ;
- Illkirch-Graffenstaden, le 2ième lundi de chaque mois matin, mairie ;

- Conseil des Quinze, le 1e vendredi de chaque mois matin, 20 rue de Rotterdam.

Cette couverture permet à l'ADIL 67 de dédier 61 % de son activité de conseil aux seuls résidents de l'Eurométropole de Strasbourg.

Dans un premier temps, l'Eurométropole entend aboutir à la réalisation d'un site internet de la Maison de l'Habitat d'ici fin du premier semestre 2025.
Dans le cadre du développement de ce dernier, l'ADIL67 participera à la réalisation de contenus en lien avec son activité, et permettra la réalisation de passerelles avec son propre site internet.

Dans l'hypothèse ensuite de la création prochaine d'un lieu physique « Maison de l'Habitat », les modalités de présence de l'ADIL67 sur le territoire pourront être revues, de sorte à répondre aux besoins exprimés par l'Eurométropole de Strasbourg (permanences décentralisées assurées en un lieu unique à la même fréquence, ou autre).

En préfiguration de la mise en place d'un futur lieu d'accueil physique de la Maison de l'Habitat, l'ADIL 67 est ainsi amenée à formuler un scénario sur ses modalités de présence au sein de ces futurs locaux (réalisation de permanences, fréquence des permanences envisagées, organisation de réunions d'informations, utilisation de salles ou de bureaux, etc.).
Ces orientations devront permettre de mieux calibrer la programmation d'un futur lieu d'accueil Maison de l'Habitat qui a pour ambition d'être un espace collaboratif ouvert aux différents partenaires du territoire.

D'autre part, il est proposé que les locaux réaménagés de l'ADIL 67 et du CAUE d'Alsace contribuent à l'incarnation du projet « Maison de l'Habitat » en préfiguration du lieu physique (horizon 2026-2027) par la possibilité d'organisation d'événements multi-acteurs à destination du grand public. Durant les travaux de réorganisation des locaux, la continuité du service de l'ADIL sera assurée sur site par un accès modifié et par la mise à disposition gracieuse de locaux par des entités partenaires situées à proximité. Un outil de visio conférence et de prise de rendez-vous en ligne a été développé, de sorte à gérer le flux et la temporalité des demandes. La phase de travaux s'échelonnera d'avril à décembre 2025. Les modalités d'occupation et de partage de ce lieu destiné à renforcer l'intégration des structures qu'il abrite dans le paysage institutionnel de la ville seront définies en lien avec les cofinanceurs du projet.

Dans le cadre de la programmation 2025 du Pacte des solidarités 2024-2027, signé entre l'Etat et l'Eurométropole de Strasbourg sous le pilotage de la Préfète déléguée pour l'égalité des chances, le Service Habitat portera un poste de « Conseiller et animateur logement » d'une durée d'un an en appui sur le déploiement du dispositif Maison de l'Habitat.

Ce poste aura pour objectif de :

- participer à la bonne appropriation de la nouvelle plateforme web d'information Maison de l'Habitat et le cas échéant développer des outils et supports d'information complémentaires adaptés aux besoins identifiés sur le terrain (guides, brochures, supports d'informations thématiques, cartographie des points d'accueil sur le territoire, etc.) ;
- participer à la mise en place de processus et outils partagés entre acteurs du secteur du logement permettant d'améliorer l'information des usagers, notamment les plus fragiles, qui sont les plus vulnérables face aux fausses informations et aux pratiques malveillantes de marchands de sommeils par exemple,
- déployer ponctuellement des « actions d'aller-vers » : tenue de stand d'information en partenariat avec les partenaires de la Maison de l'Habitat.

Ces missions pourront être menée grâce à une collaboration active du chargé de mission avec les partenaires du réseau du secteur du logement, au premier rang desquels l'ADIL67 en tant

que « point information logement » historique (réalisation d'immersions ponctuelles au sein des locaux d'accueil des publics, collecte de retours de terrain auprès des conseillers de l'ADIL67, identification des besoins).

Article 3 : Budget prévisionnel

Pour l'exercice 2025, les dépenses prévisionnelles nécessaires au fonctionnement de l'Agence sont estimées à 705 430 €
Pour l'exercice 2026, les dépenses prévisionnelles nécessaires au fonctionnement de l'Agence sont estimées à ce stade à 705 430 €

Le cas échéant, l'association s'engage à informer immédiatement la Collectivité des modifications apportées au budget prévisionnel présenté par l'association à l'appui de sa demande de subvention, et des solutions de remplacement proposées pour assurer la viabilité financière du projet.

Le non respect de cet engagement est susceptible d'entraîner les sanctions prévues à l'article 6 de la présente convention.

Article 4 : Versement de la subvention

Pour 2025, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève à la somme de 55 000 €.
Pour 2026, l'aide de l'Eurométropole de Strasbourg à la réalisation de l'objet s'élève également à la somme de 55 000 €.
Ces versements auront lieu sous réserve de l'approbation annuelle des crédits par le Conseil de l'Eurométropole

La subvention 2025-2026, d'un montant de 110 000 €, sera créditée :
- ✓ Pour le montant 2025, soit 55 000 €, à la signature de la convention par les parties
- ✓ Pour le montant 2026, soit 55 000 €, à la présentation des comptes arrêtés de l'exercice précédent sur le compte bancaire n° 16705.09017.08771493364.42 au nom de l'ADIL du Bas-Rhin, auprès de la Caisse d'Epargne d'Alsace.

Article 5 : Engagements de l'ADIL 67

En signant la présente convention, l'ADIL s'engage à :

- ✓ Utiliser les fonds octroyés conformément à son objet associatif ;

- ✓ Ne pas solliciter de subvention de fonctionnement destinée à couvrir l'amortissement de biens acquis par des subventions publiques ;

- ✓ Fournir à l'Eurométropole de Strasbourg avant le 1er mai de l'année suivant chaque exercice de la présente subvention (ou, lorsque l'exercice comptable est clos en cours d'année civile, dans les quatre mois suivant la clôture de l'exercice), le rapport annuel approuvé en assemblée générale, comprenant notamment un bilan, un compte de

résultat et l'annexe conformes au plan comptable associatif1, certifiés conformes par le président ou, le cas échéant, par le commissaire aux comptes (en ce cas, joindre également le rapport du commissaire aux comptes) ; un modèle simplifié de présentation des comptes conforme au plan comptable est disponible sous l'adresse internet : http://associations.strasbourg.fr ;

- ✓ Le cas échéant, informer la Collectivité du nom du commissaire aux comptes dans les trois mois suivant sa désignation ;

- ✓ De manière générale, faciliter le contrôle par les services de la Collectivité de la bonne utilisation de la subvention accordée, notamment en permettant l'accès aux documents administratifs et comptables ;

- ✓ Informer l'Eurométropole de Strasbourg sous un mois à compter de la survenance de tous les changements survenus dans son administration ou sa direction, et lui transmettre ses statuts actualisés ;

- ✓ Faire état du soutien de la Collectivité dans sa communication.

Article 6 : Non-respect des engagements de l'ADIL

Le non respect total ou partiel par l'association de l'un des engagements prévus dans la présente convention est susceptible d'entraîner :
✓ l'interruption de l'aide financière de l'Eurométropole de Strasbourg,
✓ la demande de reversement en totalité ou partie des montants alloués,
✓ la non prise en compte des demandes de subvention ultérieurement présentées par l'association.

En cas de survenance d'évènements mettant en péril la poursuite de l'activité de l'association, ou/et en cas de non-réalisation totale ou partielle des actions, la Collectivité se réserve le droit de ne pas verser l'intégralité de la subvention prévue ou/et de demander le reversement des sommes déjà versées.

Article 7 : Durée

La présente convention est établie pour une durée de deux ans (exercices budgétaires 2025 et 2026).

Toutefois, son entrée en vigueur est soumise à la condition suspensive de la réception par l'Eurométropole de Strasbourg d'un exemplaire signé par le Président de l'association.

Pour être susceptible de bénéficier de la subvention liée, l'association devra adresser une demande en bonne et due forme au Président de l'Eurométropole de Strasbourg, via le Portail des Aides.

Article 8 : Exécution

Le comptable assignataire de la dépense est Monsieur le Receveur des finances de Strasbourg et de l'Eurométropole de Strasbourg – CS 71022 – 67076 Strasbourg cedex.

---

[1] règlement du 16 février 1999 relatif aux modalités d'établissements des comptes annuels des associations et fondations.

Fait à Strasbourg, le 4 AOUT 2025

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

La Vice-présidente

Suzanne BROLLY

Pour l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Bas-Rhin

Le Président

Étienne WOLF

AVENANT N° 1 À LA CONVENTION D'OBJECTIFS 2025-2026 Exercice 2026

Entre :

- L'Eurométropole de Strasbourg, représentée par son Vice-président, Monsieur Etienne Westphal,

- Et l'Agence départementale d'information sur le logement du Bas-Rhin (ADIL 67), inscrite au registre du Tribunal d'instance de Strasbourg sous le vol. n°69 FOL n°16, et dont le siège est à Strasbourg – 5 rue Hannong,
  représentée par son Président en exercice, Monsieur Etienne WOLF.

Vu :

- les articles L.1611-4 et L.2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
- la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, article 10, et le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 27 juin 2025 relative aux conventions pluriannuelles d'objectifs et subventions,
- la convention d'objectifs conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'ADIL 67 pour les exercices 2025 et 2026, signée le 4 août 2025,
- la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 7 novembre 2025 relative au Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC).

Considérant que la convention d'objectifs conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'ADIL 67 prévoit que le traitement du volet juridique d'un futur POPAC pourra être confié à l'ADIL 67,

Considérant que l'Eurométropole de Strasbourg a engagé, avec le soutien de l'Agence nationale de l'habitat (Anah), un Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) couvrant la période 2026-2028, dont le suivi-animation est assuré par l'opérateur Urbanis,

Considérant que l'ADIL 67 dispose d'une expertise juridique en matière de logement et que son intervention peut contribuer au repérage, à l'orientation et à l'accompagnement juridique des copropriétés dans le cadre du POPAC,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er - Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention d'objectifs 2025-2026 conclue entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'ADIL 67, afin d'y intégrer, au titre de l'exercice 2026, les missions assurées par l'ADIL 67 dans le cadre du Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) de l'Eurométropole de Strasbourg.
Les dispositions du présent avenant complètent et, lorsqu'il en est expressément disposé ainsi, modifient la convention d'objectifs initiale.

PROJET

Article 2 - Modification de l'article 2 : Missions portées par l'ADIL 67, soutenues par l'Eurométropole

Le paragraphe relatif à l'accompagnement des copropriétés en difficulté figurant au b) de l'article 2 de la convention d'objectifs 2025-2026 est supprimé. L'article 2 de la convention d'objectifs, pour l'exercice 2026, est complété par un paragraphe **g)** ainsi rédigé :

g) Accompagnement des copropriétés dans le cadre du POPAC

Dans le cadre du Programme opérationnel de prévention et d'accompagnement en copropriétés (POPAC) de l'Eurométropole de Strasbourg, l'ADIL 67 intervient en complémentarité avec l'opérateur de suivi-animation Urbanis, dans le respect de sa mission d'information neutre, gratuite et indépendante.

À ce titre, l'ADIL 67 s'engage à :

- identifier, dans le cadre de ses missions d'accueil et d'information définies par le décret n° 2007-1576, les copropriétés présentant des fragilités et, le cas échéant, proposer leur orientation vers le POPAC,
- transmettre à l'opérateur Urbanis les situations de copropriétés fragiles identifiées, dans le respect du Règlement général sur la protection des données (RGPD). Cette transmission ne nécessite pas l'accord préalable de la copropriété, sous réserve que celle-ci en soit systématiquement informée,
- délivrer une information juridique de premier niveau aux copropriétés,
- accompagner les copropriétés dont les difficultés relèvent exclusivement du champ juridique,
- accompagner les copropriétés dans leur immatriculation lorsque cette démarche constitue l'unique difficulté identifiée,
- désigner un référent pour cette mission spécifique. Ce référent est, à la date de la signature du présent avenant, Monsieur Pierre Nachbar,
- participer aux échanges nécessaires avec l'opérateur et l'Eurométropole de Strasbourg,
- informer régulièrement l'opérateur des situations suivies, à minima lors des réunions de suivi, et répondre à ses sollicitations dans des délais compatibles avec les besoins opérationnels,
- participer, selon les besoins du dispositif, aux réunions techniques et aux instances de suivi du POPAC,
- contribuer à l'analyse des situations et au suivi des copropriétés accompagnées,
- participer, sur sollicitation de l'opérateur ou de l'Eurométropole de Strasbourg, aux actions collectives du dispositif, notamment réunions publiques, ateliers ou webinaires, et contribuer à la montée en compétence des acteurs locaux sur les enjeux juridiques relatifs aux copropriétés.

Dans le cadre de ces missions, l'ADIL 67 veille à la qualité, à la fiabilité et à la confidentialité des informations transmises, dans le respect du RGPD et des règles applicables en matière de protection des données.

L'ADIL 67 contribue au suivi et au bilan du dispositif en transmettant les éléments relatifs à son activité dans le cadre du POPAC, notamment :

- la liste des copropriétés repérées comme éligibles au POPAC (nom, adresse, commune, syndic, origine du repérage : Urbanis, Agence du climat, syndic…),
- la liste et le nombre de copropriétés orientées vers l'opérateur du POPAC,
- la liste et les caractéristiques des copropriétés pour lesquelles l'opérateur, en lien avec le comité technique, a sollicité auprès de l'ADIL 67 un accompagnement sur le volet juridique, les objectifs poursuivis et les résultats obtenus, en distinguant - s'il y a lieu- les copropriétés accompagnées uniquement pour leur immatriculation,
- la liste des actions collectives auxquelles l'ADIL 67 a participé sur sollicitation, en précisant leur nature et la durée de la participation.

PROJET

Ces éléments sont transmis dans des conditions permettant leur intégration au suivi opérationnel et au bilan global du POPAC, dans le respect des règles applicables en matière de protection des données.

Les autres missions prévues à l'article 2 de la convention d'objectifs 2025-2026 demeurent inchangées.

Article 3 - Modification de l'article 4 : Versement de la subvention

L'article 4 de la convention d'objectifs est complété par les dispositions suivantes :
Au titre de l'exercice 2026, l'Eurométropole de Strasbourg attribue à l'ADIL 67 une subvention complémentaire d'un montant de 10 000 €, destinée à contribuer à la réalisation des missions définies à l'article 2 du présent avenant dans le cadre du POPAC.
Cette subvention est distincte de la subvention annuelle de fonctionnement de 55 000 € prévue par la convention d'objectifs au titre de l'exercice 2026.

Le versement est conditionné à la justification de l'activité réalisée dans le cadre des missions POPAC prévues au présent avenant.

Ainsi, pour l'exercice 2026, le soutien financier prévu par la convention d'objectifs s'élève à 65 000 €, comprenant 55 000 € au titre de la subvention annuelle de fonctionnement et 10 000 € au titre des missions POPAC.

Article 4 - Modification de l'article 5 : Engagements de l'ADIL 67

Les engagements généraux de l'ADIL 67 prévus à l'article 5 de la convention d'objectifs demeurent applicables aux sommes versées au titre du présent avenant.
L'ADIL 67 s'engage en outre à utiliser la subvention complémentaire de 10 000 € exclusivement pour la réalisation des missions POPAC définies au présent avenant et à fournir les éléments permettant à l'Eurométropole de Strasbourg d'en apprécier la réalisation.

L'ADIL 67 transmet à l'Eurométropole de Strasbourg, au plus tard le 31 mars de l'année suivante, un bilan d'activité POPAC portant sur l'exercice écoulé, comprenant les indicateurs listés à l'article 2 du présent avenant ainsi qu'une analyse qualitative des situations accompagnées et des difficultés rencontrées.

L'ADIL 67 s'engage à mentionner le soutien de l'Eurométropole de Strasbourg et de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) dans le cadre des actions de communication menées au titre du POPAC.

Article 5 : Durée de l'avenant

Le présent avenant s'applique exclusivement aux missions POPAC réalisées au titre de l'exercice 2026. Il ne modifie pas la durée de la convention d'objectifs, qui demeure fixée aux exercices budgétaires 2025 et 2026 conformément à son article 7.

Article 6 : Maintien des autres dispositions

Toutes les autres dispositions de la convention d'objectifs 2025-2026 qui ne sont pas modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et continuent de produire leurs effets.

Le présent avenant fait partie intégrante de la convention d'objectifs.

PROJET

Fait à Strasbourg, le

Pour l'Eurométropole de Strasbourg

Le vice-président à l'habitat

Etienne WESTPHAL

Pour l'Agence Départementale d'Information sur le Logement du Bas-Rhin

Le Président

Étienne WOLF

PROJET

⌦ : **DUT** Conseil EMS 06/11/2026

	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	dossiers
Habitat	55 000 €	65 000 €	**65 000 €**	1

Référence	**Association**	type d'aide	montants alloués N-1	montants demandés	**montants proposés**	commentaires
00029889	**ADIL DU BAS-RHIN**	Fonctionnement	55 000 €	65 000 €	65 000 €	

Strasbourg.eu
eurométropole

50

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Programme d'intérêt général (PIG) Habiter l'Eurométropole - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-853

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre du Programme d'intérêt général (PIG) « Habiter l'Eurométropole » - de subventions aux particuliers dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **127 679 €**.

Par délibération en date du 16 décembre 2022, le Conseil de l'Eurométropole a approuvé le renouvellement de ce programme sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, le PIG « Habiter l'Eurométropole » porte sur des travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.

Les propriétaires occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnels qui réhabilitent des logements de plus de 15 ans peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 30 juin 2016
validant la convention de délégation de compétence des
aides à la pierre de l'État couvrant la période 2016-2021
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021
validant le renouvellement de la délégation de compétence des
aides à la pierre de l'État couvrant la période 2022-2027

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 29 juin 2018
relative aux modalités financières du PIG Habiter l'Eurométropole
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022
validant le renouvellement du PIG Habiter l'Eurométropole
pour la période du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 127 679 €, au titre du Programme d'intérêt général Habiter l'Eurométropole sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg, aux dossiers listés sur le tableau joint en annexe, pour un total de 29 logements concernés,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392, programme 1644, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214281-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Adresse de l'immeuble	Propriétaire	Adresse du propriétaire	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67023607	avec travaux	Schiltigheim	7 rue Lyautey	Mme Marianne DELACOTE	7 rue Lyautey 67300 SCHILTIGHEIM	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	21 199 €	18 959 €	10%	**2 120 €**
67023648	avec travaux	Lingolsheim	12 rue Jean Jaurès	M. Abuzer KALKANDELEN	12 rue Jean Jaurès 67380 LINGOLSHEIM	Occupant(TS)	1		Lourds avec gain énergétique	57 995 €	46 396 €	10%	**5 799 €**
67023767	avec travaux	Hoenheim	22 rue de Mundolsheim	M. Ramazan KOSDIK	22 rue de Mundolsheim 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	35 031 €	30 025 €	10%	**3 503 €**
67023768	avec travaux	Hoenheim	22 rue de Mundolsheim	M. Rahmi KOSDIK	22 rue de Mundolsheim 67800 HOENHEIM	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67023771	avec travaux	Strasbourg	5 rue de Geispolsheim	Mme Anne-Eloïse REVILLOT-SCHMIDT	5 rue de Geispolsheim 67100 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	51 185 €	49 757 €	10%	**5 119 €**
67023848	avec travaux	Schiltigheim	3 rue du Breuil	M. et Mme Dietmar SCHWEYER	32 rue de Dossenheim 67200 STRASBOURG	Bailleur	6	loyer social	Réhabilitation logement dégradé	208 398 €	84 939 €	10%	**38 840 €**
67023886	avec travaux	Plobsheim	40 rue du Rhin	M. Tarik BOURJILA	40 rue du Rhin 67115 PLOBSHEIM	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	70 000 €	63 000 €	10%	**7 000 €**
67023904	avec travaux	Strasbourg	29 rue de Lupstein	M. Osman BAL	29 rue de Lupstein 67200 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	64 370 €	57 933 €	10%	**6 437 €**
67023906	avec travaux	Achenheim	2 rue Descartes	Mme Camille BOUQUANT	2 rue Descartes 67204 ACHENHEIM	Occupant	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	24 000 €	5%	**2 000 €**
67023908	avec travaux	Wolfisheim	5 rue Hans Arp	M. et Mme Thierry DADURE	36 rue Jeanne d'Arc 67000 STRASBOURG	Bailleur	1	loyer social	Lourds avec gain énergétique	39 972 €	17 987 €	10%	**7 497 €**
67023909	avec travaux	Souffelweyersheim	4 rue Hansi	Mme Hélène COUVET	4 rue Hansi 67460 SOUFFELWEYERSHEIM	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	44 568 €	37 654 €	10%	**4 457 €**
67023918	avec travaux	Strasbourg	70 rue du Docteur François	M. Adrien DESPLANQUES	70 rue du Docteur François 67000 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67023975	avec travaux	Ostwald	42 rue des Vosges	M. Mohamet KULAKSIZ	42 rue des Vosges 67540 OSTWALD	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	71 014 €	63 912 €	10%	**7 101 €**
67024050	avec travaux	Mittelhausbergen	22 rue du Moulin	Mme Samah AMRICH	22 rue du Moulin 67206 MITTELHAUSBERGEN	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67024112	avec travaux	Souffelweyersheim	16 rue Pasteur	M. Karol VERGIER	16 rue Pasteur 67460 SOUFFELWEYERSHEIM	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67024113	avec travaux	Strasbourg	5a rue Glaubitz	M. Ahmed OUTILAFT	5a rue Glaubitz 67100 STRASBOURG	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67024137	avec travaux	Ostwald	10 rue Pasteur	Mme Faten CHAHOUD	10 rue Pasteur 67540 OSTWALD	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67024150	avec travaux	Vendenheim	26 rue du Champ du Feu	M. et Mme René GASCARD	26 rue du Champ du Feu 67550 VENDENHEIM	Occupant	1		Autonomie de la personne	8 057 €	4 028 €	10%	**806 €**
067-S-LI-202607-0091	sans travaux	Strasbourg	22 rue Thiergarten	M. Gérard DE GAIL Indivision DE GAIL	17 rue de Lorraine 67540 OSTWALD	Bailleur	1	loyer intermédiaire		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LI-202609-0100	sans travaux	Strasbourg	124a avenue de Colmar	Mme Aurélie LANTZ	10 rue Thiergarten 67000 STRASBOURG	Bailleur	1	loyer intermédiaire		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202607-0090	sans travaux	Strasbourg	3 rue de Boersch	M. Théo HASSLER	11 rue de la Libération 67200 STRASBOURG	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0095	avec travaux	Strasbourg	2 place de Bordeaux	Mme Marie-Odile HOLEC Indivision WITZ / HOLEC	3 rue du Planschewasen 68470 FELLERING	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0096	sans travaux	Strasbourg	2 place de Bordeaux	Mme Marie-Odile HOLEC Indivision WITZ / HOLEC	3 rue du Planschewasen 68470 FELLERING	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0101	sans travaux	Eckbolsheim	47 rue d'Oberhausbergen	M. Jean-Marc HERR	6 route de Wasselonne 67201 ECKBOLSHEIM	Bailleur	1	loyer social		0 €	1 000 €	0%	**3 000 €**
Total							**29**			951 789 €	697 590 €		**127 679 €**

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000€ sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative (IML) lorsque le propriétaire passe par l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) ou une association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.
Cette aide peut être majorée de 1 000€ lorsque le propriétaire signe un mandat de gestion avec l'AIVS.
De plus, si le logement est d'une surface habitatble < à 40m², une autre mojaration de 1 000€ est ajoutée.

N° dossier ou N° de convention (pour les dossiers sans travaux)	Type de dossier - avec ou sans travaux	Commune	Type de dossier (propriétaire)	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires
67023607	avec travaux	Schiltigheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	21 199 €	18 959 €	10%	**2 120 €**
67023648	avec travaux	Lingolsheim	Occupant(TS)	1		Lourds avec gain énergétique	57 995 €	46 396 €	10%	**5 799 €**
67023767	avec travaux	Hoenheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	35 031 €	30 025 €	10%	**3 503 €**
67023768	avec travaux	Hoenheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67023771	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	51 185 €	49 757 €	10%	**5 119 €**
67023848	avec travaux	Schiltigheim	Bailleur	6	loyer social	Réhabilitation logement dégradé	208 398 €	84 939 €	10%	**38 840 €**
67023886	avec travaux	Plobsheim	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	70 000 €	63 000 €	10%	**7 000 €**
67023904	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	64 370 €	57 933 €	10%	**6 437 €**
67023906	avec travaux	Achenheim	Occupant	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	24 000 €	5%	**2 000 €**
67023908	avec travaux	Wolfisheim	Bailleur	1	loyer social	Lourds avec gain énergétique	39 972 €	17 987 €	10%	**7 497 €**
67023909	avec travaux	Souffelweyersheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	44 568 €	37 654 €	10%	**4 457 €**
67023918	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67023975	avec travaux	Ostwald	Occupant(TS)	1		Lourds avec sortie de Précarité énergétique	71 014 €	63 912 €	10%	**7 101 €**
67024050	avec travaux	Mittelhausbergen	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	34 000 €	10%	**4 000 €**
67024112	avec travaux	Souffelweyersheim	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67024113	avec travaux	Strasbourg	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67024137	avec travaux	Ostwald	Occupant(TS)	1		Sortie de Précarité énergétique	40 000 €	32 000 €	10%	**4 000 €**
67024150	avec travaux	Vendenheim	Occupant	1		Autonomie de la personne	8 057 €	4 028 €	10%	**806 €**
067-S-LI-202607-0091	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer intermédiaire		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LI-202609-0100	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer intermédiaire		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202607-0090	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0095	avec travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0096	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0101	sans travaux	Eckbolsheim	Bailleur	1	loyer social		0 €	1 000 €	0%	**3 000 €**
Total				**29**			951 789 €	697 590 €		**127 679 €**

Concernant l'aide de l'ANAH de 1 000€ sur les dossiers sans travaux il s'agit de la Prime d'Intermédiation Locative (IML) lorsque le propriétaire passe par l'Agence immobilière à vocation sociale (AIVS) ou une association d'intermédiation locative agréée par l'Etat.
Cette aide peut être majorée de 1 000€ lorsque le propriétaire signe un mandat de gestion avec l'AIVS.
De plus, si le logement est d'une surface habitatble < à 40m², une autre mojaration de 1 000€ est ajoutée.

Strasbourg.eu
eurométropole

51

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Opération programmée d'amélioration de l'habitat renouvellement urbain (OPAH RU) ' Koenigshoffen ' - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-854

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat renouvellement urbain (OPAH RU) « Koenigshoffen » - de subventions aux propriétaires privés ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **6 000 €**.

Par délibération du 28 juin 2022, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé cette opération pour une partie du quartier de Koenigshoffen - pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, l'OPAH RU a pour objectif dans le domaine de l'habitat, la lutte contre l'habitat indigne, l'amélioration des logements dégradé et très dégradé, la lutte contre la précarité énergétique, l'autonomie de la personne, le traitement des copropriétés fragiles et/ou en difficulté, et la lutte contre le logement vacant.

Dans le cadre de cet objectif, elle porte sur la réalisation de travaux d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies, la lutte contre l'habitat indigne et le maintien à domicile.

Les propriétaires privés (occupants ou bailleurs particuliers ou institutionnel) ou les syndicats des copropriétaires peuvent, pour les travaux de réhabilitation de ces logements, bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur prévues à la convention d'OPAH RU. Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 juin 2022 validant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat-renouvellement urbain (OPAH-RU) « Koenigshoffen »
vu la convention d'OPAH-RU 2023 - 2027 et ses annexes
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021 validant le renouvellement de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'État couvrant la période 2022-2027
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subventions pour un montant total de 6 000 €, au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat–renouvellement urbain (OPAH-RU) « Koenigshoffen », aux bénéficiaires mentionnés sur le tableau joint en annexe,

décide

l'imputation des subventions sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392, programme 1646, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214289-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

N° dossier ou N° convention	Type de dossier	Commune	Adresse de l'immeuble	Type de propriétaire	Propriétaire	Adresse du propriétaire ou du représentant	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
067-S-LS-202609-0097	sans travaux	Strasbourg	10 rue des Chargeurs	Bailleur	M. et Mme Alain WOLFF	17 rue Rohmer 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0098	sans travaux	Strasbourg	10 rue des Chargeurs	Bailleur	M. et Mme Alain WOLFF	17 rue Rohmer 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0099	sans travaux	Strasbourg	10 rue des Chargeurs	Bailleur	M. et Mme Alain WOLFF	17 rue Rohmer 67400 ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
							3			0 €	0 €		**6 000 €**

N° dossier ou N° convention	Type de dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Type de loyer	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
067-S-LS-202609-0097	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0098	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
067-S-LS-202609-0099	sans travaux	Strasbourg	Bailleur	1	loyer social		0 €	0 €	0%	**2 000 €**
				3			0 €	0 €		**6 000 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

52

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) Copropriétés Dégradées - attributions de subventions à divers bénéficiaires.

Numéro E-2026-855

Il est proposé au Conseil d'approuver le versement - au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » - de subventions aux propriétaires privés ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure ci-jointe, pour une enveloppe globale de **1 169 €**.

Par délibération du 28 décembre 2024, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a en effet approuvé la prorogation de cette opération pour les copropriétés en difficultés suivantes : Les Marguerites à Schiltigheim, Les Canardières (A et B) et Léonard de Vinci à Strasbourg Meinau, le Parc d'Ober et Eléonore (1 et 2) à Strasbourg Hautepierre, les Bâtiments C et F de Cronenbourg à Strasbourg Cronenbourg, et Spender à Strasbourg Koenigshoffen - sur la période du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2027.

Pour mémoire, l'OPAH « Copropriétés dégradées » a pour objectif d'inciter les copropriétaires à réaliser des travaux, tant sur les parties communes que privatives, afin d'améliorer la performance énergétique des bâtiments et, le cas échéant, de revaloriser les espaces publics ou privés et d'accompagner les copropriétés dans le traitement global des difficultés identifiées (sociales, environnementales, financières, juridiques, …) et de les rendre, à terme, autonomes dans leur gestion.

Dans le cadre de son objectif d'inciter à la réalisation de travaux, elle porte sur des travaux en parties communes et en parties privatives d'amélioration et de transformation des logements favorisant la maîtrise des loyers, les économies d'énergies et la lutte contre l'habitat indigne.

Les propriétaires privés ou les syndicats des copropriétaires, pour les travaux de réhabilitation de ces logements, peuvent bénéficier à ce titre de subventions par l'Agence nationale de l'habitat (Anah) sous certaines conditions (ressources, nature des travaux, loyer encadré).

Au titre de sa politique volontariste, l'Eurométropole de Strasbourg accorde des

subventions complémentaires selon les règles de recevabilité et les conditions d'octroi en vigueur prévues à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées ». Les dossiers qui font l'objet de la présente délibération sont examinés préalablement lors des Commissions locales d'amélioration de l'habitat.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 25 janvier 2019 validant le lancement de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » 2019-2023 liée au NPNRU
vu la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » et ses annexes
vu la délibération de l'Eurométropole du 23 octobre 2020 relative aux modalités d'attribution des avances de subvention de l'Eurométropole de Strasbourg aux copropriétés intégrées dans l'OPAH « Copropriétés dégradées »
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 24 mars 2021 validant l'avenant n°1 à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » 2019-2024
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 17 décembre 2021 validant le renouvellement de la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'État couvrant la période 2022-2027
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 16 décembre 2022 validant l'avenant n°2 à la convention d'OPAH « Copropriétés dégradées » 2019-2024
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole du 28 décembre 2024 validant le lancement d'une seconde Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées » 2025-2027
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

le versement de subvention pour un montant total de 1 169 €, au titre de l'Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) « Copropriétés dégradées », au bénéficiaire mentionné sur le tableau joint en annexe,

décide

l'imputation de la subvention sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20421, HP01, AP0392, programme 1314, sur les budgets 2026 et suivants sous réserve du vote des crédits correspondants.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214294-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

N° dossier	Commune	Nom de la copropriété	Type de propriétaire	Nombre de bâtiments	Nombre de logements	Type de travaux	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée	ANAH Montant prévisionnel y compris les primes complémentaires	Taux	Montant total prévitionnel y compris les primes complémentaires
67024152	Strasbourg	PARC D'OBER	Syndicat des copropriétaires	1	28	Copropriété en OPAH (parties communes)	11 690 €	**7 014 €**	10%	**1 169 €**
					28		**11 690 €**	**7 014 €**		**1 169 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

53

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Dispositif d'aide à la rénovation énergétique - attributions de subventions aux ménages du parc privé.

Numéro E-2026-764

Il est proposé au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg d'approuver le versement de subventions aux particuliers ou aux syndicats de copropriétaires dont la liste figure en annexe de la présente délibération, pour une enveloppe globale de **428 800 €**.

Par délibération du 20 décembre 2023, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé ce nouveau dispositif d'aides sur le territoire de l'Eurométropole de Strasbourg pour la période allant du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

Ce dispositif d'aides volontaristes, mis en place pour accompagner la rénovation énergétique du parc privé, est destiné aux copropriétés, aux maisons individuelles ainsi qu'aux monopropriétés de son territoire. Il finance les différentes étapes d'un projet de rénovation énergétique :

- aides pour les missions d'assistance d'ouvrage (AMO);
- aides pour les missions de maitrise d'œuvre (MOE);
- aides pour les travaux.

Le montant des aides disponible est calculé en fonction de l'ambition du projet et du niveau des ressources, pour mieux accompagner les ménages les plus fragiles.

À noter : pour l'accompagnement des copropriétés, l'Eurométropole de Strasbourg a mis en place un partenariat inédit avec la Région Grand-Est via son programme Climaxion. Au titre de ce partenariat, l'Eurométropole de Strasbourg verse les subventions sur ses fonds propres, mais également, les subventions sur les fonds de la Région Grand-Est, qui lui sont délégués (convention de mandat).

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 17 décembre 2021 validant la stratégie de sobriété et de rénovation énergétique du parc bâti sur l'Eurométropole de Strasbourg
vu la convention de gestion des aides à la pierre du parc privé conclue avec l'Anah pour la période 2022-2027, validée par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2023 validant le Programme d'action 2023
vu la convention de mandat confiant le paiement des dépenses du Conseil Régional de la Région Grand-Est à l'Eurometropole de Strasbourg pour le financement des aides à la Rénovation Énergétique des Copropriétés pour la période 2024-2026,validée par le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 20 décembre 2023
vu la délibération de l'Eurométropole de Strasbourg du 20 décembre 2023 approuvant le dispositif d'aide aux travaux de rénovation énergétique du parc privé sur la période 2024-2026
vu la délibération modificative de l'Eurométropole de Strasbourg du 07 février 2025 approuvant le dispositif d'aide aux travaux de rénovation énergétique du parc privé sur la période 2024-2026
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

- *le versement des subventions pour la rénovation énergétique des copropriétés d'un montant de **87 000 €** au titre des fonds régionaux et d'un montant de **231 900 €** sur les fonds de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un total de 108 logements (dossiers listés sur le tableau « Aides aux copropriétés » joint en annexe),*

- *le versement des subventions pour la rénovation énergétique des maisons individuelles et des monopropriétés, d'un montant total de **109 900 €** sur les fonds de l'Eurométropole de Strasbourg, pour un total de 22 logements (dossiers listés sur le tableau « Aides aux maisons individuelles et aux monopropriétés » joint en annexe)*

décide

- *l'imputation des subventions régionales, sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 4541130, HP01, AP0393 , programme 1650, sur les budgets 2026 et suivants et sous réserve du vote des crédits correspondants,*

- *l'imputation des subventions eurométropolitaines, sur la ligne budgétaire, fonction 551, nature 20422, HP01, AP0392 , programme 1647, sur les budgets 2026 et suivants et sous réserve du vote des crédits correspondants.*

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre

2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214105-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Annexe du Conseil du 06/11/2026

Finalisée le 03/09/2026

N° dossier	Commune	Type de demandeur	Nombre de lots	Nombre de bâtiments	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée HT	Montant AMO Eurométropole de Strasbourg	Montant MOE Eurométropole de Strasbourg	Montant TRAVAUX Eurométropole de Strasbourg	Montant AMO Région Grand-Est	Montant TRAVAUX Région Grand-Est
00025441	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	18	2	513 002,00 €			19 900,00 €		55 000,00 €
00025600	ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN	Syndicat de copropriété	70	1	631 173,00 €	3 000,00 €	15 000,00 €	182 800,00 €		
00029358	SCHILTIGHEIM	Habitat privé collectif	1		1 600,00 €	800,00 €				
00024565	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	7	1	316 142,00 €			8 900,00 €		32 000,00 €
00029588	STRASBOURG	Syndicat de copropriété	12	1	6 132,00 €	1 500,00 €				
			108	5		5 300,00 €	15 000,00 €	211 600,00 €	0,00 €	87 000,00 €
TOTAL Aide Eurométropole de Strasbourg et Région Grand-Est						**231 900,00 €**			**87 000,00 €**	
						318 900,00 €				

N° dossier	Commune	Type de propriétaire	Nombre de logements	Montant prévisionnel de la dépense subventionnée HT	Prestation AMO	Prestation MOE	Prestation TRAVAUX	Eurométropole de Strasbourg Montant prévisionnel
00028443	ESCHAU	Propriétaire Occupant	1	49 320,00 €			5 600 €	5 600 €
00025481	LAMPERTHEIM	Propriétaire Occupant	1	74 465,76 €			4 400,00 €	4 400,00 €
00024680	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	75 491,00 €	800 €	1 500 €	4 400 €	6 700 €
00027224	OBERSCHAEFFOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	44 976,86 €			4 400,00 €	4 400,00 €
00026924	ECKBOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	1 666,67 €	600,00 €			600,00 €
00027474	VENDENHEIM	Propriétaire Occupant	1	62 623,95 €	600,00 €		4 400,00 €	5 000,00 €
00028208	ECKBOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	77 182,87 €	800,00 €		4 800,00 €	5 600,00 €
00029542	HOENHEIM	Propriétaire Occupant	1	39 549,00 €			3 600,00 €	3 600,00 €
00029546	HOENHEIM	Propriétaire Occupant	1	48 205,00 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00029355	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	43 155,00 €			4 600,00 €	4 600,00 €
00028196	ESCHAU	Propriétaire Occupant	1	211 349,00 €	600,00 €	1 000,00 €	4 400,00 €	6 000,00 €
00029737	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	59 586,00 €			5 000,00 €	5 000,00 €
00029746	LINGOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	47 424,00 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200,00 €
00028190	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	64 806,00 €	800,00 €	1 500,00 €	4 800,00 €	7 100,00 €
00024656	HOENHEIM	Propriétaire Occupant	1	50 971,00 €	800,00 €	1 500,00 €	4 400,00 €	6 700,00 €
00028499	GEISPOLSHEIM	Propriétaire Occupant	1	38 480,00 €	800,00 €		1 300,00 €	2 100,00 €
00025460	ILLKIRCH GRAFFENSTADEN	Propriétaire Occupant	1	74 246,66 €	800,00 €		4 400,00 €	5 200,00 €
00029819	STRASBOURG	Propriétaire Occupant	1	100 751,00 €	800,00 €	1 500,00 €	3 200,00 €	5 500,00 €
00021489	STRASBOURG	Propriétaire Bailleur	4	180 443,00 €			22 000,00 €	22 000,00 €
			22		8 200,00 €	7 000,00 €	94 700,00 €	
TOTAL Aide Eurométropole de Strasbourg								**109 900,00 €**

Strasbourg.eu
eurométropole

54

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Habitat privé - dispositif "Habiter Koenigshoffen"(OPAH RU): actualisation de la convention de portage foncier avec l'Établissement public foncier d'Alsace (EPFA) dans le cadre de la DUP ORI.

Numéro E-2026-797

La présente délibération a pour objet la prise en compte des ajustements apportés au projet de convention de portage multi-sites entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'EPFA (Établissement public foncier d'Alsace).
Cette convention cadre la délégation à l'EPFA en matière d'acquisition, de portage et de la mise à disposition des immeubles qui sont inscrits dans l'Opération de restauration immobilière de l'OPAH RU à Koenigshoffen (Strasbourg).

1. Rappels sur l'opération de restauration immobilière (ORI)

L'ORI est un outil-levier renforcé de lutte contre l'habitat indigne et dégradé. Elle vise la réhabilitation d'un ensemble d'immeubles globalement dégradés et en situation de blocage. Sur le fondement d'une DUP rendant les travaux obligatoires, l'ORI permet de prescrire aux propriétaires l'exécution des travaux nécessaires sous contrainte de délai.

À défaut de la réalisation des travaux par les propriétaires au terme du délai imparti, une procédure d'expropriation peut être engagée. **L'expropriation n'est pas l'objectif de la démarche de DUP ORI, mais un levier mobilisable en cas de blocage.**

En fonction du déroulé de l'opération et des opportunités, la collectivité (ou un partenaire agissant pour son compte) peut ainsi se porter acquéreur d'un ou plusieurs des immeubles de la DUP ORI :
- en cas de vente par le propriétaire : suite à une procédure d'acquisition amiable ou en exerçant le droit de préemption ;
- dans le cadre de la DUP, en choisissant de mobiliser les procédures d'expropriations prévues.

L'intervention à déployer sur ces immeubles dépendra donc des capacités et volontés à faire de chaque propriétaire « *Mise en vente ou non, réalisation des travaux de leur chef, etc* », dans un calendrier commun et partagé**.**

Par délibération en date du 18 décembre 2024, l'Eurométropole de Strasbourg a décidé le lancement d'une Opération de restauration immobilière (ORI), pour 12 immeubles au sein du périmètre de l'OPAH RU du Koenigshoffen.

2. Délégation du portage foncier des opérations ciblées dans le cadre de la DUP ORI à l'EPFA

2.1 Le principe d'un portage par l'EPFA en cas d'acquisition des adresses ORI – un partenariat inédit

Pour mémoire, l'Eurométropole de Strasbourg est membre de l'Établissement public foncier d'Alsace depuis le 27 décembre 2018 (délibérations du Conseil du 28 septembre 2018 et délibérations du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'EPFA en date du 12 décembre 2018).

Afin de permettre à la collectivité de disposer d'un partenaire réactif en cas de procédures d'acquisition de ces immeubles (préemption, vente amiable, expropriation) et de réduire l'impact des éventuelles acquisitions sur les finances de la collectivité, le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 28 mars 2025 a approuvé un projet de convention de portage pour l'acquisition et la gestion des immeubles de la DUP ORI par l'EPFA.

Pour les immeubles que la collectivité ferait le choix d'acquérir au sein du périmètre de DUP ORI, l'EPFA sera ainsi en capacité de procéder à l'acquisition et d'assurer le portage foncier pour le compte de l'Eurométropole de Strasbourg.

L'EPFA assumera les responsabilités de propriétaire non-occupant de ces biens pendant toute la période de portage, y compris la gestion des baux locatifs commerciaux ou d'habitation, en cours et existants lors de l'acquisition des biens. À la fin du portage, l'EPFA revendra le bien à la collectivité ou à son partenaire désigné.

2.2 Le processus et l'impact budgétaire des acquisitions

Pour chaque immeuble, la décision d'acquérir fera l'objet d'une demande écrite délivrée par l'Eurométropole de Strasbourg**.**
Cette demande d'acquérir précisera, pour chaque bien visé, le prix d'acquisition et la durée de portage souhaitée.

Ainsi, les inscriptions et arbitrages budgétaires nécessaires se feront au fil de l'eau « *Dans le cadre de la délibération du 28 mars 2025, il a été décidé que l'imputation de la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour les frais liés aux dépenses de fonctionnement (les frais de portage de l'EPFA), soit prise sur la ligne budgétaire AD03/510/62268, dans la limite des crédits disponibles »:*

- en fonction des arbitrages recueillis en amont sur l'opportunité opérationnelle ;
- dans la limite des inscriptions budgétaires telles que votées en Conseil ;
- et selon les temporalités propres à chaque adresse/immeuble (positionnement des propriétaires sur les travaux à mener, acquisition amiable, mise en vente, etc.).

2.3 **L’actualisation nécessaire du projet de convention** (en annexe de la présente délibération)

Depuis la délibération cadre du 28 mars 2025, plusieurs éléments de contexte viennent modifier le projet de convention initial.

En effet, en septembre 2025, lors de l’enquête publique de la DUP d’ORI, un incendie a fortement impacté l’immeuble situé au 36, route des Romains qui faisait initialement partie de la procédure. Au vu de l’importance des dégâts, les possibilités et les conditions de remise en état du bâti sont à ce jour très incertaines (études en cours).
Cette adresse a donc été **retirée** de l’opération et l’arrêté préfectoral de la DUP ORI a donc été pris pour 11 immeubles, en date du 23 décembre 2025. La convention doit être actualisée dans ce sens.

Par ailleurs, il est apparu nécessaire de préciser que :
- la délégation du droit de préemption urbain à l’EPFA sera prise **au cas par cas**, en fonction des opportunités, par l’Eurométropole de Strasbourg ;
- en cas d’acquisition d’une adresse de la DUP ORI et de son portage par l’EPFA, les modalités de gestion et les devoirs de la collectivité et de l’EPFA ont été précisées.

Ces modifications n’ont pas d’impact sur le budget ou le calendrier de la DUP ORI tels que présentés initialement.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l’arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2018
portant extension du périmètre de l’Établissement public foncier d’Alsace
suite à l’adhésion de l’Eurométropole de Strasbourg
vu la délibération du Conseil de l’Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2019,
portant sur la mise en œuvre de la possibilité de délégation du droit de préemption
urbain à l'Établissement Public Foncier Local d'Alsace
vu la délibération du 15 juillet 2020, du Conseil de l’Eurométropole de Strasbourg
autorisant Madame la Présidente de l’Eurométropole de Strasbourg, à exercer, au nom
de l’Eurométropole de Strasbourg, les droits de préemption définis par le Code de
l'urbanisme, que l’Eurométropole de Strasbourg en soit titulaire ou délégataire, ainsi
qu’à déléguer l'exercice de ses droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les
dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l’urbanisme
vu le règlement intérieur du 11 décembre 2024 de l’EPF d’Alsace portant notamment
sur les modalités de portage foncier, de rachat du bien et les modalités financières
vu les statuts arrêtés au 22 juillet 2019 corrigés le 7 août 2019, le 31 décembre 2020
le 22 décembre 2023 et le 14 janvier 2025 de l’EPF d’Alsace
vu la délibération du Conseil de l’Eurométropole de Strasbourg du mardi 28 juin 2022
approuvant le lancement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de
renouvellement urbain (OPAH-RU) sur le quartier de Koenigshoffen (Strasbourg)
vu la délibération du Conseil municipal de Strasbourg du 9 décembre 2024 qui
approuve la mise en place de l’ORI sur le périmètre de l’OPAH RU Koenigshoffen
vu la convention cadre de l’OPAH RU à Koenigshoffen validant la mise en place de
mesures coercitives pour lutter contre l’habitat indigne et dégradé

vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 18 décembre 2024 approuvant la procédure de déclaration d'utilité publique de l'Opération de restauration immobilière portant sur les 12 immeubles situés au sein du périmètre de l'OPAH RU Koenigshoffen et la réalisation d'une enquête publique en vue de l'obtention de l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique, de l'Opération de restauration immobilière (ORI) sur le périmètre de l'OPAH-RU Koenigshoffen
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du 17 décembre 2021 validant la convention de délégation de compétence des aides à la pierre de l'État sur la période 2022-2027
vu l'avis favorable de Monsieur Paul MEYER, Adjoint à la ville de Strasbourg, à la délégation à l'EPFA du droit de préemption, tel que joint à la présente délibération
sur la proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

autorise

l'EPFA à acquérir les biens immobiliers nécessaires à la réalisation de l'opération de DUP ORI sur 11 immeubles à Koenigshoffen, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation et selon les modalités indiquées à la convention de portage jointe en annexe de la présente délibération et dont elle fait partie intégrante ;

approuve

le projet de convention de portage actualisé, joint en annexe de la présente délibération ;

décide

l'imputation de la participation financière de l'Eurométropole de Strasbourg pour les frais liés aux dépenses de fonctionnement correspondants sur la ligne budgétaire AD03/510/62268, dans la limite des crédits disponibles ;

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante :
- *à signer la convention de portage actualisée avec l'EPFA, ainsi que tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération ;*
- *à signer la demande d'acquérir prévue au point 2.3.4 de la convention sus-indiquée, fixant le prix d'acquisition par l'EPF et par conséquent les modalités de calcul de l'engagement de rachat par la collectivité.*

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 13 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-213924-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

CONVENTION DE PORTAGE FONCIER DANS LE CADRE DE LA DUP ORI KOENIGSHOFFEN (STRASBOURG)

ACQUISITIONS, PORTAGES ET GESTIONS

Convention multi-sites
Code service : BS482AH

ENTRE :

L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER D'ALSACE (EPF d'Alsace), établissement public à caractère industriel et commercial, dont le siège est à STRASBOURG (67000), 3 rue Gustave Adolphe Hirn, identifié au SIREN sous le numéro 507 679 033 ;

Représenté par Monsieur Benoît GAUGLER, Directeur, nommé auxdites fonctions par une délibération du Conseil d'administration du 17 décembre 2014, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes conformément à l'article L. 324-6 du Code de l'urbanisme.

Désigné ci-après par « l'EPF d'Alsace »

ET :

L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (EMS), Etablissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 portant Modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et du décret n° 2014-1603 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, dont le siège est à STRASBOURG (67000), 1 Parc de l'Etoile, identifié au SIREN sous le numéro 246 700 488 ;

Représentée par Monsieur Étienne Westphal, Vice-Président, dûment habilitée à l'effet des présentes en vertu d'une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 10 avril 2026 et de l'arrêté de délégation du 15 juillet 2026. (***annexe 1***).

Désignée ci-après par « la Collectivité »

IL EST EXPOSÉ CE QUI SUIT :

PREAMBULE

Afin d'améliorer la qualité de l'habitat privé existant sur son territoire et permettre ainsi l'accès au logement digne pour l'ensemble des ménages, l'Eurométropole de Strasbourg poursuit des objectifs inscrits au volet Habitat du plan local de l'urbanisme, à la convention du Pôle Départemental de Lutte contre l'Habitat Indigne du Bas-Rhin (PDLHI67) au Plan Climat 2030, ainsi que dans les orientations fixées par l'Anah au niveau national.

PROJET

L'Eurométropole de Strasbourg en tant que délégataire des aides à la pierre de l'Anah depuis 2006, délivre des subventions aux propriétaires occupants, aux propriétaires bailleurs et aux syndicats de copropriété et s'appuie sur plusieurs dispositifs opérationnels en lien avec l'Anah.

Par délibération du 28 juin 2022, l'Eurométropole de Strasbourg a autorisé le lancement d'une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain (OPAH-RU), en vigueur de janvier 2023 à janvier 2027. Les objectifs de l'OPAH-RU sont inscrits dans la convention de programme signée par l'Anah, l'Eurométropole et ses partenaires. Parmi ces objectifs, l'opération vise le traitement de l'habitat indigne et dégradé, de la précarité énergétique, des logements vacants de longue durée et des copropriétés fragiles et/ou en difficultés. Au terme de l'opération, l'Eurométropole et ses partenaires vise l'amélioration des conditions de vie dans 1 000 logements privés.

Au sein du périmètre de l'OPAH-RU, la phase étude a mis en évidence des immeubles devant faire l'objet d'une attention particulière au regard de désordres constatés : morphologie urbaine parfois contrainte, bâti dégradé, vacance structurelle, etc. La convention de programme de l'opération permet la mise en œuvre de procédures coercitives pour ces adresses dégradées en situation de blocage, pour lesquelles les moyens incitatifs de l'opération ne suffisent pas à résoudre les désordres.

C'est dans ce cadre que l'Eurométropole a décidé, par délibération du 18 décembre 2024, la mise en œuvre d'une Opération de restauration immobilière (ORI) pour 12 adresses du secteur de l'OPAH-RU. Ce dispositif contraignant vise à garantir la requalification globale et de qualité des immeubles, en obligeant les propriétaires à engager une réhabilitation de leur bien, sous peine d'expropriation.

Il est précisé que l'immeuble sis 36 route des Romains a été affecté par un sinistre important au cours de la phase d'enquête publique. Eu égard à l'ampleur des dommages subis, il a été décidé de son retrait volontaire de la procédure afin de permettre la mise en œuvre d'un traitement spécifique et adapté.

Par décision préfectorale en date du 23 décembre 2025, l'utilité publique de l'ORI a été prononcée et l'arrêté correspondant porte sur un ensemble de 11 immeubles.

L'expropriation n'est pas le but recherché par une ORI. L'objectif de cette opération est avant tout d'obliger les propriétaires à réaliser les travaux de réhabilitation globale de leur bien.
Ce n'est qu'en cas de défaillance des propriétaires que la collectivité peut recourir à l'expropriation.
La collectivité peut aussi avoir recours à la préemption ou à l'acquisition amiable pour les adresses identifiées.

En cas d'acquisition, l'objectif poursuivi par la collectivité sera alors la revente du bien en vue d'une réhabilitation globale de l'immeuble et de la remise sur le marché des logements qualitatifs.

La présente convention s'inscrit dans le cadre des acquisitions potentielles à venir pour les 11 immeubles de la DUP ORI à Koenigshoffen.

I – Adhésion

L'Eurométropole de Strasbourg est membre de l'Etablissement public foncier d'Alsace depuis le 27 décembre 2018, conformément à une délibération du Conseil de l'Eurométropole en date du 28 septembre 2018 et des délibérations du Conseil d'administration et de l'Assemblée générale de l'EPF d'Alsace en date du 12 décembre 2018.

II – Sollicitation

PROJET

L'EPF d'Alsace est missionné par la collectivité pour la négociation, l'acquisition et le portage des biens, parmi les immeubles identifiés, dans les cas où des acquisitions foncières seraient nécessaires dans le cadre de cette opération.

III – Délibération de l'Etablissement Public Foncier d'Alsace

Le Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace a donné un avis de principe favorable quant à la démarche globale le 11 décembre 2024 (***annexe 2***). Des accords financiers seront sollicités au fur et à mesure des acquisitions.

IV – Délibération du Conseil Eurométropolitain

Le Conseil Eurométropolitain a accepté les termes de la présente convention par une délibération en date du ++ ++++ 2026 (***annexe 1***).

V – Avis favorable de la ville de Strasbourg

Toute opération de portage foncier réalisée sur le territoire de l'EPF d'Alsace nécessite un accord de la commune, conformément aux dispositions prévues au dernier alinéa de l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme :

> « *… Aucune opération de l'établissement public ne peut être réalisée sans l'avis favorable de la commune sur le territoire de laquelle l'opération est prévue. Cet avis est réputé donné dans un délai de deux mois à compter de la saisine de la commune.* »

Une copie de l'avis favorable rendu en date du 25 février 2025 pour les immeubles visés par l'ORI à Koenigshoffen, demeurent annexées aux présentes (***annexe 3***).

VI – Déclaration d'utilité publique

Par arrêté préfectoral du 23 décembre 2025, l'opération de restauration immobilière de Strasbourg Koenigshoffen a été reconnue d'utilité publique. Une copie dudit arrêté demeure en annexe (annexe 4).

Ceci exposé, il est passé à la convention de portage foncier,

PROJET

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention foncière a pour objet de définir les modalités d'intervention, d'acquisition et de portage entre la collectivité et l'EPF d'Alsace. Elle concerne les 11 immeubles identifiés dans l'arrêté de déclaration d'utilité publique prononcée le 23 décembre 2025.

Les immeubles concernés sont ci-après désignés dans les conditions particulières de la présente convention.

Tels que ces immeubles s'étendent, se poursuivent et se comportent avec toutes leurs aisances, dépendances et immeubles par destination, servitudes et mitoyennetés, tous droits et facultés quelconques, sans exception ni réserve.

ARTICLE 2 : MODALITÉS D'ACQUISITION

Les acquisitions se feront soit à l'amiable, soit de manière contrainte et au moyen de procédures adaptées (par expropriation dans le cadre d'une déclaration d'utilité publique, par exercice délégué du droit de préemption urbain, etc.).

2.1. Rappel de la réglementation applicable

Les acquisitions réalisées par l'EPF d'Alsace dans le cadre de la présente convention sont soumises aux règles générales applicables en matière de sollicitation préalable du Pôle d'évaluations domaniales (PED).

Le prix d'acquisition proposé pour chacun des biens visés ci-dessous devra ainsi se conformer à l'avis rendu par le PED, savoir un montant inférieur ou égal à la valeur vénale estimée majorée de l'éventuelle marge d'appréciation.

Conformément à l'article L. 1311-10 du CGCT et l'article 2 de l'arrêté du 5 décembre 2016, depuis le 1er janvier 2017 seuls les projets d'acquisitions d'immeubles d'un montant égal ou supérieur à 180 000 euros et les prises à bail d'un montant annuel égal ou supérieur à 24 000 euros (charges comprises) doivent faire l'objet d'une saisine préalable pour avis du PED. Il est précisé que les seuils et modalités de saisine du PED sont susceptibles d'être modifiés en fonction de l'évolution du cadre législatif et réglementaire ; le cas échéant, les nouvelles dispositions s'appliqueront de plein droit dès leur entrée en vigueur.

Ainsi :

- Les projets d'acquisition ou de prise à bail portant sur des montants inférieurs à ces seuils ne nécessitent pas de saisine. En dessous de ces seuils l'EPF Alsace pourra procéder à l'acquisition des biens visés au sein des conditions particulières sans avis préalable du PED au prix librement fixé au sein de la demande d'acquérir prévue à l'article 2.3.4 de la présente convention.

- Au-delà de ces seuils, le prix d'acquisition proposé pour chacun des biens visés au sein des conditions particulières devra par principe être fixé en conformité avec l'avis rendu par le PED, à savoir un montant inférieur ou égal à la valeur vénale estimée majorée de l'éventuelle marge d'appréciation définie par le PED.

Par dérogation, conformément aux principes établis par la jurisprudence administrative, l'EPF d'Alsace, d'un commun accord avec la collectivité, pourra toujours s'affranchir de la valeur

PROJET

estimée par le PED (majorée le cas échéant de l'éventuelle marge d'appréciation), sous réserve de délibérations concordantes préalables.

Il est entendu qu'en cas de fixation judiciaire du prix, le jugement rendu s'impose. Le juge est souverain en la matière et l'avis rendu par le PED n'est plus à considérer. Le montant fixé des indemnités est dû. Toutefois, la décision juridique peut faire l'objet d'un appel devant la Cour d'Appel. Une fois le prix fixé par décision judiciaire définitive, la collectivité devra, explicitement et dans un délai inférieur à deux mois à compter de la décision juridictionnelle, faire savoir à l'EPF d'Alsace :

- soit sa volonté d'accepter le prix fixé judiciairement en remettant à l'EPF d'Alsace la demande d'acquérir prévue au point 2.3.4 de la présente convention ;
- soit sa volonté de renoncer expressément à la mutation.

Il est précisé qu'un avenant à la présente convention sera rendu nécessaire dans l'hypothèse où une acquisition entraînerait un dépassement de l'autorisation de programme générale prévue à l'article 10 des conditions particulières.

2.2. Processus de négociation amiable

En cas de volonté d'acquisition amiable d'un bien mentionné ci-après dans les conditions particulières, la collectivité et l'EPF d'Alsace conviennent du prix maximum à ne pas dépasser dans le cadre de la négociation.

L'EPF d'Alsace mènera alors sur cette base les négociations avec le(s) propriétaire(s) en vue de l'achat du bien au meilleur prix dans la limite ainsi convenue avec la collectivité et de la réglementation applicable rappelée au point précédent.

Si un désaccord subsiste sur le prix avec le(s) propriétaire(s), l'EPF d'Alsace informera la collectivité de la situation. La stratégie de négociation pourra alors être revue et adaptée en conséquence, toujours dans le respect de la réglementation applicable rappelée à l'article 2.1.

L'EPF d'Alsace informera la collectivité en cas d'accord sur la chose et son prix avec le(s) propriétaire(s).

Il est précisé qu'en cas de recours à l'expropriation tel qu'exposé ci-après, les négociations amiables pourront se poursuivre tout au long de la procédure jusqu'à l'ordonnance d'expropriation.

2.3. Procédures contraintes d'acquisition

2.3.1 Droit de préemption urbain

Il est rappelé que le ou la Président.e de l'Eurométropole ou son ou sa représentant.e peut déléguer ponctuellement par arrêté l'exercice du droit de préemption urbain à l'EPF d'Alsace, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme.

La collectivité s'engage à déléguer, au cas par cas, à l'occasion de l'aliénation d'un bien son droit de préemption à l'EPF d'Alsace.

La notification par la collectivité à l'EPF d'Alsace de l'arrêté de délégation du droit de préemption vaut saisine. La demande d'acquérir prévue à l'article 2.3.4 de la présente convention se bornera à indiquer la durée ainsi que le mode de remboursement du portage souhaités.

Le cas échéant, l'EPF d'Alsace devenu compétent par l'arrêté de délégation pourra poursuivre la conduite de la procédure et notamment, sans que cette liste soit limitative ou exhaustive :

PROJET

- procéder à la formalité de consultation de PED, étant précisé qu'une nouvelle consultation est requise en cas d'une DIA portant sur un bien ayant été précédemment évalué ;
- rappeler les éléments justificatifs permettant de motiver l'exercice du droit de préemption ;
- exécuter les demandes de visite et/ou les demandes uniques de communication de documents.

Étant précisé que la transmission d'un arrêté de délégation constitue une sollicitation formelle de l'EPF d'Alsace, permettant à son Directeur d'agir en vertu des pouvoirs lui étant délégués par son Conseil d'administration et valant acceptation par la collectivité de la garantie de rachat prévue à l'article 7.

2.3.2 DUP ORI

L'Eurométropole de Strasbourg est nommée par le Préfet bénéficiaire de la déclaration d'utilité publique aux termes de l'arrêté prononcée le 23 décembre 2025 et purgée de tout recours.

L'EPF d'Alsace poursuivra les étapes de la procédure d'expropriation en cas de demande de transfert du bénéfice de la DUP à son profit.

Ladite demande de transfert devra au préalable faire l'objet d'une délibération de la part de l'organe délibérant de la collectivité et sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

L'EPF d'Alsace sera alors chargé de poursuivre les étapes de la procédure d'expropriation, sur demande de l'EMS et en concertation avec celle-ci.

2.3.3 Autres procédures d'acquisition spécifique

La collectivité et l'EPF d'Alsace étudieront, en cas de besoin et selon la situation spécifique à chaque bien, l'opportunité ou la nécessité de faire appel à diverses procédures d'acquisition. Il est notamment fait mention, sans que la liste ne soit exhaustive, de bien sans maître ou présumé sans maître, de l'état d'abandon manifeste, du droit de préemption commercial, droit de délaissement, DUP Loi Vivien, etc.

2.3.4. Demande d'acquérir

Quel que soit le mode d'acquisition poursuivi (amiable ou contraint), la collectivité s'engage à transmettre à l'EPF d'Alsace une demande d'acquérir ; lequel précisant, pour chaque bien visé aux conditions particulières de la présente convention, le prix d'acquisition et la durée de portage souhaitée. Un modèle demeure annexé aux présentes (***annexe 5***).

Les demandes d'acquérir seront délivrées par la Président.e de l'Eurométropole de Strasbourg ou son représentant.e dûment habilité à cet effet en vertu de la délibération prise par le Conseil Eurométropolitain en date du 28 mars 2025 et dont une copie figure en annexe (***annexe 1***).

L'accord de la collectivité est réputé acquis par la simple transmission de la demande d'acquisition ou de l'arrêté déléguant le droit de préemption urbain à l'EPF d'Alsace. L'EPF d'Alsace pourra procéder à l'acquisition du bien pour lequel la présente convention produira alors pleinement ses effets, notamment les termes relatifs à la promesse d'achat.

ARTICLE 3 : MODALITÉS DE GESTION ET DE CESSION

PROJET

Les modalités d'intervention et de gestion de l'EPF d'Alsace pour le portage de chaque opération sont définies conformément au Règlement Intérieur de l'EPF d'Alsace, validé par délibération du Conseil d'administration.

Compte tenu du caractère particulier de la présente convention, des dispositions spécifiques complémentaires sont également prévues entre les parties et détaillées ci-après.

3.1. Pendant la période de portage

3.1.1. Obligations à la charge des parties

L'EPF d'Alsace assume ses responsabilités de propriétaire des biens acquis pour le compte de la collectivité.

L'EPF d'Alsace s'engage à assurer les biens en tant que propriétaire non-occupant pendant toute la période de portage.

Sauf dispositions prévues à l'article 3.1.2., l'EPF d'Alsace assure la gestion courante des contrats locatifs, en cours et existant lors de l'acquisition des biens. En cas d'occupation à titre onéreux pendant la durée du portage, les recettes perçues par l'EPF d'Alsace sont intégrées au bilan de gestion annuel.

Disposition spécifique relative à l'occupation irrégulière d'un bien ou de trouble à l'occupation

En cas d'occupation irrégulière ou de trouble à l'occupation, la première des parties qui en aura connaissance en informera sans délai l'autre partie, par tout moyen approprié.

Dès connaissance, la collectivité s'engage à désigner, au sein de ses services compétents, un interlocuteur chargé du suivi de la situation, de la coordination et de la mise en œuvre des mesures appropriées. Il est expressément convenu que cette mission constitue, pour la collectivité, une obligation de moyens et non de résultat.

Disposition spécifique relative à l'accompagnement des occupants

En raison de son expertise reconnue en matière sociale, la collectivité est habilitée à intervenir dans le cadre de la présente disposition, l'EPF d'Alsace ne disposant pas de ressources internes suffisantes dans ce domaine.

La collectivité est chargée, lorsque la situation le justifie, de l'accompagnement social des occupants. La collectivité s'engage à agir avec diligence et dans le respect des droits fondamentaux des occupants.

Disposition spécifique relative à la cessation des locations et occupations

L'EPF d'Alsace informera la collectivité en cas de congé délivré par un preneur. Les parties se concerteront afin de décider, d'un commun accord, des suites à donner à la vacance éventuelle des lieux.

En cas de besoin avéré de libération des biens, l'EPF d'Alsace appliquera les dispositions en vigueur (légales ou contractuelles) selon la nature des baux ou des conventions d'occupation en place, pour donner congé aux locataires ou occupants. L'EPF d'Alsace, *ès-qualités* de

PROJET

propriétaire, mettra en œuvre, en concertation avec la collectivité et dans la limite des dispositions légales, la libération de toute location ou occupation, particulièrement nécessaire si des travaux de restructuration et réhabilitation s'avèrent incompatibles avec la présence d'occupants.

Lorsque la situation l'exige, des indemnités pourront être dues pour assurer la libération des lieux et permettre l'engagement des travaux. Lesdites indemnités dues par l'EPF d'Alsace feront l'objet d'une refacturation à la collectivité .

L'EPF d'Alsace ne peut en aucun cas s'engager à rétrocéder un bien libre de toute location ou occupation quelconque.

3.1.2. Mises en gestion et mises à disposition éventuelles

Une fois l'acquisition d'un bien réalisée par l'EPF d'Alsace, la collectivité ne pourra pas en faire usage ou y réaliser des travaux sans y avoir été autorisée au préalable par l'EPF d'Alsace. Le cas échéant, l'usage et la gestion des biens pourront être confiés à la collectivité.

Toute mise à disposition ou transfert de gestion au profit de la collectivité devra préalablement faire l'objet d'une convention *ad hoc* dûment validée par les parties.

L'EPF d'Alsace se réserve la possibilité de confier à des tiers des mandats de gestion pour les biens occupés.

3.1.3 Modalités de mise en sécurité des biens propriété de l'EPF d'Alsace

L'EPF d'Alsace, en tant que propriétaire des biens en portage, agira en toute liberté pour garantir la sécurité des biens et de leurs occupants.

L'accord préalable de la collectivité n'est pas nécessaire dans le cas d'une mise en sécurité.

Les immeubles bâtis pourront faire l'objet des mesures nécessaires pour éviter leur occupation illégale. Ces interventions sont, en application du règlement intérieur de l'EPF d'Alsace, financées sur fonds propres de l'établissement, à l'exception des prestations de télésurveillance et de gardiennage, lesquelles sont refacturées à la collectivité au travers des frais de gestion.

De même, des travaux de confortation, de démolition ou de dépollution pourront être engagés s'ils sont nécessaires à la non-mise en jeu de la responsabilité de l'EPF ou à la sécurisation des tiers. Ces actions de mise en sécurité des biens seront également prises en charge par l'EPF d'Alsace en cas de risque ou de péril imminent.

Toutefois, lorsque l'intervention pour mise en sécurité du site et/ou de ses occupants est occasionnée du fait d'une négligence, d'un usage illicite ou non-conforme du bien par la collectivité, toutes les dépenses engagées par l'EPF dans le cadre du traitement du risque seront refacturées à la collectivité.

3.2. A la fin du portage

L'EPF d'Alsace n'ayant pas vocation à être aménageur, la vente des biens interviendra avant la phase opérationnelle de chaque opération de rénovation.

La collectivité s'engage à racheter ou à faire racheter les biens par un organisme désigné par ses soins, à l'EPF d'Alsace, sans condition, au plus tard à la fin de la période de portage du bien.

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES

PROJET

La collectivité s'engage à faire face aux entières conséquences financières entraînées par l'intervention de l'EPF d'Alsace.

4.1. Définition des postes

Postes constitutifs de la valeur du stock foncier et d'un prix de rétrocession

- **Le prix principal de l'acquisition** d'un bien est celui figurant dans l'acte d'acquisition ; ce prix ne pourra en aucun cas être revu à la hausse ou à la baisse lors du calcul du prix de rétrocession et ce quelle que soit la raison du changement de valeur.

- **Les frais d'acquisition** sont composés notamment des frais d'établissement d'un acte notarié, des indemnités d'éviction ou de remploi, des frais éventuels d'expert, de géomètre et/ou d'un intermédiaire (agence immobilière…).

- **Les études et diagnostics** réalisés sur un bien pendant le portage et sous maîtrise d'ouvrage de l'EPF.

- **Les coûts du proto-aménagement** réalisés en maîtrise d'ouvrage directe par l'EPF d'Alsace, sans que cette liste ne soit exhaustive, sont composés :
  - **Des travaux** proprement dits : défrichage initial, dévoiements et consignations des réseaux, désamiantage, déplombage, dépollution, démolition, déconstruction, évacuation et désencombrement des déchets ;
  - **Des services et prestations intellectuelles** nécessaires à la réalisation desdits travaux, et sans que cela ne soit exhaustif : Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), expertises techniques, financières ou juridiques, géomètre, maîtrise d'œuvre, indemnités de concours ou de toutes procédures prévues au CCP, frais de publications légales, pilotage des études et du chantier (OPC), direction de l'exécution des travaux (DET), coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (CSPS).

Le prix de rétrocession d'un bien correspond à la somme de l'ensemble des différents postes constituant le stock relatif à l'opération qui lui est rattachée, minoré, le cas échéant, des aides extérieures déductibles et/ou dispositifs d'intervention proposés par l'EPF Alsace (minoration foncière, fonds friche, etc.).

Frais facturés annuellement dans le cadre du portage

- **Les frais de portage** correspondent à la rémunération de l'EPF d'Alsace pour le portage foncier d'un bien. Ils sont calculés au regard de la valeur totale du stock, c'est à dire :
  - Les prix d'acquisition du bien ;
  - Les frais d'acquisition ;
  - Les éventuelles études et diagnostics ;
  - Les éventuels coûts de proto-aménagement.

  S'agissant des dossiers où une aide extérieure à l'EPF d'Alsace est apportée, le taux de portage est appliqué sur la part réellement payée par l'EPF.

- **Les frais de gestion** des biens sont exclusivement liés à la propriété des biens et sont composés des impôts, taxes et charges (assurances, gardiennage, télésurveillance, entretien paysager, …) et plus généralement de toute dépense liée à la bonne gestion des biens pendant la durée de portage.

Autres frais éventuellement facturables

- **Les frais de procédures**, en cas de recours gracieux ou contentieux, avant ou après acquisition sont refacturés après déduction des remboursements assurantiels : avocats-conseils de l'EPF, commissaire de justice (ex huissier), frais irrépétibles de la partie adverse (honoraires d'avocat, frais de déplacement, de démarches, de voyage et de séjour, honoraires versés à certains consultants techniques ou experts amiables) et dépens (droits, taxes, redevances, émoluments…), indemnités de jugements (préjudices financiers,

PROJET

matériels et/ou moraux).

En cas de portage, les frais de procédures éventuellement constatés sont facturés en parallèle du décompte des frais de gestion.

4.2. Pendant la période de portage foncier

La collectivité s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace, chaque année, à la date anniversaire de la signature des actes de vente, les **frais de gestion** attachés aux biens éventuellement minorés des recettes de gestion (remboursement des indemnités d'occupation/loyers, d'assurances, de dégrèvement de taxe foncière, d'électricité…).

La collectivité s'engage à payer à l'EPF d'Alsace, chaque année, à la date anniversaire de la signature des actes de vente, les **frais de portage**, calculés comme suit :

Un taux fixe de **1,5% HT*, par an**, de la valeur du bien en stock**, pour les opérations de renouvellement urbain, de comblement de dents creuses et de reconversion de friches ;

OU

Un taux fixe de **1% HT*, par an**, de la valeur du bien en stock**, pour les opérations de logement aidé et/ou conventionné et sur justification***.

* *TVA en sus*

** *La valeur du bien en stock est constituée du prix principal d'acquisition, des frais d'acquisition et des éventuels coûts du proto-aménagement, tels que définis à l'article 4.1.*

*** *Un taux initial de 1,5% HT est facturé jusqu'à délivrance et transmission à l'EPF de l'agrément sur les logements réalisés ; l'EPF rembourse alors le trop-perçu à la collectivité.*

4.3. A la fin du portage foncier

A l'occasion de la cession d'un bien, la collectivité s'engage à rembourser à l'EPF d'Alsace :

- Le **prix de rétrocession** dudit bien déterminé par sa valeur d'acquisition initiale, majorée de ses frais d'acquisition et de ses éventuels coûts du proto-aménagement engagés par l'EPF d'Alsace ; ce prix tient compte des subventions déductibles et des dispositifs d'intervention attribués par l'EPF d'Alsace ;
- Les **frais de gestion, de procédure et les frais de portage relatifs à cette opération restants dus à la date de cession**. Ils seront minorés en cas de perception d'indemnités d'occupation/loyers par l'EPF d'Alsace pour le bien porté et de remboursement anticipé en capital effectué par la collectivité ou remboursement d'assurances, de dépôt de garantie, d'électricité,… En cas d'exercice d'un droit de préemption (commercial, preneur en place…) lors de la rétrocession du bien, le solde des frais de portage restera dû et ceux déjà facturés ne seront pas récupérables par la collectivité.

ARTICLE 5 : EFFETS DE LA CONVENTION ET DURÉE DE PORTAGE DES PROJETS

La convention objet des présentes produira tous ses effets à compter du jour de sa signature ; les frais de portage et de gestion associés à chaque opération commenceront cependant à courir à compter de la signature de chaque acte d'acquisition par l'EPF d'Alsace.

Ses effets prendront fin lorsque les biens acquis concernés par la présente convention auront tous été cédés par l'EPF d'Alsace et que les comptes financiers auront été apurés.

Compte tenu de la multiplicité des immeubles visés à la présente convention et de l'impossibilité d'identifier en amont les biens qui feront effectivement l'objet d'une demande d'acquérir dans les conditions prévues à l'article 2.3.4, la convention cessera également de

PROJET

produire effet lorsqu'il sera définitivement acquis que l'EPF d'Alsace ne procèdera plus à des acquisitions immobilières supplémentaires. Le cas échéant, il sera mis un terme à la convention après échange de courriers concordants entre l'EPF d'Alsace et la collectivité le constatant, sous réserve du respect des conditions visées à l'alinéa précédent s'agissant de la rétrocession des biens acquis par l'EPF d'Alsace et de la mise en œuvre des modalités financières afférentes.

Chaque opération désignée ci-après dans les conditions particulières fait l'objet d'une durée de portage spécifique comprise entre minimum DEUX (2) ans et maximum de DIX (10) ans, sauf accord express du Conseil d'administration.

La durée de portage souhaitée sera, pour chacune des opérations, définie par la collectivité lors de la transmission de la demande d'acquérir.

La durée de portage spécifique à chaque bien pourra faire l'objet d'une demande unique de prorogation par la collectivité, sous réserve de l'accord préalable du Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace et d'une délibération concordante de la collectivité.

Toute prorogation, quelle que soit sa durée, fera l'objet d'un remboursement du capital (prix et frais d'acquisition) par annuités constantes sur la durée reconduite, sauf décision contraire du Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.
Cette prorogation emportera le cas échéant prorogation des éventuelles conventions de mise à disposition conclues au profit de la collectivité.

ARTICLE 6 : CESSION ANTICIPÉE ET/OU PARTIELLE DU BIEN

Toute demande de cession anticipée d'un bien devra revêtir la forme d'une délibération de l'organe délibérant de la collectivité et sera soumise à l'approbation du Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace.

En cas de cession anticipée partielle, la présente convention continuera à produire tous ses effets pour l'éventuelle partie du bien non cédée par anticipation, au même titre que les autres opérations demeurantes sous portage EPF d'Alsace.

En cas de cession d'un bien au cours de la première année, les frais de portage restent acquis à l'EPF d'Alsace et seront facturés à la collectivité. En cas de cession anticipée au-delà de la première année de portage, un *prorata temporis* sera effectué.

ARTICLE 7 : PROMESSE D'ACHAT

Les dispositions du présent article s'appliquent aux biens objets des présentes, acquis par l'EPF d'Alsace suite à une demande d'acquisition de la collectivité.

La convention encadrant les modalités d'acquisition et de portage par l'EPF d'Alsace de tout ou partie des onze (11) immeubles identifiés au sein des conditions particulières, lesquels sont susceptibles d'être acquis selon des temporalités différentes, la promesse d'achat de la collectivité porte sur l'ensemble des biens acquis par l'EPF d'Alsace sur le fondement des présentes et fera l'objet de levées d'options individuelles pour chaque immeuble en fonction de la durée de portage qui lui est propre.

7.1 Acceptation de la promesse d'achat

La présente convention vaut promesse unilatérale d'achat par la collectivité, pour les biens acquis et désignés ci-après dans les conditions particulières.

L'EPF d'Alsace, BENEFICIAIRE accepte la présente promesse d'achat en tant que promesse, se réservant la faculté d'en demander la réalisation.

PROJET

Les parties reconnaissent que la promesse unilatérale d'achat consentie par la collectivité et son acceptation par l'EPF d'Alsace permettent la formalisation du consentement réciproque sur la chose et le prix conformément à l'article 1589 du code civil, sous réserve de la levée d'option par l'EPF d'Alsace dans les conditions prévues à l'article 7.2..

7.2 Modalités de levée d'option par l'EPF d'Alsace

La levée d'option par l'EPF d'Alsace devra intervenir au plus tard dans un délai de douze (12) mois à compter de la fin de la durée initiale ou prolongée d'une opération sous portage :

- par exploit d'huissier,
- par LRAR,
- directement par la signature de l'acte de rétrocession au profit de la collectivité,
- ou bien par la mise en demeure prévue à l'article 8 de la présente convention.

L'EPF d'Alsace pourra retenir la modalité de levée d'option de son choix.

Le délai de douze (12) mois commencera à courir à compter de l'expiration de la durée initiale ou prolongée de portage.

7.3 Conséquences de la levée d'option par l'EPF d'Alsace

La levée d'option dans le délai visé à l'article 7.2 formera la vente de son seul fait sans rétroactivité. La vente devra être constatée, par acte notarié ou administratif, dans un délai maximum de trois (3) mois à compter de la levée d'option.

Il est convenu entre les Parties que la réitération de la vente par acte notarié ou administratif ne constitue qu'une formalité visant à rendre opposable la vente aux tiers et en aucun cas une condition de validité de la vente.

En l'absence de signature de l'acte notarié ou administratif de réitération de la vente, l'EPF d'Alsace pourra solliciter l'exécution forcée de la vente, la vente étant parfaite entre les Parties par le seul effet de la levée d'option.

7.4 Prix de vente (rétrocession)

Au titre de chaque bien ayant fait l'objet d'une demande d'acquérir, la collectivité s'engage à verser à l'EPF d'Alsace un prix de rétrocession correspondant au prix d'acquisition du bien payé par l'EPF d'Alsace auquel s'ajouteront toutes les dépenses engagées par lui pour son acquisition, l'administration et la conservation du bien tels que définis à l'article 4.

Ce prix est minoré, le cas échéant, des aides extérieures déductibles et/ou dispositifs d'intervention proposés par l'EPF Alsace (minorations foncières, fonds friche, etc.).

Si, en dépit de toutes les diligences et vérifications effectuées par l'EPF d'Alsace préalablement à l'acquisition et au portage, il est découvert pendant la durée du portage une source de pollution autre que celles déjà éventuellement connues, la présente promesse ne sera pas caduque et les prix d'acquisitions ne seront pas minorés en raison de la pollution éventuellement découverte.

La collectivité s'engage à procéder à l'acquisition des biens sur la base du prix de rétrocession calculé par l'EPF d'Alsace conformément à l'article 4, sans pouvoir élever de contestation sur le montant sollicité notamment s'agissant des dépenses engagées pour l'acquisition, l'administration et la conservation des biens.

La méthode de calcul du prix de rétrocession de chaque bien sera appliquée au jour de la levée de l'option, sans qu'un nouvel accord entre les Parties sur le prix de rétrocession ne soit

PROJET

nécessaire, la présente convention fixant un prix de rétrocession déterminable pour chaque bien objet de la promesse d'achat.

7.5 Survie de la promesse d'achat en cas de résiliation pour inexécution

En cas de résiliation de la présente convention pour quelque cause que ce soit, y compris en cas de résiliation pour inexécution prévue à l'article 8, les stipulations de l'article 7 relatives à la promesse d'achat contractée par la collectivité, et acceptée par l'EPF d'Alsace, demeureront en vigueur et continueront de lier les parties jusqu'à leur exécution complète.
La date de résiliation de la convention constituera dans ce cas le point de départ du délai de douze (12) mois imparti à l'EPF d'Alsace pour lever l'option.

Cette survie est justifiée par le caractère autonome de la promesse d'achat, laquelle est destinée à produire ses effets indépendamment de la subsistance de l'obligation d'acquisition des biens visés au sein des conditions particulières mises à la charge de l'EPF d'Alsace.

7.6 Résiliation de la promesse d'achat

En raison de l'acceptation par l'EPF d'Alsace, BENEFICIAIRE de la promesse faite par le représentant de la collectivité, PROMETTANT, en tant que promesse d'achat, il s'est formé entre elles un contrat dans les termes de l'article 1124 du Code civil. En conséquence, et pendant toute la durée du contrat, celui-ci ne pourra être révoqué que par leur consentement mutuel.

7.7 Sort de la promesse d'achat en cas de division parcellaire et de pluralité d'acquéreurs

En cas de division du bien et de reventes anticipées par l'EPF d'Alsace, à la demande et pour le compte de la collectivité, à son profit ou au profit de tiers éventuels, la présente promesse d'achat continuera à produire ses effets pour le surplus restant encore appartenir à l'EPF d'Alsace.

ARTICLE 8 : RÉSILIATION POUR INEXÉCUTION

La carence s'entend ici du manquement fautif par l'une des PARTIES, du fait de sa volonté ou de sa négligence, à une ou plusieurs de ses obligations aux présentes.

En cas de manquement aux obligations contractuelles, une mise en demeure de se conformer à ses obligations ou de remédier au manquement constaté sera envoyée à la partie défaillante par l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue d'un délai de deux mois après la mise en demeure restée infructueuse, la présente convention pourra être résiliée de plein droit par la partie se prévalant du manquement et sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la partie défaillante. En cas de résiliation, l'EPF d'Alsace pourra exiger l'acquisition immédiate par la collectivité des biens portés ou la prise de dispositions de nature à vendre les biens.

ARTICLE 9 : ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile en leur demeure respective.

PROJET

CONDITIONS PARTICULIERES

ARTICLE 10 : AUTORISATION DE PROGRAMME GENERALE

La présente convention de portage foncier porte sur les ONZE (11) immeubles identifiés à la présente convention, délibéré en Conseil eurométropolitain en date du ++ ++++ 2026, qualifiés et désignés ci-après d'opérations.

Il est précisé que l'ajout d'une ou de plusieurs opérations supplémentaires devra nécessairement faire l'objet d'un avenant à la présente convention et le cas échéant d'une réévaluation du montant de l'engagement global visé au présent article.

La collectivité autorise l'EPF d'Alsace à acquérir pour son compte l'ensemble des opérations détaillées ci-après, sous réserve des principes d'acquisition prévus à l'article 2 de la présente convention.

A date de la signature de la présente convention, cette autorisation est donnée dans la limite d'un engagement global fixé à SEPT MILLIONS CINQ CENT QUARANTE-SIX MILLE (7.546.000,00 € HT) hors taxes, soit un montant égal à l'estimation sommaire et globale rendue par le service des Domaines sous avis n° 2024-67482-48586 en date du 12 septembre 2024, mais déduction faite de la valeur indemnitaire accordée au bien retiré sis 36 route des Romains.

Cette autorisation ne pourra en aucun cas être dépassée par l'EPF d'Alsace, sauf délibération préalable de la collectivité et avenant à la présente convention.

ARTICLE 11 : OPERATIONS CONCERNEES PAR L'EXECUTION DES PRESENTES

11.1 Opération « 12 rue de la Charmille »

L'opération concerne un immeuble à usage d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MH	10	*rue de la Charmille*	SOL	UB3	00	02	28
Superficie totale					**2,28 ares**		

11.2 Opération « 22 rue de la Tour »

L'opération concerne un immeuble à usage mixte de commerce et d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MY	361	*rue de la Tour*	SOL	UB2	00	02	25
Superficie totale					**2,25 ares**		

11.3 Opération « 17 route des Romains »

L'opération concerne un immeuble à usage mixte de commerce et d'habitation

Figurant au cadastre :

PROJET

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MZ	152	*rte des Romains*	SOL	UB2	00	00	84
Superficie totale					**0,84 are**		

11.4 Opération « 28 route des Romains »
L'opération concerne un immeuble à usage mixte de commerce et d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MI	76	*rte des Romains*	SOL	UB2	00	01	53
Superficie totale					**1,53 are**		

11.5 Opération « 34 route des Romains »
L'opération concerne un immeuble à usage d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MI	473	*rte des Romains*	SOL	UB2	00	02	41
Superficie totale					**2,41 ares**		

11.6 Opération « 43 route des Romains »
L'opération concerne un immeuble à usage d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MY	36	*rte des Romains*	SOL	UB2	00	05	97
Superficie totale					**5,97 are(s)**		

11.7 Opération « 113 et 115 route des Romains »
L'opération concerne un immeuble à usage mixte de commerce et d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MS	32	*rte des Romains*	SOL	UB2	00	02	89
	34				00	01	89
Superficie totale					**4,78 ares**		

11.8 Opération « 136 route des Romains »
L'opération concerne un immeuble à usage d'habitation

PROJET

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
ML	144	*rte des Romains*	SOL		00	02	04
Superficie totale					**2,04 ares**		

11.9 Opération « 164 route des Romains »
L'opération concerne un immeuble à usage mixte de commerce et d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MN	441	*rte des Romains*	SOL	UB2	00	02	86
Superficie totale					**2,86 ares**		

11.10 Opération « 167 route des Romains »
L'opération concerne un immeuble à usage d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
MO	109/27	*rte des Romains*	SOL	UB2	00	01	73
Superficie totale					**1,73 are**		

11.11 Opération « 12 rue des Brasseurs »
L'opération concerne un immeuble à usage d'habitation

Figurant au cadastre :

Section	N°	Lieudit - Adresse	Nature	Zonage	Surface		
					ha	a	ca
ML	408	*rue des Brasseurs*	SOL	UB4	00	02	41
Superficie totale					**2,41 ares**		

PROJET

ARTICLE 12 : RECAPITULATIF DES ANNEXES

Annexe 1 : Délibération du Conseil eurométropolitain du 10 avril 2026
Annexe 1bis : Arrêté de délégation du 15 juillet 2026 ;
Annexe 2 : Avis de principe favorable du Conseil d'administration de l'EPF d'Alsace quant à la démarche globale du 11 décembre 2024 ;
Annexe 3 : Avis favorable de la ville de Strasbourg du XXXX ;
Annexe 4 : Arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique du 23 décembre 2025 ;
Annexe 5 : Modèle de demande d'acquérir.

Fait à STRASBOURG, en deux exemplaires, le

Monsieur Benoît GAUGLER — Monsieur Etienne WESTPHAL

Directeur de l'EPF d'Alsace — *Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg*

PROJET

Strasbourg.eu
eurométropole

4

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 10 avril 2026

Election des vice-président·es de l'Eurométropole de Strasbourg.

Numéro E-2026-59

En application des articles L 5211-10 et L 2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg élit les vice-président·es parmi ses membres au scrutin secret, uninominal à la majorité absolue. En vertu des dispositions générales du Code électoral, cette dernière se calcule sur le nombre de suffrages valablement exprimés.

Si l'article L 5211-2 du CGCT renvoie aux dispositions relatives à l'élection du·de la Maire et des adjoint·es, aucune disposition ne précise s'il y a lieu d'appliquer à cette élection les règles de l'article L 2122-7 du CGCT, qui prévoit un scrutin uninominal à trois tours pour l'élection des adjoint·es au Maire dans les communes de moins de 1 000 habitants, ou les règles de l'article L 2122-7-2 du CGCT, qui prévoit un scrutin de liste dans les communes de 1 000 habitants et plus. Le juge administratif a en l'occurrence considéré que le mode de scrutin prévu à l'article L 2122-7-2 précité ne s'applique pas à l'élection des membres du bureau de l'organe délibérant d'un établissement public de coopération intercommunale dès lors que le principe de parité n'y est pas applicable (CE 23 avril 2009, Syndicat départemental d'énergies de la Drôme ; CE 3 juin 2009, Communauté d'agglomération de Drouais).

Le scrutin applicable est donc le scrutin uninominal à la majorité absolue.

Il est procédé successivement à l'élection de chacun·e des vice-présidents-es au scrutin uninominal à trois tours, excluant par conséquent de pouvoir recourir au scrutin de liste. Si après deux tours de scrutin, aucun·e candidat·e n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité des suffrages, le ou la plus âgé·e est déclaré élu.

Ce mode de scrutin, individuel, exclut par conséquent toute obligation de parité.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu le Code Général des Collectivités Territoriales

notamment ses articles L 5211-2, L 5211-8 et L 2122-7
est appelé à procéder à l'élection des vice-président·es

après avoir recueilli les candidatures et procédé aux opérations électorales

ont été élu·es à la majorité absolue des suffrages exprimés :

1er vice-président :	*M. Thibaud PHILIPPS*
2ème vice-présidente :	*Mme Catherine GRAEF-ECKERT*
3ème vice-président :	*M. Mathieu CAHN*
4ème vice-présidente :	*Mme Caroline BARRIERE*
5ème vice-président :	*M. Jean-Louis HOERLÉ*
6ème vice-présidente :	*Mme Pernelle RICHARDOT*
7ème vice-président :	*M. Abdelaziz CHOUKRI*
8ème vice-présidente :	*Mme Michèle KANNENGIESER*
9ème vice-président :	*M Jean-Michel SCHAEFFER*
10ème vice-présidente :	*Mme Chantal CUTAJAR*
11ème vice-président :	*M. Etienne WESTPHAL*
12ème vice-présidente :	*Mme Michèle LECKLER*
13ème vice-président :	*M. Eric AMIET*
14ème vice-présidente :	*Mme Nawel RAFIK-ELMRINI*
15ème vice-président :	*M. Jean-Baptiste MATHIEU*
16ème vice-présidente :	*Mme Béatrice BULOU*
17ème vice-président :	*Yves SUBLON*
18ème vice-présidente :	*Mme Rebecca BREITMAN*

Envoyé en préfecture le 15/07/2026
Reçu en préfecture le 15/07/2026
Publié le
ID : 067-246700488-20260715-EL_E_260715_002-AI

La Présidente

ARRETE
PORTANT DELEGATION
DE FONCTION

La Présidente de l'Eurométropole de Strasbourg,

VU l'article L 5211-9 du Code général des collectivités territoriales,
VU la délibération du 10 avril 2026, relative à l'élection des vice-président·es de l'Eurométropole de Strasbourg,
VU la délibération du 10 avril 2026, relative aux délégations du Conseil à la Présidente,

Arrête

Article 1 :

Monsieur Etienne WESTPHAL, vice-président, est délégué dans mes fonctions en ce qui concerne :

1) La politique foncière et immobilière, et en particulier :

- La stratégie foncière et les compétences rattachées, notamment la signature des actes portant exercice ou délégation de l'ensemble des droits de préemption tels que prévus par le Code de l'urbanisme, du droit de priorité tel que défini par les articles L 240-1 à L 240-3 du Code de l'urbanisme, des procédures de délaissement telles que prévues dans le Code de l'urbanisme, du droit de préemption du propriétaire indivisaire prévu par l'article 815-4 du Code civil, ainsi que la signature des actes de renonciation à l'exercice de ces droits ;
- La constitution des réserves foncières de la compétence de l'EMS ;
- Les transactions immobilières et les compétences rattachées, notamment la signature des actes authentiques reçus par un notaire, les actes administratifs en la forme administrative, ainsi que les actes sous seing privé ;
- La radiation des servitudes, des restrictions au droit de disposer, au droit de bâtir et d'utiliser, les droits à la résolution, les cessions de rang ;
- La gestion du patrimoine bâti et non bâti métropolitain ;
- La gestion des emphytéoses, modifications d'affectation ou désaffectations de propriétés métropolitaines ;

./.

Publié du 15/07/2026 au 16/09/2026

Envoyé en préfecture le 15/07/2026
Reçu en préfecture le 15/07/2026
Publié le
ID : 067-246700488-20260715-EL_E_260715_002-AI

- Les procédures de classement et déclassement, affectation ou désaffectation du domaine public des biens mobiliers ou immobiliers et des voiries ou parties de voiries métropolitaines ;
- Les actes et décisions relatifs aux procédures d'expropriation, à l'exclusion de la saisine en fixation judiciaire du Juge de l'Expropriation et les actes liés à la procédure juridictionnelle ;
- Les relations avec le cadastre, le Livre foncier, et les géomètres-experts (partenariat, mise en cohérence des données foncières et nominatives, visa et intégration des documents d'arpentage...) ;
- Les arrêtés, avis, actes, documents d'arpentage, requêtes, notifications et tous autres documents nécessaires aux procédures domaniales, alignements, classement, déclassement, classement d'office (L318-3 du code de l'urbanisme), ou incorporation conventionnelle des aménageurs/ constructeurs, superpositions d'affectations domaniales, transferts de gestion ;
- La géomatique, les affaires domaniales et en particulier les procédures de bornage et de rectification des limites de propriété portant sur les propriétés métropolitaines, la mise en œuvre de la géomatique (analyse spatiale et connaissance du territoire), constitution, gestion, utilisation et diffusion de données et bases de données géographiques et domaniales ;
- La présidence des réunions de la commission du patrimoine de l'Eurométropole de Strasbourg.

2) La politique de l'habitat, et en particulier :

- La révision et l'animation du Programme Local de l'Habitat ;
- Les aides et actions en faveur du logement social et des personnes défavorisées, notamment développement, rénovation et entretien du parc de logement social ;
- Le soutien à l'amélioration du parc immobilier privé ;
- Le développement des dispositifs de logement intermédiaire ;
- La rénovation énergétique de l'habitat public et privé et le suivi du dispositif d'aides ;
- La gestion et le développement des aires d'accueil des gens du voyage, y compris les aires de grand passage, et les missions liées au schéma départemental d'accueil des gens du voyage ;
- Les actions en faveur du maintien et de l'accès au logement et le pilotage du Fonds de solidarité logement.

À ce titre, Monsieur Etienne WESTPHAL est habilité à prendre toutes initiatives et mesures et à signer les actes nécessaires à la mise en œuvre de ces délégations.

./.

Publié du 15/07/2026 au 16/09/2026

Envoyé en préfecture le 15/07/2026
Reçu en préfecture le 15/07/2026
Publié le
ID : 067-246700488-20260715-EL_E_260715_002-AI

Article 2 :

Cette délégation exclut la signature des conventions ou des contrats avec les sociétés, associations ou autres organismes dans lesquels Monsieur Etienne WESTPHAL représente l'Eurométropole de Strasbourg.

Article 3 :
Le présent arrêté annule et remplace celui en date du 1er juillet 2026.

Strasbourg, le 15 JUIL. 2026

Transmis en préfecture le : 15 JUIL. 2026
Publié à compter du : 15 JUIL. 2026
Certifié exécutoire le : 15 JUIL. 2026
(articles L 2131-1 et 2 du Code général des collectivités territoriales)

Catherine TRAUTMANN

EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Publié du 15/07/2026 au 16/09/2026

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le 17 DEC. 2024
ID : 067-507679033-20241211-2024_156-DE

Publié sur epf.alsace le 17.12.2024 à 16h30

DATE DE CONVOCATION :
14 novembre 2024

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 27
Présents : 16
Pouvoirs : 3
Votants : 19

VOTE :
Pour : 19
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2024/156

OBJET : Acquisition sur la commune de STRASBOURG

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

17 DEC. 2024

La Présidente,

Marie-Paule LEHMANN

EPF D'ALSACE Le Président

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 11 décembre 2024

Le onze décembre 2024 à 13h30, le conseil d'administration de l'Établissement Public Foncier d'Alsace s'est réuni, dans les locaux de l'espace Vauban à Strasbourg et en visioconférence, sur convocation de la Présidente, Madame Marie-Paule LEHMANN, par courriel, en date du 14 novembre 2024.

Présents : Mmes LEHMANN Marie-Paule, LOTZ Suzanne, WOLFHUGEL Christiane, MM. BRENDER Claude, GIRARDIN Philippe, ISEL Roger, JEHL François, LOM Michel, MACIEJEWSKI Patrick, METZ Jean-Marc, NETZER Jean-Lucien, NEUMANN Rémy, NORTH Alain, SCHEER Marc, TOUCAS Jean-Pierre, WALTER Hubert.

Excusés ayant donné pouvoir : Mme HESTIN Noëllie, MM FISCHER Bernard, MEYER Jean-Paul.

Excusés : Mmes BROLLY Suzanne, KREMER Eliane, LUTZ Michèle, MILLION Lara, MM. BELTZUNG Maxime, DISCHINGER Pierre, HAMMALI Jérôme, LUTZ Claude, NICOLAS Thierry, SCHAAL Stéphane, SCHAEFFER Serge, STUTZMANN Gérard.

Assistaient également : Mmes, ARNOLD Marie-Cerise, GALTIER Etiennette, GARTNER Louise, GUILLEMETTE Annick, HERTRICH Sabrina, JUND Stéphanie, LE MOING Cécile, PACARY Valérie, POITEAUX Déborah, SOLARTE Sofia, SOUDIER Catherine, TURPIN Anise, MM. CZAJKOWSKI Jonathan, DERSÉ Fabien, GAUGLER Benoît, GROJEAN Quentin, GUICHARD Baptiste, MASCIOCCHI Thomas, MERG Alois, MULLER Florian, OLIGER Killian.

EXPOSE DES MOTIFS

En janvier 2023, l'Eurométropole de Strasbourg (EMS) a lancé une Opération programmée d'amélioration de l'habitat en renouvellement urbain (OPAH-RU) au sein du quartier de Koenigshoffen. Parmi ses objectifs, le programme vise le traitement de l'habitat indigne et dégradé.

La phase étude de l'OPAH-RU a mis en évidence des immeubles devant faire l'objet d'une attention particulière au regard de désordres constatés : morphologie urbaine parfois contrainte, bâti dégradé, vacance structurelle, etc. La convention de programme de l'opération permet la mise en œuvre de procédures coercitives pour ces adresses dégradées en situation de blocage, pour lesquelles les moyens incitatifs

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le 17 DEC. 2024
ID : 067-507679033-20241211-2024_156-DE

DATE DE CONVOCATION :
14 novembre 2024

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 27
Présents : 16
Pouvoirs : 3
Votants : 19

VOTE :
Pour : 19
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2024/156

OBJET : Acquisition sur la commune de STRASBOURG

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

17 DEC. 2024

La Présidente,

Marie-Paule LEHMANN

Le Président

de l'opération ne suffisent pas.

C'est dans ce cadre que l'Eurométropole souhaite mettre en œuvre une Opération de restauration immobilière (ORI) sur 12 adresses au sein du périmètre de l'OPAH-RU. Ce dispositif contraignant vise à obliger les propriétaires à engager une réhabilitation globale de leur bien. L'ORI fait obligatoirement l'objet d'une déclaration d'utilité publique (DUP) prononcée par le préfet du département.

L'expropriation n'est pas le but recherché par une ORI. L'objectif de cette opération est avant tout d'obliger les propriétaires à réaliser les travaux et la réhabilitation globale de leurs biens. Ce n'est qu'en cas de défaillance des propriétaires qu'il est possible de recourir à l'expropriation.

Par opportunité, des acquisitions amiables et le recours au droit de préemption urbain sont possibles pendant la procédure. L'EPF d'Alsace a déjà été sollicité par l'EMS sur deux adresses en situation de vente ; le 43 et le 167 route des Romains. Les biens préalablement visités ont fait l'objet d'une évaluation par le service des Domaines. L'association Habitat & Humanisme est présente en appui des échanges. Elle propose sur chaque immeuble un projet concret de réhabilitation avec création de logements locatifs sociaux.

Parmi les 12 immeubles concernés :

- Seul 1 immeuble est sous régime de copropriété, 1 autre immeuble fait l'objet d'une division en volume et le reste des biens sont sous statut de monopropriété ;
- On décompte au total 70 logements (46 logements locatifs, 7 chambres meublées, 16 logements vacants et 1 seul propriétaire occupant) ;
- On décompte également 8 commerces (dont 6 en activité et 2 vacants).

Le Conseil Eurométropolitain de Strasbourg approuvera prochainement, par délibération en date du 18 décembre 2024, le lancement de la DUP dans le cadre de l'ORI sur le périmètre de l'OPAH-RU.

Compte tenu de ce qui précède, il est demandé aux membres du Conseil d'administration de donner un avis de principe favorable quant à la démarche générale et l'accompagnement auprès l'Eurométropole de Strasbourg dans l'application du volet ORI prévue à la convention OPAH-RU pour les éventuelles acquisitions à venir.

DELIBERATION

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les articles L. 324-1 et suivants et R. 321-1 et suivants du Code de

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le 17 DEC. 2024
ID : 067-507679033-20241211-2024_156-DE

DATE DE CONVOCATION :
14 novembre 2024

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 27
Présents : 16
Pouvoirs : 3
Votants : 19

VOTE :
Pour : 19
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2024/156

OBJET : Acquisition sur la commune de STRASBOURG

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le
17 DEC. 2024

La Présidente,

Marie-Paule LEHMANN

EPF D'ALSACE 3 rue Hein - 67000 STRASBOURG Le Président

l'urbanisme relatifs aux établissements publics fonciers locaux ;

Vu les statuts de l'EPF d'Alsace du 22 décembre 2023 ;

Vu le règlement intérieur de l'EPF d'Alsace du 7 février 2024 ;

Vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2022 approuvant le lancement d'une Opération programmée de l'amélioration de l'habitat de renouvellement urbain (OPAH-RU) sur le quartier de Koenigshoffen (Strasbourg) ;

Vu la convention cadre de l'OPAH-RU, en vigueur de janvier 2023 à janvier 2027, validant la mise en œuvre de mesures coercitives contre l'habitat indigne et dégradé.

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité de donner un avis de principe favorable quant à la démarche générale et l'accompagnement auprès l'Eurométropole de Strasbourg dans l'application du volet ORI prévue à la convention OPAH-RU pour les éventuelles acquisitions à venir.

Envoyé en préfecture le 17/12/2024
Reçu en préfecture le 17/12/2024
Publié le
ID : 067-507679033-20241211-2024_156-DE

DATE DE CONVOCATION :
14 novembre 2024

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :
Benoît GAUGLER

NOMBRE DE MEMBRES :
En exercice : 27
Présents : 16
Pouvoirs : 3
Votants : 19

VOTE :
Pour : 19
Contre : 0
Abstentions : 0

Délibération n° 2024/156

OBJET : Acquisition sur la commune de STRASBOURG

La Présidente certifie que la présente délibération a été déposée en Préfecture du Bas-Rhin au titre du contrôle de légalité, et qu'il a été procédé aux formalités de publication et/ou de notification aux intéressés.

Certifié exécutoire le

La Présidente,

Marie-Paule LEHMANN

Le Président

Paul MEYER
Adjoint à la Maire de Strasbourg

MADAME CATHERINE TRAUTMANN
PRESIDENTE DE L'EUROMETROPOLE
1 PARC DE L'ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

Strasbourg, le

Madame la présidente,

Par délibération du 18 décembre 2024, l'Eurométropole de Strasbourg a approuvé :

- le lancement d'une procédure de déclaration d'utilité publique (DUP) pour l'Opération de restauration immobilière (ORI) portant sur 12 immeubles situés au sein du périmètre de l'OAPH RU à Koenigshoffen.

Par arrêté du 23 décembre 2025, la préfecture du Bas-Rhin a déclaré :

- d'utilité publique l'opération de restauration immobilière de Strasbourg Koenigshoffen au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg portant sur 11 immeubles au sein du périmètre de l'OAPH RU à Koenigshoffen.

La procédure de DUP ORI pourrait amener la collectivité à acquérir un ou plusieurs de ces 11 immeubles.

Ces acquisitions, le cas échéant, ne pourraient se faire qu'en partenariat avec l'Établissement public foncier d'Alsace qui se porterait acquéreur et assurerait le portage foncier de ces immeubles.

Aussi, j'ai l'honneur d'émettre, au nom de la ville de Strasbourg, un avis favorable aux opérations menées par l'Établissement public foncier d'Alsace pour les 11 immeubles visés par l'Opération de restauration immobilière, conformément à l'article L. 324-1 du Code de l'urbanisme.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de mes salutations les meilleures.

Paul MEYER

Votre contact : Marion FRANCOIS -Tél. 03 68 98 88 07– marion.francois@strasbourg.eu

PRÉFET
DU BAS-RHIN
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRETE PREFECTORAL du 23 DEC. 2025

portant déclaration d'utilité publique des travaux et acquisitions nécessaires au projet d'opération de restauration immobilière à Strasbourg Koenigshoffen

LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles L1, L110-1, L121-1 et suivants, R121-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme, en particulier les articles L313-4 à L313-4-4, et R*313-23 à R313-29 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de monsieur Amaury de SAINT-QUENTIN en qualité de préfet de la région Grand-Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;

VU la délibération du conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 18 décembre 2024 approuvant le dossier d'enquête publique du projet d'opération de restauration immobilière portant sur douze immeubles situés au sein du périmètre de l'OPAH-RU Koenigshoffen et sollicitant du préfet du Bas-Rhin l'ouverture d'une enquête publique préalable à déclaration d'utilité publique nécessaire à la réalisation du projet ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 31 juillet 2025 portant ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des acquisitions nécessaires au projet d'opération de restauration immobilière à Strasbourg Koenigshoffen ;

VU le résultat de l'enquête publique : le rapport, conclusions et avis de la commissaire enquêtrice daté du 11 novembre 2025 ;

VU le courrier signé par Suzanne BROLLY, Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg, en date du 1er décembre 2025, sollicitant le retrait du projet de l'immeuble sis 36 route des romains à Strasbourg, selon les recommandations de la commissaire-enquêtrice ;

CONSIDÉRANT que cette opération s'inscrit dans le cadre d'un programme de mutation et de mise en conformité du parc privé ancien dégradé du quartier de Koenigshoffen à Strasbourg, en accompagnant la réhabilitation de 1000 logements ;

CONSIDÉRANT que 12 immeubles ont été identifiés comme prioritaires par l'Eurométropole de Strasbourg ; que l'un d'eux, sis 36 route des romains, a subi d'importants dommages suite à un incendie le 20 septembre 2025 ; que les expertises en cours et l'intervention des assureurs conditionneront les travaux ; qu'il convient par conséquent de retirer cet immeuble du projet ;

CONSIDÉRANT que l'obligation de travaux doit permettre la résolution des problèmes persistants d'insalubrité, de faible performance énergétique et de faible attractivité ; qu'elle aura pour conséquence d'améliorer le cadre de vie des occupants, de préserver le patrimoine bâti, de créer de l'activité économique et aura un impact favorable sur l'environnement et le coût consacré à la fourniture d'énergie des occupants ;

CONSIDÉRANT que les avantages attendus par l'opération de restauration immobilière sont supérieurs aux inconvénients susceptibles d'être engendrés et que le projet est d'intérêt général ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin,

ARRETE

Article 1 : L'opération de restauration immobilière de Strasbourg Koenigshoffen est déclarée d'utilité publique au bénéfice de l'Eurométropole de Strasbourg, conformément au plan et à la liste des immeubles désignés annexés au présent arrêté.

Article 2 : Après le prononcé de la déclaration d'utilité publique de l'opération de restauration immobilière, l'Eurométropole arrête, pour chaque immeuble à restaurer, le programme précis des travaux à réaliser dans le délai fixé, en application de l'article L313-4-2 du code de l'urbanisme. Ce programme est notifié aux propriétaires concernés lors de l'enquête parcellaire.

Article 3 : En cas de refus ou à défaut de réalisation des travaux dans le délai prescrit, l'Eurométropole de Strasbourg pourra procéder à l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation des immeubles nécessaires à la réalisation de l'opération.

Article 4 : L'expropriation éventuelle de ces immeubles devra être réalisée dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché pendant deux mois selon les usages locaux sur le territoire de la commune de Strasbourg. L'accomplissement de cette mesure de publicité incombe à la maire et sera certifié par elle.

Il sera en outre, inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et consultable sur le site internet des services de l'État dans le Bas-Rhin par les soins de la préfecture :
https://www.bas-rhin.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Amenagement-du-territoire-construction-logement/Expropriation-pour-cause-d-utilite-publique/Immobiliers-Lotissements.

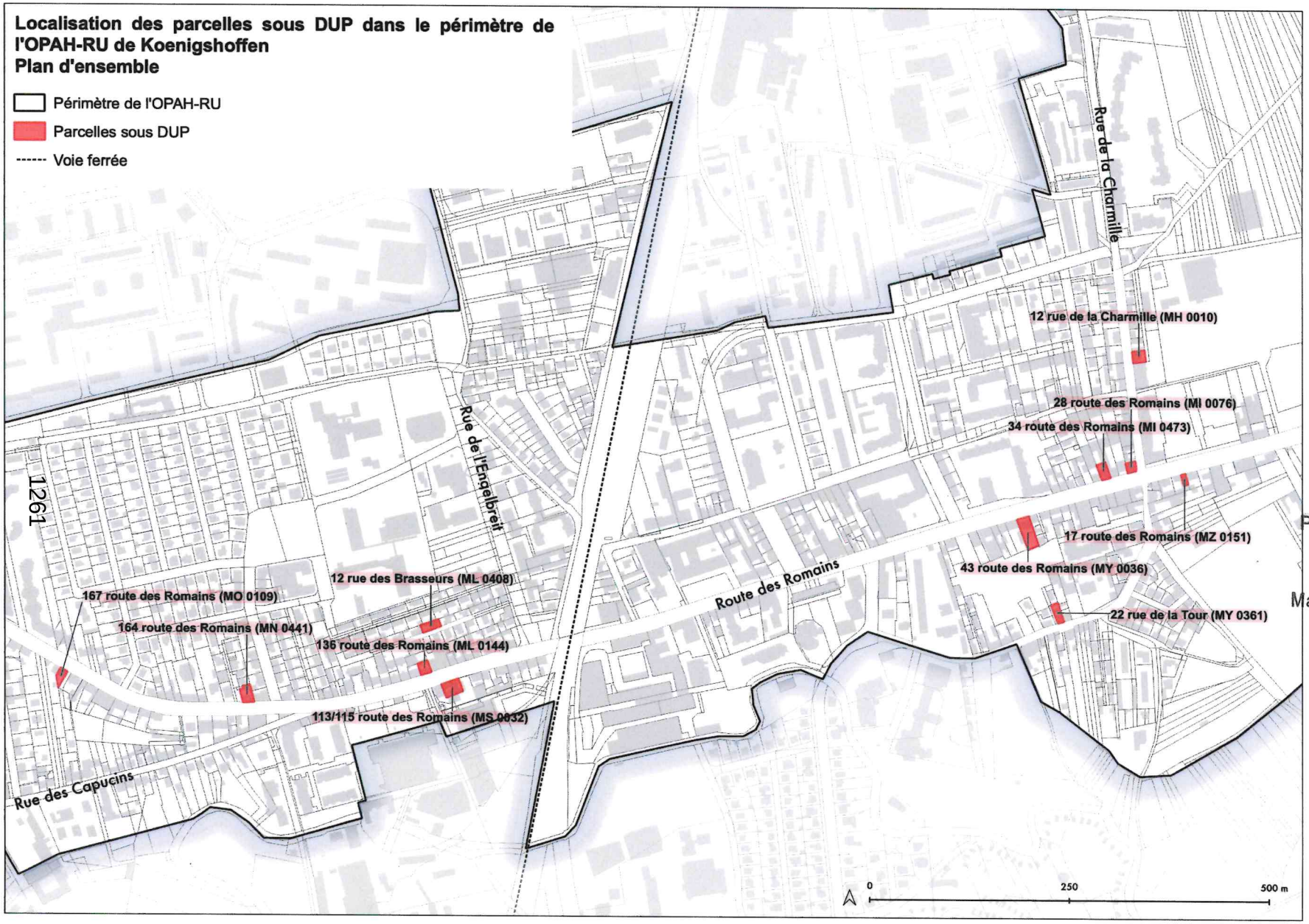
Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg (31, avenue de la Paix - BP 51038 67070 Strasbourg cedex), ou sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin, la présidente de l'Eurométropole de Strasbourg et la maire de Strasbourg, sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet

Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

Annexe 1 : plan du projet



Préfecture du Bas-Rhin

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral de ce jour

Strasbourg, le 23 DEC. 2025

PRÉFECTURE DU BAS-RHIN
- 260 STRASBOURG -

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

Annexe 2 : désignation des immeubles concernés par le projet

Adresse (à Strasbourg)	Références cadastrales	Surface cadastrale en m²	Niveaux habitables	Nombre de logements	Nombre de commerces	Statut de propriété
12 rue de la charmille	MH 0010	228	R+2+C	7	0	Monopropriété (indivision)
22 rue de la tour	MY 0361	225	R+1+C	10	1	Monopropriété (SARL)
17 route des romains	MZ 0152	84	R+2+C	3	1	Monopropriété (SCI)
28 route des romains	MI 0076	153	R+1+C	4	1	Monopropriété
34 route des romains	MI 0473	241	R+1+C	6	0	Monopropriété (SCI)
43 route des romains	MY 0036	597	R+2+C	4	0	Monopropriété
113-115 route des romains	MS 0034 et MS 0032	478	R+2+C et R+3	14	3	Copropriété
136 route des romains	ML 0144	204	R+1+C	4	0	Monopropriété (SCI)
164 route des romains	MN 0441	286	R+1+C et R+C	4	1	Monopropriété
167 route des romains	MO 0109	173	R+2	3	0	Monopropriété
12 rue des brasseurs	ML 0408	241	R+2+C	5	0	Monopropriété (indivision)
			TOTAL	**64**	**7**	

1262

Préfecture du Bas-Rhin

Vu pour être annexé à
l'arrêté préfectoral de ce jour

Strasbourg, le 23 DEC. 2025

PREFECTURE DU BAS-RHIN - 260 STRASBOURG -

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation,

la secrétaire générale,
Maxime AHRWEILLER ADOUSSO

Préfecture du Bas-Rhin
Tél : 03 88 21 67 68
www.bas-rhin.gouv.fr
5, place de la République – 67 073 Strasbourg Cedex

Etienne WESTPHAL

Vice-Président de l'Eurométropole de Strasbourg

Etablissement Public Foncier d'Alsace
À l'attention de M. Benoit GAUGLER,
Directeur
3 Rue Gustave Adolphe Hirn
67000 Strasbourg

À Strasbourg, le ++ ++++ 2026

Vos réf.
BS482AH - Convention multi-sites

OBJET : Demande d'acquisition amiable et choix des modalités de portage de l'immeuble situé ++++

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de la convention de portage foncier portant sur les immeubles de la DUP ORI Koenigshoffen à Strasbourg signée entre l'Eurométropole de Strasbourg et l'Établissement Public Foncier d'Alsace en date du ++ ++++ 2026, nous sollicitons l'acquisition et le portage du bien sis ++ rue ++++ 67200 Strasbourg selon les termes précisés ci-dessous :

1. **Désignation du bien :**

L'immeuble mentionné à l'article 11.++ de la convention de portage sus-évoquée, situé au ++ rue ++++ à Strasbourg (67200), constituant un immeuble à usage ++++ (*ex : à usage d'habitation ou à usage mixte de commerce et d'habitation)*.

2. **Prix d'acquisition :**

Le prix d'acquisition engagé par l'EPF d'Alsace ne devra excéder XX € hors taxes, frais d'acquisition et honoraires d'intermédiaires en sus.

Ce prix porte le montant global des acquisitions engagées par l'EPF d'Alsace à hauteur de XX €, dans le respect de l'autorisation de programme générale fixée par la convention (article 10).

3. **Durée de portage**

Par application des dispositions conventionnelles applicables, la collectivité opte pour une durée de portage de X ans à compter de l'acquisition effective du bien par l'EPF d'Alsace.

4. **Mode de paiement**

Par application des dispositions conventionnelles applicables, la collectivité opte pour un paiement du prix de rétrocession (au choix : *au terme du portage / par annuités)*.

Sous réserve d'une acquisition effective du bien par l'EPF dans le respect des conditions susmentionnées, la collectivité confirme son engagement ferme et définitif à respecter les termes de la convention de portage foncier, en particulier les dispositions relatives à la garantie de rachat prévue à son article 7.

Je vous prie d’agréer, Monsieur le Directeur, l’expression de mes salutations distinguées.

Etienne WESTPHAL

Strasbourg.eu
eurométropole

55

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Office Foncier Solidaire LA COOPERATIVE FONCIERE - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès d'Action Logement pour une opération de 19 logements en Bail Réel Solidaire située à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN - 77 avenue de Strasbourg.

Numéro E-2026-874

Dans le cadre de sa politique menée en matière d'habitat déclinée dans le Programme d'Orientation et d'Actions Habitat, l'Eurométropole de Strasbourg a pour objectif le développement d'une offre de logement en accession sociale sécurisée, de l'ordre de 100 logements par an.

Créés en France en 2014 par l'article 184 de la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), les Offices Fonciers Solidaires (OFS) font partie des nouveaux acteurs clés de la production de logements en accession sociale sécurisée grâce au Bail Réel Solidaire (BRS).

Le BRS est un bail longue durée (18 à 99 ans), permettant la dissociation de la propriété du foncier, celui-ci demeurant à l'OFS, et du bâti acheté à un prix abordable par un ménage sous plafond de ressources. En échange, le ménage paye une redevance mensuelle à l'OFS pour l'utilisation du foncier.

L'Office Foncier Solidaire LA COOPERATIVE FONCIERE réalise une opération sise 77 avenue de Strasbourg à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN concernant 37 logements, dont 19 logements en Bail Réel Solidaire.

Ces 19 logements sont aujourd'hui réservés et/ou vendus pour 11 d'entre eux, soit 58 % de l'opération. Le niveau de redevance moyen prévu (1,66 €/m²) correspond à la vocation sociale du dispositif. L'opération a été livrée en 2026.

L'Office Foncier Solidaire LA COOPERATIVE FONCIERE est un partenaire reconnu de la Collectivité, auprès de laquelle il a pu partager les données de bilan et les statistiques relatives au profil des publics accédant au dispositif ainsi que sa programmation annuelle en Bail Réel Solidaire le 10 mars 2025. L'opération sise 77 avenue de Colmar à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN a été présentée à cette occasion à la Collectivité qui a validé son principe et sa vocation sociale.

De plus, l'Office Foncier Solidaire LA COOPERATIVE FONCIERE a précisé les procédures prévues en cas de rachat à effectuer des logements produits, démontrant que le risque financier inhérent à la vie d'une opération en BRS a bien été pris en compte dans sa stratégie.

Cette opération est financée par un prêt long terme à hauteur de cent cinquante-deux mille euros (152 000,00 €), contracté auprès d'Action Logement Services, qui demande à l'OFS la garantie de la Collectivité.

LA COOPERATIVE FONCIERE sollicite ainsi l'Eurométropole de Strasbourg pour obtenir une garantie d'emprunt relative à ce prêt contracté pour financer l'acquisition des charges foncières.

La validation de cette garantie d'emprunt est une condition pour l'OFS pour bénéficier de ce prêt et permettra donc la finalisation de cette opération.

Les caractéristiques de ce prêt sont précisées dans la convention de prêt annexée à la présente délibération.

Les modalités de la garantie de l'Eurométropole de Strasbourg sont les suivantes :
L'Eurométropole de Strasbourg s'engage au cas où le bénéficiaire de la garantie ne pourrait pas s'acquitter de ces obligations envers l'organisme préteur, à assumer ces obligations en lieu et place et à régler à titre d'avances remboursables, dans la limite des sommes restant dues au titre de l'emprunt garanti tant en capital qu'en intérêts, frais et accessoires y afférents, conformément à l'article 2028 du Code civil.

Le bénéficiaire de la garantie s'engage en à respecter les prescriptions suivantes :
- prévenir l'Eurométropole de Strasbourg au moins deux mois à l'avance de son incapacité de faire face à tout ou partie et demander la mise en jeu de la garantie,
- rembourser à l'Eurométropole de Strasbourg les avances qu'elle aurait faites, et ce dès que la situation financière le permet, et au plus tard dans un délai de deux ans,
- fournir chaque année les bilans, comptes d'exploitation et annexes pour l'opération ayant fait l'objet du prêt garanti,
- informer la Collectivité de toute modification intervenant dans le plan de remboursement de l'emprunt (changement du taux d'intérêt ou de la période d'amortissement, remboursements anticipés, etc.),
- ne pas hypothéquer, vendre ou aliéner tout ou partie des biens concernés par la garantie consentie, sans en informer la Collectivité.

La durée de la garantie ne peut excéder la durée totale du prêt, soit 40 ans.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu l'article 2298 du Code civil
vu les articles L 2252-1 et 2252-2 du Code général des collectivités territoriales
vu la délibération du 4 octobre 2024 n° E-2024-657 mettant en place le dispositif de prise en garantie des emprunts souscrits par les Offices Fonciers Solidaires pour le

financement des opérations en Bail Réel Solidaire
vu la convention de prêt n° 1094630 en annexe
signée entre LA COOPERATIVE FONCIERE, ci-après l'Emprunteur,
et Action Logement Services
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

Pour la réalisation de 19 logements en Bail Réel Solidaire (BRS) au sein de l'opération sise 77 avenue de Strasbourg à ILLKIRCH-GRAFFENSTADEN, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement du prêt n° 1094630 d'un montant total de cent cinquante-deux mille euros (152 000,00 €) contracté par LA COOPERATIVE FONCIERE auprès d'Action Logement Services selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions de la convention de prêt n° 1094630.

Sachant que les conditions demandées par la délibération du 4 octobre 2024 ont été validées, l'Eurométropole de Strasbourg s'engage :

- *au cas où l'Office Foncier Solidaire LA COOPERATIVE FONCIERE, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes devenues exigibles ou des intérêts moratoires qu'elle aurait encourus sur le prêt, à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification d'Action Logement Services par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements,*

- *à libérer des ressources suffisantes pour couvrir les charges des emprunts, pendant toute la durée du prêt et en cas de besoin.*

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à intervenir à la convention de prêt amortissable Action Logement Services qui sera passée entre l'Office Foncier Solidaire LA COOPERATIVE FONCIERE et Action Logement Services, ainsi qu'à signer toute convention ou tout document y afférent.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-214463C-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026



La Coopérative Foncière

Comité d'engagement
Conseil d'administration

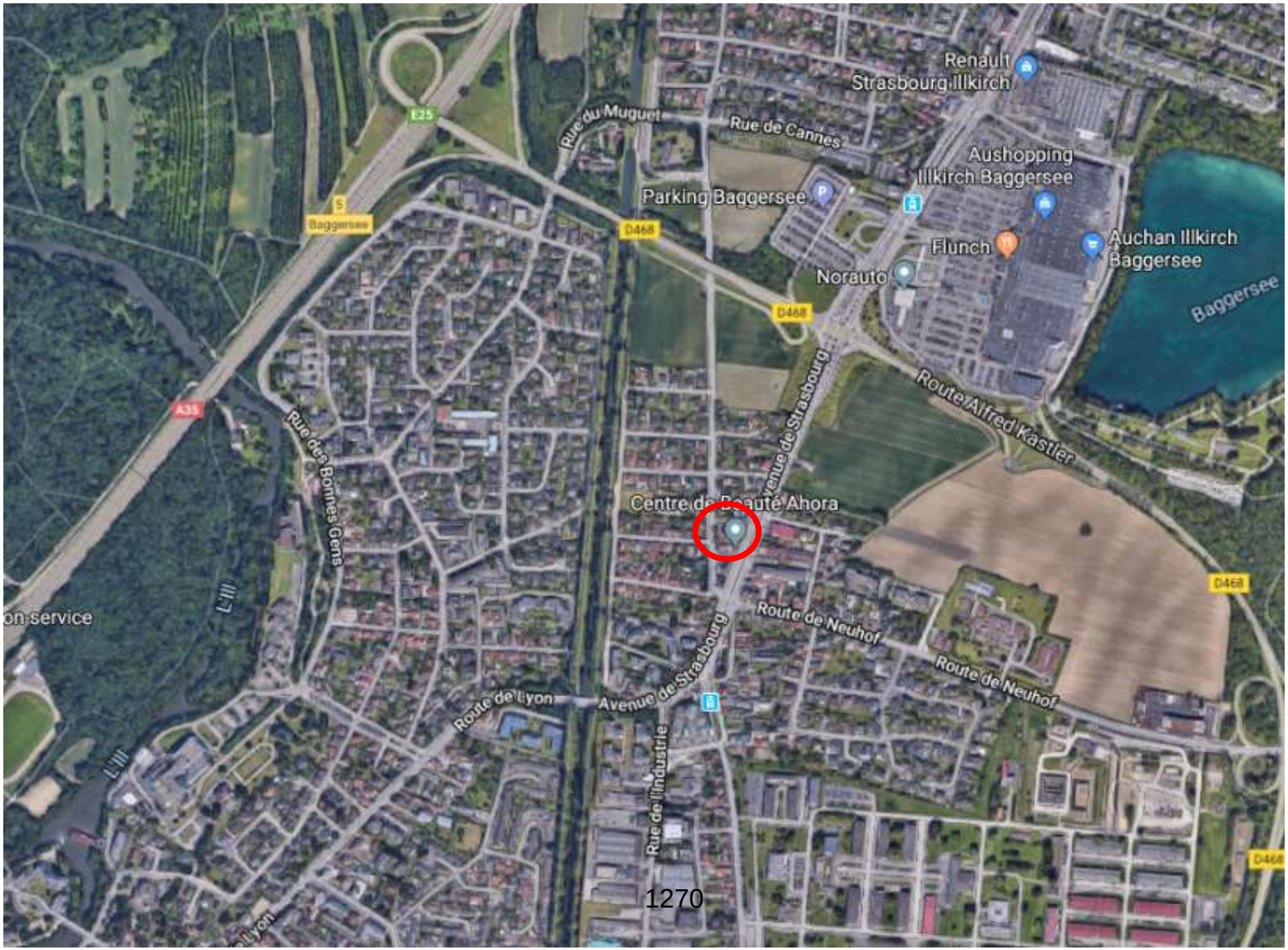
Décembre 2022

1268

I. PROJET IMMOBILIER Le 77’ Avenue de Strasbourg à Illkirch

Contexte

L'opération de construction est située aux 75-77, Avenue de Strasbourg à ILLKIRCH, limitrophe du 73, Avenue de Strasbourg pour lequel Habitat de l'Ill est propriétaire de 7 logements locatifs sociaux.



Contexte

L'opération immobilière dans son ensemble prévue comprend :

- L'acquisition du terrain aux 75-77, Avenue de Strasbourg :
  - Acquisition par Habitat de l'Ill du terrain à 950 000€ auprès des vendeurs-propriétaires actuels du terrain ;
  - Démolition de la maison existante et de ses annexes.
- La densification du foncier au 73, Avenue de Strasbourg.





Immeuble HDI existant 73, Av de Strasbourg

Maison existante au 77, Av de Strasbourg



Contexte

Le terrain présente les caractéristiques suivantes :

- Acquisition des parcelles 948 et 950, section 21, avec rétrocession d'une bande de terrain correspondant à l'actuel trottoir côté rue de la Plaine

- Densification de la parcelle 1019, section 21, avec démolition des garages extérieurs existants

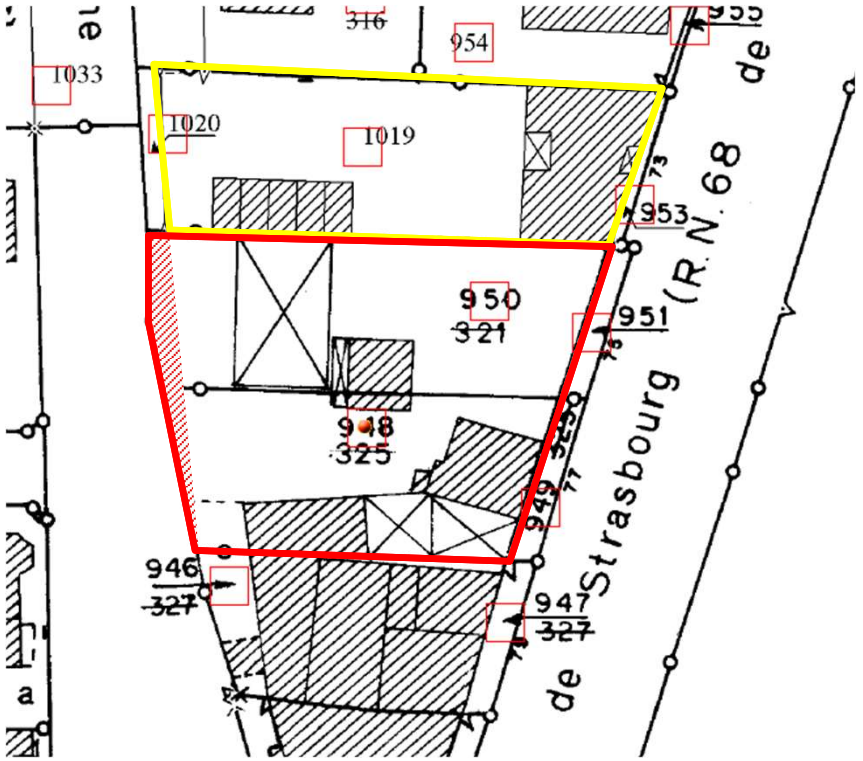
- L'assiette foncière déposée au PC concerne les trois parcelles

- Surface totale : 22,87 ares

Adresse	N° parcelles	Surface (ares)
75-77	948	6,55
	950	7,64
73	1019	8,68
		22,87

- PLU :
  - CU déposé sur zone UB2
    15mET / 15% pleine terre
  - **Nouvelle zone UB3**
    12mET / 20% pleine terre

Le projet respecte les nouvelles prescriptions en terme de hauteurs et de pleine terre.



Choix de l'opérateur

Dans le cadre de ce projet de 19 logements en BRS, il a été proposé lors du CA du 12/02/2020 de retenir l'opérateur de maîtrise d'ouvrage :

La Coopérative HLM Habitat de l'Ill

Il est proposé de confirmer l'opérateur désigné .

Programme

- Démolition des bâtiments présents sur les parcelles 948 et 950, démolition des 5 garages situés sur la parcelle 1019 et réaffectation des 2 garages situés en RDC du bâtiment 73

- Construction de 37 logements répartis en 3 bâtiments :
  - Densification de la parcelle 1019, avec construction d'1 immeuble de 9 logements locatifs sociaux, situé sur la rue de la Plaine, en R+2+Attique
  - 1 immeuble de 9 logements en accession sociale à la propriété, situé sur la rue de la Plaine, en R+2+Attique
  - **1 immeuble de 19 logements en bail réel solidaire, situé sur l'Avenue de Strasbourg, en R+3+Attique**

- Construction d'un parking de stationnements en sous-sol, comprenant 39 places :
  - 11 places de stationnement pour les 7 logements existants au 73, Avenue de Strasbourg, les 9 logements locatifs sociaux créés et les visiteurs
  - 9 places de stationnement pour les 9 logements en accession sociale sécurisée
  - **19 places de stationnement pour les 19 logements en Bail Réel Solidaire (BRS)**

- L'équipe de maîtrise d'œuvre retenue pour le projet est EMERGENCE ARCHITECTURE et OTE INGENIERIE.

Programme

La Coopérative Foncière

Vue depuis l'Avenue de Strasbourg



Programme

La Coopérative Foncière

Vue depuis le cœur d'ilôt



Programme

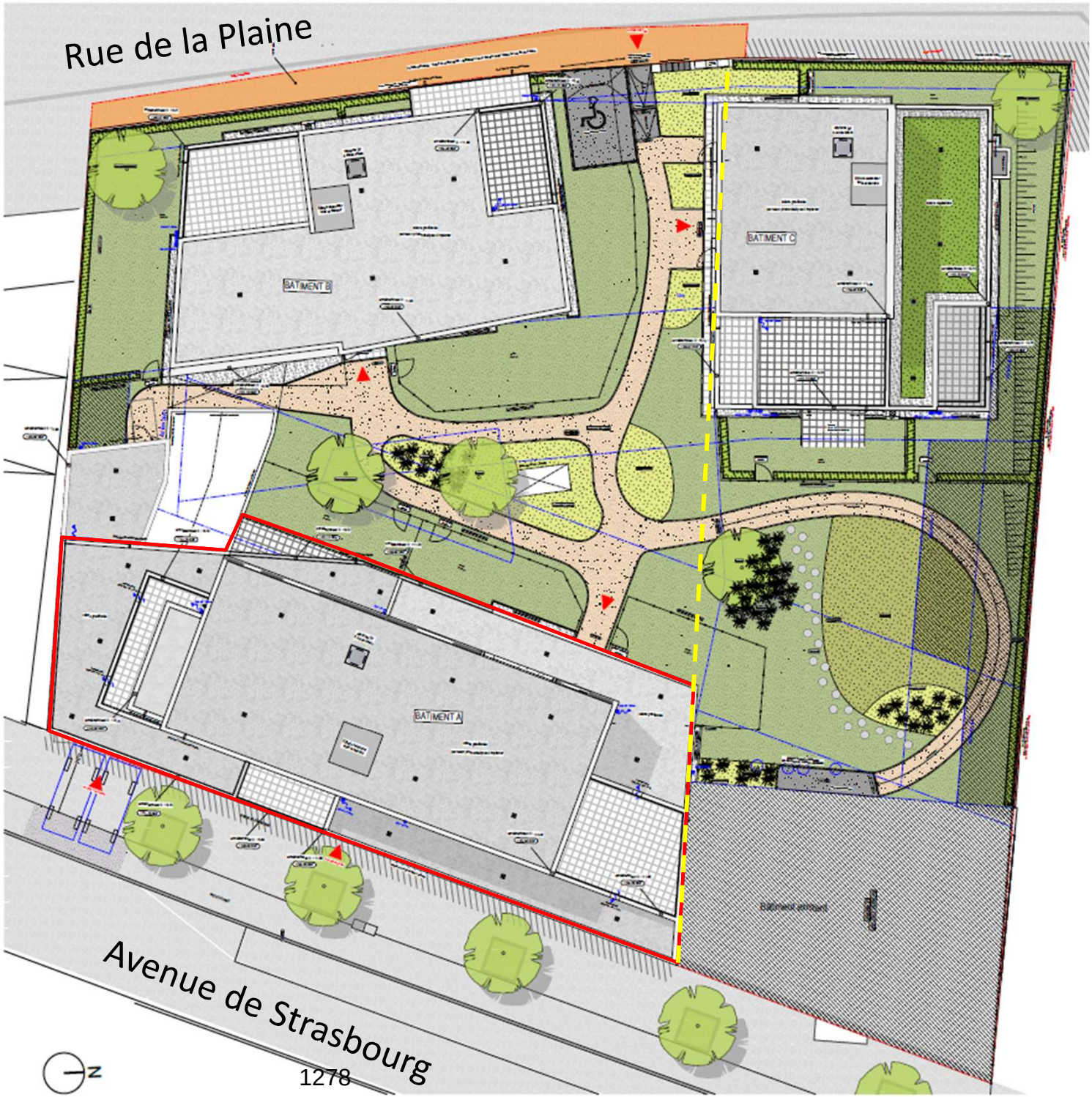
La Coopérative Foncière

Vue en 3D du projet



Programme

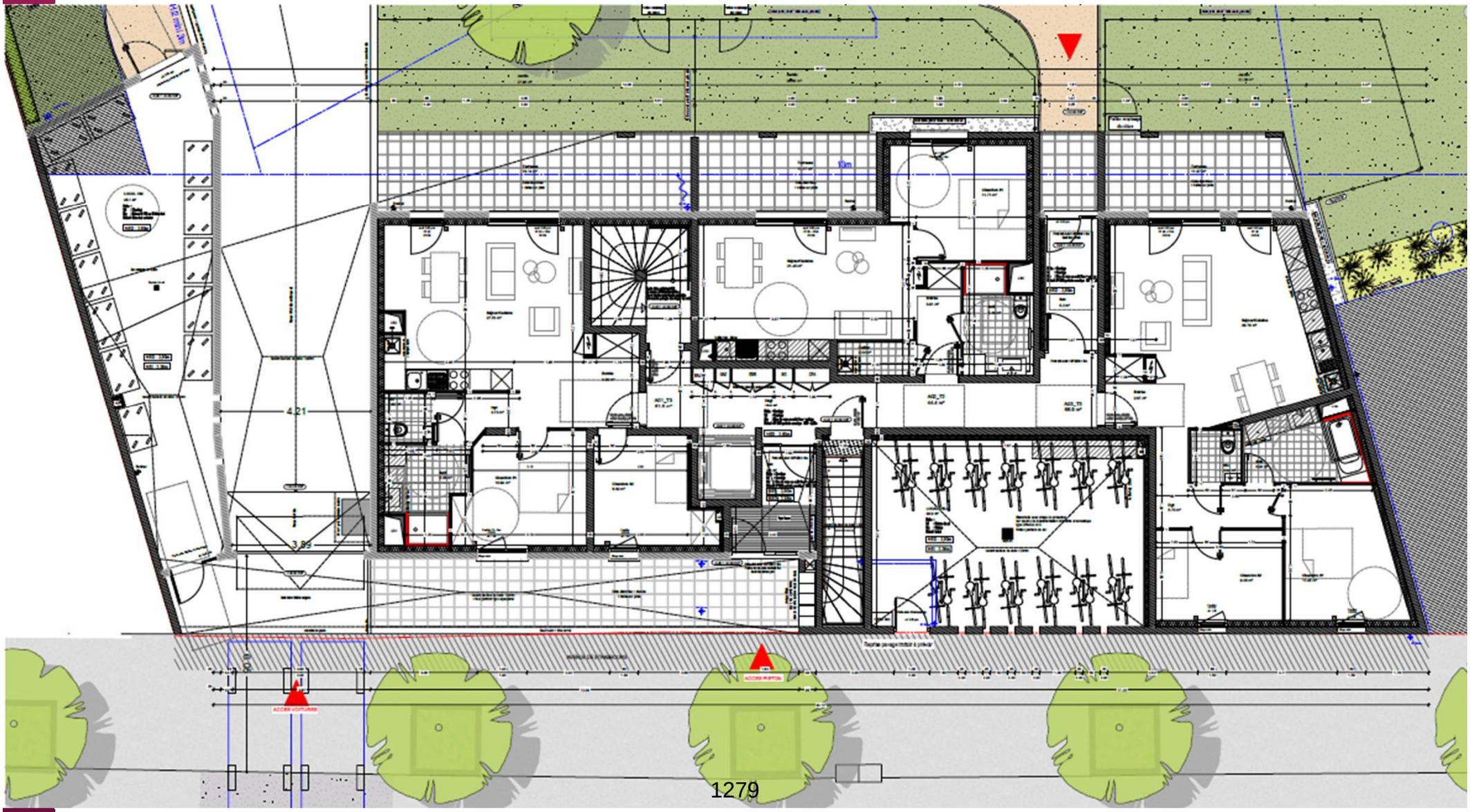
Plan Masse



En rouge
Immeuble BRS

Programme

Plan RDC bâtiment BRS



Programme

Plan du sous-sol commun



Surfaces et typologies proposées

La Coopérative Foncière

Immeuble BRS

Typologies	Etages	m² SHAB
T2	RDC	45
T3	RDC	61
T3	RDC	67
T2	R+1/R+2	45
T2	R+1/R+2	48
T3	R+1/R+2	66
T3	R+1/R+2	69
T4	R+1/R+2	80
T2	R+3	45
T2	R+3	48
T3	R+3	62
T4	R+3	80
T3	R+4	62
T5	R+4	96
TOTAL = 19 logements		**1182m²**

Récapitulatif BRS :

7 T2 / 8 T3 / 3 T4 / 1 T5

Immeuble en Accession

Typologies	Etages	m² SHAB
T3	RDC	65
T4	RDC	78
T2	R+1	43
T2	R+1	47
T3	R+1	65
T2	R+2	43
T2	R+2	47
T4 Duplex	R+2	83
T4	R+3	82
TOTAL = 9 logements		**553m²**

Immeuble locatif

Typologies	Etages	m² SHAB
T3	RDC	64 (PLS)
T2	RDC	43
T2	R+1	44 (PLAI)
T2	R+1	45 (PLAI)
T2	R+1	45
T2	R+2	44 (PLAI)
T2	R+2	45
T2	R+2	45
T3	R+3	63
TOTAL = 9 logements		**438m²**

Programmation :

3 PLAI / 6 PLUS

Planning prévisionnel

- Obtention PC : 12 mai 2020
- Prorogation accordée 21 décembre 2022

- CE/CA OFS : 12 février 2020
  1er février 2023
- CA Habitat de l'Ill :
  - Autorisation de programme initiale : 20 février 2020
  - Actualisation de programme stade DCE : 1er trimestre 2023

- Lancement commercial sur AO ouvert : Mars 2023

- Acquisition du foncier par Habitat de l'Ill : 2 juin 2021
- Vente des lots BRS par HDI à l'OFS : 1er trimestre 2023
- Signature du BRS opérateur : 1er trimestre 2023

- OS Travaux : 2ème trimestre 2023
- Livraison : 2ème trimestre 2025

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

ActionLogement SERVICES

Code de gestion : CPM75

CONVENTION DE PRÊT LONG TERME N° 1094630-SANS NORME
ORGANISME DE FONCIER SOLIDAIRE (OFS)

L'ensemble formé par les présentes conditions générales, les conditions particulières et les tableaux d'amortissement correspondants, constitue la convention de prêt(s) conclue entre ALS et l'emprunteur, formant un tout indissociable et indivisible. En cas d'incompatibilité, les conditions particulières prévalent sur les conditions générales de la Convention.

ENTRE :

Action Logement Services, société par actions simplifiée au capital de 20 000 000 euros, dont le siège social est situé 19/21 quai d'Austerlitz à PARIS (75013) et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 824.541.148, dûment représentée par Monsieur Olivier RICO, en sa qualité de Directeur Général,

Ci-après dénommée « **ALS** »,

ET :

LA COOPERATIVE FONCIERE, Organismes fonciers solidaires dont le siège social est situé 7 Rue Quintenz à ILLKIRCH GRAFFENSTADEN (67400) immatriculé(e) au registre du commerce et des sociétés de STRASBOURG sous le numéro d'identification unique 851 550 079, représenté par Monsieur Gilles PAUGAM, en sa qualité de Directeur du Pôle Performance,

Ci-après dénommée l'« **Emprunteur** »,

ALS et l'Emprunteur sont désignés ensemble comme les « **Parties** » et séparément comme une « **Partie** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT

La présente convention a été établie en application de l'article L313-3 du Code de la construction et de l'habitation (« **CCH** ») et de la directive émise par Action Logement Groupe (ALG) afin d'accompagner les organismes fonciers solidaires dans le financement de l'acquisition et du portage du foncier destiné à l'accession sociale en bail réel solidaire au sens des articles L255-1 et suivants du CCH (ci-après « **BRS** »).

Dans ce cadre, les stipulations de la présente convention ont été établies à l'issue des travaux ou échanges entre l'Emprunteur et la Délégation régionale d'Action Logement Services Grand-Est représentée par Monsieur Philippe RHIM, validées par la Commission de Crédit au titre de l'exercice 2024.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

CONDITIONS PARTICULIERES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

La convention (la « **Convention** ») est constituée des présentes conditions particulières (les « **Conditions Particulières** ») et des conditions générales qui s'y rattachent (les « **Conditions Générales** ») de même que, le cas échéant, du tableau d'amortissement prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme (le « **Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme** »).

LOCALISATION ET FINANCEMENT DE L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à utiliser les financements accordés conformément aux termes de la Convention, afin de réaliser l'opération d'acquisition et/ou portage (l' « **Opération** ») du foncier situé 77 avenue de strasbourg à ILLKIRCH GRAFFENSTADEN (67400) (l' « **Immeuble** »).

A ce titre, l'Emprunteur déclare que le prix de revient prévisionnel de l'Opération s'élève à 560 806,00 € et se décompose de la façon suivante (les « **Coûts de l'Opération** ») :

Prix de revient prévisionnel Sans norme	
Acquisition foncière et/ou portage	515 735,00 €
Frais annexes	45 071,00 €
TOTAL	**560 806,00 €**

L'Emprunteur déclare que le plan de financement prévisionnel de l'Opération est le suivant :

Plan de financement prévisionnel Sans norme	
Prêt amortissable Action Logement Services	152 000,00 €
Prêt BDT Acquisition Foncier Gaïa	344 666,00 €
Fonds propres	26 140,00 €
Fonds propres - Autres	38 000,00 €
TOTAL	**560 806,00 €**

CONDITIONS PARTICULIÈRES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRÊT LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur un prêt (le « **Prêt Long Terme** ») dont les fonds sont issus de la Participation des Employeurs à l'Effort de Construction au sens des articles L. 313-1 à L. 313-6 du Code de la construction et de l'habitation (la « PEEC ») d'un montant de 152 000,00 € (Cent cinquante-deux mille euros) aux conditions suivantes :

Financement N°1 Prêt long terme :
- **Montant du prêt accordé** : 152 000,00 €
- Filière : Sans norme
- Durée totale en mois (y compris différé) : 480 mois
- Périodicité de remboursement des intérêts et du capital : Trimestrielle

Phase d'amortissement
- Durée de la phase d'amortissement en mois : 444 mois

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

- Nature du taux : Fixe
- Taux d'intérêt annuel (taux du prêt) : 2,00 %
- Taux d'intérêt plancher (en cas de taux révisable) : NC
- Modalité d'amortissement : échéances constantes

Phase de différé
- Durée du différé en mois : 36 mois
- Modalité du différé : capital et intérêts
- Taux d'intérêt annuel pendant le différé (si différent du taux du prêt) : 0 %
- En cas de différé total, modalité de paiement des intérêts : à la fin du différé

- Frais de garantie (évaluation) : 0 euros
- Frais d'assurance : 0 euros
- Coût du prêt : 63 476,16 €
- TEG : 1,69 %, soit un taux de période 0,423 %

Le Prêt Long Terme est destiné au financement de l'Opération et son utilisation doit respecter les stipulations de l'article 1 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Le Prêt Long Terme sera mis à disposition, pendant la Période de Disponibilité, en un seul Versement sous réserve de la satisfaction des conditions stipulées à l'article 3 des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

En outre, tout Versement, sauf stipulation contraire, sera soumis à la satisfaction des conditions suivantes :
- la remise de l'appel de fonds du notaire dans le cas où l'acte de vente n'a pas encore été signé.

Tout Versement doit être demandé au cours de la période (la « **Période de Disponibilité** ») entre la Date de Signature et la date tombant cinq (5) ans après celle-ci.

La Période de Disponibilité expirera de manière anticipée à l'expiration de celui des deux délais suivants dont le terme est le plus éloigné :
- soit un (1) an après la délivrance de la déclaration d'achèvement de la mise en état du terrain,
- soit trois (3) mois après la conclusion du premier BRS.

Sans préjudice des conditions préalables à tout Versement stipulées ci-dessus et aux Conditions Générales du Contrat Prêt Long Terme, sur demande formulée par l'Emprunteur par voie postale ou électronique, le déblocage du Prêt Long Terme se fera en un Versement.

ARTICLE 3 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

Le remboursement anticipé volontaire prévu aux Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme donnera lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à :
Financement N°1 Prêt long terme : 5,00 % du Capital Restant Dû

ARTICLE 4 – ANNULATION ET REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE PARTIELS EN CAS DE SURFINANCEMENT

Sur présentation des pièces justificatives en vue du Versement du Prêt Long Terme, puis lors de l'arrêté des comptes de l'Opération, le surfinancement est observé quand les conditions de financement initiales ne sont plus respectées :

- le montant total des financements en Prêt Long Terme dépasse le montant total du coût de l'Opération (financement supérieur à l'assiette finançable) ;

- le nombre de BRS conclus est inférieur à celui prévu.

En cas de surfinancement, le montant du Prêt Long Terme sera diminué du montant du surfinancement.

Dans le cas où un surfinancement est constaté au regard des sommes déjà mises à disposition au titre du Prêt Long Terme, ALS pourra exiger le remboursement anticipé obligatoire partiel du Prêt Long Terme à concurrence du montant du surfinancement ainsi constaté.

ARTICLE 5 - PAIEMENT

L'Emprunteur autorise et donne mandat à ALS afin de prélever toute somme exigible sur le compte de l'Emprunteur. Ce mandat étant réputé d'intérêt commun, il est réputé irrévocable.

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

ARTICLE 6 – GARANTIES

Le présent Contrat de Prêt Long Terme est garanti par la(les) sûreté(s) suivante(s) :

- **Garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales**

L'Emprunteur s'engage à constituer, au profit d'ALS une garantie d'emprunt auprès d'une ou plusieurs collectivités territoriales. Dès la première défaillance de remboursement constatée pour quelle que cause que ce soit, la (les) collectivité(s) territoriale(s) s'engage(nt) à rembourser à ALS toutes les sommes dues, dans les conditions prévues par la délibération de garantie. Le Contrat de Prêt Long Terme est conclu sous la condition suspensive de l'obtention d'une délibération de garantie d'emprunt d'une ou plusieurs collectivités territoriales, matérialisant son (leur) engagement. Tous droits, impôts, taxes, pénalités et frais auxquels la (les) garantie(s) d'emprunt et son (leur) exécution pourraient donner lieu, seront à la charge de l'Emprunteur.

ARTICLE 7 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur déclare que l'origine de propriété de l'Immeuble est translative, régulière et trentenaire.

ARTICLE 8 – ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur s'engage à ce que :

- les baux octroyés aux opérateurs en charge de la production et de la commercialisation soient conditionnés à un engagement d'assurer une diffusion privilégiée de l'offre au travers des canaux de diffusion d'Action Logement vers les salariés et les entreprises exerçant sur la ville ou le territoire d'implantation de l'Opération et en accord avec les collectivités ;
- ALS soit avertie de la phase de commercialisation de l'Opération trois (3) mois avant son lancement par l'opérateur, afin qu'elle assure en amont une communication de l'offre de logements en BRS auprès de son public cible ;
- lorsque l'opérateur est un bailleur social, celui-ci puisse être le seul à assurer la diffusion de l'offre en amont de la commercialisation sans qu'ALS ne soit privée du bénéfice de la diffusion de l'offre ;
- lorsque le volume de candidatures est suffisant dans l'Opération commercialisée, soit appliqué le critère de priorisation aux candidats « issus d'une entreprise du secteur privé de plus de 10 salariés » ;
- un bilan soit produit à l'issue de chaque phase de commercialisation permettant d'apprécier la part des BRS attribués au public cible d'ALS, à ce titre l'annexe 1 encadre le transfert de données à caractère personnel ;
- le prix de vente des droits réels soit significativement inférieur au prix de marché de la pleine propriété et la redevance soit contenue ;
- le coût mensuel global pour l'accédant, redevance inclue, soit inférieur au coût mensuel en PSLA apprécié sur le marché local.

Fait à PARIS, le 15 janvier 2025

X L'Emprunteur reconnaît avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat de Prêt Long Terme (dont les Conditions générales et les Conditions particulières) et les accepter

LA COOPERATIVE FONCIERE
Monsieur Gilles PAUGAM
Directeur du Pôle Performance

Signé par :
Gilles PAUGAM
EAF8B4AFB82A4DF...

ACTION LOGEMENT SERVICES
Monsieur Olivier RICO
Directeur Général

Par délégation Arnaud MORVAN

DocuSigned by:
Arnaud MORVAN
D7AC4577081B4E1...

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

www.actionlogement.fr @Services_AL

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Annexe 1 relative au transfert de données à caractère personnel

1. Définitions

Les termes ci-dessous définis auront entre les Parties la signification suivante :

- **« Donnée à caractère personnel »** : désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable au sens du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après « RGPD ») ;

- **« Règlementation informatique et libertés »** : désigne les règlementations applicables à la protection des Données à Caractère Personnel. L'ensemble des Données à Caractère Personnel entrant dans le champ du transfert de données est soumis au respect de la règlementation applicable en France et dans l'Union européenne dans le domaine de la protection des Données à Caractère Personnel, incluant notamment :

    - la loi relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et ses éventuelles mises à jour et son décret d'application ;
    - le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données) ;
    - les textes et décisions émanant d'autorités de contrôle, notamment de la Commission nationale de l'Informatique et des libertés (Cnil).

- **Traitement de données à caractère personnel** désigne toute opération ou ensemble d'opérations portant sur de telles données, quel que soit le procédé utilisé, et notamment la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, ainsi que le verrouillage, l'effacement ou la destruction.
    -
- **Le Responsable de traitement** est, sauf désignation expresse par les dispositions législatives ou règlementaires relatives à ce traitement, la personne, l'autorité publique, le service ou l'organisme qui détermine ses finalités et ses moyens.

Lorsque deux responsables du traitement déterminent conjointement les finalités et les moyens du traitement ils sont responsables conjoints du traitement.

Les termes utilisés relatifs à la protection des données ont la signification qui leur est donnée dans le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (règlement général sur la protection des données).

2. Objet de l'annexe

La présente annexe (ci-après l' « **Annexe** ») a pour objet d'encadrer opérationnellement et juridiquement le transfert de données à caractère personnel entre les Parties poursuivant les objectifs définis à l'article 4 des présentes.

Elle fixe les obligations des Parties entre elles et vis-à-vis des personnes physiques dont les données personnelles sont traitées.

Elle garantit la protection des données personnelles qui feront l'objet de communication entre les Parties et plus généralement le respect des règles découlant de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le périmètre de l'Annexe peut être amené à évoluer en fonction de leur volonté. Dans ce cas, elles pourront procéder d'un commun accord à la signature d'un avenant à la présente convention.

3. Qualité des Parties au regard de la règlementation informatique et libertés

Les Parties sont chacune responsable de traitement des données partagées. Elles les traitent de manière indépendante pour des finalités qui leur sont propres et avec des moyens qu'elles déterminent chacune pour ce qui la concerne. Chacune s'est assurée de la faisabilité juridique d'opérer le transfert de données projeté et que celui-ci s'effectuera en conformité avec la règlementation informatique et libertés. Les parties se garantissent réciproquement qu'il n'existe aucun empêchement au transfert des données à caractère personnel.

4. Objectifs poursuivis par le transfert de données et liste des données

Le transfert de données a pour finalité de permettre :

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

- Pour ALS :
  - De valoriser le financement accordé à l'OFS ;
  - D'apprécier la part des BRS (bail réel solidaire) attribués au public cible d'ALS ;
  - De valoriser l'attribution des BRS auprès des entreprises dans le cadre de bilans de service et participer à l'objectif de familles logées.

- Pour L'EMPRUNTEUR :
  - D'établir le reporting sur les attributions effectuées et ainsi vérifier le respect des conditions de financement.

5. Engagements des Parties

5.1 Données partagées

Les Parties s'engagent à s'assurer de la pertinence, de l'adéquation de ces données à caractère personnel et du caractère nécessaire de ces dernières pour réaliser les finalités ci-dessus définies.

Qualité des données à caractère personnel

L'EMPRUNTEUR s'engage à ne transférer que des données à jour, exactes et complètes qu'il peut encore légitimement conserver.
Lorsque l'une des Parties supprime des données qui ont été transférées, elle en avisera l'autre Partie dans les conditions définies ci-après.

Modalités de mise à disposition des données caractère personnel

L'EMPRUNTEUR s'engage à transférer les données à caractère personnel faisant l'objet des présentes.

L'accès aux données s'effectuera selon les modalités et conditions définies en Annexe 1 ter.

L'EMPRUNTEUR garantit l'origine, la fiabilité, et l'intégrité des données à caractère personnel.

Les Parties désignent comme contact dans le cadre du transfert de données le Délégué à la Protection des Données.

Le DPO d'ALS peut être contacté à l'adresse suivante : 21, Quai d'Austerlitz - CS 41455 - 75643 Paris Cedex 13 ou par mail : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

5.2 Respect de la règlementation relative au traitement des données personnelles

Les Parties déclarent être en conformité avec la règlementation relative au traitement des données à caractère personnel telle qu'elle découle de la loi du 6 janvier 1978 précitée.

L'EMPRUNTEUR garantit par ailleurs que les données communiquées seront :

- Collectées et traitées de manière loyale et licite ;
- Collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitime et ne sont pas traitées ultérieurement de manière incompatible avec ces finalités ;
- Adéquates, pertinentes et non excessives au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées et de leurs traitements ultérieurs et ;
- Exactes, complètes et lorsque cela est nécessaire, mises à jour.

5.3 Finalités du transfert de données à caractère personnel

Les Parties reconnaissent le caractère nécessaire du transfert de données à caractère envisagé pour atteindre la finalité qu'elles poursuivent.

La finalité du transfert de données à caractère personnel poursuivie est de permettre à ALS de valoriser son financement et d'apprécier la part des BRS (bail réel solidaire) attribués au public cible d'ALS.

Les Parties s'engagent à respecter la finalité ainsi définie et à ne pas modifier cette dernière sans avoir préalablement examiné la faisabilité juridique de ce changement et avoir régularisé un avenant.

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Chacune des Parties s'engage à ne pas poursuivre de finalités incompatibles avec la finalité visée aux présentes et à ne pas traiter les données à caractère personnel partagées en dehors de ce qui est défini aux présentes.

5.4 Garantie de sécurité et de confidentialité des données

ALS s'engage à garantir la sécurité et la confidentialité des données qui lui sont communiquées en application de la présente Annexe, et en particulier à :

- Prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées, notamment utiliser un mode de transmission qui sécurise le transfert des données ;
- Ne pas utiliser les informations traitées à des fins autres que celles spécifiées aux présentes ;
- Ne pas divulguer ces informations à d'autres personnes que celles prévues en Annexe 1 bis, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la sécurité et la confidentialité des données ;
- Prendre toute mesure permettant d'empêcher toute utilisation détournée, malveillante ou frauduleuse des données traitées ;
- Ne pas sous-traiter le traitement de ces données.

6. Base juridique du traitement de partage des données à caractère personnel

Le traitement de transfert des données à caractère personnel de L'EMPRUNTEUR vers ALS est fondé sur l'intérêt légitime.

Le transfert des données à caractère personnel d'Action Logement vers l'entreprise du salarié acquéreur est fondé sur le consentement de ce dernier. L'EMPRUNTEUR s'engage à recueillir ce consentement et à informer ALS de la collecte de celui-ci.

7. Procédure de gestion de droits des personnes

Chacune des Parties demeure responsable des traitements qu'elle met en œuvre pour son propre compte. Lorsqu'une Partie reçoit une demande d'exercice de droit d'une personne concernée relativement aux données à caractère personnel qu'elle traite, elle y répond sous sa seule responsabilité dans les délais prévus par la réglementation informatique et libertés.

Les Parties s'engagent à fournir aux personnes concernées les modalités et détail de la procédure d'exercice de leurs droits.

ALS s'engage à notifier à chaque destinataire auquel les données à caractère personnel ont été communiquées toute rectification ou tout effacement de données à caractère personnel ou toute limitation du traitement effectué, à moins qu'une telle communication se révèle impossible ou exige des efforts disproportionnés.

Le responsable du traitement fournit à la personne concernée des informations sur ces destinataires si celle-ci en fait la demande.

8. Absence de catégorie particulière de données à caractère personnel

Le partage de données ne porte pas sur des catégories particulières de données à caractère personnel.

9. Accountabilité

Chacune des Parties doit documenter sa compliance et est responsable des traitements qu'elle opère en tant que responsable de traitement.

Dans le cadre du transfert de données à caractère personnel, chacune des Parties devra documenter l'ensemble des mesures prises pour assurer le respect de la règlementation informatique et libertés.

Chaque Partie met à la disposition de l'autre la documentation nécessaire pour démontrer le respect des obligations mises à sa charge en matière de protection des Données à Caractère Personnel.

10. Transparence et loyauté

L'EMPRUNTEUR, préalablement au transfert de données à caractère personnel, s'engage à informer les personnes concernées du transfert projeté conformément à la règlementation informatique et libertés.

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

A cet égard, il s'engage à fournir aux personnes concernées une information directe, claire et compréhensible permettant d'identifier notamment les organisations, les données, les destinataires et finalités du transfert.

Pour assurer la loyauté du transfert des données, chacune des Parties s'engage à traiter les données dans les conditions définies aux présentes et s'interdit tout traitement différent.

En aucun cas, les données ne doivent être traitées d'une manière inattendue pour les personnes concernées.

11. Sécurité des données

L'exécution de l'Annexe de transfert de données devra être réalisée dans les conditions définies en Annexe 1 bis « Modalités de transfert des données ».

Les parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données des fichiers et notamment empêcher toute déformation, altération, endommagement, destruction de manière fortuite ou illicite, perte, divulgation et/ou tout accès par des tiers non autorisés préalablement.

Chaque Partie doit mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles nécessaires afin de respecter la réglementation Informatique et libertés et la sauvegarde des droits individuels des personnes concernées en prenant en compte l'état des connaissances, les coûts de mise en œuvre et la nature, portée, contexte et les finalités du traitement ainsi que les risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque.

Ces mesures s'entendent en termes de :

- Sécurité liée au personnel,
- Authentification des utilisateurs,
- Gestion des habilitations,
- Traçabilité des accès et des audits,
- Sécurité logique,
- Pollution informatique,
- Gestion de l'exploitation.

Chaque Partie s'engage à maintenir ces moyens tout au long de l'exécution de l'Annexe et à défaut, à en informer immédiatement l'autre Partie.

Pour cela, chaque Partie s'engage à résoudre toute difficulté qui pourrait se poser avant de transférer les données si les systèmes, les standards de sécurité étaient de nature différente et pouvaient notamment poser des problématiques de compatibilité.

Si, pour l'exécution de la convention, les Parties recourent à des prestataires (sous-traitants au sens du règlement général sur la protection des données -RGPD-), les contrats qu'elles concluent avec eux présentent, s'agissant des mesures de sécurité mises en œuvre, des garanties équivalentes à celles mises en place dans le cadre de l'Annexe 1 ter. Pour les opérations portant sur des données personnelles, les contrats précisent que le prestataire ne peut agir que sur instruction de son co-contractant.

12. Notification violation de données

Chacune des Parties s'engage à notifier à l'autre toute violation de données dès la découverte du premier soupçon de violation des données partagées.

13. Durée de conservation des données

Chacune des Parties s'engage à ne partager que des données qu'elle peut conserver conformément à la réglementation informatique et libertés. Par ailleurs, lorsqu'elles reçoivent des données, elles s'engagent à ne les utiliser que pendant une durée déterminée en fonction de la finalité poursuivie conformément à la réglementation informatique et libertés.

14. Destinataires des données de données à caractère personnel

Les données collectées sont destinées aux services d'ALS. Certaines données peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires. Elles peuvent être communiquées, à leur requête, aux organismes officiels et aux autorités administratives ou judiciaires.

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

15. Information des personnes

Les Parties garantissent que les personnes dont les données sont traitées dans les fichiers objet du transfert de données ont :

- été informées de manière conforme aux articles 13 (en cas de collecte directe) et 14 (en cas de collecte indirecte) du RGPD ;
- donné leur consentement, lorsqu'il est requis, au traitement de leurs données.

16. Responsabilité

Les Parties conviennent que les personnes concernées ayant subi un dommage du fait d'une violation des dispositions des présentes ont le droit d'obtenir des Parties réparation du préjudice subi. Les Parties conviennent qu'elles ne peuvent être exonérées de cette responsabilité que si elles prouvent que l'action incompatible avec les obligations prévues par les présentes n'est imputable à aucune d'entre elles.

Les Parties conviennent d'être solidairement responsables des dommages subis par les personnes concernées résultant d'une violation des présentes. Dans un tel cas, la personne concernée peut poursuivre en justice l'une ou l'autre des Parties ou les deux à la fois.

Les Parties conviennent que si l'une d'entre elles est tenue responsable d'une violation commise par l'autre Partie, la seconde Partie dédommagera, dans la mesure où elle est responsable, la première Partie de tout coût, charge, dommage, dépense ou perte encourue par la première Partie.

17. Confidentialité

Dans le cadre des présentes, l'ensemble des informations est confidentiel et recouvre toutes informations ou toutes données communiquées par les Parties par écrit ou oralement, y compris les informations communiquées ou obtenues à l'occasion des négociations des présentes.

Les Parties s'engagent naturellement à :

- traiter les informations confidentielles avec le même degré de protection qu'elles accordent à leurs propres informations confidentielles de même importance ;
- garder les informations confidentielles et qu'elles ne soient pas divulguées ni susceptibles de l'être directement ou indirectement à tout tiers ;
- ne pas porter atteinte, en aucune façon, aux droits de propriété portant sur les informations confidentielles ;
- éviter que les informations confidentielles ne soient ni copiées, ni reproduites, ni dupliquées, en Partie ou en totalité, lorsque de telles copies, reproductions ou duplications ne sont pas directement liées à l'exécution des présentes.

Les Parties conviennent expressément de ne porter atteinte en aucune façon aux droits de propriété portant sur les informations confidentielles.

Cette obligation de confidentialité s'applique sans limitation de durée.

18. Suppression des données à la fin du contrat

En cas de cessation des relations contractuelles, pour quelque cause que ce soit, ALS s'engage, de manière expresse, à détruire et à apporter la preuve de la destruction, dans les plus brefs délais, à l'autre Partie :

- Des données issues du partage ;
- Des informations, de quelque nature que ce soit, communiquées ;

et à n'en conserver aucune copie sous quelque forme que ce soit.

19. Convention de preuve

Les documents sous forme électronique échangés entre les Parties feront preuve, sous réserve que puisse être dûment identifiée la personne dont ils émanent et qu'ils soient établis et conservés dans des conditions raisonnables permettant d'en garantir l'intégrité.

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Annexe 1 bis : Description des modalités et conditions de transfert des données

Les données seront échangées/transmises selon les modalités suivantes : tableau Excel.

Descriptions des données à caractère personnel (DCP)

DCP	Personne concernées	Destinataire des DCP et justifications	Catégories de personnel pouvant y accéder et justifications	Durée de conservation
DCP courantes				
Etat-civil, identité, données d'identification **Nom, prénom,** **Date de naissance**	Acquéreurs	ALS Employeur	Personnel habilité	3 ans + année en cours, à compter de la réception des données
Vie professionnelle **SIRET** **Raison sociale**	Acquéreurs	ALS Employeur	Personnel habilité	3 ans + année en cours, à compter de la réception des données

Annexe 1 ter : mesures techniques et organisationnelles

ALS répond à ses obligations en matière de sécurité de l'information en ayant mis en place des mesures techniques et organisationnelles destinées notamment à protéger les données que lui ont confiées particuliers et entreprises. Pour ce faire ALS s'efforce de se suivre les bonnes pratiques du marché que constitue le Guide d'Hygiène de l'ANSSI ainsi que les mesures de sécurités recommandées par la norme ISO27002.
Une gouvernance adaptée pilotée par la Direction des Risques et à laquelle appartient le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information (RSSI) permet à ALS de s'assurer que ses engagements pour la protection des données soient déclinés dans toute l'entreprise.

L'EMPRUNTEUR fournit à ALS tout document utile à décrire les mesures techniques et organisationnelles qu'il mettra en œuvre dans le cadre de l'exécution des présentes.

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

www.actionlogement.fr @Services_AL

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

CONDITIONS GENERALES

DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

ARTICLE 1 – DEFINITIONS

Chaque terme commençant par une majuscule dans le Contrat aura la signification qui lui est donnée dans celle-ci.

"**Contrats Liés**" désigne le Contrat de Prêt Court Terme, le Contrat de Subvention et le Contrat de Réservation dans le cas où ces contrats sont conclus pour le besoin de l'octroi du Contrat de Prêt Long Terme.

"**Date de Signature**" désigne la date de signature du Contrat par ALS.

"**Demande de Versement**" désigne tout avis de Versement établi conformément au modèle figurant en Annexe 1 du présent Contrat.

"**Groupe**" désigne ALS et toute autre société ou autre entité contrôlée par ALS, contrôlant ALS ou contrôlée par la même personne que celle contrôlant ALS (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce).

"**Jour Ouvré**" désigne un jour (autre qu'un samedi ou un dimanche) où les banques sont ouvertes à Paris tout en étant, s'il s'agit d'un jour où un paiement en euros doit être effectué, un Jour TARGET.

"**Jour TARGET**" désigne un jour quelconque où TARGET2 est ouvert au règlement de paiements en euros.

"**Mois**" désigne une période commençant un jour d'un mois calendaire et s'achevant le jour correspondant du mois calendaire suivant, étant précisé que :

i. (Sous réserve du paragraphe (iii) ci-dessous) si le jour correspondant du mois calendaire suivant n'est pas un Jour Ouvré, cette période sera alors prorogée au Jour Ouvré suivant de ce mois calendaire (et s'il n'en existe pas, la période se terminera le Jour Ouvré précédent) ;

ii. Si le mois calendaire suivant ne compte pas de jour correspondant, la période s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré de ce mois calendaire ;

iii. Si la Période d'Intérêts commence le dernier Jour Ouvré d'un mois calendaire, elle s'achèvera alors le dernier Jour Ouvré du mois calendaire au cours duquel elle doit prendre fin.

Les règles énoncées ci-dessus s'appliqueront uniquement au dernier Mois d'une période.

"**TARGET2**" désigne le système de paiement Trans-European Automated Real Time Gross Settlement Express Transfer (système de transfert express automatisé transeuropéen à règlement brut en temps réel) qui utilise une plate-forme unique partagée (single shared platform) et qui a été lancé le 19 novembre 2007.

"**Versement**" désigne tout versement au titre du Prêt Long Terme ou, le cas échéant, de la Subvention ou du Prêt Court Terme conformément aux termes du Contrat.

ARTICLE 2 – INTERPRETATION

2.1 Dans le Contrat, sauf indication contraire :

i. Toute référence à une Partie inclut les successeurs, cessionnaires et ayants-droit à, ou de, ses droits et/ou obligations au titre du Contrat concerné ;

ii. Toute référence à la « Convention », à un « Contrat », une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété, et inclut, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation ;

iii. Toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'amendée ou mise à jour.

2.2 L'appréciation de la mesure dans laquelle un taux est "pour une période égale en durée" à une Période d'Intérêts ignorera toute incohérence résultant de la détermination du dernier jour de cette Période d'Intérêts conformément aux termes du Contrat de Prêt Long Terme.

2.3 Les titres des articles sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation du Contrat concerné.

2.4 Les termes commençant par une majuscule non-définis dans les présentes Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation ont le sens qui leur est attribué dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme, du Contrat de Prêt Court Terme, du Contrat de Subvention et du Contrat de Réservation.

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

MODALITES D'ACCEPTATION DU(DES) CONTRAT(S)

Le(s) Contrat(s) peut (peuvent) être émis sur un support durable.

Le(s) Contrat(s) pourra (pourront) être souscrit(s) :

- Soit par courrier : l'exemplaire du(des) Contrat(s) revenant à ALS, dûment signé(s) par l'Emprunteur et/ou le Bénéficiaire et/ou le Bailleur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières, et le cas échéant le Tableau d'Amortissement Prévisionnel et/ou les annexes.
- Soit électroniquement, via l'apposition d'un cachet électronique comme sceau de reconnaissance. Dans ce cas, les Parties s'engagent expressément à reconnaitre la valeur probante du(des) Contrat(s).

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

CONDITIONS GÉNÉRALES DU CONTRAT DE PRÊT LONG TERME

ARTICLE 1 – MONTANT ET DESTINATION DU PRET LONG TERME

ALS accorde à l'Emprunteur le Prêt Long Terme dont les fonds sont issus de la PEEC et le montant déterminé à l'Article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, aux conditions définies dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et dans les Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur s'engage à affecter les fonds reçus conformément à la destination des fonds prévue à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de prêt Long Terme et à rendre compte de leur utilisation à ALS par courrier et pendant toute la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Afin de permettre l'exercice de ce contrôle par ALS, l'Emprunteur s'engage à notifier par écrit tout projet de modification apportée à l'Opération pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme et à ne pas mettre en œuvre de modifications de l'Opération sans le consentement d'ALS.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé que l'utilisation de tout ou partie des fonds reçus pour financer un autre objet que l'Opération rendrait immédiatement exigible le remboursement à ALS des fonds considérés.

ALS pourra, à sa seule convenance, se faire remettre par l'Emprunteur toutes justifications du respect de l'affectation susvisée. Cette faculté conférée à ALS ne pourra pas être interprétée comme ayant pour objet ou pour effet de mettre à la charge d'ALS une quelconque obligation de surveillance des fonds mis à disposition.

ARTICLE 2 – DUREE ET REMBOURSEMENT DU PRET LONG TERME

2.1. Durée et remboursement du prêt

La Date d'Echéance du Prêt Long Terme (la « **Date d'échéance** ») est fixée à l'expiration d'un délai correspondant à la durée totale du prêt telle que précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme et s'appliquant à compter de la date de mise à disposition du premier Versement, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date d'Echéance du Prêt Long Terme sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

Le Prêt Long Terme devra être remboursé en plusieurs échéances à chaque Date de Paiement d'Intérêts, à hauteur d'un montant déterminé conformément à l'article « Taux d'intérêt et Calcul des échéances » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme et tel que reflété, à la Date de Signature de la Convention, dans le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme.

Le tableau d'amortissement prévisionnel du Prêt Long Terme sera mis à jour par ALS et notifié à l'Emprunteur dès lors qu'un évènement en affecte le contenu (versement, remboursement anticipé, annulation).

2.2. Détermination des périodes d'intérêts

Les périodes d'intérêts (les « **Périodes d'Intérêts** ») ou Périodes (les « **Périodes** ») sont déterminées à compter de la date du premier Versement et selon la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, avec les règles suivantes :

a) La première Période d'Intérêts commencera à la date du premier Versement et se terminera le jour correspondant à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme s'appliquant à compter de la date de ce premier Versement.
b) Pour tout Versement postérieur, la première Période d'Intérêts relative à ce Versement commencera à la date de mise à disposition de ce Versement et se terminera le dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.
c) Chaque Période d'Intérêts ultérieure commencera le dernier jour de la Période d'Intérêts précédente et se terminera à l'expiration d'un délai égal à la périodicité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Sauf cas spécifiques concernant la phase de différé (voir 2.5. Phase de différé), les intérêts seront payés à chaque Date de Paiement d'Intérêt (la « **Date de Paiement d'Intérêts** ») correspondant au dernier jour de chaque Période d'Intérêts, étant précisé que si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, la Date de Paiement d'Intérêts sera le Jour Ouvré suivant du même mois ou s'il n'en existe pas, le Jour Ouvré précédent.

2.3. Base de calcul des intérêts

Pour chaque Période d'Intérêt, les intérêts seront calculés sur la base du nombre de jours effectivement écoulés (calculés à compter du premier jour (inclus) de la période d'application considérée jusqu'au dernier jour (exclu) de la Période d'Intérêt considérée) et sur la base de mois de 30 jours et d'une année de 360 jours.

2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

En fonction de la modalité d'amortissement précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, le calcul des échéances à l'issue de la phase de différé d'amortissement et le calcul du taux d'intérêt s'effectueront selon les conditions suivantes :

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « échéances constantes »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Le Prêt Long Terme fera l'objet d'un remboursement à échéances constantes. Le calcul de l'échéance constante sera déterminé à la première période d'amortissement du prêt, à l'issue de la phase de différé d'amortissement le cas échéant. Tout versement ultérieur donnera lieu au recalcul de cette échéance, selon les modalités précisées au paragraphe « Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement ».

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (Ei) :

$$E_i = CRD_{i-1} \times \frac{t}{1 - (1+t)^{-(n-i+1)}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital Restant Dû (« **Capital Restant Dû** ») à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement, et étant précisé que :

- t est la conversion, le cas échéant, en taux périodique proportionnel du taux d'intérêt nominal annuel, conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.
- le Capital Restant Dû initial (CRD_0) correspond à la somme des montants débloqués à la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i) :

$If_i = CRD_{i-1} \times t$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (Ai) :

$A_i = E_i - If_i$

- Calcul du Capital Restant Dû à l'issue de la Période i (CRD_i) :

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « double révisabilité limitée »

Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt révisé calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Cette règle s'applique également pour le calcul des intérêts en cas de différé d'amortissement. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul du taux de progressivité des échéances

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Le taux de progressivité p_i de l'échéance i, qui dépend du taux d'intérêt révisé t_{i-1} (appliqué à la Période d'Intérêt i-1) et t_i (appliqué à la Période d'Intérêt i), est calculé comme suit :

$$p_i = \left[\frac{(1 + t'_i)}{(1 + t'_{i\ -\ 1)}} \times (1 + p_{i\ -\ 1)}\right] - 1$$

Etant précisé que :

- le taux de progressivité initial (p_1) de la première Période d'Intérêts est de 0 % ;
- le taux de progressivité ne pourra être inférieur à 0% ;
- t'_{i-1} et t'_i sont les conversions le cas échéant en taux périodiques proportionnels des taux d'intérêt révisés t_{i-1} et t_i définis ci-dessus (cf. calcul du taux d'intérêt révisé), conformément aux modalités de calcul du nombre de jours précisées dans l'article « Base de calcul des intérêts » des Conditions Générales du Contrat de Prêt Long Terme.

Calcul d'une échéance et de l'amortissement en capital

Pour chaque échéance, le calcul se décompose en plusieurs étapes :

- Calcul de l'échéance de la Période i (E_i)

$$E_i = CRDi\ _{-\ 1} \times \frac{(t'_i - p_i)}{1 - \left[\frac{(1 + p_i)}{(1 + t'_i)}\right]^{n-i+1}}$$

Où CRD_{i-1} représente le Capital restant dû à l'issue de la Période i-1 et n le nombre d'échéances totales du Prêt Long Terme depuis la date de premier Versement.

- Calcul des intérêts de la Période i (If_i)

$If_i = CRD_{i-1} \times t'_i$

- Calcul de l'amortissement (amortissement déduit) de la Période i (A_i) :

Si $If_i \geq E_i$ alors $E_i = If_i$ et $A_i = 0$

Si $If_i < E_i$ alors $A_i = E_i - If_i$

- Calcul du capital restant dû à l'issue de la Période i (CRD_i)

$CRD_i = CRD_{i-1} - A_i$

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement pour le calcul de l'échéance devant être payée à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement. Cette échéance intégrera le calcul des intérêts relatifs à ce Versement à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement.

Pour un prêt dont la modalité d'amortissement est « in fine »

Calcul du taux d'intérêt (taux d'intérêt nominal annuel)

Le Prêt Long Terme est productif d'intérêts au taux d'intérêt annuel indiqué à l'article 1 des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

Dans le cas d'un prêt à taux révisable, le taux d'intérêt révisé est calculé sur la base de l'index du livret A déterminé selon les modalités décrites ci-après et diminué d'une marge précisée dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts au titre de la première Période d'Intérêts est celui en vigueur à la date du premier Versement, et pour les Périodes d'Intérêts suivantes, celui qui était en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente. Pour les Versements postérieurs à la première Période d'Intérêts, le taux du livret A pris en compte pour le calcul des intérêts est celui en vigueur à la Date de Paiement d'Intérêts précédente.

Le taux d'intérêt révisé du Prêt Long Terme ne peut être inférieur au taux d'intérêt plancher précisé dans les Conditions Particulières du contrat de Prêt Long Terme.

Calcul de l'échéance et de l'amortissement en capital

Le capital emprunté fera l'objet d'un remboursement total à la Date d'Echéance du Prêt Long Terme.

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

www.actionlogement.fr @Services_AL

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Les intérêts seront calculés sur la base des montants décaissés (le Capital Restant Dû) et payés à chaque date de Date de Paiement d'Intérêt.

Cas spécifique des Versements postérieurs au premier Versement

Chaque Versement postérieur au premier Versement sera consolidé dans le Capital Restant Dû à la fin de la Période d'Intérêts précédant ce Versement. Les intérêts relatifs à ce Versement, calculés à compter de la date de la mise à disposition des fonds jusqu'au dernier jour de la Période d'Intérêts en cours au titre du premier Versement seront payés à la Date de Paiement d'Intérêts suivant la mise à disposition de ce Versement.

2.5. Phase de différé

Lorsque les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme le précisent, une période de différé partiel ou total peut être prévue. Le premier Versement détermine alors le point de départ du différé dont la durée est précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

- En cas de différé d'amortissement du capital (différé partiel)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

- En cas de différé d'amortissement du capital et du paiement des intérêts (différé total)

Pendant la période de différé, le Capital Restant Dû n'est pas amorti. Les intérêts sont calculés au taux d'intérêt du prêt pendant la phase de différé sur la base des Versements effectués, selon la méthode des intérêts composés. Dans le cas d'un taux variable, les modalités de calcul du taux sont précisées au 2.4. Taux d'intérêt et calcul des échéances - Calcul du taux d'intérêt révisé (taux d'intérêt nominal annuel).

Les intérêts peuvent être, soit payés à la fin de la période de différé, soit être ajoutés au montant du Capital Restant Dû à la fin de la période de différé, constituant alors le montant du prêt amortissable (modalité précisée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme).

2.6. Taux Effectif Global

Conformément aux dispositions de l'article L. 313-1 du Code de la consommation, le Taux Effectif Global comprend, outre les intérêts, les frais et commissions ou rémunération de toute nature, directs ou indirects. C'est un taux annuel proportionnel au taux de période, à terme échu et exprimé pour cent unités monétaires.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le Taux Effectif Global susmentionné, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance d'ALS lors de l'instruction du Prêt.

En cas de Prêt à taux fixe

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que le calcul du Taux Effectif Global est fourni à titre indicatif avec l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En cas de Prêt à taux variable ou révisable

ALS et l'Emprunteur reconnaissent expressément que, compte tenu des caractéristiques du taux d'intérêt et du taux de progressivité des échéances, il est impossible de calculer le taux effectif global. Le Taux Effectif Global est alors fourni à titre indicatif sur la base de la dernière valeur de l'index connu à la date d'émission des conditions particulières, appliqués pendant toute la durée du contrat de Prêt Long Terme, et dans l'hypothèse d'un unique Versement, à la Date de Signature de la Convention qui vaut, pour les besoins du calcul du taux effectif global, date de début théorique du Prêt Long Terme. Le Taux Effectif Global indicatif ne saurait être opposable à ALS dans une hypothèse différente.

En outre, l'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations qu'il jugerait utiles à l'appréciation du coût global du contrat de Prêt Long Terme.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION DES FONDS

Toute Demande de Versement pourra être adressée par l'Emprunteur à ALS, pendant la Période de Disponibilité stipulée dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme, par voie électronique (en joignant une copie de la Demande de Versement signée) ou postale précisant le numéro de la Convention et l'ensemble des informations requises dans le modèle figurant en Annexe 1 de la Convention. ALS virera sur le compte de l'Emprunteur les fonds correspondant au Versement dans un délai de quinze (15) Jours Ouvrés suivant la réception

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

de la Demande de Versement dûment complétée et adressée ou tout autre Jour Ouvré ultérieur indiqué par l'Emprunteur dans sa Demande de Versement.

La mise à disposition de tout Versement au titre du Prêt Long Terme sera subordonnée à la remise des documents suivants par l'Emprunteur, qui devront être satisfaisants tant sur la forme que sur le fond pour ALS, à l'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée ou cas de remboursement anticipé obligatoire en cours ou pouvant résulter de la mise à disposition du Versement et à l'absence de situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, de l'Emprunteur vis-à-vis d'ALS :

- concernant le premier Versement, l'exemplaire revenant à ALS, dûment signé par l'Emprunteur, de chacun des documents suivants : les Conditions Générales, les Conditions Particulières et le Tableau d'Amortissement Prévisionnel du Contrat de Prêt Long Terme ;
- concernant le premier Versement, la copie de l'acte d'acquisition ou de l'attestation notariée ou du document justifiant que l'Emprunteur est titulaire d'un droit réel sur l'Immeuble ;
- concernant le premier Versement, la copie de l'ordre de service n°1 de démarrage des travaux et/ou mise en état (pour les opérations avec travaux et/ou mise en état) ;
- un justificatif de prise de la garantie lorsqu'une garantie est demandée dans les Conditions Particulières (attestation d'inscription hypothécaire, copie de délibération de la collectivité accordant la garantie…) et plus particulièrement lorsque la garantie demandée est une garantie hypothécaire, un justificatif de prise de garantie hypothécaire, le cas échéant (attestation de signature devant notaire), faisant suite à la régularisation sous la forme authentique d'un acte réitératif du prêt consenti par ALS ou d'une reconnaissance de dette, contenant l'affectation hypothécaire visée dans les Conditions Particulières du Prêt Long Terme ;
- tout document qu'ALS pourrait réclamer afin de pouvoir identifier l'Emprunteur ainsi que ses bénéficiaires effectifs et plus généralement afin de se conformer aux procédures d'identification des contreparties mises en place en application des articles 561-32 et suivants du Code monétaire et financier, de l'article 17 de la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique ou toute autre loi ou réglementation qui lui est applicable ; et
- tout autre document requis aux termes des Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

L'Emprunteur doit faire la demande du ou des déblocage(s) des fonds dans les délais indiqués aux Conditions Particulières du Prêt Long Terme, sans dépasser un délai de cinq (5) ans suivant la Date de Signature de la Convention. A défaut, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé.

ARTICLE 4 – REMBOURSEMENT ANTICIPE VOLONTAIRE

4.1 L'Emprunteur pourra rembourser par anticipation tout ou partie du Prêt Long Terme dans la limite d'une fois par an (étant entendu que tout remboursement partiel devra être d'un montant minimum de dix mille (10 000) euros et de 10% du Capital Restant Dû), sous réserve d'un préavis écrit à ALS d'au moins trois (3) mois et que le remboursement intervienne à une Date de Paiement d'Intérêts. Tout avis de remboursement anticipé remis par l'Emprunteur sera irrévocable et précisera la date de remboursement ainsi que son montant.

4.2 Tout remboursement anticipé volontaire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé, et donnera lieu au paiement de pénalités telles que prévues aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

ALS adressera à l'Emprunteur, trente-cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme.

4.3 L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

ARTICLE 5 – REMBOURSEMENT ANTICIPE OBLIGATOIRE

5.1 En cas d'aliénation (notamment par voie de vente, d'apport ou d'échange) de tout ou partie des droits réels de l'Emprunteur sur l'Immeuble, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les dix (10) Jours Ouvrés après la signature de la promesse et au moins vingt (20) Jours Ouvrés avant la signature de l'acte de vente, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant Dû du Prêt Long Terme le jour de l'aliénation, en donnant instruction irrévocable au notaire de virer la somme due à ALS.

Toutefois, en cas d'aliénation de la totalité des droits réels sur l'Immeuble par l'Emprunteur à un tiers et, le cas échéant, de la substitution de plein droit de ce tiers dans les droits et obligations du Bailleur au titre du Contrat de Réservation, si un tel contrat a été conclu aux fins des présentes, par application de l'article L.313-26 du Code de la construction et de l'habitation, les Parties peuvent toutefois convenir avec

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

ce tiers, sous réserve de l'accord d'ALS, de la cession du Contrat de Prêt Long Terme, en ce compris les dettes et créances y afférentes, par l'Emprunteur à ce tiers.

5.2 En cas de destruction totale ou partielle des logements faisant l'objet du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, ce dont l'Emprunteur devra informer ALS dans les plus brefs délais, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme sera annulé après un délai de trente (30) jours et l'Emprunteur sera tenu de rembourser l'intégralité du Prêt Long Terme dans un délai de six (6) mois à compter de la date du sinistre ou, s'il perçoit une indemnité d'assurance au titre de ce sinistre avant l'expiration de ce délai de six (6) mois, dès réception de cette indemnité.

Cependant, l'engagement d'ALS au titre du Prêt Long Terme ne sera pas annulé et l'Emprunteur ne sera pas tenu de rembourser l'intégralité du Capital Restant dû du Prêt Long Terme s'il justifie dans un délai de trente (30) jours (par une attestation d'architecte si ALS en fait la demande) que l'Immeuble peut être reconstruit dans un délai tel que cela ne remet pas en cause sa capacité à exécuter ses obligations au titre du Contrat de Réservation, dans l'hypothèse où un tel contrat est conclu pour les besoins de la présente Convention, et qu'il justifie de la réalisation des travaux de reconstruction en temps utile en communicant notamment la copie de tout permis de construire, déclaration d'achèvement et certificat de conformité.

5.3 Tout remboursement anticipé obligatoire devra s'accompagner du paiement des intérêts échus sur le montant remboursé mais ne donnera lieu au paiement d'aucune pénalité à l'exception du cas de remboursement prévu au 5.1 lorsque les contreparties locatives définies dans le Contrat de Réservation ne sont pas maintenues. Dans cette dernière hypothèse, tout remboursement anticipé obligatoire donnera lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à 5 % du Capital Restant Dû. L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Prêt Long Terme qui aura été remboursé par anticipation.

5.4 Tout montant disponible au titre du Prêt Long Terme et non encore utilisé à l'issue de la Période de Disponibilité, sera automatiquement annulé à cette date et l'engagement d'ALS résilié à due concurrence.

ARTICLE 6 – INTERETS DE RETARD

Si l'Emprunteur ne paye pas à bonne date un montant dû au titre du Contrat de Prêt Long Terme, ce montant portera intérêts, dans les limites autorisées par la loi et sans mise en demeure, pendant la période comprise entre sa date d'échéance et la date de son paiement effectif (aussi bien avant qu'après un éventuel jugement) à un taux de 4 % par an s'ajoutant au taux qui aurait été dû si le montant impayé avait constitué, pendant la période de retard de paiement, un Versement mis à disposition pendant des Périodes d'Intérêts successives fixées comme indiqué aux Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. L'Emprunteur devra payer les intérêts échus au titre du présent article à première demande d'ALS.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non payés seront capitalisés avec le montant impayé au titre duquel ils seraient dus, dans la mesure où ils seraient dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 7 – MODALITES DE PAIEMENT

Le versement des échéances de remboursement et d'intérêts devra intervenir sur le compte bancaire d'ALS. Dans le cas d'un prélèvement, l'Emprunteur autorise ALS à prélever sur ce compte, jusqu'à la dernière échéance, les sommes correspondant aux échéances dues.

L'Emprunteur ne pourra pas emprunter de nouveau tout ou partie du Contrat de Prêt Long Terme qui aura été remboursé.

ARTICLE 8 – DECLARATIONS DE L'EMPRUNTEUR

En signant la Convention, l'Emprunteur souscrit les déclarations ci-dessous et sont complétées par les déclarations stipulées dans les Conditions Particulières du Contrat de Prêt Long Terme. Ces déclarations seront réputées être réitérées à chaque Date de Versement et à chaque Date de Paiement d'Intérêts par référence aux faits et circonstances qui prévaudront alors :

- aucune instance ou procédure judiciaire, administrative ou arbitrale n'est en cours qui aurait pour effet d'empêcher ou interdire l'Opération, la signature ou l'exécution de la présente Convention ou la constitution d'une Sûreté ;
- aucune échéance impayée liée à un financement antérieur consenti par ALS ;
- à la date à laquelle ils sont remis, les documents (et notamment ceux contenant des informations comptables et financières) remis à ALS n'omettent aucune information qui pourrait être raisonnablement considérée comme déterminante de sa décision de mettre le Prêt Long Terme, le cas échéant le Prêt Court Terme et/ou la Subvention, à la disposition de l'Emprunteur et les informations contenues dans les documents remis à ALS sont, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, à la date à laquelle ils ont été remis, exactes en tous points significatifs ;
- l'Emprunteur ne fait l'objet d'aucune procédure collective ou procédure de règlement amiable ;

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

- tous les impôts dus par l'Emprunteur ont été et/ou seront dûment déclarés et ont été et/ou seront payés dans les délais impartis par l'administration compétente conformément aux règles de comptabilisation et d'imposition fiscale applicables ;
- l'Emprunteur est en conformité avec toutes les lois et réglementations qui lui sont applicables ou qui sont applicables à ses actifs, ainsi qu'avec toute injonction délivrée par les autorités compétentes, autre qu'une non-conformité mineure ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni ses représentants légaux, ni, à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est une personne physique, ou morale ou une entité (ci-après une "**Personne**"), ou n'est détenu ou contrôlé par des Personnes :
    - faisant l'objet ou étant la cible d'une quelconque loi, réglementation, embargo ou autre mesure restrictive relative à des sanctions financières, économiques ou commerciales, adoptée, édictée, appliquée ou mise en œuvre par l'Organisation des Nations Unies, l'Union européenne (ou l'un de ses Etats membres) ou tout organisme ou agence de l'un des Etats ou institutions précités, y compris la Direction Générale du Trésor français (ci-après « **Sanction** ») ; ou
    - immatriculée ou résidente dans un pays ou territoire, qui fait, ou dont le gouvernement fait, l'objet d'une quelconque Sanction interdisant de façon générale les relations avec ledit gouvernement, pays ou territoire ;
- ni l'Emprunteur, ni ses actionnaires, ni leurs représentants légaux, ni à la meilleure connaissance de l'Emprunteur, aucun de leurs employés ou agents respectifs, ni aucun des affiliés de l'Emprunteur, n'est engagé dans une activité ou ne s'est livré à une quelconque activité ou conduite susceptible d'enfreindre toute législation ou règlementation applicable en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux ou la corruption, en vigueur dans toute juridiction concernée ;
- il n'existe aucun Cas d'Exigibilité Anticipée en cours ; et
- l'Emprunteur dispose ou bénéficie, à toute date donnée, de tous les droits personnels ou réels et de toutes les autorisations administratives nécessaires pour l'Opération.

ARTICLE 9 – EXIGIBILITE ANTICIPEE

9.1 Chacun des événements et circonstances mentionnés au présent Article 9.1 constitue un cas d'exigibilité anticipée (« Cas d'Exigibilité Anticipée ») :

a) l'Emprunteur ne paie pas à sa date d'exigibilité une somme due au titre du Contrat de Prêt Long Terme sauf si le non-paiement résulte d'une erreur administrative ou technique et le paiement est effectué dans les deux (2) Jours Ouvrés après sa date d'exigibilité ;

b) l'Emprunteur ne respecte pas l'une des stipulations du Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés (autre que celles mentionnées au (a)) sauf si cette inexécution est susceptible de remédiation et s'il y est remédié dans un délai de dix (10) jours après la date la plus proche entre (A) la date à laquelle ALS aura avisé l'Emprunteur de l'inexécution et (B) la date à laquelle l'Emprunteur en aura eu connaissance ;

c) l'Emprunteur ne respecte pas son obligation de maintien de l'actionnariat majoritaire prévu, le cas échéant, dans les Conditions Particulières du Contrat Prêt Long Terme ;

d) toute déclaration ou affirmation faite ou réputée faite par l'Emprunteur dans le Contrat de Prêt Long Terme et le cas échéant des Contrats Liés ou dans tout autre document remis par ou au nom et pour le compte de l'Emprunteur au titre de l'un de ces Contrats ou concernant ceux-ci, est ou se révèle avoir été, inexacte ou trompeuse sur un point significatif au moment où elle a été faite ou réputée avoir été faite ;

e) toute opération de fusion, de scission, de dissolution, de liquidation ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions affectant l'Emprunteur qui serait réalisée sans l'accord écrit préalable d'ALS ;

f) la démolition (autre qu'une destruction visée à l'Article 5.2 des présentes) ou le changement de destination de l'Immeuble ;

g) le cas échéant si un tel contrat a été conclu, la résiliation ou résolution du Contrat de Réservation ;

h) l'Emprunteur sollicite la désignation d'un mandataire ad hoc ou engage une procédure de conciliation en application des articles L.611-3 à L.611-15 du Code de commerce, l'Emprunteur est en état de cessation de paiement ou un jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde (en ce compris, aux fins de dissiper tout doute éventuel, une procédure de sauvegarde accélérée ou de sauvegarde financière accélérée), de redressement ou de liquidation judiciaire, ou un jugement ordonnant la cession totale ou partielle de l'entreprise est prononcé à l'encontre de l'Emprunteur en application des articles L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce ;

i) si le Contrat de Prêt Long Terme est garanti, les Sûretés ne sont pas constituées à bonne date, ou les Sûretés sont annulées ou résolues rétroactivement, ou à compter de leur inscription, ou si les Hypothèques ne sont pas inscrites au rang convenu ; et

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

j) tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont l'Emprunteur pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

9.2 À tout moment après la survenance d'un Cas d'Exigibilité Anticipée sous réserve qu'il persiste, ALS pourra, sans mise en demeure ni autre démarche judiciaire ou extrajudiciaire, par notification à l'Emprunteur mais sans préjudice des dispositions impératives des articles L.611-16 et L.620-1 à L.670-8 du Code de commerce :

a) résilier son engagement au titre du Prêt Long Terme ; et/ou

b) déclarer immédiatement exigibles tout ou partie du Prêt Long Terme, augmenté des intérêts en cours ou échus et de tous montants échus au titre de la Convention ainsi que, dans toute la mesure permise par la loi, d'une pénalité égale à 5 % du montant total des sommes exigibles par anticipation. Ces montants deviendront alors immédiatement exigibles.

ARTICLE 10 – OBLIGATION D'INFORMATION

10.1 Lors de l'arrêté des comptes de l'opération immobilière financée, l'Emprunteur devra remettre à ALS les éléments suivants :

- le prix de revient définitif de l'opération immobilière ;
- le plan de financement définitif de l'opération immobilière ;
- le justificatif de mise à disposition des logements ; et
- la copie de la déclaration d'achèvement des travaux et/ou de la mise en état ou du procès-verbal de réception des travaux et/ou de la mise en état.

10.2 Sur 1ère demande d'ALS, l'Emprunteur s'engage à communiquer sous dix (10) jours :

- la copie de ses comptes annuels ;
- l'état locatif des logements réservés ou occupés (numéros, type de logements, loyers et charges, nom des locataires, date d'entrée des locataires) ; et
- toute autre pièce d'ordre administratif, juridique, comptable et technique permettant de vérifier la bonne utilisation des fonds.

10.3 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de forme sociale dont il pourrait faire l'objet et lui communiquera une copie à jour de ses statuts dans les plus brefs délais après la décision de transformation.

10.4 L'Emprunteur informera préalablement ALS de tout changement de contrôle (au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce) dont il pourrait faire l'objet et plus généralement de tout changement de bénéficiaire effectif.

10.5 L'Emprunteur avisera ALS de la survenance d'un quelconque Cas d'Exigibilité Anticipée (ainsi que des démarches entreprises, le cas échéant, pour y remédier) dans les meilleurs délais après en avoir eu connaissance et, si ALS lui en fait la demande, il remettra une attestation d'absence de Cas d'Exigibilité Anticipée.

ARTICLE 11 – AFFICHAGE ET DOCUMENTATION RELATIFS A L'OPERATION

L'Emprunteur s'engage à mentionner la participation d'ALS en tant que financeur sur un panneau d'affichage (déclaration préalable/permis de construire) relatif à l'opération financée en y faisant figurer un logo d'une taille minimale de 50 cm de longueur (résolution minimale : 300 dpi) et en accord avec la taille du panneau. Il s'engage également sur tout document relatif à l'opération à faire référence à ALS en qualité de financeur. Cette mention devra respecter les éléments de la charte graphique d'ALS transmise à l'Emprunteur.

ARTICLE 12 – PUBLICATION DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

ALS se réserve la possibilité de faire réitérer, devant notaire, le Contrat de Prêt Long Terme et de le faire publier au service de la publicité foncière. A cet effet, l'Emprunteur s'engage à remettre à l'office notarial désigné par ALS, dans un délai d'un (1) mois à compter de la demande formulée par ALS, tous les renseignements et documents nécessaires à cette publication, ainsi qu'à signer l'acte de réitération.

ARTICLE 13 – MODIFICATION ET CESSION PAR ALS DU CONTRAT DE PRET LONG TERME

Toute modification du Contrat de Prêt Long Terme devra faire l'objet d'un avenant écrit conclu entre les Parties.

ALS pourra céder (notamment par voie d'apport) le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant à toute autre société ou entité de son Groupe ou tout fonds ou organisme géré par ALS ou une autre société ou entité de son Groupe, ce à quoi l'Emprunteur consent à l'avance, étant précisé que l'Emprunteur consent expressément à ce qu'ALS soit déchargée de toute responsabilité

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

solidaire au titre des articles 1216-1 et 1327-2 du Code civil dans cette hypothèse. Le Contrat de Prêt Long Terme ainsi que les créances et dettes en résultant seront également transmis à toute société ou autre entité à laquelle le patrimoine ou la branche d'activité concernée d'ALS serait transmis dans le cadre d'une opération de fusion, de scission, de dissolution sans liquidation relevant de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil ou d'apport partiel d'actifs soumis au régime des scissions ou toute transmission universelle de patrimoine par effet de la loi.

ARTICLE 14 – CONFIDENTIALITE

Chaque Partie accepte de garder confidentiels les documents/informations (ci-après les « **Informations** ») qui leur sont communiqués par l'autre Partie pendant la durée du Contrat de Prêt Long Terme.

Par conséquent, chaque Partie s'engage à :

- utiliser les Informations communiquées par l'autre Partie uniquement aux fins pour lesquelles elles ont été communiquées ;
- ne pas permettre à un tiers d'avoir accès à ces Informations sauf dans les cas où une divulgation de celle-ci s'avère nécessaire à la réalisation de l'objet du Contrat de Prêt Long Terme ;
- prendre toutes les mesures appropriées, lorsque la divulgation d'Informations à un tiers devient nécessaire, afin de protéger la confidentialité de celle-ci en requérant de la part du tiers un engagement de confidentialité visant à assurer le même régime de protection de cette Information que celui prévu aux présentes ;
- prendre tous les moyens raisonnables appropriés pour limiter l'accès à ladite Information.

ALS pourra toutefois communiquer des Informations dans les circonstances où cela est permis par les dispositions de l'article L.511-33 du Code monétaire et financier sur le secret professionnel (notamment en cas de recours à un prestataire) ainsi qu'aux entités du Groupe et à toute autorité compétente dont l'ANCOLS.

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les Parties s'engagent à respecter la règlementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et en particulier le Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (le « RGPD » pour les traitements de données à caractère personnel qu'elles peuvent être amenées à traiter en qualité de responsable du traitement), dans le cadre de l'exécution du Contrat.

Les Parties s'engagent à prendre toutes précautions utiles et à mettre en place les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité et la sécurité des données à caractère personnel, et notamment les données relatives aux collaborateurs contribuant à la réalisation du Contrat (nom, prénom ainsi que les coordonnées professionnelles), et d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés.

Les Parties s'engagent respectivement à communiquer aux personnes concernées au moment de la collecte de leurs données personnelles, la finalité de cette collecte, ainsi que les informations nécessaires pour exercer leurs droits d'accès, de rectification, d'effacement, de limitation des traitements, de portabilité des données et d'opposition conformément à la législation française relative à la protection des données personnelles et au RGPD.

Pour information, le DPO d'ALS peut être joint à l'adresse suivante : rgpd.ues75@actionlogement.fr.

ARTICLE 16 – LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En application des dispositions légales et réglementaires relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, ALS est tenue de s'assurer d'une bonne connaissance de ses clients et d'exercer une vigilance constante sur les opérations effectuées par ces derniers. ALS vérifie à cette fin l'identité et l'adresse de l'Emprunteur et recueille toute information pertinente pour une bonne compréhension de la nature et de l'objet de sa relation avec lui.

L'Emprunteur est dûment informé qu'ALS a l'obligation de cesser sans délai toute relation d'affaires avec lui si elle n'est pas en mesure de l'identifier, de recueillir les informations relatives à l'objet et à la nature de cette relation et, plus généralement, en cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme.

Tout au long de cette relation, ALS peut demander à l'Emprunteur de mettre à jour les informations recueillies et/ou de lui fournir tout justificatif relatif à son identité, son domicile, son activité professionnelle, son niveau de revenu, son patrimoine ou concernant ses bénéficiaires effectifs. L'Emprunteur est tenu de communiquer immédiatement les informations et justificatifs demandés. A réception des documents demandés ou en leur absence, et ce durant toute la relation d'affaires au titre de son obligation de connaissance actualisée de l'Emprunteur, ALS pourra, unilatéralement et sans recours possible de l'Emprunteur, décider de différer l'exécution de ses obligations, voire de ne pas les exécuter.

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Conformément à la règlementation en vigueur et plus particulièrement à l'article L.561-12 du Code monétaire et financier, ALS conservera pendant une durée de cinq (5) ans après la fin des relations avec l'Emprunteur intervenue pour quelque raison que ce soit, une copie des documents et informations ayant servi à son identification.

ARTICLE 17 – PREVENTION DE LA CORRUPTION ET GESTION DES CONFLITS D'INTERETS

Conformément à la loi du 9 décembre 2016 relative à la transparence, la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite « Sapin 2 », ALS a mis en place un dispositif de prévention de la corruption et de gestion des conflits d'intérêts reprenant les valeurs énoncées dans la charte de déontologie du groupe et dans le code de conduite anticorruption.

Dans le cadre de cette relation, ALS et l'Emprunteur respectent les lois anticorruptions applicables ainsi que les principes qui figurent dans les documents susmentionnés et refusent toute pratique pouvant être assimilée à un acte de corruption.

Par ailleurs, ALS et l'Emprunteur sont tenus d'identifier et de signaler toute situation de conflit d'intérêts qui pourrait survenir au cours de la relation.

ARTICLE 18 – AUTORITES DE CONTROLE

ALS, en tant qu'organisme collecteur de la participation des employeurs à l'effort de construction agréé, est soumis au contrôle et à l'évaluation de l'agence nationale de contrôle du logement social (ANCOLS) située La Grande Arche - Paroi Sud ; 92055 Paris La Défense Cedex (www.ancols.fr).

ALS, en tant que société de financement, est soumis au contrôle de l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) située 4, place de Budapest CS 92459 ; 75436 Paris cedex 09 (www.acpr.banque-france.fr).

Au sein du ministère chargé de l'Economie, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes (DGCCRF) contribue à la conception et à la mise en œuvre de la politique économique en veillant au bon fonctionnement des marchés sous tous leurs aspects au bénéfice des consommateurs et des entreprises. Elle est située 59, boulevard Vincent Auriol ; 75013 Paris cedex 13 (https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/coordonnees-des-DDPP-et-DDCSPP).

ARTICLE 19 – ABSENCE D'IMPREVISION

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat de Prêt Long Terme est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

ARTICLE 20 – FRAIS

Tous frais de recouvrement, frais de justice, taxes ainsi que tous honoraires présents ou à venir, versés par ALS pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme seront à la charge de l'Emprunteur.

ARTICLE 21 – DROIT APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le Contrat de Prêt Long Terme est régi par la législation française.

Pour l'exécution du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties font élection de domicile en leur siège social respectif.

En cas de différend relatif à la validité, l'interprétation, l'inexécution et l'exécution de l'une des quelconques dispositions du Contrat de Prêt Long Terme, les Parties décident de rechercher avant tout une solution amiable.

Dans l'hypothèse où elles n'y parviendraient pas dans un délai de trente (30) jours à compter de la notification d'une Partie à l'autre du différend, **les Parties attribuent expressément compétence au Tribunal de Commerce de Paris**.

Action Logement Services - SAS au capital de 20 000 000 euros
Siège social : 19/21 quai d'Austerlitz 75013 Paris - 824 541 148 RCS Paris
Immatriculée à l'ORIAS sous le numéro 17006232 - Société de financement agréée et contrôlée par l'ACPR

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET LA COOPERATIVE FONCIERE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1094630-01-001 - Financement de norme Sans norme

77 avenue de strasbourg 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN - Acquisition foncière

Montant du prêt :	152 000,00 €	Taux :	2,00 % sur 480 mois
Coût total des intérêts :	63 476,16 €		
Périodicité :	Trimestriel		
Durée totale :	480 mois		
Dont différé d'amortissement :	36 mois	TAEG :	1,69%

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
17/06/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/09/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/12/2025	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/03/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/06/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/09/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/12/2026	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/03/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/06/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/09/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/12/2027	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/03/2028	0,00 €	0,00 €	0,00 €	152 000,00 €
17/06/2028	1 455,92 €	695,92 €	760,00 €	151 304,08 €
17/09/2028	1 455,92 €	699,40 €	756,52 €	150 604,68 €
17/12/2028	1 455,92 €	702,90 €	753,02 €	149 901,78 €
17/03/2029	1 455,92 €	706,42 €	749,50 €	149 195,36 €
17/06/2029	1 455,92 €	709,95 €	745,97 €	148 485,41 €
17/09/2029	1 455,92 €	713,50 €	742,42 €	147 771,91 €
17/12/2029	1 455,92 €	717,07 €	738,85 €	147 054,84 €
17/03/2030	1 455,92 €	720,65 €	735,27 €	146 334,19 €
17/06/2030	1 455,92 €	724,25 €	731,67 €	145 609,94 €
17/09/2030	1 455,92 €	727,88 €	728,04 €	144 882,06 €
17/12/2030	1 455,92 €	731,51 €	724,41 €	144 150,55 €
17/03/2031	1 455,92 €	735,17 €	720,75 €	143 415,38 €
17/06/2031	1 455,92 €	738,85 €	717,07 €	142 676,53 €
17/09/2031	1 455,92 €	742,54 €	713,38 €	141 933,99 €
17/12/2031	1 455,92 €	746,26 €	709,66 €	141 187,73 €
17/03/2032	1 455,92 €	749,99 €	705,93 €	140 437,74 €
17/06/2032	1 455,92 €	753,74 €	702,18 €	139 684,00 €
17/09/2032	1 455,92 €	757,50 €	698,42 €	138 926,50 €
17/12/2032	1 455,92 €	761,29 €	694,63 €	138 165,21 €
17/03/2033	1 455,92 €	765,10 €	690,82 €	137 400,11 €
17/06/2033	1 455,92 €	768,92 €	687,00 €	136 631,19 €
17/09/2033	1 455,92 €	772,77 €	683,15 €	135 858,42 €
17/12/2033	1 455,92 €	776,63 €	679,29 €	135 081,79 €
17/03/2034	1 455,92 €	780,52 €	675,40 €	134 301,27 €
17/06/2034	1 455,92 €	784,42 €	671,50 €	133 516,85 €
17/09/2034	1 455,92 €	788,34 €	667,58 €	132 728,51 €
17/12/2034	1 455,92 €	792,28 €	663,64 €	131 936,23 €
17/03/2035	1 455,92 €	796,24 €	659,68 €	131 139,99 €
17/06/2035	1 455,92 €	800,23 €	655,69 €	130 339,76 €
17/09/2035	1 455,92 €	804,23 €	651,69 €	129 535,53 €
17/12/2035	1 455,92 €	808,25 €	647,67 €	128 727,28 €
17/03/2036	1 455,92 €	812,29 €	643,63 €	127 914,99 €
17/06/2036	1 455,92 €	816,35 €	639,57 €	127 098,64 €
17/09/2036	1 455,92 €	820,43 €	635,49 €	126 278,21 €
17/12/2036	1 455,92 €	824,53 €	631,39 €	125 453,68 €
17/03/2037	1 455,92 €	828,66 €	627,26 €	124 625,02 €

Paraphes :

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET LA COOPERATIVE FONCIERE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1094630-01-001 - Financement de norme Sans norme

77 avenue de strasbourg 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
17/06/2037	1 455,92 €	832,80 €	623,12 €	123 792,22 €
17/09/2037	1 455,92 €	836,96 €	618,96 €	122 955,26 €
17/12/2037	1 455,92 €	841,15 €	614,77 €	122 114,11 €
17/03/2038	1 455,92 €	845,35 €	610,57 €	121 268,76 €
17/06/2038	1 455,92 €	849,58 €	606,34 €	120 419,18 €
17/09/2038	1 455,92 €	853,83 €	602,09 €	119 565,35 €
17/12/2038	1 455,92 €	858,10 €	597,82 €	118 707,25 €
17/03/2039	1 455,92 €	862,39 €	593,53 €	117 844,86 €
17/06/2039	1 455,92 €	866,70 €	589,22 €	116 978,16 €
17/09/2039	1 455,92 €	871,03 €	584,89 €	116 107,13 €
17/12/2039	1 455,92 €	875,39 €	580,53 €	115 231,74 €
17/03/2040	1 455,92 €	879,77 €	576,15 €	114 351,97 €
17/06/2040	1 455,92 €	884,17 €	571,75 €	113 467,80 €
17/09/2040	1 455,92 €	888,59 €	567,33 €	112 579,21 €
17/12/2040	1 455,92 €	893,03 €	562,89 €	111 686,18 €
17/03/2041	1 455,92 €	897,49 €	558,43 €	110 788,69 €
17/06/2041	1 455,92 €	901,98 €	553,94 €	109 886,71 €
17/09/2041	1 455,92 €	906,49 €	549,43 €	108 980,22 €
17/12/2041	1 455,92 €	911,02 €	544,90 €	108 069,20 €
17/03/2042	1 455,92 €	915,58 €	540,34 €	107 153,62 €
17/06/2042	1 455,92 €	920,16 €	535,76 €	106 233,46 €
17/09/2042	1 455,92 €	924,76 €	531,16 €	105 308,70 €
17/12/2042	1 455,92 €	929,38 €	526,54 €	104 379,32 €
17/03/2043	1 455,92 €	934,03 €	521,89 €	103 445,29 €
17/06/2043	1 455,92 €	938,70 €	517,22 €	102 506,59 €
17/09/2043	1 455,92 €	943,39 €	512,53 €	101 563,20 €
17/12/2043	1 455,92 €	948,11 €	507,81 €	100 615,09 €
17/03/2044	1 455,92 €	952,85 €	503,07 €	99 662,24 €
17/06/2044	1 455,92 €	957,61 €	498,31 €	98 704,63 €
17/09/2044	1 455,92 €	962,40 €	493,52 €	97 742,23 €
17/12/2044	1 455,92 €	967,21 €	488,71 €	96 775,02 €
17/03/2045	1 455,92 €	972,05 €	483,87 €	95 802,97 €
17/06/2045	1 455,92 €	976,91 €	479,01 €	94 826,06 €
17/09/2045	1 455,92 €	981,79 €	474,13 €	93 844,27 €
17/12/2045	1 455,92 €	986,70 €	469,22 €	92 857,57 €
17/03/2046	1 455,92 €	991,64 €	464,28 €	91 865,93 €
17/06/2046	1 455,92 €	996,60 €	459,32 €	90 869,33 €
17/09/2046	1 455,92 €	1 001,58 €	454,34 €	89 867,75 €
17/12/2046	1 455,92 €	1 006,59 €	449,33 €	88 861,16 €
17/03/2047	1 455,92 €	1 011,62 €	444,30 €	87 849,54 €
17/06/2047	1 455,92 €	1 016,68 €	439,24 €	86 832,86 €
17/09/2047	1 455,92 €	1 021,76 €	434,16 €	85 811,10 €
17/12/2047	1 455,92 €	1 026,87 €	429,05 €	84 784,23 €
17/03/2048	1 455,92 €	1 032,00 €	423,92 €	83 752,23 €
17/06/2048	1 455,92 €	1 037,16 €	418,76 €	82 715,07 €
17/09/2048	1 455,92 €	1 042,35 €	413,57 €	81 672,72 €
17/12/2048	1 455,92 €	1 047,56 €	408,36 €	80 625,16 €
17/03/2049	1 455,92 €	1 052,80 €	403,12 €	79 572,36 €
17/06/2049	1 455,92 €	1 058,06 €	397,86 €	78 514,30 €
17/09/2049	1 455,92 €	1 063,35 €	392,57 €	77 450,95 €
17/12/2049	1 455,92 €	1 068,67 €	387,25 €	76 382,28 €
17/03/2050	1 455,92 €	1 074,01 €	381,91 €	75 308,27 €
17/06/2050	1 455,92 €	1 079,38 €	376,54 €	74 228,89 €
17/09/2050	1 455,92 €	1 084,78 €	371,14 €	73 144,11 €
17/12/2050	1 455,92 €	1 090,20 €	365,72 €	72 053,91 €

Paraphes :

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET LA COOPERATIVE FONCIERE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1094630-01-001 - Financement de norme Sans norme

77 avenue de strasbourg 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
17/03/2051	1 455,92 €	1 095,66 €	360,26 €	70 958,25 €
17/06/2051	1 455,92 €	1 101,13 €	354,79 €	69 857,12 €
17/09/2051	1 455,92 €	1 106,64 €	349,28 €	68 750,48 €
17/12/2051	1 455,92 €	1 112,17 €	343,75 €	67 638,31 €
17/03/2052	1 455,92 €	1 117,73 €	338,19 €	66 520,58 €
17/06/2052	1 455,92 €	1 123,32 €	332,60 €	65 397,26 €
17/09/2052	1 455,92 €	1 128,94 €	326,98 €	64 268,32 €
17/12/2052	1 455,92 €	1 134,58 €	321,34 €	63 133,74 €
17/03/2053	1 455,92 €	1 140,26 €	315,66 €	61 993,48 €
17/06/2053	1 455,92 €	1 145,96 €	309,96 €	60 847,52 €
17/09/2053	1 455,92 €	1 151,69 €	304,23 €	59 695,83 €
17/12/2053	1 455,92 €	1 157,45 €	298,47 €	58 538,38 €
17/03/2054	1 455,92 €	1 163,23 €	292,69 €	57 375,15 €
17/06/2054	1 455,92 €	1 169,05 €	286,87 €	56 206,10 €
17/09/2054	1 455,92 €	1 174,89 €	281,03 €	55 031,21 €
17/12/2054	1 455,92 €	1 180,77 €	275,15 €	53 850,44 €
17/03/2055	1 455,92 €	1 186,67 €	269,25 €	52 663,77 €
17/06/2055	1 455,92 €	1 192,61 €	263,31 €	51 471,16 €
17/09/2055	1 455,92 €	1 198,57 €	257,35 €	50 272,59 €
17/12/2055	1 455,92 €	1 204,56 €	251,36 €	49 068,03 €
17/03/2056	1 455,92 €	1 210,58 €	245,34 €	47 857,45 €
17/06/2056	1 455,92 €	1 216,64 €	239,28 €	46 640,81 €
17/09/2056	1 455,92 €	1 222,72 €	233,20 €	45 418,09 €
17/12/2056	1 455,92 €	1 228,83 €	227,09 €	44 189,26 €
17/03/2057	1 455,92 €	1 234,98 €	220,94 €	42 954,28 €
17/06/2057	1 455,92 €	1 241,15 €	214,77 €	41 713,13 €
17/09/2057	1 455,92 €	1 247,36 €	208,56 €	40 465,77 €
17/12/2057	1 455,92 €	1 253,60 €	202,32 €	39 212,17 €
17/03/2058	1 455,92 €	1 259,86 €	196,06 €	37 952,31 €
17/06/2058	1 455,92 €	1 266,16 €	189,76 €	36 686,15 €
17/09/2058	1 455,92 €	1 272,49 €	183,43 €	35 413,66 €
17/12/2058	1 455,92 €	1 278,86 €	177,06 €	34 134,80 €
17/03/2059	1 455,92 €	1 285,25 €	170,67 €	32 849,55 €
17/06/2059	1 455,92 €	1 291,68 €	164,24 €	31 557,87 €
17/09/2059	1 455,92 €	1 298,14 €	157,78 €	30 259,73 €
17/12/2059	1 455,92 €	1 304,63 €	151,29 €	28 955,10 €
17/03/2060	1 455,92 €	1 311,15 €	144,77 €	27 643,95 €
17/06/2060	1 455,92 €	1 317,71 €	138,21 €	26 326,24 €
17/09/2060	1 455,92 €	1 324,29 €	131,63 €	25 001,95 €
17/12/2060	1 455,92 €	1 330,92 €	125,00 €	23 671,03 €
17/03/2061	1 455,92 €	1 337,57 €	118,35 €	22 333,46 €
17/06/2061	1 455,92 €	1 344,26 €	111,66 €	20 989,20 €
17/09/2061	1 455,92 €	1 350,98 €	104,94 €	19 638,22 €
17/12/2061	1 455,92 €	1 357,73 €	98,19 €	18 280,49 €
17/03/2062	1 455,92 €	1 364,52 €	91,40 €	16 915,97 €
17/06/2062	1 455,92 €	1 371,35 €	84,57 €	15 544,62 €
17/09/2062	1 455,92 €	1 378,20 €	77,72 €	14 166,42 €
17/12/2062	1 455,92 €	1 385,09 €	70,83 €	12 781,33 €
17/03/2063	1 455,92 €	1 392,02 €	63,90 €	11 389,31 €
17/06/2063	1 455,92 €	1 398,98 €	56,94 €	9 990,33 €
17/09/2063	1 455,92 €	1 405,97 €	49,95 €	8 584,36 €
17/12/2063	1 455,92 €	1 413,00 €	42,92 €	7 171,36 €
17/03/2064	1 455,92 €	1 420,07 €	35,85 €	5 751,29 €
17/06/2064	1 455,92 €	1 427,17 €	28,75 €	4 324,12 €
17/09/2064	1 455,92 €	1 434,30 €	21,62 €	2 889,82 €

Paraphes :

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL ENTRE ACTION LOGEMENT SERVICES ET LA COOPERATIVE FONCIERE

Code de gestion : CPM75

Dossier N° M001/1094630-01-001 - Financement de norme Sans norme

77 avenue de strasbourg 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN - Acquisition foncière

Date	Echéance	Amortissement	Intérêt	Capital Restant Dû
17/12/2064	1 455,92 €	1 441,48 €	14,44 €	1 448,34 €
17/03/2065	1 455,92 €	1 448,34 €	7,58 €	0,00 €
Totaux :	215 476,16 €	152 000,00 €	63 476,16 €	

Paraphes :

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Code gestion : CPM75

Annexe
Demande de Versement

DE : **LA COOPERATIVE FONCIERE**, Organismes fonciers solidaires dont le siège social est situé 7 Rue Quintenz à ILLKIRCH GRAFFENSTADEN (67400) immatriculé(e) au registre du commerce et des sociétés de STRASBOURG sous le numéro d'identification unique 851 550 079, représenté par Monsieur Gilles PAUGAM, en sa qualité de Directeur du Pôle Performance,

A : **Action Logement Services**
DIRECTION DES OPÉRATIONS PM
19/21 QUAI D'AUSTERLITZ CS 41455
75643 PARIS CEDEX 13
Adresse électronique du gestionnaire : arnaud.morvan@actionlogement.fr

Objet : Demande de Versement concernant l'opération : D'ACQUISITION FONCIÈRE – situé 77 avenue de strasbourg à 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN

Madame, Monsieur,

La présente Demande de Versement vous est adressée conformément aux dispositions du Contrat-accompagnée des pièces justificatives.

A moins qu'ils ne soient définis autrement aux présentes, les termes et expressions définis dans le Contrat et utilisés dans la présente Demande de Versement auront la signification qui leur est attribuée dans ledit Contrat.

Montant total du Versement demandé : ……réparti comme ci-dessous :

N° Convention	% du Montant Financé	Filière Financement	Nature de Financement	Montant
1094630		Sans norme	Prêt amortissable	

Vous voudrez bien mettre à notre disposition le montant du Versement susvisé sur le compte dont les références sont les suivantes : FR76 1513 5205 9008 0011 2178 833.

Nous vous confirmons (i) qu'à la date de la présente Demande de Versement, aucun Cas d'Exigibilité Anticipée n'est survenu et (ii) qu'à la Date de Versement, toutes les conditions préalables applicables stipulées aux Articles 3 des Conditions Générales du Contrat seront réalisées (et notamment qu'aucun Cas d'Exigibilité Anticipée ne sera survenu à ladite Date de Versement).

Nous vous confirmons également (i) qu'à la date de la présente Demande de Versement, les déclarations et engagements stipulés aux Conditions Particulières et aux Conditions Générales du Contrat sont exacts et respectés et (ii) qu'à la Date de Versement, les déclarations et engagements stipulés et aux Conditions Particulières et aux Conditions Générales du Contrat seront exacts et respectés.

Nous vous prions de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de nos salutations distinguées.

Fait à
le
Nom/Prénom – Titre :
Cachet et signature

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Code gestion : CPM75

N° M001/1094630-01

MANDAT DE PRELEVEMENT SEPA

Référence Unique du Mandat M001/1094630-01-OI095551-001

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez ACTION LOGEMENT SERVICES à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'ACTION LOGEMENT SERVICES.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle. Une demande de remboursement doit être présentée :

- dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé,

- sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé.

Veuillez compléter les champs marqués *

Nom du débiteur*	LA COOPERATIVE FONCIERE
SIRET	851.550.079.00012
Intitulé du compte*	COOPERATIVE FONCIERE
Votre adresse *	7 Rue Quintenz 67400 ILLKIRCH GRAFFENSTADEN
Les coordonnées de votre compte *	**IBAN: FR76 1513 5205 9008 0011 2178 833** **BIC : CEPAFRPP513**
Nom du créancier	ACTION LOGEMENT SERVICES
SIRET	824.541.148.02432
I.C.S	FR28ZZZ142387
Adresse créancier	19/21 quai d'Austerlitz CS 41455 75643 PARIS CEDEX 13
Type de paiement	Paiement récurrent
Signature(s) *	Date : ...../...../.....Lieu : ..... Veuillez signer ici

Note : Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Docusign Envelope ID: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

Informations relatives au contrat entre le créancier et le débiteur - fournies seulement à titre indicatif

Nom	LA COOPERATIVE FONCIERE
N°Dossier	M001/1094630-01
N°Convention	1094630
N°Opération	OI095551

Opération :	ILLKIRCH GRAFFENSTADEN (67) / LE BELEM

Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'oppositions, d'accès et de rectification tels prévus aux articles 38 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Document à retourner complété, daté et signé et accompagné d'un RIB à :

ACTION LOGEMENT SERVICES

DIRECTION DES OPERATIONS PM

19/21 quai d'Austerlitz CS 41455

75643 PARIS CEDEX 13

Certificat de réalisation

Identifiant d'enveloppe: AA669532-5FAC-429E-97EE-1DC116CACDA4

État: Complétée

Objet: Convention_LA COOPERATIVE FONCIERE_ILLKIRCH GRAFFENSTADEN_LE BELEM

Dénomination de la PM: LA COOPERATIVE FONCIERE

Email du gestionnaire: arnaud.morvan@actionlogement.fr

Nom de l'opération: LE BELEM

Nom du document: 1094630

Nom du gestionnaire: Arnaud MORVAN

Numéro du programme bailleur: NC

Ville de l'opération: ILLKIRCH GRAFFENSTADEN

Plateforme CSP: PARIS

Enveloppe source:

Nombre de pages du document: 26

Signatures: 2

Émetteur de l'enveloppe:

Pages du document supplémentaire: 3

Paraphe: 0

Action Logement Services

Nombre de pages du certificat: 2

Signature dirigée: Activé

7 Avenue de la Cristallerie, 3e étage

Horodatage de l'enveloppe: Activé

Sevres, Île-de-France 92310

Fuseau horaire: (UTC+01:00) Bruxelles, Copenhague, Madrid, Paris

DOCUSIGN_ALSPM@actionlogement.fr

Adresse IP: 51.104.153.167

Suivi du dossier

État: Original
16/01/2025 14:57:48

Titulaire: Action Logement Services
DOCUSIGN_ALSPM@actionlogement.fr

Emplacement: DocuSign

Événements de signataire	Signature	Horodatage
Arnaud MORVAN arnaud.morvan@actionlogement.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)	DocuSigned by: Arnaud MORVAN D7AC4577081B4E1... Sélection d'une signature : Style présélectionné En utilisant l'adresse IP: 77.158.161.36	Envoyée: 16/01/2025 14:58:09 Consultée: 16/01/2025 16:47:13 Signée: 16/01/2025 16:47:19
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par Docusign		
Gilles PAUGAM g.paugam@habitatdelill.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)	**Complétée** En utilisant l'adresse IP: 109.3.219.50	Envoyée: 07/02/2025 09:03:42 Consultée: 10/02/2025 18:15:06 Signée: 10/02/2025 18:18:53
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par Docusign		
Gilles PAUGAM g.paugam@habitatdelill.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune), Certificat numérique **Détails du fournisseur de signature:** Type de signature: DocuSign Protect & Sign (Client ID: DDE5E85D-4085-40B6-8785-DA3CCD16D81E) Emetteur de la signature: DocuSign Cloud Signing CA - SI1 Authentification: SMS (+330608109005)	Signé par : Gilles PAUGAM EAF8B4AFB82A4DF... Sélection d'une signature : Style présélectionné En utilisant l'adresse IP: 109.3.219.50 Localisation du fournisseur de signature: https://ps-w s.dsf.docusign.net/ds-server/s/noauth/psm/ tsp/sign	Envoyée: 10/02/2025 18:18:58 Consultée: 10/02/2025 18:27:18 Signée: 10/02/2025 18:36:56
Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques: Non offerte par Docusign		

Événements de signataire en personne	Signature	Horodatage

Événements de livraison à l'éditeur	État	Horodatage

Événements de livraison à l'agent	État	Horodatage
Aurelie SEYLLER a.seyller@habitatdelill.fr Niveau de sécurité: E-mail, Authentification de compte (aucune)	**Adressé et consulté** En utilisant l'adresse IP: 109.3.219.50	Envoyée: 16/01/2025 16:47:23 Consultée: 07/02/2025 08:44:32 Complétée: 07/02/2025 09:03:41

Divulgation relative aux Signatures et aux Dossiers électroniques:
Non offerte par Docusign

Événements de livraison intermédiaire	État	Horodatage

Événements de livraison certifiée	État	Horodatage

Événements de copie carbone	État	Horodatage

Événements de témoins	Signature	Horodatage

Événements notariaux	Signature	Horodatage

Récapitulatif des événements de l'enveloppe	État	Horodatages
Enveloppe envoyée	Haché/crypté	16/01/2025 14:58:09
Enveloppe mise à jour	Sécurité vérifiée	07/02/2025 09:03:41
Enveloppe mise à jour	Sécurité vérifiée	07/02/2025 09:03:41
Livraison certifiée	Sécurité vérifiée	10/02/2025 18:27:18
Signature complétée	Sécurité vérifiée	10/02/2025 18:36:56
Complétée	Sécurité vérifiée	10/02/2025 18:36:57

Événements de paiement	État	Horodatages

GRILLE DE PRIX + Redevances BRS "LE BELEM" Bat A- 19 lots - 77 avenue de Strasbourg 67400 Illkirch

Mise à jour le 09/04/2026

Numero	Etage	Type	Orientation	Surface habitable	Surface terrasse / balcon	Surface jardin	N° parking en sous sol	N° parking - Correspopndace Estia	Prix Appt TVA 5,5 %	Prix parking TVA 5,5 %	Prix de vente total TVA 5,5 %	Prix au m2 avec stat. TVA 5,5%	Prix au m2 hors stat. TVA 5,5%	Statut	Date signature contrat préliminaire	Banque du client	Redevance
A01	RDC	T3	Sud-Ouest / Sud-Est	61,54	19,14	27,96	PL36	*136*	206 200 €	15 000 €	**221 200 €**	3 594 €	3 351 €	**Vendu**	**06/11/2024**	**Crédit Mutuel Basse Zorn**	**99**
A02	RDC	T2	Ouest	44,36	11,17	28,66	PL37	*137*	159 400 €	15 000 €	**174 400 €**	3 931 €	3 593 €	**Vendu**	**22/05/2025**	**Crédit Agricole**	**80**
A03	RDC	T3	Nord-Ouest / Nord- Est	66,79	11,87	31,08	PL29	*129*	222 500 €	15 000 €	**237 500 €**	3 556 €	3 331 €				**104**
A11	1er	T3	Sud-Est	66,06	9,61		PL34	*134*	213 500 €	15 000 €	**228 500 €**	3 459 €	3 232 €	**Vendu**	**30/06/2025**	**CIC Est**	**108**
A12	1er	T3	Sud-Ouest	70,25	11,06		PL38	*138*	223 600 €	15 000 €	**238 600 €**	3 396 €	3 183 €	**Optionné**	**13/03/2026**		**113**
A13	1er	T2	Ouest	44,55	10,10		PL21	*121*	154 800 €	15 000 €	**169 800 €**	3 811 €	3 475 €	**Vendu**	**17/04/2025**	**Crédit Agricole**	**85**
A14	1er	T4	Nord-Ouest / Nord- Est	79,78	14,03		PL30	*130*	271 400 €	15 000 €	**286 400 €**	3 590 €	3 402 €				**125**
A15	1er	T2	Est	48,67	7,45		PL27	*127*	160 700 €	15 000 €	**175 700 €**	3 610 €	3 302 €	**Vendu**	**22/07/2025**	**Crédit Agricole**	**88**
A21	2ème	T3	Sud-Est	66,17	9,61		PL35	*135*	220 700 €	15 000 €	**235 700 €**	3 562 €	3 335 €				**108**
A22	2ème	T3	Sud-Ouest	70,24	11,06		PL31	*131*	228 600 €	15 000 €	**243 600 €**	3 468 €	3 255 €				**113**
A23	2ème	T2	Ouest	44,55	10,10		PL23	*123*	156 500 €	15 000 €	**171 500 €**	3 850 €	3 513 €	**Vendu**	**31/01/2025**	**Apport personnel**	**85**
A24	2ème	T4	Nord-Ouest / Nord- Est	79,78	14,03		PL39	*139*	272 900 €	15 000 €	**287 900 €**	3 609 €	3 421 €				**125**
A25	2ème	T2	Est	48,67	7,45		PL28	*128*	162 500 €	15 000 €	**177 500 €**	3 647 €	3 339 €				**88**
A31	3ème	T3	Sud / Sud-Est / Sud-Ouest	61,85	24,24		PL26	*126*	221 600 €	15 000 €	**236 600 €**	3 825 €	3 583 €				**105**
A32	3ème	T2	Ouest	44,55	10,10		PL22	*122*	158 100 €	15 000 €	**173 100 €**	3 886 €	3 549 €	**Vendu**	**24/11/2025**	**Caisse d'Epargne GE**	**85**
A33	3ème	T4	Nord-Ouest / Nord- Est	79,78	14,03		PL33	*133*	274 300 €	15 000 €	**289 300 €**	3 626 €	3 438 €	**Réservé**	**13/02/2026**		**125**
A34	3ème	T2	Est	48,67	7,45		PL24	*124*	164 300 €	15 000 €	**179 300 €**	3 684 €	3 376 €				**88**
A41	4ème	T3	Sud / Sud-Est / Sud-Ouest	61,83	10,10		PL25	*125*	227 000 €	15 000 €	**242 000 €**	3 914 €	3 671 €	**Réservé**	**21/10/2025**		**103**
A42	4ème	T5	Nord / Nord-Ouest / Nord-Est	95,73	31,84		PL32	*132*	319 000 €	15 000 €	**334 000 €**	3 489 €	3 332 €	**Vendu**	**22/12/2025**	**Crédit Agricole**	**137**
											4 302 600 €						

Strasbourg.eu
eurométropole

56

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

DOMIAL - Droit commun. Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération d'acquisition-amélioration de 4 logements sociaux financés en Prêt locatif social (PLS) et située à STRASBOURG - 54 rue des Hirondelles.

Numéro E-2026-761

Un des objectifs du volet Habitat du PLUI de l'Eurométropole de Strasbourg est le développement de l'offre de logements locatifs sociaux, avec le maintien d'une production annuelle, pour répondre à l'ensemble des besoins, de 1 100 logements par an.

Afin de maintenir cette production, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, DOMIAL, souhaite réaliser une opération d'acquisition-amélioration de 4 logements sociaux située à STRASBOURG – 54 rue des Hirondelles financés en Prêt locatif social (PLS).

Le bailleur DOMIAL souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant d'un million quatre cent vingt-neuf mille neuf-cent-quarante-et-un euros (1 429 941,00 €) pour

finaliser cette opération.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total d'un million quatre-cent-vingt-neuf mille neuf-cent-quarante-et-un euros (1 429 941,00 €) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10% du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à cette demande.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu les délibérations du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du 26 juin 2015 et du 28 avril 2017
vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles
L 2252-1, L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément l'État au titre du droit commun
en date du 31 décembre 2020
vu le contrat de prêt n° 191234 en annexe signé entre DOMIAL ci-après l'Emprunteur,
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération d'acquisition amélioration de 4 logements sociaux financés en Prêt locatif social (PLS) située à STRASBOURG – 54 rue des Hirondelles, l'octroi de la garantie à hauteur de 100 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de d'un million quatre-cent-vingt-neuf mille neuf-cent-quarante-et-un euros (1 429 941,00 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 191234 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal d'un million quatre-cent-vingt-neuf mille neuf-cent-quarante-et-un euros (1 429 941,00 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt ;

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante à signer toute convention avec DOMIAL, en application de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-212081-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : DOMIAL — **Numéro de référence** **2020-052**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**4**

Opération:

Intitulé	
Adresse	54 Rue des Hirondelles, Neuhof-Village
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ☐ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel — type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)	Loyer mensuel moyen
PLS	T1	1	43,50	53,40	425,06 €
PLS	T3	3	94,26	103,71	825,53 €
			-	-	- €
Total		**4**	**326,28**	**364,53**	

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

Ratios

Charges immobilières	161 020,26 €	/ logement	prix au m² de SH	4 823,90 €
Cout des travaux	173 284,80 €	/ logement	prix au m² de SU	4 317,73 €
Prestations intellectuelles	34 048,24 €	/ logement		
Charges financières	3 750,00 €	/ logement		
Montant de la TVA	21 382,01 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**644 081,02 €**	40,92%	**Subventions**	***0,00 €***	***0,00%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Cout des travaux	**693 139,18 €**	44,04%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**136 192,97 €**	8,65%			
Charges financières	**15 000,00 €**	0,95%			
Montant de la TVA	**85 528 €**	5%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***1 453 941,00 €***	***92,38%***
			Prêt PLS Foncier	550 879,00 €	35,00%
			Prêt PLS Complémentaire	601 231,00 €	38,20%
			ACTION LOGEMENT	24 000,00 €	1,52%
			PHB 2.0	26 000,00 €	1,65%
			Prêt PLS Construction	251 831,00 €	16,00%
			Fonds propres	***120 000,20 €***	***7,62%***
Total	**1 573 941,20 €**	**100,00%**	**Total**	**1 573 941,20 €**	**100,00%**

CONTRAT DE PRÊT

N° 191234

Entre

DOMIAL - n° 000211719

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 1/33
Contrat de prêt n° 191234 Emprunteur n° 000211719

CONTRAT DE PRÊT

Entre

DOMIAL, SIREN n°: 945651149, sis(e) 25 Place du Capitaine Dreyfus 68000 COLMAR,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **DOMIAL** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.17
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.19
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.21
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.21
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.22
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.23
ARTICLE 16	GARANTIES	P.26
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.26
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.30
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.31
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.32
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.33
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.33
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.33
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération A/A STRASBOURG RUE DES HIRONDELLES, Parc social public, Acquisition - Amélioration de 4 logements situés 54 Rue des Hirondelles 67100 STRASBOURG.

Dans le cadre de leur accompagnement du secteur du logement social, la Caisse des Dépôts et Action Logement apportent leur soutien à l'investissement de la présente opération, via la mise en place d'un Prêt à taux d'intérêt très avantageux.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million quatre-cent-vingt-neuf mille neuf-cent-quarante-et-un euros (1 429 941,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2026, d'un montant de six-cent-un mille deux-cent-trente-et-un euros (601 231,00 euros) ;
- PLS PLSDD 2026, d'un montant de deux-cent-cinquante-et-un mille huit-cent-trente-et-un euros (251 831,00 euros) ;
- PLS foncier PLSDD 2026, d'un montant de cinq-cent-cinquante mille huit-cent-soixante-dix-neuf euros (550 879,00 euros) ;
- PHB 2.0 tranche 2020, d'un montant de vingt-six mille euros (26 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

La **« Consolidation de la Ligne du Prêt »** désigne l'opération visant à additionner, au terme de la Phase de Mobilisation, l'ensemble des Versements effectués et le cas échéant, les intérêts capitalisés liés aux Versements. Elle intervient à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase de Préfinancement »** est la durée comprise entre le premier jour du mois suivant la prise d'effet du Contrat et la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

L'**« Index de la Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué sur la phase de mobilisation en vue de déterminer le taux d'intérêt applicable sur cette phase.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant à l'issue de la Phase de Mobilisation, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Différé d'Amortissement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coincide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant 10 jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant à la Date Limite de Mobilisation de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Phase de Préfinancement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la période comprise entre le premier jour du mois suivant la Date d'Effet et sa Date Limite de Mobilisation.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Locatif Social** » **(PLS)** est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le **« Complémentaire au Prêt Locatif Social » (CPLS)** est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

Le « **Prêt Haut de Bilan Bonifié de deuxième génération » (PHB2.0)** est destiné à soutenir l'effort d'investissement des bailleurs dans leurs projets de construction et de rénovation de logements locatifs sociaux. Ce Prêt bonifié concerne les projets de construction ayant bénéficié d'un agrément PLUS, PLAI, PLS. Ce Prêt PHB2.0 relève de la catégorie comptable des emprunts et dettes assimilées (compte / classe 16).

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

La **« Simple Révisabilité » (SR)** signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le **« Taux Fixe »** désigne le taux ni variable, ni révisable appliqué à une Ligne du Prêt.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **10/10/2026** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLS	PLS foncier	
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2026	PLSDD 2026	PLSDD 2026	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5722582	5722580	5722579	
Montant de la Ligne du Prêt	601 231 €	251 831 €	550 879 €	
Commission d'instruction	360 €	150 €	330 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	2,61 %	2,61 %	2,61 %	
TEG de la Ligne du Prêt	2,61 %	2,61 %	2,61 %	
Phase de préfinancement				
Durée du préfinancement	12 mois	12 mois	12 mois	
Index de préfinancement	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index de préfinancement	1,11 %	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt du préfinancement	2,61 %	2,61 %	2,61 %	
Règlement des intérêts de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	Paiement en fin de préfinancement	
Mode de calcul des intérêts de préfinancement	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts de préfinancement	Exact / 365	Exact / 365	Exact / 365	
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	12 mois	12 mois	12 mois	
Durée	40 ans	40 ans	80 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	1,11 %	1,11 %	1,11 %	
Taux d'intérêt[2]	2,61 %	2,61 %	2,61 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DR	DR	SR	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Phase d'amortissement (suite)				
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A)**.**

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Selon les modalités de l'Article « Détermination des taux », un plancher est appliqué à l'index de préfinancement d'une Ligne du Prêt. Aussi, si la valeur de l'Index était inférieure au taux plancher d'Index de préfinancement, alors elle serait ramenée audit taux plancher.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2020			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5725165			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	26 000 €			
Commission d'instruction	10 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,67 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,67 %			
Phase d'amortissement 1				
Durée du différé d'amortissement	240 mois			
Durée	20 ans			
Index	Taux fixe			
Marge fixe sur index	-			
Taux d'intérêt	0 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité			
Modalité de révision	Sans objet			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Offre CDC (multi-périodes)				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PHB			
Enveloppe	2.0 tranche 2020			
Identifiant de la Ligne du Prêt	5725165			
Durée d'amortissement de la Ligne du Prêt	40 ans			
Montant de la Ligne du Prêt	26 000 €			
Commission d'instruction	10 €			
Durée de la période	Annuelle			
Taux de période	0,67 %			
TEG de la Ligne du Prêt	0,67 %			
Phase d'amortissement 2				
Durée	20 ans			
Index[1]	Livret A			
Marge fixe sur index	0,6 %			
Taux d'intérêt[2]	2,1 %			
Périodicité	Annuelle			
Profil d'amortissement	Amortissement prioritaire			
Condition de remboursement anticipé volontaire	Sans indemnité			
Modalité de révision	SR			
Taux de progression de l'amortissement	0 %			
Mode de calcul des intérêts	Equivalent			
Base de calcul des intérêts	30 / 360			

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A) **.**

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A l'exception des Lignes du Prêt dont la Phase de Préfinancement est indexée sur Euribor, l'Emprunteur a la faculté, pendant la Phase de Préfinancement et au plus tard deux mois avant la plus proche des deux dates entre la nouvelle date de fin de Phase de Préfinancement et la date initiale, de solliciter l'accord du Prêteur pour l'allongement ou la réduction de la Durée de la Phase de Préfinancement mentionnée ci-dessus.

Si cette nouvelle Durée de la Phase de Préfinancement s'inscrit dans la période de 3 à 24 mois indiquée dans l'acte de garantie, alors cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant.

Par ailleurs, la modification de la Durée de la Phase de Préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article **« Commissions »**.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS DE DÉTERMINATION DU TAUX FIXE

Le Taux Fixe est déterminé par le Prêteur, pour chaque Ligne du Prêt. Sa valeur est définie à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

PHASE DE PRÉFINANCEMENT

Le taux de l'Index retenu sera celui en vigueur deux (2) Jours ouvrés précédant la date de la Révision pour l'Index Euribor et à la date de la Révision pour les autres Index.

Le montant des intérêts de la Phase de Préfinancement est calculé en fonction, d'une part, du montant et des dates de Versements et, d'autre part, des taux d'intérêt successivement en vigueur pendant cette période.

Le taux d'Intérêt de la Phase de Préfinancement (IP) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à chaque variation de l'Index dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (IP') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : IP' = TP + MP

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

où TP désigne le taux de l'Index de préfinancement retenu à la date de Révision et MP la marge fixe sur Index de préfinancement prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En tout état de cause, la valeur de l'Index appliqué à chaque Ligne du Prêt ne saurait être négative, le cas échéant elle sera ramenée à 0 %.

PHASE D'AMORTISSEMENT

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

  $I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « exact / 365 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « exact / 365 » suppose que l'on prenne en compte le nombre exact de jours écoulés sur la période et que l'on considère que l'année comporte 365 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Si la Durée de la Phase de Préfinancement est inférieure à 12 mois, l'Emprunteur paie, dans les conditions définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et à la date d'exigibilité indiquée dans la mise en recouvrement adressée par le Prêteur, le montant des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation, arrêtés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Le capital de la Ligne du Prêt, dont les caractéristiques financières sont précisées à l'Article précité, est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

En outre, si la Durée de la Phase de Préfinancement est supérieure ou égale à 12 mois, l'Emprunteur a également la faculté d'opter pour le paiement des intérêts courus sur les Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation et ce dans les conditions mentionnées ci-dessus. Cependant, il peut choisir la capitalisation desdits intérêts et ainsi consolider la Ligne du Prêt selon les caractéristiques financières précisées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ». Dans ce cas le capital de la Ligne du Prêt est constitué par la somme des Versements effectués à l'Emprunteur et des intérêts courus sur ces Versements entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation.

Si le choix de l'Emprunteur s'est porté sur la capitalisation des intérêts, ce dernier a la possibilité de solliciter du Prêteur la modification de cette modalité de règlement des intérêts de préfinancement afin de les payer en fin de Phase de Préfinancement.

Aussi, l'Emprunteur devra faire part au Prêteur de sa volonté de modifier ladite modalité de paiement, au plus tard deux mois avant la fin de la Date de Début de la Phase d'Amortissement. Dès lors que la nouvelle modalité de paiement de ces intérêts est prévue dans l'acte de garantie, cette modification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un nouvel acte de garantie et sera formalisée sous la forme d'une lettre valant avenant. Par ailleurs, la modification de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement fera l'objet de la perception d'une commission de réaménagement dans les conditions prévues à l'Article « **Commissions** ».

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de chaque échéance seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « amortissement prioritaire », les intérêts et l'amortissement sont prioritaires sur l'échéance. L'échéance est donc déduite et son montant correspond à la somme entre le montant de l'amortissement et celui des intérêts.

La séquence d'amortissement est fonction du taux de progressivité de l'amortissement mentionné à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

L'Emprunteur sera redevable, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt correspondant au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

L'Emprunteur sera redevable pour chaque Ligne du Prêt, en cas de modification de la Durée de la Phase de Préfinancement définie à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et/ou de la modalité de règlement des intérêts de préfinancement définie à l'Article « **Calcul et Paiement des intérêts** », d'une commission de réaménagement de cent euros (100 €) par Ligne du Prêt réaménagée.

Ladite commission sera prélevée par le Prêteur après réception de la lettre valant avenant formalisant la ou les modifications et après prise en compte de la ou des nouvelles caractéristiques financières.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »**, et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.

- affecter tout remboursement anticipé volontaire prioritairement à une Ligne du Prêt sur les dispositifs prêts de haut de bilan mobilisés par l'Emprunteur et ce, avant toute affectation à une ou plusieurs autres lignes de prêt de l'encours de l'Emprunteur auprès de la CDC.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Si tout ou partie des fonds d'un de ces dispositifs de prêts de haut de bilan bonifiés n'étaient pas versés à l'Emprunteur au moment du remboursement anticipé volontaire, le Prêteur aura la faculté de réduire à due concurrence le montant des prêts haut de bilan non versés.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

En Phase de Préfinancement l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, pour chaque Ligne du Prêt, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels dès le premier Versement et pendant toute la Durée de la Phase de Préfinancement. Ces derniers sont pris en compte dès la Date de Début de la Phase d'Amortissement moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité forfaitaire, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas d'indemnité de remboursement anticipé volontaire, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'Amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Les remboursements anticipés volontaires effectués en cours de Phase de Préfinancement donnent lieu à perception d'une indemnité égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires en cours de Phase d'Amortissement.

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires ne donneront lieu à la perception, par le Prêteur, d'aucune indemnité sur les montants remboursés par anticipation.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Au titre d'une Ligne du Prêt mono-période

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

Au titre de la première période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Taux Fixe non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux de la Ligne du Prêt majoré de 5 % (500 points de base).

Au titre de la deuxième période de la Phase d'Amortissement d'une Ligne du Prêt multi-périodes

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U164555, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 191234, Ligne du Prêt n° 5725165
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U164555, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 191234, Ligne du Prêt n° 5722582
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U164555, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 191234, Ligne du Prêt n° 5722580
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

DOMIAL
25 Place du Capitaine Dreyfus
68000 COLMAR

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U164555, DOMIAL

Objet : Contrat de Prêt n° 191234, Ligne du Prêt n° 5722579
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CEPAFRPP513/FR7615135090170877228250260 en vertu du mandat n° AADPH2019016000002 en date du 16 janvier 2019.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Strasbourg.eu
eurométropole

57

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de 14 logements sociaux située à VENDENHEIM - rue des Artisans.

Numéro E-2026-859

Afin de poursuivre la dynamique de transformation menée depuis 2005 sur sept quartiers, l'Eurométropole de Strasbourg s'est engagée avec ses partenaires depuis 2016 dans la mise en œuvre du nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU) sur son territoire, à travers l'élaboration des projets urbains (études et concertation) et d'une convention pluriannuelle avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU).

Le NPNRU constitue le plus grand projet urbain porté par la collectivité par son ampleur territoriale, la population touchée et les moyens mobilisés (7 quartiers prioritaires de la ville ou QPV répartis sur 5 communes : les Hirondelles à Lingolsheim, la cité des Écrivains à Bischheim/Schiltigheim, la cité Libermann à Illkirch, Neuhof/Meinau, Hautepierre, l'Elsau et Cronenbourg à Strasbourg, avec près de 53 200 habitants soit 10% de la population de l'agglomération). Ce projet a été approuvé au Conseil du 28 juin 2019 et du 27 septembre 2019 s'agissant des aides de la collectivité apportées sur le volet Habitat. L'ensemble a été traduit dans le cadre d'une convention générale 2019-2030, signée avec l'ANRU et les partenaires.

Pour mémoire, les projets urbains de chaque quartier prioritaire de la ville (QPV) prévoient des interventions multiples grâce à la réalisation programmée d'opérations de démolition, de requalification massive du parc existant, de résidentialisation des pieds d'immeubles et de reconstitution, conformément au règlement général de l'ANRU, qui précise que les projets de renouvellement urbain doivent garantir une reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux démolis, de manière à répondre aux besoins structurels en logements locatifs sociaux du territoire.

Afin de confirmer ces projets, l'emprunt constitue le mode de financement principal des investissements locatifs sociaux. La capacité des bailleurs sociaux à proposer des loyers bas pour des logements de qualité repose sur l'utilisation de sources de financement qui limitent le coût de l'emprunt.

Le premier financeur du logement social est donc la Caisse des dépôts et consignations, habilitée à prêter aux bailleurs sociaux sur la ressource des fonds d'épargne pour financer la construction des logements sociaux.

En complément des prêts de la Caisse des dépôts et consignations, l'Eurométropole de Strasbourg vient en appui des actions menées par les bailleurs sociaux en garantissant les emprunts qu'ils contractent auprès de la Caisse des dépôts et consignations.

Ainsi, en accordant sa caution aux bailleurs sociaux dans un but d'intérêt public local, la Collectivité facilite les emprunts, leur évite des surcoûts financiers et assure à l'organisme prêteur le remboursement des sommes empruntées en cas de défaillance du bailleur social.

Dans ce cadre, l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) souhaite réaliser une opération de reconstitution de 14 logements locatifs sociaux dont 6 logements financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) et 8 financés en Prêt locatif à usage social (PLUS) située à VENDENHEIM – rue des Artisans.

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) souhaite bénéficier d'un prêt d'un montant total d'un million cinq cent cinquante-deux mille euros (1 552 000,00 €) pour finaliser cette opération.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'octroi de sa garantie à l'emprunt d'un montant total d'un million cinq cent cinquante-deux mille euros (1 552 000,00 €) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour la réalisation de l'opération.

La réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (10 % du nombre de logements pour les opérations de construction neuve).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 26 juin 2015 concernant l'extension des garanties d'emprunts accordées par l'Eurométropole de Strasbourg aux opérations de logements sociaux
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 28 juin 2019 relative au projet de convention du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 27 septembre 2019 relative au volet Habitat du NPNRU
vu la délibération du Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg en date du 14 février 2020 relative au volet Habitat du NPNRU
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 5217-2 et suivants

vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision de financement initiale délivrée par l'État le 16 décembre 2024
vu le contrat de prêt n° 190552 en annexe signé entre l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur, et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de reconstitution de 14 logements dont 8 financés en Prêts locatifs à usage social (PLUS) et 6 financés en Prêt locatif aidé d'intégration (PLAI) située à VENDENHEIM – rue des Artisans, l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total d'un million cinq cent cinquante-deux mille euros (1 552 000,00 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 190552 constitué de 4 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal d'un million cinq cent cinquante-deux mille euros (1 552 000,00 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci,

décide

le droit de réservation de 10 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-215140-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2025-004**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**14**

Opération:

Intitulé	
Adresse	rue des Artisans
Commune	Vendenheim

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Autre

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SH moyenne(m²)	SU moyenne(m²)					
PLAI	T2	4	49,81	54,18					
PLUS	T2	4	50,25	55,18					
PLUS	T3	2	70,31	75,41					
PLUS	T4	2	91,52	98,63					
PLAI	T3	2	68,47	75,36					
			-	-					
			-	-					
			-	-					
			-	-					
			-	-					
Total		**14**	**860,84**	**936,24**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Charges immobilières	45 421,93 €	/ logement	prix au m² de SH	2 639,07 €
Cout des travaux	108 425,79 €	/ logement	prix au m² de SU	2 426,52 €
Montant de la TVA	8 420,93 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Charges immobilières	**635 907,00 €**	27,99%	**Subventions**	***107 820,00 €***	***4,75%***
			ETAT	**53 820,00 €**	**2,37%**
Cout des travaux	**1 517 961,00 €**	66,82%			
			Eurométropole	**54 000,00 €**	**2,38%**
Montant de la TVA	**117 893,00 €**	5,19%	NPNRU	54 000,00 €	2,38%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***1 709 200,00 €***	***75,24%***
			Prêt PLAI Construction	292 000,00 €	12,85%
			ACTION LOGEMENT	157 200,00 €	6,92%
			Prêt PLAI Foncier	254 000,00 €	11,18%
			Prêt PLUS Construction	612 000,00 €	26,94%
			Prêt PLUS Foncier	394 000,00 €	17,34%
			Fonds propres	***454 741,00 €***	***20,02%***
Total	**2 271 761,00 €**	**100,00%**	**Total**	**2 271 761,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 01/07/2026 15:19:40

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 02/07/2026 14 13 :37

CONTRAT DE PRÊT

N° 190552

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 1/25
Contrat de prêt n° 190552 Emprunteur n° 000107788

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.71.3 page 3/25
Contrat de prêt n° 190552 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.24
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération VEFA ARTISANS 14 logts, Parc social public, Acquisition en VEFA de 14 logements situés ruez des artisans 67550 VENDENHEIM.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum d'un million cinq-cent-cinquante-deux mille euros (1 552 000,00 euros) constitué de 4 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PLAI RO ANRU, d'un montant de deux-cent-quatre-vingt-douze mille euros (292 000,00 euros) ;
- PLAI foncier RO ANRU, d'un montant de deux-cent-cinquante-quatre mille euros (254 000,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six-cent-douze mille euros (612 000,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de trois-cent-quatre-vingt-quatorze mille euros (394 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Locatif à Usage Social » (PLUS) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « PLAI RO ANRU » est un Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) tel que défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation, destiné aux opérations de reconstitution de l'offre de logements locatifs à usage très social dans le cadre d'un programme NPNRU conventionné avec l'ANRU.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/09/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PLAI	PLAI foncier	PLUS	PLUS foncier
Enveloppe	RO ANRU	RO ANRU	-	-
Identifiant de la Ligne du Prêt	5743046	5743045	5743044	5743043
Montant de la Ligne du Prêt	292 000 €	254 000 €	612 000 €	394 000 €
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	0 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	1,1 %	1,71 %	2,1 %	1,71 %
TEG de la Ligne du Prêt	1,1 %	1,71 %	2,1 %	1,71 %
Phase d'amortissement				
Durée	40 ans	60 ans	40 ans	60 ans
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	- 0,4 %	0,21 %	0,6 %	0,21 %
Taux d'intérêt[2]	1,1 %	1,71 %	2,1 %	1,71 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	DR	DR	DR	DR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,
- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément
(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- informer le Prêteur à tout moment dès qu'il en a connaissance que toute ou une partie de l'opération n'est plus comptabilisée dans les objectifs de reconstitution de l'offre ANRU. Dans l'hypothèse où les fonds du Contrat sont versés, le PLAI RO ANRU sera de fait requalifié en PLAI de droit commun et aux conditions de taux de celui-ci en vigueur au moment de la requalification. En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

58

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et octroi d'une subvention de 186 531 € pour l'opération de réhabilitation thermique de 107 logements sociaux située à STRASBOURG - place Pétrarque et place Érasme.

Numéro E-2026-974

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique de 107 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG – 50-51-52-53 place Pétrarque et 36-37 place Érasme.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1974 et acquis en 1974 par le bailleur.

Le chauffage est actuellement assuré par un raccordement au réseau de chaleur urbain de Strasbourg. La production d'eau chaude sanitaire est également assurée par le réseau de chaleur urbain via une installation collective.

La consommation énergétique actuelle est de :

Place Pétrarque
- Bâtiment 50 : 223 kWhep/m², correspondant à une étiquette E
- Bâtiment 51 : 207 kWhep/m², correspondant à une étiquette E
- Bâtiment 52 : 200 kWhep/m², correspondant à une étiquette D
- Bâtiment 53 : 201 kWhep/m², correspondant à une étiquette D

Place Érasme
- Bâtiment 36 : 237 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette F
- Bâtiment 37 : 221 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette F

La consommation énergétique estimée après travaux est de :

Place Pétrarque
- Bâtiment 50 : 102 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 51 : 85 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 52 : 84 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 53 : 80 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C

Place Érasme
- Bâtiment 36 : 120 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 37 : 113 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C

Le gain énergétique est estimé à :

Place Pétrarque
- Bâtiment 50 : 121 kWhep/m².an (-54 %)
- Bâtiment 51 : 122 kWhep/m².an (-59 %)
- Bâtiment 52 : 116 kWhep/m².an (-58 %)
- Bâtiment 53 : 121 kWhep/m².an (-60 %)

Place Érasme
- Bâtiment 36 : 120 kWhep/m².an (-51 %)
- Bâtiment 37 : 113 kWhep/m².an (-51 %)

soit :

Place Pétrarque
- Bâtiment 50 : 105 923 kWhep/an
- Bâtiment 51 : 162 748 kWhep/an
- Bâtiment 52 : 220 052 kWhep/an
- Bâtiment 53 : 263 659 kWhep/an

Place Érasme
- Bâtiment 36 : 105 000 kWhep/an
- Bâtiment 37 : 98 920 kWhep/an

pour un gain total d'environ 956 302 kWhep/an (≈ 0,96 GWh/an) pour l'ensemble des tranches 6 et 7.

Cette opération sera certifiée « B.B.C. Rénovation ».

Programme des travaux :

Amélioration de la performance énergétique
- remplacement de l'isolation thermique des murs par l'extérieur des bâtiments,
- reprise de l'isolation du plancher bas du rez-de-chaussée des bâtiments,
- remplacement des fenêtres et portes-fenêtres et des volets roulants volets par des fenêtres double vitrage peu émissif,
- révision du système de chauffage actuel,
- révision des panneaux solaires,
- remplacement des robinets thermostatiques sur les radiateurs.

Traitement de l'enveloppe du bâtiment
- remplacement de l'étanchéité en toiture,
- mise en valeur architecturale des façades,
- habillage en tôle perforée des gardes corps des balcons,

- remplacement des portes des halls d'entrées,
- création de sas d'entrées d'immeubles,
- mise en place d'un système anti-intrusion contre les nuisibles.

Amélioration et sécurisation des parties communes
- réfection et embellissement des halls d'entrées,
- réfection et embellissement des parties communes,
- remplacement du système d'éclairage dans les parties communes,
- remise aux normes de sécurité des parties communes,
- remplacement du contrôle d'accès des halls d'entrées, par badge,
- rénovation des ascenseurs,
- création de locaux vélos/poussettes,
- installation de paraboles collectives.

Amélioration des logements
- mise en place d'une VMC hygroréglable basse pression type Hygro B,
- embellissement des cuisines, salles de bains et WC,
- remplacement du meuble évier dans les cuisines,
- remplacement des équipements sanitaires: lavabos, WC, baignoires; remplacement des baignoires par des douches pour les logements jusqu'au 3 pièces,
- suppression du gaz cuisson,
- remplacement des portes d'entrée des logements,
- installation d'un visiophone en remplacement de l'interphone,
- mise en sécurité électrique des logements (hors intervention de Strasbourg Électricité Réseaux),
- remplacement des colonnes d'évacuation et des alimentations eau froide/ eau chaude.

Réaménagement des espaces extérieurs
- réhabilitation des chemins piétons,
- privatisation du stationnement par mise en place de barrières automatiques,
- optimisation des zones de stationnement,
- traitements paysagers des espaces verts,
- mise en place d'un dispositif de collecte enterré des ordures ménagères en lien avec l'Eurométropole,
- remplacement des luminaires extérieurs existants et création de nouveaux points lumineux,
- installation de nouveaux emplacements vélos,
- mise en place d'une infiltration des eaux pluviales.

Les travaux sont éligibles à l'aide pour la rénovation énergétique de logements locatifs sociaux ouvrant droit à une subvention directe de l'État.

Ces travaux devraient permettre une diminution des charges énergétiques par mois d'environ
- 33 € pour les T1,
- 35 € pour les T2,
- 49 € pour les T3,
- 54 € pour les T4,

- 57 € pour les T5 et de
- 66 € pour les T6 par logement et par mois.

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance mensuelle après travaux sera de 11 € pour les T1, 15 € pour les T2, 20 € pour les T3, 25 € pour les T4, 30 € pour les T5 et de 34 € pour les T6. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

La déclaration préalable de travaux n° 67482 25 V0024 a été déposée le 18/02/2025 et délivrée le 24/03/2025. La déclaration préalable de travaux n° 67482 25 V0054 a été déposée le 03/04/2025 et délivrée le 11/04/2025.

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 11/12/2023.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2023.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de cent quatre-vingt-six mille cinq cent trente-et-un euros (186 531,00 €), allouée au titre de la réhabilitation thermique pour les 107 logements, ainsi que pour sa garantie au prêt d'un montant total de trois millions six cent huit mille cinq cents euros (3 608 500,00 €) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2023 décidant la revalorisation des aides eurométropolitaines pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques de l'éco-prêt
vu la délibération du 23 mai 2025 renouvelant l'engagement de la collectivité pour l'année 2025
vu la délibération du 6 février 2026 portant sur le renouvellement de la convention (de financement de la réhabilitation thermique des logements sociaux) pour la période 2026-2027
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2254-1 et L 5217-2 et suivants

vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément délivrée par l'État le 21 mars 2024
vu le contrat de prêt n°191219 en annexe signé entre l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA), ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 107 logements située à STRASBOURG – 50-51-52-53 place Pétrarque et 36-37 place Érasme :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) d'un montant total de cent quatre-vingt-six mille cinq cent trente-et-un euros (186 531,00 €) :*

** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/m²/an)*	*Montant subvention EmS/logement*	***Total***
STRASBOURG – 50-51-52-53 place Pétrarque et 36-37 place Érasme	*97*	*121 (Bât 1)* *122 (Bât 2)* *116 (Bât 3)* *121 (Bât 4)* *120 (Bât 5)* *113 (Bât 6)*	*1923 €*	*186 531 €*
TOTAL	***97***			***186 531 €***

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 107 logements située à STRASBOURG – 50-51-52-53 place Pétrarque et 36-37 place Érasme :

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de trois millions six cent huit mille cinq cents euros (3 608 500,00 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 191219, constitué de 2 lignes du prêt.*

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de trois millions six cent huit mille cinq cents euros (3 608 500,00 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 107 logements située à STRASBOURG – 50-51-52-53 place Pétrarque et 36-37 place Érasme :

a) des modalités de versement de la subvention de cent quatre-vingt-six mille cinq cent trente-et-un euros (186 531,00 €) :
- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de cent quatre-vingt-six mille cinq cent trente-et-un euros (186 531,00 €) sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivants (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1342 – AP 2026 n°0392);

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-216481A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2026-135**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**107**

Opération:

Intitulé	Tranche 7 Eleonore Pétrarque
Adresse	36 Place Erasme, Hautepierre
Commune	Strasbourg

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:

CDC

Autre

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)		Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
Eco-prêt	T0	107	-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**107**	**-**	**-**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	77 853,79 €	/ logement	prix au m² de SC	
Prestations intellectuelles	9 596,99 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**8 330 355,00 €**	89,03%	**Subventions**	***1 582 239,00 €***	***16,91%***
			ETAT	**860 708,00 €**	**9,20%**
Prestations intellectuelles	**1 026 878,00 €**	10,97%			
			Eurométropole	**721 531,00 €**	**7,71%**
			NPNRU	721 531,00 €	7,71%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***5 899 429,00 €***	***63,05%***
			Prêt PAM	1 950 000,00 €	20,84%
			Eco-prêt réhabilitation	1 658 500,00 €	17,72%
			ACTION LOGEMENT	2 290 929,00 €	24,48%
			Fonds propres	***1 875 565,00 €***	***20,04%***
Total	**9 357 233,00 €**	**100,00%**	**Total**	**9 357 233,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 10/07/2026 18:00:43

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 13/07/2026 14 56 :22

CONTRAT DE PRÊT

N° 191219

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 1/26
Contrat de prêt n° 191219 Emprunteur n° 000107788

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHA T6 T7 ELEONORE 107 logts, Parc social public, Réhabilitation de 107 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de trois millions six-cent-huit mille cinq-cents euros (3 608 500,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant d'un million neuf-cent-cinquante mille euros (1 950 000,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant d'un million six-cent-cinquante-huit mille cinq-cents euros (1 658 500,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation énergétique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode 3CL-DPE 2021. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 10/10/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	-	Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5744487	5744486		
Montant de la Ligne du Prêt	1 950 000 €	1 658 500 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,1 %	1,25 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,1 %	1,25 %		
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %		
Taux d'intérêt[2]	2,1 %	1,25 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

- autoriser expressément le Prêteur à transmettre à l'Etat les informations communiquées par l'Emprunteur au titre de sa demande de Prêt, ainsi que les caractéristiques financières dudit Prêt, et ce, afin que l'Etat puisse suivre la réalisation des objectifs pour le Parc locatif social et ses progrès sur le plan énergétique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode 3CL-DPE 2021 pour dégager le gain énergétique et carbone renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ».

Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document prouvant que la maison individuelle réhabilitée ne fait pas l'objet de l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz ni d'un système de chauffage hybride pour lequel la nouvelle chaudière à gaz a un taux de couverture des besoins annuels en chauffage supérieur ou égal à 30 % ;

- communiquer dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur copie des factures correspondant aux travaux de rénovation réalisés et copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des bâtiments pour les trois années précédant la réhabilitation et les trois années suivantes.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

La somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque ligne du prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due dans le cas où les documents suivants n'auront pas été communiqués dans les trois mois suivants la demande du Prêteur :

- copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu ou, dans les départements d'Outre-Mer, du justificatif de la demarche de qualité environnementale à l'issue de l'achèvement des travaux ;

- rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- tout document prouvant que le bâtiment n'est pas chauffé au gaz ;

- l'attestation d'exposition aux zones de bruit des réseaux routier et ferroviaire, l'étude acoustique et tout document prouvant la réalisation de travaux acoustiques.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique et carbone rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans la demande de prêt en ligne ou dans les pièces justificatives « Engagement de performance globale », ou « Agrément formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat mais un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Strasbourg.eu
eurométropole

59

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et octroi d'une subvention de 537 833 € pour l'opération de 257 logements sociaux située à STRASBOURG - rue de l'Île des Épis, rue Kentzinger, rue Migneret et route du Rhin.

Numéro E-2026-967

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique de 257 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG – 19-21-23-25-27-29 rue de l'Île des Epis (Bâtiment C), 7-9-11-13-15-17 rue de l'Île des Épis (Bâtiment D), 2-4-6-8-10-12-14 rue Kentzinger et 12 rue de l'Île des Épis et 13 rue Migneret et 67-69 route du Rhin (Bâtiment E), 10 rue de l'Île des Épis (Bâtiment F), 5 rue Migneret (Bâtiment G) ainsi que 7-9-11 rue Migneret (Bâtiment H).

Cet ensemble immobilier a été construit en 1920 et acquis en 1926 par le bailleur.

Le chauffage est actuellement assuré par des chaudières individuelles au gaz qui seront remplacées par un raccordement au réseau de chauffage urbain.

La consommation énergétique actuelle est de 163 kWhep/m².an, étiquette D.

L'objectif est d'atteindre la performance « Label BBC Effinergie Rénovation Résidentiel 2024 » avec une étiquette B, avec une consommation de 59 kWhep/m².an.

Le gain énergétique (calcul Th-C-ex) est estimé à :
- 146 kWhep/m².an (bâtiment C)
- 150 kWhep/m².an (bâtiment D)
- 142 kWhep/m².an (bâtiment E)
- 131 kWhep/m².an (bâtiment F)
- 189 kWhep/m².an (bâtiment G)
- 183 kWhep/m².an (bâtiment H)

soit environ 26 728 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Cette opération sera certifiée « B.B.C. Rénovation Effinergie 2024 ».

Programme des travaux :

Travaux d'entretien

- révision des balcons et remplacement des séparatifs de balcons,
- suppression des portes d'entrée des immeubles côté cour en lien avec le déploiement de la collecte enterrée des ordures ménagères pilotée par l'Eurométropole de Strasbourg,
- réparations ponctuelles des boîtes aux lettres,
- révision des volets battants pour les façades concernées,
- révision des menuiseries extérieures des escaliers et des combles,
- révision des portes grillagées des caves privatives.

Travaux d'amélioration

Amélioration de la performance énergétique :

- isolation thermique des bâtiments par l'extérieur avec reconstitution des modénatures de façades,
- remise en état et complément d'isolation thermique des planchers bas des combles et des plafonds des caves,
- remplacement des menuiseries extérieures des logements et rénovation des volets roulants,
- raccordement au réseau de chauffage urbain et production d'eau chaude par Module Thermique d'Appartement,
- remplacement des robinets des radiateurs par des robinets thermostatiques,
- mise en place d'une VMC basse pression avec réutilisation des conduits maçonnés.

Amélioration des immeubles et des parties communes :

- mise en place d'un soubassement en briques sur certains bâtiments en angle de rue Conservation des garde-corps de balcons avec ajout de panneaux en métal micro-perforé pour les besoins d'intimité,
- remplacement des portes d'accès d'immeubles sur rue,
- mise en place d'une visiophonie et du contrôle d'accès par badge,
- amélioration de la sécurité incendie des parties communes,
- réfection et embellissement des halls d'entrées,
- remplacement du système d'éclairage des parties communes,
- remplacement des portes d'accès aux caves,
- mise en place d'un dallage de propreté béton au sol des caves privatives encore en terre battue,
- sécurisation des fenêtres de caves contre les nuisibles,
- transformation de certaines buanderies en locaux vélos avec arceaux,
- mise en sécurité électrique des parties communes (hors intervention de Strasbourg Électricité Réseaux).

Amélioration des logements :

- suppression du gaz cuisson, avec une participation à hauteur de 350 € pour contribuer à l'achat d'une plaque de cuisson ou cuisinière électrique sur présentation de pièces justificatives (justificatif d'abonnement et facture acquittée de l'équipement),
- remplacement ponctuel de portes palières, selon diagnostic,

- mise en sécurité électrique des logements (hors intervention de Strasbourg Électricité Réseaux),
- détalonnage des portes pour l'optimisation du système de renouvellement d'air, quand nécessaire.

Réaménagement des espaces extérieurs :
- maintien des zones de stationnement avec une recherche d'optimisation du nombre et privatisation des places existantes. Un plan d'implantation est en cours d'étude,
- mise en place de pré-équipements de recharge pour véhicules électriques (IRVE),
- traitements paysagers des espaces verts avec parterres de plantes et de prairies fleuries,
- conservation des arbres existants, selon diagnostic, et nouvelles plantations pour offrir de la biodiversité,
- mise en place d'une infiltration des eaux pluviales,
- mise en place d'un dispositif de collecte enterrée des ordures ménagères sous couvert de la validation de l'étude en cours avec l'Eurométropole de Strasbourg,
- installation de nouvelles aires de stationnement des vélos.

Les travaux sont éligibles à l'aide pour la rénovation énergétique de logements locatifs sociaux ouvrant droit à une subvention directe de l'État.

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance mensuelle après travaux sera de 15 € pour les T3 et de 20 € pour les T4. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

La déclaration préalable de travaux a été déposée les 12/09/2024 et 19/09/2024 et délivrée le 20/09/2024 (Numéro 67482 24 V1190).

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 16/04/2024.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2023.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de cinq cent trente-sept mille huit cent trente-trois euros (537 833,00 €), allouée au titre de la réhabilitation thermique pour les 257 logements, ainsi que pour sa garantie au Prêt d'un montant total de cinq millions neuf cent cinquante-sept mille cinq cents euros (5 957 500,00 €), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et

consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2023 décidant la revalorisation des aides eurométropolitaines pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques de l'éco-prêt
vu la délibération du 23 mai 2025 renouvelant l'engagement de la collectivité pour l'année 2025
vu la délibération du 6 février 2026 portant sur le renouvellement de la convention (de financement de la réhabilitation thermique des logements sociaux) pour la période 2026-2027
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2254-1 et L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément délivrée par l'État le 31 décembre 2024
vu le contrat de prêt n°191473 en annexe signé entre l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA), ci-après l'Emprunteur et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 257 logements située à STRASBOURG – 19-21-23-25-27-29 rue de l'Île des Épis (Bâtiment C), 7-9-11-13-15-17 rue de l'Île des Épis (Bâtiment D), 2-4-6-8-10-12-14 rue Kentzinger et 12 rue de l'Île des Épis et 13 rue Migneret et 67-69 route du Rhin (Bâtiment E), 10 rue de l'Île des Épis (Bâtiment F), 5 rue Migneret (Bâtiment G) ainsi que 7-9-11 rue Migneret (Bâtiment H) :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) d'un montant total de cinq cent trente-sept mille huit cent trente-trois euros (537 833,00 €) :*

** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/m²/an)*	*Montant subvention EmS/logement*	***Total***
STRASBOURG – 19/21/23/25/27/29 rue de l'Île des Epis (Bât C), 7/9/11/13/15/17 rue de l'Ile des Epis (Bât D), 2/4/6/8/10/12/14	*223*	*146 (bâtiment C)* *150 (bâtiment D)* *142 (bâtiment E)* *131 (bâtiment F)*	*1 923 €*	*428 829 €*

rue Kentzinger et 12 rue de l'Île des Épis et 13 rue Migneret et 67/69 route du Rhin (Bât E), 10 rue de l'Île des Épis (Bât F)				
STRASBOURG – 7 au 13 rue Migneret (Bât G et H)	*34*	*189 (bâtiment G) 183 (bâtiment H)*	*3 206 €*	*109 004 €*
TOTAL	***257***			***537 833 €***

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 257 logements située à STRASBOURG – 19-21-23-25-27-29 rue de l'Île des Épis (Bâtiment C), 7-9-11-13-15-17 rue de l'Île des Épis (Bâtiment D), 2-4-6-8-10-12-14 rue Kentzinger et 12 rue de l'Île des Épis et 13 rue Migneret et 67-69 route du Rhin (Bâtiment E), 10 rue de l'Île des Épis (Bâtiment F), 5 rue Migneret (Bâtiment G) ainsi que 7-9-11 rue Migneret (Bâtiment H) :

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de cinq millions neuf cent cinquante-sept mille cinq cents euros (5 957 500,00 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°191473 constitué de 2 lignes du prêt.*

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de cinq millions neuf cent cinquante-sept mille cinq cents euros (5 957 500,00 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit Contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 257 logements située à STRASBOURG – 19/21/23/25/27/29 rue de l'Île des Épis (Bâtiment C), 7/9/11/13/15/17 rue de l'Ile des Épis (Bâtiment D), 2/4/6/8/10/12/14 rue Kentzinger et 12 rue de l'Île des Épis et 13 rue Migneret et 67/69 route du Rhin (Bâtiment E), 10 rue de l'Île des Épis (Bâtiment F), 5 rue Migneret (Bâtiment G) ainsi que 7/9/11 rue Migneret (Bâtiment H) :

a) des modalités de versement de la subvention de cinq cent trente-sept mille huit cent trente-trois euros (537 833,00 €) :

- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de cinq cent trente-sept mille huit cent trente-trois euros (537 833,00 €) sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivants (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1643 – AP 2026 n°0392);

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-216243A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — Numéro de référence **2024-043**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**395**

Opération:

Intitulé	Cité Loucheur
Adresse	67 Route du Rhin, Port du Rhin
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
ARKEA

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif — type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)		Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
RENO	T1	11	68,64	-	50,51 €	10,00 €	49,23 €	446,14 €	
RENO	T2	158	87,53	-	77,56 €	15,00 €	83,12 €	568,91 €	
RENO	T3	165	100,82	-	107,98 €	15,00 €	109,23 €	655,36 €	
RENO	T4	58	116,00	-	130,38 €	20,00 €	127,64 €	754,00 €	
RENO	T5	1	187,00	-	140,19 €	20,00 €	85,03 €	1 215,50 €	
RENO	T6+	2	167,50	-	140,19 €	20,00 €	172,23 €	1 088,75 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**395**	**38 470,08**	**-**					

		Loyer mensuel au m²:
Nombre de logements adaptés au handicap:	0	
Nombre de petits logements	0	

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	56 825,22 €	/ logement	prix au m² de SC	630,57 €
Prestations intellectuelles	1 629,32 €	/ logement		
Montant de la TVA	2 958,19 €	/ logement		

Plan de financement — **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**22 445 961,94 €**	92,53%	**Subventions**	***4 627 834,00 €***	***19,08%***
			ETAT	**2 047 127,00 €**	**8,44%**
Prestations intellectuelles	**643 582,15 €**	2,65%			
			Eurométropole	**803 207,00 €**	**3,31%**
Montant de la TVA	**1 168 485,72 €**	4,82%	Réhab.	803 207,00 €	3,31%
			Autre	**1 777 500,00 €**	**7,33%**
			Emprunts	***11 869 500,00 €***	***48,93%***
			Prêt PAM	980 000,00 €	4,04%
			Eco-prêt réhabilitation	4 977 500,00 €	20,52%
			Autre	3 000 000,00 €	12,37%
			Prêt PAM	2 277 000,00 €	9,39%
			Eco-prêt réhabilitation	635 000,00 €	2,62%
			Fonds propres	***7 760 695,81 €***	***31,99%***
Total	**24 258 029,81 €**	**100,00%**	**Total**	**24 258 029,81 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Celine COCHE-DEQUEANT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 17/07/2026 10:27:42

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 22/07/2026 10 15 :22

CONTRAT DE PRÊT

N° 191473

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 1/26
Contrat de prêt n° 191473 Emprunteur n° 000107788

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 3/26
Contrat de prêt n° 191473 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.26
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.26
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHA Loucheur BAT C/D/E/F/G/H , Parc social public, Réhabilitation de 257 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

Dans le cadre de la planification écologique de la décarbonation du bâtiment, un partenariat entre l'ADEME (Agence de la transition écologique) et la Banque des Territoires permet à ce Contrat d'intégrer une Ligne du Prêt à taux bonifié destinée au financement de dispositifs de production de chaleur renouvelable ou de certains travaux nécessaires au raccordement à des réseaux de chaleur.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de cinq millions neuf-cent-cinquante-sept mille cinq-cents euros (5 957 500,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM Bonification ADEME, d'un montant de neuf-cent-quatre-vingts mille euros (980 000,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant de quatre millions neuf-cent-soixante-dix-sept mille cinq-cents euros (4 977 500,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation énergétique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode 3CL-DPE 2021. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 17/10/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	Bonification ADEME	Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5741704	5741703		
Montant de la Ligne du Prêt	980 000 €	4 977 500 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,25 %	1,25 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,25 %	1,25 %		
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,25 %	- 0,25 %		
Taux d'intérêt[2]	1,25 %	1,25 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

- autoriser expressément le Prêteur à transmettre à l'Etat les informations communiquées par l'Emprunteur au titre de sa demande de Prêt, ainsi que les caractéristiques financières dudit Prêt, et ce, afin que l'Etat puisse suivre la réalisation des objectifs pour le Parc locatif social et ses progrès sur le plan énergétique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode 3CL-DPE 2021 pour dégager le gain énergétique et carbone renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ».

Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document prouvant que la maison individuelle réhabilitée ne fait pas l'objet de l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz ni d'un système de chauffage hybride pour lequel la nouvelle chaudière à gaz a un taux de couverture des besoins annuels en chauffage supérieur ou égal à 30 % ;

- communiquer dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur copie des factures correspondant aux travaux de rénovation réalisés et copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des bâtiments pour les trois années précédant la réhabilitation et les trois années suivantes.

- ne pas bénéficier, pour l'opération financée par le présent Prêt et définie à l'Article « Objet du Prêt », d'aide financière de l'ADEME autre que celle accordée via la Ligne du Prêt PAM Bonification ADEME du présent Contrat ;

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur d'accéder à tous les documents relatifs aux coûts de l'opération financée, notamment les devis et factures. A défaut de réception des documents demandés dans un délai de 4 mois, le PAM Bonification ADEME sera de fait requalifié à un taux d'intérêt ne tenant pas compte de la bonification de l'ADEME, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.40 % (40 points de base). En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

La somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque ligne du prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due dans le cas où les documents suivants n'auront pas été communiqués dans les trois mois suivants la demande du Prêteur :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu ou, dans les départements d'Outre-Mer, du justificatif de la demarche de qualité environnementale à l'issue de l'achèvement des travaux ;

- rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- tout document prouvant que le bâtiment n'est pas chauffé au gaz ;

- l'attestation d'exposition aux zones de bruit des réseaux routier et ferroviaire, l'étude acoustique et tout document prouvant la réalisation de travaux acoustiques.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique et carbone rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans la demande de prêt en ligne ou dans les pièces justificatives « Engagement de performance globale », ou « Agrément formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat mais un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

60

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et octroi d'une subvention de 637 994 € pour l'opération de 199 logements sociaux située à STRASBOURG - 1 à 15 avenue Aristide Briand et 1 à 12 quai de la Tuilerie.

Numéro E-2026-958

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique de 199 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG – 1-3-5-7-9-11-13-15 avenue Aristide Briand et 1 à 12 quai de la Tuilerie.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1931 et mis en location depuis 1933.

Le chauffage est actuellement assuré par 4 chaufferies raccordées au réseau de chauffage urbain. L'eau chaude sanitaire est individuelle électrique.

La consommation énergétique actuelle est de 237 kWhep/m².an (calcul Th-C-ex), étiquette D.

L'objectif est d'atteindre la performance « B.B.C. Rénovation Effinergie 2021 » avec une étiquette B, avec une consommation de 78 kWhep/m².an.

Le gain énergétique est estimé à :
- 178 kWhep/m².an (calcul Th-C-ex) dans les bâtiments 1, 2 et 3,
- 211 kWhep/m².an dans le bâtiment 4,
- 171 kWhep/m².an dans le bâtiment 6 soit une moyenne de 31 641 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Cette opération sera certifiée « B.B.C. Rénovation Effinergie 2021 ».

Programme des travaux :

<u>Travaux sur l'enveloppe et les équipements techniques</u>
- isolation de la dalle basse du RDC,
- isolation des combles,

- ravalement des façades si nécessaire et/ou isolation extérieure en tout ou partie si autorisée,
- remplacement des menuiseries extérieures (compris volet roulants),
- remplacement des réseaux selon diagnostic maitrise d'œuvre,
- révision ou remplacement des conduites d'arrivée d'eau et réseaux/alimentations,
- renforcement structurel des balcons.

Travaux d'amélioration des parties communes
- réaménagement des locaux communs et des caves (compris mise aux normes électrique et incendie),
- réaménagement/suppression des greniers et mise aux normes électriques,
- remplacement des portes d'entrée (compris portail rue Stosswihr),
- remplacement des portes intérieures des locaux communs (accès aux caves, accès à la cour…),
- mise en place d'un contrôle d'accès par badge,
- rafraichissement et mises aux normes des entrées et cages d'escalier.

Dans les logements
- remplacement de tout ou partie des radiateurs et mise en place de robinets thermostatique,
- révision des portes palières,
- révision des portes intérieures,
- mise en sécurité et/ou aux normes des installations électriques.

Les travaux sont éligibles à l'aide pour la rénovation énergétique de logements locatifs sociaux ouvrant droit à une subvention directe de l'État.

Ces travaux devraient permettre une diminution des charges énergétiques d'environ :
- 48,31 € par logement par mois pour les T1,
- 59,23 € par logement par mois pour les T2,
- 77,98 € par logement par mois pour les T3,
- 82,61 € par logement par mois pour les T4,
- 99,24 € par logement par mois pour les T5 et
- 134,93 € par logement par mois pour les T6.

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance mensuelle après travaux, sera de 15 € pour les T3 et de 20 € pour les T4. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

L'arrêté portant permis de construire a été déposé le 26/04/2024 et délivrée le 16/07/2024 (PC 67482 24 V0080). Un modificatif a été déposé le 03/07/2026 et délivré le 17/07/2026.

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 26/03/2024.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2023.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de six cent trente-sept mille neuf cent quatre-vingt-quatorze euros (637 994,00 €), allouée au titre de la réhabilitation thermique pour les 199 logements, ainsi que pour sa garantie au prêt d'un montant total de huit millions quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents euros (8 098 500,00 €), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous prie de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2023 décidant la revalorisation des aides eurométropolitaines pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques de l'éco-prêt
vu la délibération du 23 mai 2025 renouvelant l'engagement de la collectivité pour l'année 2025
vu la délibération du 6 février 2026 portant sur le renouvellement de la convention (de financement de la réhabilitation thermique des logements sociaux) pour la période 2026-2027
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2254-1 et L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément délivrée par l'État le 23 décembre 2024
vu le contrat de prêt n°191216 en annexe signé entre l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA), ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

<u>pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 199 logements située à STRASBOURG – 1-3-5-7-9-11-13-15 avenue Aristide Briand et 1 à 12 quai de la Tuilerie.</u>

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) d'un montant total de six cent trente-sept mille neuf cent quatre-vingt-quatorze euros (637 994,00 €) :*

** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/m²/an)*	*Montant subvention EMS/logement*	***Total***
1 à 15 avenue Aristide Briand et 1 à 12 quai de la Tuilerie à STRASBOURG	*199*	*178 (Bâtiments 1, 2 et 3)* *211 (Bâtiment 4)* *171 (Bâtiment 6)*	*3 206 €*	*637 994 €*
TOTAL	***199***			***637 994 €***

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 199 logements située à STRASBOURG – 1-3-5-7-9-11-13-15 avenue Aristide Briand et 1 à 12 quai de la Tuilerie.

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de huit millions quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents euros (8 098 500,00 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°191216, constitué de 3 lignes du prêt.*

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de huit millions quatre-vingt-dix-huit mille cinq cents euros (8 098 500,00 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 199 logements située à

STRASBOURG – 1-3-5-7-9-11-13-15 avenue Aristide Briand et 1 à 12 quai de la Tuilerie :

a) des modalités de versement de la subvention de six cent trente-sept mille neuf cent quatre-vingt-quatorze euros (637 994,00 €) :

- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de six cent trente-sept mille neuf cent quatre-vingt-quatorze euros (637 994,00 €) sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivants (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1643 – AP 2026 n°0392);

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-216220A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat — Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2024-045**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**199**

Opération:

Intitulé	
Adresse	1 à 15 av Aristide Briand et 1 à 12 quai de la Tuilerie
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur: CDC

Description de l'opération

Performance energétique: Rénovation BBC (<104kWh/n

Chauffage: Collectif type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)		Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
RENO	T1	2	80,50	-	116,36 €	- €	68,35 €	351,79 €	
RENO	T2	26	104,12	-	157,32 €	- €	98,09 €	454,98 €	
RENO	T3	74	127,85	-	209,37 €	- €	131,39 €	558,71 €	
RENO	T4	47	148,26	-	238,47 €	- €	155,86 €	647,88 €	
RENO	T5	48	169,54	-	290,33 €	- €	191,09 €	740,90 €	
RENO	T6+	2	171,00	-	368,13 €	- €	233,20 €	747,27 €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**199**	**27 777,16**	**-**					

		Loyer mensuel au m²:
Nombre de logements adaptés au handicap:	0	
Nombre de petits logements	0	

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	56 750,03 €	/ logement	prix au m² de SC	439,75 €
Prestations intellectuelles	4 630,95 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**11 293 256,00 €**	92,46%	**Subventions**	***1 669 331,00 €***	***13,67%***
			ETAT	**1 031 337,00 €**	**8,44%**
Prestations intellectuelles	**921 560,00 €**	7,54%			
			Eurométropole	**637 994,00 €**	**5,22%**
			Réhab.	637 994,00 €	5,22%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***8 098 500,00 €***	***66,30%***
			Prêt PAM complémentaire	1 050 000,00 €	8,60%
			Eco-prêt réhabilitation	4 468 500,00 €	36,58%
			Prêt PAM	2 580 000,00 €	21,12%
			Fonds propres	***2 446 985,00 €***	***20,03%***
Total	**12 214 816,00 €**	**100,00%**	**Total**	**12 214 816,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Stephane ACQUETTE
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 10/07/2026 18:06:25

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 13/07/2026 14 56 :31

CONTRAT DE PRÊT

N° 191216

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 1/26
Contrat de prêt n° 191216 Emprunteur n° 000107788

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 3/26
Contrat de prêt n° 191216 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.20
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.26
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.26
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHA RISLER ILM T1-T2-T3 STBG 199 logts, Parc social public, Réhabilitation de 199 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

Dans le cadre de la planification écologique de la décarbonation du bâtiment, un partenariat entre l'ADEME (Agence de la transition écologique) et la Banque des Territoires permet à ce Contrat d'intégrer une Ligne du Prêt à taux bonifié destinée au financement de dispositifs de production de chaleur renouvelable ou de certains travaux nécessaires au raccordement à des réseaux de chaleur.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de huit millions quatre-vingt-dix-huit mille cinq-cents euros (8 098 500,00 euros) constitué de 3 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM Bonification ADEME, d'un montant d'un million cinquante mille euros (1 050 000,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de deux millions cinq-cent-quatre-vingts mille euros (2 580 000,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant de quatre millions quatre-cent-soixante-huit mille cinq-cents euros (4 468 500,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation énergétique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode 3CL-DPE 2021. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 10/10/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM	PAM	
Enveloppe	Bonification ADEME	-	Eco-prêt	
Identifiant de la Ligne du Prêt	5746358	5744389	5744388	
Montant de la Ligne du Prêt	1 050 000 €	2 580 000 €	4 468 500 €	
Commission d'instruction	0 €	0 €	0 €	
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Taux de période	1,25 %	2,1 %	1,25 %	
TEG de la Ligne du Prêt	1,25 %	2,1 %	1,25 %	
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans	25 ans	
Index[1]	Livret A	Livret A	Livret A	
Marge fixe sur index	- 0,25 %	0,6 %	- 0,25 %	
Taux d'intérêt[2]	1,25 %	2,1 %	1,25 %	
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
Modalité de révision	DR	DR	DR	
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	0 %	
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

- autoriser expressément le Prêteur à transmettre à l'Etat les informations communiquées par l'Emprunteur au titre de sa demande de Prêt, ainsi que les caractéristiques financières dudit Prêt, et ce, afin que l'Etat puisse suivre la réalisation des objectifs pour le Parc locatif social et ses progrès sur le plan énergétique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode 3CL-DPE 2021 pour dégager le gain énergétique et carbone renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ».

Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document prouvant que la maison individuelle réhabilitée ne fait pas l'objet de l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz ni d'un système de chauffage hybride pour lequel la nouvelle chaudière à gaz a un taux de couverture des besoins annuels en chauffage supérieur ou égal à 30 % ;

- communiquer dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur copie des factures correspondant aux travaux de rénovation réalisés et copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des bâtiments pour les trois années précédant la réhabilitation et les trois années suivantes.

- ne pas bénéficier, pour l'opération financée par le présent Prêt et définie à l'Article « Objet du Prêt », d'aide financière de l'ADEME autre que celle accordée via la Ligne du Prêt PAM Bonification ADEME du présent Contrat ;

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur d'accéder à tous les documents relatifs aux coûts de l'opération financée, notamment les devis et factures. A défaut de réception des documents demandés dans un délai de 4 mois, le PAM Bonification ADEME sera de fait requalifié à un taux d'intérêt ne tenant pas compte de la bonification de l'ADEME, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.40 % (40 points de base). En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

La somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque ligne du prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due dans le cas où les documents suivants n'auront pas été communiqués dans les trois mois suivants la demande du Prêteur :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu ou, dans les départements d'Outre-Mer, du justificatif de la demarche de qualité environnementale à l'issue de l'achèvement des travaux ;

- rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- tout document prouvant que le bâtiment n'est pas chauffé au gaz ;

- l'attestation d'exposition aux zones de bruit des réseaux routier et ferroviaire, l'étude acoustique et tout document prouvant la réalisation de travaux acoustiques.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique et carbone rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans la demande de prêt en ligne ou dans les pièces justificatives « Engagement de performance globale », ou « Agrément formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat mais un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

61

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg
du vendredi 6 novembre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations et octroi d'une subvention de 371 809€ pour l'opération de 174 logements sociaux située à STRASBOURG - 12-13-14-19-20 Boulevard la Fontaine et 21-22-23 Place Erasme.

Numéro E-2026-959

L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique de 174 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG – 12-13-14-19-20 boulevard La Fontaine et 21-22-23 place Érasme.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1974 et acquis en 1974 par le bailleur.

Le chauffage est actuellement assuré par un raccordement au réseau de chaleur urbain. La production d'eau chaude sanitaire est également assurée par le réseau de chaleur urbain via une installation collective.

La consommation énergétique actuelle est de :

Boulevard La Fontaine
- Bâtiment 12 : 247 kWhep/m², correspondant à une étiquette E
- Bâtiment 13 : 219 kWhep/m², correspondant à une étiquette E
- Bâtiment 14 : 218 kWhep/m², correspondant à une étiquette E
- Bâtiment 19 : 218 kWhep/m², correspondant à une étiquette E
- Bâtiment 20 : 247 kWhep/m², correspondant à une étiquette E

Place Érasme
- Bâtiment 21 : 236 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette E
- Bâtiment 22 : 223 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette E
- Bâtiment 23 : 223 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette E

La consommation énergétique estimée après travaux est de :

Boulevard La Fontaine

- Bâtiment 12 : 76 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 13 : 60 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 14 : 69 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 19 : 69 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 20 : 72 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C

Place Érasme
- Bâtiment 21 : 93 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 22 : 92 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C
- Bâtiment 23 : 80 kWhep/m².an, correspondant à une étiquette C

L'objectif est d'atteindre la performance « B.B.C. Rénovation » avec une étiquette C, avec une consommation moyenne de 62 kWhep/m².an.

Le gain énergétique par m² est estimé à :

Boulevard La Fontaine
- Bâtiment 12 : 171 kWhep/m².an (-69 %)
- Bâtiment 13 : 159 kWhep/m².an (-73 %)
- Bâtiment 14 : 149 kWhep/m².an (-68 %)
- Bâtiment 19 : 149 kWhep/m².an (-68 %)
- Bâtiment 20 : 175 kWhep/m².an (-71 %)

Place Érasme
- Bâtiment 21 : 143 kWhep/m².an (-61 %)
- Bâtiment 22 : 131 kWhep/m².an (-59 %)
- Bâtiment 23 : 143 kWhep/m².an (-64 %)

soit, par bâtiment :

Boulevard La Fontaine
- Bâtiment 12 : 149 693 kWhep/an
- Bâtiment 13 : 301 623 kWhep/an
- Bâtiment 14 : 324 671 kWhep/an
- Bâtiment 19 : 324 671 kWhep/an
- Bâtiment 20 : 226 800 kWhep/an

Place Érasme
- Bâtiment 21 : 190 762 kWhep/an
- Bâtiment 22 : 114 625 kWhep/an
- Bâtiment 23 : 271 271 kWhep/an

Pour un gain total d'environ 1 904 116 kWhep/an (≈ 1,90 GWh/an) pour l'ensemble des tranches 1, 2 et 3.

Cette opération sera certifiée « B.B.C. Rénovation ».

Programme des travaux :

Amélioration de la performance énergétique
- Remplacement de l'isolation thermique des murs par l'extérieur des bâtiments,
- Reprise de l'isolation du plancher bas du rez-de-chaussée des bâtiments,
- Remplacement des fenêtres et portes-fenêtres et des volets roulants volets par des fenêtres double vitrage peu émissif,
- Révision du système de chauffage actuel,
- Révision des panneaux solaires,
- Remplacement des robinets thermostatiques sur les radiateurs.

Traitement de l'enveloppe du bâtiment
- remplacement de l'étanchéité en toiture,
- mise en valeur architecturale des façades,
- habillage en tôle perforée des gardes corps des balcons,
- remplacement des portes des halls d'entrées,
- création de sas d'entrées d'immeubles,
- mise en place d'un système anti-intrusion contre les nuisibles.

Amélioration et sécurisation des parties communes
- réfection et embellissement des halls d'entrées,
- réfection et embellissement des parties communes,
- remplacement du système d'éclairage dans les parties communes,
- remise aux normes de sécurité des parties communes,
- remplacement du contrôle d'accès des halls d'entrées, par badge,
- rénovation des ascenseurs,
- création de locaux vélos/poussettes,
- installation de paraboles collectives.

Amélioration des logements
- mise en place d'une VMC hygroréglable basse pression type Hygro B,
- embellissement des cuisines, salles de bains et WC,
- remplacement du meuble évier dans les cuisines,
- remplacement des équipements sanitaires: lavabos, WC, baignoires,
- remplacement des baignoires par des douches pour les logements jusqu'au 3 pièces,
- suppression du gaz cuisson,
- remplacement des portes d'entrée des logements,
- installation d'un visiophone en remplacement de l'interphone,
- mise en sécurité électrique des logements (hors intervention de Strasbourg Électricité Réseaux),
- remplacement des colonnes d'évacuation et des alimentations Eau froide/ Eau chaude.

Réaménagement des espaces extérieurs
- réhabilitation des chemins piétons,
- privatisation du stationnement par mise en place de barrières automatiques,
- optimisation des zones de stationnement,
- traitements paysagers des espaces verts,
- mise en place d'un dispositif de collecte enterrée des ordures ménagères en lien avec

l'Eurométropole,
- remplacement des luminaires extérieurs existants et création de nouveaux points lumineux,
- installation de nouveaux emplacements vélos,
- mise en place d'une infiltration des eaux pluviales.

Les travaux sont éligibles à l'aide pour la rénovation énergétique de logements locatifs sociaux ouvrant droit à une subvention directe de l'État.

Ces travaux permettront une diminution des charges énergétiques par mois d'environ
- 33 € pour les T1,
- 35 € pour les T2,
- 49 € pour les T3,
- 54 € pour les T4,
- 57 € pour les T5 et de
- 66 € pour les T6 par logement et par mois.

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance mensuelle après travaux sera de 11 € pour les T1, 15 € pour les T2, 20 € pour les T3, 25 € pour les T4, 30 € pour les T5 et de 34 € pour les T6. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

La déclaration préalable de travaux a été déposée le 18/02/2025 et délivrée le 21/02/2025 (67482 25 V022 et 67482 25 V023).

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 11 décembre 2023.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2023.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de trois cent soixante-et-onze mille huit cent neuf euros (371 809,00 €), allouée au titre de la réhabilitation thermique pour les 174 logements, ainsi que pour sa garantie au prêt d'un montant total de six millions quatre cent soixante-dix-neuf mille euros (6 479 000,00 €) contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2023 décidant la revalorisation des aides eurométropolitaines pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques de l'éco-prêt
vu la délibération du 23 mai 2025 renouvelant l'engagement de la collectivité pour l'année 2025
vu la délibération du 6 février 2026 portant sur le renouvellement de la convention (de financement de la réhabilitation thermique des logements sociaux) pour la période 2026-2027 ;
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2254-1 et L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément délivrée par l'État le 20 mars 2024
vu le contrat de prêt n°187551 en annexe signé entre L'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

<u>pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 174 logements située à STRASBOURG – 12-13-14-19-20 boulevard La Fontaine et 21-22-23 place Érasme :</u>

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) d'un montant total de trois cent soixante-et-onze mille huit cent neuf euros (371 809,00 €) :*

** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/m²/an)*	*Montant subvention EMS/logement*	***Total***
13-14-19 boulevard La Fontaine et 21-22-23 place Érasme à STRASBOURG	*145*	*159/149/149/ 143/131/143*	*1 923*	*278 835 €*
12-20 boulevard La Fontaine à STRASBOURG	*29*	*171/175*	*3 206*	*92 974 €*
TOTAL	***174***			***371 809 €***

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 174 logements située à STRASBOURG – 12-13-14-19-20 boulevard La Fontaine et 21-22-23 place Érasme :

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de six millions quatre cent soixante-dix-neuf mille euros (6 479 000,00 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°187551, constitué de 2 lignes du prêt.*

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de six millions quatre cent soixante-dix-neuf mille euros (6 479 000,00 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 174 logements située à STRASBOURG – 12-13-14-19-20 boulevard La Fontaine et 21-22-23 place Érasme :

a) des modalités de versement de la subvention de trois cent soixante-et-onze mille huit cent neuf euros (371 809,00 €) :
- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de trois cent soixante-et-onze mille huit cent neuf euros (371 809,00 €) sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivants (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1342 – AP 2026 n°0392);

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec l'OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-216454A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat | Annexe n°1

Bailleur : OPHEA | **Numéro de référence** **2026-085**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**174**

Opération:

Intitulé	Eleonore, Éléonore, Eléonore
Adresse	12-13-14-19-20 Boulevard la Fontaine et 21-22-23 Place Erasme
Commune	Strasbourg

Financement **NPNRU**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC
Collecteur

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif type:

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)		Charges avant travaux	3ème ligne de charge	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen	
Eco-prêt	T1	6	-	-	- €	- €		- €	
Eco-prêt	T3	81	-	-	- €	- €		- €	
Eco-prêt	T4	73	-	-	- €	- €		- €	
Eco-prêt	T5	6	-	-	- €	- €		- €	
Eco-prêt	T6+	8	-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
			-	-	- €	- €		- €	
Total		**174**	**-**	**-**					

Loyer mensuel au m²:

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Ratios

Cout des travaux	82 091,84 €	/ logement	prix au m² de SC	
Prestations intellectuelles	10 192,51 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**14 283 980,00 €**	88,96%	**Subventions**	***2 641 465,00 €***	***16,45%***
			ETAT	**1 399 656,00 €**	**8,72%**
Prestations intellectuelles	**1 773 496,00 €**	11,04%			
			Eurométropole	**1 241 809,00 €**	**7,73%**
			NPNRU	1 241 809,00 €	7,73%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***10 204 435,00 €***	***63,55%***
			Eco-prêt réhabilitation	3 254 000,00 €	20,26%
			Prêt PAM	3 225 000,00 €	20,08%
			ACTION LOGEMENT	3 725 435,00 €	23,20%
			Fonds propres	***3 211 576,00 €***	***20,00%***
Total	**16 057 476,00 €**	**100,00%**	**Total**	**16 057 476,00 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Celine COCHE-DEQUEANT
CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Signé électroniquement le 17/04/2026 14:09:12

Julien MATTEI

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
Signé électroniquement le 23/04/2026 11 32 :28

CONTRAT DE PRÊT

N° 187551

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG » ou « l'Emprunteur »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « la Caisse des Dépôts », « la CDC » ou « le Prêteur »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « les Parties » ou « la Partie »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.70.1 page 3/26
Contrat de prêt n° 187551 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHA 174 logts ELEONORE T1-T2-T3 , Parc social public, Réhabilitation de 174 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de six millions quatre-cent-soixante-dix-neuf mille euros (6 479 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt » et selon l'affectation suivante :

- PAM Eco-prêt, d'un montant de trois millions deux-cent-cinquante-quatre mille euros (3 254 000,00 euros) ;
- PAM, d'un montant de trois millions deux-cent-vingt-cinq mille euros (3 225 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « Garanties ».

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « Autorisations » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le « Contrat » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « Courbe de Taux de Swap Euribor » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Courbe de Taux de Swap Inflation » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « Date de Début de la Phase d'Amortissement » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « Dates d'Echéances » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « Date d'Effet » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat » a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Date Limite de Mobilisation » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « Durée de la Ligne du Prêt » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée totale du Prêt » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La « Garantie » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « Garantie publique » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« Index » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« Index Livret A » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « Jour ouvré » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « Ligne du Prêt » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « Livret A » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les « Normes en matière de lutte contre la corruption » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « Pays Sanctionné » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « Règlement des Echéances », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « Prêt » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « Prêt ».

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation » (PAM) est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt) est destiné au financement d'opérations de réhabilitation énergétique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode 3CL-DPE 2021. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La « Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « Réglementation Sanctions » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La « Révision » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « Double Révisabilité » (DR) signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « Taux de Swap Euribor » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « Taux de Swap Inflation » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « Versement » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du 30/04/2026 le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur » ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt » ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « DAT », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	Eco-prêt	-		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5731350	5731349		
Montant de la Ligne du Prêt	3 254 000 €	3 225 000 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	1,25 %	2,1 %		
TEG de la Ligne du Prêt	1,25 %	2,1 %		
Phase d'amortissement				
Durée	30 ans	30 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	- 0,25 %	0,6 %		
Taux d'intérêt[2]	1,25 %	2,1 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et « Détermination des Taux ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article « Objet du Prêt », et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

- autoriser expressément le Prêteur à transmettre à l'Etat les informations communiquées par l'Emprunteur au titre de sa demande de Prêt, ainsi que les caractéristiques financières dudit Prêt, et ce, afin que l'Etat puisse suivre la réalisation des objectifs pour le Parc locatif social et ses progrès sur le plan énergétique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « Objet du Prêt » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « Garanties » du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « Objet du Prêt », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode 3CL-DPE 2021 pour dégager le gain énergétique et carbone renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ».

Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document prouvant que la maison individuelle réhabilitée ne fait pas l'objet de l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz ni d'un système de chauffage hybride pour lequel la nouvelle chaudière à gaz a un taux de couverture des besoins annuels en chauffage supérieur ou égal à 30 % ;

- communiquer dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur copie des factures correspondant aux travaux de rénovation réalisés et copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des bâtiments pour les trois années précédant la réhabilitation et les trois années suivantes.

- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « Calcul et Paiement des Intérêts ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « Notifications » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « Notifications », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « Valeur de Marché de la Ligne du Prêt » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article «Objet du Prêt» du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « Déclarations et Engagements de l'Emprunteur », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

La somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque ligne du prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due dans le cas où les documents suivants n'auront pas été communiqués dans les trois mois suivants la demande du Prêteur :

- copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu ou, dans les départements d'Outre-Mer, du justificatif de la demarche de qualité environnementale à l'issue de l'achèvement des travaux ;

- rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- tout document prouvant que le bâtiment n'est pas chauffé au gaz ;

- l'attestation d'exposition aux zones de bruit des réseaux routier et ferroviaire, l'étude acoustique et tout document prouvant la réalisation de travaux acoustiques.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique et carbone rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans la demande de prêt en ligne ou dans les pièces justificatives « Engagement de performance globale », ou « Agrément formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat mais un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt » et, le cas échéant, à l'Article « Commissions, pénalités et indemnités ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

62

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération de réhabilitation de 66 logements située à STRASBOURG - rues Newton et Galilée et octroi d'une subvention de 83 346€.

Numéro E-2026-961

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique de 66 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG - rues Newton et Galilée.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1984 et acquis en 2025 par le bailleur.

Le chauffage est actuellement assuré par des chaudières à gaz.

La consommation énergétique actuelle est en moyenne de 216,34kWhep/m².an, étiquette D.

L'objectif est d'atteindre la performance « B.B.C. Rénovation » avec une étiquette C, avec une consommation moyenne de 101,71 kWhep/m².an.

Le gain énergétique est estimé à 114,63 kWhep/m².an soit 715 978,98 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Programme des travaux :

Traitement de l'enveloppe :
- isolation des façades et reprise des balcons (logements collectifs + individuels),
- remplacement complet de la toiture y compris de l'isolation et des vélux avec volets solaires (logements collectifs + individuels),
- remplacement de la toiture amiantée des garages (logements individuels),
- remplacement des menuiseries extérieures (logements collectifs +individuels).

Amélioration des parties communes :
- réfection des entrées collectives et individuelles pour les pavillons (logements collectifs + individuels),
- mise en place de la vidéophonie (logements collectifs),

- remplacement des portes CF des communs (logements collectifs),
- remplacement des boites aux lettres (logements collectifs),
- remplacement des portes extérieures métalliques des locaux communs,
- rafraichissement des parties communes,
- mise en sécurité des parties communes.

Amélioration des logements :
- réfection de la VMC existante (logements collectifs + individuels),
- mise en sécurité des tableaux électriques dans les logements,
- mise aux normes des gardes corps logements,
- remplacement des portes palières,
- révision des chaudières individuelles gaz (2016 = investissement).

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance mensuelle sera forfaitaire. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

Les déclarations préalables de travaux ont été déposées le 18 janvier 2024 et délivrées le 14 février 2024 (DP 67482 024 0065/ DP 67482 024 0066/ DP 67482 024 0067).

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu les 23 janvier 2024.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2023.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour l'attribution de l'aide financière d'un montant de quatre-vingt-trois mille trois cent quarante-six euros (83 346,00 €) allouée au titre de la réhabilitation thermique pour les 54 logements éligibles, ainsi que pour sa garantie au prêt d'un montant total de quatre millions trente-trois mille euros (4 033 000,00 €), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour l'opération.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2023 décidant la revalorisation des aides

eurométropolitaines pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques de l'éco-prêt
vu la délibération du 23 mai 2025 renouvelant
l'engagement de la collectivité pour l'année 2025
vu la délibération du 6 février 2026 portant sur le renouvellement de la convention (de financement de la réhabilitation thermique des logements sociaux) pour la période 2026-2027
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2254-1 et L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu le contrat de prêt n° 191475 en annexe signé entre OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA), ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 66 logements située à STRASBOURG - rues Newton et Galilée :

- *le versement d'une participation eurométropolitaine à OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) d'un montant total de quatre-vingt-trois mille trois cent quarante-six euros (83 346,00 €) :*

** subvention évolutive en fonction du gain énergétique théorique par logement soit :*

Adresse	*Nombre de logements*	*Gain (kWh/m²/an)*	*Montant subvention EmS/logement*	***Total***
	28	*95*	*1 191 €*	***33 348 €***
	26	*121*	*1 923 €*	***49 998 €***
TOTAL	***54***			***83 346 €***

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 66 logements située à STRASBOURG - rues Newton et Galilée :

- *l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de quatre millions trente-trois mille euros (4 033 000,00 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 191475, constitué de 2 lignes du prêt.*

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de quatre million trente-trois mille euros (4 033 000,00 €) augmentée de l'ensemble des sommes

pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 66 logements située à STRASBOURG - rues Newton et Galilée :

a) des modalités de versement de la subvention de quatre-vingt-trois mille trois cent quarante-six euros (83 346,00 €) :
- *50% à l'ouverture du chantier sur production d'une attestation de démarrage des travaux,*
- *30% par appels de fonds en fonction de l'avancement des travaux,*
- *le solde à la clôture du chantier sur production : d'une attestation d'achèvement des travaux; des pièces justificatives de la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial et la justification de la performance énergétique atteinte et du coût de revient définitif de l'opération;*

b) l'imputation de la dépense globale de quatre-vingt-trois mille trois cent quarante-six euros (83 346,00 €) sur les crédits disponibles au budget 2026 et suivants (fonction 552 – nature 20422 – activité HP01- prog 1643 – AP 2026 n°0392);

c) le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après
transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-216163A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA

Numéro de référence **2026-133**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**66**

Opération:

Intitulé	
Adresse	4 Rue Newton, Cronenbourg - Cité Nucléaire
Commune	

Financement **Droit commun**

Demande de subvention ■ Garantie d'emprunt ■

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Individuel type: **Gaz**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	SC moyenne(m²)	Charges avant travaux	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
Eco-prêt	T1 collectif	1	72,00	54,61 €	54,61 €	306,00 €			
Eco-prêt	T2 collectifs	5	104,00	90,09 €	90,09 €	442,00 €			
Eco-prêt	T3 collectifs	12	111,42	93,66 €	93,66 €	473,52 €			
Eco-prêt	T4 collectifs	13	123,46	106,82 €	106,82 €	524,71 €			
Eco-prêt	T5 collectifs	6	141,50	146,43 €	146,43 €	601,38 €			
Eco-prêt	T6 individuels	16	194,94	105,70 €	96,58 €	828,48 €			
Eco-prêt	T5 individuels	13	92,54	85,79 €	85,79 €	393,29 €			
Total		**66**	**7 502,06**						

Nombre de logements adaptés au handicap:	0
Nombre de petits logements	0

Détail des postes de charges:

Loyer mensuel au m²:

	avant travaux	4,02 €
	après travaux	4,25 €

Ratios

Cout des travaux	80 511,02 €	/ logement	prix au m² de SC	657,50 €
Prestations intellectuelles	6 209,55 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**5 313 727,00 €**	92,84%	**Subventions**	***83 346,00 €***	***1,46%***
			ETAT	**0,00 €**	**0,00%**
Prestations intellectuelles	**409 830,00 €**	7,16%			
			Eurométropole	**83 346,00 €**	**1,46%**
			Réhab.	83 346,00 €	1,46%
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***4 033 000,00 €***	***70,46%***
			Prêt PAM	3 350 000,00 €	58,53%
			Eco-prêt réhabilitation	683 000,00 €	11,93%
			Fonds propres	***1 607 211,00 €***	***28,08%***
Total	**5 723 557,00 €**	**100,00%**	**Total**	**5 723 557,00 €**	**100,00%**

CONTRAT DE PRÊT

N° 191475

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 1/26
Contrat de prêt n° 191475 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 3/26
Contrat de prêt n° 191475 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.23
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.23
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.25
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.25
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHA Newton/Galilée 66 logts, Parc social public, Réhabilitation de 66 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions trente-trois mille euros (4 033 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de trois millions trois-cent-cinquante mille euros (3 350 000,00 euros) ;
- PAM Eco-prêt, d'un montant de six-cent-quatre-vingt-trois mille euros (683 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation Eco-Prêt » (PAM Eco-Prêt)** est destiné au financement d'opérations de réhabilitation énergétique de logements sociaux situés en métropole et dans les départements de l'Outre-Mer, et ayant fait l'objet d'un audit énergétique selon la méthode 3CL-DPE 2021. Par dérogation, pour les opérations de réhabilitation thermique de logements sociaux situés dans les départements de l'Outre-Mer, une combinaison de travaux d'économie d'énergie doit être réalisée dans les bâtiments.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **17/10/2026** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

En cas de mobilisation des fonds du Prêt après la date d'achèvement des travaux « **DAT** », par dérogation aux dispositions ci-dessus, les fonds de chaque Ligne de Prêt seront versés par le Prêteur en une seule fois sous la forme d'un unique Versement et sous réserve du respect des dispositions de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne de Prêt** » ainsi que de la conformité et de l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s).

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	-	Eco-prêt		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5742416	5742415		
Montant de la Ligne du Prêt	3 350 000 €	683 000 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,1 %	1,25 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,1 %	1,25 %		
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %		
Taux d'intérêt[2]	2,1 %	1,25 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »**, et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

- autoriser expressément le Prêteur à transmettre à l'Etat les informations communiquées par l'Emprunteur au titre de sa demande de Prêt, ainsi que les caractéristiques financières dudit Prêt, et ce, afin que l'Etat puisse suivre la réalisation des objectifs pour le Parc locatif social et ses progrès sur le plan énergétique.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- réaliser au moyen des fonds octroyés, les travaux préconisés par l'audit énergétique méthode 3CL-DPE 2021 pour dégager le gain énergétique et carbone renseigné lors de la demande de PAM éco-prêt en ligne ou dans la fiche « Engagement de performance globale ».

Par dérogation, les travaux réalisés dans les départements de l'Outre-Mer seront spécifiés dans l'« Agrément - formulaire de demande d'éco-prêt logement social » validé par la Direction de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DEAL) ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document permettant de vérifier le contenu et la réalisation des travaux préconisés par l'audit initial ;

- Fournir dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur tout document prouvant que la maison individuelle réhabilitée ne fait pas l'objet de l'installation d'une nouvelle chaudière à gaz ni d'un système de chauffage hybride pour lequel la nouvelle chaudière à gaz a un taux de couverture des besoins annuels en chauffage supérieur ou égal à 30 % ;

- communiquer dans un délai de 3 mois suivant la demande du Prêteur copie des factures correspondant aux travaux de rénovation réalisés et copie des relevés de consommation d'énergie (chauffage et eau chaude sanitaire en collectif) des bâtiments pour les trois années précédant la réhabilitation et les trois années suivantes.

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

La somme des montants correspondant à la majoration octroyée à chaque ligne du prêt PAM Eco-Prêt sera immédiatement exigible et une pénalité égale à 7% de la somme exigible sera due dans le cas où les documents suivants n'auront pas été communiqués dans les trois mois suivants la demande du Prêteur :

- copie du label réglementaire de performance énergétique obtenu ou, dans les départements d'Outre-Mer, du justificatif de la demarche de qualité environnementale à l'issue de l'achèvement des travaux ;

- rapport de Repérage Amiante avant travaux ;

- tout document prouvant que le bâtiment n'est pas chauffé au gaz ;

- l'attestation d'exposition aux zones de bruit des réseaux routier et ferroviaire, l'étude acoustique et tout document prouvant la réalisation de travaux acoustiques.

Dans l'hypothèse où les travaux de rénovation réalisés n'ont pas permis d'atteindre la performance énergétique et carbone rendant l'Objet du Prêt éligible au PAM Eco-prêt, et ce conformément aux stipulations prévues dans la demande de prêt en ligne ou dans les pièces justificatives « Engagement de performance globale », ou « Agrément formulaire de demande d'éco-prêt logement social », le PAM Eco-prêt sera de fait requalifié en PAM et aux conditions de taux de celui-ci, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.60 % (60 points de base).
En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat mais un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U168955, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 191475, Ligne du Prêt n° 5742416
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U168955, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 191475, Ligne du Prêt n° 5742415
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

63

Délibération au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

OPHEA - Prise en garantie de l'emprunt souscrit auprès de la Caisse des dépôts et consignations pour les tranches 1 et 2 de l'opération de changement de vecteurs pour 301 logements locatifs sociaux rues Ampère et Wattwiller - STRASBOURG.

Numéro E-2026-969

OPHEA a décidé d'effectuer des travaux de réhabilitation et de rénovation thermique de 301 logements de son patrimoine situé à STRASBOURG – 33 rue Ampère, 30, 32, 38 et 40 rue de Wattwiller.

Cet ensemble immobilier a été construit en 1977 et acquis en 1976 par le bailleur.

Le chauffage est actuellement assuré par le gaz et après les travaux les logements seront raccordés au chauffage urbain.

La consommation énergétique actuelle est de 135 kWhep/m².an, étiquette C.

L'objectif est d'atteindre une étiquette A, avec une consommation de 62 kWhep/m².an.

Le gain énergétique est estimé à 73 kWhep/m².an soit 2 708 728,51 kWh par an pour l'ensemble de l'opération.

Programme des travaux :
- réfection complète de l'étanchéité des toitures terrasses,
- dépose des installations de chauffage et solaires installées en toiture,
- reprise partielle du système de ventilation,
- suppression des installations gaz dans les logements,
- ravalement des façades,
- raccordement au réseau de chaleur urbain,
- création d'une chaufferie principale hors des immeubles,
- remplacement des menuiseries extérieures des logements, fenêtres et porte-fenêtre y compris tablettes et volets,
- isolation des toitures terrasses,
- mise à niveau des installations de VMC ave installation d'une VMC avec installation d'une VMC hygroréglable de type B.

Ces travaux devraient permettre une diminution des charges énergétiques d'environ 4,53 euros par logement par mois.

Une contribution des locataires aux économies d'énergies après travaux, dite 3ème ligne sur la quittance après travaux sera forfaitaire. Cette participation sera payable mensuellement, en même temps que le loyer, pendant une durée de 15 ans.

La déclaration préalable de travaux a été déposée le 17 septembre 2024 et délivrée le 18 octobre 2024 (DP 67482 24 V1215).

La réunion de concertation avec les locataires a eu lieu le 12 novembre 2024.

Cette opération s'inscrit dans le dispositif d'aide à la réhabilitation thermique des logements locatifs sociaux alsaciens contractualisé avec la Caisse des dépôts et consignations, conformément à la délibération cadre du 20 décembre 2023.

Les caractéristiques de l'opération et son plan de financement sont joints en annexe 1.

L'Eurométropole de Strasbourg est sollicitée pour sa garantie au prêt d'un montant total de quatre millions quatre-cent-trente mille euros (4 430 000,00 €), contracté auprès de la Caisse des dépôts et consignations, pour les tranches 1 et 2 de l'opération de réhabilitation thermique de 301 logements.

Conformément à la délibération du 26 juin 2015, la réservation en contrepartie de cette garantie d'emprunt des logements au titre du contingent de l'Eurométropole de Strasbourg se fera sur la base du nombre global de logements garantis par délibération au bailleur sur l'année (5 % du nombre de logements pour les opérations de réhabilitation).

Ce droit de réservation n'est en aucun cas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

Il est proposé au Conseil d'accéder à la demande du bailleur.

Je vous demande de bien vouloir adopter le projet de délibération suivant :

Le Conseil
vu la délibération du 20 décembre 2023 décidant la revalorisation des aides eurométropolitaines pour tenir compte de l'évolution des caractéristiques de l'éco-prêt
vu la délibération du 23 mai 2025 renouvelant l'engagement de la collectivité pour l'année 2025
vu la délibération du 6 février 2026 portant sur le renouvellement de la convention (de financement de la réhabilitation thermique des logements sociaux) pour la période 2026-2027
vu les articles du Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2252-1, L 2254-1 et L 5217-2 et suivants
vu les articles 2298 et 2305 du Code civil
vu la décision d'agrément délivrée par l'État le 31 décembre 2024

vu le contrat de prêt n°191214 en annexe signé entre OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA)
ci-après l'Emprunteur
et la Caisse des dépôts et consignations,
sur proposition de la Commission plénière
après en avoir délibéré

approuve

pour l'opération de réhabilitation et de rénovation thermique de 301 logements située à STRASBOURG –33 rue Ampère et 30, 32, 38 et 40 rue de Wattwiller :

l'octroi de la garantie à hauteur de 100% pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de quatre millions quatre-cent-trente mille euros (4 430 000,00 €) souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 191214, constitué de 2 lignes du prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de quatre millions quatre-cent-trente mille euros (4 430 000,00 €) augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du contrat de prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

L'Eurométropole de Strasbourg s'engage pendant toute la durée du contrat de prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de celui-ci ;

décide

le droit de réservation de 5 % du nombre de logements dont le calcul final se fera sur la base du volume global de logements ayant fait l'objet d'une délibération accordant une garantie d'emprunt de l'Eurométropole de Strasbourg durant l'année 2026,

Cette disposition n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations.

autorise

la Présidente, son représentant ou sa représentante, à signer toute convention avec

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG (OPHEA) en exécution de la présente délibération (la convention de réservation de logements locatifs sociaux en contrepartie de la garantie des emprunts n'est pas opposable à la Caisse des dépôts et consignations en cas de mise en jeu de la garantie).

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-216345A-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Eurométropole de Strasbourg - Service de l'Habitat

Annexe n°1

Bailleur : OPHEA — **Numéro de référence** **2024-069**

	Nombre de Logements
Logements ordinaires	**536**

Opération:

Intitulé	
Adresse	33 rue Ampère, 30, 32, 38, 40 et 42 rue Wattwiller
Commune	Strasbourg

Financement — **Droit commun**

Demande de subvention ■ — Garantie d'emprunt ☐

Organisme prêteur:
CDC

Description de l'opération

Performance energétique:

Chauffage: Collectif — type: **Chauffage urbain**

Détail de l'opération

Financement	Type de logements	Nombre de logements	Total surface habitable	Charges avant travaux	Charges prévisionnelles	Loyer mensuel moyen			
VECTEUR	T1	18	654,00	101,67 €	99,31 €	285,33 €			
VECTEUR	T2	36	1 810,00	136,94 €	133,61 €	344,43 €			
VECTEUR	T3	145	10 213,00	201,42 €	196,81 €	418,50 €			
VECTEUR	T4	83	6 476,00	228,77 €	223,71 €	459,61 €			
VECTEUR	T5	19	1 759,00	269,32 €	263,32 €	524,37 €			
Total		**301**	**20 912,00**						

				Loyer mensuel au m²:
Nombre de logements adaptés au handicap:	0			3,77 €
Nombre de petits logements	0			

Détail des postes de charges:

Production énergie ECS, chauffage collectif

Ratios

Cout des travaux	29 049,45 €	/ logement	prix au m² de SC	302,41 €
Prestations intellectuelles	2 025,89 €	/ logement		
Montant de la TVA	2 479,71 €	/ logement		

Plan de financement **(€ TTC)**

DEPENSES			RECETTES		
Cout des travaux	**15 570 506,69 €**	86,57%	**Subventions**	***804 000,00 €***	***4,47%***
			ETAT	**804 000,00 €**	**4,47%**
Prestations intellectuelles	**1 085 877,81 €**	6,04%			
			Eurométropole	**- €**	**0,00%**
Montant de la TVA	**1 329 124,39 €**	7,39%			
			Autre	**- €**	**0,00%**
			Emprunts	***13 584 407,11 €***	***75,53%***
			Prêt PAM	13 584 407,11 €	75,53%
			Fonds propres	***3 597 101,78 €***	***20,00%***
Total	**17 985 508,89 €**	**100,00%**	**Total**	**17 985 508,89 €**	**100,00%**

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

N° 191214

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG - n° 000107788

Et

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 1/25
Contrat de prêt n° 191214 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

CONTRAT DE PRÊT

Entre

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG, SIREN n°: 276700028, sis(e) 24 Route de l Hopital CS 70128 67028 STRASBOURG CEDEX 1,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG** » ou « **l'Emprunteur** »,

DE PREMIÈRE PART,

et :

LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

DE DEUXIÈME PART,

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

PR0090-PR0068 V3.72.1 page 3/25
Contrat de prêt n° 191214 Emprunteur n° 000107788

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.5
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.9
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.12
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.13
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.14
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.15
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.15
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.15
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.16
ARTICLE 16	GARANTIES	P.19
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.19
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.22
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.22
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.24
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.24
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.25
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ	P.25
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	

L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération REHA AMPERE T1 -T2 (301 logts), Parc social public, Réhabilitation de 301 logements situés sur plusieurs adresses à STRASBOURG.

Dans le cadre de la planification écologique de la décarbonation du bâtiment, un partenariat entre l'ADEME (Agence de la transition écologique) et la Banque des Territoires permet à ce Contrat d'intégrer une Ligne du Prêt à taux bonifié destinée au financement de dispositifs de production de chaleur renouvelable ou de certains travaux nécessaires au raccordement à des réseaux de chaleur.

ARTICLE 2 PRÊT

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quatre millions quatre-cent-trente mille euros (4 430 000,00 euros) constitué de 2 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »** et selon l'affectation suivante :

- PAM, d'un montant de trois millions cent mille euros (3 100 000,00 euros) ;
- PAM Bonification ADEME, d'un montant d'un million trois-cent-trente mille euros (1 330 000,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

ARTICLE 3 DURÉE TOTALE

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt.
Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.

ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnait que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

L'Emprunteur reconnait avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :
- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.
Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article **« Garanties »**.

ARTICLE 5 DÉFINITIONS

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les **« Autorisations »** désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notarisation ou enregistrement.

Le **« Contrat »** désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.
En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La **« Date de Début de la Phase d'Amortissement »** correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les **« Dates d'Echéances »** correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Date d'Effet »** du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article **« Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat »** a (ont) été remplie(s).

La **« Date Limite de Mobilisation »** correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La **« Durée de la Ligne du Prêt »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée totale du Prêt »** désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La **« Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt »** désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Échéance.

La **« Garantie »** est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La **« Garantie publique »** désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'**« Index »** désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'**« Index Livret A »** désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La **« Ligne du Prêt »** désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le **« Livret A »** désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le **« Pays Sanctionné »** signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La **« Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article **« Règlement des Echéances »**, et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La **« Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement »** désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le **« Prêt »** désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article **« Prêt »**.

Le « **Prêt Amélioration / Réhabilitation** » **(PAM)** est destiné à financer l'amélioration ou la réhabilitation des logements à usage locatif social et intermédiaire sociaux.

La **« Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) »** signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La **« Réglementation Sanctions »** signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

La **« Révision »** consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La **« Double Révisabilité » (DR)** signifie que, pour une Ligne du Prêt, le taux d'intérêt actuariel annuel ainsi que le taux de progressivité des échéances sont révisés en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

La **« Valeur de Marché de la Ligne du Prêt »** désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :
- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le **« Versement »** désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

ARTICLE 6 CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site www.banquedesterritoires.fr si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **10/10/2026** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

ARTICLE 7 CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;

- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »** ;

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article **« Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières »**, ne soit survenu ou susceptible de survenir ;

- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;

- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article **« Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt »** ;

- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :

  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article **« Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt »**, à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :
toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :
- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : www.banquedesterritoires.fr en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	PAM	PAM		
Enveloppe	-	Bonification ADEME		
Identifiant de la Ligne du Prêt	5743729	5745675		
Montant de la Ligne du Prêt	3 100 000 €	1 330 000 €		
Commission d'instruction	0 €	0 €		
Durée de la période	Annuelle	Annuelle		
Taux de période	2,1 %	1,25 %		
TEG de la Ligne du Prêt	2,1 %	1,25 %		
Phase d'amortissement				
Durée	25 ans	25 ans		
Index[1]	Livret A	Livret A		
Marge fixe sur index	0,6 %	- 0,25 %		
Taux d'intérêt[2]	2,1 %	1,25 %		
Périodicité	Annuelle	Annuelle		
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)		
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)		
Modalité de révision	DR	DR		
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %		
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent		
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360		

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 1,5 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX

MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**, font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Double Révisabilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) et le taux annuel de progressivité (P) indiqués à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et actualisés, comme indiqué ci-dessus, sont révisés à la Date de Début de la Phase d'Amortissement (en l'existence d'une Phase de Préfinancement) puis à chaque Date d'Echéance suivante de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule : I' = T + M

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la Durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

- Le taux annuel de progressivité révisé (P') des échéances, est déterminé selon la formule : P' = (1+I') (1+P) / (1+I) - 1

Les taux révisés s'appliquent au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.
En particulier,

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,
- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou
- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Evénement »),
le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Evénement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :
(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Evénement ;
(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Evènement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou
(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Evénement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.
Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.
En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Evénement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.
Afin de lever toute ambigüité, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Evènement.

ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

- Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t)^{\text{"base de calcul"}} - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »** et **« Détermination des Taux »**.

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article **« Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt »**.

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES

Le présent Prêt n'est soumis à la perception d'aucune commission d'instruction.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR

15.1 Déclarations de l'Emprunteur :

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;

- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;

- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;

- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;

- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;

- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;

- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;

- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;

- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;

- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

- qu'il disposera de toutes les Autorisations nécessaires au financement de l'opération visée à l'Article **« Objet du Prêt »**, et notamment les autorisations d'urbanisme, les justificatifs d'autorisations administratives purgées de tous recours et de tout retrait, les titres conférant les droits réels immobiliers (droits de propriété par exemple) nécessaires à la réalisation de l'opération financée, ainsi que, le cas échéant si l'objet de financement l'exige, les agréments ou décisions attributives de subventions (DAS) émanant de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) ou les titres conférant des droits pour les baux et l'usufruit locatif social (ULS). A défaut de disposer de tels documents justificatifs, l'Emprunteur s'expose aux conséquences d'une déchéance du terme du crédit octroyé par le Prêteur dans les conditions prévues à l'Article 17.2.1 du présent Contrat ;

- que les informations communiquées à la CDC sont exactes, sincères et exhaustives, et s'engage à informer immédiatement la CDC de toute évolution ou événement susceptible de remettre en cause les déclarations effectuées ou d'affecter l'exécution du présent Contrat.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

15.2 Engagements de l'Emprunteur :

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article **« Objet du Prêt »** du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;

- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;

- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;

- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de garantie ou sûreté de toute nature portant sur et/ou en lien avec le bien financé, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception des garanties hypothécaires sur le foncier et/ou les immeubles financés qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article **« Garanties »** du Contrat ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que ceux-ci nécessaires ou requis pour réaliser l'opération sont délivrés et maintenus en vigueur ;

- transmettre à la demande du Prêteur, notamment à des fins de contrôle, le titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;

- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;

- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;

- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;

- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :

  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;

- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;

- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;

- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;

- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;

- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;

- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;

- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;

- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout évènement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;

- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout évènement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;

- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;

- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;

- ne pas bénéficier, pour l'opération financée par le présent Prêt et définie à l'Article **« Objet du Prêt »**, d'aide financière de l'ADEME autre que celle accordée via la Ligne du Prêt PAM Bonification ADEME du présent Contrat ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- permettre aux personnes désignées par le Prêteur d'accéder à tous les documents relatifs aux coûts de l'opération financée, notamment les devis et factures. A défaut de réception des documents demandés dans un délai de 4 mois, le PAM Bonification ADEME sera de fait requalifié à un taux d'intérêt ne tenant pas compte de la bonification de l'ADEME, soit un taux d'intérêt égal à TLA + 0.40 % (40 points de base). En outre, cette requalification ne donnera pas lieu à l'établissement d'un avenant au présent contrat. Néanmoins un nouvel acte de garantie sera exigé par le Prêteur ;

ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	EUROMETROPOLE DE STRASBOURG	100,00

Le Garant du Prêt s'engage, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en ses lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.

L'engagement de ce dernier porte sur la totalité du Prêt contracté par l'Emprunteur.

ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.
Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.
Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».
Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.
L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son replacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES

17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

17.2.1 Premier cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraineront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;

- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;

- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;

- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article **«Objet du Prêt»** du Contrat ;

- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article **« Déclarations et Engagements de l'Emprunteur »**, ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :

  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.

- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

17.2.2 Deuxième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;

- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;

- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;

- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;

- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

17.2.3 Troisième cas entrainant un remboursement anticipé obligatoire

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;

- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;

- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).

ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES

19.1 Non renonciation

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.
L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.2 Imprévision

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

19.3 Nullité

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entrainerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra céder ou transférer tout ou partie de ses droits et/ou obligations découlant du présent contrat.

ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site www.banquedesterritoires.fr par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles.

ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents de Paris.

ARTICLE 23 DISPOSITIONS RELATIVES À LA DURABILITÉ

L'Emprunteur est informé que le Prêteur est engagé dans une trajectoire de transition écologique et sociale alignée avec les objectifs nationaux et européens de développement durable.

Dans ce cadre, l'Emprunteur s'engage à faire ses meilleurs efforts à titre d'obligation de moyens et à ce titre à se conformer à toutes les lois, règles et réglementations étatiques, nationales et internationales applicables relatives aux normes de comportement éthique et responsable, y compris, sans s'y limiter, celles qui traitent des droits de l'homme, de la protection de l'environnement et du développement durable.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U169354, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 191214, Ligne du Prêt n° 5743729
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE GRAND EST

OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE
L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG
24 Route de l Hopital
CS 70128
67028 STRASBOURG CEDEX 1

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS
DIRECTION REGIONALE GRAND EST
14 Boulevard de Dresde
CS 20017
67080 Strasbourg cedex

CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U169354, OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE L'EUROMETROPOLE DE STRASBOURG

Objet : Contrat de Prêt n° 191214, Ligne du Prêt n° 5745675
Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR2040031000010000173748F67 en vertu du mandat n° ??DPH2013319001876 en date du 15 novembre 2013.

Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.

Caisse des dépôts et consignations
14 Boulevard de Dresde - CS 20017 - 67080 Strasbourg cedex - Tél : 03 88 52 45 46
grand-est@caissedesdepots.fr
banquedesterritoires.fr | @BanqueDesTerr

64

Motion au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Motion présentée par le Conseil de l'Eurométropole : Pour la garantie des moyens alloués aux missions locales.

Numéro E-2026-1095

Parmi l’ensemble des pays de l’Union européenne, la France se distingue tristement par une proportion de jeunes de 15 à 24 ans à la recherche d’un emploi qui dépasse aujourd’hui les 20 %. Cette jeunesse précarisée et trop souvent ignorée est reléguée au second plan des politiques publiques.

Face à cette détresse, les missions locales jouent un rôle pourtant indispensable de service public de proximité. Sur notre territoire, les structures de Strasbourg et de Schiltigheim ont ainsi accompagné pas moins de 7000 jeunes de 16 à 25 ans confrontés à des freins majeurs dans leur insertion professionnelle et sociale. Qu'il s'agisse de publics éloignés de l'emploi, sans qualification, en situation de décrochage scolaire ou confrontés à de multiples vulnérabilités, elles pallient, par le biais d’un parcours personnalisé le cruel manque de moyens dans le service public de retour à l’emploi.

L’insertion des jeunes ne peut servir de variable d’ajustement budgétaire. Affaiblir ces structures, c’est fragiliser un peu plus une génération déjà durement éprouvée par la crise sociale, tout en restant sourd aux revendications légitimes exprimées ces dernières semaines par les mouvements lycéens et étudiants.

Pourtant, cette jeunesse subit une double peine budgétaire. Dès 2026, l’État a fait le choix de supprimer unilatéralement, et sans concertation avec l’ensemble des acteurs concernés, près de 80 % des dotations allouées à l’apprentissage, tandis que le PLF 2027 annonce déjà de nouvelles atteintes majeures aux politiques de formation portées par les collectivités territoriales. Dans ce sillage alarmant, la Région Grand Est a annoncé en octobre dernier la suspension contrainte de ses financements destinés aux 43 missions locales du territoire régional, menaçant directement les structures locales.

Fidèle à ses engagements, et bien qu'il s'agisse d'une compétence facultative assumée dans un contexte budgétaire particulièrement contraint, l’Eurométropole de Strasbourg a fait le choix inverse : celui de maintenir pleinement ses efforts en faveur de la jeunesse. En 2026, elle a ainsi consacré 577 855 euros aux missions locales de son ressort, auxquels s’ajoutent 749 000 euros d’aides directes versées via le Fonds d’aide aux

jeunes (FAJ'EMS). Ce choix traduit une conviction profonde : la jeunesse n’est pas une dépense, mais un investissement pour l’avenir.

Dès lors, l’Eurométropole appelle solennellement la Région Grand Est à faire preuve de la même responsabilité en garantissant les crédits alloués à l’accompagnement et à l’insertion des jeunes.

Ainsi, par cette motion, le Conseil de l’Eurométropole de Strasbourg :

- Affirme son soutien aux missions locales de son territoire : la Mission Locale de Strasbourg Eurométropole et la Mission Locale Relais Emploi de Schiltigheim, ainsi qu’à l’ensemble de leurs professionnels engagés au quotidien auprès des jeunes ;
- Demande à l’État la reconduction de l’intégralité des dotations concernant l’apprentissage et le soutien aux structures d’insertion professionnelle pour les jeunes pour l’année 2027 ;
- Appelle le Parlement à travailler conjointement avec l’ensemble des collectivités pour amender le projet de loi de finances en conséquence ;
- Appelle à une mobilisation collective et solidaire de l’ensemble des collectivités territoriales et notamment de la Région Grand Est au regard de ses compétences en lien avec l’emploi, l’insertion et la formation.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-219342-DE-1-1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026

Strasbourg.eu
eurométropole

65

Motion au Conseil de l'Eurométropole de Strasbourg du vendredi 6 novembre 2026

Motion présentée par le groupe Pour une métropole en commun - Pour la préservation des ressources des collectivités territoriales face au projet de loi de finances 2027.

Numéro E-2026-1088

Le projet de loi de finances pour 2027, actuellement en discussion au Parlement, prévoit de faire peser sur les collectivités territoriales une nouvelle cure d'austérité de 7,5 milliards d'euros.

Les efforts imposés aux collectivités sont en l'état injustes, disproportionnés et insoutenables.

Or, pour certaines collectivités, le cumul des mesures prévues pourrait représenter jusqu'à 5 à 6% de leurs recettes réelles de fonctionnement, compromettant durablement leur capacité d'action.

Les collectivités territoriales ne sont pas à l'origine des déficits et de l'endettement de l'Etat Elles assurent plus de 70 % de l'investissement public en France et jouent un rôle essentiel dans la cohésion sociale, la transition écologique, l'aménagement du territoire et le maintien des services publics de proximité.

Dès lors, leur imposer de nouvelles ponctions budgétaires reviendrait à affaiblir l'investissement local et à une dégradation des services publics du quotidien.

Cette inquiétude est partagée par plusieurs associations d'élus, dont l'Association des maires de France, qui dénoncent, dans un communiqué commun du 15 octobre 2026, « *une purge financière sans précédent [...] insoutenable pour les collectivités prises dans leur ensemble* ».
Création d'une contribution exceptionnelle progressive et budgétaire (CEPB), diminution des fractions de TVA attribuées en compensation de la suppression d'impôts locaux, réduction du Fonds de compensation pour la TVA (FCTVA), report du remboursement du dispositif DILICO, augmentation des cotisations à la CNRACL, transfert de nouvelles charges de l'État vers les Régions… : **l'accumulation de ces mesures fait peser une contrainte supplémentaire sur les budgets locaux et affaiblit encore une fois la capacité des collectivités à exercer pleinement leurs**

compétences.

Les collectivités territoriales font vivre la République au plus près des habitantes et des habitants. Elles assurent chaque jour la continuité des services publics, accompagnent les transitions et répondent aux besoins des territoires.

Sous couvert de lutte contre le déficit, le gouvernement fait le choix d'utiliser les services publics, les collectivités territoriales et la transition écologique comme variables d'ajustement. **Une répartition plus équilibrée de l'effort est indispensable afin de préserver leur capacité d'investissement et la qualité des services publics locaux.**

Ce choix d'économies sur le dos des collectivités est d'autant plus discutable que d'autres orientations sont possibles, dans une logique de justice fiscale et sociale, plutôt que de faire peser l'austérité sur les collectivités qui investissent pour la transition écologique et les services publics locaux.

Ce choix se traduit concrètement par le non-renouvellement du programme Territoire Zéro Exclusion Énergétique (TZEE), auquel participait l'Eurométropole. Ce dispositif permettait pourtant d'accompagner les ménages les plus modestes dans leurs travaux de rénovation énergétique, en s'appuyant sur l'action de proximité des collectivités. Sa suppression constitue un nouvel exemple d'un désengagement de l'État qui affaiblit l'action publique locale au détriment des habitantes et des habitants.

Ainsi, le Conseil de l'Eurométropole :

- Demande au Gouvernement de revoir sa politique à destination des collectivités locales en amplifiant son soutien vis-à-vis des collectivités territoriales et des services publics locaux, essentiels à la population.

- Appelle les parlementaires à mesurer les conséquences du projet de loi de finances pour 2027 sur les collectivités territoriales et à adopter les amendements permettant de préserver durablement leurs capacités d'action et d'investissement.

- Appelle le Parlement à engager une réforme fiscale progressiste, juste et équitable, afin que la Nation se dote d'un budget à la hauteur des besoins notamment de la jeunesse, de l'urgence climatique et des exigences de justice sociale.

le vendredi 6 novembre 2026 par le Conseil de l'Eurométropole

Rendu exécutoire après transmission au contrôle de légalité préfectoral le 14 novembre 2026

(Accusé de réception N°067-246700488-20261106-219150-DE-1-

1)

et publication sur le site Internet www.strasbourg.eu le 16 novembre 2026